Le Président

REUNION DU CONSEIL
DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

du vendredi 16 décembre 2016 à 08h30
en la salle des Conseils du Centre administratif

Ordre du Jour

Finances, Contrôle de gestion, Administration et ressources

1	Rapport d'activité du Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg.	1
2	Modalités de fonctionnement jusqu'au vote du budget primitif 2017.	8
3	Créance à admettre en non-valeur - ALSACE ACTIVE.	191
4	Compte-rendu de l'activité 2015 des sociétés à capitaux mixtes de l'Eurométropole de Strasbourg.	194
5	Synthèse de l'activité 2015 des délégations de service public et des établissements publics de l'Eurométropole de Strasbourg.	199
6	Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.	205
7	Développement et optimisation des réseaux de communications électroniques sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Principes et dispositions tarifaires.	216
8	Transferts de compétences du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg.	257
9	Transfert de la compétence prévention spécialisée du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : conventionnement avec les associations.	398
10	Transfert de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : convention financière avec la mission locale pour l'emploi de Strasbourg et approbation du Règlement Intérieur.	447
11	Transfert de la compétence Fonds Solidarité Logement du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : versement de la contribution au titulaire du marché de la gestion comptable et financière.	463

Urbanisme, Habitat et Aménagement, transport

12	Comptes rendus financiers (CRF) des opérations concédées : Approbation par le concédant (Eurométropole) des CRF 2015 de la SERS pour la ZAC Etoile à Strasbourg, la ZAC du Parc d'Innovation d'Illkirch, l'opération Hautepierre Poteries à Strasbourg et la ZAC Danube à Strasbourg, du Groupe Domial (HFA, HSA) pour l'opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg, de la SAS Rives du Bohrie pour la ZAC Rives du Bohrie à Ostwald, de la SAS ZCN Aménagement pour la ZAC de la Zone Commerciale Nord à Vendenheim, de la Société CM-CIC Aménagement foncier pour la ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett, et de la SPL Deux Rives pour la ZAC Deux Rives à Strasbourg.	604
13	Projet d'aménagement d'un Campus des Technologies Médicales (Nextmed) au Sud-Est du site de l'Hôpital Civil de Strasbourg : approbation des caractéristiques essentielles de la concession d'aménagement et lancement d'une consultation d'aménageurs.	661
14	Approbation du dossier de réalisation de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel » à Reichstett.	668
15	Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU), du zonage d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg et accord à la modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.	689
16	Instauration du droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg. Instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le Secteur Patrimonial Remarquable de la ville de Strasbourg.	749
17	Attribution d'une subvention pour 2017 à l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS).	757
18	Participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg au Syndicat Mixte pour le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS), exercice 2017.	767
19	Projet de rénovation urbaine de Hautepierre - Maille Catherine : transactions foncières nécessaires à la mise en œuvre de la contrepartie Action Logement : - acquisition de parcelles auprès de la SERS - vente d'un terrain à la société Domial-Plurial	772
20	ANRU CRONENBOURG : restructuration du secteur Einstein Haldenbourg : délibération modificative de la délibération du 30 juin 2016 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.	782

21	Ilot Bois	786
22	4ème PLH - Point d'étape annuel.	807
23	Adoption du Plan partenarial de gestion de la demande et d'Information des demandeurs de logements sociaux (PPGDID) de l'Eurométropole de Strasbourg.	826
24	Habitat privé. Conventions de partenariat avec trois organismes bancaires partenaires de la démarche initiée par l'Eurométropole de Strasbourg en matière de lutte contre les logements vacants du parc privé.	883
25	Renouvellement de la convention de mise en œuvre du dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux pour 4 ans.	927
26	Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale (MOUS) - Fondation Vincent de Paul - Bureau d'accès au logement Saint-Charles - Exercice 2016- Participation financière.	951
27	CUS-HABITAT : Droit Commun 2016. Strasbourg (Conseil des XV) - Cité Rotterdam - 3 place Albert 1er, 24 à 26 rue de l'Yser et 11 rue Rotterdam - 2ème tranche - 325 logements, 17 à 27 rue Rotterdam, 1 à 10 promenade du Luxembourg, 4 place Albert 1e et 14 à 20 rue de Bruxelles - 3ème tranche - 205 logements, Opération de réhabilitation de 530 logements éligibles à la PALULOS. Garantie d'emprunt auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace.	958
28	Avenant n°2 à la délégation de service public relative au transport des personnes à mobilité réduite.	976
29	Participation au projet européen C-Roads.	983
30	Rétrocession de biens par la CTS à l'EMS suite à la réalisation de la ligne G (BHNS reliant la gare de Strasbourg à l'Espace Européen de l'Entreprise).	987

Emploi, Développement économique et rayonnement métropolitain

31	Conclusion d'une convention cadre de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg, le groupe ENGIE et le Port autonome de Strasbourg.	1000
32	Convention de subvention globale de gestion de Fonds Social Européen.	1011
33	Protocoles Transactionnels - Restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg.	1061
34	Adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg à l'association «La 27e Région».	1108

Développement durable et grands services environnementaux

35	Avenant n°7 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Strasbourg et des équipements de valorisation énergétique et matière des déchets qui la constituent.	1112
36	Protocole d'accord en vue de la résiliation amiable du marché public de services pour l'incinération des ordures ménagères résiduelles de la Communauté de Communes « Les Châteaux ».	1147
37	UIOM - Travaux sur le bâti.	1153
38	Création d'une commission Prévention et Gestion des déchets.	1158

1

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Rapport d'activité du Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Par délibération du 30 janvier 2015, et en application des dispositions des articles L. 5211-10-1 et L. 5217-9 du code général des collectivités territoriales, le Conseil de l'Eurométropole a créé son Conseil du développement.

Le V de l'article L.5211-10-1 dispose « Le Conseil de développement établit un rapport d'activité, qui est examiné et débattu par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-10-1-V du Code Général des Collectivités Territoriales,
vu l'avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière,
prend acte

de la tenue du débat sur le rapport d'activité du Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

Strasbourg.eu
eurométropole

Rapport **d'activité**
2015/2016

« Parce que je suis convaincu que le dialogue public sera un élément déterminant pour que l'Eurométropole s'incarne véritablement. Parce que la participation effective de la société civile (habitants, entreprises, associations...) (...) est indispensable. »

Robert HERRMANN,
Président de l'Eurométropole
29 mai 2015.









Le Conseil de développement, installé le 29 mai 2015, conformément à la décision du Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier de la même année, présente en ce début d'automne 2016, son 1er rapport d'activité annuel.

Ce rapport, au-delà des rappels sur la composition du Conseil et sur ses modalités d'organisation, traduit la dynamique qui aura porté le Conseil au cours de la première année de son fonctionnement, dans le respect des engagements qui auront présidé à son installation.

Cette dynamique s'incarne à la fois dans les premières contributions du Conseil, en réponse aux premières saisines sur le numérique et sur le PLU mais aussi dans le travail en voie de finalisation sur la transition énergétique et les réflexions engagées sur des sujets essentiels que sont, pour l'Eurométropole, son développement économique et la qualité du lien social dans notre territoire.

Toutes ces réflexions sont conduites dans l'esprit qui a présidé à la mise en place du Conseil: porter un regard citoyen sur les enjeux qui sont aujourd'hui ceux de l'Eurométropole dans son développement, être force de proposition et pouvoir par-là éclairer la politique conduite.

Les acquis de cette 1ère année doivent beaucoup à l'engagement des membres du Conseil mais aussi à la relation de confiance que nous avons pu établir tant avec la présidence qu'avec les élus et les services en charge de ces questions. Qu'ils en soient tous sincèrement remerciés.

Nos travaux se seront aussi inscrits dans un contexte régional et national qui voit s'affirmer de plus en plus fortement la volonté de donner place à une expression de la société civile et de donner par-là sens au concept de démocratie locale, dans une complémentarité indispensable avec les acteurs politiques.

Sur cette ambition, les enjeux pour demain seront d'élargir la dynamique actuelle, de travailler à ce que chacun des membres du Conseil trouve sa place et de donner une meilleure visibilité à nos travaux, en sachant nous ouvrir à l'ensemble des communes de l'agglomération et à nos voisins allemands.

Pouvoir parler demain d' «Eurométropole citoyenne»: une belle ambition, à laquelle le Conseil, espace de dialogue et de réflexion prospective, entend pouvoir concourir.

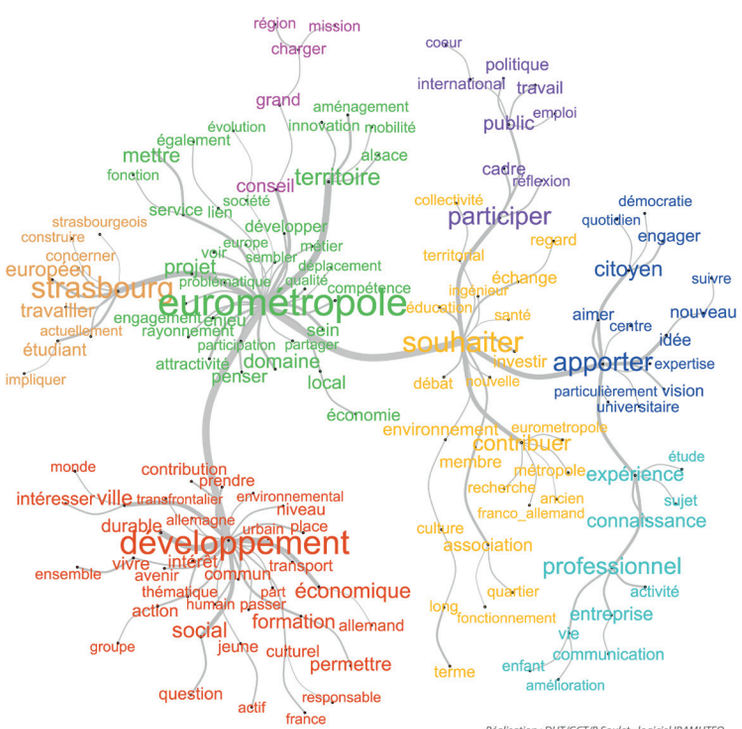
Bernard CARRIERE
Président du Conseil de développement

29 MAI 2015 : INSTALLATION

Les membres du Conseil de développement



Les mots exprimés lors de l'appel à candidature - Mars 2015.



Réalisation : DUT/GCT/B.Soulet - logiciel IRAMUTEQ

Un visuel portant la marque du Conseil de développement

Par son logo, le Conseil de développement affirme à la fois son positionnement aux côtés de l'Eurométropole et une place spécifique, qui favorise en son sein l'échange, le débat et la production collective.

114 citoyens volontaires, bénévoles, vivant ou travaillant sur le territoire métropolitain ou en Allemagne.



57 habitants du territoire métropolitain,

40 personnes ressources,

17 représentants de nos partenaires allemands et des institutions européennes.

17 communes métropolitaines représentées.



7 réunions plénières et 9 réunions du Comité de coordination.

70 réunions de travail entre mai 2015 et juin 2016, plus de 50 auditions et visites de terrain.

74 membres inscrits à au moins un groupe de travail ou une équipe projet.

Un fonctionnement souple, en lien avec le territoire et l'Eurométropole

Des missions confiées par l'Eurométropole
(délibération janvier 2015)

- Contribuer à améliorer la qualité des services publics et des politiques publiques,
- Positionner l'agglomération dans le réseau des métropoles,
- Permettre une meilleure appropriation de l'Eurométropole et de la culture métropolitaine par ses habitants,
- Créer un nouvel espace permanent de dialogue et de démocratie locale, ouvert vers l'extérieur.

Des valeurs affirmées collectivement et partagées
(charte de fonctionnement)

- Mettre l'humain au centre de nos préoccupations,
- Respecter, dans leur diversité, l'ensemble des citoyens,
- Faire preuve d'ouverture et de pragmatisme,
- Garder notre liberté, s'affirmer non partisan et indépendant dans l'exercice de ce mandat.

Un travail collectif organisé et adapté aux contraintes de ses membres, dans un esprit de convivialité

Dans l'objectif de répondre aux saisines du président de l'Eurométropole ou aux sujets dont il s'est autosaisi, le Conseil a organisé ses travaux dans des formats variables :

- Les réunions plénières (au moins 3 par an) permettent de proposer les sujets de réflexion et de valider les travaux.
- Le Comité de coordination (25 membres) se réunit mensuellement. Il coordonne et assure la cohérence globale des travaux.
- Les équipes projet et groupes de travail s'organisent pour répondre aux saisines du Président de l'Eurométropole et aux autosaisines, pour produire les contributions.

Des temps et supports d'information, de communication :

- Un calendrier de travail est disponible avec une visibilité à 3 mois.
- Des colloques, conférences, formations (24 au total), un espace collaboratif sont ouverts aux membres intéressés.
- Une présentation collective des travaux a été organisée le 13 juin 2016.

Un souci d'ouverture et d'affirmation aux niveaux régional et national

Des échanges réguliers avec les élus et services de l'Eurométropole :

- Participation à la réunion des maires en mars 2016, entretiens dans le cadre des travaux menés, présentation par les élus et les services des politiques métropolitaines.
- Communication des contributions adoptées et proposition faite aux élus de venir sur leur territoire.

Une reconnaissance institutionnelle :

- Membre de la Coordination nationale des Conseils de Développement (conseil d'administration et groupe Métropoles),
- Membre de la Conférence régionale des conseils de développement du Grand Est,
- Coopération avec le CESER Grand Est,
- Participation à des colloques, intervention dans le cadre des conférences de l'ADEUS,
- Accueil d'une délégation japonaise de l'Université de OKAYAMA, le 14 mars 2016.



Une réunion décentralisée à Schiltigheim le 25 avril 2016.



Une charte de fonctionnement affirmant les valeurs du Conseil.



13 juin 2016 : présentation des travaux

Des moyens optimisés

● Une direction de projet, rattachée à la direction générale, collaborant avec les services thématiques de l'Eurométropole.

● Un bureau au Centre administratif (n°824), permettant d'assurer les permanences du Président, des réunions de travail et de mettre à disposition des membres la documentation utile.

● Un budget dédié permettant le fonctionnement et l'organisation de ses travaux : subvention, réunion d'installation, premier anniversaire, conférencier...

Une valeur ajoutée propre dans des domaines variés

Le Conseil de développement a pour ambition de mobiliser son « expertise d'usage » et le vécu métropolitain de ses membres. Les saisines et autosaisines qu'il a instruites renvoient à des sujets d'actualité, de société, des sujets qui se recoupent par leur transversalité et font apparaître les convergences comme les points de fracture, avec l'objectif de réduction des inégalités comme fil rouge.

C'est dire que les travaux menés ont nécessité un investissement important de la part des membres du Conseil, pour contribuer avec un regard citoyen, à la réflexion et à l'action publique : à cet égard, le relais devra être pris par les élus métropolitains notamment pour tenir compte des recommandations émises.

Avis sur le PLU

S'il adhère aux grands objectifs pour un développement équilibré du territoire métropolitain, le Conseil de développement s'interroge sur l'adéquation des ambitions affichées au contenu du document d'urbanisme, notamment en termes d'emploi, de mobilités, de mixité sociale dans le logement ou encore en matière de développement durable. Enfin, le Conseil de développement insiste sur l'importance de la place qu'il convient de donner aux citoyens, y compris transfrontaliers, tant dans l'élaboration que dans l'information sur la vie du PLU.

« Le PLU, un sujet majeur pour notre agglomération, qui a fait l'objet de travaux intenses (dont une réunion de 7 heures…!) de la part d'un groupe de travail passionné, dont la diversité et l'implication font toute la richesse. L'avis rendu apporte un regard citoyen au travers de recommandations pas forcément innovantes mais représentatives de la diversité des membres du groupe de travail.»

Marie VAUTRAVERS-VERDIER
Animatrice pour le PLU

Quelle utilisation intelligente du numérique, dans l'intérêt de l'usager ?

Le Conseil de développement a été sensible à la combinaison entre le développement du territoire et l'intégration de tous ses habitants à travers le numérique, véritable défi de démocratie et de lien social pour réussir à faire société avec les nouveaux outils qui se développent. En la matière, le caractère transfrontalier de notre territoire de vie s'avère autant source de richesse que de complexité.

«Après 23 réunions et l'audition de 32 experts, nous avons abouti à 8 préconisations. L'équipe projet a été créative, motivée, solidaire et consciente de l'intérêt du sujet pour la collectivité.»

Francis SCHILLIO
Animateur pour le numérique

Contributions disponibles sur:
http://www.strasbourg.eu/fr/fonctionnement-ville-cus/communaute-urbaine-strasbourg/le-conseil-de-developpement

6 groupes de travail et équipes projet



Transition énergétique



Développement économique



Communication



Numérique



Plan local d'urbanisme



Lien social

Perspectives pour la fin 2016 et pour 2017

Produire et partager de nouvelles contributions

- Finaliser la contribution sur la transition énergétique
- Poursuivre les travaux sur le développement économique et le lien social.
- Suivre la mise en oeuvre du PLU et assurer une veille sur le numérique et un suivi des préconisations.
- Répondre à la nouvelle saisine du Président de l'Eurométropole qui sera présentée en décembre 2016

Assurer une meilleure visibilité

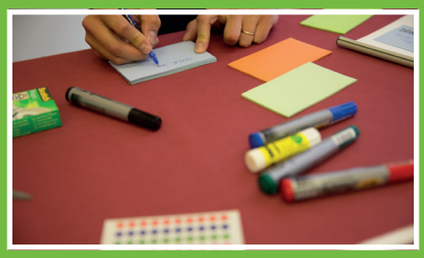
- Développer l'information et la communication.

Conforter nos modes de fonctionnement

- Favoriser l'engagement de tous les membres du Conseil.

Poursuivre l'ouverture

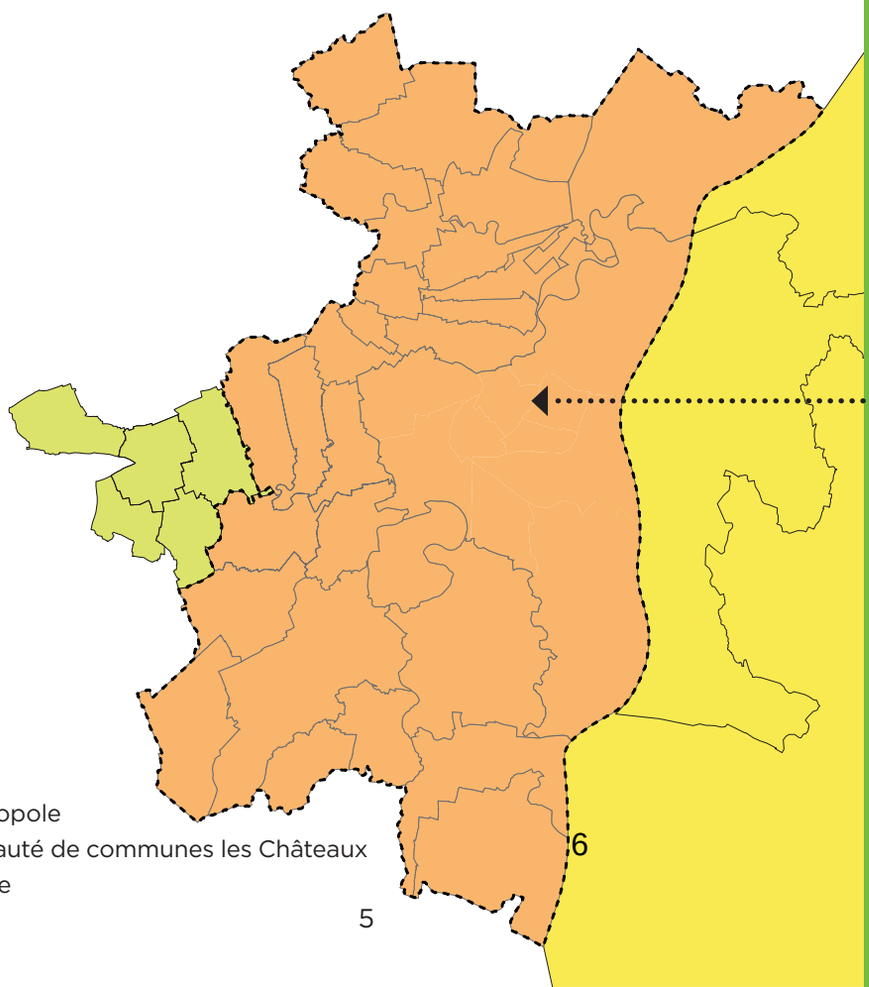
- Aux 5 nouvelles communes adhérentes à compter du 1er janvier 2017 à l'Eurométropole de Strasbourg,
- Aux habitants,
- Aux élus,
- Aux territoires, tout en construisant ou en poursuivant notre collaboration avec les autres instances représentatives de la société civile (CESER, conseils de quartiers, conseils citoyens...) et instances de coordination (Coordination nationale des conseils de développement, Conférence régionale des conseils de développement).



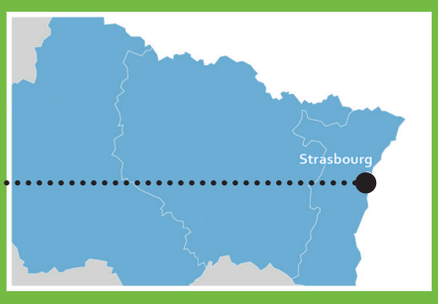
« Bonne inspiration, bons travaux et venez dans nos communes ! ». Pia IMBS, maire de Holtzheim (Livre d'or du Conseil de développement)



Coordination nationale des Conseils de développement



Région Grand Est



La presse en parle

«Conseil de développement : citoyens, engagez-vous!». Lancement de l'appel à candidature – Le Mag' de l'Eurométropole – février / mars 2015

« Le début d'une histoire », « Un bel exercice démocratique », « les citoyens en première ligne », « Revendiquons une intelligence collective » - Le Mag' de l'Eurométropole – juin à aout 2015

«...les apports croisés d'habitants engagés et de responsables d'entreprises ayant des expériences à partager devraient se révéler riches... ». JourPost n°110 – septembre/octobre 2015.

« Quatre Illkirchois au Conseil de développement ». Info Graff octobre 2015.

« Les conseils de développement de la grande région se fédèrent » - L'Alsace, 25 mars 2016.

« Dix préconisations variées » (à propos de la contribution sur le numérique) – Le Mag' de l'Eurométropole – avril/mai 2016

« Le supplément d'âme de la collectivité » - DNA 23 juin 2016.









CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT
Strasbourg.eu
eurométropole

Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg

Contacts :

Bernard CARRIERE, Président - 03 68 98 99 91, bernard.carriere@strasbourg.eu

Sandrine DELSOL, Directrice de projet - 03 68 98 50 61 – sandrine.delsol@strasbourg.eu

Informations et documents disponibles : http://www.strasbourg.eu/fr/fonctionnement-ville-cus/communaute-urbaine-strasbourg/le-conseil-de-developpement

Adresse : 1 parc de l'Etoile – 67070 Strasbourg cedex

Credit Photos : Jérome Dorkel

2

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Modalités de fonctionnement jusqu'au vote du budget primitif 2017.

Le vote du budget primitif 2017 est prévu le vendredi 3 mars 2017. Compte tenu du report du vote après le 1er janvier, les règles de **l'article 1612-1 du code général des collectivités territoriales** s'appliquent.

Par conséquent, en section de fonctionnement, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement **dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente**. L'exécutif est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

S'agissant de la section d'investissement, l'autorisation de l'organe délibérant porte sur la limite du quart des crédits ouverts sur les crédits annuels de l'exercice 2016, hors remboursement de la dette. L'autorisation pour les crédits sur autorisations de programmes correspond au total inscrit des crédits de paiement prévus pour 2017, voté le 25 novembre 2016 lors de la dernière décision modificative de 2016.

A noter que l'autorisation concerne le total des crédits votés pour les deux collectivités Eurométropole de Strasbourg et Communauté de communes les Châteaux en 2016, la fusion des deux EPCI étant effective à compter du 1er janvier 2017. De plus, la fusion par intégration entre les deux collectivités nécessite la création d'un budget annexe des ordures ménagères dont le périmètre est celui de l'ancienne Communauté de communes les Châteaux. Par contre, les transferts de compétence du Département n'ouvrent pas de nouvelles autorisations avant le vote du budget primitif 2017.

La présente délibération vise à autoriser l'exécution :

- du budget de fonctionnement dans la limite des crédits de l'exercice 2016,
- des crédits annuels du budget d'investissement dans la limite des crédits mentionnés dans le délibéré, avec la liste des programmes afférente,
- des crédits sur autorisations de programmes du budget d'investissement dans la limite des CP 2017, votés lors du conseil du 25 novembre 2016.

Par ailleurs, il convient d'annexer à la présente délibération les mentions adoptées habituellement lors du vote du budget en décembre, et qui sont applicables dès le 1er janvier 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) propose la création d'un nouveau budget annexe des ordures ménagères dont le périmètre est celui de l'ancienne Communauté de communes les Châteaux, en conformité avec l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2016 portant fusion par intégration de la Communauté de communes les Châteaux dans l'Eurométropole de Strasbourg

*b) autorise le Président à engager, liquider et mandater les dépenses des crédits de paiement 2017 des crédits sur autorisations de programmes, conformément au vote de la liste lors du conseil du 25 novembre 2016, jointe en **annexe I**,*

*c) autorise le Président à engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement du budget principal, des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement, des transports collectifs et des ordures ménagères, conformément à la liste jointe en **annexe II**, l'autorisation budgétaire étant par chapitre, ne dépassant pas le total des crédits votés sur l'exercice 2016,*

*d) autorise le Président à engager, liquider et mandater les dépenses des crédits annuels de la section d'investissement du budget principal, des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement, des transports collectifs et des ordures ménagères, conformément à la liste jointe en **annexe III**, l'autorisation budgétaire étant par chapitre, ne dépassant pas le quart des crédits votés sur l'exercice 2016*

e) fixe les montants de l'attribution de compensation (AC), à verser ou à percevoir comme suit auprès des communes membres. Il est à noter que les montants des AC des cinq communes de l'ex Communauté de communes les Châteaux (suivies d'un astérisque) sont provisoires, dans l'attente d'une évaluation définitive, après vote par le Conseil de l'avis de la CLECT.

	AC 2017
*ACHENHEIM **	*386 401*
BISCHHEIM	*549 695*
BLAESHEIM	*95 639*
*BREUSCHWICKERSHEIM **	*154 509*

ECKBOLSHEIM	*42 269*
ECKWERSHEIM	*-55 745*
ENTZHEIM	*127 179*
ESCHAU	*-57 662*
FEGERSHEIM	*521 624*
GEISPOLSHEIM	*513 119*
*HANGENBIETEN **	*305 207*
HOENHEIM	*-406 997*
HOLTZHEIM	*-79 861*
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	*5 359 092*
*KOLBSHEIM **	*99 845*
LAMPERTHEIM	*-105 092*
LINGOLSHEIM	*-674 707*
LIPSHEIM	*-19 128*
MITTELHAUSBERGEN	*-222 016*
MUNDOLSHEIM	*628 141*
NIEDERHAUSBERGEN	*-69 265*
OBERHAUSBERGEN	*539 394*
OBERSCHAEFFOLSHEIM	*-98 393*
*OSTHOFFEN **	*87 410*
OSTWALD	*-224 694*
PLOBSHEIM	*-234 138*
REICHSTETT	*234 779*
SCHILTIGHEIM	*3 365 277*
SOUFFELWEYERSHEIM	*-195 379*
STRASBOURG	*60 117 452*
VENDENHEIM	*538 815*
LA WANTZENAU	*312 494*
WOLFISHEIM	*-42 260*
Totaux	***71 493 003 €***

Les modalités de répartition et les montants de la dotation de solidarité communautaire 2017 seront déterminés au cours de l'année 2017 à l'issue de la fusion avec la Communauté de communes des Châteaux.

Dans l'attente de l'approbation, par le Conseil métropolitain, des nouvelles modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire, les 28 communes antérieurement membres de l'Eurométropole de Strasbourg percevront un acompte mensuel d'un douzième du montant de la dotation de solidarité communautaire perçu au titre de l'année 2016. Les 5 communes qui intègrent l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017 percevront, quant à elles, un acompte mensuel calculé, en fonction de leur population, sur la base de la moyenne par habitant de la dotation de solidarité communautaire (hors part garantie) versée, en 2016, aux communes membres de moins de 10 000 habitants.

f) approuve, sur proposition de la Commission Mixte Paritaire chargée des relations financières entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en application de la convention du 3 mars 1972 passée entre la Ville et la Communauté urbaine de

Strasbourg, l'encaissement des frais de personnel de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, par douzième, sur la base du remboursement opéré en année N-2, le solde étant versé à l'issue des décomptes définitifs ;

g) *charge la Commission Mixte Paritaire de s'assurer de la bonne exécution de cet encaissement,*

h) *arrête pour le budget de 2017 le taux de participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges de pensions assumées par la Ville à 41,95 %, en vertu de l'article 26 de la loi du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines.*

i) *approuve la liste des tarifs, conformément à l'**annexe IV.***

j) *approuve la liste des organismes pour lesquels l'Eurométropole de Strasbourg versera une cotisation en 2017 (**Annexe V**)*

k) *prend acte, dans l'**annexe VI**, de la présentation de la liste des organismes pour lesquels l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale*

détient une part du capital ;
a garanti un emprunt ;
a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

l) *approuve le versement de la contribution 2017 au Pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse-Colmar à hauteur de 199 560 €,*

m) *approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire ;*

n) *vu l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;*

vu le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 portant dispositions statuaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 (JO du 07/01/2007) ;

vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat ;
vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

autorise le Président, pour l'exercice budgétaire 2017, en application du dernier alinéa de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 à signer à titre dérogatoire, exceptionnel et pour une durée limitée aux déplacements afférents, des ordres de mission des agents et des états de frais des intervenants extérieurs incluant des taux de

remboursement dérogeant jusqu'à concurrence de quatre fois maximum au forfait fixé par l'arrêté relatif aux taux des indemnités de mission (un remboursement maximal de 60 € par nuitée au titre de l'hébergement et d'un forfait deux fois 15,25 € au titre des repas) sans que le montant autorisé puisse conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée par le personnel bénéficiaire.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - EUROMETROPOLE

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP8003	Reconstruction du labo/bureau de voirie -Plaine des Bouchers	409 527				409 527	
AP8002	Projets espace public Communes	1 727 027	281 625		-450	1 727 027	281 175
AP8001	Projets espace public Strasbourg	66 909 336	16 992 339	-1 581 319	-87 650	65 328 017	16 904 689
AP0268	Travaux de désamiantage de l'UIOM			18 000 000		18 000 000	
AP0267	38RH	600 000			70 000	600 000	70 000
AP0266	Mise aux normes du stade de la Meinau	2 900 000				2 900 000	
AP0265	Dépenses imprévues	5 000 000		-76 115		4 923 885	
AP0264	Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19	400 000				400 000	
AP0263	Raccordement chauffage urbain	830 000				830 000	
AP0262	Travaux au Centre Administratif 2016-2019	5 850 000				5 850 000	
AP0261	Mandat de gestion patrimoine EmS 2016-2020	1 450 000		-1 160 000		290 000	
AP0260	Ville respirable	240 000	104 000	50 000		290 000	104 000
AP0259	Acquisition véhicules et engins pour les services 2016/2019	1 660 000				1 660 000	
AP0257	Parc Naturel Urbain	3 578 425	350 000			3 578 425	350 000
AP0252	Travaux Tram - Eaux pluviales	2 020 000				2 020 000	
AP0249	ZAC Danube	10 050 000	4 393			10 050 000	4 393
AP0248	Dévoiement bretelle autoroutière Porte des Romains	2 400 000				2 400 000	
AP0247	Projets urbains 2015-2017	6 513 000	150 731			6 513 000	150 731
AP0246	Contrat plan Etat-Région 2014-2020	7 445 000				7 445 000	
AP0245	Fonds européens FEDER	6 000 000	6 000 000			6 000 000	6 000 000
AP0244	Contrats performance des pôles de compétitivité	4 200 000				4 200 000	

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
341 527			68 000									AP8003
1 391 360	21 897	9 730	26 743	277 297		189 125			92 050			AP8002
49 712 667	3 903 382	2 594 000	3 561 269	3 117 681	2 439 018	13 839 710	1 187 107	686 479	856 396	334 996		AP8001
		200 000	10 500 000	6 500 000	800 000							AP0268
		56 000	544 000					70 000				AP0267
		1 300 000	257 000		1 343 000							AP0266
		4 923 885										AP0265
		10 000	250 000	140 000								AP0264
		680 000	150 000									AP0263
		460 000	1 120 000	1 640 000	2 630 000							AP0262
		290 000										AP0261
		85 000	125 000	80 000					30 000	50 000	24 000	AP0260
		254 000	1 406 000									AP0259
		3 000	542 000	992 000	2 041 425					150 000	200 000	AP0257
	845 628	390 000	234 372	550 000								AP0252
	8 232	375 000	2 575 000	2 800 000	4 291 768			4 393				AP0249
					2 400 000							AP0248
	104 783	775 000	895 000	647 000	4 091 217		731	150 000				AP0247
		2 580 000	2 811 000	1 054 000	1 000 000							AP0246
		530 000	740 000	882 000	3 848 000			160 000	500 000	798 000	4 542 000	AP0245
	328 790	700 000	799 780	700 000	1 671 430							AP0244

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0243	Requalification de l'A35-CPER 2014-2020	3 300 000				3 300 000	
AP0241	Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries	1 662 000				1 662 000	
AP0240	Travaux de consolidation des cavités souterraines	1 510 000	755 000			1 510 000	755 000
AP0239	Extension des réseaux électriques	1 800 000				1 800 000	
AP0238	Programme voirie 2015-2020 - Strasbourg	43 468 390	134 692		55 675	43 468 390	190 368
AP0237	Programme voirie 2015-2020 - Communes	41 826 582	6 345			41 826 582	6 345
AP0236	Renouvellement du parc machine 2015-2017	440 000				440 000	
AP0234	Tramway Koenigshoffen	4 925 123		-156 747		4 768 376	
AP0233	Acquisition de véhicules et d'engins pour les services	1 809 000				1 809 000	
AP0232	Schéma directeur des systèmes d¿information 2015-2020	21 220 000	6 583 387	472 256		21 692 256	6 583 387
AP0227	Déviation réseau chauffage urbain Hautepierre ¿ Tram A/D	2 014 630				2 014 630	
AP0226	Projet SMARTCITY	1 300 000				1 300 000	
AP0225	Amélioration et rénovation des piscines 2013-2014	915 000				915 000	
AP0224	Contrat triennal 2012-2014	300 000				300 000	
AP0223	Extension tram E Robertsau	4 468 041	72 000			4 468 041	72 000
AP0222	Création de nouveaux bureaux pour le service PVA	416 000				416 000	
AP0220	Deux rives	1 265 000	1 283 500			1 265 000	1 283 500
AP0219	Travaux au centre administratif 2013-2014	1 196 766		-26 859		1 169 908	
AP0218	Mise aux normes accessibilité Zénith	242 000				242 000	
AP0217	Construction et rénovation des équipts sportifs 2013-2014	745 000				745 000	
AP0215	Mise en conformité de la vidéosurveillance 2013-2014	1 500 000				1 500 000	

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
			60 000	925 000	2 315 000							AP0243
			1 000 000	662 000								AP0241
		350 000	350 000	350 000	460 000			175 000	175 000	175 000	230 000	AP0240
	52 514	300 000	300 000	300 000	847 486							AP0239
	6 760 094	9 220 500	8 950 693	7 801 266	10 735 837		122 597	67 771				AP0238
	6 674 091	7 883 301	6 877 312	6 676 809	13 715 068			6 345				AP0237
	11 387	140 000	288 613									AP0236
		1 200 628	1 426 000	2 141 748								AP0234
	316 659	435 811	1 056 530									AP0233
	2 661 437	4 726 000	4 587 931	3 108 099	6 608 789		61 654	127 993	3 252 740	1 015 000	2 126 000	AP0232
1 674 337	333 568		6 725									AP0227
121 725	99 886	200 000	500 000	378 389								AP0226
371 194	530 935	2 500	10 370									AP0225
131 000	150 000		19 000									AP0224
791 616	460 649	1 163 206	1 293 140	410 337	349 093				72 000			AP0223
	4 491	206 471	205 038									AP0222
261 939	95 294	150 000	150 000	457 800	149 967				1 283 500			AP0220
646 766	523 141											AP0219
		224 000	18 000									AP0218
69 226	23 556	520 000	132 218									AP0217
944 994	530 405		24 602									AP0215

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0214	Plan campus	7 400 000				7 400 000	
AP0213	Tramway Vendenheim/Wolfisheim	733 021				733 021	
AP0212	ECOCITE Mutualisation/Massification des flux de marchandises	925 000				925 000	
AP0211	Déploiement de toilettes automatiques	960 000				960 000	
AP0210	Acquisition véhicules et engins pour les services-2013/2014	4 872 601				4 872 601	
AP0208	Extension tram A Illkirch	10 841 159	2 475 654		-8 014	10 841 159	2 467 640
AP0207	BHNS Hochfelden	16 441 390	4 752 311	-143 041	-143 041	16 298 350	4 609 271
AP0206	Extension tram D Kehl	54 136 033	9 005 872	-128 723		54 007 311	9 005 872
AP0205	Extension tram A Hautepierre	25 674 526	3 149 622	4 605		25 679 131	3 149 622
AP0201	Rue du péage	18 964 429	3 750 000		-3 195 000	18 964 429	555 000
AP0200	Optimisation des déchets	13 990 247				13 990 247	
AP0199	Plan de travaux sur le patrimoine 2012-2014	100 000				100 000	
AP0198	Modification des locaux du SIRAC	500 000				500 000	
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	6 964 339				6 964 339	
AP0196	Electromobilité	351 106	75 000	-13 000		338 106	75 000
AP0195	Fonds de concours projets routiers	4 602 000		897 145		5 499 145	
AP0193	Projets Arc Ouest	24 948 438	2 137 000	819 731		25 768 169	2 137 000
AP0192	Projets Arc Centre	9 818 414	2 336 000			9 818 414	2 336 000
AP0191	Projets urbains 2012-2014	11 436 633	7 390 000	-53 459	128 125	11 383 174	7 518 125
AP0190	Espace public et multimodalité 2012-2014	67 754		-1 900		65 854	
AP0189	Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"	4 156 338				4 156 338	

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
1 950 000	950 000	2 000 000	2 400 000	100 000								AP0214
697 770	19 166		16 085									AP0213
	2 679		250 000	187 321	485 000							AP0212
	13 860	250 000	250 000	446 140								AP0211
2 836 211	1 126 674	290 001	619 715									AP0210
3 424 359	3 130 898	4 093 337	179 365	13 200		194 779	336 958	527 745	1 408 158			AP0208
15 909 390	352 959	36 000				2 888 817	443 734	356 530	306 730	306 730	306 730	AP0207
12 269 013	19 564 836	15 053 331	7 120 130			804 637	3 314 873	2 250 400	1 107 453	1 528 510		AP0206
19 138 281	529 746	3 105 968	2 905 136			2 455 321	689 696	4 605				AP0205
444 665	28 843	55 000	720 000	180 000	17 535 921				555 000			AP0201
539 764	204 823	932 141	2 185 753	454 363	9 673 402							AP0200
		100 000										AP0199
	153 919	300 000	46 081									AP0198
6 964 339												AP0197
202 354	14 481	35 000	7 005	20 000	59 266		75 000					AP0196
		1 217 830	1 726 315	2 365 000	190 000							AP0195
1 815 388	219 022	1 226 237	2 350 627	3 866 617	16 290 277					2 137 000		AP0193
2 365 441	2 881 259	974 267	870 000	810 000	1 917 448			2 336 000				AP0192
2 471 406	250 969	371 465	1 915 364	2 808 271	3 565 700				855 000	3 140 000	3 523 125	AP0191
50 148	15 706											AP0190
77 148	144 217	1 000	350 000	2 110 000	1 473 973							AP0189

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0188	Parc Naturel Urbain	668 879				668 879	
AP0187	Aérodrome du Polygone	9 573 000				9 573 000	
AP0186	Pôle entreprises créatives	5 803 288	1 724 800			5 803 288	1 724 800
AP0185	Programmes d'Investissements d'Avenir/PIA	14 000 000	836 097			14 000 000	836 097
AP0183	Porte des Romains	1 141 943		27 699		1 169 642	
AP0182	Centrale biomasse : extension réseau de chaleur	5 016 728				5 016 728	
AP0180	Réserves foncières à vocation économique	2 000 000				2 000 000	
AP0179	Pass foncier	877 000	4 000			877 000	4 000
AP0175	Projet Wacken Europe	151 246 641	15 943 393			151 246 641	15 943 393
AP0174	Restauration des cours d'eau 2010-2014	3 900 000	1 254 511			3 900 000	1 254 511
AP0172	Renouvellement du parc machine 2010-2013	765 000				765 000	
AP0171	VLIO	20 000 000		-300 000		19 700 000	
AP0170	Développement du vélo dans l'agglomération - 2015	10 479 159	233 200			10 479 159	233 200
AP0169	Enseignement supérieur	11 301 411				11 301 411	
AP0168	Locaux Restos du coeur - 8 rue de l'Ardèche	1 688 479	47 435	-2 789		1 685 690	47 435
AP0167	Fourrière animale et SPA	5 050 000	4 176 142			5 050 000	4 176 142
AP0166	Extension de zone de stationnement payant	609 878				609 878	
AP0164	Centre de tri	546 021				546 021	
AP0161	Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012	60 009 880	5 315 966			60 009 880	5 315 966
AP0160	Réhabilitation BNUS	250 000				250 000	
AP0155	Pépinières d'entreprises	9 965 110	2 186 190			9 965 110	2 186 190

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
375 880	185 695		107 305									AP0188
217 703	140 185	5 512	294 488	400 000	8 515 112							AP0187
4 122 054	1 534 308	106 926	40 000			470 400	627 200	627 200				AP0186
5 437 917	3 400 000	2 560 000	2 602 083					836 097				AP0185
91 643	188 859	230 540	273 600	120 000	265 000							AP0183
216 728	138 216	4 580 000	81 784									AP0182
				1 000 000	1 000 000							AP0180
417 000	249 000	166 000	39 000	6 000			4 000					AP0179
44 491 274	27 039 585	26 137 765	13 230 892	6 750 000	33 597 125	4 148 904	3 414 818	4 552 594	3 626 954	200 123		AP0175
1 741 544	705 899	1 045 450	407 107			771 011	361 419	34 910	87 171			AP0174
637 817	57 396	69 569	218									AP0172
			500 000	500 000	18 700 000							AP0171
5 447 364	467 294	1 098 541	1 100 791	633 000	1 732 169				233 200			AP0170
501 411	354 204	50 000	350 000	2 000 000	8 045 796							AP0169
1 665 679	18 800	1 211				47 388	48					AP0168
3 083 876	1 831 715	134 409				68 000	1 978 142	2 130 000				AP0167
609 878												AP0166
546 021												AP0164
43 180 649	2 042 974	5 211 032	8 284 546	1 290 680		3 435 416	601 910	500 000	450 000	328 640		AP0161
225 000	25 000											AP0160
3 864 271		3 734	3 104		6 094 000	2 186 190						AP0155

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0154	Système de collecte enterrée	2 702 514	1 241 353		15 449	2 702 514	1 256 802
AP0149	PAPS-PCPI	53 433 331	30 909 000			53 433 331	30 909 000
AP0148	Centre Dentaire pour compte de tiers (Etat & HUS)	23 095 225	17 135 407			23 095 225	17 135 407
AP0147	Equipement Zones de dévelop. économique Strasbourg 2009-2011	4 320 129	9 862			4 320 129	9 862
AP0145	Travaux au centre administratif 2009-2012	11 145 339	8 807	-61 768		11 083 570	8 807
AP0144	Construction et rénovation des équipts sportifs 2009-2012	3 202 141	130 025	-82 342		3 119 799	130 025
AP0143	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	5 850 000	3 442	-50 000		5 800 000	3 442
AP0142	Constr. et équip. de médiathèques communautaires	16 101 924				16 101 924	
AP0140	Réalisation et modernisation de parkings 2009-2011	1 372 335	3 269			1 372 335	3 269
AP0138	Plan de travaux sur le patrimoine 2009-2011	250 000				250 000	
AP0136	Espace public et multimodalité 2008-2011	17 037 035	2 964 082		31 303	17 037 035	2 995 385
AP0135	Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011	7 004 114	493 339	-51 317		6 952 797	493 339
AP0134	Aménagement voirie terrain du Bruckhof	765 222		-1 886		763 335	
AP0132	Acquis. de véhicules et d'engins pour les services 2010-2012	3 394 666				3 394 666	
AP0131	Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012	22 138 182	9 704 806	-472 256		21 665 926	9 704 806
AP0130	Contrat de projets 2007-2013	13 425 000	100 000			13 425 000	100 000
AP0129	Nouv prolongements du réseau tramway et intermodalité	33 009 996	2 984 752		-600 000	33 009 996	2 384 752
AP0126	Sécurisation de l'infrastructure du SI	3 086 147	1 546 999			3 086 147	1 546 999
AP0124	Liaison Ostwald - Illkirch Graffenstaden	7 842 311	69 718			7 842 311	69 718
AP0120	Contrat triennal 2006-2008	78 273 644	36 827 129	-80 000	-93 309	78 193 644	36 733 820
AP0118	Lignes Grande Vitesse	87 525 841	1 630 774			87 525 841	1 630 774

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
1 395 233	268 041	118 795	286 308	543 137	91 000	439 003	308 635	14 864	138 850	82 450	273 000	AP0154
22 827 420	953 847	1 700 000	23 805 527	4 146 537		6 855 950	2 887 000	2 216 750	9 128 700	8 503 700	1 316 900	AP0149
23 095 225						17 135 407						AP0148
4 263 987	53 439	2 702						9 862				AP0147
10 819 553	264 017					8 807						AP0145
2 736 371	369 146	14 282				60 000	70 025					AP0144
978 492	752 691	129 070	1 329 747	2 225 000	385 000		3 442					AP0143
125 518	72 973	42 583			15 860 851							AP0142
1 348 835	20 586		2 914				3 269					AP0140
12 389		87 611	150 000									AP0138
8 161 108	2 156 958	715 952	3 389 645	820 188	1 793 183	649 051	1 667 930	487 730	125 000	65 674		AP0136
5 688 253	244 527	381 389	350 629	288 000		271 339			222 000			AP0135
759 777	394	3 164										AP0134
2 007 736	1 384 800		2 130									AP0132
14 711 313	3 055 623	1 731 453	1 373 000	794 536		3 535 335	1 273 141	3 074 330	1 603 000	219 000		AP0131
9 927 170	1 354 692	2 003 000	140 138			100 000						AP0130
30 425 016	107 978	1 034 061	629 069	725 126	88 745	2 145 481		164 348	74 923			AP0129
2 856 327	195 821	34 000				544 918	396 306	485 776	120 000			AP0126
271 561	2 257	30 000			7 538 492	69 718						AP0124
39 679 174	2 813 469	2 283 868	2 700 000	2 187 000	28 530 133	35 055 635	859 566	818 619				AP0120
60 748 923	5 622 313	3 395 174	2 843 950		14 915 481	1 630 774						AP0118

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0117	Aide au logement	216 180 558	63 941 571			216 180 558	63 941 571
AP0116	Ingénierie ANRU	5 248 193	5 727 892	138 000	-60 380	5 386 193	5 667 513
AP0115	ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein	6 745 752	81 000	-1 400 000		5 345 752	81 000
AP0106	Création, ext. et restruc. des cimetières communautaires	4 032 306		-77 639		3 954 667	
AP0078	Aménagement urbain	20 319 081	7 692 417	-266 024		20 053 058	7 692 417
AP0076	Tram-train Strasbourg Bruche-Piémont	39 955 772	28 901 705			39 955 772	28 901 705
AP0074	Extensions du réseau tramway	217 970 193	103 782 067	226 000		218 196 193	103 782 067
AP0071	Schéma directeur du système d'information 2006-2008	11 209 905	4 049 000			11 209 905	4 049 000
AP0068	Réalisation de parkings	19 882 438	3 871 110			19 882 438	3 871 110
AP0059	Restauration du Rhin Tortu	1 524 490	763 135			1 524 490	763 135
AP0056	Déviation de réseaux liée au tramway	7 896 241				7 896 241	
AP0050	Usine d'incinération des ordures ménagères	41 831 698	7 039 142			41 831 698	7 039 142
AP0049	Mise en sécurité des bâtiments	6 852 866				6 852 866	
AP0046	Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS	5 993 782	5 685 175			5 993 782	5 685 175
AP0045	Construction et équipement des bibliothèques communautaires	510 064	101 468			510 064	101 468
AP0042	Médiathèque André Malraux	64 289 546	7 712 061			64 289 546	7 712 061
AP0041	Réalisation du Zénith	87 640 663	20 849 887			87 640 663	20 849 887
AP0039	Centre funéraire	1 977 082	8 050	-8 831		1 968 251	8 050
AP0035	Travaux de réfection des piscines et plans d'eau	18 272 467	179 480			18 272 467	179 480
AP0031	ZAC des Poteries	21 390 524	2 456 106			21 390 524	2 456 106
AP0030	Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage	3 873 826				3 873 826	

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
84 838 398	23 980 736	24 322 161	22 935 561	20 699 800	39 403 902	15 964 497	11 280 937	9 353 000	8 483 000	8 217 000	10 643 138	AP0117
2 679 157	138 737	392 360	1 052 369	611 071	512 500	2 007 716	497 958	313 257	890 764	813 953	1 143 865	AP0116
1 467 950	521 815	1 190 385	1 706 384	459 218				64 000	17 000			AP0115
2 618 460	152 755	36 704	246 749		900 000							AP0106
14 344 006	1 690 249	2 655 528	740 384	622 890		3 134 540	1 539 454	1 331 000	1 307 422	380 000		AP0078
39 926 813	28 959					28 757 817	45 008	91 200	7 680			AP0076
217 970 193		226 000				103 516 032		257 977	8 059			AP0074
11 209 905						4 025 956	23 044					AP0071
19 746 397	95 895	1 567	38 579			3 871 110						AP0068
122 362			60 000		1 342 128	107 111					656 024	AP0059
6 127 910	1 100 392	657 251	10 688									AP0056
41 019 293			812 404			7 039 142						AP0050
150 555	12 840	755 704	1 233 767	500 000	4 200 000							AP0049
5 976 853	1 620	13 079	2 229			5 685 175						AP0046
508 647		1 417				101 468						AP0045
63 612 446	408 891	104 207	164 002			7 711 980	80					AP0042
87 486 948			153 715			20 721 471	128 416					AP0041
1 847 890		115 000	5 360			8 050						AP0039
7 524 215	6 810 141	1 394 834	2 043 278	500 000		159 658		19 822				AP0035
21 309 637	30 945	30 000	19 942			2 456 106						AP0031
124 373	44 796	70 000	980 000	200 000	2 454 657							AP0030

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0026	Porte de France	13 448 502	7 681 760	-21 044	-355 250	13 427 458	7 326 510
AP0024	Danube	9 350 887	3 720	13 364		9 364 251	3 720
AP0022	Secteur Etoile	24 852 348	9 077 000	2 577 000		27 429 348	9 077 000
AP0021	Heyritz	7 817 179	1 450 420			7 817 179	1 450 420
AP0018	Projet d'aménagement d'ensemble (P.A.E.)	2 100 000	671 185			2 100 000	671 185
AP0017	Zones d'aménagement concédées	8 706 066	2 210 000	349 635		9 055 701	2 210 000
AP0016	Zone d'aménagement touristique de la Montagne-Verte	8 233 979	974 231	-400 000		7 833 979	974 231
AP0008	Les rives du Bohrie à Ostwald	3 363 988	1 656 400			3 363 988	1 656 400
	TOTAL	***2 075 727 187***	***491 839 952***	***16 958 376***	***-4 242 541***	***2 092 685 562***	***487 597 411***

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
7 804 526	2 847 480	1 482 622	742 830	550 000		833 379	445 658	29 155	5 105 387	912 931		AP0026
9 242 387	6 864	50 000	65 000					3 720				AP0024
17 267 620	3 755 147	6 358 553	48 028					2 577 000	6 500 000			AP0022
6 684 518	89 493	198 869	844 300			137 735		162 265	1 150 420			AP0021
1 906 181	32 085		161 734			406 264	77	14 050		115 000	135 794	AP0018
2 934 366	436 492		925 743	4 759 100							2 210 000	AP0017
2 039 400	4 684 446	699 690	410 443				836 303	137 928				AP0016
3 348 988		5 000	5 000	5 000		1 210 000				100 000	346 400	AP0008
1 169 167 515	***158 988 357***	***168 848 333***	***177 499 377***	***109 288 621***	***308 893 360***	***307 856 319***	***35 486 137***	***37 230 715***	***49 773 557***	**29 573 707**	**27 676 976**	

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - EAU

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP8002	Projets espace public Communes	425 000				425 000	
AP8001	Projets espace public Strasbourg	7 252 919				7 252 919	
AP0255	Réseaux d'eau	24 700 000				24 700 000	
AP0254	Extensions de réseaux sur communes périphériques	2 000 000				2 000 000	
AP0231	Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	1 141 250		12 000		1 153 250	
AP0230	Ouvrages et mesures	5 020 500		2 935 650		7 956 150	
AP0229	Travaux sur bâtiments d'exploitation	2 330 000				2 330 000	
AP0209	Sécurisation de réservoirs d'eau potable	1 040 000				1 040 000	
AP0202	Acquistions de véhicules et d'engins 2013/2016	942 481		300 000	500	1 242 481	500
AP0158	Voie Est - Robertsau	28 000				28 000	
AP0128	Contrat triennal	1 722 893	663			1 722 893	663
AP0102	Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram	3 915 778				3 915 778	
AP0083	Schéma directeur de l'alimentation en eau potable	122 101 581	29 690 400			122 101 581	29 690 400
	TOTAL	***172 620 402***	***29 691 063***	***3 247 650***	***500***	***175 868 052***	***29 691 563***

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
127 810	602				296 588							AP8002
3 759 836	120 752	438 684	1 015 317		1 918 329							AP8001
		5 579 001	5 938 092	6 800 000	6 382 907							AP0255
		200 000	900 000	900 000								AP0254
	59 459	442 000	338 000	171 791	142 000							AP0231
	195 637	1 805 500	3 055 011	1 500 002	1 400 000							AP0230
	8 724	50 000	200 000	2 071 276								AP0229
5 703	1 980	688 420	343 897									AP0209
191 481	208 359	170 000	312 641	60 000	300 000			500				AP0202
					28 000							AP0158
1 383 915					338 977	663						AP0128
2 093 383	703 812	910 235	208 349									AP0102
20 490 126	2 701 055	50 956 673	36 487 727	10 764 000	702 000	6 708 413	79 136	18 477 102	4 425 748			AP0083
28 052 254	***4 000 379***	***61 240 513***	***48 799 034***	***22 267 070***	***11 508 802***	***6 709 076***	***79 136***	***18 477 602***	***4 425 748***			

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - ASSAINISSEMENT

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP8002	Projets espace public Communes	800 000				800 000	
AP8001	Projets espace public Strasbourg	6 104 620				6 104 620	
AP0256	Réseaux d'assainissement	27 400 000		278 242		27 678 242	
AP0253	Ouvrages sur réseau	855 000				855 000	
AP0251	Projet Lumieau	980 000	800 000			980 000	800 000
AP0231	Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	1 026 250		45 000		1 071 250	
AP0204	Travaux stations d'épuration	2 670 000				2 670 000	
AP0203	Acquistions de véhicules et d'engins 2013/2016	3 532 960		618 000		4 150 960	
AP0184	Autosurveillance DO	697 435	344 553	100		697 535	344 553
AP0157	Voie Est - Robertsau	1 010 000				1 010 000	
AP0156	Extension du Centre technique de l'Assainissement	3 715 000		1 001 007		4 716 007	
AP0127	Schéma directeur assainissement	57 232 818	321 192			57 232 818	321 192
AP0101	Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)	2 724 611		144 075		2 868 686	
AP0084	Stations d'épuration	62 492 259	22 367 416			62 492 259	22 367 416
	TOTAL	***171 240 953***	***23 833 161***	***2 086 424***		***173 327 378***	***23 833 161***

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
493 781	3 256		200 000		102 963							AP8002
2 457 376	11 692	129 000	307 012		3 199 541							AP8001
		7 030 911	6 937 000	6 850 000	6 860 331							AP0256
		170 000	230 000	250 000	205 000							AP0253
	2 513	305 000	180 000	132 487	360 000			260 000	110 000	70 000	360 000	AP0251
	25 894	499 000	196 000	350 356								AP0231
		404 800	1 600 200	665 000								AP0204
1 177 930	687 784	1 051 430	419 800	490 016	324 000							AP0203
396 435	45 559	106 100	65 000	84 441		171 656	157 898	15 000				AP0184
					1 010 000							AP0157
195 373	91 007	2 349 627	2 080 000									AP0156
285 068	1 956 446	36 246 600	16 869 705	1 727 500	147 500			282 884	38 308			AP0127
1 575 952	611 371	473 140	208 223									AP0101
60 575 090		1 814 598	102 571			21 869 416	498 000					AP0084
67 157 005	***3 435 521***	***50 580 206***	***29 395 511***	***10 549 800***	***12 209 335***	***22 041 071***	***655 898***	***557 884***	***148 308***	**70 000**	**360 000**	

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - ZAI

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0258	La Redoute à Niederhausbergen-Mundolsheim	5 588 700				5 588 700	
AP0221	Frais accesoires et financiers des ZAI	90 507				90 507	
AP0176	Parc d'activités de Sury à Vendenheim	3 083 400				3 083 400	
AP0153	Zone d'activités Extension Quadrant 2 à Entzheim (hors ZAC)	3 061 000				3 061 000	
AP0152	Zone d'activités de la Vigie 2 à Ostwald	1 280 380				1 280 380	
AP0151	Zone d'activités Holtzheim - Extension Est	12 583 900		63 381		12 647 281	
AP0105	Zone d'activités Parc des Tanneries	214 963	5 763			214 963	5 763
AP0097	Zone Holtzheim Nord - Aéroport	13 668 800				13 668 800	
AP0096	Parc d'activités des Trois Maires - route de la Wantzenau	6 875 989	655 089			6 875 989	655 089
AP0095	Zone d'Entzheim quadrant IV	5 875 735	2 133 735			5 875 735	2 133 735
AP0093	Zones mixte activités/habitat Herrade	366 408	149 237			366 408	149 237
AP0092	GPV Zone d'activité de la Klebsau	7 494 669	5 310 175			7 494 669	5 310 175
AP0091	Zones d'activités de Holtzheim/Wolfisheim	2 175 620	1 566 912			2 175 620	1 566 912
AP0090	Zones d'activités d'Entzheim quadrant I et II	1 846 648	879 707			1 846 648	879 707
AP0088	Zones d'activités de la Vigie à Ostwald	1 666 744	1 003 904			1 666 744	1 003 904
AP0085	Zone d'activités d'Eschau	4 389 404	601 213	-297 974		4 091 430	601 213
	TOTAL	***70 262 867***	***12 305 734***	***-234 593***		***70 028 274***	***12 305 734***

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	Mandaté 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	Titré 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
					5 588 700							AP0258
70 426	43	14 481	5 557									AP0221
746 280	332 810	378 800	343 460	1 267 350	14 700							AP0176
1 826 250	294 772	658 930	27 000	17 600	236 448							AP0153
20 922		5 000	145 800	137 200	971 459							AP0152
4 251 921	1 435 459	1 327 000	3 665 200	663 800	1 303 900							AP0151
140 046	7 879		67 037			5 763						AP0105
6 125 153	108				7 543 539							AP0097
6 869 389	3 060	2 999	540			655 089						AP0096
5 730 745	24 831	10 000	5 000	105 159		2 133 735						AP0095
366 408						149 237						AP0093
7 494 669						5 310 175						AP0092
2 160 619		7 501	7 500			1 566 912						AP0091
1 826 646	4 046	7 503	8 454			879 707						AP0090
1 647 568		9 176	10 000			1 003 904						AP0088
3 274 130	21 990	23 310	97 000	630 000	45 000	601 213						AP0085
42 551 172	***2 124 999***	***2 444 699***	***4 382 548***	***2 821 109***	***15 703 746***	***12 305 734***						

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - TRANSPORTS COLLECTIFS

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée DM1 2016		Nouveau total AP voté	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP0269	Dépenses imprévues - BA Transports			100 000		100 000	
AP0208	Extension tram A Illkirch	5 500 000	5 500 000			5 500 000	5 500 000
AP0207	BHNS Hochfelden	2 300 000	2 300 000			2 300 000	2 300 000
AP0206	Extension tram D Kehl	5 783 200	4 598 765			5 783 200	4 598 765
AP0205	Extension tram A Hautepierre	2 600 000	7 585 269			2 600 000	7 585 269
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	79 468 151	495 331	-3 746 000		75 722 151	495 331
AP0194	Projets innovants - CATS / CRISTAL	32 557	69 324			32 557	69 324
	TOTAL	***95 683 909***	***20 548 689***	***-3 646 000***		***92 037 909***	***20 548 689***

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	**Mandaté 2015**	**CP 2016**	**CP 2017**	**CP 2018**	**CP Ult**	**Titré 2004-2014**	**Titré 2015**	**RE 2016**	**RE 2017**	**RE 2018**	**RE Ult**	
		58 716	41 284									AP0269
2 100 000	1 700 000	1 700 000				859 221	1 590 762	2 325 600	724 417			AP0208
2 300 000						1 723 731	418 623	36 978	120 669			AP0207
1 500 000	2 900 000	1 000 000		383 200			1 925 053	1 149 600	574 500	949 611		AP0206
2 600 000						7 570 464	14 805					AP0205
16 533 955	9 935 948	6 990 500	14 320 732	9 222 060	18 718 955	11	321	495 000				AP0197
32 557							69 324					AP0194
25 066 513	***14 535 948***	***9 749 216***	***14 362 016***	***9 605 260***	***18 718 955***	***10 153 427***	***4 018 888***	***4 007 178***	***1 419 586***	**949 611**		

Autorisation des crédits de fonctionnement par chapitre

BUDGET PRINCIPAL

Chapitre	Total inscrit 2016-EMS	Total inscrit 2016+cablâge+hydraulique	Autorisation avant vote BP 2017 (100% crédits de fonctionnement)
011 - Charges à caractère général	84 284 317,16	311 600,00	84 595 917,16
012 - Charges de personnel et frais assimilés	329 686 038,00	212 650,00	329 898 688,00
014 - Atténuation de produits	87 874 063,00	1 179 045,00	89 053 108,00
6586 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	200 000,00		200 000,00
65 - Autres charges de gestion courante	88 073 292,64	896 900,00	88 970 192,64
66 - Charges financières	14 450 000,00	72 669,73	14 522 669,73
67 - Charges exceptionnelles	30 432 223,37	1 000,00	30 433 223,37
68 - Dotations aux amortissements et provisions	40 831 434,00		40 831 434,00
Somme :	**675 831 368,17**	**2 673 864,73**	**678 505 232,90**

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Chapitre	Autorisation avant vote BP 2017 (100% crédits d'exploitation)
011 - Charges à caractère général	12 668 350,00
012 - Charges de personnel et frais assimilés	8 300 000,00
014 - Atténuation de produits	10 907 000,00
022 - Dépenses imprévues	430 650,00
65 - Autres charges de gestion courante	84 000,00
66 - Charges financières	49 500,00
67 - Charges exceptionnelles	30 560 500,00
Somme :	**63 000 000,00**

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Chapitre	Total inscrit 2016-EMS	Total inscrit 2016-CCLC Epuration	Autorisation avant vote BP 2017 (100% crédits d'exploitation)
011 - Charges à caractère général	23 066 800,00	230 000,00	23 296 800,00
012 - Charges de personnel et frais assimilés	7 100 000,00		7 100 000,00
014 - Atténuations de produits	8 030 000,00		8 030 000,00
022 - Dépenses imprévues	417 200,00		417 200,00
65 - Autres charges de gestion courante	91 000,00	104 100,00	195 100,00
66 - Charges financières		28 200,00	28 200,00
67 - Charges exceptionnelles	21 195 000,00	2 381,28	21 197 381,28
Somme :	**59 900 000,00**	**364 681,28**	**60 264 681,28**

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS COLLECTIFS

Chapitre	Autorisation avant vote BP 2017 (100% crédits de fonctionnement)
011 - Charges à caractère général	945 782,00
012 - Charges de personnel et frais assimilés	1 300 000,00
014 - Atténuation de produits	1 100 000,00
65 - Autres charges de gestion courante	114 412 218,00
67 - Charges exceptionnelles	200 000,00
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	342 000,00
Somme :	**118 300 000,00**

BUDGET ANNEXE ORDURES MENAGERES

Chapitre	Autorisation avant vote BP 2017 (100% crédits d'exploitation)
011 - Charges à caractère général	726 900,00
022 - Dépenses imprévues	290,38
65 - Autres charges de gestion courante	1,00
66 - Charges financières	260,48
67 - Charges exceptionnelles	4 000,00
Somme :	**731 451,86**

Autorisation des crédits d'investissement annuel par chapitre

BUDGET PRINCIPAL

Chapitre	Total inscrit 2016 EMS	Total inscrit 2016- CCLC+cablâge +hydraulique	Total inscrit 2016	Autorisation avant vote du BP 2017 (25% Crédits inscrits 2016)
10 - Dotations, fonds divers et réserves	3 670 000,00		3 670 000,00	917 500,00
13 - Subventions d'investissement	235 712,00		235 712,00	58 928,00
204 - Subventions d'équipement versées	1 684 916,00		1 684 916,00	421 229,00
20 - Immobilisations incorporelles	3 815 185,00		3 815 185,00	953 796,25
21 - Immobilisations corporelles	32 456 463,57	1 440 070,00	33 896 533,57	8 474 133,39
23 - Immobilisations en cours	289 608,45		289 608,45	72 402,11
26 - Participations et créances rattachées à des particip	1 426 500,00		1 426 500,00	356 625,00
27 - Autres immobilisations financières	2 584 762,88		2 584 762,88	646 190,72
4541107 - Aménagement de voirie pour tiers	848 700,00		848 700,00	212 175,00
4541111 - Travaux voirie suite aux fouilles gestionnaire	200 000,00		200 000,00	50 000,00
Somme :	**47 211 847,90**	**1 440 070,00**	**48 651 917,90**	**12 162 979,48**

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Chapitre	Total inscrit 2016	Autorisation avant vote du BP 2017 (25% Crédits inscrits 2016)
20 - Immobilisations incorporelles	2 200,00	550,00
21 - Immobilisations corporelles	3 788 000,00	947 000,00
Somme :	**3 790 200,00**	**947 550,00**

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Chapitre	Total inscrit 2016	Autorisation avant vote du BP 2017 (25% Crédits inscrits 2016)
20 - Immobilisations incorporelles	43 000,00	10 750,00
21 - Immobilisations corporelles	3 364 500,00	841 125,00
458121 - Accompagnement à la réhabilitation ANC	300 000,00	75 000,00
Somme :	**3 707 500,00**	**926 875,00**

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS COLLECTIFS

Chapitre	Total inscrit 2016	Autorisation avant vote du BP 2017 (25% Crédits inscrits 2016)
20 - Immobilisations incorporelles	9 700,00	2 425,00
Somme :	**9 700,00**	**2 425,00**

BUDGET ANNEXE ORDURES MENAGERES

Chapitre	Total inscrit 2016-CCLC Ordures ménagères	Autorisation avant vote du BP 2017 (25% Crédits inscrits 2016)
21 - Immobilisations corporelles	250 000,00	62 500,00
Somme :	**250 000,00**	**62 500,00**

Annexe IV à la délibération du Conseil de
l'Eurométropole du 16 décembre 2016

TARIFS AU 1ER JANVIER 2017
DES PRESTATIONS ASSUREES PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

DELEGATION COHESION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT EDUCATIF ET CULTUREL

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE

Gens du voyage (Tarifs applicables au 1er février 2017)

- Aires d'accueil des gens du voyage, terrains et aire de grand passage

DIRECTION DE LA POPULATION, DES ELECTIONS ET DES CULTES

Funéraire

- SEM du Pôle funéraire public de Strasbourg : Centre funéraire de Strasbourg
- SEM Pôle funéraire public de Strasbourg : Pompes funèbres publiques rhénanes

DIRECTION DE LA CULTURE

Médiathèques

- Pass Médiathèques
- Forfaits en cas de perte ou de détérioration.
- Tarifs d'ouvrages sortis des collections
- Location des salles de la Médiathèque André Malraux
- Utilisation d'un espace dans les Médiathèques municipales
- Prêt inter-bibliothèques
- Création d'un service de reproduction photographique des document appartenant au fonds patrimonial
- Vente de cartes de photocopies

Archives

- Reproductions photographiques
- Tarifs de réutilisation des informations publiques
- Prix de vente des ouvrages des archives municipales

DELEGATION AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE

DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES TRANSPORTS

Stratégie et gestion du stationnement

- Stationnement en ouvrage

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'HABITAT

Géomatique et connaissance du territoire

- Fourniture de données numériques, plans, matériel d'abornement

DIRECTION DES ESPACES PUBLICS ET NATURELS

Voies publiques

- Droits de voirie pour l'occupation du domaine public
- Travaux effectués pour le compte de tiers
  - Voirie
  - Voirie suite aux fouilles
  - Mise en place du jalonnement directionnel routier et cyclable
  - Mise en place du mobilier urbain bas
  - Signalisation horizontale et verticale

DELEGATION SECURITE, PREVENTION ET SPORTS

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION URBAINE

Règlementation de la circulation

- Remplacement de télécommandes, badges et clés
- Grille tarifaire des prestations liées aux réseaux de communication
- Fourrière animale
- Fourrière automobile

DIRECTION DES SPORTS

Vie sportive

- Prix des entrées aux piscines et autres prestations
- Patinoire
- Location du matériel et des engins
- Mise à disposition du Stade de la Meinau
- Mise à disposition du Rhenus – Sport
- Aérodrome

DELEGATION PILOTAGE, RESSOURCES, ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Administration des ressources humaines

- Tarifs des coûts horaires

DIRECTION DES RESSOURCES LOGISTIQUES

Moyens Généraux
- Photocopieur et photomaton
- Badge extérieur

Imprimerie-reprographie
- Travaux de l'imprimerie de reprographie et de reliure

Parc véhicules et ateliers
- Prestations de véhicules et d'engins
- Service de location de vélos

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS URBAINS

Eau
- Tarifs eau potable

Assainissement
- Redevance assainissement
- Vidanges et prestations
- Travaux assainissement

Propreté urbaine
- Redevance spéciale Déchets
- Frais de remplacement des bacs endommagés ou disparus
- Apports au centre de valorisation des déchets
- Prestations annexes
- Location de toilettes fixes et frais de nettoyage des rues

DELEGATION RELATIONS INTERNATIONALES ET COMMUNICATION

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

- Insertions publicitaires dans Strasbourg Eurométropole Le Mag

- Vente des articles au logo de l'Eurométropole

DISPOSITIF D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Tarifs applicables à compter du 1er février 2017

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Tarifs applicables aux aires d'accueil des gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg, répondant aux normes définies par la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

✓ Droit de place

- 1,60 € / jour l'emplacement de 2 places
- 2,30€ / jour l'emplacement de 3 places
- 1,60€/ jour l'emplacement ayant un aménagement spécifique permettant l'accueil des personnes à mobilité réduite avec une caravane d'habitation et une caravane cuisine

✓ Consommation des fluides

- 2,75 € / m³ d'eau
- 0,13 € / KWh d'électricité

✓ Indemnité pour occupation sans droit ni titre

- 1,60 € / jour l'emplacement de 2 places
- 2,30 € / jour l'emplacement de 3 places
- 1,60€/ jour l'emplacement ayant un aménagement spécifique permettant l'accueil des personnes à mobilité réduite avec une caravane d'habitation et une caravane cuisine

✓ Dépôt de garantie

- 100 € / emplacement pour le stationnement de caravanes
- 300 € / emplacement pour le stationnement d'un camping car

Restitué au départ, après l'état des lieux constatant le bon état de l'emplacement libéré et des équipements le desservant.

✓ Retenues forfaitaires en cas de dégradations, de manquements au règlement ou de prestations spécifiques

En cas de destruction partielle ou totale d'un élément d'équipement de l'aire, la Collectivité se réserve le droit de réclamer une indemnisation à la hauteur du coût réel du préjudice subi.

✓ Retenues Forfaitaires – Aires d'accueil (suite)

	Nature	Définition	Tarif ttc
Communs	Clé	perdue / cassée	20 €
	Rallonge adaptateur	perdue / détériorée	20 €
	Ecoulement bouche	interv. ext. ou sortie pompes	100 €
	Porte	cassée / forcée / à remplacer	100 €
	Panneau de signalisation	cassé	75 €
	Portique	cassé / fracturé	3 000 €
	Axe de support cadenas / portique	cassée / fracturée	150 €
Abords et Emplacement	Encombrants (palettes, appareils ménagers)	enlèvement	50 €
	Propreté (yc pendant le séjour)	détritus/ objets	50 €
	Espaces verts	détritus/ objets	50 €
	Clôture	cassée/ coupée/ démontée	60 €
	Plot pour auvent	manquant	90 €
	Plot pour auvent	abimé	10 €
	Candélabre	cassé/ fracturé / graffitis	100 €
	Enlèvement d'un véhicule ou d'une caravane	enlèvement	300 €
Bâtiment	Trous ou traces sur les murs	traces/ trous/	40 €
	Graffiti ou dessin sur les murs	petit format	50 €
	Graffiti ou dessin sur les murs	grand format	100 €
	Vitre / brique vitrée	cassée	80 €
	Grille ventilation / aération	cassée /manquante	10 €
	Toiture	tuile cassée	10 €
	Gouttière	accessoire / goulotte	30 €
Porte	Propreté	traces / dessins / graffitis	10 €
	Graffiti ou dessin	petit format	50 €
	Graffiti ou dessin	grand format	100 €
	Poignée	cassée / manquante	30 €
	Serrure	forcée / hors service	40 €
Electricité en extérieur	Coffret électrique	plastron cassé	50 €
	Prise électrique	brûlée, cassée	10 €
	Disjoncteur	brûlé, cassé	100 €
Equipement sanitaire extérieur	Evier extérieur	cassé/ détérioré	100 €
	Robinet et/ou poussoir	col de cygne	50 €
	Robinet machine à laver	cassé/ détérioré	10 €
	Ecoulement siphon évier / machine à laver	bouché/ cassé	15 €
Espace Toilettes	Propreté	état général négligé	50 €
	Ecoulement bouché	prestation débouchage	40 €
	Carrelage (mur ou sol)	le carreau	5 €
	Abattant wc	cassé	60 €
	Cuvette wc ou réservoir	cassé (e)	100 €
	Poussoir wc	cassé	30 €
	Hublots éclairage	détérioré / vitre cassée	50 €
	Interrupteur	cassé	20 €
	Plexi éclairage		10 €
	Dérouleur papier	cassé	10 €
Espace Douche	Propreté	état général négligé	50 €
	Ecoulement bouché	prestation débouchage	40 €
	Carrelage (mur ou sol)	le carreau	5 €
	Mélangeur - mitigeur	remplacement de pièces	70 €
	Pommeau douche	remplacement de pièces	30 €
	Flexible de douche	détérioré / cassé	10 €
	Hublots éclairage	détérioré / vitre cassée	50 €
	Interrupteur	détérioré / cassée	20 €
	Miroir	cassé	10 €
	Plexi éclairage		10 €

✓ Retenues Forfaitaires – Aires d'accueil (suite)

Changement d'emplacement	Redevance pour changement d'emplacement sans autorisation		70 €
	Frais pour changement d'emplacement autorisé		20 €
Sorties en astreinte	Entrée ou « sortie totale » exceptionnelle le dimanche ou jour férié		60 €
	Entrée ou « sortie partielle » exceptionnelle le dimanche et jour férié		40 €
	Sortie annulée		30 €
	Intervention entre 22h et 7h pour coupure électrique due à une défaillance de l'installation privative (courrier préalable d'avertissement transmis)		90 €
	Déplacement abusif / intervention en astreinte		30 €
	Changement de prise sur installation défectueuse de l'usager		30 €
Déplacement abusif – jours ouvrés	Sortie annulée une fois l'équipe sur place sans avoir prévenu le service		50 €
	Déplacement abusif / non justifié		30 €

TERRAIN D'APPOINT HIVERNAL DU BAGGERSEE

Tarif applicable au terrain d'appoint hivernal du Baggersee.

✓ Redevance forfaitaire d'occupation

- 2,30 € / jour pour 1 caravane
- 4,60 € / jour pour 2 caravanes
- 6,90 € / jour pour 3 caravanes

✓ Dépôt de garantie

- 40 € / emplacement

Restitué au départ, après constatation du bon état de l'équipement technique et du site.

✓ Indemnité pour occupation sans droit ni titre

- 2,30 € / jour /caravane

✓ Retenues forfaitaires en cas de dégradations ou de manquements au règlement

En cas de destruction partielle ou totale d'un élément d'équipement de l'aire, la Collectivité se réserve le droit de réclamer une indemnisation à la hauteur du coût réel du préjudice subi.

	Nature	Définition	Tarifs ttc
Communs	Panneau de signalisation	cassé	75 €
	Portique	cassé / fracturé	3 000 €
	Axe de support cadenas / portique	cassée / fracturée	150 €
Abords et emplacement	Propreté	détritus, objets	30 €
	Espaces Verts	détritus, objets	30 €
	Clé	perdue / cassée	20 €
	Poubelle	dégradée, brûlée, roue cassée	10 €
Electricité en extérieur	Coffret Électrique	plastron cassé	30 €
	Prise Électrique	brûlée, cassée	10 €
	Disjoncteur	brûlé, cassé	25 €

TERRAIN D'APPOINT
(HORS BAGGERSEE)

Tarifs applicables aux terrains d'appoint permettant l'accueil ponctuel des gens du voyage sur le ban de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces terrains ne répondent pas aux normes définies par la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

✓ Redevance forfaitaire d'occupation

- 2 € / jour pour 1 caravane
- 4 € / jour pour 2 caravanes
- 6 € / jour pour 3 caravanes

✓ Dépôt de garantie

- 30 € / par caravane

Restitué au départ, après constatation du bon état de l'équipement technique et du site.

✓ Retenues forfaitaires en cas de dégradations ou de prestations spécifiques

Cf. tarifs pour les aires d'accueil et le terrain d'appoint du Baggersee.

STATIONNEMENTS NEGOCIES

Tarifs applicables lors de tout stationnement négocié

Mise en place d'une benne ou enlèvement des sacs poubelles : 200 € par semaine

Nettoyage final du site après le départ du groupe : 200 €

AIRE DE GRAND PASSAGE

Tarifs applicables à l'Aire de Grand Passage

✓ Redevance forfaitaire d'occupation

- 21 € / grande caravane / semaine

✓ Dépôt de garantie

- 400 € / groupe jusqu'à 40 grandes caravanes
- 600 € / groupe supérieur à 40 grandes caravanes

Restitué au départ, après constatation du bon état des équipements techniques et du site.

✓ Indemnité pour occupation sans droit ni titre

- 21 € / jour / grande caravane

✓ Redevance forfaitaire en cas de dégradations ou de prestations spécifiques

	Nature	Définition	Tarifs ttc
Terrain	Clôture	Coût par panneau détérioré	30 €
	Portail coulissant ou battant / portillon limiteur	Dégradation	400 €
		Matériel inopérant	1500 €
	Bornes à eau		100 €
	Fontaines à eau / points d'eau (robinets)		50 €
	Pavés / Caillebottis		50 €
	Coffrets électriques	Dégradation	100 €
		Matériel inopérant / manquant	300 €
	Prises	Par prise abimée ou manquante	10 €
	Disjoncteur	Par disjoncteur abimé ou manquant	100 €
	Adaptateur	Par adaptateur abimé ou manquant	20 €
	Mats d'éclairage	Cassé, fracturé, graffitis…	100 €
	Local technique	Graffitis, trous, etc..	50 €
	Local technique	Dégradation	100 €
	Puits de pompage	Détérioration	200 €
	Espaces protégés	Dégradation	200 €
	Propreté du site	Détritus, encombrants, etc…	300 €
	Herbe brûlée		150 €
Modulaires	Tag, peinture		50 €
	Poignets, portes, aération		40 €
	Coffret électrique	Dégradation	100 €
	Coffret électrique	Matériel inopérant / manquant	300 €
	Hublot, détecteur, disjoncteur	Abimé ou manquant	50 €
	Cuvette	Abimé ou manquant	100 €
	Dérouleur papier wc	Abimé ou manquant	10 €
	Chasse d'eau	Abimé	30 €
	Ecoulement bouché : interv. prest. ext.		250 €
	Ecoulement bouché : interv. du service		100 €
	Clé	1 clé manquante	20 €
Prestations spécifique	Intervention pour pose des coffrets électriques le dimanche	Forfait	100 €
	Intervention pour l'accueil d'un groupe n'ayant pas prévenu le vendredi précédent le week-end d'astreinte (hors installation de coffrets électriques)	Forfait	200 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG

PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2017 TTC
Prestations aux familles
Applicables au 1er janvier 2017

	Tarifs 2017
1) Crémation :	
Adultes avec Cendrier	460 €
Adultes sans Cendrier	440 €
Enfants cercueil jusqu'à 1,20 M.	199 €
Enfants mort-né / Fœtus	- €
Exhumation ossements de 0 à 60 KG	230 €
Exhumation ossements de 60 à 110 KG	460 €
Exhumation ossements de 110 à 160 KG	660 €
Exhumation ossements plus de 160 KG	810 €
Exhumation réductions de corps contenants jusqu'à 1,20 M.	230 €
2) Location :	
Salles de cérémonie	140 €
Assistance technique pour salle de cérémonie	30 €
Salons de recueillement :	
- Demi Journée	42 €
- Journée	77 €
Chambre froide, par jour	
Avant mise en bière	37 €
Après mise en bière	37 €
Forfait dépôt de 0 jours à 6 jours en chambre froide sans présentation en salon	139 €
Forfait à partir du 7ème jour et par semaine	159 €
Frais de dépôt d'une urne : à partir de 3 mois 30 € et 30 € / mois	30 €

3) Salles de convivialité :

- Jusqu'à 30 personnes	205 €
- Jusqu'à 50 personnes	215 €
- Jusqu'à 100 personnes	289 €
- De plus de 100 personnes	389 €
salle pour autre événement : salle de convivialité ou grande salle de cérémonie	279 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG

PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2017 TTC
Prestations aux familles
Applicables au 1er janvier 2017

	Tarifs 2017
4) Location:	
Lit réfrigéré par jour	44 €
Forfait lit réfrigéré à domicile : livraison - installation - utilisation	184 €
Salle de thanatopraxie + Nettoyage:	
- pour toilette mortuaire	89 €
- pour soins de conservation	99 €
- pour transfert de bière avec vacation	159 €
5) Prestations :	
Porteur - assistance à cérémonie au Centre Funéraire	70 €
Officiant - Maître de cérémonie au Centre Funéraire	250 €
Organisation d'un recueillement en chambre funéraire illkirch et La Wantzenau : déplacement - accueil - présentation	183 €

Aide au déchargement	- €
Aide à la mise en bière	30 €
Fourniture de bracelet inviolable	5 €
Forfait toilette / habillage pour le compte d'une entreprise	130 €
Mise en place en salon	- €
Accompagnement salle de visualisation	19 €
Nettoyage salle de soins	40 €
Dispersion de cendres	90 €
Présence de personnel du Centre en dehors des heures (à partir de 18h, samedi AM et dimanche)	60 €
Carton pour transport des urnes	8 €
Cendrier	12 €
Fleurs artificielles	2,50 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG

PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2017 TTC
Prestations aux familles
Applicables au 1er janvier 2017

	Tarifs 2017
6) Forfaits chambre froide et salon	
Forfait N°1	157 €
Dépôt en chambre froide 4 jours à 6 jours	
Location du salon 1/2 journée	
mise en place et présentation	
(table réfrigérée en sus)	
coût des prestations à l'unité 190 € à 264 €	

Forfait N°2 Dépôt en chambre froide 3 jours Location du salon 1/2 journée mise en place et présentation *(table réfrigérée en sus)* *coût des prestations à l'unité 153 €*	132 €
Forfait N°3 Dépôt en chambre froide 6 jours 2 présentations (salon / fermeture) mise en place et présentation *(table réfrigérée en sus)* coût des prestations à l'unité 306 €	189 €
Forfait N°4 Mise à disposition illimitée à Illkirch le week-end	270 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG
PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2017 TTC
Prestations spécifiques aux établissements de soins et de santé
Applicables au 1er janvier 2017

7) Fournitures de biens, personnels et services spécifiques :	**Tarifs 2017**
crémation de pièces anatomiques (type ANATBOX 30 KG)	230 €
fourniture de conteneurs réglementaires pour pièces anatomiques	89 €
fourniture housse réglementaire	65 €
mise à disposition de personnel habilité en semaine	110 €

POMPES FUNÈBRES PVBLIQUES RHÉNANES
PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC

Tarifs 2017 TTC
Prestations aux familles
Applicables au 1er janvier 2017

1) CERCUEILS ET FOURNITURES CERCUEILS

Crémation

Munich	340 €
Lyonnais ordinaire crémation	420 €
Nantua (Cercueil Assorti avec Urne et Capiton)	690 €
Obernai	720 €
Périgord pin Périgord Hors Dimensions	780 €
Amboise pin Amboise Hors Dimensions	930 €
Diamant	1 055 €

Inhumation

Lyonnais ordinaire inhumation	499 €
Parisen socle	660 €
Bourgogne Bourgogne Hors Dimensions	810 €
Uranus	990 €
Provence Provence Hors Dimensions	1 120 €
Dauphiné	1 270 €
Richelieu	1 680 €
Acajou	2 100 €
Export Export Hors Dimensions	1 065 €
Berry Export Vision	1 800 €
Richelieu Export	1 995 €

Enfants

Fauvette	179 € à 436 €
Blanc enfant selon taille	290 € à 540 €

Gamme Speyser-Schaal

Vercors	555 €
Loire	780 €
Cannes	930 €
Mougins	990 €
Chambord	1 050 €
Tours	1 070 €
Chinon	1 195 €
Cambrai	1 380 €
Richelieu	1 690 €

Acajou	2 100 €

Capitons

Taffetas	59 €
Verdon	106 €
Jupiter	152 €
Toscane	195 €
Lutèce	195 €
Canice	195 €
Quadra	224 €
Correzien	299 €

Fournitures

Modèle de poignées personnalisables	OFFERT
Croix simple bois foncé	19 €
Croix simple bois rustique	19 €
Croix simple en laiton argent	26 €
Croix simple doré en zamak	26 €
Croix moderne christ en zamak	29 €
Croix huguenotte	39 €
Etoile de David	39 €
Croix orthodoxe	39 €
Christ en laiton argent	39 €
Christ en laiton doré	39 €
Croissant lune et son étoile	39 €
Croix arménienne	89 €
Hermétique Zinc	357 €

2) TRANSPORT & ORGANISATION DES OBSEQUES

Transport et Démarches

Transport de corps avant mise en bière et désinfection du véhicule	189 €
Transport de corps après mise en bière	162 €
Transport longue distance (par kilomètres) au dessus de 50 kilomètres	1,20 €
Transfert simple des hôpitaux vers le centre funéraire	120 €
Transfert de caisse anatomique	232 €
Transfert caisse à ossements	106 €
Personnel pour transports caisse à ossement	67 €
Personnel pour transport de corps (de 8h à 18h)	155 €
Personnel pour transport de corps week-end, jours fériés et nuit (de 18h à 8h)	289 €
Désinfection du véhicule	30 €
Démarches et formalités	249 €
Démarches et formalités complexes	349 €
Démarches et formalités simplifiées	125 €

Préparation du corps et mise en bière

Housse	55 €
Préparation et livraison du cercueil	99 €
Habillage et Préparation du défunt	97 €
Habillage, Toilette et Maquillage	159 €
Mise en bière	72 €
Soins d'hygiène et de présentation	290 €
Soins d'hygiène et de présentation pour rapatriement	320 €
Enlèvement stimulateur cardiaque	130 €
Fourniture lit réfrigéré à domicile (livraison - installation - utilisation)	189 €
Lit réfrigéré par jour	44 €

Organisation de la cérémonie

Corbillard avec chauffeur	269 €
Corbillard avec chauffeur (enfant)	99 €
Personnel pour cérémonie (forfait 3 porteurs)	300 €
Personnel pour cérémonie (forfait 3 porteurs samedi et extra)	450 €
Second véhicule ou véhicule d'accompagnement	96 €
Maître de cérémonie	110 €
Officiant et préparation de la cérémonie civile	190 €

Fournitures

Location de fleurs artificielles	66 €
Registre de condoléances	59 €
Boîte à dons	49 €
Cartes de remerciements (par 50)	50 €
Ruban de deuil	OFFERT
Fleurs artificielles	
Fleurs naturelles	
Plaques funéraires	

a

3) INHUMATION & CREMATION

Inhumation

Travaux de fossoyage

Creusement simple profondeur	529 €
Creusement double profondeur	599 €
Creusement tombe enfant	219 €
Creusement tombe à urne	146 €
Exhumation	189 €

Fournitures

Piquet de remarque	79 €
Croix de remarque simple	137 €
Croix de remarque avec toit	159 €
Croix de remarque enfant	114 €
Stèle musulmane	121 €
Croix Orthodoxe	235 €

Personnel pour inhumation

Inhumation / Exhumation des cendres	79 €
Dispersion des cendres	90 €
Fournitures	
	à partir de
Urnes	30€
Ligne de cœur	59 €
Carton à urnes	8 €

4) MARBRERIE

Travaux de marbrerie	
Démarches et formalités marbrerie	125 €
Dépose et repose d'une dalle	150 €
Dépose d'un monument	330 €
Pose/Repose d'un monument	450 €
Pose/Repose d'un monument complexe	650 €
Dépose et repose d'un monument avec dalle	795 €
Dépose et repose d'un monument simple	705 €
Dépose et repose d'un monument double	1 080 €
Dépose et destruction d'un entourage	200 €
Dépose et repose d'un entourage	650 €
Ouverture et fermeture caveau	390 €
Remise en état du monument (nettoyage, redressement)	99 €
Entretien ornements	
Fournitures	
Fourniture caveau à urnes	490 €
Fourniture et pose d'un caveau tombe 1 place	1 800 €
Fourniture et pose d'un caveau tombe 2 place	2 190 €
Fourniture de fondations	389 €
Monument cinéraire	
Monument traditionnel pour inhumation	
Articles en bronze	
Inscription lettres gravées dorées	13 €
Inscription lettres en bronze	19 €
Rechampissage lettre	5 €

PASS MEDIATHEQUES

Les tarifs annuels d'abonnement de la **Carte Pass'relle** sont les suivants :

1) Abonnement « Livres »
- Plein tarif 8,40 €
- Demi-tarif 4,20 €

2) Abonnement « Multimédia »
- Plein tarif 26,00 €
- Demi-tarif 13,00 €

Les personnes suivantes, sur présentation d'un justificatif, bénéficient du demi-tarif :
- les personnes âgées de 16 à 25 ans,
- les étudiants,
- les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires du RSA, les titulaires d'une carte délivrée par les CCAS, les titulaires d'une carte Culture, Ircos-Cézam, Alsace CE, le personnel de l'Eurométropole et des communes membres et leurs conjoints,

Les personnes suivantes, sur présentation d'un justificatif, bénéficient de la gratuité :
- les jeunes âgés de moins de 16 ans,
- les titulaires de la carte Saphir / Evasion,
- pour emprunter des livres en nombre : les personnes travaillant dans une école, un centre de loisirs, un établissement de la petite enfance, les assistantes maternelles.

Le tarif de remplacement de la carte « Pass », en cas de perte ou de vol, est de 2,00 €.

Date d'effet : 1er janvier 2017

FORFAITS EN CAS DE PERTE, DE DETERIORATION OU DE RETARD DANS LA RESTITUTION DE DOCUMENTS, LISEUSES ET ACCESSOIRES DANS LES MEDIATHEQUES EUROMETROPOLITAINES

Pour les **Médiathèques de l'Eurométropole** (Médiathèque André Malraux, Médiathèque Sud, Médiathèque Ouest), les dispositions suivantes s'appliquent en cas de perte, détérioration, restitution partielle, retard d'un document, d'une liseuse ou d'un accessoire.

Les personnes inscrites dans les médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg et les personnes investies de l'autorité parentale pour les mineurs inscrits dans ces médiathèques sont tenues, en cas de perte ou de détérioration des documents, équipements, ou accessoires, de retard dans leur restitution, ou de restitution partielle, de s'acquitter du forfait mentionné ci-après.

a) Documents :

- Périodique (quotidien et hebdomadaire)	2,00 €
- Périodique (autres documents)	8,00 €
- Livre de poche adulte, livre de poche jeunesse	12,00 €
- Livre adulte, livre jeunesse, album jeunesse	20,00 €
- Mangas poches, premières lectures, BD petit format	10,00 €
- Bande dessinée, manga grand format	15,00 €
- Livre CD ou livre DVD	25,00 €
- CD simple ou CD texte lu	20,00 €
- Coffret de deux CD ou CD texte lu	27,00 €
- Coffret à partir de trois CD ou CD texte lu	37,00 €
- Un DVD ou Blu-Ray	30,00 €
- Coffret de deux DVD ou Blu-Ray	45,00 €
- Coffret à partir de trois DVD ou Blu-Ray	60,00 €
- Livre d'art, album de photographie, beau-livre épuisé,	60,00 €
- Kamishibaï,	40,00 €
- Support du kamishibaï,	40,00 €
- Livre technique, scientifique, beau-livre	40,00 €
- Méthode de langue	40,00 €
- CD Rom	30,00 €
- Partition	25,00 €

b) Boîtiers de CD ou de DVD

- boîtier CD	1,00 €
- boîtier DVD simple	1,50 €
- boîtier DVD double	2,00 €

c) Liseuses et accessoires

- la liseuse	130,00 €
- le câble	10,00 €
- le chargeur	11,00 €
- l'étui de protection	30,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2017

VENTE D’OUVRAGES SORTIS DES COLLECTIONS

Les tarifs en cas de vente d’ouvrages sortis des collections des médiathèques de l’Eurométropole sont fixés comme suit :

- Lot de périodiques : 2,00 €
- Document imprimé : 2,00 €
- CD : 2,00 €

Date d’effet : 1er janvier 2017

LOCATION DES SALLES DE LA MEDIATHEQUE ANDRE MALRAUX

Location **des salles de la Médiathèque André Malraux** (T.T.C dont TVA 20 %) :

- location de la salle de conférence (forfait pour une demi-journée et soirée jusqu'à minuit)	475,00 €
- location de la salle de conférence (forfait journalier)	890,00 €
- location de la salle d'exposition (forfait pour une demi-journée et soirée jusqu'à minuit)	360,00 €
- location de la salle d'exposition (forfait journalier)	725,00 €
- location d'un stammtisch (forfait pour une demi-journée et soirée jusqu'à minuit)	300,00 €
- location d'un stammtisch (forfait journalier)	600,00 €

Les tarifs mentionnés ci-dessus sont augmentés lorsque la salle est louée en dehors des heures d'ouverture de la médiathèque au public de 75,00 € TTC par heure de location.

- location du rez-de-chaussée hors salles de conférence et d'exposition en dehors des ouvertures (forfait pour une demi-journée et soirée jusqu'à minuit)	1 000,00 €
- location du rez-de-chaussée hors salles de conférence et d'exposition en dehors des ouvertures (forfait journalier)	2 000,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2017

UTILISATION D’UN ESPACE DANS LES MEDIATHEQUES DANS LE BUT DE VENDRE DES OUVRAGES

Le tarif pour **l’utilisation d’un espace dans les médiathèques de l’Eurométropole de Strasbourg** dans le but de vendre des ouvrages est fixé à :

15,00 € TTC par journée d’occupation.

Date d’effet : 1er janvier 2017

Prêt inter-bibliothèques

Le tarif par document emprunté par le biais du prêt inter-bibliothèques est fixé à 12 €.

Date d’effet : 1er janvier 2017

CREATION D'UN SERVICE DE REPRODUCTION PHOTOGRAPHIQUE AU SEIN DE LA MEDIATHEQUE ANDRE MALRAUX DES DOCUMENTS APPARTENANT AU FONDS PATRIMONIAL DE LA VILLE DE STRASBOURG

Les tarifs de reproduction et de transmission sont fixés comme suit :

Coût des reproductions :

Reproduction sous forme de fichier numérique		Tarif
	Prise de vue de qualité standard (cliché en couleurs et au format .jpeg.)	1,00 € / vue
	Prise de vue de qualité édition (cliché en haute définition, avec calibrage des couleurs)	10,00 € / vue

Coût lié à la transmission des données :

Envoi par mail (document .jpeg, dans la limite de 5 Mo)	gratuit
Copie sur clé USB fournie par le demandeur	gratuit

Copie sur support inscriptible		Tarif
	Fourniture d'un CD-R (700 Mo) ou d'un DVD-R (4,7 Go)	1,50 € / support
	Envoi par courrier en France	3,50 €
	Envoi par courrier à l'étranger	7,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2017

VENTE DE CARTES DE PHOTOCOPIES DANS LES MEDIATHEQUES EUROMETROPOLITAINES

Vente de carte de photocopies en euros TTC:

- carte de 1 unité	0,15 €
- carte de 20 unités	1,40 €
- carte de 50 unités	2,55 €
- carte de 100 unités	4,50 €
- carte de 250 unités	10.50 €
- carte de 500 unités	20,50 €

Date d’effet : 1er janvier 2017

TARIF DES ARCHIVES

A - REPRODUCTIONS

Les déposants et donateurs sont exonérés pour leurs fonds. Les frais de port sont à la charge du demandeur. Un minimum de perception de SIX Euros est appliqué.

Les archives de Strasbourg se réservent le droit d'imposer la fourniture de reproductions numériques sur CD ou DVD non réinscriptible si des raisons de contingences techniques l'exigent. La clé USB n'est pas acceptée.

Sauf indication contraire, les fichiers sont fournis en format JPEG.

I – Impressions et photocopies

❖ Reproductions

- A4	0,15 €
- A3	0,30 €

II – Travaux de numérisation par l'atelier de numérisation

- Vue numérique avec scan à plat (jusqu'au format A4 / document non relié)	4,00 €
- Vue numérique avec dos numérique (format A3 / documents reliés)	9,00 €
- Gravure d'un CD	2,75 €
- Gravure d'un DVD	5,00 €

a) -Tirage numérique noir et blanc papier ordinaire :

- A3	0,60 €
- A4	0,30 €

b) - Tirage numérique couleur papier ordinaire :

- A3	2,00 €
- A4	1,00 €

c) - Tirage numérique noir et blanc papier photo :

- A3	10,00 €
- A4	5,00 €

d) - Tirage numérique couleur papier photo :

- A3	14,00 €
- A4	7,00 €

III – Documents non diffusés sur Internet

❖ **Fourniture de vues numériques préexistantes, le fichier-image** gratuit

❖ **Envoi de vues numériques préexistantes**

- par courriel dans la limite de 5 Mo	gratuit
- via plateforme d'échange de l'Eurométropole	gratuit

IV - Documents diffusés sur le site Internet des Archives de Strasbourg

❖ **Fourniture de vue(s) numérique(s) – par tranches successives**

de 1 à 1 000 vues	3,00 € la vue
de 1 001 à 100 000 vues	0,5 € la vue
de 100 001 à 500 000 vues	0,1 € la vue
de 500 001 à 1 000 000 vues	0,05 € la vue
et au-delà de 1 000 000 vues	0,03 € la vue

V – Autres frais

❖ **Certification conforme**
Droit d'expédition ou d'extrait authentique des archives publiques (fixé par décret n° 92-1224 du 17 novembre 1992, modifié par le décret n° 2001-771 du 28 août 2001) 3,00 €

❖ **Frais de port** 3,00 €

❖ **Frais minimum de perception** 6,00 €

B - REUTILISATION DES INFORMATIONS PUBLIQUES

Le présent tarif concerne uniquement la réutilisation **commerciale** des documents d'archives. Les reproductions réalisées par les Archives font l'objet d'un tarif distinct. La redevance est due même si le réutilisateur a reproduit lui-même le document.

Sont exonérés des droits de réutilisation :

- Les administrations (musées, bibliothèques, services d'archives, etc.) et les associations réutilisant des documents en vue de la réalisation d'une exposition ou d'une publication

- Les donateurs et les déposants pour les documents provenant des fonds qu'ils ont donnés ou déposés

- Les documentaires de création soutenus par le fonds de soutien à la production de l'Eurométropole de Strasbourg

- Les publications papier au tirage inférieur à 1000 exemplaires et reproduisant moins de 20 vues, excepté les produits publicitaires

La fourniture au-delà de 100 vues par demande et par mois est soumise à la condition préalable que les images existent déjà sous forme numérisée aux Archives de Strasbourg. Dans le cas contraire, les demandeurs assureront les reproductions à leurs frais, aux Archives de Strasbourg, selon les conditions fixées par l'établissement.
S'applique alors le tarif correspondant aux droits de réutilisation sans fourniture d'images.

1° jusqu'à 1000 vues

Publication papier, internet, films, vidéo, multimédia	**40 € la vue**
Produits publicitaires et de promotion, produits divers (calendriers, agendas, cartes de vœux, cartes postales, affiches)	**80 € la vue**

La fourniture des documents par les Archives est facturée en sus, selon le tarif « reproductions de documents d'archives » pris par M. le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

2° Au-delà de 1000 vues <u>avec fourniture</u> des images par les Archives, par tranches successives

1001 à 100 000 vues	0,40 € par vue et par an
100 001 à 500 000 vues	0,20 € par vue et par an
500 001 à 1 000 000 vues	0,10 € par vue et par an
Au-delà de 1 000 000 vues	0,05 € par vue et par an

3°. Au-delà de 1000 vues <u>sans fourniture</u> des images par les Archives par tranches successives

1001 à 100 000 vues	0,30 € par vue et par an
100 001 à 500 000 vues	0,15 € par vue et par an
500 001 à 1 000 000 vues	0,05 € par vue et par an
Au-delà de 1 000 000 vues	0,02 € par vue et par an

4°. Films

S'agissant de documents protégés par le droit d'auteur, la fourniture de copies numérisées de films n'est assurée et l'autorisation de réutilisation n'est accordée que si les films préexistent sous forme numérique et si les droits patrimoniaux appartiennent soit à la Ville soit à l'Eurométropole de Strasbourg ou ont été acquis par le demandeur, à son initiative et à ses frais.

- 55,- Euros la minute commencée.

5°. Documents sonores

La fourniture de copies numérisées n'est assurée que si l'enregistrement existe sous forme numérique.

- 25,- Euros la minute commencée.

C – PUBLICATIONS DU SERVICE

1) Anciennes publications bénéficiant d'un tarif préférentiel	**prix net**
14-18 à l'affiche	3,50 €
1910 – de la Grande Percée au Stockfeld	3,50 €
Archi classique, dessins d'architecture	3,50 €
Atlas – relations franco-allemandes	3,60 €
Au tempo de l'histoire	13,50 €
Bien naître à Strasbourg, une histoire de la petite enfance	12,50 €
Chœur de la Cathédrale	10,50 €
Des bourgeois aux citoyens : Les lettres de Serment de la Ville de Strasbourg	3,50 €
En selle – Du vélocipède au Vélhop	3,50 €
Fêtes de fin d'année, fins d'années en fête	11,00 €
Guide des sources de Strasbourg (Jean-Yves MARIOTTE)	14,50 €
Les corporations à Strasbourg	3,50 €
Les Silbermann, Histoire et légendes d'une famille de facteurs d'orgues	17,50 €
Les Strasbourgeois et la Mort	15,00 €
Neudorf, nouveau village, nouvelle ville	12,50 €
Quand Strasbourg recevais Rois et Princesses	3,50 €
Vivre ensemble : de la préhistoire à la création de la Communauté Urbaine	10,25 €

2) Autres publications	
Parchemins et Jardins	30,00 €
Strasbourg en guerre - 1914-1918, une ville allemande à l'arrière du front	25,00 €
« Strasbourg s'expose » *titre provisoire*	20,00 €

Remise de 30 % exclusivement sur « Autres publications »

- à tous les employés de l'Eurométropole (actifs ou retraités) sur présentation du badge.
- aux libraires pour l'achat de lots de 5 ouvrages.

3) Produits dérivés (marque page, cartes postales…)	1,00 €
Support / guide d'une exposition	2,00 €
Leporello - dépliants	5,00 €
4) Frais d'envoi - forfait	3,00 €

D - PRESTATIONS DE SERVICE

❖ **Visites guidées des expositions et du bâtiment pour des groupes (hors scolaires) – sur demande. Prix par personne**	3,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2017

TARIFS DU STATIONNEMENT EN OUVRAGE A PARTIR DU 1ER JANVIER 2017

Les tarifs applicables aux usagers horaires (visiteurs) et aux abonnés ne sont pas modifiés dans la majorité des parkings. Toutefois, quelques améliorations de services aux usagers sont apportées, et certains tarifs doivent être alors adaptés :

- Ouverture du parking du Centre administratif le week-end pour offrir une capacité supplémentaire aux visiteurs du centre-ville pendant les périodes de forte affluence. L'objectif étant, pour cet ouvrage, de permettre un stationnement de courte durée aux horaires d'ouverture du Centre administratif et un stationnement de moyenne durée lorsque le Centre administratif est fermé le week-end,
- Tarifs applicables au stationnement des vélos, uniformisés dans les parkings vélos et tenant compte de l'amélioration du service,
- Réduction de 10% accordée à la société d'autopartage CITIZ sur l'abonnement visiteur 24/24, et pour les établissements publics relevant de l'intérêt général.

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE

VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Broglie		390,00 €	1 407,00 €
Kléber – Homme de Fer	117,00 €		
Austerlitz		375,00 €	1 371,00 €
Centre historique – Petite France	115,00 €	275,00 €	1 005,00 €
Ste Aurélie		393,00 €	1 467,00 €
Wodli		393,00 €	1 467,00 €
Wodli (par prélèvement automatique)			1320, 00 €

VISITEURS JOUR (7H – 21 H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Austerlitz		324,00 €	1 158,00 €
Centre historique – Petite France	95,00 €	234,00 €	852,00 €
Ste Aurélie (6H-21H)		327,00 €	1 167,00 €

RESIDANTS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Kléber – Homme de Fer	99,00 €		
Centre historique - Petite France	88,00 €	246,00 €	847,00 €
Centre historique - Petite France – Résidéo (limité à 300 abonnements)	25,00 €		
Ste Aurélie	96,00 €	264,00 €	917,00 €
Wodli		264,00 €	

RESIDANTS NUIT et WE (17H-10H du lundi au vendredi + sa, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Broglie		117,00 €	408,00 €
Gutenberg		138,00 €	
Austerlitz		117,00 €	408,00 €
Centre historique - Petite France	40,00 €	97,00 €	368,00 €
Ste Aurélie (18H-9H du lu au ve + sa, di et JF)		97,00 €	368,00 €
Wodli (18H-9H du lu au ve + sa, di et JF)		117,00 €	

RESIDANTS NUIT et dimanche (17H-10H du lundi au samedi, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Broglie		72,00 €	276,00 €
Gutenberg		90,00 €	
Kléber – Homme de Fer	30,00 €		
Austerlitz		72,00 €	276,00 €
Centre historique - Petite France	30,00 €	72,00 €	276,00 €
Ste Aurélie (18H-9H du lu au sa, di et JF)		72,00 €	276,00 €
Wodli (18H-9H du lu au sa, di et JF)		72,00 €	276,00 €

Forfait FORAINS du Marché de Noël

Broglie	215,00 €
Austerlitz	215,00 €

Forfait HOTELIERS

	24h	NUIT (19h-9h)
Kléber – Homme de Fer	18,00 €	
Ste Aurélie	11,00 €	
Wodli	11,00 €	
Gare Courte durée		4,50 €

Forfaits tout public - pré-vendus

	7 jours consécutifs	Forfait week-end
Ste Aurélie		18,00 €
Wodli	55,00 €	18,00 €

Abonnement spécifiques dans le parking Gutenberg

Gutenberg CCI - JOUR/NUIT 24h/24- TRIMESTRIEL	450,00 €
Gutenberg CCI - JOUR (7H - 21 H) - ANNUEL	1 248,00 €
Gutenberg CITIZ - JOUR/NUIT 24h/24- ANNUEL	1 180,00 €

Abonnement pour les véhicules électriques

Dans la limite d'un abonné par parking

	MENSUEL	TRIMESTRIEL
Sainte-Aurélie Gare	170,00 €	435,00 €
Austerlitz	150,00 €	385,00 €
Gutenberg	150,00 €	385,00 €
Centre Historique-Petite France	120,00 €	306,00 €

Abonnement CITIZ (24h/24)

10% de l'abonnement VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

Abonnement pour les établissements publics d'intérêt général

10% de l'abonnement VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

La liste des établissements publics concernés sera déterminée par courrier entre la collectivité et les exploitants.

Tarif MOTOS

50% si le parking le permet

Abonnement stationnement VELOS		
	Plein tarif	**Réduit (abonné transports collectifs : TER Alsace, CTS)**
Gare courte durée – parking vélo	40€ / an	34€/an

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Tarification dans les parkings "courte durée"

GUTENBERG – BROGLIE - KLEBER/HOMME DE FER

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 2 h de stationnement	0,60 € par ¼ d'heure
A partir de la 3ème heure de stationnement	0,80 € par ¼ d'heure
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	40 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

PARKING GARE-COURTE DUREE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 1 h de stationnement	0,80 € par ¼ d'heure
A partir de la 2ème heure de stationnement	1,00 € par ¼ d'heure
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	54 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

CENTRE ADMINISTRATIF

Durées de stationnement	Tarifs DU LUNDI 8H AU SAMEDI 12H30
Jusqu'à 1 h de stationnement	GRATUIT
De la 2ème h et jusqu'à 3 h de stationnement	0,60 € par ¼ d'heure
A partir de la 3ème heure de stationnement	0,80 € par ¼ d'heure

Durées de stationnement	Tarifs DU SAMEDI 12H30 AU LUNDI 8H
Jusqu'à 7 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 8ème h et jusqu'à 9 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 10ème h et jusqu'à 11 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 12ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
A partir de la 14ème heure de stationnement	1,60 € par heure

Ticket perdu	34 € / jour

Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €

Tarification dans le parking "moyenne durée"

AUSTERLITZ

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 7 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 8ème h et jusqu'à 9 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 10ème h et jusqu'à 11 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 12ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
A partir de la 14ème heure de stationnement	1,60 € par heure
Forfait pour 24 heures de stationnement	20 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	20 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

Tarification dans les parkings "longue durée"

GARE : WODLI ET SAINTE AURELIE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 1 h de stationnement	1,00 € par ¼ d'heure
De la 2ème h et jusqu'à 2 h de stationnement	0,50 € par ¼ d'heure
De la 3ème h et jusqu'à 4 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 5ème h et jusqu'à 6 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 7ème h et jusqu'à 14 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 15ème h et jusqu'à 24h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Demi-journée supplémentaire (12h)	8 €
Forfait pour 24 heures de stationnement	20 €
Ticket perdu	40 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

PETITE FRANCE – SAINTE MARGUERITE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 2 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 3ème h et jusqu'à 5 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
Se la 6ème h et jusqu'à 24h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Demi-journée supplémentaire (12h)	5 €
Forfait pour 24 heures de stationnement	12 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	12 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

VENTE DE DONNEES NUMERIQUES ET DE PLANS

Chapitre 1
Le prix de vente des données numériques, des plans généraux et des plans de détail est fixé dans les chapitres 2 à 13 :

Chapitre 2
Les référentiels et les bases de données concernés par le présent tarif sont décrits dans le catalogue des bases de données consultable au Service Géomatique et connaissance du territoire.

Chapitre 3
Les termes et concepts mentionnés dans le présent tarif sont définis dans les conditions générales de diffusion consultables au Service Géomatique et connaissance du territoire.

Chapitre 4
Edition graphique de plans et vues aériennes, sortie papier ou raster

Format	Prix unitaire
A4	5,50 €
A3	10,50 €
A2	16,00 €
A1	30,00 €
A0	50,00 €

Si la commande excède deux planches groupées, la fourniture des tracés se fait selon le découpage cartographique en vigueur.

Chapitre 5
BD Topo 200 CIGAS et BD Parcellaire 200 : principes de tarification
- La facturation se fait à l'hectare en fonction des zones A et B définies en chapitre 6
- Pour les données se complétant, les prix à l'hectare s'additionnent
- La livraison de données de la BD Topo 200 CIGAS est limitée à 100 000 objets. Au-delà, une autorisation préalable du comité exécutif de la CIGAS est nécessaire.

Chapitre 6
Définition des zones tarifaires
Zone A :
Bischheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim, Strasbourg

Zone B :
Blaesheim, Eckbolsheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Holtzheim, La Wantzenau, Lampertheim, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Plobsheim, Reichstett, Souffelweyersheim, Vendenheim, Wolfisheim

Chapitre 7

BD Topo 200 CIGAS et BD Parcellaire 200

Dénomination	**Multicouche**		**Monocouche + raster**		**Monocouche**	
	Zone A	**Zone B**	**Zone A**	**Zone B**	**Zone A**	**Zone B**
standard	91,19 €	54,71 €	72,98 €	43,37 €	69,56 €	41,06 €
allégée	68,41 €	53,13 €	54,71 €	33,08 €	52,50 €	30,77 €

A ces prix s'ajoute un coût de traitement de 60 euros.

** l'option de positionnement des écritures (latérales ou centrées) n'a pas d »incidence sur la tarification.*

*** l'option parcellaire atténué est une prestation à la demande soumise à un devis préalable*

Chapitre 8

Cartes standards grand format en couleur, du 1/20 000e au 1/5 000e

- la carte 14,50 €

Chapitre 9

Information sur les risques connus (documents papier)

Pour une adresse donnée, les informations communiquées concernent les risques technologiques (plan au 1/10 000e), le risque d'inondation (plan au 1/5 000e) et la présence de galeries souterraines (plan au 1/2 000e). Si l'adresse est concernée par un ou plusieurs de ces risques, un plan est joint pour chaque type de risque.

- Forfait pour les frais de recherche et la fourniture de plans par type de risque identifiés pour le bien 22,00 €

Chapitre 10

Extraits de plans parcellaires certifiés quant aux alignements

- un jeu de plan (2 exemplaires papier) 38,80 €

Fourniture d'un Arrêté Individuel d'Alignement

- arrêté et plan annexe 38,80 €

Chapitre 11

Travail à façon

Les travaux à façon font l'objet d'un devis incluant les données, les plans, ainsi que le temps passé. Le coût horaire est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines.

Chapitre 12

Attestation de numérotage

- une attestation 26,20 €

Chapitre 13

Les prix sont indiqués avec une TVA (au taux normal) incluse.

Date d'effet : 1er janvier 2017

DROITS DE VOIRIE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC EUROMETROPOLITAIN

Redevances annuelles

1	Elément de façade fixé ou faisant corps avec la construction (ornements de façade, brise-soleil, isolation extérieures, marquises, auvents…) et faisant saillie sur le domaine public routier de plus de 16 cm. (tout m² entamé vaut un m² facturé, par élément existant)	le m²	14,79
2	Ouvrage (autre que article 1) faisant saillie de plus de 16 cm sur le domaine public routier (fosse, coffret, escalier, rampe, saut de loup, fondation…) (tout m² entamé vaut un m² facturé, par élément existant)	le m²	43,81
3	Boucles d'induction commandant la manœuvre d'une barrière ou d'une porte de garage	l'unité	52,79
4	Câbles et conduites autres que réseaux concédés, placés sous terre ou aériens	le ml	7,75
5	Plots, poteaux anti-bélier ou bornes en béton, fourreaux de fixation (parasol….)	l'unité	15,10
6	Ensemble de jalonnement hôtelier	l'unité	60,18
7	Equipement distributeur de journaux sur la voie publique	l'unité	177,33
8	Droit de place en contrepartie de l'autorisation de stationnement sur le domaine public	l'emplacement	361,39
9	Droit de place pour l'occupation du domaine public d'un wc chimique	l'unité	19,94
10	Occupation du domaine public - par une association à but non lucratif offrant un service public gratuit pour tous - en cas d'occupation contribuant directement à assurer la conservation du domaine public lui-même (CG3P Art. L 2125-1)		gratuit
11	Equipement de consigne automatique de colis (tout m² entamé vaut un m² facturé)	le m²	253,37

Les conventions et arrêtés d'autorisation d'occupation du domaine public émises avant 2016 sont soumises à la tarification, délibérée annuellement, depuis le 1er janvier 2016.
Pour tout arrêté d'occupation du domaine public délivré ou dénoncé en cours d'année la redevance de l'année est due.

Redevances annuelles dues par les opérateurs de communication électronique

1	par km et par artère en souterrain	30,00
2	par km et par artère en aérien	40,00
3	par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques	20,00

Montants initiaux prévu dans le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005, applicable au 1er janvier 2006
Les redevances sont révisées au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'indice INSEE. Les montants ne peuvent dépasser les montants plafonds fixés annuellement

Remplacement de panneaux ou poteaux

1	panneau temporaire	l'unité	18,97
2	support pour poteau	l'unité	12,75
3	poteau	l'unité	13,97

Date d’effet : 1er janvier 2017

TRAVAUX DE VOIRIE EFFECTUES POUR LE COMPTE DE TIERS

1	ml	Sciage revêtement chaussée	4,94
2	ml	Plus-value pour sur profondeur (tranche de 5 cm)	1,61
3	m²	Rabotage manuel (prof. 3 cm)	2,47
4	m²	Plus-value pour sur profondeur (tranche de 3 cm)	0,99
5	m²	Rabotage mécanique (prof 6 cm)	5,69
6	m²	Plus-value pour sur profondeur (tranche de 3 cm)	3,46
7	m²	Rabotage béton < 100 m² (9 à 12 cm)	3,21
8	m²	Rabotage béton > 100 m² (9 à 12 cm)	4,70
9	m²	Arrachage du revêtement de trottoir ou de chaussée	13,60
10	m3	Terre à creuser	22,25
11	m3	Terre à creuser (zones encombrées)	23,73
12	m²	Scarification aire de chaussée	2,60
13	m²	Grattages aires de trottoir	4,33
14	m²	Décaissement aires de trottoir	4,45
15	m²	Fourniture/pose treillis soudé	2,97
16	ml	Fourniture/pose fer à béton rond	0,74
17	m3	Fourniture/mise en oeuvre grave-ciment autocompactante	57,84
18	to	Fourniture/transport GNT 0/60 type 1	17,30
19	to	Fourniture/transport galets	12,73
20	m²	Fourniture/mise en œuvre géotextile	2,97
21	to	Mise en œuvre mécanique GNT 0/60 type 1	7,05
22	to	Mise en œuvre manuelle GNT 0/60 type 1	10,75
23	to	Fourniture/transport gnt 0/20 type 3	15,70
24	to	Fourniture/transport gnt 0/14 ou 0/20 type 6	13,72
25	to	Fourniture/transport sable concassé	9,64
26	to	Fourniture/transport sable rouge de carrière	22,99
27	to	Mise en œuvre manuelle de sable concassé ou roulé	20,27
28	to	Mise en œuvre à la niveleuse de GNT type 3 ou 6 (ep 20 cm)	5,31
29	to	Mise en œuvre à la niveleuse de GNT type 3 ou 6 (ep 30 cm)	4,33
30	to	Mise en œuvre à la manuelle de GNT type 3 ou 6 (ep 10 cm)	17,67
31	m3	Démolition béton	76,38
32	m3	Démolition béton en zone de rails anciens	45,61
33	m3	Démolition de trottoir ou de chaussée en béton et asphalte	40,79
34	m3	Fourniture/mise en œuvre béton (300 kg/m3)	148,32
35	m3	Fourniture/mise en œuvre béton poreux	113,59
36	m3	Fourniture /mise en œuvre béton de calage	103,70
37	ml	Sciage joints de dilatation	1,73
38	m²	Sciage stries longitudinales	2,60
39	m²	Fourniture/mise en œuvre BCMC	37,33
40	m²	Réalisation dalle BAC	49,69
41	m²	Décapage terre végétale	15,45
42	m²	Fourniture terre végétale	14,96
43	m²	Fourniture et mise en œuvre de terre végétale	21,01
44	m²	Réglage mécanique des talus et accotements	6,92
45	ml	Fourniture/mise en œuvre terre pour merlon	8,16
46	m²	Exécution de gazons	3,34
47	m²	Dépose et évacuation de pavés de tous types	8,03
48	m²	Dépose et stockage de pavés de tous types	12,36

49	ml	Démolition/évacuation bordures granit	5,44
50	ml	Démolition/évacuation bordures T,A,I	4,45
51	ml	Démolition/évacuation bordures AC, CC	3,58
52	ml	Démolition/évacuation bordurettes P, Caniveaux CS	2,84
53	ml	Démolition/évacuation caniveaux en pavés béton	3,71
54	ml	Dépose/stockage bordures pierre naturelle	9,64
55	ml	Dépose/stockage bordure T,A,I	6,80
56	ml	Dépose/stockage bordure AC, CC	6,80
57	ml	Dépose/stockage bordurettes P, caniveaux CS	6,80
58	ml	Fourniture bordures T4 granité	14,46
59	ml	Fourniture bordures T4 lisse	12,85
60	ml	Fourniture bordure T3, T3 basse granité	11,99
61	ml	Fourniture bordure T3, T3 basse lisse	9,89
62	ml	Fourniture bordure AC1 granité	13,47
63	ml	Fourniture bordure AC1 lisse	9,76
64	ml	Fourniture bordures A2 granité	7,17
65	ml	Fourniture bordures A2 lisse	5,07
66	ml	Fourniture bordures A1 granité	9,89
67	ml	Fourniture bordures A1 lisse	7,91
68	pc	Fourniture bordure T3 courbe granité (R = 0,25 à 0,50)	39,55
69	pc	Fourniture bordure T3 courbe granité (R = 1 à 6)	39,18
70	ml	Fourniture bordures bus type "profil"	123,60
71	pc	Fourniture bordures de transmission type "profil"	147,70
72	ml	Fourniture bordure bus type "profil" en granit	187,13
73	pc	Fourniture bordures de transmission type "profil" en granit	217,54
74	ml	Fourniture bordure T3 Mutzig droite à parement	18,17
75	pc	Fourniture bordure T3 Mutzig courbe à parement	42,02
76	ml	Fourniture bordurettes P1	3,21
77	ml	Fourniture bordurettes P2	3,34
78	ml	Fourniture bordure/caniveau CS1 granité	8,16
79	ml	Fourniture bordure/caniveau CS1 lisse	6,06
80	ml	Fourniture caniveau CC1 granité	13,10
81	ml	Fourniture caniveau CC1 lisse	9,15
82	ml	Fourniture bordure I3, I4 lisse	19,53
83	ml	Fourniture I3, I4 à parement	20,15
84	ml	Plus value pour pièces de 0,33 ou 0,50	16,81
85	pc	Fourniture bordure de transition lisse (T)	74,16
86	pc	Fourniture bordure de transition à parement (T)	74,16
87	pc	Fourniture bordure de transition lisse (A/C)	31,27
88	pc	Fourniture bordure de transition à parement (A/C)	42,64
89	ml	Fourniture bordure granit droite (22 cm)	43,14
90	ml	Fourniture bordure granit droite (17 cm)	36,71
91	pc	Fourniture bordure granit courbe rayon 0,50 à 1,00	61,55
92	pc	Chargement et transport de bordures/caniveaux	12,36
93	ml	Pose de bordures pierre naturelle	48,20
94	ml	Pose de bordures béton (T/A/I)	37,08
95	ml	Pose de bordures/caniveaux (AC/CC)	37,08
96	ml	Pose de bordurettes et caniveaux béton (P/CS)	37,08
97	ml	Pose de bordure quai de bus	25,71
98	ml	Dépose/repose bordure pierre naturelle	45,48
99	ml	Dépose/repose bordures béton (T/A/I)	22,00
100	ml	Dépose/repose bordures béton (AC/CC)	21,01
101	ml	Dépose/repose bordurettes et caniveaux béton (P/CS)	16,93
102	ml	Dépose/repose bordure quai de bus	37,08

103	cpe	Sciage vertical de pierres de bordures	23,48
104	cpe	Sciage horizontal de pierres de bordures	22,74
105	m²	Dépose/repose de caniveaux pavés tous types	58,71
106	m²	Confection de caniveaux pavés tous types sur béton	86,52
107	m²	Confection caniveaux pavés sur sable	25,83
108	m²	Fourniture pavés béton autobloquants (ép.6,3 cm)	9,52
109	m²	Fourniture pavés béton autobloquants (ép.8 cm)	12,61
110	m²	Fourniture pavés béton autobloquants teintés (ép.6,3 cm)	9,76
111	m²	Fourniture pavés béton autobloquants teintés (ép.8 cm)	11,37
112	m²	Fourniture pavés béton autobloquants à parement (ép.10 cm)	30,90
113	m²	Fourniture pavés béton rectangulaires (ép.6 cm)	10,38
114	m²	Fourniture pavés béton rectangulaires teintés (ép.6 cm)	8,40
115	m²	Fourniture pavés béton rectangulaires (ép.8 cm)	9,52
116	m²	Fourniture pavés béton rectangulaires teintés (ép.8 cm)	13,60
117	m²	Fourniture pavés béton drainants (ép.8 cm)	15,57
118	m²	Fourniture pavés béton 16x24x14 à parement	28,06
119	m²	Fourniture pavés béton 16x24x14 lisses	19,78
120	m²	Fourniture dalles d'éveil en béton 30/40/6 teinté blanc ou gris	78,98
121	m²	Pose sur 1 ou 2 rangs dalles d'éveil en béton 30/40/6 teinté blanc ou gris	53,89
122	m²	Fourniture pav'guide en béton 20x20x8	44,00
123	m²	Pose de pav'guide	53,89
124	pc	Fourniture borne béton type "tram rallongée"	131,26
125	m²	Chargement/transport de pavés tous types	14,09
126	m²	Pavage en pavés naturels sur sable	98,88
127	m²	Pose de pavés béton	43,26
128	ml	Pose pavage de délimitation en béton (10x20 cm)	23,48
129	m²	Pavage mosaïque	100,49
130	m²	Pavage de trottoir (pavés 6x8 ou 8x10)	61,80
131	m²	Pavage de trottoir en queue de paon	67,61
132	m²	Regarnissage des joints de pavage	8,03
133	m²	Dépose/évacuation dalles béton	4,57
134	m²	Dépose/stockage dalles béton	7,17
135	m²	Fourniture dalles en gravillons lavés (ép 4 cm)	13,97
136	m²	Dépose de dalles de tous types	9,89
137	m²	Pose de dalles sur mortier	20,02
138	m²	Dépose/repose dalles sur mortier	29,91
139	m²	Pose de dalles sur sable	18,79
140	m²	Dépose/repose dalles sur sable	25,21
141	ml	Sciage pavés et dalles sur table	14,34
142	ml	Fourniture/pose bloc marche en béton (gravillons lavés)	43,75
143	pal	Chargement/transport de dalles béton	9,52
144	pc	Pose de bornes	59,58
145	pc	Dépose et évacuation de bornes	24,72
146	pc	Chargement et transport de bornes	31,89
147	pc	Fourniture rochers non gélifs	79,97
148	pc	Installation rochers	45,86
149	to	Fourniture /mise en oeuvre manuelle émulsion	450,40
150	to	Fourniture/mise en œuvre mécanique couche d'accrochage	726,27
151	to	Fourniture grave bitume	44,50
152	to	Fourniture béton bitumineux	49,07
153	to	Fourniture béton bitumineux drainant 0/10	39,06
154	to	Fourniture béton bitumineux souple 0/10	86,52
155	to	Fourniture béton bitumineux mince anti-bruit	47,71

156	to	Fourniture béton bitumineux très mince	49,44
157	to	Fourniture sable enrobé 0/6	92,70
158	to	Fourniture béton bitumineux semi-grenu	56,36
159	to	Fourniture enrobé froid	77,99
160	to	Fourniture enrobé à module élevé	50,92
161	to	Fourniture béton bitumineux à module élevé	51,42
162	to	Fourniture béton bitumineux mince 0/10	49,56
163	to	Transport de matériaux enrobés bitumineux	16,69
164	to	Reprofilage de chaussée en SE 0/6	57,10
165	m²	Exécution d'un enrobé coulé à froid	10,01
166	m²	Exécution d'un BBTM	12,24
167	m²	Exécution d'un BBUM	6,30
168	to	Mise en œuvre mécanique d'enrobé	25,21
169	to	Plus-value sur pose mécanique d'enrobé pour application manuelle	17,30
170	ml	Fermeture des joints à l'émulsion de bitume	3,71
171	to	Mise en œuvre manuelle d'enrobés (BB 0/10 et +)	54,38
172	to	Mise en œuvre manuelle d'enrobés (BB et SE)	54,38
173	ml	Fermeture joints par application bande profilée verticale	8,90
174	ml	Fermeture joints par application bande profilée horizontale	12,11
175	ml	Reprise de fissures avec mastic coulé à chaud	20,27
176	u	Repérage des boucles de détection	30,90
177	u	Confection de saignées pour boucles de détection	14,83
178	pc	Recherche de tube pour boucle de détection	30,78
179	h	Peljob	18,79
180	h	Pelle hydraulique	36,96
181	h	Chargeur pelleteuse	39,55
182	h	Chargeur sur pneus	39,55
183	h	Niveleuse	42,15
184	h	Bouteur sur chenille 100 CV	34,36
185	h	Rouleau à pneus (12 à 15 t)	27,56
186	h	Cylindre vibrant à jante lisse (> 2,5 t)	25,71
187	h	Rouleau vibrant léger	17,43
188	h	Compresseur avec marteaux	31,52
189	h	Dumper	20,27
190	h	Camion benne 15 t	39,55
191	h	Camion semi-remorque à benne	47,09
192	h	Camion grue	68,10
193	u	Utilisation d'un porte char	112,23
194	pc	Fourniture/pose puisard en béton	402,94
195	pc	Fourniture/pose puisard en grès	1012,16
196	ml	Raccordement puisard	252,76
197	ml	Fourniture/pose caniveau à grille	117,42
198	u	Remplacement tampon circulaire	235,21
199	u	Confection d'avaloir grès	519,12
200	u	Confection d'avaloir béton	352,26
201	u	Déplacement d'un avaloir	432,60
202	u	Fourniture/pose cadre grille fonte "AWK"	288,85
203	u	Fourniture/pose cadre grille fonte "ville de Strasbourg"	435,69
204	u	Fourniture/pose cadre grille fonte "marché commun"	124,84
205	pc	Fourniture couvercle fermé pour puisard	209,38
206	u	Mise à niveau après tapis mince	130,03
207	u	Mise à niveau tampons d'assainissement	234,84
208	u	Mise à niveau regard rectangulaire	234,84

209	u	Mise à niveau bouche à clé, hydrants, désableurs	40,79
210	u	Mise à niveau puisard	105,43
211	u	Mise à niveau saut de loup	134,35
212	ml	Fourniture/pose câble 1x1,5 pour boucle de détection	98,01
213	ml	Fourniture/pose câble 2x1,34 pour boucle de détection	98,76
214	m²	Grattage peinture ou résine	17,06
215	ens/j	Mise à disposition feux tricolores	247,20
216	ens/j	Mise à disposition K 10	679,80
217	pc	Mise à disposition panneau de déviation	24,23
218	pc	Mise à disposition séparateur de voie	14,83
219	pc	Mise à disposition passerelle	38,56
220	ml	Mise à disposition palissade de chantier (h = 2,00 m)	14,71
221	u	Pose panneau d'interdiction de stationner	55,62
222	u	Protection des troncs d'arbres	199,00
223	ml	Fondation de clôture en béton	40,54
224	m²	Muret	79,35
225	u	Poteaux en béton	61,68
226	ml	Grillage plastifié (H 1,60 m)	23,85
227	m²	Crépi	19,03
228	ml	Crépi de soubassement	9,15
229	pc	Dépose/repose d'entourage d'arbre en béton	216,92
230	ml	Fourniture/pose murs de soutainement (H = 0,60 m)	90,72
231	ml	Fourniture/pose murs de soutainement (H = 1,00 m)	172,30
232	m²	Fourniture pavés synthétiques	83,18
233	m²	Pose pavés synthétiques	32,75
234	ml	Fourniture bordure straguide en béton	41,78
235	ml	Pose bordures Straguide,	24,84
236	m²	Exécution d'un enduit de cure	3,83
237	ml	Raccordement au collecteur de puisard (par tuyau fonte)	174,65
238	pc	Fourniture/mise en œuvre de dalles de Gazon en béton	40,29

Les prix sont appliqués non seulement pour les entrées cochères mais aussi pour toutes dégradations sur le domaine public causées par un tiers ou par des modifications suite à constructions ou aménagements.

Date d’effet : 1er janvier 2017

TRAVAUX DE VOIRIE SUITE AUX FOUILLES DES GESTIONNAIRES DE RESEAUX

La plupart des prix sont subdivisés en quatre tranches d'unités (m1, m2, m3, T), d'importance croissante en fonction de la surface totale du chantier :
TRANCHE A : de 0 à 9,99m2
TRANCHE B : de 10 à 59,99 m2
TRANCHE C : de 60 à 199,99 m2
TRANCHE D : 200 m2 et plus

Des frais généraux et de contrôle peuvent s'ajouter au montant des travaux suivant la nature du gestionnaire de réseaux. Ces frais sont définis dans le Règlement de Voirie.

Territoire de Strasbourg

			A	B	C	D
A - Travaux de préparation, de terrassement et de bétonnage						
1	m²	Piochage et excavation de matériaux sur des profondeurs de 0 à 40 cm	25,22	22,69	15,13	6,30
2	m²	Grattage d'aire de trottoirs sur une profondeur de 0 et 10 cm, y compris chargement et transport des déchets.	10,09	5,04	5,04	3,78
3	m²	Démolition de revêtement en matériaux enrobés ou en asphalte en trottoir ou en chaussée, y compris chargement et transport des déchets.	8,83	7,56	6,30	3,78
4	m3	Terrassement de remblais non conformes aux règles de l'art, sur des profondeurs de 0 à 3m, dito art.1, y compris chargement et transport des déchets.	63,04	63,04	56,73	50,43
5	ml	Découpe rectiligne à la scie rotative de revêtements d'asphalte, ou d'enrobés, y compris chargement et transport des déchets.	6,30	6,30	6,30	6,30
6	ml	Plus-value à l'art. 5 pour découpe de béton à la scie avec un angle de 10 degrés.	12,61	12,61	12,61	12,61
7	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de fondation de grave non traitée GNT 1 - 0/63 ou GNT 2 - 0/31,5 ou de graves recyclées de mêmes caractéristiques, correspondant aux spécifications de l'article 2 du C.C.T.P. à compacter par couches successives	25,22	25,22	18,91	18,91
8	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de base de GNT 6 - 0/20 ou 0/14 conformément à l'article 4 du C.C.T.P. en maintenant l'humidité de surface ainsi que toutes sujétions de bonne exécution.	56,73	56,73	56,73	56,73
9	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de base de GNT 3 - 0/20 ou GNT 4 - 0/14 ou de graves recyclées de mêmes caractéristiques correspondant aux spécifications de l'article 3 du C.C.T.P., en maintenant l'humidité de surface ainsi que toutes sujétions	56,73	56,73	56,73	56,73

10	m3	Fourniture, transport par malaxeur et mise en œuvre de grave ciment auto-compactante 0/16 ou 0/20 conformément à l'article 13 du C.C.T.P. et toutes sujétions de bonne exécution.	12,61	12,61	12,61	12,61
11	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton de ciment de classe C16/20 sur l'épaisseur indiquée par la maitrise d'œuvre (entre 10 et 20 cm), y compris l'aménagement éventuel des joints de dilatation nécessaires et toutes sujétions	756,45	630,38	630,38	630,38
12	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de base de béton de ciment de classe C30/37, sur une épaisseur minimum de 20 cm, y compris l'aménagement de joints de dilatation nécessaires, conformément aux prescriptions de l'article n° 13 du C.C.T.P.	769,06	642,98	642,98	642,98
13	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton de ciment poreux sur l'épaisseur indiquée par la maitrise d'œuvre, conformément aux prescriptions du laboratoire de la Voirie, y compris le lissage de la surface.	37,82	37,82	37,82	37,82
14	m²	Fourniture et pose d'un matériau géotextile correspondant aux spécifications de l'article 15 du C.C.T.P., y compris toutes les coupes nécessaires et toutes sujétions de bonne exécution.	1,26	1,26	1,26	1,26
15	m²	Fourniture et pose d'un matériau géogrille y compris rainurage préalable de la dalle, nettoyage, pose d'une couche d'accrochage et toutes sujétions de bonne exécution.	15,13	12,61	12,61	12,61
B - Bordures et caniveaux						
16	ml	Repose de bordures de trottoir en granit ou en béton de ciment, droites ou courbes conformément à l'article 9 du C.C.T.P., posées provisoirement ou stockées à proximité	88,25	83,21	69,34	56,73
17	ml	Dépose et repose de bordures affaissées, prescriptions identiques à l'article précédent, y compris la démolition préalable du béton.	100,86	95,82	81,95	69,34
18	ml	POSITION COMBINEE : Fourniture, transport et pose de bordure granit	100,86	95,82	88,25	88,25
19	ml	POSITION COMBINEE : Fourniture, transport et pose de bordure béton.	60,52	54,21	54,21	54,21
20	ml	POSITION COMBINEE : Fourniture, transport et pose de bordure béton à parement granité de toute teinte.	63,04	56,73	56,73	56,73
21	ml	Dépose soignée de bordures de toutes natures	18,91	15,13	15,13	12,61
22	ml	Repose de bordurettes de trottoir en granit ou en béton plates, (épaisseur 6 à 8 cm, hauteur 20 à 30 cm), posées provisoirement ou stockées à proximité	18,91	18,91	18,91	18,91
23	ml	Dépose et repose de bordurettes de trottoir en granit ou en béton plates, (épaisseur 6 à 8 cm, hauteur 20 à 30 cm)	31,52	31,52	31,52	31,52
24	ml	Repose de rigoles en éléments de béton de ciment (C.S.) de 20 à 25 cm de largeur, posés provisoirement ou stockés à proximité	44,13	44,13	37,82	37,82
25	ml	Dépose et repose de rigoles en éléments de béton de ciment (C.S.) de 20 à 25 cm de largeur, posés provisoirement ou stockés à proximité	44,13	44,13	37,82	37,82

26	m²	Repose de rigoles et caniveaux en pavés naturels, posés provisoirement ou stockés à proximité	63,04	63,04	63,04	63,04
27	m²	Repose de rigoles et caniveaux en pavés naturels, posés provisoirement ou stockés à proximité	189,11	189,11	189,11	189,11
28	ml x 0,30	Pose d'un caniveau en asphalte	80,94	65,56	59,51	53,33
29	m²	Repose de rigoles en pavés béton posés provisoirement ou stockés à proximité	163,90	163,90	138,68	138,68
30	ml	Repose de bordures en béton de type AC ou de caniveaux en béton de type CC ou CS de 40 à 50 cm de largeur, posés provisoirement ou stockés à proximité	56,73	50,43	50,43	50,43
31	ml	Dépose et repose de bordures en béton de type AC ou de caniveaux en béton de type CC ou CS de 40 à 50 cm de largeur	63,04	56,73	56,73	56,73
32	ml	Transport à pied d'œuvre depuis un dépôt de la voirie de bordures de trottoir en granit.	31,52	31,52	31,52	31,52
33	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordures de trottoir droites en granit.	27,74	27,74	27,74	27,74
34	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordures de trottoir courbes en granit.	56,73	56,73	56,73	56,73
35	ml	Transport à pied d'œuvre depuis un dépôt de la voirie de bordures en béton de type T, AC, de caniveau en béton CS, CC.	6,30	6,30	6,30	6,30
36	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordures en béton de type T, AC.	15,13	15,13	15,13	15,13
37	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de caniveaux en béton CS, CC.	12,61	12,61	12,61	12,61
38	ml	Transport de bordurettes plates de type P.	6,30	6,30	6,30	6,30
39	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordurettes plates de type P.	10,09	10,09	10,09	10,09
C - Pavage et dallage						
40	m²	Repose de pavés naturels (14/20 et 14/30) posés provisoirement ou stockés à proximité	189,11	189,11	132,38	132,38
41	m²	Dépose et repose de pavés naturels (14/20 et 14/30), prescriptions identiques à l'article précédent.	201,72	201,72	144,99	144,99
42	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés naturels (14/20 ou 14/30), conforme à l'article 11 du C.C.T.P.	27,74	27,74	27,74	27,74
43	m²	Repose de pavés naturels ou de galets du Rhin (8/10 ou 10/12) d'appareillage particulier (en queue de paon, …)	201,72	201,72	144,99	144,99
44	m²	Dépose et repose de pavés naturels (8/10 ou 10/12), prescriptions identiques à l'article précédent.	214,33	214,33	157,59	157,59
45	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés naturels (08/10 ou 10/12), conforme à l'article 11 du C.C.T.P.	22,69	22,69	22,69	22,69
46	m²	Repose de petits pavés naturels (6/8)	201,72	201,72	144,99	144,99
47	m²	Dépose et repose de petits pavés naturels (6/8), prescriptions identiques à l'article précédent.	214,33	214,33	157,59	157,59
48	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés naturels (6/8) conforme à l'article 11 du C.C.T.P.	22,69	22,69	22,69	22,69
49	m²	Repose de petits pavés de mosaïque suivant les motifs à reconstituer, y compris la réalisation d'une	252,15	252,15	157,59	157,59

		couche de mortier, ainsi que toutes sujétions de bonne exécution.				
50	m²	Dépose et repose de petits pavés de mosaïque, prescriptions identiques à l'article précédent.	264,76	264,76	170,20	170,20
51	m²	Repose en trottoir de pavés en béton autobloquants de tous types et de différentes couleurs conformément aux prescriptions de l'article 12 du C.C.T.P, de 6 cm à 8 cm d'épaisseur, stockés à proximité	88,25	75,65	56,73	44,13
52	m²	Dépose et repose en trottoir de pavés en béton autobloquants, prescriptions identiques à l'article précédent.	100,86	88,25	69,34	63,04
53	m²	Repose en trottoir de dalles de toutes natures conformément aux prescriptions de l'article 12 du C.C.T.P., stockées à proximité	88,25	75,65	69,34	63,04
54	m²	Dépose et repose en trottoir de dalles de toutes natures, prescriptions identiques à l'article précédent.	100,86	88,25	81,95	75,65
55	m²	Plus-value aux articles 51-52-53-54 pour pose en trottoir ou en chaussée sur lit de béton de ciment de classe C16/20 de 15 cm d'épaisseur dans forme à creuser et à compacter.	25,22	25,22	25,22	25,22
56	m²	Transport à pied d'œuvre de pavés ou de dalles de toutes natures.	25,22	25,22	25,22	25,22
57	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés béton autobloquants de 6 ou de 8 cm d'épaisseur de couleur grise.	18,91	18,91	15,13	15,13
58	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés béton autobloquants de 6 ou de 8 cm d'épaisseur de couleur teintée.	22,69	22,69	17,65	17,65
59	m²	Fourniture transport et pose de pavés béton 16X24X14 cm	189,11	189,11	151,29	151,29
60	m²	Dépose et pose de pavés béton 16X24X14 cm posés sur béton	163,90	163,90	126,08	126,08
61	m²	Fourniture, transport à pied d'œuvre et pose de pavés autobloquants de formats 18x30x12 cm en béton à parement grenaillé conformes aux prescriptions de l'article 12 du C.C.T.P.	138,68	138,68	113,47	107,16
62	m²	Repose de pavés autobloquants de formats 18x30x12 cm en béton à parement grenaillé, prescriptions identiques à l'article précédent.	94,56	81,95	69,34	63,04
63	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de dalles ciment de classe U2 répondant aux spécifications de l'article 12 du C.C.T.P.	31,52	31,52	31,52	31,52
64	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de dalles en ciment de classe U2 de couleur ou en finition granitée.	50,43	50,43	50,43	50,43
65	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de dalles en pierres naturelles de toutes natures.	201,72	201,72	138,68	138,68
66	m²	Réalisation d'une réfection dans le secteur piétonnier (secteur où l'accès est contrôlé par des bornes escamotables)	239,54	201,72	107,16	50,43
67	ml	Fourniture et garnissage de joint entre dalles ou pavés naturels avec un produit de type « Mexphalte type CP3 », y compris toutes sujétions de bonne exécution et de propreté du domaine public.	18,91	18,91	18,91	18,91

68	m2	Dépose soignée de pavés ou de dalles de toutes natures	31,52	29,00	26,48	25,22
D - Matériaux enrobés et asphalte						
69	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de grave bitume GB de classe 3, 0/20 ou 0/14 sur 8 cm minimum, y compris l'épandage d'une couche d'accrochage à émulsion de bitume dosée à 250 g/m2, ainsi que toutes sujétions de bonne exécution.	126,08	126,08	113,47	94,56
70	m²	Fourniture et transport d'émulsion de bitume de classe ECR69B2 dosée à 250 g/m2 de bitume résiduel à répandre par un moyen mécanique ou manuel en un film régulier et uniforme sur un fond uni, sec et bien balayé, toutes sujétions de bonne exécution.	1,26	1,26	1,26	1,26
71	ml	Etanchage des joints par application d'une couche de bitume à 69 % (300 à 400g / m2) et répandage de sable fin 0/2 sur une largeur de 10 cm de part et d'autre du joint.	3,78	3,78	3,78	2,52
72	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux semi-grenu BBSG 0/10 ou de béton bitumineux pour chaussée souple BBCS 0/10 correspondant aux spécifications de l'article 6 du C.C.T.P	271,06	252,15	189,11	126,08
73	To	Fourniture transport et mise en œuvre de béton bitumineux mince BBM à l'aide d'un dispositif mécanique, y compris l'épandage de la couche d'accrochage, conformément à l'article 6 du C.C.T.P.	126,08	126,08	113,47	107,16
74	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux drainant 0/10 (B.B.Dr 0/10) conformément aux prescriptions de l'article n° 6 du C.C.T.P.	100,86	100,86	81,95	75,65
75	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux souple (B.B.S 0/10) à l'aide d'un dispositif mécanique sur une largeur minimale de 0,80 mètre, y compris la couche d'accrochage, conformément à l'article 6 du C.C.T.P.	252,15	226,94	157,59	126,08
76	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de sable enrobé SE 0/6 conformément à l'article 6 du C.C.T.P. et toutes sujétions de bonne exécution	283,67	258,45	189,11	157,59
77	To	Fourniture transport et mise en œuvre d'une couverture provisoire en matériaux enrobés à froid (4/6) ou à chaud et toutes sujétions de bonne exécution.	100,86	100,86	81,95	75,65
78	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux semi-grenu BBSG 0/10 ou de béton bitumineux pour chaussée souple BBCS 0/10 **à granulats clairs** correspondant aux spécifications de l'article 6 du C.C.T.P.	315,19	264,76	239,54	201,72
79	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux mince BBM 0/8 y compris l'épandage d'une couche d'accrochage et le badigeon des lèvres à l'émulsion de bitume dosée à 250g/m² et toutes sujétions de bonne exécution.	126,08	126,08	113,47	107,16
80	m²	POSITION COMBINEE - Réalisation d'une réfection de chaussée	60,52	56,73	41,60	27,74

81	m²	Plus-value à l'art. n° 80 pour la réalisation d'enrobés de couleur.	27,74	18,91	17,65	12,61
82	m² X cm	Plus-value à l'art. n° 80 Pour décaissement et pose de BBSG ou BBS 0/10 par tranches supplémentaires de 1 cm.	3,15	3,15	3,15	3,15
83	m²	POSITION COMBINE - Réalisation d'une réfection de trottoir	63,04	50,43	35,30	27,74
84	m²	Plus-value à l'art. 83 pour la réalisation d'enrobés de couleur.	22,69	15,13	13,87	10,72
85	m² X cm	Plus-value à l'art. 83 pour décaissement et pose de SE 0/6 par tranches supplémentaires de 1 cm.	3,15	3,15	3,15	3,15
86	ml	Fourniture et pose d'un joint de raccordement à l'aide d'un profilé d'étanchéité, à n'utiliser que sur demande de la maitrise d'œuvre, en chaussée uniquement	12,61	12,61	12,61	12,61
87	m²	Rabotage mécanique (jusqu'à 6 cm de profondeur), nécessitant l'amenée d'une raboteuse avec conducteur et d'une aspiratrice, y compris le chargement et l'évacuation des déblais à une station de recyclage.	16,39	16,39	16,39	16,39
88	m²	Pose d'**asphalte** coulé pour **chaussée** AC1 ou pour chaussée lourde AC2, sur 5 cm d'épaisseur en 2 couches y compris l'enlèvement des excédents et le balayage de la forme à couvrir, hormis la découpe à la scie rotative selon l'article n° 5	100,86	78,17	73,12	70,60
89	m²	Pose d'**asphalte** coulé pour **trottoir** AT sur 3 cm d'épaisseur, prescriptions identiques à l'article précédent.	78,17	69,34	64,30	54,21
90	m² X cm	Plus-value aux articles n° 88 et 89 pour pose d'asphalte par tranches supplémentaires de 1 (un) centimètre.	11,47	9,20	7,75	7,75
91	m²	POSITION COMBINEE - Réalisation d'une réfection de **chaussée**	126,08	100,86	88,25	76,91
92	m²	POSITION COMBINEE : Réalisation d'une réfection de **trottoir**	103,38	89,51	79,43	60,52
93	m² X cm	Plus-value aux articles n° 91 et 92 pour la pose d'asphalte coulé par tranches supplémentaires de 1 cm.	11,47	9,20	7,75	7,75
E - Autres travaux						
94	m²	Fourniture, transport, épandage et cylindrage de débris de carrière 0/30 ou 0/40 en une couche régulière de 10 cm d'épaisseur	6,30	6,30	6,30	6,30
95	m²	Fourniture, transport épandage et compactage de sable de carrière concassé 0/3 (rouge ou bleu) en une couche homogène de 2 à 2.5 cm, y compris reprise éventuelle de la finition avec recompactage de l'ensemble.	12,61	11,35	8,83	6,30
96	u	Réalisation au forfait d'une réfection de chaussée ou de trottoir, d'une surface inférieure ou égale à cinq (5) m2	630,38	630,38	630,38	630,38
97	m2	Confection de petits coffrages pour différents types de petits travaux (réfection marches d'escalier, réfection saut de loup,…)	378,23	189,11	163,90	126,08
98	u	Réfection autour d'un poteau (de signalisation, mât de jalonnement, barrières, paniers à déchets, borne de propreté) sur une surface inférieure à 0,40 m2	289,97	289,97	289,97	289,97

99	u	Réfection autour d'un poteau, idem à l'article 98 sur une surface entre 0,40 et 1,20 m2.	315,19	315,19	315,19	315,19
100	pc	Mise à niveau d'un tampon de regard d'assainissement	353,01	353,01	353,01	353,01
101	pc	Mise à niveau de bouches à clé ou d'hydrants, comprenant les travaux de terrassement, l'évacuation des déblais, la fourniture des matériaux, les prestations de matériel et de main-d'œuvre.	63,04	63,04	63,04	63,04
102	pc	Mise à niveau d'un cadre de chambre	378,23	378,23	378,23	378,23
103	pc	Mise à niveau de dessableur, comprenant la pose avec niveau dans un lit de béton de ciment et toutes sujétions de bonne exécution.	189,11	189,11	189,11	189,11
104	pc	Mise à niveau de puisards ou d'avaloirs	189,11	189,11	189,11	189,11
105	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe A15	75,65	75,65	75,65	75,65
106	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe B125	88,25	88,25	88,25	88,25
107	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe C250	100,86	100,86	100,86	100,86
108	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe D400	113,47	113,47	113,47	113,47
109	pc	Transport de potelet fixe ou amovible identique au modèle déposé au dépôt Voirie, à déposer et/ou à évacuer à un dépôt de la Voirie.	45,39	45,39	45,39	45,39
110	pc	Pose de potelet fixe ou amovible y compris le terrassement, l'évacuation des déblais, la fourniture du béton et la remise en état des lieux.	157,59	157,59	157,59	157,59
111	pc	Transport de borne en béton de tout type, à déposer et à évacuer à un dépôt de la Voirie.	63,04	63,04	63,04	63,04
112	pc	Pose de borne de tout type, sur un socle de béton de 20 cm d'épaisseur, y compris le terrassement, l'évacuation des déblais, la fourniture du béton et la réfection du revêtement.	170,20	170,20	170,20	170,20
113	m²	Fourniture, transport et pose de pavés d'éveil ou "Pavguide" pour réaliser un système de guidage pour mal voyants, y compris le sciage et l'arrachage du revêtement, le chargement et transport des déchets, la réalisation d'une forme, le jointoiement au sable	226,94	226,94	226,94	226,94
114	m²	Pose de pavés d'éveil ou "Pavguide" pour réaliser un système de guidage pour mal voyants, y compris le sciage et l'arrachage du revêtement, le chargement et transport des déchets, la réalisation d'une forme, le jointoiement au sable fin.	176,51	176,51	176,51	176,51
115	u	Mise à niveau de sauts-de-loup, comprenant les travaux de terrassements, l'évacuation des déblais, la fourniture des matériaux, les prestations de matériel et de main-d'œuvre.	189,11	189,11	189,11	189,11
116	m3	Fourniture transport et mise en œuvre de terre végétale, dans l'emprise d'une fosse de plantation d'arbres.	15,13	15,13	15,13	15,13
117	ml	Pose d'un entourage d'arbres en pavés naturels, stockés à proximité au droit d'une fosse de plantation d'arbres	44,13	44,13	44,13	44,13
118	m²	Fourniture et mise en œuvre de Béton Armé Continu (BAC)	126,08	126,08	126,08	126,08

119	ml	Fermeture des joints de raccord de la dalle BAC comprenant la fourniture d'une bande bitumineuse autocollante contenant des polymères de 4mm de haut et de 40mm de large.	12,61	12,61	12,61	12,61
120	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordure spéciale en béton pour quai bus, de type "PROFIL", biaise pour raccordement, de 1 m de longueur, de 30 cm de largeur de tête et de hauteur de saillie variable de 18 à 14 cm.	170,20	170,20	170,20	170,20
121	ml	Pose de bordures en béton de type "PROFIL", hauteur ou biaise, à poser sur une couche de béton de ciment de classe C16/20, de 15 cm d'épaisseur.	252,15	252,15	252,15	252,15
122	m²	La fourniture et la mise en œuvre d'un béton B25 pour béton désactivé exécuté conformément aux prescriptions suivantes sur une épaisseur de 12 cm à 15 cm.	126,08	113,47	100,86	88,25
		F - Divers				
123	u / j	Mise à disposition et installation sur le chantier de deux feux tricolores en parfait état de marche, y compris appareil de commande, branchement électrique, câblage, fourniture d'énergie, contrôles réguliers du fonctionnement et toutes sujétions de bonne	189,11	189,11	189,11	189,11
124	h	Heure de camion de 15 tonnes à benne basculante avec conducteur et fourniture du carburant.	69,34	69,34	69,34	69,34
125	h	Heure de pelle mécanique en état de service avec conducteur et fourniture du carburant, y compris le transport de l'engin.	81,95	81,95	81,95	81,95
126	h	Heure de signalisation manuelle exécutée par deux personnes alternant des piquets mobiles K 10, y compris le transport des deux personnes.	100,86	100,86	100,86	100,86
127	h	Mise à disposition d'un compresseur à air en état de service, avec marteau et servant, y compris l'opérateur.	56,73	56,73	56,73	56,73
128	fft	Mise en sécurité du chantier (matériaux, matériels, signalisation,…), consolidation ou évacuation en cas de phénomènes météorologiques et mise en œuvre de tout moyen adéquat de signalisation routière et de balisage de chantier pour maintenir la sécurité.	12,61	12,61	12,61	12,61
129	fft	Collecte des informations sur les phénomènes météorologiques, ainsi que l'exploitation de ces données, pendant un an.	12,61	12,61	12,61	12,61
		G - Marquage				
130	u	Fourniture et pose de logo blanc HANDICAPE dans surface pleine de 1,00 X 1,00 m découpe en positif en bande préfabriquée à coller	50,43	50,43	50,43	50,43
131	u	Fourniture et pose de logo blanc HANDICAPE dans surface pleine de 0,50 X 0,60 m découpe en négatif en bande préfabriquée à coller	31,52	31,52	31,52	31,52
132	u	Fourniture et pose de logo blanc VELO dans surface pleine de 1,30 X 0,85 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	69,34	69,34	69,34	69,34
133	u	Fourniture et pose de logo blanc PIETON dans surface pleine de 1,10 X 0,70 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	56,73	56,73	56,73	56,73

134	u	Fourniture et pose de lettre blanche BUS CTS dans surface pleine de 1,50 X 0,50 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	59,26	59,26	59,26	59,26
135	u	Fourniture et pose de lettre blanche ZONE 30 dans surface pleine de 1,50 X 0,50 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	59,26	59,26	59,26	59,26
136	u	Fourniture et pose de lettre blanche dans surface 0,80 x 0,80 m² découpe positif en bande préfabriquée à coller	50,43	50,43	50,43	50,43
137	u	Fourniture et pose de lettre blanche dans surface 0,50 x 0,50 m² découpe positif en bande préfabriquée à coller	34,04	34,04	34,04	34,04
138	u	Fourniture et pose de lettre blanche dans surface 0,25 x 0,25m² découpe positif en bande préfabriquée à coller	27,74	27,74	27,74	27,74
139	u	Fourniture et pose de flèche unidirectionnelle TOUT DROIT dans surface pleine de 1,00 X 0,25 m en bande préfabriquée à coller	44,13	44,13	44,13	44,13
140	u	Fourniture et pose de flèche unidirectionnelle A DROITE ou A GAUCHE dans surface pleine de 4,00 X 1,00 m en bande préfabriquée à coller	56,73	56,73	56,73	56,73
141	u	Fourniture et pose de flèche bidirectionnelle A DROITE ou A GAUCHE dans surface pleine de 4,00 X 1,28 m en bande préfabriquée à coller	100,86	100,86	100,86	100,86
142	u	Fourniture et pose de flèche de rabattement A DROITE ou A GAUCHE dans surface pleine de 6,00 X 0,95 m. en bande préfabriquée à coller	100,86	100,86	100,86	100,86
143	ml	Fourniture et pose de bande orange de 0,25 m de largeur en bande préfabriquée thermocollante	7,56	7,56	7,56	7,56
144	u	Fourniture et pose de bande blanche préfabriquée thermocollante découpe en négatif LIVRAISON dans surface pleine de 1,50 X 0,20 m.	60,52	60,52	60,52	60,52
145	u	Fourniture et pose de bande blanche préfabriquée thermocollante découpe en négatif PAYANT dans surface pleine de 1,40 X 0,15 m.	60,52	60,52	60,52	60,52
146	ml	Fourniture et pose de bande jaune préfabriquée à coller de 0,15 m de largeur	17,65	17,65	17,65	17,65
147	m²	Fourniture et mise en œuvre peinture routière bi-composant y compris prétraçage	18,91	18,91	18,91	18,91
148	m²	Fourniture et mise en œuvre peinture routière y compris prétraçage	16,39	16,39	16,39	16,39
149	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine à chaud	23,95	23,95	23,95	23,95
150	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine à froid	26,48	26,48	26,48	26,48
151	ml	Fourniture et pose de bandes de 0,50 m de large, y compris prétraçage et colle	31,52	31,52	31,52	31,52
152	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine de couleur à froid	26,48	26,48	26,48	26,48
153	fft	Réalisation de marquage de toute nature sur une surface inférieure à 1 m². Cette position est utilisée pour rétablir le marquage sur des fouilles ponctuelles.	189,11	189,11	189,11	189,11

154	fft	Plus value pour intervention sous 48 heures (hors week-end et jours fériés). La demande d'intervention sera formulée par courriel ou fax et sera accompagnée d'un appel téléphonique. Le délai d'intervention débute dès l'envoi du mail et le dépassement de celui-ci donnera lieu à des pénalités (voir C.C.A.P.). Ce prix s'ajoute aux travaux exécutés.	189,11	189,11	189,11	189,11
155	m²	Fourniture de galets du Rhin	112,75	112,75	112,75	112,75
156	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine minérale pour surface supérieure à 25 m²	53,21	53,21	53,21	53,21
157	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine minérale pour surface comprise supérieure à 15 m² et inférieure à 25 m²	69,68	69,68	69,68	69,68
158	fft	Fourniture et mise en œuvre de résine minérale pour surface comprise inférieure à 15 m²	1026,19	1026,19	1026,19	1026,19
159	m²	Fourniture de dalles béton imitation grès 60/40/8 ou 40/40/8	60,81	60,81	60,81	60,81

Territoire des Communes

A - Travaux de préparation, de terrassement et de bétonnage						
1	m²	Piochage et excavation de matériaux sur des profondeurs de 0 à 40 cm	31,37	25,22	15,13	12,61
2	m²	Grattage d'aire de trottoirs sur une profondeur de 0 et 10 cm, y compris chargement et transport des déchets.	31,37	25,22	15,13	12,61
3	m²	Démolition de revêtement en matériaux enrobés ou en asphalte en trottoir ou en chaussée, y compris chargement et transport des déchets.	31,37	25,22	15,13	12,61
4	m3	Terrassement de remblais non conformes aux règles de l'art, sur des profondeurs de 0 à 3m, dito art.1, y compris chargement et transport des déchets.	41,40	39,08	25,22	6,30
5	ml	Découpe rectiligne à la scie rotative de revêtements d'asphalte, ou d'enrobés, y compris chargement et transport des déchets.	3,76	3,78	3,78	3,78
6	ml	Plus-value à l'art. 5 pour découpe de béton à la scie avec un angle de 10 degrés.	1,25	1,26	1,26	1,26
7	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de fondation de grave non traitée GNT 1 - 0/63 ou GNT 2 - 0/31,5 ou de graves recyclées de mêmes caractéristiques, correspondant aux spécifications de l'article 2 du C.C.T.P. à compacter par couches successives	28,86	25,22	23,95	22,69
8	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de base de GNT 6 - 0/20 ou 0/14 conformément à l'article 4 du C.C.T.P. en maintenant l'humidité de surface ainsi que toutes sujétions de bonne exécution.	107,90	105,90	88,25	75,65

9	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de base de GNT 3 - 0/20 ou GNT 4 - 0/14 ou de graves recyclées de mêmes caractéristiques correspondant aux spécifications de l'article 3 du C.C.T.P., en maintenant l'humidité de surface ainsi que toutes sujétions	107,90	105,90	81,95	75,65
10	m3	Fourniture, transport par malaxeur et mise en œuvre de grave ciment auto-compactante 0/16 ou 0/20 conformément à l'article 13 du C.C.T.P. et toutes sujétions de bonne exécution.	81,55	75,65	63,04	37,82
11	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton de ciment de classe C16/20 sur l'épaisseur indiquée par la maitrise d'œuvre (entre 10 et 20 cm), y compris l'aménagement éventuel des joints de dilatation nécessaires et toutes sujétions	250,92	239,54	176,51	151,29
12	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre en couche de base de béton de ciment de classe C30/37, sur une épaisseur minimum de 20 cm, y compris l'aménagement de joints de dilatation nécessaires, conformément aux prescriptions de l'article n° 13 du C.C.T.P.	250,92	277,37	214,33	189,11
13	m3	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton de ciment poreux sur l'épaisseur indiquée par la maitrise d'œuvre, conformément aux prescriptions du laboratoire de la Voirie, y compris le lissage de la surface.	75,28	75,65	75,65	75,65
14	m²	Fourniture et pose d'un matériau géotextile correspondant aux spécifications de l'article 15 du C.C.T.P., y compris toutes les coupes nécessaires et toutes sujétions de bonne exécution.	1,25	1,26	1,26	1,26
15	m²	Fourniture et pose d'un matériau géogrille y compris rainurage préalable de la dalle, nettoyage, pose d'une couche d'accrochage et toutes sujétions de bonne exécution.	3,76	3,78	2,52	1,89
B - Bordures et caniveaux						
16	ml	Repose de bordures de trottoir en granit ou en béton de ciment, droites ou courbes conformément à l'article 9 du C.C.T.P., posées provisoirement ou stockées à proximité	43,91	44,13	37,82	18,91
17	ml	Dépose et repose de bordures affaissées, prescriptions identiques à l'article précédent, y compris la démolition préalable du béton.	63,98	50,43	52,95	50,43
18	ml	POSITION COMBINEE : Fourniture, transport et pose de bordure granit	75,28	75,65	69,34	44,13
19	ml	POSITION COMBINEE : Fourniture, transport et pose de bordure béton.	66,49	65,56	59,26	54,21
20	ml	POSITION COMBINEE : Fourniture, transport et pose de bordure béton à parement granité de toute teinte.	62,73	57,99	50,43	44,13
21	ml	Dépose soignée de bordures de toutes natures	5,02	5,04	5,04	5,04
22	ml	Repose de bordurettes de trottoir en granit ou en béton plates, (épaisseur 6 à 8 cm, hauteur	18,82	16,39	15,13	12,61

		20 à 30 cm), posées provisoirement ou stockées à proximité				
23	ml	Dépose et repose de bordurettes de trottoir en granit ou en béton plates, (épaisseur 6 à 8 cm, hauteur 20 à 30 cm)	37,64	37,82	39,08	31,52
24	ml	Repose de rigoles en éléments de béton de ciment (C.S.) de 20 à 25 cm de largeur, posés provisoirement ou stockés à proximité	41,40	40,34	35,30	29,00
25	ml	Dépose et repose de rigoles en éléments de béton de ciment (C.S.) de 20 à 25 cm de largeur, posés provisoirement ou stockés à proximité	38,89	37,82	37,82	36,56
26	m²	Repose de rigoles et caniveaux en pavés naturels, posés provisoirement ou stockés à proximité	138,01	138,68	83,21	75,65
27	m²	Repose de rigoles et caniveaux en pavés naturels, posés provisoirement ou stockés à proximité	144,28	138,68	113,47	88,25
28	ml x 0,30	Pose d'un caniveau en asphalte	28,86	29,00	26,48	22,69
29	m²	Repose de rigoles en pavés béton posés provisoirement ou stockés à proximité	138,01	138,68	126,08	100,86
30	ml	Repose de bordures en béton de type AC ou de caniveaux en béton de type CC ou CS de 40 à 50 cm de largeur, posés provisoirement ou stockés à proximité	60,22	59,26	59,26	56,73
31	ml	Dépose et repose de bordures en béton de type AC ou de caniveaux en béton de type CC ou CS de 40 à 50 cm de largeur	52,69	50,43	45,39	44,13
32	ml	Transport à pied d'œuvre depuis un dépôt de la voirie de bordures de trottoir en granit.	18,82	18,91	18,91	18,91
33	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordures de trottoir droites en granit.	43,91	44,13	44,13	44,13
34	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordures de trottoir courbes en granit.	144,28	144,99	144,99	144,99
35	ml	Transport à pied d'œuvre depuis un dépôt de la voirie de bordures en béton de type T, AC, de caniveau en béton CS, CC.	8,78	8,83	8,83	8,83
36	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordures en béton de type T, AC.	15,06	15,13	15,13	15,13
37	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de caniveaux en béton CS, CC.	5,02	5,04	5,04	5,04
38	ml	Transport de bordurettes plates de type P.	3,76	3,78	3,78	3,78
39	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordurettes plates de type P.	7,53	7,56	7,56	7,56
40	m²	Repose de pavés naturels (14/20 et 14/30) posés provisoirement ou stockés à proximité	138,01	126,08	100,86	85,73
41	m²	Dépose et repose de pavés naturels (14/20 et 14/30), prescriptions identiques à l'article précédent.	156,83	151,29	104,64	94,56
42	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés naturels (14/20 ou 14/30), conforme à l'article 11 du C.C.T.P.	35,13	31,52	31,52	30,26

43	m²	Repose de pavés naturels ou de galets du Rhin (8/10 ou 10/12) d'appareillage particulier (en queue de paon, …)	75,28	69,34	68,08	66,82
44	m²	Dépose et repose de pavés naturels (8/10 ou 10/12), prescriptions identiques à l'article précédent.	100,37	94,56	92,03	81,95
45	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés naturels (08/10 ou 10/12), conforme à l'article 11 du C.C.T.P.	36,38	35,30	34,04	31,52
46	m²	Repose de petits pavés naturels (6/8)	112,91	92,03	50,43	47,91
47	m²	Dépose et repose de petits pavés naturels (6/8), prescriptions identiques à l'article précédent.	100,37	94,56	92,03	88,25
48	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés naturels (6/8) conforme à l'article 11 du C.C.T.P.	40,15	39,08	37,82	37,82
49	m²	Repose de petits pavés de mosaïque suivant les motifs à reconstituer, y compris la réalisation d'une couche de mortier, ainsi que toutes sujétions de bonne exécution.	112,91	94,56	85,73	84,47
50	m²	Dépose et repose de petits pavés de mosaïque, prescriptions identiques à l'article précédent.	112,91	113,47	103,38	99,60
51	m²	Repose en trottoir de pavés en béton autobloquants de tous types et de différentes couleurs conformément aux prescriptions de l'article 12 du C.C.T.P, de 6 cm à 8 cm d'épaisseur, stockés à proximité	69,00	68,08	52,95	37,82
52	m²	Dépose et repose en trottoir de pavés en béton autobloquants, prescriptions identiques à l'article précédent.	87,82	63,04	56,73	44,13
53	m²	Repose en trottoir de dalles de toutes natures conformément aux prescriptions de l'article 12 du C.C.T.P., stockées à proximité	56,46	37,82	35,30	30,26
54	m²	Dépose et repose en trottoir de dalles de toutes natures, prescriptions identiques à l'article précédent.	69,00	56,73	50,43	45,39
55	m²	Plus-value aux articles 51-52-53-54 pour pose en trottoir ou en chaussée sur lit de béton de ciment de classe C16/20 de 15 cm d'épaisseur dans forme à creuser et à compacter.	2,51	5,04	10,09	18,91
56	m²	Transport à pied d'œuvre de pavés ou de dalles de toutes natures.	21,33	17,65	13,87	12,61
57	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés béton autobloquants de 6 ou de 8 cm d'épaisseur de couleur grise.	18,82	16,39	13,87	13,24
58	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de pavés béton autobloquants de 6 ou de 8 cm d'épaisseur de couleur teintée.	21,33	18,91	16,39	15,13
59	m²	Fourniture transport et pose de pavés béton 16X24X14 cm	67,75	68,08	60,52	50,43
60	m²	Dépose et pose de pavés béton 16X24X14 cm posés sur béton	50,18	47,91	44,13	41,60
61	m²	Fourniture, transport à pied d'œuvre et pose de pavés autobloquants de formats 18x30x12 cm en béton à parement grenaillé conformes aux prescriptions de l'article 12 du C.C.T.P.	109,15	107,16	92,03	90,77

62	m²	Repose de pavés autobloquants de formats 18x30x12 cm en béton à parement grenaillé, prescriptions identiques à l'article précédent.	50,18	50,43	50,43	44,13
63	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de dalles ciment de classe U2 répondant aux spécifications de l'article 12 du C.C.T.P.	53,95	50,43	37,82	31,52
64	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de dalles en ciment de classe U2 de couleur ou en finition granitée.	60,22	56,73	50,43	41,60
65	m²	Fourniture et transport à pied d'œuvre de dalles en pierres naturelles de toutes natures.	69,00	66,82	50,43	44,13
66	m²	Réalisation d'une réfection dans le secteur piétonnier (secteur où l'accès est contrôlé par des bornes escamotables)	96,60	97,08	88,25	85,73
67	ml	Fourniture et garnissage de joint entre dalles ou pavés naturels avec un produit de type « Mexphalte type CP3 », y compris toutes sujétions de bonne exécution et de propreté du domaine public.	43,91	44,13	44,13	44,13
68	m2	Dépose soignée de pavés ou de dalles de toutes natures	6,27	6,30	6,30	6,30

69	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de grave bitume GB de classe 3, 0/20 ou 0/14 sur 8 cm minimum, y compris l'épandage d'une couche d'accrochage à émulsion de bitume dosée à 250 g/m2, ainsi que toutes sujétions de bonne exécution.	144,28	100,86	100,86	100,86
70	m²	Fourniture et transport d'émulsion de bitume de classe ECR69B2 dosée à 250 g/m2 de bitume résiduel à répandre par un moyen mécanique ou manuel en un film régulier et uniforme sur un fond uni, sec et bien balayé, toutes sujétions de bonne exécution.	4,89	1,89	1,89	1,89
71	ml	Etanchage des joints par application d'une couche de bitume à 69 % (300 à 400g / m²) et répandage de sable fin 0/2 sur une largeur de 10 cm de part et d'autre du joint.	10,04	6,30	3,78	1,26
72	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux semi-grenu BBSG 0/10 ou de béton bitumineux pour chaussée souple BBCS 0/10 correspondant aux spécifications de l'article 6 du C.C.T.P	138,01	126,08	110,95	100,86
73	To	Fourniture transport et mise en œuvre de béton bitumineux mince BBM à l'aide d'un dispositif mécanique, y compris l'épandage de la couche d'accrochage, conformément à l'article 6 du C.C.T.P.	100,37	100,86	100,86	88,25
74	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux drainant 0/10 (B.B.Dr 0/10) conformément aux prescriptions de l'article n° 6 du C.C.T.P.	100,37	100,86	100,86	88,25

75	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux souple (B.B.S 0/10) à l'aide d'un dispositif mécanique sur une largeur minimale de 0,80 mètre, y compris la couche d'accrochage, conformément à l'article 6 du C.C.T.P.	138,01	119,77	100,86	100,86
76	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de sable enrobé SE 0/6 conformément à l'article 6 du C.C.T.P. et toutes sujétions de bonne exécution	175,64	151,29	113,47	100,86
77	To	Fourniture transport et mise en œuvre d'une couverture provisoire en matériaux enrobés à froid (4/6) ou à chaud et toutes sujétions de bonne exécution.	138,01	126,08	126,08	113,47
78	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux semi-grenu BBSG 0/10 ou de béton bitumineux pour chaussée souple BBCS 0/10 **à granulats clairs** correspondant aux spécifications de l'article 6 du C.C.T.P.	138,01	126,08	113,47	100,86
79	To	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux mince BBM 0/8 y compris l'épandage d'une couche d'accrochage et le badigeon des lèvres à l'émulsion de bitume dosée à 250g/m² et toutes sujétions de bonne exécution.	100,37	100,86	100,86	88,25
80	m²	POSITION COMBINEE - Réalisation d'une réfection de chaussée	50,18	37,82	29,00	28,37
81	m²	Plus-value à l'art. n° 80 pour la réalisation d'enrobés de couleur.	25,09	12,61	12,61	8,83
82	m² X cm	Plus-value à l'art. n° 80 Pour décaissement et pose de BBSG ou BBS 0/10 par tranches supplémentaires de 1 cm.	4,52	3,15	1,89	1,26
83	m²	POSITION COMBINE - Réalisation d'une réfection de trottoir	58,97	35,30	30,26	25,72
84	m²	Plus-value à l'art. 83 pour la réalisation d'enrobés de couleur.	25,09	12,61	12,61	7,56
85	m² X cm	Plus-value à l'art. 83 pour décaissement et pose de SE 0/6 par tranches supplémentaires de 1 cm.	3,39	3,28	3,28	2,52
86	ml	Fourniture et pose d'un joint de raccordement à l'aide d'un profilé d'étanchéité, à n'utiliser que sur demande de la maitrise d'œuvre, en chaussée uniquement	18,82	18,91	18,91	18,91
87	m²	Rabotage mécanique (jusqu'à 6 cm de profondeur), nécessitant l'amenée d'une raboteuse avec conducteur et d'une aspiratrice, y compris le chargement et l'évacuation des déblais à une station de recyclage.	12,55	12,61	12,61	12,61
88	m²	Pose d'**asphalte** coulé pour **chaussée** AC1 ou pour chaussée lourde AC2, sur 5 cm d'épaisseur en 2 couches y compris l'enlèvement des excédents et le balayage de la forme à couvrir, hormis la découpe à la scie rotative selon l'article n° 5	43,91	44,13	44,13	44,13
89	m²	Pose d'**asphalte** coulé pour **trottoir** AT sur 3 cm d'épaisseur, prescriptions identiques à l'article précédent.	43,91	44,13	44,13	44,13

90	m² X cm	Plus-value aux articles n° 88 et 89 pour pose d'asphalte par tranches supplémentaires de 1 (un) centimètre.	3,76	3,78	3,78	3,78
91	m²	POSITION COMBINEE - Réalisation d'une réfection de **chaussée**	52,69	52,95	52,95	52,95
92	m²	POSITION COMBINEE : Réalisation d'une réfection de **trottoir**	50,18	50,43	50,43	50,43
93	m² X cm	Plus-value aux articles n° 91 et 92 pour la pose d'asphalte coulé par tranches supplémentaires de 1 cm.	3,76	3,78	3,78	3,78
94	m²	Fourniture, transport, épandage et cylindrage de débris de carrière 0/30 ou 0/40 en une couche régulière de 10 cm d'épaisseur	5,02	5,04	3,78	3,78
95	m²	Fourniture, transport épandage et compactage de sable de carrière concassé 0/3 (rouge ou bleu) en une couche homogène de 2 à 2.5 cm, y compris reprise éventuelle de la finition avec recompactage de l'ensemble.	21,33	17,65	10,09	2,52
96	u	Réalisation au forfait d'une réfection de chaussée ou de trottoir, d'une surface inférieure ou égale à cinq (5) m2	1317,33	1323,79	1323,79	1323,79
97	m2	Confection de petits coffrages pour différents types de petits travaux (réfection marches d'escalier, réfection saut de loup,…)	25,09	22,69	21,43	20,17
98	u	Réfection autour d'un poteau (de signalisation, mât de jalonnement, barrières, paniers à déchets, borne de propreté) sur une surface inférieure à 0,40 m2	526,93	529,52	529,52	529,52
99	u	Réfection autour d'un poteau, idem à l'article 98 sur une surface entre 0,40 et 1,20 m2.	62,73	63,04	63,04	63,04
100	pc	Mise à niveau d'un tampon de regard d'assainissement	514,39	516,91	516,91	516,91
101	pc	Mise à niveau de bouches à clé ou d'hydrants, comprenant les travaux de terrassement, l'évacuation des déblais, la fourniture des matériaux, les prestations de matériel et de main-d'œuvre.	376,38	378,23	378,23	378,23
102	pc	Mise à niveau d'un cadre de chambre	376,38	378,23	378,23	378,23
103	pc	Mise à niveau de dessableur, comprenant la pose avec niveau dans un lit de béton de ciment et toutes sujétions de bonne exécution.	156,83	157,59	157,59	157,59
104	pc	Mise à niveau de puisards ou d'avaloirs	119,19	119,77	119,77	119,77
105	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe A15	144,28	144,99	144,99	144,99
106	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe B125	219,56	220,63	220,63	220,63
107	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe C250	62,73	63,04	63,04	63,04
108	ml	Fourniture et pose de caniveau grille de type « ACO DRAIN » de classe D400	301,10	302,58	302,58	302,58
109	pc	Transport de potelet fixe ou amovible identique au modèle déposé au dépôt Voirie, à déposer et/ou à évacuer à un dépôt de la Voirie.	25,09	25,22	25,22	25,22

110	pc	Pose de potelet fixe ou amovible y compris le terrassement, l'évacuation des déblais, la fourniture du béton et la remise en état des lieux.	112,91	113,47	113,47	113,47
111	pc	Transport de borne en béton de tout type, à déposer et à évacuer à un dépôt de la Voirie.	276,01	277,37	277,37	277,37
112	pc	Pose de borne de tout type, sur un socle de béton de 20 cm d'épaisseur, y compris le terrassement, l'évacuation des déblais, la fourniture du béton et la réfection du revêtement.	250,92	252,15	252,15	252,15
113	m²	Fourniture, transport et pose de pavés d'éveil ou "Pavguide" pour réaliser un système de guidage pour mal voyants, y compris le sciage et l'arrachage du revêtement, le chargement et transport des déchets, la réalisation d'une forme, le jointoiement au sable	250,92	252,15	252,15	252,15
114	m²	Pose de pavés d'éveil ou "Pavguide" pour réaliser un système de guidage pour mal voyants, y compris le sciage et l'arrachage du revêtement, le chargement et transport des déchets, la réalisation d'une forme, le jointoiement au sable fin.	8,78	8,83	8,83	8,83
115	u	Mise à niveau de sauts-de-loup, comprenant les travaux de terrassements, l'évacuation des déblais, la fourniture des matériaux, les prestations de matériel et de main-d'œuvre.	25,09	25,22	25,22	25,22
116	m3	Fourniture transport et mise en œuvre de terre végétale, dans l'emprise d'une fosse de plantation d'arbres.	138,01	138,68	138,68	138,68
117	ml	Pose d'un entourage d'arbres en pavés naturels, stockés à proximité au droit d'une fosse de plantation d'arbres	10,04	10,09	10,09	10,09
118	m²	Fourniture et mise en œuvre de Béton Armé Continu (BAC)	125,46	126,08	126,08	126,08
119	ml	Fermeture des joints de raccord de la dalle BAC comprenant la fourniture d'une bande bitumineuse autocollante contenant des polymères de 4mm de haut et de 40mm de large.	125,46	126,08	126,08	126,08
120	ml	Fourniture et transport à pied d'œuvre de bordure spéciale en béton pour quai bus, de type "PROFIL", biaise pour raccordement, de 1 m de longueur, de 30 cm de largeur de tête et de hauteur de saillie variable de 18 à 14 cm.	163,10	161,38	113,47	100,86
123	u / j	Mise à disposition et installation sur le chantier de deux feux tricolores en parfait état de marche, y compris appareil de commande, branchement électrique, câblage, fourniture d'énergie, contrôles réguliers du fonctionnement et toutes sujétions de bonne	250,92	252,15	252,15	252,15
124	h	Heure de camion de 15 tonnes à benne basculante avec conducteur et fourniture du carburant.	87,82	88,25	88,25	88,25

125	h	Heure de pelle mécanique en état de service avec conducteur et fourniture du carburant, y compris le transport de l'engin.	112,91	113,47	113,47	113,47
126	h	Heure de signalisation manuelle exécutée par deux personnes alternant des piquets mobiles K 10, y compris le transport des deux personnes.	112,91	113,47	113,47	113,47
127	h	Mise à disposition d'un compresseur à air en état de service, avec marteau et servant, y compris l'opérateur.	56,46	56,73	56,73	56,73
128	fft	Mise en sécurité du chantier (matériaux, matériels, signalisation,…), consolidation ou évacuation en cas de phénomènes météorologiques et mise en œuvre de tout moyen adéquat de signalisation routière et de balisage de chantier pour maintenir la sécurité.	188,19	189,11	189,11	189,11
129	fft	Collecte des informations sur les phénomènes météorologiques, ainsi que l'exploitation de ces données, pendant un an.	1568,25	1575,94	1575,94	1575,94

130	u	Fourniture et pose de logo blanc HANDICAPE dans surface pleine de 1,00 X 1,00 m découpe en positif en bande préfabriquée à coller	50,86	50,86	50,86	50,86
131	u	Fourniture et pose de logo blanc HANDICAPE dans surface pleine de 0,50 X 0,60 m découpe en négatif en bande préfabriquée à coller	32,77	32,77	32,77	32,77
132	u	Fourniture et pose de logo blanc VELO dans surface pleine de 1,30 X 0,85 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	70,53	70,53	70,53	70,53
133	u	Fourniture et pose de logo blanc PIETON dans surface pleine de 1,10 X 0,70 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	57,70	57,70	57,70	57,70
134	u	Fourniture et pose de lettre blanche BUS CTS dans surface pleine de 1,50 X 0,50 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	60,12	60,12	60,12	60,12
135	u	Fourniture et pose de lettre blanche ZONE 30 dans surface pleine de 1,50 X 0,50 m, découpe en positif en bande préfabriquée à coller	60,12	60,12	60,12	60,12
136	u	Fourniture et pose de lettre blanche dans surface 0,80 x 0,80 m² découpe positif en bande préfabriquée à coller	49,72	49,72	49,72	49,72
137	u	Fourniture et pose de lettre blanche dans surface 0,50 x 0,50 m² découpe positif en bande préfabriquée à coller	34,33	34,33	34,33	34,33
138	u	Fourniture et pose de lettre blanche dans surface 0,25 x 0,25m² découpe positif en bande préfabriquée à coller	28,42	28,42	28,42	28,42
139	u	Fourniture et pose de flèche unidirectionnelle TOUT DROIT dans surface pleine de 1,00 X 0,25 m en bande préfabriquée à coller	42,74	42,74	42,74	42,74
140	u	Fourniture et pose de flèche unidirectionnelle A DROITE ou A GAUCHE dans surface	56,99	56,99	56,99	56,99

		pleine de 4,00 X 1,00 m en bande préfabriquée à coller				
141	u	Fourniture et pose de flèche bidirectionnelle A DROITE ou A GAUCHE dans surface pleine de 4,00 X 1,28 m en bande préfabriquée à coller	99,43	99,43	99,43	99,43
142	u	Fourniture et pose de flèche de rabattement A DROITE ou A GAUCHE dans surface pleine de 6,00 X 0,95 m. en bande préfabriquée à coller	99,43	99,43	99,43	99,43
143	ml	Fourniture et pose de bande orange de 0,25 m de largeur en bande préfabriquée thermocollante	7,83	7,83	7,83	7,83
144	u	Fourniture et pose de bande blanche préfabriquée thermocollante découpe en négatif LIVRAISON dans surface pleine de 1,50 X 0,20 m.	59,83	59,83	59,83	59,83
145	u	Fourniture et pose de bande blanche préfabriquée thermocollante découpe en négatif PAYANT dans surface pleine de 1,40 X 0,15 m.	59,83	59,83	59,83	59,83
146	ml	Fourniture et pose de bande jaune préfabriquée à coller de 0,15 m de largeur	17,09	17,09	17,09	17,09
147	m²	Fourniture et mise en œuvre peinture routière bi-composant y compris prétraçage	18,52	18,52	18,52	18,52
148	m²	Fourniture et mise en œuvre peinture routière y compris prétraçage	15,68	15,68	15,68	15,68
149	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine à chaud	24,22	24,22	24,22	24,22
150	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine à froid	25,65	25,65	25,65	25,65
151	ml	Fourniture et pose de bandes de 0,50 m de large, y compris prétraçage et colle	32,04	32,04	32,04	32,04
152	m²	Fourniture et mise en œuvre de résine de couleur à froid	27,06	27,06	27,06	27,06
153	fft	Réalisation de marquage de toute nature sur une surface inférieure à 1 m². Cette position est utilisée pour rétablir le marquage sur des fouilles ponctuelles.	99,73	99,73	99,73	99,73
154	Fft	Plus value pour intervention sous 48 heures (hors week-end et jours fériés). La demande d'intervention sera formulée par courriel ou fax et sera accompagnée d'un appel téléphonique. Le délai d'intervention débute dès l'envoi du mail et le dépassement de celui-ci donnera lieu à des pénalités (voir C.C.A.P.). Ce prix s'ajoute aux travaux exécutés.	3 151,88	3 151,88	3 151,88	3 151,88

Date d'effet : 1er janvier 2017

MISE EN PLACE DU JALONNEMENT DIRECTIONNEL ROUTIER ET CYCLABLE EFFECTUEE POUR LE COMPTE DE TIERS

1.100	**Fourniture de mâts simples**	
1.101	Type MD	119,82
1.102	Type ME	172,53
1.103	Type MF	316,93
1.104	Type MG	298,67
1.105	Plus value (position 1.101 à 1.104) pour mât simple avec fût de 2,80 m	15,58
1.200	**Fourniture de mâts complets trappe**	
1.201	Type MD	196,95
1.202	Type ME	249,66
1.203	Type MF	394,06
1.204	Type MG	318,15
1.300	**Fourniture de supports aluminium de forme I**	
1.301	Classe MD	33,18
1.302	Classe ME	23,56
1.303	Classe MF/MG	38,75
1.400	**Fourniture de caisson traversant, simple face**	
1.401	Dimension 1600 x 300	219,63
1.402	Dimension 1600 x 400	258,68
1.403	Dimension 1600 x 500	128,56
1.404	Dimension 1900 x 300	254,29
1.405	Dimension 1900 x 400	297,67
1.406	Dimension 1900 x 500	128,56
1.407	autres dimensions	58,44
1.408	plus value film classe 3 , 300 cd/lux/m² mini	0,65
1.500	**Fourniture de caisson traversant, double face**	
1.501	Dimension 1600 x 300	193,75
1.502	Dimension 1600 x 400	217,25
1.503	Dimension 1600 x 500	128,56
1.504	Dimension 1900 x 300	254,29
1.505	Dimension 1900 x 400	297,67
1.506	Dimension 1900 x 500	58,44
1.507	autres dimensions	64,93
1.508	plus value film classe 3 , 300 cd/lux/m² mini	0,65
1.600	**Fourniture de caisson plat, type D42, D43, D21**	
1.601	Fourniture de caissons dos fermé avec rails	231,15
1.602	Fourniture de caissons dos ouvert avec rails	187,02
1.603	plus value film classe 3 , 300 cd/lux/m² mini	0,65
1.700	**Fourniture de panneaux PAL de type D42**	
1.701	Fourniture de panneaux de type D42 (PAL)	138,91
1.702	plus value film classe 3 , 300 cd/lux/m² mini	32,46
1.800	**Fourniture de faces en tôle d'aluminium**	
1.801	Dimension 1600 x 300	3,60
1.802	Dimension 1600 x 400	19,82
1.803	Dimension 1600 x 500	27,27
1.804	Dimension 1900 x 300	13,48
1.805	Dimension 1900 x 400	32,70

1.806	Dimension 1900 x 500	41,55
1.807	autres dimensions	45,45
1.808	plus value film classe 3 , 300 cd/lux/m² mini	10,06
1.900	**Fourniture d'accessoires**	
1.901	Fourniture de coulisseau diam. 90 mm	28,70
1.902	Fourniture de base de mât diam. 114 et diam. 140	91,28
1.903	Prolongation pour poteau diam. 90 bi section	56,25
1.914	Caisson d'ancrage inox	12,99
1.1000	**Fourniture de panneaux PVC**	
1.1001	Fourniture de panneau PVC, type D21	97,39
1.1002	Fourniture de panneau PVC, type D 43	97,39
1.1003	plus value pour rails au dos	3,90
1.2000	**Fourniture de panneaux aluminium plats rail au dos, bords tombés, rebordés**	
1.2001	Fourniture de panneau , type D21	88,26
1.2002	Fourniture de panneau, type D 43	88,26
1.2003	plus value film classe 3 , 300 cd/lux/m² mini	8,26
1.3000	**Fourniture de panneaux signalétique (SIL)**	
1.3001	Fourniture de mat aluminium à gorges laqué(y compris chapeau,paréclose laqués, embase et tiges	32,07
1.3002	Fourniture de latte ou planche, laquée (y compris embouts, pareclose et kit de fixation laqués)	272,83
2.000	**GENIE CIVIL**	
2.100	**Démolition de revêtements,**	
2.101	Découpe à la scie de revêtement en béton asphalte sur trottoir toute épaisseur	32,46
2.102	Découpe à la scie d'enrobé en trottoir toute épaisseur	32,46
2.103	Dépose de pavés toutes natures avec évacuation au dépôt du Service de la Voirie	32,46
2.200	**Réfection**	0,00
2.201	Réfection de pavés, dallage	36,36
2.202	Réfection d'enrobé	40,26
2.203	Réfection béton et asphalte environ 15 cm (densité béton selon règlement voirie)	12,99
2.204	Réfection espaces verts	6,49
2.300	**MASSIFS**	
2.302	Massif **MD** soit 0,512 m^3	519,43
2.303	Massif **ME** soit 0,72 m^3	538,91
2.304	Massif **MF** soit 1 m^3	603,84
2.305	Massif **MG** soit 1,45 m^3	422,04
2.306	Démolition de massif	19,48
2.400	**Travaux de pose**	
2.401	Pose de mât aluminium	136,35
2.402	Pose de support I aluminium	50,64
2.404	Pose de caisson traversant	227,25
2.405	Pose de caissons plats	175,31
2.406	Pose de panneau PAL	83,89
2.407	Changement de face	77,91
2.408	pose de panneau plat rail au dos, bords tombés rebordés	71,42
2.409	pose de mat à gorge avec paréclose (y compris massif : 0,4x0,4x0,5m)	181,80
2.410	pose d'une latte ou planche (SIL)	32,46
2.411	Pose de panneaux PVC (y compris fixations)	32,46

2.500	**Travaux de dépose**	
2.501	Dépose de caissons traversants	51,94
2.502	Dépose de caissons plats	38,96
2.503	Dépose de mats tous types	51,94
2.504	Dépose panneaux PAL	37,66
2.505	Dépose de support I alu	38,96
2.506	Dépose de panneaux PVC (y compris fixations)	19,48
2.507	Dépose de latte ou planche (SIL) y compris fixations	19,48
3.000	**PRESTATION TEMPORAIRE**	
3.101	Mise à disposition de panneaux plats temporaires	63,63
3.102	Pose de panneaux plats temporaires	71,42
3.103	Dépose de panneaux plats temporaires	58,44
4.000	**Prestations diverses**	
4.101	Mise en sécurité d'un ensemble routier	103,89
4.102	Reconditionnement d'un panneau routier existant	32,46
4.103	Remise en peinture des mâts	38,96
4.104	Numérotation des ensembles existants	11,04
4.105	Pose de chapeau tous types	1,30
4.106	Pose de caisson d'ancrage pour mât de jalonnement	6,49
4.107	Réparation sur place de caissons	58,44
4.108	Rehausse d'un ensemble directionnel	38,96
4.109	Confection d'un bandeau cl2 pour face aluminium	90,90
4.110	Stabilité d'un mat - serrage d'écrous	6,49
4.111	Nettoyage d'un ensemble complet 2 caissons	25,97
4.112	Nettoyage d'un ensemble complet 4 caissons	45,45
4.113	Nettoyage d'un ensemble complet supérieur à 4 caissons	51,94
	JALONNEMENT CYCLABLE	
	FOURNITURES	
5.100	**supports**	
5.101	support acier de dia: 60	7,82
5.102	support aluminium de dia: 76	13,02
5.200	**prolongations**	
5.201	prolongation pour support dia : 60	99,07
5.202	prolongation pour support dai : 76	104,81
5.203	prolongation pour support dia : 90	115,74
5.204	prolongation pour support dia : 114	128,27
5.300	**panneau cyclable**	
5.301	panneau de jalonnement cyclable en aluminium 100x600	40,32
5.302	panneau de jalonnement cyclable en aluminium 200x600	50,94
5.303	panneau de jalonnement cyclable en aluminium de type complexe D42a ou b	110,38
5.304	panneau de jalonnement cyclable en aluminium 200X300	40,48
5.305	panneau de jalonnement cyclable en aluminium 100x900	46,42
5.306	panneau de jalonnement cyclable en aluminium 200X900	51,14
6.000	**GENIE CIVIL**	
6.100	**travaux de pose**	
6.101	pose de panneau toute dimension (y compris colliers de fixation)	63,63
6.102	pose de prolongation toutes longueurs dia : 60, 76, 90 et 114	19,48
6.103	pose de support dia : 60 (y compris massif)	64,93
6.104	pose de support dia : 76 (y compris massif)	19,48
6.105	remplacement de support dia: 60	25,97
6.106	remplacement de support dia: 76	12,99
6.107	pose du poteau avec fourreau (y compris fourniture)	64,93

7.000	**travaux de dépose**	
7.201	dépose de panneaux tous types (jalonnement, police, plaques de rue)	19,48
7.202	Dépose de prolongation toutes longueurs	19,48
7.203	Dépose de support dia : 60 (y compris démolition du massif)	19,48
7.204	Dépose de support dia : 76 (y compris démolition du massif)	12,99
8.000	**Prestations diverses**	
8.101	mise en sécurité d'un ensemble cyclable (support et panneaux) dans un délai de 2 h 00	25,97
8.102	reconditionnement d'un panneau cyclable existant pour réemploi	33,76
8.103	Nettoyage d'un panneau toutes dimensions	25,97

Date d’effet : 1er janvier 2017

MISE EN PLACE DE MOBILIER URBAIN BAS EFFECTUEE POUR LE COMPTE DE TIERS

FOURNITURE

POTELET TYPE 1

1	Fourniture d'un potelet type 1 fixe, hauteur 900mm	74,02
2	Fourniture d'un potelet type 1 fixe, hauteur 1200mm	98,69
3	Fourniture d'un potelet type 1 fixe, hauteur 3300mm	99,93
4	Fourniture d'un potelet type 1 fixe, hauteur 4000mm	102,39
5	Fourniture d'un potelet type 1 amovible par clé triangulaire de 17mm, avec système à visser, hauteur 900mm	61,68
6	Fourniture d'un potelet type 1 amovible par clé triangulaire de 17mm, avec système à visser, hauteur 1200mm	166,54
7	Fourniture d'un potelet type 1 amovible par clé triangulaire de 17mm, avec système à visser, pour piste cyclable, hauteur 900mm	76,49

POTELET TYPE 2

8	Fourniture d'un potelet type 2 fixe, hauteur 1010mm	135,70
9	Fourniture d'un potelet type 2 fixe, hauteur 1200mm	185,05
10	Fourniture d'un potelet type 2 fixe, hauteur 3300 mm	172,71
11	Fourniture d'un potelet type 2 fixe, hauteur 4000mm	178,88
12	Fourniture d'un potelet type 2 amovible par clé triangulaire de 17mm, avec système à visser, hauteur 1010mm	197,38
13	Fourniture d'un potelet type 2 amovible par clé triangulaire de 17mm, avec système à visser, hauteur 1200mm	271,40
14	Fourniture d'un potelet type 2 amovible par clé triangulaire de 17mm, avec système de griffes, hauteur 1200mm	355,29

POTELET TYPE 3

15	Fourniture d'un potelet type 3 fixe, hauteur 1030mm	98,69
16	Fourniture d'un potelet type 3 fixe, hauteur 3300mm	172,71
17	Fourniture d'un potelet type 3 fixe, hauteur 4000mm	197,38
18	Fourniture d'un potelet type 3 amovible par clé triangulaire, hauteur 1030mm	148,04

AUTRE TYPE DE POTELET

19	Fourniture d'un potelet plateforme tram fixe sur platine prépercée, hauteur 900mm	71,55
20	Fourniture d'un potelet à mémoire de forme, hauteur 1200mm hors sol	92,52

BARRIERE TYPE A

21	Fourniture d'une barrière type A, hauteur 900mm et longueur 700mm	62,92
22	Fourniture d'une barrière type A, hauteur 900mm et longueur 1400mm	80,19

BARRIERE TYPE B

23	Fourniture d'une barrière type B Croix de Saint-André, hauteur 840mm et longueur 880 mm	148,04
24	Fourniture d'une barrière type B Croix de Saint-André, hauteur 840mm et longueur 1630mm	191,21
25	Fourniture barrière type B Croix de Saint-André avec grille, hauteur 840mm et longueur 880 mm	209,72
26	Fourniture barrière type B Croix de Saint-André avec grille, hauteur 840mm et longueur 1630 mm	271,40

AUTRE TYPE DE BARRIERE		
27	Fourniture d'une barrière type Piste des Forts	1 468,04
28	Fourniture d'un potelet réceptacle de barrière type Piste des Forts	338,02
ARCEAU A VELO		
29	Fourniture d'un arceau à vélos sur platine, hauteur 900 mm et largeur 375mm	108,56
AUTRE ÉLÉMENT MÉTALLIQUE		
30	Fourniture d'un étrier de protection	98,69
31	Fourniture d'un abri à vélos	1 357,01
32	Fourniture d'un rail prépercé de fixation d'arceau à vélos	86,36
AUTRE ÉLÉMENT EN CAOUTCHOUC		
33	Fourniture d'un arrêt de bordure, dimensions L 900mm x larg. 150mm x h 100mm	46,88
34	Fourniture d'un coussin berlinois, dimensions 1800 x 3000mm	782,13
35	Fourniture d'un mini giratoire, diamètre 3000mm	1 603,74
AUTRE FOURNITURE		
36	Fourniture d'une clé triangulaire pour potelet amovible de 17mm	4,93
FIXATION		
37	Fourniture d'une boite à sceller	60,45
38	Fourniture d'une platine pour potelet amovible avec système à visser	24,67
39	Fourniture d'une platine pour potelet amovible avec système de griffes	24,67
40	Fourniture d'un gabarit de scellement	30,84
41	Fourniture d'un kit de liaisonnement et de fixation pour coussin berlinois ou pour mini giratoire	9,87
42	Fourniture d'une cartouche de scellement chimique	6,17
POSE		
POTELET		
43	Pose d'un potelet fixe dans massif	92,52
44	Pose d'un potelet fixe sans massif	43,18
45	Pose d'un potelet amovible	98,69
46	Pose d'une boite à sceller	61,68
47	Pose d'une platine pour potelet amovible	24,67
48	Pose d'un potelet à mémoire de forme	92,52
BARRIERE		
49	Pose d'une barrière à visser dans massif	120,90
50	Pose d'une barrière à visser sans massif	43,18
51	Pose d'une barrière à sceller	120,90
52	Pose d'une barrière de type Piste des Forts	185,05
53	Pose d'un potelet réceptacle de barrière type Piste des Forts	92,52
ARCEAU A VELO		
54	Pose d'un arceau à vélos par chevilles dans massif	111,03
55	Pose d'un arceau à vélos par chevilles sans massif	43,18
56	Pose d'un arceau à vélos sur rail prépercé de fixation	37,01
DISPOSITIF DE RETENUE		
57	Fourniture et pose d'un dispositif de retenue métallique	86,36
58	Fourniture et pose d'un dispositif de retenue mixte bois et métallique	98,69
59	Fourniture et pose d'un dispositif de retenue bois	111,03
AUTRE ELEMENT METALLIQUE		
60	Pose d'un étrier de protection	98,69

61	Pose d'un abri à vélos	740,19
62	Pose d'un rail prépercé de fixation d'arceau à vélos	55,51
AUTRE ELEMENT EN CAOUTCHOUC		
63	Pose d'un arrêt de bordure en caoutchouc	37,01
64	Pose d'un coussin berlinois de dimensions ou d'un mini giratoire	296,07
DÉPOSE		
POTELET		
65	Dépose d'un potelet	12,34
66	Dépose d'une boite à sceller	24,67
67	Dépose d'une platine pour potelet amovible	18,50
BARRIERE		
68	Dépose d'une barrière	12,34
69	Dépose d'une barrière type Piste des forts	111,03
ARCEAU A VELO		
70	Dépose d'un arceau à vélos	12,34
DISPOSITIF DE RETENUE		
71	Dépose d'un dispositif de retenue	24,67
AUTRE ELEMENT METALLIQUE		
72	Dépose d'un étrier de protection	24,67
73	Dépose d'un abri à vélos	148,04
74	Dépose d'un rail prépercé de fixation d'arceau à vélos	18,50
AUTRE ELEMENT EN CAOUTCHOUC		
75	Dépose d'un arrêt de bordure en caoutchouc	18,50
76	Dépose d'un coussin berlinois ou d'un mini giratoire	148,04
MAINTENANCE CORRECTIVE		
77	Entretien, réglage, graissage et nettoyage courant d'un élément de mobilier urbain	9,87

PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES		
78	Mise à disposition d'une équipe spécialisée de 2 personnes pour intervention dans un délai de 2 heures maximum 24H/24H et 7j/7j en dehors des heures de service les jours ouvrés de 7h à 16h, y compris intervention pendant les heures de nuits, le week-end et jour férié	61,68
79	Fourniture et pose d'un ensemble de lisses basses	267,63
80	Fourniture d'un mobilier de parcage d'un vélo cargo	210,31
81	Pose d'un mobilier de parcage d'un vélo cargo dans massif	139,36
82	Dépose d'un mobilier de parcage d'un vélo cargo	44,34
83	Fourniture d'un mobilier de signalétique des emplacements vélos	320,53
84	Fourniture d'un fourreau en fonte	76,01
85	Pose d'un mobilier de signalétique des emplacements vélos avec fourreau	114,02
86	Fourniture d'un potelet à mémoire de forme à sceller	197,64
87	Fourniture d'un potelet à mémoire de forme amovible	501,69
88	Fourniture d'une boite à sceller et platine pour potelet amovible pour piste cyclable	98,82
89	Fourniture d'un potelet réceptacle de barrière type Piste des Forts amovible	405,41
90	Fourniture d'un socle trapézoïdal à sceller pour potelet réceptacle de barrière typie Piste des Forts amovible	234,38

TRAVAUX DE SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE EFFECTUES POUR LE COMPTE DE TIERS

FOURNITURE

SIGNALISATION HORIZONTALE

PEINTURE

1	Fourniture de peinture blanche rétroréfléchissante solvantée pour marquage routier	kg	2,80
2	Fourniture de peinture blanche rétroréfléchissante à l'eau pour marquage routier	kg	2,99
3	Fourniture de peinture de couleur solvantée rétroréfléchissante pour marquage routier	kg	3,65
4	Fourniture de peinture de couleur à l'eau rétroréfléchissante pour marquage routier	kg	3,83

RESINE

5	Fourniture de résine à froid rétroréfléchissante deux composants blanche solvantée	kg	3,25
6	Fourniture de résine à froid rétroréfléchissante deux composants blanche à l'eau	kg	3,25
7	Fourniture de résine à froid deux composants rétroréfléchissante de couleur solvantée	kg	4,09
8	Fourniture de résine à froid deux composants de couleur à l'eau rétroréfléchissante	kg	4,09

PRODUITS PREFABRIQUES THERMOCOLLES

9	Fourniture de bande blanche de 50 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	0,26
10	Fourniture de bande blanche de 100 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	2,47
11	Fourniture de bande blanche de 150 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	3,64
12	Fourniture de bande blanche de 250 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	6,17
13	Fourniture de bande blanche de 500 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	12,23
14	Fourniture de bande de couleur de 50 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	0,32
15	Fourniture de bande de couleur de 100 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	2,96
16	Fourniture de bande de couleur de 150 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	4,36
17	Fourniture de bande de couleur de 250 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	7,40
18	Fourniture de bande de couleur de 500 mm de largeur en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante	ml	2,86
19	Fourniture de logo blanc LIVRAISON rétroréfléchissant en bande blanche préfabriquée thermocollante dans surface pleine de 1500 x 200 mm, découpe en négati	pce	28,70

20	Fourniture de logo blanc PAYANT rétroréfléchissant en bande blanche préfabriquée thermocollante dans surface pleine de 1400 x 150 m, découpe en négatif	pce	28,70
21	Fourniture de logo blanc HANDICAPE rétroréfléchissant en bande préfabriquée thermocollante dans surface pleine de 500 x 600 mm, découpe en positif	pce	13,12
22	Fourniture de logo blanc HANDICAPE rétroréfléchissant en bande préfabriquée thermocollante dans surface pleine de 1000 x 1200 mm, découpe en positif	pce	6,75
23	Fourniture de logo blanc VELO rétroréfléchissant en bande préfabriquée thermocollante dans surface pleine de 1300 x 850 mm, découpe en positif	pce	34,93
24	Fourniture de logo blanc PIETON rétroréfléchissant en bande préfabriquée thermocollante dans surface pleine de 1100 x 700 mm, découpe en positif	pce	12,73
25	Fourniture de damier blanc en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 500 x 500 mm	pce	5,58
26	Fourniture de dent de requin blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 700 x 2000 mm	pce	4,03
27	Fourniture d'une lettre blanche BUS CTS en bande préfabriquée rétroréfléchissante thermocollante dans surface pleine de 1500 x 500 mm, découpe en positif	pce	24,15
28	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc ZONE 30 en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 1500 x 500 mm, découpe en positif	pce	24,15
29	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 250 x 250 mm, découpe en positif	pce	8,30
30	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 500 x 500 mm, découpe en positif	pce	12,27
31	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 800 x 800 mm, découpe en positif	pce	14,41
32	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de hauteur 2500 mm, découpe en positif	pce	36,55
33	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de hauteur 4000 mm, découpe en positif	pce	49,87
34	Fourniture de pastille ronde blanche rétroréfléchissante diamètre 500 mm en bande préfabriquée thermocollante	pce	6,39
35	Fourniture de pastille ronde blanche rétroréfléchissante diamètre 1500 mm avec inscription "30" en bande préfabriquée thermocollante, découpe en négatif	pce	12,79
36	Fourniture de flèche unidirectionnelle TOUT DROIT blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 1000 x 250 mm	pce	25,32
37	Fourniture de flèche unidirectionnelle TOUT DROIT blanche en bande préfabriquée thermocollante dans surface pleine de 4000 x 700 mm	pce	44,45

38	Fourniture de flèche unidirectionnelle A DROITE blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 4000 x 1000 mm	pce	44,54
39	Fourniture de flèche unidirectionnelle A GAUCHE blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 4000 x 1000 mm	pce	44,54
40	Fourniture de flèche bidirectionnelle TOUT DROIT + A DROITE blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 4000 x 1280 mm	pce	72,33
41	Fourniture de flèche bidirectionnelle TOUT DROIT + A GAUCHE blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 4000 x 1280 mm	pce	72,33
42	Fourniture de flèche de rabattement A DROITE blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 6000 x 950 mm	pce	6,62
43	Fourniture de flèche de rabattement A GAUCHE blanche en bande préfabriquée thermocollante rétroréfléchissante dans surface pleine de 6000 x 950 mm	pce	6,62
PRODUITS PREFABRIQUES A COLLER			
44	Fourniture de bande blanche rétroréfléchissante de 50 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	0,19
45	Fourniture de bande blanche rétroréfléchissante de 100 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	2,34
46	Fourniture de bande blanche rétroréfléchissante de 150 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	2,34
47	Fourniture de bande blanche rétroréfléchissante de 250 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	1,69
48	Fourniture de bande blanche rétroréfléchissante de 500 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	4,16
49	Fourniture de bande de couleur rétroréfléchissante de 50 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	0,39
50	Fourniture de bande de couleur rétroréfléchissante de 100 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	1,62
51	Fourniture de bande de couleur rétroréfléchissante de 150 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	1,95
52	Fourniture de bande de couleur rétroréfléchissante de 250 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	2,27
53	Fourniture de bande de couleur rétroréfléchissante de 500 mm de largeur en bande préfabriquée à coller	ml	2,73
54	Fourniture de logo blanc LIVRAISON en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 1500 x 200 mm, découpe en négatif	pce	11,17
55	Fourniture de logo blanc HANDICAPE en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 500 x 600 mm, découpe en positif	pce	3,64
56	Fourniture de logo blanc HANDICAPE en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 1000 x 1200 mm, découpe en positif	pce	3,77
57	Fourniture de logo blanc VELO en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 1300 x 850 mm, découpe en positif	pce	2,21

58	Fourniture de logo blanc PIETON en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 1100 x 700 mm, découpe en positif	pce	8,05
59	Fourniture de dent de requin blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 700 x 2000 mm	pce	4,80
60	Fourniture d'une lettre blanche BUS CTS en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 1500 x 500 mm, découpe en positif	pce	15,71
61	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc ZONE 30 en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 1500 x 500 mm, découpe en positif	pce	15,71
62	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 250 x 250 mm, découpe en positif	pce	2,14
63	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 500 x 500 mm, découpe en positif	pce	8,31
64	Fourniture d'une lettre ou d'un chiffre blanc en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 800 x 800 mm, découpe en positif	pce	4,74
65	Fourniture de flèche unidirectionnelle TOUT DROIT blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 1000 x 250 mm	pce	19,61
66	Fourniture de flèche unidirectionnelle TOUT DROIT blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 700 mm	pce	12,86
67	Fourniture de flèche unidirectionnelle A DROITE blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1000 mm	pce	12,86
68	Fourniture de flèche unidirectionnelle A GAUCHE blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1000 mm	pce	12,86
69	Fourniture de flèche bidirectionnelle TOUT DROIT + A DROITE blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1280 mm	pce	15,84
70	Fourniture de flèche bidirectionnelle TOUT DROIT + A GAUCHE blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1280 mm	pce	15,84
71	Fourniture de flèche de rabattement A DROITE blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 6000 x 950 mm	pce	7,92
72	Fourniture de flèche de rabattement A GAUCHE blanche en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 6000 x 950 mm	pce	7,92
73	Fourniture de flèche unidirectionnelle TOUT DROIT de couleur en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 700 mm	pce	7,92
74	Fourniture de flèche unidirectionnelle A DROITE de couleur en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1000 mm	pce	7,92
75	Fourniture de flèche unidirectionnelle A GAUCHE de couleur en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1000 mm	pce	4,67

76	Fourniture de flèche bidirectionnelle TOUT DROIT + A DROITE de couleur en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1280 mm	pce	4,42
77	Fourniture de flèche bidirectionnelle TOUT DROIT + A GAUCHE de couleur en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 4000 x 1280 mm	pce	4,42
78	Fourniture de flèche de rabattement A DROITE de couleur en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 6000 x 950 mm	pce	3,51
79	Fourniture de flèche de rabattement A GAUCHE de couleur en bande préfabriquée rétroréfléchissante à coller dans surface pleine de 6000 x 950 mm	pce	3,51
80	Fourniture de bande podotactile blanche de dimension 910 x 420 mm en bande préfabriquée à coller	pce	22,85
81	Fourniture de bande podotactile blanche de dimension 607,5 x 420 mm en bande préfabriquée à coller	pce	20,71
82	Fourniture rail de guidage blanc préfabriqué "tout droit" ou "alterné" de dimension 200 x 200 mm	ml	14,56
PLOTS			
83	Fourniture d'un plot de route en verre trempé diamètre mini 100 mm	pce	8,96
84	Fourniture d'un plot de bordure en verre trempé diamètre mini 50 mm	pce	7,01
85	Fourniture d'un plot de chaussée catadioptrique à coller de couleur blanc ou vert ou jaune avec deux faces de rétroréflexion	pce	5,58
86	Fourniture d'un plot de chaussée solaire à leds dynamiques	pce	49,61
AUTRE CONSOMMABLE			
87	Fourniture de pavés synthétiques à coller	m²	58,44
88	Fourniture de billes de verre rétroréfléchissantes pour saupoudrage qualité hydrofugée	kg	1,04
89	Fourniture de charge antidérapente	kg	5,06
90	Fourniture de diluant synthétique pour les peintures	L	2,60
91	Fourniture de colle pour bande préfabriquée à coller	L	14,28
92	Fourniture de primaire d'accrochage pour bande préfabriquée thermocollée	L	3,38
93	Fourniture de ruban crêpe d'emballage 50 mm x 50 m	pce	1,43
94	Fourniture de bande rétroréfléchissante autocollante rouge et blanche dimension 100 x 1200 mm	pce	25,97
SIGNALISATION VERTICALE			
SIGNALETIQUE DE RUE			
95	Fourniture de panneau de rue 700 x 250 mm	pce	50,25
96	Fourniture de panneau de rue 700 x 400 mm	pce	53,50
97	Fourniture de plaque de rue 700 x 250 mm	pce	66,84
98	Fourniture de plaque de rue 700 x 400 mm	pce	67,66
99	Fourniture de numéro de maison 150 x 100 mm	pce	6,32
100	Fourniture d'écusson autocollant	pce	9,61
PANNEAUX DE POLICE			
101	Fourniture d'un panneau triangulaire type A, de taille 500 mm	pce	15,71
102	Fourniture d'un panneau triangulaire type A, de taille 700 mmm	pce	21,30
103	Fourniture d'un panneau triangulaire type A, de taille 1000 mm	pce	37,01

104	Fourniture d'un panneau triangulaire type AB, de taille 500 mm	pce	23,69
105	Fourniture d'un panneau triangulaire type AB, de taille 700 mm	pce	32,78
106	Fourniture d'un panneau triangulaire type AB, de taille 1000 mm	pce	29,35
107	Fourniture d'un panneau rond type B, de taille 450 mm	pce	31,00
108	Fourniture d'un panneau rond type B, de taille 650 mm	pce	46,80
109	Fourniture d'un panneau rond type B, de taille 850 mm	pce	27,40
110	Fourniture d'un panneau losange type AB, de taille 350 mm	pce	15,06
111	Fourniture d'un panneau losange type AB, de taille 500 mm	pce	17,92
112	Fourniture d'un panneau losange type AB, de taille 700 mm	pce	49,35
113	Fourniture d'un panneau octogonal type AB, de taille 400 mm	pce	13,57
114	Fourniture d'un panneau octogonal type AB, de taille 600 mm	pce	16,49
115	Fourniture d'un panneau octogonal type AB, de taille 800 mm	pce	21,04
116	Fourniture d'un panneau rectangle type B, de taille 500 x 650 mm	pce	57,55
117	Fourniture d'un panneau rectangle type B, de taille 700 x 900 mm	pce	22,60
118	Fourniture d'un panneau rectangle type J, de taille 800 x 400 mm	pce	14,93
119	Fourniture d'un panneau rectangle type J, de taille 1200 x 400 mm	pce	19,74
120	Fourniture d'un panneau rectangle type J, de taille 1600 x 400 mm	pce	21,30
121	Fourniture d'un panneau rectangle type J, de taille 2000 x 400 mm	pce	22,21
122	Fourniture d'un panneau carré type B, de taille 500 mm	pce	22,47
123	Fourniture d'un panneau carré type B, de taille 700 mm	pce	23,50
124	Fourniture d'un panneau carré type C, de taille 500 mm	pce	38,31
125	Fourniture d'un panneau carré type C, de taille 700 mm	pce	60,62
126	Fourniture d'un panneau carré type J, de taille 350 mm	pce	17,21
127	Fourniture d'un panneau carré type J, de taille 400 mm	pce	20,39
128	Fourniture d'un panneau carré type J, de taille 500 mm	pce	35,81
129	Fourniture d'un panneau carré type J, de taille 700 mm	pce	21,69
130	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 350 x 150 mm	pce	12,73
131	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 500 x 150 mm	pce	19,91
132	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 500 x 200 mm	pce	21,78
133	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 700 x 200 mm	pce	16,75
134	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 350 x 250 mm	pce	18,44
135	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 900 x 250 mm	pce	29,35
136	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 500 x 300 mm	pce	18,57
137	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 150 x 350 mm	pce	28,87
138	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 350 x 350 mm	pce	15,19

139	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 500 x 350 mm	pce	29,09
140	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 700 x 350 mm	pce	24,15
141	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 200 x 500 mm	pce	25,19
142	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 500 x 500 mm	pce	24,15
143	Fourniture d'un panonceau rectangle type M, de taille 700 x 700 mm	pce	27,53
144	Fourniture d'un panonceau triangulaire type M, de taille 300 mm	pce	27,74
145	Fourniture d'un panneau d'agglomération rectangle de dimensions variables	m²	174,92
146	Conception et fourniture d'un panneau sur mesure	m²	160,63
147	Fourniture d'un panneau PMR CUS 500 x 650 mm	pce	53,66
148	Fourniture d'un panneau Autopartage CUS 500 x 650 mm	pce	53,66
149	Fourniture d'un panneau Aire Livraison CUS 600 x 800 mm	pce	81,71
150	Fourniture d'un panneau Aire TDF CUS 600 x 800 mm	pce	81,71
151	Fourniture d'un panneau "petit prudent" 700 x 700 mm avec la mention "A 50 M" ou "A 30 M" ou "RALENTIR"	pce	60,62
152	Fourniture d'un panneau "crayon petit prudent" 250 x 1900 mm	pce	48,31
SUPPORTS ET FIXATIONS			
153	Fourniture d'un support mobile type bloc de lestage	pce	13,17
154	Fourniture d'un poteau acier galvanisé de section 800 x 400 mm, épaisseur 1.5 mm	pce	14,41
155	Fourniture d'un poteau acier galvanisé tubulaire diamètre 60 mm, épaisseur minimum 2,5 mm, hauteur minimum 3500 mm	pce	22,73
156	Fourniture d'un poteau acier galvanisé tubulaire diamètre 60 mm, épaisseur minimum 2.5 mm, hauteur minimum de 3500 mm, avec tube de déport cintré diamètre 60 mm et tube de fixation	pce	61,81
157	Fourniture d'un poteau aluminium anodisé tubulaire diamètre 60 mm, épaisseur minimum 5 mm, hauteur minimum 3500 mm	pce	33,05
158	Fourniture d'un poteau aluminium anodisé tubulaire diamètre 60 mm, épaisseur mini 5 mm, hauteur mini 3500 mm, sur platine diamètre 250 mm	pce	74,54
159	Fourniture d'un mât aluminium anodisé et cannelé de diamètre 90 mm, épaisseur minimum 5 mm, hauteur 3500 mm	pce	56,42
160	Fourniture d'un fourreau en fonte de diamètre intérieur 300 mm pour poteau de diamètre extérieur 60 mm	pce	16,23
161	Fourniture d'une platine métallique d'adaptation prépercée de taille 400 x 400 mm, épaisseur 10 mm	pce	27,82
162	Fourniture d'une prolongation tube aluminium anodisé, épaisseur 3 mm, teinte naturelle, pour poteau diamètre extérieur de 60 mm, hauteur 200 mm	pce	18,27
163	Fourniture d'une prolongation tube aluminium anodisé, épaisseur 3mm, teinte naturelle, pour poteau diamètre extérieur de 60 mm, hauteur 300 mm	pce	21,09
164	Fourniture d'une prolongation tube aluminium anodisé, épaisseur 3mm, teinte naturelle, pour poteau diamètre extérieur de 60 mm, hauteur 400 mm	pce	22,60

165	Fourniture d'une prolongation tube aluminium anodisé, épaisseur 3mm, teinte naturelle, pour poteau diamètre extérieur de 60 mm, hauteur 500 mm	pce	47,68
166	Fourniture d'une prolongation tube aluminium anodisé, épaisseur 3mm, teinte naturelle, pour poteau diamètre extérieur de 60 mm, hauteur 600 mm	pce	47,68
167	Fourniture d'une prolongation tube aluminium anodisé, épaisseur 3mm, teinte naturelle, pour poteau diamètre extérieur de 60 mm, hauteur 800 mm	pce	47,68
168	Fourniture d'une prolongation tube aluminium anodisé, épaisseur 3mm, teinte RAL 9006, pour poteau diamètre extérieur de 90 mm, hauteur 600 mm	pce	92,98
169	Fourniture d'une prolongation tube aluminium pour poteau de feux diamètre 114 mm, hauteur de 400 mm	pce	61,16
170	Fourniture d'une prolongation tube aluminium pour poteau de feux diamètre 114 mm, hauteur de 700 mm	pce	61,16
171	Fourniture d'une prolongation tube aluminium pour poteau de feux diamètre 114 mm, hauteur de 1000 mm	pce	88,82
172	Fourniture d'un collier aluminium pour fixation de panneau sur poteau de diamètre 60 mm	pce	4,44
173	Fourniture d'un collier aluminium pour fixation de panneau sur poteau de diamètre 76 mm	pce	4,16
174	Fourniture d'un collier aluminium pour fixation de panneau sur poteau de diamètre 90 mm	pce	13,04
175	Fourniture d'un collier aluminium pour fixation de panneau sur poteau de diamètre 114 mm	pce	13,52
176	Fourniture d'un système de fixation par cerclage avec protection plastique	pce	3,57
177	Fourniture d'une fixation pour numéro de rue sur mur en béton, brique, bois	pce	2,08
178	Fourniture d'une fixation de plaque de rue sur mur en béton, brique, bois	pce	2,47
179	Fourniture d'un système de fixation pour mât de diamètre 90 mm	pce	20,78
180	Fourniture d'un système de serrage dans fourreau pour obturation	pce	6,10
181	Fourniture d'un embout PVC noir pour poteau de diamètre 60 mm	pce	0,39
SIGNALISATION PLASTIQUE			
182	Fourniture d'une balise autoredressable J11 - J12, de couleur verte, blanche ou jaune	pce	20,78
183	Fourniture d'un panneau souple autoredressable en PVC de 750 mm de haut et de 200 mm de diamètre	pce	15,84
184	Fourniture d'un panneau de type J4 ou J5 ou Musoir de ville ou B21 de taille 500 mm pour les panneaux carré et 450 mm pour les panneaux ronds	pce	74,54
185	Fourniture d'un musoir type J14a autoredressable de diamètre 1000 mm, hauteur 1300 mm	pce	148,82
186	Conception et fourniture d'un panneau sur mesure en PVC épaisseur 10 mm	m²	61,16
187	Fourniture d'un butoir de stationnement L 900 mm x larg. 150 mm x h 100 mm	pce	48,05
MIROIRS			
188	Fourniture d'un miroir routier rond diamètre 600 mm	pce	92,72

189	Fourniture d'un miroir routier rectangulaire 800 x 600 mm	pce	106,61
SIGNALISATION TEMPORAIRE			
190	Fourniture d'un panneau triangulaire sur trépied repliable, de taille 700 mm	pce	47,54
191	Fourniture d'un panneau rond sur trépied repliable, de taille 450 mm	pce	48,59
192	Fourniture de trépied pour panneau de chantier	pce	5,97
193	Fourniture d'un panneau triangulaire temporaire type AK, de taille 700 mm	pce	23,50
194	Fourniture d'un panneau triangulaire temporaire type AK, de taille 1000 mm	pce	43,89
195	Fourniture d'un panneau rond temporaire type BK, de taille 650 mm	pce	24,67
196	Fourniture d'un panneau rond temporaire type BK, de taille 850 mm	pce	36,88
197	Fourniture d'un panneau rectangulaire temporaire type K8, de taille 1000 mm x 500 mm	pce	10,52
198	Fourniture d'un panneau rectangulaire temporaire type K8, de taille 1500 mm x 500 mm	pce	12,21
199	Fourniture d'un panneau type KD ou KC	m²	83,24
200	Fourniture d'un panneau stationnement gênant en polypropylène PVC à structure alvéolaire de taille 400 x 800 mm	pce	4,93
201	Conception et fourniture d'un panneau sur mesure en polypropylène PVC à structure alvéolaire	m²	56,75
MISE EN ŒUVRE			
SIGNALISATION HORIZONTALE			
202	Fourniture et mise en œuvre de peinture routière rétroréfléchissante solvantée	m²	7,34
203	Fourniture et mise en œuvre de peinture routière rétroréfléchissante à l'eau	m²	5,32
204	Fourniture et mise en œuvre de marquage spécifique polychrome en peinture bi-composant	m²	7,47
205	Fourniture et mise en œuvre de résine à chaud rétroréfléchissante pour une quantité de 0 à 500 m²	m²	11,69
206	Fourniture et mise en œuvre de résine à chaud rétroréfléchissante pour une quantité à partir de 500 m²	m²	12,08
207	Fourniture et mise en œuvre de résine à froid rétroréfléchissante solvantée pour une quantité de 0 à 500 m²	m²	12,99
208	Fourniture et mise en œuvre de résine à froid rétroréfléchissante solvantée pour une quantité à partir de 500 m²	m²	11,69
209	Fourniture et mise en œuvre de résine à froid rétroréfléchissante à l'eau	m²	19,35
210	Fourniture et mise en œuvre de marquage spécifique polychrome en résine à froid	m²	24,80
211	Fourniture et mise en oeuvre de billes de verre rétroréfléchissantes seules par saupoudrage qualité hydrofugée	m²	1,10
212	Fourniture et mise en œuvre de résine à chaud rétroréfléchissante "goutelettes" VNTP (visibilité nocturne par temps de pluie, voies rapides)	m²	23,89
213	Fourniture et mise en œuvre d'enduit à froid gravilloné de granulométrie 1.25 / 2.5 mm	m²	25,45
214	Pose de bande péfabriquée de 50 à 250 mm de large	ml	2,47

215	Pose de bande préfabriquée de 500 mm de large	ml	3,31
216	Fourniture et mise en œuvre de marquage spécifique polychrome en bandes préfabriquées	m²	2,73
217	Pose de logo LIVRAISON - PAYANT - HANDICAPE - VELO - PIETON ou flèche longueur 1000 mm	pce	11,56
218	Pose de damier 500 x 500 mm ou de dent de requin	pce	4,03
219	Pose d'une lettre ou d'un chiffre BUS CTS - ZONE 30	pce	11,49
220	Pose d'une lettre ou d'un chiffre de 250 x 250 mm ou 500 x 500 mm ou 800 x 800 mm	ml	5,06
221	Pose d'une lettre ou d'un chiffre hauteur 2500 mm ou 4000 mm	pce	18,31
222	Pose de pastille ronde blanchede diamètre 500 ou 1500 mm	pce	15,84
223	Pose de flèche longueur 4000 ou 6000 mm	pce	14,54
224	Pose de bande podotactile de dimension 910 X 420 mm	pce	16,62
225	Pose de bande podotactile de dimension 607,5 x 420 mm	pce	12,47
226	Mise en oeuvre rail de guidage préfabriqué	ml	5,39
227	Mise en oeuvre pavés synthétiques	m²	10,65
228	Fourniture et pose de clous de chaussée en inox diamètre 100 mm	pce	9,03
229	Fourniture et pose de clous podotactiles en inox diamètre 25 mm	m²	90,12
230	Pose divers plots	pce	6,62
231	Mise en œuvre de prémarquage seul	ml	0,49
SIGNALISATION VERTICALE			
232	Pose poteau avec fourreau	pce	26,49
233	Pose poteau diamètre 60 mm dans massif	pce	45,45
234	Pose poteau diamètre 90 mm ou 114 mm dans massif	pce	41,03
235	Pose d'allonge d'une longueur de 200 mm à 800 mm sur poteau	pce	11,43
236	Pose panneau ou panonceau	pce	10,91
237	Pose panneau souple ou musoir ou balise autoredressable	pce	14,80
238	Pose butoir de stationnement	pce	17,08
239	Pose miroir routier	pce	20,39
DEPOSE			
SIGNALISATION HORIZONTALE			
240	Dépose d'un clou de chaussée ou d'un clou podotactile	pce	0,84
241	Dépose de rail de guidage	ml	0,84
242	Dépose de pavés synthétiques	m²	14,54
243	Effaçage de peinture y compris peinture bi-composants par rabottage	m²	12,60
244	Effaçage d'enduit par rabottage	m²	13,51
245	Effaçage de marquage par autre procédé agréé par le Maître d'Œuvre tels que grenaillage, sablage ou hydrogommage	m²	15,97
246	Arrachage de bande préfabriquée	m²	4,03
247	Dépose divers plot	pce	4,03
SIGNALISATION VERTICALE			
248	Dépose poteau tout diamètre avec ou sans panneaux dessus y compris réfection à l'identique du sol	pce	8,83
249	Dépose allonge	pce	10,52
250	Dépose panneau, panonceau ou miroir	pce	5,13
251	Dépose panneau souple ou musoir ou balises autoredressable ou butoir de stationnement	pce	9,35
RELEVES TERRAIN			
252	Relevés terrain sur la base d'un fond de plan fourni par le maître d'œuvre	ml	0,06
MAINTENANCE CORRECTIVE			

253	Redressage d'un poteau existant de diamètre quelconque	pce	11,82
254	Occultation de panneau	pce	1,62
255	Entretien, réglage et nettoyage courant	pce	2,92

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

256	Forfait déplacement d'une équipe spécialisée sur injonction du maître d'œuvre, dans un délai de 2 heures maximum 24H/24H 7j/7j , pour la réalisation des positions ci-dessus, y compris toutes sujetions	u	51,68
257	Equipe de 3 personnes pour intervention pendant heures de nuit entre 20h00 et 7h00	h	150,63
258	Equipe de 3 personnes pour intervention le week end ou jour férié	h	249,33
259	Fourniture et mise en œuvre de résine à froid gravillonnée de granulométrie 2,5/5mm	m²	57,19
260	Fourniture de pastille blanche rétroréfléchissante	pce	107,61
261	Fourniture de logo blanc Velo cargo rétroréfléchissant	pce	83,11
262	Fourniture de logo Zone de rencontre rétroréfléchissant	pce	293,29
263	Fourniture de logo blanc Aire piétonne rétroréfléchissant	pce	194,79
264	Pose de logo Velo cargo, zone de rencontre ou aire piétonne	pce	239,44
265	Fourniture de logo jaune Livraison rétroréfléchissant	pce	69,49
266	Fourniture de logo blanc rétroréfléchissant Taxi	pce	29,90
267	Fourniture de logo blanc rétroréfléchissant Autopartage	pce	101,91
268	Pose de logo Taxi, Autopartage	pce	54,35
269	Fourniture d'un collier aluminium pour fixation de panneau sur poteau	pce	8,74
270	Mise à disposition, pose, entretien et dépose d'un poteau acier galvanisé	ff	266,05
271	Détection à la bombe des hydrocarbures aromatiques polycycliques	ff	101,35

Date d’effet : 1er janvier 2017

REMPLACEMENT DE TELECOMMANDES, DE BADGES, DE CLES ET DE PIECES DETACHEES POUR BORNES DE CONTRÔLE D'ACCES

Service SIRAC

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Remplacement		
1. Télécommande	par télécommande	58,00 €
2. Télécommande pour malvoyant	par télécommande	42,00 €
3. Badge de proximité permanent ou temporaire pour l'accès aux zones piétonnes	par badge	23,50 €
4. Clé riverains pour l'accès aux bornes automatiques non dotées de badges	par clé	23,50 €
2. Pièces détachées pour les bornes de contrôle d'accès		
1. Vis fusibles	par vis	30,00 €
2. Sangle	par sangle	120,00 €
3. Tige guide modèle 1	par tige	175,00 €
4. Tige guide modèle 2	par tige	200,00 €
5. Vis capot	par vis	60,00 €

Service Voies Publiques

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
Remplacement		
1. Clé pour les bornes escamotables manuelles d'accès en zone piétonne	Par clé	23,50 €
2. Clé triangulaire pour les potelets amovibles d'accès en zone piétonne	Par clé	41,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2017

GRILLE TARIFAIRE DES PRESTATIONS LIEES AUX RESEAUX DE COMMUNICATION DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Etudes

Nature de la prestation	Tarif
Etude de faisabilité d'une liaison Génie Civil (1 journée ingénieur)	875€ HT la journée + 0.30€ HT par mètre linéaire de liaison
Etude d'une liaison fibre optique. Forfait pour un tronçon	1 500€ HT
Recensement/relevé des câbles et liquidation des linéaires facturés	15€ HT par mètre linéaire

Location de Fourreaux ou de Fibres

Tranche linéaire par mètre d'artère (*)	Pour la mise à disposition de fourreaux			Pour la mise à disposition de paires optiques	
	Communes membres de l'Eurométropole	Réseaux privés indépendants Tarif HT	Opérateurs de communication Tarif HT	Communes membres de l'Eurométropole	Réseaux privés indépendants Tarif HT
Tranche de 0 ml à 1000 ml	Gratuité	1 000€	4 000€	Gratuité	1 000€
Pour toute tranche de linéaire supplémentaire excédant les 1000 ml et inférieur à 5000 ml (en sus)	Gratuité	4 000€	16 000€	Gratuité	4 000€
Pour toute tranche de linéaire supplémentaire excédant les 5000 ml et inférieur à 10 000 ml (en sus)	Gratuité	5 000€	15 000€	Gratuité	5 000€
Par tranche de 10 000 ml supplémentaire (en sus)	Gratuité	5 000€	15 000€	Gratuité	2 500€

(*) Une artère correspond à 1 ou plusieurs câbles du même opérateur dans un même fourreau.

Si un opérateur occupe plusieurs fourreaux distincts, il s'agira au cas d'espèce de plusieurs artères.

Date d'effet : 1er janvier 2017

FOURRIERE ANIMALE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Nature de la prestation	Tarification

1. Prise en charge de base

Récupération et conduite des animaux en fourrière	22,20 €
Recherche du propriétaire	12,10 €
Inspection sanitaire et vaccination si nécessaire	22,20 €
Frais de garde le 1er jour	12,10 €
Frais de garde du 2ème au 8ème jour	76,00 €
Frais de dossier	7,10 €
TOTAL	151,70 €

2. Prise en charge élargie

Frais de garde après le 8ème jour, par jour supplémentaire	30,30 €
Pose d'un procédé d'identification (puce si nécessaire)	55,60 €

Frais annexes complémentaires relevant de la prise en charge élargie :

Stérilisation	91,00 €
Euthanasie	45,50 €
Equarrissage	10,10 €

Si l'animal nécessite des soins vétérinaires particuliers, ces frais seront à la charge du propriétaire

Date d'effet : 1er janvier 2017

FOURRIERE AUTOMOBILE EUROMETROPOLITAINE

§ *Tarifs d'enlèvement TTC des véhicules y compris les véhicules brûlés ou volés*

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Frais d'enlèvement		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	274,40 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	213,40 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	122,00 €
4. Voitures particulières	par véhicule	116,81 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	45,70 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	45,70 €
2. Frais de garde journalière		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	9,20 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	9,20 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	9,20 €
4. Voitures particulières	par véhicule	6,19 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	3,00 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	3,00 €
3. Frais d'opérations préalables		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	22,90 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	22,90 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	22,90 €
4. Voitures particulières	par véhicule	15,20 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	7,60 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	7,60 €

4. Immobilisation matérielle		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	7,60 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	7,60 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	7,60 €
4. Voitures particulières	par véhicule	7,60 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	7,60 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	7,60 €
5. Frais d'expertise		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	91,50 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	91,50 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	91,50 €
4. Voitures particulières	par véhicule	61,00 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	30,50 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	30,50 €
6. Forfait de destruction avec recyclage		
Maximum	par véhicule, par cycle	116,81 €

§ *Tarifs d'enlèvement TTC des véhicules y compris les véhicules brûlés ou volés / brûlés identifiables sans contrat d'assistance remorquage par l'assurance*

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
Forfait d'enlèvement et destruction avec recyclage		
Maximum	par véhicule, par cycle	116,81 €

Date d'effet : 1er janvier 2017

PISCINES de l'EUROMETROPOLE

Les tarifs des piscines de l'Eurométropole de Strasbourg sont fixés comme suit :

A. - DROIT D'ENTREE AUX PISCINES

1. Tarif plein :
- Adultes

1 entrée	4,60 €
Forfait annuel 10 entrées	31,50 €
Abonnement annuel	170,00 €

2. Tarif réduit (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :

- les enfants et adolescents (de 4 ans à 17 ans inclus),
- les étudiants jusqu'à 25 ans inclus
- les bénéficiaires du RSA
- les personnes dont le quotient familial est compris entre 1 et 800 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial
- les personnes prises en charge par les CADA (Centre d'Accueil de Demandeur d'Asile)
- les bénéficiaires de l'ASS
- les bénéficiaires de la carte Evasion
- les titulaires de la carte d'invalidité
- les titulaires de la carte d'invalide de guerre
- les personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, des communes de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Haute école des arts du Rhin ainsi que leurs conjoints et les retraités sur présentation d'une pièce justificative. Les agents et les retraités doivent présenter leur carte professionnelle. Les conjoints, s'ils n'accompagnent pas l'agent, doivent présenter une photocopie de la carte de l'agent et une preuve de leur situation matrimoniale (livret de famille etc.).

1 entrée	2,60 €
Forfait annuel 10 entrées (une seule vente par personne par passage en caisse)	18,00 €
Abonnement annuel	95,00 €

- les personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, dont le quotient familial est égal à 0 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial

1 entrée	1,00 €

- enfant jusqu'à trois ans inclus	1,00 €

3. Gratuité d'entrée à l'unité (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité si la carte le mentionne
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité de guerre si la carte le mentionne

4. Billetterie pré-vendue aux comités d'entreprise (C.E) et amicales du personnel des collectivités publiques pour 5 entrées adulte valable 15 mois à compter de la date d'achat du comité d'entreprise :
15,00 €

Pour les membres des comités d'entreprise ou amicales, sur présentation d'une carte de membre en cours de validité avec photo, sous réserve de la signature d'une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et le comité d'entreprise ou l'amicale :

Abonnement annuel adulte	128,00 €

5. Droits d'entrée sur réservation

5.1 Structure médico-sociale et groupement ou mairie spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par enfant 1,20 €
- accompagnateurs gratuit

5.2 Structure médico-sociale et groupement ou mairie spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social en dehors du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg
- par enfant 2,10 €
- accompagnateurs gratuit

5.3 Structure médico-sociale d'accueil d'adultes
- par adulte 2,10 €
- accompagnateur gratuit

5.4 Structure ou groupement spécialisé dans la prise en charge du handicap et de l'aide sociale à l'enfance
- par personne 1,20 €
- accompagnateurs gratuit

B. – ACTIVITES ET COURS

1. Activités collectives encadrées (Aquagym, Aquaphobie, Aquazen, etc.), en sus du billet d'entrée

1 séance	4,00 €
10 séances (valable 1 an à compter de la date d'achat)	30,00 €
1 cycle 6 séances	23,00 €

2. Activités Bébé nageur – en sus du billet d'entrée pour l'enfant

1 séance	4,00 €
10 séances (valable 1 an à compter de la date d'achat)	30,00 €

3. Activités Aquabike et aquatraining encadrées

1 Séance (en sus du billet d'entrée)	10,00 €
1 cycle de 6 séances (y compris le droit d'entrée)	61,00 €
Location 30 minutes aquabike sans encadrement (en sus du billet d'entrée)	5,00 €

4. Animations aquamove encadrées

1 Séance (en sus du droit d'entrée)	6,00 €
1 cycle de 6 séances (y compris le droit d'entrée à la piscine)	43,00 €

5. Cours collectif de natation pour les enfants y compris le droit d'entrée

5.1. Plein tarif

1 cycle (mi-septembre à mi-février et de mi-février à fin juin)	62,00 €
Stage petites vacances scolaires 2 semaines	52,00 €
Stage été 2 semaines	20,00 €

5.2. Tarif réduit

Pour les enfants mentionnés sur l'attestation de quotient familial des personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont le quotient familial est compris entre 1 € et 800 €

1 cycle (mi-septembre à mi-février et de mi-février à fin juin)	31,00 €
Stage petites vacances scolaires 2 semaines	26,00 €
Stage été 2 semaines	15,00 €

5.3. Tarif QF égal à 0

Pour les enfants mentionnés sur l'attestation de quotient familial des personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont le quotient familial est égal à 0 :

1 cycle (mi-septembre à mi-février et de mi-février à fin juin)	15,00 €
Stage petites vacances scolaires 2 semaines	10,00 €
Stage été 2 semaines	5,00 €

6. Cours collectif de natation Adulte (y compris billet d'entrée)

1 cycle	80,00 €

C – DROITS PAYABLES PAR LES MAITRES NAGEURS SAUVETEURS

1. Droit payable par les titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de natation privées y compris le droit d'entrée

trimestre administratif	200,00 €
pour une année civile	470,00 €

2. Droit payable par les titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises, donnant des leçons de natation privées et disposant d'un abonnement annuel en cours

trimestre administratif	132,00 €

3. Droit payable par les agents permanents de l'Eurométropole de Strasbourg et des communes de l'Eurométropole de Strasbourg titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de natation privées

trimestre administratif	66,00 €
pour une année civile	155,00 €

Le forfait est valable à compter de la réception du dossier administratif complet et du paiement de la redevance**.** Il ne comprend pas le droit d'entrée aux piscines.

Les Maîtres-nageurs Sauveteurs agents non permanents de l'Eurométropole de Strasbourg peuvent bénéficier du tarif réduit, sur présentation d'un justificatif, à condition que la durée de leur contrat de travail ne soit pas inférieure à la durée de validité de la redevance.

D - LOCATION DES EQUIPEMENTS AQUATIQUES

Mise à disposition dans le cadre de la natation scolaire et universitaire et de la politique des communes de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de « Sport santé » (ces tarifs sont applicables pour l'année scolaire 2017-2018) sauf pour les universités, grandes écoles, ENA, FFSU et SUAPS qui sont applicables au 1er janvier 2017

L'occupation des bassins est gratuite pour les écoles maternelles et primaires de l'Eurométropole de Strasbourg

1.1. Pour une ligne d'eau de 25 mètres et par séance (d'1h30 maximum) et par heure pour Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg	14,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg	14,00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg	28,00 €
- Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS	14,00 €

1.2. Pour une ligne d'eau de 50 mètres et par séance (d'1h30 maximum) et par heure pour Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 28,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg 28,00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 56,00 €
- Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 28,00 €

1.3 Pour les bassins suivants et par séance d'1h30 maximum pour les établissements scolaires et par heure pour Universités, grandes écoles, ENA FFSU, SUAPS, les tarifs sont divisibles par 2, 3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé :

1.3.1. Locations d'espaces aquatiques divisibles

- Bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la Kibitzenau 57,00 €
- Fosse à plongeon 63,00 €

1.3.2. Locations d'espaces aquatiques non divisibles

- Tank à ramer 8,00 €
- Bassin d'apprentissage de Lingolsheim et de Hautepierre 28,00 €

1.4. Location d'espaces non aquatiques

- Salle de réunion 20,00 €
- Hall des pas perdus CNS – Kibitzenau (tarif divisible par 2,3 ou 4) 30,00 €
- Hall d'entrée 80,00 €
- Salle de musculation 15,00 €
- Dojo 15,00 €
- Terrains extérieurs (par classe) 10,00 €

2. Tarifs horaires applicables pour la saison sportive à compter de septembre 2017 (sans mise à disposition de personnel) pour les personnes morales

2.1. Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 15,50 €
- location d'une ligne d'eau 50 m 31,00 €

2.2. Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la Kibitzenau 56,00 €
- bassin d'apprentissage de Lingolsheim et de Hautepierre 31,00 €
- fosse à plongeon 62,00 €

2.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- piscine ABRAPA 20,00 €
- tank à ramer 8,00 €

2.4. Location d'espaces non aquatiques

- Salle de réunion 20,00 €
- Hall des pas perdus CNS – Kibitzenau (tarif divisible par 2,3 ou 4) 30,00 €
- Hall d'entrée 80,00 €
- Dojo 15,00 €
- Terrains extérieurs (par tranche de 20 personnes) 10,00 €
- Salle de musculation 15,00 € (Remise de 3 heures gratuites pour 8 heures de réservation hebdomadaire minimum)

3. Gratuité pour la location des lignes d'eau et des bassins spécifiques :

3.1**.** Associations sportives ayant leur siège social situé sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, affiliées à la Fédération Française de Natation et Fédération Française de Triathlon, pour leurs compétitions officielles

3.2. les organismes d'Etat (notamment les C.R.S., la Police, la Gendarmerie, les Douanes, les Pompiers, les Militaires) pour les compétitions officielles, sessions d'examens

3.3. le Ministère des Sports – CREPS pour les examens de CAEP MNS, BPJEPS, DEJEPS, BNSSA et recyclage BNSSA

4. Location de la piscine du Wacken

Tarif de location horaire pour l'équipement complet pour les personnes morales auquel peut s'ajouter d'autres frais selon conventionnement

- Soirée à partir de 20h00	5 000,00 €
- Journée	10 000,00 €

E - MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Le coût horaire est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines (sauf convention particulière).

F - DROIT D'ENTREE AUX BAINS ET DOUCHES

1. 1 entrée	1,50 €

2. Accès gratuit :
- les enfants jusqu'à 5 ans inclus (hors groupes)
- les titulaires de la carte d'invalidité et leur accompagnateur si la carte le mentionne
- les titulaires de la carte Evasion
- les titulaires de la carte d'invalide de guerre
- les personnes dont le quotient familial est égal à 0 € et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial

G – DIVERS

1. Badges et bracelets

- Indemnisation pour perte d'un bracelet de contrôle	3,50 €
- Indemnisation pour perte d'un badge d'accès	1,10 €

2. Pour la piscine du Wacken :

Location de cabine individuelle durant la saison estivale (du 1er mai au 15 septembre)

- Location d'une cabine individuelle pour une semaine pendant la saison d'été	15,00 €
- Location d'une cabine individuelle pour deux semaines pendant la saison d'été	25,00 €
- Location d'une cabine individuelle pour un mois pendant la saison :	45,00 €
- Location d'une cabine individuelle pour la saison :	130,00 €

3. Location
pour une demi-journée allant jusqu'à 13h00 pour le matin et de 14h00 à la fermeture pour l'après-midi

- Location d'un transat pendant la saison estivale	5,00 €
- Location d'un parasol	5,00 €

4. Indemnisation pour perte des transpondeurs des clés électroniques 50,00 €

5. Tarif séance événementielle 5,00 €
Tarif unique applicable à tous y compris aux abonnés et aux détenteurs des forfaits annuels, aucune gratuité ni aucun tarif réduit n'est possible sur cette prestation

6. Remise de clé

Remise d'une clé par créneau attribué	Gratuit
Indemnisation pour perte d'une clé	19,00 €

7. Délivrance d'un certificat d'aisance aquatique (en cas de dispositions spécifiques et d'aménagements matériels) 1,00 €

H – CONDITIONS GENERALES

1. l'Eurométropole de Strasbourg se donne le droit de fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour des cas particuliers.

2. L'ensemble des réductions visées au présent arrêté ne sont pas cumulables et les réductions accordées au titre de situations particulières ne peuvent être cumulées. Les justificatifs de réduction seront demandés à la caisse lors de la vente et pourront être demandés lors de chaque entrée à la piscine quelle que soit la prestation, le client devra alors être en mesure de fournir la preuve de l'autorisation de la réduction.
Les justificatifs sur téléphone seront acceptés uniquement sur présentation du site Internet de la CAF ; aucune photographie présentée via son téléphone ne sera acceptée.
L'abonnement annuel est nominatif et ne peut être cédé à une autre personne. Toute utilisation frauduleuse d'un badge ou d'une réduction est passible d'exclusion.

3. En cas d'évacuation d'un établissement ou de fermeture d'un bassin justifiées par un motif sanitaire ou de sécurité (autre que hygiène), en cours de séance ouverte au public, les usagers ne bénéficieront d'aucune indemnité.

En cas d'évacuation des bassins pour raisons d'hygiène, l'usager pourra bénéficier d'une entrée s'il peut justifier de sa présence d'une durée de moins d'une heure.

4. En cas de défaillance du système informatique ne permettant plus le décompte des entrées sur les badges, le tarif réduit de 1,80 € pour l'accès à la piscine. Les abonnés annuels sur présentation de leur carte d'abonnement et les bénéficiaires de la gratuité sur présentation de leur justificatif pourront accéder gratuitement à la piscine.

5. Toute réservation sera facturée si elle n'est pas dénoncée par écrit au moins **7** jours avant la date prévue (sauf cas de force majeure à justifier).

6. Les ventes se font en une seule fois, le paiement par échelonnement n'est pas autorisé. Les encaissements peuvent se faire en espèces, chèques, carte de paiement et coupons-sports. Aucun remboursement n'est possible pour les coupons-sports, une convention avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances définie les modalités de paiement.

7. Conditions de remboursement
Toute vente est définitive et aucune présentation d'un justificatif postérieur à la vente n'autorise à un quelconque remboursement même partiel.
Les prestations vendues ne donnent pas droit à un quelconque remboursement y compris en cas de contre-indication et d'impossibilité définitive à la pratique de la natation.
Toute erreur de la part d'un agent de caisse ouvre droit à un remboursement de la somme indûment payée, sur présentation du ticket de caisse et de la preuve de paiement.

8. Conditions de prolongation des abonnements annuels
L'usager titulaire d'un abonnement annuel pourra demander par courrier au Service Piscines, Patinoire et Plans d'eau la prolongation de son abonnement selon les conditions suivantes :

- sur présentation d'un certificat médical justifiant d'une contre-indication à la pratique de la natation

- la durée de prolongation sera égale à la durée de contre-indication

9. Echéance et droits des tickets vendus avant le 31 décembre 2012 et échangeables jusqu'au 31 août 2013
Les tickets d'entrées piscines et saunas et bains romains vendus sur format papier avant le 31 décembre 2012 et échangeables jusqu'au 31 août 2013 ne sont plus échangeables ni remboursables et ne donnent aucun droit d'entrée à l'usager.

Les comités d'entreprises ne peuvent prétendre à un quelconque remboursement des achats de billetterie effectués.

10. Gratuité pour les usagers en fauteuil roulant pour l'accès au Centre Nautique de Schiltigheim

11. Les tarifs sont applicables à compter du 1er janvier 2017, **sauf D**– location des équipements aquatiques qui sont applicables à partir du 1er septembre 2017. Avant cette date, ce sont les tarifs 2016 qui s'appliquent.

PATINOIRE

Les tarifs de la patinoire de l'Eurométropole de Strasbourg sont fixés comme suit et sont applicables à compter du 1er janvier 2017 :

A. – DROIT D'ENTREE A LA PATINOIRE HORS LOCATION DE PATINS

1. Tarif plein

1 entrée	5,50 €
Forfait annuel 10 entrées	44,00 €

2. Tarif réduit (sur présentation d'un justificatif en cours de validité)

- les enfants et adolescents (de 4 ans à 17 ans inclus),
- les étudiants jusqu'à 25 ans inclus
- les bénéficiaires du RSA
- les personnes prises en charge par les CADA (Centre d'Accueil de Demandeur d'Asile)
- les bénéficiaires de l'ASS
- les bénéficiaires de la carte Evasion
- les titulaires de la carte d'invalidité
- les titulaires de la carte d'invalide de guerre
- les personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, des communes de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Haute école des arts du Rhin ainsi que leurs conjoints et les retraités sur présentation d'une pièce justificative. Les agents et les retraités doivent présenter leur carte professionnelle. Les conjoints, s'ils n'accompagnent pas l'agent, doivent présenter une photocopie de la carte de l'agent et une preuve de leur situation matrimoniale (livret de famille etc.).

1 entrée	4,10 €
Forfait annuel 10 entrées (une seule vente par personne par passage en caisse)	35,00 €

- les personnes dont le quotient familial est compris entre 1 et 800 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial,

Forfait annuel 10 entrées (une seule vente par personne par passage en caisse)	35,00 €

- les personnes dont le quotient familial est égal à 0 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial

1 entrée	1,00 €

3. Enfant jusqu'à trois ans inclus

1 entrée	1,00 €

4. Accompagnateur adulte d'un enfant de moins de 8 ans et accompagnateur anniversaire

2,60 €

5. Gratuité d'entrée à l'unité (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité si la carte le mentionne
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité de guerre si la carte le mentionne

6. Billetterie pré-vendue aux comités d'entreprise (C.E) et amicales du personnel des collectivités publiques pour 5 entrées (sans location de patins) valable 15 mois à compter de la date d'achat du comité d'entreprise :

22,00 €

7. Droits d'entrée sur réservation (sans location de patin)

7.1 Structures médico-sociales et groupements ou mairies spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par enfant	2,00 €
- accompagnateurs	gratuit

7.2 Structures médico-sociales et groupements ou mairies spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social en dehors du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par enfant	3,00 €
- accompagnateurs	gratuit

7.3 Structures médico-sociales d'accueil d'adultes

- par adulte	3,00 €
- accompagnateur	gratuit

7.4 Structures ou groupements spécialisés dans la prise en charge du handicap et de l'aide sociale à l'enfance

- par personne	2,00 €
- accompagnateurs	gratuit

B. – ACTIVITES ET COURS

1. Activités collectives encadrées (entrée + location des patins incluses)

Anniversaire par enfant sur réservation pour un groupe de minimum 8 enfants	12,00 €
Prestations festives	12,00 €

2. Ecole de glace (entrée + location des patins incluses)

1 cycle de 12 séances	72,00 €
Stage vacances scolaires	72,00 €

C. - LOCATION DE PATINS

- 1 location de patins	2,70 €
- Forfait 10 locations de patins valable 1 an à compter de la date d'achat	21,00 €
- Affûtage de patins	5,00 €

D. - DROITS PAYABLES PAR LES TITULAIRES D'UN DIPLOME D'ENSEIGNEMENT DU PATINAGE ET DU HOCKEY SUR GLACE

Droit payable par les titulaires d'un diplôme de BEES ou BPJEPS dans domaine de l'enseignement du patinage sur glace (artistique, danse, vitesse) et du Hockey sur glace, ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de patinage ou de hockey privées

- par trimestre administratif	200,00 €
- par année civile	470,00 €

E. - LOCATION DES SURFACES DE GLACE DE LA PATINOIRE

Mise à disposition des pistes ludiques et olympiques dans le cadre de la pratique sportive scolaire et universitaire, ces tarifs sont applicables pour l'année scolaire 2017-2018, sauf pour les universités, grandes écoles, ENA, FFSU et SUAPS qui sont applicables au 1er janvier 2017. Les locations de patins sont incluses.

L'occupation de la piste ludique et olympique est gratuite pour les écoles maternelles et primaires de l'Eurométropole de Strasbourg

1.1. Pour le quart de la piste olympique, par séance d'1h30 maximum à partir du passage en caisse et par heure pour Universités, Grandes Ecoles, ENA, FFSU et SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg	40,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg	40,00 €
- Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS	40,00 €

- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 80,00 €

1.2. Pour la moitié de la piste ludique, par séance d'1h30 maximum à partir du passage en caisse et par heure pour Universités, Grandes Ecoles, ENA, FFSU et SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 40,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg 40,00 €
- Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 40,00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 80,00 €

2. Location des espaces pour les personnes morales, tarifs horaires applicables pour la saison sportive à compter de septembre 2017 (sans mise à disposition de personnel)

2.1. Pour les clubs sportifs résidents, tarifs applicables pour toute heure supplémentaire en dehors de leur convention de mise à disposition de la patinoire

Les tarifs sont divisibles par 2, 3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé :
- piste olympique 320,00 €
- piste ludique 240,00 €

2.2. Pour les clubs non résidents, tarifs horaires applicables (hors location de patin)

Les tarifs sont divisibles par 2, 3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé :
- piste olympique 320,00 €
- piste ludique 240,00 €

F. - LOCATION HORAIRE DES ESPACES HORS GLACE DE LA PATINOIRE et PRESTATIONS DIVERSES pour les personnes morales

- Salle polyvalente 60,00 €
- Salle VIP 50,00 €
- Cafétéria 60,00 €
- Vestiaire dédié au public sans la banque à patin 50,00 €
- Vestiaire groupe 20,00 €
- Salle de musculation 15,00 €
- Surfaçage (y compris le personnel) 70,00 €
- Mise à disposition de personnel selon BPU de chaque métier

G – DIVERS

1. Badges
- Indemnisation pour perte d'un badge d'accès 1,10 €

H – CONDITIONS GENERALES

1. l'Eurométropole de Strasbourg se donne le droit de fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour des cas particuliers.

2. L'ensemble des réductions visées au présent arrêté ne sont pas cumulables et les réductions accordées au titre de situations particulières ne peuvent être cumulées. Les justificatifs de réduction seront demandés à la caisse lors de la vente et pourront être demandés lors de chaque entrée à la patinoire quelque soit la prestation, le client devra alors être en mesure de fournir la preuve de l'autorisation de la réduction. Toute utilisation frauduleuse d'un badge ou d'une réduction est passible d'exclusion.

3. En cas de défaillance du système informatique ne permettant plus le décompte des entrées sur les badges, le tarif réduit de 3,30 € pour l'accès à la patinoire s'appliquera pour l'ensemble des usagers. Les bénéficiaires de la gratuité sur présentation de leur justificatif pourront accéder gratuitement à la patinoire.

4. En cas d'évacuation de l'établissement ou de fermeture d'une piste en cours de séance ouverte au public justifiée par un motif de sécurité, les usagers ne bénéficieront d'aucune indemnité. Néanmoins l'usager pourra bénéficier d'une entrée s'il peut justifier de sa présence d'une durée de moins d'une heure et d'une location patin sur présentation d'un justificatif.

5. Toute réservation sera facturée si elle n'est pas dénoncée par écrit au moins **7** jours avant la date prévue (sauf cas de force majeure à justifier).

6. Les ventes se font en une seule fois, le paiement par échelonnement n'est pas autorisé. Les encaissements peuvent se faire en espèces, chèques, carte de paiement et coupons-sports. Aucun remboursement n'est possible pour les coupons-sports, une convention avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances définit les modalités de paiement.

7. Conditions de remboursement
Toute vente est définitive et aucune présentation d'un justificatif postérieur à la vente n'autorise à un quelconque remboursement même partiel ou à un quelconque avoir.
Les prestations vendues ne donnent pas droit à un quelconque remboursement y compris en cas de contre-indication et d'impossibilité définitive à la pratique du patinage.
Toute erreur de la part d'un agent de caisse ouvre droit à un remboursement de la somme indûment payée, sur présentation du ticket de caisse et de la preuve de paiement.

8. Echéance et droits des tickets d'entrée vendus avant le 15 mai 2016

Les tickets d'entrées patinoire vendus sur format papier avant le 15 mai 2016 sont échangeables en caisse jusqu'au 30 juin 2017 contre un badge du nombre total de tickets d'entrée valable 1 an à compter de la date d'échange.

Les tickets d'entrées patinoire vendus par et aux comités d'entreprises avant le 15 mai 2016 sont échangeables en caisse jusqu'au 30 juin 2017 contre un badge annuel du nombre total de tickets d'entrée valable 1 an à compter de la date d'échange.

Les comités d'entreprises ne peuvent prétendre à un quelconque remboursement des achats de billetterie effectués.

Au-delà du 30 juin 2017 les tickets d'entrées vendus au format papier ne seront ni échangeables ni remboursables et ne donneront aucun droit d'entrée à la patinoire

9. Echéance et droits des tickets de location de patins patinoire vendus avant le 15 mai 2016

Les tickets de location de patins vendus sur format papier avant le 15 mai 2016 sont échangeables en caisse jusqu'au 30 juin 2017 contre une carte du nombre total de tickets de location de patins (jusqu'à 10 locations patins) valable 1 an à compter de la date d'échange.

Les tickets de location de patins vendus par et aux comités d'entreprises avant le 15 mai 2016 sont échangeables en caisse jusqu'au 30 juin 2017 contre une carte du nombre total de tickets de location de patins (jusqu'à 10 locations patins) valable 1 an à compter de la date d'échange.

Les comités d'entreprises ne peuvent prétendre à un quelconque remboursement des achats de billetterie effectués.

Au-delà du 30 juin 2017 les tickets de location de patins vendus au format papier ne seront ni échangeables ni remboursables et ne donneront aucun droit de location de patins

10. Les tarifs sont applicables à compter du 1er janvier 2017, **sauf E**– location des surfaces de glace de la patinoire qui sont applicables à partir du 1er septembre 2017. Avant cette date, ce sont les tarifs 2016 qui s'appliquent.

LOCATION DE MATERIEL ET ENGINS POUR LA MAINTENANCE D'AIRES DE JEUX SPORTIFS

Dans le cadre de son action intercommunale, l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre à disposition des différentes communes membres du ***matériel et des engins pour la maintenance d'aires de jeux sportifs*** *selon les tarifs fixés comme suit :*

1. Tarifs de la demi-journée (toute demi-journée entamée sera facturée dans son intégralité)

- Tracteur agricole 50 à 60 CV	30,60 €
- Sableuse autochargeuse traînée largeur 140/150	12,10 €
- Nettoyeur de gazon synthétique	58,20 €
- Nettoyeur de plage 1,50m	22,00 €
- Scarificateur	8,90 €
- Déplaqueuse 30cm	7,90 €
- Aérateur porté 1,50m	8,40 €
- Défeutreuse	39,40 €
- Regarnisseuse	39,40 €
- Décompacteur	33,70 €

2. Tarifs journaliers

- Tracteur agricole 50 à 60 CV	56,10 €
- Sableuse autochargeuse traînée largeur 140/150	24,50 €
- Nettoyeur de gazon synthétique	115,30 €
- Nettoyeur de plage 1,50m	43,90 €
- Scarificateur	17,90 €
- Déplaqueuse 30cm	16,90 €
- Aérateur porté 1,50m	16,90 €
- Défeutreuse	75,50 €
- Regarnisseuse	75,50 €
- Décompacteur	67,40 €

Le transport et la mise en route des engins ne sont pas compris dans les tarifs susvisés. Ils feront l'objet d'une facturation particulière basée sur un forfait de 58,20 € par livraison.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour tenir compte de situations ou de cas particuliers.

Date d'effet : 1er janvier 2017.

MISE A DISPOSITION DU STADE DE LA MEINAU ET DE SES ANNEXES

Le stade de la Meinau a pour objet d'accueillir, en sa qualité de locataire principale, le Racing Club de Strasbourg Alsace dans le cadre de l'organisation de ses rencontres disputées à domicile sur le terrain d'honneur et de ses entraînements sur les terrains annexes.

Une convention de mise à disposition spécifique est conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Racing Club de Strasbourg Alsace.

Le Stade de la Meinau a également pour vocation l'accueil de manifestations sportives, de spectacles sportifs de haut niveau voire de spectacles culturels et autres rencontres de grande envergure.

Les manifestations sportives de haut niveau sont celles mobilisant des moyens logistiques et financiers importants, relevant d'une Fédération délégataire ou d'une société événementielle organisant des spectacles sportifs et dont le cahier des charges prévoit un accueil minimum de 10 000 spectateurs.

Une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et les utilisateurs définira les équipements et les moyens mis à disposition.

Les tarifs de mise à disposition du stade de la Meinau et de ses annexes sont fixés comme suit :

A) Tarif concernant les associations sportives affiliées à une fédération sportive délégataire et agréées par le Ministère des Sports ayant leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- organisation de manifestations sportives, matches officiels ou amicaux de portée nationale ou internationale (y compris les séances d'entraînement) gratuit

B) Tarif concernant les Fédérations délégataires, Ligues Régionales, Comités Départementaux,

- organisation de manifestations sportives, matches officiels ou amicaux de portée nationale ou internationale (y compris les séances d'entraînement) gratuit

C) Tarifs concernant les autres organisateurs de spectacles sportifs (Sociétés, Associations sportives à but lucratif, associations sportives **agréées n'ayant pas leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg** …)

- par jour de manifestation 32 500,00 €
- pour la préparation- par demi-journée 8 200,00 €

D) Tarifs concernant les utilisations non sportives

- par jour de manifestation 55 000,00 €
- pour la préparation- par demi-journée 11 000,00 €

E) Forfaits journaliers pour les frais occasionnés par la mise à disposition des locaux

Les tarifs précités comprennent uniquement la mise à disposition du stade de la Meinau. Les frais techniques (sécurité incendie, permanence électrique le nettoyage), les frais de fonctionnement (les fluides), la remise en état de la pelouse, la mise à disposition de personnel ne sont pas compris dans les tarifs susvisés. Ils feront d'objet d'une facturation particulière basée sur les tarifs suivants :

- frais techniques	11 000,00 €
- frais de fonctionnement	1 100,00 €
- remise en état de la pelouse par mètre carré (surface totale : 7 500 m²)	33,00 €

Le coût horaire de la mise à disposition de personnel est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des ressources humaines.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra définir par convention, conclue avec les associations ou tous autres organismes, des redevances d'utilisation ou d'occupation autres que celles ci-dessus mentionnées, pour les situations non prévues au présent arrêté.

Date d'effet : 1er janvier 2017.

MISE A DISPOSITION DU RHENUS SPORT

Le Rhenus Sport a pour objet d'accueillir, en qualité d'utilisateur prioritaire, la SIG Strasbourg, club professionnel de basket-ball.

Le Rhenus Sport a également pour vocation l'accueil de manifestations sportives et de spectacles sportifs de haut niveau (avec convention de mise à disposition).

Les manifestations de haut niveau sont celles mobilisant des moyens logistiques et financiers importants, relevant d'une Fédération délégataire et dont le cahier des charges prévoit un accueil minimum de 2500 spectateurs.

A titre accessoire, des manifestations non sportives peuvent également y être tenues, sous réserve de disponibilité liée à l'occupation sportive.

1. Les tarifs de mise à disposition du Rhenus Sport sont fixés comme suit :

F) Tarif concernant les associations sportives affiliées à une fédération sportive délégataire et agréées par le Ministère des Sports ayant leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, les Fédérations délégataires, les Ligues Régionales, les Comités Départementaux,

- organisation de manifestations sportives, matches officiels ou amicaux de portée nationale ou internationale (y compris les séances d'entraînement) gratuit

G) Tarifs concernant les autres organisateurs de spectacles sportifs (Sociétés, Associations à but lucratif, associations sportives ayant leur siège en dehors du territoire de l'Eurométropole)

- par jour de manifestation	6 500,00 €
- pour la préparation- par demi-journée	1 700,00 €

H) Tarifs concernant les utilisations non sportives (équipement complet)

- par jour de manifestation	13 200,00 €
- pour la préparation- par demi-journée	3 270,00 €

I) Tarifs concernant les utilisations non sportives (plateau nu)

- par jour de manifestation	1 800,00 €
- pour la préparation- par demi-journée	250,00 €

2. Les tarifs relatifs aux frais induits par la mise à disposition du Rhenus Sport sont fixés comme suit :

Les tarifs précités comprennent uniquement la mise à disposition du Rhenus Sport.

A) Le Rhenus Sport étant un équipement sportif, mis à disposition avec un sol « parquet sportif », toute modification du sol sportif sera facturée :

- par opération de montage ou démontage	3 270,00 €

B) Les frais techniques (sécurité incendie, permanence électrique, permanence sanitaire, nettoyage), les frais de fonctionnement (les fluides) et le personnel mis à disposition ne sont pas compris dans les tarifs susvisés. Ils feront l'objet d'une facturation particulière basée sur les tarifs suivants :

- frais techniques (forfait journalier) 4 900,00 €
- frais de fonctionnement (forfait journalier) 530,00 €
- *le coût horaire de la mise à disposition de personnel est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines.*

3. Dispositions diverses

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve la possibilité de facturer les réservations du Rhenus Sport qui n'auront pas été dénoncées par écrit au moins 15 jours avant la date d'utilisation prévue (sauf cas de force majeure à justifier).

Les réservations pourront être annulées par l'Eurométropole de Strasbourg sans indemnité, en cas d'empêchement technique ou pour tout motif de sécurité et d'ordre public.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour tenir compte de situations ou de cas particuliers.

Date d'effet : 1er janvier 2017

AERODROME

I. REDEVANCES D'ABRI DES AERONEFS SUR L'AERODROME DU POLYGONE DE STRASBOURG-NEUHOF

Chapitre 1

Sur l'aérodrome du Polygone ouvert à la circulation aérienne publique, exploité par l'Eurométropole de Strasbourg en régie directe, les aéronefs garés dans un hangar d'abri commun appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg sont assujettis à une redevance d'abri dans les conditions fixées au présent arrêté.

Chapitre 2

Le montant de cette redevance, exprimé en fonction du poids maximal de l'aéronef au décollage porté à son certificat de navigabilité et par période de vingt-quatre heures, toute fraction de vingt-quatre heures étant comptée pour un jour, est fixé par jour comme suit :

aéronefs de tourisme et aéronefs privés d'un poids inférieur ou égal à 0,5 tonne : 1,30 €

aéronefs d'un poids supérieur à 0,5 tonne et inférieur ou égal à 1 tonne : 2,30 €

aéronefs d'un poids supérieur à 1 tonne et inférieur ou égal à 3 tonnes :

- pour la première tonne : 3,40 €
- par jour et par 500 kg supplémentaires, toute fraction de 500 kg étant comptée pour 500 kg : 1,30 €

Tout autre type d'aéronef est interdit sur ledit aérodrome.

Chapitre 3

Des abonnements mensuels pour l'abri d'un même aéronef peuvent être accordés.

aéronefs de tourisme et aéronefs privés d'un poids inférieur ou égal à 0,5 tonne : 24,00 €

aéronefs d'un poids supérieur à 0,5 tonne et inférieur ou égal à 1 tonne : 45,90 €

aéronefs d'un poids supérieur à 1 tonne et inférieur ou égal à 3 tonnes :

- pour la première tonne : 67,40 €
- par jour et par 500 kg supplémentaires, toute fraction de 500 kg étant comptée pour 500 kg : 24,00 €

Chapitre 4

Les aéroclubs agréés et les propriétaires d'aéronefs construits sous le régime de la construction amateurs peuvent, dans la limite des places disponibles, garer les aéronefs leur appartenant ou qui leur sont prêtés par l'Etat, dans les hangars d'abri commun après garage des aéronefs des autres usagers.
Dans ce cas, les montants de redevance d'abri fixé au paragraphe a) de l'Chapitre 2 ci-dessus sont identiques et ouvrent la possibilité de bénéficier des abonnements mensuels prévus au Chapitre 3.
Le bénéfice de ces abonnements ne donne pas pour autant aux bénéficiaires un droit d'usage exclusif et permanent du hangar d'abri commun pendant la durée de l'abonnement.

Chapitre 5

Toute réservation sera due et facturée si elle n'est pas dénoncée par écrit au moins 15 jours avant la date d'utilisation prévue (sauf cas de force majeure à justifier).
Les réservations pourront être annulées par l'Eurométropole de Strasbourg sans indemnité, en cas d'empêchement technique ou pour tout motif de sécurité et d'ordre public.

II. REDEVANCES DOMANIALES POUR OCCUPATION DE TERRAINS ET IMMEUBLES SUR L'AERODROME DU POLYGONE DE STRASBOURG-NEUHOF

Chapitre 6

Sur l'aérodrome du Polygone ouvert à la circulation aérienne publique, exploité en régie par l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des redevances domaniales dues pour occupation des parcelles de la zone des installations est fixé, sous réserve des dispositions des chapitres 7 et 8 ci-après,

- par an et par mètre carré de terrain nu : 2,80 €

Chapitre 7

Sur l'aérodrome du Polygone ouvert à la circulation aérienne publique, exploité en régie par l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des redevances domaniales dues pour occupation des surfaces couvertes et closes est fixé, sous réserve des dispositions des chapitres 7 et 8 ci-après, :
- Hangars pour avions, par an et mètre carré couvert : 13,10 €

- Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage d'ateliers, magasins, garages, par an et mètre carré couvert : 16,30 €

- Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage de bureaux, club-house, etc, par an et mètre carré couvert : 19,90 €

Chapitre 8

Pour les aéroclubs agréés et les associations affiliées à une fédération sportive et agréées par le Ministère de la Santé et des Sports, ayant leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

- Hangars pour avions, par an et mètre carré couvert : Gratuit

- Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage d'ateliers, magasins, garages, par an et mètre carré couvert : Gratuit

Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage de bureaux, club-house, etc., par an et mètre carré couvert : Gratuit

Chapitre 9

L'Eurométropole de Strasbourg pourra définir par convention conclue avec les associations, particuliers ou tous autres organismes, des redevances d'utilisation ou d'occupations autres que celles-ci-dessus mentionnées, pour les situations non prévues au présent arrêté.

Date d'effet : 1er janvier 2017.

COUTS HORAIRES DU PERSONNEL

Les prestations ou travaux effectués par des agents de l'Eurométropole pour le compte de tiers font l'objet de facturation au tiers sur la base d'un taux horaire fixé selon l'appartenance catégorielle de l'agent ayant effectué ces travaux ou prestations.

Coûts horaires :

Catégorie	Coût horaire
Catégorie A	42,18 €
Catégorie B	29,52 €
Catégorie C	24,81 €

Si le service facturant des prestations assurées pour le compte de tiers est assujetti à la TVA, ces montants doivent être majorés du taux de TVA en vigueur.

Date d'effet : 1er janvier 2017

PHOTOCOPIEUR ET PHOTOMATON AU PLATEAU ACCUEIL DU CENTRE ADMINISTRATIF

Photocopieur : 0,20 € / page

Cabine de photographie : 5,00 € la planche de 5 photos d'identité

Date d'effet : 1er janvier 2017

BADGE EXTERIEUR

Badge extérieur : 5,00 €

Date d’effet : 1er janvier 2017

TRAVAUX DE L'IMPRIMERIE:

Heure opérateur PAO	44,08 €
Heure numérisation	51,68 €
Impression traceur format A3	6,20 € l'unité
Réalisation d'un CD ROM à partir d'un fichier	2,65 € l'unité

Forfait calage presses offset
(comprenant : impression traceur, gravure plaques, calage presse)

Presse offset 4 couleurs – 4 poses	71,08 €
Presse offset 4 couleurs – 2 poses	49,30 €
Presse offset 1 couleur – 4 poses	32,92 €
Presse offset 1 couleur – 2 poses	22,00 €

Taux horaires presses offset

Presse offset 4 couleurs – 4 poses	70,14 €
Presse offset 4 couleurs – 2 poses	60,34 €

Taux horaires machines de finition

Massicot	46,67 €
Assembleuse	54,01 €
Thermorelieur	53,18 €
Plieuse	52,41 €
Platine Typo.	44,70 €

Fourniture de papier
Prix au mille feuilles, format 32 x 45 cm

- Couché mat ou brillant

90 à 100 g	27,35 €
115 à 130 g	31,12 €
150 à 170 g	40,69 €
200 à 250 g	70,76 €
300 g	97,49 €

- Couché brillant une face

275 g	194,59 €

- Offset blanc

80 à 100 g	22,42 €
110 à 120 g	28,64 €
140 à 170 g	38,85 €
250 à 300 g	70,74 €

- Offset recyclé

70 à 90 g	24,55 €
115 à 140 g	36,84 €
170 à 250 g	60,47 €

- Offset couleur

80 à 90 g	38,23 €
120 à 135 g	65,46 €

140 à 170 g	104,36 €
240 à 300 g	167,91 €

- Autocopiant

CB	34,47 €
CFB	40,11 €
CF	26,37 €

- Adhésif 163,85 €

TRAVAUX DE REPROGRAPHIE

Reprographie centrale

- Copie Noir/Blanc

L'unité en format A4	0,03 €

- Copie couleur

L'unité en format A4	0,14 €

- Reliure spirales

L'unité	4,00 €

- Tirage de plans

Plan ou affiche N&B le m²	4,70 €
Plan ou affiche couleur le m²	13,70 €

TRAVAUX DE RELIURE

- Coût horaire main d'œuvre 44,08 €

- Coût de matière première

Carton	11,71 € le m²
Verre	9,31 € le m²
Cuir	196,87 € le m²
Papier	6,86 € le m²
Film plastique	7,90 € le m²
Panneau mousse 10 mm	38,37 € le m²
Panneau mousse 5 mm	21,74 € le m²
Toile	8,75 € le m²
Baguette	9,24 € le m²

- Forfait fournitures diverses pour restauration registre d'état civil

L'unité	30,34 €

Date d'effet : 1er janvier 2017

PRESTATIONS DE VEHICULES ET D'ENGINS:

Les tarifs des **prestations de véhicules et d'engins** est fixé dans les conditions suivantes :

Type de véhicule ou engin	Charge utile	PTAC	Coût horaire	Coût au km
Berline (Saxo, Clio, Punto, C3…)			**2,72 €**	**0,24 €**
Fourgonnette (Express, Partner, Berlingo…)			**3,26 €**	**0,32 €**
Camionnette plateau bâche		< 3.5 t	**5,71 €**	**0,44 €**
Fourgon		< 3.5 t	**6,79 €**	**0,47 €**
Camion (Fourgon ou bâché)		> 3.5 t	**11,21 €**	**0,69 €**
Camion tribenne		≤ 19 t	**17,33 €**	**1,54 €**
Camion benne		26 t	**18,34 €**	**1,73 €**
Camion avec grue hydraulique		≥ 13 t	**21,39 €**	**2,05 €**
Camion nacelle hauteur < 17 m.		<13 t	**20,38 €**	**1,85 €**
Camion nacelle hauteur > 17 m.		13 t	**24,46 €**	**2,17 €**
Balayeuse de trottoirs		4,5 t	**19,36 €**	**2,85 €**
Balayeuse de Chaussés		<13 t	**25,47 €**	**2,65 €**
Laveuse de trottoirs		5 t	**17,33 €**	**2,16 €**
Laveuse de Chaussés		13 t	**22,42 €**	**2,84 €**
Camion benne à ordures 16 m3	7,6 t	19 t	**27,52 €**	**1,64 €**
Camion benne à ordures 20 m3	12,2 t	26 t	**30,57 €**	**1,88 €**
Camion benne (multibennes)	10,6 t	19 t	**16,71 €**	**1,43 €**
Camion benne (multiroll)	11,5 t	19 t	**18,95 €**	**1,56 €**
Camion benne (multiroll)	14 t	26 t	**20,99 €**	**1,70 €**
Véhicule Unimog	2,7 t	6,2 t	**14,27 €**	**2,39 €**
Véhicule Unimog avec débroussailleuse		6,2 t	**21,39 €**	**3,32 €**
Tracto-pelle (type JCB)		7,6 t	**30,10 €**	
Chargeur sur pneus 1,7 m3		13,3 t	**52,45 €**	
Chariot élévateur	2,5 t		**18,47 €**	

A partir de la prise en charge du matériel par l'emprunteur, seules les 7 premières heures par tranche de 24heures seront facturées.

Dans la colonne **Coût au km**, le terme **km** s'applique au parcours total, y compris les parcours à vide.

Le forfait horaire pour les chauffeurs et manutentionnaires est facturé au tarif de **49,19 € HT.**

Entretien et réparation des véhicules et engins :

Le forfait horaire pour l'entretien et la réparation des véhicules et engins est facturé au tarif de **62,41 € HT.**

Les samedis, dimanches et jours fériés, seuls les jours d'utilisations des matériels seront pris en compte pour la facturation. Les autres jours (hors samedis, dimanches et jours fériés) de mise à disposition des matériels seront systématiquement facturés.

Date d'effet : 1er janvier 2017.

LOCATION DE VELOS

Vélos à l'année à 65 €
La location du vélo à l'année aux tarifs ci-dessous permet le cumul avec la participation de l'employeur à l'abonnement transport en commun.
Les prix des **services de location de vélos** sont fixés TTC (taux normal) comme suit :

Abonnement annuel Vél'auto services : 65,00 €

L'abonnement annuel est établi de date à date sur 12 mois. Le paiement de la location est demandé en début de période annuelle. Toute période entamée est due. Un retour du vélo avant la date d'échéance ne donnera lieu à aucun remboursement, sauf si le locataire remplit les conditions pour demander la location du vélo à 1 € par mois. Dans ce cas le locataire bénéficiera du remboursement de l'abonnement versé au prorata de la durée restant jusqu'à l'échéance annuelle du contrat.

Vélos à 1 € par mois

La location du vélo à 1 € par mois exclut toute autre mesure d'accompagnement tel le covoiturage ou les transports en commun. Le montant annuel de la location sera de 12,00 €.

Vol d'un vélo

En cas de vol du vélo loué (article 1 ou article 2), un versement de 75,00 € sera demandé sur présentation du dépôt de plainte, si le locataire n'apporte pas la preuve qu'il a pris toutes les précautions pour éviter le vol. En l'absence de dépôt de plainte, le montant à payer sera de 300,00 €.

Date d'effet : 1er janvier 2017

TARIFS EAU POTABLE

Depuis le 1er janvier 2015, l'Eurométropole est autorité organisatrice du service public de l'eau potable sur l'ensemble de son territoire. Les tarifs de ventes d'eau (positions I) s'appliquent sur l'ensemble du territoire et ont vocation à converger progressivement selon la prospective suivante qui intègre une part fixe à 20 €, une part variable à 1 € par m3 et la redevance prélèvement AERM.

Cette prospective est indicative et ne tient pas compte de toute évolution réglementaire ou autres appelant à de nouveaux investissements, coûts de fonctionnement.

Prix global TTC du m3 d'eau (pour une consommation de 120m3)*

Unité de distribution	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Strasbourg Eurométropole (12 communes)	2,99 €	2,89 €	2,89 €	2,88 €	2,87 €	2,86 €
Strasbourg Sud	2,71 €	2,74 €	2,77 €	2,80 €	2,83 €	2,86 €
Strasbourg Nord	3,05 €	2,94 €	2,92 €	2,90 €	2,88 €	2,86 €
III Andlau	2,74 €	2,77 €	2,79 €	2,82 €	2,84 €	2,86 €
La Wantzenau	2,88 €	2,87 €	2,87 €	2,87 €	2,87 €	2,86 €

*Exemple pour la première tranche avec un compteur de diamètre 15 mm

Les tarifs de branchements et prestations (positions II et III) s'appliquent sur l'Unité de distribution Strasbourg Eurométropole (Communes de Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfisheim)

L’ensemble de nos tarifs HT supporte en sus la TVA au taux réduit ou normal en vigueur à la date de facturation (régime des débits)

Date d’effet : 1er janvier 2017.

N° de position	Nature des travaux	Unités	Tarifs H.T.
I	**VENTES D'EAU**		
I.1	**Unité de distribution Strasbourg Eurométropole (Communes de Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfisheim)**		
I.1.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.1.A.1	1 à 200 000 m3/an	m3	1,00 €
I.1.A.2	Au-delà de 200 000 m3/an	m3	0,95 €

I.1.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
I.1.B.1	15 mm	année	25,02 €
I.1.B.2	20 mm	année	25,02 €
I.1.B.3	25 mm	année	33,07 €
I.1.B.4	30 mm	année	33,07 €
I.1.B.5	40 mm	année	39,04 €
I.1.B.6	50 mm	année	47,86 €
I.1.B.7	60 mm	année	62,22 €
I.1.B.8	65 mm	année	62,22 €
I.1.B.9	80 mm	année	108,80 €
I.1.B.10	100 mm	année	163,05 €
I.1.B.11	150 mm	année	187,39 €
I.1.B.12	200 mm	année	231,20 €
I.1.B.13	50-15 mm	année	146,24 €
I.1.B.14	50-20 mm	année	152,62 €
I.1.B.15	60-15 mm	année	146,24 €
I.1.B.16	60-20 mm	année	152,62 €
I.1.B.17	80-20 mm	année	164,85 €
I.1.B.18	80-30 mm	année	178,67 €
I.1.B.19	100-20 mm	année	220,15 €
I.1.B.20	100-30 mm	année	223,87 €
I.1.B.21	100-40 mm	année	234,52 €
I.1.B.22	150-40 mm	année	246,73 €
I.2 : Unité de distribution Ill-Andlau (Communes d'Eschau, Fegersheim, Lipsheim, Plobsheim)			
I.2.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.2.A.1	de 1 à 2 000 m3/an	m3	0,92 €
I.2.A.2	de 2 001 à 12 000 m3/an	m3	0,74 €
I.2.A.3	plus de 12 000 m3/an	m3	0,44 €
I.2.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
I.2.B.1	20 mm	année	20,24 €
I.2.B.2	25 à 50mm	année	30,48 €
I.2.B.3	60 mm et plus	année	40,64 €
I.2.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,030 €

I.3 : Unité de distribution La Wantzenau (Commune de La Wantzenau)			
I.3.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**	m3	0,87 €
I.3.B	**Part fixe €/HT/an**	année	35,60 €
I.3.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,030 €
I.4 : Unité de distribution Strasbourg-Sud (Communes de Blaesheim, Entzheim , Geispolsheim , Holtzheim , Oberschaeffolsheim)			
I.4.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.4.A.1	de 1 à 200 m3/an	m3	0,82 €
I.4.A.2	de 201 à 6 000 m3/an	m3	0,79 €
I.4.A.3	de 6 001 à 24 000 m3/an	m3	0,74 €
I.4.A.4	plus de 24 000 m3/an	m3	0,60 €
I.4.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
I.4.B.1	Compteurs de 15 à 20 mm	année	30,49 €
I.4.B.2	Compteurs de 25 à 30 mm	année	67,03 €
I.4.B.3	Compteurs de 40 mm	année	100,58 €
I.4.B.4	Compteurs de 50 mm	année	225,01 €
I.4.B.5	Compteurs de 60 à 70 mm	année	329,82 €
I.4.B.6	Compteurs de 80 à 90 mm	année	399,52 €
I.4.B.7	Compteurs de 100 mm et plus	année	542,02 €
I.4.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,030 €
I.5 : Unité de distribution Strasbourg Nord (Communes d'Eckwersheim, Lampertheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Vendenheim)			
I.5.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.5.A.1	de 1 à 6 000 m^3 / ans	m3	1,06 €
I.5.A.2	+ de 6 001 m^3 / ans	m3	0,99 €
I.5.B	**Part fixe €/HT/an**	année	18,07 €
I.5.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,030 €
I.6 : Unité de distribution Châteaux (Communes d'Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim)			
I.6.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
	de 1 à 200 m3/an	m3	0,82 €
	de 201 à 6 000 m3/an	m3	0,79 €
	de 6 001 à 24 000 m3/an	m3	0,74 €

	plus de 24 000 m3/an	m3	0,60 €
I.6.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
	Compteurs de 15 à 20 mm	année	30,49 €
	Compteurs de 25 à 30 mm	année	73,93 €
	Compteurs de 40 mm	année	110,94 €
	Compteurs de 50 mm	année	248,19 €
	Compteurs de 60 à 70 mm	année	363,79 €
	Compteurs de 80 à 90 mm	année	440,67 €
	Compteurs de 100 mm et plus	année	597,85 €
I.6.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,030 €
I.7 : Unité de distribution Osthoffen (Commune d'Osthoffen)			
I.7.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
	de 1 à 3 000 m3/an	m3	1,06 €
	de 3 001 à 5 000 m3/an	m3	1,06 €
	plus de 5 000 m3/an	m3	0,87 €
I.7.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
	Compteurs de 15 à 20 mm	année	47,00 €
	Compteurs de 25 à 30 mm	année	140,00 €
	Compteurs de 40 mm	année	215,00 €
	Compteurs de 50 mm	année	605,00 €
	Compteurs de 60 à 70 mm	année	750,00 €
	Compteurs de 80 à 90 mm	année	890,00 €
	Compteurs de 100 mm et plus	année	1 230,00 €
I.7.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,030 €
II	**PRESTATIONS**		
II.1	**Tarifs des prestations réalisées en régie**		
II.1.1	Déplacement d'un agent spécialisé	h	38,11 €
II.1.2	Déplacement d'une équipe de 2 agents pour contrôle, ou réparation sans terrassement	h	66,82 €
II.1.3	Prélèvement et analyse bactériologique	u	72,50 €

II.1.4	Mise à disposition d'un camion grue avec chauffeur et opérateur supplémentaire	h	104,00 €
II.1.5	Mise à disposition d'un camion grue avec chauffeur	h	81,00 €
II.1.6	Mise à disposition d'une pelle type Mecalac avec chauffeur	h	100,44 €
II.1.7	Mise à disposition d'une équipe complète pour intervention d'urgence.	h	153,80 €
II.1.10	Mise à disposition d'une aspiratrice-excavatrice de chantier avec chauffeur pour exécution de fouilles, y compris transfert du camion, transport et élimination des déblais.	h	156,50 €
II.1.11	Mise à disposition d'une aspiratrice-excavatrice de chantier avec chauffeur et opérateur supplémentaire pour exécution de fouilles, y compris transfert du camion, transport et élimination des déblais.	h	179,50 €
II.1.12	Frais de traitement des résultats d'analyse de points d'eau.	forfait	8,90 €
II.1.13	Mesures de débit et de pression faites sur des appareils de lutte contre l'incendie	u	101,28 €
II.1.14	Difficulté de relève ou d'accès dans un regard	forfait	78,31 €
II.1.15	Contrôle des vérifications du compteur chez l'abonné (mise en place d'un compteur en série)	forfait	78,31 €
III	**BRANCHEMENTS**		
III.1	**Tarifs de participation du propriétaire aux frais d'étude et d'établissement d'un devis pour un branchement (valable pour l'année civile en cours):**		
III.1.1	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour branchements de diamètres 25 ou 30 mm.	forfait	93,77 €
III.1.2	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour branchements de diamètres 40 ou 50 mm.	forfait	107,16 €
III.1.3	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour branchements de diamètres supérieurs à 50mm.	forfait	180,75 €
III.1.4	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour pose d'un compteur ou d'un regard de comptage compact incongelable pour un branchement.	forfait	64,74 €
III.1.5	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour pose de compteurs dans le cas de demande d'individualisation en immeuble collectif par tranche de 10 compteurs	forfait	201,29 €

III.2	**Tarifs de participation du propriétaire aux travaux de réalisation d'un nouveau branchement particulier :**		
III.2.1	Travaux de réalisation d'un branchement d'eau potable sur voie publique (hors regard de comptage) de diamètre inférieur ou égal à 30 mm, y compris travaux réalisés à l'intérieur de la priorité privée dans une limite de 2 m. (uniquement applicable pour les branchements dont la partie publique n'excède pas 7 (sept) mètres linéaires sur la voie publique)	forfait	2 399,00 €
III.2.2	Fourniture et pose d'un regard de comptage compact incongelable avec mise en place du compteur	u	665,00 €
III.2.3	Fourniture et pose d'un regard de comptage compact incongelable avec mise en place de deux compteurs	u	975,00 €
III.3	**Tarifs de participation du propriétaire aux frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier (valable pour l'année civile en cours):**		
III.3.1	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour branchements de diamètres 25 ou 30 mm.	forfait	163,00 €
III.3.2	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour branchements de diamètres 40 ou 50 mm.	forfait	201,92 €
III.3.3	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour branchements de diamètres supérieurs à 50mm.	forfait	253,59 €
III.3.4	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour pose d'un compteur ou d'un regard de comptage compact incongelable sur un branchement.	forfait	83,89 €
III.3.5	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour pose de compteurs par tranche de 10 compteurs dans le cadre d'une individualisation en immeuble collectif	forfait	199,07 €
III.3.6	Frais de réception du regard compteur et de contrôle des installations privatives avant pose de compteur (par regard)	forfait	51,68 €
III.4	**Tarifs de participation du propriétaire pour remplacement de compteur sur branchement existant en cas de détérioration ou de gel :**		
III.4.1	Remplacement de compteur de diamètre 15 mm	u	188,94 €
III.4.2	Remplacement de compteur de diamètre 20 mm	u	211,29 €
III.4.3	Remplacement de compteur de diamètre 32 mm	u	313,65 €
III.4.4	Remplacement de compteur de diamètre 40 mm	u	532,12 €
III.4.5	Remplacement de compteur de diamètre 50 mm	u	648,63 €
III.4.6	Remplacement de compteur de diamètre 50 mm incendie	u	1 132,72 €
III.4.7	Remplacement de compteur de diamètre 65 mm	u	1 287,32 €

III.4.8	Remplacement de compteur de diamètre 65 mm incendie	u	1 293,98 €
III.4.9	Remplacement de compteur de diamètre 80 mm	u	1 637,67 €
III.4.10	Remplacement de compteur de diamètre 80 mm incendie	u	1 337,81 €
III.4.11	Remplacement de compteur de diamètre 100 mm	u	1 952,76 €
III.4.12	Remplacement de compteur de diamètre 100 mm incendie	u	1 530,73 €
III.4.13	Remplacement de compteur de diamètre 150 mm incendie	u	2 684,89 €
III.4.14	Remplacement de compteur de diamètre 200 mm incendie	u	5 974,69 €
III.5	**Tarifs de participation du propriétaire pour pose de compteur principal sur branchement existant, hors fourniture du compteur d'eau et du module de radio-relève :**		
III.5.1	Pose de compteur principal de diamètre 15 mm	u	114,53 €
III.5.2	Pose de compteur principal de diamètre 20 mm	u	130,22 €
III.5.3	Pose de compteur principal de diamètre 32 mm	u	154,83 €
III.5.4	Pose de compteur principal de diamètre 40 mm	u	295,56 €
III.5.5	Pose de compteur principal de diamètre 50 mm	u	357,65 €
III.5.6	Pose de compteur principal de diamètre 50 mm incendie	u	724,02 €
III.5.7	Pose de compteur principal de diamètre 65 mm	u	851,97 €
III.5.8	Pose de compteur principal de diamètre 65 mm incendie	u	851,97 €
III.5.9	Pose de compteur principal de diamètre 80 mm	u	840,26 €
III.5.10	Pose de compteur principal de diamètre 80 mm incendie	u	840,26 €
III.5.11	Pose de compteur principal de diamètre 100 mm	u	988,76 €
III.5.12	Pose de compteur principal de diamètre 100 mm incendie	u	988,76 €
III.5.13	Pose de compteur principal de diamètre 150 mm incendie	u	1 732,00 €
III.5.14	Pose de compteur principal de diamètre 200 mm incendie	u	4 871,87 €
III.6	**Tarifs de participation du propriétaire pour pose de compteur secondaire sur branchement existant, hors fourniture du compteur d'eau et du module de radio-relève :**		
III.6.1	Pose de compteur secondaire de diamètre 15 mm	u	143,53 €
III.6.2	Pose de compteur secondaire de diamètre 20 mm	u	159,22 €
III.6.3	Pose de compteur secondaire de diamètre 32 mm	u	197,58 €
III.6.4	Pose de compteur secondaire de diamètre 40 mm	u	368,54 €

III.6.5	Pose de compteur secondaire de diamètre 50 mm	u	447,14 €
III.6.6	Pose de compteur secondaire de diamètre 50 mm incendie	u	896,36 €
III.6.7	Pose de compteur secondaire de diamètre 65 mm	u	1 024,30 €
III.6.8	Pose de compteur secondaire de diamètre 65 mm incendie	u	1 024,30 €
III.6.9	Pose de compteur secondaire de diamètre 80 mm	u	1 012,59 €
III.6.10	Pose de compteur secondaire de diamètre 80 mm incendie	u	1 012,59 €
III.6.11	Pose de compteur secondaire de diamètre 100 mm	u	1 185,13 €
III.6.12	Pose de compteur secondaire de diamètre 100 mm incendie	u	1 185,13 €
III.6.13	Pose de compteur secondaire de diamètre 150 mm incendie	u	2 024,63 €
III.6.14	Pose de compteur secondaire de diamètre 200 mm incendie	u	5 290,28 €
III.8	**Tarifs de participation du propriétaire pour vérification des compteurs d'eau :**		
III.8.1	Vérification de compteur d'eau de diamètre 15 mm	u	187,60 €
III.8.2	Vérification de compteur d'eau de diamètre 20 mm	u	187,60 €
III.8.3	Vérification de compteur d'eau de diamètre 25 mm	u	206,48 €
III.8.4	Vérification de compteur d'eau de diamètre 30 mm	u	229,23 €
III.8.5	Vérification de compteur d'eau de diamètre 40 mm	u	238,11 €
III.8.6	Vérification de compteur d'eau de diamètre 50 mm	u	276,41 €
III.8.7	Vérification de compteur d'eau de diamètre 65 mm	u	361,89 €
III.8.8	Vérification de compteur d'eau de diamètre 80 mm	u	459,63 €
III.8.9	Vérification de compteur d'eau de diamètre 100 mm	u	466,29 €
III.8.10	Vérification de compteur d'eau de diamètre 150 mm	u	718,36 €
III.9	**Tarifs de location de prises d'eau occasionnelles ou temporaires :**		
III.9	*Les volumes relevés au compteur sont facturés sur la base des tarifs en vigueur.*		
III.9.1	Location journalière, par prise	jour	0,53 €
III.9.2	Dépôt de garantie, par prise, forfait (net de T.V.A)	forfait	265,00 €
III.9.3	Prise d’eau pour hydrant, en cas de perte ou de vol.	forfait	395,58 €
III.9.4	Clé de manœuvre pour hydrant, en cas de perte ou de vol.	forfait	82,60 €

III.9.5	Prise d’eau pour poteau d’incendie en cas de perte, de vol ou de détérioration.	forfait	295,36 €
III.9.6	Clé triquoise pour poteau d’incendie en cas de perte ou de vol ou de détérioration.	forfait	10,30 €
III.9.7	Clé pour poteau d’incendie en cas de perte , de vol ou de détérioration.	forfait	104,30 €
III.9.8	Forfait de location annuelle en cas de non présentation d’une prise d’eau.	forfait	220 jours
III.9.9	Forfait de consommation annuelle en cas de non présentation d’une prise d’eau.	forfait	440 m3
IV.1.1	**Vente carafe d'eau**	**u**	**6,66 €**

Lorsque les travaux ont pour objet le raccordement aux réseaux publics des locaux à usage d’habitation ou mixtes, affectés principalement à l’habitation et achevés depuis plus de deux ans, les présents tarifs subissent la TVA au taux réduit en vigueur à la date de facturation (régime des débits) sur production d’une attestation par le propriétaire. Dans les autres cas, la TVA s’applique au taux normal.

Tout branchement ou prise d’eau illicite entraînera la facturation d’un minimum de 6m3 par jour, pour une durée minimum de 10 jours. Pourront se rajouter, les frais de déplacement du personnel nécessaire et des frais de remise en état des appareils.

REDEVANCE ASSAINISSEMENT EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Chapitre 1
Tarif de la redevance EUROMETROPOLE DE STRASBOURG assainissement :

	H.T. Par m^3
Part collecte (réseaux) toutes communes sauf Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Osthoffen	0,50 €
Part traitement (épuration) Toutes communes sauf Blaesheim, Plobsheim, sauf Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Osthoffen	0,1520 € Pour mémoire : s'ajoute à cette redevance perçue par l'Eurométropole de Strasbourg une redevance épuration perçue par Valorhin, fixée par l'article 34 du traité d'affermage, et revalorisée aux 1er janvier et 1er juillet conformément à l'article 35 de ce même traité.
Part traitement (épuration) communes de Plobsheim et Blaesheim	Le montant de la redevance Eurométropole de Strasbourg est de 0,1520 € majorés d'un montant équivalent au montant TTC de la redevance Valorhin en valeurs aux 1er janvier et 1er juillet.
Redevance assainissement (réseaux et épuration) communes d'Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Osthoffen	La redevance comprend une part fixe et une part variable : - Part fixe : 33,00 euros par an - Part variable : 1,14 euros par m3
Redevance assainissement (réseaux et épuration) commune de Kolbsheim	La redevance comprend une part fixe et une part variable : - Part fixe : 23,10 euros par an - Part variable : 1,15 euros par m3

Lorsque les volumes déversés à l'égout sont issus d'un prélèvement dans la nappe au moyen d'un **pompage privé**, le redevable doit déclarer les volumes de l'année 2016 à l'Eurométropole de Strasbourg avant le 30/06/2017.
En l'absence de déclaration du redevable dans les délais requis, le service assainissement se réserve le droit de procéder à une évaluation forfaitaire des volumes rejetés, prenant notamment en compte les caractéristiques techniques des installations alimentées.

Lorsque les volumes déversés à l'égout sont issus d'un **déversement temporaire**, le redevable doit déclarer les volumes déversés à la fin effective du déversement et dans un délai de 15 jours maximum après la fin de cette opération.

En l'absence de déclaration du redevable dans les délais requis, le service assainissement se réserve le droit de procéder à une évaluation forfaitaire des volumes rejetés, prenant notamment en compte les caractéristiques techniques des installations alimentées.

Chapitre 2

En application de l'article R2224-19-6 du CGCT, l'assiette de facturation de la redevance assainissement des usagers non domestiques est corrigée pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement.

Ces coefficients de pollution, de rejet et de dégressivité sont fixés conformément aux indications portées aux tableaux ci-joints.

Ces coefficients seront appliqués à l'ensemble de la redevance assainissement. A titre indicatif, celle-ci est composée au 1er janvier 2017 des redevances Assainissement Eurométropole de Strasbourg (transport), Assainissement Eurométropole de Strasbourg (épuration), Assainissement Valorhin (exploitant de la station d'épuration) et Modernisation des réseaux (Agence de l'Eau)

Chapitre 3 : coefficients de pollution

Le tableau suivant détermine les établissements assujettis à un coefficient de pollution, ainsi que les coefficients à appliquer.

LIEU	DESIGNATION	CLIENT N°	COEF. POLL.
GEISPOLSHEIM	LECLERC	01898N	**1,10**
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	AUCHAN	218000800006 00	**1.71**
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	**1er REGIMENT DU GENIE**	218000720012 00	**1.15**
REICHSTETT	Charcuterie HERRMANN	389000255000 B0	**1.10**
SCHILTIGHEIM	ALSACIENNE DE RESTAURATION	447000950001 00	**1,81**
SCHILTIGHEIM	SCI DU LAC (EFFERVESCENCE)	447001020000 00	**1.21**
STRASBOURG	AUCHAN	482085710000 A0	**1,4**
STRASBOURG	CENTRE DE VALORISATION DE DECHETS VERTS	482076274000 00	2.83
STRASBOURG	EDITION DES DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE		1.14
STRASBOURG	Hôpitaux Universitaire de Strasbourg_POLE LOGISTIQUE	02569T	**1.34**
STRASBOURG	SCHROLL	482071430006 00	**1,32**

Etablissements conventionnés (pour mémoire, coefficients applicables dans l'hypothèse d'une facturation selon régime général en cas de résiliation de la convention de déversement) :

BISCHHEIM	CSM – BAKEMARK (convention)	043000485001 00	1.19
GEISPOLSHEIM	FRANCE CHOCOLAT (convention)	152000213000 P0	2.06
HOLTZHEIM	COPVIAL (convention)	212000085000 00	3.43
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	COLILLKIRCH(convention)	218001005000 00	1.18
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	KIRN PRODUCTION (convention)	218000425029 00	2.14
MUNDOLSHEIM	CORA (convention)	01377X	1.49
SCHILTIGHEIM	BRASSERIE HEINEKEN (convention)	447000720004 00	2.23
STRASBOURG	BIO-SPRINGER (convention)	482076635006 A0	1.67
STRASBOURG	ESCAL (convention)	482054965006 10	2.02
STRASBOURG	FALA (convention)	482076635002 A0	1.48
STRASBOURG	MONDELEZ (convention)	482062545012 00	1.03
STRASBOURG	MALTERIES D'ALSACE (convention)	482055835007 A0	1.77
STRASBOURG	MALTERIE STANDART (convention)	482078348011 00	1.98
STRASBOURG	SENSIENT (convention)	482076274005 00	2.35

Les déversements temporaires sont soumis à une autorisation de déversement temporaire.

En cas de déversement d'effluents non domestiques, le service assainissement pourra exiger la réalisation de prélèvements par le bénéficiaire afin de mesurer la charge polluante du rejet et de calculer le coefficient de pollution à appliquer sur la redevance.
Le coefficient de pollution déterminé au vu des caractéristiques du prélèvement, ne pourra être inférieur à 1.

En l'absence d'autorisation de déversement (temporaire ou permanent) ou de prélèvements ou de communication des résultats, un coefficient de pollution égal à 2 sera appliqué à la facturation des volumes rejetés.

Chapitre 4 : coefficients de rejet

- L'assiette de la redevance d'assainissement des exploitations agricoles justifiant d'une activité d'élevage et dont les bâtiments d'exploitation et d'habitation sont desservis par un branchement unique, est fixée à 70 % de leur consommation d'eau, du fait que l'eau utilisée à abreuver le bétail n'est pas rejetée à l'égout.

- L'assiette de la redevance d'assainissement des jardiniers, horticulteurs et pépiniéristes dont les bâtiments d'exploitation et d'habitation sont desservis par un branchement unique est fixée forfaitairement à 37 m^3 par an et par personne demeurant dans les locaux réservés à l'habitation, du fait que l'eau utilisée à arroser les végétaux n'est pas rejetée à l'égout.

- L'assiette de la redevance d'assainissement des établissements prélevant de l'eau à l'aide d'un puits privé est établie au vu d'une déclaration annuelle du redevable remise à l'Eurométropole de Strasbourg avant le 30 juin de l'année suivante.
Le redevable doit joindre à l'appui de cette déclaration tous justificatifs utiles, et notamment une copie de sa déclaration à l'Agence de l'Eau lorsqu'il est tenu à cette obligation vis-à-vis de cette dernière.
En l'absence de déclaration à cette date, l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'évaluer elle-même les volumes rejetés sur la base du double de la moyenne des volumes déclarés au cours des 3 années précédentes.

- L'assiette de la redevance d'assainissement des établissements conventionnés est établie sur la base des volumes rejetés mesurés.

- Les volumes prélevés dans le puits de dépollution de la nappe phréatique et non utilisés pour l'activité industrielle par l'établissement REVETEMENTS INDUSTRIELS, 3 route des Champs à Oberhausbergen, ou le gestionnaire du puits ne sont pas assujettis à la redevance assainissement.

- Un coefficient de rejet de 0,8 sera appliqué sur le volume d'eau de qualité nappe déversé avant application d'un coefficient de dégressivité si concerné en cas de rejet temporaire d'eau de qualité nappe dans les réseaux d'eaux usées.

- Un coefficient de rejet de 0,5 sera appliqué sur le volume déversé avant application d'un coefficient de dégressivité si concerné en cas de rejet temporaire d'eau de qualité nappe vers le milieu naturel en n'empruntant que des réseaux pluviaux.

Chapitre 5 : coefficients de dégressivité
Le tableau suivant détermine le barème de la dégressivité appliquée aux déversements non domestiques à l'égout supérieurs à 6000 m^3 par an.

Tranches	Coefficients Proposition
1 à 6 000 m^3/an	1,00
6 001 à 12 000 m^3/an	0,85
12 001 à 24 000 m^3/an	0,75
24 001 à au-delà:	0,75

Pour les établissements conventionnés, les assiettes sur lesquelles sont applicables les coefficients de dégressivité sont fixées par la convention liant l'établissement à l'Eurométropole de Strasbourg.
Pour les établissements conventionnés un coefficient de 0.9 sera appliqué sur le tarif de la part collecte de la redevance assainissement fixée au chapitre 1.

Chapitre 6

Pour tous les déversements non domestique ne relevant pas des coefficients de pollution prévus par chapitre **3,** et pour ceux ne bénéficiant pas des coefficients de rejet prévus par le chapitre **4,** le **coefficient 1** sera appliqué.

Chapitre 7

Un dégrèvement de 50 % de la part collecte de la redevance assainissement est accordé aux usagers raccordés à un réseau de collecte des eaux usées sous pression.
Ce dégrèvement n'est applicable qu'après instruction du dossier de raccordement par le Service de l'Assainissement, aux immeubles préexistants à la desserte par un réseau de collecte des eaux usées.

Chapitre 8

Les immeubles non raccordés raccordables sont soumis au paiement de la redevance qu'ils auraient du payer, majorée de 75 % (règlement de l'assainissement collectif, article 10, pris en application de l'article L 1331-8 du code de la santé publique)
Cette majoration s'applique également aux propriétaires d'immeubles dont les installations intérieures, après mise en demeure par le service assainissement et expiration du délai fixé par ce dernier, présentent des non conformités importantes à la réglementation ou au règlement d'assainissement, telles :

- Un branchement dont les effluents transitent par une fosse non mise hors service,
- Un branchement non autorisé sur un branchement voisin,
- Un branchement incomplet (déversement d'une partie des eaux usées dans le milieu naturel)

Chapitre 9

Pour les immeubles (y compris les bateaux-logements) tenus de se raccorder au réseau d'assainissement collectif et qui s'alimentent en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas du service public, la redevance est établie forfaitairement sur la base d'une consommation individuelle de 37 m^3/habitant/an.
Les occupants devront fournir une déclaration sur l'honneur du nombre d'habitants de l'immeuble ou du bateau-logement.
Si le propriétaire le souhaite, il peut installer un compteur sur sa ressource alternative ou sur son installation de refoulement, la redevance assainissement sera alors établie sur ses relevés.

Pour les bateaux équipés de réservoir de collecte et déversant leurs eaux dans le système d'assainissement, la redevance est établie forfaitairement sur la base d'une consommation de 150 l/passager par jour d'appontement. Le redevable doit déclarer les volumes de l'année N à l'Eurométropole de Strasbourg avant le 30 juin N+1. En l'absence de transmission des volumes dans les délais imparti le volume de rejet le plus élevée durant les dernières années sera pris en compte.

Chapitre 10

Le budget annexe et les redevances assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg ne sont pas assujettis à la TVA.

Date d'effet : 1er janvier 2017

VIDANGES ET PRESTATIONS 2017

Chapitre 1:

La grille tarifaire s'applique lors de la réalisation de **prestations d'assainissement donnant lieu à une facturation:**

Pos	Désignation de la prestation	Tarifs
1 - Prestations de mise en œuvre d'une hydrocureuse		
1.1	Intervention d'un véhicule de type hydrocureuse pour tous type de travaux hors vidange de séparateur à graisse ou fécules ou de fosses- Prix horaire (1) Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure (3)	163.00
1.2	Intervention pour vidange de séparateurs à graisses ou fécules, ou de fosses avec une hydrocureuse (hors assainissement non collectif et hors coût de traitement des graisses ou des matières de vidange) - Prix au m^3 (1) Le minimum de facturation sera le ½ m^3 et par tranche du ½ m^3	202.00
2 - Coût de personnel 197.2		
2.1	Mobilisation d'un agent pour une expertise d'une installation d'assainissement– Prix horaire(2) Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure (3)	Coûts horaires du personnel d'un agent de catégorie B Tarif arrêté dans la délibération tarifaire CUS 2017
2.2	Intervention d'un ouvrier spécialisé en maçonnerie, électromécanique, métallerie, mécanique, ou égoutier. – Prix horaire (2) Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure (3)	Coûts horaires du personnel d'un agent de catégorie C Tarif arrêté dans la délibération tarifaire CUS 2017
3 - Réalisation d'une inspection télévisée		
3.1	Expertise d'une installation avec une inspection télévisée du branchement ou d'un collecteur – Prix horaire (2) Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure (3)	53,00
4 - Mobilisation de matériel roulant		
4.1	Déplacement d'un véhicule léger - Prix forfaitaire	21.40
4.2	Intervention d'un camion de transport de matériaux - Prix horaire Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure(3)	64.00
4.3	Déplacement d'un véhicule de type hydrocureuse - Prix forfaitaire	80.00
5 - Traitement des déchets		

5.1	Traitement des graisses : prestation facturée selon le tarif en vigueur à la station d'épuration de Strasbourg - Prix à la tonne	Tarifs arrêtés semestriellement selon le traité d'affermage en vigueur (prestations assujetties à la TVA par l'exploitant de la station d'épuration)
5.2	Traitement des matières de vidange : prestation facturée selon le tarif en vigueur à la station d'épuration de Strasbourg – Prix à la tonne	
5.3	Traitement des boues de curage : prestation facturée selon le tarif en vigueur via le marché en place – Prix à la tonne	Tarif arrêté selon les clauses du marché en vigueur et faisant l'objet d'une révision des prix à chaque date anniversaire du marché (prestations assujetties à la TVA par le prestataire mandataire du marché)
6 - Coût de la Fourniture		
6.1	Lors d'interventions nécessitant des fournitures spécifiques sur présentation et validation d'un devis. Refacturation de la fourniture mise en œuvre.	Coût des fournitures au prix d'achat.
7 – Location des équipements du service de l'Eau et de l'Assainissement		
7.1	Mise à disposition de la plateforme de formation à la sécurité située au Centre Technique de l'Assainissement au 40 rue de la Plaine des bouchers 67100 STRASBOURG-Meinau, incluant une salle de réunion - Tarif journalier de 8h à 17h [(4)].	450.00

[(1)] A ce prix, s'ajoute le prix forfaitaire Pos 4.3 pour le déplacement d'un véhicule de type hydrocureuse

[(2)] A ce prix, s'ajoute le prix forfaitaire Pos 4.1 pour le déplacement d'un véhicule léger et selon le besoin les positions 1.1 et 4.3 pour intervention d'une hydrocureuse

[(3)] Toute tranche entamée d'une demi- heure est une tranche due

[(4)] Le forfait n'inclut pas la mise à disposition des équipements et EPI nécessaires à la formation (harnais, trépieds, détecteurs…) ni le vidéoprojecteur dans la salle de réunion (l'écran de projection est par contre inclus)
La location est contractualisée sur la base d'une convention-type.

Sur la base de la grille tarifaire ci-dessus, la facturation s'établira sur les principes suivants :

<u>Intervention sur séparateur à graisse ou eaux grasses</u>

- Pour un séparateur à graisse de X m^3 au demi m^3 près :
  Prix de la prestation = 1*Pos 4.3 + X *Pos 1.2 + X * Pos 5.1

- Pour un nettoyage d'un séparateur d'eau grasse ne nécessitant pas l'intervention d'une hydrocureuse
  Prix de la prestation est un forfait établi sur la base de 1* Pos 4.1 * ½ heure Pos 2.2

<u>Intervention de curage et débouchage</u>

- Pour un débouchage d'une conduite ou d'un branchement ou nettoyage d'un ouvrage type puisard de cour ou dessableur de gouttière dont l'intervention dure X heures à la demi-heure près

Prix de la prestation = 1* Pos 4.3 + X Pos 1.1

- Pour une recherche d'objets divers dans un ouvrage d'assainissement (puisard de rue)
  Prix de la prestation est un forfait établit sur la base de 1* Pos 4.1 + 1 Pos 2.2

Intervention pour expertise, inspection télévisée, ou essai de pression

- Pour une expertise d'une installation nécessitant X heures et ayant mobilisé une hydrocureuse de Y heures (X et Y à la demi-heure près)
  Prix de la prestation = 1* Pos 4.1 + X Pos 2.1 + 1* Pos 4.3 + Y Pos 1.1

- Pour une expertise en vue de la réalisation d'une inspection télévisée d'un réseau d'assainissement (branchement ou collecteur) nécessitant X heures d'intervention et Y heures d'intervention d'une hydrocureuse (X et Y à la demi-heure près)
  Prix de la prestation = 1* Pos 4.1 + X Pos 3.1 + 1* Pos 4.3 + Y Pos 1.1

- Pour un essai de pression d'une canalisation ou d'un ouvrage nécessitant X heures et ayant mobilisé une hydrocureuse de Y heures (X et Y à la demi-heure près)

  Prix de la prestation = 1* Pos 4.1 + X Pos 2.1 + 1* Pos 4.3 + Y Pos 1.1

Intervention pour une recherche d'objets divers dans un ouvrage d'assainissement (puisard de rue)

Prix de la prestation = 1* Pos 4.1 + 1* Pos 2.2

Une majoration s'applique au prix des prestations qui sont faites en-dehors des heures travaillées à savoir :

- du lundi au vendredi entre 5h00 et 7h00, et entre 17h00 et 20h00 une majoration de 25%
- le samedi entre 5h00 et 20h00 une majoration de 25 %
- du lundi au samedi entre 20h00 et 5h00 une majoration de 50%
- le dimanche de jour comme de nuit 100%

Chapitre 2 :

Tarif de **Prestations de repérage de réseau :**

Mise à disposition d'une équipe pour réalisation d'une implantation de réseaux sur la base d'un levé topographique. (forfait)	123.10 €

Chapitre 4 :

Les prestations de traitement des graisses et matières de vidange facturées par l'exploitant de la station d'épuration subissent la TVA au taux normal en vigueur.

Les autres tarifs CUS ne sont pas assujettis à ce jour à la TVA.

Date d'effet : 1er janvier 2017

TRAVAUX ASSAINISSEMENT

chapitre 1er

Les tarifs des **frais d'instruction de dossier payables au moment de l'autorisation des travaux** sont fixés comme suit :

a) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles jusqu'à 3 logements : - tarif de base	240 €
b) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles collectifs de plus de 3 logements : - à partir du 4 eme logement, en plus du tarif de base, plus-value par logement	9 €
c) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles à usage tertiaire, artisanal et d'activités diverses : - en plus du tarif de base, plus-value par bloc sanitaire :	8 €
d) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles à caractère industriel, - Pour l'instruction de dossier assimilé domestique : - Pour l'instruction de dossier non domestique de nouveaux établissements :	267 € 320 €
e) Pour la rénovation, la transformation ou une petite extension des sanitaires d'un immeuble existant (jusqu'à 3 logements) - tarif de base: ½ tarif	120 €
f) frais d'information des notaires nécessitant un contrôle sur site, dans le cadre de la mutation d'une propriété bâtie - tarif de base:	138 €

chapitre 2 :
EMS se fera rembourser par les propriétaires les dépenses entraînées par les travaux d'exécution de la partie publique des branchements, au coût réel des travaux majoré de 9.5 % pour frais généraux, conformément aux dispositions de l'article L 1331-2 du code de la santé publique.

chapitre 3 :
En Assainissement Non Collectif le tarif des prestations est fixé comme suit :

a) Contrôle de conception et d'exécution des installations neuves et de la mise en conformité d'installations existantes.	331€
b) Diagnostic et contrôle du bon fonctionnement des dispositifs existants :	96 €
c) Contrôle en cas de vente	197 €

chapitre 4 :
Les présents tarifs ne sont pas à ce jour assujettis à la TVA.

Date d'effet : 1er janvier 2017

REDEVANCE SPECIALE DECHETS

a) Tarifs pour la collecte des déchets résiduels assimilés en bac:

- Forfait annuel d'accès au service : 35,00 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)
- Prix au litre collecté : 0,0318 €

Exemples de tarifs annuels pour une collecte hebdomadaire de déchets résiduels assimilés :

1 bac de 140 litres	266,50 €
1 bac de 240 litres	432,00 €
1 bac de 500 litres	862,00 €
1 bac de 1 100 litres	1 854,00 €

b) Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés en bac :

- Forfait annuel d'accès au service: 23,40 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)
- Prix au litre collecté : 0,0211 €

Exemples de tarifs annuels pour une collecte hebdomadaire de déchets recyclables assimilés :

1 bac de 140 litres	177,00 €
1 bac de 240 litres	286,50 €
1 bac de 500 litres	572,00 €
1 bac de 1 100 litres	1 230,50 €

c) Tarif service complet

Forfait annuel pour les bacs en zone service complet : 24,70 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)

Exemple :

Forfait annuel pour 2 bacs collectés 2 fois par semaine : 2 x 2 x 24,70 = 98,80 €

d) Tarifs pour les mouvements de bacs

- Prix pour le placement seul ou le retrait seul d'un ou plusieurs bacs : 31 € par bac
- Prix pour l'échange d'un ou plusieurs bacs (bacs placés et bacs repris) : 15,50 € par bac manipulé

Exemple :

Prix pour 2 bacs placés et 3 bacs repris : (2+3) x 15,50 = 77,50 € le mouvement
Prix pour 2 bacs placés seuls : 2 x 31 = 62 € le mouvement
Prix pour 3 bacs repris seuls : 3 x 31 = 93 € le mouvement

e) Tarifs pour la collecte des déchets résiduels assimilés en bennes (substitution de bacs)

- Forfait placement, retrait et vidange de benne : 154,00 €
- Prix du traitement : 111,50 €/tonne
-

f) Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés en bennes (substitution de bacs)

- Forfait placement et enlèvement de benne : 154,00 €
- Prix du traitement : 74,50 €/tonne

g) Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés avec d'autres contenants

• **caisse-palette**
- Forfait annuel de location : 45,00 €
- Prix de collecte et de traitement par vidange :
  470 litres 10,50 €
  610 litres 14,00 €

• **borne ou conteneur de surface**
- Coût Forfait annuel de location : 192,00 €
- Prix de collecte et de traitement par vidange :
  4 m3 90,00 €
  5 m3 113,00 €

h) Tarifs pour la collecte en conteneurs enterrés

Collecte **des déchets résiduels assimilés** :
• Conteneur de 5m3: 169,00 € par vidange pour un conteneur plein
à pondérer selon le taux de remplissage constaté (compris entre 0 et 1)

Collecte **des déchets recyclables assimilés** :
• Conteneur de 5 m3: 113,00 € par vidange pour un conteneur plein
à pondérer selon le taux de remplissage constaté (compris entre 0 et 1)

La redevance n'est pas assujettie à la TVA en application de l'article 256 B du Code général des impôts.
La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour l'ensemble des prestations concernant la collecte des **déchets résiduels assimilés**. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

Date d'effet : 1er janvier 2017

FRAIS DE REMPLACEMENT DES BACS ENDOMMAGES OU DISPARUS

Type de Bac	Tarif
110 litres	39,00 €
120 litres	38,00 €
140 litres	40,00 €
240 litres	67,00 €
330-340-360 litres	104,00 €
500 litres	188,50 €
660 litres	198,00 €
770 litres (plastique)	208,00 €
1 000 ou 1 100 litres (plastique)	250,00 €
770 litres (tôle)	515,00 €
1 000 litres ou 1 100 litres (tôle)	566,00 €

Tarif dans le cadre des prestations de collecte des déchets ménagers et non-ménagers non assujetties à la TVA en application de l'Article 256B du Code Général des Impôts

APPORTS AU CENTRE DE VALORISATION DES DECHETS VERTS

Nature du traitement	Tarif (€ HT/tonne)
Traitement déchets verts (produits bruts)	45,00 €
Traitement déchets verts (produits broyés)	40,50 €

Ces prestations sont assujetties au taux de TVA en vigueur**.**

PRESTATIONS ANNEXES : MISE EN PLACE ET ENLEVEMENT EXCEPTIONNELS DE BENNES, BORNES, BACS ET PORTE-SACS

a) Mise en place et enlèvement exceptionnels de bennes : 115,50 € HT

Les coûts de traitement s'appliquent en sus.
La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération et enfouissement, selon la réglementation en vigueur.

b) Mise en place et enlèvement exceptionnels de bornes ou conteneurs de surface pour la collecte des déchets recyclables assimilés : 115,50 €HT

Prix de collecte et de traitement par vidange :

4 m3	67,50 €
5 m3	84,75 €

c) Mise en place et collecte exceptionnelles de bacs

Type de bac	Tarif HT placement bac, collecte et traitement des déchets résiduels assimilés (par bac et pour une collecte)	Tarif HT placement bac, collecte et traitement des déchets recyclables assimilés (par bac et pour une collecte)
240 litres	22,50 €	15,00 €
500 litres	37,00 €	25,00 €
1 100 litres (plastique)	68,00 €	45,00 €

Tarif HT par collecte pour toutes collectes supplémentaires :

Type de bac	Collecte et traitement des déchets résiduels assimilés (par bac)	Collecte et traitement des déchets recyclables assimilés (par bac)
240 litres	3,50 €	2,50 €
500 litres	7,50 €	5,00 €
1 100 litres (plastique)	14,50 €	10,00 €

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération, selon la réglementation en vigueur.

d) Mise en place exceptionnelle de porte-sacs et collecte des sacs

Mise en place et enlèvement d'un porte-sac : 22,00 € HT

Forfait pour mise à disposition de sacs incluant collecte et traitement :

- pour déchets résiduels assimilés (2 sacs/anneau) : 6,30 € HT / jour
- pour déchets recyclables assimilés (2 sacs/anneau) : 4,20 € HT / jour

Tout volume supplémentaire de sacs au-delà de 2 sacs par jour et par anneau donne lieu à la facturation d'un rouleau complet de sacs incluant collecte et traitement :

- pour déchets résiduels assimilés : 63,00 € HT/rouleau
- pour déchets recyclables assimilés : 42,00 € HT/rouleau

Tout rouleau de sacs entamé est dû.

Forfait pour mise à disposition seule de sacs :

- pour déchets résiduels ou recyclables assimilés (2 sacs/anneau) : 0,17 € HT / jour
- rouleau complet : 3,30 € HT

Tout rouleau de sacs entamé est dû.

e) Tarifs de traitement pour prestations annexes

Nature du traitement	Tarif (€ HT/tonne)
Incinération	83,65 €
Traitement des déchets recyclables (papier, carton, bouteilles plastique, briques alimentaires)	55,50 €
Traitement déchets verts (produits bruts)	33,75 €
Traitement déchets verts (produits broyés)	30,50 €
Traitement gravats	1,90 €
Enfouissement	113,25 €

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération et par enfouissement, selon la réglementation en vigueur.

Date d'effet : 1er janvier 2017

LOCATION DE TOILETTES FIXES

Ouverture de toilettes publiques gardiennées par tranche de 1 heure (tarif TTC dont TVA en vigueur) :

Du lundi au samedi de 7h à 21h	32,50 €
Les dimanches de 7h à 21h	48,00 €
Les jours fériés de 7h à 21h	55,50 €
De nuit de 21h à 7h	65,50 €

FRAIS DE NETTOYAGE DES RUES

Le nettoyage de rues à l'issue de manifestations exceptionnelles, braderies commerciales ou brocante fait l'objet d'un devis à l'attention des organisateurs, sur la base des rubriques suivantes de la délibération «*Fixation des tarifs des prestations assurées aux usagers par l'Eurométropole de Strasbourg*» en vigueur :

- Couts horaires du personnel,
- Prestations de véhicules et d'engins
- Centre de valorisation des déchets verts,
- Incinération des ordures ménagères.

Les coûts horaires du personnel seront majorés des coefficients suivants selon les jours et horaires d'interventions :

Du lundi au samedi de 7h à 22h	1
Les dimanches de 7h à 22h	1,56
Les jours fériés de 7h à 22h	1,83
De nuit de 22h à 7h	2,19

La facturation sera établie à l'appui du rapport des moyens effectivement mis en œuvre, de la nature et des tonnages de déchets collectés puis valorisés. Elle sera soumise au taux de TVA en vigueur.

Date d'effet : 1er janvier 2017

INSERTIONS PUBLICITAIRES
STRASBOURG EUROMETROPOLE LE MAG

TARIFS DES INSERTIONS PUBLICITAIRES (majorés d'une TVA au taux normal)

Emplacement	Tarif (HT)
1 huitième de page en quadrichromie	930 €
¼ de page en quadri hauteur	1 575 €
¼ de page en quadri bandeau	1 575 €
½ page en quadri hauteur	2 990 €
½ page en quadri largeur	2 990 €
Page intérieure en quadrichromie	4 950 €
2ème de couverture en quadrichromie	5 560 €
3ème de couverture en quadrichromie	5 100 €
4ème de couverture en quadrichromie	6 500 €

Les supports numériques sont fournis par l'annonceur.

Les emplacements préférentiels feront l'objet d'une majoration de 20 %. Ceux-ci ne pourront être respectés que dans la mesure des possibilités techniques de rédaction.

Tarifs dégressifs applicables :

- 2 parutions minimum 5 %
- 4 à 6 parutions 10 %
- 7 parutions et plus 15 %

Gratuité :
En cas d'erreur technique d'impression (faute de l'imprimeur ou du régisseur) une annonce gracieuse sera accordée à l'annonceur.

Abattement de référence :
Remise professionnelle de 5 à 15 % à définir.
L'abattement de référence est réservé à tout mandataire agréé pour les ordres transmis par lui pour un même annonceur (mandat à transmettre aux services de l'Eurométropole de Strasbourg). L'abattement est calculé sur le montant net après application des tarifs dégressifs.

Remise commerciale de 5 à 45 % :
Bouclage et incidents divers (arrêtée en accord avec les services de l'Eurométropole de Strasbourg…)
La remise commerciale peut être proposée par le régisseur, elle est confirmée par l'Eurométropole de Strasbourg.

En cas de rétractation de l'annonceur après le 15 du mois précédant la parution, les montants seront facturés.

TARIFS DES ENCARTS PUBLICITAIRES CONCERNANT LES AUTRES PUBLICATIONS (majorés d'une TVA au taux normal)

Libellé	A	B	C	D	E	F	G
Quantité	De1 000 à 10 000	10 000 à 20 000	20 000 à 80 000	80 000 à 150 000	150 000 à 200 000	200 000 à 273 000	273 000 à 320 000
Quadrichromie							
Pages de couverture						Référence	
2ème	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	5 560 €	5 600 €
3ème	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	5 100 €	5 250 €
4ème	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	6 530 €	7 000 €
Pages intérieures							
1 page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	4 950 €	5 100 €
1 demi page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	2 990 €	3 160 €
1 quart de page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	1 575 €	1 840 €
1 huitième de page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	930 €	1 020 €

Majorations :

- Documentation ciblée : + 10 %
- Documentation de prestige : + 15 %

Les fichiers informatiques sont fournis par l'annonceur.

Les emplacements préférentiels feront l'objet d'une majoration de 20 %.
Ceux-ci ne pourront être respectés que dans la mesure des possibilités techniques de rédaction.

Tarifs dégressifs applicables :

2 parutions minimum : 5 %
4 à 6 parutions 10 %
7 parutions et plus : 15 %

Le magazine de l'Eurométropole de Strasbourg étant mis en ligne sur le site internet www.strasbourg.eu dans leur intégralité, les annonceurs auront la possibilité de compléter leur communication presse par un lien dirigeant les visites sur leur propre site.
Ce lien interactif sera proposé avec un supplément de 20% sur le tarif des ½ pages, des pages et des couvertures.

Date d'effet : 1er janvier 2017

VENTE DES ARTICLES AU LOGO DE L'EUROMETROPOLE

	T.T.C (TVA au taux normal)
Tee shirt	6,20 €
Parapluie pliant (2 ou 3 plis)	8,50 €
Parapluies golf (très grande taille)	11,00 €
Mallette	8,00 €
Sac de sport	18,50 €

Objets réalisés à partir de matériau recyclé en partenariat avec la société LIBRE-OBJET :

- petite trousse d'écolier	5,50 €
- trousse moyenne	6,00 €
- besace	18,50 €
- cartable	19,50 €

Date d'effet: le 1er janvier 2017

France Urbaine (Assoc. Des élus urbains) = ACUF + Maires grdes villes
Union française des associations sportives des employés communautaires
Assemblée des communautés de France (AdCF)
Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (I.F.A.C.I.)
Ass. Nos quartiers ont du talent
Réseau Idéal
Commission Nationale du Film France
Ass. Réseaux CAREL
Association des bibliothécaires de France (ABF)
Espace européen Gutenberg
Ass. de Coopération régionale en matière de documentation et d'information en Alsace (C.O.R.D.I.A.L)
Association des Archivistes français
Strasbourg, Place financière
Chaire Marketing Territorial-Aix*Marseille université
Agence Attractivité Alsace AAA
Rhénatic - pôle numérique Alsace
Centre Ville en mouvement
Ass. des Villes Universitaires de France AVUF
Ville et Métiers d'Art
Club Immobilier d'Entreprise de Strasbourg et du Bas-Rhin
Agence de Développement Touristique du Bas-Rhin
Union internationale des Alsaciens
Réseau des territoires pour l'économie solidaire (R.T.E.S.)
Open Data
Cancéropôle du Grand Est
Fédération nationale des Métiers du Stationnement
Alliance pour l'amélioration de la vie des citoyens et la gestion des collectivités territoriales par le développememnt des transactions électroniques (A.D.C.E.T.)
Club des villes cyclables
Groupe des Autorités Responsable de Transport (GART)
Observatoire Régional des Transports et de la Logistique (O.R.T.A.L.)
Association Interconnexion Sud TGV en Ile de France
Consortium international pour le développement des voies naviguables
Trans Europe TGV Rhin Rhône Méditerranée
CODATU
Plante et Cité
Institut Des Routes des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM)
Reseau Idéal risques
Institut des risques majeurs (IRMA)
Syndicat National des Patinoires

Association Finances -Gestion-évaluation des Collectivités Territoriales (A.F.I.G.E.S.E.)
Société Française de l'évaluation (S.F.E.)
Association des directeurs des ressources humaines des collectivités territorailes (A.N.D.R.H.D)
Ass. pour le développement de l'information Administrative et Juridique
Club des Utilisateurs de Coriolis
Club utilisateur SIRH "ACTU3" (Systèmes d'Information des Ressources Humaines)
AULA -Association des utilisateurs des logiciels Archimed (Gestion du portail et du parc multimédia des bibliothèques)
Clusir EST (Club de la Sécurité de l'Information Régional Est)
Association Française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP)
Association des utilisateurs des logiciels d'information bibliothèques (A.U.L.I.B.)
Coter club
Groupe utilisateurs Share Point
Opengeospatial Consortium
Association des développeurs et des utilisateurs de logiciels libres pour les administartions et les collectivités territoriales (A.D.U.L.L.A.C.T.)
Institut du droit local Alsacien - Mosellan
ETD Centre de ressources du développement territorial
Association pour la Protection de la Nappe Phréatique de la Plaine d'Alsace (A.P.R.O.N.A.)
Association Prévention des Pollutions Industrielles de l'Agglomération de Strasbg.(A.P.I.A.S.)
Association des Villes pour la Propreté Urbaine (A.V.P.U.)
IDEAL thématique "déchets"
AVICCA (Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel)
Recherche Innovation Transfert de technologie pour les Matières Organiques fertilisantes (R.I.T.M.O.)
Association collectivités territoriales pour l'énergie & traitement déchets (A.M.O.R.C.E.)
TRION
Energie Cities
Mission Opérationnelle Transfrontalière (M.O.T.)

ANNEXE ATR – EXERCICE 2015

annexe aux documents budgétaires

En application de l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires sont assortis en annexe :

- de la liste des **organismes** pour lesquels la commune :
  - détient une part de capital,
  - ou a garanti un emprunt,
  - ou a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

  La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune.

- de la liste des **délégataires de service public.**

  Les dispositions de cet article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

- Ces informations sont disponibles :

  - concernant les subventions : dans une annexe au compte administratif approuvé par le conseil de l'Eurométropole le 30 juin 2016 intitulée « Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions» : produite en application de l'article L2313-1 alinéa 3 du CGCT, cette annexe répertorie toutes les aides (subventions ou avantages en nature) consenties aux organismes extérieurs, quelle que soit leur nature juridique, dès le premier euro ;

  - concernant les garanties d'emprunt accordées par la Communauté urbaine de Strasbourg désormais Eurométropole : dans l'état de la dette propre et garantie annexée au même compte administratif ;

  - concernant la liste des délégataires de service public dans le rapport soumis au conseil de l'Eurométropole le 16 décembre 2016 : rubrique « synthèse des rapports d'activité 2015 des délégations de service public » intégrant une liste récapitulative des délégataires concernés ;

  - concernant la liste des organismes pour lesquels l'Eurométropole détient une part de capital :

    - la liste des sociétés à capitaux mixtes est produite dans la synthèse des rapports d'activité 2015 de ces sociétés présentée au conseil de l'Eurométropole le 16 décembre 2016 en application de l'article L1524-5 alinéa 14 du CGCT (rubrique « Panorama ») ;
    - en complément figure ci-dessous l'état de participation de la collectivité dans les organismes pour lesquels un tel rapport n'est pas établi.

AUTRES ORGANISMES PRIVES	***subvention versée en 2015(en €)***	***emprunt garanti : capital restant dû au 31/12/2015***	***Capital détenu par la CUS au 31/12/2015***	***organisme bénéficiaire d'un contrat de délégation***
HABITAT DE L'ILL - SOCIETE COOPERATIVE D'H.L.M. D'ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	1 007 813,36 €	94 633 614,65 €	0,05%	
AEROPORT DE STRASBOURG (SAE)	1 032 625,00 €		5%	

- L'ensemble des comptes, clôturés en 2015, des organismes concernés est disponible en version papier auprès de l'administration.

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 16 DECEMBRE 2016

Point n° 2 Modalités de fonctionnement jusqu'au vote du budget primitif 2017

Pour **71**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DAMBACH-Danielle, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROHFRITSCH-Sophie, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien
Contre **0**	
Abstention **16**	CALDEROLI-LOTZ-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, LOOS-François, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, PHILIPPS-Thibaud, QUEVA-Michèle, ROBERT-Jean-Emmanuel, SAHIN-Meliké, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc, SCHULER-Georges, TARALL-Bornia VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Créance à admettre en non-valeur - ALSACE ACTIVE.

Par délibération du conseil de communauté du 10 juillet 2009, un fonds d'avance remboursable de 200 000 € a été mis en place auprès de l'association ALSACE ACTIVE. Ce fonds lui a permis d'octroyer des avances de trésorerie à des associations gérant des chantiers d'insertion éligibles au FSE. Or il s'avère qu'une des associations bénéficiaires d'une telle avance, à savoir SPORT SOLIDARITE INSERTION, a été liquidée, sans qu'il soit possible de récupérer ladite avance de 24 785 €.

Face à l'irrecouvrabilité de cette créance, il est proposé au conseil de l'admettre en non-valeur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'admission en non-valeur au titre de l'exercice 2016, de la créance de 24 785,00 € due par l'association ALSACE ACTIVE, suite à l'irrecouvrabilité d'une avance de trésorerie remboursable ;*
- *l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne budgétaire 65/6542/01.*

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Jean-Denis MAUHIN Mandataire Judiciaire
4a rue du Périgord - BP 11020 67380 LINGOLSHEIM

Téléphone : 03.90.20.74.74
Télécopie : 03.90.20.74.75
Mail : info@etude-mauhin.fr
Internet : www.etude-mauhin.fr

Le 16 juin 2014

CONCERNE : liquidation judiciaire Ass. SPORT SOLIDARITE INSERTION

Nos Réf. 5651 _FB / CI
Vos Réf. :

ALSACE ACTIVE
21 Boulevard de Nancy

FR 67000 STRASBOURG

CERTIFICAT D'IRRECOUVRABILITE

Comme créancier du débiteur visé en marge, vous m'avez demandé la situation de l'affaire, ainsi que les perspectives d'avenir pour le recouvrement de votre créance.

Malheureusement, l'actif disponible dans cette affaire ne permettra pas le règlement, même partiel, de votre créance et en tant que Mandataire Judiciaire, je peux certifier par la présente, l'irrécouvrabilité totale et définitive de votre créance, ce qui vous autorise dans la mesure et selon votre statut fiscal :

- d'une part, passer votre créance en perte au titre du présent exercice
- d'autre part, conformément à l'article 272 du Code Général des Impôts, à obtenir l'imputation de la T.V.A correspondant à votre créance impayée.

La présente, conçue dans l'intérêt des créanciers et pour information, est établie dans le cadre et selon la situation actuelle du dossier avec son évolution quasi certaine.

Je vous prie de croire à l'expression de mes sentiments distingués.

J.-D. MAUHIN

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Compte-rendu de l'activité 2015 des sociétés à capitaux mixtes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les représentants des collectivités au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte sont tenus de soumettre, au moins une fois par an un rapport écrit, à l'approbation de l'organe délibérant de la collectivité actionnaire (art L1524-5 alinéa 14 du Code général des collectivités territoriales).

Les rapports ci-joints portent sur la période d'activité correspondant au dernier exercice comptable clos en 2015 et présentent les comptes annuels approuvés par les assemblées générales en 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg est actionnaire de 9 sociétés d'économie mixte et d'une société publique locale. Elle détient la majorité absolue dans 5 de ces sociétés. La participation totale de l'EMS dans le capital de ces sociétés s'élève à 12,3 M€ en 2015.

Organismes	Représentants de l'Eurométropole de Strasbourg
Compagnie des transports strasbourgeois (Cts) (Sem)	Alain FONTANEL, Président Anne-Pernelle RICHARDOT, Vice-présidente Roland RIES Robert HERRMANN Pierre PERRIN Alain JUND Fabienne KELLER
Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus) (Sem)	Mathieu CAHN, Président Caroline BARRIERE (depuis le 30 septembre 2016) Anne-Pernelle RICHARDOT Bornia TARALL Edith PEIROTES
Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers) (Sem)	Bernard EGLES, Président Robert HERRMANN (mars 2016)

Espace européen de l'entreprise (E puissance 3) (Sem)	Jean-Marie KUTNER, Vice-président Brigitte LENTZ-KIEHL Patrick ROGER
Locusem (Sem)	Serge OEHLER Syamak AGHA BABAEI Théo KLUMPP Jeanne BARSEGHIAN Mathieu CAHN Catherine ZUBER Jean-Baptiste GERNET Jean-Baptiste MATHIEU Jean-Philippe MAURER
Strasbourg événements (Sem)	Catherine TRAUTMANN (depuis le 30 septembre 2016) Alain FONTANEL Jacques BIGOT Danielle DILIGENT
Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins) (Sem)	Séverine MAGDELAINE Théo KLUMPP Christel KOHLER
Pôle funéraire public de Strasbourg (Sem)	Eric AMIET, Président Nicole DREYER Henri DREYFUS (depuis le 30 septembre 2016) Sébastien ZAEGEL Eric SCHULTZ Anne-Catherine WEBER Jean-Emmanuel ROBERT Serge OEHLER
Sig basket (Sem)	Claude FROEHLY Martine CASTELLON
Les Deux Rives (Spl)	Alain FONTANEL Patrick ROGER Jean-Baptiste GERNET Anne-Pernelle RICHARDOT Alain JUND Syamak AGHA BABAEI Camille GANGLOFF Martine CALDEROLI-LOTZ

LES FAITS MARQUANTS 2015

Les Sem de l'EMS réalisent en 2015 un chiffre d'affaire total de 144 M€ et génèrent un résultat de 5,9 M€.

La Cts, la Sers et Strasbourg événements génèrent les chiffres d'affaires les plus importants. Les sociétés dégageant les plus hauts résultats sont la Sers, Parcus et Strasbourg événements.

Par ailleurs, en 2016, la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la commune d'Illkirch-Graffenstaden ont décidé de céder leurs actions de la Sig au cours du 1er trimestre 2016 permettant au club de faire évoluer son statut de Sem vers société anonyme sportive professionnelle et de poursuivre son projet sportif professionnel.

La société publique locale des « Deux Rives », dont la Ville est actionnaire à hauteur de 20%, a pour objet l'aménagement de la ZAC éponyme ; son activité a démarré fin 2014. L'année 2015 constitue donc la première année pleine d'exploitation. En 2015, l'activité des sociétés s'est caractérisée par :

- **Transport public** : 2015 constitue pour la Cts une année de stabilisation du réseau après la mise en service des extensions des lignes A (Hautepierre), D (Parc des poteries) et G (bus à haut niveau de service à destination de l'Espace Européen) fin 2013 et leur effet en année pleine en 2014. Ainsi, la fréquentation évolue de +0,7% tandis que l'offre kilométrique augmente de seulement 0,3% ;

- **Stationnement public** : le périmètre d'activité de Parcus évolue notamment avec la fin du contrat pour l'exploitation des parkings de l'aéroport et l'effet année pleine de la gestion des parkings de l'Esplanade. Le chiffre d'affaires est en nette hausse (+6,6%) grâce à l'augmentation des recettes horaires liée à la hausse tarifaire. Le résultat net s'élève à 806 K€..

- **Domaine de l'aménagement et de l'économie** :

· en 2015, E puissance 3 n'a réalisé aucune acquisition et aucune cession ; cinq compromis de vente ont néanmoins été signés. Les travaux structurants de la concession ayant déjà été réalisés, la SEM a réalisé peu d'aménagements en 2015 : ils ont concerné la viabilité électrique et l'entretien des espaces non encore cédés.
· l'exercice 2015 de la Sers est marqué par l'entrée dans le capital de la Sem à hauteur de 0,25 % de la Région Alsace; celui-ci a ainsi été porté à 8 068 K€ fin 2015 et par 1600 logements en cours de commercialisation, 2 500 en projet et 750 livrés. Au final, en 2015 la Sers dégage un chiffre d'affaires de 33,8 M€ et génère un résultat de 3,23 M € (+13 %).
· pour Strasbourg Evénements, 2015 a été une bonne année, compte tenu des contraintes liées aux travaux engagés sur le PMC et de la réduction importante du périmètre sur le PEX. La Sem a réalisé un chiffre d'affaires de 14,8 M€, en baisse de près de 8% par rapport à l'exercice précédent mais néanmoins supérieur aux objectifs (+3,6 %). Au final, la société a dégagé un résultat net de 711 K€, supérieur aux prévisions et en forte hausse (156 K€ en 2014)
· L'année 2015 est marquée par la livraison de plusieurs opérations pour Locusem : l'hôtel d'entreprises Klebsau 2 (cellules activités artisanales, l'opération Clairvivre (un supermarché, 2 boutiques et une pharmacie), les Actibox du Port du Rhin (containers) et la plateforme de bureaux de Rivétoile, soit un coût total d'environ 5,4 M € (dont 1,6 M€ de fonds propres).

- Pour la Samins, l'exercice 2015 se solde par un léger recul des tonnages réceptionnés sur le marché d'intérêt national et un taux d'occupation des locaux stable. Le chiffre d'affaires de la société, essentiellement constitué des recettes de location d'emplacements, s'élève à 2,2 M€ en 2015 et génère un bénéfice net de 322 K€ contre 302 K€ en 2014.
- La Spl des deux rives a connu sa première année d'activité pleine et changé de siège social (initialement place de l'Etoile) pour s'établir sur l'ancien siège de la COOP ; elle a déménagé dans ses nouveaux locaux le 1er décembre 2015. La société a par ailleurs initié les opérations de préfiguration de la concession d'aménagement des deux rives (acquisitions foncières, études, négociations) et réalise également une étude sur la rénovation des bains municipaux. Au final, l'activité 2015 a dégagé un résultat de 165 K€.

- **Domaine funéraire :** L'année 2015 se traduit par une augmentation de l'activité avec 2 897 crémations (+9%) et 483 convois funèbres (+6,6%). Au niveau financier, l'exercice se solde par un chiffre d'affaires de 2,8 M€ (+10%) générant un résultat net de 117 K€, supérieur aux prévisions.

- **Domaine de l'animation :** La SIG réalise une bonne saison 2014/2015, elle est vice-championne de France Pro A et elle participe à l'Eurocup. Le chiffre d'affaires de l'exercice est en progression par rapport à l'exercice précédent, il permet de dégager un résultat net en forte augmentation (+35 %). La fréquentation moyenne est en hausse de 7,4 %. L'ensemble des collectivités (Ville de Strasbourg, Eurométropole et Ville d'Illkirch) a choisi en accord avec la SIG de se désengager du capital de la Sem en 2016 : les actions détenues par les collectivités ont ainsi été vendues à la SAS SIG et entreprises au cours du 1er trimestre.

L'ensemble des comptes - rendus d'activité sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=UHtTs6BmRW.FVsz7aiTNMB

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

les rapports annuels d'activité 2015 des représentants permanents de l'Eurométropole de Strasbourg dans les conseils d'administration ou conseil de surveillance des sociétés suivantes :

- *Compagnie des transports strasbourgeois (Cts),*
- *Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus),*
- *Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers),*
- *Espace européen de l'entreprise (E Puissance 3),*

- *Locusem,*
- *Strasbourg événements,*
- *Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins),*
- *Pôle funéraire public de Strasbourg,*
- *Sig basket*
- *Spl des deux rives*

informe

que les comptes - rendus d'activité sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=UHtTs6BmRW.FVsz7aiTNMB

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Synthèse de l'activité 2015 des délégations de service public et des établissements publics de l'Eurométropole de Strasbourg.

Devenue depuis le 1er janvier 2015, l'Eurométropole de Strasbourg délègue la gestion de 94 services publics.

GESTION DES CONTRATS

En application de la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), les compétences « réseaux » et zones touristiques ont été transférés des communes membres vers la métropole à compter du 1er janvier 2015.

Il en résulte que :

- les concessions « distribution publique de gaz » et « distribution publique d'électricité » de l'ensemble des vingt-huit communes de l'Eurométropole sont désormais de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg et les rapports d'activité seront présentés au conseil de celle-ci,
- la gestion du camping qui a rouvert ses portes après 18 mois de travaux et une requalification en camping 4 étoiles a été transféré à l'Eurométropole de Strasbourg.

La gestion du camping de la Montagne verte a été confiée en 2015 à la société Huttopia pour une durée de 13 ans et 6 mois.

Le délégataire en charge de la patinoire a demandé un arrêt anticipé de la délégation au 30 juin 2016. Cette dernière a été reprise en régie et les prestations techniques ont été confiées à des sociétés spécialisées via des marchés publics.

LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITE 2015

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des délégations de service public de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève en 2015 à 331 M€ contre 180,6 M€ l'année précédente. Cette forte augmentation s'explique par le transfert des 28 réseaux de gaz et d'électricité des communes de l'Eurométropole.

Les domaines d'intervention des services délégués par l'Eurométropole sont les suivants : développement économique (55 % du chiffre d'affaires cumulé), déplacement-stationnement (26 %), environnement (16 %), restauration (0,4 %), animation (1,3 %) et funéraire (0,8 %).

Dans le domaine des **transports publics**, la CTS confirme ses bons résultats des années précédentes. L'offre kilométrique est stable et la fréquentation est en légère hausse (+0,7 %). Les produits augmentent de 1,5 % et le résultat net s'élève à 658 K€.

En ce qui concerne le **transport des personnes à mobilité réduite**, l'année 2015 constitue une année de transition : au vu de l'importante hausse de la fréquentation constatée depuis 2011, l'Eurométropole a recentré le service sur son périmètre initial en excluant la prise en charge des dessertes des établissements spécialisés. En conséquence, la fréquentation est en net recul et les produits d'exploitation passe de 1 855 K€ à 1 233 K €. Le résultat net, déjà déficitaire en 2014, chute à -183 K€.

Le service de **vélos partagés** connaît toujours un vif succès : le nombre des contrats souscrits est en augmentation de 3%, principalement du fait des locations mensuelles et annuelles. Les recettes augmentent donc cette année encore et génèrent un résultat d'exploitation de 76 K€ contre 69 K€ en 2014. Le résultat net progresse de 18 % et s'établit à 60 K€.

La Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage, société chargée de la gestion de la **fourrière automobile**, voit son nombre d'enlèvements de véhicules marquer une nouvelle progression (+3,6 %). Malgré la baisse du chiffre d'affaires, la maîtrise des charges d'exploitation permet une augmentation du résultat d'exploitation à 86 K€ soit 17,8 % de plus qu'en 2014.

Du côté des parkings, les fréquentations horaires sont en régression pour les ouvrages **Gutenberg, Gare, Wodli, Broglie, Kléber Homme de Fer, Petite-France et Sainte-Aurélie**, tandis que celles du parking **Austerlitz** augmente. Ces tendances s'expliquent notamment par la fermeture aux usagers horaires des parkings de la Grande Ile pendant la période du marché de Noël et un report des usagers vers les parkings à proximité. Au final, la performance financière de ces délégations s'améliore globalement grâce à l'effet tarif.

L'exercice 2014/2015 des **réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade** est marqué par une saison climatique légèrement plus rigoureuse et une hausse des puissances souscrites. Le résultat dégagé par l'exploitation du réseau de chaleur de l'Esplanade s'établit à 223 K€ contre 153 K€ en 2014 ; celui du réseau de chaleur de l'Elsau devient positif à 143 K€ contre - 254 K€ l'exercice précédent.

Pour la **distribution de gaz,** 3,7 TWh ont été acheminés sur le territoire de l'Eurométropole en 2014/2015. Sur la concession de Strasbourg, le chiffre d'affaires reste stable ; les produits sont en baisse de 2,2% à 29,2 M€ suite à la diminution de la production immobilisée (-26 %). Les charges d'exploitation sont en hausse de 6,6 %. Au final, le résultat d'exploitation atteint 6,7 M€ contre 8,8 M€ en 2013/2014. Ces chiffres ne sont pas encore disponibles pour les autres communes de l'Eurométropole.

Pour la **distribution d'électricité**, 3 201,5 millions de kWh ont été distribués sur le territoire de l'Eurométropole à 283 230 points de consommation. Le chiffre d'affaires global sur le territoire atteint 102,93 M€ dont 62,9 M€ sur Strasbourg (en hausse de 0,9 %). Le résultat d'exploitation de la délégation de Strasbourg, en hausse de 9,7 %, s'élève à 9,6 M€ (contre 8,7 M€ en 2014).

En 2015, le nombre d'abonnés de **Numéricâble** amorce une baisse sur le territoire (-1,7 %) et le développement du réseau en fibre optique ralentit sensiblement. Le chiffre d'affaires cumulé baisse de 1,2 % à 20,96 M€. Grâce à la baisse des charges d'exploitation sur les communes hors Strasbourg et à d'importants résultats exceptionnels, l'ensemble des délégations génère un résultat net cumulé excédentaire de 2,98 M€ contre 1,85 M€ en 2014.

En ce qui concerne le domaine de l'environnement et l'activité de **Sénerval**, gestionnaire de l'usine d'incinération des ordures ménagères en particulier : la reprise de l'activité fin mai et le fonctionnement partiel des fours ont nécessité le détournement de 179 624 tonnes de déchets vers d'autres sites de traitement, engendré des coûts d'exploitation supplémentaires et des pertes de recettes de valorisation importantes pour le délégataire. La perte s'élève à -796,2 K€ en 2015, contre un déficit de 10,4 M€ en 2014.
Pour **Valorhin**, exploitant de la station d'épuration, l'exercice 2015 a été marqué par la baisse des volumes traités et la reprise du programme d'investissement (presse Bucher) tant en produits (hausse des immobilisations) qu'en charges (travaux neufs). Au final, le résultat net reste positif et atteint 445,5 K€ en 2015 contre 827,5 K€ l'exercice passé.

La fréquentation des **restaurants administratifs** est quasi stable (- 0,3 %) en 2015. Le chiffre d'affaires de la délégation progresse toutefois de 3,2 % et la maîtrise des charges limite la perte globale à – 6 K€ contre -35 K€ en 2014.

On constate en 2015 un effondrement de la fréquentation de la **Patinoire**, en diminution de 22 % par rapport à l'année précédente. En conséquence, le chiffre d'affaires baisse et le déficit d'exploitation augmente encore à -213 K€. Le délégataire a demandé un arrêt anticipé de la délégation au 30 juin 2016 qui a donné lieu à un protocole de fin de contrat avec l'Eurométropole. Le service a été repris en régie pour les missions de coordinations, de relations avec les usagers et toutes les prestations techniques ont été confiées à des sociétés spécialisées via des marchés publics.

L'exploitation du **Camping** n'a eu son plein effet qu'en juillet 2015 avec l'ouverture de l'équipement au public et l'exercice comptable du délégataire ne porte que sur trois mois. L'activité connait un bon démarrage : malgré une fermeture de 18 mois de l'équipement, la clientèle était au rendez-vous pour l'ouverture du camping. Au final, le résultat net s'élève à 75 K€.

L'année 2015 a été une belle année pour le **PMC et le PEX** malgré de fortes perturbations liées au chantier sur le site du PMC et à une réduction du périmètre d'exploitation tant sur le PMC que sur le PEX. Le chiffre d'affaires est en baisse de près de 8% du fait notamment de l'absence cette année du salon biennal EGAST, très performant. Le résultat de l'année est néanmoins largement supérieur au résultat 2014 et aux prévisions

(711 K€ contre 156 K€ en 2014 et 200 K€ prévus), notamment grâce à la bonne tenue de l'activité congrès et à la maîtrise des charges.

L'activité du **Zénith** a été dense en 2015 avec 118 manifestations et un chiffre d'affaires qui atteint son plus haut niveau depuis l'ouverture de l'équipement. Le chiffre d'affaires locatif augmente ainsi de près de 22 % par rapport à l'année précédente et la maîtrise des charges d'exploitation permet de dégager un résultat net positif de 272 K€.

L'activité 2015 progresse pour le **centre funéraire et les pompes funèbres** : Le nombre de crémations s'élève à 2 897 contre 2 655 crémations en 2014, soit une hausse de 9%. Au niveau financier, l'exercice se traduit par un chiffre d'affaires en hausse de 10%. Le résultat atteint 117 K€ ; il baisse de 20 % par rapport à l'exercice précédent mais conforme aux objectifs compte tenu des investissements.

Après atteinte des objectifs du plan de consolidation 2010-2015, **Cus habitat** poursuit la mise en œuvre du programme patrimonial 2025 et vise annuellement la construction de 250 logements neufs, 900 réhabilitations, 200 démolitions ainsi qu'une qualité environnementale ambitieuse. Le chiffre d'affaires s'élève à 124 M€ et l'activité génère un résultat net de près de 10 M€.

La loi Sapin de 1993, ainsi que l'article R2221-52 du code général des collectivités territoriales, font obligation aux établissements publics et aux délégataires de service public de produire à la collectivité un rapport annuel présentant les résultats et les conditions d'exécution du service public. Il doit permettre à l'Eurométropole de Strasbourg d'apprécier la qualité du service rendu à l'usager, ainsi que le respect des engagements contractuels du délégataire. Il permet également de connaître les actions que ce dernier entend poursuivre ou mettre en œuvre pour améliorer l'exécution de la mission qui lui a été confiée (article L2313-1 du CGCT). Les rapports transmis par les établissements publics et les délégataires peuvent être consultés.

Réalisée à l'initiative de la collectivité, la synthèse ci-jointe donne des éléments synthétiques sur la situation de Cus habitat (établissement public) et des délégations de service public. Elle propose une analyse de leurs activités 2015, situations financières et perspectives.

Chaque rapport de synthèse comporte un ensemble d'indicateurs permettant de caractériser l'évolution de l'activité du point de vue de son volume et de sa performance financière, mais également sous l'angle de la qualité du service rendu. Ces analyses ont été soumises pour observations aux sociétés qui ont pu apporter des compléments d'informations utiles.

L'ensemble des synthèses sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=XN8zTzombUrQsFhsXfX4FC

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après examen par la Commission consultative des services publics locaux
vu l'article L 1411-3 du CGCT,
après en avoir délibéré,
prend acte

de la communication des éléments de l'activité 2015 des services délégués :

- *réseau de transports publics : CTS SAEM,*
- *exploitation du transport des personnes à mobilité réduite : TPMR Strasbourg,*
- *système de vélos partagés « Vélhop » : Strasbourg Mobilités,*
- *gestion de la fourrière : Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage SNC,*
- *gestion des parkings :*
  - *Kléber-Homme de Fer : Parc autos de Strasbourg SNC,*
  - *Gare-Wodli : Parc autos de Strasbourg SNC,*
  - *Broglie : Parcus SAEM,*
  - *Austerlitz : Parcus SAEM,*
  - *Sainte-Aurélie : Parcus SAEM,*
  - *Petite-France : Parcus SAEM,*
  - *Gutenberg : Parcus SAEM,*
- *gestion du réseau de chaleur - Elsau : Strasbourg énergie SNC,*
- *gestion du réseau de chaleur - Esplanade : Sete SA,*
- *gestions des 28 concessions de distribution publique d'électricité*
- *gestion des 28 concessions de distribution publique de gaz*
- *gestion des réseaux câblés de vidéocommunication (NC Numéricâble SA),*
- *valorisation des déchets des ordures ménagères : Sénerval SAS,*
- *exploitation des installations d'épuration des eaux usées : Valorhin SNC,*
- *exploitation des restaurants administratifs : Alsacienne de restauration SA,*
- *gestion de la patinoire : L'Iceberg SNC,*
- *gestion du camping de la Montagne verte*
- *gestion du Palais de la musique et des congrès et du Parc des expositions (Strasbourg évènements SAEM),*
- *gestion de la salle de spectacles « Zénith » : SNC Zénith de Strasbourg,*
- *gestion du service extérieur des pompes funèbres et crématorium.*

de la communication des éléments de l'activité 2015 de l'établissement public :

- *Cus habitat*

informe

que les synthèses de l'activité des délégations de service public pour l'année 2015 sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=XN8zTzombUrQsFhsXfX4FC

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

6

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 5 mai 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par l'Eurométropole de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 209 000 € HT (fournitures et services) et à 5 225 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er août et le 30 septembre 2016.

Communiqué le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Marchés à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20161040	16007GE DÉFINITION ET MISE EN OEUVRE DE LA COMMUNICATION "CLIMAT-ENVIRONNEMENT" DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG CLIMAT ENVIRONNEMENT THÉMATIQUE BLEUE CONCERNE LE GRAND CYCLE DE L'EAU (CYCLE DE	WELCOME BYZANCE	67300 SCHILTIGHEIM	360 000
20161049	16007GE DÉFINITION ET MISE EN OEUVRE DE LA COMMUNICATION "CLIMAT-ENVIRONNEMENT" DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG CLIMAT ENVIRONNEMENT THÉMATIQUE JAUNE CONCERNE LA COMMUNICATION DU SERVICE DE LA	GRAFITI/VIA STORIA/UNI ALTERI/FACTEURS COMMUNS/ VIDEOGRAPHIQUE	67000 STRASBOURG	400 000
20161041	16007GE DÉFINITION ET MISE EN OEUVRE DE LA COMMUNICATION "CLIMAT-ENVIRONNEMENT" DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG CLIMAT ENVIRONNEMENT THÉMATIQUE VERTE CONCERNE LA BIODIVERSITÉ, L'AIR, L'ÉNERGIE	VOITURIEZ-OBRINGER COMMUNICATION	67000 STRABOURG	300 000
20161176	16015E AMÉLIORATION DES PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES DANS LE CADRE DES DÉMARCHES QUALITÉ DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	AFIXE	77170 SERVON	30 000
20161146	16016E - ENTRETIEN DES NOUES, FOSSÉS ET BASSINS À CIEL OUVERT POUR LA GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES ENTRETIEN DES PLANTATIONS, DE GESTION DES PLANTES INVASIVES, DE TONTE ET DE DÉBR	ID VERDE/SCHOTT ELAGAGE	67810 HOLTZHEIM	80 000
20161147	16016E - ENTRETIEN DES NOUES, FOSSÉS ET BASSINS À CIEL OUVERT POUR LA GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES OPÉRATION DE FAUCARDAGE, DE TALUTAGE ET DE CURAGE	LA PAYSAGERIE	67230 KERTZFELD	80 000
20161063	16017E FORMATION PROFESSIONNELLE AUX LANGUES ALLEMANDE ET ANGLAISE	A PROPOS	67400 ILLKIRCH	208 500
20161088	ACCORD-CADRE / 16015GV ACCORD CADRE : TOURNAGES ET RÉALISATIONS VIDÉO POUR LES ACTIONS DE COMMUNICATION	128DB	67000 STRASBOURG	200 000
		BLACKBLITZ	67200 STRASBOURG	200 000
		BOULEVARD DES PRODUCTIONS	67000 STRASBOURG	200 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20161088	ACCORD-CADRE / 16015GV ACCORD CADRE : TOURNAGES ET RÉALISATIONS VIDÉO POUR LES ACTIONS DE COMMUNICATION	CARBONE CAFE	68200 MULHOUSE	200 000
		NOVEMBRE	67000 STRASBOURG	200 000
20161188	DEP6018E MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA MISE AU POINT, LE CONTRÔLE ET LE SUIVI ANNUEL DES PLANNINGS DES OPÉRATIONS DE COMPÉTENCE EUROMÉTROPOLE AMO POUR LE CONTRÔLE ET LE SUIVI ANNUEL DES PLANNINGS COMMUNES	EGIS VILLE & TRANSPORT	67087 STRASBOURG CEDEX 2	680 000
20161189	DEP6018E MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA MISE AU POINT, LE CONTRÔLE ET LE SUIVI ANNUEL DES PLANNINGS DES OPÉRATIONS DE COMPÉTENCE EUROMÉTROPOLE AMO POUR LE CONTRÔLE ET LE SUIVI ANNUEL DES PLANNINGS STRASBOURG	EGIS VILLE & TRANSPORT	67087 STRASBOURG CEDEX 2	680 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20161036	16027E - ETUDE ET AMO DES MARCHÉS IMMOBILIERS ET DE LA STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DE L'HABITAT NPNRU	ADEQUATION	69006 LYON	49 875
20161140	16028E ETUDE ET AMO SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION NPNRU	EXPLICIT/SETEC ORGANISATION	75010 PARIS	81 425
20161015	16029E ETUDE DU TISSU DE COMMERCES ET DE SERVICES - PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION NPNRU	ALBERT & ASSCOCIES	59790 RONCHIN	78 650
20161190	16030E - FOURNITURE ET POSE DE TUYAUTERIES EN INOX POUR LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION D'EAU DE STRASBOURG POLYGONE	Sté STRELEC	67200 STRASBOURG	51 835
20161077	16031E PRESTATION D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE AU PROFIT DE JEUNES (18-25 ANS) RENCONTRANT DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'EMPLOI. ACTIVITÉ SUPPORT : ENTRETIEN DES NOUES POUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES	MEINAU SERVICES Régie de quartier	67100 STRASBOURG	89 796
20161046	16033E ETUDE DES COPROPRIÉTÉS PRIVÉES DANS 7 SECTEURS QPV AVEC ANALYSE PRÉ-OPÉRATIONNELLE DE TYPE OPAH COPROPRIÉTÉ	ALTER ALSACE ENERGIES/SOLIHA ALSACE	68460 LUTTERBACH	69 312,5
20161172	16037E CONCEPTION, FABRICATION, INSTALLATION ET DÉMONTAGE DE LA SCÉNOGRAPHIE ET MATÉRIELS POUR STANDS ET ESPACES DE RELATIONS PUBLIQUES - SIMI 2016	ACTIVISE	92220 BAGNEUX	101 940
20161138	16044E FOURNITURE ET POSE DE BÂTIMENTS MODULAIRES SUR LES AIRES D'ACCEUIL DES GENS DU VOYAGES	II VINCI Concepts Modulaires	67600 BINDERNHEIM	29 147

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20160968	DC5009CD TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG CHARPENTE METALLIQUE	BCM METALLERIE	01230 SAINT RAMBERT EN BUGEY	222 551,7
20160969	DC5009CD TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG CLOISONS LEGERES DOUBLAGES	OLRY CLOISONS	68124 LOGELBACH	91 843
20160902	DC5009CD TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES	SOVEC	67150 HINDISHEIM	746 294,17
20160963	DC5009CD TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG ESPACES VERTS JEUX SECS	EST PAYSAGES D'ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	148 197,34
20160970	DC5009CD TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG PLAFONDS SUSPENDUS	RUIU	67404 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	82 860
20160972	DC5009CD TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG TRAITEMENT EAU	EAU AIR SYSTEME	59650 VILLENEUVE D'ASCQ	852 956,3
20161107	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG ASSAINISSEMENT - AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR	TRABET	67500 HAGUENAU	143 121,08
20161131	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG CARRELAGE - FAÏENCE	KOEHLER & Fils	67100 STRASBOURG	34 650
20161105	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG CHAUFFAGE - VENTILATION	STIHLE FRERES 67	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	218 168,56
20161112	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG COUVERTURE - ÉTANCHÉITÉ - BARDAGE	Sté GALOPIN	68057 MULHOUSE CEDEX 2	244 065,6
20161110	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG ELECTRICITÉ	EURO TECHNIC	67201 ECKBOLSHEIM	160 053,93
20161102	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG GROS-ŒUVRE - DÉMOLITION - CHARPENTE	Sté DICKER	67140 ANDLAU	404 377,94

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20161113	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG MENUISERIE EXTÉRIEURE ALUMINIUM	ATALU SAS	67151 ERSTEIN CEDEX	98 000
20161120	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG MENUISERIE INTÉRIEURE	HUNSINGER S.A.	67290 WEISLINGEN	35 574
20161134	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG PEINTURE INTÉRIEURE	Ets HITTIER et Fils	67590 HAGUENAU CEDEX	44 466,65
20161119	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG PLAFONDS	STAM ACOUSTIQUE	67300 SCHILTIGHEIM	24 426,5
20161117	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG PLÂTRERIE	Sté CILIA S.A.S.	67390 MARCKOLSHEIM	32 838,95
20161137	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG PORTE SECTIONNELLES	B & N FRANCE 2000	67454 MUNDOLSHEIM	36 872
20161121	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG REVÊTEMENT SOL SOUPLE	C.D.R.E. Comptoir des revêtements de l'Est	67412 ILLKIRCH CEDEX	48 025
20161106	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG SANITAIRE	STIHLE FRERES 67	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	43 929,07
20161114	DC6008EA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU CENTRE TECHNIQUE D'ASSAINISSEMENT 40 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG SERRURERIE MÉTALLIQUE	Ets LAUGEL ET RENOUARD	88100 SAINTE MARGUERITE	44 000
20161016	DC6507EA TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE MODULAIRE BOIS AU CENTRE TECHNIQUE - 44 ROUTE DE LA FÉDÉRATION À STRASBOURG AMENAGEMENT EXTÉRIEUR	WILLEM ROUTES ET TP	67250 SURBOURG	9 419,85

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20161032	DC6507EA TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE MODULAIRE BOIS AU CENTRE TECHNIQUE - 44 ROUTE DE LA FÉDÉRATION À STRASBOURG CONSTRUCTION MODULAIRE BOIS	BOIS2BOO/JIPE SAS	67730 CHATENOIS	161 547,86
20161017	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG DÉMOLITION - GROS-ŒUVRE	CBA	67550 VENDENHEIM	27 309,83
20161018	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG ELECTRICITÉ	S2EI Société Electricité Eclairage et Illumination	67300 SCHILTIGHEIM	32 026,49
20161021	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG MENUISERIE ALUMINIUM - SERRURERIE	METALEST	67150 NORDHOUSE	48 838,48
20161027	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG PEINTURE	KRATZEISEN PEINTURE	67170 BRUMATH	9 727,8
20161023	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG PLÂTRERIE	Sté GEISTEL Robert	67120 DUTTLENHEIM CEDEX	4 228
20161026	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG RÉSINE DE SOL	STE GUINAMIC-GSC	67440 SINGRIST	15 033,2
20161019	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG SANITAIRE - VENTILATION	SANICHAUF S.A.S.	57402 SARREBOURG-CEDEX	9 900
20161028	DC6509EA TRAVAUX D'EXTENSION DU PARC À VÉLO DU PARKING SAINTE AURÉLIE À STRASBOURG SIGNALÉTIQUE	GERNER S.A.S.	67202 WOLFISHEIM	8 931
20161050	DC6510EA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA RÉPARATION DE L'OUVRAGE EN COURS DE CONSTRUCTION DU PÔLE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (PAPS) ET DU PÔLE DE COMPÉTENCE EN PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (PCPI) À STRASBOURG	LIPSKY ROLLET/ ECI/NICOLAS INGENIERIES/ ELEMENTS INGENIERIES/BMF/ THERMIBEL/C2BI	75019 PARIS	1 099 400
20161000	DEP6060E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE RUE DU MOULIN À PLOBSHEIM	TRABET	67500 HAGUENAU	102 965,5
20161005	DEP6061E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE RUE DU FOSSÉ DES TANNEURS ET RUE DU 22 NOVEMBRE À STRASBOURG	TRABET	67500 HAGUENAU	198 893,5
20161013	DEP6062E TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE JACOB ET DE LA PLACE MATHIEU ZELL À STRASBOURG-CRONENBOURG TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES D'ALIGNEMENT	EST PAYSAGES D'ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	17 531
20161006	DEP6062E TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE JACOB ET DE LA PLACE MATHIEU ZELL À STRASBOURG-CRONENBOURG TRAVAUX DE VOIRIE	Sté SATER	67620 SOUFFLENHEIM	533 059,5

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20161101	DEP6063E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE RUE DE PARIS À GEISPOLSHEIM	Sté DENNI LEGOLL	67214 OBERNAI CEDEX	77 215
20161060	DEP6064E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE RUE DU FOSSÉ RIEPBERG ET RUE KEMBS À STRASBOURG NEUDORF	Sté DENNI LEGOLL	67214 OBERNAI CEDEX	117 033
20161149	DEP6065E ZONE SITUÉE AU SUD DE L'ESPACE SPORTIF - RUE DU STADE À NIEDERHAUSBERGEN	COLAS EST Agence de Strasbourg	67541 OSTWALD CEDEX	109 823,5
20161014	DEP6066E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU COLLECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE DU GÉNÉRAL LECLERC À WOLFISHEIM	M3R	91312 MONTLHERY CEDEX	103 249
20161096	DEP6067E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT RUES DU RAD, DES GARDES-FORESTIERS, DES GARDES-CHAMPÊTRES, QUAI DES JONCS À STRASBOURG	M3R	91312 MONTLHERY CEDEX	147 262
20161151	DEP6068E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DANS LE SECTEUR DE LA RUE DE MOLSHEIM À SCHILTIGHEIM	Jean LEFEBVRE ALSACE	67507 HAGUENAU CEDEX	328 350
20161171	DEP6070E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT - RUE DE L'ECOLE À LAMPERTHEIM	SMCE - REHA	68310 WITTELSHEIM	43 600

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2016/1030	REHABILITATION CASIERS VESTIAIRES PROGRAMMABLES PATINOIRE ICEBERG DE STRASBOURG	SUFFIXE	70190 RIOZ	48 574,14	01/08/2016
2016/1034	ACHAT POCHETTES CONDITIONNEMENT SPECIFIQUE D'ARCHIVES	SCHROEDER HANS	99999 76689 KARLSDORF NEUTHARD 1	1 984,35	02/08/2016
2016/1035	FOURN. POCHETTES 4 RABATS PLAQUES DE VERRE CONDITIONNEMENT SPECIFIQUE D'ARCHIVES	SCHROEDER HANS	99999 76689 KARLSDORF NEUTHARD 1	5 243,25	02/08/2016
2016/1042	FORMATION "ARBRES"	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE AGRICOLCFPA INDRE ET LOIRE	37230 FONDETTES	6 500	08/08/2016
2016/1047	TRVX DE REALISATION DE CAROTTAGES BAT. PAPS ET PCPI LOT 24	STP ALSACE SCIAGE TOUTES PRESTATIONS	67460 SOUFFELWEYERSHEIM	17 911	09/08/2016
2016/1048	EXAMENS FONDATIONS PROFONDES PAPS ET PCPI LOT 25	RINCENT BTP SERVICES RECHERCHE EXPERTI	91160 CHAMPLAN	8 311,8	09/08/2016
2016/1053	REMPLACEMENT GARDE-CORPS FOSSE DE DEPOTAGE CENTRE TECHNIQUE SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	MSU	68840 PULVERSHEIM	15 000	10/08/2016
2016/1054	LOCATION ENTRETIEN MAINTENANCE D'EQUIPEMENTS SANITAIRES LOT1	AXE ENVIRONNEMENT	69960 CORBAS	13 000	01/09/2016
2016/1056	LOCATION ENTRETIEN MAINTENANCE D'EQUIPEMENTS SANITAIRES LOT 2	AXE ENVIRONNEMENT	69960 CORBAS	27 000	01/09/2016
2016/1058	FOURN. D'EFFETS D'HABILLEMENT POUR LE PERSONNEL DES ESPACES NATURELS DE L'EMS	LAZARUS BERNARD	67280 URMATT	18 000	11/08/2016
2016/1059	MISSION ETUDE ACOUSTIQUE ET SUIVI OPERATIONNEL DES TRVX AMENAGEMENT ECHANGEUR AUTOROUTIER BISCHHEIM	EMCH BERGER	67800 HOENHEIM	32 960	12/08/2016

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2016/1063	FORMATION PROFESSIONNELLE AUX LANGUES ALLEMANDE ET ANGLAISE	A PROPOS	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	83 500	25/08/2016
2016/1064	MOE REHABILITATION COLLECTEURS D'ASSAINISSMENT RUE C. PRIEUR RUE CLEMENCEAU RUE DE LA SAONE HOENHEIM	SOC ETUD TRAV URBAN ET INFRASTRUCT SETUI	68000 COLMAR	6 600	18/08/2016
2016/1067	MOE CREATION D'UNE LIAISON CYCLABLE ENTRE LES RUES DU RHIN ET DE ST PAUL A PLOBSHEIM	CARBIENER JULIEN	67170 BRUMATH	3 450	24/08/2016
2016/1068	MOE REAMENAGEMENT RUE DE SOULTZ A STBG	EMCH BERGER	67800 HOENHEIM	49 000	24/08/2016
2016/1070	NETTOYAGE DE PROJECTEURS AU PMC	LAGOONA STRASBOURG	67300 SCHILTIGHEIM	6 000	25/08/2016
2016/1071	DESSERTE TRAMWAY KOENIGSHOFFEN DEPUIS STRASBOURG CREATION MODIF. RESEAU TRAMWAY EXISTANT OQA INSERTION URBAI	ERA ENVIRONNEMENT ROUTES AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT ROUTES AMENAGEMENT	57070 METZ	20 910	25/08/2016
2016/1072	FOURN. 6 LAMES CHASSE-NEIGE BIAISE POUR TRACTEUR AGRICOLE LOT 1	EUROPE SERVICE	15000 AURILLAC	17 100	26/08/2016
2016/1073	FOURN. 4 SALEUSES AUTOCHARGEUSES LOT 2	ACOMETIS PRODUCTION	68360 SOULTZ	32 790	26/08/2016
2016/1080	FORMATION FONCTION MAITRE D'APPRENTISSAGE REFERENTS STAGIAIRES ET TUTEURS 2016-2018 LOT 1	GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PR	67000 STRASBOURG	22 000	01/09/2016
2016/1081	FORMATION FONCTION MAITRE D'APPRENTISSAGE REFERENTS DE STAGIARES ET TUTEURS 2016-2018 LOT 2	GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PR	67000 STRASBOURG	13 200	01/09/2016
2016/1082	FORMATION "FONCTIONS DE MAITRE D'APPRENTISSAGE REFERENTS DE STAGIAIRES ET TUTEURS 2016-2018 LOT 3	GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PR	67000 STRASBOURG	17 600	01/09/2016

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2016/1086	FORMATION "FONCTIONS DE MAITRE D'APPRENTISSAGE REFERENTS DE STAGIAIRES ET TUTEURS 2016-2018 LOT 4	GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PR	67000 STRASBOURG	6 600	01/09/2016
2016/1087	FORMATION "FONCTIONS DE MAITRE D'APPRENTISSAGE REFERENTS DE STAGIAIRES ET TUTEURS 2016-2018 LOT 5	GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PR	67000 STRASBOURG	12 900	01/09/2016
2016/1133	REALISATION D'UN BENCHMARK SUR LES PARCS D'EXPOSITION	AGENCE POUR DIFFUSION INFO TECHNOLOG IQADIT	75007 PARIS	20 000	02/09/2016
2016/1139	MOE AMENAGEMENT DE LA RUE DES JUIFS ET RUE DU PARCHEMIN STRASBOURG	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTAD EN	40 600	02/09/2016
2016/1141	FOURN. ET POSE D'UN BOX LABORATOIRE DE PEINTURE	O M I A	16340 L ISLE D ESPAGNAC	9 100	06/09/2016
2016/1142	SENSIBILISATION AU TRI EN MILIEU SCOLAIRE ET FORMATION DES ENSEIGNANTS	INSTITUT CONSEIL ENVIRONNE MENT ECO CONSEIL	67000 STRASBOURG	20 000	06/09/2016
2016/1145	FORMATION BUREAUTIQUE "PACK OFFICE 2013" 2016/2018	AS FORMATION	67000 STRASBOURG	89 999	07/09/2016
2016/1148	REHABILITATION RESEAU ASSAINIS. BLD OHMAHT, RUE T.SCHULER ET RUE ABBE WETTERLE A STBG	SMCE REHA	68310 WITTELSHEIM	70 445	08/09/2016
2016/1154	FOURN. ET POSE D'UN BUREAU POUR L'ATELIER 2 TEMPS	ECHAMAT KERNST	67640 FEGERSHEIM	7 148	13/09/2016
2016/1155	TRVX DE CHEMISAGE DES CONDUITES D'ASSAINISSEMENT RUE MURILLO ET RUE VAN EYCK A STRASBOURG KOENIGSHOFFEN	AXEO	67170 BRUMATH	41 941	13/09/2016
2016/1156	REMISE EN PEINTURE DES CONTROLES D'ACCES PAR BORNES	M H D	67202 WOLFISHEIM	5 720	15/09/2016
2016/1169	FORMATION SENSIBILISATION A L'ACCUEIL D'UN COLLEGUE SITUATION DE HANDICAP	LA PERSONA	28400 LA GAUDAINE	9 435	16/09/2016
2016/1170	REMISE EN ETAT D'UN GARDE-CORPS	GENERAL BATIMENT INDUSTRIE GBI	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTAD EN	4 950	19/09/2016
2016/1173	VALORISATION DE L'IMAGE DE L'EMS SUR LE NORDICTRACK OPEN DE STBG DU 22 AU 24/09/16	FFGOLF PRODUCTIO N	92130 ISSY LES MOULINEAUX	6 667	21/09/2016

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2016/1175	FOURN. TABLES MODULAIRES DESTINEES A LA SALLE DE REUNION DU "SALON CARRE" DE L'EMS	L ASSISE	67540 OSTWALD	60 000	21/09/2016
2016/1177	ASSISTANCE JURIDIQUE - RECOURS GRACIEUX TRAM KOENIGSHOFFEN	BENECH FRANCOIS	75016 PARIS	4 800	22/09/2016
2016/1180	TVX REMPL. MODULAIRES POSTE DE COMMANDEMENT NEIGE SITE FEDERATION 44 RTE DE LA FEDERATION	VOSGES ENVIRONNEMENT	88230 FRAIZE	52 103,81	26/09/2016
2016/1182	MOE REHABILITATION COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT RUE SPESBOURG FOUDAY BAN-DE-ROCHE ET HOHWALD STRASBOURG	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	9 520	26/09/2016
2016/1183	MOE REHABILITATION COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT RUE DU PARC ET DE LA MALTERIE A SCHILTIGHEIM	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	5 390	26/09/2016
2016/1191	MOE REHABILITATION COLLECTEURS ASSAINISSEMENT RUES GAL CONRAD, MURY, AUBRY ET RAU, BERNEGGER, GRASS, CONSEIL XV	HMS REHABILITATION	67000 STRASBOURG	8 670	29/09/2016
2016/1196	FOURN. DONNEES 3D PAR PROCEDE LIDAR AEROPORTE	OPSIA MEDITERRANEE OPSIA OPSIA AVIATION	83040 TOULON	19 120	30/09/2016

7

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Développement et optimisation des réseaux de communications électroniques sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Principes et dispositions tarifaires.

L'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales, autorise, dans certaines conditions, les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération intercommunale à créer des infrastructures destinées à accueillir des réseaux de communications électroniques et à les mettre à disposition de partenaires voire d'opérateurs. Il tend à promouvoir une utilisation partagée de ces infrastructures.

En application de l'article L. 5217-2-I, du même code, les métropoles exercent de plein droit une compétence en matière d'établissement, d'exploitation, d'acquisition et de mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du même code.

Dans ces conditions, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite, en s'appuyant sur les réseaux dont elle est propriétaire, renforcer et fixer un cadre général à sa politique de mise à disposition d'infrastructures et de réseaux, en direction tant de partenaires publics que d'opérateurs de communications électroniques.

A cet égard, l'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un patrimoine de plus de 700 kilomètres de réseaux, patrimoine aujourd'hui augmenté par les réseaux qui lui sont remis en zone d'activité, en zone d'aménagement concerté, en permis d'aménagé des lotissements et en permis groupé. Dans le même sens, la convention dite convention « VRD » dans sa nouvelle rédaction telle qu'approuvée par délibération en date du 30 septembre 2016, est venu confirmer la vocation de la collectivité d'incorporer dans son domaine public, les réseaux de gaines implantés par les opérateurs d'aménagement en tréfonds des voies privées à classer.

Ces infrastructures passives permettent ainsi de développer des réseaux numériques sur son territoire. Ce patrimoine est principalement dédié à ce jour aux besoins propres de l'Eurométropole de Strasbourg, sachant que des accords existent avec les partenaires institutionnels (département, région, université Louis Pasteur, Etat/préfecture, etc…) ou avec le groupement européen d'intérêt économique ARTE, opérateur média (chaîne franco-allemande) dont le siège est à Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg est actuellement de plus en plus sollicitée, non seulement par ses partenaires, mais également par des opérateurs de communications électroniques, pour une utilisation ou une mutualisation de ses capacités à leur profit ou de tiers, opérateurs ou non. Aussi, il est proposé de fixer les règles générales d'utilisation des infrastructures passives et de mettre en place des cadres conventionnels à l'effet d'homogénéiser les pratiques en fonction de types ou catégories d'occupation.

Il s'agit tout d'abord de confirmer la vocation principale des infrastructures de la collectivité, mais également de déterminer, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-3 du code général de la propriété des personnes physiques, les conditions financières de la mise à disposition desdites infrastructures à des tiers, en fonction des avantages matériels, économiques, juridiques et opérationnels que ceux-ci peuvent en tirer. Les redevances ainsi déterminées serviront à couvrir l'investissement de départ, l'entretien courant et l'entretien nécessaire en cas de dégradation des infrastructures.

Vous sont proposés les principes suivants :

- les réseaux numériques de l'Eurométropole de Strasbourg sont principalement destinés à ses besoins propres,
- l'Eurométropole de Strasbourg s'autorise à faire bénéficier les communes membres, les partenaires institutionnels, les organismes à but non lucratifs, les opérateurs de télécommunication, de droits d'occupation selon les modalités détaillées à la présente délibération,
- l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de refuser l'accès à ses réseaux en fonction des capacités résiduelles, ceci dans le but de préserver le développement de son propre réseau numérique. De ce fait, elle se réserve une capacité correspondant à un taux de 30 % d'occupation des fourreaux.

Deux grandes catégories d'utilisateurs peuvent être identifiées :

- catégorie 1 : Les utilisateurs exploitants un ou des réseaux privés indépendants de communications électroniques.

- catégorie 2 : Les utilisateurs exploitants des réseaux ouverts de communications électroniques.

A cet égard il est précisé que :

- par réseau privé indépendant de communication électronique on entend *« un réseau de communications électroniques réservé à l'usage d'une ou plusieurs personnes constituant un groupe fermé d'utilisateurs, en vue d'échanger des communications internes au sein de ce groupe »* (article L. 32-5° du code général des postes et des communications électroniques).

- par réseau de communications électroniques ouvert au public on entend *« tout réseau de communication électronique établi ou utilisé pour la fourniture au public de services de communications électroniques ou de services de communication au public par voie*

électronique » (article L. 32-3° du code général des postes et des communications électroniques).

Au cas d'espèce ces services sont développés par les opérateurs de communication électronique eux-mêmes définis comme étant *« toute personne physique ou morale exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques »* (article L. 32-15° du code général des postes et des communications électroniques)

- catégorie 1 : Les utilisateurs exploitants un ou des réseaux privés indépendants de communication électronique :

Peuvent être exploitant de réseaux privés de communications électroniques :

Les communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg mais également l'Etat, les établissements publics, toute autre collectivité territoriale ou entreprise n'ayant pas la qualité d'opérateur de communications électroniques au sens du code des postes et communications électroniques (CPCE).

Il est précisé que :

Les communes membres qui ont transféré leur compétence peuvent bénéficier d'un usage gratuit de ces réseaux pour raccorder leurs bâtiments publics, sachant qu'elles pourront être appelées à cofinancer ces travaux sous la forme d'un fonds de concours tel que prévu à l'article L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales rendu applicable aux métropoles par l'article L. 5217-7 du même code. Le montant du fond de concours ne peut excéder la part d'investissement de la métropole.

Parallèlement les partenaires de l'Eurométropole de Strasbourg ou tout autre exploitant de réseau de communications électroniques peuvent bénéficier d'un droit d'occupation dans les réseaux ou de la mise à disposition de fibres noires en vue de l'exploitation des réseaux indépendants dédiés à leurs services.
Les travaux complémentaires d'adaptation nécessaires le cas échéant restent à la charge des partenaires, si ces travaux ne présentent pas un intérêt suffisant pour le développement numérique de l'Eurométropole de Strasbourg.

- catégorie 2 : Les utilisateurs exploitants des réseaux ouverts de communication électroniques.

Les opérateurs de communications électroniques tel que définis précédemment peuvent ainsi bénéficier d'un droit d'occupation dans les réseaux de gaines de l'Eurométropole de Strasbourg, en fonction des capacités résiduelles de ce réseau. Ce droit s'entend d'un droit d'occupation ou d'utilisation partagée dans une gaine et les chambres techniques et autres infrastructures qui en constituent l'accessoire, étant précisé que sont exclues toutes réservations totales d'alvéoles.

Redevance d'occupation des réseaux de l'Eurométropole de Strasbourg :

La mise à disposition de capacité aux deux catégories utilisateurs définies ci-dessus suppose d'une part la formalisation d'une relation contractuelle entre l'utilisateur et l'Eurométropole de Strasbourg propriétaire des infrastructures et, d'autre part, l'engagement pour l'utilisateur de s'acquitter des redevances liquidées selon les principes approuvés par la présente délibération.

Concernant les conventions, quatre modèles conventionnels types sont joints à la présente délibération pour approbation de leurs dispositions, sachant que la durée de ces conventions ne pourra excéder 12 ans.

Concernant les tarifs, une grille tarifaire est jointe en annexe de cette délibération et soumise à l'approbation du Conseil dans la délibération budgétaire relative aux redevances annuelles.
Cette grille propose des redevances, en fonction de l'avantage tiré par l'utilisateur des infrastructures ou brins optiques mis à sa disposition, et des coûts d'investissement et de maintenance.

Les redevances annuelles ainsi définies sont révisées au 1er janvier de chaque année par application de la délibération fixant les tarifs des prestations de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le code général des collectivités territoriales,
notamment ses articles L. 1425-1 et L. 5217-2
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
notamment son article L. 2125-3
Vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *Le principe de la mise à disposition des infrastructures passives de communications électroniques de génie civil et des fibres optiques (fibres noires) de l'Eurométropole de Strasbourg aux tiers selon les principes suivants :*

- *les réseaux numériques de l'Eurométropole de Strasbourg sont principalement destinés à ses besoins propre,*
- *l'Eurométropole de Strasbourg s'autorise à faire bénéficier les communes membres, les partenaires institutionnels, les organismes à but non lucratifs, les opérateurs de télécommunication, de droits d'occupation selon les modalités détaillées à la présente délibération,*
- *l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de refuser l'accès à ses réseaux en fonction des capacités résiduelles, ceci dans le but de préserver le développement de son propre réseau numérique. De ce fait, elle se réserve une capacité correspondant à un taux de 30% d'occupation des fourreaux.*

2. *La classification en deux grandes catégories d'utilisateurs les bénéficiaires des réseaux de l'Eurométropole de Strasbourg selon la définition ci-dessous :*

- *Catégorie 1 : Les utilisateurs exploitants un ou des réseaux privés indépendants de communications électroniques.*

- *Catégorie 2 : Les utilisateurs exploitants des réseaux ouverts de communications électroniques.*

3. *Les cadres généraux conventionnels applicables à la mise à disposition d'infrastructures passives de communications électroniques et de fibres noires, à savoir les conventions type de :*

- *mise à disposition de paires optiques ;*
- *mise à disposition de droits d'occupations aux communes membres en leur qualité d'exploitant de réseau indépendant de communications électroniques ;*
- *mise à disposition de droits d'occupations aux partenaires et autres exploitants de réseau indépendants de communications électroniques ;*
- *mise à disposition de droits d'occupation aux opérateurs de communications électroniques, telles que jointes en annexe à la présente délibération ;*

dit que

les redevances applicables au droit d'occupation ou de mise à disposition de brins optiques consentis par l'Eurométropole de Strasbourg sont présentées dans la grille tarifaire jointe en annexe qui fera l'objet d'une approbation spécifique dans le cadre des délibérations budgétaires fixant au 1er janvier le tarif des prestations que l'Eurométropole assure.

autorise

le Président ou son(sa)représentant(e)

à signer tout acte ou convention nécessaire à l'exécution de la présente délibération et toute convention conclue avec un utilisateur suivant les principes généraux issus de conventions types approuvées par la présente et en application des redevances tarifaires en vigueur.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 20 décembre 2016

Grille tarifaire des prestations liées aux réseaux de communication de l'Eurométropole.
Etudes

Nature de la prestation	Tarif
Etude de faisabilité d'une liaison Génie Civil (1 journée ingénieur)	875€ HT la journée + 0.30€HT par mètre linéaire de liaison
Etude d'une liaison fibre optique. Forfait pour un tronçon	1 500€ HT
Recensement/relevé des câbles et liquidation des linéaires facturés	15 € HT par mètre linéaire

Location de Fourreaux ou de Fibres

Tranche linéaire par mètre d'artère (*)	Pour la mise à disposition de fourreaux			Pour la mise à disposition de paires optiques	
	Communes membres de l'Eurométropole	Réseaux privés indépendants Tarif H.T.	Opérateurs de communication Tarif H.T.	Communes membres de l'Eurométropole	Réseaux privés indépendants Tarif H.T.
Tranche de 0 ml à 1000 ml	Gratuité	1 000€	4 000€	Gratuité	1 000€
Pour toute tranche de linéaire supplémentaire excédant les 1000 ml et inférieur 5000 ml (en sus)	Gratuité	4 000€	16 000€	Gratuité	4 000€
Pour toute toute tranche de linéaire supplémentaire excédant les 5000 ml et inférieur 10 000 ml (en sus)	Gratuité	5 000€	15 000€	Gratuité	5 000€
Par tranche de 10 000 ml supplémentaire (en sus)	Gratuité	5 000€	15 000€	Gratuité	2 500€

(*) Une artère correspond à 1 ou plusieurs câbles du même opérateur dans un même fourreau
Si un opérateur occupe plusieurs fourreaux distincts il s'agira au cas d'espèce de plusieurs artères

CONVENTION
comportant mise à disposition de gaines et d'infrastructures connexes de télécommunication

Entre les soussignés

Partenaire institutionnel non opérateur
Représenté(e) par X, dont les bureaux sont à X, agissant au nom et pour le compte de X en application de X,

Ci- après dénommé « le PRENEUR »
D'une part,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg
Représentée par son président, agissant en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2015, portant approbation du budget primitif 2016 et de ses annexes tarifaires, et de la délibération du 5 mai 2014 (point V),
Sur instruction de la délégation sécurité prévention et sport, service SIRAC, 1, parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg cedex

Ci-après dénommée « le PROPRIETAIRE »
D'autre part.

Il a été préalablement exposé ce qui suit.

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'infrastructures passives de télécommunications pouvant comprendre notamment des fourreaux, des chambres de tirages, et des fibres optiques, qu'elle peut mettre à la disposition de toute personne morale souhaitant déployer des réseaux non ouverts au public.

Le « partenaire non opérateur » a manifesté son intention de réaliser une ou des liaisons optiques, détaillées en annexe n°1.

Afin d'éviter la réalisation de travaux lourds de génie civil, le « partenaire non opérateur » s'est rapproché de l'Eurométropole de Strasbourg en vue d'obtenir le droit d'occuper certaines de ses infrastructures.

Cette dernière est propriétaire des parcelles listées à l'annexe n° 1 par commune, section, et numéro, y compris des infrastructures qui en constituent l'accessoire. Ces infrastructures se composent de fourreaux et de chambres de tirage également indiquées à l'annexe n° 1.

L'Eurométropole de Strasbourg a accepté une mise à disposition de ses installations dans le cadre des dispositions de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPE CONVENTIONNEL S

Sommaire :

Article 1er Définitions
Article 2 Objet de la convention
Article 3 Durée de la convention
Article 4 Résiliation de la convention
Article 5 Sort des installations à l'expiration de la convention
Article 6 Conditions d'utilisation des infrastructures
Article 7 Etendue du droit d'usage
Article 8 Récolement technique
Article 9 Responsabilité et garantie de service
Article 10 Assurances
Article 11 Redevance
Article 12 Indexation annuelle
Article 13 Modalités de paiement de la redevance
Article 14 Études relatives à l'utilisation des installations de génie civil du PROPRIETAIRE
Article 15 Règlement des litiges
Article 16 Documents conventionnels
Annexes

Article 1er - Définitions

Les termes suivants employés dans la présente convention sont définis comme suit :

Câble : tout ensemble d'éléments de cuivre ou fibre optique permettant le transport des signaux

Chambre : ouvrage de génie civil enterré permettant le tirage et le raccordement de câbles

Chambre de tirage : toute chambre plus spécialement destinée au tirage des câbles ou fourreaux mis à la disposition de l'opérateur à cet effet, dont l'usage est/sera partagé entre plusieurs occupants

Chaussette : dispositif souple placé dans un fourreau pour décomposer celui-ci en sous fourreaux

Convention : le présent document et ses annexes

DR : demande de renseignement sur l'existence de réseaux et l'implantation d'ouvrages souterrains aériens ou subaquatiques, adressée par le maître d'ouvrage ou à défaut le maître d'œuvre aux exploitants lorsqu'ils sont concernés (cf. articles R. 554-20 à R. 554-34 et R. 554-38 du code de l'environnement)

DICT : déclaration d'intention de commencement de travaux ; elle est adressée, avant d'engager les travaux, par le maître d'ouvrage ou à défaut par le maître d'œuvre, aux exploitants qui sont concernés (cf. articles R. 554-25 du code de l'environnement)

Fibre : les fibres optiques louées au PROPRIETAIRE et définies à l'article 3 du contrat

Fourreau : toute gaine ou tout tube, souterrain ou occupant un ouvrage dont le diamètre permet d'accueillir un ou plusieurs câbles de télécommunications ou des sous-fourreaux

Lovage : boucle de câble servant de réserve en cas de ré-intervention

Masque : ensemble physique groupé de sections de fourreaux au niveau de la paroi intérieure d'une chambre de tirage

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Sous-fourreau : toute gaine ou tout tube, souterrain ou occupant un ouvrage dont le diamètre ne permet d'accueillir qu'un seul câble de télécommunication

Article 2 - Objet de la convention

2.1 - Description des infrastructures

Le PROPRIETAIRE autorise le PRENEUR à occuper les infrastructures passives de communication électronique (fourreau de type TPC ou PEHD), pour y installer un câble optique de brins multimode ou monomode.

Les types de fourreaux, leurs diamètres, les itinéraires et les liaisons sont précisées en annexe n° 2.

L'autorisation d'occuper ces infrastructures est accorde à titre précaire et révocable, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

2.2 - Etat d'entretien, compatibilité

Le PRENEUR déclare avoir pris connaissance des infrastructures louées. Il fait son affaire personnelle de la vérification de leur bon état (continuité des fourreaux, etc.).

Il prend les infrastructures dans l'état où elles se trouvent et affirme avoir vérifié leurs capacités techniques et l'absence d'éventuelles incompatibilités d'usage. Il décharge le PROPRIETAIRE de toute responsabilité à cet égard et ne saurait se prévaloir de leur état pour lui réclamer une quelconque indemnité.

2.3 - Travaux

Le PRENEUR effectue seul, à ses frais et sous sa responsabilité, les travaux préalables d'adaptation et de remise en état éventuelle suite à la réalisation de ces derniers, nécessaires à la mise en service de ses installations au sein des infrastructures du PROPRIETAIRE.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de douze ans, à compter de la date de la dernière signature des deux parties.

La convention ne peut se prolonger par tacite reconduction. A l'expiration de sa durée, le PRENEUR ne peut en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien de ses câbles dans les installations du PROPRIETAIRE ou au renouvellement de la convention. Mais, celle-ci peut être reconduite par voie d'avenant pour une nouvelle durée de douze ans.

En l'absence d'avenant visant à la reconduire, la présente convention prend fin de plein droit à sa date d'échéance.

La contribution financière visée à l'article 11 peut être révisée lors de toute reconduction ou renouvellement de la présente convention. La dite contribution est au minimum actualisée par application de l'indice TP 12a en vigueur au premier janvier de l'année de la signature de l'avenant correspondant.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 4 – Résiliation de la convention

4.1 - Résiliation de plein droit

La convention est résiliée de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- lorsque le PRENEUR ne respecte pas l'une de ses obligations, notamment financières ou techniques
- lorsque le PROPRIETAIRE transfère la gestion de ses infrastructures à un délégataire de service public, à la date de signature du contrat de délégation de service public ; dans un tel cas, la présente convention est transférée au délégataire et appliquée dans les mêmes conditions jusqu'à son échéance.

En cas de non respect des obligations conventionnelles, le PRENEUR est destinataire d'une mise en demeure délivrée par lettre recommandée avec accusé de réception

A défaut pour le PRENEUR de se conformer à cette mise en demeure dans un délai d'un mois suivant la réception de cette dernière, la résiliation de plein droit est constatée et lui est notifiée par le PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet un mois après la date de réception, par le PRENEUR, de cette seconde lettre recommandée.

4.2 - Résiliation conventionnelle

La convention peut être résiliée à tout moment par le PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois. La résiliation est effective trois mois après réception de la lettre recommandée par son destinataire.

La résiliation de la convention ne donne droit à aucune indemnité par le PRENEUR.

Les redevances et droits payés le cas échéant d'avance par le PRENEUR restent acquis au PROPRIETAIRE.

Le sort des infrastructures et installations existantes est réglé conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

Article 5 - Sort des installations à l'expiration de la convention

A l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit, les installations existantes (câbles, etc.) occupant les infrastructures mises à la disposition du PRENEUR doivent être déposées, et les lieux remis en leur état primitif par les soins et aux frais exclusifs de ce dernier.

A défaut pour le PRENEUR de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois mois à dater du terme de la convention, il est redevable envers le PROPRIETAIRE d'une pénalité contractuelle égale à 1/100^{e} de la redevance de l'année considérée par jour de retard, sauf évènement de force majeure. Par ailleurs, il peut être pourvu à la dépose d'office aux frais et risques du PRENEUR par le PROPRIETAIRE.

Si, à la demande du PRENEUR, le PROPRIETAIRE accepte que des installations en tout ou en partie ne soient pas déposées, celles-ci deviennent la propriété du PROPRIETAIRE, sans que ce dernier ne soit tenu au versement d'une quelconque indemnité à ce titre.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 6 - Conditions d'utilisation des infrastructures

L'utilisation des infrastructures du PROPRIETAIRE doit se faire dans les conditions suivantes :

- les câbles, les sous-fourreaux et, le cas échéant, les chaussettes, doivent être identifiés par des moyens appropriés

- le PRENEUR consulte le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr afin d'obtenir la liste des exploitants auxquels il doit adresser les déclarations réglementaires de projet de travaux (DT) et d'intention de commencement de travaux (DICT)

- le PRENEUR assure la protection mécanique du ou de ses câble(s) dans la traversée des chambres de tirage

- les loves de câble, ainsi que l'adjonction de boitiers de quelques type que ce soit, ne sont pas autorisés à moins d'avoir été spécialement autorisés par écrit par le PROPRIETAIRE

- l'installation des câbles et sous-fourreaux ne doit en aucun cas gêner les opérations ultérieures sur les autres fourreaux ou câbles existants

- dans le cas où des installations (câbles, etc.) ne sont plus utilisées, le PRENEUR a l'obligation de les déposer à ses frais exclusifs ; il n'est en aucun cas admis qu'un câble hors service occupe une infrastructure du PROPRIETAIRE.

Article 7 - Etendue du droit d'usage

La présente autorisation d'occupation visée à l'article 2.1 est consentie pour les besoins propres du PRENEUR.

Elle n'est pas transmissible à des tiers.

La présente convention ne confère aucune exclusivité au PRENEUR.

Article 8 - Récolement technique

Le PRENEUR réalise les travaux de raccordement et de pose de ses câbles et équipements à ses frais et sous sa responsabilité. Un état contradictoire dimensionnel du réseau est établi à la clôture du chantier d'installation.

Avant la mise en service de la liaison, un dossier technique est transmis par le PRENEUR au SIRAC. Il comporte le type précis de câble employé.

Le PRENEUR procède à la mise en place de ses installations ou équipements dans le respect des normes techniques et des règles de l'art.

Article 9 – Responsabilité et garantie de service

L'entretien des fourreaux et chambres est assuré par le SIRAC. En cas d'incident, le preneur l'en informe par téléphone en appelant le numéro suivant : 03.88.84.84.84.

Le temps d'intervention du SIRAC ou de l'entreprise pour réaliser le diagnostic est en principe inférieur à huit heures ouvrées (disposition indicative et non contractuelle).

Le temps de rétablissement dépend de la nature des dégâts et ne peut être clairement défini à l'avance.

L'entretien du câble et des équipements propres, propriété du PRENEUR, est à la charge de celui-ci, qui est tenu d'en assurer la surveillance (dommage, usure, etc.).

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

En cas de défaillance de l'infrastructure de cheminement (fourreaux et chambres) entraînant une perte de liaison, la redevance de location de chaque semaine partielle ou complète est soustraite de la redevance annuelle.

En cas de travaux prévisibles conduisant à la suspension temporaire du réseau ou à la modification de ses conditions d'exploitation, le PROPRIETAIRE en avertit le PRENEUR dans un délai raisonnable. Ce préavis ne s'applique pas en cas de travaux urgents nécessités par le fonctionnement ou la sécurité du réseau ou des travaux de voirie non programmables.

Le PRENEUR doit, si nécessaire, déposer à ses frais les câbles et équipements lui appartenant lorsque les travaux sont exécutés dans l'intérêt et conformément à la destination du domaine public occupé. Les câbles sont alors installés provisoirement afin de permettre la réalisation des travaux programmés par le PROPRIETAIRE.

La responsabilité du PROPRIETAIRE n'est pas engagée, sauf en cas de faute de son propre fait, pour les préjudices qui pourraient être occasionnés aux câbles par les agents ou les sociétés travaillant pour son compte.

Enfin, le PRENEUR déclare s'être vu remis, à la signature de la présente convention, les conditions du contrat de maintenance dont bénéficie le PROPRIETAIRE, et en avoir pris connaissance. Aucune garantie excédant lesdites dispositions ne peut lui être accordée.

Article 10 - Assurances

Le PRENEUR est tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances représentées en France, une ou plusieurs polices d'assurances valables pendant toute la durée de la présente convention, et garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses équipements techniques, et de son personnel intervenant notamment dans le cadre d'opérations de maintenance
- les dommages subis par ses propres équipements techniques ou matériels, notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, ou de dégâts des eaux.

Le PRENEUR informe le PROPRIETAIRE de tout sinistre ou dégradation s'étant produit sur les installations louées, dès qu'il en a connaissance, et à procéder à toute déclaration auprès de ses assureurs en temps utile.

Une attestation d'assurances faisant expressément référence à la présente convention est fournie par le PRENEUR à première demande du PROPRIETAIRE.

Article 11 - Redevance

En contrepartie de l'occupation des infrastructures mises à sa disposition, le PRENEUR verse une redevance annuelle, calculée en application de la grille tarifaire adoptée par délibération du X.

Cette redevance est liquidée sur la base des mètres linéaires tels qu'indiqués en annexe n° 2, mise à jour à chaque date anniversaire de la présente convention.

En cas de résiliation de la convention avant le temps prévu, pour un motif autre que l'inexécution de ses clauses et conditions, la partie de la redevance versée par avance et correspondant à la période restant à courir est restituée au PRENEUR.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 12 - Indexation annuelle

La redevance est révisée au 1er janvier de chaque année, par application de la délibération fixant les tarifs des prestations de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 13 - Modalités de paiement de la redevance

Le paiement de la redevance s'effectue par avance en un versement unique effectué avant le 15 du mois de février de l'année en cours, sur présentation par le PROPRIETAIRE d'un titre de recettes qui est adressé annuellement au PRENEUR.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance est calculée *prorata temporis* à compter de la date de la dernière signature des deux parties, chaque mois d'occupation étant décompté comme un mois entier.

Ce paiement est assuré par virement bancaire au compte 20041 010015 05005 00 G 036 clé 84, ou par chèque libellé à l'ordre de M. le trésorier principal de l'Eurométropole de Strasbourg, et adressé au 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex, accompagné des références du titre de recette susvisé.

Toute somme non payée à l'échéance du 15 février, peut donner lieu au paiement de pénalité de retard, calculée sur la base du taux légal en vigueur, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques. Cette pénalité court à compter du premier jour suivant l'échéance de paiement jusqu'au jour du paiement effectif.

Article 14 - Études relatives à l'utilisation des installations de génie civil du PROPRIETAIRE

Les études relatives à l'utilisation des fourreaux du PROPRIETAIRE par le PRENEUR sont réalisées par celui-ci sous son entière responsabilité.

15.1 - Réalisation des études

15.1.1 - Conditions préalables

Le PRENEUR prend toutes les mesures réglementaires et de sécurité préalables permettant de travailler sur les différents domaines rencontrés (domaine public routier, domaine public non routier, domaine privé) et en assure, seul, la responsabilité.

Il obtient tous les agréments nécessaires auprès des autres concessionnaires, collectivités ou utilisateurs du domaine concerné par ses interventions et en sera seul responsable.

Toutefois, le PROPRIETAIRE délivre au PRENEUR, sur simple demande de sa part, toute information et tout document, détenu par elle, et permettant à ce dernier d'effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de ces autorisations.

Le PRENEUR établit les plans de prévention et de sécurité adaptés, sous sa seule responsabilité, et les fait signer par son entreprise sous-traitante, le cas échéant. Ces plans sont transmis pour information au PROPRIETAIRE, avec la demande d'autorisation d'études.

15.1.2 - Description de la réalisation des études

Suite à l'obtention de l'autorisation d'étude de la part du PROPRIETAIRE, le PRENEUR peut procéder à des visites des installations afin de préparer son intervention de pose, tirage et

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPE CONVENTIONNEL

raccordement d'équipements. Pour ce faire, le PRENEUR indique au PROPRIETAIRE le jour, l'heure, le type d'intervention prévue, et les chambres ciblées, pour chaque visite.

Le PROPRIETAIRE répond dans un délai de trois jours ouvrés, afin de valider les dates et heures de visite. Il se réserve la possibilité d'accompagner le PRENEUR dans ses visites.

Le cas échéant, le PRENEUR signale toute détérioration des installations. Il réalise ses études en accédant aux installations de génie civil dans le périmètre géographique faisant l'objet de la présente convention.

Le PRENEUR fait une photographie des masques décrivant les travaux projetés. Il pointe les fourreaux libres en indiquant les fourreaux souhaités et joint ce pointage à ladite photographie pour chaque masque.

Si le PROPRIETAIRE a fourni au PRENEUR le plan des masques au titre de la documentation, ce dernier le complète. Dans le cas contraire, il l'établit conformément au modèle fourni par le PROPRIETAIRE.

Pour valider la disponibilité du fourreau souhaité, le PRENEUR peut utiliser soit la technique du soufflage, soit la technique de l'aiguillage. Si cette dernière technique est utilisée, le fil d'aiguillage peut rester dans le fourreau à la condition d'être étiqueté à chaque extrémité et dans chaque chambre de passage avec le nom du PRENEUR et la date de pose dans le fourreau.

Si le PRENEUR souhaite réaliser le percement d'un grand pied-droit d'une chambre ou installer un manchon dans une chambre, il exprime cette demande auprès du PROPRIETAIRE.

15.2 - Élaboration du dossier d'autorisation de travaux

A l'issue des relevés de terrain, et après avoir ouvert toutes les chambres, le PRENEUR remplit le dossier d'autorisation de travaux qui comprend les éléments suivants :

- un plan des parcours issus des plans itinéraires initialement fournis par le PROPRIETAIRE et dûment complétés par le PRENEUR ou son sous-traitant pour les parcours envisagés ; les plans des masques (soit masques fournis par le PROPRIETAIRE, soit masques dessinés par le PRENEUR ou son sous-traitant) sont ajoutés sur le plan itinéraire
- des photographies incluant la légende des divers masques traversés et le relevé des fourreaux libres
- un fichier décrivant les travaux projetés selon le modèle fourni par le PROPRIETAIRE
- une photographie du panneau de la chambre sur lequel le PRENEUR souhaite installer un manchon ou réaliser un percement.

Le PROPRIETAIRE accuse réception de la demande de travaux dans un délai d'une semaine.

Après examen du dossier dans un délai ne pouvant excéder deux semaines, le PROPRIETAIRE autorise le PRENEUR à réaliser les travaux décrits dans le dossier.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 15 - Règlement des litiges

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre le PROPRIETAIRE et le PRENEUR au sujet de l'application ou de l'interprétation de la convention feront l'objet d'une tentative de résolution amiable. Si aucun accord ne peut être trouvé dans les soixante jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la difficulté en cause, le litige est soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de Strasbourg.

Article 16 – Documents conventionnels

La présente convention est constituée du corps des présentes et de ses annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux dont un est remis à chaque partie.

Dont acte sur neuf pages

Fait à Strasbourg, le

Pour le PRENEUR

Pour le PROPRIETAIRE
le président

Annexes :
- annexe n° 1 : plan des liaisons optiques faisant l'objet de la présente convention
- annexe n° 2 : tableau détaillant les linéaires facturés fournis pas le PRENEUR

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

CONVENTION
comportant mise à disposition de gaines et d'infrastructures connexes de télécommunication

Entre les soussignés

commune membre de l'Eurométropole de Strasbourg
Représenté(e) par X, dont les bureaux sont à X, agissant au nom et pour le compte de X en application de X,

Ci- après dénommé « le PRENEUR »
D'une part,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg
Représentée par son président, agissant en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2015, portant approbation du budget primitif 2016 et de ses annexes tarifaires, et de la délibération du 5 mai 2014 (point V),
Sur instruction de la délégation sécurité prévention et sport, service SIRAC, 1, parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg cedex

Ci-après dénommée « le PROPRIETAIRE »
D'autre part.

Il a été préalablement exposé ce qui suit.

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'infrastructures passives de télécommunications pouvant comprendre notamment des fourreaux, des chambres de tirages, et des fibres optiques, qu'elle peut mettre à la disposition de toute personne morale souhaitant déployer des réseaux non ouverts au public.

Le « partenaire non opérateur » a manifesté son intention de réaliser une ou des liaisons optiques, détaillées en annexe n°1.

Afin d'éviter la réalisation de travaux lourds de génie civil, le « partenaire non opérateur » s'est rapproché de l'Eurométropole de Strasbourg en vue d'obtenir le droit d'occuper certaines de ses infrastructures.

Cette dernière est propriétaire des parcelles listées à l'annexe n° 1 par commune, section, et numéro, y compris des infrastructures qui en constituent l'accessoire. Ces infrastructures se composent de fourreaux et de chambres de tirage également indiquées à l'annexe n° 1.

L'Eurométropole de Strasbourg a accepté une mise à disposition de ses installations dans le cadre des dispositions de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPE CONVENTIONNEL S

Sommaire :

Article 1er Définitions
Article 2 Objet de la convention
Article 3 Durée de la convention
Article 4 Résiliation de la convention
Article 5 Sort des installations à l'expiration de la convention
Article 6 Conditions d'utilisation des infrastructures
Article 7 Etendue du droit d'usage
Article 8 Récolement technique
Article 9 Responsabilité et garantie de service
Article 10 Assurances
Article 11 Redevance
Article 12 Règlement des litiges
Article 13 Documents conventionnels
Annexes

Article 1er - Définitions

Les termes suivants employés dans la présente convention sont définis comme suit :

Câble : tout ensemble d'éléments de cuivre ou fibre optique permettant le transport des signaux

Chambre : ouvrage de génie civil enterré permettant le tirage et le raccordement de câbles

Chambre de tirage : toute chambre plus spécialement destinée au tirage des câbles ou fourreaux mis à la disposition de l'opérateur à cet effet, dont l'usage est/sera partagé entre plusieurs occupants

Chaussette : dispositif souple placé dans un fourreau pour décomposer celui-ci en sous fourreaux

Convention : le présent document et ses annexes

DR : demande de renseignement sur l'existence de réseaux et l'implantation d'ouvrages souterrains aériens ou subaquatiques, adressée par le maître d'ouvrage ou à défaut le maître d'œuvre aux exploitants lorsqu'ils sont concernés (cf. articles R. 554-20 à R. 554-34 et R. 554-38 du code de l'environnement)

DICT : déclaration d'intention de commencement de travaux ; elle est adressée, avant d'engager les travaux, par le maître d'ouvrage ou à défaut par le maître d'œuvre, aux exploitants qui sont concernés (cf. articles R. 554-25 du code de l'environnement)

Fibre : les fibres optiques louées au PROPRIETAIRE et définies à l'article 3 du contrat

Fourreau : toute gaine ou tout tube, souterrain ou occupant un ouvrage dont le diamètre permet d'accueillir un ou plusieurs câbles de télécommunications ou des sous-fourreaux

Lovage : boucle de câble servant de réserve en cas de ré-intervention

Masque : ensemble physique groupé de sections de fourreaux au niveau de la paroi intérieure d'une chambre de tirage

Sous-fourreau : toute gaine ou tout tube, souterrain ou occupant un ouvrage dont le diamètre ne permet d'accueillir qu'un seul câble de télécommunication

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 2 - Objet de la convention

2.1 - Description des infrastructures

Le PROPRIETAIRE autorise le PRENEUR à occuper les infrastructures passives de communication électronique (fourreau de type TPC ou PEHD), pour y installer un câble optique de brins multimode ou monomode.

Les types de fourreaux, leurs diamètres, les itinéraires et les liaisons sont précisées en annexe n° 2.

L'autorisation d'occuper ces infrastructures est accorde à titre précaire et révocable, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

2.2 - Etat d'entretien, compatibilité

Le PRENEUR déclare avoir pris connaissance des infrastructures louées. Il fait son affaire personnelle de la vérification de leur bon état (continuité des fourreaux, etc.).

Il prend les infrastructures dans l'état où elles se trouvent et affirme avoir vérifié leurs capacités techniques et l'absence d'éventuelles incompatibilités d'usage. Il décharge le PROPRIETAIRE de toute responsabilité à cet égard et ne saurait se prévaloir de leur état pour lui réclamer une quelconque indemnité.

2.3 - Travaux

Le PRENEUR effectue seul, à ses frais et sous sa responsabilité, les travaux préalables d'adaptation et de remise en état éventuelle suite à la réalisation de ces derniers, nécessaires à la mise en service de ses installations au sein des infrastructures du PROPRIETAIRE.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de douze ans, à compter de la date de la dernière signature des deux parties.

La convention ne peut se prolonger par tacite reconduction. A l'expiration de sa durée, le PRENEUR ne peut en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien de ses câbles dans les installations du PROPRIETAIRE ou au renouvellement de la convention. Mais, celle-ci peut être reconduite par voie d'avenant pour une nouvelle durée de douze ans.

En l'absence d'avenant visant à la reconduire, la présente convention prend fin de plein droit à sa date d'échéance.

La contribution financière visée à l'article 11 peut être révisée lors de toute reconduction ou renouvellement de la présente convention. La dite contribution est au minimum actualisée par application de l'indice TP 12a en vigueur au premier janvier de l'année de la signature de l'avenant correspondant.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 4 – Résiliation de la convention

4.1 - Résiliation de plein droit

La convention est résiliée de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- lorsque le PRENEUR ne respecte pas l'une de ses obligations, notamment financières ou techniques
- lorsque le PROPRIETAIRE transfère la gestion de ses infrastructures à un délégataire de service public, à la date de signature du contrat de délégation de service public ; dans un tel cas, la présente convention est transférée au délégataire et appliquée dans les mêmes conditions jusqu'à son échéance.

En cas de non respect des obligations conventionnelles, le PRENEUR est destinataire d'une mise en demeure délivrée par lettre recommandée avec accusé de réception

A défaut pour le PRENEUR de se conformer à cette mise en demeure dans un délai d'un mois suivant la réception de cette dernière, la résiliation de plein droit est constatée et lui est notifiée par le PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet un mois après la date de réception, par le PRENEUR, de cette seconde lettre recommandée.

4.2 - Résiliation conventionnelle

La convention peut être résiliée à tout moment par le PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois. La résiliation est effective trois mois après réception de la lettre recommandée par son destinataire.

La résiliation de la convention ne donne droit à aucune indemnité par le PRENEUR.

Les redevances et droits payés le cas échéant d'avance par le PRENEUR restent acquis au PROPRIETAIRE.

Le sort des infrastructures et installations existantes est réglé conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

Article 5 - Sort des installations à l'expiration de la convention

A l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit, les installations existantes (câbles, etc.) occupant les infrastructures mises à la disposition du PRENEUR doivent être déposées, et les lieux remis en leur état primitif par les soins et aux frais exclusifs de ce dernier.

A défaut pour le PRENEUR de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois mois à dater du terme de la convention, il peut y être pourvu d'office aux frais et risques du PRENEUR par le PROPRIETAIRE.

Si, à la demande du PRENEUR, le PROPRIETAIRE accepte que des installations en tout ou en partie ne soient pas déposées, celles-ci deviennent la propriété du PROPRIETAIRE, sans que ce dernier ne soit tenu au versement d'une quelconque indemnité à ce titre.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PROJETS CONVENTIONNELS

Article 6 - Conditions d'utilisation des infrastructures

L'utilisation des infrastructures du PROPRIETAIRE doit se faire dans les conditions suivantes :

- les câbles, les sous-fourreaux et, le cas échéant, les chaussettes, doivent être identifiés par des moyens appropriés

- le PRENEUR consulte le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr afin d'obtenir la liste des exploitants auxquels il doit adresser les déclarations réglementaires de projet de travaux (DT) et d'intention de commencement de travaux (DICT)

- le PRENEUR assure la protection mécanique du ou de ses câble(s) dans la traversée des chambres de tirage

- les loves de câble, ainsi que l'adjonction de boitiers de quelques type que ce soit, ne sont pas autorisés à moins d'avoir été spécialement autorisés par écrit par le PROPRIETAIRE

- l'installation des câbles et sous-fourreaux ne doit en aucun cas gêner les opérations ultérieures sur les autres fourreaux ou câbles existants

- dans le cas où des installations (câbles, etc.) ne sont plus utilisées, le PRENEUR a l'obligation de les déposer à ses frais exclusifs ; il n'est en aucun cas admis qu'un câble hors service occupe une infrastructure du PROPRIETAIRE.

Article 7 - Etendue du droit d'usage

La présente autorisation d'occupation visée à l'article 2.1 est consentie pour les besoins propres du PRENEUR.

Elle n'est pas transmissible à des tiers.

La présente convention ne confère aucune exclusivité au PRENEUR.

Article 8 - Récolement technique

Le PRENEUR réalise les travaux de raccordement et de pose de ses câbles et équipements à ses frais et sous sa responsabilité. Un état contradictoire dimensionnel du réseau est établi à la clôture du chantier d'installation.

Avant la mise en service de la liaison, un dossier technique est transmis par le PRENEUR au SIRAC. Il comporte le type précis de câble employé.

Le PRENEUR procède à la mise en place de ses installations ou équipements dans le respect des normes techniques et des règles de l'art.

Article 9 – Responsabilité et garantie de service

L'entretien des fourreaux et chambres est assuré par le SIRAC. En cas d'incident, le preneur l'en informe par téléphone en appelant le numéro suivant : 03.88.84.84.84.

Le temps d'intervention du SIRAC ou de l'entreprise pour réaliser le diagnostic est en principe inférieur à huit heures ouvrées (disposition indicative et non contractuelle).

Le temps de rétablissement dépend de la nature des dégâts et ne peut être clairement défini à l'avance.

L'entretien du câble et des équipements propres, propriété du PRENEUR, est à la charge de celui-ci, qui est tenu d'en assurer la surveillance (dommage, usure, etc.).

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

En cas de défaillance de l'infrastructure de cheminement (fourreaux et chambres) entraînant une perte de liaison, la redevance de location de chaque semaine partielle ou complète est soustraite de la redevance annuelle.

En cas de travaux prévisibles conduisant à la suspension temporaire du réseau ou à la modification de ses conditions d'exploitation, le PROPRIETAIRE en avertit le PRENEUR dans un délai raisonnable. Ce préavis ne s'applique pas en cas de travaux urgents nécessités par le fonctionnement ou la sécurité du réseau ou des travaux de voirie non programmables.

Le PRENEUR doit, si nécessaire, déposer à ses frais les câbles et équipements lui appartenant lorsque les travaux sont exécutés dans l'intérêt et conformément à la destination du domaine public occupé. Les câbles sont alors installés provisoirement afin de permettre la réalisation des travaux programmés par le PROPRIETAIRE.

Si des contraintes techniques eu égard aux travaux prévisibles des services publics ou des nécessités d'intérêt général l'imposent, le PRENEUR peut solliciter le PROPRIETAIRE afin qu'il l'assiste dans cette recherche.

La responsabilité du PROPRIETAIRE n'est pas engagée, sauf en cas de faute de son propre fait, pour les préjudices qui pourraient être occasionnés aux câbles par les agents ou les sociétés travaillant pour son compte.

Enfin, le PRENEUR déclare s'être vu remis, à la signature de la présente convention, les conditions du contrat de maintenance dont bénéficie la PROPRIETAIRE, et en avoir pris connaissance. Aucune garantie excédant lesdites dispositions ne peut lui être accordée.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 10 - Assurances

En dehors des cas dans lesquels il en est expressément dispensé en application des textes spéciaux applicables aux preneurs personnes morales de droit public, le PRENEUR est tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances représentées en France, une ou plusieurs polices d'assurances valables pendant toute la durée de la présente convention, et garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses équipements techniques, et de son personnel intervenant notamment dans le cadre d'opérations de maintenance
- les dommages subis par ses propres équipements techniques ou matériels, notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, ou de dégâts des eaux.

Le PRENEUR informe le PROPRIETAIRE de tout sinistre ou dégradation s'étant produit sur les installations louées, dès qu'il en a connaissance, et à procéder à toute déclaration auprès de ses assureurs en temps utile.

Lorsqu'il n'en est pas dispensé, une attestation d'assurance faisant expressément référence à la présente convention est fournie par le PRENEUR à première demande du PROPRIETAIRE.

Article 11 - Redevance

L'occupation des infrastructures mises à la disposition du PRENEUR est opérée à titre gracieux.

Article 12 - Règlement des litiges

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre le PROPRIETAIRE et le PRENEUR au sujet de l'application ou de l'interprétation de la convention feront l'objet d'une tentative de résolution amiable. Si aucun accord ne peut être trouvé dans les soixante jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la difficulté en cause, le litige est soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de Strasbourg.

Article 13 – Documents conventionnels

La présente convention est constituée du corps des présentes et de ses annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux dont un est remis à chaque partie.

Dont acte sur sept pages

Fait à Strasbourg, le

Pour le PRENEUR

Pour le PROPRIETAIRE
le président

Annexes :
- annexe n° 1 : plan des liaisons optiques faisant l'objet de la présente convention
- annexe n° 2 : tableau détaillant les linéaires facturés fournis pas le PRENEUR

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

CONVENTION
comportant mise à disposition de gaines et d'infrastructures connexes de télécommunication

Entre les soussignés

Exploitants de réseaux ouverts de communications électroniques
Représenté(e) par X, dont les bureaux sont à X, agissant au nom et pour le compte de X en application de X,

Ci- après dénommé « le PRENEUR »
D'une part,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg
Représentée par son président, agissant en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2015, portant approbation du budget primitif 2016 et de ses annexes tarifaires, et de la délibération du 5 mai 2014 (point V),
Sur instruction de la délégation sécurité prévention et sport, service SIRAC, 1, parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg cedex

Ci-après dénommée « le PROPRIETAIRE »
D'autre part.

Il a été préalablement exposé ce qui suit.

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'infrastructures passives de télécommunications pouvant comprendre notamment des fourreaux, des chambres de tirages, et des fibres optiques, qu'elle peut mettre à la disposition de toute personne morale souhaitant déployer des réseaux ouverts au public.

Le « partenaire non opérateur » a manifesté son intention de réaliser une ou des liaisons optiques, détaillées en annexe n°1.

Afin d'éviter la réalisation de travaux lourds de génie civil, le « partenaire non opérateur » s'est rapproché de l'Eurométropole de Strasbourg en vue d'obtenir le droit d'occuper certaines de ses infrastructures.

Cette dernière est propriétaire des parcelles listées à l'annexe n° 1 par commune, section, et numéro, y compris des infrastructures qui en constituent l'accessoire. Ces infrastructures se composent de fourreaux et de chambres de tirage également indiquées à l'annexe n° 1.

L'Eurométropole de Strasbourg a accepté une mise à disposition de ses installations dans le cadre des dispositions de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPE CONVENTIONNEL S

Sommaire :

Article 1er Définitions
Article 2 Objet de la convention
Article 3 Durée de la convention
Article 4 Résiliation de la convention
Article 5 Sort des installations à l'expiration de la convention
Article 6 Conditions d'utilisation des infrastructures
Article 7 Etendue du droit d'usage
Article 8 Récolement technique
Article 9 Responsabilité et garantie de service
Article 10 Assurances
Article 11 Frais d'accès au réseau
Article 12 Redevance
Article 13 Indexation annuelle
Article 14 Modalités de paiement de la redevance
Article 15 Études relatives à l'utilisation des installations de génie civil du PROPRIETAIRE
Article 16 Règlement des litiges
Article 17 Documents conventionnels
Annexes

Article 1er - Définitions

Les termes suivants employés dans la présente convention sont définis comme suit :

Câble : tout ensemble d'éléments de cuivre ou fibre optique permettant le transport des signaux

Chambre : ouvrage de génie civil enterré permettant le tirage et le raccordement de câbles

Chambre de tirage : toute chambre plus spécialement destinée au tirage des câbles ou fourreaux mis à la disposition de l'opérateur à cet effet, dont l'usage est/sera partagé entre plusieurs occupants

Chaussette : dispositif souple placé dans un fourreau pour décomposer celui-ci en sous fourreaux

Convention : le présent document et ses annexes

DR : demande de renseignement sur l'existence de réseaux et l'implantation d'ouvrages souterrains aériens ou subaquatiques, adressée par le maître d'ouvrage ou à défaut le maître d'œuvre aux exploitants lorsqu'ils sont concernés (cf. articles R. 554-20 à R. 554-34 et R. 554-38 du code de l'environnement)

DICT : déclaration d'intention de commencement de travaux ; elle est adressée, avant d'engager les travaux, par le maître d'ouvrage ou à défaut par le maître d'œuvre, aux exploitants qui sont concernés (cf. articles R. 554-25 du code de l'environnement)

Fibre : les fibres optiques louées au PROPRIETAIRE et définies à l'article 3 du contrat

Fourreau : toute gaine ou tout tube, souterrain ou occupant un ouvrage dont le diamètre permet d'accueillir un ou plusieurs câbles de télécommunications ou des sous-fourreaux

Lovage : boucle de câble servant de réserve en cas de ré-intervention

Masque : ensemble physique groupé de sections de fourreaux au niveau de la paroi intérieure d'une chambre de tirage

DOCUMENT DE TRAVAIL PRINCIPES CONVENTIONNELS

Sous-fourreau : toute gaine ou tout tube, souterrain ou occupant un ouvrage dont le diamètre ne permet d'accueillir qu'un seul câble de télécommunication

Article 2 - Objet de la convention

2.1 - Description des infrastructures

Le PROPRIETAIRE autorise le PRENEUR à occuper les infrastructures passives de communication électronique (fourreau de type TPC ou PEHD), pour y installer un câble optique de brins multimode ou monomode.

Les types de fourreaux, leurs diamètres, les itinéraires et les liaisons sont précisées en annexe n° 2.

L'autorisation d'occuper ces infrastructures est accorde à titre précaire et révocable, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

2.2 - Etat d'entretien, compatibilité

Le PRENEUR déclare avoir pris connaissance des infrastructures louées. Il fait son affaire personnelle de la vérification de leur bon état (continuité des fourreaux, etc.).

Il prend les infrastructures dans l'état où elles se trouvent et affirme avoir vérifié leurs capacités techniques et l'absence d'éventuelles incompatibilités d'usage. Il décharge le PROPRIETAIRE de toute responsabilité à cet égard et ne saurait se prévaloir de leur état pour lui réclamer une quelconque indemnité.

2.3 - Travaux

Le PRENEUR effectue seul, à ses frais et sous sa responsabilité, les travaux préalables d'adaptation et de remise en état éventuelle, nécessaires à la mise en service de ses installations au sein des infrastructures du PROPRIETAIRE.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de douze ans, à compter de la date de la dernière signature des deux parties.

La convention ne peut se prolonger par tacite reconduction. A l'expiration de sa durée, le PRENEUR ne peut en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien de ses câbles dans les installations du PROPRIETAIRE ou au renouvellement de la convention. Mais, celle-ci peut être reconduite par voie d'avenant pour une nouvelle durée de douze ans.

En l'absence d'avenant visant à la reconduire, la présente convention prend fin de plein droit à sa date d'échéance.

La contribution financière visée à l'article 11 peut être révisée lors de toute reconduction ou renouvellement de la présente convention. La dite contribution est au minimum actualisée par application de l'indice TP 01 en vigueur au premier janvier de l'année de la signature de l'avenant correspondant.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Article 4 – Résiliation de la convention

4.1 - Résiliation de plein droit

La convention est résiliée de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- lorsque l'autorisation accordée au PRENEUR lui est retirée
- lorsque le PRENEUR ne respecte pas l'une quelconque de ses obligations, notamment ses obligations financières ou techniques
- lorsque le PROPRIETAIRE transfère la gestion de ses infrastructures à un délégataire de service public, à la date de signature du contrat de délégation de service public ; dans un tel cas, la présente convention pourra éventuellement être transférée au délégataire et appliquée dans les mêmes conditions jusqu'à son échéance
- lorsque la structure juridique du PRENEUR est dissoute ou lorsqu'il est en situation de liquidation judiciaire
- pour des nécessités de l'utilisation ou de la préservation des dépendances du domaine public, ou pour des motifs d'intérêt général.

En cas de non respect des obligations conventionnelles, le PRENEUR est destinataire d'une mise en demeure délivrée par lettre recommandée avec accusé de réception

A défaut pour le PRENEUR de se conformer à cette mise en demeure dans un délai d'un mois suivant la réception de cette dernière, la résiliation de plein droit est constatée et lui est notifiée par le PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet un mois après la date de réception, par le PRENEUR, de cette seconde lettre recommandée.

4.2 - Résiliation conventionnelle

La convention peut être résiliée à tout moment par le PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois. La résiliation est effective trois mois après réception de la lettre recommandée par son destinataire.

La résiliation de la convention ne donne droit à aucune indemnité par le PRENEUR.

Les redevances et droits payés le cas échéant d'avance par le PRENEUR restent acquis au PROPRIETAIRE.

Le sort des infrastructures et installations existantes est réglé conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

Article 5 - Sort des installations à l'expiration de la convention

A l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit, les installations existantes (câbles, etc.) occupant les infrastructures mises à la disposition du PRENEUR doivent être déposées, et les lieux remis en leur état primitif par les soins et aux frais exclusifs de ce dernier.

A défaut pour le PRENEUR de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de deux mois à compter de la notification d'une mise en demeure restée sans effet, il est redevable envers le PROPRIETAIRE d'une pénalité contractuelle égale à 1/100^{e} de la redevance de l'année considérée par jour de retard, sauf évènement de force majeure. Par ailleurs, il peut être pourvu à la dépose d'office par le PROPRIETAIRE, aux frais du PRENEUR majorés de 10% pour frais de maîtrise d'œuvre, et à ses risques.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Si, à la demande du PRENEUR, le PROPRIETAIRE accepte que des installations en tout ou en partie ne soient pas déposées, celles-ci deviennent la propriété du PROPRIETAIRE, sans que ce dernier ne soit tenu au versement d'une quelconque indemnité à ce titre.

Article 6 - Conditions d'utilisation des infrastructures

L'utilisation des infrastructures du PROPRIETAIRE doit se faire dans les conditions suivantes :

- les câbles, les sous-fourreaux et, le cas échéant, les chaussettes, doivent être identifiés par des moyens appropriés

- le PRENEUR consulte le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr afin d'obtenir la liste des exploitants auxquels il doit adresser les déclarations réglementaires de projet de travaux (DT) et d'intention de commencement de travaux (DICT)

- le PRENEUR assure la protection mécanique du ou de ses câble(s) dans la traversée des chambres de tirage

- les loves de câble, ainsi que l'adjonction de boitiers de quelques type que ce soit, ne sont pas autorisés à moins d'avoir été spécialement autorisés par écrit par le PROPRIETAIRE

- l'installation des câbles et sous-fourreaux ne doit en aucun cas gêner les opérations ultérieures sur les autres fourreaux ou câbles existants

- dans le cas où des installations (câbles, etc.) ne sont plus utilisées, le PRENEUR a l'obligation de les déposer à ses frais exclusifs ; il n'est en aucun cas admis qu'un câble hors service occupe une infrastructure du PROPRIETAIRE

- dans tous les cas, le PRENEUR s'engage à respecter toutes les prescriptions légales ou administratives relatives à l'exercice des activités autorisées pour l'utilisation des réseaux mis à disposition, de telle manière que le PROPRIETAIRE ne soit jamais inquiété et soit garanti de toutes les conséquences pouvant en résulter.

Article 7 - Etendue du droit d'usage

La présente location est consentie pour les besoins propres du PRENEUR. Toute forme de sous-location, de cession de droit ou autres mises à disposition à un tiers contre rétribution ou non est proscrite.

La présente convention ne confère aucune exclusivité au PRENEUR.

En outre, le PRENEUR s'interdit d'apporter, ou de faire apporter par un tiers, quelque modification que ce soit aux réseaux du PROPRIETAIRE, sans son consentement préalable, expresse et écrit.

Article 8 - Récolement technique

Le PRENEUR réalise les travaux de raccordement et de pose de ses câbles et équipements à ses frais et sous sa responsabilité. Un état contradictoire dimensionnel du réseau est établi à la clôture du chantier d'installation.

Avant la mise en service de la liaison, un dossier technique est transmis par le PRENEUR au SIRAC. Il comporte :

- le type précis de câble employé
- le récolement du génie civil sous le format Elyx en vigueur

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

Le PRENEUR procède à la mise en place de ses installations ou équipements dans le respect des normes techniques et des règles de l'art.

Article 9 – Responsabilité et garantie de service

L'entretien des fourreaux et chambres est assuré par le SIRAC. En cas d'incident, le preneur l'en informe par téléphone en appelant le numéro suivant : 03.88.84.84.84.

Le temps d'intervention du SIRAC ou de l'entreprise pour réaliser le diagnostic est en principe inférieur à huit heures ouvrées (disposition indicative et non contractuelle).

Le temps de rétablissement dépend de la nature des dégâts et ne peut être clairement défini à l'avance.

L'entretien du câble et des équipements propres, propriété du PRENEUR, est à la charge de celui-ci qui, est tenu d'en assurer la surveillance (dommage, usure, etc.).

En cas de défaillance de l'infrastructure de cheminement (fourreaux et chambres) entraînant une perte de liaison, la redevance de location de chaque semaine partielle ou complète est soustraite de la redevance annuelle.

En cas de travaux prévisibles conduisant à la suspension temporaire du réseau ou à la modification de ses conditions d'exploitation, le PROPRIETAIRE en avertit le PRENEUR dans un délai raisonnable. Ce préavis ne s'applique pas en cas de travaux urgents nécessités par le fonctionnement ou la sécurité du réseau ou des travaux de voirie.

Le PRENEUR doit, si nécessaire, déposer à ses frais les câbles et équipements lui appartenant lorsque les travaux sont exécutés dans l'intérêt et conformément à la destination du domaine public occupé. Les câbles sont alors installés provisoirement afin de permettre la réalisation des travaux programmés par le PROPRIETAIRE.

La responsabilité du PROPRIETAIRE n'est pas engagée, sauf en cas de faute de son propre fait, pour les préjudices qui pourraient être occasionnés aux câbles par les agents ou les sociétés travaillant pour son compte.

Le PRENEUR déclare s'être vu remis, à la signature de la présente convention, les conditions du contrat de maintenance dont bénéficie le PROPRIETAIRE, et en avoir pris connaissance. Aucune garantie excédant lesdites dispositions ne peut lui être accordée.

Le PRENEUR est responsable, tant vis à vis du PROPRIETAIRE que des tiers, de tous les dommages matériels directs qui pourraient résulter du déploiement et/ou de l'exploitation de ses équipements, et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux installations appartenant au PROPRIETAIRE, à l'exclusion expresse de la réparation des dommages indirects et/ou immatériels.

Les dommages indirects et/ou immatériels, au sens de la présente convention, sont ceux qui ne résultent pas directement de son fait fautif ou de celui de l'un de ses cocontractants. Il s'agit, en particulier, de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autre perte de revenus.

En cas de coupure accidentelle des installations, toutes les réparations effectuées par le PROPRIETAIRE ne couvrent que l'indemnisation du préjudice direct personnel et certain lié aux dommages constatés sur les équipements, à l'exclusion expresse de la réparation des dommages indirects et/ou immatériels comme précédemment définis. En toute hypothèse, ne

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

constituent pas un préjudice direct indemnisable au sein de la présente convention, les pertes de profit et les préjudices commerciaux.

En aucun cas la responsabilité du PROPRIETAIRE ne peut être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de l'exploitation par le PRENEUR de ses propres installations.

Toutefois, la redevance pourrait être maintenue en l'état si la suspension du fonctionnement du réseau résulte d'une faute du PRENEUR.

Ce dernier fait son affaire personnelle de toutes actions récursoires intentées contre le PROPRIETAIRE par des tiers, ainsi que des réclamations de toute nature auxquelles peuvent donner lieu ses équipements et son activité, de façon à ce que le PROPRIETAIRE ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Dans tous les cas, la responsabilité totale cumulée du PRENEUR n'excède pas la limite de X euros ou X% du montant total cumulé des redevances par an. De même, la responsabilité totale cumulée du PROPRIETAIRE n'excède pas la limite de X euros.

Article 10 - Assurances

Le PRENEUR est tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances représentées en France, une ou plusieurs polices d'assurances valables pendant toute la durée de la présente convention, et garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses équipements techniques, et de son personnel intervenant notamment dans le cadre d'opérations de maintenance
- les dommages subis par ses propres équipements techniques ou matériels, notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, ou de dégâts des eaux.

Le PRENEUR informe le PROPRIETAIRE de tout sinistre ou dégradation s'étant produit sur les installations louées, dès qu'il en a connaissance, et à procéder à toute déclaration auprès de ses assureurs en temps utile.

Une attestation d'assurances faisant expressément référence à la présente convention est fournie par le PRENEUR à première demande du PROPRIETAIRE.

Article 11 - Fais d'accès au réseau

Les frais d'accès au réseau s'élèvent à X€ par point de livraison et seront facturés au PRENEUR à la date de signature de la présente convention.

Ils correspondent au droit d'accéder au réseau mis à disposition et à la recherche administrative d'itinéraires.

Article 12 - Redevance

En contrepartie de l'occupation des infrastructures mises à sa disposition, le PRENEUR verse une redevance annuelle, calculée en application de la grille tarifaire adoptée par délibération du X.

Cette redevance est liquidée sur la base des mètres linéaires tels qu'indiqués en annexe n° 2, mise à jour à chaque date anniversaire de la présente convention.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRECISES CONVENTIONNELS

En cas de résiliation de la convention avant le temps prévu, pour un motif autre que l'inexécution de ses clauses et conditions, la partie de la redevance versée par avance et correspondant à la période restant à courir est restituée au PRENEUR.

Article 13 - Indexation annuelle

La redevance est révisée au 1er janvier de chaque année, par application de la délibération fixant les tarifs des prestations de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 14 - Modalités de paiement de la redevance

Le paiement de la redevance s'effectue par avance en un versement unique effectué avant le 15 du mois de février de l'année en cours, sur présentation par le PROPRIETAIRE d'un titre de recettes qui est adressé annuellement au PRENEUR.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance est calculée *prorata temporis* à compter de la date de la dernière signature des deux parties, chaque mois d'occupation étant décompté comme un mois entier.

Ce paiement est assuré par virement bancaire au compte 20041 010015 05005 00 G 036 clé 84, ou par chèque libellé à l'ordre de M. le trésorier principal de l'Eurométropole de Strasbourg, et adressé au 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex, accompagné des références du titre de recette susvisé.

Toute somme non payée à l'échéance du 15 février, peut donner lieu au paiement de pénalité de retard, calculée sur la base du taux légal en vigueur, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques. Cette pénalité court à compter du premier jour suivant l'échéance de paiement jusqu'au jour du paiement effectif.

Article 15 - Études relatives à l'utilisation des installations de génie civil du PROPRIETAIRE

Les études relatives à l'utilisation des fourreaux du PROPRIETAIRE par le PRENEUR sont réalisées par celui-ci sous son entière responsabilité.

15.1 - Réalisation des études

15.1.1 - Conditions préalables

Le PRENEUR prend toutes les mesures réglementaires et de sécurité préalables permettant de travailler sur les différents domaines rencontrés (domaine public routier, domaine public non routier, domaine privé) et en assure, seul, la responsabilité.

Il obtient tous les agréments nécessaires auprès des autres concessionnaires, collectivités ou utilisateurs du domaine concerné par ses interventions et en sera seul responsable.

Toutefois, le PROPRIETAIRE délivre au PRENEUR, sur simple demande de sa part, toute information et tout document, détenu par elle, et permettant à ce dernier d'effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de ces autorisations.

Le PRENEUR établit les plans de prévention et de sécurité adaptés, sous sa seule responsabilité, et les fait signer par son entreprise sous-traitante, le cas échéant. Ces plans sont transmis pour information au PROPRIETAIRE, avec la demande d'autorisation d'études.

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

15.1.2 - Description de la réalisation des études

Suite à l'obtention de l'autorisation d'étude de la part du PROPRIETAIRE, le PRENEUR peut procéder à des visites des installations afin de préparer son intervention de pose, tirage et raccordement d'équipements. Pour ce faire, le PRENEUR indique au PROPRIETAIRE le jour, l'heure, le type d'intervention prévue, et les chambres ciblées, pour chaque visite.

Le PROPRIETAIRE répond dans un délai de trois jours ouvrés, afin de valider les dates et heures de visite. Il se réserve la possibilité d'accompagner le PRENEUR dans ses visites.

Le cas échéant, le PRENEUR signale toute détérioration des installations. Il réalise ses études en accédant aux installations de génie civil dans le périmètre géographique faisant l'objet de la présente convention.

Le PRENEUR fait une photographie des masques décrivant les travaux projetés. Il pointe les fourreaux libres en indiquant les fourreaux souhaités et joint ce pointage à ladite photographie pour chaque masque.

Si le PROPRIETAIRE a fourni au PRENEUR le plan des masques au titre de la documentation, ce dernier le complète. Dans le cas contraire, il l'établit conformément au modèle fourni par le PROPRIETAIRE.

Pour valider la disponibilité du fourreau souhaité, le PRENEUR peut utiliser soit la technique du soufflage, soit la technique de l'aiguillage. Si cette dernière technique est utilisée, le fil d'aiguillage peut rester dans le fourreau à la condition d'être étiqueté à chaque extrémité et dans chaque chambre de passage avec le nom du PRENEUR et la date de pose dans le fourreau.

Si le PRENEUR souhaite réaliser le percement d'un grand pied-droit d'une chambre ou installer un manchon dans une chambre, il exprime cette demande auprès du PROPRIETAIRE.

15.2 - Élaboration du dossier d'autorisation de travaux

A l'issue des relevés de terrain, et après avoir ouvert toutes les chambres, le PRENEUR remplit le dossier d'autorisation de travaux qui comprend les éléments suivants :

- un plan des parcours issus des plans itinéraires initialement fournis par le PROPRIETAIRE et dûment complétés par le PRENEUR ou son sous-traitant pour les parcours envisagés ; les plans des masques (soit masques fournis par le PROPRIETAIRE, soit masques dessinés par le PRENEUR ou son sous-traitant) sont ajoutés sur le plan itinéraire
- des photographies incluant la légende des divers masques traversés et le relevé des fourreaux libres
- un fichier décrivant les travaux projetés selon le modèle fourni par le PROPRIETAIRE
- une photographie du panneau de la chambre sur lequel le PRENEUR souhaite installer un manchon ou réaliser un percement.

Le PROPRIETAIRE accuse réception de la demande de travaux dans un délai d'une semaine.

Après examen du dossier dans un délai ne pouvant excéder deux semaines, le PROPRIETAIRE autorise le PRENEUR à réaliser les travaux décrits dans le dossier.

Article 16 - Règlement des litiges

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre le PROPRIETAIRE et le PRENEUR au sujet de l'application ou de l'interprétation de la convention feront l'objet d'une tentative de résolution amiable. Si aucun accord ne peut être trouvé dans les soixante jours suivant la

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la difficulté en cause, le litige est soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de Strasbourg.

Article 17 – Documents conventionnels

La présente convention est constituée du corps des présentes et de ses annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux dont un est remis à chaque partie.

Dont acte sur dix pages

Fait à Strasbourg, le

Pour le PRENEUR

Pour le PROPRIETAIRE
le président

Annexes :
- annexe n° 1 : plan des liaisons optiques faisant l'objet de la présente convention
- annexe n° 2 : tableau détaillant les linéaires facturés fournis pas le PRENEUR

DOCUMENT DE TRAVAIL - PRINCIPES CONVENTIONNELS

CONVENTION
comportant mise à disposition de fibres noires

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Eurométropole de Strasbourg
Représentée par son président, agissant en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2015, portant approbation du budget primitif 2016 et de ses annexes tarifaires, et de la délibération du 5 mai 2014 (point V),
Sur instruction de la délégation sécurité prévention et sport, service SIRAC, 1, parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg cedex

Ci-après dénommée : « L'EUROMÉTROPOLE »

D'UNE PART

ET

Partenaire institutionnel non opérateur
Représenté(e) par X, dont les bureaux sont à X, agissant au nom et pour le compte de X en application de X,

Ci- après dénommé « le CONTRACTANT »

D'AUTRE PART

Ci-après dénommées également ensemble les « **Parties** » et séparément la « **Partie** »

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'infrastructures passives de communications électroniques, d'un réseau de gaines et de chambres de tirage ainsi que d'une infrastructure de fibres optiques qui dessert les sites de la ville et de L'Eurométropole de Strasbourg. La vocation première de ce réseau indépendant de communications électroniques vise à satisfaire les besoins internes des services publics de la collectivité. Pour autant, par délibération du 16 décembre 2016, L'Eurométropole de Strasbourg a validé le principe d'une possible mise à disposition de capacités surnuméraires. Il s'agit ici soit d'une mise à disposition des communes, soit de tout groupe fermé d'utilisateurs, prioritairement ceux visant à satisfaire les besoins des services publics :

- communes membres
- l'Etat, aux autres collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs ;
- partenaires de la collectivité n'ayant pas cette qualité (ARTE, EPIC, Port autonome…) pour leurs réseaux privés indépendants ;
- tout autre demandeur développant un groupe fermé d'utilisateurs ou réseau privé indépendant de communications électroniques.

L'objet de la présente est de mettre en œuvre la délibération du 16 décembre 2016.

En application de ladite délibération, la mise à disposition de fibres inactives a pu être proposée à un partenaire/ une commune.

Au cas d'espèce ci-après dénommé LE CONTRACTANT, a sollicité L'EUROMÉTROPOLE à l'effet de lui mettre à disposition des fibres noires pour répondre à ses besoins propres. A l'issue des discussions engagées entre les parties, il a été décidé de conclure la présente convention de mise à disposition de fibres noires.

ARTICLE 1. : DEFINITIONS

Au titre des présentes, il est donné les définitions suivantes pour les termes :

Affilié : eu égard à une Partie, désigne une autre entité contrôlée par une Partie ou sous contrôle commun avec cette dernière au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

Circuit : désigne une paire de Fibres Optiques Noires (FON) une simple Fibre Optique Noire continues entre deux Points de Livraison, Connexions incluses.

Connexion : désigne le branchement des Circuits aux fibres optiques du Contractant ou à des FON tierces, ce branchement intervenant à chaque Point de Livraison des Circuits. Les connexions sont réalisées soit sous forme d'épissure, soit sous forme de raccordement de connecteurs terminaux de FON.

Equipements Passifs ou Linéaires : désigne les boîtes de raccordement, les boîtes d'épissurage, les connecteurs et tout autre équipement passif de télécommunication.

Fibre Optique Noire (FON) : désigne une fibre optique noire, inactivée, de type G 652 monomode et dépourvue de tout équipement actif de télécommunications.

Incident Majeur : désigne une anomalie interrompant l'exploitation du Circuit en raison d'un écart par rapport aux Spécifications.

Incident Mineur : désigne toute anomalie qui ne constitue pas un Incident Majeur.

Points de Livraison : désigne les points d'extrémité d'un Circuit mis à disposition par L'EUROMÉTROPOLE.

Point de Raccordement : désigne un point sur le cheminement du Circuit où il est réalisé un branchement afin d'assurer la continuité du Circuit. Ce branchement est réalisé soit sous forme d'épissure, soit sous forme de raccordement de connecteurs terminaux de FON.

Réseau : désigne l'ensemble d'infrastructures de génie civil et de fibre optique propriété de L'EUROMÉTROPOLE supportant le réseau métropolitain à haut débit. L'ensemble des éléments du Réseau permet notamment d'assurer, directement ou indirectement, la transmission et/ou l'acheminement des signaux de télécommunications ainsi que l'échange des informations et commandes de gestion qui y est associé. Le Réseau comprend les Circuits de fibres optiques inactivées mis à disposition par L'EUROMÉTROPOLE au Contractant. Il comprend également des éléments ne faisant pas partie de la présente mise à disposition : équipements non actifs, autres Circuits utilisés par L'EUROMÉTROPOLE. Le Réseau ne comprend pas les équipements actifs à charge du Contractant.

Spécifications : désigne les caractéristiques techniques des FON figurant en annexe qui définissent notamment les fonctionnalités, les caractéristiques et les performances des FON.

ARTICLE 2. : **OBJET**

Par les présentes, l'Eurométropole met à disposition du Contractant qui l'accepte, des Circuits (fibres optiques noires et hébergement d'équipements en armoire technique) dont elle est propriétaire, pour une durée définie à l'article 3.
L'autorisation d'activer la fibre mise à disposition est accordée à titre précaire et révocable, conformément aux dispositions de l'article L.2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée de douze ans, à compter de la date de la dernière signature des deux parties.
La convention ne peut se prolonger par tacite reconduction. A l'expiration de sa durée, le CONTRACTANT ne peut en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien de ses câbles dans les installations du PROPRIETAIRE ou au renouvellement de la convention. Mais, celle-ci peut être reconduite par voie d'avenant pour une nouvelle durée de douze ans.
En l'absence d'avenant visant à la reconduire, la présente convention prend fin de plein droit à sa date d'échéance.
La contribution financière visée à l'article 11 peut être révisée lors de toute reconduction ou renouvellement de la présente convention. La dite contribution est au minimum actualisée par application de l'indice TP 12a en vigueur au premier janvier de l'année de la signature de l'avenant correspondant.

ARTICLE 4 : DOMANIALITE PUBLIQUE

Les circuits objet des présentes sont intégrées au Réseau optique propriété de L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG et font partie du domaine public communautaire, ce qui est expressément reconnu et non contesté par le Contractant.

La présente convention est conclue à titre personnel, précaire et non exclusif, conformément aux dispositions définies aux présentes.

L'EUROMÉTROPOLE subordonne l'octroi de la mise à disposition des circuits à l'acceptation par le Contractant, du passage ultérieur d'autres partenaires en contractant à l'effet de recueillir ses intentions à l'égard des présentés.

ARTICLE 5 : DESCRIPTION

5.1. Les Circuits mis à disposition

Les Circuits empruntent le Réseau optique de L'EUROMÉTROPOLE selon un parcours optimal arbitré par L'EUROMÉTROPOLE en fonction des fibres disponibles. Ce parcours sera validé avec le Contractant et deviendra la référence de mesure de longueur établie pour assurer le lien entre les points demandés.

Cependant, et avec un préavis de 3 mois, L'EUROMÉTROPOLE pourra modifier ce parcours pour répondre à des impératifs techniques d'Intérêt Général pour autant qu'il n'en découle aucune pour l'occupant.
Ces modifications seront alors sans conséquences sur la redevance avec le cas échéant par le Contractant.
La description de chaque Circuit mis à disposition fait l'objet de l'annexe 1 à la présente convention.

5.2. Les éléments associés

Dans l'hypothèse où des éléments associés et annexes aux Circuits propriétés de L'EUROMÉTROPOLE, tels que des équipements passifs, matériels ou des locaux en tout ou partie sont mis à disposition du Contractant au titre de la présente convention, il est expressément convenu entre les Parties que le régime de mise à disposition de ces éléments suit le régime d'acceptation de mise à disposition des circuits.

Les éléments associés et annexes ne sont pas dissociables de la mise à disposition des circuits et le Contractant ne bénéficie que d'un droit d'utilisation temporaire sur les éléments associés et annexes.

Le régime d'utilisation et de propriété de ces éléments associés suit celui des circuits, propriété de L'EUROMÉTROPOLE.

ARTICLE 6 : EXTENSIONS DU RESEAU DE FIBRES OPTIQUES DE L'EUROMÉTROPOLE

L'EUROMÉTROPOLE se réserve le droit à tout moment, de réaliser les extensions de son Réseau de fibres optiques afin de permettre à elle-même et à des nouveaux partenaires de bénéficier de service de communications électroniques

Ces extensions peuvent être proposées au Contractant à titre complémentaire à la présente.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'UTILISATION

7.1. Droit d'utilisation

Les circuits objet des présentes devront être utilisés par le Contractant pour faire transiter les informations nécessaires à ses seuls besoins propres (données informatiques, images, télécommunications, voix, data, Internet, notamment.).
Le Contractant ne pourra sous louer ni développer des activités commerciales sur les fibres mises à disposition.

Le Contractant s'engage à s'informer de toutes prescriptions légales ou administratives relatives à l'exercice des activités autorisées pour l'utilisation desdits circuits, de telle manière que L'EUROMÉTROPOLE ne soit jamais inquiétée et soit garantie de toutes les conséquences pouvant en résulter.

7.2. Modalités d'utilisation

7.2.1 : Mise en place des circuits

La mise en place des Circuits peut nécessiter la réalisation d'adduction génie civil, de l'ajout de câble de desserte, de l'ajout de boîtes de dérivations, d'épissure dans les boîtes de dérivations et d'ajout de point de livraison. Les travaux sur les ouvrages de L'EUROMÉTROPOLE seront réalisés par L'EUROMÉTROPOLE ou ses prestataires et facturés au Contractant. L'ensemble des travaux d'adduction peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de L'EUROMÉTROPOLE, et pourront être facturés après accord du Contractant.

7.2.2. : Raccordement / Connexion des réseaux optiques du Contractant.

Le Contractant réalisera, à sa charge, les travaux nécessaires au raccordement de son réseau aux Points de Livraison des Circuits de L'EUROMÉTROPOLE (Génie civil et percement de la chambre), étant précisé que L'EUROMÉTROPOLE pourra demander de superviser les travaux de percement de la chambre.

Par ailleurs, le Contractant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, ni modifier, ni transformer le Réseau de L'EUROMÉTROPOLE mis à sa disposition, sans le consentement préalable et écrit de L'EUROMÉTROPOLE.

Les installations et les équipements implantés par le Contractant avec l'accord de L'EUROMÉTROPOLE doivent l'être dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour le domaine public de L'EUROMÉTROPOLE.

La Connexion peut nécessiter la réalisation de génie civil, de branchements dans les points de raccordement, voire l'ajout de boîtes de dérivations optiques si nécessaire. Les travaux sur les ouvrages de L'EUROMÉTROPOLE seront réalisés par L'EUROMÉTROPOLE ou ses prestataires et facturés au Contractant sous forme de frais d'accès. L'ensemble des travaux d'adduction peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de L'EUROMÉTROPOLE, et pourront être facturés après accord du Contractant.

7.2.3 : Constatation des raccordements.

Le descriptif des linéaires de fibres et le cas échéant le constat des Connexions aux circuits sera réalisé par les Parties.

7.2.4. : Connexion sur les fibres mises à disposition

L'EUROMÉTROPOLE s'interdit d'effectuer toute connexion autre que celles définies entre les Parties au titre des présentes, sur les circuits mis à disposition du Contractant.

ARTICLE 8 : RECEPTION

Suite à la mise en place des Circuits et/ou aux raccordements de ses réseaux optiques au réseau de L'EUROMÉTROPOLE, le Contractant établira si l'Eurométropole en formule la demande un rapport de mesures de réflectométrie et le transmettre à l'EUROMETROPOLE.

Dans le cas où le Contractant émet des réserves relatives à l'état des circuits mis à disposition, L'EUROMÉTROPOLE s'engage à lever ces réserves dans un délai raisonnable.

ARTICLE 9 : ENTRETIEN ET CONSERVATION DU RESEAU

Le Contractant s'oblige à veiller à ne pas affecter la conservation des circuits de L'EUROMÉTROPOLE mis à sa disposition et à dénoncer immédiatement à L'EUROMÉTROPOLE toute usurpation, entreprise, dommage quels qu'en soient les auteurs, préjudiciable au Réseau ou au domaine public de L'EUROMÉTROPOLE.

Le Contractant répond de toutes les détériorations survenues sur le Réseau de L'EUROMÉTROPOLE, de son fait ou du fait de toutes personnes travaillant sous sa responsabilité.

ARTICLE 10 : QUALITE CONTINUITE

L'EUROMÉTROPOLE s'engage à faire ses meilleurs efforts pour prévenir le Contractant de tout événement susceptible de nuire à la qualité du Circuit ou à la continuité du service de connectivité optique.

L'EUROMÉTROPOLE assure et prend en charge l'ensemble du coût de l'entretien préventif et curatif des Circuits mis à disposition ainsi que des éléments et ouvrages (génie civil, enceintes, chambres de tirage, fourreaux, câbles, boîtes de dérivation, …) les accueillant, en désignant toute entreprise de son choix.

ARTICLE 11 : DEPLACEMENT DU RESEAU DE FIBRES OPTIQUES DE L'EUROMÉTROPOLE / TRAVAUX PROGRAMMES

Si une intervention sur le réseau était nécessaire pour des raisons de Force Majeure, L'EUROMÉTROPOLE se réserve le droit de déplacer son réseau, soit dans l'intérêt du domaine public occupé, soit pour des impératifs techniques d'intérêt général. L'EUROMÉTROPOLE informera alors le Contractant de la date approximative de déplacement de son réseau. Elle mettra en place une solution de remplacement, pour permettre la continuité de l'activité du Contractant, sauf travaux d'urgence. Les frais de déplacement du réseau de L'EUROMÉTROPOLE sont à la charge de L'EUROMÉTROPOLE.

ARTICLE 12 : MAINTENANCE PREVENTIVE

L'EUROMÉTROPOLE se réserve le droit d'effectuer des Interruptions de Service aux fins de maintenance préventive de l'Infrastructure, sous réserve d'en avoir averti le Contractant à l'avance.

Les parties se rapprocheront afin que, dans la mesure du possible, ces Interruptions de Service s'effectuent de nuit.

ARTICLE 13 : MAINTENANCE CURATIVE

Avant de signaler un Incident à L'EUROMÉTROPOLE, le Contractant s'engage à s'assurer qu'il n'est pas causé par lui. Dans le cas où l'Incident est causé par lui, le Contractant fait son affaire de remédier à la situation.
Le signalement de l'Incident par le Contractant se fait par téléphone auprès de L'EUROMÉTROPOLE. La date et l'horaire de cet appel marqueront le début des délais d'intervention définis ci-dessous.

Lors d'un signalement d'Incident, le Contractant fournira à L'EUROMÉTROPOLE les informations suivantes :
- Nature de l'Incident ;
- Localisation de l'Incident ;
- Référence de l'Incident pour L'EUROMÉTROPOLE (BRxxxxxx) ;
- Coordonnées de l'interlocuteur responsable du suivi de l'incident pour le Contractant.

ARTICLE 14 : GARANTIES

L'EUROMÉTROPOLE garantit au Contractant :

- ⇨ que les circuits restent conformes aux spécifications jointes en annexe de la présente convention,
- ⇨ qu'elle n'interviendra aucunement sur les circuits loués sans en avoir préalablement averti le Contractant au moins 30 jours à l'avance sauf en cas de Force Majeure, et sous réserve de l'application de l'article « Déplacement du Réseau de fibres optiques de L'EUROMÉTROPOLE » et de l'article « Description » de la présente convention. La lettre portera la date, l'heure, le lieu, le type d'intervention et les actions exécutées dans le cadre de l'intervention.

ARTICLE 15 : INTERVENTION D'UN TIERS

Le Contractant s'interdit d'apporter, ou de faire apporter par un tiers, quelque modification que ce soit aux circuits appartenant à L'EUROMÉTROPOLE.

ARTICLE 16 : ACTES DE DISPOSITION

Les circuits sont mis à disposition par L'EUROMÉTROPOLE au Contractant dans le cadre de la présente convention. Les droits issus de la présente convention ne pourront être cédés à des tiers.

Le Contractant s'interdit de céder, sous-louer, nantir, prêter ou, d'une manière générale, faire tout acte de disposition concernant les fibres optiques.

Le Contractant s'engage à garder les éventuelles plaques de propriété apposées sur les fibres optiques, définissant que les fibres optiques sont la propriété de L'EUROMÉTROPOLE.

ARTICLE 17 : CESSION

Toute cession partielle ou totale de la présente convention est strictement interdite
Le Contractant ne pourra ni céder, ni transférer, ni aliéner tout ou partie de ses droits, titres ou intérêts en vertu des présentes à un Affilié ou à une société mère.

Dans l'hypothèse où L'EUROMÉTROPOLE transfèrerait la compétence dont relève la présente Convention à un délégataire de service public, sous quelque forme que ce soit, la personne morale succédant à L'EUROMÉTROPOLE restera tenue de respecter l'ensemble des droits et des obligations lui incombant au titre de la présente Convention.

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS FINANCIERES

18.1 : Frais d'accès au service

Les frais d'accès correspondent aux frais réels engagés le cas échéant par l'Eurométropole pour répondre à la demande du cocontractant, selon détail joint en annexe à la présente convention.

18.2 : Redevance annuelle

La mise à disposition des circuits objet des présentes est consentie et acceptée moyennant/sans versement d'une redevance annuelle en application des dispositions tarifaires applicables, telles qu'approuvées annuellement par le Conseil métropolitain.

ARTICLE 19 : IMPOTS ET FRAIS

Les Parties supportent pour chacun d'eux les impôts et taxes auxquels ils sont le cas échéant légalement assujettis.

ARTICLE 20 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente Convention peut être résiliée par L'EUROMÉTROPOLE, ou le contractant.
La résiliation est le cas échéant notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION

Les circuits, les équipements techniques et aménagements spécifiques conçus, réalisés par L'EUROMÉTROPOLE et mis à disposition du Contractant par L'EUROMÉTROPOLE tels que visés à l'annexe « fibres optiques » de la présente convention, sont et demeurent la propriété de L'EUROMÉTROPOLE.

Elle pourra demander, si elle le souhaite, la remise en état par le Contractant des produits loués, et ce conformément à leur état primitif existant lors de la signature du Procès-Verbal d'Acceptation en cas de dégât constaté et dont la responsabilité incombe au Contractant.

Dans ce cas, à la première requête de L'EUROMÉTROPOLE deux mois avant l'expiration de la présente convention, le Contractant remettra les circuits de L'EUROMÉTROPOLE dans leur état primitif, tel que décrit dans le procès-verbal d'acceptation.

ARTICLE 22 - REGLEMENT DES LITIGES

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre le PROPRIETAIRE et le CONTRACTANT au sujet de l'application ou de l'interprétation de la convention feront l'objet d'une tentative de résolution amiable. Si aucun accord ne peut être trouvé dans les soixante jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la difficulté en cause, le litige est soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 23 – DOCUMENTS CONVENTIONNELS

La présente convention est constituée du corps des présentes et de ses annexes.

Fait à _____, en 4 exemplaires originaux,

Pour L'EUROMÉTROPOLE, le

Le Vice-Président délégué,

Pour le Contractant, le

8

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Transferts de compétences du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ont organisé le transfert obligatoire des routes départementales et le transfert ou la délégation de tout ou partie de trois groupes de compétences des départements aux métropoles.

Dès le mois de juin 2015, un groupe de travail composé de conseillers départementaux du Bas-Rhin et de conseillers de l'Eurométropole de Strasbourg a engagé des discussions en vue d'aboutir à un accord pour une action publique efficace et une juste compensation des charges transférées.

Trois réunions du Groupe de travail ont permis de partager les enjeux, de rappeler l'environnement technique, juridique et financier, pour les huit blocs de compétence transférables ainsi que la compétence routière et de déterminer une méthode de travail.

Dans le cadre ainsi défini par les élus des deux collectivités, trois réunions du comité technique animé par les directeurs généraux ont validé à chaque étape, les travaux conjoints des services des deux collectivités.

Un consensus s'est construit rapidement pour permettre le transfert, au-delà de celui de la gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental qui a un caractère obligatoire, des compétences suivantes au 1er janvier 2017 :

- attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement ;
- aide aux jeunes en difficulté ;
- actions de prévention spécialisée.

Enfin, la Communauté de communes les Châteaux fusionne avec l'Eurométropole au 1er janvier 2017, date concomitante avec le transfert de compétences du Département à l'Eurométropole. Aussi, les moyens transférés ont été également évalués en tenant compte de ce périmètre élargi.

1. En matière de ressources humaines

Il est proposé que les agents titulaires ou contractuels du Département du Bas-Rhin exerçant leur fonction intégralement sur les compétences transférées soient transférés à l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017.

Pour les agents du Département n'exerçant pas leur fonction intégralement sur les compétences transférées (fonctions d'encadrement, d'expertise, fonctions liées aux ressources transversales…), leurs parts d'équivalent temps plein affectées au travail sur le territoire de l'Eurométropole sont additionnées pour former un nombre de postes à pourvoir prioritairement par des agents départementauxdans le cadre d'un appel à candidatures.

Au total, ce sont 34,8 ETP qui pourraient être transférés dont deux au titre de la Communauté de communes Les Châteaux.

Dans le souci d'une intégration réussie des agents issus du Département, un travail de rapprochement des compétences et des aspirations des agents concernés et des besoins de l'Eurométropole a eu lieu sur la base des fiches de poste et des souhaits des agents.

2. En matière de moyens immobiliers et mobiliers

Au 1er janvier 2017, les biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice des compétences départementales sont transférés de plein droit à l'Eurométropole de Strasbourg par le Département du Bas-Rhin. Ce transfert est effectué à titre gratuit sans désaffectation préalable du domaine public.

Cela concerne notamment les matériels qui composent les moyens du centre technique de Strasbourg (camions, voitures, saleuses, lames de déneigement, outils...)

L'ensemble des routes départementales, leurs dépendances et accessoires, est transféré à l'Eurométropole en pleine propriété et à titre gratuit. Les infrastructures concernées par le transfert sont :

- les 192 km de routes départementales sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg auxquels s'ajouteront 31 km de routes sur celui de la Communauté de communes les Châteaux, soit 223 km au total ;
- les dépendances et accessoires, liés à la conservation et à l'exploitation de la route tels que les talus, les murs de soutènements, les ouvrages d'art, l'éclairage public et la signalisation, les pistes et bandes cyclables implantées sur le domaine public routier départemental etc…

3. Dotation de compensation annuelle

La Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT), composée paritairement de quatre conseillers départementaux du Bas-Rhin et de quatre conseillers de l'Eurométropole de Strasbourg, a été consultée sur l'évaluation préalable des charges correspondant aux compétences transférées et sur les modalités de leur compensation.

Présidée par le Président de la Chambre régionale des comptes, la CLECRT doit veiller au principe législatif selon lequel les charges transférées doivent être équivalentes aux dépenses consacrées, à la date du transfert, à l'exercice des compétences transférées.

La Commission s'est réunie le 27 octobre 2016. Les périodes de référence approuvées par la CLECRT sont de six ans (2010-2015) pour l'investissement et de deux ans (2014-2015) pour le fonctionnement, sauf pour la masse salariale pour laquelle l'année 2016 a été retenue comme année de référence.

La CLECRT a arrêté le montant de la dotation de compensation à 11 198 007,90 €.

La décomposition de la dotation de compensation est la suivante :

Dépenses	**Eurométropole**	**CC les Châteaux**	**Total**
Investissement voirie	2 435 853,22		2 435 853,22
Fonctionnement voirie	618 340,84	55 850,89	674 191,73
Fonctionnement FAJ	344 258,16	345,39	344 603,55
Fonctionnement FSL	2 028 073,04	555,60	2 028 628,64
Fonctionnement prévention spéc.	4 118 444,90		4 118 444,90
Indirectes	134 635,87		134 635,87
Personnel, toutes compétences	1 388 387,59	73 262,40	1 461 649,99
	11 067 993,62	130 014,28	11 198 007,90

Les compétences transférées par le Département sont financées par voie budgétaire, à travers le versement d'une dotation de compensation annuelle à l'Eurométropole.

Elle sera versée par tiers trois fois par an. Le Département s'engage à la mandater avant la fin février pour le premier versement, la fin juin pour le deuxième versement, la fin octobre pour le troisième versement. En cas de retard, des pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt légal seront appliquées par l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)
Vu le code général des collectivités territoriales

Vu l'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT) en date du 27 octobre 2016
Vu l'avis du comité technique de l'Eurométropole
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

Le transfert des compétences suivantes du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017 :
- Gestion des routes classées dans le domaine public départemental ;
- Attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement;
- Aide aux jeunes en difficulté ;
- Actions de prévention spécialisée.

prend acte de

L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT) en date du 27 octobre 2016.

autorise

Le Président à signer la convention à intervenir avec le Départemental du Bas-Rhin ainsi que tout document nécessaire au transfert.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

CONVENTION DE TRANSFERT DE COMPETENCES

Entre

Le Département du Bas-Rhin, représenté par son Président, Monsieur Frédéric Bierry, dûment habilité par la délibération du Conseil départemental en date du 8 décembre 2016 désigné dans la présente convention, « le Département » ;

D'une part,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert Herrmann, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée métropolitaine en date du 16 décembre 2016 désigné dans la présente convention, « l'Eurométropole » ;

D'autre part.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment ses articles 90 et 133 ;

Vu les articles L.1321-1 à L.1321-5 et les articles L. 5217-2-IV L. 5217-13 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Vu l'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT) en date du 27 octobre 2016

Vu l'avis du comité technique du Département du Bas-Rhin en date du 1er décembre 2016 ;

Vu l'avis du comité technique de l'Eurométropole en date du 7 novembre 2016 ;

Préambule : des transferts négociés pour une action publique efficace et une juste compensation

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que le Département sur le territoire duquel se trouve une métropole doit transférer un certain nombre de compétences à cette métropole.

La loi prévoit qu'une négociation ait lieu entre les deux collectivités pour déterminer les compétences à transférer puis procéder à leur évaluation.

En effet, les dispositions de la loi NOTRe sont relativement souples et laissent aux collectivités la possibilité de s'entendre en prévoyant que la méthode de valorisation est définie librement tant qu'elle recueille la majorité des deux tiers des membres de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT). Ce n'est qu'en cas de désaccord que la loi prévoit une méthode par défaut, basée sur les comptes administratifs du Département.

Dans ce contexte, le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg ont souhaité dès le début des discussions aboutir à un accord afin, d'une part, que les transferts portent sur les compétences pour lesquelles le transfert a le plus de sens et d'efficacité publique, d'autre part, pour que l'évaluation financière soit considérée par les deux parties comme juste.

Les deux collectivités ont souhaité aboutir à un consensus, compétence par compétence, afin de présenter à la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT) un accord dont l'équilibre général satisfasse les deux parties.

La capacité à s'entendre au-delà des dispositions prévues par la loi en cas de désaccord témoigne aussi de la volonté des deux collectivités de poursuivre le travail en coopération au service des Bas-Rhinois et des habitants de la métropole.

Trois réunions du Groupe de travail paritaire Eurométropole - Département ont permis de partager les enjeux, de rappeler l'environnement technique, juridique et financier, pour les huit blocs de compétence transférables, pour la compétence routière et de déterminer une méthode de travail.

Trois réunions du Comité technique animé par les Directeurs Généraux et plusieurs réunions bilatérales complémentaires entre les directions générales ont permis de valider à chaque étape, les travaux conjoints des services qui ont nécessité de nombreuses réunions de travail entre les services des routes, des finances, des ressources humaines et les services sociaux.

Par ailleurs, différents échanges de documents et d'informations ont eu lieu et l'ensemble des documents a été mis à disposition sur une plateforme dématérialisée partagée. Cette méthode a préalablement recueilli l'accord du Président et de tous les membres de la CLECRT.

Enfin, la Communauté de communes les Châteaux fusionne avec l'Eurométropole au 1er janvier 2017, date concomitante de celle du transfert de compétences du Département à l'Eurométropole. Aussi, les moyens transférés ont été également évalués en tenant compte de ce périmètre élargi.

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'organiser le transfert de compétences énoncées à l'article 90 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 entre le Département et l'Eurométropole, d'en définir l'étendue et les modalités de mise en œuvre. Ce transfert porte sur les compétences suivantes :

- Gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ;
- Attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement ;
- Fonds d'aide aux jeunes en difficulté visé par les articles L263-3 et L263-4 du code de l'action sociale et des familles ;
- Actions de prévention spécialisée.

Article 2 : Ressources humaines

Pour chaque compétence, il est convenu que :

1) Les agents titulaires ou contractuels du Département exerçant leur fonction intégralement sur les compétences transférées seront transférés à l'Eurométropole à la date d'entrée en vigueur du transfert fixée au 1er janvier 2017 et deviendront ainsi des agents de l'Eurométropole. Les agents conserveront, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable et, le cas échéant, des avantages acquis en application de l'article 11 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Les agents contractuels de droit public conserveront, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat en cours.

Ces agents transférés représentent 25,8 équivalents temps plein (ETP) : 18,8 ETP pour la compétence voirie et 7 ETP pour la compétence FSL.

2) Pour les agents titulaires ou contractuels du Département n'exerçant pas leur fonction intégralement sur les compétences transférées (fonctions d'encadrement, fonctions d'expertise, fonctions ressources transversales…), leurs parts d'équivalent temps plein affectées au travail sur le territoire de l'Eurométropole sont additionnées et forment un nombre de postes qui sont à pourvoir. Le Département fait des appels à candidature auprès de ses agents dans le cadre d'une bourse aux postes sur la base de profils de postes élaborés par l'Eurométropole.

Ces parts d'ETP à valoriser dans la bourse aux postes s'élèvent au total à 9 ETP : 8,2 ETP pour la compétence voirie (avec 2 ETP liés à l'intégration de la Communauté de communes les Châteaux), 0,3 ETP pour la compétence FSL, 0,35 ETP pour la compétence prévention spécialisée et 0,15 ETP pour les charges centrales de structure.

Dans le souci d'une intégration réussie des agents issus du Département, un travail de rapprochement des compétences et des aspirations des agents concernés et des besoins de l'Eurométropole a eu lieu sur la base des fiches de poste et des souhaits des agents.

Le Comité technique de chaque collectivité a été consulté et a émis un avis, conformément au dispositif législatif.

S'agissant du dispositif proposé de la bourse aux postes, l'Eurométropole détermine les postes susceptibles d'être proposés et la méthode pour les pourvoir a été établie d'un commun accord entre le Département et l'Eurométropole.

Le Département et l'Eurométropole arrêteront, avant le 1er janvier 2017, la liste définitive des agents transférés à cette date. La liste des ETP transférés est annexée en annexe 1 de la présente convention (liste des 34,8 ETP transférés).

La décomposition finale des ETP est la suivante :

	Eurométropole	CC les Châteaux	Total
ETP transférés	32,8	2	34,8

L'Eurométropole prendra un arrêté de recrutement à la suite du transfert de compétence et notifiera aux agents leur arrêté. Une fois l'arrêté de recrutement pris par l'Eurométropole, le Département prendra un arrêté de radiation des effectifs au 31 décembre 2016.

Article 3 : Moyens immobiliers et mobiliers

3.1 : Principe de la mise à disposition

Au 1er janvier 2017, et conformément à l'article L.1321-1 du CGCT, les biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice des compétences départementales transférées sont mis à disposition, de plein droit à l'Eurométropole par le Département. Cette mise à disposition est effectuée à titre gratuit à l'Eurométropole, sans désaffectation préalable du domaine public.

Cette mise à disposition sera constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants du Département et de l'Eurométropole. Le procès-verbal précisera la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Pour l'établissement de ce procès-verbal, les parties pourront recourir aux conseils de tiers dont la rémunération est supportée pour moitié par le Département et pour moitié par l'Eurométropole. A défaut d'accord, les parties peuvent recourir à l'arbitrage du président de la chambre régionale des comptes compétente. Cet arbitrage est rendu dans les deux mois.

Pour rappel, en vertu de l'article L1321-4 du CGCT, le Département et l'Eurométropole ont la faculté de faire application du dispositif de cession à l'amiable prévue par le Code général de la propriété des personnes publiques ; les biens mis à disposition pourraient alors faire l'objet d'un transfert de propriété sans déclassement ni désaffectation.

3.2 : Le centre technique de Strasbourg

Le Centre technique de Strasbourg et la parcelle foncière sur laquelle il est construit, situé 14 Rue Jean Mentelin à Strasbourg, se situent à la fois sur des terrains transférés par l'Etat à l'occasion du transfert aux départements des routes nationales et sur des terrains acquis par le Département.

Les terrains transférés par l'Etat, à savoir les parcelles Section MR, parcelles n° 245, 247, 257 et 259, sont transférés en pleine propriété et à titre gratuit à l'Eurométropole de Strasbourg sans désaffectation préalable du domaine public. Les parties s'engagent à délibérer sur les modalités de cette cession au plus tard le 30 juin 2017. Dans l'intervalle, ces terrains sont mis à disposition à titre gratuit à l'Eurométropole à compter du 1er janvier 2017.

Les terrains acquis par le Département, à savoir les parcelles Section MR, parcelles n°261, 263, 265, 267, 0027, sont mis à disposition de plein droit et à titre gratuit à l'Eurométropole à compter du 1er janvier 2017. Dès lors que l'Eurométropole n'affecte plus ces parcelles pour l'exercice de la compétence transférée, la mise à disposition cessera et le Département recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations.

Les mises à disposition seront constatées par le procès-verbal mentionné au point 3.1 de la présente convention.

Le relevé cadastral est porté en annexe n°2 de la présente convention.

3.3 : les biens meubles

3.3.1 : Principe, transfert en pleine propriété et à titre gratuit

Les biens meubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice des quatre compétences départementales transférées, sont transférés en pleine propriété et à titre gratuit à l'Eurométropole par le Département.
Dans l'attente de la conclusion des actes de transfert de propriété, l'ensemble des biens meubles, mentionnés ci-dessous et listés en annexe 3, seront mis à disposition de plein droit et à titre gratuit à l'Eurométropole à compter du 1er janvier 2017. La mise à disposition sera constatée par le procès-verbal mentionné au point 3.1 de la présente convention.
Les biens concernés sont les suivants :

- l'ensemble des matériels et équipements informatiques (y compris postes de travail, systèmes d'exploitation, droits d'utilisation des logiciels, téléphonie fixe et mobile – hors abonnement, copieurs – hors consommables, commutateurs réseaux, petit matériel, …) qui composent les moyens des agents transférés en dehors des logiciels métiers. Les matériels et logiciels seront réinitialisés dans leur configuration d'usine avant transfert afin que tout paramètre en lien avec la sécurité du système d'information du Département soit effacé ;

- l'ensemble des matériels techniques qui composent les moyens du centre technique de Strasbourg (camions, voitures, saleuses, lames de déneigement, outils...) ;

- concernant la compétence voirie, les règles spécifiques de mise à disposition transitoire des moyens informatiques durant la période de viabilité hivernale seront précisées dans la convention spécifique mentionnée à l'article 11 ;

- l'ensemble des matériels et mobiliers de bureau qui composent les moyens des agents transférés.

3.3.2 : Exception concernant le logiciel de gestion du FSL

Les coûts supportés par le Département pour la mise à disposition du logiciel de gestion du FSL et son droit d'usage, ainsi que les coûts de paramétrage dudit logiciel pour un usage par les agents de l'Eurométropole, seront refacturés au coût réel à l'Eurométropole. Cette mise à disposition sera assurée le temps que l'Eurométropole fasse l'acquisition de sa propre solution logicielle couvrant le périmètre de l'action sociale.

Article 4 : Les infrastructures routières transférées

L'ensemble des routes départementales, leurs dépendances et accessoires, est transféré à l'Eurométropole en pleine propriété et à titre gratuit.

Les infrastructures concernées par le transfert sont :

- les 192 km de routes départementales sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg auxquels s'ajouteront 31 km de routes sur celui de la Communauté de communes les Châteaux, soit 223 km au total

- les dépendances et accessoires, liés à la conservation et à l'exploitation de la route tels que les talus, les murs de soutènements, les ouvrages d'art, l'éclairage public et la signalisation, les pistes et bandes cyclables implantées sur le domaine public routier départemental etc…

Un arrêté préfectoral emportera le transfert à la métropole des servitudes, droits et obligations correspondants ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole.

La carte de détail des limites physiques des routes transférées est portée en annexe n°2 de la présente convention.

Article 5 : Marchés publics

Le transfert des compétences listées à l'article 1 emporte le transfert automatique et de plein droit à l'Eurométropole des marchés listés dans l'annexe n°4.

Ce transfert emporte substitution de l'Eurométropole dans les droits et obligations du Département et par conséquent à l'égard du titulaire du marché afin d'assurer la continuité du contrat et du service. Ce dernier sera préalablement informé de cette substitution par courrier du Département.

Les marchés partiellement affectés à l'Eurométropole ne seront pas transférés, à charge pour cette dernière de contracter les marchés permettant d'assurer la continuité du service public, sauf dispositions spécifiques mentionnés au titre II relatif au transfert de la voirie.

Pour les marchés en cours d'exécution :

- toutes les prestations exécutées au plus tard le 31 décembre 2016 seront prises en charge par le Département.

- toutes les prestations exécutées à compter du 1er janvier 2017, date du transfert, seront prises en charge par l'Eurométropole, quand bien même les commandes étaient passées avant le 31 décembre 2016.

Article 6 : Autres conventions et actes

Pour l'ensemble des actes et conventions (hors marchés publics régis par l'article 5) liés à l'exercice des quatre compétences transférées, l'Eurométropole est substituée de plein droit au Département, sauf exception dûment précisée.

Article 7 : Archives transférées

Certains documents d'archives sont indispensables à l'exercice des missions transférées et seront donc mis à disposition des services de l'Eurométropole. Toutefois, les archives publiques étant inaliénables et imprescriptibles, le Département du Bas-Rhin, producteur des documents, en restera propriétaire, même après cette mise à disposition.

On distinguera deux cas, selon que le délai d'utilité administrative (c'est-à-dire la période pendant laquelle le dossier est encore actif et utile à l'administration) est, ou non, échu au moment du transfert.

1) Documents dont le délai d'utilité administrative n'est pas échu au moment du transfert (archives courantes et intermédiaires).

Pour assurer la continuité des missions transférées, l'ensemble des documents dont la durée d'utilité administrative n'est pas échue sera transféré aux services de l'Eurométropole. Ces documents seront précisément décrits au sein de bordereaux de transfert annexés à la présente convention.

La mise à disposition de ces documents n'emportant toutefois pas transfert de propriété, à l'expiration de leur durée d'utilité administrative, les documents devront faire l'objet d'un tri (article L 212-2 du Code du patrimoine) :

- les documents dépourvus d'intérêt historique et administratif pourront être détruits, après obtention du visa des Archives départementales du Bas-Rhin ;

- les documents présentant un intérêt historique ou administratif et produits avant la date du transfert seront versés aux Archives départementales du Bas-Rhin. Les services de l'Eurométropole, dépositaires de ces documents, rédigeront à cet effet des bordereaux de versement.

- Quant aux documents produits par les services de l'Eurométropole postérieurement au transfert, ils devront être versés aux Archives de la ville et de l'Eurométropole.

L'Eurométropole s'engage donc à ne pas mélanger, au sein d'un même dossier, les documents produits par les services du Département du Bas-Rhin avant le transfert, et ceux qu'elle produira elle-même

après. Les services de l'Eurométropole sont invités à se rapprocher des Archives départementales du Bas-Rhin ou des Archives de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg pour la mise en œuvre concrète de cette préconisation.

2) Documents dont le délai d'utilité administrative est échu au moment du transfert

Ces documents feront l'objet d'un tri (article L 212-2 du Code du patrimoine) et seront soit réglementairement détruits (après visa des Archives départementales), soit versés aux Archives départementales du Bas-Rhin par les services du Département du Bas-Rhin. Des bordereaux de destruction ou de versement réglementaires seront rédigés à cet effet par les services du Département du Bas-Rhin.

3) Accès aux documents versés aux Archives départementales du Bas-Rhin (archives définitives)

Les services de l'Eurométropole auront accès, si nécessaire, aux documents mentionnés à l'alinéa précédent de la même façon que s'ils en avaient été les producteurs, c'est-à-dire sans application d'un éventuel délai de communication (articles L 213-1 et 2 du Code du patrimoine) : pour toute consultation, il conviendra au service demandeur d'adresser aux Archives départementales une demande de communication administrative ou d'effectuer le déplacement en salle de lecture.

TITRE II. DISPOSITIONS PARTICULIERES AU TITRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE VOIRIE

Article 8 : Modalités spécifiques pour les itinéraires cyclables situés le long des canaux et des voies d'eau

Pour les pistes cyclables inscrites sur les chemins de halage des canaux de la Marne au Rhin et du Rhône au Rhin, l'Eurométropole est substituée aux droits et obligations du Département fixés par les conventions de superposition de gestion conclues entre le Département et Voies Navigables de France.

Par ailleurs, l'Eurométropole est substituée aux droits et obligations du Département fixés par la convention de gestion conclue entre le Département et Electricité de France pour la piste cyclable située au niveau du barrage de Rohrschollen.

Par souci de cohérence géographique, il est par ailleurs convenu que l'Eurométropole assurera la gestion de la piste cyclable aménagée le long du canal de la Bruche, canal qui restera la propriété du Département. Une convention de superposition de gestion spécifique sera conclue à cet effet.

Le Département informe ces gestionnaires du principe de substitution de l'Eurométropole aux contrats de superposition de gestion.

Article 9 : Modalités spécifiques de transfert du foncier lié à la Voie de Liaison Intercommunale Ouest (VLIO)

Le foncier sur lequel se situe la maison dite « villa Pavin » n'est pas concerné par le transfert. Les références foncières du terrain sont les suivantes :
Section 6 n°41 : 35,18 ares ; n°44 : 7,65 ares ; n° 422/42 : 10,14 ares ; n° 423/42 : 7,72 ares ; n°424/43 : 11,49 ares ; n°425/43 : 0,02 are ; n°426/44 : 7,72 ares ; n°427/44 : 5,59 ares et n°486/45 : 1,44 are.

Pour la partie Sud du projet de VLIO qui a fait l'objet d'une Déclaration d'utilité publique (DUP), le foncier nécessaire à la réalisation de l'infrastructure, acquis par le Département au 31 décembre 2016, sera transféré à titre gratuit à l'Eurométropole.
Lorsque la Déclaration d'utilité publique (DUP) pour la partie Nord du projet de VLIO aura fait l'objet d'un arrêté préfectoral, l'emprise nécessaire à la réalisation du projet sera cédée à titre gratuit à l'Eurométropole, à sa demande, afin d'être classée dans son domaine public routier. L'emprise exacte sera définie après la délivrance de la DUP sur la base d'un procès-verbal d'arpentage pris en charge par l'Eurométropole.

Article 10 : Modalités spécifiques relatives aux opérations d'aménagement de la RD 1083

A compter du 1er janvier 2017, pour l'aménagement de la RD 1083, l'Eurométropole sera le maître d'ouvrage de toutes les opérations situées sur son périmètre géographique ; le Département sera quant à lui maître d'ouvrage des opérations situées sur son périmètre territorial (hors Eurométropole) pour la réalisation du rond-point d'ICHTRATZHEIM. Ces opérations seront réalisées sans cofinancements réciproques.

De ce fait, les parties conviennent d'un commun accord de mettre fin à compter de cette date à la convention du 27 août 2013 par laquelle le Département du Bas-Rhin et la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) ont fixé les modalités techniques et financières pour l'aménagement de la RD 1083.

Article 11 : Modalités de gestion transitoire de la voirie pour la période du 1er janvier 2017 au 31 mars 2017

Pour la période de 1er janvier 2017 au 31 mars 2017, une convention spécifique déterminera les modalités de gestion transitoire du domaine public routier transféré à l'Eurométropole. Elle précisera la nature des prestations, les conditions financières et les modalités d'intervention techniques du Département en matière de viabilité hivernale et d'entretien courant.

Article 12 : Modalités de gestion des sections de routes situées entre les limites des transferts et les limites de gestion fixées d'un commun accord

Les routes départementales seront transférées jusqu'aux limites administratives de l'Eurométropole, fixées dans l'arrêté préfectoral. .

Toutefois, dans un souci de ne pas introduire de discontinuité dans les niveaux de service de gestion sur une même route entre deux agglomérations, le Département et l'Eurométropole détermineront dans une convention spécifique les modalités de gestion des limites. Ainsi, ils fixeront les périmètres de gestion qui ne se superposent pas exactement aux limites territoriales du transfert de compétence.

Il est convenu de fixer deux périmètres :

- le premier concernera toutes les fonctions d'entretien et de gestion hormis la viabilité hivernale ;
- le second portera sur la viabilité hivernale.

TITRE III. DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 13 : Evaluation préalable du transfert de charges

La Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT), composée paritairement de quatre représentants du Département et de quatre représentants de l'Eurométropole, est consultée sur l'évaluation préalable des charges correspondant aux compétences transférées et sur les modalités de leur compensation.

Présidée par le Président de la Chambre régionale des comptes Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine, la CLECRT doit veiller au principe législatif selon lequel les charges transférées doivent être équivalentes aux dépenses consacrées, à la date du transfert, à l'exercice des compétences transférées.

Les périodes de référence et les modalités d'évaluation des dépenses engagées par le Département et figurant dans les comptes administratifs avant le transfert de chaque compétence sont déterminées à la majorité des deux tiers de ses membres. La loi prévoit des périodes de référence par défaut en cas de désaccord :

- en investissement : moyenne des dépenses nettes actualisées de l'indice des prix de la formation brute de capital des administrations publiques sur une période de sept ans précédant la date du transfert ;

- en fonctionnement : moyenne des dépenses nettes actualisées de l'inflation sur une période de trois ans précédant le transfert.

Article 14 : Fixation de la dotation de compensation annuelle

La Commission s'est réunie le 27 octobre 2016 pour approuver l'évaluation préalable du transfert des charges afférentes aux compétences transférées listées dans l'article 1 de la présente convention. Le compte-rendu de la réunion de la CLECRT est porté en annexe n°5 de la présente convention.

Les périodes de référence approuvées par la CLECRT sont de six ans (2010-2015) pour l'investissement et de deux ans (2014-2015) pour le fonctionnement, sauf pour la masse salariale pour laquelle l'année 2016 a été retenue comme année de référence.

La CLECRT arrête le montant de la dotation de compensation pour l'Eurométrople à 11 067 993,62€. Le montant final de la dotation de compensation intégrant la Communauté de communes les Châteaux sera approuvé par une deuxième CLERCT ultérieure. Il a d'ores et déjà été évalué. La valorisation des charges transférées au titre du territoire de la Communauté de communes les Châteaux étant de 130 014,28€, le montant final serait de 11 198 007,90€.
La décomposition de la dotation de compensation est la suivante :

Dépenses	Eurométropole	CC les Châteaux	Total
Investissement voirie	2 435 853,22		2 435 853,22
Fonctionnement voirie	618 340,84	55 850,89	674 191,73
Fonctionnement FAJ	344 258,16	345,39	344 603,55
Fonctionnement FSL	2 028 073,04	555,60	2 028 628,64
Fonctionnement prévention spécialisée	4 118 444,90		4 118 444,90
Indirectes	134 635,87		134 635,87
Personnel, toutes compétences	1 388 387,59	73 262,40	1 461 649,99
	11 067 993,62	130 014,28	11 198 007,90

Par ailleurs, il a été acté par la CLECRT le renoncement du Département à tout transfert de passif concernant la compétence voirie en contrepartie d'une diminution de la dotation de compensation à l'Eurométropole.

Les compétences transférées par le Département sont financées par voie budgétaire, à travers le versement d'une dotation de compensation annuelle à l'Eurométropole.

Elle sera versée par tiers trois fois par an. Le Département s'engage à la mandater avant la fin février pour le premier versement, la fin juin pour le deuxième versement, la fin octobre pour le troisième versement. En cas de retard, des pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt légal seront appliquées par l'Eurométropole.

Au-delà de la dotation de compensation qui a un caractère budgétaire, il conviendra de mettre à jour le bilan de chaque collectivité en lien avec les comptables publics respectifs, suite au transfert de l'actif lié aux compétences transférées.

TITRE IV. DISPOSITIONS JURIDIQUES

Article 15 : Modalités de gestion des précontentieux et des contentieux

Les précontentieux et les contentieux relatifs aux compétences transférées sont gérés de la manière suivante :

- les précontentieux et contentieux, quel qu'en soit le motif, ouverts avant la date effective de transfert de compétence (le 1er janvier 2017), et non définitivement clos ou jugés à cette date demeurent de la pleine responsabilité du Département qui en assurera la défense, ou le traitement, et sera

exclusivement et définitivement lié aux éventuelles conséquences financières et de responsabilité, que celles-ci résultent d'une décision de justice ou d'une transaction.

- les contentieux ou précontentieux, quel qu'en soit le motif, ouverts à compter du 1er janvier 2017, y compris si le fait générateur est antérieur à cette date, relèvent de la pleine responsabilité de l'Eurométropole qui en assurera la défense, ou le traitement, et sera exclusivement et définitivement liée aux éventuelles conséquences financières et de responsabilité, que celles-ci résultent d'une décision de justice ou d'une transaction.

L'Eurométropole pourra demander aux services du Département de lui communiquer les éléments utiles à sa défense et détenus par le Département.

Article 16 : Entrée en vigueur de la convention

La convention entrera en vigueur au 1er janvier 2017, date du transfert de compétence fixée par la loi. Il appartiendra au Département et à l'Eurométropole de se charger des modalités administratives d'adoption de la convention dans ce délai.

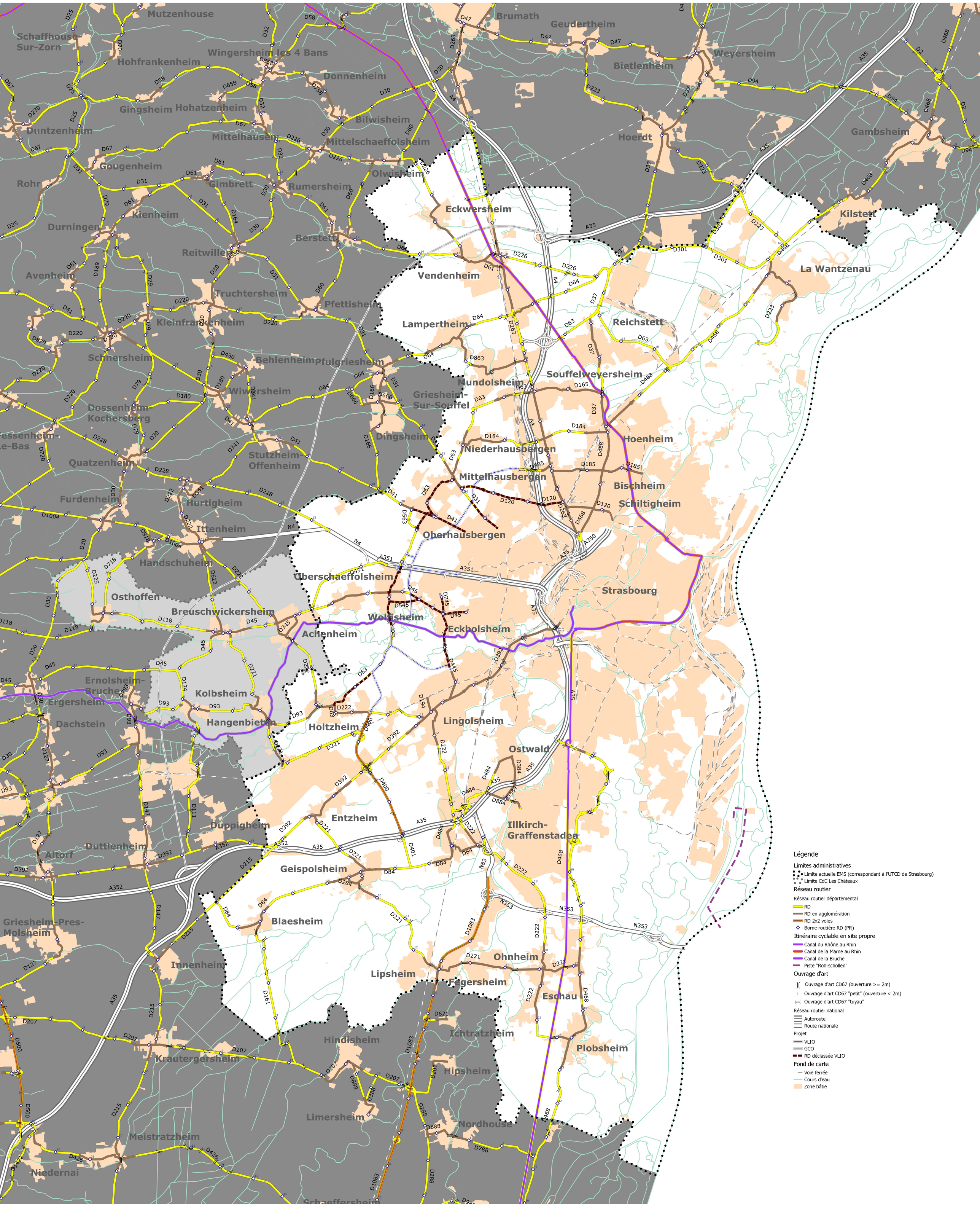
Fait à Strasbourg, en deux exemplaires originaux, le XXX

Le Président du Département du Bas-Rhin	Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Frédéric BIERRY	Robert HERRMANN

Compétence	Métier	ETP	Collectivité
Fonctions supports		0,15	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	1	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	0,9	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	0,8	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	0,8	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Responsable de service adjoint	0,3	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	0,9	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	1	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	0,9	Eurométropole de Strasbourg
FSL	Instructeur administratif 2ème niveau	0,7	Eurométropole de Strasbourg
Prévention Spécialisé	Conseiller technique social	0,35	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chargé d'affaires routières	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chef de projet infrastructures	0,04	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Assistant comptable, budgétaire et marchés publics	0,06	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable de service	0,02	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Dessinateur projeteur	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chargé d'affaires routières	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chargé d'affaires routières	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chargé d'affaires routières	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chargé d'affaires routières	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Expert urbanisme, aménagement et mobilité	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Expert urbanisme, aménagement et mobilité	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Gestionnaire administratif	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Opérateur PC routier	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Opérateur PC routier	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Opérateur PC routier	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Opérateur PC routier	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable d'unité	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable entretien et exploitation de la route	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable d'unité	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable d'unité	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable d'unité	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Secrétaire	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien de maintenance électronique	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien de maintenance électronique	0,03	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien SIG	0,05	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Assistant comptable, budgétaire et marchés publics	0,5	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Secrétaire	0,2	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chef de projet infrastructures	0,8	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Contrôleur de travaux grands projets d'infrastructure	0,7	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Dessinateur projeteur	0,4	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Directeur adjoint	0,1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien projeteur	0,8	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Gestionnaire comptable	0,4	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien projeteur	0,25	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Chef de projet infrastructures	0,25	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien projeteur	0,25	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable de service adjoint	0,1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,25	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Technicien assistant	0,25	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Secrétaire assistante	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable d'unité	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Assistant CTCG	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Responsable entretien et exploitation	1	Eurométropole de Strasbourg

Compétence	Métier	ETP	Collectivité
Routes	Chef d'équipe	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Assistant CTCG	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Assistant CTCG	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Instructeur administratif 2ème niveau	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Eurométropole de Strasbourg
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Communauté de communes les Châteaux
Routes	Agent d'exploitation de la route	1	Communauté de communes les Châteaux
		34,8	

Convention de transfert Département du Bas-Rhin / Eurométropole de Strasbourg
ANNEXE 2 : Carte de détail des limites physiques



Edition : 2016-10-18 - CD67/MRI/SER/SIRA
Contact : jean-yves.ehlenberger@bas-rhin.fr - 03 88 76 67 44

ANNEXE 2 : Linéaire de RD transféré

ROUTE	PR+ABS Début	PR+ABS Fin	Remarque
D31	14 + 843	17 + 149	
D37	0 + 0	5 + 239	
D37	5 + 702	5 + 856	
D41	28 + 394	30 + 983	
D45	0 + 0	4 + 653	
D61	13 + 708	15 + 1485	
D63	0 + 0	16 + 637	
D64	5 + 184	11 + 495	
D84	0 + 0	8 + 885	
D93	0 + 0	0 + 973	
D120	0 + 0	4 + 197	
D161	0 + 0	3 + 443	
D165	0 + 0	2 + 39	
D184	0 + 0	3 + 1292	
D185	0 + 0	0 + 2639	
D194	0 + 0	0 + 409	
D215	17 + 296	17 + 3061	*RD à cheval EMS/hors EMS*
D221	3 + 802	17 + 153	
D222	7 + 39	23 + 372	
D223	7 + 280	11 + 1583	
D226	3 + 954	10 + 623	
D228	12 + 549	13 + 497	
D263	0 + 0	13 + 616	
D284	0 + 0	0 + 371	
D301	0 + 0	0 + 137	
D301	0 + 542	4 + 160	
D302	0 + 0	1 + 824	
D384	0 + 0	0 + 1302	
D392	45 + 520	56 + 250	
D400	0 + 0	3 + 877	
D401	0 + 0	0 + 927	
D445	0 + 0	2 + 509	
D451	0 + 0	2 + 761	
D468	41 + 507	68 + 160	
D484	0 + 0	2 + 1191	
D522	0 + 0	0 + 296	
D545	0 + 0	0 + 848	
D563	0 + 0	0 + 643	
D663	0 + 0	0 + 184	
D745	0 + 0	0 + 487	
D763	0 + 0	0 + 80	
D863	0 + 0	2 + 784	
D884	0 + 0	0 + 1136	
D885	0 + 0	0 + 904	
D1083	36 + 430	39 + 606	
R. Pt péage	0 + 0	0 + 445	
DX	0 + 0	0 + 546	

Linéaire cumulé correspondant : 191,8 km

ANNEXE 2 : Linéaire de RD transféré, CDC "Les Châteaux"

ROUTE	PR+ABS Début	PR+ABS Fin	Remarque
D30	9 + 651	11 + 47	
D45	4 + 646	9 + 862	
D93	0 + 964	5 + 844	
D111	0 + 0	1 + 240	
D118	15 + 73	19 + 256	
D174	0 + 0	0 + 846	
D221	0 + 0	3 + 805	
D222	3 + 486	7 + 24	
D225	8 + 693	10 + 564	
D345	0 + 0	0 + 697	
D622	0 + 0	1 + 128	
D718	0 + 0	1 + 830	

Linéaire cumulé correspondant : 30,6 km

ANNEXE 2 : Linéaire d'itinéraire cyclable transféré

Itinéraire cyclable	Début	Fin	Longueur
Marne au Rhin	Pont Louis Pasteur	Limite ban Eckwersheim	*19,3*
Rhône au Rhin	Pont Louis Pasteur	Limite ban Plobsheim	*14,5*
Bruche	Passerelle Vauban	Limite ban Oberschaeffholsheim	*8,6*
Rohrschollen			*4,3*

Linéaire cumulé correspondant : 46,7 km

ANNEXE 2 : Linéaire d'itinéraire cyclable transféré

Itinéraire cyclable	Début	Fin	Longueur
Bruche	Limite ban Oberschaeffholsheim	Limite ban Kolbsheim	*6,0 km*

Linéaire cumulé correspondant : 6,0 km

Annexe 2 bis

à la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 16 décembre 2016

Etats parcellaires destinés aux formalités de publicité foncière des transferts de propriété

I. Transferts de plein droit

Annexe 2 bis –A

Parcelles référencées propriété du DEPARTEMENT DU BAS-RHIN dans les données nominatives du cadastre et/ou du Livre Foncier
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Ces parcelles constituant l'assiette des routes départementales (et leurs accessoires) dont la compétence est transférée, ledit transfert emportant transfert de propriété

Annexe 2 bis –B

Parcelles référencées en qualité de propriété de l'ETAT dans les données nominatives du cadastre et/ou du Livre Foncier et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, l'Eurométropole, venant aux droits du Département du Bas-Rhin pour en recueillir la propriété

A cet égard, il est précisé que lesdites parcelles sont incluses dans d'anciennes routes nationales dont la compétence a été transférée au Département du Bas-Rhin, sans que les transferts fonciers qui en découlent ne soient finalisés entre l'Etat et le Département.

II. Transferts à négocier et à mettre en œuvre

Annexe 2 bis –C

Parcelles incluses dans les emprises des voiries départementales, référencées en qualité de propriété d'une Commune membre de l'Eurométropole de Strasbourg dans les données nominatives du cadastre et/ou du Livre Foncier et à transférer en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Annexe 2 bis –A

Volet foncier connexe au transfert des routes départementales

Parcelles référencées propriété du DEPARTEMENT DU BAS-RHIN dans les données nominatives du cadastre et/ou du Livre Foncier et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Ces parcelles constituant l'assiette des routes départementales (et leurs accessoires) dont la compétence est transférée, ledit transfert emportant transfert de propriété

1° Cadastrées, ban communal d'ACHENHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	02	N°	48	CHEMIN	avec	24,30	ares
Section	05	N°	74	RD 222	avec	24,46	ares
Section	06	N°	44	RD 45	avec	17,93	ares
Section	07	N°	81	RD 222	avec	11,24	ares
Section	08	N°	34	RD 222	avec	16,67	ares
Section	09	N°	205	RD 45	avec	0,03	ares
Section	09	N°	207	RD 45	avec	0,22	ares
Section	09	N°	209	RD 45	avec	0,71	ares
Section	09	N°	211	RD 45	avec	0,10	ares
Section	21	N°	235	RD 45	avec	8,96	ares
Section	29	N°	409	RD 45	avec	11,02	ares
Section	29	N°	410	RD 45	avec	19,83	ares
Section	29	N°	760	RD 45	avec	6,30	ares
Section	29	N°	762	RD 45	avec	3,36	ares
Section	29	N°	764	RD 45	avec	1,29	ares
Section	29	N°	766	RD 45	avec	1,37	ares
Section	29	N°	768	RD 45	avec	0,78	ares
Section	29	N°	770	CHEMIN	avec	0,88	ares
Section	29	N°	772	RD 45	avec	2,35	ares
Section	29	N°	774	RD 45	avec	0,61	ares
Section	29	N°	776	RD 45	avec	1,92	ares
Section	29	N°	778	RD 45	avec	0,54	ares
Section	29	N°	780	CHEMIN	avec	6,51	ares
Section	29	N°	781	RD 45	avec	0,81	ares
Section	32	N°	217	CHEMIN	avec	11,25	ares
Section	32	N°	218	CHEMIN	avec	7,52	ares
Section	32	N°	229	RD 221	avec	0,45	ares
Section	32	N°	231	RD 221	avec	0,09	ares
Section	32	N°	243	RD 221	avec	0,34	ares
Section	32	N°	249	RD 221	avec	0,16	ares
Section	33	N°	252	RD 222	avec	10,08	ares
Section	33	N°	253	RD 222	avec	0,42	ares
Section	33	N°	254	RD 222	avec	14,62	ares
Section	33	N°	255	RD 222	avec	41,10	ares
Section	33	N°	256	RD 222	avec	10,17	ares
Section	33	N°	257	RD 222	avec	2,20	ares
Section	33	N°	258	RD 222	avec	4,45	ares
Section	33	N°	259	RD 222	avec	17,30	ares

2° Cadastrées, ban communal de BISCHHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	02	N°	100	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	14,82	ares
Section	03	N°	107/72	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	31,43	ares
Section	06	N°	98	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	12,99	ares
Section	10	N°	225	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	33,69	ares
Section	12	N°	6	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	36,74	ares
Section	16	N°	30	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	33,95	ares
Section	16	N°	98/5	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	3,06	ares
Section	17	N°	49/10	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	3,13	ares
Section	21	N°	37/11	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	1,59	ares
Section	21	N°	42/29	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	0,23	ares
Section	21	N°	43/18	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	0,20	ares
Section	21	N°	44/20	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	1,71	ares
Section	21	N°	45/22	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	0,52	ares
Section	21	N°	46/23	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	1,02	ares
Section	21	N°	48/1	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	0,23	ares
Section	21	N°	50/10	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	0,20	ares
Section	21	N°	67/29	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	1,74	ares
Section	22	N°	27	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	24,06	ares
Section	22	N°	56/1	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	0,34	ares
Section	23	N°	90	RUE GEORGES BURGER	avec	4,15	ares
Section	23	N°	92	RUE GEORGES BURGER	avec	11,48	ares
Section	23	N°	159/93	RUE GEORGES BURGER	avec	6,92	ares
Section	23	N°	160/93	RUE GEORGES BURGER	avec	2,31	ares
Section	23	N°	196/82	RUE GEORGES BURGER	avec	0,10	ares
Section	23	N°	197/82	RUE GEORGES BURGER	avec	0,04	ares
Section	23	N°	199/82	RUE GEORGES BURGER	avec	0,40	ares
Section	23	N°	200/82	RUE GEORGES BURGER	avec	0,01	ares
Section	23	N°	203/82	RUE GEORGES BURGER	avec	0,37	ares
Section	23	N°	204/114	RUE GEORGES BURGER	avec	0,41	ares
Section	23	N°	205/116	RUE GEORGES BURGER	avec	0,29	ares
Section	23	N°	209/82	RUE GEORGES BURGER	avec	0,58	ares
Section	23	N°	265/82	RUE GEORGES BURGER	avec	87,99	ares
Section	23	N°	301/91	RUE GEORGES BURGER	avec	3,55	ares
Section	23	N°	310/91	RUE GEORGES BURGER	avec	5,14	ares
Section	23	N°	311/91	RUE GEORGES BURGER	avec	10,12	ares
Section	24	N°	57/35	RD185	avec	0,27	ares
Section	24	N°	87/49	RD185	avec	61,89	ares
Section	24	N°	90/50	RD185	avec	6,71	ares
Section	24	N°	92/13	RUE DU TRIAGE	avec	5,80	ares
Section	24	N°	101/52	RUE DU TRIAGE	avec	0,09	ares
Section	24	N°	103/49	RD185	avec	2,18	ares
Section	24	N°	105/33	RD185	avec	78,31	ares
Section	35	N°	66	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	46,00	ares
Section	40	N°	116	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	20,32	ares
Section	42	N°	88/26	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	4,96	ares
Section	42	N°	89/1	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	10,36	ares

3° Cadastrées, ban communal de BLAESHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	01	N°	147	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	54,92	ares
Section	01	N°	183	RUE DU MOULIN	avec	0,01	ares
Section	03	N°	249	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	45,94	ares
Section	03	N°	256	RUE DU MOULIN	avec	31,02	ares
Section	04	N°	156	RUE PASTEUR	avec	1,37	ares
Section	04	N°	157	RUE PASTEUR	avec	0,29	ares
Section	04	N°	179	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	2,80	ares
Section	47	N°	352	RUE DU MOULIN	avec	3,40	ares
Section	52	N°	210	RD 161	avec	95,00	ares
Section	61	N°	179	RD 84	avec	13,00	ares
Section	61	N°	180	RD 84	avec	3,50	ares
Section	61	N°	181	RD 84	avec	26,86	ares
Section	62	N°	218	RD 1422	avec	61,20	ares
Section	62	N°	219	RD 1422	avec	42,60	ares
Section	62	N°	220	RD 84	avec	1,34	ares
Section	62	N°	221	RD 84	avec	4,91	ares
Section	62	N°	222	RD 84	avec	15,78	ares
Section	64	N°	364	RD 392	avec	19,48	ares
Section	64	N°	430	RD 392	avec	8,30	ares
Section	65	N°	397	RD 84	avec	3,28	ares
Section	65	N°	398	RD 84	avec	44,37	ares
Section	66	N°	350	RD 161	avec	10,08	ares
Section	66	N°	351	RD 161	avec	16,52	ares
Section	66	N°	352	RD 161	avec	3,36	ares
Section	66	N°	353	RD 161	avec	14,98	ares
Section	66	N°	354	RD 161	avec	11,78	ares

4° Cadastrées, ban communal de BREUSCHWICKERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	75	RD 118	avec	14,75	ares
Section	01	N°	79	RD 118	avec	0,02	ares
Section	02	N°	96	RD 622	avec	19,05	ares
Section	04	N°	48	RD 45	avec	71,13	ares
Section	06	N°	111	RD 221	avec	1,41	ares
Section	06	N°	113	RD 221	avec	0,63	ares
Section	06	N°	115	RD 221	avec	0,30	ares
Section	06	N°	117	RD 221	avec	0,05	ares
Section	07	N°	50	RD 45	avec	71,39	ares
Section	07	N°	57	RD 118	avec	25,96	ares
Section	07	N°	65	RD 45	avec	0,83	ares
Section	07	N°	85	RD 45	avec	0,06	ares
Section	07	N°	87	RD 45	avec	0,06	ares
Section	07	N°	89	RD 45	avec	0,01	ares
Section	07	N°	90	RD 45	avec	0,05	ares
Section	08	N°	275	RD 118	avec	0,10	ares
Section	08	N°	277	RD 118	avec	0,10	ares
Section	08	N°	279	RD 118	avec	0,09	ares

Section	09	N°	241	RD 118	avec	1,92	ares
Section	27	N°	256	RD 45	avec	2,35	ares
Section	28	N°	238	RD 221	avec	0,30	ares
Section	28	N°	286	RD 221	avec	10,29	ares
Section	28	N°	288	RD 221	avec	1,10	ares
Section	28	N°	290	RD 221	avec	0,01	ares
Section	28	N°	292	RD 221	avec	0,27	ares
Section	28	N°	294	RD 221	avec	0,13	ares
Section	28	N°	298	RD 221	avec	0,21	ares
Section	28	N°	300	RD 221	avec	0,21	ares
Section	28	N°	302	RD 221	avec	0,05	ares
Section	28	N°	304	RD 221	avec	0,11	ares
Section	28	N°	306	RD 221	avec	0,03	ares
Section	28	N°	308	RD 221	avec	0,09	ares
Section	28	N°	310	RD 221	avec	0,10	ares
Section	28	N°	312	RD 221	avec	0,06	ares
Section	28	N°	314	RD 221	avec	0,11	ares
Section	28	N°	316	RD 221	avec	0,66	ares
Section	28	N°	319	RD 221	avec	8,11	ares
Section	28	N°	323	RD 221	avec	0,16	ares
Section	28	N°	324	RD 221	avec	6,82	ares
Section	28	N°	326	RD 221	avec	0,18	ares
Section	28	N°	328	RD 221	avec	0,17	ares
Section	30	N°	164	RD 118	avec	1,92	ares

5° Cadastrées, ban communal d'ECKBOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	67	RUE DU GAL LECLERC	avec	8,17	ares
Section	01	N°	68	RUE DU CANAL	avec	29,54	ares
Section	02	N°	80	RUE DU GAL LECLERC	avec	39,19	ares
Section	03	N°	52	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	23,77	ares
Section	04	N°	68	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	34,59	ares
Section	05	N°	179	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	21,69	ares
Section	05	N°	228/48	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,29	ares
Section	05	N°	230/47	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,03	ares
Section	05	N°	232/47	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,08	ares
Section	05	N°	233/47	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,04	ares
Section	06	N°	23	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	41,91	ares
Section	07	N°	41	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	42,07	ares
Section	12	N°	335/196	RUE DU CANAL	avec	0,18	ares
Section	12	N°	339/219	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,07	ares
Section	12	N°	341/218	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,16	ares
Section	12	N°	343/217	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,21	ares
Section	12	N°	345/216	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,06	ares
Section	12	N°	347/215	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,05	ares
Section	12	N°	349/214	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,37	ares
Section	12	N°	351/213	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,11	ares
Section	12	N°	353/212	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,06	ares
Section	12	N°	355/211	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,19	ares
Section	12	N°	357/210	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,08	ares

Section	12	N°	359/209	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,36	ares
Section	12	N°	361/208	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,86	ares
Section	12	N°	363/207	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,19	ares
Section	12	N°	365/206	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,48	ares
Section	12	N°	367/205	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,07	ares
Section	12	N°	369/204	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,15	ares
Section	12	N°	371/203	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,24	ares
Section	12	N°	373/202	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,14	ares
Section	12	N°	375/201	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,72	ares
Section	12	N°	377/200	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,11	ares
Section	12	N°	379/199	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,05	ares
Section	12	N°	381/198	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,01	ares
Section	12	N°	383/172	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,13	ares
Section	12	N°	385/173	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,09	ares
Section	12	N°	387/260	RUE DU CANAL	avec	0,43	ares
Section	12	N°	388/260	RUE DU CANAL	avec	0,79	ares
Section	12	N°	389/260	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	66,87	ares
Section	12	N°	390/262	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,11	ares
Section	12	N°	394/201	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,07	ares
Section	12	N°	396/201	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,22	ares
Section	12	N°	398/124	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	1,06	ares
Section	12	N°	406/168	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,97	ares
Section	12	N°	409/168	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	3,22	ares
Section	12	N°	410/167	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,24	ares
Section	17	N°	85	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,54	ares
Section	17	N°	145	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	7,14	ares
Section	17	N°	155/91	RUE ALCIDE DE GASPERI	avec	1,24	ares
Section	17	N°	157/o145	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	3,37	ares
Section	17	N°	159/82	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	1,57	ares
Section	22	N°	158	CANAL DE LA BRUCHE	avec	7,76	ares
Section	23	N°	138	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	25,41	ares
Section	24	N°	257	AVENUE DU GAL DE GAULLE	avec	73,07	ares
Section	30	N°	230/199	RD 63	avec	63,83	ares
Section	30	N°	261/177	RD 63	avec	0,12	ares
Section	30	N°	263/205	RD 63	avec	0,52	ares
Section	30	N°	265/207	RD 63	avec	0,69	ares

6° Cadastrées, ban communal d'ECKWERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	83	ROUTE D'OLWISHEIM	avec	38,95	ares
Section	01	N°	108/83	ROUTE D'OLWISHEIM	avec	0,24	ares
Section	02	N°	121	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	18,61	ares
Section	02	N°	156/121	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,03	ares
Section	02	N°	157/121	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,13	ares
Section	02	N°	160/121	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,05	ares
Section	02	N°	167/91	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,30	ares
Section	03	N°	71	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	19,87	ares
Section	03	N°	84/71	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,07	ares
Section	03	N°	88/19	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,06	ares
Section	04	N°	74	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	33,05	ares
Section	04	N°	95/74	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,05	ares

Section	17	N°	157	RD 263	avec	113,46	ares
Section	17	N°	179/152	RD 263	avec	0,38	ares
Section	18	N°	173	RD 263	avec	86,18	ares
Section	19	N°	199	RD 263	avec	174,01	ares
Section	21	N°	207	RD 263	avec	65,70	ares
Section	21	N°	210	RD 263	avec	2,61	ares
Section	21	N°	218/67	ROUTE DE BRUMATH	avec	9,10	ares
Section	21	N°	219/57	RD 263	avec	4,48	ares
Section	21	N°	220/63	RD 263	avec	0,31	ares
Section	21	N°	226/208	ROUTE DE BRUMATH	avec	19,94	ares
Section	29	N°	744/385	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,01	ares
Section	29	N°	746/438	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,28	ares
Section	29	N°	748/439	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,39	ares
Section	29	N°	750/441	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,17	ares
Section	29	N°	752/442	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,10	ares
Section	29	N°	754/443	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,06	ares
Section	29	N°	758/445	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,02	ares
Section	29	N°	760/447	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,08	ares
Section	30	N°	525/203	RD 61	avec	18,78	ares
Section	30	N°	527/136	RD 61	avec	154,42	ares

7° Cadastrées, ban communal d'ENTZHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	168	ROUTE DE STRASBOURG	avec	55,85	ares
Section	01	N°	187/169	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	17,50	ares
Section	01	N°	270/166	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	3,55	ares
Section	02	N°	68	ROUTE DE STRASBOURG	avec	37,43	ares
Section	03	N°	138/90	ROUTE DE STRASBOURG	avec	31,56	ares
Section	11	N°	21	RD 221	avec	6,10	ares
Section	11	N°	34	RD 221	avec	5,17	ares
Section	11	N°	35	RD 221	avec	2,87	ares
Section	11	N°	36	RD 221	avec	2,24	ares
Section	11	N°	51	RD 221	avec	6,56	ares
Section	11	N°	284	RD 221	avec	3,48	ares
Section	11	N°	307/49	RD 221	avec	3,18	ares
Section	11	N°	341/37	RD 221	avec	44,03	ares
Section	11	N°	355/283	RD 221	avec	4,16	ares
Section	11	N°	362/286	RD 221	avec	0,14	ares
Section	11	N°	411/21	RD 221	avec	118,11	ares
Section	12	N°	25	RD 221	avec	0,88	ares
Section	12	N°	138/12	RD 221	avec	34,34	ares
Section	12	N°	139/130	RD 221	avec	25,52	ares
Section	12	N°	144/27	RD 221	avec	8,12	ares
Section	12	N°	146/26	RD 221	avec	34,07	ares
Section	12	N°	147/26	RD 221	avec	35,08	ares
Section	14	N°	291/243	ROUTE DE STRASBOURG	avec	78,90	ares
Section	26	N°	258	ROUTE DE STRASBOURG	avec	28,72	ares
Section	26	N°	406/259	ROUTE DE STRASBOURG	avec	40,75	ares
Section	32	N°	215/191	RD 392	avec	6,65	ares
Section	33	N°	156	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	81,50	ares

Section	33	N°	285	KINGERSTENWEG	avec	0,84	ares
Section	33	N°	292	KINGERSTENWEG	avec	0,08	ares
Section	33	N°	439/228	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	5,69	ares
Section	33	N°	513/221	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,72	ares
Section	34	N°	172/22	RD 392	avec	0,02	ares
Section	34	N°	173/22	RD 392	avec	0,11	ares
Section	34	N°	229/25	RD 400	avec	8,14	ares
Section	34	N°	230/26	RD 400	avec	9,35	ares
Section	34	N°	233/77	RD 400	avec	97,84	ares
Section	34	N°	236/80	RD 400	avec	16,30	ares
Section	34	N°	237/103	RD 400	avec	0,90	ares
Section	34	N°	240/131	RD 400	avec	1,24	ares
Section	34	N°	241/136	RD 400	avec	1,45	ares
Section	34	N°	243/138	RD 400	avec	4,53	ares
Section	34	N°	245/138	RD 400	avec	2,13	ares
Section	34	N°	247/141	RD 400	avec	0,67	ares
Section	34	N°	262/25	RD 400	avec	115,12	ares
Section	34	N°	264/26	RD 400	avec	151,37	ares
Section	34	N°	266/77	RD 400	avec	94,89	ares
Section	34	N°	268/77	RD 400	avec	10,95	ares
Section	34	N°	270/80	RD 400	avec	36,12	ares
Section	34	N°	272/103	RD 400	avec	46,20	ares
Section	34	N°	276/134	RD 400	avec	0,80	ares
Section	34	N°	280/136	RD 400	avec	3,20	ares
Section	34	N°	282/138	RD 400	avec	2,80	ares
Section	34	N°	283/138	RD 400	avec	0,40	ares
Section	34	N°	285/138	RD 400	avec	0,38	ares
Section	34	N°	287/141	RD 400	avec	3,20	ares
Section	34	N°	289/131	RD 400	avec	2,80	ares

8° Cadastrées, ban communal d'ESCHAU
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	77	RD 222	avec	23,61	ares
Section	02	N°	74/66	RUE DU GAL DE LATTRE DE TASSIGNY	avec	28,97	ares
Section	03	N°	55	RD 222	avec	24,99	ares
Section	03	N°	56	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	11,55	ares
Section	03	N°	57	RUE DE LA PAIX	avec	25,26	ares
Section	04	N°	86/40	RD 222	avec	0,03	ares
Section	04	N°	89/50	RD 222	avec	21,91	ares
Section	04	N°	92/42	RD 222	avec	5,63	ares
Section	04	N°	93/43	RD 222	avec	6,23	ares
Section	05	N°	126/72	RD 222	avec	33,15	ares
Section	05	N°	127/72	RD 222	avec	0,25	ares
Section	05	N°	128/72	RD 222	avec	0,04	ares
Section	08	N°	157	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	50,88	ares
Section	10	N°	70	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	21,13	ares
Section	11	N°	48	RD 222	avec	17,49	ares
Section	12	N°	58	RD 222	avec	23,46	ares
Section	13	N°	61/49	RUE DE LA BRIGADE ALSACE-LORRAINE	avec	23,85	ares
Section	25	N°	117	RUE DE LA BRIGADE ALSACE-LORRAINE	avec	10,69	ares
Section	26	N°	180	RUE DE LA BRIGADE ALSACE-LORRAINE	avec	42,85	ares

Section	29	N°	122/4	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,31	ares
Section	30	N°	39	RUE DES FUSILIERS MARINS	avec	21,96	ares
Section	31	N°	91	RUE DES FUSILIERS MARINS	avec	61,50	ares
Section	31	N°	92	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	65,86	ares
Section	34	N°	22	RD 468	avec	98,54	ares
Section	34	N°	45/1	RD 468	avec	1,25	ares
Section	34	N°	47/20	RD 468	avec	0,93	ares
Section	34	N°	49/17	RD 468	avec	0,62	ares
Section	34	N°	51/15	RD 468	avec	0,53	ares
Section	34	N°	53/14	RD 468	avec	0,29	ares
Section	34	N°	55/7	RD 468	avec	4,54	ares
Section	34	N°	58/1	RD 468	avec	3,08	ares
Section	34	N°	60/2	RD 468	avec	6,67	ares
Section	39	N°	216	RUE DES FUSILIERS MARINS	avec	80,10	ares
Section	40	N°	83	RUE DES FUSILIERS MARINS	avec	67,97	ares
Section	51	N°	41	-	avec	3,79	ares

9° Cadastrées, ban communal de FEGERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	81	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	20,04	ares
Section	02	N°	55	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	11,85	ares
Section	06	N°	63	RUE DE LYON	avec	85,14	ares
Section	07	N°	35	RD 1083	avec	1,81	ares
Section	07	N°	78/67	RD 1083	avec	12,56	ares
Section	07	N°	112/45	RD 1083	avec	0,03	ares
Section	07	N°	115/46	RD 1083	avec	0,18	ares
Section	07	N°	118/47	RD 1083	avec	0,13	ares
Section	07	N°	121/48	RD 1083	avec	0,18	ares
Section	07	N°	124/49	RD 1083	avec	0,35	ares
Section	07	N°	127/50	RD 1083	avec	0,27	ares
Section	07	N°	130/52	RD 1083	avec	0,36	ares
Section	07	N°	133/53	RD 1083	avec	0,39	ares
Section	07	N°	136/56	RD 1083	avec	0,36	ares
Section	07	N°	139/57	RD 1083	avec	0,33	ares
Section	07	N°	142/60	RD 1083	avec	0,33	ares
Section	07	N°	145/61	RD 1083	avec	0,32	ares
Section	07	N°	148/63	RD 1083	avec	0,30	ares
Section	07	N°	151/64	RD 1083	avec	0,28	ares
Section	07	N°	154/65	RD 1083	avec	0,29	ares
Section	07	N°	157/66	RD 1083	avec	0,29	ares
Section	07	N°	160/67	RD 1083	avec	0,60	ares
Section	07	N°	163/68	RD 1083	avec	0,31	ares
Section	08	N°	212/143	RD 1083	avec	0,11	ares
Section	08	N°	213/150	RD 1083	avec	0,10	ares
Section	08	N°	218/162	RD 1083	avec	126,78	ares
Section	08	N°	292/114	RD 1083	avec	0,15	ares
Section	08	N°	294	RD 1083	avec	0,37	ares
Section	08	N°	295	RD 1083	avec	0,08	ares
Section	08	N°	297/116	RD 1083	avec	0,41	ares
Section	08	N°	298/116	RD 1083	avec	0,46	ares

Section	08	N°	300/117	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	08	N°	301/117	RD 1083	avec	0,85	ares
Section	08	N°	303/118	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	08	N°	304/118	RD 1083	avec	0,88	ares
Section	08	N°	306/119	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	08	N°	307/119	RD 1083	avec	0,90	ares
Section	08	N°	309/120	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	08	N°	310/120	RD 1083	avec	0,92	ares
Section	08	N°	312/121	RD 1083	avec	1,10	ares
Section	08	N°	313/121	RD 1083	avec	1,94	ares
Section	08	N°	315/136	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	08	N°	316/136	RD 1083	avec	1,01	ares
Section	08	N°	318/137	RD 1083	avec	1,11	ares
Section	08	N°	319/137	RD 1083	avec	2,12	ares
Section	08	N°	321/138	RD 1083	avec	1,05	ares
Section	08	N°	322/138	RD 1083	avec	2,06	ares
Section	08	N°	324/139	RD 1083	avec	0,51	ares
Section	08	N°	325/139	RD 1083	avec	1,01	ares
Section	08	N°	327/140	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	08	N°	328/140	RD 1083	avec	0,97	ares
Section	08	N°	330/141	RD 1083	avec	0,34	ares
Section	08	N°	331/141	RD 1083	avec	0,93	ares
Section	08	N°	333/142	RD 1083	avec	0,48	ares
Section	08	N°	335/146	RD 1083	avec	0,15	ares
Section	08	N°	337/149	RD 1083	avec	0,76	ares
Section	08	N°	338/149	RD 1083	avec	0,81	ares
Section	08	N°	340/150	RD 1083	avec	0,56	ares
Section	08	N°	341/150	RD 1083	avec	1,01	ares
Section	08	N°	343/151	RD 1083	avec	0,53	ares
Section	08	N°	344/151	RD 1083	avec	1,09	ares
Section	08	N°	346/153	RD 1083	avec	0,56	ares
Section	08	N°	347/153	RD 1083	avec	1,18	ares
Section	08	N°	349/155	RD 1083	avec	1,89	ares
Section	08	N°	351/157	RD 1083	avec	0,14	ares
Section	08	N°	353/158	RD 1083	avec	0,93	ares
Section	08	N°	354/158	RD 1083	avec	1,43	ares
Section	08	N°	356/159	RD 1083	avec	0,87	ares
Section	08	N°	357/159	RD 1083	avec	2,01	ares
Section	08	N°	361/160	RD 1083	avec	0,82	ares
Section	08	N°	362/160	RD 1083	avec	1,80	ares
Section	08	N°	367/161	RD 1083	avec	1,38	ares
Section	08	N°	369/162	RD 1083	avec	0,24	ares
Section	08	N°	370/162	RD 1083	avec	1,58	ares
Section	08	N°	372/175	RD 1083	avec	0,85	ares
Section	08	N°	378/177	RD 1083	avec	0,88	ares
Section	08	N°	380/178	RD 1083	avec	0,57	ares
Section	08	N°	386/181	RD 1083	avec	0,92	ares
Section	08	N°	391/182	RD 1083	avec	0,59	ares
Section	08	N°	394/183	RD 1083	avec	0,02	ares
Section	08	N°	396/183	RD 1083	avec	0,27	ares
Section	08	N°	399/184	RD 1083	avec	0,18	ares
Section	08	N°	401/184	RD 1083	avec	0,76	ares
Section	08	N°	403/185	RD 1083	avec	0,50	ares
Section	08	N°	406/185	RD 1083	avec	0,16	ares
Section	08	N°	409/189	RD 1083	avec	0,24	ares
Section	08	N°	411/189	RD 1083	avec	0,50	ares

Section	08	N°	414/190	RD 1083	avec	0,17	ares
Section	08	N°	417/191	RD 1083	avec	0,21	ares
Section	08	N°	419/192	RD 1083	avec	0,42	ares
Section	08	N°	421/194	RD 1083	avec	0,25	ares
Section	08	N°	423/193	RD 1083	avec	0,76	ares
Section	09	N°	92	RD 1083	avec	71,19	ares
Section	09	N°	173	RD 1083	avec	0,32	ares
Section	09	N°	247/92	RD 1083	avec	1,49	ares
Section	09	N°	284/93	RD 1083	avec	5,42	ares
Section	09	N°	304/1	RD 1083	avec	2,70	ares
Section	09	N°	305/1	RD 1083	avec	1,06	ares
Section	09	N°	307/2	RD 1083	avec	0,92	ares
Section	09	N°	308/2	RD 1083	avec	0,14	ares
Section	09	N°	310/83	RD 1083	avec	21,66	ares
Section	09	N°	311/83	RD 1083	avec	0,83	ares
Section	09	N°	313/111	RD 1083	avec	0,23	ares
Section	09	N°	315/112	RD 1083	avec	0,12	ares
Section	09	N°	317/113	RD 1083	avec	0,92	ares
Section	09	N°	318/113	RD 1083	avec	0,62	ares
Section	09	N°	320/114	RD 1083	avec	0,47	ares
Section	09	N°	321/114	RD 1083	avec	0,39	ares
Section	09	N°	323/115	RD 1083	avec	0,23	ares
Section	09	N°	324/115	RD 1083	avec	0,20	ares
Section	09	N°	326/116	RD 1083	avec	0,24	ares
Section	09	N°	327/116	RD 1083	avec	0,21	ares
Section	09	N°	329/129	RD 1083	avec	0,39	ares
Section	09	N°	330/129	RD 1083	avec	0,40	ares
Section	09	N°	332/130	RD 1083	avec	0,26	ares
Section	09	N°	333/130	RD 1083	avec	0,32	ares
Section	09	N°	335/131	RD 1083	avec	0,26	ares
Section	09	N°	336/131	RD 1083	avec	0,38	ares
Section	09	N°	338/132	RD 1083	avec	0,54	ares
Section	09	N°	339/132	RD 1083	avec	0,89	ares
Section	09	N°	341/133	RD 1083	avec	0,29	ares
Section	09	N°	342/133	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	09	N°	344/134	RD 1083	avec	0,28	ares
Section	09	N°	345/134	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	09	N°	347/135	RD 1083	avec	0,30	ares
Section	09	N°	348/135	RD 1083	avec	0,50	ares
Section	09	N°	350/137	RD 1083	avec	0,30	ares
Section	09	N°	351/137	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	09	N°	353/140	RD 1083	avec	0,31	ares
Section	09	N°	354/140	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	09	N°	356/141	RD 1083	avec	0,31	ares
Section	09	N°	357/141	RD 1083	avec	0,45	ares
Section	09	N°	359/142	RD 1083	avec	0,30	ares
Section	09	N°	360/142	RD 1083	avec	0,43	ares
Section	09	N°	362/143	RD 1083	avec	0,30	ares
Section	09	N°	363/143	RD 1083	avec	0,41	ares
Section	09	N°	365/144	RD 1083	avec	0,61	ares
Section	09	N°	366/144	RD 1083	avec	0,87	ares
Section	09	N°	368/156	RD 1083	avec	0,38	ares
Section	09	N°	369/156	RD 1083	avec	0,54	ares
Section	09	N°	371/157	RD 1083	avec	0,38	ares
Section	09	N°	372/157	RD 1083	avec	0,56	ares
Section	09	N°	374/159	RD 1083	avec	0,66	ares

Section	09	N°	375/159	RD 1083	avec	0,93	ares
Section	09	N°	377/161	RD 1083	avec	0,40	ares
Section	09	N°	378/161	RD 1083	avec	0,57	ares
Section	09	N°	380/162	RD 1083	avec	0,40	ares
Section	09	N°	381/162	RD 1083	avec	0,58	ares
Section	09	N°	383/164	RD 1083	avec	0,44	ares
Section	09	N°	384/164	RD 1083	avec	0,63	ares
Section	09	N°	386/165	RD 1083	avec	0,87	ares
Section	09	N°	387/165	RD 1083	avec	1,28	ares
Section	09	N°	389/168	RD 1083	avec	0,44	ares
Section	09	N°	390/168	RD 1083	avec	0,67	ares
Section	09	N°	392/169	RD 1083	avec	0,42	ares
Section	09	N°	393/169	RD 1083	avec	0,69	ares
Section	09	N°	395/170	RD 1083	avec	0,02	ares
Section	09	N°	397/171	RD 1083	avec	0,29	ares
Section	09	N°	398/171	RD 1083	avec	0,02	ares
Section	09	N°	400/172	RD 1083	avec	0,41	ares
Section	09	N°	401/172	RD 1083	avec	1,01	ares
Section	09	N°	403/174	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	09	N°	404/174	RD 1083	avec	0,53	ares
Section	09	N°	406/175	RD 1083	avec	0,53	ares
Section	09	N°	407/175	RD 1083	avec	0,87	ares
Section	09	N°	409/177	RD 1083	avec	0,81	ares
Section	09	N°	410/177	RD 1083	avec	1,34	ares
Section	09	N°	412/178	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	09	N°	413/178	RD 1083	avec	0,97	ares
Section	09	N°	415/179	RD 1083	avec	0,56	ares
Section	09	N°	416/179	RD 1083	avec	0,94	ares
Section	09	N°	418/181	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	09	N°	419/181	RD 1083	avec	0,93	ares
Section	09	N°	421/182	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	09	N°	422/182	RD 1083	avec	0,91	ares
Section	09	N°	424/185	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	09	N°	425/185	RD 1083	avec	0,90	ares
Section	09	N°	427/186	RD 1083	avec	0,56	ares
Section	09	N°	428/186	RD 1083	avec	0,90	ares
Section	09	N°	429/189	RD 1083	avec	0,11	ares
Section	09	N°	430/189	RD 1083	avec	0,63	ares
Section	09	N°	431/189	RD 1083	avec	0,89	ares
Section	09	N°	432/190	RD 1083	avec	0,06	ares
Section	09	N°	433/190	RD 1083	avec	0,69	ares
Section	09	N°	435/213	RD 1083	avec	0,04	ares
Section	09	N°	438/165	RD 1083	avec	137,21	ares
Section	09	N°	484/213	RD 1083	avec	0,18	ares
Section	10	N°	259/110	RD 1083	avec	0,03	ares
Section	10	N°	261/111	RD 1083	avec	0,21	ares
Section	10	N°	263/112	RD 1083	avec	0,62	ares
Section	10	N°	264/112	RD 1083	avec	0,39	ares
Section	10	N°	266/113	RD 1083	avec	0,75	ares
Section	10	N°	267/113	RD 1083	avec	1,58	ares
Section	10	N°	269/114	RD 1083	avec	0,43	ares
Section	10	N°	270/114	RD 1083	avec	1,35	ares
Section	10	N°	272/115	RD 1083	avec	0,32	ares
Section	10	N°	273/115	RD 1083	avec	0,91	ares
Section	10	N°	275/129	RD 1083	avec	0,30	ares
Section	10	N°	276/129	RD 1083	avec	0,91	ares

Section	10	N°	278/130	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	10	N°	279/130	RD 1083	avec	1,48	ares
Section	10	N°	281/136	RD 1083	avec	0,25	ares
Section	10	N°	282/136	RD 1083	avec	0,74	ares
Section	10	N°	284/137	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	10	N°	285/137	RD 1083	avec	1,54	ares
Section	10	N°	287/137	RD 1083	avec	0,50	ares
Section	10	N°	288/138	RD 1083	avec	1,62	ares
Section	10	N°	290/144	RD 1083	avec	0,25	ares
Section	10	N°	291/144	RD 1083	avec	0,82	ares
Section	10	N°	293/145	RD 1083	avec	0,48	ares
Section	10	N°	294/145	RD 1083	avec	1,52	ares
Section	10	N°	296/152	RD 1083	avec	0,50	ares
Section	10	N°	297/152	RD 1083	avec	1,24	ares
Section	10	N°	299/153	RD 1083	avec	0,25	ares
Section	10	N°	300/153	RD 1083	avec	0,53	ares
Section	10	N°	302/159	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	10	N°	303/159	RD 1083	avec	0,87	ares
Section	10	N°	305/160	RD 1083	avec	0,41	ares
Section	10	N°	306/160	RD 1083	avec	0,38	ares
Section	10	N°	308190	RD 1083	avec	0,47	ares
Section	10	N°	309/190	RD 1083	avec	0,05	ares
Section	10	N°	313/109	RD 1083	avec	2,32	ares
Section	10	N°	315/110	RD 1083	avec	1,37	ares
Section	10	N°	335/138	RD 1083	avec	1,56	ares
Section	10	N°	337/144	RD 1083	avec	0,72	ares
Section	10	N°	339/145	RD 1083	avec	1,29	ares
Section	10	N°	341/152	RD 1083	avec	1,11	ares
Section	10	N°	343/153	RD 1083	avec	0,48	ares
Section	10	N°	345/159	RD 1083	avec	0,89	ares
Section	10	N°	347/160	RD 1083	avec	0,78	ares
Section	10	N°	349/190	RD 1083	avec	1,08	ares
Section	10	N°	351/212	RD 1083	avec	0,51	ares
Section	10	N°	352/109	RD 1083	avec	0,85	ares
Section	13	N°	216/166	RD 221	avec	0,51	ares
Section	13	N°	218/165	RD 221	avec	4,96	ares
Section	17	N°	93	RD 1083	avec	2,57	ares
Section	17	N°	176/24	RD 1083	avec	2,10	ares
Section	17	N°	179/25	RD 1083	avec	15,51	ares
Section	17	N°	182/69	RD 1083	avec	10,30	ares
Section	17	N°	184/70	RD 1083	avec	0,41	ares
Section	17	N°	185/70	RD 1083	avec	1,39	ares
Section	17	N°	188/71	RD 1083	avec	1,39	ares
Section	17	N°	190/89	RD 1083	avec	0,37	ares
Section	17	N°	192/90	RD 1083	avec	0,74	ares
Section	17	N°	193/90	RD 1083	avec	0,13	ares
Section	17	N°	195/91	RD 1083	avec	2,10	ares
Section	17	N°	196/91	RD 1083	avec	2,21	ares
Section	17	N°	198/92	RD 1083	avec	2,96	ares
Section	17	N°	199/92	RD 1083	avec	13,83	ares
Section	17	N°	201/94	RD 1083	avec	1,95	ares
Section	17	N°	202/94	RD 1083	avec	5,24	ares
Section	17	N°	203/95	RD 1083	avec	0,44	ares
Section	17	N°	204/95	RD 1083	avec	0,77	ares
Section	17	N°	205/95	RD 1083	avec	4,78	ares
Section	17	N°	207/152	RD 1083	avec	0,35	ares

Section	17	N°	237/69	RD 1083	avec	0,33	ares
Section	17	N°	239/69	RD 1083	avec	1,03	ares
Section	17	N°	240/69	RD 1083	avec	2,06	ares
Section	17	N°	242/69	RD 1083	avec	18,70	ares
Section	17	N°	244/70	RD 1083	avec	2,06	ares
Section	17	N°	246/71	RD 1083	avec	2,00	ares
Section	17	N°	248/86	RD 1083	avec	0,16	ares
Section	17	N°	252/88	RD 1083	avec	4,75	ares
Section	17	N°	254/89	RD 1083	avec	3,33	ares
Section	17	N°	256/90	RD 1083	avec	4,27	ares
Section	17	N°	258/91	RD 1083	avec	9,13	ares
Section	17	N°	260/94	RD 1083	avec	7,74	ares
Section	17	N°	282/94	RD 1083	avec	17,81	ares
Section	17	N°	284/152	RD 1083	avec	0,96	ares
Section	17	N°	285/85	RD 1083	avec	0,81	ares
Section	17	N°	288/86	RD 1083	avec	1,22	ares
Section	17	N°	289/87	RD 1083	avec	0,99	ares
Section	17	N°	291/92	RD 1083	avec	0,78	ares
Section	17	N°	292/92	RD 1083	avec	1,35	ares
Section	18	N°	131	RD 1083	avec	67,48	ares
Section	18	N°	143/1	RD 1083	avec	10,14	ares
Section	18	N°	146/32	RD 1083	avec	13,91	ares
Section	18	N°	150/33	RD 1083	avec	11,61	ares
Section	18	N°	155/132	RD 1083	avec	0,40	ares
Section	18	N°	157/134	RD 1083	avec	0,49	ares
Section	19	N°	82	RUE DU COMMERCE	avec	1,00	ares
Section	19	N°	89	RD 1083	avec	55,25	ares
Section	19	N°	90	RUE DU COMMERCE	avec	0,51	ares
Section	19	N°	456/197	RD 1083	avec	10,71	ares
Section	19	N°	457/197	RD 1083	avec	4,04	ares
Section	19	N°	460/240	RD 1083	avec	1,13	ares
Section	19	N°	463/247	RD 1083	avec	0,69	ares
Section	19	N°	466/248	RD 1083	avec	0,73	ares
Section	19	N°	469/249	RD 1083	avec	1,20	ares
Section	19	N°	470/283	RUE DU COMMERCE	avec	0,60	ares
Section	19	N°	497/176	RUE DU COMMERCE	avec	5,33	ares
Section	19	N°	499/172	RUE DU COMMERCE	avec	5,29	ares
Section	19	N°	533/282	RD 1083	avec	160,13	ares
Section	19	N°	595/169	RUE DU COMMERCE	avec	4,71	ares
Section	19	N°	601/168	RD 1083	avec	1,85	ares
Section	19	N°	611/176	RUE DU COMMERCE	avec	3,26	ares
Section	19	N°	658/221	RUE DU COLONEL LILLY	avec	8,13	ares
Section	20	N°	116	RD 1083	avec	9,81	ares
Section	20	N°	117	RUE DU COMMERCE	avec	0,32	ares
Section	20	N°	119	RD 1083	avec	56,87	ares
Section	20	N°	173/117	RUE DU COMMERCE	avec	0,14	ares
Section	20	N°	224/120	RD 1083	avec	2,02	ares
Section	20	N°	226/120	RUE DU COMMERCE	avec	2,69	ares
Section	21	N°	186	RD 1083	avec	73,85	ares
Section	22	N°	189	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	54,02	ares
Section	22	N°	534/124	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,19	ares
Section	22	N°	536/145	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,12	ares
Section	22	N°	538/146	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,12	ares
Section	22	N°	540/147	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,11	ares
Section	24	N°	80	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	44,15	ares
Section	25	N°	108	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	10,36	ares

Section	33	N°	234	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	67,78	ares
Section	33	N°	296/234	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,18	ares
Section	33	N°	297/238	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,37	ares

10° Cadastrées, ban communal de GEISPOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	194	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	41,32	ares
Section	01	N°	195	RUE DU MAL LECLERC	avec	54,41	ares
Section	01	N°	196	RUE DE HATTISHEIM	avec	15,79	ares
Section	01	N°	291/205	RUE DE HATTISHEIM	avec	0,25	ares
Section	03	N°	190/105	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	54,62	ares
Section	06	N°	660	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	45,30	ares
Section	06	N°	712/542	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	1,12	ares
Section	06	N°	713/547	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	0,36	ares
Section	08	N°	502/335	RD 84	avec	0,29	ares
Section	08	N°	504/336	RD 84	avec	0,16	ares
Section	08	N°	506/337	RD 84	avec	0,14	ares
Section	08	N°	508/338	RD 84	avec	0,16	ares
Section	08	N°	510/339	RD 84	avec	0,11	ares
Section	08	N°	512/340	RD 84	avec	0,03	ares
Section	08	N°	514/341	RD 84	avec	0,10	ares
Section	08	N°	516/343	RD 84	avec	0,04	ares
Section	08	N°	518/344	RD 84	avec	0,10	ares
Section	08	N°	520/345	RD 84	avec	0,25	ares
Section	08	N°	522/346	RD 84	avec	0,14	ares
Section	08	N°	524/347	RD 84	avec	0,12	ares
Section	08	N°	526/348	RD 84	avec	0,20	ares
Section	08	N°	528/349	RD 84	avec	0,16	ares
Section	08	N°	530/350	RD 84	avec	0,11	ares
Section	08	N°	532/351	RD 84	avec	0,04	ares
Section	08	N°	534/352	RD 84	avec	0,14	ares
Section	08	N°	536/353	RD 84	avec	0,08	ares
Section	08	N°	538/354	RD 84	avec	0,12	ares
Section	08	N°	540/355	RD 84	avec	0,13	ares
Section	08	N°	542/356	RD 84	avec	0,11	ares
Section	08	N°	544/357	RD 84	avec	0,19	ares
Section	08	N°	546/359	RD 84	avec	0,29	ares
Section	08	N°	548/360	RD 84	avec	0,21	ares
Section	08	N°	550/361	RD 84	avec	0,24	ares
Section	08	N°	552/362	RD 84	avec	0,25	ares
Section	08	N°	554/363	RD 84	avec	0,14	ares
Section	08	N°	556/364	RD 84	avec	0,31	ares
Section	08	N°	558/364	RD 84	avec	0,17	ares
Section	08	N°	560/365	RD 84	avec	0,25	ares
Section	08	N°	562/366	RD 84	avec	0,12	ares
Section	08	N°	564/367	RD 84	avec	0,38	ares
Section	08	N°	566/368	RD 84	avec	0,25	ares
Section	08	N°	568/369	RD 84	avec	0,26	ares
Section	08	N°	570/370	RD 84	avec	0,26	ares
Section	08	N°	572/371	RD 84	avec	0,30	ares
Section	08	N°	574/372	RD 84	avec	0,37	ares
Section	08	N°	576/373	RD 84	avec	0,61	ares

Section	08	N°	578/375	RD 84	avec	0,35	ares
Section	08	N°	580/376	RD 84	avec	0,18	ares
Section	08	N°	582/377	RD 84	avec	0,27	ares
Section	08	N°	588/381	RD 84	avec	0,28	ares
Section	08	N°	590/382	RD 84	avec	0,28	ares
Section	08	N°	592/383	RD 84	avec	0,37	ares
Section	08	N°	594/384	RD 84	avec	0,72	ares
Section	08	N°	596/386	RD 84	avec	0,41	ares
Section	08	N°	598/387	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,27	ares
Section	08	N°	600/388	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,23	ares
Section	08	N°	902/387	RUE DE SENE	avec	0,10	ares
Section	08	N°	903/387	RUE DE SENE	avec	0,98	ares
Section	08	N°	906/389	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,13	ares
Section	08	N°	907/390	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,01	ares
Section	24	N°	92	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	63,19	ares
Section	24	N°	109/92	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	3,69	ares
Section	24	N°	112/48	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	9,18	ares
Section	25	N°	152	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	49,68	ares
Section	25	N°	159/6	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	18,75	ares
Section	25	N°	160/17	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	8,27	ares
Section	25	N°	391/6	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	1,64	ares
Section	25	N°	393/6	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,41	ares
Section	25	N°	395/6	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	2,35	ares
Section	25	N°	397/17	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	1,44	ares
Section	25	N°	399/17	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	3,92	ares
Section	25	N°	434/7	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,44	ares
Section	25	N°	436/8	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,48	ares
Section	25	N°	438/9	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,47	ares
Section	25	N°	440/10	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,47	ares
Section	25	N°	446/6	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	4,65	ares
Section	25	N°	448/11	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	2,57	ares
Section	26	N°	131/1	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	5,93	ares
Section	26	N°	144/4	RD 484	avec	5,72	ares
Section	26	N°	211/3	RD 484	avec	0,25	ares
Section	26	N°	213/2	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,96	ares
Section	26	N°	256/4	RD 484	avec	18,29	ares
Section	26	N°	289/3	RD 484	avec	1,58	ares
Section	26	N°	291/3	RD 484	avec	1,48	ares
Section	30	N°	332	RUE DE VERDUN	avec	39,65	ares
Section	30	N°	510/281	RUE DE LA GARE	avec	0,23	ares
Section	30	N°	512/282	RUE DE LA GARE	avec	0,16	ares
Section	30	N°	514/283	RUE DE LA GARE	avec	0,12	ares
Section	30	N°	516/284	RUE DE LA GARE	avec	0,33	ares
Section	30	N°	518/285	RUE DE LA GARE	avec	0,46	ares
Section	30	N°	522/287	RUE DE LA GARE	avec	0,31	ares
Section	30	N°	524/288	RUE DE LA GARE	avec	0,35	ares
Section	30	N°	526/289	RUE DE LA GARE	avec	0,41	ares
Section	30	N°	528/290	RUE DE LA GARE	avec	0,62	ares
Section	30	N°	530/291	RUE DE LA GARE	avec	0,59	ares
Section	30	N°	532/292	RUE DE LA GARE	avec	0,19	ares
Section	30	N°	534/293	RUE DE LA GARE	avec	0,15	ares
Section	30	N°	536/294	RUE DE LA GARE	avec	0,23	ares
Section	30	N°	538/295	RUE DE LA GARE	avec	0,08	ares
Section	30	N°	540/296	RUE DE LA GARE	avec	0,19	ares
Section	30	N°	542/297	RUE DE LA GARE	avec	0,21	ares
Section	30	N°	544/298	RUE DE LA GARE	avec	0,64	ares

Section	30	N°	546/299	RUE DE LA GARE	avec	0,32	ares
Section	30	N°	548/301	RUE DE LA GARE	avec	0,36	ares
Section	30	N°	550/302	RUE DE LA GARE	avec	0,56	ares
Section	30	N°	552/304	RUE DE LA GARE	avec	0,13	ares
Section	30	N°	554/305	RUE DE LA GARE	avec	0,08	ares
Section	30	N°	556/306	RUE DE LA GARE	avec	0,14	ares
Section	30	N°	558/307	RUE DE LA GARE	avec	0,25	ares
Section	30	N°	560/308	RUE DE LA GARE	avec	0,38	ares
Section	30	N°	562/310	RUE DE LA GARE	avec	0,26	ares
Section	30	N°	564/311	RUE DE LA GARE	avec	0,22	ares
Section	30	N°	566/312	RUE DE LA GARE	avec	0,26	ares
Section	30	N°	568/313	RUE DE LA GARE	avec	0,25	ares
Section	30	N°	570/314	RUE DE LA GARE	avec	0,51	ares
Section	30	N°	572/328	RUE DE LA GARE	avec	0,23	ares
Section	30	N°	591	RD 84	avec	0,13	ares
Section	31	N°	86	RUE DE VERDUN	avec	31,24	ares
Section	31	N°	138/85	RUE DE VERDUN	avec	0,22	ares
Section	31	N°	139/85	RUE DE VERDUN	avec	3,38	ares
Section	31	N°	266/45	RD 484	avec	62,99	ares
Section	31	N°	343/84	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	0,63	ares
Section	32	N°	72/67	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	1,14	ares
Section	32	N°	94/67	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	0,15	ares
Section	32	N°	116/1	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	1,42	ares
Section	32	N°	118/1	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	4,35	ares
Section	32	N°	160/1	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	4,53	ares
Section	32	N°	194/1	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	7,87	ares
Section	32	N°	196/1	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	17,64	ares
Section	32	N°	198/24	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	5,00	ares
Section	32	N°	200/26	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	0,97	ares
Section	32	N°	202/29	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	0,26	ares
Section	32	N°	207/69	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	5,68	ares
Section	32	N°	210/69	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	3,48	ares
Section	32	N°	212/69	RUE DU NOUVEAU PASSAGE	avec	2,01	ares
Section	32	N°	296/71	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	4,70	ares
Section	33	N°	95	RUE DU FORT	avec	75,00	ares
Section	33	N°	96	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	30,68	ares
Section	33	N°	97	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	29,35	ares
Section	33	N°	117/95	RUE DU FORT	avec	10,04	ares
Section	33	N°	122/3	RUE DU FORT	avec	1,81	ares
Section	33	N°	300/18	RUE DU FORT	avec	10,69	ares
Section	33	N°	325/1	RUE DU FORT	avec	0,28	ares
Section	33	N°	464/95	RUE DU FORT	avec	1,54	ares
Section	33	N°	465/95	RUE DU FORT	avec	0,53	ares
Section	33	N°	466/95	RUE DU FORT	avec	1,37	ares
Section	33	N°	472/18	RUE DU FORT	avec	7,69	ares
Section	33	N°	473/18	RUE DU FORT	avec	0,82	ares
Section	34	N°	91/25	RD 484	avec	5,06	ares
Section	34	N°	92/52	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	6,60	ares
Section	34	N°	108/53	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	98,68	ares
Section	34	N°	111/25	RD 222	avec	30,61	ares
Section	34	N°	113/25	RD 484	avec	2,80	ares
Section	34	N°	116/25	RD 222	avec	18,70	ares
Section	34	N°	118/25	RD 222	avec	15,61	ares
Section	34	N°	121/25	RD 222	avec	39,10	ares
Section	34	N°	123/25	RD 222	avec	1,58	ares
Section	34	N°	124/25	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	2,10	ares

Section	34	N°	156/25	RD 484	avec	2,15	ares
Section	34	N°	158/25	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	3,22	ares
Section	35	N°	170	RD 484	avec	7,38	ares
Section	36	N°	110/98	RUE DU FORT	avec	29,69	ares
Section	36	N°	112/33	RD 222	avec	42,97	ares
Section	36	N°	149/100	RD 484	avec	0,56	ares
Section	36	N°	168/100	RD 222	avec	7,01	ares
Section	36	N°	190/33	RD 222	avec	6,69	ares
Section	36	N°	219/100	RD 222	avec	1,50	ares
Section	36	N°	221/100	RD 222	avec	1,43	ares
Section	36	N°	222/100	RD 222	avec	0,97	ares
Section	36	N°	278/33	RUE DU FORT	avec	7,48	ares
Section	36	N°	280/34	RUE DU FORT	avec	4,78	ares
Section	36	N°	283/101	RUE DU FORT	avec	15,05	ares
Section	36	N°	285/101	RUE DU FORT	avec	2,52	ares
Section	36	N°	286/101	RD 484	avec	37,53	ares
Section	39	N°	169	RD 222	avec	5,10	ares
Section	39	N°	311/228	RUE DU PONT DU PEAGE	avec	1,57	ares
Section	39	N°	312/228	RUE DU PONT DU PEAGE	avec	1,18	ares
Section	39	N°	313/229	RUE DU PONT DU PEAGE	avec	0,75	ares
Section	39	N°	321/126	RD 222	avec	3,28	ares
Section	39	N°	333/285	RD1083	avec	3,03	ares
Section	39	N°	335/278	RD 222	avec	4,36	ares
Section	39	N°	352/285	RD1083	avec	2,70	ares
Section	39	N°	386/284	RD 222	avec	1,30	ares
Section	39	N°	387/284	RD 222	avec	0,92	ares
Section	39	N°	388/285	RD 222	avec	3,98	ares
Section	39	N°	521/186	RD 222	avec	3,40	ares
Section	39	N°	523/279	RD 222	avec	28,56	ares
Section	39	N°	524/279	RUE DU FORT	avec	5,94	ares
Section	40	N°	144/2	RD 222	avec	15,49	ares
Section	41	N°	55	RUE DE L'ILL	avec	3,95	ares
Section	41	N°	56	RUE DE L'ILL	avec	3,71	ares
Section	41	N°	57	RUE DE L'ILL	avec	1,95	ares
Section	41	N°	58	RUE DE L'ILL	avec	1,37	ares
Section	41	N°	59	RUE DE L'ILL	avec	1,42	ares
Section	41	N°	60	RUE DE L'ILL	avec	2,00	ares
Section	41	N°	61	RUE DE L'ILL	avec	1,63	ares
Section	41	N°	62	RUE DE L'ILL	avec	4,23	ares
Section	41	N°	63	RUE DE L'ILL	avec	2,09	ares
Section	41	N°	64	RUE DE L'ILL	avec	4,64	ares
Section	41	N°	65	RUE DE L'ILL	avec	0,28	ares
Section	41	N°	66	RUE DE L'ILL	avec	1,87	ares
Section	41	N°	67	RUE DE L'ILL	avec	0,28	ares
Section	41	N°	109/68	RUE DE L'ILL	avec	0,62	ares
Section	41	N°	111/73	RUE DE L'ILL	avec	0,26	ares
Section	41	N°	194/76	RUE DE L'ILL	avec	8,58	ares
Section	41	N°	195/76	RUE DE L'ILL	avec	25,90	ares
Section	41	N°	197/77	RUE DE L'ILL	avec	3,71	ares
Section	41	N°	198/77	RUE DE L'ILL	avec	3,37	ares
Section	41	N°	200/78	RUE DE L'ILL	avec	3,52	ares
Section	41	N°	201/78	RUE DE L'ILL	avec	3,27	ares
Section	41	N°	203/79	RUE DE L'ILL	avec	1,68	ares
Section	41	N°	204/79	RUE DE L'ILL	avec	1,59	ares
Section	41	N°	206/80	RUE DE L'ILL	avec	1,63	ares
Section	41	N°	207/80	RUE DE L'ILL	avec	1,58	ares

Section	41	N°	209/81	RUE DE L'ILL	avec	3,58	ares
Section	41	N°	210/81	RUE DE L'ILL	avec	4,37	ares
Section	41	N°	213/82	RUE DE L'ILL	avec	10,42	ares
Section	42	N°	31	RUE DE L'ILL	avec	3,66	ares
Section	42	N°	69/14	ROUTE DE LYON	avec	0,54	ares
Section	42	N°	98/13	ROUTE DE LYON	avec	0,09	ares
Section	42	N°	184/14	ROUTE DE LYON	avec	51,32	ares
Section	42	N°	186/15	RUE DE L'ILL	avec	15,87	ares
Section	42	N°	195/34	RUE DE L'ILL	avec	0,03	ares
Section	42	N°	197/34	RUE DE L'ILL	avec	0,96	ares
Section	42	N°	199/34	RUE DE L'ILL	avec	0,42	ares
Section	42	N°	201/34	RUE DE L'ILL	avec	1,60	ares
Section	42	N°	203/34	RUE DE L'ILL	avec	5,26	ares
Section	42	N°	205/34	RUE DE L'ILL	avec	1,37	ares
Section	42	N°	211/3	ROUTE DE LYON	avec	0,06	ares
Section	42	N°	213/3	ROUTE DE LYON	avec	9,12	ares
Section	42	N°	215/3	ROUTE DE LYON	avec	13,58	ares
Section	42	N°	218/15	RUE DE L'ILL	avec	10,79	ares
Section	42	N°	221/34	RUE DE L'ILL	avec	2,48	ares
Section	42	N°	223/34	RUE DE L'ILL	avec	1,45	ares
Section	49	N°	616/314	RUE DE LA GARE	avec	40,35	ares
Section	50	N°	453/352	RUE DE LA GARE	avec	0,52	ares
Section	50	N°	455/353	RUE DE LA GARE	avec	50,10	ares
Section	50	N°	456/268	RUE DE LA GARE	avec	0,42	ares
Section	50	N°	457/268	RUE DE LA GARE	avec	0,17	ares
Section	50	N°	459/269	RUE DE LA GARE	avec	0,37	ares
Section	50	N°	460/269	RUE DE LA GARE	avec	0,18	ares
Section	50	N°	462/270	RUE DE LA GARE	avec	0,22	ares
Section	50	N°	463/270	RUE DE LA GARE	avec	0,14	ares
Section	50	N°	465/317	RUE DE LA GARE	avec	0,11	ares
Section	50	N°	467/318	RUE DE LA GARE	avec	0,08	ares
Section	50	N°	469/319	RUE DE LA GARE	avec	0,17	ares
Section	50	N°	471/320	RUE DE LA GARE	avec	0,05	ares
Section	50	N°	474/320	RUE DE LA GARE	avec	0,45	ares
Section	50	N°	477/321	RUE DE LA GARE	avec	0,23	ares
Section	50	N°	478/321	RUE DE LA GARE	avec	0,22	ares
Section	50	N°	480/322	RUE DE LA GARE	avec	0,19	ares
Section	50	N°	481/322	RUE DE LA GARE	avec	0,16	ares
Section	50	N°	483/323	RUE DE LA GARE	avec	0,22	ares
Section	50	N°	484/323	RUE DE LA GARE	avec	0,25	ares
Section	50	N°	486/324	RUE DE LA GARE	avec	0,29	ares
Section	50	N°	487/324	RUE DE LA GARE	avec	0,32	ares
Section	50	N°	489/325	RUE DE LA GARE	avec	0,37	ares
Section	50	N°	490/325	RUE DE LA GARE	avec	0,32	ares
Section	50	N°	492/326	RUE DE LA GARE	avec	0,21	ares
Section	50	N°	493/326	RUE DE LA GARE	avec	0,15	ares
Section	50	N°	495/327	RUE DE LA GARE	avec	0,16	ares
Section	50	N°	496/327	RUE DE LA GARE	avec	0,11	ares
Section	50	N°	498/328	RUE DE LA GARE	avec	0,16	ares
Section	50	N°	499/328	RUE DE LA GARE	avec	0,10	ares
Section	50	N°	501/329	RUE DE LA GARE	avec	0,50	ares
Section	50	N°	502/329	RUE DE LA GARE	avec	0,28	ares
Section	50	N°	504/330	RUE DE LA GARE	avec	0,40	ares
Section	50	N°	505/330	RUE DE LA GARE	avec	0,20	ares
Section	50	N°	507/331	RUE DE LA GARE	avec	0,56	ares
Section	50	N°	508/331	RUE DE LA GARE	avec	0,26	ares

Section	50	N°	510/332	RUE DE LA GARE	avec	0,55	ares
Section	50	N°	511/332	RUE DE LA GARE	avec	0,23	ares
Section	50	N°	513/333	RUE DE LA GARE	avec	0,38	ares
Section	50	N°	514/333	RUE DE LA GARE	avec	0,16	ares
Section	50	N°	516/334	RUE DE LA GARE	avec	0,18	ares
Section	50	N°	517/334	RUE DE LA GARE	avec	0,07	ares
Section	50	N°	519/335	RUE DE LA GARE	avec	0,26	ares
Section	50	N°	520/335	RUE DE LA GARE	avec	0,12	ares
Section	50	N°	522/336	RUE DE LA GARE	avec	0,19	ares
Section	50	N°	523/336	RUE DE LA GARE	avec	0,10	ares
Section	50	N°	525/337	RUE DE LA GARE	avec	0,23	ares
Section	50	N°	526/337	RUE DE LA GARE	avec	0,15	ares
Section	50	N°	528/338	RUE DE LA GARE	avec	0,19	ares
Section	50	N°	529/338	RUE DE LA GARE	avec	0,15	ares
Section	50	N°	531/339	RUE DE LA GARE	avec	0,32	ares
Section	50	N°	532/339	RUE DE LA GARE	avec	0,37	ares
Section	50	N°	536/348	RUE DE LA GARE	avec	0,75	ares
Section	50	N°	558/341	RUE DE LA GARE	avec	6,66	ares
Section	55	N°	150	RD 221	avec	3,70	ares
Section	58	N°	553	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	4,11	ares
Section	58	N°	562	RD 84	avec	0,07	ares
Section	58	N°	569	RD 84	avec	0,06	ares
Section	58	N°	703/206	RD 84	avec	0,16	ares
Section	58	N°	704/206	RD 84	avec	0,05	ares
Section	58	N°	706/206	RD 84	avec	0,14	ares
Section	58	N°	707/206	RD 84	avec	0,04	ares
Section	58	N°	709/208	RD 84	avec	0,28	ares
Section	58	N°	710/208	RD 84	avec	0,07	ares
Section	58	N°	712/209	RD 84	avec	0,29	ares
Section	58	N°	713/209	RD 84	avec	0,06	ares
Section	58	N°	715/210	RD 84	avec	0,73	ares
Section	58	N°	716/210	RD 84	avec	0,13	ares
Section	58	N°	718/213	RD 84	avec	0,49	ares
Section	58	N°	719/213	RD 84	avec	0,07	ares
Section	58	N°	721/214	RD 84	avec	0,30	ares
Section	58	N°	722/214	RD 84	avec	0,03	ares
Section	58	N°	724/215	RD 84	avec	0,30	ares
Section	58	N°	725/215	RD 84	avec	0,03	ares
Section	58	N°	727/217	RD 84	avec	0,36	ares
Section	58	N°	728/217	RD 84	avec	0,03	ares
Section	58	N°	730/218	RD 84	avec	0,59	ares
Section	58	N°	731/218	RD 84	avec	0,03	ares
Section	58	N°	733/220	RD 84	avec	0,46	ares
Section	58	N°	734/220	RD 84	avec	0,02	ares
Section	58	N°	736/221	RD 84	avec	0,28	ares
Section	58	N°	738/221	RD 84	avec	0,31	ares
Section	58	N°	740/221	RD 84	avec	0,24	ares
Section	58	N°	742/222	RD 84	avec	0,51	ares
Section	58	N°	744/223	RD 84	avec	1,32	ares
Section	58	N°	746/224	RD 84	avec	0,38	ares
Section	58	N°	748/226	RD 84	avec	0,37	ares
Section	58	N°	750/227	RD 84	avec	0,37	ares
Section	58	N°	752/228	RD 84	avec	0,29	ares
Section	58	N°	755/228	RD 84	avec	0,35	ares
Section	58	N°	756/228	RD 84	avec	0,01	ares
Section	58	N°	758/231	RD 84	avec	0,43	ares

Section	58	N°	759/231	RD 84	avec	0,04	ares
Section	58	N°	761/232	RD 84	avec	0,41	ares
Section	58	N°	762/232	RD 84	avec	0,07	ares
Section	58	N°	764/233	RD 84	avec	0,54	ares
Section	58	N°	765/233	RD 84	avec	0,16	ares
Section	58	N°	767/234	RD 84	avec	0,27	ares
Section	58	N°	768/234	RD 84	avec	0,10	ares
Section	58	N°	770/234	RD 84	avec	0,09	ares
Section	58	N°	771/234	RD 84	avec	0,04	ares
Section	58	N°	773/237	RD 84	avec	0,37	ares
Section	58	N°	774/237	RD 84	avec	0,13	ares
Section	58	N°	776/238	RD 84	avec	0,21	ares
Section	58	N°	777/238	RD 84	avec	0,05	ares
Section	58	N°	779/239	RD 84	avec	0,26	ares
Section	58	N°	780/239	RD 84	avec	0,05	ares
Section	58	N°	782/240	RD 84	avec	0,36	ares
Section	58	N°	783/240	RD 84	avec	0,04	ares
Section	58	N°	785/241	RD 84	avec	0,47	ares
Section	58	N°	786/241	RD 84	avec	0,02	ares
Section	58	N°	788/242	RD 84	avec	0,41	ares
Section	58	N°	789/242	RD 84	avec	0,01	ares
Section	58	N°	791/243	RD 84	avec	0,88	ares
Section	58	N°	794/248	RD 84	avec	0,46	ares
Section	58	N°	797/249	RD 84	avec	0,46	ares
Section	58	N°	800/250	RD 84	avec	0,51	ares
Section	58	N°	802/251	RD 84	avec	0,44	ares
Section	58	N°	804/252	RD 84	avec	0,58	ares
Section	58	N°	806/253	RD 84	avec	0,69	ares
Section	58	N°	808/254	RD 84	avec	0,54	ares
Section	58	N°	810/256	RD 84	avec	0,76	ares
Section	58	N°	812/256	RD 84	avec	0,47	ares
Section	58	N°	814/257	RD 84	avec	0,45	ares
Section	58	N°	816/259	RD 84	avec	0,78	ares
Section	58	N°	818/260	RD 84	avec	0,41	ares
Section	58	N°	821/261	RD 84	avec	0,31	ares
Section	58	N°	822/261	RD 84	avec	0,01	ares
Section	58	N°	824/262	RD 84	avec	0,29	ares
Section	58	N°	825/262	RD 84	avec	0,04	ares
Section	58	N°	827/263	RD 84	avec	0,48	ares
Section	58	N°	828/263	RD 84	avec	0,06	ares
Section	58	N°	833/265	RD 84	avec	0,30	ares
Section	58	N°	834/265	RD 84	avec	0,03	ares
Section	58	N°	835/266	RD 84	avec	0,33	ares
Section	58	N°	836/266	RD 84	avec	0,03	ares
Section	58	N°	837/266	RD 84	avec	0,34	ares
Section	58	N°	838/266	RD 84	avec	0,03	ares
Section	58	N°	839/267	RD 84	avec	0,69	ares
Section	58	N°	840/267	RD 84	avec	0,06	ares
Section	58	N°	841/271	RD 84	avec	0,79	ares
Section	58	N°	842/271	RD 84	avec	0,01	ares
Section	58	N°	843/272	RD 84	avec	0,53	ares
Section	58	N°	846/274	RD 84	avec	0,37	ares
Section	58	N°	852/276	RD 84	avec	2,03	ares
Section	58	N°	857/323	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,36	ares
Section	58	N°	862/414	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,70	ares
Section	58	N°	866/414	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,71	ares

Section	58	N°	868/414	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,71	ares
Section	58	N°	870/414	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	0,75	ares
Section	58	N°	873/417	RD 84	avec	3,01	ares
Section	58	N°	941/417	RD 84	avec	7,85	ares
Section	58	N°	961	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	123,79	ares
Section	60	N°	213	RUE DE LIPSHEIM	avec	28,47	ares
Section	62	N°	434/163	RD 221	avec	0,58	ares
Section	62	N°	436/373	RD 221	avec	0,41	ares
Section	62	N°	438/377	RD 221	avec	0,18	ares
Section	62	N°	440/388	RD 221	avec	0,30	ares
Section	AI	N°	874/755	RD 221	avec	0,56	ares
Section	AI	N°	876/231	RD 221	avec	0,18	ares
Section	AI	N°	877/231	RD 221	avec	1,29	ares
Section	AI	N°	879/230	RD 221	avec	1,08	ares
Section	AI	N°	881/229	RD 221	avec	0,43	ares
Section	AI	N°	883/228	RD 221	avec	0,38	ares
Section	AI	N°	885/227	RD 221	avec	0,37	ares
Section	AI	N°	887/226	RD 221	avec	0,37	ares
Section	AI	N°	889/225	RD 221	avec	0,66	ares
Section	AI	N°	891/224	RD 221	avec	0,33	ares
Section	AI	N°	893/223	RD 221	avec	0,17	ares
Section	AI	N°	895/221	RD 221	avec	0,36	ares
Section	AI	N°	897/220	RD 221	avec	0,16	ares
Section	AI	N°	899/219	RD 221	avec	0,14	ares
Section	AI	N°	901/219	RD 221	avec	0,10	ares
Section	AI	N°	903/218	RD 221	avec	0,40	ares
Section	AI	N°	905/232	RD 221	avec	1,18	ares
Section	AI	N°	907/233	RD 221	avec	0,38	ares
Section	AI	N°	909/234	RD 221	avec	0,46	ares
Section	AI	N°	911/235	RD 221	avec	0,62	ares
Section	AI	N°	913/236	RD 221	avec	0,20	ares
Section	AI	N°	915/237	RD 221	avec	0,38	ares
Section	AI	N°	917/238	RD 221	avec	0,31	ares
Section	AI	N°	919/240	RD 221	avec	0,33	ares
Section	AI	N°	921/241	RD 221	avec	0,61	ares
Section	AI	N°	923/242	RD 221	avec	0,29	ares
Section	AI	N°	925/243	RD 221	avec	0,35	ares
Section	AI	N°	927/244	RD 221	avec	0,19	ares
Section	AI	N°	928/285	RD 221	avec	0,05	ares
Section	AI	N°	930/286	RD 221	avec	3,59	ares
Section	AI	N°	931/286	RD 221	avec	0,09	ares
Section	AI	N°	933/802	RD 221	avec	0,14	ares
Section	AI	N°	935/284	RD 221	avec	0,01	ares
Section	AI	N°	937/761	RD 221	avec	0,08	ares
Section	AI	N°	940/287	RD 221	avec	1,67	ares
Section	AI	N°	942/288	RD 221	avec	0,60	ares
Section	AI	N°	944/289	RD 221	avec	0,69	ares
Section	AI	N°	946/290	RD 221	avec	0,88	ares
Section	AI	N°	948/291	RD 221	avec	0,90	ares
Section	AI	N°	949/291	RD 221	avec	0,01	ares
Section	AI	N°	951/292	RD 221	avec	0,34	ares
Section	AI	N°	953/762	RD 221	avec	0,04	ares
Section	AI	N°	956/327	RD 221	avec	1,82	ares
Section	AI	N°	958/326	RD 221	avec	0,16	ares
Section	AI	N°	959/326	RD 221	avec	1,07	ares
Section	AI	N°	961/325	RD 221	avec	0,16	ares

Section	AI	N°	962/325	RD 221	avec	0,97	ares
Section	AI	N°	964/324	RD 221	avec	0,15	ares
Section	AI	N°	965/324	RD 221	avec	0,87	ares
Section	AI	N°	967/323	RD 221	avec	0,12	ares
Section	AI	N°	968/323	RD 221	avec	0,81	ares
Section	AI	N°	970/322	RD 221	avec	0,28	ares
Section	AI	N°	972/321	RD 221	avec	0,02	ares
Section	AI	N°	974/763	RD 221	avec	0,06	ares
Section	AI	N°	977/340	RD 221	avec	1,42	ares
Section	AI	N°	979/339	RD 221	avec	0,39	ares
Section	AI	N°	983/765	RD 221	avec	16,84	ares
Section	AI	N°	985/765	RD 221	avec	18,97	ares
Section	AI	N°	986/657	RD 221	avec	0,22	ares
Section	AI	N°	988/656	RD 221	avec	1,17	ares
Section	AI	N°	990/655	RD 221	avec	1,18	ares
Section	AI	N°	992/654	RD 221	avec	0,27	ares
Section	AI	N°	994/652	RD 221	avec	0,40	ares
Section	AI	N°	996/651	RD 221	avec	0,85	ares
Section	AI	N°	998/650	RD 221	avec	0,95	ares
Section	AI	N°	1000/649	RD 221	avec	0,36	ares
Section	AI	N°	1002/649	RD 221	avec	0,75	ares
Section	AI	N°	1004/633	RD 221	avec	0,30	ares
Section	AI	N°	1006/634	RD 221	avec	0,69	ares
Section	AI	N°	1008/635	RD 221	avec	0,32	ares
Section	AI	N°	1010/636	RD 221	avec	0,74	ares
Section	AI	N°	1012/637	RD 221	avec	0,43	ares
Section	AI	N°	1014/638	RD 221	avec	0,33	ares
Section	AI	N°	1016/639	RD 221	avec	0,20	ares
Section	AI	N°	1018/640	RD 221	avec	0,55	ares
Section	AI	N°	1020/641	RD 221	avec	0,46	ares
Section	AI	N°	1022/642	RD 221	avec	0,19	ares
Section	AI	N°	1024/643	RD 221	avec	0,23	ares
Section	AI	N°	1026/644	RD 221	avec	0,45	ares
Section	AI	N°	1028/645	RD 221	avec	0,15	ares
Section	AI	N°	1030/646	RD 221	avec	0,35	ares
Section	AI	N°	1032/647	RD 221	avec	0,34	ares
Section	AI	N°	1034/648	RD 221	avec	2,24	ares
Section	AI	N°	1035/648	RD 221	avec	1,80	ares
Section	AI	N°	1039/535	RD 221	avec	0,07	ares
Section	AI	N°	1041/534	RD 221	avec	1,94	ares
Section	AI	N°	1042/534	RD 221	avec	1,40	ares
Section	AI	N°	1044/533	RD 221	avec	2,95	ares
Section	AI	N°	1045/533	RD 221	avec	1,78	ares
Section	AI	N°	1047/532	RD 221	avec	0,16	ares
Section	AI	N°	1048	RD 221	avec	2,74	ares
Section	AI	N°	1050/524	RD 221	avec	0,45	ares
Section	AI	N°	1052/525	RD 221	avec	0,50	ares
Section	AI	N°	1054/526	RD 221	avec	0,34	ares
Section	AI	N°	1056/527	RD 221	avec	0,42	ares
Section	AI	N°	1058/528	RD 221	avec	0,23	ares
Section	AI	N°	1060/529	RD 221	avec	1,28	ares
Section	AI	N°	1062/531	RD 221	avec	0,60	ares
Section	AI	N°	1064/375	RD 221	avec	0,33	ares
Section	AI	N°	1066/374	RD 221	avec	0,43	ares
Section	AI	N°	1068/373	RD 221	avec	0,63	ares
Section	AI	N°	1070/372	RD 221	avec	1,05	ares

Section	AI	N°	1072/371	RD 221	avec	1,18	ares
Section	AI	N°	1074/345	RD 221	avec	0,36	ares
Section	AI	N°	1076/344	RD 221	avec	0,74	ares
Section	AI	N°	1078/343	RD 221	avec	0,67	ares
Section	AI	N°	1080/342	RD 221	avec	1,80	ares
Section	AI	N°	1082/767	RD 221	avec	0,24	ares
Section	AI	N°	1085/766	RD 221	avec	39,49	ares
Section	AI	N°	1087/765	RD 221	avec	0,07	ares
Section	AI	N°	1116/702	RUE DE LIPSHEIM	avec	0,51	ares
Section	AI	N°	1123	RD 221	avec	0,46	ares
Section	AL	N°	835	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,57	ares
Section	AL	N°	889/821	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	1,73	ares
Section	AL	N°	890/154	RD 84	avec	1,54	ares
Section	AL	N°	891/161	RD 84	avec	8,04	ares
Section	AL	N°	894/167	RD 84	avec	2,26	ares
Section	AL	N°	895/167	RD 84	avec	2,40	ares
Section	AL	N°	896/170	RD 84	avec	1,98	ares
Section	AL	N°	897/180	RD 84	avec	17,86	ares
Section	AL	N°	898/236	RD 84	avec	15,47	ares
Section	AL	N°	899/236	RD 84	avec	19,65	ares
Section	AL	N°	985/174	RD 84	avec	0,64	ares
Section	AL	N°	987/175	RD 84	avec	0,89	ares
Section	AL	N°	989/176	RD 84	avec	0,25	ares
Section	AL	N°	991/177	RD 84	avec	0,65	ares
Section	AL	N°	993/178	RD 84	avec	0,88	ares
Section	AL	N°	995/179	RD 84	avec	0,16	ares
Section	AL	N°	997/179	RD 84	avec	0,42	ares
Section	AL	N°	999/180	RD 84	avec	0,87	ares
Section	AL	N°	1001/181	RD 84	avec	0,16	ares
Section	AL	N°	1003/182	RD 84	avec	0,74	ares
Section	AL	N°	1005/183	RD 84	avec	0,84	ares
Section	AL	N°	1007/184	RD 84	avec	0,62	ares
Section	AL	N°	1009/185	RD 84	avec	0,40	ares
Section	AL	N°	1011/187	RD 84	avec	0,71	ares
Section	AL	N°	1013/188	RD 84	avec	0,67	ares
Section	AL	N°	1015/190	RD 84	avec	1,68	ares
Section	AL	N°	1017/191	RD 84	avec	0,77	ares
Section	AL	N°	1019/192	RD 84	avec	0,90	ares
Section	AL	N°	1021/194	RD 84	avec	0,38	ares
Section	AL	N°	1023/195	RD 84	avec	0,43	ares
Section	AL	N°	1025/197	RD 84	avec	0,39	ares
Section	AL	N°	1027/198	RD 84	avec	0,77	ares
Section	AL	N°	1029/198	RD 84	avec	0,16	ares
Section	AL	N°	1031/199	RD 84	avec	0,30	ares
Section	AL	N°	1033/200	RD 84	avec	0,45	ares
Section	AL	N°	1035/202	RD 84	avec	1,07	ares
Section	AL	N°	1037/203	RD 84	avec	0,65	ares
Section	AL	N°	1039/204	RD 84	avec	0,41	ares
Section	AL	N°	1041/145	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,17	ares
Section	AM	N°	395/34	RD 400	avec	2,52	ares
Section	AM	N°	398/319	RD 400	avec	7,87	ares
Section	AR	N°	290	RD 84	avec	92,75	ares
Section	AS	N°	270	RD 221	avec	124,19	ares
Section	AS	N°	271	RD 221	avec	15,13	ares

11° Cadastrées, ban communal de HANGENBIETEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	66	RD 93	avec	34,54	ares
Section	03	N°	58	RD 93	avec	21,14	ares
Section	04	N°	64	RD 221	avec	21,97	ares
Section	04	N°	65	RD 93	avec	16,62	ares
Section	04	N°	122	RD 93	avec	0,09	ares
Section	04	N°	124	RD 93	avec	0,02	ares
Section	04	N°	126	RD 93	avec	0,17	ares
Section	05	N°	48	RD 221	avec	13,47	ares
Section	06	N°	220	RD 221	avec	19,59	ares
Section	06	N°	279	RD 221	avec	0,81	ares
Section	06	N°	280	RD 221	avec	0,08	ares
Section	06	N°	282	RD 221	avec	2,90	ares
Section	06	N°	288	RD 221	avec	0,37	ares
Section	06	N°	290	RD 221	avec	0,74	ares
Section	06	N°	292	RD 221	avec	2,50	ares
Section	06	N°	294	RD 221	avec	0,39	ares
Section	06	N°	296	RD 221	avec	1,61	ares
Section	06	N°	298	RD 221	avec	0,42	ares
Section	06	N°	300	RD 221	avec	0,72	ares
Section	09	N°	150	RD 93	avec	2,74	ares
Section	10	N°	00DP/139	-	avec	2,92	ares
Section	10	N°	00DP/144	-	avec	1,95	ares
Section	10	N°	00DP/145	-	avec	8,27	ares
Section	20	N°	00DP/19	-	avec	10,59	ares
Section	20	N°	369	RD 221	avec	0,01	ares
Section	20	N°	371	RD 221	avec	0,02	ares
Section	20	N°	373	RD 221	avec	0,25	ares
Section	20	N°	375	RD 221	avec	0,17	ares
Section	20	N°	377	RD 221	avec	0,14	ares
Section	20	N°	380	RD 221	avec	0,52	ares
Section	20	N°	382	RD 221	avec	0,13	ares
Section	20	N°	384	RD 221	avec	0,13	ares
Section	20	N°	386	RD 221	avec	0,09	ares
Section	20	N°	388	RD 221	avec	0,08	ares
Section	20	N°	390	RD 221	avec	0,07	ares
Section	20	N°	392	RD 221	avec	0,51	ares
Section	20	N°	394	RD 221	avec	0,14	ares
Section	20	N°	396	RD 221	avec	0,25	ares
Section	20	N°	397	RD 221	avec	0,07	ares
Section	20	N°	402	RD 221	avec	0,01	ares
Section	20	N°	404	RD 221	avec	0,03	ares
Section	20	N°	406	RD 221	avec	0,09	ares
Section	20	N°	408	RD 221	avec	0,09	ares
Section	20	N°	410	RD 221	avec	0,11	ares
Section	20	N°	412	RD 221	avec	0,23	ares
Section	20	N°	414	RD 221	avec	0,02	ares
Section	20	N°	418	RD 221	avec	0,12	ares
Section	20	N°	420	RD 221	avec	0,01	ares
Section	20	N°	422	RD 221	avec	0,01	ares
Section	21	N°	369	RD 93	avec	2,47	ares

Section	21	N°	370	RD 93	avec	3,68	ares
Section	21	N°	373	RD 221	avec	0,76	ares
Section	21	N°	375	RD 221	avec	0,17	ares
Section	21	N°	377	RD 221	avec	11,28	ares
Section	21	N°	379	RD 221	avec	0,43	ares
Section	21	N°	392	RD 221	avec	0,14	ares
Section	21	N°	394	RD 221	avec	0,51	ares
Section	21	N°	402	RD 221	avec	1,88	ares
Section	21	N°	404	RD 221	avec	0,76	ares
Section	21	N°	405	RD 221	avec	5,43	ares
Section	21	N°	411	RD 221	avec	0,56	ares
Section	21	N°	413	RD 221	avec	0,83	ares
Section	21	N°	417	RD 221	avec	6,83	ares
Section	21	N°	419	RD 221	avec	0,29	ares
Section	21	N°	421	RD 221	avec	0,02	ares
Section	21	N°	423	RD 221	avec	0,31	ares
Section	21	N°	431	RD 221	avec	0,23	ares
Section	21	N°	436	RD 221	avec	0,11	ares
Section	21	N°	438	RD 221	avec	0,31	ares
Section	21	N°	440	RD 221	avec	0,79	ares
Section	21	N°	442	RD 221	avec	0,13	ares

12° Cadastrées, ban communal de HOENHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	03	N°	243/89	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	66,23	ares
Section	04	N°	37	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	19,99	ares
Section	04	N°	63/4	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	3,04	ares
Section	05	N°	69	RUE DE LA FONTAINE	avec	17,59	ares
Section	05	N°	70	RUE DE LA FONTAINE	avec	9,08	ares
Section	05	N°	233/65	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,08	ares
Section	05	N°	235/65	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,12	ares
Section	05	N°	276/64	RUE DE LA FONTAINE	avec	1,44	ares
Section	10	N°	131	RUE DE LA FONTAINE	avec	11,37	ares
Section	10	N°	132	RUE DE LA FONTAINE	avec	37,56	ares
Section	10	N°	354/3	RD 184	avec	1,51	ares
Section	10	N°	416/12	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,23	ares
Section	10	N°	418/13	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,33	ares
Section	10	N°	420/14	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,30	ares
Section	10	N°	424/4	RD 184	avec	1,31	ares
Section	10	N°	426/5	RD 184	avec	1,86	ares
Section	10	N°	452/58	RUE DE LA FONTAINE	avec	1,37	ares
Section	10	N°	454/58	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,87	ares
Section	10	N°	457/58	RUE DE LA FONTAINE	avec	17,88	ares
Section	10	N°	458/58	RUE DE LA FONTAINE	avec	9,61	ares
Section	10	N°	462/3	RUE DE LA FONTAINE	avec	1,46	ares
Section	10	N°	470/3	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,19	ares
Section	10	N°	472/3	RUE DE LA FONTAINE	avec	1,62	ares
Section	10	N°	474/3	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,22	ares
Section	10	N°	476/3	RUE DE LA FONTAINE	avec	1,71	ares
Section	11	N°	56	RD 184	avec	90,68	ares
Section	11	N°	107	RUE DE LA FONTAINE	avec	2,80	ares

Section	11	N°	108/57	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,96	ares
Section	11	N°	157/57	RD 184	avec	2,90	ares
Section	11	N°	158/56	RD 184	avec	8,93	ares
Section	11	N°	160/56	RD 184	avec	3,34	ares
Section	11	N°	162/55	RD 184	avec	4,20	ares
Section	11	N°	163/55	RD 184	avec	4,48	ares
Section	11	N°	165/6	RD 184	avec	0,29	ares
Section	11	N°	167/7	RD 184	avec	0,20	ares
Section	11	N°	168/7	RD 184	avec	0,54	ares
Section	11	N°	170/8	RD 184	avec	0,77	ares
Section	11	N°	171/8	RD 184	avec	0,54	ares
Section	11	N°	173/9	RD 184	avec	0,27	ares
Section	11	N°	174/9	RD 184	avec	0,26	ares
Section	11	N°	176/10	RD 184	avec	0,16	ares
Section	11	N°	177/10	RD 184	avec	0,29	ares
Section	11	N°	179/11	RD 184	avec	0,03	ares
Section	11	N°	180/11	RD 184	avec	0,44	ares
Section	11	N°	182/12	RD 184	avec	0,02	ares
Section	11	N°	184/22	RD 184	avec	4,89	ares
Section	11	N°	185/22	RD 184	avec	1,07	ares
Section	11	N°	187/23	RD 184	avec	2,45	ares
Section	11	N°	188/23	RD 184	avec	0,39	ares
Section	11	N°	190/24	RD 184	avec	2,20	ares
Section	11	N°	191/24	RD 184	avec	0,26	ares
Section	11	N°	192/24	RD 184	avec	0,51	ares
Section	11	N°	194/25	RD 184	avec	0,67	ares
Section	11	N°	195/25	RD 184	avec	1,45	ares
Section	11	N°	196/25	RD 184	avec	2,21	ares
Section	11	N°	200/27	RD 184	avec	4,47	ares
Section	11	N°	273/57	RD 184	avec	5,49	ares
Section	11	N°	280/55	RD 184	avec	4,32	ares
Section	12	N°	118	RUE DE LA FONTAINE	avec	96,83	ares
Section	12	N°	398/20	RUE DE LA FONTAINE	avec	79,55	ares
Section	12	N°	399/20	RUE DE LA FONTAINE	avec	38,72	ares
Section	13	N°	66	RUE DE LA FONTAINE	avec	24,95	ares
Section	13	N°	105	RUE DE LA FONTAINE	avec	2,15	ares
Section	14	N°	34	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	26,92	ares
Section	15	N°	258/115	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,01	ares
Section	15	N°	260/114	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,09	ares
Section	15	N°	262/113	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,20	ares
Section	15	N°	284/124	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,01	ares
Section	15	N°	286/48	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	6,26	ares
Section	15	N°	288/49	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	2,35	ares
Section	15	N°	290/50	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,70	ares
Section	15	N°	292/51	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,46	ares
Section	15	N°	294/52	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,28	ares
Section	15	N°	296/53	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,14	ares
Section	15	N°	298/64	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,55	ares
Section	15	N°	300/134	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	4,08	ares
Section	17	N°	111/13	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,60	ares
Section	17	N°	113/14	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,86	ares
Section	17	N°	115/15	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,73	ares
Section	17	N°	117/16	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,65	ares
Section	17	N°	119/17	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,59	ares
Section	17	N°	121/18	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,55	ares
Section	17	N°	123/19	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,59	ares

Section	17	N°	125/20	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,66	ares
Section	17	N°	127/21	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,66	ares
Section	17	N°	129/22	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,63	ares
Section	17	N°	131/23	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,59	ares
Section	17	N°	133/24	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,68	ares
Section	18	N°	146/57	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,03	ares
Section	18	N°	153/1	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	3,06	ares
Section	18	N°	155/116	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,20	ares
Section	18	N°	157/44	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,06	ares
Section	18	N°	159/45	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,41	ares
Section	18	N°	161/46	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,55	ares
Section	18	N°	163/47	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,27	ares
Section	18	N°	167/49	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,29	ares
Section	18	N°	169/50	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,30	ares
Section	18	N°	171/51	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,45	ares
Section	18	N°	173/52	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,14	ares
Section	18	N°	175/53	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,90	ares
Section	18	N°	177/54	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,77	ares
Section	18	N°	179/55	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	2,26	ares
Section	18	N°	180/55	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,01	ares
Section	18	N°	182/119	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	15,51	ares
Section	18	N°	184/56	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,80	ares
Section	18	N°	186/113	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,19	ares
Section	18	N°	188/65	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,10	ares
Section	18	N°	190/64	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,34	ares
Section	18	N°	192/63	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,41	ares

13° Cadastrées, ban communal de HOLTZHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	188	RUE DE L'EGLISE	avec	37,66	ares
Section	02	N°	245	RUE DE L'EGLISE	avec	8,80	ares
Section	02	N°	246	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	25,42	ares
Section	02	N°	539/244	RUE DU LIEUTENANT LESPAGNOL	avec	51,97	ares
Section	03	N°	284/6	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,20	ares
Section	03	N°	285/5	RUE DE WOLFISHEIM	avec	8,89	ares
Section	03	N°	286/4	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,20	ares
Section	03	N°	287/33	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,19	ares
Section	03	N°	308/32	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,36	ares
Section	03	N°	346/27	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,07	ares
Section	03	N°	347/28	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,59	ares
Section	03	N°	349/30	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,53	ares
Section	03	N°	350/31	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,73	ares
Section	03	N°	351/34	RUE DE WOLFISHEIM	avec	2,07	ares
Section	03	N°	352/35	RUE DE WOLFISHEIM	avec	2,02	ares
Section	03	N°	353/38	RUE DE WOLFISHEIM	avec	2,34	ares
Section	03	N°	354/39	RUE DE WOLFISHEIM	avec	2,33	ares
Section	03	N°	355/42	RUE DE WOLFISHEIM	avec	1,15	ares
Section	03	N°	356/43	RUE DE WOLFISHEIM	avec	1,70	ares
Section	03	N°	357/46	RUE DE WOLFISHEIM	avec	1,76	ares
Section	03	N°	358/47	RUE DE WOLFISHEIM	avec	3,56	ares
Section	03	N°	359/50	RUE DE WOLFISHEIM	avec	1,89	ares

Section	03	N°	360/52	RUE DE WOLFISHEIM	avec	1,97	ares
Section	03	N°	361/187	RUE DE WOLFISHEIM	avec	1,79	ares
Section	03	N°	368/131	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,85	ares
Section	03	N°	369/131	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,18	ares
Section	03	N°	371/187	RUE DE WOLFISHEIM	avec	29,71	ares
Section	04	N°	272/175	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,28	ares
Section	04	N°	274/176	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,16	ares
Section	04	N°	282/180	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	2,64	ares
Section	07	N°	177/58	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	3,06	ares
Section	07	N°	178/4	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	1,01	ares
Section	07	N°	191/1	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	54,96	ares
Section	07	N°	206/1	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	7,62	ares
Section	07	N°	208/1	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,43	ares
Section	07	N°	210/1	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,37	ares
Section	07	N°	212/1	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	1,98	ares
Section	07	N°	214/195	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	11,46	ares
Section	07	N°	219/58	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	13,60	ares
Section	07	N°	221/80	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,83	ares
Section	07	N°	225/58	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,59	ares
Section	08	N°	103	RD 392	avec	1,03	ares
Section	08	N°	104	RD 392	avec	3,87	ares
Section	08	N°	150	RD 392	avec	64,62	ares
Section	08	N°	153/102	RD 392	avec	1,13	ares
Section	08	N°	154/102	RD 392	avec	0,51	ares
Section	11	N°	92	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	22,00	ares
Section	12	N°	193	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	31,56	ares
Section	12	N°	269/35	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,26	ares
Section	15	N°	335/6	RD 221	avec	49,54	ares
Section	15	N°	336/6	RD 221	avec	44,81	ares
Section	15	N°	337/6	RD 221	avec	0,55	ares
Section	15	N°	338/6	RD 221	avec	0,22	ares
Section	15	N°	340/96	RD 221	avec	2,21	ares
Section	15	N°	341/96	RD 221	avec	2,63	ares
Section	15	N°	343/243	RD 221	avec	1,60	ares
Section	15	N°	344/243	RD 221	avec	1,27	ares
Section	15	N°	349	RD 221	avec	1,28	ares
Section	15	N°	350	RD 221	avec	51,64	ares
Section	15	N°	353	RD 221	avec	2,58	ares
Section	15	N°	354	RD 221	avec	43,13	ares
Section	15	N°	355	RD 221	avec	3,78	ares
Section	15	N°	356	RD 221	avec	0,07	ares
Section	22	N°	26	RD 93	avec	45,07	ares
Section	22	N°	149/39	RD 93	avec	2,62	ares
Section	22	N°	158	RD 93	avec	6,07	ares
Section	22	N°	159	RD 93	avec	72,71	ares
Section	24	N°	49	RD 93	avec	27,87	ares
Section	24	N°	81/6	RUE D'ACHENHEIM	avec	4,92	ares
Section	24	N°	221	RUE D'ACHENHEIM	avec	0,05	ares
Section	24	N°	222	RD 222	avec	0,05	ares
Section	27	N°	131	RUE D'ACHENHEIM	avec	32,99	ares
Section	27	N°	157/1	RD 222	avec	0,73	ares
Section	27	N°	158/76	RUE D'ACHENHEIM	avec	4,31	ares
Section	29	N°	132/5	RD 93	avec	0,35	ares
Section	29	N°	173	RD 222	avec	111,22	ares
Section	29	N°	174	RD 222	avec	0,55	ares
Section	32	N°	175	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	32,92	ares

Section	32	N°	183/157	RD 221	avec	1067,08	ares
Section	32	N°	188/158	RD 400	avec	334,72	ares

14° Cadastrées, ban communal d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	06	N°	235/62	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	1,11	ares
Section	06	N°	366/166	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	20,99	ares
Section	06	N°	367/166	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,20	ares
Section	16	N°	396/122	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	4,03	ares
Section	17	N°	359/251	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	29,17	ares
Section	17	N°	367/256	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	1,55	ares
Section	17	N°	377/360	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,16	ares
Section	17	N°	379/362	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	1,25	ares
Section	17	N°	381/252	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,34	ares
Section	17	N°	386/335	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,09	ares
Section	17	N°	387/252	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,82	ares
Section	17	N°	388/252	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	4,13	ares
Section	17	N°	390/256	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,37	ares
Section	17	N°	416/335	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,16	ares
Section	21	N°	870/299	RD 468	avec	0,60	ares
Section	21	N°	872/300	RD 468	avec	0,12	ares
Section	21	N°	874/303	RD 468	avec	0,46	ares
Section	21	N°	879/299	RD 468	avec	0,72	ares
Section	21	N°	881/300	RD 468	avec	0,16	ares
Section	21	N°	883/303	RD 468	avec	0,92	ares
Section	24	N°	200/165	RD 468	avec	5,35	ares
Section	24	N°	201/166	RD 468	avec	6,36	ares
Section	24	N°	202/167	RD 468	avec	6,36	ares
Section	24	N°	203/168	RD 468	avec	9,56	ares
Section	24	N°	263/182	RD 468	avec	16,77	ares
Section	24	N°	506/129	RD 468	avec	106,00	ares
Section	24	N°	508/195	RD 468	avec	3,92	ares
Section	24	N°	510/160	RD 468	avec	1,30	ares
Section	24	N°	512/161	RD 468	avec	3,81	ares
Section	24	N°	514/162	RD 468	avec	2,81	ares
Section	24	N°	516/163	RD 468	avec	3,38	ares
Section	24	N°	518/164	RD 468	avec	4,01	ares
Section	26	N°	162	AVENUE DE STRASBOURG	avec	117,21	ares
Section	26	N°	533/110	RD 468	avec	0,15	ares
Section	26	N°	534/111	RD 468	avec	0,16	ares
Section	26	N°	535/112	RD 468	avec	0,04	ares
Section	26	N°	536/113	RD 468	avec	0,08	ares
Section	26	N°	702/115	RD 468	avec	0,15	ares
Section	26	N°	704/116	RD 468	avec	0,22	ares
Section	26	N°	706/117	RD 468	avec	0,24	ares
Section	26	N°	708/118	RD 468	avec	0,17	ares
Section	26	N°	710/119	RD 468	avec	0,19	ares
Section	26	N°	736/70	RD 468	avec	13,52	ares
Section	26	N°	738/76	RD 468	avec	15,21	ares
Section	26	N°	744/81	RD 468	avec	3,60	ares
Section	26	N°	746/82	RD 468	avec	2,81	ares
Section	26	N°	748/84	RD 468	avec	0,26	ares
Section	26	N°	750/86	RD 468	avec	2,16	ares

Section	26	N°	752/88	RD 468	avec	0,52	ares
Section	26	N°	770/66	RD 468	avec	1,07	ares
Section	26	N°	771/66	RD 468	avec	3,28	ares
Section	26	N°	774/70	RD 468	avec	78,40	ares
Section	26	N°	775/70	RD 468	avec	5,01	ares
Section	26	N°	776/76	RD 468	avec	21,64	ares
Section	26	N°	778/78	RD 468	avec	1,68	ares
Section	26	N°	786/84	RD 468	avec	0,58	ares
Section	26	N°	788/86	RD 468	avec	2,02	ares
Section	26	N°	790/88	RD 468	avec	0,57	ares
Section	26	N°	792/109	RD 468	avec	0,04	ares
Section	26	N°	793/109	RD 468	avec	0,12	ares
Section	26	N°	794/114	RD 468	avec	0,08	ares
Section	26	N°	795/114	RD 468	avec	0,01	ares
Section	26	N°	796/109	RD 468	avec	0,20	ares
Section	26	N°	798/110	RD 468	avec	3,16	ares
Section	26	N°	800/111	RD 468	avec	9,72	ares
Section	26	N°	802/112	RD 468	avec	3,42	ares
Section	26	N°	804/113	RD 468	avec	8,11	ares
Section	26	N°	806/114	RD 468	avec	0,11	ares
Section	26	N°	807/114	RD 468	avec	0,03	ares
Section	26	N°	808/114	RD 468	avec	9,18	ares
Section	26	N°	810/115	RD 468	avec	9,02	ares
Section	26	N°	812/116	RD 468	avec	11,08	ares
Section	26	N°	814/117	RD 468	avec	7,68	ares
Section	26	N°	816/118	RD 468	avec	3,18	ares
Section	26	N°	818/119	RD 468	avec	1,41	ares
Section	26	N°	820/120	RD 468	avec	0,03	ares
Section	26	N°	822/120	RD 468	avec	0,02	ares
Section	26	N°	829/70	RD 468	avec	27,34	ares
Section	26	N°	831/76	RD 468	avec	15,70	ares
Section	26	N°	833/78	RD 468	avec	1,71	ares
Section	26	N°	835/79	RD 468	avec	2,37	ares
Section	26	N°	837/81	RD 468	avec	0,92	ares
Section	26	N°	931/112	RD 468	avec	0,04	ares
Section	26	N°	934/114	RD 468	avec	0,01	ares
Section	26	N°	935/114	RD 468	avec	0,01	ares
Section	26	N°	966/78	AVENUE DE STRASBOURG	avec	2,15	ares
Section	26	N°	967/78	AVENUE DE STRASBOURG	avec	0,28	ares
Section	26	N°	968/79	AVENUE DE STRASBOURG	avec	4,20	ares
Section	26	N°	969/79	AVENUE DE STRASBOURG	avec	0,13	ares
Section	26	N°	970/79	RD 468	avec	2,73	ares
Section	26	N°	971/79	RD 468	avec	0,05	ares
Section	26	N°	972/81	RD 468	avec	1,31	ares
Section	26	N°	973/81	RD 468	avec	0,65	ares
Section	27	N°	190/36	AVENUE DE STRASBOURG	avec	14,38	ares
Section	27	N°	206/59	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,13	ares
Section	27	N°	208/57	RUE DE LA TOUR HAUTE	avec	0,31	ares
Section	27	N°	286/36	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	7,44	ares
Section	27	N°	288/53	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	2,28	ares
Section	27	N°	290/54	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	2,69	ares
Section	27	N°	292/55	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	3,11	ares
Section	27	N°	294/56	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	3,56	ares
Section	27	N°	296/57	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	4,30	ares
Section	27	N°	298/58	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	5,30	ares
Section	27	N°	300/59	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	7,41	ares

Section	27	N°	302/60	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	9,84	ares
Section	28	N°	540/107	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,98	ares
Section	28	N°	591/17	AVENUE DE STRASBOURG	avec	10,21	ares
Section	28	N°	737/180	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,21	ares
Section	28	N°	739/183	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	3,41	ares
Section	28	N°	741/205	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,99	ares
Section	28	N°	743/200	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,18	ares
Section	28	N°	748/1	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	12,03	ares
Section	28	N°	750/3	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	2,26	ares
Section	28	N°	751/3	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	30,88	ares
Section	28	N°	754/4	RD 468	avec	1,56	ares
Section	28	N°	756/4	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,83	ares
Section	28	N°	758/6	RD 468	avec	1,30	ares
Section	28	N°	759/7	RD 468	avec	0,55	ares
Section	28	N°	762/8	RD 468	avec	0,48	ares
Section	28	N°	763/11	RD 468	avec	1,24	ares
Section	28	N°	774/107	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,02	ares
Section	28	N°	797/98	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,18	ares
Section	28	N°	798/104	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	5,24	ares
Section	28	N°	799/104	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,26	ares
Section	28	N°	800/104	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	2,81	ares
Section	28	N°	801/104	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,47	ares
Section	28	N°	802/104	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	14,63	ares
Section	28	N°	804/104	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	26,90	ares
Section	28	N°	806/107	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	7,29	ares
Section	28	N°	808/108	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,00	ares
Section	28	N°	810/108	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,39	ares
Section	28	N°	812/108	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	3,36	ares
Section	28	N°	815/119	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	23,98	ares
Section	28	N°	818/123	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	6,48	ares
Section	28	N°	821/127	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	5,50	ares
Section	28	N°	824/128	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,70	ares
Section	28	N°	827/132	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	7,67	ares
Section	28	N°	830/135	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,43	ares
Section	28	N°	833/139	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	5,21	ares
Section	28	N°	835/140	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,23	ares
Section	28	N°	836/140	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,97	ares
Section	28	N°	838/140	RD 468	avec	0,01	ares
Section	28	N°	839/140	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,94	ares
Section	28	N°	841/143	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,81	ares
Section	28	N°	843/144	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,04	ares
Section	28	N°	845/147	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,66	ares
Section	28	N°	847/151	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,65	ares
Section	28	N°	849/152	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,53	ares
Section	28	N°	851/155	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,71	ares
Section	28	N°	853/159	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,26	ares
Section	28	N°	870/108	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	11,39	ares
Section	28	N°	872/107	RD 468	avec	5,05	ares
Section	28	N°	874/104	RD 468	avec	9,54	ares
Section	28	N°	876/119	RD 468	avec	10,09	ares
Section	28	N°	878/123	RD 468	avec	3,16	ares
Section	28	N°	880/127	RD 468	avec	2,82	ares
Section	28	N°	882/128	RD 468	avec	0,87	ares
Section	28	N°	884/132	RD 468	avec	3,99	ares
Section	28	N°	886/135	RD 468	avec	0,76	ares
Section	28	N°	888/139	RD 468	avec	2,16	ares

Section	28	N°	895/4	AVENUE DE STRASBOURG	avec	1,92	ares
Section	28	N°	897/4	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	3,38	ares
Section	28	N°	898/6	AVENUE DE STRASBOURG	avec	1,63	ares
Section	28	N°	900/7	AVENUE DE STRASBOURG	avec	0,69	ares
Section	28	N°	902/8	AVENUE DE STRASBOURG	avec	0,60	ares
Section	28	N°	904/11	AVENUE DE STRASBOURG	avec	1,54	ares
Section	28	N°	1016/3	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	20,95	ares
Section	28	N°	1017/3	AVENUE DE STRASBOURG	avec	1,20	ares
Section	28	N°	1018/3	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	1,70	ares
Section	28	N°	1019/3	AVENUE DE STRASBOURG	avec	6,74	ares
Section	28	N°	1020/1	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	23,61	ares
Section	28	N°	1021/1	AVENUE DE STRASBOURG	avec	3,75	ares
Section	30	N°	276	ROUTE DU RHIN	avec	109,36	ares
Section	31	N°	182	ROUTE DU RHIN	avec	61,08	ares
Section	31	N°	418/129	PISTE CYCLABLE	avec	1,51	ares
Section	33	N°	409	ROUTE DU RHIN	avec	170,48	ares
Section	33	N°	562/4	RD 468	avec	0,03	ares
Section	33	N°	564/45	RD 468	avec	6,71	ares
Section	33	N°	566/54	RD 468	avec	0,81	ares
Section	33	N°	568/55	RD 468	avec	0,82	ares
Section	33	N°	570/56	RD 468	avec	1,64	ares
Section	33	N°	572/57	RD 468	avec	0,82	ares
Section	33	N°	574/58	RD 468	avec	0,83	ares
Section	33	N°	576/59	RD 468	avec	1,65	ares
Section	33	N°	578/61	RD 468	avec	1,65	ares
Section	33	N°	580/63	RD 468	avec	0,98	ares
Section	33	N°	582/64	RD 468	avec	0,97	ares
Section	33	N°	584/65	RD 468	avec	1,93	ares
Section	33	N°	586/66	RD 468	avec	0,96	ares
Section	33	N°	588/67	RD 468	avec	0,96	ares
Section	33	N°	602/68	RD 468	avec	0,49	ares
Section	33	N°	604/69	RD 468	avec	0,48	ares
Section	33	N°	606/70	RD 468	avec	0,97	ares
Section	33	N°	608/71	RD 468	avec	0,93	ares
Section	33	N°	610/72	RD 468	avec	0,93	ares
Section	33	N°	612/79	RD 468	avec	2,77	ares
Section	33	N°	614/80	RD 468	avec	1,84	ares
Section	33	N°	616/81	RD 468	avec	0,94	ares
Section	33	N°	618/82	RD 468	avec	0,96	ares
Section	33	N°	620/83	RD 468	avec	0,98	ares
Section	33	N°	622/84	RD 468	avec	6,20	ares
Section	33	N°	624/90	RD 468	avec	2,15	ares
Section	33	N°	626/92	RD 468	avec	0,70	ares
Section	33	N°	628/95	RD 468	avec	4,50	ares
Section	33	N°	630/97	RD 468	avec	1,33	ares
Section	33	N°	632/98	RD 468	avec	1,24	ares
Section	33	N°	634/99	RD 468	avec	2,30	ares
Section	33	N°	636/100	RD 468	avec	2,72	ares
Section	33	N°	638/102	RD 468	avec	2,80	ares
Section	33	N°	640/103	RD 468	avec	1,23	ares
Section	33	N°	642/104	RD 468	avec	1,61	ares
Section	33	N°	644/105	RD 468	avec	0,71	ares
Section	33	N°	646/106	RD 468	avec	3,68	ares
Section	33	N°	717/306	RUE LIXENBUHL	avec	12,80	ares
Section	33	N°	719/155	PISTE CYCLABLE	avec	1,08	ares
Section	33	N°	721/157	PISTE CYCLABLE	avec	0,30	ares

Section	33	N°	723/158	PISTE CYCLABLE	avec	0,10	ares
Section	33	N°	725/159	PISTE CYCLABLE	avec	0,20	ares
Section	33	N°	727/160	PISTE CYCLABLE	avec	0,21	ares
Section	33	N°	729/161	PISTE CYCLABLE	avec	0,21	ares
Section	33	N°	731/162	PISTE CYCLABLE	avec	0,21	ares
Section	33	N°	733/163	PISTE CYCLABLE	avec	0,21	ares
Section	33	N°	735/164	PISTE CYCLABLE	avec	0,21	ares
Section	33	N°	737/165	PISTE CYCLABLE	avec	0,21	ares
Section	33	N°	739/166	PISTE CYCLABLE	avec	0,21	ares
Section	33	N°	741/167	PISTE CYCLABLE	avec	0,20	ares
Section	33	N°	743/168	PISTE CYCLABLE	avec	0,20	ares
Section	33	N°	745/169	PISTE CYCLABLE	avec	0,20	ares
Section	33	N°	747/170	PISTE CYCLABLE	avec	0,10	ares
Section	33	N°	749/171	PISTE CYCLABLE	avec	0,41	ares
Section	33	N°	751/172	PISTE CYCLABLE	avec	0,10	ares
Section	33	N°	754/108	RD 468	avec	167,16	ares
Section	33	N°	755/108	RD 468	avec	33,54	ares
Section	34	N°	288/212	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	7,76	ares
Section	34	N°	289/212	CHEMIN DU ROUTOIR	avec	9,12	ares
Section	34	N°	292/213	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	2,80	ares
Section	34	N°	297/70	RD 468	avec	195,34	ares
Section	34	N°	301/155	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	2,18	ares
Section	34	N°	303/155	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	2,57	ares
Section	34	N°	309/70	RD 468	avec	104,37	ares
Section	35	N°	260/36	RD 468	avec	47,86	ares
Section	35	N°	263/105	RD 468	avec	0,54	ares
Section	35	N°	265/106	RD 468	avec	0,73	ares
Section	35	N°	268/187	RD 468	avec	0,17	ares
Section	35	N°	270/189	RD 468	avec	0,18	ares
Section	35	N°	272/190	RD 468	avec	0,25	ares
Section	35	N°	276/192	RD 468	avec	0,16	ares
Section	35	N°	278/194	RD 468	avec	0,28	ares
Section	35	N°	280/195	RD 468	avec	0,28	ares
Section	35	N°	282/196	RD 468	avec	0,28	ares
Section	35	N°	284/197	RD 468	avec	0,27	ares
Section	35	N°	286/198	RD 468	avec	1,58	ares
Section	37	N°	396/142	RD 468	avec	2,85	ares
Section	37	N°	398/193	RD 468	avec	0,29	ares
Section	37	N°	400/198	RD 468	avec	0,23	ares
Section	37	N°	402/211	RD 468	avec	0,18	ares
Section	37	N°	404/213	RD 468	avec	0,44	ares
Section	37	N°	406/214	RD 468	avec	0,26	ares
Section	37	N°	408/220	RD 468	avec	0,47	ares
Section	37	N°	410/223	RD 468	avec	3,86	ares
Section	37	N°	412/231	RD 468	avec	0,38	ares
Section	37	N°	414/232	RD 468	avec	0,39	ares
Section	37	N°	416/233	RD 468	avec	0,46	ares
Section	37	N°	418/304	RD 468	avec	4,11	ares
Section	37	N°	432/119	RD 468	avec	1,31	ares
Section	37	N°	434/139	RD 468	avec	2,76	ares
Section	37	N°	456/1	RD 468	avec	128,20	ares
Section	37	N°	457/1	RD 468	avec	25,37	ares
Section	38	N°	227	RD 468	avec	86,86	ares
Section	38	N°	563/177	RD 468	avec	0,11	ares
Section	38	N°	565/178	RD 468	avec	0,08	ares
Section	38	N°	567/179	RD 468	avec	0,09	ares

Section	38	N°	568/180	RD 468	avec	0,03	ares
Section	38	N°	798/183	RD 468	avec	20,71	ares
Section	38	N°	800/189	RD 468	avec	1,61	ares
Section	38	N°	802/191	RD 468	avec	0,76	ares
Section	38	N°	804/192	RD 468	avec	0,73	ares
Section	38	N°	806/193	RD 468	avec	0,69	ares
Section	38	N°	808/195	RD 468	avec	2,67	ares
Section	38	N°	810/204	RD 468	avec	1,64	ares
Section	38	N°	812/205	RD 468	avec	0,52	ares
Section	38	N°	814/206	RD 468	avec	0,72	ares
Section	38	N°	816/208	RD 468	avec	0,18	ares
Section	38	N°	818/209	RD 468	avec	0,18	ares
Section	38	N°	820/210	RD 468	avec	0,18	ares
Section	38	N°	822/212	RD 468	avec	1,15	ares
Section	38	N°	824/216	RD 468	avec	0,16	ares
Section	38	N°	826/217	RD 468	avec	0,18	ares
Section	38	N°	828/218	RD 468	avec	0,10	ares
Section	38	N°	880/167	RD 468	avec	50,20	ares
Section	38	N°	881/167	RD 468	avec	8,63	ares
Section	40	N°	496/223	ROUTE BURCKEL	avec	0,01	ares
Section	40	N°	497/223	ROUTE BURCKEL	avec	0,12	ares
Section	41	N°	239	RD 468	avec	99,00	ares
Section	41	N°	383/229	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	4,35	ares
Section	41	N°	384/229	RD 468	avec	3,73	ares
Section	41	N°	389/229	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,17	ares
Section	42	N°	74	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	2,33	ares
Section	42	N°	80	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,24	ares
Section	42	N°	81	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,23	ares
Section	42	N°	88	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,22	ares
Section	42	N°	211	RD 468	avec	37,51	ares
Section	42	N°	219/89	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,21	ares
Section	42	N°	331/191	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	21,08	ares
Section	42	N°	336/195	RD 468	avec	1,35	ares
Section	42	N°	469/191	RD 468	avec	2,65	ares
Section	42	N°	474/194	RD 468	avec	7,87	ares
Section	42	N°	475/194	RD 468	avec	2,20	ares
Section	42	N°	478/191	RTE DE LA SCHAFFHARDT	avec	8,69	ares
Section	42	N°	480/192	RTE DE LA SCHAFFHARDT	avec	1,12	ares
Section	42	N°	485/30	RD 468	avec	0,05	ares
Section	42	N°	491/36	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,14	ares
Section	42	N°	494/40	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,37	ares
Section	42	N°	495/40	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	497/41	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,53	ares
Section	42	N°	498/41	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	500/44	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,70	ares
Section	42	N°	501/44	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	503/45	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,86	ares
Section	42	N°	504/45	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,22	ares
Section	42	N°	506/46	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,02	ares
Section	42	N°	507/46	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,22	ares
Section	42	N°	509/47	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,18	ares
Section	42	N°	510/47	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,22	ares
Section	42	N°	512/52	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,83	ares
Section	42	N°	513/52	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,29	ares
Section	42	N°	515/53	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	2,66	ares
Section	42	N°	516/53	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,35	ares

Section	42	N°	519/54	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,83	ares
Section	42	N°	520/54	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	523/56	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,80	ares
Section	42	N°	524/57	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,04	ares
Section	42	N°	525/57	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	528/59	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,84	ares
Section	42	N°	529/58	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,94	ares
Section	42	N°	530/58	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	533/61	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,83	ares
Section	42	N°	534/61	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,22	ares
Section	42	N°	537/64	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,76	ares
Section	42	N°	538/64	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	541/67	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,76	ares
Section	42	N°	542/67	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,22	ares
Section	42	N°	545/71	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,11	ares
Section	42	N°	546/70	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,62	ares
Section	42	N°	547/70	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares
Section	42	N°	549/72	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,69	ares
Section	42	N°	550/72	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,22	ares
Section	42	N°	552/75	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,90	ares
Section	42	N°	553/75	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,45	ares
Section	42	N°	555/79	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,36	ares
Section	42	N°	556/79	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,23	ares
Section	42	N°	558/82	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,30	ares
Section	42	N°	559/82	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,24	ares
Section	42	N°	561/87	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,25	ares
Section	42	N°	562/87	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,24	ares
Section	42	N°	564/90	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,19	ares
Section	42	N°	565/90	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,24	ares
Section	42	N°	567/90	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,33	ares
Section	42	N°	568/90	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,24	ares
Section	42	N°	570/91	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,32	ares
Section	42	N°	571/91	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,24	ares
Section	42	N°	573/93	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	3,58	ares
Section	42	N°	574/94	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,72	ares
Section	42	N°	576/97	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,13	ares
Section	42	N°	577/97	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares
Section	42	N°	578/96	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,24	ares
Section	42	N°	580/98	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,11	ares
Section	42	N°	581/98	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares
Section	42	N°	582/99	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,23	ares
Section	42	N°	584/102	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,09	ares
Section	42	N°	585/102	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares
Section	42	N°	586/101	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,23	ares
Section	42	N°	588/104	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,06	ares
Section	42	N°	589/104	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,24	ares
Section	42	N°	591/107	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,04	ares
Section	42	N°	592/107	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,25	ares
Section	42	N°	594/109	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,01	ares
Section	42	N°	595/109	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,03	ares
Section	42	N°	596/110	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,22	ares
Section	42	N°	598/116	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,97	ares
Section	42	N°	599/116	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,25	ares
Section	42	N°	601/118	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,96	ares
Section	42	N°	602/118	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,05	ares
Section	42	N°	603/119	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,20	ares

Section	42	N°	605/118	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,93	ares
Section	42	N°	606/118	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,08	ares
Section	42	N°	607/119	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,18	ares
Section	42	N°	609/121	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,79	ares
Section	42	N°	610/121	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,23	ares
Section	42	N°	612/125	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,68	ares
Section	42	N°	613/125	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,16	ares
Section	42	N°	614/124	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,06	ares
Section	42	N°	616/127	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,61	ares
Section	42	N°	618/129	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,67	ares
Section	42	N°	620/132	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,53	ares
Section	42	N°	622/135	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,34	ares
Section	42	N°	624/138	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,15	ares
Section	42	N°	626/141	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares
Section	42	N°	628/94	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,04	ares
Section	42	N°	629/93	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares
Section	42	N°	631/36	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,07	ares
Section	42	N°	633/35	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,05	ares
Section	42	N°	635/34	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares
Section	42	N°	636/34	RD 468	avec	0,02	ares
Section	42	N°	639/13	RD 468	avec	29,06	ares
Section	42	N°	640/191	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,17	ares
Section	42	N°	641/191	RD 468	avec	7,27	ares
Section	42	N°	646/196	RD 468	avec	11,68	ares
Section	42	N°	648/193	RD 468	avec	8,86	ares
Section	42	N°	653/214	RD 468	avec	0,70	ares
Section	42	N°	655/5	RD 468	avec	25,57	ares
Section	42	N°	657/13	RD 468	avec	65,39	ares
Section	42	N°	659/30	RD 468	avec	0,06	ares
Section	42	N°	661/195	RD 468	avec	1,68	ares
Section	42	N°	668/196	RD 468	avec	6,12	ares
Section	43	N°	184/161	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	14,81	ares
Section	43	N°	187/161	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	23,63	ares
Section	44	N°	13/8	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,38	ares
Section	44	N°	30/2	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	202,38	ares
Section	44	N°	34/8	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	225,42	ares
Section	44	N°	36/9	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	107,47	ares
Section	45	N°	73/11	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	19,35	ares
Section	53	N°	56/7	RTE DE LA SCHAFFHARDT	avec	13,81	ares
Section	53	N°	58/8	RTE DE LA SCHAFFHARDT	avec	13,48	ares
Section	53	N°	61/25	RD 468	avec	4,84	ares
Section	53	N°	62/26	RD 468	avec	9,06	ares
Section	53	N°	100/29	RD 468	avec	0,22	ares
Section	54	N°	93/17	RD 468	avec	5,32	ares
Section	54	N°	95/18	RD 468	avec	1,93	ares
Section	54	N°	97/19	RD 468	avec	6,18	ares
Section	54	N°	141/45	RD 468	avec	1,65	ares
Section	54	N°	143/52	RD 468	avec	1,43	ares
Section	54	N°	145/53	RD 468	avec	1,20	ares
Section	54	N°	147/54	RD 468	avec	1,08	ares
Section	54	N°	149/55	RD 468	avec	1,08	ares
Section	54	N°	151/56	RD 468	avec	1,03	ares
Section	54	N°	153/57	RD 468	avec	0,97	ares
Section	54	N°	155/58	RD 468	avec	0,92	ares
Section	54	N°	157/59	RD 468	avec	0,86	ares
Section	54	N°	159/60	RD 468	avec	0,78	ares

Section	54	N°	161/61	RD 468	avec	0,75	ares
Section	54	N°	163/62	RD 468	avec	3,45	ares
Section	54	N°	164/20	RD 468	avec	15,99	ares
Section	55	N°	168/1	RD 468	avec	27,81	ares
Section	55	N°	172/104	RD 468	avec	0,66	ares
Section	55	N°	183/58	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	0,28	ares
Section	55	N°	185/57	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	0,30	ares
Section	55	N°	187/56	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	0,69	ares
Section	55	N°	189/55	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	0,38	ares
Section	55	N°	191/54	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	0,40	ares
Section	55	N°	193/53	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	1,47	ares
Section	55	N°	195/52	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	2,72	ares
Section	55	N°	197/51	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	1,82	ares
Section	55	N°	199/50	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	4,55	ares
Section	55	N°	201/49	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	2,72	ares
Section	55	N°	203/48	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	6,32	ares
Section	55	N°	205/47	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	15,35	ares
Section	55	N°	207/46	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	10,55	ares
Section	55	N°	257/28	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	2,64	ares
Section	55	N°	260/29	RUE DU SCHEIDSTEIN	avec	5,15	ares
Section	55	N°	314/1	RD 468	avec	22,76	ares
Section	55	N°	316/38	RD 468	avec	0,66	ares
Section	55	N°	318/37	RD 468	avec	11,52	ares
Section	55	N°	319/103	RD 468	avec	25,04	ares
Section	55	N°	321/103	RD 468	avec	35,91	ares
Section	56	N°	67	RD 468	avec	119,10	ares
Section	56	N°	81/29	RD 468	avec	0,25	ares
Section	56	N°	89/29	RD 468	avec	4,03	ares
Section	56	N°	91/29	RD 468	avec	7,86	ares
Section	56	N°	94/29	RD 468	avec	2,14	ares
Section	56	N°	96/29	RD 468	avec	4,24	ares
Section	56	N°	98/29	RD 468	avec	4,80	ares
Section	56	N°	100/29	RD 468	avec	8,83	ares
Section	56	N°	102/29	RD 468	avec	8,30	ares
Section	56	N°	104/29	RD 468	avec	15,82	ares
Section	56	N°	106/29	RD 468	avec	8,13	ares
Section	56	N°	108/35	RD 468	avec	50,77	ares
Section	56	N°	110/35	RD 468	avec	1,89	ares
Section	57	N°	66/22	ROUTE D'ESCHAU	avec	13,86	ares
Section	57	N°	68/27	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,28	ares
Section	58	N°	384/145	ROUTE D'ESCHAU	avec	5,43	ares
Section	58	N°	386/147	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,51	ares
Section	58	N°	388/148	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,64	ares
Section	58	N°	390/149	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,92	ares
Section	58	N°	392/150	ROUTE D'ESCHAU	avec	2,17	ares
Section	58	N°	394/151	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,79	ares
Section	58	N°	410/80	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,06	ares
Section	58	N°	412/81	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,20	ares
Section	58	N°	414/82	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,44	ares
Section	58	N°	416/83	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,68	ares
Section	58	N°	418/84	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,88	ares
Section	58	N°	420/85	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,02	ares
Section	58	N°	422/86	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,05	ares
Section	58	N°	424/87	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,20	ares
Section	58	N°	426/88	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,93	ares
Section	58	N°	428/89	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,38	ares

Section	58	N°	430/90	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,79	ares
Section	58	N°	432/91	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,71	ares
Section	58	N°	434/92	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,79	ares
Section	58	N°	436/93	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,86	ares
Section	58	N°	438/94	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,85	ares
Section	58	N°	440/95	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,82	ares
Section	58	N°	442/96	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,80	ares
Section	58	N°	444/97	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,02	ares
Section	58	N°	446/98	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,10	ares
Section	58	N°	448/99	ROUTE D'ESCHAU	avec	2,28	ares
Section	58	N°	466/1	ROUTE D'ESCHAU	avec	18,51	ares
Section	58	N°	468/3	ROUTE D'ESCHAU	avec	2,88	ares
Section	58	N°	470/114	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,71	ares
Section	58	N°	472/114	ROUTE D'ESCHAU	avec	8,81	ares
Section	58	N°	473/114	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,53	ares
Section	58	N°	503/80	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,28	ares
Section	58	N°	505/81	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,29	ares
Section	58	N°	507/82	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,58	ares
Section	58	N°	509/83	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,63	ares
Section	58	N°	511/84	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,71	ares
Section	58	N°	513/85	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,82	ares
Section	58	N°	515/86	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,56	ares
Section	58	N°	517/87	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,63	ares
Section	58	N°	519/88	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,10	ares
Section	58	N°	521/89	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,47	ares
Section	58	N°	523/90	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,82	ares
Section	58	N°	525/91	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,66	ares
Section	58	N°	527/92	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,65	ares
Section	58	N°	529/93	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,78	ares
Section	58	N°	531/94	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,77	ares
Section	58	N°	533/95	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,75	ares
Section	58	N°	535/96	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,74	ares
Section	58	N°	537/97	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,87	ares
Section	58	N°	539/98	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,86	ares
Section	58	N°	541/99	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,61	ares
Section	58	N°	563/115	ROUTE D'ESCHAU	avec	3,96	ares
Section	58	N°	566/115	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,32	ares
Section	58	N°	568/136	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,74	ares
Section	58	N°	569/213	ROUTE D'ESCHAU	avec	14,78	ares
Section	58	N°	571/213	ROUTE D'ESCHAU	avec	45,21	ares
Section	59	N°	187/48	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,68	ares
Section	59	N°	189/49	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,32	ares
Section	59	N°	191/50	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,17	ares
Section	59	N°	193/52	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,49	ares
Section	59	N°	195/53	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,64	ares
Section	59	N°	197/54	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,37	ares
Section	59	N°	199/55	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,41	ares
Section	59	N°	201/56	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,91	ares
Section	59	N°	202/57	ROUTE D'ESCHAU	avec	5,28	ares
Section	59	N°	203/57	ROUTE D'ESCHAU	avec	3,73	ares
Section	59	N°	205/58	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,04	ares
Section	59	N°	207/48	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,30	ares
Section	59	N°	209/49	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,65	ares
Section	59	N°	211/50	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,81	ares
Section	59	N°	213/52	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,68	ares
Section	59	N°	215/53	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,55	ares

Section	59	N°	217/54	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,73	ares
Section	59	N°	219/55	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,71	ares
Section	59	N°	221/56	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,34	ares
Section	59	N°	223/58	ROUTE D'ESCHAU	avec	9,58	ares
Section	59	N°	234	ROUTE D'ESCHAU	avec	56,43	ares
Section	63	N°	245/12	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,49	ares
Section	64	N°	105/40	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,02	ares
Section	64	N°	175/41	ROUTE D'ESCHAU	avec	45,43	ares
Section	64	N°	242/38	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,48	ares
Section	64	N°	244/46	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	2,04	ares
Section	64	N°	246/47	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,47	ares
Section	64	N°	253/48	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	2,22	ares
Section	69	N°	28	-	avec	1,58	ares

15° Cadastrées, ban communal de KOLBSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	145	RD 93	avec	12,59	ares
Section	01	N°	180	RD 93	avec	0,05	ares
Section	01	N°	182	RD 93	avec	0,21	ares
Section	01	N°	204	RD 93	avec	0,02	ares
Section	01	N°	206	RD 93	avec	0,45	ares
Section	01	N°	208	RD 93	avec	0,06	ares
Section	01	N°	210	RD 93	avec	0,05	ares
Section	01	N°	212	RD 93	avec	0,07	ares
Section	01	N°	214	RD 93	avec	0,03	ares
Section	02	N°	113	RD 111	avec	35,80	ares
Section	03	N°	117	RD 111	avec	17,57	ares
Section	05	N°	69	RD 93	avec	20,01	ares
Section	06	N°	125	RD 93	avec	21,25	ares
Section	10	N°	47	RD 93	avec	5,11	ares
Section	11	N°	61	RD 93	avec	10,37	ares
Section	12	N°	29	RD 93	avec	10,56	ares
Section	13	N°	193	RD 93	avec	15,45	ares
Section	17	N°	232	RD 174	avec	84,66	ares
Section	17	N°	233	RD 93	avec	16,91	ares
Section	24	N°	216	RD 111	avec	3,25	ares
Section	24	N°	251	RD 111	avec	35,89	ares
Section	24	N°	252	RD 111	avec	0,73	ares
Section	26	N°	196	RD 111	avec	12,29	ares
Section	27	N°	146	RD 111	avec	36,23	ares
Section	27	N°	208	RD 111	avec	2,84	ares
Section	27	N°	210	RD 111	avec	0,88	ares
Section	27	N°	212	RD 111	avec	0,78	ares
Section	27	N°	218	RD 111	avec	0,44	ares
Section	27	N°	220	RD 111	avec	0,58	ares
Section	27	N°	222	RD 111	avec	0,82	ares
Section	29	N°	557	RD 93	avec	0,77	ares
Section	29	N°	559	RD 93	avec	0,56	ares
Section	29	N°	561	RD 93	avec	0,18	ares
Section	29	N°	563	RD 93	avec	0,29	ares

Section	29	N°	676	RD 93	avec	0,42	ares
Section	29	N°	677	RD 93	avec	1,11	ares

16° Cadastrées, ban communal de LAMPERTHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	116/86	RUE PRINCIPALE	avec	46,40	ares
Section	01	N°	124/85	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	0,29	ares
Section	03	N°	121	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	2,51	ares
Section	03	N°	168/151	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	39,43	ares
Section	03	N°	224/39	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,42	ares
Section	03	N°	226/122	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,44	ares
Section	03	N°	228/123	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,44	ares
Section	03	N°	230/37	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,46	ares
Section	26	N°	502/115	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,55	ares
Section	26	N°	658/361	RD 64	avec	1,14	ares
Section	26	N°	659/361	RD 64	avec	0,06	ares
Section	26	N°	697/209	RD 64	avec	0,11	ares
Section	30	N°	85/4	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	0,32	ares
Section	30	N°	255/13	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	10,39	ares
Section	31	N°	351	RD 263	avec	1,04	ares
Section	31	N°	379/6	RD 263	avec	0,03	ares
Section	31	N°	380/7	RD 263	avec	0,50	ares
Section	31	N°	381/7	RD 263	avec	1,18	ares
Section	31	N°	526/42	RD 64	avec	0,53	ares
Section	32	N°	204/3	RD 263	avec	0,59	ares
Section	32	N°	206/3	RD 263	avec	0,09	ares
Section	32	N°	253/50	RD 263	avec	0,21	ares
Section	32	N°	255/51	RD 263	avec	0,13	ares
Section	32	N°	257/52	RD 263	avec	1,17	ares
Section	32	N°	259/53	RD 263	avec	1,53	ares
Section	32	N°	261/54	RD 263	avec	2,72	ares
Section	32	N°	263/55	RD 263	avec	8,06	ares
Section	32	N°	265/56	RD 263	avec	1,71	ares
Section	32	N°	267/57	RD 263	avec	0,64	ares
Section	32	N°	280	ROUTE DE HOERDT	avec	4,03	ares
Section	32	N°	281	ROUTE DE HOERDT	avec	5,81	ares
Section	32	N°	282	ROUTE DE HOERDT	avec	3,96	ares
Section	32	N°	283/39	ROUTE DE HOERDT	avec	1,40	ares
Section	32	N°	284/39	ROUTE DE HOERDT	avec	2,16	ares
Section	32	N°	285/39	ROUTE DE HOERDT	avec	0,75	ares
Section	32	N°	286	RD 263	avec	0,27	ares
Section	32	N°	287	RD 263	avec	2,20	ares
Section	32	N°	288	RD 263	avec	7,38	ares

17° Cadastrées, ban communal de LINGOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	153	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	54,89	ares
Section	01	N°	154	RUE DU CHATEAU	avec	41,88	ares
Section	01	N°	196/33	RUE DU CHATEAU	avec	3,47	ares
Section	01	N°	206/156	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	1,15	ares
Section	01	N°	207/154	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	1,60	ares
Section	01	N°	212/88	RUE DU CHATEAU	avec	0,12	ares
Section	01	N°	320/41	RUE DU CHATEAU	avec	0,07	ares
Section	01	N°	321/41	RUE DU CHATEAU	avec	0,01	ares
Section	04	N°	67	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	23,85	ares
Section	05	N°	118	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	12,80	ares
Section	05	N°	300/54	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	2,36	ares
Section	06	N°	94	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	31,83	ares
Section	06	N°	95	RUE DE HOLTZHEIM	avec	14,69	ares
Section	07	N°	78	RUE DE LA GARE	avec	36,14	ares
Section	08	N°	81	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	38,61	ares
Section	09	N°	69	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	42,86	ares
Section	09	N°	285/1	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,79	ares
Section	11	N°	116	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	30,83	ares
Section	11	N°	149/121	AVENUE SCHUMAN	avec	0,40	ares
Section	11	N°	174/79	AVENUE SCHUMAN	avec	46,14	ares
Section	13	N°	70/27	AVENUE SCHUMAN	avec	75,08	ares
Section	13	N°	82/59	AVENUE SCHUMAN	avec	0,65	ares
Section	13	N°	84/60	AVENUE SCHUMAN	avec	0,74	ares
Section	13	N°	86/63	AVENUE SCHUMAN	avec	1,05	ares
Section	13	N°	110/27	AVENUE SCHUMAN	avec	20,63	ares
Section	13	N°	112/54	AVENUE SCHUMAN	avec	0,44	ares
Section	13	N°	114/56	AVENUE SCHUMAN	avec	0,16	ares
Section	13	N°	116/57	AVENUE SCHUMAN	avec	0,15	ares
Section	13	N°	118/58	AVENUE SCHUMAN	avec	0,29	ares
Section	14	N°	281/62	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	28,91	ares
Section	17	N°	219/123	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	0,72	ares
Section	17	N°	220/152	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	1,16	ares
Section	17	N°	739/123	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	0,73	ares
Section	18	N°	155	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	62,62	ares
Section	18	N°	171/48	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	15,16	ares
Section	21	N°	159/140	RD 392	avec	10,81	ares
Section	21	N°	170/16	RD 392	avec	16,28	ares
Section	22	N°	248/247	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	148,11	ares
Section	22	N°	262/147	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	11,10	ares
Section	22	N°	475/99	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	32,81	ares
Section	22	N°	477/144	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	8,63	ares
Section	23	N°	176	RUE DE HOLTZHEIM	avec	57,70	ares
Section	23	N°	204/75	RD 222	avec	48,44	ares
Section	23	N°	217/48	RD 222	avec	10,39	ares
Section	23	N°	218/48	RD 222	avec	1,05	ares
Section	23	N°	241	RD 222	avec	0,58	ares
Section	23	N°	242/175	RD 222	avec	2,73	ares
Section	23	N°	349/48	RD 222	avec	1,81	ares
Section	27	N°	229	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	31,00	ares
Section	27	N°	333	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	19,90	ares
Section	27	N°	459/212	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	1,53	ares
Section	27	N°	461/212	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	1,98	ares

Section	27	N°	462/212	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,82	ares
Section	27	N°	543/54	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,61	ares
Section	27	N°	546/54	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	2,66	ares
Section	30	N°	363	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	57,11	ares
Section	30	N°	406/89	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,27	ares
Section	30	N°	408/89	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	4,85	ares
Section	30	N°	471/86	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	2,91	ares
Section	30	N°	608/86	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	7,98	ares
Section	30	N°	737/92	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	2,61	ares
Section	30	N°	739/106	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,47	ares
Section	30	N°	741/107	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,47	ares
Section	30	N°	743/108	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,95	ares
Section	30	N°	745/109	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	1,97	ares
Section	30	N°	747/108	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,95	ares
Section	30	N°	749/110	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,11	ares
Section	30	N°	751/111	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,83	ares
Section	30	N°	753/112	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,37	ares
Section	30	N°	755/113	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,20	ares

18° Cadastrées, ban communal de LIPSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	16	N°	534/144	RD 221	avec	4,71	ares
Section	16	N°	537/143	RD 221	avec	2,30	ares
Section	16	N°	540/142	RD 221	avec	2,39	ares
Section	16	N°	543/141	RD 221	avec	3,74	ares
Section	16	N°	546/140	RD 221	avec	4,10	ares
Section	16	N°	549/138	RD 221	avec	3,34	ares
Section	16	N°	551/137	RD 221	avec	0,75	ares
Section	16	N°	553/136	RD 221	avec	0,07	ares
Section	16	N°	556/145	RD 221	avec	2,31	ares
Section	16	N°	559/146	RD 221	avec	1,51	ares
Section	16	N°	562/147	RD 221	avec	1,52	ares
Section	16	N°	565/148	RD 221	avec	1,52	ares
Section	16	N°	568/149	RD 221	avec	3,07	ares
Section	16	N°	571/150	RD 221	avec	1,54	ares
Section	16	N°	574/150	RD 221	avec	1,56	ares
Section	16	N°	577/151	RD 221	avec	3,19	ares
Section	16	N°	580/159	RD 221	avec	4,05	ares
Section	16	N°	583/160	RD 221	avec	3,38	ares
Section	16	N°	586/162	RD 221	avec	2,90	ares
Section	16	N°	588/163	RD 221	avec	3,58	ares
Section	16	N°	591/164	RD 221	avec	3,77	ares
Section	16	N°	593/162	RD 221	avec	1,30	ares
Section	19	N°	287	RD 221	avec	3,72	ares
Section	19	N°	302/132	RD 221	avec	0,75	ares
Section	19	N°	306/193	RD 221	avec	4,20	ares
Section	19	N°	309/192	RD 221	avec	1,99	ares
Section	19	N°	315/190	RD 221	avec	0,06	ares

Section	19	N°	321/185	RD 221	avec	0,01	ares
Section	19	N°	323/196	RD 221	avec	0,32	ares
Section	19	N°	326/195	RD 221	avec	0,26	ares
Section	19	N°	327/195	RD 221	avec	0,29	ares
Section	19	N°	329/195	RD 221	avec	0,24	ares
Section	19	N°	331/195	RD 221	avec	0,28	ares
Section	19	N°	333/195	RD 221	avec	0,48	ares
Section	19	N°	335/195	RD 221	avec	0,83	ares
Section	19	N°	337/55	RD 221	avec	0,43	ares
Section	19	N°	341	RD 221	avec	1,91	ares
Section	19	N°	342	RD 221	avec	2,22	ares
Section	19	N°	343/94	RD 221	avec	0,14	ares
Section	19	N°	345/93	RD 221	avec	0,01	ares
Section	19	N°	349/91	RD 221	avec	0,01	ares
Section	19	N°	351/90	RD 221	avec	0,01	ares
Section	19	N°	353/100	RD 221	avec	0,07	ares
Section	19	N°	355/101	RD 221	avec	0,21	ares
Section	19	N°	357/357	RD 221	avec	0,35	ares
Section	19	N°	359/105	RD 221	avec	0,52	ares
Section	19	N°	361/106	RD 221	avec	0,73	ares
Section	19	N°	363/108	RD 221	avec	0,82	ares
Section	19	N°	365/109	RD 221	avec	0,42	ares
Section	19	N°	367/110	RD 221	avec	1,20	ares
Section	19	N°	371/56	RD 221	avec	5,31	ares
Section	19	N°	372/56	RD 221	avec	4,04	ares
Section	19	N°	373/57	RD 221	avec	0,90	ares
Section	19	N°	375/55	RD 221	avec	2,46	ares
Section	19	N°	376/55	RD 221	avec	6,40	ares
Section	19	N°	377/132	RD 221	avec	2,84	ares
Section	19	N°	379/131	RD 221	avec	2,76	ares
Section	19	N°	381/116	RD 221	avec	0,09	ares
Section	19	N°	383/117	RD 221	avec	0,28	ares
Section	19	N°	385/118	RD 221	avec	0,48	ares
Section	19	N°	387/119	RD 221	avec	0,67	ares
Section	19	N°	389/120	RD 221	avec	0,58	ares
Section	19	N°	391/121	RD 221	avec	0,48	ares
Section	19	N°	393/122	RD 221	avec	0,61	ares
Section	19	N°	395/123	RD 221	avec	0,64	ares
Section	19	N°	397/194	RD 221	avec	1,67	ares
Section	19	N°	398/194	RD 221	avec	6,57	ares
Section	19	N°	399/193	RD 221	avec	5,27	ares
Section	19	N°	400/193	RD 221	avec	0,46	ares
Section	19	N°	401/192	RD 221	avec	0,32	ares
Section	19	N°	402/192	RD 221	avec	5,52	ares
Section	19	N°	403/192	RD 221	avec	0,60	ares
Section	19	N°	404/191	RD 221	avec	0,25	ares
Section	19	N°	405/191	RD 221	avec	2,75	ares
Section	19	N°	406/191	RD 221	avec	0,15	ares
Section	19	N°	407/191	RD 221	avec	0,48	ares
Section	19	N°	408/191	RD 221	avec	0,03	ares
Section	19	N°	409/190	RD 221	avec	3,97	ares
Section	19	N°	410/190	RD 221	avec	0,35	ares
Section	19	N°	411/189	RD 221	avec	0,16	ares
Section	19	N°	412/189	RD 221	avec	1,01	ares
Section	19	N°	413/186	RD 221	avec	0,60	ares
Section	19	N°	414/186	RD 221	avec	0,36	ares

Section	19	N°	415/288	RD 221	avec	9,21	ares
Section	19	N°	416/288	RD 221	avec	0,47	ares
Section	19	N°	417/288	RD 221	avec	0,06	ares
Section	19	N°	418/288	RD 221	avec	50,39	ares
Section	19	N°	421/195	RD 221	avec	0,19	ares
Section	19	N°	424/195	RD 221	avec	0,09	ares
Section	19	N°	442/94	RD 221	avec	2,76	ares
Section	19	N°	444/93	RD 221	avec	0,30	ares
Section	19	N°	446/92	RD 221	avec	0,11	ares
Section	19	N°	448/91	RD 221	avec	0,06	ares
Section	19	N°	450/90	RD 221	avec	0,26	ares
Section	19	N°	452/96	RD 221	avec	0,50	ares
Section	19	N°	454/97	RD 221	avec	0,35	ares
Section	19	N°	456/98	RD 221	avec	0,38	ares
Section	19	N°	458/100	RD 221	avec	0,39	ares
Section	19	N°	460/101	RD 221	avec	0,40	ares
Section	19	N°	462/102	RD 221	avec	0,42	ares
Section	19	N°	464/105	RD 221	avec	0,39	ares
Section	19	N°	466/106	RD 221	avec	0,34	ares
Section	19	N°	468/108	RD 221	avec	0,31	ares
Section	19	N°	470/109	RD 221	avec	0,16	ares
Section	19	N°	472/110	RD 221	avec	0,42	ares
Section	19	N°	476/60	RD 221	avec	0,07	ares
Section	19	N°	478/57	RD 221	avec	1,44	ares
Section	19	N°	480/195	RD 221	avec	0,47	ares
Section	19	N°	482/195	RD 221	avec	0,36	ares
Section	19	N°	484/195	RD 221	avec	0,35	ares
Section	19	N°	486/195	RD 221	avec	0,67	ares
Section	19	N°	488/195	RD 221	avec	1,50	ares
Section	19	N°	490/195	RD 221	avec	1,18	ares
Section	21	N°	141	RD 1083	avec	18,88	ares
Section	21	N°	259/131	RD 1083	avec	16,94	ares
Section	21	N°	302/223	RD 1083	avec	44,43	ares
Section	21	N°	315/223	RD 1083	avec	0,03	ares
Section	21	N°	331/164	RD 1083	avec	5,97	ares
Section	21	N°	383/139	RD 1083	avec	5,07	ares
Section	21	N°	384/139	IMPASSE DE LA GARE	avec	3,13	ares
Section	21	N°	385/139	RD 1083	avec	13,84	ares
Section	21	N°	436/99	RD 1083	avec	0,10	ares
Section	21	N°	438/100	RD 1083	avec	0,43	ares
Section	21	N°	439/100	RD 1083	avec	0,05	ares
Section	21	N°	441/101	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	21	N°	442/101	RD 1083	avec	0,32	ares
Section	21	N°	444/103	RD 1083	avec	0,45	ares
Section	21	N°	445/103	RD 1083	avec	0,63	ares
Section	21	N°	447/104	RD 1083	avec	0,45	ares
Section	21	N°	448/104	RD 1083	avec	0,67	ares
Section	21	N°	450/106	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	21	N°	451/106	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	21	N°	453/107	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	21	N°	454/107	RD 1083	avec	0,56	ares
Section	21	N°	456/109	RD 1083	avec	0,45	ares
Section	21	N°	457/109	RD 1083	avec	0,51	ares
Section	21	N°	459/110	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	21	N°	460/110	RD 1083	avec	0,45	ares
Section	21	N°	462/111	RD 1083	avec	0,46	ares

Section	21	N°	463/111	RD 1083	avec	0,37	ares
Section	21	N°	465/112	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	21	N°	466/112	RD 1083	avec	0,33	ares
Section	21	N°	468/113	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	21	N°	469/113	RD 1083	avec	0,30	ares
Section	21	N°	471	RD 1083	avec	0,22	ares
Section	21	N°	472	RD 1083	avec	0,16	ares
Section	21	N°	474	RD 1083	avec	0,22	ares
Section	21	N°	475	RD 1083	avec	0,17	ares
Section	21	N°	477/117	RD 1083	avec	0,46	ares
Section	21	N°	478/117	RD 1083	avec	0,35	ares
Section	21	N°	480/118	RD 1083	avec	0,44	ares
Section	21	N°	481/118	RD 1083	avec	0,29	ares
Section	21	N°	483/119	RD 1083	avec	0,34	ares
Section	21	N°	484/119	RD 1083	avec	0,18	ares
Section	21	N°	486/120	RD 1083	avec	0,33	ares
Section	21	N°	487/120	RD 1083	avec	0,13	ares
Section	21	N°	489/121	RD 1083	avec	0,33	ares
Section	21	N°	490/121	RD 1083	avec	0,09	ares
Section	21	N°	492/122	RD 1083	avec	0,33	ares
Section	21	N°	493/122	RD 1083	avec	0,06	ares
Section	21	N°	495/125	RD 1083	avec	0,45	ares
Section	21	N°	496/125	RD 1083	avec	0,03	ares
Section	21	N°	498/126	RD 1083	avec	0,44	ares
Section	21	N°	500/127	RD 1083	avec	0,66	ares
Section	21	N°	502/129	RD 1083	avec	0,01	ares
Section	21	N°	503/129	RD 1083	avec	0,08	ares
Section	21	N°	505/223	RD 1083	avec	0,14	ares
Section	21	N°	507/130	RD 1083	avec	0,68	ares
Section	21	N°	509/28	RD 221	avec	0,33	ares
Section	21	N°	512/223	RD 1083	avec	0,02	ares
Section	21	N°	513/85	RD 221	avec	4,45	ares
Section	21	N°	519/86	RD 221	avec	0,45	ares
Section	21	N°	523/87	RD 221	avec	0,85	ares
Section	21	N°	527/88	RD 221	avec	0,32	ares
Section	21	N°	539/127	RD 221	avec	2,08	ares
Section	21	N°	541/126	RD 221	avec	1,40	ares
Section	21	N°	542/126	RD 221	avec	1,55	ares
Section	21	N°	544/124	RD 221	avec	0,22	ares
Section	21	N°	546/506	RD 221	avec	2,30	ares
Section	21	N°	547/506	RD 221	avec	1,22	ares
Section	21	N°	586/70	RD 221	avec	2,59	ares
Section	21	N°	589/72	RD 221	avec	2,59	ares
Section	21	N°	592/74	RD 221	avec	4,77	ares
Section	21	N°	593/73	RD 221	avec	0,43	ares
Section	21	N°	596/80	RD 221	avec	4,99	ares
Section	21	N°	599/82	RD 221	avec	2,76	ares
Section	21	N°	603/217	RD 221	avec	5,46	ares
Section	21	N°	718/17	RD 221	avec	0,01	ares
Section	21	N°	766/136	RD 221	avec	5,86	ares
Section	21	N°	767/136	RD 1083	avec	1,51	ares
Section	21	N°	769/139	RD 1083	avec	22,76	ares
Section	21	N°	779/1	RD 221	avec	0,21	ares
Section	21	N°	780/1	RD 221	avec	2,27	ares
Section	21	N°	781/1	RD 221	avec	0,35	ares
Section	21	N°	786/4	RD 221	avec	0,18	ares

Section	21	N°	787/4	RD 221	avec	1,13	ares
Section	21	N°	788/4	RD 221	avec	0,10	ares
Section	21	N°	789/7	RD 221	avec	0,19	ares
Section	21	N°	790/7	RD 221	avec	2,26	ares
Section	21	N°	791/7	RD 221	avec	0,35	ares
Section	21	N°	796/8	RD 221	avec	0,17	ares
Section	21	N°	797/8	RD 221	avec	1,15	ares
Section	21	N°	798	RD 221	avec	0,09	ares
Section	21	N°	809/10	RD 221	avec	0,17	ares
Section	21	N°	810/10	RD 221	avec	2,26	ares
Section	21	N°	811/10	RD 221	avec	0,34	ares
Section	21	N°	816/16	RD 221	avec	0,49	ares
Section	21	N°	817/16	RD 221	avec	3,49	ares
Section	21	N°	818/16	RD 221	avec	0,30	ares
Section	21	N°	819/17	RD 221	avec	0,19	ares
Section	21	N°	820/17	RD 221	avec	2,49	ares
Section	21	N°	821/17	RD 221	avec	0,37	ares
Section	21	N°	828/19	RD 221	avec	0,37	ares
Section	21	N°	829/19	RD 221	avec	0,36	ares
Section	21	N°	830/18	RD 221	avec	0,03	ares
Section	21	N°	831/18	RD 221	avec	2,22	ares
Section	21	N°	832/18	RD 221	avec	0,19	ares
Section	21	N°	833/20	RD 221	avec	0,51	ares
Section	21	N°	834/20	RD 221	avec	6,72	ares
Section	21	N°	835/20	RD 221	avec	1,01	ares
Section	21	N°	840/21	RD 221	avec	0,22	ares
Section	21	N°	841/21	RD 221	avec	1,36	ares
Section	21	N°	842/21	RD 221	avec	0,10	ares
Section	21	N°	845/22	RD 221	avec	0,08	ares
Section	21	N°	846/22	RD 221	avec	1,36	ares
Section	21	N°	847/22	RD 221	avec	0,21	ares
Section	21	N°	848/22	RD 221	avec	0,11	ares
Section	21	N°	849/22	RD 221	avec	0,53	ares
Section	21	N°	850/220	RD 221	avec	0,13	ares
Section	21	N°	851/220	RD 221	avec	0,71	ares
Section	21	N°	852/220	RD 221	avec	0,05	ares
Section	21	N°	853/23	RD 221	avec	0,05	ares
Section	21	N°	854/23	RD 221	avec	0,69	ares
Section	21	N°	855/23	RD 221	avec	0,16	ares
Section	21	N°	856/23	RD 221	avec	0,12	ares
Section	21	N°	857/23	RD 221	avec	0,44	ares
Section	21	N°	858/23	RD 221	avec	0,04	ares
Section	21	N°	861/23	RUE BAUDELAIRE	avec	1,08	ares
Section	21	N°	863/23	RUE BAUDELAIRE	avec	0,01	ares
Section	21	N°	864/23	RD 221	avec	0,06	ares
Section	21	N°	865/23	RD 221	avec	1,56	ares
Section	21	N°	866/23	RD 221	avec	0,26	ares
Section	21	N°	867/23	RD 221	avec	0,01	ares
Section	21	N°	870/24	RD 221	avec	0,14	ares
Section	21	N°	871/24	RD 221	avec	3,77	ares
Section	21	N°	876/25	RD 221	avec	1,26	ares
Section	21	N°	877/25	RD 221	avec	0,05	ares
Section	21	N°	879/27	RD 221	avec	1,55	ares
Section	21	N°	880/27	RD 221	avec	0,08	ares
Section	21	N°	881/28	RD 221	avec	0,07	ares
Section	21	N°	882/28	RD 221	avec	0,75	ares

Section	21	N°	883/29	RD 221	avec	0,04	ares
Section	21	N°	884/29	RD 221	avec	0,03	ares
Section	21	N°	886/27	RD 221	avec	0,06	ares
Section	21	N°	887/29	RD 221	avec	0,22	ares
Section	21	N°	891/57	RD 221	avec	0,52	ares
Section	21	N°	892/57	RD 221	avec	0,02	ares
Section	21	N°	893/58	RD 221	avec	0,35	ares
Section	21	N°	895/57	RD 221	avec	0,24	ares
Section	21	N°	897/22	RD 221	avec	0,01	ares
Section	21	N°	905/60	RD 221	avec	42,31	ares
Section	21	N°	911/218	RD 1083	avec	0,59	ares
Section	21	N°	1012/217	RD 221	avec	0,15	ares
Section	21	N°	1056/132	IMPASSE DE LA GARE	avec	0,56	ares
Section	21	N°	1057/132	RD 221	avec	27,05	ares
Section	21	N°	1058/130	IMPASSE DE LA GARE	avec	5,50	ares
Section	21	N°	1059/130	RD 221	avec	4,57	ares
Section	21	N°	1060/129	IMPASSE DE LA GARE	avec	2,04	ares
Section	21	N°	1061/129	IMPASSE DE LA GARE	avec	3,07	ares
Section	21	N°	1062/127	IMPASSE DE LA GARE	avec	0,19	ares
Section	21	N°	1063/127	RD 221	avec	9,60	ares
Section	21	N°	1065/239	RD 221	avec	1,00	ares
Section	21	N°	1067/88	RD 221	avec	0,95	ares
Section	21	N°	1069/87	RD 221	avec	3,52	ares
Section	21	N°	1071/86	RD 221	avec	1,92	ares
Section	21	N°	1073/85	RD 221	avec	1,66	ares
Section	21	N°	1075/85	RD 221	avec	2,19	ares
Section	21	N°	1076/217	RD 221	avec	3,74	ares
Section	21	N°	1081/217	RD 221	avec	2,61	ares

19° Cadastrées, ban communal de MITTELHAUSBERGEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	220/100	RUE PRINCIPALE	avec	31,65	ares
Section	01	N°	221/100	RUE PRINCIPALE	avec	0,00	ares
Section	02	N°	76	RUE DE STRASBOURG	avec	25,81	ares
Section	02	N°	92/54	RUE PRINCIPALE	avec	2,82	ares
Section	02	N°	94/79	RUE PRINCIPALE	avec	3,52	ares
Section	02	N°	118/77	ROUTE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	25,01	ares
Section	02	N°	137/93	RUE PRINCIPALE	avec	21,57	ares
Section	03	N°	109	ROUTE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	65,00	ares
Section	03	N°	180/110	RUE DE LA COTE	avec	52,30	ares
Section	04	N°	220/34	RD 120	avec	2,82	ares
Section	04	N°	222/37	RD 120	avec	2,23	ares
Section	04	N°	224/38	RD 120	avec	2,24	ares
Section	04	N°	226/39	RD 120	avec	2,16	ares
Section	04	N°	228/131	RD 120	avec	0,36	ares
Section	04	N°	238/39	RD 120	avec	0,40	ares
Section	04	N°	240/131	RD 120	avec	4,55	ares
Section	04	N°	243/163	RD 120	avec	77,31	ares

Section	05	N°	130/99	RUE DE STRASBOURG	avec	149,64	ares
Section	05	N°	131/70	RUE DE STRASBOURG	avec	0,13	ares
Section	05	N°	133/71	RUE DE STRASBOURG	avec	0,30	ares
Section	05	N°	135/72	RUE DE STRASBOURG	avec	0,95	ares
Section	05	N°	139/74	RUE DE STRASBOURG	avec	1,07	ares
Section	05	N°	141/75	RUE DE STRASBOURG	avec	0,88	ares
Section	05	N°	143/89	RUE DE STRASBOURG	avec	0,38	ares
Section	06	N°	79	RUE DE STRASBOURG	avec	68,09	ares
Section	06	N°	80	RUE PRINCIPALE	avec	26,45	ares
Section	06	N°	333/70	RUE DE STRASBOURG	avec	9,04	ares
Section	06	N°	447/54	RUE DE STRASBOURG	avec	1,16	ares
Section	06	N°	449/56	RUE DE STRASBOURG	avec	0,28	ares
Section	06	N°	451/57	RUE DE STRASBOURG	avec	0,98	ares
Section	06	N°	453/58	RUE DE STRASBOURG	avec	1,21	ares
Section	06	N°	455/59	RUE DE STRASBOURG	avec	0,68	ares
Section	06	N°	457/60	RUE DE STRASBOURG	avec	1,02	ares
Section	06	N°	459/61	RUE DE STRASBOURG	avec	1,98	ares
Section	08	N°	211/149	RUE DE LA COTE	avec	93,51	ares

20° Cadastrées, ban communal de MUNDOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	02	N°	72	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	13,34	ares
Section	02	N°	183/71	RUE DU GAL LECLERC	avec	18,37	ares
Section	03	N°	99/89	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	41,34	ares
Section	05	N°	219	RUE DU GAL LECLERC	avec	50,78	ares
Section	07	N°	544/2	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,46	ares
Section	08	N°	224/196	RUE DU GAL LECLERC	avec	27,62	ares
Section	08	N°	292/196	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,01	ares
Section	15	N°	154/96	RUE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	0,12	ares
Section	15	N°	156/97	RUE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	0,09	ares
Section	15	N°	158/98	RUE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	0,07	ares
Section	15	N°	160/98	RUE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	0,02	ares
Section	19	N°	213/118	RUE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	58,22	ares
Section	24	N°	218/27	ROUTE DE BRUMATH	avec	10,01	ares
Section	25	N°	1139/24	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	0,13	ares
Section	25	N°	1141/24	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	0,27	ares
Section	25	N°	1143/24	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	0,27	ares
Section	25	N°	1145/24	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	0,27	ares
Section	25	N°	1147/24	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	0,50	ares
Section	25	N°	1187/1	RD 63	avec	6,65	ares

21° Cadastrées, ban communal de NIEDERHAUSBERGEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	111	RUE DE HOENHEIM	avec	33,47	ares
Section	02	N°	123/95	RUE DE HOENHEIM	avec	26,25	ares
Section	02	N°	152/31	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	0,36	ares
Section	02	N°	153/34	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	0,84	ares
Section	02	N°	154/39	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	0,16	ares
Section	03	N°	274/55	RUE DE LA COTE	avec	0,17	ares
Section	03	N°	300/230	RUE DU STADE	avec	50,09	ares
Section	04	N°	318/198	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	63,26	ares
Section	04	N°	322/131	RUE DU TERMINUS	avec	2,17	ares
Section	04	N°	324/131	RUE DU TERMINUS	avec	1,20	ares
Section	05	N°	295/264	RD 63	avec	102,68	ares
Section	05	N°	297/143	RD 63	avec	0,09	ares
Section	05	N°	299/144	RD 63	avec	0,09	ares
Section	05	N°	301/151	RD 63	avec	0,21	ares
Section	05	N°	303/152	RD 63	avec	0,31	ares
Section	05	N°	305/153	RD 63	avec	0,42	ares
Section	05	N°	307/154	RD 63	avec	0,33	ares
Section	05	N°	309/155	RD 63	avec	0,40	ares
Section	05	N°	311/156	RD 63	avec	0,13	ares
Section	05	N°	313/157	RD 63	avec	0,13	ares
Section	05	N°	315/158	RD 63	avec	0,49	ares
Section	05	N°	317/159	RD 63	avec	0,42	ares
Section	05	N°	319/160	RD 63	avec	0,52	ares
Section	05	N°	321/161	RD 63	avec	0,43	ares
Section	05	N°	323/162	RD 63	avec	0,18	ares
Section	05	N°	325/163	RD 63	avec	0,20	ares
Section	05	N°	327/164	RD 63	avec	0,26	ares
Section	05	N°	329/168	RD 63	avec	0,25	ares
Section	05	N°	331/170	RD 63	avec	0,18	ares
Section	05	N°	333/171	RD 63	avec	0,43	ares
Section	05	N°	335/172	RD 63	avec	0,18	ares
Section	05	N°	337/173	RD 63	avec	0,18	ares
Section	05	N°	339/174	RD 63	avec	0,17	ares
Section	05	N°	341/176	RD 63	avec	0,17	ares
Section	05	N°	343/177	RD 63	avec	0,17	ares
Section	05	N°	345/179	RD 63	avec	0,40	ares
Section	05	N°	347/180	RD 63	avec	0,59	ares
Section	05	N°	349/181	RD 63	avec	0,15	ares
Section	05	N°	351/182	RD 63	avec	0,15	ares
Section	05	N°	353/183	RD 63	avec	0,30	ares
Section	05	N°	355/184	RD 63	avec	0,29	ares
Section	05	N°	357/185	RD 63	avec	0,31	ares
Section	05	N°	359/186	RD 63	avec	0,26	ares
Section	05	N°	361/187	RD 63	avec	0,31	ares
Section	05	N°	363/188	RD 63	avec	1,49	ares
Section	05	N°	365/189	RD 63	avec	0,66	ares
Section	05	N°	367/190	RD 63	avec	0,30	ares
Section	05	N°	369/191	RD 63	avec	0,02	ares
Section	05	N°	371/192	RD 63	avec	0,47	ares
Section	05	N°	373/193	RD 63	avec	0,66	ares
Section	05	N°	375/194	RD 63	avec	0,80	ares
Section	13	N°	811/431	RUE DE HOENHEIM	avec	100,16	ares

22° Cadastrées, ban communal d'OBERHAUSBERGEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	112/92	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	38,57	ares
Section	02	N°	118/93	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	26,69	ares
Section	02	N°	124/92	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	43,12	ares
Section	02	N°	144/91	ROUTE DE SAVERNE	avec	54,47	ares
Section	03	N°	132/92	ROUTE DE SAVERNE	avec	66,91	ares
Section	03	N°	254/78	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,41	ares
Section	03	N°	256/88	ROUTE DE SAVERNE	avec	4,90	ares
Section	03	N°	259/93	ROUTE DE SAVERNE	avec	4,58	ares
Section	04	N°	259	ROUTE DE SAVERNE	avec	30,36	ares
Section	04	N°	355/38	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,57	ares
Section	05	N°	59	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	15,12	ares
Section	06	N°	133	ROUTE DE SAVERNE	avec	90,31	ares
Section	07	N°	112	ROUTE DE SAVERNE	avec	29,82	ares
Section	07	N°	113	ROUTE DE STRASBOURG	avec	51,26	ares
Section	08	N°	376/78	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,08	ares
Section	10	N°	121/102	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,22	ares
Section	10	N°	122/105	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,46	ares
Section	10	N°	124/103	RUE DE WOLFISHEIM	avec	55,68	ares
Section	10	N°	130/96	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,62	ares
Section	11	N°	212/27	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,64	ares
Section	11	N°	218/196	RUE DE WOLFISHEIM	avec	106,65	ares
Section	11	N°	384/27	RUE DE WOLFISHEIM	avec	23,26	ares
Section	12	N°	198/1	RD 41	avec	1,74	ares
Section	12	N°	200/2	RD 41	avec	0,84	ares
Section	12	N°	202/3	RD 41	avec	0,73	ares
Section	12	N°	204/4	RD 41	avec	0,58	ares
Section	12	N°	206/5	RD 41	avec	0,84	ares
Section	12	N°	208/6	RD 41	avec	0,43	ares
Section	12	N°	210/7	RD 41	avec	1,54	ares
Section	12	N°	212/8	RD 41	avec	1,34	ares
Section	12	N°	214/9	RD 41	avec	1,49	ares
Section	12	N°	216/10	RD 41	avec	0,79	ares
Section	12	N°	218/10	RD 41	avec	0,91	ares
Section	12	N°	220/11	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,52	ares
Section	12	N°	222/12	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,63	ares
Section	12	N°	224/13	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,17	ares
Section	12	N°	226/14	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,15	ares
Section	12	N°	228/15	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,51	ares
Section	12	N°	230/16	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,48	ares
Section	12	N°	232/127	RD 41	avec	0,78	ares
Section	12	N°	264/17	ROUTE DE SAVERNE	avec	4,71	ares
Section	12	N°	266/18	RD 563	avec	0,56	ares
Section	12	N°	268/19	RD 563	avec	1,99	ares
Section	12	N°	298/59	RD 563	avec	0,21	ares
Section	12	N°	356/25	RD 563	avec	2,23	ares
Section	12	N°	364/20	RD 563	avec	4,13	ares
Section	12	N°	365/25	RD 563	avec	11,59	ares
Section	12	N°	366/58	RD 563	avec	173,31	ares
Section	13	N°	217/10	RD 41	avec	2,48	ares
Section	13	N°	255/10	RD 41	avec	3,44	ares
Section	13	N°	256/10	RD 41	avec	0,03	ares
Section	13	N°	257/11	RD 41	avec	12,25	ares

Section	13	N°	286/10	RD 41	avec	37,69	ares
Section	13	N°	288/190	RD 41	avec	99,94	ares

23° Cadastrées, ban communal d'OBERSCHAEFFOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	74	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	54,09	ares
Section	03	N°	77	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	27,11	ares
Section	05	N°	91	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	19,77	ares
Section	07	N°	41	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	21,69	ares
Section	07	N°	143/47	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,08	ares
Section	07	N°	144/47	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	2,27	ares
Section	36	N°	8	RD 228	avec	0,68	ares

24° Cadastrées, ban communal d'OSTHOFFEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	137	RD 118	avec	18,57	ares
Section	02	N°	132	RD 118	avec	53,66	ares
Section	06	N°	25	RD 118	avec	3,31	ares
Section	06	N°	26	RD 118	avec	22,55	ares
Section	18	N°	207	RD 30	avec	78,17	ares
Section	38	N°	61	RD 118	avec	16,41	ares
Section	38	N°	78	RD 118	avec	0,58	ares
Section	38	N°	84	RD 118	avec	0,92	ares
Section	39	N°	84	RD 118	avec	0,13	ares
Section	39	N°	88	RD 118	avec	0,15	ares
Section	39	N°	90	RD 118	avec	0,40	ares
Section	39	N°	92	RD 118	avec	0,73	ares
Section	39	N°	94	RD 118	avec	0,21	ares
Section	39	N°	98	RD 118	avec	0,35	ares
Section	39	N°	100	RD 118	avec	0,35	ares
Section	39	N°	106	RD 118	avec	0,59	ares
Section	39	N°	110	RD 118	avec	0,53	ares
Section	39	N°	112	RD 118	avec	0,43	ares
Section	41	N°	40	RD 118	avec	10,96	ares
Section	47	N°	498	RD 118	avec	0,56	ares
Section	47	N°	500	RD 118	avec	0,04	ares
Section	47	N°	502	RD 118	avec	0,78	ares
Section	47	N°	504	RD 118	avec	0,29	ares
Section	48	N°	145	RD 118	avec	0,14	ares
Section	49	N°	130	RD 118	avec	0,44	ares
Section	49	N°	138	RD 118	avec	0,33	ares
Section	49	N°	148	RD 118	avec	0,29	ares

25° Cadastrées, ban communal d'OSTWALD
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	03	N°	149	RUE DES VOSGES	avec	38,54	ares
Section	05	N°	198/49	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,64	ares
Section	05	N°	298/49	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,25	ares
Section	05	N°	299/104	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,84	ares
Section	05	N°	330/101	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	1,84	ares
Section	09	N°	1135/168	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,72	ares
Section	09	N°	1137/171	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	19,16	ares
Section	09	N°	1139/175	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,36	ares
Section	09	N°	1141/177	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,85	ares
Section	09	N°	1143/178	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,55	ares
Section	09	N°	1145/185	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	2,05	ares
Section	09	N°	1147/185	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,32	ares
Section	09	N°	1149/186	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	3,46	ares
Section	09	N°	1151/186	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	2,33	ares
Section	09	N°	1153/186	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	11,94	ares
Section	10	N°	180	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	49,77	ares
Section	10	N°	320/131	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	14,49	ares
Section	10	N°	382/133	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	5,34	ares
Section	10	N°	383/177	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	8,19	ares
Section	10	N°	384/15	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,41	ares
Section	10	N°	430/177	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,43	ares
Section	10	N°	444/133	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,81	ares
Section	10	N°	446/119	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,22	ares
Section	10	N°	448/186	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,08	ares
Section	10	N°	457/9	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,54	ares
Section	10	N°	459/1	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,43	ares
Section	10	N°	460/1	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,01	ares
Section	11	N°	58	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	13,46	ares
Section	11	N°	59	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	6,11	ares
Section	11	N°	194/69	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	26,49	ares
Section	11	N°	195/103	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	16,00	ares
Section	11	N°	199/140	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	1,44	ares
Section	11	N°	200/140	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	1,16	ares
Section	11	N°	202/121	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,56	ares
Section	11	N°	205/143	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	74,67	ares
Section	11	N°	209/120	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,06	ares
Section	11	N°	215/119	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,25	ares
Section	11	N°	217/120	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,93	ares
Section	11	N°	219/121	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	3,10	ares
Section	11	N°	221/122	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,77	ares
Section	11	N°	223/87	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,34	ares
Section	11	N°	227/69	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	5,75	ares
Section	11	N°	231/68	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,34	ares
Section	11	N°	233/60	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	4,26	ares
Section	11	N°	235/61	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,02	ares
Section	11	N°	237/57	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	3,67	ares
Section	11	N°	239/142	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,80	ares
Section	11	N°	241/57	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,91	ares
Section	11	N°	243/56	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	16,21	ares
Section	11	N°	247/54	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	2,70	ares
Section	11	N°	250/53	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	2,71	ares
Section	11	N°	398/140	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	1,23	ares

Section	11	N°	399/140	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	9,16	ares
Section	11	N°	420/140	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	1,07	ares
Section	12	N°	269	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	57,30	ares
Section	12	N°	321/126	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,96	ares
Section	12	N°	324/125	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,96	ares
Section	12	N°	327/124	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	2,69	ares
Section	12	N°	330/123	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	2,62	ares
Section	12	N°	333/122	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	2,50	ares
Section	12	N°	336/121	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,25	ares
Section	12	N°	339/120	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	3,76	ares
Section	12	N°	342/116	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	4,56	ares
Section	12	N°	343/117	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	11,74	ares
Section	12	N°	345/114	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,01	ares
Section	12	N°	348/118	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	10,20	ares
Section	12	N°	351/119	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	8,05	ares
Section	12	N°	353/112	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	6,06	ares
Section	12	N°	355/268	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	0,56	ares
Section	12	N°	357/111	RUE DE GEISPOLSHEIM	avec	1,42	ares
Section	16	N°	171	RUE DES VOSGES	avec	9,07	ares

26° Cadastrées, ban communal de PLOBSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	36	RUE DE L'EGLISE	avec	31,17	ares
Section	01	N°	74/10	RUE DE L'EGLISE	avec	0,45	ares
Section	01	N°	76/10	RUE DE L'EGLISE	avec	0,68	ares
Section	01	N°	78/10	RUE DE L'EGLISE	avec	0,26	ares
Section	01	N°	82/5	RUE DE L'EGLISE	avec	2,21	ares
Section	01	N°	146/10	RUE DE L'EGLISE	avec	0,15	ares
Section	02	N°	72	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	36,62	ares
Section	02	N°	107/27	RUE DE L'EGLISE	avec	0,29	ares
Section	03	N°	23	RUE DE L'EGLISE	avec	27,62	ares
Section	03	N°	106/2	RUE DE L'EGLISE	avec	0,20	ares
Section	03	N°	127/15	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,20	ares
Section	03	N°	129/15	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,34	ares
Section	05	N°	125/0	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	16,50	ares
Section	06	N°	119/0	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	34,19	ares
Section	09	N°	65/30	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	42,42	ares
Section	11	N°	157/122	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,22	ares
Section	11	N°	468/122	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	42,35	ares
Section	13	N°	189	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	45,72	ares
Section	15	N°	168	RD 222	avec	74,30	ares
Section	22	N°	219/88	RD 468	avec	0,08	ares
Section	22	N°	221/89	RD 468	avec	0,95	ares
Section	22	N°	224/207	RD 468	avec	1,71	ares
Section	23	N°	275	RD 468	avec	113,68	ares
Section	23	N°	298/275	RD 468	avec	18,12	ares
Section	23	N°	299/275	RD 468	avec	9,58	ares
Section	23	N°	300/275	RD 468	avec	2,73	ares
Section	24	N°	233	RD 468	avec	88,58	ares
Section	24	N°	246/111	RD 468	avec	5,10	ares
Section	24	N°	248/112	RD 468	avec	3,17	ares

Section	24	N°	254/174	RD 468	avec	0,32	ares
Section	24	N°	257/175	RD 468	avec	0,40	ares
Section	25	N°	127/66	RD 468	avec	2,22	ares
Section	25	N°	132/64	RD 468	avec	0,36	ares
Section	25	N°	134/64	RD 468	avec	1,30	ares
Section	25	N°	137/18	RD 468	avec	0,30	ares
Section	25	N°	139/101	RD 468	avec	0,10	ares
Section	25	N°	141/20	RD 468	avec	0,04	ares
Section	25	N°	143/19	RD 468	avec	0,19	ares
Section	25	N°	144/19	RD 468	avec	1,34	ares
Section	25	N°	146/64	RD 468	avec	1,39	ares
Section	25	N°	148/64	RD 468	avec	1,39	ares
Section	26	N°	10/2	RD 468	avec	3,34	ares
Section	26	N°	12/7	RD 468	avec	1,36	ares
Section	27	N°	77	RD 468	avec	72,95	ares
Section	27	N°	112/78	RD 468	avec	0,84	ares
Section	27	N°	115/14	RD 468	avec	2,69	ares
Section	28	N°	74	RD 468	avec	32,16	ares
Section	28	N°	127/5	RD 468	avec	0,42	ares

27° Cadastrées, ban communal de REICHSTETT
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	181	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	47,78	ares
Section	02	N°	162	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	16,23	ares
Section	03	N°	155	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	21,91	ares
Section	06	N°	342/85	RD 63	avec	37,02	ares
Section	06	N°	589/301	RD 63	avec	90,63	ares
Section	07	N°	212	RD 468	avec	30,15	ares
Section	07	N°	313/233	RD 63	avec	43,27	ares
Section	07	N°	321/234	RD 63	avec	104,22	ares
Section	07	N°	326/200	RD 468	avec	1,06	ares
Section	07	N°	330/213	RD 468	avec	0,95	ares
Section	07	N°	334/213	RD 468	avec	3,65	ares
Section	07	N°	422/49	RD 63	avec	0,35	ares
Section	07	N°	424/246	RD 63	avec	0,09	ares
Section	07	N°	426/48	RD 63	avec	3,64	ares
Section	07	N°	428/47	RD 63	avec	1,39	ares
Section	07	N°	430/44	RD 63	avec	1,73	ares
Section	07	N°	432/43	RD 63	avec	6,29	ares
Section	07	N°	434/41	RD 63	avec	0,45	ares
Section	07	N°	436/70	RD 63	avec	1,88	ares
Section	07	N°	438/41	RD 63	avec	0,92	ares
Section	08	N°	152	RD 63	avec	6,39	ares
Section	08	N°	153	RD 63	avec	13,82	ares
Section	08	N°	188/156	RD 63	avec	24,54	ares
Section	08	N°	192/156	RD 63	avec	1,57	ares
Section	08	N°	213/154	RD 63	avec	6,57	ares
Section	08	N°	226/151	RD 63	avec	4,06	ares
Section	08	N°	227/161	RD 63	avec	1,02	ares
Section	08	N°	375/82	RD 63	avec	0,04	ares
Section	08	N°	451/155	RD 468	avec	0,20	ares

Section	08	N°	537/154	RD 63	avec	12,16	ares
Section	08	N°	538/154	RD 63	avec	47,01	ares
Section	08	N°	539/156	RD 63	avec	0,13	ares
Section	08	N°	599/156	RD 63	avec	3,05	ares
Section	08	N°	600/156	RD 63	avec	33,62	ares
Section	08	N°	601/156	RD 63	avec	7,12	ares
Section	08	N°	602/156	RD 63	avec	29,42	ares
Section	08	N°	605/163	RD 63	avec	2,31	ares
Section	08	N°	610/83	RD 63	avec	25,13	ares
Section	08	N°	612/83	RD 63	avec	4,78	ares
Section	08	N°	614/83	RD 63	avec	11,87	ares
Section	08	N°	616/36	RD 63	avec	4,56	ares
Section	08	N°	618/4	RD 63	avec	10,86	ares
Section	08	N°	620/166	RD 63	avec	0,78	ares
Section	08	N°	622/22	RD 63	avec	0,94	ares
Section	08	N°	624/165	RD 63	avec	0,16	ares
Section	08	N°	634/83	RD 63	avec	24,18	ares
Section	08	N°	636/83	RD 63	avec	54,55	ares
Section	19	N°	325/31	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	33,73	ares
Section	21	N°	33/0	RD 37	avec	80,12	ares
Section	21	N°	43/25	RD 37	avec	16,46	ares
Section	21	N°	95/1	WALDSTUECKE	avec	118,62	ares
Section	22	N°	44	RD 37	avec	98,52	ares
Section	22	N°	45	RD 226	avec	11,10	ares
Section	22	N°	46	RD226	avec	29,41	ares
Section	22	N°	67	RD 37	avec	0,71	ares
Section	22	N°	120/14	RD 37	avec	13,19	ares
Section	22	N°	122/48	RD 37	avec	0,01	ares
Section	22	N°	124/11	RD 226	avec	0,30	ares
Section	22	N°	126/14	RD 37	avec	27,43	ares
Section	22	N°	129/48	RD 37	avec	0,01	ares
Section	22	N°	131/14	RD 37	avec	10,11	ares
Section	24	N°	551	RD 63	avec	0,72	ares
Section	24	N°	555	RD 63	avec	2,61	ares
Section	24	N°	556	RD 63	avec	8,77	ares
Section	24	N°	557	RD 63	avec	3,40	ares
Section	24	N°	1050/200	RUE HECTOR BERLIOZ	avec	41,54	ares
Section	25	N°	82	RD 63	avec	3,21	ares
Section	25	N°	240	RD 63	avec	1,65	ares
Section	25	N°	308/124	RD 63	avec	0,47	ares
Section	25	N°	310/125	RD 63	avec	5,98	ares
Section	25	N°	311/129	RD 63	avec	0,28	ares
Section	25	N°	315/188	RD 63	avec	6,50	ares
Section	25	N°	327/196	RD 63	avec	3,70	ares
Section	25	N°	328/197	RD 63	avec	2,85	ares
Section	25	N°	331/279	RD 63	avec	1,97	ares
Section	25	N°	333/194	RD 63	avec	2,53	ares
Section	25	N°	343/279	RD 63	avec	3,74	ares
Section	25	N°	344/279	RD 63	avec	0,45	ares
Section	25	N°	368/159	RD 63	avec	0,19	ares
Section	25	N°	403/199	RD 63	avec	0,89	ares
Section	25	N°	409/159	RD 63	avec	0,11	ares
Section	25	N°	412	RD 63	avec	0,49	ares
Section	25	N°	416/199	RD 63	avec	1,85	ares
Section	25	N°	422/217	RD 63	avec	0,41	ares
Section	25	N°	436/214	RD 63	avec	9,30	ares

Section	25	N°	445/74	RD 63	avec	0,66	ares
Section	25	N°	447/75	RD 63	avec	0,58	ares
Section	25	N°	449/76	RD 63	avec	1,08	ares
Section	25	N°	451/77	RD 63	avec	1,58	ares
Section	25	N°	453/78	RD 63	avec	0,43	ares
Section	25	N°	455/79	RD 63	avec	1,80	ares
Section	25	N°	457/80	RD 63	avec	3,50	ares
Section	25	N°	459/83	RD 63	avec	3,21	ares
Section	25	N°	461/84	RD 63	avec	1,17	ares
Section	25	N°	463/85	RD 63	avec	2,04	ares
Section	25	N°	465/86	RD 63	avec	0,77	ares
Section	25	N°	467/87	RD 63	avec	0,43	ares
Section	25	N°	469/88	RD 63	avec	0,05	ares
Section	25	N°	471/94	RD 63	avec	1,11	ares
Section	25	N°	473	RD 63	avec	0,59	ares
Section	25	N°	475	RD 63	avec	0,68	ares
Section	25	N°	477/97	RD 63	avec	0,50	ares
Section	25	N°	479/98	RD 63	avec	2,32	ares
Section	25	N°	481/223	RD 63	avec	0,48	ares
Section	25	N°	483/92	RD 63	avec	12,10	ares
Section	25	N°	485/93	RD 63	avec	2,91	ares
Section	25	N°	487/94	RD 63	avec	1,09	ares
Section	25	N°	489/95	RD 63	avec	0,39	ares
Section	25	N°	491/96	RD 63	avec	0,24	ares
Section	25	N°	493/97	RD 63	avec	0,12	ares
Section	25	N°	495/98	RD 63	avec	0,12	ares
Section	25	N°	503/92	RD 63	avec	34,71	ares
Section	25	N°	558/225	RD 63	avec	6,04	ares
Section	25	N°	559/225	RD37	avec	0,02	ares
Section	25	N°	596/261	SCHELMENGRUB	avec	131,73	ares
Section	26	N°	228	RD 37	avec	3,18	ares
Section	26	N°	234	HEILIGENMATTEN	avec	23,37	ares
Section	26	N°	314	HEILIGENMATTEN	avec	44,11	ares
Section	26	N°	428	RD 37	avec	3,40	ares
Section	26	N°	745/273	KAEMPFMATTEN	avec	54,52	ares
Section	26	N°	1049/226	RD 37	avec	1,64	ares
Section	26	N°	1051/427	RD 37	avec	0,32	ares
Section	26	N°	1053/226	RD 37	avec	1,65	ares
Section	26	N°	1055/426	RD 37	avec	0,27	ares
Section	26	N°	1057/225	RD 37	avec	8,13	ares
Section	26	N°	1058/225	RD 37	avec	0,39	ares
Section	26	N°	1069/220	RD 37	avec	2,90	ares
Section	26	N°	1071/432	RD 37	avec	1,98	ares
Section	26	N°	1073/197	RD 37	avec	0,05	ares
Section	26	N°	1077/196	RD 37	avec	0,48	ares
Section	26	N°	1079/195	RD 37	avec	1,21	ares
Section	26	N°	1081/194	RD 37	avec	1,08	ares
Section	26	N°	1083/193	RD 37	avec	2,46	ares
Section	26	N°	1085/192	RD 37	avec	4,99	ares
Section	26	N°	1087/476	RD 37	avec	4,64	ares
Section	26	N°	1089/198	RD 37	avec	0,75	ares
Section	26	N°	1091/199	RD 37	avec	0,79	ares
Section	26	N°	1093/200	RD 37	avec	0,84	ares
Section	26	N°	1095/201	RD 37	avec	0,50	ares
Section	26	N°	1097/202	RD 37	avec	1,07	ares
Section	26	N°	1099/203	RD 37	avec	5,43	ares

Section	26	N°	1101/203	RD 37	avec	1,04	ares
Section	26	N°	1103/423	RD 37	avec	0,15	ares
Section	26	N°	1105/424	RD 37	avec	0,25	ares
Section	26	N°	1107/236	RD 37	avec	6,78	ares
Section	26	N°	1109/425	RD 37	avec	0,33	ares
Section	26	N°	1111/229	RD 37	avec	0,49	ares
Section	26	N°	1113/227	RD 37	avec	1,86	ares
Section	26	N°	1114/191	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	1,12	ares

28° Cadastrées, ban communal de SCHILTIGHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	13	N°	109	RUE DU BARRAGE	avec	34,82	ares
Section	13	N°	124/105	RUE DU BARRAGE	avec	4,67	ares
Section	14	N°	80/43	RUE DE LA MAIRIE	avec	4,02	ares
Section	15	N°	87	RUE DE LA MAIRIE	avec	23,44	ares
Section	17	N°	22	RUE CONTADES	avec	43,65	ares
Section	17	N°	25/21	RUE DU BARRAGE	avec	5,45	ares
Section	17	N°	156/1	RUE CONTADES	avec	2,86	ares
Section	30	N°	2	RUE SAINT-CHARLES	avec	21,98	ares
Section	31	N°	62	RUE SAINT-CHARLES	avec	45,65	ares
Section	31	N°	170/8	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,75	ares
Section	31	N°	172/8	RUE SAINT-CHARLES	avec	0,17	ares
Section	32	N°	26/4	RUE SAINT-CHARLES	avec	0,95	ares
Section	42	N°	69/1	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	0,51	ares
Section	42	N°	71/1	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	1,42	ares
Section	42	N°	73	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	0,57	ares
Section	42	N°	75/19	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	0,28	ares
Section	49	N°	36	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	25,46	ares
Section	50	N°	50	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	75,67	ares
Section	50	N°	182/50	RUE LECLERC	avec	0,10	ares
Section	50	N°	197/18	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	1,09	ares
Section	53	N°	81	RUE SAINT-CHARLES	avec	24,22	ares
Section	58	N°	107/101	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	2,09	ares
Section	58	N°	108/101	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	137,84	ares
Section	58	N°	109/101	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	20,95	ares
Section	58	N°	119/101	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	1,33	ares
Section	60	N°	239/104	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	202,83	ares
Section	62	N°	252/95	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	2,03	ares
Section	62	N°	280/176	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	1,28	ares
Section	62	N°	285/98	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	92,04	ares
Section	62	N°	286/98	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	0,02	ares
Section	62	N°	287/98	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	0,01	ares
Section	62	N°	288/39	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	3,84	ares
Section	62	N°	289/39	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	0,24	ares
Section	62	N°	345/46	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	10,25	ares
Section	63	N°	83	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	2,01	ares
Section	63	N°	186/70	RD 185	avec	1,43	ares
Section	63	N°	188/5	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	0,03	ares
Section	63	N°	190/6	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	0,74	ares
Section	63	N°	192/7	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	1,75	ares
Section	63	N°	194/8	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	4,21	ares
Section	63	N°	196/9	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	4,14	ares

Section	63	N°	199/10	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	4,08	ares
Section	63	N°	202/11	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	3,02	ares
Section	63	N°	205/12	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	2,36	ares
Section	63	N°	209/14	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	1,18	ares
Section	63	N°	212/14	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	1,36	ares
Section	63	N°	215/66	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	0,02	ares
Section	63	N°	217/84	CARREFOUR DE L'EUROPE	avec	8,76	ares

29° Cadastrées, ban communal de SOUFFELWEYERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	188	RUE D'OR	avec	14,08	ares
Section	01	N°	236/191	RUE D'OR	avec	5,27	ares
Section	01	N°	263/186	RUE DU CHEMIN DE FER	avec	7,62	ares
Section	02	N°	221/181	PLACE DU GAL DE GAULLE	avec	19,19	ares
Section	02	N°	327/305	RUE DU CANAL	avec	18,97	ares
Section	04	N°	196	RUE DU CANAL	avec	18,77	ares
Section	05	N°	166	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	13,78	ares
Section	05	N°	195/168	RUE DU CANAL	avec	42,84	ares
Section	05	N°	214/150	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,34	ares
Section	05	N°	216/151	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,89	ares
Section	05	N°	218/167	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,27	ares
Section	05	N°	249/151	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,70	ares
Section	08	N°	183/170	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	89,49	ares
Section	08	N°	495/47	RUE DU CANAL	avec	0,28	ares
Section	08	N°	497/45	RUE DU CANAL	avec	0,11	ares
Section	08	N°	498/44	RUE DU CANAL	avec	0,12	ares
Section	08	N°	818	RUE DU CANAL	avec	1,49	ares
Section	08	N°	819/51	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,94	ares
Section	12	N°	340/175	RUE DES TUILERIES	avec	0,05	ares
Section	14	N°	115(A)	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	7,09	ares
Section	14	N°	115(B)	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	1,69	ares
Section	14	N°	115(C)	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	2,93	ares
Section	14	N°	252	RUE DU CHEMIN DE FER	avec	18,60	ares
Section	14	N°	570/99	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	10,21	ares
Section	14	N°	571/99	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	3,91	ares
Section	15	N°	565/200	RUE DU CHEMIN DE FER	avec	43,74	ares

30° Cadastrées, ban communal de STRASBOURG
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	46	N°	42/1	ROUTE DE SCHIRMECK	avec	19,86	ares
Section	AZ	N°	419/84	RUE DU PETERSGARTEN	avec	1,60	ares

31° Cadastrées, ban communal de VENDENHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	63/20	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,29	ares
Section	02	N°	69/1	PLACE DES ROSES	avec	16,36	ares
Section	02	N°	78/15	ROUTE DE BRUMATH	avec	9,91	ares
Section	02	N°	112/61	ROUTE DE BRUMATH	avec	7,01	ares
Section	02	N°	137/63	ROUTE DE BRUMATH	avec	6,53	ares
Section	03	N°	79/1	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,72	ares
Section	03	N°	80/7	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,94	ares
Section	03	N°	84/1	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,60	ares
Section	04	N°	61/16	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,29	ares
Section	04	N°	62/19	ROUTE DE STRASBOURG	avec	2,59	ares
Section	04	N°	65/14	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,06	ares
Section	04	N°	71/22	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,84	ares
Section	04	N°	73/22	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,71	ares
Section	04	N°	88/14	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,80	ares
Section	04	N°	121/43	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	17,33	ares
Section	04	N°	122/44	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	9,54	ares
Section	04	N°	149/41	ROUTE DE STRASBOURG	avec	43,83	ares
Section	05	N°	48	RUE LIGNEE	avec	12,85	ares
Section	05	N°	49	RUE LIGNEE	avec	13,73	ares
Section	05	N°	73	ROUTE DE BRUMATH	avec	3,60	ares
Section	05	N°	121/47	ROUTE DE BRUMATH	avec	70,61	ares
Section	05	N°	122/47	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,68	ares
Section	06	N°	92	RUE LIGNEE	avec	20,16	ares
Section	07	N°	107	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	21,74	ares
Section	07	N°	113/107	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,11	ares
Section	07	N°	137/3	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,07	ares
Section	07	N°	168/15	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,15	ares
Section	08	N°	154/7	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,26	ares
Section	09	N°	156	RUE DU GAL LECLERC	avec	21,86	ares
Section	09	N°	172/156	RUE LIGNEE	avec	16,16	ares
Section	10	N°	89	RUE DU GAL LECLERC	avec	27,05	ares
Section	11	N°	77	RUE DU MOULIN	avec	29,91	ares
Section	11	N°	89/77	RUE HOHL	avec	12,10	ares
Section	11	N°	94/50	RUE DU MOULIN	avec	0,20	ares
Section	11	N°	101/54	RUE DU MOULIN	avec	0,19	ares
Section	11	N°	102/54	RUE DU MOULIN	avec	0,36	ares
Section	24	N°	1	RD 301	avec	14,09	ares
Section	24	N°	2	RD 301	avec	14,18	ares
Section	24	N°	43/12	RD 301	avec	246,52	ares
Section	24	N°	46/5	RD 301	avec	9,34	ares
Section	24	N°	48/5	RD 301	avec	32,97	ares
Section	24	N°	70	RD 301	avec	0,28	ares
Section	27	N°	65/12	RD 37	avec	4,40	ares
Section	27	N°	66/50	RD 37	avec	17,65	ares
Section	27	N°	67/50	RD 37	avec	9,47	ares
Section	30	N°	5	RD 226	avec	75,77	ares
Section	30	N°	6	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	22,81	ares
Section	31	N°	28	RD 226	avec	87,52	ares
Section	31	N°	50/26	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	131,30	ares
Section	31	N°	52/27	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	69,35	ares
Section	31	N°	55/29	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	5,86	ares

Section	38	N°	176	ROUTE DE STRASBOURG	avec	88,83	ares
Section	38	N°	667/176	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,24	ares
Section	38	N°	673/176	ROUTE DE STRASBOURG	avec	6,56	ares
Section	38	N°	674/176	ROUTE DE STRASBOURG	avec	3,06	ares
Section	45	N°	72	RUE DE BERSTETT	avec	6,93	ares
Section	45	N°	73	RUE DE BERSTETT	avec	5,35	ares
Section	45	N°	74	RUE DE BERSTETT	avec	5,88	ares
Section	45	N°	75	RUE DE BERSTETT	avec	4,52	ares
Section	45	N°	76	RUE DE BERSTETT	avec	17,74	ares
Section	45	N°	77	RUE DE BERSTETT	avec	0,68	ares
Section	45	N°	78	RUE DE BERSTETT	avec	1,30	ares
Section	45	N°	93	RUE DE BERSTETT	avec	8,10	ares
Section	45	N°	94	RUE DE BERSTETT	avec	6,26	ares
Section	45	N°	95	RUE DE BERSTETT	avec	2,42	ares
Section	45	N°	277/94	RUE DE BERSTETT	avec	4,30	ares
Section	45	N°	328/101	RUE DE BERSTETT	avec	6,29	ares
Section	45	N°	330/100	RUE DE BERSTETT	avec	1,13	ares
Section	45	N°	331	RUE DE BERSTETT	avec	0,72	ares
Section	45	N°	332	RUE DE BERSTETT	avec	0,69	ares
Section	45	N°	333	RUE DE BERSTETT	avec	1,99	ares
Section	45	N°	335/59	RUE DE BERSTETT	avec	0,85	ares
Section	45	N°	337/60	RUE DE BERSTETT	avec	0,60	ares
Section	45	N°	339/61	RUE DE BERSTETT	avec	0,65	ares
Section	45	N°	341/62	RUE DE BERSTETT	avec	0,70	ares
Section	45	N°	343/63	RUE DE BERSTETT	avec	0,63	ares
Section	45	N°	344	RUE DE BERSTETT	avec	0,71	ares
Section	45	N°	346/79	RUE DE BERSTETT	avec	1,42	ares
Section	45	N°	348/80	RUE DE BERSTETT	avec	0,96	ares
Section	45	N°	350/81	RUE DE BERSTETT	avec	0,45	ares
Section	45	N°	352/82	RUE DE BERSTETT	avec	0,19	ares
Section	45	N°	459	RUE HOHL	avec	0,43	ares
Section	45	N°	460	RUE HOHL	avec	0,45	ares
Section	45	N°	508	RUE DE BERSTETT	avec	10,74	ares
Section	46	N°	1021/54	RUE DU VIGNOBLE	avec	0,10	ares
Section	47	N°	760/89	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,04	ares
Section	47	N°	763/78	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,19	ares
Section	47	N°	765/79	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,92	ares
Section	47	N°	769/80	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	3,09	ares
Section	47	N°	771/80	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	4,31	ares
Section	47	N°	773/81	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,23	ares
Section	47	N°	775/82	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	10,39	ares
Section	47	N°	777/88	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	26,76	ares
Section	47	N°	778	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	9,16	ares
Section	47	N°	785	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,25	ares
Section	47	N°	787	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	2,16	ares
Section	47	N°	972/89	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,84	ares
Section	51	N°	436/1	RUE HOHL	avec	0,23	ares
Section	55	N°	242/9	ROUTE DE BRUMATH	avec	8,95	ares
Section	55	N°	265/187	ROUTE DE BRUMATH	avec	19,89	ares
Section	56	N°	228/186	RD 226	avec	10,32	ares
Section	56	N°	231/186	RD 226	avec	8,43	ares
Section	56	N°	232/186	RD 226	avec	9,85	ares
Section	56	N°	233/186	RD 226	avec	8,51	ares
Section	56	N°	237/186	RD 226	avec	25,58	ares
Section	56	N°	260/186	RD 226	avec	128,94	ares
Section	57	N°	148/142	RD 226	avec	304,85	ares
Section	57	N°	152/142	RD 226	avec	12,68	ares

Section	57	N°	162/121	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	124,84	ares

32° Cadastrées, ban communal de LA WANTZENAU
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	02	N°	38	RUE DU CIMETIERE	avec	9,70	ares
Section	02	N°	52/17	RUE DU GENERAL DE GAULLE	avec	0,09	ares
Section	04	N°	36	RUE DE LA GARE	avec	23,18	ares
Section	04	N°	47/36	RUE DE LA GARE	avec	7,25	ares
Section	04	N°	48/36	RUE DU GENERAL DE GAULLE	avec	37,30	ares
Section	08	N°	41	RUE DES HEROS	avec	27,71	ares
Section	10	N°	38	RUE DES HEROS	avec	30,75	ares
Section	12	N°	42	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	41,54	ares
Section	20	N°	160/137	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	3,51	ares
Section	21	N°	156	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	87,88	ares
Section	21	N°	174/155	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	22,10	ares
Section	21	N°	175/155	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	0,19	ares
Section	21	N°	178/107	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	2,34	ares
Section	21	N°	247/110	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	1,40	ares
Section	22	N°	123	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	25,30	ares
Section	22	N°	293/120	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	1,95	ares
Section	23	N°	185/142	RD 223	avec	0,22	ares
Section	23	N°	186/142	RD 223	avec	0,17	ares
Section	23	N°	212/103	RD 223	avec	0,29	ares
Section	23	N°	216/155	RD 223	avec	0,23	ares
Section	23	N°	235/82	RD 223	avec	0,22	ares
Section	23	N°	238/80	RD 223	avec	0,23	ares
Section	23	N°	241/78	RD 223	avec	0,30	ares
Section	23	N°	243/155	RD 223	avec	103,87	ares
Section	24	N°	45	RD 223	avec	12,89	ares
Section	26	N°	99	RD 223	avec	45,19	ares
Section	27	N°	121/3	RD 223	avec	36,85	ares
Section	30	N°	205/1	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,26	ares
Section	30	N°	207/10	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,19	ares
Section	30	N°	209/11	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,16	ares
Section	30	N°	211/12	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,16	ares
Section	30	N°	213/13	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,18	ares
Section	30	N°	215/14	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,18	ares
Section	30	N°	217/15	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,75	ares
Section	30	N°	219/23	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,21	ares
Section	30	N°	221/24	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	30	N°	223/25	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,40	ares
Section	30	N°	225/26	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	30	N°	227/27	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares

Section	30	N°	229/28	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	30	N°	233/30	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	30	N°	237/32	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	30	N°	239/33	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	30	N°	241/34	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,40	ares
Section	30	N°	243/35	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,40	ares
Section	30	N°	245/36	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,25	ares
Section	30	N°	247/37	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,25	ares
Section	30	N°	249/37	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,26	ares
Section	30	N°	251/38	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,48	ares
Section	30	N°	253/38	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,51	ares
Section	30	N°	255/39	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,26	ares
Section	30	N°	257/40	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,26	ares
Section	30	N°	259/41	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,26	ares
Section	30	N°	261/42	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,26	ares
Section	30	N°	263/43	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,27	ares
Section	30	N°	265/44	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,69	ares
Section	33	N°	277/243	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,31	ares
Section	33	N°	279/242	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,28	ares
Section	33	N°	281/241	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,25	ares
Section	33	N°	283/241	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,22	ares
Section	33	N°	285/240	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	33	N°	287/239	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,39	ares
Section	33	N°	289/238	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,36	ares
Section	33	N°	291/237	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,34	ares
Section	33	N°	293/236	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,25	ares
Section	33	N°	295/236	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,24	ares
Section	33	N°	297/235	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,16	ares
Section	33	N°	299/234	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,16	ares
Section	33	N°	303/232	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,31	ares
Section	33	N°	307/230	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,14	ares
Section	34	N°	154/144	RD 468	avec	0,39	ares
Section	34	N°	156/108	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,66	ares
Section	34	N°	158/109	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,51	ares
Section	34	N°	160/110	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,51	ares
Section	34	N°	162/111	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,99	ares
Section	34	N°	164/112	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,97	ares
Section	34	N°	166/113	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,94	ares
Section	34	N°	168/114	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,90	ares
Section	34	N°	170/115	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,52	ares
Section	34	N°	172/116	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,42	ares
Section	34	N°	174/117	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,47	ares
Section	34	N°	176/118	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,94	ares
Section	34	N°	178/119	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,65	ares
Section	34	N°	180/120	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,30	ares
Section	34	N°	182/121	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,13	ares
Section	34	N°	184/123	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,24	ares
Section	34	N°	186/65	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,36	ares
Section	34	N°	188/64	ROUTE DE STRASBOURG	avec	2,14	ares
Section	34	N°	190/63	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,34	ares
Section	34	N°	192/62	ROUTE DE STRASBOURG	avec	3,51	ares
Section	34	N°	194/142	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,16	ares
Section	34	N°	196/148	ROUTE DE STRASBOURG	avec	2,48	ares
Section	34	N°	197/148	ROUTE DE STRASBOURG	avec	2,48	ares
Section	34	N°	199/124	ROUTE DE STRASBOURG	avec	16,20	ares
Section	34	N°	201/125	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,50	ares

Section	34	N°	203/126	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,23	ares
Section	34	N°	205/127	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,94	ares
Section	34	N°	207/128	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,71	ares
Section	34	N°	209/129	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,58	ares
Section	34	N°	211/130	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,49	ares
Section	34	N°	213/131	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,41	ares
Section	34	N°	215/132	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,37	ares
Section	34	N°	217/133	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,38	ares
Section	34	N°	219/134	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,27	ares
Section	34	N°	221/135	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,25	ares
Section	34	N°	227/139	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,20	ares
Section	35	N°	39/1	RD 468	avec	0,47	ares
Section	35	N°	41/2	RD 468	avec	0,47	ares
Section	35	N°	43/5	RD 468	avec	0,79	ares
Section	35	N°	45/6	RD 468	avec	0,40	ares
Section	35	N°	47/7	RD 468	avec	0,75	ares
Section	35	N°	49/8	RD 468	avec	0,74	ares
Section	35	N°	51/9	RD 468	avec	0,64	ares
Section	35	N°	53/10	RD 468	avec	0,28	ares
Section	35	N°	55/11	RD 468	avec	0,32	ares
Section	35	N°	57/1	RD 468	avec	0,02	ares
Section	36	N°	202/175	RD 468	avec	0,55	ares
Section	36	N°	204/1	RD 468	avec	10,69	ares
Section	36	N°	206/2	RD 468	avec	0,92	ares
Section	36	N°	208/176	RD 468	avec	0,06	ares
Section	36	N°	210/33	RD 468	avec	2,44	ares
Section	36	N°	212/34	RD 468	avec	3,73	ares
Section	36	N°	214/177	RD 468	avec	0,15	ares
Section	36	N°	216/35	RD 468	avec	0,69	ares
Section	36	N°	218/36	RD 468	avec	0,77	ares
Section	36	N°	220/37	RD 468	avec	0,52	ares
Section	36	N°	222/38	RD 468	avec	0,49	ares
Section	36	N°	224/39	RD 468	avec	0,48	ares
Section	36	N°	226/179	RD 468	avec	0,14	ares
Section	36	N°	228/40	RD 468	avec	0,41	ares
Section	36	N°	230/41	RD 468	avec	0,39	ares
Section	36	N°	232/42	RD 468	avec	0,36	ares
Section	36	N°	234/43	RD 468	avec	0,71	ares
Section	36	N°	236/44	RD 468	avec	0,58	ares
Section	36	N°	238/45	RD 468	avec	0,69	ares
Section	36	N°	240/46	RD 468	avec	1,33	ares
Section	36	N°	242/47	RD 468	avec	0,19	ares
Section	36	N°	244/48	RD 468	avec	0,54	ares
Section	36	N°	246/49	RD 468	avec	1,54	ares
Section	36	N°	248/180	RD 468	avec	0,12	ares
Section	36	N°	250/59	RD 468	avec	2,31	ares
Section	36	N°	252/63	RD 468	avec	0,82	ares
Section	36	N°	254/64	RD 468	avec	1,75	ares
Section	36	N°	256/65	RD 468	avec	1,05	ares
Section	36	N°	258/66	RD 468	avec	1,23	ares
Section	36	N°	260/67	RD 468	avec	3,61	ares
Section	36	N°	262/68	RD 468	avec	4,51	ares
Section	39	N°	91/2	RD 468	avec	1,36	ares
Section	39	N°	93/75	RD 468	avec	0,94	ares
Section	39	N°	95/4	RD 468	avec	1,36	ares
Section	39	N°	97/5	RD 468	avec	12,48	ares

Section	39	N°	99/7	RD 468	avec	0,24	ares
Section	39	N°	101/78	RD 468	avec	0,18	ares
Section	39	N°	103/21	RD 468	avec	0,08	ares
Section	39	N°	105/25	RD 468	avec	4,01	ares
Section	39	N°	113/79	RD 468	avec	0,27	ares
Section	39	N°	115/26	RD 468	avec	4,16	ares
Section	39	N°	117/27	RD 468	avec	1,59	ares
Section	39	N°	119/29	RD 468	avec	10,12	ares
Section	40	N°	114/33	RD 468	avec	0,82	ares
Section	40	N°	115/33	RD 468	avec	1,18	ares
Section	40	N°	117/34	RD 468	avec	1,23	ares
Section	40	N°	119/35	RD 468	avec	1,19	ares
Section	40	N°	121/36	RD 468	avec	2,80	ares
Section	40	N°	123/37	RD 468	avec	0,81	ares
Section	40	N°	125/38	RD 468	avec	0,79	ares
Section	40	N°	127/39	RD 468	avec	1,63	ares
Section	40	N°	129/40	RD 468	avec	0,48	ares
Section	40	N°	131/41	RD 468	avec	0,89	ares
Section	40	N°	133/42	RD 468	avec	0,91	ares
Section	40	N°	135/43	RD 468	avec	0,94	ares
Section	40	N°	139/44	RD 468	avec	0,75	ares
Section	40	N°	141/45	RD 468	avec	1,00	ares
Section	40	N°	143/46	RD 468	avec	1,52	ares
Section	40	N°	147/101	RD 468	avec	1,88	ares
Section	40	N°	149/48	RD 468	avec	0,44	ares
Section	40	N°	151/49	RD 468	avec	0,55	ares
Section	40	N°	153/50	RD 468	avec	1,06	ares
Section	40	N°	155/51	RD 468	avec	0,55	ares
Section	40	N°	157/52	RD 468	avec	0,55	ares
Section	40	N°	161/54	RD 468	avec	0,98	ares
Section	40	N°	163/54	RD 468	avec	1,33	ares
Section	40	N°	165/55	RD 468	avec	0,69	ares
Section	40	N°	167/56	RD 468	avec	1,81	ares
Section	40	N°	169/57	RD 468	avec	1,14	ares
Section	40	N°	171/58	RD 468	avec	1,58	ares
Section	40	N°	173/59	RD 468	avec	1,63	ares
Section	40	N°	175/60	RD 468	avec	1,59	ares
Section	40	N°	177/62	RD 468	avec	0,79	ares
Section	40	N°	179/63	RD 468	avec	0,77	ares
Section	40	N°	181/64	RD 468	avec	0,74	ares
Section	40	N°	183/65	RD 468	avec	2,06	ares
Section	40	N°	185/66	RD 468	avec	0,62	ares
Section	40	N°	187/67	RD 468	avec	0,56	ares
Section	40	N°	189/68	RD 468	avec	0,52	ares
Section	40	N°	193/70	RD 468	avec	0,64	ares
Section	40	N°	197/72	RD 468	avec	0,81	ares
Section	40	N°	199/73	RD 468	avec	0,89	ares
Section	40	N°	201/74	RD 468	avec	0,97	ares
Section	40	N°	203/75	RD 468	avec	1,04	ares
Section	40	N°	205/76	RD 468	avec	1,12	ares
Section	40	N°	207/77	RD 468	avec	1,18	ares
Section	40	N°	209/78	RD 468	avec	1,25	ares
Section	40	N°	211/79	RD 468	avec	1,31	ares
Section	40	N°	213/80	RD 468	avec	1,38	ares
Section	40	N°	215/81	RD 468	avec	2,00	ares
Section	40	N°	217/81	RD 468	avec	2,33	ares

Section	40	N°	219/82	RD 468	avec	3,00	ares
Section	40	N°	221/83	RD 468	avec	1,61	ares
Section	40	N°	223/84	RD 468	avec	1,57	ares
Section	40	N°	225/85	RD 468	avec	1,54	ares
Section	40	N°	227/86	RD 468	avec	1,50	ares
Section	40	N°	229/87	RD 468	avec	1,46	ares
Section	40	N°	231/88	RD 468	avec	1,29	ares
Section	40	N°	233/89	RD 468	avec	1,25	ares
Section	40	N°	235/90	RD 468	avec	1,22	ares
Section	40	N°	237/93	RD 468	avec	1,66	ares
Section	40	N°	239/94	RD 468	avec	1,59	ares
Section	40	N°	241/95	RD 468	avec	1,51	ares
Section	40	N°	243/96	RD 468	avec	6,93	ares
Section	41	N°	182/159	STEINERHOTWEG	avec	0,57	ares
Section	41	N°	184/156	RD 468	avec	1,68	ares
Section	41	N°	186/155	RD 468	avec	1,37	ares
Section	41	N°	188/155	RD 468	avec	0,66	ares
Section	41	N°	190/155	RD 468	avec	0,66	ares
Section	41	N°	192/154	RD 468	avec	0,53	ares
Section	41	N°	194/153	RD 468	avec	0,53	ares
Section	41	N°	196/152	RD 468	avec	0,53	ares
Section	41	N°	198/151	RD 468	avec	0,52	ares
Section	41	N°	200/150	RD 468	avec	0,52	ares
Section	41	N°	202/149	RD 468	avec	0,52	ares
Section	41	N°	204/148	RD 468	avec	0,52	ares
Section	41	N°	206/147	RD 468	avec	0,51	ares
Section	41	N°	208/146	RD 468	avec	1,02	ares
Section	41	N°	210/146	RD 468	avec	1,00	ares
Section	41	N°	212/145	RD 468	avec	0,52	ares
Section	41	N°	214/144	RD 468	avec	0,55	ares
Section	41	N°	216/143	RD 468	avec	0,59	ares
Section	41	N°	218/142	RD 468	avec	1,28	ares
Section	41	N°	220/142	RD 468	avec	0,67	ares
Section	41	N°	222/141	RD 468	avec	0,74	ares
Section	41	N°	224/140	RD 468	avec	0,80	ares
Section	41	N°	226/139	RD 468	avec	0,85	ares
Section	41	N°	228/138	RD 468	avec	0,82	ares
Section	41	N°	230/137	RD 468	avec	0,77	ares
Section	41	N°	232/136	RD 468	avec	0,73	ares
Section	41	N°	234/135	RD 468	avec	1,33	ares
Section	41	N°	236/134	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,60	ares
Section	41	N°	238/133	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,53	ares
Section	41	N°	240/132	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,51	ares
Section	41	N°	242/131	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,53	ares
Section	41	N°	244/130	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,54	ares
Section	41	N°	246/129	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,54	ares
Section	41	N°	248/128	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	250/127	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	252/126	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	254/126	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,56	ares
Section	41	N°	256/125	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,48	ares
Section	41	N°	258/124	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,48	ares
Section	41	N°	260/123	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	262/122	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,14	ares
Section	41	N°	266/120	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,56	ares
Section	41	N°	268/119	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,56	ares

Section	41	N°	270/118	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,57	ares
Section	41	N°	272/117	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,87	ares
Section	41	N°	274/116	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,46	ares
Section	41	N°	276/115	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,57	ares
Section	41	N°	278/114	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,54	ares
Section	41	N°	280/113	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	282/112	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,91	ares
Section	41	N°	284/111	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,59	ares
Section	41	N°	286/110	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,81	ares
Section	41	N°	288/109	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,58	ares
Section	41	N°	290/108	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,59	ares
Section	41	N°	294/106	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,59	ares
Section	41	N°	296/105	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,59	ares
Section	41	N°	298/104	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,58	ares
Section	41	N°	300/103	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,58	ares
Section	41	N°	302/102	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,57	ares
Section	41	N°	304/101	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,56	ares
Section	41	N°	306/100	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	308/99	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,56	ares
Section	41	N°	310/98	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,62	ares
Section	41	N°	312/97	RD 468	avec	0,66	ares
Section	41	N°	314/96	RD 468	avec	0,71	ares
Section	41	N°	316/95	RD 468	avec	0,73	ares
Section	41	N°	318/94	RD 468	avec	1,00	ares
Section	41	N°	320/93	RD 468	avec	1,05	ares
Section	41	N°	322/92	RD 468	avec	0,66	ares
Section	41	N°	324/91	RD 468	avec	0,66	ares
Section	41	N°	326/90	RD 468	avec	0,83	ares
Section	41	N°	328/89	RD 468	avec	0,81	ares
Section	41	N°	330/88	RD 468	avec	0,80	ares
Section	41	N°	332/87	RD 468	avec	0,78	ares
Section	41	N°	334/87	RD 468	avec	0,75	ares
Section	41	N°	336/86	RD 468	avec	1,07	ares
Section	41	N°	338/85	RD 468	avec	1,01	ares
Section	41	N°	340/84	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,64	ares
Section	41	N°	342/83	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,61	ares
Section	41	N°	344/82	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,59	ares
Section	41	N°	346/81	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,58	ares
Section	41	N°	348/80	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	350/79	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,54	ares
Section	41	N°	352/78	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,53	ares
Section	41	N°	354/77	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,52	ares
Section	41	N°	356/76	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,55	ares
Section	41	N°	358/75	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,57	ares
Section	41	N°	360/74	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,57	ares
Section	41	N°	362/73	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,61	ares
Section	41	N°	364/72	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,59	ares
Section	41	N°	368/70	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,57	ares
Section	41	N°	370/69	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,60	ares
Section	41	N°	372/69	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,62	ares
Section	41	N°	374/68	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,63	ares
Section	41	N°	376/67	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,62	ares
Section	41	N°	378/66	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,33	ares
Section	41	N°	380/65	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,96	ares
Section	41	N°	382/65	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,94	ares
Section	41	N°	384/64	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,61	ares

Section	41	N°	386/63	RD 468	avec	3,49	ares
Section	46	N°	45/2	RD 301	avec	123,75	ares
Section	46	N°	47/2	RD 301	avec	292,93	ares
Section	47	N°	48/3	RD 301	avec	113,20	ares
Section	48	N°	165/72	RD 301	avec	139,33	ares
Section	49	N°	153	RD 301	avec	0,67	ares
Section	49	N°	186/129	RD 301	avec	0,04	ares
Section	49	N°	188/124	RD 301	avec	53,13	ares
Section	49	N°	191/145	RD 301	avec	0,03	ares
Section	49	N°	196/152	RD 301	avec	1,81	ares
Section	49	N°	203/145	RD 301	avec	1,40	ares
Section	49	N°	205/146	RUE DE LAUTERBOURG	avec	3,59	ares
Section	49	N°	206/146	RUE DE LAUTERBOURG	avec	0,60	ares
Section	49	N°	208/180	RUE DE LAUTERBOURG	avec	1,23	ares
Section	49	N°	210/155	RUE DE LAUTERBOURG	avec	2,90	ares
Section	49	N°	211/155	RUE DE LAUTERBOURG	avec	0,70	ares
Section	49	N°	213/157	RUE DE LAUTERBOURG	avec	0,43	ares
Section	49	N°	215/144	RD 301	avec	0,55	ares
Section	49	N°	217/124	RD 301	avec	0,08	ares
Section	49	N°	219/125	RD 301	avec	0,16	ares
Section	49	N°	221/126	RD 301	avec	0,25	ares
Section	49	N°	223/127	RD 301	avec	0,28	ares
Section	49	N°	224/128	RD 301	avec	0,19	ares
Section	49	N°	225/128	RD 301	avec	0,32	ares
Section	49	N°	227/158	RD 301	avec	0,34	ares
Section	49	N°	231/144	RD 301	avec	0,27	ares
Section	49	N°	233/147	RD 301	avec	0,57	ares
Section	49	N°	235/148	RD 301	avec	0,29	ares
Section	49	N°	237/149	RD 301	avec	0,02	ares
Section	49	N°	239/144	RD 301	avec	0,16	ares
Section	49	N°	243/148	RD 301	avec	0,21	ares
Section	49	N°	245/149	RD 301	avec	0,15	ares
Section	49	N°	246/144	RD 301	avec	1,01	ares
Section	49	N°	247/144	RD 301	avec	1,19	ares
Section	50	N°	193/141	RD 223	avec	20,16	ares
Section	50	N°	198/151	RD 223	avec	5,58	ares
Section	50	N°	200/143	RD 223	avec	0,79	ares
Section	50	N°	202/142	RD 223	avec	0,92	ares
Section	50	N°	204/141	RD 223	avec	0,66	ares
Section	51	N°	172	RD 223	avec	78,10	ares
Section	51	N°	180/48	RD 223	avec	5,08	ares
Section	51	N°	181/49	RD 223	avec	7,98	ares
Section	51	N°	182/50	RD 223	avec	12,32	ares
Section	52	N°	33	RD 223	avec	0,37	ares
Section	52	N°	34	RD 223	avec	1,79	ares
Section	52	N°	35	RD 223	avec	2,95	ares
Section	52	N°	36	RD 223	avec	3,80	ares
Section	52	N°	37	RD 223	avec	4,31	ares
Section	52	N°	38	RD 223	avec	4,27	ares
Section	52	N°	39	RD 223	avec	4,23	ares
Section	52	N°	41	RD 223	avec	4,07	ares
Section	52	N°	221/42	RD 223	avec	3,98	ares
Section	52	N°	222/43	RD 223	avec	11,03	ares
Section	52	N°	223/44	RD 223	avec	3,53	ares
Section	52	N°	224/45	RD 223	avec	3,42	ares
Section	52	N°	225/46	RD 223	avec	3,29	ares

Section	52	N°	226/47	RD 223	avec	3,18	ares
Section	52	N°	227/48	RD 223	avec	6,32	ares
Section	52	N°	228/49	RD 223	avec	2,96	ares
Section	52	N°	229/50	RD 223	avec	2,84	ares
Section	52	N°	230/51	RD 223	avec	2,74	ares
Section	52	N°	231/52	RD 223	avec	2,57	ares
Section	52	N°	232/53	RD 223	avec	2,45	ares
Section	52	N°	233/55	RD 223	avec	2,27	ares
Section	52	N°	234/56	RD 223	avec	2,21	ares
Section	52	N°	235/57	RD 223	avec	8,16	ares
Section	52	N°	236/58	RD 223	avec	1,96	ares
Section	52	N°	237/59	RD 223	avec	1,94	ares
Section	52	N°	238/59	RD 223	avec	1,91	ares
Section	52	N°	239/59	RD 223	avec	1,90	ares
Section	52	N°	240/60	RD 223	avec	1,90	ares
Section	52	N°	241/61	RD 223	avec	1,90	ares
Section	52	N°	242/62	RD 223	avec	1,91	ares
Section	52	N°	243/63	RD 223	avec	1,90	ares
Section	52	N°	244/64	RD 223	avec	1,91	ares
Section	52	N°	245/65	RD 223	avec	3,88	ares
Section	52	N°	246/66	RD 223	avec	6,87	ares
Section	52	N°	247/67	RD 223	avec	4,97	ares
Section	52	N°	256/40	RD 223	avec	4,18	ares
Section	52	N°	263/57	RD 302	avec	67,37	ares
Section	52	N°	451/43	RD 302	avec	130,74	ares
Section	52	N°	452/6	RD 302	avec	27,75	ares
Section	52	N°	453/28	RD 223	avec	5,64	ares
Section	52	N°	454/57	RD 302	avec	23,80	ares
Section	52	N°	455/184	RD 223	avec	124,16	ares
Section	55	N°	165/106	RD 468	avec	4,05	ares
Section	55	N°	167/105	RD 468	avec	0,33	ares
Section	55	N°	169/104	RD 468	avec	0,01	ares
Section	55	N°	170/154	RD 468	avec	0,43	ares
Section	56	N°	222	RD 223	avec	21,36	ares
Section	56	N°	241	RD 223	avec	3,91	ares
Section	56	N°	243/1	RD 223	avec	0,87	ares
Section	56	N°	247/218	RD 468	avec	3,84	ares
Section	56	N°	257/214	RD 468	avec	4,88	ares
Section	56	N°	259/213	RD 468	avec	4,12	ares
Section	56	N°	261/199	RD 468	avec	4,55	ares
Section	56	N°	263/198	RD 468	avec	3,64	ares
Section	56	N°	265/174	RD 468	avec	3,80	ares
Section	56	N°	267/171	RD 468	avec	5,98	ares
Section	56	N°	269/170	RD 468	avec	3,06	ares
Section	56	N°	271/158	RD 468	avec	3,51	ares
Section	56	N°	273/157	RD 468	avec	2,93	ares
Section	57	N°	315/7	RD 468	avec	2,39	ares
Section	57	N°	317/8	RD 468	avec	0,44	ares
Section	57	N°	319/9	RD 468	avec	0,43	ares
Section	57	N°	321/10	RD 468	avec	0,82	ares
Section	57	N°	323/11	RD 468	avec	0,86	ares
Section	57	N°	325/12	RD 468	avec	0,77	ares
Section	57	N°	327/13	RD 468	avec	0,71	ares
Section	57	N°	329/14	RD 468	avec	0,69	ares
Section	57	N°	331/15	RD 468	avec	0,65	ares
Section	57	N°	333/16	RD 468	avec	0,45	ares

Section	57	N°	335/17	RD 468	avec	0,31	ares
Section	57	N°	337/18	RD 468	avec	0,67	ares
Section	57	N°	339/19	RD 468	avec	0,64	ares
Section	57	N°	343/21	RD 468	avec	0,56	ares
Section	57	N°	345/22	RD 468	avec	0,44	ares
Section	57	N°	347/23	RD 468	avec	0,47	ares
Section	57	N°	349/37	RD 468	avec	5,91	ares
Section	57	N°	351/38	RD 468	avec	1,05	ares
Section	57	N°	353/39	RD 468	avec	0,25	ares
Section	57	N°	355/40	RD 468	avec	0,24	ares
Section	57	N°	357/41	RD 468	avec	0,54	ares
Section	57	N°	359/42	RD 468	avec	0,28	ares
Section	57	N°	361/43	RD 468	avec	0,46	ares
Section	57	N°	363/45	RD 468	avec	0,18	ares
Section	57	N°	365/46	RD 468	avec	0,35	ares
Section	57	N°	367/47	RD 468	avec	0,17	ares
Section	57	N°	369/48	RD 468	avec	0,20	ares
Section	57	N°	371/49	RD 468	avec	0,37	ares
Section	57	N°	373/50	RD 468	avec	0,18	ares
Section	57	N°	375/51	RD 468	avec	0,24	ares
Section	57	N°	377/52	RD 468	avec	0,23	ares
Section	57	N°	379/53	RD 468	avec	0,16	ares
Section	57	N°	381/53	RD 468	avec	0,21	ares
Section	57	N°	383/54	RD 468	avec	0,20	ares
Section	57	N°	385/55	RD 468	avec	0,19	ares
Section	57	N°	387/56	RD 468	avec	0,14	ares
Section	57	N°	389/57	RD 468	avec	0,14	ares
Section	57	N°	391/58	RD 468	avec	0,14	ares
Section	57	N°	393/59	RD 468	avec	0,23	ares
Section	57	N°	395/60	RD 468	avec	0,29	ares
Section	57	N°	397/61	RD 468	avec	0,46	ares
Section	57	N°	399/62	RD 468	avec	0,40	ares
Section	57	N°	401/63	RD 468	avec	0,35	ares
Section	57	N°	403/64	RD 468	avec	0,13	ares
Section	57	N°	405/65	RD 468	avec	0,14	ares
Section	57	N°	407/66	RD 468	avec	0,27	ares
Section	57	N°	409/67	RD 468	avec	0,61	ares
Section	57	N°	411/68	RD 468	avec	1,09	ares
Section	57	N°	413/69	RD 468	avec	1,13	ares
Section	57	N°	415/233	RD 468	avec	0,33	ares
Section	57	N°	417/70	RD 468	avec	5,47	ares
Section	58	N°	118/1	RUE DE LAUTERBOURG	avec	8,06	ares
Section	58	N°	120/9	RD 223	avec	1,62	ares
Section	58	N°	122/102	RUE DE LAUTERBOURG	avec	0,20	ares
Section	58	N°	124/9	RD 223	avec	4,06	ares
Section	58	N°	126/10	RD 223	avec	1,78	ares
Section	58	N°	128/11	RD 223	avec	0,93	ares
Section	58	N°	130/12	RD 223	avec	0,84	ares
Section	58	N°	132/16	RD 223	avec	6,55	ares
Section	58	N°	134/17	RD 223	avec	10,84	ares
Section	58	N°	136/20	RD 468	avec	1,57	ares
Section	58	N°	138/100	RD 468	avec	2,84	ares
Section	58	N°	140/21	RD 468	avec	0,49	ares
Section	58	N°	142/22	RD 468	avec	1,11	ares
Section	58	N°	144/23	RD 468	avec	10,39	ares
Section	58	N°	146/103	RD 468	avec	1,10	ares

33° Cadastrées, ban communal de WOLFISHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Section	01	N°	92	RUE DU MOULIN	avec	30,41	ares
Section	02	N°	107	RUE DES SEIGNEURS	avec	43,65	ares
Section	04	N°	153/86	RUE DE LA MAIRIE	avec	0,03	ares
Section	05	N°	182/114	RUE DE HOLTZHEIM	avec	18,34	ares
Section	05	N°	186/141	RUE DE HOLTZHEIM	avec	22,76	ares
Section	05	N°	187/167	RUE DE HOLTZHEIM	avec	0,99	ares
Section	05	N°	190/167	RUE DE HOLTZHEIM	avec	27,66	ares
Section	08	N°	337/137	RD 63	avec	0,54	ares
Section	08	N°	339/137	RD 63	avec	0,43	ares
Section	08	N°	341/136	RD 63	avec	0,34	ares
Section	09	N°	36	RD 63	avec	3,69	ares
Section	09	N°	73	RD 63	avec	82,76	ares
Section	09	N°	78/28	RD 63	avec	18,20	ares
Section	09	N°	79/70	RD 63	avec	28,01	ares
Section	09	N°	80/16	RD 63	avec	2,52	ares
Section	09	N°	81/4	RD 63	avec	2,88	ares
Section	10	N°	61	RD 63	avec	43,32	ares
Section	10	N°	64/31	RD 63	avec	6,49	ares
Section	10	N°	65/3	RD 63	avec	12,86	ares
Section	10	N°	73/18	RD 63	avec	41,75	ares
Section	10	N°	74/1	RD 63	avec	1,30	ares
Section	11	N°	139/45	RUE DE HOLTZHEIM	avec	2,27	ares
Section	13	N°	395/70	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,60	ares
Section	13	N°	397/67	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,14	ares
Section	13	N°	399/66	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,04	ares
Section	13	N°	401/64	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,12	ares
Section	13	N°	403	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,02	ares
Section	13	N°	405	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,05	ares
Section	13	N°	407/63	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,26	ares
Section	13	N°	409/59	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,19	ares
Section	13	N°	411/58	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,20	ares
Section	13	N°	413/57	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,05	ares
Section	13	N°	417/54	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,22	ares
Section	13	N°	419/53	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,28	ares
Section	21	N°	210/46	RD 63	avec	0,03	ares
Section	21	N°	234/137	RD 63	avec	0,32	ares
Section	21	N°	439/47	RD 63	avec	0,61	ares
Section	21	N°	443/137	RD 63	avec	2,84	ares
Section	21	N°	445/48	RD 63	avec	3,51	ares
Section	21	N°	447/137	RD 63	avec	2,17	ares
Section	21	N°	462/416	RD 63	avec	3,57	ares
Section	23	N°	21	RD 63	avec	1,69	ares
Section	23	N°	79	RD 63	avec	6,76	ares
Section	23	N°	243/20	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	1,96	ares
Section	23	N°	281/20	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	1,42	ares
Section	23	N°	674/20	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	1,24	ares
Section	24	N°	187/18	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,09	ares
Section	25	N°	399/99	RD 451	avec	12,51	ares
Section	25	N°	400/99	RD 451	avec	0,92	ares
Section	25	N°	401/100	RD 451	avec	5,05	ares

Section	25	N°	402/100	RD 451	avec	0,15	ares
Section	25	N°	404/101	RD 451	avec	0,26	ares
Section	25	N°	406/102	RD 451	avec	0,30	ares
Section	25	N°	408/103	RD 451	avec	0,28	ares
Section	25	N°	410/104	RD 451	avec	0,78	ares
Section	25	N°	412/105	RD 451	avec	0,26	ares
Section	25	N°	413/160	RD 451	avec	0,07	ares
Section	25	N°	504/287	RD 451	avec	1,24	ares
Section	25	N°	505/292	RD 451	avec	0,21	ares
Section	25	N°	528/292	RD 451	avec	0,67	ares
Section	25	N°	681/237	RD 451	avec	7,20	ares
Section	25	N°	683/101	RD 451	avec	10,82	ares
Section	25	N°	684/102	RD 451	avec	3,69	ares
Section	25	N°	724/292	RD 451	avec	0,17	ares
Section	25	N°	727/102	RD 451	avec	10,38	ares
Section	25	N°	729/103	RD 451	avec	4,55	ares
Section	25	N°	731/104	RD 451	avec	3,44	ares
Section	25	N°	733/105	RD 451	avec	0,33	ares
Section	25	N°	741/160	RD 451	avec	2,13	ares
Section	25	N°	745/161	RD 451	avec	4,40	ares
Section	25	N°	748/162	RD 451	avec	3,78	ares
Section	25	N°	751/164	RD 451	avec	2,61	ares
Section	25	N°	754/165	RD 451	avec	1,49	ares
Section	25	N°	757/166	RD 451	avec	6,06	ares
Section	25	N°	760/167	RD 451	avec	2,99	ares
Section	25	N°	763/168	RD 451	avec	2,68	ares
Section	25	N°	766/169	RD 451	avec	5,38	ares
Section	25	N°	769/170	RD 451	avec	5,44	ares
Section	25	N°	772/180	RD 451	avec	10,98	ares
Section	25	N°	774/179	RD 451	avec	26,16	ares
Section	25	N°	776/299	RD 451	avec	0,41	ares
Section	25	N°	779/176	RD 451	avec	12,24	ares
Section	25	N°	781/177	RD 451	avec	7,60	ares
Section	25	N°	784/178	RD 451	avec	15,90	ares
Section	25	N°	786/178	RD 451	avec	0,45	ares
Section	25	N°	788/178	RD 451	avec	1,78	ares
Section	25	N°	824/303	RD 451	avec	0,91	ares
Section	25	N°	826/237	RD 451	avec	49,50	ares
Section	25	N°	828/238	RD 451	avec	1,31	ares
Section	25	N°	830/239	RD 451	avec	4,80	ares
Section	25	N°	832/240	RD 451	avec	1,69	ares
Section	25	N°	834/241	RD 451	avec	7,21	ares
Section	25	N°	836/243	RD 451	avec	7,81	ares
Section	25	N°	838/244	RD 451	avec	6,24	ares
Section	25	N°	840/247	RD 451	avec	3,23	ares
Section	25	N°	842/248	RD 451	avec	0,81	ares
Section	25	N°	844/249	RD 451	avec	2,76	ares
Section	25	N°	846/250	RD 451	avec	5,81	ares
Section	25	N°	848/251	RD 451	avec	8,61	ares
Section	25	N°	851/302	RD 451	avec	1,15	ares
Section	25	N°	853/300	RD 451	avec	1,39	ares
Section	25	N°	855/300	RD 451	avec	9,37	ares
Section	25	N°	856/223	RD 451	avec	15,06	ares
Section	25	N°	858/223	RD 451	avec	0,44	ares
Section	25	N°	860/223	RD 451	avec	12,86	ares
Section	25	N°	861/236	RD 451	avec	0,21	ares

Section	25	N°	863/236	RD 451	avec	3,39	ares
Section	25	N°	864/236	RD 451	avec	0,73	ares
Section	25	N°	866/298	RD 451	avec	2,72	ares
Section	25	N°	868/191	RD 451	avec	2,27	ares
Section	25	N°	870/189	RD 451	avec	2,48	ares
Section	25	N°	872/188	RD 451	avec	0,31	ares
Section	25	N°	874/187	RD 451	avec	0,10	ares
Section	25	N°	876/160	RD 451	avec	3,33	ares
Section	25	N°	884/251	RD 451	avec	1,64	ares
Section	25	N°	886/250	RD 451	avec	2,55	ares
Section	25	N°	888/249	RD 451	avec	0,94	ares
Section	25	N°	890/248	RD 451	avec	0,26	ares
Section	25	N°	892/247	RD 451	avec	0,97	ares
Section	25	N°	894/244	RD 451	avec	1,65	ares
Section	25	N°	896/243	RD 451	avec	1,74	ares
Section	25	N°	898/241	RD 451	avec	1,40	ares
Section	25	N°	900/240	RD 451	avec	0,31	ares
Section	25	N°	902/239	RD 451	avec	0,83	ares
Section	25	N°	904/238	RD 451	avec	0,22	ares
Section	25	N°	906/189	RD 451	avec	0,89	ares
Section	25	N°	908/191	RD 451	avec	1,78	ares
Section	25	N°	910/236	RD 451	avec	1,76	ares
Section	25	N°	912/300	RD 451	avec	0,15	ares
Section	28	N°	104	RD 63	avec	117,39	ares

Annexe 2 bis –B

Volet foncier connexe au transfert des routes départementales

Parcelles référencées en qualité de propriété de l'ETAT dans les données nominatives du cadastre et/ou du Livre Foncier et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, l'Eurométropole, venant aux droits du Département du Bas-Rhin pour en recueillir la propriété

A cet égard, il est précisé que lesdites parcelles sont incluses dans d'anciennes routes nationales dont la compétence a été transférée au Département du Bas-Rhin, sans que les transferts fonciers ne soient finalisés entre l'Etat et le Département

1° Cadastrées, ban communal de BISCHHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	01	N°	80	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	29,84	ares
Section	07	N°	25	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	23,85	ares
Section	09	N°	182	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	29,81	ares
Section	10	N°	224	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	35,81	ares
Section	20	N°	39	ROUTE DE BRUMATH	avec	61,86	ares
Section	21	N°	32	ROUTE DE BRUMATH	avec	32,30	ares
Section	22	N°	26	ROUTE DE BRUMATH	avec	41,37	ares
Section	23	N°	207/91	RUE GEORGES BURGER	avec	1,04	ares
Section	23	N°	300/91	RUE GEORGES BURGER	avec	0,91	ares

2° Cadastrées, ban communal de BLAESHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	62	N°	265/207	RD 1422	avec	5,17	ares
Section	62	N°	283/15	RD 84	avec	0,47	ares
Section	62	N°	286/16	RD 84	avec	0,99	ares
Section	62	N°	275/199	RD 1422	avec	4,44	ares
Section	62	N°	276/61	RD 1422	avec	1,88	ares
Section	62	N°	281/199	RD 1422	avec	1,27	ares
Section	64	N°	433/372	RD 392	avec	7,19	ares
Section	64	N°	436/373	RD 392	avec	2,55	ares
Section	64	N°	439/374	RD 392	avec	0,10	ares
Section	64	N°	442/375	RD 392	avec	3,94	ares
Section	64	N°	445/376	RD 392	avec	0,28	ares
Section	64	N°	468/418	RD 392	avec	20,74	ares

3° Cadastrées, ban communal d'ECKBOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	05	N°	172/1	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	0,57	ares
Section	12	N°	404/169	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	7,51	ares
Section	28	N°	312/112	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	0,18	ares
Section	28	N°	341/144	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	0,12	ares
Section	28	N°	345/146	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	0,06	ares
Section	28	N°	349/159	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	0,08	ares
Section	30	N°	215/1	RD 63	avec	0,48	ares

4° Cadastrées, ban communal d'ENTZHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	11	N°	383/21	RD 221	avec	2221,60	ares	20,10 ares
Section	14	N°	328/1	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,19	ares	
Section	14	N°	329/1	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,06	ares	
Section	26	N°	293/87	ROUTE DE STRASBOURG	avec	43,45	ares	
Section	32	N°	24/0	RD 392	avec	5,60	ares	
Section	32	N°	25/0	RD 392	avec	10,10	ares	
Section	32	N°	26/0	RD 392	avec	4,00	ares	
Section	32	N°	27/0	RD 392	avec	2,60	ares	
Section	32	N°	28/0	RD 392	avec	1,70	ares	
Section	32	N°	29/0	RD 392	avec	1,50	ares	
Section	32	N°	207/20	RD 392	avec	93,40	ares	
Section	34	N°	169/25	RD 400	avec	4,46	ares	
Section	34	N°	170/25	RD 400	avec	0,20	ares	
Section	34	N°	174/22	RD 400	avec	0,28	ares	
Section	34	N°	274/23	RD 400	avec	0,80	ares	

5° Cadastrées, ban communal de FEGERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	01	N°	85/82	RUE DE LYON	avec	65,83	ares
Section	02	N°	54	RUE DE LYON	avec	19,17	ares
Section	03	N°	58	RUE DE LYON	avec	13,98	ares
Section	05	N°	112	RUE DE LYON	avec	8,76	ares
Section	17	N°	187/71	RD 1083	avec	0,40	ares

6° Cadastrées, ban communal de GEISPOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	36	N°	113/28	RD 484	avec	0,08	ares
Section	36	N°	114/27	RD 484	avec	0,27	ares
Section	36	N°	192/36	RD 484	avec	1,44	ares
Section	36	N°	233/36	RD 484	avec	151,19	ares
Section	36	N°	239/17	RD 484	avec	0,03	ares
Section	36	N°	241/18	RD 484	avec	0,14	ares
Section	36	N°	243/19	RD 484	avec	1,90	ares
Section	36	N°	249/11	RD 484	avec	12,20	ares
Section	36	N°	256/36	RD 484	avec	1,00	ares
Section	40	N°	340/31	RD 222	avec	96,31	ares
Section	41	N°	110/68	ROUTE DE LYON	avec	0,07	ares
Section	41	N°	112/73	ROUTE DE LYON	avec	0,33	ares
Section	41	N°	150/68	ROUTE DE LYON	avec	2,36	ares
Section	41	N°	152/76	ROUTE DE LYON	avec	18,03	ares
Section	41	N°	192/76	ROUTE DE LYON	avec	0,22	ares
Section	41	N°	193/76	ROUTE DE LYON	avec	3,71	ares
Section	42	N°	56/0	ROUTE DE LYON	avec	98,20	ares

Section	42	N°	72/34	ROUTE DE LYON	avec	8,20	ares
Section	42	N°	73/34	ROUTE DE LYON	avec	16,51	ares
Section	42	N°	100/14	ROUTE DE LYON	avec	12,76	ares
Section	42	N°	102/14	ROUTE DE LYON	avec	12,21	ares
Section	42	N°	116/3	ROUTE DE LYON	avec	0,44	ares
Section	42	N°	118/3	ROUTE DE LYON	avec	4,10	ares
Section	42	N°	125/3	ROUTE DE LYON	avec	1,03	ares
Section	42	N°	127/3	ROUTE DE LYON	avec	4,00	ares
Section	42	N°	129/3	ROUTE DE LYON	avec	0,56	ares
Section	42	N°	131/3	ROUTE DE LYON	avec	4,45	ares
Section	42	N°	142/15	ROUTE DE LYON	avec	8,24	ares
Section	42	N°	144/34	ROUTE DE LYON	avec	2,36	ares
Section	42	N°	148/34	RUE DE L'ILL	avec	0,53	ares
Section	42	N°	150/34	RUE DE L'ILL	avec	3,85	ares
Section	42	N°	152/34	ROUTE DE LYON	avec	3,73	ares
Section	42	N°	154/34	RUE DE L'ILL	avec	3,48	ares
Section	42	N°	159/57	ROUTE DE LYON	avec	0,39	ares

7° Cadastrées, ban communal de HOENHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	04	N°	5	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	3,49	ares
Section	04	N°	35	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	181,80	ares
Section	04	N°	36	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	58,20	ares
Section	04	N°	59	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	1,60	ares
Section	05	N°	192/66	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	0,53	ares
Section	06	N°	211/1	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	1,44	ares
Section	10	N°	130	ROUTE DE BRUMATH	avec	66,10	ares
Section	10	N°	355/3	RUE DE LA FONTAINE	avec	4,17	ares
Section	11	N°	150/57	RD 184	avec	36,97	ares
Section	15	N°	127	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	104,93	ares
Section	15	N°	128	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,08	ares
Section	16	N°	75	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	36,98	ares
Section	17	N°	92	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	78,78	ares
Section	18	N°	115	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	88,40	ares
Section	18	N°	123/57	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,38	ares

8° Cadastrées, ban communal d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	26	N°	724/158	RD 468	avec	9,56	ares	1,68 ares
Section	26	N°	725/158	RD 468	avec	349,34	ares	25,57 ares
Section	33	N°	408	PISTE CYCLABLE VIGNES-LIXENBUHL	avec	414,87	ares	53,94 ares
Section	33	N°	408	RUE DES VIGNES	avec	414,87	ares	6,07 ares
Section	38	N°	226	RUE DES VIGNES	avec	202,79	ares	0,86 ares

9° Cadastrées, ban communal de LINGOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	09	N°	227/1	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,51	ares

10° Cadastrées, ban communal de LIPSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	21	N°	451	RD 1083	avec	0,55	ares
Section	21	N°	766/136	-	avec	5,86	ares

11° Cadastrées, ban communal de MUNDOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	10	N°	108	ROUTE DE BRUMATH	avec	21,65	ares
Section	10	N°	176/155	ROUTE DE BRUMATH	avec	2,13	ares
Section	10	N°	187/108	ROUTE DE BRUMATH	avec	42,27	ares
Section	24	N°	173/131	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,25	ares

12° Cadastrées, ban communal d'OSTWALD
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	08	N°	483/146	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,11	ares

13° Cadastrées, ban communal de PLOBSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	15	N°	167	RD 222	avec	373,80	ares	10,19 ares
Section	23	N°	295/83	RD 468	avec	2,64	ares	

14° Cadastrées, ban communal de REICHSTETT
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	07	N°	232	RD 468	avec	62,44	ares
Section	07	N°	271/213	RD 468	avec	4,86	ares
Section	08	N°	160	RD 468	avec	16,97	ares
Section	08	N°	214/155	RD 468	avec	5,22	ares

15° Cadastrées, ban communal de SCHILTIGHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	04	N°	59	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	29,13	ares
Section	05	N°	72	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	54,97	ares
Section	14	N°	44	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	42,05	ares
Section	15	N°	86	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	55,25	ares
Section	25	N°	26	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	60,78	ares
Section	25	N°	55/1	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,05	ares
Section	33	N°	87/24	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	49,74	ares
Section	34	N°	89/12	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	11,23	ares
Section	45	N°	26	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	50,42	ares
Section	48	N°	29	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	34,24	ares
Section	49	N°	35	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	31,73	ares
Section	53	N°	99/80	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	98,47	ares
Section	54	N°	58	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	35,82	ares
Section	76	N°	76	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	29,27	ares

16° Cadastrées, ban communal de SOUFFELWEYERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	05	N°	152	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	14,41	ares
Section	05	N°	165	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	342,25	ares
Section	05	N°	165	RUE DU CANAL	avec	342,25	ares
Section	11	N°	178/37	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,97	ares
Section	11	N°	180/40	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,63	ares
Section	11	N°	182/40	ROUTE DE BRUMATH	avec	1,07	ares
Section	12	N°	192/181	ROUTE DE BRUMATH	avec	135,88	ares
Section	12	N°	372/176	RD 184	avec	1,20	ares
Section	12	N°	373/176	RD 184	avec	5,06	ares
Section	12	N°	381/176	RD 184	avec	1,33	ares
Section	12	N°	382/176	RD 184	avec	0,93	ares
Section	13	N°	272/53	RD 184	avec	0,75	ares
Section	14	N°	251	ROUTE DE BRUMATH	avec	73,72	ares
Section	14	N°	340/248	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	5,04	ares
Section	14	N°	358/117	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	2,59	ares
Section	16	N°	377/5	ROUTE DE BRUMATH	avec	6,42	ares
Section	16	N°	377/5	ROUTE DE BRUMATH	avec	6,42	ares
Section	16	N°	381/2	ROUTE DE BRUMATH	avec	2,84	ares

17° Cadastrées, ban communal de VENDENHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	72/20	ROUTE DE BRUMATH	avec	1,62	ares	
Section	01	N°	73/17	ROUTE DE BRUMATH	avec	1,14	ares	
Section	01	N°	74/17	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,78	ares	
Section	02	N°	57	PLACE DES ROSES	avec	121,44	ares	7,36 ares
Section	02	N°	76/15	ROUTE DE BRUMATH	avec	1,34	ares	
Section	02	N°	102/15	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,52	ares	
Section	38	N°	176	ROUTE DE STRASBOURG	avec	88,83	ares	1,69 ares
Section	47	N°	624/114	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	19,67	ares	
Section	56	N°	239/186	RD 226	avec	11,96	ares	
Section	56	N°	240/186	RD 226	avec	11,76	ares	
Section	56	N°	242/186	RD 226	avec	11,37	ares	
Section	57	N°	147/142	RD 226	avec	12,67	ares	

18° Cadastrées, ban communal de LA WANTZENAU
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	37	ROUTE DE STRASBOURG	avec	38,30	ares	
Section	02	N°	37	ROUTE DE STRASBOURG	avec	68,43	ares	
Section	02	N°	53	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,28	ares	
Section	21	N°	200	FG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	69,35	ares	22,19 ares
Section	32	N°	176	ROUTE DE STRASBOURG	avec	52,55	ares	
Section	33	N°	245	ROUTE DE STRASBOURG	avec	87,44	ares	
Section	34	N°	141	ROUTE DE STRASBOURG	avec	75,73	ares	
Section	35	N°	31	RD 468	avec	6,05	ares	
Section	39	N°	76	RD 468	avec	159,38	ares	
Section	39	N°	76	RD 468	avec	159,38	ares	
Section	41	N°	158	RD 468	avec	150,34	ares	
Section	49	N°	156	RUE DE LAUTERBOURG	avec	43,16	ares	
Section	50	N°	179	RD 223	avec	57,56	ares	
Section	52	N°	54	RD 223	avec	0,02	ares	
Section	55	N°	153	RD 468	avec	31,54	ares	
Section	56	N°	219	RD 468	avec	139,32	ares	

19° Cadastrées, ban communal de WOLFISHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	02	N°	328/99	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,01	ares
Section	02	N°	330/98	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,05	ares
Section	02	N°	332/96	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,12	ares
Section	02	N°	334/102	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,21	ares
Section	21	N°	200/49	RD 63	avec	1,14	ares
Section	21	N°	257/1	RD 63	avec	1,29	ares
Section	21	N°	259/2	RD 63	avec	2,41	ares
Section	21	N°	261/3	RD 63	avec	0,81	ares
Section	21	N°	263/4	RD 63	avec	2,34	ares
Section	21	N°	265/25	RD 63	avec	1,36	ares
Section	21	N°	267/26	RD 63	avec	0,55	ares
Section	21	N°	269/27	RD 63	avec	1,19	ares
Section	21	N°	271/28	RD 63	avec	1,70	ares
Section	21	N°	273/29	RD 63	avec	1,61	ares
Section	21	N°	275/30	RD 63	avec	1,66	ares
Section	21	N°	277/31	RD 63	avec	1,66	ares
Section	21	N°	279/32	RD 63	avec	1,07	ares
Section	21	N°	281/33	RD 63	avec	0,84	ares
Section	21	N°	283/34	RD 63	avec	0,60	ares
Section	21	N°	285/35	RD 63	avec	1,25	ares
Section	21	N°	287/36	RD 63	avec	1,12	ares
Section	21	N°	289/37	RD 63	avec	1,18	ares
Section	21	N°	291/38	RD 63	avec	0,79	ares
Section	21	N°	293/39	RD 63	avec	2,77	ares
Section	21	N°	385/137	RD 63	avec	0,52	ares
Section	21	N°	387/139	RD 63	avec	1,15	ares
Section	21	N°	440/47	RD 63	avec	1,06	ares
Section	25	N°	595/173	RD 451	avec	0,16	ares
Section	25	N°	597/174	RD 451	avec	0,15	ares
Section	25	N°	599/175	RD 451	avec	0,49	ares
Section	25	N°	601/176	RD 451	avec	2,49	ares
Section	25	N°	603/177	RD 451	avec	1,33	ares
Section	25	N°	787/178	RD 451	avec	5,21	ares
Section	25	N°	789/178	RD 451	avec	3,82	ares

Annexe 2 bis –C

Volet foncier connexe au transfert des routes départementales

Parcelles incluses dans les emprises des voiries départementales, référencées en qualité de propriété d'une Commune membre de l'Eurométropole de Strasbourg dans les données nominatives du cadastre et/ou du Livre Foncier et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1° Cadastrées, ban communal de BISCHHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	03	N°	72	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	2,22	ares	
Section	03	N°	133/70	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,74	ares	
Section	03	N°	135/70	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,16	ares	
Section	03	N°	179/100	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,22	ares	
Section	03	N°	184/41	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	4,73	ares	
Section	03	N°	189/73	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,55	ares	
Section	03	N°	191/67	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	1,10	ares	
Section	03	N°	193/69	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,84	ares	
Section	03	N°	195/67	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,32	ares	
Section	03	N°	197/42	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,57	ares	
Section	06	N°	80	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,99	ares	
Section	06	N°	81	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	1,01	ares	
Section	06	N°	82	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,75	ares	
Section	06	N°	84	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,15	ares	
Section	06	N°	86	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,87	ares	0,36 ares
Section	06	N°	88	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	1,55	ares	0,26 ares
Section	06	N°	103	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,35	ares	
Section	15	N°	107/22	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	48,82	ares	
Section	17	N°	44/42	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	39,07	ares	
Section	21	N°	21	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	19,25	ares	0,36 ares
Section	21	N°	23	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	19,96	ares	0,27 ares
Section	21	N°	24	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	19,52	ares	0,28 ares
Section	21	N°	25	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	9,61	ares	0,15 ares
Section	21	N°	26	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	9,87	ares	0,15 ares
Section	21	N°	35/20	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	29,92	ares	0,33 ares
Section	21	N°	105/19	AVENUE DE PERIGUEUX	avec	0,14	ares	
Section	22	N°	84/25	ROUTE DE BRUMATH	avec	0,52	ares	
Section	35	N°	78/48	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,14	ares	
Section	35	N°	128/50	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	1,66	ares	
Section	35	N°	130/48	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	0,27	ares	
Section	36	N°	143/6	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	1,00	ares	
Section	39	N°	377/1	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	3,14	ares	
Section	39	N°	379/2	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	4,83	ares	
Section	39	N°	382/8	RUE DE LA ROBERTSAU	avec	1,11	ares	
Section	43	N°	73/68	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,49	ares	

2° Cadastrées, ban communal de BLAESHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	04	N°	171/2	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	2,97	ares	
Section	04	N°	175/10	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	3,93	ares	
Section	47	N°	359/7	RUE DU MOULIN	avec	0,91	ares	
Section	47	N°	364/O.5	RUE DU MOULIN	avec	1,59	ares	0,39 ares

3° Cadastrées, ban communal d'ECKBOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	03	N°	53	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	13,47	ares	
Section	12	N°	288/169	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	6,93	ares	
Section	12	N°	401/169	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	3,09	ares	
Section	12	N°	403/169	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	2,79	ares	
Section	24	N°	258	RUE DE WOLFISHEIM	avec	25,23	ares	
Section	30	N°	228	RD 63	avec	4,58	ares	0,53 ares

4° Cadastrées, ban communal d'ECKWERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	04	N°	175/87	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	10,47	ares	0,44 ares
Section	21	N°	63	RD 263	avec	53,04	ares	6,22 ares
Section	29	N°	85	RD 263	avec	0,54	ares	
Section	29	N°	645	ROUTE DE BRUMATH	avec	19,81	ares	

5° Cadastrées, ban communal d'ENTZHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	02	N°	138/76	ROUTE DE STRASBOURG	avec	0,38	ares
Section	11	N°	306/34	RD 221	avec	11,26	ares
Section	12	N°	141/118	RD 221	avec	0,63	ares
Section	12	N°	142/118	RD 221	avec	0,62	ares
Section	12	N°	149	RD 221	avec	0,44	ares

6° Cadastrées, ban communal d'ESCHAU
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	152/124	RD 222	avec	0,72	ares	
Section	04	N°	205/53	RD 222	avec	0,16	ares	
Section	08	N°	314/158	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,05	ares	
Section	08	N°	340/161	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	1,96	ares	
Section	13	N°	59/6	RUE DE LA BRIGADE ALSACE-LORRAINE	avec	0,22	ares	
Section	26	N°	157	RUE DE LA BRIGADE ALSACE-LORRAINE	avec	7,75	ares	
Section	29	N°	91/14	RUE DU GAL LECLERC	avec	1,40	ares	
Section	31	N°	152/4	RUE DES FUSILIERS MARINS	avec	14,55	ares	
Section	34	N°	56/3	RUE DES FUSILIERS MARINS	avec	799,37	ares	0,37 ares

7° Cadastrées, ban communal de FEGERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	07	N°	273/69	RD 1083	avec	7,50	ares	
Section	08	N°	366/161	RD 1083	avec	0,63	ares	
Section	08	N°	420/194	RD 1083	avec	20,06	ares	
Section	09	N°	434/213	RD 1083	avec	4,33	ares	0,52 ares
Section	10	N°	317/111	RD 1083	avec	1,38	ares	
Section	10	N°	319/112	RD 1083	avec	2,72	ares	
Section	10	N°	321/113	RD 1083	avec	3,26	ares	
Section	10	N°	323/114	RD 1083	avec	1,89	ares	
Section	10	N°	325/115	RD 1083	avec	1,27	ares	
Section	10	N°	327/129	RD 1083	avec	1,24	ares	
Section	10	N°	329/130	RD 1083	avec	1,94	ares	
Section	10	N°	331/136	RD 1083	avec	0,93	ares	
Section	10	N°	333/137	RD 1083	avec	1,74	ares	
Section	17	N°	250/87	RD 1083	avec	3,29	ares	
Section	17	N°	262/152	RD 1083	avec	1,30	ares	
Section	21	N°	528/135	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	2,72	ares	
Section	22	N°	430/127	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	33,13	ares	1,03 ares

8° Cadastrées, ban communal de GEISPOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	04	N°	178/160	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,56	ares	
Section	05	N°	193	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	4,08	ares	
Section	05	N°	259/192	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	5,33	ares	
Section	06	N°	484	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	8,55	ares	
Section	06	N°	485	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	0,26	ares	
Section	06	N°	564	RUE DE LA PORTE-BASSE	avec	5,50	ares	
Section	06	N°	565	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	10,54	ares	0,10 ares
Section	06	N°	566	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	7,34	ares	2,19 ares
Section	06	N°	737/548	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	0,39	ares	
Section	06	N°	739/549	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	0,77	ares	
Section	06	N°	741/550	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	0,36	ares	
Section	06	N°	743/551	ROUTE D'ENTZHEIM	avec	0,53	ares	
Section	24	N°	113/50	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	4,94	ares	
Section	24	N°	123/50	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	1,02	ares	
Section	24	N°	182/48	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,61	ares	
Section	25	N°	195/17	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	8,83	ares	
Section	25	N°	197/153	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	0,18	ares	
Section	25	N°	430/5	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	2,65	ares	
Section	26	N°	252/4	RD 484	avec	0,99	ares	
Section	26	N°	255/4	RD 484	avec	8,60	ares	
Section	30	N°	331	RUE DE LA GARE	avec	4,44	ares	0,68 ares
Section	31	N°	427/81	RUE DE VERDUN	avec	1,29	ares	
Section	31	N°	429/87	RUE DE VERDUN	avec	13,55	ares	
Section	33	N°	123/1	RUE DU FORT	avec	15,51	ares	
Section	33	N°	149/18	RUE DU FORT	avec	0,43	ares	
Section	33	N°	292/18	RUE DU FORT	avec	14,30	ares	
Section	33	N°	339/18	RUE DU FORT	avec	18,73	ares	
Section	33	N°	343/2	RUE DU FORT	avec	3,83	ares	
Section	33	N°	346/79	RUE DU FORT	avec	0,94	ares	
Section	33	N°	347/95	RUE DU FORT	avec	2,61	ares	
Section	33	N°	349/95	RUE DU FORT	avec	1,77	ares	
Section	33	N°	351/4	RUE DU FORT	avec	0,65	ares	
Section	33	N°	355/3	RUE DU FORT	avec	5,62	ares	
Section	33	N°	462/18	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	568,93	ares	3,78 ares
Section	33	N°	467/18	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	4,09	ares	
Section	33	N°	468/18	RUE DU FORT	avec	0,41	ares	
Section	33	N°	469/18	RUE DU FORT	avec	0,29	ares	
Section	33	N°	470/18	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	4,57	ares	
Section	33	N°	471/18	RUE DU FORT	avec	0,41	ares	
Section	34	N°	239/52	ROUTE DE LINGOLSHEIM	avec	6,29	ares	
Section	36	N°	99	RUE DU FORT	avec	10,55	ares	
Section	36	N°	150	RUE DU FORT	avec	0,79	ares	
Section	36	N°	208/1	RD 84	avec	2,51	ares	
Section	36	N°	210/2	RD 84	avec	1,01	ares	
Section	36	N°	281/35	RUE DU FORT	avec	0,41	ares	

Section	36	N°	282/35	RUE DU FORT	avec	23,37	ares	
Section	36	N°	287/101	RD 484	avec	1,01	ares	
Section	36	N°	288/101	RD 484	avec	0,44	ares	
Section	39	N°	484/270	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,30	ares	
Section	39	N°	487/271	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,32	ares	
Section	39	N°	490/272	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,38	ares	
Section	39	N°	493/273	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,33	ares	
Section	39	N°	496/274	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,45	ares	
Section	39	N°	499/275	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,97	ares	
Section	40	N°	147/117	RD 222	avec	4,20	ares	
Section	40	N°	304/117	RD 222	avec	0,71	ares	
Section	42	N°	93/34	ROUTE DE LYON	avec	0,64	ares	
Section	42	N°	94/34	ROUTE DE LYON	avec	0,23	ares	
Section	42	N°	176/14	ROUTE DE LYON	avec	71,01	ares	
Section	42	N°	182/14	ROUTE DE LYON	avec	43,49	ares	
Section	47	N°	544/251	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	48,62	ares	
Section	50	N°	470/319	RUE DE LA GARE	avec	0,26	ares	
Section	50	N°	535/341	RUE DE LA GARE	avec	0,26	ares	
Section	58	N°	830/264	RD 84	avec	0,30	ares	
Section	58	N°	831/264	RD 84	avec	0,03	ares	
Section	62	N°	389	RD 221	avec	4,85	ares	
Section	AE	N°	88	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	50,57	ares	1,44 ares
Section	AE	N°	437	RD 84	avec	1,11	ares	
Section	AE	N°	672	RD 84	avec	9,26	ares	
Section	AI	N°	939/287	RD 221	avec	0,06	ares	
Section	AI	N°	955/327	RD 221	avec	0,24	ares	
Section	AI	N°	976/340	RD 221	avec	0,01	ares	
Section	AI	N°	1037/534	RD 221	avec	0,64	ares	
Section	AI	N°	1084/766	RD 221	avec	7,89	ares	
Section	AL	N°	196	RD 84	avec	5,78	ares	0,18 ares
Section	AR	N°	276	RD 84	avec	59,60	ares	
Section	AS	N°	334/249	RD 221	avec	4,91	ares	
Section	AS	N°	337/179	RD 221	avec	0,05	ares	
Section	AS	N°	339/256	RD 221	avec	0,50	ares	
Section	AS	N°	341/257	RD 221	avec	0,40	ares	
Section	AS	N°	343/258	RD 221	avec	0,23	ares	
Section	AS	N°	345/260	RD 221	avec	0,69	ares	
Section	AS	N°	347/259	RD 221	avec	0,32	ares	
Section	AS	N°	349/262	RD 221	avec	0,67	ares	
Section	AS	N°	350	RD 221	avec	0,44	ares	

9° Cadastrées, ban communal de HOENHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	03	N°	241/90	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	6,97	ares	
Section	04	N°	38	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	1,23	ares	1,19 ares
Section	05	N°	125/26	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,88	ares	
Section	05	N°	146/18	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,40	ares	
Section	05	N°	147/19	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,38	ares	
Section	05	N°	148/20	RUE DE LA FONTAINE	avec	0,35	ares	
Section	10	N°	427/6	RD 184	avec	0,41	ares	
Section	11	N°	201/27	RD 184	avec	6,63	ares	
Section	14	N°	156/18	RUE DE LA REPUBLIQUE	avec	0,33	ares	
Section	15	N°	140/129	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	5,41	ares	
Section	15	N°	264/112	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,30	ares	
Section	15	N°	266/111	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,39	ares	
Section	15	N°	268/110	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,44	ares	
Section	16	N°	85	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	8,75	ares	
Section	16	N°	111/84	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,38	ares	
Section	17	N°	94	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	18,73	ares	
Section	17	N°	96	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	8,51	ares	2,22 ares
Section	18	N°	117	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	10,89	ares	0,92 ares
Section	18	N°	121	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	9,83	ares	
Section	18	N°	165/48	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,28	ares	

10° Cadastrées, ban communal de HOLTZHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	02	N°	496/249	RUE DU LIEUTENANT LESPAGNOL	avec	8,59	ares	
Section	03	N°	283/30	RUE DE WOLFISHEIM	avec	0,33	ares	
Section	07	N°	223/169	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	0,53	ares	
Section	07	N°	226/169	RUE DE LINGOLSHEIM	avec	2,11	ares	
Section	15	N°	351	RD 221	avec	0,06	ares	
Section	15	N°	357	RD 221	avec	0,40	ares	
Section	22	N°	150/143	RD 93	avec	0,14	ares	
Section	22	N°	153/144	RD 93	avec	0,44	ares	
Section	24	N°	83/45	RD 93	avec	0,26	ares	
Section	24	N°	124/24	RUE D'ACHENHEIM	avec	0,28	ares	
Section	24	N°	131/47	RD 93	avec	39,50	ares	1,77 ares
Section	24	N°	516/51	RUE DE L'EGLISE	avec	154,83	ares	0,69 ares
Section	27	N°	158/76	RUE D'ACHENHEIM	avec	4,31	ares	
Section	27	N°	233/76	RUE D'ACHENHEIM	avec	4,76	ares	
Section	27	N°	374/136	RUE DE L'EGLISE	avec	202,04	ares	3,73 ares

11° Cadastrées, ban communal d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	06	N°	197/33	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,18	ares	
Section	06	N°	199/33	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,30	ares	
Section	06	N°	200/33	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,45	ares	
Section	06	N°	278/57	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,53	ares	
Section	06	N°	279/37	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,13	ares	0,06 ares
Section	06	N°	286/32	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,51	ares	
Section	06	N°	288/62	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,19	ares	
Section	06	N°	289/40	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,37	ares	
Section	06	N°	290/37	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,97	ares	
Section	06	N°	324/57	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	3,66	ares	
Section	06	N°	326/37	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	9,49	ares	
Section	06	N°	338/57	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,28	ares	
Section	06	N°	364/33	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,42	ares	
Section	06	N°	365/33	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,01	ares	
Section	16	N°	392/122	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,17	ares	
Section	16	N°	397/122	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,11	ares	
Section	17	N°	335	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	3,69	ares	0,39 ares
Section	17	N°	369/263	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	2,34	ares	
Section	17	N°	371/333	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,19	ares	
Section	17	N°	378/252	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,56	ares	
Section	17	N°	397/268	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,23	ares	
Section	17	N°	408/251	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	33,32	ares	
Section	17	N°	410/251	RUE DU 23 NOVEMBRE	avec	0,95	ares	
Section	26	N°	696/112	RD 468	avec	0,06	ares	
Section	26	N°	698/113	RD 468	avec	0,13	ares	
Section	26	N°	933/113	RD 468	avec	0,08	ares	
Section	27	N°	352/164	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,77	ares	
Section	27	N°	353/164	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	11,73	ares	0,04 ares
Section	27	N°	354/153	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	0,68	ares	
Section	28	N°	871/108	ROUTE ALFRED KASTLER	avec	69,00	ares	0,22 ares
Section	53	N°	42/25	RD 468	avec	3,76	ares	
Section	53	N°	60/25	RD 468	avec	6,18	ares	
Section	53	N°	82/1	RD 468	avec	1,72	ares	
Section	53	N°	84/5	RD 468	avec	3,48	ares	
Section	53	N°	86/6	RD 468	avec	1,69	ares	
Section	53	N°	88/10	RD 468	avec	3,02	ares	
Section	53	N°	90/24	RD 468	avec	3,67	ares	
Section	57	N°	39/16	ROUTE D'ESCHAU	avec	25,16	ares	
Section	57	N°	40/22	ROUTE D'ESCHAU	avec	19,04	ares	
Section	57	N°	43/22	ROUTE D'ESCHAU	avec	22,73	ares	
Section	57	N°	46/27	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,64	ares	
Section	58	N°	251/1	ROUTE D'ESCHAU	avec	12,98	ares	
Section	58	N°	257/110	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,60	ares	
Section	58	N°	258/110	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,01	ares	
Section	58	N°	260/112	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,80	ares	
Section	58	N°	262/114	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,32	ares	
Section	58	N°	563/115	ROUTE D'ESCHAU	avec	3,96	ares	

Section	64	N°	155/33	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,31	ares	
Section	64	N°	157/44	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,11	ares	
Section	64	N°	160/32	ROUTE D'ESCHAU	avec	5,04	ares	
Section	64	N°	163/36	ROUTE D'ESCHAU	avec	68,60	ares	
Section	64	N°	177/35	ROUTE D'ESCHAU	avec	9,79	ares	
Section	64	N°	180/52	ROUTE D'ESCHAU	avec	1,36	ares	
Section	64	N°	182	ROUTE D'ESCHAU	avec	0,00	ares	
Section	64	N°	250/2	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	26,03	ares	
Section	64	N°	256/1	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	32,34	ares	
Section	64	N°	406/37	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,45	ares	
Section	64	N°	408/41	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,37	ares	
Section	64	N°	409/32	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,00	ares	
Section	64	N°	509/32	ROUTE D'ESCHAU	avec	17,30	ares	
Section	67	N°	167/58	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	5,00	ares	
Section	67	N°	170/57	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	10,57	ares	
Section	67	N°	173/56	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	10,92	ares	
Section	67	N°	176/55	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	11,51	ares	
Section	67	N°	178/54	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,19	ares	
Section	67	N°	179/54	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	21,19	ares	
Section	67	N°	180/54	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	75,91	ares	2,85 ares
Section	67	N°	181/115	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	1,24	ares	
Section	67	N°	183/74	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares	
Section	67	N°	184/74	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	6,08	ares	
Section	67	N°	188/34	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,25	ares	
Section	67	N°	190/33	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares	
Section	67	N°	192/32	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,61	ares	
Section	67	N°	194/31	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares	
Section	67	N°	196/30	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,05	ares	
Section	67	N°	198/29	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,03	ares	
Section	67	N°	200/28	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,08	ares	
Section	67	N°	202/27	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,19	ares	
Section	67	N°	204/26	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,18	ares	
Section	67	N°	209/18	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	4,64	ares	
Section	67	N°	212/19	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	3,45	ares	
Section	67	N°	213/19	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,01	ares	
Section	67	N°	214/20	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	4,98	ares	
Section	67	N°	216/17	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,68	ares	
Section	67	N°	220/22	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,21	ares	
Section	67	N°	222/21	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	2,06	ares	
Section	67	N°	225/16	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	9,33	ares	
Section	67	N°	228/81	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	5,48	ares	
Section	67	N°	229/81	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,39	ares	
Section	67	N°	231/121	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,10	ares	
Section	67	N°	232/121	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	0,04	ares	
Section	67	N°	235/82	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	4,03	ares	
Section	67	N°	238/123	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	3,99	ares	
Section	67	N°	338/121	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	5,95	ares	2,15 ares
Section	67	N°	341/60	ROUTE DU FORT UHRICH	avec	87,85	ares	1,92 ares

12° Cadastrées, ban communal de LAMPERTHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	94	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	0,81	ares	0,55 ares
Section	02	N°	133	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	2,38	ares	1,04 ares
Section	03	N°	157	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	2,06	ares	0,02 ares
Section	03	N°	244/83	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,82	ares	
Section	26	N°	492/29	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	5,37	ares	
Section	26	N°	796/37	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,23	ares	
Section	29	N°	871/84	RD 64	avec	1,27	ares	
Section	29	N°	873/86	RD 64	avec	1,48	ares	
Section	29	N°	875/87	RD 64	avec	0,47	ares	
Section	29	N°	877/88	RD 64	avec	0,33	ares	
Section	29	N°	879/89	RD 64	avec	0,40	ares	
Section	29	N°	881/90	RD 64	avec	1,42	ares	
Section	29	N°	883/91	RD 64	avec	0,36	ares	
Section	29	N°	885/92	RD 64	avec	0,22	ares	
Section	29	N°	887/359	RD 64	avec	0,19	ares	
Section	29	N°	889/360	RD 64	avec	0,21	ares	
Section	31	N°	555	RD 64	avec	25,66	ares	
Section	31	N°	556	RD 64	avec	15,99	ares	
Section	31	N°	620/23	RD 64	avec	1,93	ares	
Section	31	N°	622/24	RD 64	avec	1,86	ares	
Section	31	N°	624/25	RD 64	avec	1,93	ares	
Section	31	N°	626/26	RD 64	avec	2,54	ares	
Section	31	N°	628/27	RD 64	avec	1,35	ares	
Section	31	N°	630/28	RD 64	avec	0,52	ares	
Section	31	N°	632/29	RD 64	avec	0,82	ares	
Section	31	N°	634/30	RD 64	avec	0,71	ares	
Section	31	N°	636/31	RD 64	avec	0,04	ares	
Section	32	N°	269/58	RD 263	avec	0,59	ares	
Section	01	N°	94	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	0,81	ares	
Section	02	N°	133	RUE DE MUNDOLSHEIM	avec	2,38	ares	
Section	03	N°	157	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	2,06	ares	
Section	03	N°	244/83	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,82	ares	
Section	26	N°	492/29	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	5,37	ares	
Section	26	N°	796/37	RUE DE PFULGRIESHEIM	avec	0,23	ares	
Section	29	N°	871/84	RD 64	avec	1,27	ares	
Section	29	N°	873/86	RD 64	avec	1,48	ares	
Section	29	N°	875/87	RD 64	avec	0,47	ares	
Section	29	N°	877/88	RD 64	avec	0,33	ares	
Section	29	N°	879/89	RD 64	avec	0,40	ares	
Section	29	N°	881/90	RD 64	avec	1,42	ares	
Section	29	N°	883/91	RD 64	avec	0,36	ares	
Section	29	N°	885/92	RD 64	avec	0,22	ares	
Section	29	N°	887/359	RD 64	avec	0,19	ares	
Section	29	N°	889/360	RD 64	avec	0,21	ares	
Section	31	N°	555	RD 64	avec	25,66	ares	
Section	31	N°	556	RD 64	avec	15,99	ares	
Section	31	N°	620/23	RD 64	avec	1,93	ares	
Section	31	N°	622/24	RD 64	avec	1,86	ares	

Section	31	N°	624/25	RD 64	avec	1,93	ares
Section	31	N°	626/26	RD 64	avec	2,54	ares
Section	31	N°	628/27	RD 64	avec	1,35	ares
Section	31	N°	630/28	RD 64	avec	0,52	ares
Section	31	N°	632/29	RD 64	avec	0,82	ares
Section	31	N°	634/30	RD 64	avec	0,71	ares
Section	31	N°	636/31	RD 64	avec	0,04	ares
Section	32	N°	269/58	RD 263	avec	0,59	ares

13° Cadastrées, ban communal de LINGOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	04	N°	55	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	63,99	ares	0,66 ares
Section	04	N°	57	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	31,88	ares	0,17 ares
Section	04	N°	58	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	11,07	ares	0,06 ares
Section	04	N°	59	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	11,06	ares	0,06 ares
Section	04	N°	60	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	16,58	ares	0,10 ares
Section	04	N°	61	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	16,58	ares	0,11 ares
Section	04	N°	78/52	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	0,22	ares	
Section	04	N°	81/62	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	3,20	ares	0,22 ares
Section	05	N°	303/144	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	0,22	ares	
Section	05	N°	304/59	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	0,04	ares	
Section	05	N°	306/59	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	0,82	ares	
Section	09	N°	287/16	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	2,04	ares	
Section	17	N°	152	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	52,77	ares	1,11 ares
Section	17	N°	154	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	11,90	ares	0,25 ares
Section	17	N°	155	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	23,55	ares	0,52 ares
Section	17	N°	156	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	23,61	ares	0,53 ares
Section	17	N°	157	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	23,60	ares	0,54 ares
Section	17	N°	158	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	23,46	ares	0,54 ares
Section	17	N°	159	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	23,47	ares	0,53 ares
Section	17	N°	160	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	23,60	ares	0,52 ares
Section	17	N°	161	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	35,22	ares	0,75 ares
Section	17	N°	162	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	17,62	ares	0,37 ares
Section	17	N°	163	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	18,75	ares	0,36 ares
Section	17	N°	165	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	1,68	ares	0,05 ares
Section	17	N°	166	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	14,46	ares	0,39 ares
Section	17	N°	167	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	22,93	ares	0,57 ares
Section	17	N°	170	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	7,96	ares	0,20 ares
Section	17	N°	171	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	18,10	ares	0,35 ares
Section	17	N°	172	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	19,75	ares	0,33 ares
Section	17	N°	173	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	10,01	ares	0,15 ares
Section	17	N°	174	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	10,00	ares	0,14 ares
Section	17	N°	175	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	19,87	ares	0,28 ares
Section	17	N°	176	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	19,83	ares	0,26 ares
Section	17	N°	177	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	19,50	ares	0,24 ares
Section	17	N°	180	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	18,84	ares	0,42 ares

Section	17	N°	181	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	36,81	ares	0,35 ares
Section	17	N°	182	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	17,03	ares	0,14 ares
Section	17	N°	183	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	17,27	ares	0,13 ares
Section	17	N°	184	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	20,99	ares	0,10 ares
Section	17	N°	184	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	20,99	ares	0,18 ares
Section	17	N°	185	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	21,29	ares	0,19 ares
Section	17	N°	187	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	9,13	ares	0,19 ares
Section	17	N°	188	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	9,02	ares	0,19 ares
Section	17	N°	206	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	6,28	ares	0,18 ares
Section	17	N°	212/193	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	5,01	ares	0,30 ares
Section	17	N°	741/123	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	4,85	ares	
Section	17	N°	751/115	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	165,76	ares	3,83 ares
Section	18	N°	48	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	7,64	ares	2,26 ares
Section	18	N°	167/155	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	0,07	ares	
Section	18	N°	169/155	RUE DE GRAFFENSTADEN	avec	5,31	ares	
Section	22	N°	529/95	RUE DE HOLTZHEIM	avec	3,44	ares	
Section	27	N°	495/202	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	8,70	ares	0,55 ares
Section	27	N°	497/209	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,03	ares	
Section	30	N°	491/129	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,17	ares	
Section	30	N°	493/114	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	5,06	ares	
Section	30	N°	621/129	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,18	ares	
Section	30	N°	736/128	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,17	ares	
Section	31	N°	127/9	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	0,14	ares	
Section	31	N°	129/14	RUE D'ECKBOLSHEIM	avec	5,86	ares	

14° Cadastrées, ban communal de LIPSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	21	N°	316/130	RD 1083	avec	0,29	ares	
Section	21	N°	317/131	RD 1083	avec	0,13	ares	
Section	21	N°	530/239	RD 221	avec	8,76	ares	0,41 ares
Section	21	N°	890/49	RD 221	avec	0,04	ares	

15° Cadastrées, ban communal de MITTELHAUSBERGEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	03	N°	202/108	ROUTE DE NIEDERHAUSBERGEN	avec	1,54	ares
Section	06	N°	344/74	RUE DE STRASBOURG	avec	0,01	ares
Section	06	N°	515/74	RUE DE STRASBOURG	avec	0,41	ares
Section	08	N°	172	RUE DE LA COTE	avec	2,11	ares

16° Cadastrées, ban communal de MUNDOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	99/83	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	10,46	ares	
Section	05	N°	219	RUE DU GAL LECLERC	avec	50,78	ares	
Section	05	N°	221	RUE DU GAL LECLERC	avec	64,67	ares	0,45 ares
Section	05	N°	812/126	RUE DU GAL LECLERC	avec	13,70	ares	0,40 ares
Section	05	N°	848/639	RUE DU GAL LECLERC	avec	1,72	ares	
Section	05	N°	851/710	RUE DU GAL LECLERC	avec	3,86	ares	1,11 ares
Section	05	N°	893/85	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,50	ares	
Section	05	N°	1142/126	RUE DU GAL LECLERC	avec	5,78	ares	0,27 ares
Section	05	N°	1169/85	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,63	ares	
Section	08	N°	294/15	RUE DU GAL LECLERC	avec	30,79	ares	1,97 ares
Section	08	N°	456/88	RUE DU GAL LECLERC	avec	2,70	ares	
Section	08	N°	458/88	RUE DU GAL LECLERC	avec	2,03	ares	
Section	08	N°	497/80	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,12	ares	
Section	08	N°	500/78	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,27	ares	
Section	08	N°	504/79	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,18	ares	
Section	08	N°	512/80	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,37	ares	
Section	08	N°	514/80	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,08	ares	
Section	08	N°	520/82	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,45	ares	
Section	08	N°	522/83	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,18	ares	
Section	08	N°	524/84	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,14	ares	
Section	10	N°	107	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	5,37	ares	
Section	21	N°	75	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	9,69	ares	
Section	25	N°	452/85	RUE DU GAL LECLERC	avec	0,14	ares	

17° Cadastrées, ban communal de NIEDERHAUSBERGEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	03	N°	357/229	RUE DU STADE	avec	0,18	ares	
Section	04	N°	255/197	RUE DU TERMINUS	avec	6,49	ares	1,20 ares
Section	04	N°	317/198	RUE DU TERMINUS	avec	10,94	ares	
Section	05	N°	294/264	RUE DU TERMINUS	avec	14,79	ares	

18° Cadastrées, ban communal d'OBERHAUSBERGEN
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	93	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	1,52	ares	
Section	01	N°	105/31	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	18,67	ares	1,28 ares
Section	01	N°	194/32	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,07	ares	0,06 ares
Section	01	N°	195/32	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,40	ares	
Section	01	N°	198/33	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,23	ares	
Section	02	N°	97	RUE DE WOLFISHEIM	avec	1,44	ares	
Section	02	N°	99	RUE DE WOLFISHEIM	avec	3,24	ares	
Section	02	N°	256/122	RUE DE WOLFISHEIM	avec	56,12	ares	0,29 ares
Section	04	N°	736/254	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,48	ares	
Section	04	N°	737/254	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	1,51	ares	
Section	07	N°	104	ROUTE DE STRASBOURG	avec	1,59	ares	
Section	07	N°	116	ROUTE DE STRASBOURG	avec	5,26	ares	0,10 ares
Section	08	N°	167	ROUTE DE SAVERNE	avec	0,15	ares	
Section	10	N°	125/103	RUE DE WOLFISHEIM	avec	17,34	ares	
Section	11	N°	19	RUE DE WOLFISHEIM	avec	11,90	ares	0,36 ares
Section	11	N°	170/15	RUE DE WOLFISHEIM	avec	12,62	ares	0,40 ares
Section	11	N°	220/195	RUE DE WOLFISHEIM	avec	8,32	ares	0,17 ares
Section	11	N°	228/15	RUE DE WOLFISHEIM	avec	22,81	ares	0,67 ares
Section	11	N°	245/194	RUE DE WOLFISHEIM	avec	3,82	ares	0,07 ares
Section	12	N°	128	ROUTE DE SAVERNE	avec	6,92	ares	0,66 ares

19° Cadastrées, ban communal d'OBERSCHAEFFOLSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	01	N°	139/52	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,14	ares

20° Cadastrées, ban communal d'OSTWALD
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	03	N°	150	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	31,84	ares	
Section	09	N°	320	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	92,15	ares	
Section	09	N°	1175/190	RUE DES VOSGES	avec	0,65	ares	
Section	10	N°	176	RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	avec	40,85	ares	
Section	10	N°	186	RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	avec	10,75	ares	0,37 ares
Section	10	N°	254/79	RUE DU VINGT-TROIS	avec	0,03	ares	

				NOVEMBRE			
Section	10	N°	315/119	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,08	ares
Section	10	N°	461/117	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,21	ares
Section	10	N°	463/117	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,32	ares
Section	10	N°	465/118	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,39	ares
Section	10	N°	467/118	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	0,07	ares
Section	10	N°	484/184	RUE DU MARECHAL FOCH	avec	14,33	ares
Section	11	N°	207/130	RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	avec	8,97	ares
Section	11	N°	396/140	RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	avec	1,06	ares
Section	11	N°	397/140	RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	avec	1,04	ares
Section	11	N°	421/140	RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	avec	8,40	ares
Section	16	N°	122	RUE DES VOSGES	avec	0,18	ares
Section	16	N°	209/115	RUE DES VOSGES	avec	0,17	ares
Section	16	N°	211/122	RUE DES VOSGES	avec	0,08	ares

21° Cadastrées, ban communal de PLOBSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	80/9	RUE DE L'EGLISE	avec	0,79	ares	
Section	03	N°	108/1	RUE DE L'EGLISE	avec	1,16	ares	
Section	09	N°	73/10	RUE DU GAL LECLERC	avec	3,08	ares	
Section	09	N°	75/10	RUE DU GAL LECLERC	avec	3,93	ares	
Section	09	N°	76/12	RUE DU GAL LECLERC	avec	4,77	ares	
Section	10	N°	137/59	RUE DU GAL LECLERC	avec	18,12	ares	0,28 ares
Section	13	N°	186	RUE DU GAL LECLERC	avec	14,71	ares	
Section	13	N°	190	RUE DU GAL LECLERC	avec	1,69	ares	0,36 ares
Section	13	N°	288/185	RUE DU GAL LECLERC	avec	30,90	ares	
Section	15	N°	179/124	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,09	ares	
Section	15	N°	183/126	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,17	ares	
Section	15	N°	185/127	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,17	ares	
Section	15	N°	189/146	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,03	ares	
Section	15	N°	191/147	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,02	ares	
Section	15	N°	193/148	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,02	ares	
Section	15	N°	194/120	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,05	ares	
Section	15	N°	196/121	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,14	ares	
Section	15	N°	198/122	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,23	ares	
Section	15	N°	200/123	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,32	ares	
Section	15	N°	202/124	RUE DE LA BRIGADE	avec	0,28	ares	

				ALSACE- LOR.				
Section	15	N°	204/149	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,24	ares	
Section	15	N°	206/125	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,38	ares	
Section	15	N°	208/126	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,20	ares	
Section	15	N°	210/127	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,20	ares	
Section	15	N°	214/146	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,16	ares	
Section	15	N°	216/147	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,16	ares	
Section	15	N°	218/148	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,31	ares	
Section	15	N°	220/151	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,07	ares	
Section	15	N°	222/150	RUE DE LA BRIGADE ALSACE- LOR.	avec	0,15	ares	
Section	23	N°	276	RD 468	avec	14,04	ares	1,21 ares
Section	24	N°	250/112	RD 468	avec	1,19	ares	

22° Cadastrées, ban communal de REICHSTETT
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	06	N°	83	RD 63	avec	56,90	ares	5,83 ares
Section	06	N°	586/158	RD 63	avec	1,19	ares	
Section	07	N°	313/233	RD 63	avec	43,27	ares	
Section	08	N°	452/155	RD 468	avec	4,37	ares	
Section	11	N°	131	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,64	ares	
Section	21	N°	40/36	RD 37	avec	0,26	ares	
Section	21	N°	50/5	RD 37	avec	1,28	ares	
Section	21	N°	50/5	RD 37	avec	1,28	ares	
Section	21	N°	52/6	RD 37	avec	0,71	ares	
Section	25	N°	121	RD 63	avec	1,92	ares	0,05 ares
Section	25	N°	263	RD 37	avec	2,03	ares	
Section	25	N°	418/200	RD 63	avec	0,42	ares	
Section	25	N°	420/202	RD 63	avec	0,16	ares	
Section	26	N°	601/475	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	3,72	ares	
Section	26	N°	881/164	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,28	ares	
Section	26	N°	883/164	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	2,16	ares	0,30 ares
Section	06	N°	83	RD 63	avec	56,90	ares	5,83 ares
Section	06	N°	586/158	RD 63	avec	1,19	ares	
Section	07	N°	313/233	RD 63	avec	43,27	ares	

23° Cadastrées, ban communal de SCHILTIGHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	04	N°	163/42	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,07	ares	
Section	17	N°	26/17	RUE CONTADES	avec	7,10	ares	6,75 ares
Section	17	N°	130/18	RUE CONTADES	avec	96,43	ares	0,81 ares
Section	17	N°	146/21	RUE DU BARRAGE	avec	0,21	ares	
Section	32	N°	8/4	RUE SAINT-CHARLES	avec	1,25	ares	
Section	34	N°	99/2	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	0,54	ares	
Section	34	N°	137/1	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	0,56	ares	
Section	34	N°	152	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	1,71	ares	
Section	37	N°	350/164	ROUTE DE BISCHWILLER	avec	0,09	ares	
Section	42	N°	20	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	69,61	ares	1,95 ares
Section	42	N°	22	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	171,33	ares	3,91 ares
Section	43	N°	34/22	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	1,05	ares	
Section	43	N°	58/22	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	1,97	ares	
Section	43	N°	97/22	ROUTE DU GAL DE GAULLE	avec	1,02	ares	
Section	49	N°	91	RUE DE LA PAIX	avec	12,68	ares	
Section	49	N°	172	RUE DE LA PAIX	avec	10,92	ares	
Section	50	N°	59/27	RUE DE LA PAIX	avec	5,00	ares	4,59 ares
Section	50	N°	109/35	RUE DE LA PAIX	avec	1,13	ares	
Section	50	N°	117/34	RUE DE LA PAIX	avec	4,38	ares	
Section	50	N°	129/34	RUE DE LA PAIX	avec	1,36	ares	
Section	50	N°	230/83	RUE DE LA PAIX	avec	1,17	ares	
Section	50	N°	232/51	RUE DE LA PAIX	avec	8,39	ares	
Section	50	N°	234/18	RUE DE LA PAIX	avec	8,51	ares	
Section	50	N°	236/35	RUE DE LA PAIX	avec	6,93	ares	
Section	62	N°	99	ROUTE DE HAUSBERGEN	avec	17,93	ares	

24° Cadastrées, ban communal de SOUFFELWEYERSHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	01	N°	243/24	RUE DU CHEMIN DE FER	avec	0,28	ares
Section	02	N°	378/84	RUE DU CANAL	avec	0,12	ares
Section	05	N°	187/147	RUE DU CANAL	avec	0,23	ares
Section	10	N°	181/93	RD 184	avec	3,29	ares
Section	11	N°	157/123	RD 184	avec	8,36	ares
Section	14	N°	250	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	10,79	ares
Section	14	N°	339/248	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	10,98	ares
Section	14	N°	341/250	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	7,84	ares
Section	14	N°	393/165	RUE DU CHEMIN DE FER	avec	0,05	ares
Section	14	N°	394/229	RUE DU CHEMIN DE FER	avec	0,96	ares
Section	14	N°	573/74	RUE DE L'INDUSTRIE	avec	4,14	ares
Section	15	N°	283/1	RUE DU CHEMIN DE FER	avec	1,14	ares

25° Cadastrées, ban communal de VENDENHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	01	N°	93/57	ROUTE DE BRUMATH	avec	2,31	ares	0,15 ares
Section	08	N°	14	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,02	ares	
Section	08	N°	17	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,11	ares	
Section	08	N°	31	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,02	ares	
Section	08	N°	38	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,20	ares	
Section	08	N°	40	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,26	ares	
Section	08	N°	128	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	1,02	ares	0,01 ares
Section	09	N°	48	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,80	ares	
Section	09	N°	50	RUE DU GENERAL LECLERC	avec	0,32	ares	
Section	27	N°	50	RD 37	avec	35,18	ares	0,48 ares
Section	27	N°	68/50	RD 37	avec	0,78	ares	
Section	38	N°	645/147	ROUTE DE STRASBOURG	avec	8,59	ares	
Section	38	N°	712/366	ROUTE DE STRASBOURG	avec	3,87	ares	
Section	45	N°	84	RUE DU MOULIN	avec	4,90	ares	2,59 ares
Section	45	N°	85	RUE DU MOULIN	avec	7,50	ares	3,30 ares
Section	45	N°	86	RUE DE BERSTETT	avec	11,51	ares	3,42 ares
Section	47	N°	782/95	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,18	ares	
Section	47	N°	783/95	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	7,24	ares	
Section	47	N°	786	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	3,88	ares	
Section	47	N°	984/95	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	0,84	ares	
Section	47	N°	1053	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	6,18	ares	
Section	47	N°	1054	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,33	ares	
Section	47	N°	1055	ROUTE DE LA WANTZENAU	avec	1,38	ares	

26° Cadastrées, ban communal de LA WANTZENAU
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

								Partie en emprise transférée (lorsque la parcelle n'est aménagée qu'en partie)
Section	02	N°	41	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	17,42	ares	
Section	04	N°	157/44	RUE DU GAL DE GAULLE	avec	0,93	ares	0,16 ares
Section	22	N°	192/43	FG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	0,67	ares	
Section	22	N°	193/43	FG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	0,15	ares	
Section	22	N°	250/43	FG DU CAPITAINE	avec	1,07	ares	

				D'ALENCON				
Section	22	N°	253/43	FG DU CAPITAINE D'ALENCON	avec	2,10	ares	
Section	46	N°	44/16	RD 223	avec	0,92	ares	
Section	48	N°	120	RD 301	avec	56,79	ares	2,36 ares
Section	49	N°	160	RD 301	avec	61,42	ares	1,87 ares
Section	49	N°	204/146	RUE DE LAUTERBOURG	avec	4,71	ares	
Section	50	N°	185	RD 223	avec	64,14	ares	0,46 ares
Section	51	N°	174	RD 223	avec	64,65	ares	0,23 ares
Section	52	N°	188	RD 223	avec	16,24	ares	0,34 ares
Section	52	N°	189	RD 223	avec	11,10	ares	
Section	52	N°	202/190	RD 223	avec	12,50	ares	
Section	52	N°	251/191	RD 223	avec	13,98	ares	3,06 ares
Section	56	N°	220	RD 468	avec	47,63	ares	0,53 ares

27° Cadastrées, ban communal de WOLFISHEIM
et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG :

Section	01	N°	98	RUE DU MOULIN	avec	1,46	ares
Section	02	N°	108	RUE DE LA MAIRIE	avec	8,31	ares
Section	04	N°	87	RUE DE LA MAIRIE	avec	44,02	ares
Section	04	N°	149/87	RUE DE LA MAIRIE	avec	0,07	ares
Section	21	N°	236/137	RD 63	avec	0,42	ares
Section	21	N°	238/137	RD 63	avec	0,47	ares
Section	22	N°	553/193	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	15,28	ares
Section	23	N°	501/172	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	0,40	ares
Section	23	N°	655	RUE D'OBERHAUSBERGEN	avec	43,33	ares

Département :
BAS-RHIN

Commune :
STRASBOURG

Section : MR
Feuille : 000 MR 02

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 24/10/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2016 Ministère des Finances et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
STRASBOURG I

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Annexe 3a Liste du matériel engins

Biens transférés à l'Eurométropole qui figurent dans l'inventaire comptable du Département et dans l'Actif du Comptable

CODE	Nature comptable	Désignation	n° inv SPVBR	n° inv Budget 01	debut amort	Valeur Brute	VNC AU 31.12.2016
PMV76	2157	PANNEAU A MESSAGERIE VARIABLE		AUT0000000000000016376	01/01/2010	7 868,11	6 296,11
VEL106	2182	VELO CHARLESTON MBK	AUT000000000000020428	AUT0000000000000011094		281,30	281,30
E201	2157	FOURGON MASTER DK-282-EV	AUT_08_15_00002		01/01/2016	35 515,01	30 442,01
PMV99	2157	POLYSIGNAL SIRIUS	AUT_08_15_00004		01/01/2016	16 950,88	15 255,88
B088	2157	KANGOO EXPRESS DG-069-HY	AUT_08_14_00048		01/01/2015	17 632,76	12 596,76
R144	2157	REMORQUE DF-089-AT	AUT_08_14_00027		01/01/2015	1 652,11	0,00
G080	2157	CHASSIS PREMIUM LANDER CV-315-ZH	AUT_08_13_00064		01/01/2014	162 214,21	113 551,21
BOX CV-315-ZH	2157	BOX DE RANGEMENT	AUT_08_14_00014		01/01/2014	564,81	0,00
L294	2157	SALEUSE ACOMETIS	AUT_08_13_00055		01/01/2014	21 823,38	15 277,38
P659	2157	LAME DE DENEIGEMENT	AUT_08_13_00050		01/01/2014	9 720,18	6 804,18
ZG80	2157	GRUE FASSI ZG80ST	AUT_08_13_00067		01/01/2014	43 045,02	30 133,02
E185	2157	FOURGON MASTER CL-608-SR	AUT_08_12_00108		01/01/2013	29 979,41	12 851,41
U061	2157	BALAI FRONTAL	AUT_08_12_00066		01/01/2013	9 439,18	5 667,18
B012	2182	CLIO BT-774-RW	AUT0000000000000023567		01/01/2012	9 599,76	2 744,76
B929	2157	CLIO AH-459-CH	AUT-SPVBR-B929	AUT0000000000000020333	01/01/2011	13 428,58	1 920,58
E114	2157	MASTER AC-206-LT	AUT-SPVBR-E114	AUT0000000000000018152	01/01/2010	32 511,83	4 048,00
P620	2157	LAME BI-RACL.ARVEL	AUT-SPVBR-P620	AUT0000000000000016190_1	01/01/2010	9 539,77	2 868,77
P609	2157	LAME BI-RACL.FRANCE-NEIGE	AUT-SPVBR-P609	AUT0000000000000013606_1	01/01/2008	7 494,49	2.251,49
B552 + B552EQUIP	2157	TWINGO AV-215-DZ ET EQUIPEMENT KIT BALISAGE	AUT-SPVBR-B552 AUT-SPVBR-B552EQUIP	AUT0000000000000008454	01/01/2006	10 304,19 + 1 276,64 = 11580,83	0,00 + 0,00
H097	2157	TRACTEUR JOHN DEERE AV-672-YP	AUT-SPVBR-H097	MAN0473		66 820,52	66.820,52
F092	2157	CAMION AW-367-HT	AUT-SPVBR-F092	MAN0406		54 386,68	54 386,68
TRIBENNE F092	2157	TRIBENNE	AUT-SPVBR-TRIBF092	MAN0586		18 485,26	18 485,26
F093	2157	CAMION AV-752-LN	AUT-SPVBR-F093	MAN0407		58 284,24	58 284,24
TRIBENNE F093	2157	TRIBENNE	AUT-SPVBR-TRIBF093	MAN0587		18 485,26	18 485,26
R090	2157	REMORQUE AW-443-HY	AUT-SPVBR-R090	MAN0553	01/01/1998	7 381,72	7 381,72
R070	2157	SES REMORQUE PORTE PANNEAU AV-340-YK	AUT-SPVBR-R070		01/01/1996	6 657,11	0,00
R047	2157	SES REMORQUE PORTE PANNEAU AV-203-YK	AUT-SPVBR-R047		01/01/1990	5 675,27	0,00

Biens transférés à l'Eurométropole qui figurent dans l'inventaire comptable du Département et qui sont absents de l'actif du comptable

Pour mettre en adéquation l'actif avec l'inventaire, en vue du transfert, il est proposé d'autoriser le comptable à passer les opérations d'ordre non budgétaires suivantes :

CODE	nature comptable	Désignation	n° inv SPVBR	n° inv Budget 01	debut amort	Montant SPVBR	VNC AU 31.12.2016
EQUIP.HYDRAUL.F092	2157	Equipement hydraulique	AUT-SPVBR-HYDF092			10 338,06	10 338,06
EQUIP.HYDRAUL.F093	2157	Equipement hydraulique	AUT-SPVBR-HYDF093			10 338,06	10 338,06
L228	2157	SALEUSE ACOMETIS	AUT-SPVBR-L228			19 935,50	19 935,50
L229	2157	SALEUSE ACOMETIS	AUT-SPVBR-L229			19 935,50	19 935,50
T328	2157	FAUCHEUSE FULGOR 6001	AUT-SPVBR-T328			26 240,24	26 240,24

Bien transféré à l'Eurométropole qui est absent de l'inventaire comptable du Département et de l'actif du comptable

CODE	nature comptable	Désignation	n° inv SPVBR	n° inv Budget 01	debut amort	Montant SPVBR	VNC AU 31.12.2016
T082	2157	FAUCHEUSE FULGOR 6001	/	/		26 240,24	

Annexe 3 Liste du matériel informatique

	Nombre (Routes)	Nombre (FSL)	Total
Poste fixe (U.C.)	11	6	17
Ordinateur Portable	2	3	5
Ecran	12	8	20
Appareils photos	3	0	3
Vidéoprojecteur	1	0	1
Outil visioconférence	1	0	1
Copieur	1	0	1
Scanner	1	0	1
Imprimante	1	4	5
Routeur	1		1
Postes de téléphonie fixe	12	8	20
Mobile simple	2	0	2
Smartphone de base	3	0	3
Smartphone évolué	0	0	0

ANNEXE 4 - LISTE DES MARCHES A TRANSFERER A L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

29/09/2016

Opération	n° de marché	Objet du marché	Titulaire	Montant TTC	Montant dépenses TTC	Etat d'avancement du marché	Date réception	Date décompte final	Date notification DGD
Aménagement RD1083 à FEGERSHEIM, LIPSHEIM et ICHTRATZHEIM	001894	MOE - PARTIE MISSION DCE	INGEROP	580 000,00 €	478 009,31 €	Arrêté à EA 8 révisé en définitif	Marché à transférer (prestations à poursuivre)		
RD 63 SUPPRESSION du PN6	004115	Suivi des œillets superbes	ECOLOR	17 868,00 €	6 976,61 €	EA 2 non révisé définitif SUIVI sur 5 ans jusqu'au 30/09/19 (environ 3000 € TTC / an).	Marché à transférer (prestations à poursuivre)		

Chambre régionale
des comptes
Alsace, Champagne-Ardenne,
Lorraine

Compte rendu de la réunion de la commission d'évaluation des charges et ressources transférées (CLECRT) du département du Bas-Rhin vers l'Eurométropole de Strasbourg conformément aux dispositions de l'article 133 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République

Tenue le jeudi 27 octobre 2016 à 16 heures au siège de l'Eurométropole de Strasbourg

***

Membres de la Commission présents :

Au titre du département du Bas-Rhin :
- M. Frédéric Bierry, président du conseil départemental,
- M. Rémi Bertrand, vice-président,
- M. Jean-Philippe Maurer, vice-président du conseil départemental.

Au titre de l'Eurométropole de Strasbourg :
- Mme Caroline Barrière, vice-présidente,
- M. Eric Amiet, vice-président,
- M. Olivier Bitz, conseiller métropolitain

Membres de la commission excusés :
- M. Bernard Fischer, premier vice-président, avec pouvoir donné à M.Rémi Bertrand

Mme Marie-Dominique Dreysse, conseiller métropolitain.

Président de la commission : M. Dominique Roguez, président de la chambre régionale des comptes d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine

Assistaient à la réunion :

Au titre du département :
- M. Christophe Garnier, directeur général des services,
- Mme Delphine Joly, adjointe au directeur général des services,
- M. Guillaume Kleinpeter, adjoint au directeur général des services,
- M. Jonathan Bisot-Lefebvre, coordinateur des ressources, directeur des finances et de la commande publique

Au titre de la métropole :
- M. Pierre Laplane, directeur général des services
- M. Serge Foresti, directeur général adjoint
- M. Guy Chevanne, Chef de la Mission intercommunalité
- Mme Marion Spegt, directrice adjointe de la direction des finances et de la programmation

Le président Roguez ouvre la séance et constate que le quorum est atteint ; le procès-verbal de la réunion du 26 mai 2016, qui a été adressé préalablement aux membres de la commission, ne suscite pas d'observation et est adopté en l'état.

Le comité adopte à l'unanimité le montant de la dotation de compensation due à l'Eurométropole de Strasbourg par le Département du Bas-Rhin au titre des transferts de compétence qui s'établit à **la somme annuelle de 11 067 993,62 €,** répartie comme suit :

Charges nettes :	
Voirie :	3 054 194,06 €
Fonds d'aide aux jeunes :	344 258,16 €
Fonds de solidarité logement :	2 028 073,04 €
Prévention spécialisée :	4 118 444,90 €
Charges indirectes :	134 635,87 €
Charges de personnel :	1 388 387,59 €

Les méthodes de calcul et les périodes de référence ont été adoptées lors de la réunion du 26 mai, les périmètres et le détail du calcul sont précisés dans le document de synthèse élaboré par les services et examiné en commission et joint au présent compte rendu.

Cette dotation devra être revue par une nouvelle commission à créer pour tenir compte de l'incidence de l'intégration à l'Eurométropole des communes membres de la Communauté de communes des Châteaux.

***

En conclusion, le président Roguez remercie l'ensemble des participants pour la qualité des débats et la conclusion de cet accord.

Fait à Metz, le 1 décembre 2016
Le président de la chambre régionale des comptes
d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine.

Dominique ROGUEZ

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

ANNEXE 6
Protocole de transfert d'archives

Le présent bordereau doit être rempli en cas de transfert de documents originaux, quel que soit leur support (papier, électronique). Il doit être rédigé en trois exemplaires et signés :

- par le directeur de l'administration qui transfert les archives ;
- par la personne habilitée au sein de l'administration qui reçoit les archives.

Chaque signataire reçoit un original du protocole et doit le conserver.

Le troisième exemplaire sera transmis à la directrice des Archives départementales du Bas-Rhin au nom du contrôle scientifique et technique exercé par l'État (art. L. 212-10 et R. 212-4 du code du Patrimoine).

Comment remplir l'inventaire ?

- Une fiche d'inventaire par compétence/service doit être rédigée.
- S'il n'est pas utile de décrire boîte à boîte les documents transférés, toutes les typologies documentaires devront cependant être listées.

Rappel : seuls des documents identifiés et listés pourront être transférés.

****

Attestation de prise en charge

Structure qui transfert les archives (le déposant)

Madame/Monsieur (Nom, prénom) ……
Directeur/Président de la structure (Dénomination) ……
certifie l'exactitude de(s) (l') inventaire(s) annexé(s) au présent bordereau descriptif de transfert.

Date :
Signature

Structure qui reçoit les archives (le dépositaire)

Madame/Monsieur (Nom, prénom) ……
Directeur/Président de la structure (Dénomination) ……
certifie l'exactitude de(s) (l') inventaire(s) annexé(s) au présent bordereau descriptif de transfert.

Date :
Signature

FICHE D'INVENTAIRE DES ARCHIVES TRANSFEREES

SERVICE DEPOSANT LES ARCHIVES		*Indiquer ici la provenance précise des documents: service, mission en charge.*
SERVICE DEPOSITAIRE DES ARCHIVES		*Indiquer ici l'identité du service qui prend en charge les documents*
Prise en charge des documents		Date : ……

Thématiques/ Missions	Archives courantes/ intermédiaires	Typologie	Support (physique, numérique ou mixte)	Dates extrêmes	Métrage

CONVENTION DE GESTION TEMPORAIRE
DU RESEAU ROUTIER DEPARTEMENTAL TRANSFERE

Entre

Le Département du Bas-Rhin, représenté par son Président, Monsieur Frédéric Bierry, dûment habilité par la délibération du Conseil Départemental en date du 8 décembre 2016 désigné dans la présente convention, « le Département » ;

D'une part,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert Herrmann, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée Métropolitaine en date du 16 décembre 2016 désigné dans la présente convention, « l'Eurométropole » ;

D'autre part.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment ses articles 90 et 133 ;

Vu la convention de transfert de compétence passée en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, notamment son l'article 10 « Modalités de gestion transitoire de la voirie pour la période du 1er janvier 2017 au 31 mars 2017 » ;

Préambule

En application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe »), le Département du Bas-Rhin transfert de plein droit à l'Eurométropole les routes départementales (RD) situées sur son territoire d'action. Les dispositions générales de ce transfert sont spécifiées dans la convention de transfert de compétences prenant effet au 1er janvier 2017.

A partir de cette date, toutes les compétences liées à la voirie sur les RD (viabilité hivernale, entretien courant, grosses réparations, exploitation, sécurité, gestion du domaine public, gestion de crise,…) sont transférées à l'Eurométropole.

Toutefois, pour garantir à l'usager une continuité du service sur les routes transférées en évitant une rupture des niveaux de service en viabilité hivernale (VH), et l'assurance de la continuité dans la transmission des informations sur l'état des routes, l'Eurométropole demande au Département de fournir aux agents exerçant les missions ayant trait à la VH, aux mesures urgentes d'entretien courant et d'exploitation, à la sécurité et la gestion de crise, des prestations d'assistance au pilotage.

Ces prestations seront limitées aux actions liées à l'exercice de ces missions à l'intérieur des limites de gestion convenues du réseau routier transféré. Sont notamment exclues de cette prestation les actions liées aux grosses réparations, à la gestion du domaine public, et toutes celles qui ne peuvent être exercées légalement par le Département pour le compte de l'Eurométropole, tels les actes relevant du propriétaire des routes, et l'exercice des pouvoirs des polices de la circulation et de la conservation.

Durant cette période de 3 mois, l'Eurométropole mettra à profit les prestations du Département pour se familiariser avec les modes de gestion des routes transférées, et mettra progressivement en place les circuits administratifs, financiers et de gestion des routes transférées pour être en mesure au 31 mars 2017 de libérer le Département de ses engagements pris dans la présente convention.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir :

- les prestations, assurées par le Département pour le compte de l'Eurométropole et ayant trait à la viabilité hivernale (VH), à l'entretien courant, à l'exploitation, à la sécurité et à la gestion de crise sur le réseau des RD qui auront été transférées au 1er janvier 2017, pendant une période de 3 mois
- Des modalités de remboursement des frais consentis par le Département dans le cadre de l'exercice de ces prestations pour l'Eurométropole.

Article 2 : Dispositions communes à la VH et à l'entretien courant

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2017, date de transfert à l'Eurométropole du réseau routier départemental situé dans son périmètre de compétence, et les prestations prendront fin au plus tard le 31 mars 2017, sauf conditions climatiques particulières nécessitant une prolongation.

A partir du 1er janvier 2017, les agents transférés seront intégrés dans les effectifs de l'Eurométropole et placés en conséquence sous son autorité hiérarchique, sa responsabilité, et seront soumis à ses règles de gestion des ressources humaines ; de même, les missions liées à la compétence voirie transférée seront exercées sous la seule responsabilité de l'Eurométropole. Le Département ne peut se voir déléguer de pouvoir de décision pour intervenir dans le management des agents transférés à l'Eurométropole.

L'Eurométropole peut intervenir à tout moment dans l'organisation et le déroulement des opérations de VH et d'entretien courant sur le réseau transféré, mais s'engage à ne pas interférer sur les RD situées en-dehors du périmètre des routes transférées et dont la VH et l'entretien courant sont assurés par le centre technique de Strasbourg.

Le Département s'engage à ne pas modifier, ses interventions et prescriptions, notamment celles du Plan d'Exploitation de la Viabilité Hivernale (PEVH), sur les sections de routes transférées dont il continue à

assurer le pilotage de la VH et de certaines missions de l'entretien courant sous l'autorité de l'Eurométropole de Strasbourg.

En contrepartie, pour une meilleure efficacité et réactivité dans l'exécution de ces prestations, le Département s'engage, en cas de besoin urgent et de nécessité imminente, à recourir à ses propres budgets et marchés ; en contrepartie, pour des motifs d'organisation et de logistique mises en place par le Département pour garantir la continuité de la VH sur les routes transférées, l'Eurométropole s'engage à ne pas remettre en cause ou à modifier ces dispositions et celles comprises dans l'article 3 ci-après avant le 31 mars 2017.

Enfin, étant donné que toutes les charges assurées par le Département pendant cette période transitoire de 3 mois pour le compte de l'Eurométropole sont comptées dans la dotation de compensation versée par le département à l'Eurométropole, celle-ci s'engage à rembourser au Département les dépenses effectuées au titre de la présente convention sur la base d'un décompte établi à la date du 31 mars 2017.

Pour les prestations (fournitures, main d'œuvre, travaux, locations, …) réalisées par les services du Département, les montants sont calculés à partir des prix du barème en vigueur et refont l'objet d'un remboursement par l'Eurométropole sur la base d'une facturation établie par le Département.

Article 3 : Exécution de la viabilité hivernale

Rappels

La campagne VH 2016-2017
C'est la période pendant laquelle les services du Département sont opérationnels pour l'exercice de leur mission de VH sur les RD : conventionnellement, elle débute le 17 novembre 2016, et se terminera le 20 mars 2017 sauf conditions climatiques particulières nécessitant une prolongation.

Le DOVH (Dossier d'Organisation de la Viabilité Hivernale)
Avant le début de la campagne de VH, le Département établit un DOVH décrivant sa politique et indiquant toutes données et informations nécessaires à l'ensemble des services pour organiser la surveillance du réseau routier, les interventions sur les RD et la circulation de l'information sur l'état des routes. Le DOVH est transmis à chaque centre technique (dont celui de Strasbourg) qui établira son PEVH avant le début de la campagne VH. Le DOVH sera transmis à l'Eurométropole de Strasbourg avant la période de démarrage de la campagne 2016/2017

Le PEVH (Plan d'Exploitation de la Viabilité Hivernale)
Sur la base de ce DOVH, chaque service opérationnel, dont le centre technique de Strasbourg qui sera transféré à l'Eurométropole au 1er janvier 2017, décline son organisation dans le PEVH avant le début de la campagne VH. . Le PEVH sera transmis à l'Eurométropole de Strasbourg avant la période de démarrage de la campagne 2016/2017

Les modalités d'exécution de la VH entre le 1er janvier et le 31 mars 2017

Toutes les missions et tâches consignées dans le PEVH du centre technique de Strasbourg seront exécutées dans la plus stricte continuité entre le 17 novembre 2016 et le 31 mars 2017.

Le matériel
La VH sera exécutée avec les mêmes matériels (camions, saleuses, lames, rabots, postes radio,…) que ceux utilisés avant le transfert. L'entretien (fournitures et mise en œuvre) sera fait par les services du Département, notamment le Service du Parc des Véhicules et Bacs Rhénans (SPVBR) pour le matériel roulant. Est compris dans ces matériels :

- Le dispositif d'alerte au travailleur isolé (DATI) – chauffeur intervenant sans accompagnateur
- Les tablettes et toute la logistique de traitement de la main courante embarquée (MCE)
- Les matériels et l'infrastructure permettant l'usage de toutes les fonctionnalités du système radio TETRA du Département.

Les fournitures
L'approvisionnement en sel de déneigement, en saumure se fera au SPVBR.

Autres prestations
Jusqu'au 31 décembre 2016, le centre technique de Strasbourg confie un circuit de salage-déneigement au SPVBR comprenant un camion équipé avec chauffeur et accompagnateur. De plus, des personnels de renfort (responsable d'intervention (RI) ou chauffeurs ou accompagnateurs) sont mis à disposition pour compléter l'effectif du centre technique.
Ces dispositions seront maintenue sur la période du 1er janvier 2017 au 31 mars 2017.

Toutes ces prestations seront remboursées par l'Eurométropole au Département conformément aux stipulations de l'article 2 ci-dessus.

Dès la date du transfert, le centre technique de Strasbourg, placé sous la responsabilité de l'Eurométropole, bénéficiera à titre gracieux des outils, consignes, informations, alertes,… mis en place par les services du Département tels que l'UGT (Unité Gestion du Trafic), le SER (Service Entretien des Routes) ou des centres techniques voisins, tels que :

- Prévisions météorologiques issues du marché de prestation entre le Département et Météo-France par utilisation directe des agents du centre technique de Strasbourg selon login figurant dans le DOVH ;
- Les consignes de déclenchement des patrouillages issues de l'UGT ou du SER ;
- Les consignes de déclenchement des interventions ;
- Les consignes de pose et dépose des barrières de dégel ;
- Le suivi et l'accompagnement des intervenants en VH du centre technique de Strasbourg lorsqu'ils demandent à être placés sous le régime du dispositif d'alerte au travailleur isolé (DATI) ;
- L'outil informatique « Gest'VH » permet au RI de gérer le temps de travail des agents du centre technique dans le respect de la réglementation qui leur était appliquée au département avant le transfert. Il appartiendra à l'Eurométropole de prendre toutes les mesures nécessaires en temps et en heure pour gérer le temps de travail des personnels transférés en conformité avec son propre règlement du temps de travail ;

En outre, le Département s'engage à fournir gratuitement :

- L'information à l'Eurométropole sur l'état des routes transférées ; il appartient à l'Eurométropole de préciser les sites destinataires de cette information ;
- L'information aux médias des conditions de circulation y compris pour les RD transférées ;
- Toute information et alerte en cas de difficultés, et ceci dans les plus brefs délais, notamment en cas de non-atteinte des niveaux de service prévus au PEVH, et surtout de difficultés pour respecter le règlement du temps de travail actuellement en vigueur au Département.

Article 4 : L'entretien courant sur les routes transférées

Opérations d'entretien courant sur le réseau transféré entre le 1er janvier et le 31 mars 2017

A l'instar des opérations de viabilité hivernale, les opérations d'entretien courant normal sur le réseau transféré entre le 1 er janvier et le 31 mars 2017 seront assurées dans la continuité des actions déjà organisées par le personnel du département et sous le pilotage du centre technique de Strasbourg pour :

les chaussées

- Bouchage des nids de poule ;
- Balayage et nettoyage des chaussées et caniveaux, enlèvement d'objets ou d'animaux morts ;

les accotements et dépendances

- Abattages d'arbres jugés dangereux situés sur l'emprise des routes transférées ;
- Réparations d'urgence (panneaux, glissières, …) ;
- Ramassage des poubelles ;

les ouvrages d'art

- Débouchage des dispositifs d'évacuations d'eau
- Enlèvement des embâcles ;
- Toute action d'entretien courant nécessaire au bon fonctionnement des ouvrages ;
-

Article 5 : L'exploitation et la sécurité

Les arrêtés de circulation et autorisations de voirie

- Instruction des demandes, préparation, rédaction des projets d'arrêtés de circulation ;
- Instruction des demandes, préparation, rédaction des projets d'arrêtés d'autorisation de voirie (autorisations d'occupation du domaine public routier transféré, permissions de voirie, permis de stationnement,…) ;
-

Les interventions sur chantiers et accidents

- Pose des signalisations de déviation, de restriction de circulation ;
-

La gestion de crise routière

- Appui, sous forme d'avis simple, dont il aura la connaissance et le savoir pour préparer les décisions qui relèvent de l'Eurométropole ;
- Assistance pour la gestion des situations de crise, en particulier en cas de déclenchement du plan ORSEC ;
-

L'Eurométropole transmettra les coordonnées de ses interlocuteurs désignés pour recueillir en tant que de besoin (crises, survenance d'accidents,…), sous forme orale ou écrite l'expertise (connaissance site,…) aux fins de prendre les actes nécessaires aux affaires afférentes.

Article 6 : Durée de la convention

Les prestations du Département prévues par la présente convention sont dues sur la période du 1er janvier au 31 mars 2017 (sauf conditions climatiques exceptionnelles, et seulement dans ce cas, il peut être décidé d'un commun accord par simple échange de courriers entre les exécutifs, de la prolonger) ; les effets de la convention prennent fin dès encaissement par le Département des remboursements dus par l'Eurométropole pour les dépenses effectuées par le Département au titre de la présente convention.

Article 7 : Résiliation

La résiliation peut intervenir par simple courrier avec effet immédiat pour ce qui concerne les prestations à la demande d'un des cocontractants. La résiliation deviendra effective dès encaissement par le Département des sommes dues par l'Eurométropole en remboursement des dépenses effectuées au titre de la présente convention le jour de la demande de résiliation.

Article 8 : Règlement des litiges

Toute contestation relative à la présente convention sera portée devant la juridiction compétente lorsque les 2 parties auront constaté l'échec d'un règlement amiable préalable et obligatoire.

Article 9 : Communication

Toute sollicitation de la presse pour des demandes d'interview ou de reportage en lien avec l'entretien courant et la VH sur le réseau transféré devra préalablement être validée par le service de presse de l'Eurométropole de Strasbourg. Toutefois, la communication sur l'état des routes pendant la VH effectuée

par l'UGT du Département sur les radios locales, sur le site www.inforoute67.fr et au CRICR ne sont pas concernées par cette clause.

Fait à Strasbourg, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin	Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Frédéric BIERRY	Robert HERRMANN

CONVENTION PORTANT SUR
LA FIXATION DES LIMITES DE GESTION DES ROUTES TRANSFEREES ET LES MODALITES DE GESTION DES SECTIONS DE ROUTES SITUEES ENTRE LES LIMITES DES TRANSFERTS ET CES LIMITES DE GESTION

Entre

Le Département du Bas-Rhin, représenté par son Président, Monsieur Frédéric Bierry, dûment habilité par la délibération du Conseil départemental en date du 8 décembre 2016 désigné dans la présente convention, « le Département » ;

D'une part,

Et

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert Herrmann, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée métropolitaine en date du 16 décembre 2016 désigné dans la présente convention, « l'Eurométropole de Strasbourg» ;

D'autre part.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment ses articles 90 et 133 ;

Vu les articles les articles L.5215-27, L.5217-2-IV du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération N°….. du Conseil Départemental du 8 décembre 2016 relative aux transferts de compétences ;

Vu la délibération N°….. du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2016 relative aux transferts de compétences ;

Vu la convention générale de transfert de compétence passée en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, notamment son article 12 relatif aux modalités de gestion des sections de routes situées entre les limites des transferts et les limites de gestion fixées d'un commun accord.

Préambule

En application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe »), le Conseil Départemental du Bas-Rhin transfère de plein droit la propriété et la gestion des routes départementales (RD) situées sur le territoire administratif de l'Eurométropole de Strasbourg à cette dernière. Les conditions et modalités de ce transfert sont spécifiées dans la convention générale de transfert de compétences avec effet au 1er janvier 2017.

A partir de cette date, toutes les composantes de la compétence (viabilité hivernale, entretien courant, gros entretien, exploitation, sécurité, gestion du domaine public,…) liées à la gestion du réseau routier transféré seront exercées en pleine responsabilité du propriétaire par l'Eurométropole de Strasbourg.

Cependant, dans un souci de ne pas introduire de discontinuité dans les niveaux de service, et plus généralement de gestion, sur les sections de route franchissant les limites du périmètre de compétence de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment si ces limites sont situées en rase-campagne, il est nécessaire de convenir d'un commun accord :

- de limites de gestion entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Département de telle sorte que les discontinuités ne soient pas source d'insécurité pour l'usager de la route ;

- de limites le cas échéant spécifiques et distinctes, compte tenu d'impératifs spécifiques liés à l'exécution de la viabilité hivernale (VH), de celles concernant l'entretien courant et la gestion du domaine public ;

- des actes que chaque partie assure lorsqu'elle exerce une partie de la compétence sur le territoire de l'autre, sachant que tous les actes de gestion ne peuvent être légalement délégués.

La présente convention ne concerne pas les travaux neufs et grands projets d'infrastructure qui feront l'objet d'un examen au cas par cas et d'accords spécifiques.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :
- de fixer les limites de gestion des routes à partir du réseau routier transféré du Département vers l'Eurométropole de Strasbourg. Seront définies des limites pour les actes d'entretien courant et de gestion et des limites spécifiques pour l'exercice de la viabilité hivernale (VH) ;
- de déterminer les tâches, actions, et actes délégués à chacune des parties dans le périmètre géographique de l'autre partie, et leurs modalités de réalisation.

Article 2 : Les périmètres de gestion

Sont déterminés deux périmètres de gestion :
- le premier concerne toutes les fonctions d'entretien et de gestion hormis la VH ;
- le second porte sur les prestations liées à la VH exclusivement.

Ces périmètres sont définis dans les annexes 1 (carte caractérisant des limites d'entretien courant et de gestion) et 2 (carte des limites d'exercice de la VH)

Lorsque les limites devront nécessiter des ajustements pour des raisons de simplification, d'amélioration de l'efficacité, ou pour tout autre motif, elles seront modifiées par simple échange de courriers notifiant l'acceptation des nouvelles limites par les services des 2 parties en charge de la gestion des routes.

Article 3 : Les principes d'organisation de l'entretien et de la VH

Les principes qui guident l'exécution de l'entretien courant et de la VH par les services de l'une des parties sur une section de route qui relève normalement de la responsabilité de l'autre se déclinent de la manière suivante :

- chaque partie s'engage à assumer l'entière responsabilité des missions d'entretien, d'exploitation et de VH qu'elle exerce selon ses propres politiques, et notamment sur une section de route à l'intérieur du périmètre de l'autre ;
- sur les sections de route sur lesquelles elle est appelée à intervenir au titre de la présente convention, chacune des parties déclarera l'ensemble des ouvrages qui s'y trouvent au Guichet Unique ;
- chaque partie informera l'autre de l'état des routes pour lequel elle a assuré l'entretien, l'exploitation et la VH ;
- lorsqu'une des parties juge nécessaire de prendre une disposition (mesure de police, permission de voirie, avis sur accès,…) nécessitant l'exercice d'un pouvoir détenu par l'autre partie, elle instruit l'acte et le soumet à la rédaction et signature de celle détenant le pouvoir sollicité ;
- l'entretien, l'exploitation et la VH exécutées par l'une des parties sur le territoire de compétence de l'autre se feront sans compensation financière spécifique entre les parties, les limites de gestion ayant été définies pour que les prestations de l'une pour le compte de l'autre soient équilibrées.

Ces principes s'appliquent notamment à :

Sur les chaussées

- Bouchage des nids de poule ;
- Balayage et nettoyage des chaussées et caniveaux, enlèvement d'objets ou d'animaux morts ;
- Purges, Point-à-temps automatique (PATA), pontages de fissures ;
- Entretien des signalisations horizontales et verticales ;
- Renouvellement des couches de roulement ;
- …

Sur les accotements et dépendances

- Fauchage des accotements et des fonds d'emprises ;
- Abattages d'arbres jugés dangereux situés dans l'emprise des routes transférées ;
- Réparations d'urgence (panneaux, glissières, …) ;
- Ramassage des poubelles et autres dépôts sauvages ;
- Curage des fossés et entretien des accotements ;
- …

Sur les ouvrages d'art

- Fauchage, débroussaillage et dégagement des murs et culées ;
- Débouchage des dispositifs d'évacuations d'eau, nettoyage des caniveaux ;
- Enlèvement des embâcles ;
- Toute action d'entretien courant nécessaire au bon fonctionnement des ouvrages ;
- Entretien des garde-corps ;
- Entretien programmé ;
- …

Pour la surveillance du réseau routier

- Patrouillage : tournées et compte-rendus ;
- Surveillance spécifique des ouvrages d'art ;
- …

Pour les arrêtés de circulation, les autorisations de voirie et les avis du gestionnaire

- Instruction des demandes, préparation des projets d'arrêtés de circulation ;
- Instruction des demandes, préparation des projets d'arrêtés d'autorisation de voirie (autorisations d'occupation du domaine public routier, permissions de voirie, permis de stationnement,…) ;
- Instruction des demandes, préparation des projets de tout avis du gestionnaire ;
- Transmission des éléments pour rédaction et signature ;

  …

Les interventions sur chantiers et accidents

- Pose des signalisations temporaires de déviation, de chantiers, mise en place de restrictions de circulation en cas de danger ;
- …

La viabilité hivernale

Chaque partie exécute la VH selon ses propres politiques sur les sections en continuité de son réseau dont il assume la charge d'entretien et d'exploitation par délégation.

Article 4 : Entrée en vigueur de la convention

La convention entrera en vigueur au 1er janvier 2017, date du transfert de compétence fixée par la loi.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, et sera reconduite de manière tacite par périodes annuelles, sauf demande de non-reconduction expresse par l'une des parties. Une non-reconduction ne pourra prendre effet qu'entre la fin d'une campagne de VH et 2 mois avant le début de la suivante.

Article 6 : Résiliation

La résiliation ne peut intervenir avant la 1e échéance de validité, à savoir avant 3 ans.
A compter de cette 1er échéance de validité, la résiliation pourra être demandée par l'une ou l'autre des parties, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Un préavis de 3 mois devra être respecté entre la réception du courrier et la résiliation de la convention.
La résiliation ne pourra prendre effet qu'entre la fin d'une campagne de VH et 2 mois avant le début de la suivante.

Article 7: Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tenter un règlement amiable au plus tard dans les deux mois à compter de la date de constat du différend.

A défaut d'accord amiable, tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 8: Responsabilité à l'égard des tiers

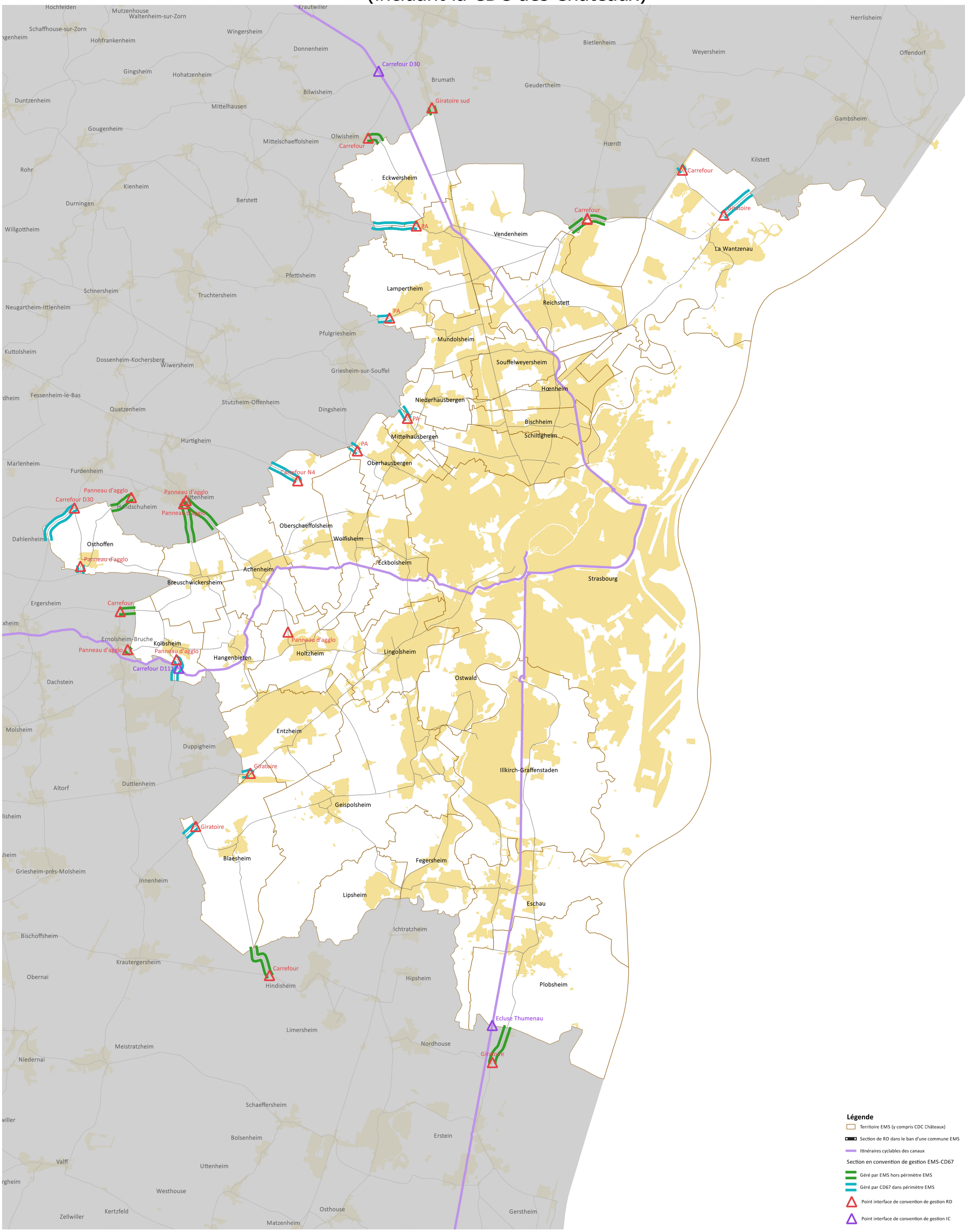
1/. Chaque partie est tenue envers l'autre de la bonne exécution de la compétence qui lui est déléguée par la présente convention.

2/. Chaque partie conserve sa qualité de gestionnaire des voies qui lui sont confiées et les responsabilités y afférentes.

Fait à Strasbourg, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin	Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Frédéric BIERRY	Robert HERRMANN

Annexe 8bis
Identification des limites de gestion du réseau routier entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole (incluant la CDC des Châteaux)



Document de travail - Edition CD67/MRI - 25/10/2016

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 16 DECEMBRE 2016

Point n° 8 Transferts de compétences du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole

Pour

85

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DAMBACH-Danielle, DEBES-Vincent, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KLUMPP-Théo, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, QUEVA-Michèle, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROHFRITSCH-Sophie, SAHIN-Meliké, SAUNIER-Alain, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine

Contre

0

Abstention

2

SCHAAL-René, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc

9

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Transfert de la compétence prévention spécialisée du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : conventionnement avec les associations.

Contexte et objet de la compétence prévention spécialisée

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que les départements sur le territoire desquels se trouvent une métropole doivent transférer un certain nombre de compétences à cette métropole.
L'article 90 de cette loi dispose que par convention passée avec le département, la métropole exerce à l'intérieur de son périmètre, par transfert, en lieu et place du département, ou par délégation, au nom et pour le compte du département, tout ou partie de groupes de compétences identifiées par la loi.
En vertu de convention de délégation entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg soumise à cette même séance du Conseil, les deux collectivités se sont accordées pour que les domaines suivants fassent l'objet d'un transfert de compétence :

- Routes,
- Fonds de solidarité pour le logement (FSL),
- Fonds d'aide aux jeunes (FAJ),
- **Prévention spécialisée.**

Les conditions du transfert de compétence entre les deux collectivités sont définies dans le cadre de la convention de transfert de compétence soumise à votre approbation pendant ce même Conseil.

La prévention spécialisée est une compétence confiée au Conseil Départemental par les lois de décentralisation de 1982 et réaffirmée par la loi du 5 mars 2007. Cette compétence s'inscrit dans le cadre des missions de l'aide sociale à l'enfance, précisées aux articles L.121-2 et L.221-1 du Code de l'action sociale et des familles, à savoir : « la prévention de la marginalisation et l'aide à l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles ».

Avec l'ordonnance du 1er décembre 2005, les structures de prévention spécialisée sont assimilées à des établissements et services sociaux et médico sociaux au sens de la loi 2002-2.

La prévention spécialisée agit de façon globale, par une présence dans la rue, à la rencontre des jeunes marginalisés ou en voie de marginalisation.

Cadre d'action actuelle de la prévention spécialisée sur le territoire eurométropolitain et perspectives.

6 associations, reconnues légalement et juridiquement comme des établissements et services sociaux et médico-sociaux (loi 2 janvier 2002) sont répartis en 13 équipes intervenant sur 15 quartiers des villes de Strasbourg, de Bischheim et de Schiltigheim :

- Centre social et culturel « Victor Schoelcher »,
- Entraide Le Relais,
- L'Etage - Club de jeunes,
- Jeunes Equipes d'Education Populaire (JEEP),
- Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation (ARSEA) : l'ARSEA a repris au 14 janvier 2016 les activités portées jusqu'à cette date, par l'association Orientation Prévention Insertion (OPI),
- Ville Action Jeunesse (Vilaje).

En 2014, 2 990 personnes ont été accompagnées et plus de 8 098, rencontrées.

Ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin d'engager une réflexion locale en lien avec les associations et partenaires autour des enjeux sociaux, de jeunesse et de vivre ensemble sur le territoire, et également coordonner cette dynamique avec les politiques publiques de proximité de l'Eurométropole et de ses communes.

Pour exercer cette compétence, 4 118 444.90€ sont transférés par le Département ainsi qu'un équivalent temps plein pour assurer la coordination du dispositif.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département avec les associations et d'engager un travail avec les associations et acteurs du territoire pour préciser ultérieurement les objectifs stratégiques propres de la collectivité autour de cette nouvelle compétence et établir de nouvelles conventions.

Le conventionnement avec les associations au 1er janvier 2017 pour un an.

Ainsi, le cadre conventionnel entre les associations et l'Eurométropole soumis à votre approbation pour l'année 2017 reprend les grands objectifs des précédentes conventions avec le Département.

- la prévention du décrochage scolaire,

- l'insertion sociale et professionnelle des 18-25 ans,
- l'action auprès des mineurs en lien avec l'Aide Sociale à l'Enfance,
- le soutien à l'exercice de la parentalité,
- la prévention de la radicalisation et l'accompagnement des jeunes repérés,
- l'action de prévention éducative pour mieux vivre ensemble.

Les dotations versées par le Département du Bas-Rhin pour la mise en place de cette politique sont connues à ce jour pour l'exercice 2015, les comptes administratifs 2016 n'étant pas stabilisés.

Etablissements	Dotation 2015 (CD)
JEEP sur EMS	1 564 509,00
ARSEA	1 563 753,00
CSC V. Schoelcher	302 052,00
Entraide	215 728,00
Etage	225 501,00
Vilaje	274 073,00

Au regard des règles inhérentes aux tarifications des Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux et du calcul de la dotation non stabilisé pour l'année 2016, il est proposé d'allouer aux associations une avance à hauteur de 60% de la dotation perçue au cours de l'exercice 2015 :

Jeunes équipes d'éducation populaire - JEEP	938 705 €
ARSEA	938 252 €
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	181 231 €
Entraide le relais	129 437 €
Club de jeunes Strasbourg l'étage	135 301 €
Ville action jeunesse - VILAJE	164 444 €

Les ajustements seront proposées en cours d'année au regard du cadre tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)
vu le code général des collectivités territoriales
vu l'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT) en date du 27 octobre 2016
et la convention de transfert entre le Département du Bas Rhin et l'Eurométropole soumise au conseil métropolitain le 16 décembre 2016
vu l'avis de la Commission thématique

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

d'allouer les avances suivantes aux associations intervenant dans le champ de la prévention spécialisée, pour l'année 2017 :

-	*Jeunes équipes d'éducation populaire - JEEP*	*938 705 €*
-	*ARSEA*	*938 252 €*
-	*Association du centre social et culturel Victor Schoelcher*	*181 231 €*
-	*Entraide le relais*	*129 437 €*
-	*Club de jeunes Strasbourg l'étage*	*135 301 €*
-	*Ville action jeunesse - VILAJE*	*164 444 €*
	Total	*2 487 370 €*

d'imputer cette dépense sur la ligne AS03V – 65568 – 428

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions d'objectifs et de moyens entre l'Eurométropole de Strasbourg et les associations intervenant dans ce champ.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AU TITRE DE LA PREVENTION SPECIALISEE 2017

ENTRE

L'**Eurométropole de Strasbourg**, représentée par son Président, d'une part,

Et

L'Association régionale spécialisée d'action Sociale d'éducation et d'animation - ARSEA, sise 204, avenue de Colmar – 67100 Strasbourg, représentée par son Président habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration conformément aux statuts du 28 juin 2013.

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 312-1, L 313-1 à L 313-6, L121-2, L221-1 R 313-1 à R 313-3 ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;
Vu l'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Général en date du 24 avril 2008 ;
Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, du 27 janvier 2014 (MAPTAM) qui prévoit, dans le cadre de la création de l'Eurométropole, la possibilité du transfert des compétences de l'action de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

Vu L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre et la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements de l'Eurométropole et de l'association pour la réalisation d'un projet de prévention spécialisée mené par l'établissement ARSEA, mission pour laquelle l'OPI a été habilitée par arrêté en date du 24 avril 2008 (et dont l'activité a été repris par l'ARSEA en 2016), conformément à l'avis favorable émis le 12 mars 2008 par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et MédicoSociale d'Alsace - section spécialisée compétente pour les établissements et services pour mineurs ou jeunes majeurs.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département avec les associations et d'engager un travail avec les associations et acteurs du territoire pour préciser ultérieurement les objectifs stratégiques propres de la collectivité autour de cette nouvelle compétence et établir de nouvelles conventions. Cette convention reprend donc le cadre de travail établit entre l'association et le département du Bas Rhin en 2016.

Ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin d'engager une réflexion locale en lien avec les associations et partenaires autour des enjeux sociaux, de jeunesse et de vivre ensemble sur le territoire, et également coordonner cette dynamique avec les politiques publiques de proximité de l'Eurométropole et de ses communes. Un travail conjoint sera réalisé en 2017 pour redéfinir le cadre de travail commun.

Article 2 : CADRE GEOGRAPHIQUE D'ACTION

Les actions menées par l'ARSEA, au titre de la prévention spécialisée, ont pour cadre géographique :

- la Ville de Strasbourg :
  - quartier du Neuhof
  - quartier de l'Elsau
  - quartier de la Montagne-Verte
  - quartier de Koenigshoffen
  - quartier de la Cité de l'Ill
  - quartier du Port du Rhin et cité Ampère ;

- la Ville de Bischheim : - quartier du Guirbaden.

Ce cadre géographique pourra toutefois être modifié en fonction des orientations définies par l'Eurométropole en matière de prévention spécialisée.

Dans les secteurs d'intervention, l'ARSEA dispose de bureaux dédiés aux équipes éducatives et à l'accueil des publics. Toute ouverture ou fermeture d'un lieu dédié, soit à l'équipe, soit à l'accueil de public, devra être approuvée par l'Eurométropole.

Article 3 : CADRE CONTRACTUEL

L'association est chargée d'accompagner les personnes (10-25 ans) en situation de précarité, de prévenir leur marginalisation, de stabiliser leur situation, de construire avec eux un projet de vie et un parcours d'insertion.

Pour ce faire, elle s'appuie sur un réseau de partenaires dans les domaines de l'éducation, de l'insertion, de la santé, de la formation ou de la culture.

Aussi, en accord avec l'Eurométropole, l'ARSEA propose d'engager son intervention dans le conventionnement des objectifs déclinés ci-dessous, en fonction des besoins repérés, par territoires.

- **SUR LE TERRITOIRE DU NEUHOF**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Tisser des liens privilégiés avec les établissements scolaires afin de pouvoir accompagner individuellement les élèves les plus en difficulté, et leur famille ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE, formations, LATI…) ;
- Favoriser le retour en classe de certains élèves avec lesquels une prise en compte éducative globale des difficultés doit être travaillé pour éviter qu'elles soient un frein à leur inscription dans les apprentissages et leur orientation ;
- Rester présent auprès des familles des gens du voyage, principalement concernés par l'absentéisme de leurs enfants, pour les accompagner dans une démarche de scolarisation suivie.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Travailler avec le jeune à la construction de son parcours d'insertion (DACIP, Job d'été, REVE…) ;
- Entretenir les liens de partenariat avec les professionnels de l'insertion et la connaissance des dispositifs, afin de prendre en compte la singularité de chaque situation et de proposer à chaque jeune le dispositif le plus adapté, et l'y maintenir ;

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin et les partenaires locaux ;
- Chercher à associer les parents dans le parcours de leur enfant ;
  Développer la responsabilité et soutenir les engagements des familles par des actions collectives et/ou communautaires qui contribuent à les sortir de l'isolement et à apaiser certaines tensions ;
- Etre en veille et en complémentarité avec les familles et les services de la protection de l'enfance, dans un souci de coordination de parcours.

OBJECTIF 4 - Soutenir la prise en compte des problématiques de santé publique et le développement local

- Poursuivre l'engagement dans le projet « Opali-Ne », en appui aux associations, et assurer une veille sanitaire pour la réduction des risques ;
- Assurer des interventions en termes de régulation des rapports sociaux et de médiation favorisant la coexistence des publics ;
- Maintenir des liens avec les publics en grande difficulté confrontés aux écueils dont ils font l'objet (racisme, xénophobie, discrimination, appel à l'engagement violent…) ;
- Mobiliser les habitants dans la transformation de leur cadre de vie, dans une logique de cohésion sociale.

OBJECTIF 5 - Prévenir accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir le lien avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité des publics.

- **SUR LE TERRITOIRE DE L'ELSAU**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Tisser des liens privilégiés avec les établissements scolaires afin de pouvoir accompagner individuellement les élèves les plus en difficulté, et leur famille ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE…) ;
- Favoriser le retour en classe de certains élèves avec lesquels une prise en compte éducative globale des difficultés doit être travaillée pour éviter qu'elles soient un frein à leur inscription dans les apprentissages et leur orientation ;
- Rester présent auprès des familles en les accompagnants dans une démarche de scolarisation suivie de leurs enfants.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Travailler avec le jeune à la construction de son parcours d'insertion (forums, civique dating, café contact de l'emploi…) ;
- Entretenir les liens de partenariat avec les professionnels de l'insertion et la connaissance des dispositifs, afin de prendre en compte la singularité de chaque situation et de proposer à chaque jeune le dispositif le plus adapté, et l'y maintenir ;

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Chercher à associer les parents dans le parcours de leur enfant ;
- Etre en veille et en complémentarité avec les familles et les professionnels concernés par l'Aide Sociale à l'Enfance, dans un souci de coordination de parcours pour l'enfant ;
- Développer des actions de soutien aux jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin et les partenaires locaux ;
- Rester en veille et trouver des réponses partenariales pour certaines familles fortement paupérisées, fragilisées par des conflits intrafamiliaux, le maintien dans le logement et la recherche de réponse urgente aux besoins primaires.

OBJECTIF 4 - Prévenir accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir le lien avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité des publics.

OBJECTIF 5 – Prévenir les conduites à risque

- Multiplier les présences sociales sur les périodes de congés scolaire et proposer aux groupes de jeunes des supports éducatifs et ludiques ;
- Orienter et inscrire les jeunes dans les structures associatives et d'animation ;
- Soutenir la CTS dans les actions de sensibilisation liée aux comportements dangereux et délictueux des jeunes aux abords des lignes de Tram.

▪ **SUR LE TERRITOIRE DE LA MONTAGNE-VERTE**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Tisser des liens privilégiés avec les établissements scolaires afin de pouvoir accompagner individuellement les élèves les plus en difficulté, et leur famille ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE…) ;
- Favoriser le retour en classe de certains élèves avec lesquels une prise en compte éducative globale des difficultés doit être travaillé pour éviter qu'elles soient un frein à leur inscription dans les apprentissages et leur orientation ;
- Rester présent auprès des familles en les accompagnants dans une démarche de scolarisation suivie de leurs enfants.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Travailler avec le jeune à la construction de son parcours d'insertion (forums, café contact de l'emploi…) ;
- Entretenir les liens de partenariat avec les professionnels de l'insertion et la connaissance des dispositifs, afin de prendre en compte la singularité de chaque situation et de proposer à chaque jeune le dispositif le plus adapté, et l'y maintenir ;

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Chercher à associer les parents dans le parcours de leur enfant ;
- Etre en veille et en complémentarité avec les familles et les professionnels concernés par l'Aide Sociale à l'Enfance, dans un souci de coordination de parcours pour l'enfant ;
- Soutenir les adultes afin qu'ils se sentent plus sûrs d'eux, voir en mesure d'assurer leurs rôle et fonction parentaux ;
- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin et les partenaires locaux.

OBJECTIF 4 - Prévenir accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir le lien avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité des publics.

OBJECTIF 5 – Prévenir les conduites à risque

- Orienter et inscrire les jeunes dans les structures associatives et d'animation ;
- Soutenir la CTS dans les actions de sensibilisation liée aux comportements dangereux et délictueux des jeunes aux abords des lignes de Tram.

- **SUR LE TERRITOIRE DE KOENIGSHOFFEN**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

Tisser des liens privilégiés avec les établissements scolaires afin de pouvoir accompagner individuellement les élèves les plus en difficulté, et leur famille ;

- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant à des temps d'animation spécifiques et aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE…) ;
- Accompagner des jeunes dans leur recherche de stage et d'apprentissage, dans une démarche complémentaire à l'établissement scolaire.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Permettre à chaque jeune d'évoluer dans son projet personnel et professionnel au travers d'actions complémentaires à celles tournées vers l'emploi : l'ouverture culturelle sportive et les notions de solidarité et de connaissance du monde qui l'entoure peuvent aider le jeune à appréhender son projet de manière différente ;
- Permettre au jeune de prendre conscience de ses capacités à agir pour lui et les autres ;

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Chercher à associer les parents dans le parcours de leur enfant ;
- Etre en veille et en complémentarité avec les familles et les professionnels concernés par l'Aide Sociale à l'Enfance, dans un souci de coordination de parcours pour l'enfant ;
- Soutenir les adultes, particulièrement les femmes, afin qu'ils se sentent plus sûrs d'eux, voir en mesure d'assurer leurs rôle et fonction parentaux ;
- Développer des actions de soutien aux jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin et les partenaires locaux (CMS, CSC, Par Enchantement…).

OBJECTIF 4 – Favoriser l'accès à la culture, à la pratique sportive et aux loisirs

- Renforcer les dynamiques locales pour une meilleure connaissance pour les habitants de l'offre culturelle et sportive;
- Favoriser la participation à une activité sociale suscitant l'expression personnelle ;
- Mobiliser des sensibilités et l'imagination, découvrir des savoir-faire non immédiatement utiles ;
- Créer du lien entre les personnes et les aider à se sentir citoyens à part entière.

OBJECTIF 5 - Prévenir accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir le lien avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité des publics.

▪ **SUR LE TERRITOIRE DE LA CITE DE L'ILL**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Tisser des liens privilégiés avec les établissements scolaires afin de pouvoir accompagner individuellement les élèves les plus en difficulté, et leur famille, en lien avec certaines propositions faites par le centre socioculturel (CLAS…) ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant à des temps d'animation spécifiques et aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (CESC, atelier blog, action « un café avant de rentrer »…);
- Accompagner des jeunes dans leur recherche de stage et d'apprentissage, dans une démarche complémentaire à l'établissement scolaire.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Permettre à chaque jeune en situation de décrochage d'évoluer dans son projet au travers d'actions complémentaires à celles tournées vers l'emploi ;
- Maintenir les liens de coopération avec les structures et les dispositifs susceptibles de venir en aide à ce public, dans tous les domaines (logement, ressources, santé, formation, emploi, culture…) ;

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

Chercher à associer les parents dans le parcours de leur enfant ;

- Mettre en œuvre une démarche de coopération avec l'ASE, dans une coordination de parcours du jeune ;
- Soutenir les adultes, particulièrement les femmes, afin qu'ils se sentent plus sûrs d'eux, voir en mesure d'assurer leurs rôle et fonction parentaux et de s'impliquer dans les activités proposées par les partenaires, particulièrement celles organisées par le centre socioculturel ;
- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin et les partenaires locaux.

OBJECTIF 4 - Prévenir accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir le lien avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité des publics.

▪ **SUR LE TERRITOIRE DU PORT DU RHIN ET DE LA CITE AMPERE**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Tisser des liens privilégiés avec les établissements scolaires afin de pouvoir accompagner individuellement les élèves les plus en difficulté, et leur famille ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant à des temps d'animation spécifiques et aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE…) ;
- Accompagner des jeunes dans leur recherche de stage et d'apprentissage, dans une démarche complémentaire à l'établissement scolaire.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Travailler avec le jeune à la construction de son parcours d'insertion ;
- Entretenir les liens de partenariat avec les professionnels de l'insertion et la connaissance des dispositifs, afin de prendre en compte la singularité de chaque situation et de proposer à chaque jeune le dispositif le plus adapté, et l'y maintenir ;

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Etre en veille et en complémentarité avec les familles et les professionnels concernés par l'Aide Sociale à l'Enfance, dans un souci de coordination de parcours pour l'enfant ;
- Favoriser le lien entre les parents et les établissements accueillants leurs enfants (scolaires, médico-sociaux, petite enfance…) ;
- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin et les partenaires locaux (CMS, CSC…).

OBJECTIF 4 - Prévenir accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir le lien avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité des publics.

▪ **SUR LES TERRITOIRES DU GUIRBADEN (Bischheim)**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Travailler en partenariat avec l'école primaire les relais et la transition CM2/6ème ;
- Tisser des liens privilégiés avec les établissements scolaires afin de pouvoir accompagner individuellement les élèves les plus en difficulté, et leur famille ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant à des temps d'animation spécifiques et aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (école ouverte, CESC…);

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

Travailler avec des jeunes à la construction de leur parcours d'insertion en encourageant les premières expériences d'accès à l'emploi (Job d'été, chantiers « peinture »…) ;

- Accompagner les projets visant à reprendre contact avec les personnes ne fréquentant plus ou peu les institutions (action « show pour l'emploi ») ;
- Entretenir les liens de partenariat avec les professionnels de l'insertion et la connaissance des dispositifs, afin de prendre en compte la singularité de chaque situation et de proposer à chaque jeune le dispositif le plus adapté, et l'y maintenir ;

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Etre en veille et en complémentarité avec les familles et les professionnels concernés par l'Aide Sociale à l'Enfance, dans un souci de coordination de parcours pour l'enfant ;
- Favoriser le lien entre les parents et les établissements accueillants leurs enfants (scolaires, médico-sociaux, petite enfance…) ;
- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin et les partenaires locaux (CMS, CSC…).

OBJECTIF 4 - Prévenir accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir le lien avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité des publics.

Au regard de ces objectifs, l'association s'engage à transmettre à l'Eurométropole, au 31 octobre de chaque année, les perspectives de travail et le plan d'action pour l'année à venir. Pour l'année 2017, première année de l'exercice de la compétence par l'Eurométropole une rencontre d'échange sera proposée pendant le premier trimestre. En 2017, l'Eurométropole engagera un travail avec les associations autour des attendus communs de la prévention spécialisée sur le territoire en lien avec les services de la collectivité, ceux de la Ville de Strasbourg et les partenaires.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : PROPOSITIONS BUDGETAIRES

L'association propose à l'Eurométropole un plan d'action pour l'année à venir, ainsi que le budget détaillé s'y rapportant. Ce plan doit comporter notamment les données relatives au secteur d'intervention, à la définition des actions, à leurs modalités de mise en œuvre et aux outils d'évaluation.

Les propositions budgétaires adoptées par le conseil d'administration de l'association et établies conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles sont transmises au Président de l'Eurométropole de Strasbourg – Direction des Solidarités et de la Santé en double exemplaire, au plus tard le 31 décembre 2016.

Ces propositions font l'objet d'une instruction par les services de l'Eurométropole au cours de laquelle l'association peut être appelée à fournir des éléments complémentaires.

Le budget est arrêté par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction notamment d'un objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux fixé chaque année.

Les services de l'Eurométropole peuvent, en tant que de besoin, rencontrer les responsables de l'association ainsi que les professionnels chargés de mettre en œuvre le plan d'action et le budget.

Sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, les dépenses de fonctionnement de l'association, dans la limite des sommes engagées au titre de l'intervention de prévention spécialisée et du budget approuvé.

Les dépenses de personnel sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part, dans la limite de la convention collective applicable, et d'autre part, dans le respect des décisions de création ou transformation de postes préalablement approuvées par l'Eurométropole de Strasbourg:

- Les remplacements de postes vacants feront l'objet d'une discussion entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association, au-delà des dépenses gelées à hauteur de 20% de la dotation allouée en 2013 par le Département.

Article 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION GLOBALE

Le financement de l'Eurométropole de Strasbourg prend la forme d'une dotation globale.

Une avance de 938 252 € est allouée dès à présent. Ce montant correspondant à 60% de la dotation perçue au cours de l'exercice 2015. Il sera versé en deux tranches :

- La première d'un montant de 469 126 € dès le mois janvier,
- La seconde d'un montant de 469 126 € au cours de mois d'avril.

Le montant définitif sera arrêté en cours d'année au regard du cadre tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire numéro 00010115201/86 au nom de l'ARSEA auprès du CIC Strasbourg Nuée Bleue.

Article 4.3 : CLOTURE DE L'EXERCICE

Pour l'activité de prévention spécialisée, le compte administratif, accompagné d'un rapport établi conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles, est transmis au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice concerné, au Président de l'Eurométropole de Strasbourg– Direction des Solidarités et de la Santé.

Le résultat de l'exercice et son affectation feront l'objet d'une décision au plus tard lors de la détermination de la dotation globale de l'année n+2.

Par ailleurs, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 30 juin de l'année, le bilan, le compte de résultats et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

Un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg est invité aux assemblées générales de l'association. L'invitation sera adressée à Monsieur CAHN, Adjoint au Maire et Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'à la Direction des Solidarités et de la Santé.

Par ailleurs, l'association s'engage à fournir dans le mois suivant leur adoption par l'assemblée générale, le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.

L'association s'engage à remettre à l'Eurométropole, avant le 30 mars de chaque année, son rapport d'activités de l'année écoulée.

Au regard de ces objectifs, l'Association s'engage à transmettre conjointement à l'Eurométropole, au 31 octobre de chaque année, les perspectives de travail et le plan d'action pour l'année à venir.

Article 5 : EVALUATION ET CONTROLE

L'Eurométropole engagera un travail de co-construction et de réflexion avec l'association au cours de l'exercice 2017 afin d'établir des critères d'évaluation partagés. Les modalités seront rédigées et formalisées dans le cadre de la convention pour l'année 2018.

L'évaluation des objectifs se réalisera annuellement à partir du bilan d'activité de l'année n-1. Il fera l'objet d'une réunion entre les agents de l'Eurométropole et les membres de l'association.

L'Eurométropole peut procéder ou faire procéder à tout contrôle et toute investigation jugés utiles pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce contrôle peut porter sur l'année en cours et les trois années précédentes.

Article 6 : PERSONNEL – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

Dans le respect des dispositions du Code du travail, l'association s'engage à encourager la mobilité du personnel affecté aux actions de prévention spécialisée, en liaison avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine. Elle s'engage également à promouvoir la formation dans le domaine de la prévention spécialisée.

L'association s'engage à employer des professionnels qualifiés, et dans toute la mesure du possible expérimentés, sur la base de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

Avant tout nouvel engagement, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg une fiche de classement permettant de vérifier le bien-fondé de la rémunération envisagée. A cette fiche sont joints le curriculum vitae des intéressés et la justification de leur qualification entrant en ligne de compte pour le classement.
L'association s'engage à employer l'équipe de prévention spécialisée pour les missions mentionnées dans la présente convention.

Les membres de l'équipe de prévention sont placés sous la responsabilité exclusive de l'association.

Article 7 : RESPONSABILITE DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir sa responsabilité pour l'activité de prévention spécialisée.

Article 8 : COMMUNICATION

L'association s'engage à faire mention de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias, pour tout ce qui concerne les actions entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 9 : PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, pour l'année 2017, et prendra fin au 31 décembre 2017.

Trois mois au moins avant la date d'expiration de la convention, chacune des parties doit faire connaître explicitement à l'autre partie son intention d'en solliciter le renouvellement.

Article 10 : AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de chacune des parties.

Article 11 : RESILIATION

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre fin à tout moment à la présente convention en cas de non-respect de l'une de ses clauses par l'association dès lors que, dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure adressée à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

La résiliation emporte retrait de l'habilitation.

Fait à Strasbourg en deux originaux, le

Pour l'association, le Président

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AU TITRE DE LA PREVENTION SPECIALISEE 2017

ENTRE

L'**Eurométropole de Strasbourg** représentée par son Président, d'une part,

ET

l'**Association du centre social et culturel Victor Schoelcher**, sise 56, rue du Rieth – 67200 Strasbourg, représentée par son Président habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration en date 26 juin 2014, ci-après désignée l'association, d'autre part.

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 312-1, L 313-1 à L 313-6, L121-2, L221-1 R 313-1 à R 313-3 ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;
Vu l'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Général en date du 24 avril 2008 ;
Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, du 27 janvier 2014 (MAPTAM) qui prévoit, dans le cadre de la création de l'Eurométropole, la possibilité du transfert des compétences de l'action de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

Vu L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre et la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements de l'Eurométropole et de l'association pour la réalisation d'un projet de prévention spécialisée, mission pour laquelle l'association a été habilitée par arrêté en date du 24 avril 2008, conformément à l'avis favorable émis le 12 mars 2008 par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et MédicoSociale d'Alsace - section spécialisée compétente pour les établissements et services pour mineurs ou jeunes majeurs.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département avec les associations et d'engager un travail avec les associations et acteurs du territoire pour préciser ultérieurement les objectifs stratégiques propres de la collectivité autour de cette nouvelle compétence et établir de nouvelles conventions. Cette convention reprend donc le cadre de travail établit entre l'association et le département du Bas Rhin en 2016.

Ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin d'engager une réflexion locale en lien avec les associations et partenaires autour des enjeux sociaux, de jeunesse et de vivre ensemble sur le territoire, et également coordonner cette dynamique avec les politiques publiques de proximité de l'Eurométropole et de ses communes. Un travail conjoint sera réalisé en 2017 pour redéfinir le cadre de travail commun.

Article 2 : CADRE GEOGRAPHIQUE D'ACTION

Les actions menées par l'association du Centre social et culturel Victor Schoelcher, au titre de la prévention spécialisée, ont pour cadre géographique le quartier strasbourgeois de Cronenbourg, particulièrement les secteurs :

- Kepler
- Becquerel
- Haldenbourg.

Ce cadre géographique pourra toutefois être modifié en fonction d'échanges avec l'Eurométropole au regard des besoins repérés sur le territoire.

Dans son secteur d'intervention, le service de prévention spécialisée dispose d'un logement dédié à l'équipe éducative et à l'accueil du public. Toute ouverture ou fermeture d'un lieu dédié devra être approuvée par l'Eurométropole.

Article 3 : CADRE CONTRACTUEL

Le service de prévention spécialisée de l'association est chargé d'accompagner les jeunes en situation de précarité, de prévenir leur marginalisation, de stabiliser leur situation, de construire avec eux un projet de vie et un parcours d'insertion.

Pour ce faire, il s'appuie sur un réseau de partenaires dans les domaines de l'éducation, de l'insertion, de la santé, de la formation ou de la culture.

Aussi, en accord avec l'Eurométropole de Strasbourg, l'association du centre social et culturel Victor Schoelcher propose d'engager son intervention dans le conventionnement des objectifs suivants :

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et contre l'exclusion scolaire

- Construire, avec le jeune et sa famille, un parcours approprié autour des questions éducatives (représentation, goût du travail et de l'effort…) ;
- Contribuer au maintien du parcours scolaire en favorisant le lien entre le jeune, ses parents et l'institution scolaire ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans, en difficultés

- Travailler avec le jeune à la construction de son parcours d'insertion en encourageant les premières expériences d'accès à l'emploi (chantiers éducatifs, Job d'été, stages de découverte…) ;

OBJECTIF 3 - Soutenir les familles et les accompagner dans l'exercice de la parentalité

- Valoriser la place des parents en tant qu'interlocuteurs privilégiés du parcours de leur enfant en les associant aux accompagnements ;
- Favoriser, auprès des parents, la prise en compte des enjeux éducatifs pour leurs enfants et restaurer leur responsabilité ;
- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin.
- Développer les liens de coopération avec les services de l'ASE afin de permettre une meilleure prise en compte des situations préoccupantes de mineurs et de lycéens.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grandes difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

OBJECTIF 5 – Mener une action spécifique de prévention éducative qui contribue au vivre ensemble et au développement social local

- Assurer des interventions en termes de régulation des rapports sociaux et de médiation favorisant la coexistence des publics ;
- Maintenir des liens avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Soutenir la mixité pour une population féminine fragilisée ;
- Mobiliser les habitants dans la transformation de leur cadre de vie, dans une logique de cohésion sociale.

Au regard de ces objectifs, l'association s'engage à transmettre à l'Eurométropole, au 31 octobre de chaque année, les perspectives de travail et le plan d'action pour l'année à venir. Pour l'année 2017, première année de l'exercice de la compétence par l'Eurométropole une rencontre d'échange sera proposée pendant le premier trimestre. En 2017, l'Eurométropole engagera un travail avec les associations autour des attendus communs de la prévention spécialisée sur le territoire en lien avec les services de la collectivité, ceux de la Ville de Strasbourg et les partenaires.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : PROPOSITIONS BUDGETAIRES

L'association propose à l'Eurométropole un plan d'action pour l'année à venir, ainsi que le budget détaillé s'y rapportant. Ce plan doit comporter notamment les données relatives au secteur d'intervention, à la définition des actions, à leurs modalités de mise en œuvre et aux outils d'évaluation.

Les propositions budgétaires adoptées par le conseil d'administration de l'association et établies conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles sont transmises au Président de l'Eurométropole de Strasbourg – Direction des Solidarités et de la Santé en double exemplaire, au plus tard le 31 décembre 2016.

Ces propositions font l'objet d'une instruction par les services de l'Eurométropole au cours de laquelle l'association peut être appelée à fournir des éléments complémentaires.

Le budget est arrêté par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction notamment d'un objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux fixé chaque année.

Les services de l'Eurométropole peuvent, en tant que de besoin, rencontrer les responsables de l'association ainsi que les professionnels chargés de mettre en œuvre le plan d'action et le budget.

Sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, les dépenses de fonctionnement de l'association, dans la limite des sommes engagées au titre de l'intervention de prévention spécialisée et du budget approuvé.

Les dépenses de personnel sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part, dans la limite de la convention collective applicable, et d'autre part, dans le respect des décisions de création ou transformation de postes préalablement approuvées par l'Eurométropole de Strasbourg:

- Les remplacements de postes vacants feront l'objet d'une discussion entre l'Eurométrpole de Strasbourg et l'association, au-delà des dépenses gelées à hauteur de 20% de la dotation allouée en 2013 par le Département.

Article 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION GLOBALE

Le financement de l'Eurométropole de Strasbourg prend la forme d'une dotation globale.

Une avance de 181 231 € est allouée dès à présent. Ce montant correspondant à 60% de la dotation perçue au cours de l'exercice 2015. Il sera versé en deux tranches :

- La première d'un montant de 90 616 € dès le mois janvier,
- La seconde d'un montant de 90 615 € au cours de mois d'avril.

Le montant définitif sera arrêté en cours d'année au regard du cadre tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire numéro 00038242440/82 au nom de l'association du centre social et culturel Victor Schoelcher auprès du Crédit Mutuel du Grand Cronenbourg.

Article 4.3 : CLOTURE DE L'EXERCICE

Pour l'activité de prévention spécialisée, le compte administratif, accompagné d'un rapport établi conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles, est transmis au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice concerné, au Président de l'Eurométropole de Strasbourg– Direction des Solidarités et de la Santé.

Le résultat de l'exercice et son affectation feront l'objet d'une décision au plus tard lors de la détermination de la dotation globale de l'année n+2.

Par ailleurs, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 30 juin de l'année, le bilan, le compte de résultats et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

Un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg est invité aux assemblées générales de l'association. L'invitation sera adressée à Monsieur CAHN, Adjoint au Maire et Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'à la Direction des Solidarités et de la Santé.

Par ailleurs, l'association s'engage à fournir les procès-verbaux des conseils d'administration ainsi que, dans le mois suivant leur adoption par l'assemblée générale, le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.

L'association s'engage à remettre à l'Eurométropole, avant le 30 mars de chaque année, son rapport d'activité de l'année écoulée.

Article 5 : EVALUATION ET CONTROLE

L'Eurométropole engagera un travail de co-construction et de réflexion avec l'association au cours de l'exercice 2017 afin d'établir des critères d'évaluation partagés. Les modalités seront rédigées et formalisées dans le cadre de la convention pour l'année 2018.

L'évaluation des objectifs se réalisera annuellement à partir du bilan d'activité de l'année n-1. Il fera l'objet d'une réunion entre les agents de l'Eurométropole et les membres de l'association.

L'Eurométropole peut procéder ou faire procéder à tout contrôle et toute investigation jugés utiles pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce contrôle peut porter sur l'année en cours et les trois années précédentes.

Article 6 : PERSONNEL – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

Dans le respect des dispositions du Code du travail, l'association s'engage à encourager la mobilité du personnel affecté aux actions de prévention spécialisée, en liaison avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine. Elle s'engage également à promouvoir la formation dans le domaine de la prévention spécialisée.

L'association s'engage à employer des professionnels qualifiés, et dans toute la mesure du possible expérimentés, sur la base de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

Avant tout nouvel engagement, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg une fiche de classement permettant de vérifier le bien-fondé de la rémunération envisagée. A cette fiche sont joints le curriculum vitae des intéressés et la justification de leur qualification entrant en ligne de compte pour le classement.
L'association s'engage à employer l'équipe de prévention spécialisée pour les missions mentionnées dans la présente convention.

Les membres de l'équipe de prévention sont placés sous la responsabilité exclusive de l'association.

Article 7 : RESPONSABILITE DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir sa responsabilité pour l'activité de prévention spécialisée.

Article 8 : COMMUNICATION

L'association s'engage à faire mention de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias, pour tout ce qui concerne les actions entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 9 : PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, pour l'année 2017, et prendra fin au 31 décembre 2017.

Trois mois au moins avant la date d'expiration de la convention, chacune des parties doit faire connaître explicitement à l'autre partie son intention d'en solliciter le renouvellement.

Article 10 : AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de chacune des parties.

Article 11 : RESILIATION

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre fin à tout moment à la présente convention en cas de non-respect de l'une de ses clauses par l'association dès lors que, dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure adressée à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

La résiliation emporte retrait de l'habilitation.

Fait à Strasbourg en deux originaux, le

Pour l'association, le Président

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AU TITRE DE LA PREVENTION SPECIALISEE 2017

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg représentée par son Président, d'une part,

ET

l'**association Entraide le relais**, sise 6, rue des imprimeurs – 67200 Strasbourg, représentée par son Président habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration en date 15 juillet 2014, ci-après désignée l'Association, d'autre part.

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 312-1, L 313-1 à L 313-6, L121-2, L221-1 R 313-1 à R 313-3 ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;
Vu l'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Général en date du 24 avril 2008 ;
Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, du 27 janvier 2014 (MAPTAM) qui prévoit, dans le cadre de la création de l'Eurométropole, la possibilité du transfert des compétences de l'action de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

Vu L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre et la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements de l'Eurométropole et de l'association pour la réalisation d'un projet de prévention spécialisée, mission pour laquelle l'association a été habilitée par arrêté en date du 24 avril 2008, conformément à l'avis favorable émis le 12 mars 2008 par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et MédicoSociale d'Alsace - section spécialisée compétente pour les établissements et services pour mineurs ou jeunes majeurs.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département avec les associations et d'engager un travail avec les associations et acteurs du territoire pour préciser ultérieurement les objectifs stratégiques propres de la collectivité autour de cette nouvelle compétence et établir de nouvelles conventions. Cette convention reprend donc le cadre de travail établit entre l'association et le département du Bas Rhin en 2016.

Ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin d'engager une réflexion locale en lien avec les associations et partenaires autour des enjeux sociaux, de jeunesse et de vivre ensemble sur le territoire, et également coordonnér cette dynamique avec les politiques publiques de proximité de l'Eurométropole et de ses communes. Un travail conjoint sera réalisé en 2017 pour redéfinir le cadre de travail commun.

Article 2 : CADRE GEOGRAPHIQUE D'ACTION

Les actions menées par l'association Entraide le relais, au titre de la prévention spécialisée, ont pour cadre géographique Strasbourg / Centre.

Ce territoire d'intervention est constitué de véritables « espaces de travail différenciés », identifiés par l'observation et investis par le travail de rue et l'action partenariale. Il pourra toutefois être modifié en fonction d'échanges avec l'Eurométropole au regard des besoins repérés sur le territoire.

Dans son secteur d'intervention, le service de prévention spécialisée dispose d'un lieu d'accueil du public. Toute ouverture ou fermeture d'un point d'accueil devra être approuvée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 3 : CADRE CONTRACTUEL

Le service de prévention spécialisée de l'Association est chargé d'accompagner les jeunes en situation de précarité, de prévenir leur marginalisation, de stabiliser leur situation, de construire avec eux un projet de vie et un parcours d'insertion.

Pour ce faire, il s'appuie sur un réseau de partenaires dans les domaines de l'éducation, de l'insertion, de la santé, de la formation ou de la culture.

Aussi, en accord avec l'Eurométropole, l'association Entraide le relais propose d'engager son service de prévention spécialisée dans le conventionnement des objectifs suivants :

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et contre l'exclusion scolaire

- Favoriser des synergies partenariales individualisées autour des jeunes en risque de rupture de leur parcours scolaire ;
- Exercer une veille sur les publics scolaires « borderline » cherchant le contact avec les jeunes marginalisés présent sur le centre-ville ;
- Exercer une veille sur les parcours scolaires « alternatifs » existants pour des publics en rupture et qui souhaitent reprendre pied dans l'institution ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes présentant des signes de fragilité et le milieu scolaire, en participant aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE, CESC, ATI…) ;
- Accompagner la réflexion et l'engagement de jeunes lycéens, suite à des actes d'incivilité, pour leur éviter l'exclusion.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Mobiliser les dispositifs susceptibles de venir en aide aux jeunes lycéens en rupture de parcours scolaire, dans les domaines de l'accompagnement social (accès au logement, à des ressources, à la santé, à la formation qualifiante, à la culture…) ;
- Approcher les jeunes en situation d'errance, en lien avec le « réseau de partenaires précarité » et l'accueil de jour de l'Association, pour favoriser des parcours d'insertion « sécurisés ».

OBJECTIF 3 - Soutenir les familles et les accompagner dans l'exercice de la parentalité

- Consolider, auprès des parents, la compréhension et le décryptage du phénomène « adolescences » et des « nouvelles pratiques » émergeantes, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin ;
- Prévenir les difficultés que peuvent rencontrer les mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et d'assurer leur prise en charge, en lien avec l'ensemble des acteurs médico-sociaux et éducatifs intervenants sur le territoire ;
- Développer les liens de coopération avec les services de l'ASE afin de permettre une meilleure prise en compte des situations préoccupantes de mineurs et de lycéens.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grandes difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

OBJECTIF 5 - Mener une action de prévention éducative qui contribue au vivre ensemble et au développement social local

- Mobiliser les habitants et les réseaux institutionnels et associatifs du territoire autour de la problématique « jeunesse » ;
- Favoriser des espaces de dialogue entre les acteurs de la cité et participer aux instances de concertation, dans une dynamique de projet de territoire.

Au regard de ces objectifs, l'association s'engage à transmettre à l'Eurométropole, au 31 octobre de chaque année, les perspectives de travail et le plan d'action pour l'année à venir. Pour l'année 2017, première année de l'exercice de la compétence par l'Eurométropole une rencontre d'échange sera proposée pendant le premier trimestre. En 2017, l'Eurométropole engagera un travail avec les associations autour des attendus communs de la prévention spécialisée sur le territoire en lien avec les services de la collectivité, ceux de la Ville de Strasbourg et les partenaires.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : PROPOSITIONS BUDGETAIRES

L'association propose à l'Eurométropole un plan d'action pour l'année à venir, ainsi que le budget détaillé s'y rapportant. Ce plan doit comporter notamment les données relatives au secteur d'intervention, à la définition des actions, à leurs modalités de mise en œuvre et aux outils d'évaluation.

Les propositions budgétaires adoptées par le conseil d'administration de l'association et établies conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles sont transmises au Président de l'Eurométropole de Strasbourg – Direction des Solidarités et de la Santé en double exemplaire, au plus tard le 31 décembre 2016.

Ces propositions font l'objet d'une instruction par les services de l'Eurométropole au cours de laquelle l'association peut être appelée à fournir des éléments complémentaires.

Le budget est arrêté par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction notamment d'un objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux fixé chaque année.

Les services de l'Eurométropole peuvent, en tant que de besoin, rencontrer les responsables de l'association ainsi que les professionnels chargés de mettre en œuvre le plan d'action et le budget.

Sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, les dépenses de fonctionnement de l'association, dans la limite des sommes engagées au titre de l'intervention de prévention spécialisée et du budget approuvé.

Les dépenses de personnel sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part, dans la limite de la convention collective applicable, et d'autre part, dans le respect des décisions de création ou transformation de postes préalablement approuvées par l'Eurométropole de Strasbourg:

- Les remplacements de postes vacants feront l'objet d'une discussion entre l'Eurométrpole de Strasbourg et l'association, au-delà des dépenses gelées à hauteur de 20% de la dotation allouée en 2013 par le Département.

Article 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION GLOBALE

Le financement de l'Eurométropole de Strasbourg prend la forme d'une dotation globale.

Une avance de 129 437 € est allouée dès à présent. Ce montant correspondant à 60% de la dotation perçue au cours de l'exercice 2015. Il sera versé en deux tranches :

- La première d'un montant de 64 719 € dès le mois janvier,
- La seconde d'un montant de 64 718 € au cours de mois d'avril.

Le montant définitif sera arrêté en cours d'année au regard du cadre tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire numéro 00050041566/22 au nom de l'association Entraide le relais auprès de la Société Générale.
IBAN FR76 3000 3023 6000 0500 4156 622

Article 4.3 : CLOTURE DE L'EXERCICE

Pour l'activité de prévention spécialisée, le compte administratif, accompagné d'un rapport établi conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles, est transmis au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice concerné, au Président de l'Eurométropole de Strasbourg– Direction des Solidarités et de la Santé.

Le résultat de l'exercice et son affectation feront l'objet d'une décision au plus tard lors de la détermination de la dotation globale de l'année n+2.

Par ailleurs, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 30 juin de l'année, le bilan, le compte de résultats et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

Un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg est invité aux assemblées générales de l'association. L'invitation sera adressée à Monsieur CAHN, Adjoint au Maire et Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'à la Direction des Solidarités et de la Santé.

Par ailleurs, l'association s'engage à fournir les procès-verbaux des conseils d'administration ainsi que, dans le mois suivant leur adoption par l'assemblée générale, le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.

L'association s'engage à remettre à l'Eurométropole, avant le 30 mars de chaque année, son rapport d'activité de l'année écoulée.

Article 5 : EVALUATION ET CONTROLE

L'Eurométropole engagera un travail de co-construction et de réflexion avec l'association au cours de l'exercice 2017 afin d'établir des critères d'évaluation partagés. Les modalités seront rédigées et formalisées dans le cadre de la convention pour l'année 2018.

L'évaluation des objectifs se réalisera annuellement à partir du bilan d'activité de l'année n-1. Il fera l'objet d'une réunion entre les agents de l'Eurométropole et les membres de l'association.

L'Eurométropole peut procéder ou faire procéder à tout contrôle et toute investigation jugés utiles pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce contrôle peut porter sur l'année en cours et les trois années précédentes.

Article 6 : PERSONNEL – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

Dans le respect des dispositions du Code du travail, l'association s'engage à encourager la mobilité du personnel affecté aux actions de prévention spécialisée, en liaison avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine. Elle s'engage également à promouvoir la formation dans le domaine de la prévention spécialisée.

L'Association s'engage à employer des professionnels qualifiés, et dans toute la mesure du possible expérimentés, sur la base des Accords collectifs de travail applicables dans les CHRS et dans les services d'insertion pour les adultes - ID CC 0783.

Avant tout nouvel engagement, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg une fiche de classement permettant de vérifier le bien-fondé de la rémunération envisagée. A cette fiche sont joints le curriculum vitae des intéressés et la justification de leur qualification entrant en ligne de compte pour le classement.
L'association s'engage à employer l'équipe de prévention spécialisée pour les missions mentionnées dans la présente convention.

Les membres de l'équipe de prévention sont placés sous la responsabilité exclusive de l'association.

Article 7 : RESPONSABILITE DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir sa responsabilité pour l'activité de prévention spécialisée.

Article 8 : COMMUNICATION

L'association s'engage à faire mention de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias, pour tout ce qui concerne les actions entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 9 : PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, pour l'année 2017, et prendra fin au 31 décembre 2017.

Trois mois au moins avant la date d'expiration de la convention, chacune des parties doit faire connaître explicitement à l'autre partie son intention d'en solliciter le renouvellement.

Article 10 : AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de chacune des parties.

Article 11 : RESILIATION

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre fin à tout moment à la présente convention en cas de non-respect de l'une de ses clauses par l'association dès lors que, dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure adressée à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

La résiliation emporte retrait de l'habilitation.

Fait à Strasbourg en deux originaux, le

Pour l'association, le Président

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AU TITRE DE LA PREVENTION SPECIALISEE 2017

ENTRE

L'**Eurométropole de Strasbourg** représentée par son Président, d'une part,

ET

l'**association Club de jeunes l'Etage**, sise 19, quai des bateliers – 67000 Strasbourg, représentée par son Président habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration en date 02 septembre 2013, ci-après désignée l'Association, d'autre part.

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 312-1, L 313-1 à L 313-6, L121-2, L221-1 R 313-1 à R 313-3 ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;
Vu l'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Général en date du 24 avril 2008 ;
Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, du 27 janvier 2014 (MAPTAM) qui prévoit, dans le cadre de la création de l'Eurométropole, la possibilité du transfert des compétences de l'action de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

Vu L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre et la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements de l'Eurométropole et de l'association pour la réalisation d'un projet de prévention spécialisée, mission pour laquelle l'association a été habilitée par arrêté en date du 24 avril 2008, conformément à l'avis favorable émis le 12 mars 2008 par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et MédicoSociale d'Alsace - section spécialisée compétente pour les établissements et services pour mineurs ou jeunes majeurs.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département

avec les associations et d'engager un travail avec les associations et acteurs du territoire pour préciser ultérieurement les objectifs stratégiques propres de la collectivité autour de cette nouvelle compétence et établir de nouvelles conventions. Cette convention reprend donc le cadre de travail établit entre l'association et le département du Bas Rhin en 2016.

Ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin d'engager une réflexion locale en lien avec les associations et partenaires autour des enjeux sociaux, de jeunesse et de vivre ensemble sur le territoire, et également coordonner cette dynamique avec les politiques publiques de proximité de l'Eurométropole et de ses communes. Un travail conjoint sera réalisé en 2017 pour redéfinir le cadre de travail commun.

Article 2 : CADRE GEOGRAPHIQUE D'ACTION

Les actions menées par l'association Club de jeunes l'Etage, au titre de la prévention spécialisée, sont destinées aux jeunes majeurs de 18 à 25 ans sur les territoires du Bas-Rhin dont Strasbourg.

Ces jeunes en rupture sociale et familiale, sans ancrage territorial stable, sont confrontés à des difficultés les exposant à des degrés divers et à des risques de marginalisation, conformément à l'article L 221-1 du Code de l'action sociale et des familles. Ce cadre pourra toutefois être modifié en fonction des orientations définies par l'Eurométropole en matière de prévention spécialisée.

Dans son secteur d'intervention, l'équipe dispose d'un point d'accueil. Toute ouverture ou fermeture d'un point d'accueil devra être approuvée par l'Eurométopole.

Article 3 : CADRE CONTRACTUEL

Le service de prévention spécialisée de l'association est chargé d'accompagner les jeunes en situation de précarité, de prévenir leur marginalisation, de stabiliser leur situation, de construire avec eux un projet de vie et un parcours d'insertion.

Pour ce faire, il s'appuie sur un réseau de partenaires dans les domaines de l'éducation, de l'insertion, de la santé, de la formation ou de la culture.

Aussi, en accord avec l'Eurométropole, l'Association Club de jeunes l'Etage propose d'engager son équipe de prévention spécialisée dans le conventionnement des objectifs suivants :

OBJECTIF 1 - Favoriser l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans, en difficultés

- Mobiliser les dispositifs susceptibles de venir en aide à ce public, dans tous les domaines (logement, ressources, santé, formation, culture…) ;
- Poursuivre l'expérimentation d'une action d'appui spécifique pour l'accès à l'hébergement d'urgence, en lien avec le SIAO 67[1] et la DIHAL[2].

OBJECTIF 2 - Soutenir des jeunes familles et les accompagner dans l'exercice de la parentalité

- Mettre en œuvre des actions répondant aux orientations stratégiques du « Schéma départemental d'accompagnement des parents » ;
- Favoriser le lien entre les parents et les établissements accueillants leurs enfants (scolaires, médico-sociaux, petite enfance…) ;

[1] SIAO 67 : Service Intégré d'Accueil et d'Orientation du Bas-Rhin.

[2] DIHAL : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement des personnes sans abri ou mal logées.

- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin.

OBJECTIF 3 - Mener une action spécifique auprès des jeunes de 16 à 19 ans, en lien avec les services de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

- Mettre en œuvre une démarche de coopération avec l'ASE, dans une coordination de parcours du jeune et en vue d'accompagner les fins de prise en charge ;
- Favoriser la prise en compte spécifique des jeunes issus de l'ASE :
- Développer les liens de coopération avec les services de l'ASE afin de permettre une meilleure prise en compte des situations préoccupantes de mineurs et de lycéens.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeunes et sa famille une bonne compréhension dans la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grande difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

Au regard de ces objectifs, l'association s'engage à transmettre à l'Eurométropole, au 31 octobre de chaque année, les perspectives de travail et le plan d'action pour l'année à venir. Pour l'année 2017, première année de l'exercice de la compétence par l'Eurométropole une rencontre d'échange sera proposée pendant le premier trimestre.
En 2017, l'Eurométropole engagera un travail avec les associations autour des attendus communs de la prévention spécialisée sur le territoire en lien avec les services de la collectivité, ceux de la Ville de Strasbourg et les partenaires.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : PROPOSITIONS BUDGETAIRES

L'association propose à l'Eurométropole un plan d'action pour l'année à venir, ainsi que le budget détaillé s'y rapportant. Ce plan doit comporter notamment les données relatives au secteur d'intervention, à la définition des actions, à leurs modalités de mise en œuvre et aux outils d'évaluation.

Les propositions budgétaires adoptées par le conseil d'administration de l'association et établies conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles sont transmises au Président de l'Eurométropole de Strasbourg – Direction des Solidarités et de la Santé en double exemplaire, au plus tard le 31 décembre 2016.

Ces propositions font l'objet d'une instruction par les services de l'Eurométropole au cours de laquelle l'association peut être appelée à fournir des éléments complémentaires.

Le budget est arrêté par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction notamment d'un objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux fixé chaque année.

Les services de l'Eurométropole peuvent, en tant que de besoin, rencontrer les responsables de l'association ainsi que les professionnels chargés de mettre en œuvre le plan d'action et le budget.

Sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, les dépenses de fonctionnement de l'association, dans la limite des sommes engagées au titre de l'intervention de prévention spécialisée et du budget approuvé.

Les dépenses de personnel sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part, dans la limite de la convention collective applicable, et d'autre part, dans le respect des décisions de création ou transformation de postes préalablement approuvées par l'Eurométropole de Strasbourg:

- Les remplacements de postes vacants feront l'objet d'une discussion entre l'Eurométrpole de Strasbourg et l'association, au-delà des dépenses gelées à hauteur de 20% de la dotation allouée en 2013 par le Département.

Article 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION GLOBALE

Le financement de l'Eurométropole de Strasbourg prend la forme d'une dotation globale.

Une avance de 135 301 € est allouée dès à présent. Ce montant correspondant à 60% de la dotation perçue au cours de l'exercice 2015. Il sera versé en deux tranches :

- La première d'un montant de 67 651 € dès le mois janvier,
- La seconde d'un montant de 67 650 € au cours de mois d'avril.

Le montant définitif sera arrêté en cours d'année au regard du cadre tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire numéro 00021505345/64 au nom de l'association Club de jeunes l'Etage auprès du Crédit Mutuel Strasbourg Krutenau.

Article 4.3 : CLOTURE DE L'EXERCICE

Pour l'activité de prévention spécialisée, le compte administratif, accompagné d'un rapport établi conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles, est transmis au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice concerné, au Président de l'Eurométropole de Strasbourg– Direction des Solidarités et de la Santé.

Le résultat de l'exercice et son affectation feront l'objet d'une décision au plus tard lors de la détermination de la dotation globale de l'année n+2.

Par ailleurs, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 30 juin de l'année, le bilan, le compte de résultats et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

Un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg est invité aux assemblées générales de l'association. L'invitation sera adressée à Monsieur CAHN, Adjoint au Maire et Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'à la Direction des Solidarités et de la Santé.

Par ailleurs, l'association s'engage à fournir les procès-verbaux des conseils d'administration ainsi que, dans le mois suivant leur adoption par l'assemblée générale, le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.

L'association s'engage à remettre à l'Eurométropole, avant le 30 mars de chaque année, son rapport d'activité de l'année écoulée.

Article 5 : EVALUATION ET CONTROLE

L'Eurométropole engagera un travail de co-construction et de réflexion avec l'association au cours de l'exercice 2017 afin d'établir des critères d'évaluation partagés. Les modalités seront rédigées et formalisées dans le cadre de la convention pour l'année 2018.

L'évaluation des objectifs se réalisera annuellement à partir du bilan d'activité de l'année n-1. Il fera l'objet d'une réunion entre les agents de l'Eurométropole et les membres de l'association.

L'Eurométropole peut procéder ou faire procéder à tout contrôle et toute investigation jugés utiles pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce contrôle peut porter sur l'année en cours et les trois années précédentes.

Article 6 : PERSONNEL – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

Dans le respect des dispositions du Code du travail, l'association s'engage à encourager la mobilité du personnel affecté aux actions de prévention spécialisée, en liaison avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine. Elle s'engage également à promouvoir la formation dans le domaine de la prévention spécialisée.

L'association s'engage à employer des professionnels qualifiés, et dans toute la mesure du possible expérimentés, sur la base de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

Avant tout nouvel engagement, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg une fiche de classement permettant de vérifier le bien-fondé de la rémunération envisagée. A cette fiche sont joints le curriculum vitae des intéressés et la justification de leur qualification entrant en ligne de compte pour le classement.
L'association s'engage à employer l'équipe de prévention spécialisée pour les missions mentionnées dans la présente convention.

Les membres de l'équipe de prévention sont placés sous la responsabilité exclusive de l'association.

Article 7 : RESPONSABILITE DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir sa responsabilité pour l'activité de prévention spécialisée.

Article 8 : COMMUNICATION

L'association s'engage à faire mention de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias, pour tout ce qui concerne les actions entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 9 : PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, pour l'année 2017, et prendra fin au 31 décembre 2017.

Trois mois au moins avant la date d'expiration de la convention, chacune des parties doit faire connaître explicitement à l'autre partie son intention d'en solliciter le renouvellement.

Article 10 : AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de chacune des parties.

Article 11 : RESILIATION

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre fin à tout moment à la présente convention en cas de non-respect de l'une de ses clauses par l'association dès lors que, dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure adressée à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

La résiliation emporte retrait de l'habilitation.

Fait à Strasbourg en deux originaux, le

Pour l'association, le Président

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AU TITRE DE LA PREVENTION SPECIALISEE 2017

ENTRE

L'**Eurométropole de Strasbourg** représentée par son Président, d'une part,

Et

l'**association Jeunes équipes d'éducation populaire - JEEP**, sise 21, boulevard de Nancy – 67000 Strasbourg, représentée par son Président habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration en date 15 juillet 2014.

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 312-1, L 313-1 à L 313-6, L121-2, L221-1 R 313-1 à R 313-3 ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;
Vu l'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Général en date du 24 avril 2008 ;
Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, du 27 janvier 2014 (MAPTAM) qui prévoit, dans le cadre de la création de l'Eurométropole, la possibilité du transfert des compétences de l'action de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

Vu L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre et la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements de l'Eurométropole et de l'association pour la réalisation d'un projet de prévention spécialisée, mission pour laquelle l'association a été habilitée par arrêté en date du 24 avril 2008, conformément à l'avis favorable émis le 12 mars 2008 par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et MédicoSociale d'Alsace - section spécialisée compétente pour les établissements et services pour mineurs ou jeunes majeurs.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département avec les associations et d'engager un travail avec les associations et acteurs du territoire pour préciser ultérieurement les objectifs stratégiques propres de la collectivité autour de cette nouvelle compétence et établir de nouvelles conventions. Cette convention reprend donc le cadre de travail établit entre l'association et le département du Bas Rhin en 2016.

Ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin d'engager une réflexion locale en lien avec les associations et partenaires autour des enjeux sociaux, de jeunesse et de vivre ensemble sur le territoire, et également coordonner cette dynamique avec les politiques publiques de proximité de l'Eurométropole et de ses communes. Un travail conjoint sera réalisé en 2017 pour redéfinir le cadre de travail commun.

Article 2 : CADRE GEOGRAPHIQUE D'ACTION

Les actions menées par l'association JEEP, au titre de la prévention spécialisée, ont pour cadre géographique :

- la Ville de Strasbourg : - quartier de la Meinau
  - quartier du Neuhof
  - quartier de Hautepierre ;

- les Villes de Bischheim et Schiltigheim, particulièrement les quartiers prioritaires de la politique de la ville (Ecrivains, SNCF et Marais).

Ce cadre géographique pourra toutefois être modifié en fonction des orientations définies par l'Eurométropole en matière de prévention spécialisée.

Dans les secteurs d'intervention, l'Association JEEP dispose de logements dédiés aux équipes éducatives et à l'accueil des publics. Toute ouverture ou fermeture d'un lieu dédié, soit à l'équipe, soit à l'accueil de public, devra être approuvée par l'Eurométropole.

Article 3 : CADRE CONTRACTUEL

L'association est chargée d'accompagner les jeunes en situation de précarité, de prévenir leur marginalisation, de stabiliser leur situation, de construire avec eux un projet de vie et un parcours d'insertion.

Pour ce faire, elle s'appuie sur un réseau de partenaires dans les domaines de l'éducation, de l'insertion, de la santé, de la formation ou de la culture.

Aussi, en accord avec l'Eurométropole, l'association JEEP propose d'engager son intervention dans le conventionnement des objectifs déclinés ci-dessous, en fonction des besoins repérés, par territoires.

- **SUR LE TERRITOIRE DE LA MEINAU**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Assurer une fonction de relais et de médiation entre l'élève et le milieu scolaire, en participant notamment aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE, point élèves…) ;
- Développer du projet avec les élèves de SEGPA particulièrement en difficulté, pour faciliter le lien avec leurs parents.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Développer un projet de chantier éducatif comme une étape intermédiaire pour des jeunes de 16 à 18 ans déscolarisés ;
- Travailler avec le jeune à la construction de son parcours d'insertion en participant activement à l'Action Jeunes Meinau (AJM), en lien avec les partenaires de l'insertion.

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Faciliter la mise en lien des familles avec les services liés à la mission de protection de l'enfance et avec les institutions de proximité (CMS, CSC, LAPE…) ;
- Développer la responsabilité et soutenir les engagements des familles dans les actions collectives et/ou communautaires organisées par le groupe de soutien aux parents.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grandes difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

OBJECTIF 5 – Favoriser le « pouvoir d'agir » des jeunes et des habitants, leur capacité de création

- Accompagner l'émergence de conditions favorables, pour permettre à des jeunes et des adultes de trouver la place qui leur correspond, dans un environnement dans lequel ils peuvent agir en tant que citoyens (comité des peuples, comité de fête du parc Schulmeister…) ;
- Renforcer les dynamiques locales entre les acteurs de la cité et participer aux instances de concertation ;
- Participer au groupe de pilotage de la formation-action « Comment agir pour mieux vivre-ensemble dans le quartier ? ».

- **SUR LE TERRITOIRE DU NEUHOF**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Redonner confiance au jeune en lui renvoyant une image positive de qu'il est ou de ce qu'il pourrait devenir ;
- Aider la famille à s'approprier les informations nécessaires à la bonne compréhension de la scolarité de leur(s) enfant(s) ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre l'élève et le milieu scolaire, en participant notamment aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE, CESC, cellule de veille hebdomadaire…) ;
- Développer la réflexion liée à l'orientation des élèves de 3ème, en collaboration avec les collèges de secteur.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Développer un projet de chantier éducatif comme une étape intermédiaire pour des jeunes de 16 à 18 ans déscolarisés ;
- Renforcer le partenariat avec les structures liées à la formation et à l'emploi (Mission locale, Pôle emploi, Point d'information jeunesse, l'Atelier/Ecole de la 2ème chance…) ;

- Travailler avec le jeune à la construction de son parcours d'insertion en encourageant les premières expériences d'accès à l'emploi (Job d'été, stages de découverte, action « vendanges »…).

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Redonner confiance aux parents et renforcer leurs capacités d'agir, de participer et de décider pour leur permettre d'exercer au mieux leur fonction éducative ;
- Faciliter le dialogue, désamorcer les tensions, dédramatiser les situations pour éviter les ruptures parents/enfants ;
- Faciliter la mise en lien des familles avec les services liés à la mission de protection de l'enfance et avec les partenaires locaux (SPE, PJJ, SPM) ;
- Développer la responsabilité et soutenir les engagements des familles dans les actions collectives et/ou communautaires.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grandes difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

OBJECTIF 4 – Favoriser le « pouvoir d'agir » des jeunes et des habitants, leur capacité de création

- Accompagner l'émergence de conditions favorables, pour permettre à des jeunes et des adultes de trouver la place qui leur correspond, dans un environnement dans lequel ils peuvent agir en tant que citoyens ;
- Renforcer les dynamiques locales entre les acteurs de la cité et participer aux instances de concertation ;
- Contribuer à la mise en place des « conseils citoyens » en favorisant, en particulier, l'implication des jeunes dans cette instance.

▪ **SUR LE TERRITOIRE DE HAUTEPIERRE**

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Resserrer le travail en direction des 4ème et des 3ème en prenant en compte les problématiques liées à l'absentéisme, aux difficultés relationnelles, aux problèmes de comportement, au mal-être, aux difficultés d'orientation et de recherche de stage ;
- Accompagner les élèves en souffrance dans un parcours scolaire « classique », vers les dispositifs spécifiques (classe relais, ERS, EREA, Planning familial, Maison des Adolescents…) ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre l'élève et le milieu scolaire, en participant notamment aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (PRE, réunion hebdomadaire de suivi des élèves en difficulté…) ;
- Renforcer l'accompagnement éducatif autour d'actions spécifiques menées en-dehors des établissements scolaires.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Développer un projet de chantier éducatif comme une étape intermédiaire pour des jeunes de 16 à 18 ans déscolarisés ;

- Contribuer, avec le réseau partenarial, à la construction de réponses adaptées aux besoins des jeunes en rupture sociale dit « perdus de vue » (logement, ressources, santé, formation, culture…).

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Redonner confiance aux parents et renforcer leurs capacités d'agir, de participer et de décider pour leur permettre d'exercer au mieux leur fonction éducative ;
- Améliorer la prise en charge des jeunes en début et fin de mesures éducatives, en lien avec leurs parents et les partenaires locaux (SPE, PJJ, SPM) ;
- Valoriser et soutenir la fonction du père au travers d'actions collectives et/ou communautaires.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grandes difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

OBJECTIF 5 – Favoriser le « pouvoir d'agir » des jeunes et des habitants, leur capacité de création

- Accompagner des jeunes dans les chantiers participatifs développés sur le territoire ;
- Contribuer à la mise en place des « conseils citoyens » en favorisant, en particulier, l'implication des jeunes dans cette instance.

▪ SUR LES TERRITOIRES DES ECRIVAINS ET DU MARAIS (Bischheim, Schiltigheim)

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et l'exclusion scolaire

- Aider la famille à s'approprier les informations nécessaires à la bonne compréhension de la scolarité de leur(s) enfant(s) ;
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre l'élève et le milieu scolaire, en participant notamment aux différentes instances consultatives et pluridisciplinaires, mises en place par les établissements scolaires et les collectivités (CESC, dispositif « Raccroche », écoles ouvertes…) ;
- Participer à la réflexion sur le Projet Educatif Local (PEL) proposé par la Ville de Schiltigheim.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion sociale, professionnelle et l'accès au logement pour les jeunes de 16 à 25 ans

- Développer un projet de chantier éducatif comme une étape intermédiaire pour des jeunes de 16 à 18 ans déscolarisés ;
- Renforcer le partenariat avec les structures liées à la formation et à l'emploi (Mission locale, CIO…) ;
- Travailler avec des jeunes, sans projet, à la construction de leur parcours d'insertion en encourageant les premières expériences d'accès à l'emploi (Job d'été, stages de découverte, action « show pour l'emploi »…).

OBJECTIF 3 - Soutenir l'exercice de la parentalité

- Redonner confiance aux parents et renforcer leurs capacités d'agir, de participer et de décider pour leur permettre d'exercer au mieux leur fonction éducative ;
- Collaborer à une cohérence de réseau, lors de situations problématiques, avec les services de l'Aise Sociale à l'Enfance (ASE), de l'UTAMS, de la PJJ ;

- Développer la responsabilité et soutenir les engagements des familles dans les actions collectives et/ou communautaires.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grandes difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

OBJECTIF 5 – Favoriser le « pouvoir d'agir » des jeunes et des habitants, leur capacité de création

- Accompagner l'émergence de conditions favorables, pour permettre à des jeunes et des adultes de trouver la place qui leur correspond, dans un environnement dans lequel ils peuvent agir en tant que citoyens ;
- Renforcer les dynamiques locales entre les acteurs de la cité et participer aux instances de concertation ;
- Contribuer à la mise en place des « conseils citoyens » en favorisant, en particulier, l'implication des jeunes dans cette instance.

Au regard de ces objectifs, l'association s'engage à transmettre à l'Eurométropole, au 31 octobre de chaque année, les perspectives de travail et le plan d'action pour l'année à venir. Pour l'année 2017, première année de l'exercice de la compétence par l'Eurométropole une rencontre d'échange sera proposée pendant le premier trimestre. En 2017, l'Eurométropole engagera un travail avec les associations autour des attendus communs de la prévention spécialisée sur le territoire en lien avec les services de la collectivité, ceux de la Ville de Strasbourg et les partenaires.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : PROPOSITIONS BUDGETAIRES

L'association propose à l'Eurométropole un plan d'action pour l'année à venir, ainsi que le budget détaillé s'y rapportant. Ce plan doit comporter notamment les données relatives au secteur d'intervention, à la définition des actions, à leurs modalités de mise en œuvre et aux outils d'évaluation.

Les propositions budgétaires adoptées par le conseil d'administration de l'association et établies conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles sont transmises au Président de l'Eurométropole de Strasbourg – Direction des Solidarités et de la Santé en double exemplaire, au plus tard le 31 décembre 2016.

Ces propositions font l'objet d'une instruction par les services de l'Eurométropole au cours de laquelle l'association peut être appelée à fournir des éléments complémentaires.

Le budget est arrêté par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction notamment d'un objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux fixé chaque année.

Les services de l'Eurométropole peuvent, en tant que de besoin, rencontrer les responsables de l'association ainsi que les professionnels chargés de mettre en œuvre le plan d'action et le budget.

Sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, les dépenses de fonctionnement de l'association, dans la limite des sommes engagées au titre de l'intervention de prévention spécialisée et du budget approuvé.

Les dépenses de personnel sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part, dans la limite de la convention collective applicable, et d'autre part, dans le respect des décisions de création ou transformation de postes préalablement approuvées par l'Eurométropole de Strasbourg:

- Les remplacements de postes vacants feront l'objet d'une discussion entre l'Eurométrpole de Strasbourg et l'association, au-delà des dépenses gelées à hauteur de 20% de la dotation allouée en 2013 par le Département.

Article 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION GLOBALE

Le financement de l'Eurométropole de Strasbourg prend la forme d'une dotation globale.

Une avance de 938 705 € est allouée dès à présent. Ce montant correspondant à 60% de la dotation perçue au cours de l'exercice 2015. Il sera versé en deux tranches :

- La première d'un montant de 469 353 € dès le mois janvier,
- La seconde d'un montant de 469 352 € au cours de mois d'avril.

Le montant définitif sera arrêté en cours d'année au regard du cadre tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire numéro 21025956702/79 au nom de l'association JEEP auprès du Crédit coopératif.

Article 4.3 : CLOTURE DE L'EXERCICE

Pour l'activité de prévention spécialisée, le compte administratif, accompagné d'un rapport établi conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles, est transmis au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice concerné, au Président de l'Eurométropole de Strasbourg– Direction des Solidarités et de la Santé.

Le résultat de l'exercice et son affectation feront l'objet d'une décision au plus tard lors de la détermination de la dotation globale de l'année n+2.

Par ailleurs, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 30 juin de l'année, le bilan, le compte de résultats et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

Un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg est invité aux assemblées générales de l'association. L'invitation sera adressée à Monsieur CAHN, Adjoint au Maire et Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'à la Direction des Solidarités et de la Santé.

Par ailleurs, l'association s'engage à fournir les procès-verbaux des conseils d'administration ainsi que, dans le mois suivant leur adoption par l'assemblée générale, le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.

L'association s'engage à remettre à l'Eurométropole, avant le 30 mars de chaque année, son rapport d'activité de l'année écoulée.

Article 5 : EVALUATION ET CONTROLE

L'Eurométropole engagera un travail de co-construction et de réflexion avec l'association au cours de l'exercice 2017 afin d'établir des critères d'évaluation partagés. Les modalités seront rédigées et formalisées dans le cadre de la convention pour l'année 2018.

L'évaluation des objectifs se réalisera annuellement à partir du bilan d'activité de l'année n-1. Il fera l'objet d'une réunion entre les agents de l'Eurométropole et les membres de l'association.

L'Eurométropole peut procéder ou faire procéder à tout contrôle et toute investigation jugés utiles pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce contrôle peut porter sur l'année en cours et les trois années précédentes.

Article 6 : PERSONNEL – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

Dans le respect des dispositions du Code du travail, l'association s'engage à encourager la mobilité du personnel affecté aux actions de prévention spécialisée, en liaison avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine. Elle s'engage également à promouvoir la formation dans le domaine de la prévention spécialisée.

L'association s'engage à employer des professionnels qualifiés, et dans toute la mesure du possible expérimentés, sur la base de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

Avant tout nouvel engagement, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg une fiche de classement permettant de vérifier le bien-fondé de la rémunération envisagée. A cette fiche sont joints le curriculum vitae des intéressés et la justification de leur qualification entrant en ligne de compte pour le classement.
L'association s'engage à employer l'équipe de prévention spécialisée pour les missions mentionnées dans la présente convention.

Les membres de l'équipe de prévention sont placés sous la responsabilité exclusive de l'association.

Article 7 : RESPONSABILITE DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir sa responsabilité pour l'activité de prévention spécialisée.

Article 8 : COMMUNICATION

L'association s'engage à faire mention de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias, pour tout ce qui concerne les actions entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 9 : PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, pour l'année 2017, et prendra fin au 31 décembre 2017.

Trois mois au moins avant la date d'expiration de la convention, chacune des parties doit faire connaître explicitement à l'autre partie son intention d'en solliciter le renouvellement.

Article 10 : AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de chacune des parties.

Article 11 : RESILIATION

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre fin à tout moment à la présente convention en cas de non-respect de l'une de ses clauses par l'association dès lors que, dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure adressée à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

La résiliation emporte retrait de l'habilitation.

Fait à Strasbourg en deux originaux, le

Pour l'association, le Président

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AU TITRE DE LA PREVENTION SPECIALISEE 2017

ENTRE

L'**Eurométropole de Strasbourg** représentée par son Président, d'une part,

ET

l'**association Ville action jeunesse- VilAJe**, sise 24, place des Halles – 67000 Strasbourg, représentée par son Président habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration en date 12 juin 2014, ci-après désignée l'Association, d'autre part.

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 312-1, L 313-1 à L 313-6, L121-2, L221-1 R 313-1 à R 313-3 ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;
Vu l'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Général en date du 24 avril 2008 ;
Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, du 27 janvier 2014 (MAPTAM) qui prévoit, dans le cadre de la création de l'Eurométropole, la possibilité du transfert des compétences de l'action de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

Vu L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre et la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements de l'Eurométropole et de l'association pour la réalisation d'un projet de prévention spécialisée, mission pour laquelle l'association a été habilitée par arrêté en date du 24 avril 2008, conformément à l'avis favorable émis le 12 mars 2008 par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et MédicoSociale d'Alsace - section spécialisée compétente pour les établissements et services pour mineurs ou jeunes majeurs.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département avec les associations et d'engager un travail avec les associations et acteurs du territoire pour préciser ultérieurement les objectifs stratégiques propres de la collectivité autour de cette nouvelle compétence et établir de nouvelles conventions. Cette convention reprend donc le cadre de travail établit entre l'association et le département du Bas Rhin en 2016.

Ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin d'engager une réflexion locale en lien avec les associations et partenaires autour des enjeux sociaux, de jeunesse et de vivre ensemble sur le territoire, et également coordonner cette dynamique avec les politiques publiques de proximité de l'Eurométropole et de ses communes. Un travail conjoint sera réalisé en 2017 pour redéfinir le cadre de travail commun.

Article 2 : CADRE GEOGRAPHIQUE D'ACTION

Les actions menées par l'Association VilAJe, au titre de la prévention spécialisée, ont pour cadre géographique Strasbourg, et particulièrement les secteurs :

- Centre (ellipse insulaire)
- Quartiers Gare et quartiers des Halles
- Est (les citées Rotterdam, Spach, Vauban ; Esplanade et Campus universitaire).

Ce cadre géographique pourra toutefois être modifié en fonction des orientations définies par l'Eurométropole en matière de prévention spécialisée.

Dans son secteur d'intervention, le service de prévention spécialisée dispose d'un logement dédié à l'équipe éducative. Toute ouverture ou fermeture d'un lieu dédié, soit à l'équipe, soit à l'accueil de public, devra être approuvée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 3 : CADRE CONTRACTUEL

L'association est chargée d'accompagner les jeunes en situation de précarité, de prévenir leur marginalisation, de stabiliser leur situation, de construire avec eux un projet de vie et un parcours d'insertion.

Pour ce faire, elle s'appuie sur un réseau de partenaires dans les domaines de l'éducation, de l'insertion, de la santé, de la formation ou de la culture.

Aussi, en accord avec l'Eurométropole, l'Association VilAJe propose d'engager son intervention dans le conventionnement des objectifs suivants :

OBJECTIF 1 - Lutter contre la déscolarisation et contre l'exclusion scolaire

- Exercer une veille sur les publics scolaires « borderline » cherchant le contact avec les jeunes marginalisés présent sur le centre-ville ;
- Contribuer au maintien du parcours scolaire en favorisant le lien entre le jeune, ses parents et l'institution scolaire.

OBJECTIF 2 - Favoriser l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans, en difficultés

- Mobiliser les dispositifs existants susceptibles de venir en aide à ce public, dans tous les domaines de l'accompagnement social (logement, ressources, santé, formation, culture…).

OBJECTIF 3 - Soutenir des jeunes familles et les accompagner dans l'exercice de la parentalité

- Favoriser le lien entre les parents et les établissements accueillants leurs enfants (scolaires, médico-sociaux, petite enfance…) ;
- Développer des actions de soutien aux plus jeunes parents, en lien avec la Maison des Adolescents du Bas-Rhin.

OBJECTIF 4 – Prévenir, accompagner et agir en matière de lutte contre la radicalisation

- Renforcer les dynamiques locales et les coopérations avec les acteurs du territoire ;
- Recréer du lien entre les jeunes et le droit commun ;
- Engager un accompagnement des jeunes repérés dans la cellule de suivi départemental ;
- Responsabiliser les jeunes et leur famille dans l'exercice de leur citoyenneté ;
- Construire avec le jeune et sa famille une bonne compréhension de la société ;
- Maintenir des liens avec les publics en grandes difficulté afin de rompre leur enfermement et leur désœuvrement ;
- Mener des interventions favorisant la coexistence et la mixité sociale.

OBJECTIF 5 - Mener une action spécifique auprès des jeunes mineurs, en lien avec les services de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

- Mettre en œuvre une démarche de coopération avec l'ASE, dans une coordination de parcours du jeune et en vue d'accompagner les fins de prise en charge ;
- Travailler avec le service de protection de l'enfance sur une procédure d'alerte pour les personnes en fugue ;
- Développer les liens de coopération avec les services de l'ASE afin de permettre une meilleure prise en compte des situations préoccupantes de mineurs et de lycéens.

OBJECTIF 6 – Mener une action globale sur les trois secteurs et contribuer au vivre-ensemble

- Assurer une veille sociale sur les questions de tranquillité publique ;
- Assurer des interventions en termes de régulation des rapports sociaux et de médiation favorisant la coexistence des publics ;
- Intervenir auprès des publics marginalisés pour favoriser l'acquisition des repères sociaux;
- Participer aux actions collectives ou communautaires, initiés sur les territoires, dans le cadre d'un partenariat et d'une démarche de développement social.

Au regard de ces objectifs, l'association s'engage à transmettre à l'Eurométropole, au 31 octobre de chaque année, les perspectives de travail et le plan d'action pour l'année à venir. Pour l'année 2017, première année de l'exercice de la compétence par l'Eurométropole une rencontre d'échange sera proposée pendant le premier trimestre. En 2017, l'Eurométropole engagera un travail avec les associations autour des attendus communs de la prévention spécialisée sur le territoire en lien avec les services de la collectivité, ceux de la Ville de Strasbourg et les partenaires.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : PROPOSITIONS BUDGETAIRES

L'association propose à l'Eurométropole un plan d'action pour l'année à venir, ainsi que le budget détaillé s'y rapportant. Ce plan doit comporter notamment les données relatives au secteur d'intervention, à la définition des actions, à leurs modalités de mise en œuvre et aux outils d'évaluation.

Les propositions budgétaires adoptées par le conseil d'administration de l'association et établies conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles sont transmises au Président de l'Eurométropole de Strasbourg – Direction des Solidarités et de la Santé en double exemplaire, au plus tard le 31 décembre 2016.

Ces propositions font l'objet d'une instruction par les services de l'Eurométropole au cours de laquelle l'association peut être appelée à fournir des éléments complémentaires.

Le budget est arrêté par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction notamment d'un objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux fixé chaque année.

Les services de l'Eurométropole peuvent, en tant que de besoin, rencontrer les responsables de l'association ainsi que les professionnels chargés de mettre en œuvre le plan d'action et le budget.

Sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, les dépenses de fonctionnement de l'association, dans la limite des sommes engagées au titre de l'intervention de prévention spécialisée et du budget approuvé.

Les dépenses de personnel sont prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part, dans la limite de la convention collective applicable, et d'autre part, dans le respect des décisions de création ou transformation de postes préalablement approuvées par l'Eurométropole de Strasbourg:

- Les remplacements de postes vacants feront l'objet d'une discussion entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association, au-delà des dépenses gelées à hauteur de 20% de la dotation allouée en 2013 par le Département.

Article 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION GLOBALE

Le financement de l'Eurométropole de Strasbourg prend la forme d'une dotation globale.

Une avance de 164 444 € est allouée dès à présent. Ce montant correspondant à 60% de la dotation perçue au cours de l'exercice 2015. Il sera versé en deux tranches :

- La première d'un montant de 82 222 € dès le mois janvier,
- La seconde d'un montant de 82 222 € au cours de mois d'avril.

Le montant définitif sera arrêté en cours d'année au regard du cadre tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire numéro 51020016001/28 au nom de l'association VILAJE PREV CENTRE VILLE auprès du crédit coopératif.

Article 4.3 : CLOTURE DE L'EXERCICE

Pour l'activité de prévention spécialisée, le compte administratif, accompagné d'un rapport établi conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code de l'action sociale et des familles, est transmis au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice concerné, au Président de l'Eurométropole de Strasbourg– Direction des Solidarités et de la Santé.

Le résultat de l'exercice et son affectation feront l'objet d'une décision au plus tard lors de la détermination de la dotation globale de l'année n+2.

Par ailleurs, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 30 juin de l'année, le bilan, le compte de résultats et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

Un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg est invité aux assemblées générales de l'association. L'invitation sera adressée à Monsieur CAHN, Adjoint au Maire et Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'à la Direction des Solidarités et de la Santé.

Par ailleurs, l'association s'engage à fournir les procès-verbaux des conseils d'administration ainsi que, dans le mois suivant leur adoption par l'assemblée générale, le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.

L'association s'engage à remettre à l'Eurométropole, avant le 30 mars de chaque année, son rapport d'activité de l'année écoulée.

Article 5 : EVALUATION ET CONTROLE

L'Eurométropole engagera un travail de co-construction et de réflexion avec l'association au cours de l'exercice 2017 afin d'établir des critères d'évaluation partagés. Les modalités seront rédigées et formalisées dans le cadre de la convention pour l'année 2018.

L'évaluation des objectifs se réalisera annuellement à partir du bilan d'activité de l'année n-1. Il fera l'objet d'une réunion entre les agents de l'Eurométropole et les membres de l'association.

L'Eurométropole peut procéder ou faire procéder à tout contrôle et toute investigation jugés utiles pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce contrôle peut porter sur l'année en cours et les trois années précédentes.

Article 6 : PERSONNEL – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

Dans le respect des dispositions du Code du travail, l'association s'engage à encourager la mobilité du personnel affecté aux actions de prévention spécialisée, en liaison avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine. Elle s'engage également à promouvoir la formation dans le domaine de la prévention spécialisée.

L'association s'engage à employer des professionnels qualifiés, et dans toute la mesure du possible expérimentés, sur la base de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

Avant tout nouvel engagement, l'association adresse à l'Eurométropole de Strasbourg une fiche de classement permettant de vérifier le bien-fondé de la rémunération envisagée. A cette fiche sont joints le curriculum vitae des intéressés et la justification de leur qualification entrant en ligne de compte pour le classement.
L'association s'engage à employer l'équipe de prévention spécialisée pour les missions mentionnées dans la présente convention.

Les membres de l'équipe de prévention sont placés sous la responsabilité exclusive de l'association.

Article 7 : RESPONSABILITE DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir sa responsabilité pour l'activité de prévention spécialisée.

Article 8 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire mention de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias, pour tout ce qui concerne les actions entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 9 : PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, pour l'année 2017, et prendra fin au 31 décembre 2017.

Trois mois au moins avant la date d'expiration de la convention, chacune des parties doit faire connaître explicitement à l'autre partie son intention d'en solliciter le renouvellement.

Article 10 : AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de chacune des parties.

Article 11 : RESILIATION

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre fin à tout moment à la présente convention en cas de non-respect de l'une de ses clauses par l'association dès lors que, dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure adressée à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

La résiliation emporte retrait de l'habilitation.

Fait à Strasbourg en deux originaux, le

Pour l'association, le Président

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le Président

10

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Transfert de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : convention financière avec la mission locale pour l'emploi de Strasbourg et approbation du Règlement Intérieur.

Contexte et objet de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes
La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que les Départements sur le territoire desquels se trouvent une métropole doivent transférer un certain nombre de compétences à cette métropole.

L'article 90 de cette loi dispose que par convention passée avec le département, la métropole exerce à l'intérieur de son périmètre, par transfert, en lieu et place du département, ou par délégation, au nom et pour le compte du département, tout ou partie de groupes de compétences identifiées par la loi.

En vertu de convention de délégation entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg soumise à cette même séance du Conseil, les deux collectivités se sont accordées pour que les domaines suivants fassent l'objet d'un transfert de compétence :

- Routes,
- Fonds de solidarité pour le logement (FSL),
- **Fonds d'aide aux jeunes (FAJ),**
- Prévention spécialisée.

Les conditions du transfert de compétence entre les deux collectivités sont définies dans le cadre de la convention de transfert de compétence soumise à votre approbation pendant ce même Conseil.

Cadre actuel d'action du Fonds d'Aide aux Jeunes sur le territoire eurométropolitain

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif social obligatoire placé sous la responsabilité du Conseil Départemental depuis la loi du 13 août 2014.
Il vise à apporter un appui financier aux jeunes de 18 à 25 ans révolus, soit en urgence, soit pour la réalisation d'un projet d'insertion sociale et/ou professionnelle. Ces aides

financières individuelles sont ponctuelles, subsidiaires ou complémentaires à d'autres aides de droit commun. Elles sont accordées par un comité d'attribution dont le cadre de travail est précisé dans un règlement intérieur.

En 2015, 756 jeunes de l'Eurométropole de Strasbourg ont bénéficié d'une aide financière FAJ, destinée le plus souvent à l'alimentation (en moyenne 479 € par an par personne). La majorité des bénéficiaires est en très grande précarité par rapport au logement (seuls 20 % sont locataires).

A compter du 1er janvier, l'Eurométropole exerce de plein droit la compétence FAJ, ce transfert de compétence constitue une opportunité pour la collectivité afin de poursuivre le développement de notre partenariat dans l'accompagnement des jeunes en difficulté, et afin de travailler en complémentarité avec nos moyens d'actions en matière d'insertion sociale et professionnelle sur le territoire de l'Eurométropole.

Compte-tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il est proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département à travers le partenariat avec la Mission locale pour l'Emploi de Strasbourg et le Règlement Intérieur.

Le conventionnement avec la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg au 1er janvier 2017 pour un an.

Ainsi, le cadre conventionnel entre la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg et l'Eurométropole soumis à votre approbation pour l'année 2017 reprend les principaux objectifs de la précédente convention financière avec le Conseil départemental à l'exception du versant concernant l'accompagnement social :

- l'organisation du Fonds d'Aide aux Jeunes,
- les missions de la Mission Locale pour l'Emploi pour la gestion et l'animation du dispositif,
- le montant de la dotation eurométropolitaine et son utilisation,
- le suivi de la convention, sa durée,
- les modalités de versement.

Il convient également de préciser qu'actuellement la **Mission locale pour l'emploi de Strasbourg** assure la gestion du dispositif pour le compte du département seulement pour le territoire de Strasbourg. **A partir du 1er janvier 2017, sa compétence sera étendue à toute l'Eurométropole**. En ce sens, les modalités d'organisation du dispositif vont changer pour les unités territoriales d'action médico-sociales départementales eurométropole nord et sud. Les processus de travail seront précisés dans le cadre du Règlement intérieur afin de garantir la continuité de l'accès aux droits sur le territoire et la simplicité des demandes.

Formalisation d'un règlement intérieur métropolitain pour le FAJ.
Le règlement intérieur précise les dispositions générales de l'Aide et son organisation sur le territoire métropolitain. Il s'inscrit dans la continuité des dispositions actuelles

en réactualisant le cadre de gouvernance, les processus de travail et l'organisation du dispositif à l'échelle du territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)
Vu le code général des collectivités territoriales
Vu l'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLECRT) en date du 27 octobre 2016
et la convention de transfert entre le Département du Bas Rhin et l'Eurométropole soumise au conseil métropolitain le 16 décembre 2016
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg :

- *à signer la convention financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et la mission locale pour l'emploi de Strasbourg, pour l'année 2017,*

- *à verser la dotation financière à la Mission locale pour l'emploi d'un montant initial de 344 603 euros, montant transféré par le Département du Bas Rhin dans le cadre de la convention de transfert de la compétence.*
  En cette première année de l'exercice de la compétence et afin que les partenaires prennent leur marque, cette somme sera réajustée pendant l'année en lien avec la Mission locale pour l'Emploi et les partenaires financeurs, afin de couvrir les aides directes attribuées aux jeunes et les coûts de gestion et d'animation à l'échelle du territoire métropolitain.

approuve

le règlement intérieur métropolitain du fonds d'aide aux jeunes.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Règlement Intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes

Vu

la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment l'article 51 ;

le Code de l'action sociale et des familles, notamment en ses articles L 263-15 et L263-16 ;

la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et la loi °2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) qui organise le transfert obligatoire des routes départementale et le transfert conventionnel de tout ou partie de trois groupes de compétences des départements aux métropoles ;

l'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre ;

la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole qui transfèrent notamment à l'Eurométropole le Fonds d'aide aux jeunes. L'Eurométropole assurant la compétence de plein exercice en lieu et place du département sur son territoire.

TITRE 1 : Dispositions générales

Article 1 : Objet du Fonds d'aide aux jeunes sur le territoire métropolitain.

Placé sous l'autorité du président de l'Eurométropole, le Fonds d'aide aux jeunes vise à apporter un appui ponctuel et subsidiaire aux jeunes de 18 à 25 ans révolus, qui connaissent des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Article 2 : Public visé

Le FAJ est destiné aux jeunes de 18 à 25 ans révolus, français ou étrangers en situation de séjour régulier en France, et dont les revenus n'excèdent pas 600€ pour une personne seule et 900€ pour un couple.

Aucune durée minimale de résidence sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg n'est exigée pour l'attribution d'une aide du fonds.

L'aide subsidiaire du FAJ ne peut pas se substituer aux aides pouvant être attribuées par d'autres dispositifs ou services publics existants, ni à la solidarité familiale quand elle est possible.

Les aides aux jeunes sont attribuées « sans qu'il soit tenu compte de la participation pouvant être demandée aux personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard de l'intéressé » (CASF art L 263 -15 modifié par la loi du 13 août 2004).

Ne peuvent bénéficier du FAJ :

- les jeunes majeurs bénéficiaires de l'Allocation Jeune Autonome ;
- les jeunes scolarisés, les étudiants, les solliciteurs d'asile ;
- les jeunes logés et pris en charge par l'Etat (en CHRS ou en CADA), sauf exception pour les jeunes en CHRS sans restauration assurée ;
- les jeunes vivant chez leurs parents, sauf situation particulière validée par la commission d'attribution (par exemple un jeune démarrant une activité rémunérée ou une formation…) ;
- les jeunes bénéficiaires de minima sociaux (RSA, AAH…).

Dans tous les cas, la Commission Locale d'Attribution peut proposer une aide à titre exceptionnel.

Article 3 : Destination des aides

Le Fonds d'aide aux jeunes permet de répondre aux besoins suivants :

Insertion Socioprofessionnelle ou Professionnelle				
Mobilité transport	Frais de restauration ou d'hébergement	Acquisition de matériels ou de vêtements professionnels	En attente de droits (versement d'indemnités de stage)	Autres frais de formation (cout, frais annexes…)

Insertion Sociale			
Subsistance	Hébergement		Soins médicaux
	Accès ou maintien dans le logement	Hébergement d'urgence	

Le FAJ n'a pas vocation à régler des situations d'endettement.

Article 4 : Forme des aides

Les aides du Fonds d'Aide aux Jeunes prennent la forme :

- de secours financiers pour faire face à des besoins urgents;
- d'une aide financière pour aider à la réalisation d'un projet d'insertion sociale ou professionnelle conformément aux dispositions de l'article 3 du Titre I ;
- d'un financement d'actions d'accompagnement réservé à des actions nouvelles d'insertion des jeunes en difficulté, ne pouvant se substituer aux dispositifs existants, et aux missions habituelles des services publics en la matière ;
- d'une aide en nature versée directement à un tiers prestataire.

Tout jeune, bénéficiaire d'une aide, fait l'objet d'un suivi dans sa démarche d'insertion par une personne qualifiée relevant d'une mission locale, d'un service social, ou d'un autre organisme ou association compétent en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Le renouvellement d'une aide est subordonné au réexamen de la situation du bénéficiaire en Commission Locale d'Attribution.

Article 5 : Plafond des aides

Le montant maximal des aides accordées pour une année civile est fixé à 1000 € par jeune.

Certaines situations de grande précarité peuvent, à titre dérogatoire, justifier l'attribution d'une aide supérieure à ce montant annuel. Elles sont examinées en Commission Locale d'Attribution et validées par le ou la Chef(fe) du service Insertion – Direction des solidarités et de la santé - de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 6 : Procédure de présentation et d'examen des demandes

Chaque demandeur doit prendre contact avec un référent, qui établit avec lui un projet d'insertion sociale et/ou professionnelle.

Le service territorialement compétent est celui correspondant au domicile du jeune demandeur, ou à défaut, si celui-ci change souvent, du lieu d'exercice du référent.

L'instruction de la demande d'aide se fonde sur une évaluation de la situation sociale et financière du jeune demandeur.

Les référents sont chargés :
- d'aider le demandeur à formuler sa demande et d'établir avec lui un diagnostic de sa situation;
- de proposer l'attribution des aides ;
- de l'accompagner dans sa démarche d'insertion et de proposer les mesures appropriées à sa situation.

Les services sociaux, centres communaux d'action sociale, missions locales et les associations œuvrant dans le domaine de l'insertion sont habilités à être référents.

Le Pôle social de la MLPE centralise l'ensemble des dossiers de demandes de FAJ pour l'ensemble du territoire métropolitain.

Article 7 : La commission locale d'attribution et la décision

La Commission Locale d'Attribution se réunit deux fois par mois.

Sur avis de la commission, la décision est prise sans délai par le ou la Chef(fe) du service Insertion ou son représentant sur le territoire de l'Eurométropole.

La décision motivée est notifiée à l'intéressé par écrit.

Article 8 : L'urgence

Une procédure d'urgence, mise en œuvre à l'initiative du référent présentant une demande d'aide, permet d'apporter une réponse dans la semaine, afin de répondre aux situations particulières de détresse justifiant une intervention rapide.

Après instruction de la demande, la Mission Locale pour l'Emploi, peut décider des mesures d'urgence appropriées.

Les décisions prises au titre de cette procédure ne peuvent porter sur des durées d'attribution des aides supérieures à un mois et des montants supérieurs à 150 €.

Ces décisions sont présentées lors de la Commission Locale d'Attribution suivante pour information.

Article 9 : Les voies de recours

Tout demandeur peut contester une décision de refus.

Il existe 2 formes de recours :

le recours administratif qui s'adresse, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la décision, à l'auteur(e) de la décision contestée: à savoir le Chef ou la Cheffe du service Insertion de l'Eurométropole de Strasbourg.

le recours contentieux qui s'adresse au tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée ou de la date de réception d'une réponse négative au recours gracieux.

TITRE 3 : Organisation sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Article 1 : Organisation

Le Fonds d'Aide aux Jeunes est géré par délégation du Président de l'Eurométropole, par la Mission Locale pour l'Emploi sur l'ensemble du territoire eurométropolitain.

L'ensemble des demandes d'aide sont examinées en commission d'attribution et soumis pour décision au Chef ou la Cheffe du service Insertion de l'Eurométropole de Strasbourg ou à son représentant. La décision concernant les secours d'urgence est déléguée à la Mission Locale pour l'Emploi.

Article 2 : Composition de la Commission Locale d'Attribution

La composition de la Commission d'Attribution compétente pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est arrêtée par le Président de l'Eurométropole comme suit :

- Le Président de l'Eurométropole ou son représentant ;
- Le Chef ou la Cheffe du Service Insertion de la Ville et de l'Eurométropole ou son représentant ;
- Un représentant de chaque organisme co-financeur du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- Un représentant de la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg;

- Un représentant Mission Locale-Relais Emploi de Schiltigheim pour les secteurs les secteurs Schiltigheim, Hoenheim et Bischheim
- Deux représentants d'organismes justifiant d'une expérience dans le domaine de l'insertion des jeunes, désignés par le Président de l'Eurométropole.
- Les responsables d'unité territoriale d'action sociale et médico-sociale EMS Nord et Sud.

Article 3 : Rôle de la Mission Locale pour l'Emploi

La Mission Locale pour l'Emploi est chargée, pour les demandes relevant du périmètre du territoire de l'Eurométropole, de :

- la réception des dossiers ;
- la préparation des réunions de la Commission Locale d'Attribution, la convocation des membres et l'établissement des procès-verbaux (bordereaux de commission) des réunions ;
- La notification de la décision à l'intéressé et au référent ;
- L'exécution des décisions et le versement des aides ;
- La gestion de la procédure d'urgence, conformément aux dispositions de l'article 8 du Titre 1 ;
- le suivi budgétaire du dispositif ;
- la réalisation d'un bilan d'activité social et financier annuel.

TITRE 4 : Financement et pilotage du dispositif

Article 1 : Financement

Le financement du Fonds d'Aide aux Jeunes est assuré par l'Eurométropole avec la participation de la Caisse d'Allocations Familiales.
Les modalités financières de ce co-financement seront formalisées en 2017.

L'Eurométropole transmet aux collectivités et organismes participant au fonds un rapport d'activité annuel.

Article 2 : Comité de pilotage

Il est créé un comité de pilotage du Fonds d'Aide aux Jeunes présidé par le Président de l'Eurométropole ou son représentant et piloté par la Direction des Solidarités et de la Santé –service Insertion de la Ville et Eurométropole de Strasbourg. Il réunit les organismes co-financeurs, les services de la Ville de Strasbourg intéressés par le sujet, ainsi que les représentants des communes de l'Eurométropole, la Mission action sociale de proximité du Conseil Départemental, la Mission Locale de Schiltigheim, et la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg en qualité d'organisme délégataire.
Sur décision de son président, le comité est élargi aux structures intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et socioprofessionnelle des jeunes.

Sur la base d'un bilan annuel d'activité, ce comité a pour mission de proposer les orientations qui lui semblent utiles en vue de la prise en charge des jeunes en situation de précarité.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an.

Article 3: Instance technique eurométropolitaine

Une instance technique pilotée par le Service Insertion et composée de représentants de la Ville de Strasbourg, des Unités Territoriales d'Action Médico-sociale EMS nord et sud et de la Mission Locale pour l'Emploi, se réunit au moins une fois par an et précède le comité de pilotage.

Fonction de l'instance :

- harmoniser les procédures et les critères d'attribution des aides
- offrir un lieu de réflexion et de décisions partagé sur des situations ou problématiques singulières ;
- repérer et suivre les évolutions du dispositif ;
- garantir l'égalité de traitement sur l'ensemble de l'Eurométropole ;
- aider à statuer sur les demandes de recours.

Composition de l'instance :

- la Mission Locale pour l'Emploi;
- le Chef ou la Cheffe du Service Insertion de l'Eurométropole ou son représentant.
- Le Chef ou la Cheffe de service de l'Action sociale territoriale de la Ville de Strasbourg et tout service de la Ville intéressé par ces enjeux
- les chefs ou cheffes de service d'UTAMS ou leur représentant ;

Les propositions de cette instance sont présentées au comité de pilotage.

Article 4 : Suivi statistique

La Mission Locale pour l'Emploi transmet chaque année au Service Insertion, les éléments statistiques nécessaires au bilan social et financier annuel.

Article 5 : Entrée en vigueur

Le règlement intérieur du Fonds d'aide aux jeunes de l'Eurométropole de Strasbourg est valable à compter du 1er janvier 2017. Il s'inscrit dans la continuité du règlement intérieur départemental. Un bilan, et le cas échéant des propositions d'évolutions futures en lien avec le comité de pilotage, sera réalisé au terme de cette année 2017 d'exercice de la nouvelle compétence métropolitaine.

CONVENTION FINANCIERE

Pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est à Strasbourg – Centre administratif, 1 Parc de l'Etoile, représenté par Monsieur Robert HERRMANN, Président de l'Eurométropole.

D'une part,

Et

La Mission Locale pour l'Emploi
Sise, 13, rue Martin Bucer 67000 STRASBOURG cedex
Représenté par Monsieur Patrick ROGER, Président de l'association.

D'autre part

VU

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le Code de l'action sociale et des familles, notamment en ses articles L 263-15 et L263-16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et la loi °2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) qui organise le transfert obligatoire des routes départementale et le transfert conventionnel de tout ou partie de trois groupes de compétences des départements aux métropoles.
- L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre.
- la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du

Département et de l'Eurométropole qui transfèrent notamment à l'Eurométropole le Fonds d'aide aux jeunes.

- Le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes, approuvé par le Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déléguer la gestion administrative, comptable et financière du Fonds d'Aide aux Jeunes à la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 2 : Organisation

Le Fonds d'Aide aux Jeunes est géré, par délégation du Président de l'Eurométropole de Strasbourg, par la Mission Locale pour l'Emploi sur le territoire de l'Eurométropole.

Le Président de l'Eurométropole fixe la composition de la commission locale d'attribution qui donne un avis préalablement à la décision d'attribution.

L'ensemble des demandes d'aides sont examinées en commission locale d'attribution et soumises pour décision au service Insertion de la Direction des Solidarités et de la Santé de l'Eurométropole de Strasbourg.

La décision concernant les secours d'urgence est déléguée au Président de la Mission Locale ou son représentant agissant par délégation.

Article 3 : Missions de la Mission Locale pour l'Emploi

La Mission Locale pour l'Emploi exerce les missions définies ci-après :

3.1 : Gestion administrative

Elle assure, en tant que secrétariat du comité local d'attribution des aides, les missions définies à l'article 3 du titre 3 du règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes, soit notamment :

- La réception des dossiers ;
- La préparation des réunions de la commission d'attribution, la convocation des membres et l'établissement des procès-verbaux des réunions ;
- La notification de la décision à l'intéressé et au référent ; elle fait apparaître le logo de l'Eurométropole de Strasbourg
- L'exécution des décisions et le versement des aides.

3.2 : Gestion comptable et financière

La Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg ouvre un compte particulier et tient un compte de charges spécifiques et analytiques pour ce qui concerne la gestion du Fonds local d'Aide aux jeunes.

Elle effectue les opérations comptables et/ou financières suivantes :

- Le paiement des virements sur les comptes bancaires des bénéficiaires
- La préparation et le suivi comptable des aides délivrées en espèces
- Elle établit pour chaque paiement, soit un listing des noms des bénéficiaires du FAJ par virement ou bon de paiement (pour les paiements suite aux décisions de commissions) soit une liste des jeunes bénéficiaires d'aides en urgence pour les bons de paiements (décompte nominatif).

3.3 : L'attribution des aides d'urgence

La Mission Locale pour l'Emploi a compétence pour attribuer des aides financières d'urgence chaque fois que la situation le justifie, dans la limite d'un montant de 100 euros maximum par jeunes.

Article 4 : Montant de la dotation

Pour 2017, au regard des engagements imposés par la présente convention sous la condition expresse que la Mission Locale pour l'Emploi en remplira réellement toutes les clauses, l'Eurométropole délègue à cet organisme un fonds d'un montant initial de 344 603 euros, montant transféré par le Département du Bas Rhin dans le cadre de la convention de transfert de la compétence. Durant cette première année de l'exercice de la compétence et afin que les partenaires prennent leurs marques, après évaluation en lien avec la Mission locale et les partenaires financeurs, cette somme pourra être réajustée afin de couvrir les aides directes attribuées aux jeunes.

Ces fonds sont destinés :

- Aux aides directes attribuées aux jeunes sur décision de la commission d'attribution ou en urgence, pour un montant de 299 103 euros, qui pourra être ajusté pendant l'année.
- A la gestion de fonds et à l'animation du dispositif : 45 500 euros à la Mission Locale pour l'Emploi (gestion : 25 000€ et animation : 20 500).

La Mission locale, en lien avec le Conseil départemental du Bas Rhin, soutient l'accompagnement social lié au dispositif.

Article 5 : Utilisation de la dotation

L'organisme s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet social. Il s'engage par ailleurs à utiliser l'intégrité de la dotation pour mener à bien le projet décrit dans l'article 1er précité.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention dans ses articles 1 et 2 et de son budget prévisionnel entrainera la résiliation de cette convention et le remboursement de la subvention accordées.

Dans l'hypothèse où les objectifs cités à l'article 1er n'auront pas été réalisés au 31 décembre de l'année en cours, l'organisme s'engage à rembourser à l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des subventions afférentes

Article 6 : Suivi de la convention

La Mission Locale pour l'Emploi transmet aux collectivités et organismes co-financeurs :

- Un relevé trimestriel des bénéficiaires et montants attribués ;
- Un état intermédiaire de consommation des crédits au 30 juin ;
- Un bilan financier certifié conforme par son comptable et un rapport d'activité au 31 décembre.

L'Eurométropole de Strasbourg exercera chaque année un contrôle sur place et sur pièces, destiné à vérifier le respect du règlement intérieur du FAJ (nature des aides, montant maximum, saisine de la commission d'attribution, formalisme de la notification…). Ce contrôle est exercé sur un nombre aléatoire de dossiers actifs au courant de l'année. En cas d'irrégularité constatée, la Mission Locale pour l'Emploi reverse à l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des aides indûment accordées.

Article 7 : Commissaire aux comptes

Conformément à l'article 81 de la loi du 29 janvier 1993 et au décret du 27 mars 1993, si l'ensemble des aides publiques excède 150 000€, la Mission Locale pour l'Emploi devra désigner un commissaire aux comptes, dont elle fera connaître le nom à l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de trois mois après sa désignation.

Article 8 : Obligations fiscales et sociales

L'organisme s'engage à prendre en charge toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon, à ce sujet.

Article 9 : Responsabilités –assurances

Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme devra souscrire tout un contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 10 : Information et communication

La Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien de l'Eurométropole de Strasbourg dans tous les supports qu'elle utilise, ainsi que par le biais des rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de l'Eurométropole de Strasbourg sur les documents édités par l'organisme, par la mise en place de banderoles, la mise à disposition d'un espace de programme, une annonce sonorisée ou par tout autre moyen de communication adaptée à la circonstance.

Pour des actions et pour l'insertion du logotype, l'Eurométropole de Strasbourg, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la Communication de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la vérification par la collectivité de la réalisation des missions décrites à l'article 3.

Article 12 : Avenant

Cette première année de travail conjointe permettra de faire un bilan étayé des conditions d'amélioration d'un partenariat pour les prochaines années.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objectif général défini à l'article 1

Article 13 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par la Mission Locale pour l'Emploi des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Cette résiliation aura pour effet le reversement en totalité des montants alloués.

Article 14 : Election du domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile au siège de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 15 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2017. Toutefois, son exécution est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le représentant légal de l'organisme.

Elle est conclue pour une durée d'un an à compter de son entrée en vigueur. Elle peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 2 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16 : Modalités de versement de la dotation

Une avance de 285 000 € sera mise en paiement à réception de la présente convention signée.

Les conditions de versement du solde feront l'objet d'un avenant au cours du premier semestre 2017.

Article 17 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de l'Eurométropole - 1 Parc de l'Etoile - 67 076 Strasbourg cedex.

Article 18 :

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux qui sont remis à chaque partie signataire.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole
de Strasbourg,

Robert HERRMANN

Le Président de la Mission Locale
pour l'Emploi de Strasbourg

Patrick ROGER

11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Transfert de la compétence Fonds Solidarité Logement du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : versement de la contribution au titulaire du marché de la gestion comptable et financière.

Contexte et objet de la compétence Fonds Solidarité Logement
La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que les Départements sur le territoire desquels se trouvent une métropole doivent transférer un certain nombre de compétences à cette métropole.

L'article 90 de cette loi dispose que par convention passée avec le département, la métropole exerce à l'intérieur de son périmètre, par transfert, en lieu et place du département, ou par délégation, au nom et pour le compte du département, tout ou partie de groupes de compétences identifiées par la loi.
En vertu de convention de délégation entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg soumise à cette même séance du Conseil, les deux collectivités se sont accordées pour que les domaines suivants fassent l'objet d'un transfert de compétence :

- Routes
- Fonds de solidarité pour le logement (FSL) ;
- Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) ;
- Prévention spécialisée.

Les conditions du transfert de compétence entre les deux collectivités sont définies dans le cadre de la convention de transfert de compétence soumise à votre approbation pendant ce même Conseil.

Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) a été créé par la loi Besson. Sa gestion est confiée au Conseil départemental depuis le 1er janvier 2005. Au 1er janvier 2017, il est transféré à l'Eurométropole. Son objet est de concourir à la mise en œuvre du droit au logement sur le territoire et, à ce titre, il constitue un outil du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Le FSL intervient, dans des conditions définies par son règlement intérieur, sous les formes suivantes :

- **aides financières pour l'accès et le maintien dans le logement** : cautionnement et garantie à l'entrée sous forme de prêts, d'avances remboursables ou de subventions, aide financière individuelle pour le maintien en cas d'impayés locatifs, de prise en charges des impayés d'eau, d'énergie, et de services téléphoniques ;
- **aides à la gestion locative et mesures d'accompagnement social** (Accompagnement Social Lié au logement) sous forme de subventions à destination d'associations spécialisées.

Actuellement, en moyenne, **deux tiers des dossiers traités par le FSL bas-rhinois concernent le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg** (en 2015, 5361 demandes.) Il est financé par le Département, l'Eurométropole et la ville de Strasbourg, mais également 66 autres financeurs contributeurs volontaires et obligatoires (associations, collectivités, bailleurs sociaux, fournisseurs d'énergie, CAF etc.).

Pour exercer la compétence FSL en 2017, les moyens transférés à l'Eurométropole représente 8 agents-es (instructeurs-rices et coordinateurs-rice) et un budget de 2 028 073 €, qui alimentera majoritairement le fonds mais servira aussi à soutenir les frais de fonctionnement liés à l'exercice de la compétence.

Un outil au service de la politique locale en faveur de l'habitat et de la lutte contre la pauvreté pour l'Eurométropole

Un dispositif charnière entre politique sociale du logement et politique locale de l'habitat.

Sur fonds de démographie positive, de décohabitation des ménages et de crise du logement, le Plan Local pour l'Habitat (PLH) programme une réponse au besoin de logements, notamment adaptés aux populations spécifiques (personnes âgées, étudiants, jeunes actifs, familles monoparentales, personnes souffrant d'un problème de santé) avec des mesures destinées aux publics les plus précaires.

Ainsi s'est-il donné pour objectifs de développer une offre en faveur des publics fragilisés, de favoriser l'accès et le maintien dans le logement, de développer sa politique d'offre en hébergement et logement temporaire (reconversion d'immeubles de la collectivité par exemple), d'augmenter celle destinée aux gens du voyage sédentarisés, et de mettre en œuvre un nouveau programme de rénovation urbaine.

S'agissant des plus précaires, la Direction de la Solidarité et de la Santé (DSS) de la ville de Strasbourg et le service Habitat de l'Eurométropole s'inscrivent dans une collaboration régulière et active, en lien avec les autres partenaires afin de :

- favoriser la prévention des expulsions locatives et le maintien dans le logement,
- favoriser l'accès au logement des plus démunis,
- prendre en compte la santé dans le parcours résidentiel,
- mettre en œuvre et gérer des dispositifs d'accès prioritaires

A ce titre, des actions sont menées en propre par la Collectivité (comme la gestion du contingent réservataire) et d'autres le sont en partenariat, plus spécifiquement avec l'Etat et le CD67. Cette collaboration est inscrite au plan départemental pour l'accès au

logement et à l'hébergement des personnes démunies – PDALHPD- 2015-2020 dont l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg sont cosignataires. Le Fonds de solidarité pour le logement en est l'outil financier.

Un outil au service de la cohérence d'intervention de l'action publique en matière de lutte contre la pauvreté :

Au sein des centres médico-sociaux de la ville de Strasbourg et des Unités territoriales d'action médico-sociales Eurométropole Nord et Sud, plus d'un tiers des ménages se présentent pour une problématique logement (38 % en 2015) : demande d'accès au logement, difficulté de se maintenir dans le logement du fait des charges et du prix de l'immobilier, impayés de loyers, conditions d'habitat précaire…L'outil FSL constitue un appui essentiel à ces dynamiques de travail, en outre, l'Eurométropole de Strasbourg a inscrit la lutte contre la précarité énergétique parmi les 8 axes de son programme stratégique pour devenir territoire à énergie positive pour la croissance verte d'ici 2030.

C'est pourquoi au sein de la Direction des solidarités et de la santé de la Ville et de l'Eurométropole, le service Insertion, situé au 4 rue de Lausanne, s'est organisé pour accueillir les 8 agents instructeurs des demandes d'aides. Actuellement le service Insertion met en œuvre les orientations politiques de la ville de Strasbourg sur les problématiques d'insertion dans toutes leurs composantes, qu'elles soient sociales ou professionnelles : accès à la formation et à l'emploi (Strasbourg « Eco 2030 »), problématiques sociales : prévention du surendettement, apprentissage du français ou des savoirs de base, logement, santé, accès aux droits, intégration... et assure :

- la gestion et l'animation du dispositif **du Revenu de Solidarité Active**
- la gestion et l'animation du dispositif de **l'Aide sociale communale**
- la gestion et le suivi évaluatif des **subventions** aux associations à visée sociale
- une ingénierie de projets avec le service Economie sociale et solidaire pour proposer de nouvelles offres d'insertion.

Il sera désormais aussi le référent de la collectivité, du prestataire et des contributeurs pour la mise en œuvre du FSL.

La gouvernance et le règlement intérieur du Fonds de solidarité pour le logement :

Afin de s'approprier l'exercice de la compétence sur le territoire eurométropolitain, il a été convenu d'inscrire le transfert du fonds dans une dynamique de continuité avec le Département.

Le Fonds de solidarité pour le logement est régi par un règlement intérieur piloté par un comité d'orientation.

A partir du 1er janvier 2017, les décisions seront prises par le Président de l'Eurométropole, sur avis du Comité d'Orientation qui sera donc l'organe consultatif ainsi que l'organe de gestion collégial et partenarial du Fonds de solidarité pour le logement. Le comité responsable du PDALHPD a validé le 6 décembre le Règlement Intérieur métropolitain qui est annexé à la présente délibération.

La gestion financière et comptable

Le fonds de solidarité pour le logement eurométropolitain sera financé d'une part par le fonds transféré annuellement par le Conseil départemental au titre du transfert et d'autre part, par des financeurs contributeurs obligatoires ou volontaires (bailleurs sociaux, CAF, collectivités territoriales, associations…).

Organisation de la gestion financière et comptable
Actuellement, la gestion comptable et financière des aides financières est confiée à un prestataire extérieur. Le marché en cours arrivant à terme le 31 décembre 2016, une nouvelle consultation validée par la Commission Permanente de l'Eurométropole du 30 septembre 2016 a été lancée pour aboutir à une notification d'un nouveau marché au cours du mois de décembre 2016.
La prestation consiste en la réalisation de 4 missions :
- la tenue de la comptabilité et la production de documents financiers,
- les encaissements des financeurs et les paiements des aides accordées,
- la gestion des créances,
- la gestion de la trésorerie.

Le titulaire du marché percevra directement la totalité des participations financières de l'Eurométropole de Strasbourg et des autres contributeurs. Il en assure la collecte, le suivi comptable et devra transmettre mensuellement au Président de l'Eurométropole de Strasbourg un état récapitulatif des dotations reçues.

Le Président de l'Eurométropole donne mandat au titulaire du marché pour le paiement individuel :

- des aides à l'accès au logement,
- des mises en jeu du cautionnement du fonds de solidarité logement,
- des aides au maintien dans les lieux,
- des aides au maintien de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques,
- des aides préventives concernant l'aide à la mensualisation de la fourniture d'électricité ou de gaz.

Le titulaire du marché procède au paiement des aides définies dans le règlement intérieur du fonds de solidarité pour le logement sur décision du Président de l'Eurométropole après avis du comité d'orientation.

Les actions prioritaires à mettre en œuvre

Plusieurs actions doivent être engagées :

- la mise en place d'un comité d'orientation propre au territoire de l'Eurométropole,
- une adaptation du règlement intérieur au fonctionnement propre du territoire de l'Eurométropole,
- la sollicitation des organismes financeurs contributeurs obligatoires et volontaires intervenant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,

- le versement d'une dotation de 1 890 000 € au titulaire du marché de la gestion comptable et financière. Ce fonds versé le 1er janvier 2017, sera complété au cours de l'année par les contributions des autres financeurs.

Afin d'éviter toute rupture des versements d'aides liés aux activités du Fonds de solidarité pour le logement dans le cadre du transfert de cette compétence.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM)
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)
Vu le code général des collectivités territoriales
Vu l'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées (CLERCRT) en date du 27 octobre 2016
Vu l'avis de la Commission thématique
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer une contribution de 1 890 000 € au fonds destinée au financement des aides dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement,*

- *à compter du 1er janvier, de verser cette contribution au prestataire titulaire du marché de la gestion comptable et financière du fonds de solidarité pour le logement (mise en concurrence en cours),*

- *de donner mandat au titulaire du marché de gestion comptable et financière du fonds de solidarité pour le logement pour procéder au paiement des aides conformément au règlement intérieur établi par le comité d'orientation et aux règles contractuelles du marché,*

- *d'imputer cette dépense au compte AS03T - 424- 6556.*

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

FONDS

DE SOLIDARITE

POUR

LE LOGEMENT

Règlement Intérieur

Applicable à compter du 1er janvier 2017

SOMMAIRE

Livre 1 : les modalités de fonctionnement et de gestion du FSL
Article 1

Chapitre 1 : L'organisation générale du Fonds de Solidarité pour le Logement
Article 2

Chapitre 2 : L'autorité décisionnaire
Article 3

Chapitre 3 : Le pilotage départemental assuré par le Département
Article 4

Chapitre 4 : Le comité d'orientation du FSL

Section 1 : Les missions du Comité d'Orientation - Articles 5-8

Section 2 : La composition du Comité d'Orientation - Article 9

Section 3 : Les convocations des membres du Comité - Article 10

Section 4 : Le quorum des réunions – Article 11
Paragraphe 1 : Majorité - Article 12
Paragraphe 2 : Réunions - Article 13

Chapitre 5 : L'instruction administrative des demandes
Article 14

Chapitre 6 : Les modalités d'archivage et de destruction des demandes d'aide
Article 15

Livre 2 : le règlement d'attribution des aides du FSL
Article 16

Chapitre 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Section 1 : Les demandes d'intervention **-** Article 17

Section 2 : Les notifications des décisions - Article 18

Section 3 : Le recours amiable – Article 19

Section 4 : Les critères d'octroi des aides - Article 20

Section 5 : Le versement des aides financières -Article 21

Section 6 : La Procédure d'urgence - Article 22
La Procédure simplifiée – Article 23

Chapitre 2 : L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT (ASLL)
Article 24

Section 1 : La mise en œuvre de l'accompagnement social lié au logement - Articles 25 à 30
- Paragraphe 1 : Le bilan diagnostic - Article 31
- Paragraphe 2 : Les enquêtes sociales dans le cadre de la prévention des expulsions – Article 32

Section 2 : Les différentes mesures d'accompagnement social individuel
- Paragraphe 1 : L'accompagnement social lié au logement « classique » - Article 33
- Paragraphe 2 : L'accompagnement social lié au logement dans le cadre de l'accord collectif départemental - Article 34
- Paragraphe 3 : L'accompagnement social lié au logement non autonome - Articles 35 - 36
- Paragraphe 4 : L'accompagnement social dans le cadre de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale départementale - Article 37
- Paragraphe 5 : L'accompagnement social lié au logement dans le cadre des maîtrises d'œuvre urbaine et sociales locales - Article 38
- Paragraphe 6 : L'accompagnement social lié au logement lié à la précarité énergétique - Article 39

Section 3 : L'accompagnement social lié au logement dans le cadre d'actions collectives - Article 40

Chapitre 3 : LE MAINTIEN DANS LES LIEUX - Article 41

Section 1 : La prise en charge financière au titre des impayés de loyer – Articles 42 - 44
Section 2 : La procédure de maintien dans les lieux - Article 45
Section 3 : Les copropriétés faisant l'objet d'un plan de sauvegarde – Articles 46-47

Chapitre 4 : L'ACCES AU LOGEMENT

Section1 : Les aides financières à l'accès à un logement autonome – Article 48
- Paragraphe 1 : Les modalités de saisine du FSL – article 49
- Paragraphe 2 : Le cautionnement – Article 50
- Paragraphe 3 : Les aides financières relatives à l'accès au logement - Article 51
- Paragraphe 4 : Les aides relatives à l'installation dans un logement – Article 52

Section 2: L'accès dans un logement d'insertion– Article 53
Section 3: Le pré-accord– Article 54

Chapitre 5 : L'AIDE A LA SOUS-LOCATION OU AU LOGEMENT ASSOCIATIF

Section 1: L'aide à la gestion locative (AGL) – Articles 55 – 56
Section 2: L'aide à la gestion locative adaptée (AGLA) – Articles 57-58
Section 3 La garantie associative – Article 59

Chapitre 6 : LA PREVENTION DES IMPAYES D'EAU – Articles 60 - 62

Chapitre 7 : LA PREVENTION DES IMPAYES D'ENERGIE – Article 63

Section 1 : La prise en charge d'une dette envers un fournisseur – Articles 64-66

Section 2 : La prise en charge « soutien à la mensualisation » pour les factures d'électricité et de gaz – Articles 67-68

Chapitre 8 : LA PREVENTION DES IMPAYES DE SERVICES TELEPHONIQUES – Articles 69 – 72

Fonds de solidarité
pour le logement de l'Eurométropole de Strasbourg

Règlement Intérieur

Le fonds de solidarité pour le logement (FSL) a été institué en application de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement et confirmé par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

Le fonds de solidarité logement, principal outil du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2015-2020) illustre l'investissement des signataires pour la solidarité envers les plus fragiles en favorisant leur insertion durable dans leur habitat à travers des aides financières mais aussi, par un accompagnement social lié au logement.

Le règlement intérieur du FSL définit les conditions d'octroi des aides du FSL ainsi que les modalités de fonctionnement et de gestion du fonds.

Au 1er janvier 2017, l'Eurométropole de Strasbourg assure la pleine et entière compétence du Fonds de Solidarité pour le Logement sur son territoire. Le présent règlement est applicable à compter de cette date et s'inscrit en cohérence avec le cadre départemental.

Au sein de l'Eurométropole, le service gestionnaire de la compétence est le service insertion de la Direction des Solidarités et de la Santé.

LIVRE 1 : LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DU FSL

Article 1

Les modalités de fonctionnement et de gestion du FSL de l'Eurométropole de Strasbourg sont déterminées par :

- les articles 6 et suivants de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement modifiée notamment par l'article 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- la circulaire générale d'application du 10 septembre 2004 ;
- la circulaire du 4 novembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement (FSL) contenues dans la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- le décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux fonds de solidarité pour le logement ;
- le décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau
- le décret n°2008-778 du 13 août 2008 relatif à la fourniture de gaz naturel et au tarif spécial de solidarité ;
- et par le présent règlement intérieur.

Le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (2015-2020), outil copiloté par le Conseil Départemental et l'Etat, est entré en application le 1er janvier 2016. Ce plan définit les axes d'interventions stratégiques, les objectifs à atteindre et les actions à mettre en œuvre en vue de favoriser l'accès et le maintien dans les lieux pour les personnes en difficulté.

Dans le cadre des orientations du PDALHPD, le FSL a pour objectif :

- d'aider les ménages en difficulté à accéder à un logement décent et adapté, à s'y maintenir et à assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergies et de services téléphoniques
- de mettre en œuvre des mesures de prévention et d'accompagnement facilitant l'intégration dans un logement.

Chapitre 1 L'organisation générale du fonds de solidarité pour le logement

Article 2

L'accès et le maintien dans le logement constituent l'une des premières préoccupations des habitants de l'Eurométropole de Strasbourg. Son absence ou les difficultés pour y accéder sont à l'origine des phénomènes d'exclusion qui induisent des problématiques de cohésion sociale. Outil d'accompagnement et de solvabilisation, le FSL constitue dans ce champ l'un des principaux outils de lutte contre les exclusions. Mobilisé par les partenaires pour une part croissante des habitants en situation de précarité, il convient de conforter l'inscription du FSL parmi la palette des outils de l'action sociale à disposition des UTAMS et des Unités Territoriales de la Ville de Strasbourg. Une vision globale des situations, la capacité à coordonner en proximité les dispositifs et les acteurs pour répondre aux problématiques des individus doivent ainsi favoriser un service à l'usager plus réactif et plus efficient.

Les modalités de fonctionnement et de gestion du FSL décrites plus bas tiennent compte de cette évolution et s'articulent autour de 4 principes directeurs :

- Assurer l'instruction des aides et mesures prévues au présent règlement intérieur, et la prise de décision en proximité avec l'usager, au sein du service insertion de la Direction des Solidarités et de la Santé de l'Eurométropole de Strasbourg.

- Garantir le déploiement d'un dispositif performant, réactif et garantissant l'équité de traitement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et du département ;

- Assurer un pilotage territorial autour du Comité d'Orientation du FSL;

- Maintenir le partenariat développé depuis la création du FSL avec les acteurs du champ du logement

Chapitre 2 L'autorité décisionnaire

Article 3

Les décisions d'aides relatives au FSL sont prises par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant, est le seul signataire de tous les actes administratifs et juridiques concernant le FSL : convention de gestion, conventions avec les associations et organismes subventionnés (accompagnement social lié au logement, aide à la gestion locative, etc.), garantie aux associations, décisions d'aides notifiées aux ménages, contrats au titre des avances remboursables et/ou des cautionnements, etc.

Chapitre 3 Le pilotage à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg est assuré par le service insertion au sein de la Direction des Solidarités et de la Santé

Article 4

Le service insertion :
- assure le pilotage et l'animation du dispositif sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg;
- diffuse les règles et s'assure de leur bonne compréhension par l'ensemble des acteurs ;
- veille à la bonne application du règlement intérieur du FSL ;
- met en place les outils de suivis nécessaires (tableaux de bord qualitatifs et quantitatifs pour le pilotage et le suivi des dispositifs,...) ;
- prépare le bilan annuel d'activités et tout document de suivi et d'évaluation du dispositif.

Le service insertion est responsable de la gestion financière et comptable du FSL et exerce cette responsabilité en lien avec la CAF titulaire du marché public de gestion financière et comptable.

Le service insertion assure le secrétariat du comité d'orientation du FSL. Dans ce cadre, il adresse les convocations, l'ordre du jour et les comptes rendus des réunions du comité d'orientation du FSL à ses membres et recueille l'avis du comité d'orientation, en accord avec les compétences de ce dernier.

Le service insertion veille à l'articulation du dispositif avec la commission de coordination des aides et de prévention des expulsions (CCAPEX), la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, la commission de surendettement et toute autre structure spécialisée. Il participe à la mise en œuvre de l'article 114 de la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.

Le service insertion instruit les dossiers d'habilitation des organismes pour l'accompagnement social lié au logement. Cette habilitation porte sur les missions et les moyens humains (ETP) affectés à leur réalisation. L'habilitation porte également sur le financement de ces moyens.

Le service insertion prépare les propositions d'évolution du règlement intérieur soumises par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg au comité d'orientation du FSL pour avis.

Le service insertion participe à tout groupe de travail entrant dans le cadre des compétences du FSL, notamment dans le cadre du PDALHPD.

Chapitre 4 Le comité d'orientation du FSL

Section 1 Les missions du comité d'orientation

Article 5

Pour ce qui concerne les dispositions du règlement intérieur

Le comité d'orientation donne un avis sur les points suivants :

- les projets d'évolution du règlement intérieur du FSL ;
- le cas échéant, l'opportunité de créer un fonds local du FSL ;
- les modalités de financement des mesures prévues au présent règlement et notamment celles relatives à la mise en œuvre des délégations d'accompagnement social ;
- la définition des capacités maximales d'intervention par territoire des associations habilitées ;
- le montant des prises en charge concernant les forfaits « assurance habitation », ouverture de compteurs, frais de déménagement.

Article 6

Pour ce qui concerne le financement des actions et les habilitations :

Le comité d'orientation donne un avis sur les points suivants :

- les demandes de financement au titre du FSL d'interventions ou d'actions rentrant dans le champ de compétences du FSL (réalisation d'évaluations, d'études, cofinancement d'actions spécifiques, etc.) ;

- les demandes d'habilitation ou de réactualisation de l'habilitation d'organismes au titre de l'accompagnement social lié au logement.

Article 7

Pour ce qui concerne les situations individuelles :

Le comité d'orientation donne un avis sur les points suivants :

- les dossiers pour lesquels une poursuite dans le cadre d'une procédure judiciaire civile est envisagée par l'Eurométropole de Strasbourg (procédure contentieuse du FSL) ;

- pour tout dossier dont le président du comité d'orientation du FSL ou le responsable du FSL demande une inscription à l'ordre du jour du comité d'orientation du FSL ;

- les dossiers pour lesquels un recours gracieux a été déposé ;

- les situations faisant l'objet d'une question préalable auprès du comité d'orientation compte tenu de la complexité du cas.

Le comité d'orientation donne un avis sur les dossiers individuels complexes dont le domicile relève du périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg :

- les dossiers d'accès au logement, de maintien dans les lieux, de prise en charge des impayés d'eau, d'énergie et de services téléphoniques ;

- les dossiers relatifs à l'accompagnement social lié au logement pour lesquels l'avis du service instructeur du FSL est divergent de celui de l'organisme réalisant l'accompagnement social lié au logement ou de celui du bailleur ;

Article 8

Pour ce qui concerne le suivi du dispositif

Le comité d'orientation donne un avis sur les points suivants :

- la répartition des disponibilités financières du fonds de solidarité pour le logement en fonction des modalités prévues par son règlement intérieur ;

- le bilan d'exécution financière du FSL en fonction des modalités prévues par son règlement intérieur ;

- le bilan du FSL qui est présenté par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant au comité de pilotage du PDALHPD ;

- les taux de consommation des enveloppes financières ainsi que les tableaux de bord de suivi des prescriptions locales des accompagnements sociaux ;

- un bilan quantitatif et qualitatif annuel du FSL et de l'application des règles sur l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg.

Section 2 La composition du comité d'orientation

Article 9

Sa composition est la suivante :

- L'Eurométropole de Strasbourg : 2 représentants désignés par l'Eurométropole de Strasbourg dont le Président du comité d'orientation (6 voix)
- la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin : 2 représentants (4 voix)
- la Ville de Strasbourg : 1 représentant (2 voix)
- le Conseil Départemental : 1 représentant (1 voix)
- les services de l'État : 1 représentant désigné par le Préfet du Bas-Rhin (au titre du PDALHPD) (1 voix)
- le collège des organismes collecteurs d'Action Logement (1% logement) et des autres établissements publics (hors CCAS) financeurs du FSL : 1 représentant (1 voix)
- le collège constitué de l'AREAL et des bailleurs sociaux et privés financeurs du FSL : 2 représentants (2 voix)
- le collège des associations et des CCAS financeurs du FSL : 2 représentants (2 voix)
- le collège des fournisseurs d'eau, d'énergie et de services téléphoniques financeurs du FSL : 1 représentant (1 voix)

Le mandat de chaque représentant au comité d'orientation du FSL est exercé à titre gratuit.

Section 3 La convocation des membres du comité d'orientation

Article 10

Le comité d'orientation du FSL se réunit sur convocation dématérialisée de son président. Sauf urgence, le comité d'orientation est convoqué au moins cinq jours à l'avance. La convocation mentionne les lieux, date et heure de la réunion, et comporte l'ordre du jour. Les convocations et documents utiles à l'examen des dossiers sont transmis par voie électronique au moins cinq jours avant la date de réunion du comité d'orientation du FSL.

Section 4 Le quorum des réunions

Article 11

Le comité d'orientation ne donne valablement un avis que lorsqu'au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés.
En cas d'absence d'un ou plusieurs représentants détenant plusieurs sièges, le ou les représentants présents disposent de la totalité des voix correspondantes. Cette modalité ne s'applique que si le représentant absent n'a pas donné pouvoir, par mandat écrit, à tout autre représentant.
Si le quorum n'est pas atteint, la réunion du comité d'orientation est re-convoquée sur le même ordre du jour dans les huit jours suivants sans qu'aucun quorum ne soit exigible.

Paragraphe 1 La majorité

Article 12

Chaque représentant à jour de la contribution financière de l'organisme qu'il représente dispose du nombre de voix décrit plus haut. Le comité d'orientation donne ses avis à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Paragraphe 2 Les réunions

Article 13

Ses réunions ne sont pas publiques. Les délibérations sont secrètes et les membres du comité d'orientation sont tenus au secret professionnel, en particulier par rapport aux informations individuelles auxquelles ils ont accès.

Le comité d'orientation peut décider d'entendre toute personne susceptible d'éclairer son information. Il invite systématiquement le service social de la ville de Strasbourg ainsi que la direction des unités territoriales du Département sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg qui participent avec voix consultative aux débats.

Chapitre 5 L'instruction administrative des demandes

Article 14

L'instruction administrative des dossiers de demande est assurée par les référents techniques FSL au sein du service insertion de la Direction des Solidarités et de la Santé

- Pour ce qui concerne :
    - les accompagnements sociaux classiques, les enquêtes et bilans diagnostics ;
    - les aides financières liées à l'accès au logement ;
    - les aides financières liées au maintien dans le logement ;
    - les aides financières liées aux impayés d'eau, d'énergie et de téléphone ;
    - les « divers » : annulation/modification de solde de l'engagement, remise gracieuse de dette/prêt/procédure Banque de France (surendettement), récupération du dépôt de garantie, mise en jeu du cautionnement ;
    - l'ordonnancement des paiements des décisions auprès du gestionnaire comptable et financier du FSL ;
- Le service insertion, pour ce qui concerne sur tout le territoire de L'Eurométropole de Strasbourg :
    - les accords collectifs départementaux ;
    - les accompagnements sociaux liés aux logements non autonomes ;

- les maîtrises d'œuvre urbaines et sociales (MOUS) ;
- la médiation sociale ;
- les aides à la précarité énergétique (accompagnement et aides financières) préventives;
- l'ordonnancement des paiements des décisions auprès du gestionnaire comptable et financier du FSL.

Le service insertion instruit les dossiers de demandes d'aides conformément au présent règlement intérieur du FSL et notifie les décisions aux demandeurs, aux bailleurs, aux fournisseurs et aux services sociaux concernés.

Chapitre 6 Les modalités d'archivage et de destruction des demandes d'aide

Article 15

Dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les dossiers de demande d'aide sont conservés par les services de l'Eurométropole de Strasbourg pendant leur durée administrative d'utilité telle qu'elle a été définie en lien avec le service départemental des archives du Bas-Rhin (tableau de gestion du 6 mai 1999).

Pour les décisions d'accord, la destruction intervient cinq ans après la décision initiale d'intervention du FSL à moins que l'avance remboursable décidée par le FSL n'ait pas été totalement remboursée ou qu'une nouvelle demande d'aide n'ait été introduite.
Pour les rejets, elle intervient 12 mois après la décision initiale.

Un enregistrement informatique de toutes les décisions est gardé 10 ans puis détruit.

LIVRE 2 : LE REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES DU FSL

Article 16

Conformément à l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, le fonds de solidarité pour le logement de l'Eurométropole de Strasbourg des aides directes ou indirectes aux ménages relevant du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées du Bas-Rhin.

Ces aides prennent les formes suivantes :
- des mesures d'accompagnement social lié au logement ;
- des aides pour le maintien dans les lieux ;
- des aides pour l'accès au logement ;
- des aides à la gestion locative et des aides à la gestion locative adaptée ;
- des aides pour la prévention des impayés d'eau ;
- des aides pour la prévention des impayés d'énergies ;
- des aides pour la prévention des impayés de services téléphoniques ;

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Section 1 Les demandes d'intervention

Article 17

Une demande d'intervention peut être adressée au service insertion de l'Eurométropole de Strasbourg par :

- un intervenant social (travailleur ou bailleur social, commune, centre communal ou intercommunal d'action sociale, régie de quartier, association, organisme à but non lucratif, union d'économie sociale, organisme de tutelle ou tuteur privé, etc.),
- la caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin,
- la caisse de mutualité sociale agricole du Bas-Rhin,
- la commission de surendettement des particuliers du Bas-Rhin,
- le Président de l'Eurométropole de Strasbourg,
- le Préfet ou les Sous- Préfets.

Une grille indicative, annexée au présent règlement, fixe le maximum de ressources, selon la typologie du ménage, au-dessus desquelles le dépôt d'une demande auprès du FSL n'est plus recevable.

La demande ne peut en aucun cas être rédigée par le demandeur lui-même ou un bailleur privé. Le FSL de l'Eurométropole de Strasbourg peut, cependant, être saisi directement par le ménage ou la famille en difficultés. Dans ce cas, il oriente le demandeur auprès des intervenants sociaux et des institutions définies précédemment afin de compléter la demande d'intervention.

Le bénéficiaire ou le bailleur privé peut saisir directement le FSL pour la mise en place d'une mesure d'accompagnement social lié au logement en vue d'une délégation à un organisme habilité par le FSL.

Toute demande déposée auprès du service de l'Eurométropole de Strasbourg gestionnaire du FSL fait l'objet d'un accusé de réception à tous les intervenants concernés, puis d'une décision du Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Tout dossier incomplet (éléments ou pièces justificatives sollicitées non jointes à la demande d'intervention) sera retourné au service prescripteur.

Dans un souci de réactivité, les courriers électroniques seront privilégiés dans le traitement administratif des dossiers.

Section 2 Les notifications des décisions

Article 18

Toutes les notifications de décision sont adressées au demandeur, à l'intervenant social ayant introduit la demande, et éventuellement, à tout autre intervenant ou organisme social concerné. Une notification est également adressée au propriétaire ou au créancier, notamment aux fournisseurs d'eau, d'énergie et de services téléphoniques pour les éléments qui les concernent.

Les décisions de rejet sont motivées et adressées au demandeur, à l'intervenant social qui a introduit la demande et, éventuellement, à tout autre intervenant social concerné. Une notification n'indiquant pas les motifs de rejet est également envoyée au propriétaire ou aux fournisseurs d'eau, d'énergie et de services téléphoniques. Il appartient au demandeur, s'il le souhaite, de leur communiquer les motifs du rejet.

Section 3 Le recours amiable

Article 19

Toute décision est susceptible d'un recours amiable auprès du Président de l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de deux mois suivant la date de réception de la notification de décision. Celui-ci peut être introduit par l'intervenant social ayant constitué la demande ou par l'usager lui-même.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois suivant la date de réception de la notification de décision.

Section 4 Les critères d'octroi des aides financières

Article 20

L'octroi des aides du FSL ainsi que leur forme [subvention(s), ou avance(s) remboursable(s)] sont basés sur un examen au cas par cas de la situation des demandeurs selon les critères définis par l'article 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, c'est-à-dire les éléments relatifs notamment :

- au « niveau de patrimoine ou de ressources des personnes »
- et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent ».

Le décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux fonds de solidarité pour le logement précise, dans son article 5, les ressources devant être prises en compte, c'est-à-dire l'ensemble des ressources, de quelque nature qu'elles soient, de toutes les personnes composant le foyer, à l'exception de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation de logement, de l'allocation de rentrée scolaire, de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments, et des aides, allocations et prestations à caractère gracieux.

La nature des difficultés rencontrées par les personnes est évaluée notamment en fonction de :

- la cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges ;
- le « reste à vivre » soit le montant des ressources diminué du montant du loyer résiduel et divisé par le nombre de personnes présentes au sein du ménage ;
- la cohérence entre la typologie du logement (nombre de pièces, surface habitable) et le nombre de personnes composant le foyer ;
- l'intervention passée du FSL.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg reste souverain pour la décision à prendre en fonction de la situation sociale et locative du demandeur.

Un barème indicatif joint en annexe du présent règlement précise les conditions propres à chaque aide du FSL ainsi que les modalités de rémunération des accompagnements sociaux. Cette grille est mise à jour par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg après avis du comité d'orientation du FSL et du comité de pilotage du PDALHPD.

Les informations communiquées aux services de l'Eurométropole de Strasbourg par les demandeurs pour l'instruction de leur dossier sont soumises aux dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Section 5 Le versement des aides financières

Article 21

Les aides octroyées au titre du FSL sont versées systématiquement en tiers payant aux propriétaires, aux créanciers ou aux fournisseurs, sauf en ce qui concerne l'assurance habitation, les frais de déménagement et les frais d'ouverture de compteur qui sont versés directement au bénéficiaire.

Néanmoins, dans certains cas, le versement pourra être réalisé au profit du bénéficiaire de l'aide ou d'un intermédiaire désigné par celui-ci, par mandat écrit, sur présentation de pièces justificatives (par exemple d'une facture acquittée, etc.). Cette exception doit, cependant être expressément motivée.

Le versement des aides octroyées n'est possible qu'après réception des pièces sollicitées lors de la notification de décision, et selon le type d'aide : la convention entre le bailleur, le locataire et le FSL, la ou les facture(s) prises en charge et conforme(s) au devis présenté dans la demande de FSL, la copie du bail, un relevé d'identité bancaire du bailleur ou de l'usager, et tout autre document susceptible d'être sollicité lors de l'examen de la demande financière.

En matière d'aide financière, il peut être décidé d'accorder :

- une avance remboursable ;
- une subvention ;
- ou, de manière cumulative, une avance remboursable et une subvention.

Les aides financières accordées au titre de la mise en jeu du cautionnement se font sous forme exclusive d'avances remboursables. Ces avances sont consenties pour une durée maximale de 3 ans (36 mois). Un délai supplémentaire ou une remise gracieuse de la créance peut être accordée en cas de surendettement, sur la base d'une proposition de la Banque de France ou d'éléments démontrant une détérioration de la situation du ménage.

Section 6 Les procédures spécifiques

Paragraphe 1 : la procédure d'urgence

Article 22

L'article 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit la possibilité de recourir pour toutes les aides du FSL à des modalités d'urgence pour l'octroi et le paiement des aides dès lors qu'elles conditionnent la signature d'un bail, qu'elles permettent d'éviter des coupures d'eau, d'énergie ou de services téléphoniques ou qu'elles concernent des personnes ou des familles assignées aux fins de résiliation du bail et pour lesquelles le concours de la force publique est octroyé.

Dans le cadre d'un accès au logement, la procédure d'urgence ne pourra être sollicitée que si la signature du bail dans le parc privé est conditionnée à la décision du FSL et sous réserve de respecter les conditions suivantes :
- il y a une demande expresse de l'instructeur du dossier ;
- la demande ne concerne ni un bailleur social ni un bail glissant,

Dans le cadre d'un maintien dans les lieux, la procédure d'urgence ne pourra être sollicitée que si le concours de la force publique est octroyé.

Comme toute demande d'intervention, la demande en procédure d'urgence sera renvoyée au prescripteur si elle ne contient pas tous les éléments et pièces obligatoires sollicitées dans la demande d'aide.

Pour toutes les aides du FSL, il conviendra de vérifier que l'organisme par lequel la demande est intervenue a bien sollicité un examen en procédure d'urgence de la situation et qu'un événement (la mise en œuvre du concours de la force publique pour une expulsion ou la coupure d'eau, d'énergie ou de services téléphoniques) doit intervenir à une échéance très courte, de l'ordre d'une semaine.

Dans tous les cas, l'admission d'urgence est appréciée par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Paragraphe 2 La procédure simplifiée

Article 23

Pour ce qui concerne les demandes relevant du périmètre de la ville de Strasbourg, une décision en urgence pourra être prise, sur demande expresse des responsables d'unité territoriale de la ville auprès du responsable du FSL:

- Pour l'accès dans le logement en raison d'une situation particulière, notamment si la décision du FSL facilite l'emménagement du ménage qui accède pour la 1ère fois à un logement autonome ;

- Pour le maintien dans les lieux en raison d'une négociation particulière avec le bailleur ;

- Pour une demande d'accompagnement social délégué à un organisme habilité par le FSL en raison d'une négociation particulière avec le bailleur.

Dans tous les cas, ces situations en procédure d'urgence ou en procédure simplifiée seront examinées dans un délai de 48 heures (jours ouvrables) puis validées par le responsable du FSL avant d'être soumises, pour information, au comité d'orientation du FSL après décision du Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

CHAPITRE 2 : L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT (ASLL)

Article 24

Le FSL peut prendre en charge des mesures d'accompagnement social lié au logement, individuelles ou collectives, lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation dans un logement, au maintien dans les lieux ou à la prise en charge des impayés d'eau, de téléphone ou d'énergie des personnes et des familles relevant du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, qu'elles soient locataires, sous-locataires, résidents, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.

Le financement de l'accompagnement social lié au logement s'effectue dans les conditions fixées en annexe au présent règlement.

Section 1 La mise en œuvre de l'accompagnement social lié au logement

Article 25

Les modalités de décision et de mise en œuvre des mesures d'accompagnement social dans le cadre du FSL sont définies dans la charte de l'accompagnement social lié au logement validée par le comité de pilotage du PDALHPD.

Cet accompagnement social ne doit être sollicité que lorsque le ménage est confronté à des difficultés d'insertion sociale et que l'accès ou le maintien dans le logement ou encore une intervention au titre des impayés d'énergie, d'eau ou de services téléphoniques constitue un levier pour cette insertion.

Il doit se distinguer clairement :
- d'une action éducative budgétaire ;
- d'une mesure d'accompagnement social personnalisé, d'une mesure d'accompagnement judiciaire, d'une mesure d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial telles que prévues par les lois du 5 mars 2007
- d'une gestion locative adaptée (mission à assurer par le bailleur) ;
- d'une médiation locative sociale.

L'A.S.L.L n'est qu'une composante temporaire de l'accompagnement social global. Il ne dispense pas de la nécessité d'articuler, de travailler en partenariat, de passer des relais...

Article 26

Le FSL peut être saisi pour une demande d'accompagnement social lié au logement par :

- un intervenant social du Conseil Général, de la Ville de Strasbourg, d'une commune, d'un centre communal ou intercommunal d'action sociale, d'un organisme habilité par le FSL, d'une régie de quartier, d'association, d'un organisme à but non lucratif, d'une union d'économie sociale, d'un organisme de tutelle ou un tuteur privé, etc. ;
- la caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin, notamment pour les allocataires d'une aide au logement connaissant des impayés de loyer dans le parc non conventionné ;
- la caisse de mutualité sociale agricole du Bas-Rhin ;
- la commission de surendettement des particuliers du Bas-Rhin ;
- le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou ses services ;
- le Préfet, les Sous-préfets ou leurs services, notamment en cas d'assignation en justice aux fins de résiliation du bail ;
- les bailleurs privés ou sociaux ;
- les éventuels bénéficiaires quel que soit leur statut locatif (locataire, sous-locataire, propriétaire occupant, etc.) sous réserve qu'ils relèvent du public du PDALHPD.

Les organismes cités ci-dessus informent l'usager de la demande d'accompagnement social lié au logement et de ses modalités (intervention d'une autre personne, visites à domicile, etc.).

Article 27

La décision relative à l'accompagnement social lié au logement peut être dissociée de l'attribution d'une aide financière par le Conseil Général dans le cadre du FSL. Tout bénéficiaire d'une aide financière du FSL ne se voit pas nécessairement proposer un accompagnement social lié au logement.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut aussi proposer en fonction de la situation de l'usager un accompagnement social lié au logement en dehors de toute demande, en particulier dans le cas de la mise en jeu du cautionnement octroyé par le FSL.

Article 28

Dans le cadre du FSL, l'accompagnement social lié au logement ne peut être que :

- contractualisé avec les Unités Territoriales d'Action Médico-sociale du Département ou les Unités Territoriales de la Ville de Strasbourg agissant pour le compte du Département ;

– ou délégué à un organisme habilité par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du FSL.

Dans ce cadre, il doit être assuré par un personnel qualifié en matière sociale. Ces compétences sont validées par les formations suivantes :

- Travailleur social diplômé d'Etat ;
- Formation universitaire en travail social, selon les compétences acquises permettant de répondre aux exigences de la charte de l'accompagnement social ;
- Formation ou expérience reconnue en travail social, à condition que la personne intervienne dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire et une validation des acquis professionnels en cours pour l'accès à une formation diplômante en travail social.

Article 29

Conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales, les conventions relatives à l'habilitation des organismes effectuant les mesures d'accompagnement social sont conclues par l'Eurométropole de Strasbourg avec les organismes.
L'organisme habilité ne peut commencer son intervention après notification de la décision de la délégation et réception de la fiche de synthèse de la situation annexée à la notification.

Dans les cas les plus complexes, des réunions de délégation ou de synthèse sont mises en place par l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 30

L'accompagnement social lié au logement peut prendre différentes formes :

- Le bilan diagnostic ;
- Les enquêtes sociales dans le cadre de la prévention des expulsions ;
- L'accompagnement social lié au logement « classique » ;
- L'accompagnement social lié au logement et l'accord collectif départemental ;
- L'accompagnement social lié au logement et la maitrise d'œuvre urbaine et sociale départementale (MOUS) ;
- L'accompagnement social lié au logement dans des logements d'insertion ;
- L'accompagnement social lié au logement dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique ;
- L'accompagnement social lié au logement dans le cadre d'actions collectives.

Paragraphe 1 Le bilan diagnostic

Article 31

Dans le cadre d'une demande de prise en charge financière au titre du maintien dans les lieux, de l'accès à un logement, ou d'une mise en jeu du cautionnement, un diagnostic préalable au démarrage de l'accompagnement sur la situation locative et financière du ménage fixe, le cas échéant, les objectifs à mettre en œuvre dans le cadre d'un suivi lié au logement.

Cette mesure d'accompagnement social peut aussi se mettre en place sans intervention financière, à la demande, d'un intervenant social et/ou d'un bailleur social.

En fonction de la situation sociale et familiale du ménage bénéficiaire, le bilan diagnostic doit être réalisé dans une période de 4 à 6 semaines maximum.

Cette phase fait l'objet d'un écrit, rédigé par le travailleur social référent de l'accompagnement social lié au logement, et adressé à l'Eurométropole de Strasbourg, au plus tard dans le mois qui suit l'échéance fixée. Etabli sur un formulaire spécifique, il reprend les objectifs détaillés, les moyens mis en œuvre et les résultats attendus par la mise en place d'un accompagnement. Ce bilan diagnostic est réalisé dans le cadre d'une contractualisation avec le service social instructeur ou d'une délégation à un organisme habilité. Il doit également y être demandé la poursuite ou l'arrêt d'un accompagnement social lié au logement.

Paragraphe 2 Les enquêtes sociales dans le cadre de la prévention des expulsions

Article 32

Dans le cadre de la prévention des expulsions locatives, (article 114 de la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions), la procédure prévoit la réalisation d'enquêtes sociales :

- au moment de l'assignation au tribunal
- au moment du signalement par la Caisse d'Allocations Familiales et ou par la Commission Spécialisée de Coordination de Prévention des Expulsions Locatives.

Ces enquêtes peuvent être réalisées par une association ou un organisme habilité dans le cadre d'une délégation et dans la limite d'un quota fixé par l'Eurométropole de Strasbourg tel que prévu dans la Charte de prévention des expulsions locatives.

Ces enquêtes ont pour objectif d'apporter des éléments d'analyse au juge d'instance ou de permettre le maintien des aides au logement. Elles permettent, le cas échéant, de proposer la mise en place d'un accompagnement social lié au logement.

Section 2 Les différentes mesures d'accompagnement social individuel

Le cadre des interventions et les modalités d'application de l'accompagnement social lié au logement sont conformes à la Charte d'accompagnement social lié au logement.

Paragraphe 1 L'accompagnement social lié au logement « classique »

Article 33

En fonction de la situation sociale et familiale du ménage bénéficiaire, la durée de la mesure est fixée de la manière suivante, l'Eurométropole de Strasbourg décide de la durée de l'ASLL par période de 6 mois renouvelable deux fois (soit 18 mois maximum sauf cas exceptionnel et sur motivation expresse) sur proposition du travailleur social et après avis du locataire et du propriétaire.

A l'issue de chaque échéance et lors de l'évaluation finale, un bilan est adressé au FSL, au plus tard dans le mois qui suit la fin de la période d'ASLL.

Etabli sur un formulaire spécifique, il reprend les objectifs détaillés, les moyens mis en œuvre, les actions développées, les résultats, et décrit l'évolution de la situation sociale et financière du ménage depuis la précédente évaluation.

Il précise également si la mesure doit être arrêtée ou poursuivie, la durée du renouvellement ainsi que les objectifs de la nouvelle période d'accompagnement social lié au logement.

La fin de mesure d'accompagnement social lié au logement est notifiée par écrit au bénéficiaire, au bailleur, au travailleur social chargé de la mesure et à l'UTAMS ou l'UT du lieu de résidence, ainsi qu'à tout organisme social concerné.

L'arrêt anticipé de l'ASLL peut être sollicité à tout moment sur proposition du travailleur social et après avis motivé du locataire et du bailleur.

La responsabilité du passage de relais et l'évaluation de sa nécessité incombent au travailleur social qui a effectué l'accompagnement social lié au logement.

Un modèle de bilan est prévu pour l'accompagnement social lié au logement contractualisé et un autre pour l'accompagnement social lié au logement délégué.

Paragraphe 2 L'accompagnement social lié au logement classique ou renforcé dans le cadre de l'accord collectif départemental

Article 34

Les ménages accédant à un logement au travers des trois contingents réservataires (Règlement départemental d'attribution, Contingent CUS, Règlement départemental de logement social) pourront bénéficier d'un accompagnement social lié au logement « classique » délégué si nécessaire à un organisme habilité par le FSL conformément au présent règlement intérieur.

Pour une famille en situation de fragilité et de précarité sociale, économique et culturelle, et entrant dans un logement suite au dispositif de l'Accord Collectif Départemental, l'accès dans les lieux peut faire l'objet d'un accompagnement social plus intensif selon l'appréciation du FSL.

Une fiche de liaison adressée par le bailleur au FSL établit si le ménage nécessite un accompagnement social lié au logement « classique » conformément à la charte d'ASLL ou si un accompagnement social renforcé doit être mis en place.

L'ASLL renforcé, s'il s'avère nécessaire, est systématiquement délégué à un organisme habilité par le FSL. Il peut être contractualisé avec l'UTAMS du Département ou l'UT de la Ville de Strasbourg agissant pour le compte du Département, si le ménage reste domicilié sur le même périmètre d'intervention de ces unités territoriales.

Après réception de cette fiche de liaison et de l'avis d'attribution d'un logement par le bailleur, le FSL prendra contact avec :

- le référent social du ménage, si ce dernier est connu,
- le secrétariat de la commission DALO, le cas échéant

afin d'évaluer la pertinence de la mise en place d'une mesure d'ASLL classique ou renforcé.

La durée et la spécificité de l'accompagnement social seront adaptées à la situation du ménage. Il pourra être mis en œuvre un mois avant l'entrée dans les lieux, à condition que l'information soit communiquée par le bailleur concerné.

Cet ASLL est caractérisé par une intervention de deux à trois heures par semaine. Sa durée est fixée à six mois qui peut débuter avant l'entrée dans les lieux. Cependant, à la fin d'une période de trois mois, l'organisme, chargé de l'accompagnement social, s'engage à fournir au FSL un bilan faisant apparaître dans ses conclusions la nécessité d'une poursuite de l'ASLL en identifiant les objectifs et les moyens à mettre en œuvre durant ce suivi. Cet accompagnement peut donc s'arrêter après les trois premiers mois de suivi. A l'issue des 6 mois, il peut être reconduit, si nécessité, dans le cadre d'un ASLL classique (avec une nouvelle durée de suivi de maximum 18 mois).

En cas de bail glissant, le service insertion évalue si l'ASLL relève de l'ASLL en logement non autonome, d'un ASLL classique ou d'un ASLL renforcé au vu des éléments obtenus dans la fiche de liaison bailleurs, de la connaissance des services sociaux de la situation, du dossier de demande DALO.

Paragraphe 3 L'accompagnement social lié au logement non autonome

Article 35 L'ASLL en logement d'insertion – bail glissant

Le FSL peut financer une association ou un organisme habilité au titre de l'accompagnement social lié au logement effectué dans des logements d'urgence ou d'insertion.

L'accompagnement social dans le cadre d'un logement d'insertion (sous-location ou bail glissant) a pour objet de permettre à des ménages en difficulté d'accéder progressivement à un logement pour s'y maintenir durablement.

Le ménage bénéficie, ainsi, à travers un logement d'insertion d'un accompagnement ayant pour objectif l'appropriation des droits et obligations d'un locataire.

Le ménage a pour vocation au terme d'une période de 24 mois maximum, de devenir locataire en titre d'un logement.

L'association ou l'organisme habilité par le FSL sollicitant ce type d'accompagnement devra déposer un cahier des charges définissant le public ciblé par cet accompagnement et les objectifs fixés.
Chaque demande est étudiée par le comité d'orientation du FSL. En cas d'accord une convention particulière relative à ce financement sera signée entre le Président de l'Eurométropole de Strasbourg et le représentant de l'association ou de l'organisme habilité.

Le financement de ce dispositif est assuré dans les conditions fixées en annexe au présent règlement.

Article 36 L'ASLL en résidence sociale ou maisons relais

Un accompagnement social lié au logement peut être mis en place au sein de résidences sociales ou pensions de familles dans le cadre du projet social validé par le FSL. Son financement ne présente pas de caractère automatique.
L'association ou l'organisme habilité par le FSL, sollicitant ce type d'accompagnement devra déposer un cahier des charges définissant le public ciblé par cet accompagnement et les objectifs fixés.
Chaque demande est étudiée par le comité d'orientation du FSL. En cas d'accord une convention particulière relative à ce financement sera signée entre le Président de l'Eurométropole de Strasbourg et le représentant de l'association ou de l'organisme habilité.

Le financement de ce dispositif est assuré dans les conditions fixées en annexe au présent règlement.

Paragraphe 4 L'accompagnement social dans le cadre de la maitrise d'œuvre urbaine et sociale départementale

Article 37

La maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) est une démarche d'exception permettant l'accès à un logement adapté des ménages les plus en difficulté parmi le public prioritaire du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.

L'intérêt de cette démarche est de faire coïncider au plus près les besoins des ménages à la réponse en termes de logement qui leur est proposée, tant en termes de bâti que d'insertion et d'accompagnement social.

La MOUS comporte obligatoirement deux volets : l'un technique (la recherche de logement adapté) et l'autre social.

Le public relevant de la MOUS départementale est le public prioritaire défini par le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, soit plus précisément :

- les ménages cumulant des difficultés économiques, d'intégration sociale, comportementale et nécessitant un habitat adapté ;
- les ménages nomades sédentarisés habitant sur des sites d'habitat dégradé.

Pour les mesures effectuées dans le cadre des maîtrises d'œuvre urbaines et sociales (MOUS) départementales, un ASLL spécifique est mis en place en fonction du public, peu avant le relogement.

Article 37-1 Les ménages cumulant des difficultés économiques, d'intégration sociale, comportementales et nécessitant un habitat adapté ou très adapté (un public en incapacité d'accéder en logement locatif banalisé).

Cette mesure ASLL MOUS individuelle présente les caractéristiques suivantes :

- durée de 24 mois, éventuellement renouvelable, par période de 6 mois ;
- intervention du travailleur social de l'organisme habilité sur la base de 4 à 5 heures par semaine minimum en faveur de la famille ;
- réunion de délégation au moment du lancement de l'ASLL spécifique (réunion entre la famille, le travailleur social de l'UTAMS du Département ou de l'UT de la Ville de Strasbourg agissant pour le compte du Département, l'organisme réalisant l'ASLL et les services du FSL) ;
- réunion de mise en commun entre les intervenants sociaux à un rythme adapté et au minimum tous les mois pendant les trois premiers mois puis tous les 3 mois ;

- l'organisme habilité chargé de l'ASLL agira en concertation étroite avec l'UTAMS du Département ou l'UT de la Ville de Strasbourg agissant pour le compte du Département et référera sans délai un retour au service insertion pour des difficultés graves rencontrées dans la mise en œuvre de l'ASLL ;
- un bilan individuel d'intervention est rendu par l'organisme habilité au FSL après les 3 premiers mois puis tous les 6 mois.

Cette ASLL MOUS individuelle commence un mois avant l'entrée de la famille dans un logement (de type Algéco ou mobile home) ou un hébergement temporaire, ou trois mois avant son entrée dans le logement définitif.

L'ASLL est réalisé par un organisme habilité par le FSL.

Le FSL informe le comité de suivi de la MOUS départementale des modalités de mise en œuvre de l'ASLL spécifique et des difficultés éventuellement rencontrées par les organismes habilités.

Article 37-2 Les ménages nomades sédentarisés habitant sur des sites d'habitat dégradé (MOUS sites)

Dans le cadre d'un projet d'habitat réalisé sur des sites d'habitat précaire, une mesure d'ASLL ne permet pas de s'assurer sur le long terme d'une bonne intégration des ménages dans leur logement et dans leur environnement. C'est pourquoi, il a été retenu le principe de la mise en place d'un accompagnement social d'une année après rénovation du site qui peut se poursuivre sur une durée d'une année renouvelable, durant tout le temps nécessaire à l'intégration complète du site dans le droit commun.

Cependant, à tout moment, un arrêt anticipé de cette mesure peut être proposé par l'organisme habilité après avis des familles concernées et du bailleur éventuel.

Sur la base d'un cahier des charges spécifiques définissant le site ciblé par cet accompagnement et dont les axes sont déterminés en fonction du projet d'habitat et des besoins des ménages concernés, le FSL finance donc une intervention sociale auprès d'organismes ayant été habilités à cet effet.

Paragraphe 5 L'accompagnement social lié au logement dans le cadre des maîtrises d'œuvre urbaines et sociales locales
Article 38

L'ASLL réalisé dans le cadre d'une MOUS locale est caractérisé par la spécificité de l'intervention sociale et la fréquence des contacts avec les ménages bénéficiaires. L'articulation avec les autres intervenants sociaux, spécialisés ou de polyvalence s'avère essentielle.

Aussi, le comité d'orientation du FSL proposera l'opportunité d'un financement d'une ASLL-MOUS locale, sa durée, le montant du financement accordé en fonction du cahier des charges et du projet qui lui sera soumis par l'opérateur.

Paragraphe 6 L'accompagnement social lié au logement lié à la précarité énergétique

Article 39

La précarité énergétique peut se définir comme l'incapacité à chauffer correctement son habitation à un prix raisonnable. Cette notion suppose que les ménages dans cette situation doivent faire face à une charge insupportable pour accéder à un niveau de confort normal et adéquat dans leur logement. Aucune norme ne fixe le seuil à partir duquel cette charge énergétique devient effectivement insupportable pour un ménage. Néanmoins, le ratio de 10 % des ressources du ménage est souvent repris pour définir cette précarité.

En considérant que cette précarité énergétique résulte d'une combinaison de trois facteurs clés :

- le faible revenu du foyer
- le chauffage et/ou l'isolation de mauvaise qualité
- les coûts élevés de l'énergie

Les indicateurs de la pauvreté énergétique sont les suivants :

- incapacité à payer les factures
- habitation froide et humide
- dettes envers les fournisseurs
- interruption de la fourniture

Le FSL se doit donc d'intervenir sur trois niveaux :

- le versement d'une aide financière pour le paiement des factures d'énergie (aide à la mensualisation) ;
- la prise en charge d'une partie des impayés (voir chapitre Impayés d'énergie, eau, téléphone) ;
- l'accompagnement social des ménages en vue d'une amélioration du mode de vie leur permettant d'assumer les coûts liés à l'énergie et vivre mieux dans leur habitation.

Aussi, le FSL peut financer un accompagnement social délégué à un organisme habilité après repérage d'un ménage bénéficiant déjà d'une aide financière du FSL, d'une Aide Sociale Communale de la Ville de Strasbourg ou d'un CCAS de l'Eurométropole de l'ANAH au titre de la lutte contre la précarité énergétique.

Ce type de mesure débute après un diagnostic ou diagnostic socio-technique qui fera état de l'adhésion du ménage et de la mise en place d'objectifs ciblés notamment l'apprentissage de l'utilisation des appareils ménagers et la maîtrise de l'énergie. La mise en place d'un accompagnement social relatif à la précarité énergétique est appréciée par le FSL.

Section 3 L’accompagnement social lié au logement dans le cadre d‘actions collectives

Article 40

Des actions spécifiques (relogement de familles à typologie particulière par site, familles propriétaires, accédantes à la propriété ou locataires logés dans des copropriétés faisant l’objet d’un plan de sauvegarde, etc…) peuvent faire l’objet d’un accompagnement social de type collectif. L’association ou l’organisme habilité par le FSL, pressenti ou sollicitant ce type d’accompagnement, devra déposer un cahier des charges définissant le public ciblé par cette action, les objectifs, la durée et le financement sollicité.

Chaque projet est étudié par le comité d’orientation du FSL. En cas d’accord une convention particulière relative à ce financement est signée entre le Président de l’Eurométropole de Strasbourg et le représentant de l’association ou de l’organisme habilité.

CHAPITRE 3 : LE MAINTIEN DANS LES LIEUX

Article 41

Le FSL est appelé à intervenir pour aider à résoudre les cas les plus difficiles après sollicitation des procédures et dispositifs existants.

Il a pour vocation de permettre le maintien dans les lieux des locataires par la prise en charge intégrale de leur dette locative.

Ainsi, l'intervention du FSL n'est possible que si le montant accordé solde la dette locative (montant des frais d'huissier inclus). Il est précisé que le montant accordé ne peut dépasser le plafond d'intervention fixé par ce présent règlement intérieur.

Il n'a pas pour seul objectif le règlement de la dette. Il doit aussi mettre en œuvre dans la durée tous les moyens éducatifs tant en termes budgétaire que comportemental en vue de l'autonomie sociale par le logement des ménages.

Par ailleurs, conformément à l'article 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, « les dettes au titre des impayés de loyer et de facture d'énergie, d'eau et de téléphone peuvent être prises en charge par le FSL si leur apurement conditionne l'accès à un nouveau logement ».

Dans ce cas et dans le cadre d'un pack mutation, le travailleur social introduira un dossier d'accès au logement concernant le futur logement auquel il faudra joindre un relevé d'impayés de loyer concernant le logement actuel.

Section 1 La prise en charge financière au titre des impayés de loyer

Article 42

A ce titre, le FSL peut accorder une aide financière :

- soldant la dette locative
- soldant les frais d'huissier
- permettant d'assurer le logement sur présentation d'une facture et d'un contrat d'assurance habitation (selon une grille tarifaire en fonction de la typologie du logement et jointe en annexe),
- permettant la prise en charge de rappels de charges facturés par le bailleur à son locataire, sur présentation d'un justificatif détaillé.
- permettant la prise en charge de la taxe d'ordures ménagère

Article 43

Les dossiers ne sont éligibles auprès du FSL que lorsque le montant de l'impayé est compris entre 150 € et 2 000 € et après :

- tentative de mise en place d'un plan d'apurement sur l'initiative du bailleur ou de signature d'un protocole d'accord dit « Borloo » ;
- saisine par la Caisse d'Allocations Familiales, par le bailleur (pour les logements non conventionnés) ;
- saisine de la Commission de Coordination et de Prévention des Expulsions locatives telle que prévue par la Charte d'Expulsion ;
- éventuellement proposition de relogement en cas de logement inadapté (en surface ou en loyer) ;
- mise en œuvre des dispositifs de cautionnement mis en place lors de l'accès au logement (locapass, GRL, FSL,…) ;
- reprise du paiement du loyer résiduel depuis au moins trois mois consécutifs ;
- reprise du paiement partiel du loyer résiduel pour une somme correspondant à un tiers des ressources s'il existe un engagement express du bailleur de signature d'un nouveau bail dans un logement plus adapté à la situation du ménage.

Article 44

Une dérogation peut être accordée pour le montant de la dette.
Dans le cadre d'un travail partenarial entre le référent social du ménage, le bailleur social et le FSL, le montant de la prise en charge de l'impayé par le FSL peut être supérieur à 2 000 € et plafonné à 3 500 €.
Cette dérogation se fait en vue :

- de maintenir le ménage dans un logement adapté du fait de sa typologie et le montant de son loyer à la situation sociale, financière et familiale et permettre la signature d'un nouveau bail ;
- de permettre une mutation dans le parc du bailleur social (éventuellement inter-mutation) afin d'adapter la typologie du logement et le montant du loyer et des charges aux ressources et à la composition familiale du ménage ciblé.

Elle est soumise à l'examen préalable du responsable du FSL avant passage en comité d'orientation.

Section 2 La procédure de maintien dans les lieux

Article 45

A la reprise du paiement du loyer courant pendant au moins trois mois consécutifs, l'intervenant social en charge du suivi du ménage introduit, en vue du règlement de la dette, un dossier de demande de prise en charge financière.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg donnera ou non son accord (selon les conditions visées plus haut) pour le règlement de l'impayé de loyer, de charges locatives ou de frais d'assurance habitation, taxes d'ordures ménagères ainsi que des frais d'huissier.

Dans tous les cas, il faudra que le ménage ait repris le paiement régulier et par ses propres moyens de son loyer résiduel (loyer brut + charges – aide au logement éventuelle) depuis au moins trois mois consécutifs.

Section 3 Les copropriétés faisant l'objet d'un plan de sauvegarde

Article 46

L'intervention du FSL est également possible pour les propriétaires en difficultés afin de les maintenir dans les lieux. Sur la base de l'article 6 alinéa 4 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée, cette intervention concerne les copropriétés faisant l'objet d'un plan de sauvegarde selon les articles L 615-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

L'aide du FSL, sous forme d'avance remboursable et/ou de subvention, concerne le règlement des dettes de charges collectives de la copropriété. Avant intervention éventuelle du FSL, le copropriétaire devra avoir repris le paiement de ses appels de charges collectives mensuelles de copropriété depuis au moins trois mois.

Article 47

L'aide du FSL est plafonnée à 2 000 € par ménage et versée au syndic de copropriété pour le compte du syndicat de copropriété.

Avant versement de l'aide, l'ADIL vérifiera la teneur et l'exactitude de la créance ouverte.

Quelle que soit la forme de l'aide, son remboursement au FSL est immédiatement exigible, comme en matière de contributions directes, en cas de mutation de lot de copropriété intervenant dans les dix ans suivant l'obtention de l'aide.

Les ménages bénéficiaires de cette aide du FSL correspondent, comme pour les autres ménages sollicitant le FSL, aux critères définis par le PDALHPD.

CHAPITRE 4 : L'ACCES AU LOGEMENT

Section 1 Les aides financières à l'accès à un logement autonome

Article 48

Les aides financières à des ménages ont pour objet de faciliter l'accès dans un logement.

Elles permettent de garantir le paiement du loyer en cas de défaillance du locataire et de financer tout ou une partie des premières dépenses liées à l'entrée dans un logement :
- le dépôt de garantie
- l'assurance habitation plafonnée en fonction de la taille du logement.
- une participation au 1er loyer pour les demandeurs du parc privé conventionné
- les frais d'agence immobilière à charge du locataire
- un forfait concernant les frais d'ouverture des compteurs d'énergie et d'eau
- un forfait pour les frais liés au déménagement
- l'apurement de la dette locative antérieure ; si elle conditionne l'accès au nouveau logement, plafonné à 2000€.

Ces différentes prestations financières font l'objet d'une grille tarifaire annexée au présent règlement.

Paragraphe 1 Les modalités de saisine du FSL

Article 49

Pour l'accès à un logement, un seul examen de la situation est admis : le dossier de demande FSL déposé doit donc indiquer l'ensemble des sollicitations faites auprès du FSL. Une demande complémentaire pourra cependant être déposée éventuellement et exclusivement à la suite d'une procédure d'urgence.

Les dossiers d'accès au logement peuvent faire l'objet d'un examen en procédure d'urgence à condition qu'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes :
- le bail n'est pas signé ;
- il y a une demande expresse de l'instructeur du dossier ;
- la demande ne concerne ni un bailleur social ni un bail glissant, sauf exception en raison d'une situation particulière après validation par le responsable du FSL.

Les dossiers ayant fait l'objet d'un pré-accord peuvent aussi être examinés en procédure d'urgence selon les mêmes conditions cumulatives détaillées ci-dessus.

Au vu d'une demande d'intervention réceptionnée complète au plus tard dans un délai de deux mois suivant la prise d'effet du bail, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg peut décider, après avis du comité d'orientation du FSL, cumulativement ou alternativement, d'accorder les aides suivantes :
- le cautionnement ;
- les aides financières relatives à l'accès au logement ;
- les aides relatives à l'installation dans un logement ;

Paragraphe 2 Le cautionnement

Article 50

Un cautionnement peut être accordé pour le paiement des loyers et charges locatives couvrant une période de 3 ans et n'excédant pas un montant correspondant à 18 mensualités.

L'octroi du cautionnement du FSL est modulable et examiné au cas par cas. Cependant, de façon générale, il est accordé pour une durée de 36 mois à hauteur
- 3 mois aux bailleurs privés
- 9 mois aux bailleurs sociaux, les maisons relais et les résidences ADOMA
- 12 mois aux organismes dans le cadre des logements d'insertion (sous locations, bail glissant, intermédiation locative) et des accès suite à une MOUS Départementale.

Lors d'un accès au logement au travers d'un bail glissant, il est convenu que la convention lie les quatre parties en présence :
- le propriétaire,
- le locataire, très souvent une association,
- le sous-locataire, soit l'usager au nom duquel la demande d'aide financière à l'accès est introduite
- le FSL.

Lors du glissement du bail et après information au FSL, le cautionnement redémarre pour une nouvelle période de trois ans correspondant au même montant et nombre de mensualités que lors de la signature du bail glissant.

En cas de non-paiement du loyer par le locataire, le bailleur devra adresser une demande de mise en jeu de cautionnement au FSL. A la réception de cette demande, le service chargé de la gestion du dispositif adressera un courrier au locataire l'avertissant de la demande de son propriétaire. En cas de contestation de sa part, le FSL sera en droit de demander des justificatifs complémentaires au propriétaire (copie des courriers adressés au locataire sollicitant le paiement du loyer..) et/ou au locataire (justificatif de paiement, quittance…).

Les montants accordés par le FSL au titre du cautionnement sont assimilés à une avance remboursable.
Le FSL a la possibilité de renoncer totalement ou partiellement au recouvrement de sa créance auprès du locataire.

Paragraphe 3 Les aides financières relatives à l'accès au logement

Article 51

Le FSL peut accorder selon la situation et la demande formulée par l'intervenant social à l'origine de la demande :

- ✓ le dépôt de garantie (au maximum un mois de loyer hors charges locatives ou le montant équivalent à la redevance lors d'un accès en résidence sociale ou maison relais),
- ✓ une participation au 1er loyer pour les demandeurs du parc privé conventionné
- ✓ les frais d'agence immobilière (quote-part du locataire)

Paragraphe 4 Les aides relatives à l'installation dans un logement

Article 52

Le FSL peut accorder une aide financière pour :

- ✓ le paiement de l'assurance habitation plafonnée selon une grille tarifaire en fonction de la typologie du logement et jointe en annexe
- ✓ les frais liés au déménagement
- ✓ les frais d'installation (branchement au réseau d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone fixe : mise en service + TVA).

Ces différents montants sont plafonnés selon l'annexe jointe au règlement intérieur.

Section 2 L’accès dans un logement d’insertion

Article 53

Les ménages bénéficiant de ces aides (cautionnement, dépôt de garantie et frais de déménagement et de branchement aux réseaux d’eau, de téléphone fixe, de gaz et d’électricité) dans le cadre d’un logement en sous-location ou d’un logement associatif peuvent bénéficier à nouveau de ces aides au moment de leur accès dans leur logement autonome, sous réserve de l’éligibilité de leur dossier aux critères du FSL et de la mise en place d’un nouveau bail et/ou de nouveaux contrats de fourniture d’eau, de téléphone fixe ou d’énergie.

Section 3 Le pré-accord

Article 54

Afin de faciliter les démarches de recherche de logement pour les publics en précarité manifeste face au logement, le FSL peut octroyer un pré-accord pour une prise en charge postérieure d’un cautionnement et d’un dépôt de garantie.

Toute demande doit être adressée au FSL sur le formulaire d’intervention adéquat et ne peuvent bénéficier de cette procédure que les ménages inscrits dans les bureaux d’accès au logement en recherche d’un logement dans le parc privé.

Ce pré-accord définit le montant de loyer et des charges maximum à ne pas dépasser par le demandeur (chauffage du logement inclus soit dans les charges, soit selon un barème fixé selon la typologie du logement) au regard des ressources au moment de l’examen du dossier. Le FSL s’engage à prendre en charge le cautionnement, le dépôt de garantie si le logement trouvé correspond aux critères définis par celui-ci. Ce pré accord est valable pour une durée de trois mois à compter de la décision du FSL.

Lorsque le bénéficiaire de ce pré-accord a trouvé un logement, il appartient à son référent social d’instruire un dossier d’accès au logement. Cette demande peut se faire sous forme de procédure d’urgence si la signature du bail est conditionnée à la décision financière du FSL.

Chapitre 5 : L'AIDE A LA SOUS-LOCATION OU AU LOGEMENT ASSOCIATIF

Section 1 L'aide à la gestion locative (AGL)

Article 55

L'article 6 alinéa 11 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit que le FSL « peut également accorder une aide destinée à financer les suppléments de dépenses de gestion aux associations, aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, aux autres organismes à but non lucratif et aux unions d'économie sociale qui sous-louent des logements à des personnes mentionnées à l'article 1er de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 ou qui en assurent la gestion immobilière pour le compte du propriétaire ».

Dans ce cadre, l'aide forfaitaire à la gestion locative octroyée par le FSL - de l'Eurométropole de Strasbourg finance les associations, CCAS, CIAS et les fondations assurant une mission de médiation locative (sous-location ou gestion immobilière) à hauteur de 510 € par an et par logement au profit de ménages relevant du PDALHPD.

Article 56

Le FSL ne finance pas l'AGL dans les résidences sociales.

En effet, la circulaire du 31 août 2000 prévoit la création d'une aide à la gestion locative sociale (AGLS) financée par les services de l'Etat, ouverte à toutes les résidences sociales. L'objectif rejoint celui de l'AGL, à savoir « soutenir les résidences sociales recevant des personnes en difficulté d'insertion du fait de leurs conditions de vie économiques et sociales, ou de la spécificité de leur parcours résidentiel. »

Le FSL ne finance pas l'AGL dans le cadre de l'intermédiation locative au terme des conventions qui lie le prestataire et l'Eurométropole de Strasbourg.

Le versement de l'AGL est subordonné à la signature d'une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'organisme bénéficiaire de cette aide.

L'annexe annuelle du FSL fixe le nombre de logements bénéficiant de l'AGL financés par le FSL.

Section 2 L'aide à la gestion locative adaptée (AGLA)

Article 57

Dans le cadre de l'accès au parc privé pour les publics défavorisés, le PDALHPD 2015-2020 a fixé comme objectif la mise en œuvre, à l'échelle départementale sur la base d'une répartition entre le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (¾) et le hors Eurométropole de Strasbourg (¼), d'une plate-forme gérée par une agence immobilière à vocation sociale (AIVS) en vue :

- de recenser des logements privés à loyer accessible par an,
- de développer et faciliter la mise en relation entre les propriétaires bailleurs mobilisés et les demandeurs identifiés par les partenaires du PDALHPD.

Article 58

En cohérence, avec les orientations du PDALHPD, le FSL peut financer une aide forfaitaire à la gestion locative adaptée.

Cette aide octroyée par le FSL de l'Eurométropole de Strasbourg finance l'AIVS qui doit :

- s'adresser à un public en difficulté d'insertion économique, sociale et ayant des difficultés à trouver un logement par ses propres moyens ;
- concerner un parc immobilier très diversifié appartenant à des propriétaires privés auxquels l'AIVS fournit un certain nombre de services en échange de la mise à disposition de leur logement.

Le montant et les modalités de versement de l'AGLA sont précisés dans une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'organisme bénéficiaire de cette aide.

L'aide à la gestion locative et l'aide à la gestion locative adaptée ne sont pas cumulables.

L'annexe annuelle du FSL fixe le nombre de logements bénéficiant de l'AGLA financés par le FSL.

Section 3 La garantie associative

Article 59

L'article 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit que le FSL peut également accorder une garantie aux associations louant à des ménages relevant du PDALHPD des logements en bail glissant ou en sous-location.

La garantie octroyée par le FSL concerne le coût éventuellement supporté par une association, une fondation, un centre communal ou intercommunal d'action sociale, un autre organisme à but non lucratif ou une union d'économie sociale pour la mise en œuvre d'une procédure judiciaire à l'encontre de son sous-locataire. L'aide du FSL concerne 50 % des frais supportés par l'organisme, plafonnée à 3 000 €.

CHAPITRE 6 : LA PREVENTION DES IMPAYES D'EAU

Article 60

Conformément à l'article L. 115-3 alinéa 2 du code de l'action sociale et de la famille, « en cas de non-paiement des factures, la fourniture d'énergie, d'eau ainsi que d'un service téléphonique restreint est maintenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'aide ».

Chaque situation d'impayé d'eau est examinée au vu des éléments indiqués au dossier FSL (ressources, charges, situation familiale, aides attribuées précédemment, etc.) et de l'évaluation sociale effectuée par l'intervenant social, dans les conditions définies en annexe du présent règlement.

La personne éventuellement bénéficiaire de l'aide doit être titulaire du contrat de fourniture et doit occuper, de façon régulière, les lieux au titre de sa résidence principale. Dans le cadre d'un plan d'apurement, le fournisseur doit préalablement rechercher une solution amiable avec le ménage en difficulté. A défaut, aucune aide ne peut être sollicitée.

Le FSL intervient sur le montant dû par la personne.

Article 61

Afin d'agir très précocement et d'éviter la formation d'une dette trop élevée, et ainsi responsabiliser le ménage, le FSL ne pourra intervenir que pour une facture globale comprise entre 150 € et 250 € (eau et assainissement compris).

L'aide du FSL correspond à 100 % de la dette éligible. Elle peut intervenir sous forme de subvention et/ou d'avance remboursable. Un délai d'au moins 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge par le FSL d'un impayé d'eau.

Le FSL ne peut pas prendre en charge des dettes antérieures au 1er janvier 2004. Toutefois, conformément à l'article 65 (5°b) de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le FSL peut prendre en charge un impayé de facture d'eau antérieur si cela conditionne la signature d'un nouveau contrat de fourniture d'eau dans le cadre de l'accès à un logement.

Article 62

Les dossiers des personnes utilisant la fourniture d'eau dans leur activité professionnelle (agriculteurs, artisans, commerçants, travailleurs indépendants, etc.) ne sont recevables que pour la part de la consommation familiale enregistrée par un compteur distinct.

Le FSL ne peut prendre en compte les dettes dont il est avéré qu'elles sont liées à une volonté manifeste de fraude.

CHAPITRE 7 : LA PREVENTION DES IMPAYES D'ENERGIE

Article 63

Une convention avec le fournisseur définit les modalités de prise en charge par le FSL ainsi que la contribution financière annuelle du fournisseur.

Section 1 La prise en charge d'une dette envers un fournisseur

Article 64

Conformément à l'article L 115-3 du code de l'action sociale et des familles, « en cas de non-paiement des factures, la fourniture d'énergie, d'eau ainsi que d'un service téléphonique restreint est maintenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'aide ».

Le décret n°2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité précise que le FSL informe le fournisseur de la décision prise sur la demande d'aide.

Chaque situation d'impayé d'énergie est examinée au vu des éléments indiqués au dossier FSL (ressources, charges, situation familiale, aides attribuées précédemment, etc.), de l'évaluation sociale effectuée par l'intervenant social complété par le relevé de la dette visé par le fournisseur et dans les conditions définies en annexe au présent règlement.

La personne éventuellement bénéficiaire de l'aide doit être titulaire du contrat de fourniture et doit occuper, de façon régulière, les lieux au titre de sa résidence principale.

La dette prise en charge par le FSL prend en compte les dispositions de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation du service public de l'électricité, concernant le « tarif social électricité » et le décret n° 2008-778 du 13 août 2008 relatif à la fourniture de gaz naturel au tarif spécial de solidarité.
La dette comprend les consommations d'énergie ainsi que le coût d'abonnement, TVA incluse.

Le montant de l'aide financière du FSL est calculé en incluant systématiquement la tarification spéciale de l'électricité et du gaz pour les ménages dont les ressources annuelles sont inférieures à un montant défini par décret et qui disposent d'une réduction sur la partie fixe du tarif (abonnement) et sur le prix de l'énergie dans la limite d'un plafond mensuel de consommation fixé à 100kWh. Tout ménage éligible à la tarification sociale concernant le gaz ou l'électricité doit l'avoir mis en place avant saisine du FSL.

Article 65

Afin d'agir très précocement et d'éviter la formation d'une dette trop élevée, et ainsi responsabiliser le ménage, le FSL ne peut intervenir que pour une facture globale comprise entre 150 € et 250 €.

L'aide du FSL correspond à 100 % de la dette éligible. Elle peut intervenir sous forme de subvention et/ou d'une avance remboursable. Un délai d'au moins 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge par le FSL d'un impayé d'énergie.

Concernant la livraison de fioul domestique, de bois, charbon ou tout autre moyen de chauffage, l'enveloppe d'intervention du FSL reste comprise entre 150 € et 250 € sur présentation d'un devis ou d'une facture non acquittée.
Une intervention en urgence pourra avoir lieu durant la période hivernale (1er octobre au 30 mars) uniquement sur présentation d'un devis.
Faute de livraison de la fourniture dans les 3 mois suivant l'accord du FSL, l'aide accordée sera annulée.

Article 66

Conformément à l'article 65 (5°b) de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le FSL peut prendre en charge un impayé de facture d'énergie antérieur si cela conditionne la signature d'un nouveau contrat de fourniture d'énergie dans le cadre de l'accès à un logement.

Les dossiers des personnes utilisant la fourniture d'énergie dans leur activité professionnelle (agriculteurs, artisans, commerçants, travailleurs indépendants, etc.) ne sont recevables que pour la part de la consommation familiale enregistrée par un compteur distinct.

Le FSL ne peut prendre en compte les dettes dont il est avéré qu'elles sont liées à une volonté manifeste de fraude.

Section 2 La prise en charge « soutien à la mensualisation » à titre préventif

Article 67

Afin d'éviter la constitution d'une dette auprès du fournisseur, la mise en place d'un paiement par mensualités fixées en fonction de la consommation est fortement encouragée.

Cependant, l'augmentation du coût des énergies ne permet plus à certains foyers la mise en place d'une mensualisation. En effet, le montant mensuel qui devrait être consacré aux dépenses d'énergies ne peut plus être intégré dans leurs charges mensuelles.

L'objectif de cette aide est de maintenir la solvabilité des ménages en difficulté. Aussi, le FSL peut attribuer une aide financière intitulée « soutien à la mensualisation ». Une convention avec le fournisseur d'énergie définit le nombre de personnes éligibles, les montants et les modalités de versement de la contribution du FSL.

Ainsi, elle concerne uniquement le ménage :

- n'ayant pas de dettes auprès du fournisseur au moment de la mise en place de l'aide (la dette préalable aura pu être prise en charge par le FSL à titre curatif selon les conditions décrites dans l'article 64)
- volontaire pour bénéficier d'un accompagnement social lié au logement dans le cadre de la précarité énergétique
- bénéficiant de la tarification spéciale de l'électricité et du gaz s'il y ouvre droit.

Le montant de la contribution du FSL est proposé dans les limites suivantes :

- la participation du FSL ne peut dépasser 50 % de la mensualisation proposée par le fournisseur ;
- le montant pris en charge par le FSL ne pourra être inférieur à 150 €/an/logement et supérieur à 240 €/ an/ logement.

Article 68

L'engagement du FSL à verser cette aide est pris pour une année sauf défaillance de l'engagement du bénéficiaire à assurer sa quote-part. En effet, dès lors que le titulaire du contrat de fourniture est défaillant dans la part de mensualisation lui incombant, l'engagement financier pris par le FSL cessera.

Cette aide est éventuellement renouvelable pour une deuxième période d'une année selon la situation du demandeur. Cette reconduction se fait à l'examen d'une nouvelle demande d'intervention.

Chapitre 8 : LA PREVENTION DES IMPAYES DE SERVICES TELEPHONIQUES

Article 69

Une convention avec chaque fournisseur définit les modalités de prise en charge par le FSL ainsi que la contribution financière annuelle du fournisseur.

Article 70

Conformément à l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles, « en cas de non-paiement des factures, la fourniture d'énergie, d'eau ainsi que d'un service téléphonique restreint est maintenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'aide. Le service téléphonique restreint comporte la possibilité, depuis un poste fixe, de recevoir des appels ainsi que de passer des communications locales et vers les numéros gratuits et d'urgence. »

Article 71

Chaque situation d'impayé de service téléphonique est examinée au vu des éléments indiqués au dossier FSL (ressources, charges, situation familiale, aides attribuées précédemment, etc.), de l'évaluation sociale effectuée par l'intervenant social et dans les conditions définies par le présent règlement.

La personne éventuellement bénéficiaire de l'aide doit être titulaire du contrat de fourniture et doit occuper, de façon régulière, les lieux au titre de sa résidence principale.

La prise en charge se fait uniquement sur présentation des factures détaillées jointes au dossier de demande.

Les dépenses prises en charge comprennent exclusivement l'abonnement au service téléphonique fixe, les communications nationales ou locales vers des abonnés au service fixe (y compris la TVA) à l'exclusion des communications mettant en œuvre des mécanismes de reversement au destinataire final de la communication et les consultations d'Internet.

L'aide du FSL doit être comprise entre 50 et 150 € et revêt la forme d'une remise de dette octroyée par l'opérateur après instruction de la demande et notification de la décision.
L'aide du FSL peut intervenir sous forme de subvention et/ou d'avance remboursable.

Un délai d'au moins 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge par le FSL d'un impayé de service téléphonique.

Conformément à l'article 65 (5°b) de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le FSL peut prendre en charge un impayé de service téléphonique antérieur si cela conditionne la signature d'un nouveau contrat de fourniture de service téléphonique dans le cadre de l'accès à un logement.

Article 72

Les dossiers des personnes utilisant la fourniture de service téléphonique dans leur activité professionnelle (agriculteurs, artisans, commerçants, travailleurs indépendants, etc.) ne sont recevables que pour la part de la consommation familiale.

Le FSL ne peut prendre en compte les dettes dont il est avéré qu'elles sont liées à une volonté manifeste de fraude.

FONDS

DE SOLIDARITE

POUR

LE LOGEMENT

Annexes
2017

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (F.S.L.) a été institué en application de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement et confirmé par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

La loi NOTRe du 7 août 2015 l' a transféré (ainsi que le Fonds d'Aide aux Jeunes et la prévention spécialisée) du Conseil Départemental du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017.

Il s'inscrit dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (P.D.A.L.H.P.D.).

Dans le cadre des stratégiques du PDALHPD, le FSL a pour objectif :

- d'aider les ménages en difficulté à accéder à un logement décent et adapté, à s'y maintenir et à assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergies et de services téléphoniques
- de mettre en œuvre des mesures de prévention et d'accompagnement facilitant l'intégration dans un logement.

Ces aides prennent les formes suivantes :

- des mesures d'accompagnement social lié au logement ;
- des aides pour le maintien dans les lieux ;
- des aides pour l'accès au logement ;
- des aides à la gestion locative et des aides à la gestion locative adaptée ;
- des aides pour la prévention des impayés d'eau ;
- des aides pour la prévention des impayés d'énergies ;
- des aides pour la prévention des impayés de services téléphoniques ;

L'octroi des aides du FSL ainsi que leur forme [subvention(s), ou avance(s) remboursable(s)] sont basés sur un examen au cas par cas de la situation des demandeurs selon les critères définis par l'article 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, c'est-à-dire les éléments relatifs :

- au « niveau de patrimoine ou de ressources des personnes
- et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent ».

Le règlement intérieur du FSL définit les conditions d'octroi des aides du FSL ainsi que les modalités de fonctionnement et de gestion du fonds.

Cette annexe au règlement intérieur précise les conditions propres à chaque aide du FSL, les modalités de rémunération des accompagnements sociaux délégués, les objectifs à atteindre en terme de financement de certaines mesures (ASLL lié à la précarité énergétique, ASLL en logement non autonome, aide à la gestion locative ou aide à la gestion locative adaptée. Elle est mise à jour tant que besoin et à chaque évolution par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg après avis conforme du comité d'orientation du FSL.

Les demandes d'interventions au titre du FSL sont également intégrées à ce document.

LES CRITERES D’OCTROI

Grille d’appréciation des aides

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

CRITERES D'APPRECIATION DES AIDES DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT DE l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (en vigueur à compter du 1er janvier 2017)

ACCES	MAINTIEN	EAU, ENERGIE, SERVICES TELEPHONIQUES
Conditions de recevabilité du dossier Complétude du dossier : demande d'intervention complétée des pièces sollicitées Bénéficie de l'ensemble des droits sociaux	**Conditions de recevabilité du dossier** Complétude du dossier : demande d'intervention complétée des pièces sollicitées Bénéficie de l'ensemble des droits sociaux	**Conditions de recevabilité du dossier** Complétude du dossier : demande d'intervention complétée des pièces sollicitées Bénéficie de l'ensemble des droits sociaux
Critères d'octroi des aides - plafond de ressources - cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (taux d'effort) - le reste à vivre soit la somme disponible par personne et par mois après déduction du loyer résiduel - la cohérence entre la typologie du logement et la composition familiale - l'intervention passée du FSL - dépôt du dossier dans la limite de 2 mois après la date d'effet du bail	**Critères d'octroi des aides** - plafond de ressources - cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (taux d'effort) - le reste à vivre soit la somme disponible par personne et par mois après déduction du loyer résiduel - la cohérence entre la typologie du logement et la composition familiale - l'intervention passée du FSL - reprise du paiement du loyer résiduel durant au moins 3 mois consécutifs	**Critères d'octroi des aides** - plafond de ressources - cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (taux d'effort) - le reste à vivre soit la somme disponible par personne et par mois après déduction du loyer résiduel - la cohérence entre la typologie du logement et la composition familiale - l'intervention passée du FSL - fourniture non interrompue
Possibilités d'aide - dépôt de garantie (maximum 1 mois de loyer hors charges) - participation 1er loyer (parc privé conventionné) - frais d'agence (quote - part du locataire) - assurance locative plafonnée selon la taille du logement - cautionnement - frais de déménagement, de livraison - frais d'ouverture des compteurs d'énergies et d'eau - apurement de la dette locative antérieure si elle conditionne l'accès au nouveau logement	**Possibilités d'aide** - montant de la dette locative (loyer + charges) - montant des frais d'huissier - prise en charge de l'assurance habitation - prise en charge de rappels de charges facturés par le bailleur à son locataire - prise en charge de la taxe d'ordures ménagères **Le montant total doit être compris entre 150 € et 2 000 €**	**Possibilités d'aide** **EAU** - consommation d'eau potable, coût d'abonnement (TVA incluse) , assainissement **- facture comprise entre 150 et 250 €** Un délai de 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge **ENERGIE** **a) dettes** - électricité - gaz - fioul domestique - bois - autre moyen de chauffage **Le montant de l'impayé doit être compris entre 150 € et 250 €** **Un délai de 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge** **b) aide préventive** **Une aide à la mensualisation peut se mettre en place pour les ménages bénéficiant d'un accompagnement social dans le cadre de la précarité énergétique avec une prise en charge minimum de 150 €/an et maximum 240€/an.** **SERVICES TELEPHONIQUES** **- remise de dette comprise entre 50 € et 150 €** - abonnement au service téléphone fixe - communications locales ou nationales vers des abonnés au service fixe (TVA comprise) Un délai de 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge

Prise en compte des ressources et charges du ménage **Ressources :** - salaire(s) - prestations Assédic - prestations familiales et sociales (sauf allocation d'éducation spéciale, allocation de rentrée scolaire et prime de naissance) - pensions alimentaires effectivement perçues - 50 % des ressources des enfants encore au foyer (entre 16 et 25 ans) - autres **Charges :** - loyer + charges locatives – aide au logement - pension alimentaire effectivement versée - charges incompressibles à préciser en cas de situation particulière (Banque de France si plan signé, …)	**Prise en compte des ressources et charges du ménage** **Ressources :** - salaire(s) - prestations Assédic - prestations familiales et sociales (sauf allocation d'éducation spéciale, allocation de rentrée scolaire et prime de naissance) - pensions alimentaires effectivement perçues - 50 % des ressources des enfants encore au foyer (entre 16 et 25 ans) - autres **Charges :** - loyer + charges locatives – aide au logement - pension alimentaire effectivement versée - charges incompressibles à préciser en cas de situation particulière (Banque de France si plan signé, …)	**Prise en compte des ressources et charges du ménage** **Ressources :** - salaire(s) - prestations Assédic - prestations familiales et sociales (sauf allocation d'éducation spéciale, allocation de rentrée scolaire et prime de naissance) - pensions alimentaires effectivement perçues - 50 % des ressources des enfants encore au foyer (entre 16 et 25 ans) - autres **Charges :** - loyer + charges locatives – aide au logement - pension alimentaire effectivement versée - charges incompressibles à préciser en cas de situation particulière (Banque de France si plan signé, …)
Plancher de ressources permettant la constitution et le dépôt d'un dossier FSL en fonction du montant total des ressources et du nombre de personnes **1 personne : 850 €** **2 personnes : 971 €** **3 personnes : 1 165 €** **4 personnes : 1 360 €** **5 personnes : 1 619 €** **6 personnes : 1 878 €** **- par personne supplémentaire : 200 €**	**Plancher de ressources permettant la constitution et le dépôt d'un dossier FSL en fonction du montant total des ressources et du nombre de personnes** **1 personne : 850 €** **2 personnes : 971 €** **3 personnes : 1 165 €** **4 personnes : 1 360 €** **5 personnes : 1 619 €** **6 personnes : 1 878 €** **- par personne supplémentaire : 200 €**	**Plancher de ressources permettant la constitution et le dépôt d'un dossier FSL en fonction du montant total des ressources et du nombre de personnes** **1 personne : 850 €** **2 personnes : 971 €** **3 personnes : 1 165 €** **4 personnes : 1 360 €** **5 personnes : 1 619 €** **6 personnes : 1 878 €** **- par personne supplémentaire : 200 €**
Notion de « reste à vivre » **Lors de l'examen du dossier, un reste à vivre est calculé soit** **Ressources – [Loyer + charges locatives + forfait chauffage – aide au logement versée], montant à diviser par le nombre de personnes vivant au foyer.** **Si le résultat est inférieur à 150 €/personne/mois (soit 5€/pers/jour), le dossier risque d'être rejeté pour motif : «le montant de l'ensemble de vos charges locatives n'est pas compatible avec vos ressources indiquées. »**	**Notion de « reste à vivre »** **Lors de l'examen du dossier, un reste à vivre est calculé soit** **Ressources – [Loyer + charges locatives + forfait chauffage – aide au logement versée], montant à diviser par le nombre de personnes vivant au foyer.** **Si le résultat est inférieur à 150 €/personne/mois (soit 5€/pers/jour), le dossier risque d'être rejeté pour motif : «le montant de l'ensemble de vos charges locatives n'est pas compatible avec vos ressources indiquées. »**	**Notion de « reste à vivre »** **Lors de l'examen du dossier, un reste à vivre est calculé soit** **Ressources – [Loyer + charges locatives + forfait chauffage – aide au logement versée], montant à diviser par le nombre de personnes vivant au foyer.** **Si le résultat est inférieur à 150 €/personne/mois (soit 5€/pers/jour), le dossier risque d'être rejeté pour motif : «le montant de l'ensemble de vos charges n'est pas compatible avec vos ressources indiquées ».** **Cependant, si le logement est compatible avec la composition familiale et qu'il s'agit d'un logement du parc social, des dérogations peuvent être accordées.**
Taux d'effort La cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (exprimée en pourcentage) doit se situer aux alentours de 33 %.	**Taux d'effort** La cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (exprimée en pourcentage) doit se situer aux alentours de 40 %.	**Taux d'effort** La cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (exprimée en pourcentage) doit se situer aux alentours de 40 %.
Eléments à indiquer dans la demande d'aide Situation antérieure au point de vue hébergement ou logement Motif du déménagement Projet d'intégration dans le nouveau logement, quartier, ville, etc…	**Eléments à indiquer dans la demande d'aide** Existence et stade d'une procédure d'expulsion Démarches entreprises (plan d'apurement, négociation avec bailleur…) Analyse de l'origine de la dette	**Eléments à indiquer dans la demande d'aide** Analyse de l'origine de l'impayé

Cependant, le prescripteur social reste libre de constituer un dossier en dehors de ces critères.
Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg reste souverain quant à la décision donnée sur l'accord ou le refus de toute aide en fonction des éléments financiers, familiaux et sociaux transmis dans la demande d'aide F.S.L.

LES REGLES GENERALES

DE GESTION

ET
DE FINANCEMENT DES ACCOMPAGNEMENTS SOCIAUX

ET
DES AIDES FINANCIERES A L'ACCES

ET
AU MAINTIEN DANS LES LIEUX

Règles de gestion des aides financières du FSL dans le cadre de son organisation territorialisée

Fixation des dotations des enveloppes

Les enveloppes financières virtuelles sont fixées pour chaque année civile. Elles sont calculées en fonction des critères suivants :

- de la consommation constatée l'année précédente ;
- du montant global des crédits disponible du FSL ;
- du montant des dépenses prévisionnelles des interventions validées par le comité d'orientation du FSL ;
- du nombre de bénéficiaires par territoire.

Le montant de ces enveloppes virtuelles est examiné pour avis par le comité d'orientation du FSL, à l'appui des dépenses prévisionnelles pour l'année.
Les enveloppes financières virtuelles sont fixées à l'échelle des territoires du Conseil Départemental.
Les enveloppes locales distinguent deux types de crédits selon leur destination : accès, maintien/impayés.

Aides prises en charge par les fonds

Les prestations visées par ces enveloppes financières virtuelles et territorialisées sont :

- les aides financières liées à l'accès au logement ;
- les aides financières liées au maintien dans le logement ;
- les aides financières liées aux impayés d'eau, d'énergie et de téléphone.

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT (ASLL)

A) Règles de gestion et financement des accompagnements sociaux dans le cadre de l'organisation territorialisée du FSL

B) Les formulaires de demandes

1) La demande de délégation au titre de l'accompagnement social lié au logement
2) Les axes d'intervention
3) Les enquêtes sociales dans le cadre de la prévention des expulsions
4) Le bilan d'intervention en accompagnement social lié au logement

C) Le listing des organismes habilités du FSL

D) Les objectifs 2017 en terme d'ASLL financés en :
   a. logements d'insertion
   b. résidences sociales et maisons relais
   c. aide à la gestion locative
   d. aide à la gestion locative adaptée

Règles de gestion et financement des accompagnements sociaux dans le cadre de l'organisation territorialisée du FSL

Principes

L'habilitation des associations

Les associations sont habilitées une fois par an sur avis du comité d'orientation du FSL. Cette habilitation porte sur le nombre d'ETP d'intervenants sociaux et le nombre maximum de mesures par ETP.
Ce nombre maximum s'entend toutes mesures comprises : accompagnement social classique, bilan diagnostic, enquête, ACD, MOUS départementales, accompagnement à la précarité énergétique, DDELIND, Accompagnement suite à un accompagnement vers le logement-AVL...
Le nombre d'ETP d'intervenants sociaux est fixé en accord avec l'association selon les réalisations de l'année précédente, des besoins de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que des capacités financières du Fonds de Solidarité pour le Logement.
L'habilitation s'effectue en accord avec le règlement intérieur du FSL ainsi que la charte de l'accompagnement social lié au logement. Elle est formalisée par une convention entre le Président de l'Eurométropole de Strasbourg et l'association.

La fixation d'une capacité maximale d'interventions par territoire

Le service insertion de la Direction des Solidarités et de la Santé fixe, pour chaque association habilitée, une capacité maximale de mesures à prendre en charge par territoire. Cette capacité territoriale est définie en lien avec les UTAMS sur le périmètre de l'Eurométropole et les Unités territoriales de la Ville de Strasbourg, en fonction :

- de l'habilitation globale dont dispose l'association (Cf. article plus haut) ;
- et au prorata du nombre de bénéficiaires de l'accompagnement social lié au logement constaté sur chaque territoire au cours de l'année N-1.

La capacité maximale est fixée pour chaque association lors de son habilitation.
Il est convenu que cette capacité maximale est fixée à X mesures mensuelles par ETP, calculées par l'application des coefficients aux interventions.

La prescription des mesures

Les prescriptions des mesures s'effectuent dans la limite des capacités maximales territoriales établies pour chaque association.
Compte tenu de la nature des mesures qui peuvent être prescrites, chacune est affectée d'une valeur mensuelle représentative de l'intensité et de la lourdeur des tâches à effectuer.
Cette valeur est fixée par rapport au coût mensuel de l'accompagnement social classique « siège ». Elle est donc variable en fonction des mesures prescrites.

Ces coefficients sont fixés comme suit :
(sous réserve des modifications ultérieures validées par le comité d'orientation du FSL)

Intervention prescrite	**Prescription**	**Tarif mensuel 2017**		**Coefficient Unité Valeur**
Enquête	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	/		1,3
Bilan diagnostic	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	/		1,5
ASLL classique siège	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	/		1,3
ASLL classique hors siège	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	/		1,6
ASLL renforcé - ACD	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	/		2,0
ASLL MOUS départementale	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	/		4,0
Médiation sociale lot 3 MOUS 1ère année	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	90,18 €		Maintien du financement à l'acte
Médiation sociale lot 3 MOUS années suivantes	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	46,80 €		Maintien du financement à l'acte
ASLL logements d'insertion (sous-loc/baux glissants) SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	143,10 €		Maintien du financement à l'acte

ASLL en logements d'insertion (sous-loc/baux glissants) HORS SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	180,21 €		Maintien du financement à l'acte
ASLL en maisons relais SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	71,60 €		Maintien du financement à l'acte
ASLL en maisons relais HORS SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	90,18 €		Maintien du financement à l'acte
ASLL en résidence sociale SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	38,01 €		Maintien du financement à l'acte
ASLL en résidence sociale et maisons relais HORS SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	47,45 €		Maintien du financement à l'acte
ASLL en intermédiation locative SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	75,30 €		Maintien du financement à l'acte
ASLL en intermédiation locative HORS SIEGE	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	94,88 €		Maintien du financement à l'acte
AGL par an/logement	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	486,90 €		Maintien du financement à l'acte
AGLA par an/logement	SERVICE INSERTION/ EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	486,90 €		Maintien du financement à l'acte

Chaque prescription entraine une réduction de la capacité courante de l'association à hauteur de la valeur qui lui est affectée à la mesure concernée.

Pour les accompagnements individuels (enquêtés, bilan diagnostics, accompagnement social classique (siège/hors siège), accompagnement dans le cadre des ACD ou de la MOUS départementale)

- Les associations habilitées bénéficient d'un financement global sur l'année permettant de recouvrir les frais relatifs aux moyens mis à disposition pour le FSL tels que définit lors de la convention d'habilitation. Ces moyens sont négociés avec le FSL chaque année. L'habilitation tient compte des volumes d'accompagnement constatés pour l'association concernée l'année précédente, du besoin des territoires et des moyens du FSL..

La base de financement évolue chaque année selon l'indice INSEE des prix à la consommation, hors tabac, établit en juin de l'année précédente.
Pour les années suivantes, la dotation est définie par le biais de l'habilitation négociée avec l'opérateur.
Pour les accompagnements globaux (médiation sociale lot 3, logement d'insertion, résidence sociale et AGL).

- Le financement de ces mesures s'effectue à l'acte selon un tarif mensuel défini dans la présente annexe, revalorisé selon l'indice INSEE des prix à la consommation, hors tabac, établit en juin de l'année précédente, et dans la limite des objectifs annuels fixés également dans la présente l'annexe.

Attribution du SERVICE INSERTION/EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Le service insertion de l'Eurométropole de Strasbourg est en charge du pilotage global du dispositif. Il assure les arbitrages en cas de difficultés.

Le service insertion de l'Eurométropole de Starsbourg prescrit en direct les mesures suivantes :les accompagnements dits globaux et l'accompagnement à la précarité énergétique.

- Nombre limite de mesures à prendre en charge pour l'association ;
- Nombre de mesures en cours sur le mois m-1 (enquête, diagnostic, accompagnement) ;
- Nombre de mesures prescrites sur le mois m (enquête, diagnostic, accompagnement) ;
- Nombre de mesures ayant pris fin sur le mois m (enquête, diagnostic, accompagnement) ;
- Solde des mesures encore disponibles.

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

DEMANDE D'INTERVENTION
Accompagnement Social Lié au Logement

VOUS ETES TRAVAILLEUR SOCIAL :

☐ Vous sollicitez un bilan diagnostic qui sera délégué à un organisme agrée.
L'organisme évaluera avec le bénéficiaire et le bailleur la nécessité et l'adhésion à une mesure d'accompagnement social lié au logement.

☐ Votre sollicitez directement une délégation de 6 mois d'accompagnement social lié au logement à un organisme habilité.
Pour cela il convient de remplir et d'adresser en complément de ce formulaire, l'annexe jointe. Cette annexe permettra au FSL de vérifier l'établissement du bilan diagnostic. Selon les modalités mises en œuvre dans votre service, il vous appartiendra de le transmettre à l'organisme délégué sur demande.

VOUS N'ETES PAS TRAVAILLEUR SOCIAL :

☐ Vous pouvez solliciter un bilan diagnostic qui sera délégué à un organisme agrée.
L'organisme évaluera avec le bénéficiaire et le bailleur la nécessité et l'adhésion à une mesure d'accompagnement social lié au logement.

VOTRE ORGANISME A UN SERVICE FSL

La mesure d'accompagnement doit lui être déléguée ☐ oui ☐ non

1 - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom: **Prénom:**

Adresse :

☎ :

N° d'allocataire CAF :
(**obligatoire)**

Mail :

2 - IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE OU DE L'ORGANISME BAILLEUR ou du FOURNISSEUR D'ENERGIE

Nom - Adresse - Téléphone et Télécopie

III - PERSONNES VIVANT AU FOYER y compris le demandeur

NOM	PRENOM	Date de naissance	Situation familiale	Activité

3 - IDENTIFICATION DE L'INSTRUCTEUR

- ☐ Unité territoriale - Ville de Strasbourg
- ☐ UTAMS de…….
- ☐ Service Social spécialisé (MSA, CHRS, CHS, etc...)
- ☐ Bailleur social
- ☐ C.C.A.S.
- ☐ Association
- ☐ Autre (à préciser) .....

Date : ...../...../.....

Nom de l'instructeur :	
Coordonnées complètes de l'organisme	
☎ :	Fax :
Courriel :	

4 - DESCRIPTION DU LOGEMENT

- Date d'entrée dans les lieux : ……/……./…….
- Date de signature de bail : ……/……./…….

- ☐ Accédant à la propriété
- ☐ Propriétaire non accédant
- ☐ Locataire parc privé meublé ☐ logement nu ☐
- ☐ Locataire parc social
- ☐ Hébergé dans la famille depuis le…….
- ☐ Hébergé chez des tiers depuis le ……
- ☐ Sans résidence stable depuis le ……
- ☐ Caravane et logement mobile – Habitation de fortune depuis le…….
- ☐ Sous-locataire d'un logement d'insertion depuis le……
- ☐ Logement gratuit (logement de fonction, mis à disposition) depuis le……
- ☐ Autre(à préciser) : ……
- ☐ Accédant à la propriété
- ☐ Propriétaire non accédant

- Chauffage : ☐ INDIVIDUEL ☐ COLLECTIF
- Mode :
  ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel ☐ Pas de chauffage
  ☐ Autre (à préciser)
- Nombre de pièces hors cuisine :
- Surface habitable.....m²
- Montant du loyer actuel et/ou participation au loyer et charges : .....

5 - PROBLEMES TECHNIQUES LIES AU LOGEMENT

☐ Logement trop petit
☐ Logement trop grand
☐ Logement indécent / très dégradé
☐ Logement insalubre

6 - FAMILIAUX ET SOCIAUX

☐ Problèmes de comportement
☐ Surpeuplement
☐ Regroupement familial
☐ Jugement d'expulsion
☐ Jugement
☐ Commandement CFP
☐ Problèmes de voisinage
☐ Séparation de couple

7 - BUDGET DU FOYER

	Montant en euros		Montant en euros
Revenus d'activité		***A.A.H.***	
Salaire net imposable		Allocation adulte handicapé	
Ressources jeunes - 21 ans		Allocation compensatrice (ACTP)	
ASSEDIC/POLE EMPLOI		***Prestations sécurité sociale***	
Allocation de Solidarité Spéc.		Indemnités journalières	
Allocation retour à l'Emploi		Pension invalidité	
Autres prestations		***Retraite, pensions et rentes***	
R.S.A.		Retraite principale	
R.S.A. socle		Retraite complémentaire	
R.S.A. activité		Alloc. solidarité pers. âgées	
Prestations familiales		Allocation veuvage	
Alloc. familiales / majoration		Rente accident du travail	
Alloc. jeune enfant / adoption		Pension de réversion	
Allocation de prés. parentale		***Pension alimentaire***	
Allocation soutien familial		Pension alimentaire perçue	
Aide au logement		***Autres ressources***	
Allocation logement		Bourses scolaires	
A.P.L.			
TOTAL RESSOURCES :			

CHARGES	Montant mensuel		Montant mensuel
Charges liées au logement		***Autres charges fixes***	
Loyer (net hors charges)		Téléphone	
Charges locatives		Garage	
Accession propriété		Assurance resp.civile/mois	
Assurance habitation		Assurance voiture	
Electricité / Gaz		Assurance vie/mois	
Ordures ménagères		Frais de garde enfants	
Eau		Cantine	
Impôts		Frais de restauration scolaire	
Impôt sur le revenu		Pension alimentaire versée	
Taxe habit./Redev. télév.		**Remboursement dettes en cours**	
Taxe foncière		Prêt FSL	
Charges courantes		Prêt CAF	
Mutuelle		Prêt voiture	
Frais de transport		Prêt à la consommation	
		Autres charges	
TOTAL CHARGES			

DETTES non remboursées	Montant
TOTAL DETTES	

8 - EXPOSE DE LA SITUATION

Possibilité de joindre un exposé incluant des éléments sur la situation familiale/financière/professionnelle et locative ainsi que sur les problématiques spécifiques rencontrées par le ménage sur un document en pièce jointe.

9 - AUTRES INTERVENANTS OU MESURES EN COURS			
Types de mesures	**Organisme ou service**	**Coordonnées (tél/mail)**	**Nom de l'intervenant**
□ **Acc polyvalence** □ **Acc RMI** □ **AEB** □ **ASLL** □ **Acc PMI** □ **AED** □ **Autres (préciser)**			
OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES MESURES EN COURS			

A **, le**

Signature du ou des demandeurs

Signature de l'instructeur et cachet l'organisme

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

ANNEXE A LA DEMANDE D'INTERVENTION d'Accompagnement Social Lié au Logement

BILAN D'ACCOMPAGNEMENT LIE AU LOGEMENT

Date du bilan :

Bilan effectué par : **Fonction :**

Organisme:

INFORMATION SUR LE DEMANDEUR

NOM **PRENOM**

Adresse

☎

N° d'allocataire CAF

Tous les chapitres qui suivent doivent faire l'objet d'un développement pour apporter des précisions sur l'origine de la situation et sur les pistes de travail à développer par l'ASLL.

ACCES AU LOGEMENT

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Evaluation de la proposition du bailleur				
Accompagnement et rencontre avec les éventuels futurs propriétaires				
Accompagnement lors de la signature du bail				
Etats des lieux				
Constitution du dossier FSL accès au logement et/ou LOCAPASS/GRL				
Aide à la constitution du dossier d'aide au logement (CAF)				
Explication du contrat de location : les droits et devoirs du locataire				
Conseils dans les démarches administratives liées à l'accès (assurance habitation, ouverture des compteurs….)				
Conseils pour l'achat de l'équipement de première nécessité				
Connaissance de l'environnement, des services de proximité				
Rappel des règles de vie en collectivité, liens avec le bailleur, le voisinage…				
Informations sur l'entretien du logement				

PRECISIONS :

IMPAYES DE LOYER

Montant du loyer : **Montant des charges locatives (payées au bailleur) :**
Montant de l' APL/ALS:
Montant du loyer résiduel

Montant global de l'impayé de loyer :
Nombre de mois concernés : Précisez lesquels :

Date du 1er impayé :
Mois du dernier versement : Montant :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Reprise du paiement du loyer courant				
Plan d'apurement si oui montant :				
Protocole BORLOO				
Saisine de la CCAPEX				
Saisine du COPIL maintien dans les lieux ou instance de concertation territoriale				
Demande de prise en charge de la dette par le FSL				

PRECISIONS :

CHARGES LOCATIVES

Montant des charges mensuelles:

Chauffage : ☐ collectif ☐ individuel ☐ pas de chauffage
Fournisseur d'énergie:
Mode : ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel
Ventilation : ❑ oui ❑ non

Taux d'effort locatif : % loyer +charges sur ressources totales =

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Analyse de la consommation				
Compréhension de ses factures				
Conseils en économies d'énergies				
Recherche d'un autre fournisseur d'énergies				
Demande de prise en charge financière au FSL				
Demande de prise en charge financière à autre organisme que le FSL. Si oui lequel :				
Aide à la mensualisation				

PRECISIONS :

L'ORGANISATION BUDGETAIRE :

Reste à vivre : charges déduites des ressources :

	Fait	***Non fait***	***A faire***	***Sans objet***
Etablissement d'une grille budgétaire				
Mensualisation des charges				
Aide aux démarches administratives et au classement des papiers				

PRECISIONS :

ENDETTEMENT

Montant total de l'endettement :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Contact avec les créanciers				
Orientation vers une CESF de secteur				
Orientation vers une association spécialisée				
Demande de prise en charge financière				
Instruction d'un dossier de surendettement/ faillite civile				
Demande de micro crédit				

PRECISIONS :

INDECENCE INSALUBRITE

Descriptif des désordres constatés dans le logement :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Recherche de responsabilité (propriétaire/locataire)				
Prise de contact avec l'assurance				
Prise de contact avec le propriétaire sur ce sujet				
Négociations de prise en charge				
Signalement au DDELIND				
Saisie de la commission de médiation				
Recherche d'un nouveau logement				

PRECISIONS :

Date :

Signature du Travailleur social Signature du bénéficiaire principal (facultative)

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ **Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg**
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

ORGANISMES HABILITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES INDIVIDUELLES D'ASLL PAR LE FSL DU BAS RHIN

Mise à jour au 1er janvier 2017

7 organismes sur l'EMS soit 9.5 ETP (485 UV)
(sous réserve des modifications ultérieures validées en comité d'orientation FSL)

ORGANISME	Secteur géographique et spécificités	Unité valeur mesure	Intervenants	Téléphone Mail
ENTRAIDE LE RELAIS 20 rue de la Montagne Verte 67200 STRASBOURG	Eurométropole	50	**Total : 0.75 ETP**	03.88.10.59.14 Fax 03.88.28.77.41 fsl@entraide-relais.fr
ANTENNE MEINAU **3 Rue du général Offenstein** **67100** **Strasbourg**	Eurométropole	100	**Total : 2 ETP**	0388793849 Ass-antenne-ssl@wanadoo.fr
GALA 303a avenue de Colmar 67100 STRASBOURG	Eurométropole	100	**Total : 2 ETP**	03.88.24.70.00 Fax 03.88.24.70.07 GALA67@wanadoo.fr
AVA Habitat et Nomadisme 35 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM	Eurométropole Public spécifique	25	**Total : 0,50 ETP**	03.88.19.69.45 Fax 03.88.33.03.58 avahabitatetnomadisme@wanadoo.fr
LA CITE RELAIS **5, rue E. Delacroix** **67200** **STRASBOURG**	Eurométropole	75	**Total : 1,5 ETP**	03.88.29.25.97 Fax 03.88.28.54.45 la.cite.relais-fsl@wanadoo.fr

HOME PROTESTANT **7, rue de l'Ail** **67000** **STRASBOURG**	Eurométropole	60	**Total : 1,25 ETP**	03.88.32.29.45 Fax 03.88.22.53.34 homeprotestant@yahoo.fr
HORIZON AMITIE **34 rue Thomann** **67000** **STRASBOURG**	Eurométropole	75	**Total : 1.5 ETP**	03.88.76.41.77 03.88.76.41.78 Fax 03.88.22.20.87 horizonamitie.fsl@wanadoo.fr

LE MAINTIEN DANS LES LIEUX

A) Les critères d'intervention

B) Les formulaires de demandes

1) la demande d'intervention au titre du maintien dans le logement
2) le relevé d'impayés de loyer et/ou de charges
3) la demande d'estimation de rappel d'une aide au logement

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

CRITERES D'APPRECIATION DES AIDES DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT DU BAS-RHIN
(en vigueur à compter du 1er Janvier 2017)

MAINTIEN DANS LES LIEUX

Conditions de recevabilité du dossier
Complétude du dossier : demande d'intervention complétée des pièces sollicitées
Bénéficie de l'ensemble des droits sociaux

Critères d'octroi des aides
- plafond de ressources
- cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (taux d'effort)
- le reste à vivre soit la somme disponible par personne et par mois après déduction du loyer résiduel
- la cohérence entre la typologie du logement et la composition familiale
- l'intervention passée du FSL
- reprise du paiement du loyer résiduel durant au moins 3 mois consécutifs

Possibilités d'aide
- montant de la dette locative (loyer + charges)
- montant des frais d'huissier
- prise en charge de l'assurance habitation
- prise en charge de rappels de charges facturés par le bailleur à son locataire
- prise en charge de la taxe d'ordures ménagères

Le montant total doit être compris entre 150 € et 2 000 €

Prise en compte des ressources et charges du ménage
Ressources :
- salaire(s)
- prestations Assédic
- prestations familiales et sociales (sauf allocation d'éducation spéciale, allocation de rentrée scolaire et prime de naissance)
- pensions alimentaires effectivement perçues
- 50 % des ressources des enfants encore au foyer (entre 16 et 25 ans)
- autres

Charges :
- loyer + charges locatives – aide au logement
- pension alimentaire effectivement versée
- charges incompressibles à préciser en cas de situation particulière (Banque de France si plan signé, …)

Plafond de ressources permettant la constitution et le dépôt d'un dossier FSL en fonction du montant total des ressources et du nombre de personnes
1 personne : 850 €
2 personnes : 971 €
3 personnes : 1 165 €
4 personnes : 1 360 €
5 personnes : 1 619 €
6 personnes : 1 878 €
- par personne supplémentaire : 200 €

Notion de « reste à vivre »
Lors de l'examen du dossier, un reste à vivre est calculé soit
Ressources – [Loyer + charges locatives + forfait chauffage – aide au logement versée], montant à diviser par le nombre de personnes vivant au foyer.
Si le résultat est inférieur à 150 €/personne/mois (soit 5€/pers/jour), le dossier risque d'être rejeté pour motif : «le loyer est incompatible avec les ressources »

Taux d'effort La cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (exprimée en pourcentage) doit se situer aux alentours de 40 %.

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

DEMANDE D'INTERVENTION
MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

☐ **PROCEDURE D'URGENCE (à motiver dans l'exposé de situation)**

LA DEMANDE NE POURRA ÊTRE ETUDIEE QU'AU VU D'UN DOSSIER COMPLET INSTRUIT PAR UN INTERVENANT SOCIAL OU UN BAILLEUR SOCIAL.

TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA RETOURNE A L'INSTRUCTEUR

I - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom: Prénom:

Adresse du logement concerné par la demande de F.S.L.:

☎ :

N° d'allocataire CAF : (obligatoire)

Mail :

II - IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE OU DE L'ORGANISME BAILLEUR

Nom - Adresse - Téléphone et Télécopie

III - PERSONNES VIVANT AU FOYER y compris le demandeur

NOM	PRENOM	Date de naissance	Situation familiale	Activité

IV – IDENTIFICATION DE L'INSTRUCTEUR

☐ Unité territoriale - Ville de Strasbourg
☐ UTAMS de…….
☐ Service Social spécialisé (MSA, CHRS, CHS, etc...)
☐ Bailleur social
☐ C.C.A.S.
☐ Association
☐ Autre (à préciser)
.....

Date : ...../...../.....

Nom de l'instructeur :

Coordonnées complètes de l'organisme

☎ : Fax :

Courriel :

V – INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT AIDE

- Type de logement : ☐ collectif ☐ individuel
- Chauffage : ☐ collectif ☐ individuel ☐ pas de chauffage
  Mode :
  ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel ☐ pas de chauffage
  ☐ Autre (à préciser)

Catégorie du logement aidé

☐ Parc locatif propriétaire
☐ Parc locatif privé
☐ Parc locatif social

- Date d'entrée dans le logement : .....
- Date signature bail : ……..
- Surface habitable.....m²
- Nombre de pièces :

- Montant mensuel du loyer et/ou participation au loyer : .....€
- Avance sur charges locatives : ..... €
- Chauffage inclus : ☐ OUI ☐ NON
- AL/APL : ..... €

VI – LA DETTE

A) ORIGINE DE L'IMPAYE

❑ problème de gestion (crédit, surendettement)
❑ ressources minimes
❑ chômage
❑ problème de santé
❑ autre ……..
❑ séparation couple
❑ liquidation judiciaire
❑ manque d'isolation du logement
❑ bâti dégradé/non décent/insalubre
❑ moyen de chauffage défaillant

B) SITUATION PROCEDURE D'EXPULSION

❑ Commandement de payer
❑ Assignation résiliation de bail
❑ Jugement résiliation de bail
❑ Commandement de payer
❑ Demande concours force publique
❑ Refus concours force publique
❑ Situation inconnue

C) INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- ❑ Expulsion (en procédure d')
- ❑ Surendettement ou échec accession
- ❑ Insalubrité/péril

D) DETTE D'ENERGIE, EAU ET SERVICES TELEPHONIQUES

- Montant mensualisation demandé : ..... €
- Référence mensualisation
- Fournisseur
- Tarif social Eau mis en place ☐ oui ☐ non
- Montant total abandon de créance
- Tarif social électricité mis en place ☐ oui ☐ non
- Tarif social gaz mis en place ☐ oui ☐ non

VII - BUDGET

	Montant en euros		Montant en euros
Revenus d'activité		***A.A.H.***	
Salaire net imposable		Allocation adulte handicapé	
Ressources jeunes - 21 ans		Allocation compensatrice (ACTP)	
ASSEDIC/POLE EMPLOI		***Prestations sécurité sociale***	
Allocation de Solidarité Spéc.		Indemnités journalières	
Allocation retour à l'Emploi		Pension invalidité	
Autres prestations		***Retraite, pensions et rentes***	
R.S.A.		Retraite principale	
R.S.A. socle		Retraite complémentaire	
R.S.A. activité		Alloc. solidarité pers. âgées	
Prestations familiales		Allocation veuvage	
Alloc. familiales / majoration		Rente accident du travail	
Alloc. jeune enfant / adoption		Pension de réversion	
Allocation de prés. parentale		***Pension alimentaire***	
Allocation soutien familial		Pension alimentaire perçue	
Aide au logement		***Autres ressources***	
Allocation logement		Bourses scolaires	
A.P.L.			
TOTAL RESSOURCES :			

CHARGES	Montant mensuel		Montant mensuel
Charges liées au logement		***Autres charges fixes***	
Loyer (net hors charges)		Téléphone	
Charges locatives		Garage	
Accession propriété		Assurance resp. civile/mois	
Assurance habitation		Assurance voiture	
Electricité / Gaz		Assurance vie/mois	
Ordures ménagères		Frais de garde enfants	
Eau		Cantine	
Impôts		Frais de restauration scolaire	
Impôt sur le revenu		Pension alimentaire versée	
Taxe habit./Redev. télév.		**Remboursement dettes en cours**	
Taxe foncière		Prêt FSL	
Charges courantes		Prêt CAF	
Mutuelle		Prêt voiture	
Frais de transport		Prêt à la consommation	
		Autres charges	
TOTAL CHARGES			

VIII - EXPOSE CIRCONSTANCIE DE LA SITUATION

(joindre l'exposé sur pièce jointe)
*(*Motif de la dette -Situation familiale -Evolution de la situation professionnelle et sociale -Situation financière…….)

IX - *DEMANDE D'INTERVENTION SOUHAITEE*

1) AIDE FINANCIERE SOLLICITEE (en conformité avec le relevé d'impayés de loyer)
***** cocher la case en cas de demande et indiquer les propositions des montants : objet(s) de la demande

OBJET	Montant
impayés de loyer et charges	
frais d'huissier	
ordures ménagères	
assurance locative	

2) ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT

Un accompagnement social lié au logement est-il nécessaire ? ☐ oui ☐ non

Si oui,

VOUS ETES TRAVAILLEUR SOCIAL : 2 possibilités

☐ Vous sollicitez un bilan diagnostic qui sera délégué à un organisme agrée.
L'organisme évaluera avec le bénéficiaire et le bailleur la nécessité et l'adhésion à une mesure d'accompagnement social lié au logement.

☐ Votre sollicitez directement une délégation de 6 mois d'accompagnement social lié au logement à un organisme habilité.
Pour cela il convient de remplir et d'adresser en complément de ce formulaire, l'annexe jointe. Cette annexe permettra au FSL de vérifier l'établissement du bilan diagnostic. Selon les modalités mises en œuvre dans votre service, il vous appartiendra de le transmettre à l'organisme délégué sur demande.

VOUS N'ETES PAS TRAVAILLEUR SOCIAL

☐ Vous pouvez solliciter un bilan diagnostic qui sera délégué à un organisme agrée.
L'organisme évaluera avec le bénéficiaire et le bailleur la nécessité et l'adhésion à une mesure d'accompagnement social lié au logement.

VOTRE ORGANISME A UN SERVICE FSL

La mesure d'accompagnement doit lui être déléguée ☐ oui ☐ non

AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES EN COURS			
Types de mesures	**Organisme ou service**	**Coordonnées**	**Nom de l'intervenant**
□ **Accompagnement polyvalence** □ **Accompagnement RSA** □ **AEB** □ **MASP - MAJ** □ **Autres (préciser)**			
OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES MESURES EN COURS			

A , le

Signature du ou des demandeurs (facultative)

Signature de l'instructeur et cachet de l'organisme (obligatoire)

L'Eurométropole de Strasbourg , après avis du comité d'orientation, apprécie l'opportunité de l'octroi d'une aide financière conformément au décret n° 99-897 du 22 octobre 1999 et à l'article 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004. Cette décision repose sur les éléments relatifs au « niveau de patrimoine ou de ressources des personnes et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent ».

L'Eurométropole de Strasbourg peut être amenée à effectuer toutes les vérifications qu'elle jugera utiles.
Le fait de présenter un document falsifié aux fins d'obtenir une aide du fonds de solidarité pour le logement est puni par les peines prévues à **l'article 441-7 du Code Pénal**. Cet article dispose en effet :

"... est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

1. *d'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;*
2. *de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;*
3. *de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.*

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui".

Les décisions sont notifiées aux intéressés, au bailleur, à l'instructeur et aux services sociaux concernés.
Des conventions stipulant les décisions financières sont signées par le bailleur, le locataire et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.
Les paiements sont effectués par la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin.
En cas d'attribution d'un prêt, les remboursements peuvent être effectués, au choix, selon les modalités suivantes :

Retenue sur prestations CAF ;
* Prélèvement automatique ;
* Versement direct à la CAF auprès de la Trésorerie Générale du Bas-Rhin
25, avenue des Vosges BP 1048/F 67070 STRASBOURG CEDEX
Compte C.A.F./F.S.L. n°

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Toute demande d'intervention doit être complétée <u>impérativement</u> par :
<u>Tout dossier incomplet sera retourné dans son intégralité à l'instructeur</u>

- **Un formulaire de demande d'intervention daté et signé par l'instructeur, avec un exposé complet de la situation sociale et financière du demandeur**
  L'instructeur remplira précisément le tableau relatif à la proposition financière, indiquera si un accompagnement social lié au logement est nécessaire.
  De plus, il devra motiver toute demande à examiner en procédure d'urgence.

Le cas échéant :

- **Un relevé des impayés de loyer complété et signé par le** bailleur (toutes les informations nécessaires doivent y figurer : loyer, charges, adresse, montant de l'impayé, conditions d'habitabilité), coordonnées du bailleur (nom, prénom, adresse et n° de téléphone)

- **La copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'année de référence** CAF en vue d'une estimation de la prestation aide au logement
  A défaut, une déclaration sur l'honneur mentionnant la nature et le montant des ressources perçues l'année de référence (selon le document-type du F.S.L.);

- **Copie de tous les justificatifs de ressources** :
  <u>Salarié =</u>
  - en CDI = copie du dernier bulletin de salaire + du contrat de travail
  - en CDD = copie des contrats de travail + bulletins de salaire des 6 derniers mois
  - en intérim = bulletins de salaire des 6 derniers mois

  <u>POLE EMPLOI=</u>
  - notification d'ouverture des droits POLE EMPLOI en cours de validité indiquant la date de début d'indemnisation, le montant journalier et la durée de versement
  - à défaut une attestation « avis de situation » délivrée par la borne interactive de pôle emploi

  <u>Minimas sociaux et prestations CAF =</u>
  - RSA = notification CAF moins de 3 mois
  - AAH = notification CAF moins de 3 mois
  - prestations CAF = notification CAF moins de 3 mois

  <u>Retraites =</u>
  - justificatifs récents des caisses de retraites et des caisses complémentaires

  <u>Pension d'invalidité =</u>
  - justificatifs récents de la CPAM (moins de trois mois)

  <u>Indemnités journalières =</u>
  - notification récente de la CPAM indiquant le journalier de l'indemnité (moins de trois mois)

  <u>Pension alimentaire =</u>
  - justificatifs récent de versement ou de perception d'une pension alimentaire (ordonnance de non conciliation, jugement de divorce, attestation sur l'honneur…)

  <u>Autres ressources (rente accident du travail, travailleurs indépendants…) =</u>
  - tout justificatif attestant des ressources déclarées dans la demande.

- **La carte de séjour pour les personnes étrangères**

- **La domiciliation bancaire (RIB) du propriétaire** (sauf bailleur social)

- **Les axes d'intervention en cas de demande d'accompagnement social lié au logement**

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

ANNEXE A LA DEMANDE DE MAINTIEN

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

BILAN D'ACCOMPAGNEMENT LIE AU LOGEMENT

Date du bilan :

Bilan effectué par : **Fonction :**

Organisme:

Nom de l'instructeur :

.....

Coordonnées complètes de l'organisme

.....

....

Numéro de téléphone : ..... Numéro de fax :
Courriel : .....

INFORMATION SUR LE DEMANDEUR

NOM **PRENOM**

Adresse

☎

Mail :

N° d'allocataire CAF

Tous les chapitres qui suivent doivent faire l'objet d'un développement pour apporter des précisions sur l'origine de la situation et sur les pistes de travail à développer par l'ASLL.

ACCES AU LOGEMENT

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Evaluation de la proposition du bailleur				
Accompagnement et rencontre avec les éventuels futurs propriétaires				
Accompagnement lors de la signature du bail				
Etats des lieux				
Constitution du dossier FSL accès au logement et/ou LOCAPASS/GRL				
Aide à la constitution du dossier d'aide au logement (CAF)				
Explication du contrat de location : les droits et devoirs du locataire				
Conseils dans les démarches administratives liées à l'accès (assurance habitation, ouverture des compteurs….)				
Conseils pour l'achat de l'équipement de première nécessité				
Connaissance de l'environnement, des services de proximité				
Rappel des règles de vie en collectivité, liens avec le bailleur, le voisinage…				
Informations sur l'entretien du logement				

PRECISIONS :

IMPAYES DE LOYER

Montant du loyer : **Montant des charges locatives (payées au bailleur) :**
Montant de l'APL/ALS:
Montant du loyer résiduel

Montant global de l'impayé de loyer :
Nombre de mois concernés : Précisez lesquels :

Date du 1er impayé :
Mois du dernier versement : Montant :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Reprise du paiement du loyer courant				
Plan d'apurement si oui montant :				
Protocole BORLOO				
Saisine de la CCAPEX				
Saisine du COPIL maintien dans les lieux ou instance de concertation territoriale				
Demande de prise en charge de la dette par le FSL				

PRECISIONS :

CHARGES LOCATIVES

Montant des charges mensuelles:

Chauffage : ☐ collectif ☐ individuel ☐ pas de chauffage
Fournisseur d'énergie:
Mode : ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel
Ventilation : ❑ oui ❑ non

Taux d'effort locatif : % loyer +charges sur ressources totales =

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Analyse de la consommation				
Compréhension de ses factures				
Conseils en économies d'énergies				
Recherche d'un autre fournisseur d'énergies				
Demande de prise en charge financière au FSL				
Demande de prise en charge financière à autre organisme que le FSL. Si oui lequel :				
Aide à la mensualisation				

PRECISIONS :

L'ORGANISATION BUDGETAIRE :

Reste à vivre : charges déduites des ressources :

	Fait	***Non fait***	***A faire***	***Sans objet***
Etablissement d'une grille budgétaire				
Mensualisation des charges				
Aide aux démarches administratives et au classement des papiers				

PRECISIONS :

ENDETTEMENT

Montant total de l'endettement :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Contact avec les créanciers				
Orientation vers une CESF de secteur				
Orientation vers une association spécialisée				
Demande de prise en charge financière				
Instruction d'un dossier de surendettement/ faillite civile				
Demande de micro crédit				

PRECISIONS :

INDECENCE INSALUBRITE

Descriptif des désordres constatés dans le logement :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Recherche de responsabilité (propriétaire/locataire)				
Prise de contact avec l'assurance				
Prise de contact avec le propriétaire sur ce sujet				
Négociations de prise en charge				
Signalement au DDELIND				
Saisie de la commission de médiation				
Recherche d'un nouveau logement				

PRECISIONS :

Date

Signature du Travailleur social

Signature du bénéficiaire principal (facultative)

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

RELEVE DES IMPAYES DE LOYERS ET/OU DE CHARGES dans le cadre de la procédure de maintien dans les lieux

à remplir par le BAILLEUR uniquement

sans rature ni surcharge et à renvoyer à l'instructeur du dossier FSL

LOCATAIRE	PROPRIETAIRE
NOM	**NOM**
Prénom	**Prénom**
Adresse	**Adresse** **N° de téléphone :** **N° de fax :**

Logement :

Date d'entrée dans le logement : ___/___/___

Nombre de pièces : _____

Mode de chauffage : individuel ☐ collectif ☐

Gaz ☐ Electricité ☐ Fioul ☐ Bois ☐ Autres ☐

Surface habitable : …….. m²

Montant du loyer hors charges : _____ Montant des charges : _____

Montant de l'aide au logement :_____€ AL ☐ APL ☐

Perçue par le propriétaire : oui ☐ non ☐

Montant du loyer résiduel : _____

L'aide au logement est-elle suspendue : oui ☐ non ☐

Si oui, depuis quand : ___/___/___

Dette :

Montant des impayés de loyers et/ou de charges : _____

Date du 1er impayé : ___/___/___

Un plan d'apurement a-t-il été mis en place ? oui ☐ non ☐

Si oui, modalités : _____€ par mois pendant _____mois

Est-il respecté ? oui ☐ non ☐

Saisine de la CAF signalant les impayés de loyer : oui ☐ date : ___/_____

non ☐ motif :_____

Le loyer résiduel est-il payé : oui ☐ non ☐

Si oui, depuis quand ? _____

Décompte des mois de loyer et/ou charges impayés

MOIS/ANNEE	Montant dû	Montant versé par		Solde
		CAF	Locataire	
		TOTAL		

Le propriétaire déclare avoir pris connaissance des conditions minimales d'habitabilité décrites dans le décret du 6 mars 1987 et atteste que :

❑ Le logement répond aux conditions suivantes :

Composition :
1 pièce d'habitation avec 1 ouvrant sur l'extérieur permettant l'aération et l'éclairage d'au moins 9 m², lorsque la cuisine est séparée ou 12 m² si le coin cuisine est attenant. La hauteur ne doit pas être inférieure à 2 m.

2 pièces de services doivent être attenantes :

A)- 1 cuisine ou coin cuisine avec :

① 1 évier avec siphon pour les eaux usées, eau chaude et eau froide

② 1 branchement gaz ou électrique pour la cuisson

③ 1 conduit d'évacuation de fumée en bon état

B)- 1 salle d'eau et cabinet d'aisance. C'est 1 pièce intérieure au logement et séparée avec 1 baignoire ou 1 douche avec siphon pour les eaux usées eau chaude et eau froide.

ou

- 1 Cabinet d'aisance : il est à l'intérieur du logement séparé de la cuisine et muni d'une chasse d'eau. Les sols et les parois sont protégés contre les infiltrations d'eau.

Les dimensions minimales de surfaces sont les suivantes :

* pour 2 personnes : 16 m²
* par personne supplémentaire : 9 m²
* pour 8 personnes et plus : 70 m²

Electricité et eau :
Le logement est alimenté de manière suffisante et conforme à la réglementation.
Les sols, les murs et les plafonds ne présentent pas d'infiltration. Les ouvertures (fenêtres) sont étanches et en bon état de fonctionnement.

Globalement l'immeuble ne présente pas de défaut d'entretien grave (murs charpentes - escaliers - planchers - balcons).

❑ Le logement ne remplit pas ces conditions pour la(les) raison(s) suivante(s) :

-…….

-…….

Le logement est-il situé en sous-sol ? oui ❑ non ❑

Fait à _____,

le_____

Signature et cachet

***Par sa signature, le propriétaire bailleur ou son mandataire atteste de l'exactitude des informations et renseignements fournis. Toute fausse déclaration entraînera l'annulation des aides accordées et le remboursement des sommes ainsi versées par le Fonds de Solidarité pour le Logement au nom du Département du Bas-Rhin*.**

En cas de litige le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Strasbourg
31 av Paix 67000 STRASBOURG

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

DEMANDE D'ESTIMATION DE RAPPEL D'UNE AIDE AU LOGEMENT

(à joindre au dossier de demande d'intervention financière de maintien dans les lieux si nécessaire)

Les informations demandées ci-après seront à retourner par la CAF à l'adresse indiquée ci-dessous :

ORGANISME : **NOM Prénom :** **Adresse :** **N° de téléphone :**

LOCATAIRE	**PROPRIETAIRE**
NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse **N° d'allocataire** :	Adresse

Logement :

Date d'entrée dans le logement : ___/___/___

Allocation concernée :		**Période**	
ALF (Allocation de logement à caractère familial)	☐	du	au
ALS (Allocation de logement à caractère social)	☐	du	au
APL (Aide personnalisée au logement)	☐	du	au

ESTIMATION DU MONTANT DU RAPPEL

PERIODE		Montant mensuel	Montant total
DU	AU		
		Estimation globale	

Les sommes indiquées ci-dessus constituent une simple estimation et ne sauraient de ce fait engager la responsabilité de la caisse d'allocations familiales, quel que soit l'usage qui pourrait en être fait. Par ailleurs, la caisse d'allocations familiales ne peut procéder au calcul qu'en possession d'un dossier complet.

CADRE RESERVE A L'ALLOCATAIRE	CADRE RESERVE A LA CAF
L'allocataire soussigné autorise les services de la CAF de Strasbourg à communiquer les informations demandées ci-dessus au FSL Fait à , le Signature	Etabli le Par Vérifié le Par Cachet de l'organisme vérificateur

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

L'ACCES AU LOGEMENT

A) Les critères d’intervention

B) Les formulaires de demandes

1) la demande d’intervention au titre de l’accès au logement
2) la proposition de location dans un logement autonome
3) la proposition de location dans un logement d’insertion – bail glissant
4) le formulaire d’attestation de paiement de l’assurance habitation
6) la demande de mise en jeu du cautionnement

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

CRITERES D'APPRECIATION DES AIDES DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

(en vigueur à compter du 1er janvier 2017)

ACCES

Conditions de recevabilité du dossier
Complétude du dossier : demande d'intervention complétée des pièces sollicitées
Bénéficie de l'ensemble des droits sociaux

Critères d'octroi des aides
- plafond de ressources
- cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (taux d'effort)
- le reste à vivre soit la somme disponible par personne et par mois après déduction du loyer résiduel
- la cohérence entre la typologie du logement et la composition familiale
- l'intervention passée du FSL
- dépôt du dossier dans la limite de 2 mois après la date d'effet du bail

Possibilités d'aide
- dépôt de garantie (maximum 1 mois de loyer hors charges)
- participation 1er loyer (parc privé conventionné)
- frais d'agence (quote - part du locataire)
- assurance locative plafonnée selon la taille du logement
- cautionnement
- frais de déménagement, de livraison
- frais d'ouverture des compteurs d'énergies et d'eau
- apurement de la dette locative antérieure si elle conditionne l'accès au nouveau logement

Prise en compte des ressources et charges du ménage
Ressources :
- salaire(s)
- prestations Assédic
- prestations familiales et sociales (sauf allocation d'éducation spéciale, allocation de rentrée scolaire et prime de naissance)
- pensions alimentaires effectivement perçues
- 50 % des ressources des enfants encore au foyer (entre 16 et 25 ans)
- autres

Plafond de ressources permettant la constitution et le dépôt d'un dossier FSL en fonction du montant total des ressources et du nombre de personnes
1 personne : 850 €
2 personnes : 971 €
3 personnes : 1 165 €
4 personnes : 1 360 €
5 personnes : 1 619 €
6 personnes : 1 878 €
- par personne supplémentaire : 200 €

Notion de « reste à vivre »

Lors de l'examen du dossier, un reste à vivre est calculé soit
Ressources – [Loyer + charges locatives + forfait chauffage – aide au logement versée], montant à diviser par le nombre de personnes vivant au foyer.
Si le résultat est inférieur à 150 €/personne/mois (soit 5€/pers/jour), le dossier risque d'être rejeté pour motif : «le loyer est incompatible avec les ressources »

Taux d'effort
La cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (exprimée en pourcentage) doit se situer aux alentours de 33 %.

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

DEMANDE D'INTERVENTION
Accès au logement

- ☐ **PROCEDURE D'URGENCE (à motiver dans le rapport de situation)**
- ☐ **PASS ACCOMPAGNEMENT**

LA DEMANDE NE POURRA ÊTRE ETUDIEE QU'AU VU D'UN DOSSIER COMPLET ET INSTRUIT PAR UN INTERVENANT SOCIAL OU UN BAILLEUR SOCIAL.
TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA RETOURNE A L'INSTRUCTEUR

Toute demande doit être présentée avant la signature du bail et exceptionnellement dans un délai de deux mois suivant la date d'effet du bail.

I - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom: Prénom:

Adresse initiale du locataire (même si ce n'est pas l'adresse actuelle) :

Hébergé chez :

☎ : N° d'allocataire CAF : (obligatoire)

Mail :

Adresse du logement concerné par la demande de F.S.L.

II - IDENTIFICATION DU FUTUR PROPRIETAIRE :

Nom - Adresse - Téléphone et Télécopie

III - PERSONNES VIVANT AU FOYER y compris le demandeur

NOM	PRENOM	Date de naissance	Situation familiale	Activité

IV – IDENTIFICATION DE L'INSTRUCTEUR

☐ Unité territoriale - Ville de Strasbourg
☐ UTAMS de…….
☐ Service Social spécialisé (MSA, CHRS, CHS, etc...)
☐ Bailleur social
☐ C.C.A.S.
☐ Association
☐ Autre (à préciser)
.....

Date : ...../...../.....

Nom de l'instructeur :

Coordonnées complètes de l'organisme

☎ : Fax :

Courriel :

V – INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT QUITTE

1) <u>Typologie du logement :</u>

- Date d'aménagement :
- Type de logement : ☐ collectif ☐ individuel
- Chauffage : ☐ collectif ☐ individuel ☐ pas de chauffage
  Mode :
  ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel ☐ pas de chauffage
  ☐ Autre (à préciser)
- Nombre de pièces hors cuisine :
  Préciser : meublé ☐ logement nu ☐

- Montant mensuel du loyer et/ou participation au loyer : …… €
- Avance sur charges locatives : ..... €
- Chauffage inclus : ☐ oui ☐ non
- AL/APL : ..... €

2) <u>Catégorie du logement quitté</u>

☐ Accédant à la propriété
☐ Propriétaire non accédant
☐ Locataire parc privé
☐ Locataire parc H.L.M. : Nom du bailleur ……
☐ Hébergement familial depuis le
……
☐ Hébergement chez des tiers depuis le
……
☐ Sans Domicile Fixe depuis le
……
☐ Structure d'hébergement depuis le
☐ Caravane et logement mobile – Habitation de fortune depuis le…….
☐ Logement d'insertion /résidence sociale/maison relais depuis le……
☐ Logement gratuit (logement de fonction, mis à disposition) depuis le……
☐ Autre (à préciser) : ……

3) <u>Statut du logement quitté</u>

☐ Hébergé dans leur famille
☐ Hébergé chez des tiers
☐ Locataire
☐ Cohabitation "forçée"
☐ Occupant sans titre ou à titre gratuit
☐ Résident de logement foyers

☐ Co-locataire
☐ Propriétaire occupant non accédant
☐ Propriétaire occupant accédant
☐ Sans domicile fixe
☐ Sous-locataire
☐ Hébergé en structure d'hébergement
☐ Hôtel
☐ Logement ou abri de fortune
☐ Autres
☐ Statut inconnu

4) Raisons du déménagement

- ☐ Logement trop petit
- ☐ Logement trop grand
- ☐ Logement insalubre/indécent/très dégradé
- ☐ Dette locative (si oui, préciser le montant) : ….....……€
- ☐ Rupture familiale
- ☐ Loyer et/ou charges trop onéreux
- ☐ Risque de vente/fin de bail
- ☐ Mutation professionnelle
- ☐ Procédure d'expulsion en cours
- ☐ Hébergé

Cette situation fait-elle l'objet d'un dossier de relogement prioritaire ou particulier

1) accord collectif départemental :
   - droit de réservation du préfet
   - réservation départementale de logements sociaux (R.D.L.S.)
   - contingent CUS
   - prioritaire commission de médiation DALO
2) MOUS départementale
3) MOUS locale
3) DDELIND

VI – SPECIFICITES LOGEMENT AIDE

Typologie du logement

- ☐ Logement collectif
- ☐ maison individuelle
- Chauffage : ☐ individuel ☐ collectif

  Mode :

  ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel

  ☐ Pas de chauffage ☐ Autre (à préciser)

Catégorie du logement aidé

- ☐ Parc locatif social
- ☐ Parc locatif privé
- ☐ Foyer
- ☐ Meublé
- ☐ Autres (à préciser)

- nombre de pièces (hors cuisine) : ….....……..

Statut d'occupation

- ☐ Locataire
- ☐ Co-locataire
- ☐ Résident logement-foyer
- ☐ Propriétaire occupant non accédant
- ☐ Propriétaire occupant accédant
- ☐ Autre statut non éligible

- Date d'entrée dans le logement : .....
- Date de signature du bail : ……

S'agit-il d'un bail glissant ? oui o non o
Un dossier LOCAPASS a-t-il été constitué ? oui o non o
Le propriétaire a-t-il souscrit une garantie des risques locatifs ? oui o non o

- surface habitable.…..…..…..…..m²

- Adresse du logement où il faut écrire :

- Montant mensuel du loyer et/ou participation au loyer : ….....……..€
- Avance sur charges locatives : ……..…….. €
- Chauffage inclus ☐ OUI ☐ NON
- AL/APL : ….....…..... €

Informations complémentaires

☐ Procédure d'expulsion en cours
☐ Surendettement ou échec accession
☐ Insalubrité/péril

VII - BUDGET

	Montant en euros		Montant en euros
Revenus d'activité		***A.A.H.***	
Salaire net imposable		Allocation adulte handicapé	
Ressources jeunes - 21 ans		Allocation compensatrice (ACTP)	
ASSEDIC/POLE EMPLOI		***Prestations sécurité sociale***	
Allocation de Solidarité Spéc.		Indemnités journalières	
Allocation retour à l'Emploi		Pension invalidité	
Autres prestations		***Retraite, pensions et rentes***	
R.S.A.		Retraite principale	
R.S.A. socle		Retraite complémentaire	
R.S.A. activité		Alloc. solidarité pers. âgées	
Prestations familiales		Allocation veuvage	
Alloc. familiales / majoration		Rente accident du travail	
Alloc. jeune enfant / adoption		Pension de réversion	
Allocation de prés. parentale		***Pension alimentaire***	
Allocation soutien familial		Pension alimentaire perçue	
Aide au logement		***Autres ressources***	
Allocation logement		Bourses scolaires	
A.P.L.			
TOTAL RESSOURCES :			

CHARGES	Montant mensuel		Montant mensuel
Charges liées au logement		***Autres charges fixes***	
Loyer (net hors charges)		Téléphone	
Charges locatives		Garage	
Accession propriété		Assurance resp.civile/mois	
Assurance habitation		Assurance voiture	
Electricité / Gaz		Assurance vie/mois	
Ordures ménagères		Frais de garde enfants	
Eau		Cantine	
Impôts		Frais de restauration scolaire	
Impôt sur le revenu		Pension alimentaire versée	
Taxe habit./Redev. télév.		**Remboursement dettes en cours**	
Taxe foncière		Prêt FSL	
Charges courantes		Prêt CAF	
Mutuelle		Prêt voiture	
Frais de transport		Prêt à la consommation	
		Autres charges	
TOTAL CHARGES			

VIII - EXPOSE CIRCONSTANCIE DE LA SITUATION

(Joindre l'exposé sur pièce jointe si nécessaire)
(Motivation du déménagement -Situation familiale **-**Evolution de la situation professionnelle et sociale -Situation financière…….)

IX - DEMANDE D'INTERVENTION SOUHAITEE :

1) AIDE FINANCIERE SOLLICITEE (en conformité avec la proposition de location)
***** cocher la case en cas de demande et indiquer les propositions des montants : objet(s) de la demande

*	OBJET	Montant
	dépôt de garantie	
	participation au 1er loyer pour le parc privé conventionné	
	frais d'agence	
	assurance habitation	
	cautionnement	
	frais de déménagement	
	prise en charge d'une dette antérieure	
	forfait ouverture de compteurs	
	NE CONCERNE QUE LE PASS ACCOMPAGNEMENT EXPERIMENTAL (jeunes entrés dans le dispositif avant le 31 janvier 2013)	
	mobilier de 1ère nécessité	
	électroménager de 1ère nécessité	
	frais de livraison	

2) ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT (sauf pour le PASS ACCOMPAGNEMENT)

Un accompagnement social lié au logement est-il nécessaire ? ☐ oui ☐ non

Si oui,

VOUS ETES TRAVAILLEUR SOCIAL : 2 possibilités

☐ Vous sollicitez un bilan diagnostic qui sera délégué à un organisme agrée.
L'organisme évaluera avec le bénéficiaire et le bailleur la nécessité et l'adhésion à une mesure d'accompagnement social lié au logement.

☐ Votre sollicitez directement une délégation de 6 mois d'accompagnement social lié au logement à un organisme habilité.
Pour cela il convient de remplir et d'adresser en complément de ce formulaire, l'annexe jointe. Cette annexe permettra au FSL de vérifier l'établissement du bilan diagnostic. Selon les modalités mises en œuvre dans votre service, il vous appartiendra de le transmettre à l'organisme délégué sur demande.

VOUS N'ETES PAS TRAVAILLEUR SOCIAL

☐ Vous pouvez solliciter un bilan diagnostic qui sera délégué à un organisme agrée.
L'organisme évaluera avec le bénéficiaire et le bailleur la nécessité et l'adhésion à une mesure d'accompagnement social lié au logement.

VOTRE ORGANISME A UN SERVICE FSL

La mesure d'accompagnement doit lui être déléguée ☐ oui ☐ non

AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES EN COURS			
Types de mesures	**Organisme ou service**	**Coordonnées**	**Nom de l'intervenant**
☐ **Accompagnement polyvalence** ☐ **Accompagnement RSA** ☐ **AEB** ☐ **MASP - MAJ** ☐ **Autres (préciser)**			
OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES MESURES EN COURS			

A , le

Signature du ou des demandeurs

(facultative)

Signature de l'instructeur et cachet de l'organisme
(obligatoire)

L'Eurométropole de Strasbourg , après avis du comité d'orientation, apprécie l'opportunité de l'octroi d'une aide financière conformément au décret n° 99-897 du 22 octobre 1999 et à l'article 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004. Cette décision repose sur les éléments relatifs au « niveau de patrimoine ou de ressources des personnes et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent ».

L'Eurométropole de Strasbourg peut être amenée à effectuer toutes les vérifications qu'il jugera utiles.

Le fait de présenter un document falsifié aux fins d'obtenir une aide du fonds de solidarité pour le logement est puni par les peines prévues à **l'article 441-7 du Code Pénal**. Cet article dispose en effet :

"... est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

1. d'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;

2. de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;

3. de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui".

Les décisions sont notifiées aux intéressés, au bailleur, à l'instructeur et aux services sociaux concernés.
Des conventions stipulant les décisions financières sont signées par le bailleur, le locataire et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.
Les paiements sont effectués par la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin.
En cas d'attribution d'un prêt, les remboursements peuvent être effectués, au choix, selon les modalités suivantes :

* Retenue sur prestations CAF ;
* Prélèvement automatique ;
* Versement direct à la CAF auprès de la Trésorerie Générale du Bas-Rhin
25, avenue des Vosges BP 1048/F

67070 STRASBOURG CEDEX
Compte C.A.F/F.S.L. n°

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Toute demande d'intervention doit être complétée <u>impérativement</u> par
<u>Tout dossier incomplet sera retourné dans son intégralité à l'instructeur</u>

- **Un formulaire de demande d'intervention daté et signé par instructeur**, avec un exposé complet de la situation sociale et financière du demandeur ;
  L'instructeur remplira précisément le tableau relatif à la proposition financière, indiquera si un accompagnement social lié au logement est nécessaire.
  De plus, il devra motiver toute demande à examiner en procédure d'urgence.

- **Une proposition de location datée et signée par le futur bailleur** toutes les informations nécessaires doivent y figurer : loyer, charges, adresse, date d'entrée, conditions d'habitabilité réunies, coordonnées du bailleur (nom, prénom, adresse et n° de téléphone)
  (case correspondante cochée)…

- **La copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'année de référence CAF** en vue d'une estimation de la prestation aide au logement.
  A défaut, une déclaration sur l'honneur mentionnant la nature et le montant des ressources perçues l'année de référence (selon le document-type du F.S.L.)

- **Copie de tous les justificatifs de ressources :**
  <u>Salarié =</u>
  - en CDI = copie du dernier bulletin de salaire + du contrat de travail
  - en CDD = copie des contrats de travail + bulletins de salaire des 6 derniers mois
  - en intérim = bulletins de salaire des 6 derniers mois

  <u>POLE EMPLOI</u>
  - notification d'ouverture des droits à POLE EMPLOI en cours de validité indiquant la date de début d'indemnisation, le montant journalier et la durée de versement
  - à défaut une attestation « avis de situation » délivrée par la borne interactive de pôle emploi

  <u>Minimas sociaux et prestations CAF =</u>
  - RSA = notification CAF récente (moins de 3 mois)
  - AAH = notification CAF récente (moins de 3 mois)
  - prestations CAF = notification CAF récente (moins de 3 mois)

  <u>Retraites =</u>
  - justificatifs récents des caisses de retraites et des caisses complémentaires (moins de 3 mois)

  <u>Pension d'invalidité =</u>
  - justificatifs récents de la CPAM

  <u>Indemnités journalières =</u>
  - notification récente de la CPAM indiquant le journalier de l'indemnité

  <u>Pension alimentaire =</u>
  - justificatifs récent de versement ou de perception d'une pension alimentaire (ordonnance de non conciliation, jugement de divorce, attestation sur l'honneur…)

  <u>Autres ressources (rente accident du travail, travailleurs indépendants…) =</u>
  - tout justificatif attestant des ressources déclarées dans la demande.

- **La carte de séjour pour les personnes étrangères** ;

- La domiciliation bancaire (RIB) du futur propriétaire (sauf bailleur social), de l'agence immobilière et du locataire

- **Les axes d'intervention en cas de demande d'accompagnement social lié au logement**

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

DEMANDE D'INTERVENTION
PRE-ACCORD
Accès au logement

LA DEMANDE NE POURRA ETRE ETUDIEE QU'AU VU D'UN DOSSIER COMPLET
ET INSTRUIT PAR UN INTERVENANT SOCIAL OU UN BAILLEUR SOCIAL.

TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA RETOURNE A L'INSTRUCTEUR

Toute demande doit être présentée avant la signature du bail

I - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom: Prénom:

Adresse actuelle

Hébergé chez :

☎ : N° d'allocataire CAF :
(obligatoire)

II - PERSONNES VIVANT AU FOYER y compris le demandeur

NOM	PRENOM	Date de naissance	Situation familiale	Activité

III – IDENTIFICATION DE L'INSTRUCTEUR

☐ Bureau d'accès au logement
☐ Intermédiation locative

Date : ...../...../.....

Nom de l'instructeur :

Coordonnées complètes de l'organisme

☎ : Fax :

Courriel :

IV – INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT ACTUEL

1) <u>Typologie du logement :</u>

- Date d'aménagement :
- Type de logement : ☐ collectif ☐ individuel
- Chauffage : ☐ collectif ☐ individuel ☐ pas de chauffage
  Mode :
  ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel ☐ pas de chauffage
  ☐ Autre (à préciser)
- Nombre de pièces hors cuisine :
  Préciser : meublé ☐ logement nu ☐

- Montant mensuel du loyer et/ou participation au loyer : …… €
- Avance sur charges locatives : ..... €
- Chauffage inclus : ☐ oui ☐ non
- AL/APL : ..... €

2) <u>Catégorie du logement quitté</u>

☐ Accédant à la propriété
☐ Propriétaire non accédant
☐ Locataire parc privé
☐ Locataire parc H.L.M. : Nom du bailleur ……
☐ Hébergement familial depuis le
……
☐ Hébergement chez des tiers depuis le
……
☐ Sans Domicile Fixe depuis le
……
☐ Structure d'hébergement depuis le
☐ Caravane et logement mobile – Habitation de fortune depuis le…….
☐ Logement d'insertion /résidence sociale/maison relais depuis le……
☐ Logement gratuit (logement de fonction, mis à disposition) depuis le……
☐ Autre (à préciser) : ……

3) <u>Statut du logement quitté</u>

☐ Hébergé dans leur famille
☐ Hébergé chez des tiers
☐ Locataire
☐ Cohabitation "forçée"
☐ Occupant sans titre ou à titre gratuit
☐ Résident de logement foyers

☐ Co-locataire
☐ Propriétaire occupant non accédant
☐ Propriétaire occupant accédant
☐ Sans domicile fixe
☐ Sous-locataire
☐ Hébergé en structure d'hébergement
☐ Hôtel
☐ Logement ou abri de fortune
☐ Autres
☐ Statut inconnu

4) Raisons du déménagement

☐ Logement trop petit
☐ Logement trop grand
☐ Logement insalubre/indécent/très dégradé
☐ Dette locative (si oui, préciser le montant) : ….....……€
☐ Rupture familiale
☐ Loyer et/ou charges trop onéreux
☐ Risque de vente/fin de bail
☐ Mutation professionnelle
☐ Procédure d'expulsion en cours
☐ Hébergé

Informations complémentaires

☐ Procédure d'expulsion en cours
☐ Surendettement ou échec accession
☐ Insalubrité/péril

V - BUDGET DU FOYER (joindre les justificatifs)

	Montant en euros		Montant en euros
Revenus d'activité		***A.A.H.***	
Salaire net imposable		Allocation adulte handicapé	
Ressources jeunes - 21 ans		***Pensions et rentes***	
ASSEDIC		Pension invalidité	
Allocation de Solidarité Spéc.		***Prestations sécurité sociale***	
Allocation Unique Dégressive		Alloc. solidarité pers. âgées	
Autres prestations		***Pensions et rentes***	
R.S.A.		Alloc veuvage	
R.S.A.		Rente accident du travail	
Prestations familiales		Pension de réversion	
Alloc. familiales / majoration		***Pension alimentaire***	
Alloc. jeune enfant / adoption		Pension alimentaire effectivement perçue	
Allocation de prés. parentale		***Autres ressources***	
Allocation soutien familial		Bourses scolaires	
Aide au logement		Autres ressources	
Allocation logement			
A.P.L.			
TOTAL RESSOURCES :			

Ressources en attente : non oui
Si oui, date d'effet, type et montant ……

CHARGES	Montant en euros		Montant en euros
Charges liées au logement		***Charges courantes***	
Loyer (net hors charges)		Mutuelle	
Charges locatives		Frais de transport	
Accession propriété		Frais médicaux	
Assurance habitation		***Remboursements en cours***	
Electricité / Gaz		Rembt. crédits à la consommation	
Ordures ménagères		Rembt crédit voiture	
Eau		***Autres charges***	
Impôts		Autres charges	
Impôt sur le revenu		***Dettes***	
Taxe habit. Redev. télév.		Dette découvert bancaire	
Taxe foncière		Dette énergie, EDF, eau, bois	
Autres charges fixes		Dette impôts locaux	
Téléphone		Dette loyer/accession	
Garage		Dette téléphone	
Assurance resp. civile/mois		Dettes crédits	
Assurance voiture		Autres dettes	
Assurance vie/mois		Dettes cantine/scolarité	
Frais de garde enfants			
Cantine			
Frais de restauration scolaire			
Pension alimentaire versée			
TOTAL CHARGES :			

VI - EXPOSE CIRCONSTANCIE DE LA SITUATION

(joindre l'exposé sur pièce jointe si nécessaire)
(Motivation du déménagement -Situation familiale **-**Evolution de la situation professionnelle et sociale -Situation financière…….)

A , le

Signature du ou des demandeurs

(facultative)

Signature de l'instructeur et cachet de l'organisme
(obligatoire)

L'Eurométropole de Strasbourg, après avis du comité d'orientation, apprécie l'opportunité de l'octroi d'une aide financière conformément au décret n° 99-897 du 22 octobre 1999 et à l'article 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004. Cette décision repose sur les éléments relatifs au « niveau de patrimoine ou de ressources des personnes et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent ».

L'Eurométropole de Strasbourg peut être amenée à effectuer toutes les vérifications qu'il jugera utiles.
Le fait de présenter un document falsifié aux fins d'obtenir une aide du fonds de solidarité pour le logement est puni par les peines prévues à **l'article 441-7 du Code Pénal**. Cet article dispose en effet :

"... est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

1. d'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;

2. de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;

3. de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui".

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Toute demande d'intervention doit être complétée <u>impérativement</u> par
<u>Tout dossier incomplet sera retourné dans son intégralité à l'instructeur</u>

- **Un formulaire de demande d'intervention daté et signé par instructeur**, avec un exposé complet de la situation sociale et financière du demandeur ;
  L'instructeur remplira précisément le tableau relatif à la proposition financière, indiquera si un accompagnement social lié au logement est nécessaire. De plus, il devra motiver toute demande à examiner en procédure d'urgence.

- **La copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'année de référence CAF** en vue d'une estimation de la prestation aide au logement
  A défaut, une déclaration sur l'honneur mentionnant la nature et le montant des ressources perçues
  l'année de référence (selon le document-type du F.S.L.)

- **Copie de tous les justificatifs de ressources :**
  <u>Salarié =</u>
  - en CDI = copie du dernier bulletin de salaire + du contrat de travail
  - en CDD = copie des contrats de travail + bulletins de salaire des 6 derniers mois
  - en intérim = bulletins de salaire des 6 derniers mois

  <u>ASSEDIC =</u>
  - notification d'ouverture des droits ASSEDIC en cours de validité indiquant la date de début d'indemnisation, le montant journalier et la durée de versement
  - à défaut une attestation « avis de situation » délivrée par la borne interactive de pôle emploi

  <u>Minimas sociaux et prestations CAF =</u>
  - RSA = notification CAF récente (moins de 3 mois)
  - AAH = notification CAF récente (moins de 3 mois)
  - prestations CAF = notification CAF récente (moins de 3 mois)

  <u>Retraites =</u>
  - justificatifs récents des caisses de retraites et des caisses complémentaires (moins de 3 mois)

  <u>Pension d'invalidité =</u>
  - justificatifs récents de la CPAM

  <u>Indemnités journalières =</u>
  - notification récente de la CPAM indiquant le journalier de l'indemnité

  <u>Pension alimentaire =</u>
  - justificatifs récent de versement ou de perception d'une pension alimentaire (ordonnance de non conciliation, jugement de divorce, attestation sur l'honneur…)

  <u>Autres ressources (rente accident du travail, travailleurs indépendants…) =</u>
  - tout justificatif attestant des ressources déclarées dans la demande.

- **La carte de séjour pour les personnes étrangères** ;

- **Les axes d'intervention en cas de demande d'accompagnement social lié au logement**

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

ANNEXE A LA DEMANDE D'ACCES

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

BILAN D'ACCOMPAGNEMENT LIE AU LOGEMENT

Date du bilan :

Bilan effectué par : **Fonction :**

Organisme:

Nom de l'instructeur :

.....

Coordonnées complètes de l'organisme

.....

Numéro de téléphone : ..... Numéro de fax :
Courriel : .....

INFORMATION SUR LE DEMANDEUR

NOM **PRENOM**

Adresse :

☎

Mail :

N° d'allocataire CAF :

Tous les chapitres qui suivent doivent faire l'objet d'un développement pour apporter des précisions sur l'origine de la situation et sur les pistes de travail à développer par l'ASLL.

ACCES AU LOGEMENT

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Evaluation de la proposition du bailleur				
Accompagnement et rencontre avec les éventuels futurs propriétaires				
Accompagnement lors de la signature du bail				
Etats des lieux				
Constitution du dossier FSL accès au logement et/ou LOCAPASS/GRL				
Aide à la constitution du dossier d'aide au logement (CAF)				
Explication du contrat de location : les droits et devoirs du locataire				
Conseils dans les démarches administratives liées à l'accès (assurance habitation, ouverture des compteurs….)				
Conseils pour l'achat de l'équipement de première nécessité				
Connaissance de l'environnement, des services de proximité				
Rappel des règles de vie en collectivité, liens avec le bailleur, le voisinage…				
Informations sur l'entretien du logement				

PRECISIONS :

IMPAYES DE LOYER

Montant du loyer : **Montant des charges locatives (payées au bailleur) :**
Montant de l' APL/ALS:
Montant du loyer résiduel :

Montant global de l'impayé de loyer :
Nombre de mois concernés : Précisez lesquels :

Date du 1er impayé :
Mois du dernier versement : Montant :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Reprise du paiement du loyer courant				
Plan d'apurement si oui montant :				
Protocole BORLOO				
Saisine de la CCAPEX				
Saisine du COPIL maintien dans les lieux ou instance de concertation territoriale				
Demande de prise en charge de la dette par le FSL				

PRECISIONS :

CHARGES LOCATIVES

Montant des charges mensuelles:

Chauffage : ☐ collectif ☐ individuel ☐ pas de chauffage
Fournisseur d'énergie:
Mode : ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel
Ventilation : ❑ oui ❑ non

Taux d'effort locatif : % loyer +charges sur ressources totales =

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Analyse de la consommation				
Compréhension de ses factures				
Conseils en économies d'énergies				
Recherche d'un autre fournisseur d'énergies				
Demande de prise en charge financière au FSL				
Demande de prise en charge financière à autre organisme que le FSL. Si oui lequel :				
Aide à la mensualisation				

PRECISIONS :

L'ORGANISATION BUDGETAIRE :

Reste à vivre : charges déduites des ressources :

	Fait	***Non fait***	***A faire***	***Sans objet***
Etablissement d'une grille budgétaire				
Mensualisation des charges				
Aide aux démarches administratives et au classement des papiers				

PRECISIONS :

ENDETTEMENT

Montant total de l'endettement :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Contact avec les créanciers				
Orientation vers une CESF de secteur				
Orientation vers une association spécialisée				
Demande de prise en charge financière				
Instruction d'un dossier de surendettement/ faillite civile				
Demande de micro crédit				

PRECISIONS :

INDECENCE INSALUBRITE

Descriptif des désordres constatés dans le logement :

	Fait	*Non fait*	*A faire*	*Sans objet*
Recherche de responsabilité (propriétaire/locataire)				
Prise de contact avec l'assurance				
Prise de contact avec le propriétaire sur ce sujet				
Négociations de prise en charge				
Signalement au DDELIND				
Saisie de la commission de médiation				
Recherche d'un nouveau logement				

PRECISIONS :

Date :

Signature du Travailleur social

Signature du bénéficiaire principal (facultative)

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

ACCES AU LOGEMENT FSL - PROPOSITION DE LOCATION

Cette proposition de location ne vaut pas signature du bail
TOUT DOCUMENT NON RENSEIGNE DANS SON INTEGRALITE SERA REFUSE

à remplir par le PROPRIETAIRE BAILLEUR ou son représentant et à joindre à la demande d'intervention accès

Je soussigné (Nom et adresse complète du propriétaire)

……

Adresse……

……

N° téléphone……

certifie louer un logement

à M. ……

situé……

à compter du ……

Le montant du loyer mensuel (hors charges) s'élève à ……

et les charges à ……

logement conventionné (APL) ☐ non ☐ oui si oui, n° de conventionnement ……

Le logement est-il meublé ? ☐ non ☐ oui

Mode de chauffage ☐ collectif ☐ individuel ☐ électrique ☐ gaz ☐ fioul ☐ autres

Nombre de pièces ……. Surface habitable ……. m² Date de construction …….

Le propriétaire déclare avoir pris connaissance des conditions minimales d'habitabilité décrites dans le décret du 6 mars 1987 et atteste que :

❑ Le logement répond aux conditions suivantes :

Composition :

1 pièce d'habitation avec 1 ouvrant sur l'extérieur permettant l'aération et l'éclairage d'au moins 9 m², lorsque la cuisine est séparée ou 12 m² si le coin cuisine est attenant.
La hauteur ne doit pas être inférieure à 2 m.
2 pièces de services doivent être attenantes :

A)- 1 cuisine ou coin cuisine avec :
① 1 évier avec siphon pour les eaux usées, eau chaude et eau froide
② 1 branchement gaz ou électrique pour la cuisson
③ 1 conduit d'évacuation de fumée en bon état

B)- 1 salle d'eau et cabinet d'aisance. C'est 1 pièce intérieure au logement et séparée avec 1 baignoire ou 1 douche avec siphon pour les eaux usées eau chaude et eau froide.

ou

- 1 Cabinet d'aisance : il est à l'intérieur du logement séparé de la cuisine et muni d'une chasse d'eau. Les sols et les parois sont protégés contre les infiltrations d'eau.

Les dimensions minimales de surfaces sont les suivantes :
* pour 2 personnes : 16 m²
* par personne supplémentaire : 9 m²
* pour 8 personnes et plus : 70 m²

Electricité et eau :
Le logement est alimenté de manière suffisante et conforme à la réglementation.
Les sols, les murs et les plafonds ne présentent pas d'infiltration. Les ouvertures (fenêtres) sont étanches et en bon état de fonctionnement.

Globalement l'immeuble ne présente pas de défaut d'entretien grave (murs charpentes - escaliers - planchers - balcons).

❑ Le logement ne remplit pas ces conditions pour la(les) raison(s) suivante(s) :

- ……

-……..

Indiquer les éléments indispensables à la conclusion du contrat de location :

☐ un dépôt de garantie d'un montant de .....€
versé directement au propriétaire ou à son mandataire (joindre RIB du propriétaire ou de l'agence)

☐ participation au 1er loyer si logement du parc privé conventionné : (plafonné au montant de l'aide au logement estimée) d'un montant de ……..€

☐ les frais d'agence d'un montant de .....€ à verser à ……

☐ au propriétaire (ou son représentant) un cautionnement pouvant représenter ……..mensualités de loyer **et/ou** charges (de 1 à 18 maximum), pour un montant plafond de ……€ valable pour une durée de 36 mois, à compter de la décision du Président de l'Eurométropole de Strasbourg du Bas-Rhin.

Les aides au logement (allocation logement ou aide personnalisée au logement) effectivement perçues par le bailleur viendront en déduction des sommes versées par le F.S.L. au titre du cautionnement.
Attention : toutes les sommes payées au titre du cautionnement seront réclamées au locataire, sous forme de prêt remboursable mensuellement jusqu'à échéance.

En cas d'accord du Président de l'Eurométropole de Strasbourg, une convention pour l'accès au logement sera signée par le propriétaire, le locataire et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg. Le paiement interviendra après retour d'une convention signée par les trois parties au secrétariat du FSL.

Date :
Signature (Nom, Qualité) :

Par sa signature, le propriétaire bailleur ou son mandataire atteste de l'exactitude des informations et renseignements fournis. Toute fausse déclaration entraînera l'annulation des aides accordées et le remboursement des sommes ainsi versées par le Fonds de Solidarité pour le Logement au nom du Département du Bas-Rhin.

En cas de litige le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Strasbourg 31 av Paix – 67000 STRASBOURG

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ **Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg**
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67067 Strasbourg

Janvier 2017

Strasbourg.eu
eurométropole

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

ACCES AU LOGEMENT FSL
PROPOSITION DE LOCATION DANS LE CADRE D'UN BAIL GLISSANT
Cette proposition de location ne vaut pas signature du bail

TOUT DOCUMENT NON RENSEIGNE DANS SON INTEGRALITE SERA REFUSE

à remplir par le PROPRIETAIRE BAILLEUR ou son représentant et à joindre à la demande d'intervention accès

Je soussigné (Nom et adresse complète du propriétaire)

……..

Adresse.....

.....

certifie louer un logement

à l'association .....

pour M. ..... sous-locataire

situé .....

à compter du .... **dans le cadre d'un bail glissant**

Le montant du loyer mensuel (hors charges) s'élève à ..... et les charges à .....

logement conventionné (APL) ☐ non ☐ oui si oui, n° de conventionnement .....

Le logement est-il meublé ? ☐ non ☐ oui

Mode de chauffage ☐ collectif ☐ individuel ☐ électrique ☐ gaz ☐ fioul ☐ autres

Nombre de pièces ..... Surface habitable : .....m Date de construction .....

Le propriétaire déclare avoir pris connaissance des conditions minimales d'habitabilité décrites dans le décret du 6 mars 1987 et atteste que :

❑ Le logement répond aux conditions suivantes :

Composition :
1 pièce d'habitation avec 1 ouvrant sur l'extérieur permettant l'aération et l'éclairage d'au moins 9 m², lorsque la cuisine est séparée ou 12 m² si le coin cuisine est attenant.
La hauteur ne doit pas être inférieure à 2 m.

2 pièces de services doivent être attenantes :

A)- 1 cuisine ou coin cuisine avec :
① 1 évier avec siphon pour les eaux usées, eau chaude et eau froide
② 1 branchement gaz ou électrique pour la cuisson
③ 1 conduit d'évacuation de fumée en bon état

B)- 1 salle d'eau et cabinet d'aisance. C'est 1 pièce intérieure au logement et séparée avec 1 baignoire ou 1 douche
avec siphon pour les eaux usées eau chaude et eau froide.
ou - 1 Cabinet d'aisance : il est à l'intérieur du logement séparé de la cuisine et muni d'une chasse d'eau. Les sols et les parois sont protégés contre les infiltrations d'eau.

Les dimensions minimales de surfaces sont les suivantes :
* pour 2 personnes : 16 m²

* par personne supplémentaire : 9 m²
* pour 8 personnes et plus : 70 m²

Electricité et eau :
Le logement est alimenté de manière suffisante et conforme à la réglementation.
Les sols, les murs et les plafonds ne présentent pas d'infiltration. Les ouvertures (fenêtres) sont étanches et en bon état
de fonctionnement.

Globalement l'immeuble ne présente pas de défaut d'entretien grave (murs charpentes - escaliers - planchers - balcons).

❑ Le logement ne remplit pas ces conditions pour la(les) raison(s) suivante(s) :

- ……..

-……..

Indiquer les éléments indispensables à la conclusion du contrat de location :

☐ un dépôt de garantie d'un montant de .....€
versé directement au propriétaire ou à son mandataire (joindre RIB du propriétaire ou de l'agence)

☐ participation au 1er loyer si logement du parc privé conventionné : (plafonné au montant de l'aide au logement estimée) d'un montant de ……..€

☐ les frais d'agence d'un montant de .....€ à verser à ……

☐ au propriétaire (ou son représentant) un cautionnement pouvant représenter ….……mensualités de loyer + charges (de 1 à 12 maximum), pour un montant plafond de ……€ valable pour une durée, de 36 mois après glissement de bail au propriétaire.

Les aides au logement (allocation logement ou aide personnalisée au logement) effectivement perçues par le bailleur viendront en déduction des sommes versées par le F.S.L. au titre du cautionnement.
Attention : toutes les sommes payées au titre du cautionnement seront réclamées au locataire, sous forme de prêt remboursable mensuellement jusqu'à échéance.

En cas d'accord du Président de l'Eurométropole de Strasbourg, une convention pour l'accès au logement sera signée par le propriétaire, le locataire et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg. Le paiement interviendra après retour des conventions signées

Date :
Signature (Nom, Qualité) :

***Par sa signature, le propriétaire bailleur ou son mandataire atteste de l'exactitude des informations et renseignements fournis. Toute fausse déclaration entraînera l'annulation des aides accordées et le remboursement des sommes ainsi versées par le Fonds de Solidarité pour le Logement au nom du Département du Bas-Rhin*.**

En cas de litige le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Strasbourg 31 av Paix - 67000 STRASBOURG

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

ATTESTATION DE PAIEMENT

DE L'ASSURANCE HABITATION

A faire compléter par l'assureur et à retourner au service du FSL

Je soussigné(e).....

représentant la compagnie d'assurance .....

atteste par la présente que le souscripteur .....

a payé une cotisation d'un montant de.....

en règlement d'une assurance habitation pour le logement situé :

.....

.....

Fait à ..... le

Signature et cachet de l'assurance

Joindre obligatoirement le RIB du locataire.

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

LES MONTANTS DES INTERVENTIONS AU TITRE DE L'ACCES AU LOGEMENT

ASSURANCE HABITATION	selon la typologie du logement
Studio - T1 - T1 bis	95 €
T2	110 €
T3	135 €
T4	145 €
T5 et plus	155 €

FORFAIT "ouverture de compteurs eau - électricité-gaz"

montant maximum	100 €

FORFAIT DEMENAGEMENT	150 €

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

ACCES AU LOGEMENT
RELEVE DES IMPAYES DE LOYER DANS LE CADRE D'UN CAUTIONNEMENT
octroyé en date du

(à remplir OBLIGATOIREMENT par le bailleur suite à des impayés de loyer et à retourner au F.S.L.)
La mention « voir relevé joint » n'est pas acceptée et entrainera le retour de la demande

LOCATAIRE	PROPRIETAIRE
NOM	**NOM**
Prénom	**Prénom**
adresse **N° dossier :**	**adresse**

Décompte de la dette locative

MOIS/ANNEE	Montant dû	Montant versé par		Solde
		CAF	Locataire	
		TOTAL		

Les aides au logement (AL ou APL) effectivement perçues par le propriétaire viennent en déduction des sommes versées par le FSL au titre du cautionnement.

RENSEIGNEMENTS OBLIGATOIRES

Quel est à votre avis le motif de l'impayé ? :

Quelles sont les démarches amiables entamées par le propriétaire pour le paiement de sa créance ?

Le locataire est-il toujours dans le logement ? oui non
Si non, date du départ :
Préavis donné le (joindre la copie) :

A_____ le _____

Signature du propriétaire

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

LA PREVENTION DES IMPAYES D'EAU - D'ENERGIES – SERVICES TELEPHONIQUES

A) Les critères d'intervention

C) Les formulaires de demandes d'intervention au titre des impayés d'énergies

C) Le relevé d'impayés d'énergie

D) Le nombre de prises en charge maximum au titre de l'aide à la mensualisation

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

CRITERES D'APPRECIATION DES AIDES DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT DU BAS-RHIN
(en vigueur à compter du 1er Janvier 2017)

EAU, ENERGIE, SERVICES TELEPHONIQUES

Conditions de recevabilité du dossier
Complétude du dossier : demande d'intervention complétée des pièces sollicitées
Bénéficie de l'ensemble des droits sociaux

Critères d'octroi des aides
- plafond de ressources
- cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (taux d'effort)
- le reste à vivre soit la somme disponible par personne et par mois après déduction du loyer résiduel
- la cohérence entre la typologie du logement et la composition familiale
- l'intervention passée du FSL
- fourniture non interrompue

Possibilités d'aide
EAU
- consommation d'eau potable, coût d'abonnement (TVA incluse) , assainissement
- **facture comprise entre 150 et 250 €**

Un délai de 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge

ENERGIE
a) dettes
- électricité
- gaz
- fioul domestique
- bois
- autre moyen de chauffage

Le montant de l'impayé doit être compris entre 150 € et 250 €
Un délai de 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge

b) aide préventive
Une aide à la mensualisation peut se mettre en place pour les ménages bénéficiant d'un accompagnement social dans le cadre de la précarité énergétique avec une prise en charge minimum de 150 €/an et maximum 240€/an.

SERVICES TELEPHONIQUES
- **remise de dette comprise entre 50 € et 150 €**
- **abonnement au service téléphone fixe**
- **communications locales ou nationales vers des abonnés au service fixe (TVA comprise)**

Un délai de 24 mois est obligatoire entre deux prises en charge

Prise en compte des ressources et charges du ménage
Ressources :
- salaire(s)
- prestations Assédic
- prestations familiales et sociales (sauf allocation d'éducation spéciale, allocation de rentrée scolaire et prime de naissance)
- pensions alimentaires effectivement perçues
- 50 % des ressources des enfants encore au foyer (entre 16 et 25 ans)
- autres

Charges :
- loyer + charges locatives – aide au logement
- pension alimentaire effectivement versée
- charges incompressibles à préciser en cas de situation particulière (Banque de France si plan signé, …)

Plafond de ressources permettant la constitution et le dépôt d'un dossier FSL en fonction du montant total des ressources et du nombre de personnes

1 personne : 850 €
2 personnes : 971 €
3 personnes : 1 165 €
4 personnes : 1 360 €
5 personnes : 1 619 €
6 personnes : 1 878 €
- par personne supplémentaire : 200 €

Notion de « reste à vivre »

Lors de l'examen du dossier, un reste à vivre est calculé soit

Ressources – [Loyer + charges locatives + forfait chauffage – aide au logement versée], montant à diviser par le nombre de personnes vivant au foyer.

Si le résultat est inférieur à 150 €/personne/mois (soit 5€/pers/jour), le dossier risque d'être rejeté pour motif : «le montant de l'ensemble de vos charges est incompatible avec les ressources ».
Cependant, si le logement est compatible avec la composition familiale et qu'il s'agit d'un logement du parc social, des dérogations peuvent être accordées.

Taux d'effort

La cohérence entre les ressources du ménage et le montant du loyer et des charges (exprimée en pourcentage) doit se situer aux alentours de 40 %.

Eléments à indiquer dans la demande d'aide

Analyse de l'origine de l'impayé

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

DEMANDE D'INTERVENTION
☐ IMPAYES D'EAU, D'ENERGIES ET DE SERVICES TELEPHONIQUES

☐ **PROCEDURE D'URGENCE (à motiver dans l'exposé de situation)**

LA DEMANDE NE POURRA ÊTRE ETUDIEE QU'AU VU D'UN DOSSIER COMPLET INSTRUIT PAR UN INTERVENANT SOCIAL OU UN BAILLEUR SOCIAL.

TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA RETOURNE A L'INSTRUCTEUR

I - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom: Prénom:

Adresse du logement concerné par la demande de F.S.L.:

☎ : N° d'allocataire CAF : (obligatoire)

II - IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE OU DE L'ORGANISME BAILLEUR

Nom - Adresse - Téléphone et Télécopie

III - PERSONNES VIVANT AU FOYER y compris le demandeur

NOM	PRENOM	Date de naissance	Situation familiale	Activité

IV – IDENTIFICATION DE L'INSTRUCTEUR

☐ Unité territoriale - Ville de Strasbourg
☐ UTAMS de…….
☐ Service Social spécialisé (MSA, CHRS, CHS, etc...)
☐ Bailleur social
☐ C.C.A.S.
☐ Association
☐ Autre (à préciser)
.....

Date : ...../...../.....

Nom de l'instructeur :

Coordonnées complètes de l'organisme

☎ : Fax :

Courriel :

V – INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT AIDE

- Type de logement : ☐ collectif ☐ individuel
- Chauffage : ☐ collectif ☐ individuel ☐ pas de chauffage
  Mode :
  ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Fuel ☐ pas de chauffage
  ☐ Autre (à préciser)

Catégorie du logement aidé

☐ Parc locatif propriétaire
☐ Parc locatif privé
☐ Parc locatif social

- Date d'entrée dans le logement : .....
- Date signature bail : ……..
- Surface habitable.....m²
- Nombre de pièces :

- Montant mensuel du loyer et/ou participation au loyer : .....€
- Avance sur charges locatives : ..... €
- Chauffage inclus : ☐ OUI ☐ NON
- AL/APL : ..... €

VI – LA DETTE

A) ORIGINE DE L'IMPAYE

❑ problème de gestion (crédit, surendettement)
❑ ressources minimes
❑ chômage
❑ problème de santé
❑ autre ……
❑ séparation couple
❑ liquidation judiciaire
❑ manque d'isolation du logement
❑ bâti dégradé/non décent/insalubre
❑ moyen de chauffage défaillant

B) SITUATION PROCEDURE D'EXPULSION

❑ Commandement de payer
❑ Assignation résiliation de bail
❑ Jugement résiliation de bail
❑ Commandement de payer
❑ Demande concours force publique
❑ Refus concours force publique
❑ Situation inconnue

C) INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- ❑ Expulsion (en procédure d')
- ❑ Surendettement ou échec accession
- ❑ Insalubrité/péril

D) DETTE D'ENERGIE, EAU ET SERVICES TELEPHONIQUES

- Montant mensualisation demandé : ..... €
- Référence mensualisation
- Fournisseur
- Tarif social Eau mis en place ☐ oui ☐ non
- Montant total abandon de créance
- Tarif social électricité mis en place ☐ oui ☐ non
- Tarif social gaz mis en place ☐ oui ☐ non

VII - BUDGET DU FOYER (joindre les justificatifs)

	Montant en euros		Montant en euros
Revenus d'activité		***A.A.H.***	
Salaire net imposable		Allocation adulte handicapé	
Ressources jeunes - 21 ans		***Pensions et rentes***	
ASSEDIC		Pension invalidité	
Allocation de Solidarité Spéc.		***Prestations sécurité sociale***	
Allocation Unique Dégressive		Alloc. solidarité pers. âgées	
Autres prestations		***Pensions et rentes***	
R.S.A.		Alloc veuvage	
R.S.A.		Rente accident du travail	
Prestations familiales		Pension de réversion	
Alloc. familiales / majoration		***Pension alimentaire***	
Alloc. jeune enfant / adoption		Pension alimentaire effectivement perçue	
Allocation de prés. parentale		***Autres ressources***	
Allocation soutien familial		Bourses scolaires	
Aide au logement		Autres ressources	
Allocation logement			
A.P.L.			
TOTAL RESSOURCES :			

Ressources en attente : non oui
Si oui, date d'effet, type et montant ……

CHARGES	Montant en euros		Montant en euros
Charges liées au logement		***Charges courantes***	
Loyer (net hors charges)		Mutuelle	
Charges locatives		Frais de transport	
Accession propriété		Frais médicaux	
Assurance habitation		***Remboursements en cours***	
Electricité / Gaz		Rembt crédits à la consommation	
Ordures ménagères		Rembt crédit voiture	
Eau		***Autres charges***	
Impôts		Autres charges	
Impôt sur le revenu		***Dettes***	
Taxe habit. Redev. télév.		Dette découvert bancaire	
Taxe foncière		Dette énergie; EDF, eau, bois	
Autres charges fixes		Dette impôts locaux	
Téléphone		Dette loyer/accession	
Garage		Dette téléphone	
Assurance resp.civile/mois		Dettes crédits	
Assurance voiture		Autres dettes	
Assurance vie/mois		Dettes cantine/scolarité	
Frais de garde enfants			
Cantine			
Frais de restauration scolaire			
Pension alimentaire versée			
TOTAL CHARGES			

- la Commission de Surendettement est-elle saisie : OUI ☐ NON ☐ ENVISAGEE ☐

VIII - EXPOSE CIRCONSTANCIE DE LA SITUATION

(joindre l'exposé sur pièce jointe si nécessaire)
*(*Motif de la dette -Situation familiale -Evolution de la situation professionnelle et sociale -Situation financière…….)

IX - *DEMANDE D'INTERVENTION SOUHAITEE*

1) AIDE FINANCIERE SOLLICITEE (en conformité avec le relevé d'impayés de loyer)

***** cocher la case en cas de demande et indiquer les propositions des montants : objet(s) de la demande

OBJET	Montant
Impayés d'eau	
Impayés d'électricité	
Impayés de gaz	
Impayés de téléphone	
Autre type d'impayés d'énergie	
Mensualisation	

2) PROPOSITION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT

Un accompagnement social lié au logement est-il nécessaire ? ☐ oui ☐ non

- ☐ contractualisé entre le FSL et l'instructeur
- ☐ délégué à un organisme habilité par le FSL selon les axes d'intervention ci-joints
- ☐ délégué à votre organisme si habilitation FSL selon les axes d'intervention ci-joints

AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES EN COURS			
Types de mesures	**Organisme ou service**	**Coordonnées**	**Nom de l'intervenant**
☐ **Accompagnement polyvalence** ☐ **Accompagnement RSA** ☐ **AEB** ☐ **MASP - MAJ** ☐ **Autres (préciser)**			
OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES MESURES EN COURS			

A , le

Signature du ou des demandeurs (facultative)

Signature de l'instructeur et cachet de l'organisme (obligatoire)

L'Eurométropole de Strasbourg, après avis du comité d'orientation, apprécie l'opportunité de l'octroi d'une aide financière conformément au décret n° 99-897 du 22 octobre 1999 et à l'article 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004. Cette décision repose sur les éléments relatifs au « niveau de patrimoine ou de ressources des personnes et l'importance et la nature des difficultés qu'elles rencontrent ».

L'Eurométropole de Strasbourg peut être amenée à effectuer toutes les vérifications qu'il jugera utiles.
Le fait de présenter un document falsifié aux fins d'obtenir une aide du fonds de solidarité pour le logement est puni par les peines prévues à **l'article 441-7 du Code Pénal**. Cet article dispose en effet :

"... est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

1. *d'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;*
2. *de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;*
3. *de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.*

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui".

Les décisions sont notifiées aux intéressés, au bailleur, à l'instructeur et aux services sociaux concernés. **Des conventions stipulant les décisions financières sont signées** par le bailleur, le locataire et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.
Les paiements sont effectués par la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin.
En cas d'attribution d'un prêt, les remboursements peuvent être effectués, au choix, selon les modalités suivantes :

* Retenue sur prestations CAF ;
* Prélèvement automatique ;
* Versement direct à la CAF auprès de la Trésorerie Générale du Bas-Rhin
25, avenue des Vosges BP 1048/F 67070 STRASBOURG CEDEX
Compte C.A.F./F.S.L. n°

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Toute demande d'intervention doit être complétée <u>impérativement</u> par :
<u>Tout dossier incomplet sera retourné dans son intégralité à l'instructeur</u>

- **Un formulaire de demande d'intervention daté et signé par l'instructeur, avec un exposé complet de la situation sociale et financière du demandeur**
  L'instructeur remplira précisément le tableau relatif à la proposition financière, indiquera si un accompagnement social lié au logement est nécessaire.
  De plus, il devra motiver toute demande à examiner en procédure d'urgence.

  Le cas échéant :

- **Un relevé des impayés complété et signé par le** fournisseur ou le devis pour une prise en charge de fioul, bois, charbon

- **Copie de la dernière facture du fournisseur concerné par l'impayé**

- **La copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'année de référence** CAF en vue d'une estimation de la prestation aide au logement
  A défaut, une déclaration sur l'honneur mentionnant la nature et le montant des ressources perçues l'année de référence (selon le document-type du F.S.L.);

- **Copie de tous les justificatifs de ressources** :
  <u>Salarié =</u>
  - en CDI = copie du dernier bulletin de salaire + du contrat de travail
  - en CDD = copie des contrats de travail + bulletins de salaire des 6 derniers mois
  - en intérim = bulletins de salaire des 6 derniers mois

  <u>ASSEDIC =</u>
  - notification d'ouverture des droits ASSEDIC en cours de validité indiquant la date de début d'indemnisation, le montant journalier et la durée de versement
  - à défaut une attestation « avis de situation » délivrée par la borne interactive de pôle emploi

  <u>Minimas sociaux et prestations CAF =</u>
  - RSA = notification CAF moins de 3 mois
  - AAH = notification CAF moins de 3 mois
  - prestations CAF = notification CAF moins de 3 mois

  <u>Retraites =</u>
  - justificatifs récents des caisses de retraites et des caisses complémentaires

  <u>Pension d'invalidité =</u>
  - justificatifs récents de la CPAM (moins de trois mois)

  <u>Indemnités journalières =</u>
  - notification récente de la CPAM indiquant le journalier de l'indemnité (moins de trois mois)

  <u>Pension alimentaire =</u>
  - justificatifs récent de versement ou de perception d'une pension alimentaire (ordonnance de non conciliation, jugement de divorce, attestation sur l'honneur…)

  <u>Autres ressources (rente accident du travail, travailleurs indépendants…) =</u>
  - tout justificatif attestant des ressources déclarées dans la demande.

- **La carte de séjour pour les personnes étrangères**

- **Les axes d'intervention en cas de demande d'accompagnement social lié au logement**

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

RELEVE DES IMPAYES D'ENERGIE

dans le cadre de la procédure de prise en charge des impayés d'eau, d'énergie et de services téléphoniques
à remplir par **UN FOURNISSEUR D'ENERGIE uniquement, sans rature ni surcharge**,

Nom du Client : **Adresse** : ☎ **domicile** ☎ **portable** **Référence du contrat** ***(17 caractères numériques)*** : /__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/	**Fournisseur** : **……** ***Pole Solidarité* ……** ☎ **Fax :** email :

Situation du compte (à compléter par le fournisseur)

- Montant dû : ……..,……. €

avec arriéré(s) sans arriéré(s)

- Date du dernier règlement ___/___/___
- Client mensualisé oui non
- Aide préventive oui non

Tarif Electricité/Gaz adapté modifié chauffage électrique TPN

Historique client/fournisseur (à compléter par le fournisseur)

- Service Maintien Energie Electricité proposé : accepté refusé
- Plan d'apurement précédemment proposé :

	Dates	montants
acompte immédiat	___/___/___	……,…… €
1ère échéance	___ /___/___	……,…… €
2ème échéance	___/___/___	……,…… €

- Plan d'apurement proposé : accepté refusé
- Paiement mensuel proposé : accepté refusé

- montant de la mensualité : ……,……. €

- date de la première mensualité : ___/___/___

Observations :
-
-

Réservé aux services sociaux

Nom travailleur social : …… ☎ ...../...../...../...../..... Fax ...../...../...../...../.....

Organisme : ……...

- Demande d'aide préventive oui non Montant : ……, …. €
- Demande d'aide curative oui non Montant : ……, …. €
- Organisme(s) sollicité(s) : ……..

Date : …../…../……. Signature et cachet de l'organisme :

✉ **Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg**
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

Janvier 2017

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE
SERVICE INSERTION
FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

DEMANDE D'INTERVENTION

AIDE A LA MENSUALISATION
ENERGIE A TITRE PREVENTIF

☐ **PROCEDURE D'URGENCE (à motiver dans l'exposé de situation)**

LA DEMANDE NE POURRA ÊTRE ETUDIEE QU'AU VU D'UN DOSSIER COMPLET INSTRUIT PAR UN INTERVENANT SOCIAL OU UN BAILLEUR SOCIAL.

TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA RETOURNE A L'INSTRUCTEUR

I - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom :..... **Prénom :**.....

☎ : ..... N° d'allocataire CAF : (**obligatoire)**

Adresse du logement concerné par la demande de F.S.L.

.....

.....

Nom - Adresse - Téléphone et Télécopie du propriétaire ou de l'organisme bailleur (facultatif)

.....

.....

II - PERSONNES VIVANT AU FOYER y compris le demandeur

NOM	PRENOM	Date de naissance	Situation familiale	Activité

III – IDENTIFICATION DE L'INSTRUCTEUR

☐ Unité Territoriale de la Ville de Strasbourg
☐ Unité Territoriale d'Action Médico-Sociale du Conseil Général
☐ Service Social spécialisé (MSA, CHRS, CHS, etc...)
☐ Bailleur social
☐ C.C.A.S.
☐ Association
☐ Autre (à préciser)
.....

Date : ...../...../.....

Nom de l'instructeur : .....

Coordonnées complètes de l'organisme

.....

Numéro de téléphone : ..... Numéro de fax :

Courriel : ……

IV - DESCRIPTION DU LOGEMENT CONCERNE PAR LA DEMANDE FSL

Date d'entrée dans le logement : ..... Date de signature du bail : ……

S'agit-il d'un bail glissant ? oui o non o

Montant mensuel du loyer et/ou participation au loyer : ……€
Avance sur charges locatives : …… €
Chauffage inclus ☐ OUI ☐ NON
AL/APL : …… €

Chauffage: ☐ INDIVIDUEL ☐ COLLECTIF
Mode : ☐ Electrique ☐ Gaz ☐ Bois ☐ Charbon ☐ Mazout ☐ Autre (à préciser) ……..

☐ logement collectif nombre de pièces (hors cuisine) : ……..
☐ maison individuelle surface habitable : ……..m²

V – PROBLEMATIQUE LIEE A LA SOLLICITATION DU FSL

❑ problème de gestion (crédit, surendettement)
❑ ressources minimes
❑ chômage
❑ maladie
❑ séparation couple
❑ liquidation judiciaire
❑ problème d'isolation du bâti
❑ bâti dégradé/non décent/insalubre
□ moyen de chauffage défaillant
❑ autre .....

VI - BUDGET DU FOYER (joindre les justificatifs)

Ressources mensuelles	Montant (en euros)	Charges mensuelles	Montant (en euros)
Salaires		Loyer	
Indemnités journalières		Charges locatives	
Pension d'invalidité – A.A.H.		Pension alimentaire effectivement versée	
Pension de vieillesse			
Allocation de chômage ou Allocation Solidarité Spécifique			
R.S.A			
Pension alimentaire effectivement perçue			
Prestations familiales			
Autres			
TOTAL RESSOURCES :		**TOTAL CHARGES**	
Aide au logement (AL ou APL)			

Ressources en attente : non oui
Si oui, date d'effet, type et montant

Saisine de la commission de surendettement Oui Non Envisagée

VII - EXPOSE CIRCONSTANCIE DE LA SITUATION *(joindre l'exposé sur pièce jointe si nécessaire)*

*(*Motif de la dette -Situation familiale -Evolution de la situation professionnelle et sociale - Situation financière…….)

VIII - DEMANDE D'INTERVENTION SOUHAITEE

1) AIDE FINANCIERE SOLLICITEE

***** cocher la case en cas de demande et indiquer les propositions des montants : objet(s) de la demande

*	OBJET	Montant > 150€ et < 240€/an
	Aide à la mensualisation	
	Type d'énergie…….	

2) PROPOSITION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT

L'accompagnement social lié au logement doit être réalisé par :

- ☐ contractualisé entre le FSL et l'instructeur
- ☐ délégué à un organisme habilité par le FSL selon les axes d'intervention ci-joints
- ☐ délégué à votre organisme si habilitation FSL selon les axes d'intervention ci-joints

AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES EN COURS			
Types de mesures	**Organisme ou service**	**Coordonnées**	**Nom de l'intervenant**
□ **Accompagnement polyvalence** □ **Accompagnement RSA** □ **AEB** □ **MASP - MAJ** □ **Autres (préciser)**			
OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES MESURES EN COURS			

A , le

Signature du ou des demandeurs
(obligatoire)

Signature de l'instructeur et
cachet de l'organisme
(obligatoire)

Les demandeurs FSL ont un droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Eurométropole de Strasbourg peut être amenée à effectuer toutes les vérifications qu'il jugera utiles.
Le fait de présenter un document falsifié aux fins d'obtenir une aide du fonds de solidarité pour le logement est puni par les peines prévues à **l'article 441-7 du Code Pénal**. Cet article dispose en effet :

"... est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

1. d'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;

2. de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;

3. de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui".

Les décisions sont notifiées aux intéressés, au bailleur, à l'instructeur et aux services sociaux concernés. **Des conventions stipulant les décisions financières sont signées** par le bailleur, le locataire et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.
Les paiements sont effectués par la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin.

Toute demande d'intervention doit être complétée <u>impérativement</u> par :

- Un formulaire de demande d'intervention daté et signé par instructeur, avec un exposé complet de
  la situation sociale et financière du demandeur ;
  L'instructeur remplira précisément le tableau relatif à la proposition financière, indiquera si un accompagnement social lié au logement est nécessaire.
  De plus, il devra motiver toute demande à examiner en procédure d'urgence.

- La proposition de mensualisation signée par le fournisseur

- La copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'année de référence CAF en vue d'une estimation
  de la prestation aide au logement (ex : année 2007 pour une demande en 2009)
  A défaut, une déclaration sur l'honneur mentionnant la nature et le montant des ressources perçues
  l'année de référence (selon le document-type du F.S.L.);

- Copie de tous les justificatifs de ressources :
  <u>Salarié =</u>
  - en CDI = copie du dernier bulletin de salaire + du contrat de travail
  - en CDD = copie des contrats de travail + bulletins de salaire des 6 derniers mois
  - en intérim = bulletins de salaire des 6 derniers mois

  <u>ASSEDIC =</u>
  - notification d'ouverture des droits ASSEDIC en cours de validité indiquant la date de début d'indemnisation, le montant journalier et la durée de versement

  <u>Minimas sociaux et prestations CAF =</u>
  - RSA = notification CAF récente
  - AAH = notification CAF récente
  - prestations CAF = notification CAF récente

  <u>Retraites =</u>
  - justificatifs récents des caisses de retraites et des caisses complémentaires

  <u>Pension d'invalidité =</u>
  - justificatifs récents de la CPAM

  <u>Indemnités journalières =</u>
  - notification récente de la CPAM indiquant le journalier de l'indemnité

  <u>Pension alimentaire =</u>
  - justificatifs récent de versement ou de perception d'une pension alimentaire (ordonnance de non conciliation, jugement de divorce, attestation sur l'honneur…)

  <u>Autres ressources (rente accident du travail, travailleurs indépendants…) =</u>
  - tout justificatif attestant des ressources déclarées dans la demande.

  La carte de séjour pour les personnes étrangères ;

✉ Demande à adresser à : Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Fonds de Solidarité Logement - 1 parc de l'étoile 67 067 Strasbourg

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Comptes rendus financiers (CRF) des opérations concédées : Approbation par le concédant (Eurométropole) des CRF 2015 de la SERS pour la ZAC Etoile à Strasbourg, la ZAC du Parc d'Innovation d'Illkirch, l'opération Hautepierre Poteries à Strasbourg et la ZAC Danube à Strasbourg, du Groupe Domial (HFA, HSA) pour l'opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg, de la SAS Rives du Bohrie pour la ZAC Rives du Bohrie à Ostwald, de la SAS ZCN Aménagement pour la ZAC de la Zone Commerciale Nord à Vendenheim, de la Société CM-CIC Aménagement foncier pour la ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett, et de la SPL Deux Rives pour la ZAC Deux Rives à Strasbourg.

Conformément aux articles L.300-5 et suivants du Code de l'urbanisme, le concessionnaire d'une opération d'aménagement communique au concédant chaque année pour approbation, un compte rendu financier portant notamment sur :

- le bilan financier prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession ;
- le plan de trésorerie actualisé de l'opération ;
- une note de conjoncture sur l'état d'avancement, et notamment les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparé aux prévisions initiales ;
- les acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice ;
- les participations sollicitées auprès de la collectivité concédante.

Les éléments concernant l'exercice 2015 ainsi que les prévisions pour l'année 2016 ont été communiqués à l'Eurométropole de Strasbourg par les concessionnaires, à savoir :

- la SERS pour :
  - la ZAC Etoile à Strasbourg ;
  - la ZAC du Parc d'Innovation d'Illkirch ;
  - l'opération Hautepierre Poteries à Strasbourg ;
  - la ZAC Danube à Strasbourg ;
- le Groupe Domial (HFA, HSA) pour l'opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg ;
- la SAS Rives du Bohrie pour la ZAC Rives du Bohrie à Ostwald ;
- la SAS ZCN Aménagement pour la Zone Commerciale Nord ;

- la Société CM-CIC Aménagement foncier pour la ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett *(nouvelle opération)* ;
- la SPL Deux Rives pour la ZAC Deux Rives à Strasbourg *(nouvelle opération)*.

Les faits marquants en 2015 pour ces opérations de concession sont les suivants :

1. ZAC de l'Etoile à Strasbourg

La concession a pour objet l'aménagement sur environ 17 ha, d'un nouveau quartier à vocation culturelle, résidentielle et économique autour des secteurs Etoile, Dauphine-Austerlitz, Schwanau-Lombardie, visant à favoriser la liaison entre le centre-ville et les quartiers sud de Strasbourg et à permettre une véritable intégration urbaine de ce secteur resté longtemps en friche. La concession d'aménagement prend fin au 31 décembre 2018.

En 2015, il a été procédé à :

- la cession de droits à construire sur le secteur Schwanau-Lombardie aux promoteurs Promogim et Spiral, au bailleur social CUS Habitat et au groupe d'autopromotion Etoile de Nomény, en vue de la réalisation de 136 logements ;
- la signature d'une promesse de vente avec Adim après désignation du lauréat du concours d'architectes sur le dernier secteur d'urbanisation de la ZAC, l'ilot Saint Urbain ;
- la livraison des programmes de Bouwfonds (46 logements) et de Nacarat (63 logements) ;
- au démarrage ou à la poursuite des chantiers des programmes de Perspective, SCI Green One, Pierres et Territoires, Immobilière Vauban et Alcys.

Au plan financier, l'opération génère en 2015 un excédent de trésorerie de 8 785 K€. Le solde cumulé de trésorerie à fin 2015 s'élève à 5 135 K€.

Le résultat final prévisionnel est estimé à 8,5 M€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire.

2. ZAC Parc d'Innovation d'Illkirch

La concession a pour objet l'aménagement et l'équipement d'un site de 170 hectares, destiné à la création d'un parc dédié à l'accueil et au développement d'entreprises dans les domaines de la recherche et de l'innovation. Par avenant du 24 mars 2003, la concession a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024.

Une seule vente de terrain a été opérée en 2015 au profit de la société JZ (62 ares). Aucune nouvelle campagne de viabilisation n'a été entreprise, l'objectif étant de céder d'abord les terrains déjà viabilisés.

La dynamique a, de ce fait, principalement porté sur le développement de projets publics tels que le Bioparc 3 livré en 2013 accueillant deux entreprises (BGF INTERNATIONAL

et IRES) et le projet EASE en cours de construction sur le campus de la faculté de pharmacie.

L'année 2015 a permis également :

- la réalisation de travaux de démolition d'une ancienne structure présente sur le terrain cédé pour le projet de la société JZ et la remise en état de voirie rue Graf ;
- la signature en septembre 2015 de l'acte de vente portant sur le transfert à l'Eurométropole des emprises foncières rue Fries et Gruninger et des ouvrages d'assainissement.

Au plan financier, la situation de trésorerie négative sur l'exercice 2015 est de -155 K€ et la trésorerie cumulée à fin 2015 reste déficitaire à -3 819 K€.

Le résultat final prévisionnel est estimé à environ 3,5 M€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire.

3. Opération Hautepierre Poteries à Strasbourg

La concession a pour objet l'urbanisation de Hautepierre Nord dans le cadre de la zone à urbaniser par priorité (ZUP), achevée en 1980 et l'aménagement d'un nouveau quartier d'habitation avec des commerces de proximité, des équipements publics, et des activités sur le secteur Hautepierre Sud dit « ZAC Poteries », qui s'étend sur 71 hectares.

La concession a fait l'objet d'une prorogation jusqu'au 31 décembre 2018 dans le cadre de la passation d'un avenant n°15 à la concession d'aménagement approuvé par le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015. Celui-ci prévoit également pour le concédant et le concessionnaire, le versement anticipé d'acomptes sur résultat. Ainsi un prélèvement de 3 M€ sur l'excédent du résultat prévisionnel a été opéré en 2015 (1,5 M€ versé à l'Eurométropole et 1,5 M€ versé à la SERS).

Concernant Hautepierre Nord, le classement dans le domaine public des voiries du lotissement Vigny a fait l'objet d'un acte de cession signé le 15 mai 2015 permettant la clôture de l'opération ZFU fin 2016.

Sur le quartier de la ZAC Poteries, 2015 a vu :

- la réalisation des aménagements secondaires rue Tussaud en accompagnement du projet Nexity et des travaux de raccordement de l'opération Bouygues rue Eluard ;
- la réalisation des aménagements tertiaires du programme Spiral, route des Romains ;
- la poursuite au nord de la ZAC de la construction des programmes de Nexity (résidence pour personnes à mobilité réduite de 65 logements et unité médicalisée de 24 lits et 82 logements en accession) et de Bouygues (102 logements).

Au plan financier, la situation de trésorerie sur l'exercice 2015 est de -3 521 K€ et le solde de trésorerie cumulé à fin 2015 largement excédentaire est de 12,2 M€ hors ZFU.

Le résultat final prévisionnel est estimé à environ 3,4 M€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire, compte tenu des prévisions de versements anticipés d'acomptes sur résultat (10 M€) avant la clôture de l'opération.

4. ZAC Danube à Strasbourg

La concession a pour objet l'aménagement, sur une ancienne friche portuaire d'environ 6 ha, du premier éco-quartier pilote de Strasbourg, véritable « nouveau morceau de centre-ville » relié aux quartiers environnants, faisant une large place à la mise en valeur des bassins portuaires. Sa vocation est destinée à accueillir principalement de l'habitat, des équipements publics, des bureaux, du commerce et des services de proximité.
La durée de la concession est de 10 ans, soit jusqu'au 25 mars 2020.

L'année 2015 a été marquée par :

- la livraison du programme Ecoterra par Habitat de l'Ill et la poursuite de la construction des programmes immobiliers au titre de la 1ère tranche (Batigère, parc de stationnement de l'ilot F, Vinci Immobilier et Habitation Moderne), soit 147 logements ;
- la signature d'un acte de vente avec le collectif EO (autopromotion) ;
- la signature de promesses de vente avec Altexia (1ère tranche) et avec Elithis, Perspective et Cogedim (2ème tranche) représentant un total d'environ 210 logements dont 64 réservés aux étudiants ;
- le dépôt de permis de construire des programmes de NLE, Perspective, Cogedim et de la Résidence de l'Arche ;
- la désignation du maître d'œuvre pour l'école maternelle et les logements sociaux réalisés par 3F (3ème tranche).

Au plan financier, l'opération présente en 2015 un solde de trésorerie déficitaire de – 920 K€ et un solde cumulé de trésorerie de -7 033 K€ à fin 2015.

Le résultat final prévisionnel est estimé à 11 K€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire.

5. Opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Neuhof, la collectivité a décidé de conduire une opération de renouvellement urbain dans le périmètre des « terrains » du Polygone, où près de 450 personnes issues de la communauté des gens du voyage sont en voie de sédentarisation depuis 40 ans environ. Cette opération repose sur un projet urbain et un projet social visant au relogement d'environ 450 habitants. La concession, dont le terme est fixé au 17 septembre 2017, a pour objet de résorber l'habitat insalubre à travers l'aménagement des espaces publics et la construction de 150 logements sociaux.

L'année 2015 a vu :

- le démarrage des travaux de construction des 38 pavillons de la tranche 3 ;
- la livraison des voiries provisoires de la tranche 3 ;
- le suivi de l'insertion sociale et professionnelle des habitants de la tranche 3 ;
- la préparation des relogements définitifs des habitants de la tranche 3.

La situation de trésorerie sur l'année 2015 s'élève à 1 267 K€ et laisse apparaître à fin 2015 un solde positif de trésorerie cumulée de 2 149 K€.

6. ZAC Rives du Bohrie à Ostwald

La concession a pour objet l'aménagement sur une surface d'environ 50 ha, dont 17 hectares à urbaniser, d'un nouveau quartier intégrant les objectifs du développement durable, et notamment les caractéristiques environnementales du site. Sa vocation majoritairement résidentielle accueillera des logements, des commerces, services et équipements publics. La durée de la concession est de 15 ans, soit jusqu'au 3 janvier 2026.

L'année 2015 a permis :

- la poursuite des acquisitions foncières à l'amiable (216,62 ares) et de la phase judiciaire de l'expropriation ;
- l'étude des densités globales des ilots et plus particulièrement de l'ilot D ;
- la réalisation des travaux d'aménagement paysagers de la zone de renaturation et de terrassement du quai le long de l'ilot D ;
- le démarrage du chantier de la crèche avec un achèvement du clos et couvert en décembre 2015 ;
- le dépôt des PC d'une 1ère tranche de jardins familiaux et l'obtention par Bouygues des PC sur quatre tranches de l'ilot G ;
- l'inauguration de l'espace de jeux « le Cocon » sur l'ilot E.

Au plan financier, l'opération présente une trésorerie négative de -3 716 K€ en 2015 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2015 de -1 311 K€.

7. ZAC Zone Commerciale Nord à Vendenheim

La concession a pour objet le renouvellement urbain et commercial de la Zone Commerciale Nord, implantée sur un territoire de 150 ha répartis sur quatre bans communaux.
Elle vise la requalification d'infrastructures et la réalisation de nouveaux espaces publics, la revalorisation de la zone commerciale existante par la création de nouveaux pôles commerciaux au nord, au centre et au sud, ainsi que le développement d'une mixité fonctionnelle et sociale dans la zone (logements, loisirs, commerces, activités, artisanat).
La durée de la concession est de 16 ans, soit jusqu'au 24 janvier 2030.

L'année 2015 a vu :

- la poursuite des négociations foncières à l'amiable ;

- la réalisation des phases esquisse et AVP du projet d'aménagement ;
- la réalisation des principales études réglementaires ;
- la mise en œuvre d'un partenariat avec la Chambre d'agriculture de la Région Alsace pour le projet d'Agroparc.

Au plan financier, l'opération présente une trésorerie négative de -787 K€ en 2015 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2015 de -821 K€.

8. ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett

La concession a pour objet l'aménagement sur une surface de 13,55 ha, d'un nouveau quartier en entrée nord de la ville intégrant les objectifs du développement durable. Sa vocation majoritairement résidentielle accueillera de l'habitat complété par des commerces dans le cadre notamment d'une extension mesurée du supermarché.
La durée de la concession signée le 30 janvier 2015 avec la Société CM-CIC Aménagement foncier après une procédure de consultation est de 10 ans, soit jusqu'au 30 janvier 2025.

L'année 2015, première année opérationnelle a ainsi été consacrée :

- au lancement de la consultation et à la notification du marché de maitrise d'œuvre urbaine, technique et paysagère de la zone ;
- au démarrage de la maitrise foncière de la tranche 1 et au lancement de la procédure d'expropriation ;
- à la finalisation des études préliminaires.

Au plan financier, les seules dépenses engagées en 2015 ont porté sur les frais d'étude et de procédure à hauteur de 14 K€.

9. ZAC Deux Rives à Strasbourg

La concession a pour objet l'aménagement d'un périmètre de 74 ha composé de quatre secteurs opérationnels (Citadelle, Starlette, Coop, Port et Rives du Rhin). Le projet urbain Deux Rives doit permettre l'implantation de nouveaux programmes mixtes tout en contribuant à la reconversion ou à la valorisation des sites portuaires et industriels (logements, activités, équipements, tertiaire et services, hôtellerie, activités créatives et culturelles).

La durée de la concession signée le 12 janvier 2015 avec la SPL Deux Rives est de 15 ans, soit jusqu'au 12 janvier 2030.

L'année 2015, première année opérationnelle a ainsi été consacrée :

- à l'acquisition de l'ancien siège de la Coop Alsace (5 M€) et aux négociations pour l'acquisition auprès de l'Etat de la Cour des Douanes et des terrains du Port Autonome ;

- à la passation de deux accords-cadres de maitrise d'œuvre urbaine et au lancement des études de plans-guides ;
- à la réalisation des premières études techniques (Coop notamment) ;
- à la mise en œuvre d'actions de marketing et de communication-médiation auprès du grand public et des acteurs socio-culturels et économiques.

Au plan financier, l'opération présente une trésorerie négative de - 6 051 K€ en 2015 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2015 de - 6 216 K€.

Après examen des éléments communiqués par les concessionnaires à l'Eurométropole de Strasbourg, concédante, il est proposé au Conseil d'approuver les comptes rendus financiers au titre de l'exercice 2015 pour l'ensemble de ces opérations concédées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L.300-5 et suivants du Code de l'Urbanisme
Vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les comptes rendus financiers 2015 de la SERS pour la ZAC de l'Etoile à Strasbourg, la ZAC du Parc d'Innovation d'Illkirch, l'opération Hautepierre Poteries et la ZAC Danube à Strasbourg, du Groupe Domial (HFA, HSA) pour l'opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg, de la SAS Rives du Bohrie pour la ZAC du Bohrie à Ostwald, de la SAS ZCN Aménagement pour la ZAC de la Zone Commerciale Nord à Vendenheim, de la Société CM-CIC Aménagement foncier pour la ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett, de la SPL Deux Rives pour la ZAC Deux Rives à Strasbourg,

informe

que les comptes rendus financiers 2015 pour l'ensemble de ces concessions d'aménagement sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=F5uSykP.Yffj9gnFuCL14A

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Concessions d'aménagement
données de synthèse

comptes rendus financiers 2015

(annexe à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016)

DUT - service des Projets urbains
DCPP - service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques
édition décembre 2016

Sommaire

Avant-propos ---------- 5

Concessionnaire SERS
ZAC Etoile à Strasbourg ---------- 6
ZAC Parc d'Innovation d'Illkirch ---------- 12
Opération Hautepierre Poteries à Strasbourg ---------- 18
ZAC Danube à Strasbourg ---------- 24

Concessionnaire Groupe Domial (HFA, HSA)
Opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone - Neuhof à Strasbourg ---------- 29

Concessionnaire SAS Rives du Bohrie (Groupement Nexity/ CM – CIC - Sarest)
ZAC Rives du Bohrie à Ostwald ---------- 34

Concessionnaire SAS ZCN Aménagement
ZAC Zone Commerciale Nord à Vendenheim ---------- 39

Concessionnaire Société CM-CIC Aménagement foncier
ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett ---------- 43

Concessionnaire SPL Deux Rives
ZAC Deux Rives à Strasbourg ---------- 47

QU'EST-CE QU'UNE CONCESSION D'AMENAGEMENT ?

Il s'agit d'un contrat par lequel une collectivité confie à un aménageur public ou privé la maîtrise d'ouvrage de travaux et d'équipements concourant à une opération d'aménagement.

L'aménageur réalise des investissements pour le compte de la personne publique : il réalise les études et toutes les missions nécessaires à l'opération ; il procède à la vente, à la location ou à la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession. Au terme du contrat ou à l'achèvement de l'ouvrage, le concessionnaire remet au concédant les équipements publics, en principe à l'euro symbolique.

Le concédant peut participer au coût de l'opération sous forme d'apport financier ou en terrains. Les apports en nature peuvent se traduire par l'octroi au concessionnaire d'un fonds de concours constitué d'un ensemble de terrains valorisés en principe à la valeur des Domaines.

L'aménageur se rémunère par la vente des terrains viabilisés et aménagés aux constructeurs ou promoteurs immobiliers.

Les concessions d'aménagement sont des opérations réalisées aux risques et périls du concessionnaire.

Dans la plupart des contrats précités, il est prévu à la clôture de la concession :

- qu'en cas de déficit, celui-ci sera pris en charge par le concessionnaire,
- qu'en cas de bénéfice, celui-ci sera partagé selon conditions définies entre l'Eurométropole et le concessionnaire, sauf pour les opérations Polygone, Bohrie et ZCN où il revient intégralement au concessionnaire.

LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION

Avant 2005, les concessions d'aménagement étaient attribuées de gré à gré à un co-contractant.

En application du droit communautaire, l'Etat français a réformé la procédure de passation des concessions d'aménagement issue de la loi du 20 juillet 2005. Les concessions doivent désormais être conclues en respectant les procédures de publicité et de mise en concurrence prescrites par les décrets du 31 juillet 2006 et du 22 juillet 2009.

La procédure mise en place par la CUS, devenue Eurométropole de Strasbourg prévoit :

- la tenue d'une commission « ad hoc » spécifique à l'aménagement, compétente pour émettre un avis sur les candidatures et offres reçues ; elle est composée des mêmes élus que ceux composant les actuelles commission d'appels d'offres (marchés publics) et commission Sapin (délégations de service public),
- l'organisation de la publicité, variable selon le montant prévisionnel total des travaux (le cas échéant publicités européennes),
- la sélection des candidatures et des offres,
- une phase de négociation avec les candidats dont les offres ont été sélectionnées par la commission,
- une délibération d'attribution du contrat à un concessionnaire sur proposition de l'exécutif et au vu de l'avis rendu par la commission.

A compter du 1er janvier 2015, l'Eurométropole s'est substituée de plein droit dans l'ensemble des biens, droits et obligations de la CUS résultant des concessions conclues avec les concessionnaires.

Avant-propos

Le présent cahier constitue une synthèse des comptes rendus financiers (CRF) remis par les concessionnaires, SERS, Groupe Domial, SAS Rives du Bohrie, SAS ZCN Aménagement, société CM-CIC Aménagement foncier, SPL Deux Rives à l'Eurométropole de Strasbourg, autorité concédante des concessions d'aménagement situées sur le territoire de l'Eurométropole.

La législation en vigueur (loi du 7 juillet 1983 complétée par la loi SRU du 13 décembre 2000 et par la loi du 2 janvier 2002 modernisant le statut des SEML) impose en effet aux concessionnaires de produire au concédant un compte rendu financier retraçant chaque année :

- un bilan financier prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession,
- un plan de trésorerie actualisé de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au regard des prévisions initiales,
- un tableau des acquisitions et des cessions immobilières réalisées pendant l'exercice,
- un tableau actualisé des participations sollicitées par le concessionnaire auprès de la collectivité concédante.

Les CRF des concessions d'aménagement suivantes sont examinés dans ce document :

- *pour la SERS :*
  - ✓ *ZAC Etoile à Strasbourg*
  - ✓ *ZAC Parc d'Innovation d'Illkirch*
  - ✓ *Opération Hautepierre Poteries à Strasbourg*
  - ✓ *ZAC Danube à Strasbourg*
- *pour le Groupe Domial (HFA, HSA) :*
  - ✓ *Opération de renouvellement urbain du Polygone à Strasbourg*
- *pour la SAS Rives du Bohrie (CM-CIC Sarest/Nexity) :*
  - ✓ *ZAC Rives du Bohrie à Ostwald*
- *pour la SAS ZCN Aménagement :*
  - ✓ *ZAC Zone Commerciale Nord à Vendenheim*
- *pour la société CM-CIC Aménagement foncier :*
  - ✓ *ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett*
- *pour la SPL Deux Rives :*
  - ✓ *ZAC Deux Rives à Strasbourg*

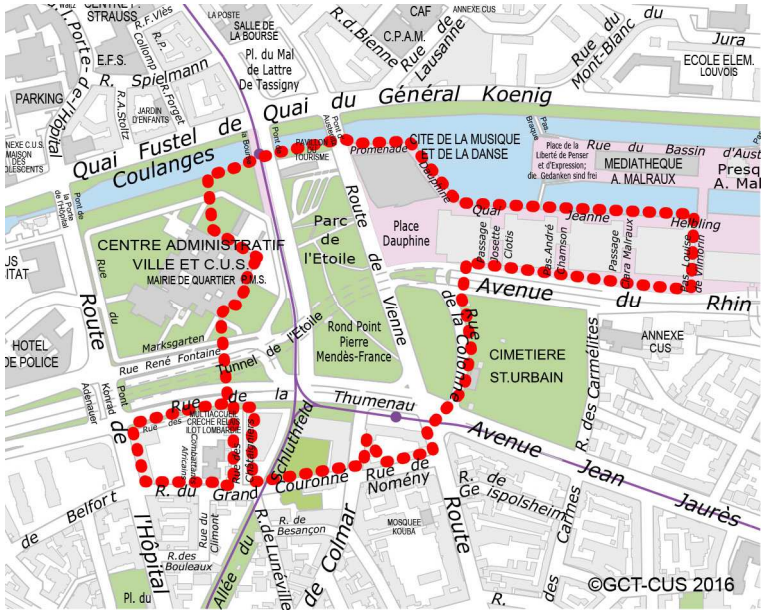
Ce document a vocation à retracer l'avancement opérationnel et financier des concessions au 31 décembre 2015 et à mettre en évidence leur impact financier sur les comptes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Chiffres clé 2015

budget réactualisé : 117 586 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 89%
avancement financier : - en dépenses : 89%
- en recettes : 87%

programme :

surface de plancher :		140 000 m²
dont	logements :	47 600 m²
	commerces :	41 200 m²
	bureaux :	28 800 m²
	équipements publics :	18 900 m²
	autres constructions :	3 500 m²



ZAC Etoile

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Dans le cadre de sa politique de développement, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'urbaniser le secteur Etoile de Strasbourg.

Cette opération d'aménagement vise à favoriser la liaison entre le centre-ville et les quartiers Sud de Strasbourg et à permettre une véritable intégration urbaine de ce secteur resté longtemps en friche, en développant un nouveau quartier à vocation culturelle, résidentielle et économique.

Une première phase d'urbanisation de la ZAC a été achevée correspondant à la réalisation de l'ensemble Rivétoile livré fin 2008.

Le programme d'urbanisation se poursuit désormais sur les secteurs Sud des fronts du Neudorf, sur les ilots ZD1 à ZD6, avec pour horizon de réalisation 2018.

Cette opération urbaine s'inscrit par ailleurs dans le projet urbain plus vaste des Deux Rives, ayant pour enjeu de reconquérir un chapelet de friches industrielles, le long des fronts du Neudorf jusqu'à Kehl, secteur majeur de développement de l'agglomération.

Objet de la concession d'aménagement

Aménagement d'une zone de 16,99 ha correspondant aux secteurs Etoile, Dauphine/Austerlitz, Schwanau, Lombardie, Saint Urbain et abords du centre administratif : bureaux, programme d'équipements publics à définir, équipements hôteliers et commerciaux, logements, travaux de voirie, de réseaux, d'aménagements d'espaces libres, de parkings et d'installations diverses.

Historique

La Communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'aménager le site de l'Etoile dans le cadre d'une procédure de ZAC et a attribué en 1991 la concession d'aménagement à la Sers.

Le programme de l'opération (résultant du dossier de réalisation) autorise une SHON maximale de 140 000 m² qui se répartit entre équipements publics (Cité de la musique et de la danse, équipement petite enfance, terminal de tourisme), logements, commerces, kiosques, bureaux et activités.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 18 décembre 1991
- durée : 10 ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2018 (soit 27 ans)
- 6 avenants :

  1995 : suite à modification du périmètre de la ZAC, extension du périmètre initial de la concession afin d'inclure le Nord de l'Ilot Lombardie et d'exclure certaines parcelles (superficie modifiée : 17,9 ha au total),

  1996 : prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2007 + réduction de la superficie de la concession (16,99 ha) + intégration de l'arrêté de création de la ZAC du 21 avril 1995 avec nouveau bilan prévisionnel + définition du programme des équipements publics (réalisation d'une patinoire, du Conservatoire national de Région et terminal de bus) non inclus dans le bilan prévisionnel + travaux de voirie, réseaux, aménagement d'espaces libres, parkings,

  1999 : nouveau bilan prévisionnel + prorogation jusqu'au 31 décembre 2010 + intégration des aménagements,

  2003 : modification des conditions de réalisation de la ZAC (opération « Les Passages de l'Etoile » notamment) avec nouveau bilan prévisionnel + adoption du régime juridique de convention publique d'aménagement + avance remboursable de 6,5 M€ à taux 0 accordée par la CUS à la Sers,

  2010 : approbation de la modification du dossier de ZAC actualisant les orientations et prenant en compte notamment la modification du schéma de voirie et l'accompagnement de l'aménagement des îlots Lombardie et St Urbain, et modification du bilan financier,

  2013 : approbation par le Conseil CUS du 12/07/2013 des modifications du programme global des travaux confiés à la SERS et de leurs conditions de financement et prorogation du terme de la concession jusqu'au 31/12/2018.

La procédure d'urbanisme = ZAC

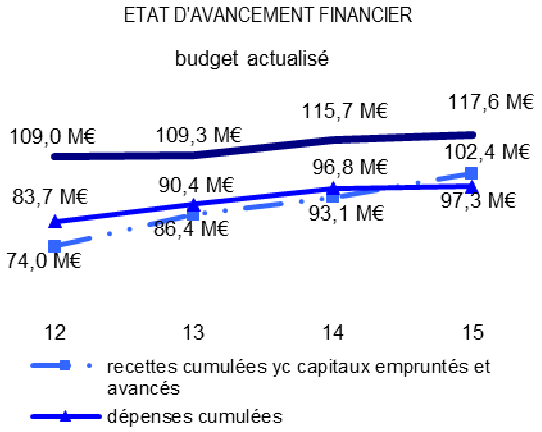
- 1998 : approbation du dossier de réalisation de la ZAC par le Conseil communautaire,
- 1999 : approbation du PAZ et du programme des équipements publics de la ZAC par le Conseil communautaire,
- arrêté préfectoral de DUP du 29/12/2000 (publié le 18 janvier 2001),
- délibération communautaire du 19/12/2005 approuvant la prorogation de la DUP de 5 ans et arrêté préfectoral du 23/12/2005 prorogeant la DUP pour une durée de 5 ans,
- délibération communautaire du 7/05/2010 approuvant la 1ère modification de la ZAC,
- délibération communautaire du 12/07/2013 approuvant la 2ème modification de la ZAC.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**117 586 K€**	***100%***
acquisitions terrains/immeubles	19 859 K€	*17%*
études générales	4 189 K€	*4%*
travaux et honoraires	67 358 K€	***57%***
charges diverses *dont* *- frais financiers : 8 395 K€* *- rémunérations/ frais de société : 7 363 K€* *- charges de gestion : 498 K€*	17 663 K€	*15%*
résultat prévisionnel (trésorerie positive)	***8 517 K€***	*7%*

Ressources	**117 586 K€**	***100%***
cessions de charges foncières	49 501 K€	***42%***
subventions (CUS, GDS, DDE)	73 K€	*<1%*
participations (Multiplex, CUS)	7 092 K€	*6%*
cessions d'immeubles, équipements publics, rétrocession voiries	13 558 K€	*12%*
cessions et participations aux parkings, vente parc de stationnement	44 398 K€	*38%*
produits de gestion	2 952 K€	*2%*

Etat d'avancement 2015



- Un taux de réalisation de 89 % en dépenses :

A fin 2015, le contrat se situe dans sa 24ème année sur une durée totale de 27 ans, soit 89% de la durée totale. L'opération atteint 89% de son taux de réalisation en dépenses et 87% de son taux de réalisation en recettes (y compris les capitaux empruntés et avancés).

- Acquisitions de terrains et participations en lien avec le concessionnaire :

Toutes les acquisitions de terrains par la SERS ont été réalisées sur la ZAC.
Seul reste à régulariser le paiement par la SERS de 2,577 M€ pour un terrain acquis en 2000. Celui-ci devrait intervenir en 2016.

En 2015, la Ville de Strasbourg a versé à la SERS sa participation au titre de l'aménagement de l'aire de dépose des cars de tourisme accompagnant l'équipement de Terminal Tourisme (1 M€ HT), de même que l'Eurométropole de Strasbourg a versé sa participation de 3,135 M€ HT (1er versement de 50%) pour la remise des ouvrages de voirie.

- Les études et travaux d'aménagement :

Le montant global dépenses est de 137 K€ en 2015.

25 K€ de dépenses ont été constatés pour les études et 112 K€ pour les travaux de réseaux et d'aménagement des sols.

- Parc de stationnement Dauphine-Austerlitz :

Aux termes d'accords signés en 2005, la SNC « Les Passages de l'Etoile », a acheté les droits à construire pour le parking et le centre commercial. La SNC maître d'ouvrage a confié à la Sers la construction du gros-œuvre du parking et du centre commercial. Dès achèvement de la structure, la SNC a cédé le parking à la Sers concessionnaire selon la vente à terme conclue le 13 avril 2005.
L'autorisation d'exploiter le parc de stationnement a été obtenue le 3 octobre 2008. L'ouvrage comprend actuellement 1535 places dont 1075 places pour le public. Il est prévu une participation financière de l'opérateur du centre commercial, la SNC « Les Passages de l'Etoile » pour son exploitation. Suite à un nouvel appel d'offres organisé en 2012, la société CEGIP a été désignée comme prestataire pour l'exploitation de cet ouvrage, à partir du 1er janvier 2013.

L'exploitation du parking permet au concédant d'obtenir un cash-flow de 798 K€ en 2015. La vente du parc de stationnement par la SERS est envisagée en 2017 dès l'exploitation stabilisée. Le montant budgété de recette est de l'ordre de 14 M€.

Une recette de 96 K€ a été encaissée au titre de la vente de deux places de stationnement à Wereldhave (SNC Passages de l'Etoile), nouvel exploitant du centre commercial (75 K€) et une place de stationnement à un privé (21 K€).

- Commercialisation des secteurs sud de la ZAC :

La commercialisation des droits à construire sur le secteur Schwanau-Lombardie s'est poursuivie.

La 1ère tranche porte en secteurs ZD4 et ZD5, situés entre la route du Polygone et l'allée du Schluthfeld sur le développement de 14 714 m² SP, soit 170 logements dont 32 logements locatifs aidés.

Sur le secteur ZD4, Bouwfonds a livré son programme à partir de septembre 2015 (46 logements) et Perspective (33 logements) doit livrer la construction au 1er semestre 2016.
Les promoteurs retenus sur le secteur ZD5 (programme Ecocité BEPAS) sont la SCI Green One – Immobilière des Quais et Pierres et Territoires (38 logements dont 16 pour CUS Habitat et commerces), Pierres et Territoires (37 logements dont 16 pour CUS Habitat et commerces), Habitat de l'Ill (9 logements) en habitat participatif accession sociale et Etoile de Nomény (7 logements) en habitat participatif.
L'acte de vente a été signé le 18 décembre 2015 avec Etoile de Nomény et les travaux sont en cours pour les programmes SCI Green One et Pierres et Territoires.

La 2ème tranche lancée en 2012 concerne le secteur ZD1 situé entre la route de l'Hôpital et la rue de la Thumenau portant sur environ 13 688 m² SdP, soit 188 logements.

Ont été sélectionnés les promoteurs Nacarat (63 logements et commerces), Immobilière Vauban (19 logements et commerces), Promogim (61 logements) et CUS Habitat (45 logements).

Les actes de vente ont été signés le 9 octobre 2015 avec CUS Habitat et le 9 novembre 2015 avec Promogim. Le programme de Nacarat a été livrée fin 2015 et celui de de l'Immobilière Vauban a démarré mi-2015 pour une livraison fin 2016.

La 3ème tranche lancée en 2013 porte sur les secteurs ZD3 et ZD2 situés entre l'allée du Schluthfeld et la rue de la Thumenau pour un total d'environ 8 060 m² SP, soit 125 logements.

Sur le secteur ZD3, ont été retenus le promoteur Alcys (47 logements et parking silo de 125 places dont les travaux sont en cours) et le collectif d'autopromotion Baugroupe (5 logements).
Sur le secteur ZD2, les promoteurs Spiral (23 logements) et Icade (50 logements environ) ont été sélectionnés.
Spiral a obtenu son permis de construire mi 2015 et l'acte de vente a été signé le 31 novembre 2015.

Enfin, la SERS a lancé en novembre 2014 le processus de choix d'un opérateur pour l'urbanisation du secteur St Urbain (ZD6), dernier foncier de la ZAC. Il est envisagé d'y développer 21 500 m² SdP sur une parcelle de 63,39 ares pour un programme mixte habitat, commerces, bureaux et hôtel. Le promoteur Adim a été désigné lauréat de la consultation à l'issue d'un jury du 30 mars 2015 et une promesse synallagmatique a été signée après désignation du lauréat du concours d'architectes (équipe LAN-TOA) en novembre 2015.

Les recettes de cessions représentent ainsi en 2015,
4 995 K€ au titre des droits à construire aux promoteurs (Promogim, Spiral, Etoile de Nomény (autopromotion), Adim, au bailleur CUS Habitat) et du versement d'un acompte de 27 K€ par Baugroupe (autopromotion), auxquelles il convient de rajouter 152 K€ pour la cession d'un logement rue du Grand Couronné.

Emprunts

Une consultation d'organismes financiers menée fin 2005 par la Sers a permis d'obtenir de la banque Calyon un emprunt (avec différé d'amortissement de 3 ans) scindé en 2 parties :

- à concurrence de 15 M€ HT sur 15 ans pour l'acquisition du parc de stationnement ; il a été mobilisé au cours du 4ème trimestre 2006,
- à concurrence de 6,343 M€ HT sur 5 ans pour l'acquisition de matériel nécessaire à l'exploitation de ce parc ; cette partie du prêt a été mobilisée en 2008.

La CUS a accordé une garantie d'emprunt à concurrence de 80% sur ce financement global (délibération votée le 29 septembre 2006).

L'emprunt de 6,343 M€ est totalement remboursé au 31/12/2014.

Situation de trésorerie

L'opération génère en 2015 un excédent de trésorerie de 8 785 K€.

Au total, le solde cumulé de trésorerie redevient positif fin 2015 en passant de -3 650 K€ fin 2014 à 5 135 K€ dû aux recettes de cessions encaissées à hauteur de 5 M€ et au versement des participations des collectivités de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg à hauteur de 4,135 M€.

Perspectives

- Participations :

En 2016, la Ville de Strasbourg devrait verser à la SERS sa participation au titre de l'aménagement du parc urbain (1,3 M€ HT), de même que l'Eurométropole devrait verser sa participation de 3,135 M€ HT (solde) pour la remise des ouvrages de voirie.

- Commercialisation :

Il sera procédé à la cession des droits à construire aux porteurs des programmes Habitat de l'Ill (secteur ZD5), au collectif Baugroupe (secteur ZD3) et si possible au promoteur Icade (secteur ZD2). Les chantiers se poursuivront avec une livraison au courant de l'année 2016 pour les programmes SCI Green One et Pierres et Territoires (secteur ZD5), Perspective (secteur ZD4), Alcys (secteur ZD3), Immobilière Vauban (secteur ZD1).

Les programmes Etoile de Nomény et Habitat de l'Ill (secteur ZD5) démarreront au premier semestre 2016.

Icade et Baugroupe devraient obtenir leur permis de construire.

La SERS procèdera à la création de la rue des Combattants Africains entre la rue de la Thumenau et la rue du Grand Couronné et aux travaux de raccordement et d'aménagement des abords des programmes à livrer en 2016 en secteurs ZD5, ZD4, ZD3 et ZD1.

Les études détaillées du projet d'urbanisation du secteur St Urbain (ZD6) porté par Adim se poursuivront avec l'instruction du dossier de permis de construire au second semestre et la signature de l'acte définitif prévue au printemps 2017 pour une livraison échelonnée sur 2019 et 2020.

Il est envisagé de proroger la date de fin de concession pour préparer la clôture administrative et comptable de l'opération et permettre d'accompagner le dernier projet immobilier du secteur ZD6.

Des recettes de cession sont prévues en 2016 sur les secteurs Schwanau et Lombardie, pour les programmes

Habitat de l'Ill et Baugroupe (secteurs ZD5 et ZD3) à hauteur de 465 K€.

Les impacts financiers sur les comptes de l'Eurométropole

6,5 M€ d'avances de l'Eurométropole

Une avance à taux 0 de 6,5 M€ a été versée par la CUS à la Sers au cours du 2ème trimestre 2004 par deux mandats successifs (3 M€ en avril 2004 et 3,5 M€ en mai 2004).

Cette avance est enregistrée au PPI sous l'autorisation de programme *« Secteur Etoile - Avance remboursable versée à la SERS »*. Son remboursement est prévu dès que la trésorerie le permettra, au plus tard le 31/12/2017.

6,5 M€ de participation de l'Eurométropole au coût de l'opération

Les modalités de versement de la participation du concédant au coût de l'opération de 6,5 M€, approuvée en 2003, au titre d'une minoration du coût du foncier à acquérir par l'aménageur à la CUS ont été précisées par avenant n°6 à la convention de concession. Ainsi, celle-ci a été versée à la SERS en 2013, concomitamment au 1er versement de la SERS à la CUS au titre des acquisitions foncières.

Une participation d'UGC

Une participation de 592 K€ HT avait été versée avant 2005 à la Sers par le Multiplex UGC au titre de la réalisation anticipée du tunnel sous le carrefour Mariano. Un complément de participation de 124 K€ HT, correspondant aux frais financiers et intégré dans les produits financiers, a été versé en 2007, au final, la participation versée par le Multiplex UGC s'élève à 716 K€.

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Au PPI de l'Eurométropole, sous l'autorisation de programme *« AP0022 Secteur Etoile programme 151- Emprise de voiries »,* sont inscrits :

- 24,515 M€ en dépenses :
  - acquisition de terrains du PAS (315 K€),
  - achats de terrains à la Ville de Strasbourg (3,615 M€),
  - rachat à la Sers des voiries aménagées (7,524 M€ dont 3,755 M€ versés à la SERS en 2015),
  - subvention d'équilibre - minoration foncière (6,5 M€) versée en 2013,
  - avance remboursable accordée à la Sers en 2004 (6,5 M€),
  - divers travaux d'accompagnement (61 K€).
- 21,928 M€ en recettes :
  - remboursement de l'avance accordée en 2004 à la Sers (6,5 M€),
  - cession des terrains EMS à la Sers/VDS (15,428 M€) versés en 2013 et 2014.

Bilan financier opérationnel à fin 2015

dépenses	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel au 31/12/2015	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
acquisitions de terrains/immeubles	22 103	19 859	17 279	0	17 279	*87%*
études générales	5 025	4 189	3 812	25	3 838	*92%*
travaux et honoraires	60 335	67 358	61 511	112	61 623	*92%*
charges diverses	9 098	17 663	14 168	397	14 565	*82%*
TOTAL	**96 564**	**109 069**	**96 770**	**534**	**97 304**	***89%***
solde de trésorerie	0	8 517	-3 650	8 785	5 135	
TOTAL	**96 564**	**117 586**	**93 120**	**9 319**	**102 439**	***87%***

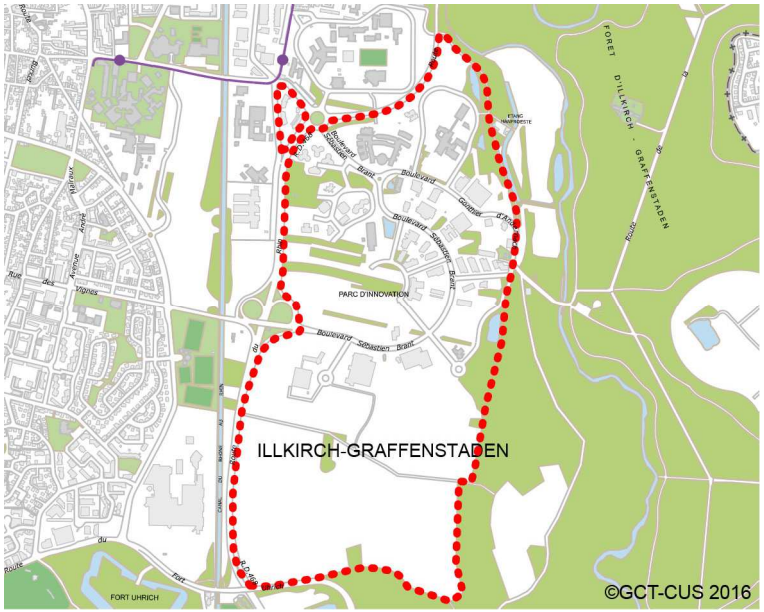
recettes	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel au 31/12/2015	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
cessions des charges foncières	62 230	49 501	35 594	5 021	40 616	*82%*
subventions (EMS, GDS)	41	73	73	0	73	*100%*
participation (MULTIPLEX et EMS avenant n°4)	663	7 092	7 092	0	7 092	*100%*
cessions d'immeubles, équipements publics, rétrocession voiries	26 345	13 558	4 085	4 281	8 367	*62%*
cessions et participations aux parkings, vente parking	6 555	44 399**	28 224**	894**	29 118**	*65%*
autres produits	730	2 952	2 712	98	2 810	*95%*
TOTAL	**96 564**	**117 586**	**77 781**	**10 295**	**88 076**	***75%***
avance de la collectivité	0	0	6 500	0	6 500	
emprunt (pour le financement du parking de stationnement)	0	0	8 839	-976	7 863	
TOTAL avec emprunts	**96 564**	**117 586**	**93 120**	**9 319**	**102 439**	***87%***

- ** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel*
- *** y compris le résultat du parking P1*

Chiffres clé 2015

budget réactualisé : 103 998 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 77%
avancement financier : - en dépenses : 52%
- en recettes : 47%

programme :
surface de plancher : 843 790 m²
dont logements : 9 710 m²
bureaux/activités : 765 530 m²
équipements publics : 68 550 m²



Parc d'Innovation d'Illkirch

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Sur la base de constats et diagnostics dressés dans un livre blanc, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé dès 1983 de dédier un espace au développement des universités et laboratoires de recherche ainsi qu'aux activités privées de haute technologie.

La Communauté urbaine a proposé ainsi à la SERS d'aménager un site de 170 hectares sur la Commune d'Illkirch-Graffenstaden, spécialement dédié à l'accueil et au développement d'entreprises dans les domaines de la recherche et de l'innovation, notamment dans les domaines de la chimie, de la biotechnologie, de l'informatique et des sciences de l'espace.

Le Parc d'Innovation d'Illkirch constitue ainsi un site privilégié où recherche, enseignement supérieur, et investissement industriel se rencontrent et unissent leurs compétences pour :

- développer un projet d'innovation et de recherche-développement dans un ou plusieurs domaines technologiques et industriels,
- créer des pôles de compétences industriels et technologiques en vue d'un meilleur rayonnement international.

Le Parc d'Innovation d'Illkirch est devenu aujourd'hui l'un des atouts majeurs du pôle de compétitivité à vocation mondiale pour les innovations thérapeutiques, label délivré par le Comité interministériel à l'aménagement du territoire (CIAT) le 12 juillet 2005.

Objet de la concession d'aménagement

Création, aménagement et équipement de la ZAC destinée à la création d'un parc d'innovation sur le territoire de la commune d'Illkirch-Graffenstaden.

Historique

Dans le cadre de sa politique de développement d'activités innovantes et de haute technologie, la CUS a décidé la création d'un parc d'innovation sur le territoire de la commune d'Illkirch-Graffenstaden.

Au regard des études réalisées et du budget global d'investissement, les parties sont convenues par avenant de 2003 de la réalisation d'un Bioparc. Ce programme immobilier locatif composé de 2 bâtiments et dédié aux entreprises de biotechnologie s'est achevé en 2004.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 31 mai 1985 (ZAC)
- durée : 15 ans prorogée de 24 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024
- 8 avenants :

  1988 : réalisation de deux bâtiments destinés à accueillir les premières entreprises désirant s'installer au PII,

  1994 : extension des missions du concessionnaire à la totalité du périmètre destiné à devenir le PII (*soit environ 170 ha*),

  2002 : mission de réalisation d'études (emprise foncière, programme immobilier, procédures),

  2003 : réalisation du Bioparc (2 bâtiments) + financements + prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2024,

  2006 : autorisation consentie à la Sers de réaliser des aménagements complémentaires (lot D Bioparc) pour 904 892 € HT, afin de permettre la mise à disposition des locaux à la société Novalyst,

  2009 : réalisation d'un troisième bâtiment dans le programme Bioparc développant une SHON de 3100 m², et 2012 : modification des modalités de versement de la participation du concédant à hauteur de 1 M€,

  2012 : affectation d'une personne à plein temps au développement et à l'animation du Parc d'Innovation.

La procédure d'urbanisme = ZAC

1985 : déclaration d'utilité publique (DUP),

1986/1987 : approbation de la création de la ZAC par le Conseil communautaire et le Conseil municipal d'Illkirch, arrêtés préfectoraux créant la ZAC 1ère tranche,

1990 et 1995 : prorogations de la DUP,

1992 : extension de la ZAC 1ère tranche (délibération CUS),

2000 : ordonnance d'expropriation (transfert de propriété des terrains au profit de la CUS),

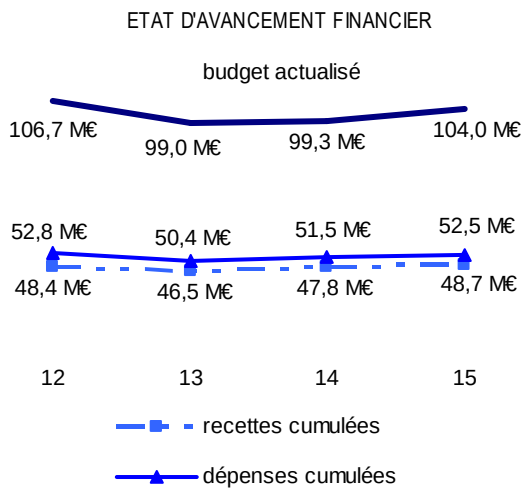
2001 : jugement du TGI au titre de l'indemnisation des expropriés.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**103 998 K€**	*100 %*
acquisitions terrains/immeubles	23 249 K€	*22%*
constructions	5 669 K€	*6%*
voiries et réseaux divers	29 119 K€	***28%***
charges de fonctionnement dont : *- fournisseurs : 0 K€* *- charges de gestion : 4 570 K€* *- frais financiers : 4 197 K€* *- rémunération société : 4 807 K€* *- TVA réglée : 0 K€*	13 574 K€	*13%*
avances	32 K€	*NS*
Bioparc 1 et 2	18 175 K€	*18%*
Bioparc 3	10 658 K€	*10%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie positive)	***3 522 K€***	*3%*

Ressources	**103 998 K€**	*100%*
cessions terrains/immeubles	68 434 K€	***66%***
participations publiques	3 490 K€	*3%*
autres produits	2 642 K€	*3%*
dont : *- produits financiers : 118 K€* *- produit de gestion : 2 524 K€* *- TVA remboursée : 0 K€*		
Bioparc 1 et 2	18 175 K€	*17%*
Bioparc 3	11 258 K€	*11%*

Etat d'avancement 2015



- Taux de réalisation :

A fin 2015, le contrat se situe dans sa 30,5ème année sur une durée totale de 39,5 ans, soit 77% de la durée totale. L'opération atteint 52% de son taux de réalisation en dépenses et 47% de son taux de réalisation en recettes.

- Aménagements sur le Parc d'Innovation (hors Bioparc) :

Les seuls travaux financés en 2015 ont concerné la démolition d'une ancienne structure et fondation présente sur le terrain cédé pour la réalisation des locaux de la société JZ ainsi que la remise en état de voirie et/ou trottoirs existants (rue Urs Graf) (33 K€).

Le transfert des emprises foncières rue Laurent Fries et rue Gruninger et ouvrages d'assainissement à l'Eurométropole a été approuvé par délibération de la Commission permanente du Conseil de Communauté urbaine du 26 septembre 2014 (acte signé le 2 septembre 2015).

- Animation et promotion du Parc :

La dynamique d'animation du Parc engagée depuis 2012 s'est poursuivie au cours de l'année 2015 : mise à jour régulière du site internet, newsletter mensuelle, organisation de manifestations, mise en place d'un autostop organisé en accompagnement du PDIE.

- Commercialisation sur le Parc d'Innovation (hors Bioparc) :

Une seule vente de terrain (62 ares - ilot 24) a été régularisée au profit de la société JZ entreprise de production et de distribution de produits de la médecine chinoise et jusqu'alors domiciliée à Altorf.

Aucun terrain n'a été cédé pour la réalisation d'un nouveau projet.

La dynamique a, de ce fait, principalement porté sur le développement de projets publics tels que le Bioparc 3 et le projet Ease en cours de construction sur le campus de la faculté de pharmacie.

Les recettes de cessions s'élèvent à 360 K€.

- État d'occupation du Bioparc 1 et 2 :

Les locaux sont totalement occupés.

Les travaux visant à diviser le bâtiment 1 en 3 entités autonomes se sont achevés fin janvier 2007. Ils ont permis l'entrée dans les lieux de trois sociétés : Alix (spécialiste des récepteurs nucléaires), Alsachim (société de services pour l'industrie pharmaceutique) et NMRTech (conception et mise en œuvre de méthodes pour l'industrie pharmaceutique).

Le bâtiment 2 est loué pour moitié à Polyplus Transfection depuis début 2004 et pour moitié à Novalyst qui occupe les lieux depuis janvier 2007.

Début 2007, la société Faust qui occupait en totalité l'une des ailes du Bioparc 1 a été contrainte de procéder à des licenciements économiques (15 personnes). En juillet 2008, un plan de reprise d'une partie des activités de la société a été mis en place : il permet de maintenir 10 emplois mais nécessite une réduction des surfaces occupées par Faust (nouveau bail au 1er octobre 2008). Deux sociétés ont repris à compter du 1er janvier 2009 une partie des locaux libérés : il s'agit de Kaly Cell (culture de cellules hépatiques) et Neurofit (études pharmacologiques in vitro/in vivo préclinique du système nerveux central et périphérique).

En 2009, les sociétés Novalyst et Alix se sont rapprochées pour fusionner dans une société rebaptisée Novalix. Les baux relatifs aux locaux pris à bail par les deux sociétés ont été résiliés avec effet au 31 juillet 2009, un nouveau bail ayant été conclu avec la société Novalix (Bioparc 1 lot B). En 2011, la CUS avait accepté la prise en charge des travaux de reconversion de la salle de réunion du bâtiment 1 lot B du Bioparc en laboratoire destiné à la société Alsachim. Elle a pris possession des locaux en janvier 2012.

Fin 2011, la société Kaly-Cell a quitté les locaux du Bioparc 1 lot A, qui ont été immédiatement repris par la société Domain Thérapeutics, société spécialisée dans la recherche et le développement de nouveaux médicaments pour les maladies du système nerveux central et métaboliques.

- Bioparc 3 (8 modules de bureaux et laboratoires et 22 box dans le bunker à solvants) :

Les travaux ont démarré en avril 2011 et la construction a été livrée en février 2013.

A fin 2015, deux entreprises occupaient deux des huit modules :
- BGF international installée depuis juillet 2013, est spécialisée dans la recherche-développement pour la filtration et de la purification de l'eau,
- IRES et BJL Science Environnement installés depuis septembre 2013, sont spécialisés respectivement dans la détection des polluants dans l'environnement et dans le secteur d'activités des analyses, essais et inspections techniques,
- la société ALGAE a intégré le Bioparc 3 au 1er janvier 2016.

Seuls deux lots du bunker à solvants étaient pris à bail depuis mars 2014 par Alsachim, l'un des locataires du Bioparc 1.

En conséquence il restait à louer fin 2015, 5 modules et 20 lots dans le bunker à solvants.

Situation de trésorerie

La situation de trésorerie sur l'exercice 2015 est négative (-155 K€). Les recettes 2015 s'élèvent à 857 K€ dont notamment 445 K€ pour le Bioparc et 360 K€ de cessions. Les dépenses sur les immeubles du Bioparc, représentent 75% des dépenses réalisées, soit 758 K€, les travaux sur voirie et réseaux divers en représentent 1 %.

Fin 2015, la trésorerie cumulée s'établit à -3 819 K€, contre -3 664 K€ à fin 2014, du fait notamment de la quasi absence de recettes de commercialisation.

Emprunts

L'emprunt à moyen terme est échu depuis 2002. L'opération Bioparc 1 et 2 a fait l'objet d'un financement à long terme spécifique souscrit auprès de Dexia Crédit local le 23 juin 2003 pour un montant de 7 512 K€ amortissable en 15 ans et garanti à hauteur de 80% par la CUS (délibération du 11 juillet 2003). Le capital restant dû au 31/12/2015 s'élève à 1 858 K€.

Le Bioparc 3 fait l'objet d'un financement spécifique souscrit le 20 janvier 2011 auprès de la Caisse du Crédit Mutuel Strasbourg Gutenberg pour un montant de 5 337 K€ et une durée de 26,5 ans, garanti à hauteur de 80% par la CUS (délibération du 15 avril 2011).
Le capital restant du au 31/12/2015 s'élève à 4 797 K€.

Perspectives

L'opération devrait être déficitaire en 2016 (-356 K€).

Les dépenses prévisionnelles 2016, budgétées à 1 344 K€ se décomposent en :
- dépenses d'aménagement hors Bioparc (43% du prévisionnel) : travaux de VRD, travaux d'installation d'oeuvre d'art à l'entrée du parc d'animation du parc, travaux d'entretien et charges de gestion,
- Bioparc 1 et 2 (34% du prévisionnel) : remboursement frais financiers liés à l'emprunt, frais d'entretien et d'exploitation des bâtiments,
- Bioparc 3 (23% du prévisionnel) : frais d'exploitation du bâtiment, remboursement des frais financiers liés à l'emprunt.

Les recettes prévisionnelles 2016, budgétées à 989 K€ correspondent à :
- des cessions de terrains (315 K€),
- des recettes sur le Bioparc 1 et 2 (407 K€) au titre des loyers et charges payés par les occupants, moins l'amortissement de l'emprunt,
- des recettes sur le Bioparc 3 (215 K€) au titre du des loyers et charges payés par les occupants, du remboursement par le concédant de 50% de la vacance, moins l'amortissement de l'emprunt.

- Aménagement sur le Parc d'Innovation :

Aucune viabilisation nouvelle n'est envisagée en 2016, l'objectif étant de céder en priorité les terrains déjà viabilisés. Seuls ont été réalisés des travaux suite à la vente des terrains JZ et Auriga.

Le Copil du 1er février 2016 a retenu le projet de l'artiste Marin Kasimir comme œuvre d'art signalant les entrées du parc.

- Perspectives de commercialisation :

Sur le Parc d'Innovation :

a) Projets privés

- une parcelle complémentaire de 6 ares a été cédée à la **SCI Brant 2** (société GA) pour le développement du projet de Concept Office composé du bâtiment Auriga 1 (accueillant Axians) et Auriga 2 en cours de développement dans l'ilot 16,
- la société **Adim Est** développe sur un terrain situé dans l'ilot 18 (contigü à l'ISU) un projet constructif de deux bâtiments (Helioffice), le premier destiné à la société Axians Communication et Axians Fibre Est (1700 m²), le second destiné à des entreprises et start-up innovantes (dépôt du PC du 1er bâtiment au

second trimestre 2016 et vente du terrain envisagée au dernier trimestre 2016),

- Habitat de l'Ill envisage de réaliser sur un terrain de 35 ares route du Rhin (ilot 5) près de la résidence étudiante de la Strasbourgeoise, une résidence pour étudiants et/ou jeunes travailleurs (programmation en cours de définition).

b) Projet public et institutionnel

La faisabilité du projet de géothermie profonde menée par la société ES Géothermie (filiale de l'ES) sera poursuivie (ilot 29).

Sur le Bioparc :

Concernant le Bioparc 3, la société Algae a intégré le Bioparc 3 au 1er janvier 2016. Deux prospects sont suivis pour intégrer également le Bioparc, dont l'un (la société Inoviem) pourrait aboutir fin 2016 pour une installation dans deux ou trois modules au 1er janvier 2017.

Par contre, les deux premières sociétés BJL et IRES implantées depuis 2013, quitteront leurs locaux en 2016 pour s'implanter à la Meinau.

Les impacts financiers sur les comptes de l'Eurométropole

Pas d'avances de l'Eurométropole

Participations de l'Eurométropole

Le mécanisme de portage foncier est spécifique à l'opération : au fur et à mesure des besoins de commercialisation des terrains, la CUS cède à la Sers à la valeur des domaines les terrains non aménagés.

En application de l'avenant n°4 à la convention de concession et de la délibération du Conseil communautaire du 28 février 2003, la CUS verse à la Sers la quote-part du loyer d'amortissement correspondant aux locaux vacants du Bioparc. Cette quote-part se calcule par la différence entre l'amortissement du bien et les loyers versés par les deux sociétés actuellement locataires. Cet avenant est applicable pour une durée de 20 ans. La CUS a versé en 2009 une participation de 56 K€ HT pour la vacance partielle des locaux en 2008.

Par délibération du 10 février 2006, la CUS a approuvé la prise en charge de travaux d'aménagement intérieurs liés à l'implantation de la société Novalyst pour 905 K€ HT maximum, la Sers apportant un financement complémentaire à hauteur de 300 K€ maximum. Ces travaux ont été réceptionnés fin 2006, et suivis d'une prise de possession des locaux en janvier 2007 par le locataire, la société Novalyst.

Par délibération du 29 septembre 2006, la CUS a décidé de prendre en charge partiellement le coût des travaux réalisés sur la moitié du bâtiment 1 du Bioparc libéré par la société Carex (enveloppe attribuée au « pôle de compétitivité innovations thérapeutiques »). Ces travaux d'un montant de 111 K€ HT ont été financés par la CUS à hauteur de 84 K€ HT.

Par délibération du 13 février 2009, et convention en date du 2 mars 2009, la CUS a accepté la prise en charge d'une partie du coût des travaux de divisibilité du bâtiment 1 suite au départ de la société Faust. Ces travaux d'un montant de 96 K€ HT ont été financés par la CUS en 2009 à hauteur de 55 K€ HT.

Par délibération du 17 avril 2009 et avenant n°6 à la concession d'aménagement signé le 12 juin 2009, la CUS a approuvé la construction par la SERS du troisième bâtiment du Bioparc (3000 m² SHON) pour un coût prévisionnel de 6,6 M€ HT, moyennant une subvention d'investissement de 1 M€ TTC.

Il est également prévu qu'en cas de vacance des locaux, le concédant et le concessionnaire s'engagent à supporter le risque d'usage des locaux à concurrence de 50% pour chacune des parties.
A ce titre, la collectivité a versé une somme de 191 K€ en 2014, de 192 K€ en 2015 et 192 K€ en 2016.

Par délibération du 29 septembre 2011, et convention en date du 7 novembre 2011, la CUS a accepté la prise en charge des travaux de reconversion de la salle de réunion du bâtiment 1 lot B du Bioparc en laboratoire destiné à la societé Alsachim pour un montant de 192 K€ HT, versé en 2011 et 2012.

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Au PPI sous l'AP0017 *« Zones d'aménagement concédées » programme 132 Parc d'Innovation d'Illkirch* sont inscrits 2,210 M€ en recettes au titre du paiement par la SERS du foncier à l'Eurométropole de Strasbourg.

Bilan financier opérationnel à fin 2015 (en K€ HT)

** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel*

dépenses	**budget prévisionnel initial**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2015**	**cumul à fin 2014**	**réalisé 2015**	**cumul à fin 2015**	***taux de réalisation à fin 2015****
terrains et immeubles	15 380	23 249	6 136	0	6 136	*26%*
constructions	3 726	5 669	4 049	8	4 057	*72%*
voirie et réseaux divers	23 988	29 119	12 035	25	12 060	*41%*
charges (fonctionnement)	9 823	13 574	8 846	222	9 068	*67%*
avances		32	32	0	32	*100%*
Bioparc 1 et 2		18 175	13 475	446	13 921	*77%*
Bioparc 3		10 658	6 907	312	7 219	*68%*
TOTAL	**52 917**	**100 476**	**54 482**	**1 012**	**52 494**	***52%***
solde de trésorerie	239	3 522	-3 664	-155	-3 819	
	53 156	**103 998**	**47 817**	**857**	**48 675**	***47%***

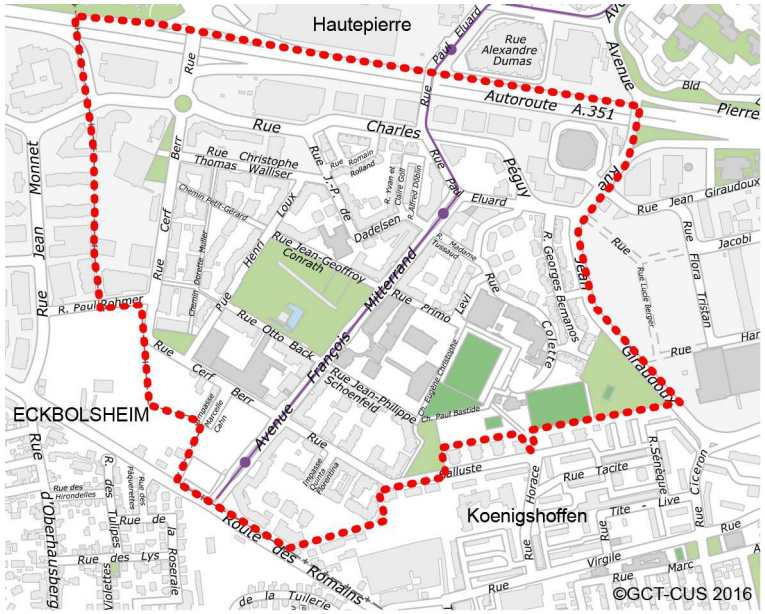
recettes	**budget prévisionnel initial**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2015**	**cumul à fin 2014**	**réalisé 2015**	**cumul à fin 2015**	***taux de réalisation à fin 2015****
cessions terrains/immeubles	46 687	68 434	22 362	360	22 722	*33%*
participations	4 170	3 490	3 490	0	3 490	*100%*
produits (fonctionnement)	2 299	2 642	2 216	52	2 268	*86%*
emprunts		0	7 376	-722	6 654	
Bioparc 1 et 2		18 175	10 115	835	10 950	*60%*
Bioparc 3		11 258	2 258	332	2 590	*23%*
TOTAL	**53 156**	**103 998**	**47 817**	**857**	**48 675**	***47%***

Chiffres clé 2015

budget réactualisé : 138 548 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 94%
avancement financier : - en dépenses : 88%
- en recettes : 95%

programme :

surface de plancher :		446 760 m²
dont	logements :	265 820 m²
	activités :	14 690 m²
	commerces :	54 600 m²
	bureaux :	62 750 m²
	équipements publics :	48 900 m²



Opération Hautepierre – Poteries

Concédant : Ville de Strasbourg, (transfert de plein droit en 1973/1974 à la CUS), puis Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Au début des années 1960, la Ville de Strasbourg a programmé l'urbanisation des 253 hectares de terre situés entre deux des voies menant au centre-ville : la route nationale Paris - Strasbourg et la route menant aux terres agricoles du Kochersberg. Selon un schéma répandu en France à l'époque, une autoroute urbaine de desserte et de transit, qui prit le nom d'autoroute de Hautepierre, fut construite à travers la zone à aménager.

Les terrains situés au nord furent urbanisés sous forme de zone à urbaniser par priorité (ZUP) selon un plan en mailles hexagonales. Ce quartier Hautepierre est constitué pour 80% de logements sociaux. La ZUP s'est achevée en 1980.

Le concept de mailles a été abandonné pour l'urbanisation des terrains situés au sud de l'autoroute. Pour ce nouveau secteur, un arrêté de zone d'aménagement concertée (ZAC) a été pris en 1985. Il s'agissait de construire un nouveau quartier d'habitation avec des commerces de proximité et des équipements publics (groupes scolaires, gymnases, zone sportive, crèche, parc urbain, lycée…). L'opération qui prit le nom de ZAC des Poteries s'étend sur 71 ha ; elle prévoit la création d'une zone commerciale au nord et d'un secteur réservé aux activités à l'ouest. L'enjeu en termes d'aménagement et d'image est majeur puisque le site se trouve à la jonction de Hautepierre nord, du Hohberg et de la Commune d'Eckbolsheim.

Depuis 2004, la stratégie urbaine sur le secteur de Hautepierre nord repose sur le développement et l'aménagement d'immobilier d'entreprises dans le cadre de la zone franche urbaine, dont la réussite constitue un enjeu majeur pour l'emploi.

Objet de la concession d'aménagement

- aménagement de la zone à urbaniser par priorité (ZUP) : construction d'environ 8 000 logements + édifices sociaux, commerciaux, bâtiments scolaires, travaux d'équipement ;
- extension de la concession d'origine au périmètre de la ZAC « Kœnigshoffen Poteries ».

Historique

Par convention du 30 décembre 1967, la Ville de Strasbourg a chargé la Sers de réaliser une zone à urbaniser par priorité (ZUP) à Strasbourg - Hautepierre. Cette opération a été transférée à la CUS en qualité d'autorité concédante. La 1ère tranche de la concession (située au nord de la pénétrante A351) a été urbanisée dans le cadre de la ZUP (Hautepierre Nord), la partie sud dans le cadre d'une ZAC (Hautepierre Sud).

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 30 décembre 1967
- durée : 5 ans, prorogée par avenants jusqu'au 31 décembre 2018 (durée totale : 51 ans)
- 15 avenants :

1975 : inclusion de la maille Irène : centre commercial, équipements socioculturels et de loisirs, hôtel, immeuble de bureaux, place centrale et aires de stationnement,

1978 : inclusion de la maille Anne (collège CES, constructions abritant des antennes d'entreprises) et du secteur d'activités sud (activités artisanales et petites industries non polluantes),

1980 : prorogation de la durée de la concession de 5 ans,

1981 : intégration à la ZAC de la réalisation d'un lotissement à Hautepierre sud,

1983 : le collège dont l'implantation était initialement prévue maille Anne nord sera construit maille Brigitte ; la partie libérée sera affectée à usage d'activités ; réalisation de 2 ouvrages d'art en surplomb de la pénétrante Ouest (de part et d'autre de la maille Irène),

1985 : réalisation d'une 2ème tranche sous forme de ZAC à usage d'habitation et d'activités + missions d'aménagement de la ZAC + prorogation de la convention jusqu'à fin 1997,

1985 : remboursement de travaux : terrains de sport (100%), liaison routière avec lotissement à usage d'activités d'Eckbolsheim (50%), bassin de rétention eaux usées et pluviales (100%), montant global estimatif de 1 248 K€,

1994 : extension de mission au nouveau périmètre de la ZAC (Poteries) + prorogation jusqu'à fin 2001,

2001 : transfert au profit de la CUS de certaines voies + voiries et prorogation de la convention jusqu'à fin 2010,

2004 : définition de l'intervention de la Sers dans la requalification des espaces extérieurs de Hautepierre et la redynamisation de l'emploi (dispositif zone franche urbaine) à Hautepierre nord ; transformation du contrat en convention publique d'aménagement (CPA),

2006 : apports en nature par la CUS à la Sers de terrains (cession à l'euro symbolique) nécessaires à la réalisation de la ZFU (151,40 ares opération Alfred de Vigny + 20,95 ares opération Dante) au titre de la participation de la CUS à l'opération,

2008 : 2 avenants 12 et 13 :

- extension du périmètre de la concession à un terrain situé en bordure de la rue Salluste, dans le cadre d'un échange foncier entre la Ville et la Sers, cet échange foncier avait vocation à permettre à la Ville de programmer la construction d'un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) sur le site,
- réduction du périmètre de la concession et autorisation à la Ville de réaliser des études et des travaux sur des emprises délimitées dans l'attente de la cession des terrains aux collectivités ; cet avenant s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de co-maîtrise d'ouvrage signée entre la Ville, la CUS et CUS Habitat.

2010 : réduction du périmètre de la concession, et fixation des modalités de cession des emprises nécessaires à la mise en œuvre du PRU de Hautepierre (convention 2009-2013) ; abrogation des dispositions de l'avenant n°13, qui concernait des éléments de programme décrits dans le protocole de préfiguration signé avec l'ANRU le 25/01/08, modifiés dans la convention de rénovation urbaine signée le 15/12/2009 ; autorisant la CUS et la Ville de Strasbourg à réaliser des travaux avant la cession effective n'intervenant qu'à l'achèvement

des travaux ; fixant les modalités de cession ; convenant du versement d'un acompte prélevé sur l'excédent du résultat prévisionnel de la concession à concurrence de 2 M€ HT, à chacune des parties ; prorogeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2015,

2015 : approbation par le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015 de l'avenant n°15 permettant le versement anticipé d'acomptes sur résultat pour chacune des parties et prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2018.

La procédure d'urbanisme = ZUP puis ZAC

A l'origine, la zone avait été déclarée zone à urbaniser par priorité (ZUP) et couvrait une superficie de 253 ha ; le périmètre a été réduit à 136 ha, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de ZAC.

ZAC Hautepierre Sud, dénommée ZAC des Poteries à partir de 1995 :

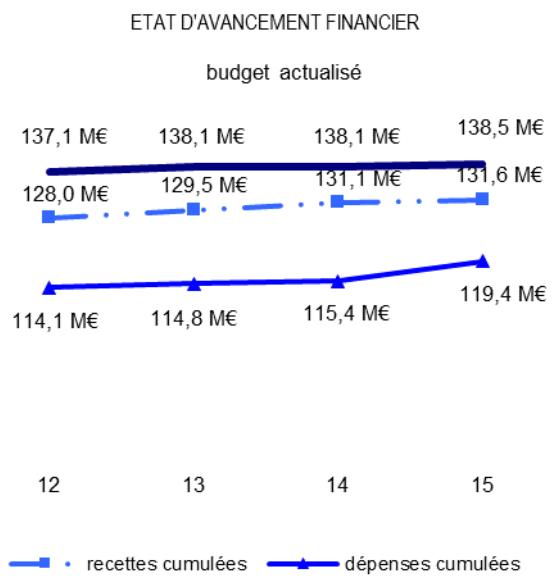
- approbation du dossier de création de ZAC par le Conseil de Communauté urbaine du 14/02/1983 et arrêté de réalisation de ZAC en date du 16/08/1985,
- décision de la refonte de la ZAC et approbation du dossier de réalisation, du PAZ et du programme des équipements publics par le Conseil de Communauté urbaine du 8/10/1993,
- approbation par le Conseil de Communauté urbaine du 17 décembre 2010 du dossier de modification de la ZAC, qui était restée inchangée depuis 17 ans.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT) hors ZFU

Emplois	**138 548 K€**	*100%*
acquisitions terrains/immeubles	15 785 K€	*11%*
études et équipements	6 455 K€	*5%*
voiries et réseaux divers	73 636 K€	***53%***
charges de fonctionnement	19 251 K€	*14%*
dont : *- frais financiers : 4 486 K€* *- charges de gestion : 4 979 K€* *- rémunération société : 4 297 K€* *- TVA réglée : 5 489 K€*		
avances (acomptes sur résultat)	19 992 K€	*14%*
résultat prévisionnel	***3 429 K€***	*3%*

Ressources	**138 548 K€**	*100%*
cessions (terrains, superstructures, droits aux raccordements et redevances)	103 570 K€	***75%***
participations	19 386 K€	*14%*
subventions	2 767 K€	*2%*
autres produits	12 825 K€	*9%*
dont : *- financiers : 5 614 K€* *- de gestion : 890 K€* *- TVA remboursée : 6 321 K€*		

Etat d'avancement 2015



- Un taux de réalisation de 88% en dépenses :

A fin 2015, le contrat se situe dans sa 48ème année sur une durée totale de 51 ans, soit 94% de la durée totale. L'opération atteint à fin 2015, 88% de son taux de réalisation en dépenses et 95% de son taux de réalisation en recettes.

- Les acquisitions sont achevées :

La SERS a acquis fin 2015 les terrains appartenant au bailleur social Habitation Moderne (partie du stade Paco Mateo et square public), soit 19 592 m² au prix total de 397 K€ (frais de notaire compris).

- Les aménagements :

Hautepierre nord : Dans la Zone Franche Urbaine, les travaux de viabilité et de voirie définitive du lotissement Alfred de Vigny sont achevés. La rétrocession est intervenue suite à la délibération de la CUS du 18 décembre 2014 et l'acte de cession signé le 15 mai 2015.

Quartier des Poteries :

Aménagement du futur domaine public : au nord de la ZAC, les travaux rue Tussaud ont été poursuivis pour accompagner la livraison du projet Nexity et les raccordements de l'opération Bouygues ont été réalisés sur la rue Eluard.

Le tapis définitif de la rue Salluste a également été mis en place à l'automne.

Aménagement du futur domaine privé : Les aménagements tertiaires ont concerné essentiellement le programme Spiral (41 logements) à l'angle de la route des Romains et de l'avenue Mitterrand.

Les dépenses relatives aux études et travaux de voiries secondaires et tertiaires s'élèvent à 420 K€.

- La commercialisation :

Hautepierre nord :

Dans la ZFU, la commercialisation est achevée depuis 2011.

Quartier des Poteries : Au sud est de la ZAC, dans le secteur délimité par l'avenue Mitterrand, la rue Salluste et la route des Romains, huit constructeurs (Spcia, Habitation Moderne, Promogim, Edifipierre, Stradim, Sogerim, Spiral et Habitat de l'Ill) développent dix programmes de logements sur une surface de 30 660 m² SdP, soit à terme 440 logements (dont 77 hors ZAC).

L'opération SPIRAL (41 logements et commerces) qui constitue la vitrine d'entrée du quartier a été livrée en 2015.

Le dernier projet du secteur sud est de la ZAC concerne une opération d'habitat locatif participatif en bordure du square Quinta Florentina. Habitat de l'Ill a été désigné lauréat pour développer l'opération avec le Collectif Lieu Commun (11 locataires). La gestation de ce projet s'avère plus longue que prévue, du fait du caractère innovant de l'opération, mais il devrait se concrétiser en 2016.

Au nord de la ZAC, Nexity a poursuivi le développement de son programme mixte, situé avenue Mitterrand, rue Eluard et Colette, de résidence pour personnes à mobilité réduite (65 logements et une unité médicalisée de 24 lits, un salon résidentiel et un commerce de proximité) et de logements en accession (82 logements, dont 20 logements en accession sociale sécurisée avec Domial). Une 1ère tranche de 34 logements rue Colette a pu être livrée en mai.

Bouygues a poursuivi la construction de son programme de 102 logements sur RDC tertiaire rue Eluard, démarrée en novembre 2014.

Enfin, concernant les derniers terrains au sud ouest de la ZAC, il a été décidé fin 2015 d'attribuer la partie nord du secteur ZA6 (angle avenue Mitterrand, rue Cerf Berr) à un groupement d'opérateurs constitués par Habitation Moderne, CUS Habitat, 3F et Habitat de l'Ill pour un total de 14 000 m² SdP.

Aucune recette de cession n'est enregistrée en 2015, le seul acte intervenu en 2015 concerne la rétrocession des voiries de la ZFU à l'Euro symbolique.

Situation de trésorerie

L'opération dégage une trésorerie cumulée conséquente puisque fin 2015, le solde cumulé se chiffre à 12,2 M€ hors opération de zone franche urbaine.

Le concessionnaire produit un bilan financier et un compte prévisionnel séparés pour la zone franche urbaine.

Perspectives

- Hautepierre nord :

La clôture de l'opération ZFU est envisagée fin 2016 avec le remboursement d'un reliquat prévisionnel de 300 680 € de participation versée par la collectivité, aussitôt le protocole de clôture approuvé et signé par l'Eurométropole.

- Quartier des Poteries :

Le projet d'habitat locatif participatif avec Habitat de l'Ill et le Collectif Lieu Commun fera l'objet d'un PC en vue d'un démarrage de chantier mi-2016.

Les chantiers de Nexity, avenue Mitterrand et de Bouygues, rue Eluard s'achèveront pour le premier en juin, pour le second en septembre 2016.

Enfin, 2016 verra la progression des études menées par le groupement de bailleurs sociaux sur le secteur ZA6 au sud ouest de la ZAC.

Une nouvelle tranche de rétrocession devrait également avoir lieu (square Caïus Largennius, impasse Quinta Florentina, placette à l'angle de l'avenue Mitterrand et de la route de Wasselonne).

L'éventualité de devoir prolonger la concession par avenant sera étudiée pour permettre le bon achèvement et la préparation de la clôture administrative et comptable de l'opération.

Les impacts financiers sur les comptes de l'Eurométropole

Avances de la CUS

La Sers était redevable envers la CUS du remboursement d'une avance sur recettes de 1,542 M€ consentie pour la construction du réseau de chaleur.

La Sers a remboursé le premier tiers de l'avance en 2000 pour un montant de 462 561 € (ce montant n'a été titré qu'en 2005). Le deuxième tiers de l'avance a été remboursé en 2004, à hauteur de 539 654 € et le solde en 2006. L'ensemble des avances est donc intégralement remboursé.

Traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Certaines dépenses d'acquisition (approuvées au bilan 1993) restent à verser par l'Eurométropole au concessionnaire (délibération à venir) :

- acquisition des terrains d'assiette des équipements collectifs et sportifs (501 502 € HT) en secteur ZE1 et ZE2,
- acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles d'assiette du gymnase, de la dépendance Stosskopf et du second groupe scolaire (223 032 € HT) en secteur ZD1 et ZD5.

A noter que le terrain d'assiette de la Maison de l'Enfance a été transféré par acte du 29/06/2007. La CUS a versé à ce titre un montant de 91 927 € HT en 2008.

Concernant la participation au titre du collecteur réservoir (363 743 € HT), celle-ci a été versée en 2015 par l'Eurométropole de Strasbourg au concessionnaire conformément à l'avenant n°15 signé le 24 février 2015.

Il est à relever que les dépenses d'acquisition de l'Eurométropole de Strasbourg sont inscrites au PPI (pour partie) sous l' « AP 0017 programme 1053 ZAC des Poteries ». Elles doivent être versées au plus tard lors de la clôture de l'opération.

Acompte prévisionnel sur résultat

En 1997, le concédant avait souhaité pouvoir bénéficier par anticipation d'un acompte sur le résultat prévisionnel de l'opération (Hautepierre et Poteries), d'un montant de 6 807 304,33 F (1 037 766,80 €).

En août 2000, le concédant a prélevé un second acompte de 3 000 000 F (457 347,05 €) sur ce résultat prévisionnel.

En février 2011, le concédant a prélevé un troisième acompte de 2 000 000 € sur le résultat prévisionnel, en application de l'avenant n°14 signé le 6/04/2010.

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la convention de concession du 30/12/1967, un montant identique a été affecté à la SERS concessionnaire, dans les trois cas.

L'avenant n°15 signé le 24 février 2015 entre la SERS et l'Eurométropole prévoit la possibilité pour les parties de versements anticipés d'acomptes à part égale à prélever sur l'excédent du résultat prévisionnel, dans la limite de 80% de cet excédent.

Ainsi, en décembre 2015, un prélèvement de 3 M€ (1,5 M€ pour le concédant et autant pour le concessionnaire) a été opéré sur l'excédent du résultat prévisionnel.

Le montant global prélevé d'ores et déjà sur le résultat opérationnel est donc de 9 990 K€ à fin 2015.

Un nouveau prélèvement de 3 M€ est prévu en 2016.

Bilan financier opérationnel à fin 2015 (en K€ HT) hors ZFU

dépenses	**budget prévisionnel initial (hors ZFU)**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2015**	**cumul à fin 2014**	**réalisé 2015**	**cumul à fin 2015**	***taux de réalisation à fin 2015****
acquisitions terrains et immeubles	16 769	15 785	15 389	397	15 785	*100%*
études et équipements	2 591	6 455	6 146	96	6 242	*97%*
voiries et réseaux	54 882	73 636	69 240	324	69 564	*95%*
charges (fonctionnement)	10 992	13 762	13 115	73	13 188	*96%*
TVA réglée	4 878	5 489	4 499	86	4 585	*84%*
avances (acomptes sur résultat)	0	19 992	6 992	3 000	9 992	*50%*
TOTAL	**90 113**	**135 119**	**115 380**	**3 977**	**119 357**	***88%***
solde de trésorerie		3 429	15 734	-3 521	12 213	
	90 113	**138 548**	**131 114**	**456**	**131 571**	***95%***

recettes	**budget prévisionnel initial (hors ZFU)**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2015**	**cumul à fin 2014**	**réalisé 2015**	**cumul à fin 2015**	***taux de réalisation à fin 2015****
cessions terrains/immeubles	75 402	103 570	96 953	18	96 971	*94%*
participations publiques	9 528	19 386	19 022	364	19 386	*100%*
subventions	0	2 767	2 767	0	2 767	*100%*
produits (fonctionnement et financiers)	3 354	6 504	6 497	0	6 497	*100%*
emprunts et avances	0	0	764	0	764	*/*
TVA remboursée	1 829	6 321	5 111	75	5 186	*83%*
TOTAL	**90 113**	**138 548**	**131 114**	**456**	**131 571**	***95%***

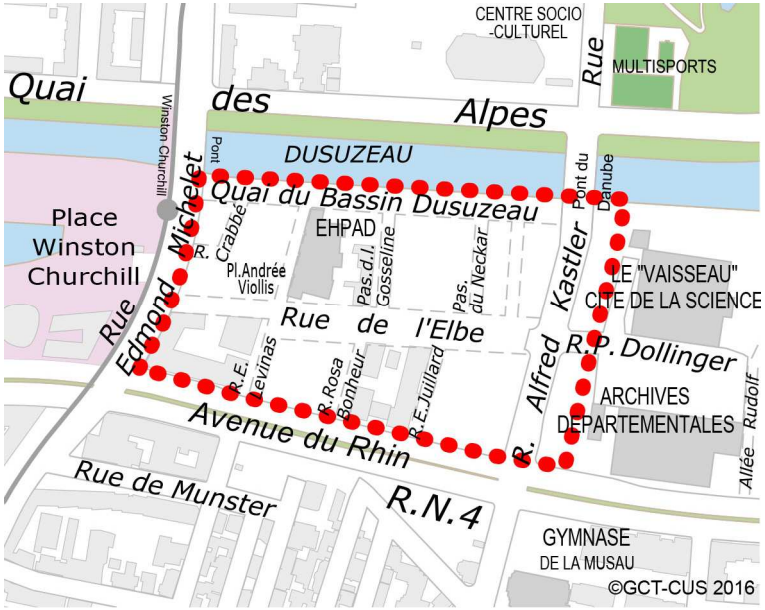
** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2015

budget réactualisé : 26 983 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 60%
avancement financier : - en dépenses : 56%
- en recettes : 30%

programme :

surface de plancher :	85 000 m²
dont logements :	56 150 m²
bureaux, commerces :	18 500 m²
équipements :	3 350 m²
autres constructions (EHPAD) :	7 000 m²



ZAC Danube

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Le projet Danube s'inscrit dans la dynamique de réappropriation des 250 hectares de friches portuaires et le développement de la ville de Strasbourg jusqu'à Kehl, au travers du grand projet urbain des Deux Rives.

Situé au bord des anciens bassins du port, à la jonction entre Neudorf et l'Esplanade, le secteur Danube, premier écoquartier pilote de Strasbourg, offre l'opportunité de reconvertir une friche industrielle et de bâtir un nouveau « morceau de centre ville » novateur, de grande qualité architecturale et urbaine, faisant une large place aux logements.

L'éco-quartier Danube constitue un lieu privilégié d'expérimentation d'une démarche intégrée du développement urbain durable, dans ses composantes environnementale, sociale, économique et de gouvernance.

Il développera ainsi des dispositifs innovants en matière de nouvelles techniques environnementales et constructives, de mixités urbaines, de solutions alternatives à la voiture, et enfin, de partenariat renforcé entre les différents acteurs engagés dans le projet.

Objet de la concession d'aménagement

- Aménagement d'une zone d'environ 6 hectares, située entre l'avenue du Rhin au Sud, le bassin Dusuzeau et la promenade des bassins au Nord, la rue Edmond Michelet, le pont Churchill à l'Ouest et les équipements du Conseil général à l'Est (Vaisseau et archives départementales).
- L'opération d'aménagement, réalisée dans le cadre d'une ZAC, dénommée Danube, est destinée à accueillir principalement de l'habitat, des équipements publics, des bureaux, du commerce et des services de proximité.
- Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global de construction comprenant environ 85 000 m² SHON, dont 56 150 m² réservés à l'habitat correspondant à 650-700 logements, dont 40% de logements locatifs sociaux, 10% d'accession sociale à la propriété, 10% en autopromotion et 40% en promotion privée.
- Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la concession.

Historique

Par délibération du 1er février 2008, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait les objectifs et principes directeurs du projet d'aménagement, créait la ZAC Danube et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur. Initié en 2008, un atelier de projet, au travers d'une vingtaine de séances, a contribué à la définition des orientations du cahier des charges de la consultation aménageurs organisée en 2009, à l'issue de laquelle, le Conseil de CUS a concédé l'opération de la ZAC Danube à la SERS le 5 février 2010.

Suite à une procédure de dialogue compétitif, organisée par la SERS, c'est l'agence DEVILLERS, qui a été retenue comme équipe de maîtrise d'œuvre urbaine.

Le programme prévisionnel de construction approuvé par le Conseil de Communauté urbaine du 29 septembre 2011 est d'environ 85 000 m², dont

- 56 150 m² SHON de logements, soit environ 650-700 logements,
- 7 000 m² SHON (84 lits en EHPAD),
- 18 500 m² SHON de bureaux et commerces,
- 3 350 m² SHON d'équipement scolaire.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 25 mars 2010
- durée : 10 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

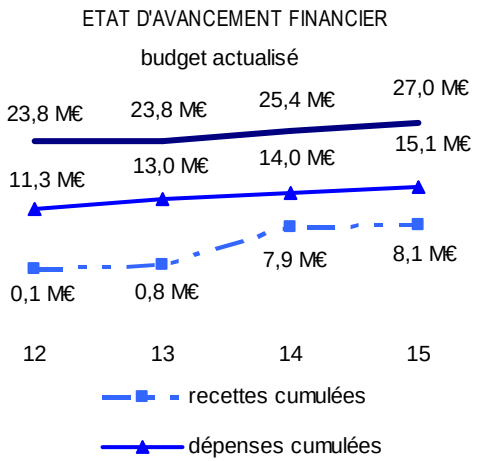
- délibération du Conseil de communauté urbaine de Strasbourg du 1er février 2008 approuvant la création de la ZAC,
- délibération du Conseil de communauté urbaine de Strasbourg du 29 septembre 2011 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics (PEP).

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**26 983 K€**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	7 576 K€	*28%*
études générales	2 586 K€	*10%*
travaux	12 813 K€	***47%***
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 1 387 K€* *- charges de gestion : 672 K€* *- rémunération société : 1 939 K€* *- TVA réglée : 0*	3 998 K€	*15%*
résultat prévisionnel (trésorerie positive)	***11 K€***	

Ressources	**26 983 K€**	*100%*
cessions de terrains	24 863 K€	***92%***
participations/subventions	763 K€	*3%*
autres produits dont *- financiers : 125 K€* *- de gestion : 1 233 K€* *- TVA remboursée : 0*	1 358 K€	*5%*

Etat d'avancement 2015



• 56% de réalisation en dépenses :

A la fin 2015, le contrat se situe dans sa 6ème année sur une durée totale de 10 ans, soit 60% de la durée totale. L'opération atteint 56% de son taux de réalisation en dépenses et 30% de son taux de réalisation en recettes.

• Le programme des constructions au 31/12/2015 :

Au 31/12/2015, la constructibilité globale de la ZAC a été stabilisée à environ 83 120 m² pour un programme initial de construction à 85 000 m².

• Les acquisitions foncières sont achevées :

L'intégralité des acquisitions foncières a été réalisée et payée en 2012 aux deux collectivités (Ville de Strasbourg et Eurométropole de Strasbourg), soit 7,679 M€.

A noter toutefois qu'en 2015, le foncier du programme de la résidence de l'Arche a été transféré hors de l'opération, cette opération étant traitée en opération propre par le concessionnaire. En conséquence, le poste acquisitions est minoré par un transfert de charges pour un montant de -214 K€ correspondant au foncier de la résidence transféré dans les comptes propres de la SERS.

• Les études et aménagements :

En 2015, il a été procédé en termes d'études à :

- la finalisation des études architecturales des lots A1 et A3 (NLE), du lot J2 (Perspective) et J1 (Cogedim) et du lot C1 (SERS-Résidence de l'Arche) avec un dépôt de demande de permis de construire pour l'ensemble de ces lots,
- la désignation du maitre d'œuvre pour l'ilot G (école et logements sociaux réalisés par Immobilière 3F),
- l'engagement des études architecturales pour le programme Nexity sur l'ilot I (33 logements sociaux pour CUS Habitat, 80 logements privés et 1300 m² de bureaux),
- la réalisation à l'été 2015 des travaux de traitement de la lentille de pollution située principalement sous les ilots I et J *(voir ci-après),*
- la finalisation du cahier des charges pour la consultation des opérateurs de l'ilot à Energie+ (ilot D).

L'action en justice engagée par la SERS fin 2013 contre GDF s'est poursuivie. Cette action concerne la découverte d'une lentille de pollution aux hydrocarbures au droit de l'ilot I et J, pour une prise en charge des travaux de dépollution de cette lentille.

En 2015, il a été également procédé à des travaux d'aménagement provisoire pour la livraison du programme Ecoterra réalisé par Habitat de l'Ill ainsi qu'à des travaux de raccordement aux réseaux.

La construction des 1ers programmes immobiliers de la 1ère tranche (Batigère, Altexia, parc de stationnement de l'ilot F, Vinci immobilier et Habitation moderne) s'est poursuivie pour des livraisons prévues au 3ème et 4ème trimestre 2016 (130 logements environ, une résidence étudiante de 159 chambres et 3300 m² de commerces et bureaux).

Les dépenses correspondantes ont porté sur les études (219 K€) et les travaux (874 K€).

• La commercialisation :

A fin 2015, les permis de construire ont été délivrés pour Pharied (autopromotion Ilot B2.1) et Perspective.

En 2015, un acte de vente a été signé avec Collectif EO (autopromotion lot B2.3).

En outre, des promesses de vente ont été signées sur la 2ème tranche avec Elithis (tour d'habitat à énergie positive - 63 logements et 900 m² de bureaux - lot A2), Altexia (Unicity 2 - 64 logements étudiants et 700 m² de bureaux - lot H4), Perspective (40 logements et 2200 m² d'activités - ilot J2) et Cogedim (42 logements - ilot J1).

Sur la 3ème tranche, Linkcity et Bouygues Immobilier ont été retenus pour remettre une offre technique à l'issue d'une consultation d'opérateurs dans l'ilot D à Energie+ (lauréat désigné en 2016).

La société Unanim poursuit le montage du programme de 15 logements en habitat participatif sur le lot C4.

Enfin, l'ilot E accueillera un programme mixte locatif et accession sociale (50 logements) porté par Opidia (SCI regroupant CUS Habitat, Habitation Moderne et Pierres et Territoires).

Les recettes 2015 s'élèvent à 161 K€ dont 130 K€ de cessions de charges foncières et 31 K€ pour le raccordement au réseau de chaleur et au réseau d'eau.

Situation de trésorerie

L'opération présente en 2015 un solde de trésorerie déficitaire de -920 K€.

Le solde cumulé de trésorerie reste à fin 2015 fortement déficitaire à -7 033 K€, mais devrait nettement s'améliorer en 2016, du fait des recettes escomptées à hauteur de 5 998 K€.

Emprunts

Un emprunt à court terme de 10 M€ pour une durée de 48 mois permettant l'acquisition des terrains et les premiers travaux de viabilité a été contracté par la SERS en date du 11 février 2011, sans garantie d'emprunt de la collectivité.

L'emprunt a été intégralement remboursé fin 2015.

Perspectives

L'année 2016 verra :

- la désignation au titre de la 3ème tranche de l'opérateur concernant la réalisation d'un ilot à énergie positive (ilot D - 7000 m² environ) dans le cadre du programme d'investissement ville d'avenir - Ecocité,
- l'engagement de la consultation des lots C2 et C3,
- l'obtention des permis de construire de la 2ème tranche pour les lots A1 et A3 (NLE), J1 (Cogedim), C1 (SERS) et I (Nexity et CUS Habitat) avec prévisionnellement la signature des actes de vente avant la fin de l'année,
- la poursuite des études de maitrise d'œuvre pour la réalisation du programme mixte école maternelle et logements avec la société 3F,
- l'engagement des études architecturales pour l'ilot E,
- la livraison des programmes Vinci, Habitation Moderne, Batigère et Altexia (Unicity 1).

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous l'AP0024 programme 143 figurent :

- en dépenses : la participation du concédant au titre de la subvention d'équilibre (720 000 €) versée en 2013 à la SERS,
- en recettes : le produit des cessions de terrains à la SERS encaissé en 2012 (6,786 M€).

Bilan financier opérationnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
acquisitions terrains/immeubles	7 827	7 576	7 770	-214	7 556	*100%*
études	1 513	2 586	1 321	219	1 540	*60%*
travaux	8 107	12 813	3 065	874	3 938	*31%*
charges de fonctionnement	1 919	2 611	1 061	136	1 197	*46%*
frais financiers	1 257	1 387	827	66	894	*64%*
TVA (réglée)	/	/	/	/	/	/
TOTAL	**20 622**	**26 973**	**14 044**	**1 081**	**15 125**	***56%***
solde de trésorerie	7	11	-6 114	-920	-7 033	
TOTAL	**20 629**	**26 983**	**7 930**	**161**	**8 092**	***30%***

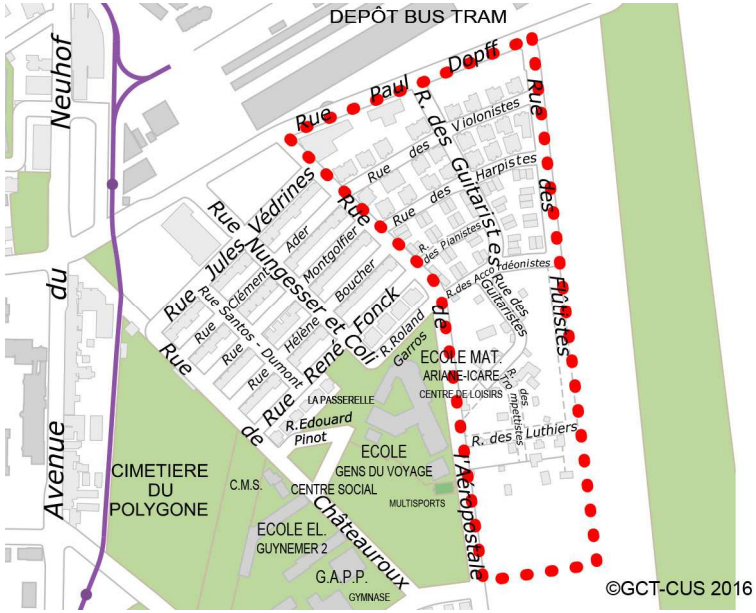
RECETTES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
cession terrains et immeubles	18 459	24 863	6 716	130	6 846	*28%*
participations ZAC	780	720	720	0	720	*100%*
subventions	/	43	43	0	43	*100%*
produits (fonctionnement et financiers)	1 390	1 357	452	31	483	*36%*
emprunts et avances	/	/	/	/	/	
TVA remboursée	/	/	/	/	/	
TOTAL	**20 629**	**26 983**	**7 930**	**161**	**8 092**	***30%***

** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2015

budget réactualisé : 37 341 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 84%
avancement financier : - en dépenses : 84%
- en recettes : 90%

programme :
surface de plancher : 12 007 m²
soit 150 logements du T2 au T5



Opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : Groupe Domial ESH (Espace Rhénan, Habitat Familial d'Alsace, Habitat des Salariés d'Alsace). Depuis le 1er juillet 2014, Habitat Familial d'Alsace s'est substitué à Espace Rhénan.

ENJEUX

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Neuhof, la collectivité a décidé de conduire une opération de sédentarisation des gens du voyage dans le périmètre des « terrains » du Polygone.

Cette opération de renouvellement urbain repose sur un projet urbain et un projet social visant au relogement d'environ 150 ménages et 450 habitants.

Les habitations du périmètre concerné d'environ 7 hectares ont été déclarées insalubres par arrêté préfectoral du 11 juillet 2000.

L'opération bénéficie ainsi des financements de l'EMS, de l'Etat au titre de la Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI), de l'ANRU, du Conseil Départemental et du Conseil Régional.

Suite au lancement d'une consultation de seuil européen en vue de l'attribution d'une concession d'aménagement, l'offre du groupement solidaire représenté par Domial (SAEM Espace Rhénan, HFA et HSA) a été retenue.

Compte tenu des nombreuses interfaces entre les aspects urbains et le projet social relatifs à cette opération, une mission globale a été confiée à Domial autour de trois missions principales :

- une opération d'aménagement : démolition des locaux d'habitation existants et aménagement des nouveaux espaces publics,
- un accompagnement social tout au long de l'opération,
- la construction de 150 logements sociaux PLA-I (pavillons jumelés, plots de 4 logements ou logements en bandes de 3 à 6 logements).

Objet de la concession d'aménagement

- Résorption de l'habitat insalubre des « terrains » du Polygone : aménagement des espaces publics et construction de 150 logements sociaux.
- Accompagnement au relogement à travers une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) et actions en faveur de l'insertion professionnelle et scolaire des habitants.

Historique

Les « terrains » situés en lisière de l'aérodrome du Polygone constituaient à l'origine une aire d'accueil des gens du voyage. Depuis les années 60-70, les ménages se sont progressivement sédentarisés.

Le périmètre accueille environ 150 ménages et 450 habitants. La dégradation des habitations et de leurs raccordements aux réseaux a contribué à précariser les conditions de vie. Dans ce contexte, un arrêté préfectoral déclarant le périmètre insalubre a été pris le 11 juillet 2000.

Le financement de l'opération de résorption de l'habitat insalubre a depuis été consolidé à travers la convention ANRU du Neuhof et le dispositif national de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI).

Depuis 2004, l'intervention sociale préparatoire au relogement est continue sur le site et a permis de préparer le dossier de consultation en vue d'attribuer la concession d'aménagement.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 18 mars 2008
- durée : 9 ans et 6 mois, soit jusqu'au 17 septembre 2017
- avenant n°1 du 9 novembre 2011 (délibération CUS du 15 avril 2011) prévoit un complément de participation de la CUS à hauteur de 218 772 € suite aux modifications apportées au parti d'aménagement de l'opération.
- avenant n°2 du 31 mars 2014 (délibération CUS du 20 décembre 2013) permet au concessionnaire la récupération du résultat intermédiaire à la fin de chaque tranche et au concédant le versement des produits financiers et des intérêts du résultat intermédiaire.

La procédure d'urbanisme : le permis d'aménager

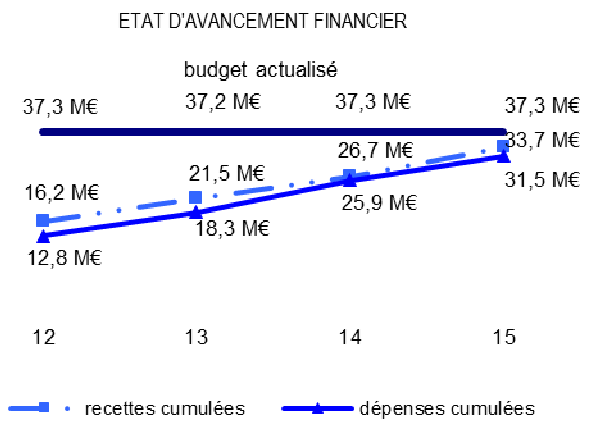
- arrêté délivrant le permis d'aménager en date du 11 août 2010.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**37 341**	*100%*
acquisitions terrains/immeubles	6 737	*18%*
études générales / honoraires	3 027	*8%*
travaux	22 048	***59%***
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 78 K€* *- frais généraux concessionnaire : 1 740 K€* *- frais divers : 101 K€*	1 919	*5%*
TVA irrécupérable	1 285	*4%*
versement résultat tranche 1 au concessionnaire	1 311	*3%*
remboursement CDC (surfinancement tranche 1)	858	*2%*
remboursement produits financiers au concédant	148	
remboursement intérêts sur résultat au concédant	8	

Ressources	**37 341**	*100%*
subventions	15 207	***41%***
apports du concessionnaire	12 533	*32%*
participation concédant Eurométropole	9 439	*26%*
incidence TVA	0	*0%*
produits financiers	148	*0%*
produits exceptionnels divers	5	
intérêts sur résultat perçus	8	
résultat prévisionnel (-) (trésorerie négative)	***1***	

Etat d'avancement 2015



- 84% de réalisation en dépenses :

A la fin 2015, le contrat se situe dans sa 8ème année sur une durée totale de 9,5 ans, soit 84% de la durée totale. L'opération atteint 84% de son taux de réalisation en dépenses et 90% de son taux de réalisation en recettes.

- Les acquisitions et cessions foncières :

Le Conseil de communauté urbaine du 25 novembre 2011 a approuvé la vente au profit de la SEM « Espace Rhénan » de l'emprise foncière de la tranche 1 de 50 logements (180,34 ares) et de la tranche 2 de 44 logements (137,65 ares) pour un prix de vente fixé respectivement à 795 K€ et 631 K€, soit un montant total de 1 426 K€.

La signature des actes de vente entre la SEM et la CUS est intervenue le 15 mai 2012 pour la tranche 1 et le 21 décembre 2012 pour la tranche 2.

Les terrains viabilisés ont ensuite été cédés par la SEM à la Société « Habitat des Salariés d'Alsace » le 5 juin 2012 pour la construction des logements de la tranche 1 et le 13 août 2013 pour la tranche 2.

La tranche 1 de construction de logements étant achevée, le Conseil de communauté urbaine du 21 février 2014 a approuvé le classement dans le domaine public des voies de desserte de la tranche 1 réalisées par l'aménageur « Espace Rhénan ».

Enfin, la Commission Permanente du Conseil de communauté urbaine du 21 novembre 2014 a approuvé la vente au profit de l'aménageur « Habitat Familial d'Alsace », de l'emprise foncière de la tranche 3 (129,17ares) et 4 (84,22 ares) pour un prix de vente fixé respectivement à 601 K€ et 418 K€, soit un montant total de 1 019 K€.

La signature de l'acte de vente entre HFA et la CUS relatif à la tranche 3 est intervenue le 17 décembre 2014. La cession du terrain viabilisé au bailleur HSA a eu lieu le 24 décembre 2015.

La dépense d'un montant de 1 039 K€ effectuée en 2015 correspond au transfert du terrain de la tranche 3 entre aménageur et bailleur.

- Les études et aménagements :

L'année 2015 a permis :

➢ pour l'opération de construction :

- le démarrage en janvier 2015 des travaux de construction des 38 pavillons de la tranche 3.

➢ pour l'opération d'aménagement :

- la livraison début janvier 2015 des voiries provisoires de la tranche 3.

A noter un arrêt de chantier émis entre le 22 octobre et le 7 décembre 2015, suite à un incident.

➢ pour la maitrise d'œuvre urbaine et sociale :

- le suivi de l'insertion sociale et professionnelle des habitants (en lien avec le relai chantier, suivi des heures d'insertion sur la tranche 3),
- le suivi des habitants de la plateforme de relogement provisoire,
- la préparation des relogements définitifs des 38 ménages de la tranche 3.

Les dépenses d'études/honoraires et d'aménagement représentent un montant de 3 559 K€ dont 329 K€ d'honoraires, 2 896 K€ pour les constructions, 307 K€ pour les travaux d'aménagement, 9 K€ pour les démolitions et 18 K€ pour les relogements.

Emprunts

Le Conseil de Communauté urbaine du 25 novembre 2011 a approuvé la garantie d'emprunt du prêt de 2,833 M€ (sur 40 ans) contracté par la société « Habitat des Salariés d'Alsace » pour la construction des pavillons de la tranche 1, ainsi que le versement d'une participation financière de 311 761 € au titre des logements PLAI et grands logements.

A noter qu'un remboursement de 858 K€ a été effectué à la CDC sur cet emprunt (surfinancement).

Le Conseil de Communauté urbaine du 12 juillet 2012 a approuvé la garantie d'emprunt du prêt de 2,369 M€ (sur 40 ans) contracté par la société « Habitat des Salariés d'Alsace » pour la construction des pavillons de la tranche 2, ainsi que le versement d'une participation financière de 298 043 € au titre des logements PLAI et grands logements.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2015 a approuvé la garantie d'emprunt du prêt de 2,069 M€ (sur 40 ans) contracté par la société Domial

ESH pour la construction de la tranche 3 ainsi que le versement d'une participation financière de 245 446 € au titre des logements PLAI et grands logements.

La situation de trésorerie

La situation de trésorerie sur l'exercice 2015 est excédentaire (1 267 K€). La trésorerie cumulée au 31 décembre 2015 est excédentaire (2 149 K€). Les dépenses intègrent en 2015 une avance de la structure Domial au groupement à hauteur de 3 504 K€.

Perspectives

L'activité 2016 portera sur :

- la rétrocession des espaces publics de la tranche 2,
- la livraison des voiries définitives de la tranche 3,
- le démarrage des travaux de démolition de la tranche 4,
- le démarrage des travaux d'aménagement de la tranche 4
- la livraison des 38 pavillons de la tranche 3,
- le démarrage en décembre 2016 de la construction des tranches 4 et 4 bis,
- le suivi des relogements définitifs de la tranche 3,
- le suivi des relogements provisoires de la tranche 4,
- l'étude de la mise en place d'un avenant n°3 ayant pour objet de préciser les conditions et délais de clôture de la concession et d'intégrer la tranche « 4bis » relative à la construction de 9 logements supplémentaires

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

Avances du concédant Eurométropole

La convention de concession prévoit le versement d'avances par l'Eurométropole (sur l'ensemble des subventions RHI et ANRU-VRD) et sur sa participation de concédant, dont bénéficie l'opération d'aménagement.

Le concessionnaire (Domial) ne bénéficie pas d'avances de l'Eurométropole sur l'opération de construction des 150 logements sociaux PLA-I. Il sollicite les subventions logements en temps voulu auprès des différents financeurs (Eurométropole, Région Alsace, CD 67, autres).

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Les avances du concédant prévues à la convention de concession sont inscrites au budget de l'Eurométropole conformément au coût prévisionnel de l'opération à hauteur de 18 M€ *(2004 AP0078 programme 501 fonction 824 nature 2042 RHI Polygone phase 2)*.

Avances versées à fin 2015 :
1,5 M€ en 2008, aucune avance en 2009, 2,935 M€ en 2010, 2,732 M€ en 2011, 2,138 M€ en 2012, 1,509 M€ en 2013, 1,8 M€ en 2014 et 1,627 M€ en 2015 soit un total de 14,2 M€.

Les recettes de l'opération pour l'Eurométropole s'élevant à 6,728 M€ dont 2,297 M€ déjà encaissés à fin 2015, sont également prévues au plan pluriannuel d'investissement.

Aucun versement de l'ANRU au titre des subventions « voiries et réseaux divers » inscrites à la convention de rénovation urbaine du quartier du Neuhof, représentant 1 045 000 € de recettes prévisionnelles pour l'Eurométropole à l'échelle de l'opération, n'a été effectué au 31/12/15, bien que les demandes de versement aient été introduites dans le respect des délais et règles fixés par l'ANRU.

Des démarches formelles ont été engagées auprès de l'ANRU pour obtenir le versement des acomptes déjà sollicités.

Suite à la conclusion de l'avenant n°2 et la récupération par Domial sur l'année 2014 du résultat de la tranche 1, soit 1 311 K€ :

- la participation du concédant est augmentée de 122 902 € en compensation des recettes non perçues par le concessionnaire dans le cadre de la tranche 1. Cette participation complémentaire ne sera définitivement totalisée et versée qu'à la clôture de la concession,
- les produits financiers dégagés par Domial sur cette tranche sont reversés au concédant et constituent une recette complémentaire pour l'Eurométropole qui a été perçue en janvier 2015 (108 354 €).

Bilan financier opérationnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
acquisitions terrains/immeubles	6 734	6 737	4 519	1 039	5 558	*82%*
études générales / honoraires	4 031	3 027	1 407	329	1 736	*57%*
travaux	22 933	22 048	13 106	3 230	16 336	*74%*
charges de fonctionnement	1 961	1 919	1 468	225	1 693	*88%*
TVA réglée	1 285	1 285	3 194	742	3 936	
résultat T1 versé au concessionnaire	0	1 311	1 311	0	1 311	*100%*
remboursement CDC (surfinancement T1)		858	858	0	858	*100%*
remboursement produits financiers au concédant	0	148	0	108	108	*73%*
remboursement intérêts sur résultat au concédant		8	0	0		
TOTAL	**36 944**	**37 341**	**25 863**	**5 673**	**31 536**	***84%***
solde de trésorerie		-1	881	1 267	2 149	
	36 944	**37 340**	**26 745**	**6 940**	**33 685**	***90%***

RECETTES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
subventions	15 293	15 207	9 580	745	10 325	*68%*
apports du concessionnaire	12 532	12 533	6 805	1 039	7 844	*63%*
participation concédant Eurométropole	9 119	9 439	6 512	1 170	7 682	*81%*
incidence TVA	0	0	2 325	469	2 794	
autres recettes (avances structure)	0	0	1 383	3 504	4 887	
produits financiers	0	148	135	13	148	*100%*
produits exceptionnels divers	0	5	5	0	5	*100%*
intérêts sur résultat	10	8		0	0	*0%*
TOTAL	**37 341**	**37 340**	**26 745**	**6 940**	**33 685**	***90%***

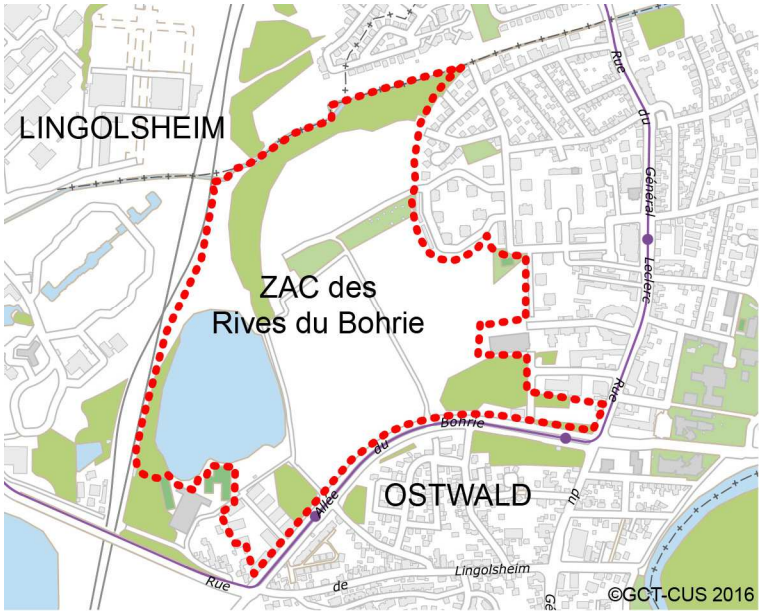
** Cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2015

budget réactualisé : 43 295 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 33%
avancement financier : - en dépenses : 24%
- en recettes : 19%

programme :

surface de plancher :	149 162 m²
dont logements :	116 718 m²
activités, bureaux, commerces :	3 000 m²
équipements :	6 444 m²
autres constructions (parkings) :	23 000 m²



ZAC Rives du Bohrie

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SAS Rives du Bohrie

ENJEUX

Le Programme Local de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg constate une offre en logements insuffisante, mal répartie et peu diversifiée face à une demande et des besoins qui ne cessent de croître.

Ostwald est identifiée comme une commune devant contribuer davantage à l'accroissement de l'offre (première couronne, bien accessible en transports en commun).

Le seul renouvellement du tissu existant ne permet pas d'atteindre les objectifs, il est donc nécessaire de recourir à un secteur d'extension, tel le site des Rives du Bohrie.

Le recours à l'extension urbaine nécessite cependant une démarche responsable et la collectivité s'est fixée les objectifs d'un développement durable dès le départ :

- poursuivre et maîtriser l'urbanisation économe en foncier et bien intégrée aux quartiers connexes,
- assurer une bonne accessibilité et favoriser les modes de déplacement non polluants,
- intégrer dès en amont du projet, les contraintes environnementales du site,
- développer une démarche de démocratie participative.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement « Rives du Bohrie » à Ostwald représentant une surface d'environ 50 ha, dont 17 ha à urbaniser, 27 ha de zones naturelles, 5 ha occupés par l'étang du Bohrie, et 1 ha de jardins familiaux. L'opération se situe sur le ban communal d'Ostwald, entre l'allée du Bohrie, le quartier du Wihrel, l'Oswaldergraben et la voie SNCF.
- L'opération d'aménagement ambitionne de construire près de 1400 logements sur 15 ans, correspondant à environ 3000 habitants. Le quartier à vocation majoritairement résidentielle, accueillera des commerces, services et équipements publics nécessaires au fonctionnement d'un tel ensemble moderne.
- Son aménagement doit permettre la réalisation dans le cadre d'une ZAC d'un programme prévisionnel initial global de construction d'environ 148 823 m² SHON, dont 116 718 m² réservés à l'habitat, dont 20% de logements locatifs aidés et 10% de logements en accession sociale.
- L'aménagement comprend l'acquisition des terrains, la mise en œuvre des procédures d'urbanisme nécessaires, l'ensemble des travaux de voirie, de desserte, de réseaux, de gestion des eaux pluviales, d'aménagement d'espaces verts publics et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération ainsi que la cession des terrains.

Historique

Par délibération du 23/10/2009, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable, le dossier de création de la ZAC Rives du Bohrie à Ostwald et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur. A l'issue d'une procédure de consultation, le Conseil de Communauté urbaine du 26/11/2010 a attribué la concession d'aménagement au groupement solidaire CM CIC SAREST et NEXITY- Foncier Conseil.

Le Conseil de Communauté urbaine du 25/11/2011 a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC avec un programme prévisionnel de construction de 148 823 m², dont

- 116 718 m² SHON de logements,
- 3 000 m² SHON de commerces et activités,
- 6 105 m² SHON d'équipements publics (groupe scolaire, gymnase, bibliothèque, crèche),
- 23 000 m² SHON pour les parkings en silos.

Le dossier de réalisation modifié en Conseil CUS du 4/10/2013 porte la SHON totale exprimée désormais en surface plancher (SP) à 149 162 m² et la SP équipements publics à 6 444 m².

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 3 janvier 2011
- durée : 15 ans
- avenant n°1 du 7/11/2013 (délibération CUS du 4/10/2013) : réajustement de la participation de la commune d'Ostwald suite à la modification du PEP (intégration d'une cuisine centrale dans l'équipement crèche) et réactualisation du bilan

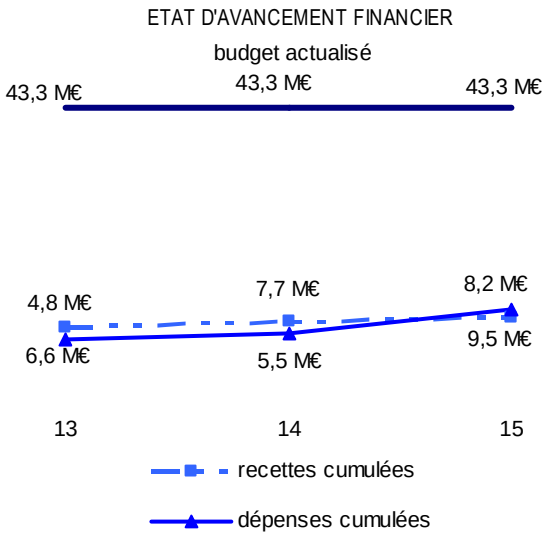
La procédure d'urbanisme : ZAC

- délibération du Conseil de CUS du 23/10/2009 créant la ZAC Rives du Bohrie,
- délibération du Conseil de CUS du 25/11/2011 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics (PEP),
- délibération du Conseil de CUS du 4/10/2013 approuvant la modification du dossier de réalisation notamment le programme modifié des équipements publics et les modalités prévisionnelles de financement.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**43 295 K€**	*100%*	**Ressources**	**43 295 K€**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	6 111 K€	*14%*	cessions de terrains	39 054 K€	***90%***
études générales /honoraires	1 568 K€	*4%*	participations ZAC (Ostwald) et subventions CD et CAF	4 240 K€	*10%*
travaux	24 931 K€	***57%***			
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 2 100 K€* *- charges de gestion : 3 900 K€* *- autres : 920 K€*	6 920 K€	*16%*			
résultat prévisionnel (trésorerie positive)	***3 765 K€***	*9%*			

Etat d'avancement 2015



- Taux de réalisation :

A la fin 2015, le contrat se situe dans sa 5ème année sur une durée totale de 15 ans, soit 33% de la durée totale. L'opération atteint 24% de son taux de réalisation en dépenses et 19% de son taux de réalisation en recettes.

- Les acquisitions foncières :

A l'origine, sur les 50 ha de la ZAC, la répartition des propriétaires était la suivante :
Commune d'Ostwald : 26,5 ha
Eurométropole de Strasbourg : 8 ha
Hôpitaux Universitaires : 2,8 ha
Habitation Moderne : 0,8 ha
Privés : 11,6 ha

L'arrêté de DUP a été obtenu le 10 novembre 2011 L'enquête parcellaire a eu lieu en mars 2012 et le rapport du Commissaire enquêteur a été rendu en avril 2012. L'ordonnance d'expropriation a été réceptionnée le 5 septembre 2014 et la phase judiciaire de l'expropriation s'est poursuivie en 2015.

En 2015, 216,62 ares ont été acquis dont 192,72 ares auprès de privés après signature de traités d'adhésion aux offres d'indemnités avec les propriétaires concernés et 23,90 ares auprès de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il reste à acquérir près de 3 404 ares dont 82 ares sous promesse de vente (Habitation Moderne), 753 ares appartenant à l'Eurométropole, 2 218 ares propriété de la commune d'Ostwald et 352 ares de foncier non maitrisé (phase expropriation).

Les dépenses d'acquisitions en 2015 s'élèvent à 412 K€, auxquelles il faut ajouter 256 K€ d'indemnités d'éviction versées aux deux seuls exploitants de la ZAC et 18 K€ de frais de notaire et taxe foncière.

- Les études et aménagements :

Suite l'aval du CNPN réceptionné le 25 septembre 2014, la SAS a obtenu le 27 avril 2015 la dérogation ministérielle pour la demande de dérogation relative au crapaud vert, indispensable au démarrage des travaux de viabilisation.

Le diagnostic archéologique réalisé par l'Inrap a été suivi le 13 février 2015 de la mainlevée archéologique sur l'ensemble de la ZAC.

La SAS a lancé une nouvelle étude des densités globales des ilots et plus particulièrement de l'ilot D.

Les travaux d'aménagement paysager de la zone de renaturation ainsi que ceux relatifs au quai le long de l'ilot D et à la voirie définitive de l'ilot E ont débuté au printemps 2015. Des travaux de terrassement et notamment de suppression d'une partie des jardins familiaux existants au nord de l'ilot G ont également été réalisés.

Le dépôt des PC d'une première tranche de jardins familiaux est intervenu fin 2015.

Suite à l'appel d'offres par marché de conception-réalisation de la future crèche, le jury, dans sa séance du 10 juin 2013 a retenu le groupement Sotravest, Weber/Keiling, TDS, Ecotral, Structurest. La crèche intègre désormais une cuisine centrale destinée à préparer les repas de l'ensemble des crèches de la commune.

Suite à la délivrance du PC de la crèche en février 2015, les travaux ont pu démarrer mi 2015 et le clos et couvert a pu être achevé en décembre 2015.

Les dépenses s'élèvent à 2 766 K€ dont notamment 86 K€ pour les études et 2 680 K€ pour les travaux, dont 1 517 K€ pour la crèche.

- La commercialisation :

Dans le premier ilot (ilot E), cinq promoteurs et trois bailleurs sociaux ont été sélectionnés en vue de la réalisation d'un total de 323 logements pour une surface de plancher de 21 340 m².

Il s'agit pour les promoteurs, de Bartholdi (29 logements), Nexity (92 logements), Perspective (22 logements), Alcys Résidences (34 logements), Edifipierre (58 logements) et pour les bailleurs sociaux, d'Habitat de l'Ill (36 logements dont 12 en accession sociale), d'Habitation Moderne (25 logements) et de Domial (27 logements).

L'ensemble du foncier de l'ilot E a été cédé et les logements ont été livrés.

Concernant l'ilot G, suite à l'appel à candidatures lancé en 2013, le groupement Bouygues/SNI/Batigère/Habitat de l'Ill

a été désigné lauréat du concours. Le programme porte sur la réalisation de 24 500 m² de surface plancher pour environ 330 logements et d'un silo à voitures.
Suite à la tenue des ateliers urbains, les PC des tranches G1, G2, G6 et G9 ont été déposés et obtenus en août 2015.

Enfin, une journée « Portes ouvertes » a été organisée en juin 2015 avec un double objectif : l'inauguration de l'espace détente du « Cocon » au sein de l'ilot E et la pose de la première pierre de la crèche.

La seule recette de 497 K€ encaissée en 2015 porte sur le versement par la commune d'Ostwald de sa participation pour la crèche (ouverture du chantier).

La situation de trésorerie

L'opération présente une trésorerie négative de -3 716 K€ en 2015 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2015 de - 1 311 K€, de nouvelles cessions de charges foncières n'étant escomptées qu'en 2016 (ilot G – versement 1ère échéance).

Perspectives

L'année 2016 verra :

- la finalisation de la procédure d'expropriation avec la fixation judiciaire du prix des terrains par le Juge de l'expropriation,
- la validation en Comité de pilotage des nouvelles densités des ilots à réaliser et notamment de l'ilot D et I,
- l'acquisition par Bouygues Immobilier de l'ensemble du foncier de l'ilot G, et la signature d'une promesse de vente avec un groupement promoteurs/bailleurs sur un macro-lot de l'ilot D,
- le dépôt des PC des dernières tranches G3, G4, G5, G7 et G8,
- l'achèvement de la voirie définitive de l'ilot E, le démarrage des travaux de viabilisation de l'ilot G,
- la livraison des premiers jardins familiaux (32 sur 54 jardins),
- la livraison de la crèche pour une mise en service en septembre 2016.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous « l'AP 0008 programme 145 » figurent :

- en recettes : 73 000 € (cessions à la SAS Rives du Bohrie – montant à réajuster)

Bilan financier opérationnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 3/01/2011	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
acquisitions terrains/immeubles	5 855	6 111	2 087	686	2 774	*45%*
études	1 423	1 568	648	86	733	*47%*
travaux	26 636	24 931	1 579	2 680	4 011	*16%*
charges de fonctionnement	6 770	6 920	1 223	761	1 984	*29%*
dont frais financiers	2 100	2 100	342	0	342	*16%*
TOTAL	**40 685**	**39 530**	**5 537**	**4 213**	**9 502**	***24%***
solde de trésorerie	3 265	3 765	2 156	-3 716	-1 311	
TOTAL	**43 950**	**43 295**	**7 693**	**497**	**8 190**	***19%***

RECETTES	budget prévisionnel initial au 3/01/2011	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	cumul à fin 2014	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
cession terrains et immeubles	40 452	39 054	7 594	0	7 594	*19%*
participations ZAC (Ostwald) et subventions	2 993	4 240	99	497	596	*14%*
produits (fonctionnement et financiers)	0	0	0	0	0	*%*
remboursement préfinancement HTA	505	0	0	0	0	*0%*
TOTAL	**43 950**	**43 295**	**7 693**	**497**	**8 190**	***19%***

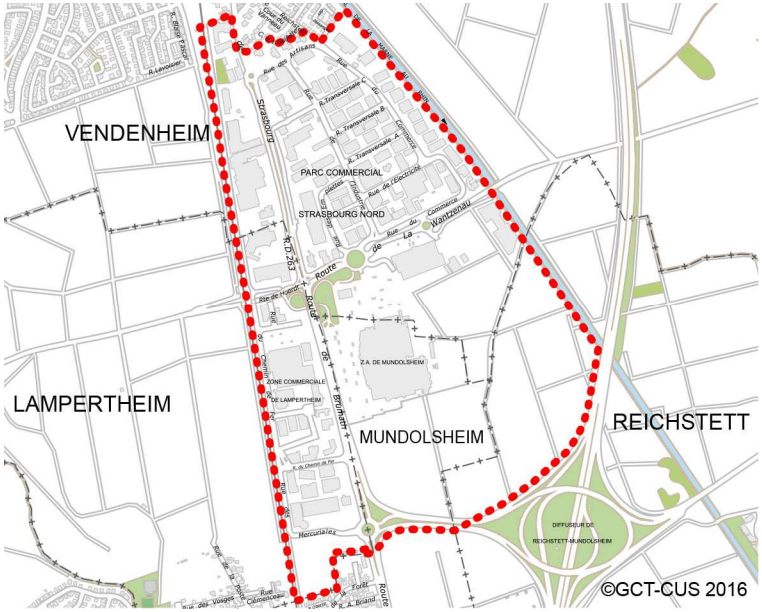
** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2015

budget au 31/12/15 : 62 706 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 12%
avancement financier : - en dépenses : 1%
- en recettes : 0%

potentiel constructible du programme obligatoire :

surface de plancher :	191 200 m²
dont logements :	10 000 m²
activités :	18 400 m²
commerces :	93 000 m²
équipements :	10 500 m²
locaux techniques, restauration :	59 300 m²



ZAC Zone Commerciale Nord

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SAS ZCN AMENAGEMENT

ENJEUX

La Zone Commerciale Nord présente des atouts importants : elle possède un statut de pôle commercial majeur dans l'agglomération, un potentiel d'extension et demeure très accessible.

Cependant, elle connait des dysfonctionnements dans le secteur :
- vieillissement des équipements,
- saturation du réseau viaire,
- manque de lisibilité,
- perte d'attractivité,
- apparition de friches.

Forte de ces constats, la CUS devenue Eurométropole de Strasbourg a entrepris un projet de renouvellement urbain et commercial de la zone.

Les objectifs recherchés par la collectivité sont les suivants :
- renforcer la desserte en transports en commun de la zone,
- améliorer les conditions d'accès automobile à l'ensemble de la zone tout en permettant une bonne desserte des communes situées à proximité,
- développer une stratégie commerciale visant à la revalorisation de la zone commerciale existante par la création de nouveaux pôles commerciaux au nord, au centre et au sud de la zone,
- permettre le développement d'une mixité fonctionnelle et sociale dans la zone (logements, loisirs, commerces, activités, artisanat),
- requalifier les espaces publics pour leur donner un caractère urbain et convivial,
- améliorer les qualités paysagères de la zone et son insertion dans le paysage environnant en particulier sur les berges du canal.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement « Renouvellement urbain et commercial de la Zone Commerciale Nord », implantée sur un territoire de 150 ha. L'opération située entre le canal de la Marne au Rhin et la voie ferrée menant de Paris à Strasbourg, est répartie sur quatre bans communaux : Vendenheim (67 ha), Lampertheim (30 ha), Mundolsheim (29 ha) et Reichstett (23 ha).
- L'opération d'aménagement réalisée dans le cadre d'une ZAC porte sur :

➢ un programme prévisionnel obligatoire :
  * d'équipements publics : requalification d'infrastructures et réalisation de nouveaux espaces publics,
  * de constructions : commerces, activités, restauration, logements, équipements/crèche et résidence sénior, soit 76 000 m² de surfaces bâties à renouveler et 115 000 m² de surfaces à créer,

➢ et un programme complémentaire de constructions (facultatif).

- L'aménageur est chargé du portage opérationnel et financier de l'opération, de l'acquisition des terrains, de la mise en œuvre des procédures d'urbanisme nécessaires, des négociations avec les commerçants et propriétaires, de l'aménagement et de la cession des terrains.

Historique

Par délibération du 21/12/2012, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC ainsi que les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur.

A l'issue d'une procédure de consultation, le Conseil de Communauté urbaine du 20/12/2013 a attribué la concession d'aménagement au groupement solidaire FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION et SCI Forum fondant la SAS ZCN AMENAGEMENT.

A noter qu'un acte de cession de parts de la SCI Forum a eu lieu le 7 avril 2014 au profit de la SAS Frey Aménagement et Promotion et de la Sarl Immo Investissements (Groupe Rapp). La répartition capitalistique de la SAS ZCN AMENAGEMENT a donc évolué :

- 99% pour Frey Aménagement et Promotion (contre 95% auparavant),
- 1% pour Immo Investissements (contre 5% SCI Forum auparavant).

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 24 janvier 2014
- durée : 16 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

- délibération du Conseil de CUS du 20/12/2013 créant la ZAC de la Zone Commerciale Nord.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**62 706 K€**	*100%*	**Ressources**	**62 706 K€**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	28 525 K€	*45%*	cessions de terrains/immeubles	43 016 K€	***68%***
études générales /honoraires	1 065 K€	*2%*	participation Eurométropole	9 800 K€	*16%*
travaux	30 309 K€	***48%***			
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 662 K€* *- charges de gestion : 263 K€* *- taxes et assurances : 150 K€* *- rémunération et frais de société : 1 728 K€*	2 803 K€	*5%*	participation constructeurs *(programme obligatoire)*	9 191 K€	*15%*
			produits divers	698 K€	*1%*
résultat prévisionnel (trésorerie)	***2 K€***	*0%*			

Le budget présenté est celui annexé à la concession d'aménagement du 24 janvier 2014, il n'y a pas eu d'actualisation.

Etat d'avancement 2015

• Taux de réalisation :

A la fin 2015, le contrat se situe dans sa 2ème année sur une durée totale de 16 ans, soit 12% de la durée totale. L'opération atteint 1,3% de son taux de réalisation en dépenses. A ce stade de l'opération aucune recette n'est réalisée.

• Les acquisitions foncières :

La situation foncière des parcelles à vocation agricole à acquérir est la suivante :

ETAT : 5 475 m²
Eurométropole : 64 756 m²
CD 67 : 1 001 m²
Reichstett : 4 897 m²
Association foncière : 10 106 m²
Privés : 402 353 m²

soit un total de 488 587 m² (48,86 ha).

Par délibération communautaire du 20 décembre 2013, l'arrêté de DUP rendu le 5 novembre 2013 emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été transféré au profit de la SAS ZCN AMENAGEMENT.

L'ensemble des prérogatives afférentes notamment à l'exercice du droit d'expropriation et du droit de préemption urbain lui est délégué.

Ainsi, la négociation à l'amiable du foncier a été poursuivie en 2015 dans l'attente de la mise en œuvre de l'enquête parcellaire programmée en 2016.

Des promesses de vente ont été signées pour une surface de 18 814 m².

• Les études et aménagements :

Après appel d'offres, le marché de maitrise d'œuvre des aménagements des espaces publics de la ZAC a été notifié par la ZCN AMENAGEMENT en septembre 2014 au groupement Ingerop Conseil et Ingénierie (mandataire), Acte 2 Paysage Sarl, Arep Ville, Denu et Paradon architecte, Transitec, Antea France et Solutions.

Cette équipe a également pour mission d'élaborer les différents dossiers administratifs, techniques et réglementaires permettant la constitution du dossier de réalisation de la ZAC.

Ainsi, les études réalisées en 2015 ont porté sur :
- la réalisation du plan topographique et altimétrique de l'opération,
- la conception du projet d'aménagement : phase esquisse, phase avant projet sommaire et détaillé en relation avec les services de l'Eurométropole et des communes concernées,
- la réalisation des principales études réglementaires (actualisation de l'étude d'impact, étude de trafic complémentaire, étude de sûreté et sécurité publique, étude de potentiel énergétique, dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau),
- la mise en œuvre d'un partenariat avec la Chambre d'Agriculture de la Région Alsace pour le projet d'Agroparc.

Les dépenses engagées en 2015 s'élèvent à 787 K€ dont 762 K€ pour les études et honoraires de maitrise d'œuvre.

La situation de trésorerie

Compte tenu des éléments ci-avant, l'opération présente à fin 2015 une trésorerie négative (-821 K€).

Perspectives

L'année 2016 verra :

- la poursuite des négociations foncières à l'amiable,
- le lancement fin 2016 de la procédure liée à l'enquête parcellaire,
- la validation de l'avant projet détaillé du projet d'aménagement,
- la poursuite et la finalisation des études nécessaires à la constitution du dossier de réalisation de ZAC en vue de son approbation en 2016 par le Conseil de l'Eurométropole (étude de sol, complément à étude d'impact et dossier loi sur l'eau),
- la préparation en vue de son approbation par l'Eurométropole de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement actant notamment les nouvelles modalités prévisionnelles de financement,
- le lancement du diagnostic archéologique des espaces à vocation aujourd'hui agricole,
- le dépôt des dossiers d'autorisation d'urbanisme des lots sud (dont l'Agroparc) et centre.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous l'autorisation de programme *« AP0193 Zone Commerciale Nord programme 865 »* figurent :

- en dépenses : 10,306 M€ dont 9,8 M€ de participation financière de l'Eurométropole,
- en recettes : 2,137 M€ de cessions de terrains.

Bilan financier opérationnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 27/01/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
acquisitions terrains/immeubles	28 525	28 525	0	0	*0%*
études et honoraires	1 065	1 065	762	762	*0%*
travaux	30 309	30 309	0	0	*0%*
charges de fonctionnement	2 803	2 803	25	59	*0%*
dont frais financiers	662	662	0	0	*0%*
TOTAL	**62 703**	**62 703**	**787**	**821**	***1%***
solde de trésorerie	2	2	-787	-821	
TOTAL	**62 706**	**62 706**	**0**	**0**	***0%***

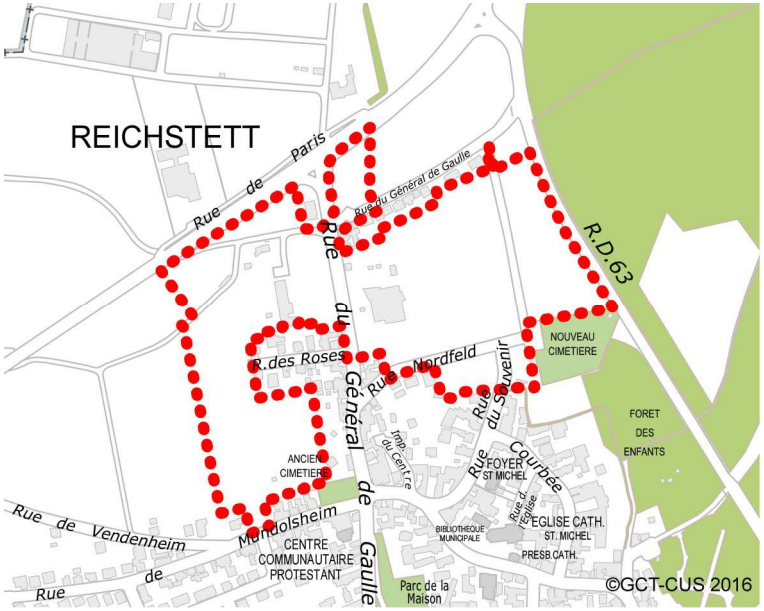
RECETTES	budget prévisionnel initial au 27/01/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
cession terrains et immeubles	43 016	43 016	0	0	*0%*
participation Eurométropole	9 800	9 800	0	0	*0%*
participation constructeurs autonomes (programme obligatoire)	9 191	9 191	0	0	*0%*
produits (fonctionnement et financiers)	698	698	0	0	*0%*
TOTAL	**62 706**	**62 706**	**0**	**0**	***0%***

** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2015

budget au 31/12/15 : 17 000 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 10%
avancement financier : - en dépenses : <1%
- en recettes : 0%

programme :
surface de plancher : 40 371 m²
dont logements : 38 671 m²
commerces/services : 1 700 m²



ZAC Vergers de Saint Michel

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : Société CM-CIC Aménagement foncier

ENJEUX

La politique de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (Programme Local de l'Habitat puis l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Habitat du PLU) classe cette zone comme « zone d'intérêt communautaire ». Sa localisation, au nord de l'agglomération, en deuxième couronne, lui confère un intérêt particulier pour une nouvelle offre immobilière.

Reichstett est par ailleurs une commune carencée en logement sociaux et doit donc envisager l'augmentation de son offre en la matière. La commune voit également sa population diminuer et vieillir depuis quelques années.

Le recours à l'extension urbaine nécessite cependant une démarche responsable et la collectivité s'est fixée les objectifs d'un développement durable dès le départ :

- poursuivre et maîtriser l'urbanisation économe en foncier et bien intégrée aux quartiers connexes,
- diversifier l'offre d'habitat,
- apporter un traitement qualitatif de l'entrée de ville nord de la commune,
- dynamiser le secteur économique et la vie sociale de la commune,
- structurer l'urbanisation à partir des qualités paysagères et environnementales du site,
- améliorer la desserte transport en commun et le développement des modes doux,
- créer des lieux de vie et des espaces publics de référence,
- proposer des bâtiments économes en énergie avec la réalisation d'un grand nombre de logements BEPOS et BEPAS,
- développer une démarche de démocratie participative.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel » à Reichstett représentant une surface de 13,55 ha. L'opération est située entre la RD 63 au nord et à l'est et les rues du Nordfeld et de Mundolsheim au sud.
- L'opération d'aménagement réalisée dans le cadre d'une ZAC porte sur un programme prévisionnel :
  * d'équipements publics : création d'une voie Est-Ouest structurant un nouveau carrefour en entrée de ville, création de voies de bouclage avec le réseau existant et de desserte du nouveau quartier, restructuration du tronçon de la rue du Général de Gaulle compris dans la ZAC,
  * de constructions : réalisation d'environ 495 logements représentant 38 600 m² et création d'environ 1 700 m² de commerces dans le cadre d'une extension mesurée du supermarché et/ou en rez-de-chaussée des programmes immobiliers.
- L'aménageur est chargé de l'acquisition des terrains, de la réalisation des études opérationnelles, de l'aménagement des sols et de la réalisation des équipements d'infrastructure propres à l'opération, de la cession des terrains, du suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères, de la mise en œuvre des ambitions environnementales fixées par l'Eurométropole de Strasbourg, de la conduite et de la gestion de l'opération, et enfin de la conduite des actions de communication et de concertation.

Historique

Par délibération du 12/07/2013, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable, le dossier de création de la ZAC Entrée Nord de Reichstett et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur.

A l'issue d'une procédure de consultation, le Conseil de Communauté urbaine du 19/12/2014 a attribué la concession d'aménagement à la Société par actions simplifiées CM-CIC Aménagement foncier.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 30 janvier 2015
- durée : 10 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

- délibération du Conseil de CUS du 12/07/2013 créant la ZAC Entrée Nord de Reichstett désormais dénommée ZAC des Vergers de Saint Michel

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**17 000 K€**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	6 532 K€	***38%***
études générales /honoraires	923 K€	*5%*
travaux/mise en état des sols	5 394 K€	*32%*
charges de fonctionnement dont :	3 277 K€	*19%*
- frais de gestion : 247 K€ *- frais généraux aménageur : 1 636 K€* *- frais financiers : 707 K€* *- frais divers : 687 K€*		
résultat prévisionnel (trésorerie)	***873 K€***	*5%*

Ressources	**17 000 K€**	*100%*
cessions de terrains/immeubles	16 419 K€	***97%***
participation Eurométropole	501 K€	*3%*
participation constructeurs autonomes	79 K€	*<1%*
produits divers	0 K€	*0%*

Etat d'avancement 2015

2015 constitue l'année de démarrage de l'opération.

- Les acquisitions foncières :

La situation foncière des parcelles à acquérir est la suivante :
Eurométropole : 10,90 ares
Commune : 97,47 ares
Privés : 11,35 hectares

soit un total de 12,43 hectares.

Par délibération communautaire du 19 décembre 2014, le Conseil de CUS qui désignait la société CM-CIC Aménagement foncier comme concessionnaire de la ZAC, lui a également délégué l'ensemble des prérogatives afférentes notamment à l'exercice du droit d'expropriation et du droit de préemption urbain.

Ainsi, la négociation à l'amiable du foncier a été engagée en 2015 avec la signature de promesses unilatérales de vente avec certains propriétaires fonciers représentant 65 % des surfaces de la tranche 1, soit 4,5 ha.

CM-CIC Aménagement foncier a également lancé la procédure d'expropriation avec la réalisation de l'enquête préalable à la DUP. Cette enquête publique s'est déroulée du 19/10 au 20/11/2015.

Un accord de principe a été obtenu du Supermarché Leclerc (exploitant et propriétaire-SCI Nordfeld) quant à la réorganisation foncière proposée.

- Les études et aménagements :

Après appel d'offres, le marché de maitrise d'œuvre urbaine, technique et paysagère de la ZAC a été attribué le 3/07/2015 au groupement Lollier/linder/MW architectes/Solares-Bauen.

Le second semestre a ainsi été consacré à la finalisation des études préliminaires.

Les seules dépenses engagées en 2015 s'élèvent à 14 K€ pour une étude commerciale et les frais de publicité règlementaire et de procédure d'enquête publique.

La situation de trésorerie

Compte tenu des éléments ci-avant, l'opération présente une trésorerie négative (-14 K€).

Perspectives

L'année 2016 verra :

- la poursuite des négociations foncières à l'amiable et de la procédure d'expropriation (délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg sur la déclaration de projet permettant au Préfet d'approuver la DUP et lancement de l'enquête parcellaire),
- la finalisation d'un accord tripartite relatif au supermarché,
- la validation des études préalables de l'équipe de maitrise d'œuvre et le démarrage de l'AVP,
- le diagnostic archéologique par l'Inrap,
- la rédaction et l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC,
- le démarrage de la commercialisation (réservation d'un terrain à définir) pour la réalisation d'un programme de logements aidés.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous l'autorisation de programme *« AP0191 ZAC Reichstett programme 868 »* figurent :

- en dépenses : 255 K€ au titre des études préalables à la création de la ZAC (soldé).

Bilan financier opérationnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 28/11/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
acquisitions terrains/immeubles	6 532	6 532	1	1	*0%*
études et honoraires	930	923	9	9	*1%*
travaux/mise en état des sols	5 394	5 394	0	0	*0%*
charges (fonctionnement)	3 270	3 277	4	4	*0%*
TOTAL	**16 126**	**16 126**	**14**	**14**	***<1%***
solde de trésorerie	873	873	-14	-14	
TOTAL	**17 000**	**17 000**	**0**	**0**	***0%***

RECETTES	budget prévisionnel initial au 28/11/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
cession terrains et immeubles	16 419	16 419	0	0	*0%*
participation Eurométropole	501	501	0	0	*0%*
participation constructeurs autonomes	79	79	0	0	*0%*
produits divers (fonctionnement	0	0	0	0	*0%*
TOTAL	**17 000**	**17 000**	**0**	**0**	***0%***

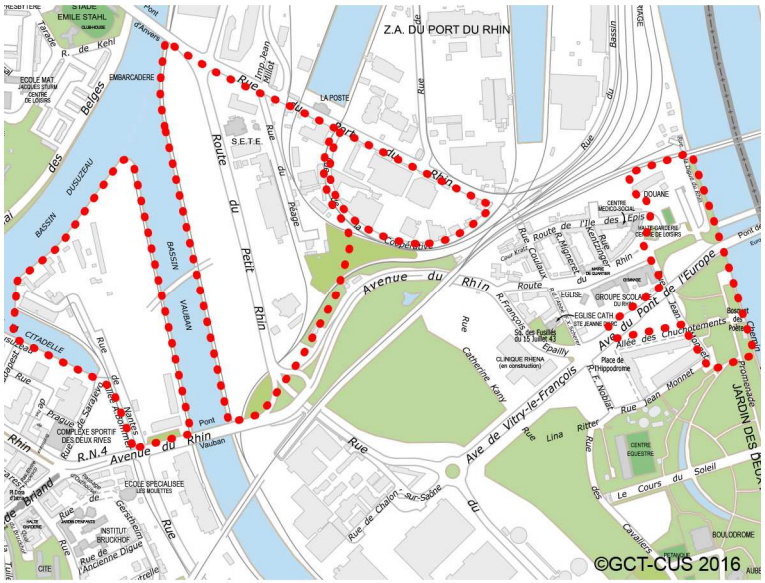
** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2015

budget au 31/12/15 : 209 221 K€
avancement calendaire au 31/12/2015 : 10%
avancement financier : - en dépenses : 3%
- en recettes : <1%

programme :

surface de plancher :	454 100 m²
dont logements :	298 400 m²
tertiaire/services :	34 800 m²
activités :	23 700 m²
équipements :	20 500 m²
commerces :	15 200 m²
hôtellerie :	7 700 m²
programmes alternatifs :	53 800 m²



ZAC Deux Rives

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SPL Deux Rives

ENJEUX

Le potentiel de développement des secteurs compris entre le bassin de la Citadelle et la gare de Kehl étant considérable, la Communauté urbaine de Strasbourg et le Port Autonome de Strasbourg, en partenariat avec la Ville de Kehl se sont associés en 2010 pour définir les grandes lignes d'un projet global au travers d'un schéma de développement cadre : le schéma directeur des Deux Rives sur un territoire de près de 150 ha.

Dans la foulée de l'adoption du schéma directeur, des études ont été lancées en vue de la création d'une ZAC multi-sites sur un périmètre opérationnel plus restreint de 74 ha.

Les enjeux et objectifs de l'opération d'aménagement sont multiples :

- répondre à un enjeu symbolique en créant un lieu « urbain » corrélé avec l'Allemagne,
- concevoir un projet territorial en envisageant une relation nouvelle entre la ville et l'eau,
- développer une stratégie urbaine et économique en favorisant l'implantation de nouveaux programmes mixtes et en contribuant à la reconversion ou à la valorisation des sites qui, pour certains, sont associés à des activités portuaires et industrielles,
- mettre la mobilité au coeur de la conception urbaine en s'appuyant sur le tram comme axe de développement et de désenclavement des territoires.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC multi-sites des Deux Rives implantée sur un territoire de 74 ha. L'opération est composée de quatre secteurs opérationnels : Citadelle, Starlette, Coop, Port et Rives du Rhin.
- L'opération d'aménagement porte sur un programme général prévisionnel de constructions au stade du dossier de création de ZAC de 454 100 m² à développer dont :

  * 298 400 m² dédiés au logement (soit environ 4 300 logements),
  * 34 800 m² dédiés au tertiaire et services,
  * 23 700 m² dédiés aux activités,
  * 20 500 m² dédiés aux équipements,
  * 15 200 m² dédiés aux commerces,
  * 7 700 m² dédiés à l'hôtellerie.

  Le programme de la ZAC prévoit également 53 800 m² dédié aux activités alternatives, créatives et culturelles principalement fléchées sur le secteur COOP.
- Le programme prévisionnel des équipements publics, outre les travaux d'infrastructure, comprend des ouvrages de stationnement en silos (2500 places environ), une école maternelle et élémentaire et un projet d'équipement culturel qui pourrait être édifié sur le secteur de la Coop.
- L'aménageur est chargé de l'acquisition des terrains, de la réalisation des études opérationnelles, de l'aménagement des sols et de la réalisation des équipements d'infrastructure propres à l'opération, de la cession des terrains, du suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères, de la mise en œuvre des ambitions environnementales fixées par l'Eurométropole de Strasbourg, de la conduite et de la gestion de l'opération, et enfin de la conduite des actions de communication et de concertation.

Historique

Par délibération du 20/12/2013 réitérée le 21/02/2014, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable et le dossier de création de la ZAC des Deux Rives.

Par délibération du 25/10/2013, la Communauté urbaine créait la SPL Deux Rives à qui elle a ensuite attribué la concession d'aménagement par délibération du 19/12/2014.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 12 janvier 2015
- durée : 15 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

- délibération du Conseil de CUS du 20/12/2013 créant la ZAC des Deux Rives.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

Emplois	**209 221 K€**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	17 983 K€	*9%*
études générales /honoraires	15 311 K€	*7%*
travaux/équipements	137 037 K€	***65%***
participation aménageur	1 000 K€	*<1%*
réhabilitation et gestion du patrimoine immobilier	8 000 K€	*4%*
maitrise d'ouvrage aménageur	17 898 K€	*9%*
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 7 614 K€* *- divers : 4 375 K€*	11 989 K€	*6%*
résultat prévisionnel (trésorerie)	***2 K€***	

Ressources	**209 221 K€**	*100%*
cessions de terrains/immeubles	171 127 K€	***82%***
participation constructeurs autonomes	765 K€	*<1%*
participations collectivités (EMS-VDS) et CDC	36 000 K€	*17%*
produits divers	9 K€	
loyers	1 320 K€	*<1%*

Etat d'avancement 2015

2015 constitue l'année de démarrage de l'opération.

- Les acquisitions foncières :

La situation foncière des parcelles à acquérir est la suivante :

ETAT/ Cour des Douanes : 13 146 m²
Eurométropole de Strasbourg : 6 168 m²
Ville de Strasbourg : 39 336 m²
Port Autonome de Strasbourg : 189 942 m²
Union des Coopérateurs d'Alsace : 63 372 m²
Entreprise Chalot : 4 046 m²
Vitrine du Port : 17 705 m²
Direction Technique PAS et site VNF : 13 850 m²

soit un total de 347 565 m² (34,75 ha).

L'ensemble des prérogatives afférentes notamment à l'exercice du droit d'expropriation et du droit de préemption urbain est délégué à la SPL Deux Rives suite à la délibération communautaire du 19 décembre 2014.

La première acquisition foncière de la SPL a porté sur l'acquisition de l'ancien siège de la Coop Alsace le 29 juin 2015 pour un montant de 4 750 K€, auquel se rajoutent les frais d'acquisition de 269 K€ (frais de notaire et droit d'enregistrement) soit un total de dépenses en 2015 de 5 019 K€.

Elle a par ailleurs poursuivi les négociations avec l'Etat pour l'acquisition de la Cour des Douanes ainsi qu'avec le Port Autonome de Strasbourg pour la préparation de la signature de l'acte authentique de vente en vue d'une finalisation de l'achat des terrains en février 2016.

- Les études et aménagements :

La SPL Deux Rives a procédé à la planification et à la mise en oeuvre des études nécessaires à la préparation du dossier de réalisation de ZAC et du Programme des Equipements Publics (PEP).

Dans ce contexte, l'année 2015 a été consacrée :
- à la passation de deux accords-cadres de maîtrise d'oeuvre urbaine,
- à la réalisation des premières études techniques préalables au lancement des missions d'études urbaines : diagnostic structure du site de la Coop avec préconisations de travaux d'urgence, relevés de géomètre, collecte des données réseaux,…
- au lancement dès septembre 2015 des études de plans guides, avec la remise fin décembre 2015 d'une version intermédiaire.

En 2015, différentes actions relatives au marketing urbain (cible de professionnels), à la communication-médiation auprès des acteurs locaux ont également été menées par la SPL Deux-Rives.

Les dépenses engagées en 2015 relatives aux études et aménagements s'élèvent ainsi à 557 K€ dont 419 K€ pour les études urbaines et techniques et 139 K€ pour les travaux.

La situation de trésorerie

L'opération présente une trésorerie négative en 2015 à -6 051 K€. Cependant, compte tenu de l'emprunt de 11 M€ mobilisé en 2015, la trésorerie après financement s'établit en 2015 à 4 949 K€ et le solde cumulé de trésorerie à fin 2015 est de 4 784 K€.

Emprunts

La SPL a souscrit au mois de mars 2015, deux emprunts l'un de la Caisse d'Epargne de 11,5 M€ et l'autre de la Pfandbriefebank AG de 10 M€ sur 9 ans. Ces prêts ont fait l'objet de deux garanties d'emprunts à hauteur de 80% de chacun des prêts par le Conseil de l'Eurométropole (délibération du 23 avril 2015).

Perspectives

Les actions à mener en 2016 auront pour objet :

- de poursuivre le travail de maîtrise foncière, en particulier par la finalisation de l'achat des terrains propriété du Port Autonome de Strasbourg,
- de finaliser toutes les études nécessaires à une remise du dossier de réalisation de ZAC et du Programme des Equipements Publics de la ZAC,
- de mettre en œuvre les procédures administratives et études de conception préalables au lancement des premiers travaux prévus pour 2017,
- de lancer les premières consultations promoteurs,
- d'engager une action particulière d'activation du site, notamment aux regards des événements liés à la pose des rails du tramway.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous le programme financier 9185 *SPL Deux Rives* figurent :

- en dépenses : 16,4 M€ dont 15,4 M€ de participation financière de l'Eurométropole aux équipements publics structurants et 1 M€ de participation financière pour la réalisation de la passerelle piétons-cycles «Starcoop».

  500 K€ ont été versés à ce titre à la SPL en 2015.

Bilan financier opérationnel au 31/12/2015 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 19/12//2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
acquisitions terrains/immeubles	18 483	17 983	5 019	5 019	*28%*
études et honoraires	14 812	15 311	419	419	*3%*
travaux/équipements	136 537	137 037	139	139	*<1%*
participation aménageur	1 000	1 000	0		*0%*
réhabilitation et gestion du patrimoine immobilier	8 000	8 000	0		*0%*
maitrise d'ouvrage aménageur	17 900	17 898	683	848**	*5%*
charges de fonctionnement	11 996	11 989	320	320	*3%*
dont frais financiers	8 628	7 614	67	67	*0%*
TOTAL	**208 728**	**209 219**	**6 580**	**6 745**	***3%***
solde de trésorerie	-17	2	- 6 051	- 6 216	
TOTAL	**208 712**	**209 221**	**529**	**529**	***<1%***

RECETTES	budget prévisionnel initial au 19/12/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/15	réalisé 2015	cumul à fin 2015	*taux de réalisation à fin 2015**
cession terrains et immeubles	171 127	171 127	0	0	*0%*
participation collectivités (Eurométropole-Ville Strasbourg) et CDC	35 500	36 000	500	500	*1%*
participation constructeurs autonomes	765	765	0	0	*0%*
loyers	1 320	1 320	20	20	*0%*
produits (fonctionnement et financiers)	0	9	9	9	*0%*
TOTAL	**208 712**	**209 221**	**529**	**529**	***<1%***

** cumul à fin 2015 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

*** le cumul à fin 2015 de ce poste intègre 165 K€ de 2014 couvrant les dépenses engagées par la SPL avant signature du traité de concession*

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Projet d'aménagement d'un Campus des Technologies Médicales (Nextmed) au Sud-Est du site de l'Hôpital Civil de Strasbourg : approbation des caractéristiques essentielles de la concession d'aménagement et lancement d'une consultation d'aménageurs.

Par délibérations en date des 15 février 2013 et 21 février 2014, le Conseil Communautaire a validé la signature d'un protocole d'accord entre la CUS et les HUS en vue de la réalisation du projet économique et urbain de Campus des technologies médicales (Nextmed). Par délibération du 18 décembre 2015, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé l'acquisition d'un site de 1.48 hectares au Sud-Est du site historique des Hospices Civils.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite aujourd'hui engager la phase opérationnelle de cette démarche qui a pour but l'accueil d'entreprises dans les domaines des technologies médicales, de la santé numérique et du biomédical. La présente délibération s'inscrit dans la continuité de ces décisions, et vise à autoriser le lancement d'une consultation d'aménageur par voie de concession pour réaliser le projet.

1. Contexte : le projet de campus des technologies médicales

Les technologies médicales et les thérapies nouvelles constituent l'un des secteurs-clés de la feuille de route Strasbourg Eco 2030, validée par délibération du conseil l'Eurométropole de Strasbourg le 18 décembre 2015. Ce secteur réunit les technologies médicales, la production de biomédicaments et les nouvelles technologies appliquées à la santé, notamment l'e-santé.

Le Campus des technologies médicales aujourd'hui baptisé Nextmed, regroupe au sein de l'Hôpital Civil, soin, recherche, formation et industrie. Autour de l'IRCAD et de l'IHU, au sein du biocluster des Haras ou du pH8, se développent les pépites du territoire. Depuis 2012, ce sont plus de 1000 emplois créés, directs et indirects.

L'ambition est de positionner l'agglomération parmi les cinq principales villes d'Europe pour le nombre d'entreprises implantées et dédiées aux technologies médicales et d'accueillir 50 entreprises innovantes sur le technoparc à horizon 2030. Il s'agit donc de devenir une référence européenne dans ce domaine.

Le campus des technologies médicales englobe l'ensemble du site de l'Hôpital Civil, et à ce titre des maîtres d'ouvrages et des porteurs de projet multiples, publics et privés.

Il intègre deux composantes majeures, qu'une acquisition auprès des HUS a permis de réaliser :

- l'aménagement du secteur sud-est,
- le technoparc dédié à l'accueil d'entreprises.

En septembre 2013, l'Eurométropole a engagé une mission d'études pré-opérationnelles et de programmation, destinée à établir un schéma directeur à l'échelle du campus, un projet d'aménagement à l'échelle du secteur sud-est et un programme pour le technoparc.

2. Le projet d'aménagement et de technoparc

Le réaménagement du secteur de 1.48 hectares, situé au Sud-Est de l'Hôpital Civil, vise à créer un pôle d'activités en lien avec l'hôpital et le tertiaire médical. Il est également porteur d'enjeux urbains : ouvrir le site sur la ville, créer de nouveaux espaces publics, préserver les qualités patrimoniales et historiques du secteur, viser la performance environnementale.

C'est dans le cadre de ce projet d'aménagement que doit être créé le technoparc, site principal d'accueil d'entreprises du campus, dédié au secteur des technologies médicales et de ses axes transverses.

Objectifs du projet :

- création d'une offre d'accueil pour les entreprises en lien avec l'hôpital, intervenant dans le champ du domaine médical et du numérique de la santé. L'offre estimée est d'environ 30 000 m² ;
- création d'une offre d'accueil spécifique pour les entreprises en sortie de pépinière, bénéficiant de loyers adaptés : 120€/m²/SU/an, hors charges. Offre minimale : 5 000 m² SP ;
- programmation adaptée intégrant une part de bureaux et laboratoires et une typologie de bureaux modulables et évolutifs.

Les nouvelles constructions seront réparties sur trois lots distincts :

- réhabilitation bâtiment ORL et extension : 8 500 m²SP ;
- réhabilitation pavillon Blum (amphithéâtre conservé) : 500 m²SP ;
- programmes neufs : 20 200 m²SP.

3. Caractéristiques essentielles de la concession d'aménagement – Lancement de la procédure de consultation

A. Mode opératoire

L'opération d'aménagement sera réalisée sous forme de permis d'aménager et sera concédée à un aménageur fort d'une expérience dans ce type d'opération et qui sera en capacité d'investir dans un tel projet.

B. Objet de la concession d'aménagement

L'aménageur désigné après mise en concurrence aura en charge le portage opérationnel et financier du projet dans son ensemble et jusqu'à son terme. Ses principales missions seront notamment :

- la finalisation des études urbaines et opérationnelles ;
- l'acquisition partielle des terrains de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la mise en œuvre des procédures d'urbanisme et toute procédure administrative nécessaires notamment le permis d'aménager et le dossier loi sur l'eau ;
- la réalisation des travaux d'aménagement ;
- la réhabilitation des bâtiments ORL et BLUM ;
- la location des surfaces des deux bâtiments réhabilités ;
- la commercialisation du terrain à construire ;
- le suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales ;
- le portage financier du projet.

Le contenu détaillé de ses missions sera précisé dans le dossier de consultation qui sera transmis à l'ensemble des candidats et fera l'objet d'une contractualisation dans le cadre du traité de concession soumis, au terme de la négociation, à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

C. Localisation - périmètre de concession

Le périmètre de la concession correspondra au périmètre du technoparc des technologies médicales à Strasbourg (cf. plan de périmètre annexé à la présente délibération).

D. Principes de financement de l'opération concédée

Compte tenu des caractéristiques essentielles du projet, il est proposé que l'opération d'aménagement soit concédée aux risques et périls du futur aménageur, les produits de l'opération devant permettre d'en couvrir les dépenses. Il est également prévu le versement d'une participation prévisionnelle du concédant au coût de l'opération, d'un montant plafonné de 7 M€.

Sous réserve du bilan d'aménagement qui sera joint à la délibération d'attribution de la concession, il est précisé que le montant prévisionnel des travaux d'infrastructure réalisés par l'aménageur sur l'espace public propre du technoparc et mis à la charge de l'aménageur, est estimé à ce jour à environ 0,8 M€ HT (valeur septembre 2016), hors coûts d'acquisition et de remise en état du foncier.

L'aménageur prendra notamment à sa charge la remise en état des sols et sous-sol, la viabilisation primaire, incluant les voies et réseaux publics intérieurs du technoparc ainsi

que les espaces verts et les différents espaces de stationnement correspondant aux besoins des futurs usagers de la zone (employés des entreprises et visiteurs).

E. Durée prévisionnelle de la concession

La durée prévisionnelle de la concession est fixée à 15 ans.

F. Critères de choix du futur aménageur :

Les critères de sélection du futur aménageur seront détaillés dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de consultation préalable à la passation de la concession d'aménagement.

Les candidatures seront examinées au regard des capacités financières, techniques et humaines des candidats.

Quant à l'analyse des offres et à la sélection du futur aménageur, elle sera établie au travers des critères prévisionnels suivants :

- qualité et pertinence de l'analyse technique, mise en œuvre opérationnelle et gouvernance du projet et notamment : compréhension des enjeux de l'opération, prise en compte des objectifs de développement durable, optimisation du planning prévisionnel général, phasage et déroulement de l'opération, stratégie de commercialisation, association du concédant, …
- qualité de l'offre financière et notamment : proposition par le candidat du montant de participation à verser par le concédant au coût de l'opération, dans la limite du plafond, pertinence et cohérence du bilan financier prévisionnel de l'opération et du plan de trésorerie, maîtrise des coûts, optimisation des frais financiers, ...

Au final, la concession d'aménagement envisagée sera soumise notamment aux dispositions des articles R 300-4 à R 300-9 du Code de l'urbanisme. Il s'agit d'une procédure relative aux concessions d'aménagement soumises au droit communautaire, le concessionnaire assumant une part significative du risque économique de l'opération.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil de l'Eurométropole, conformément à l'article R 300-9 du code de l'urbanisme, de créer une commission « ad hoc » dite « commission aménagement du Technoparc Nextmed ». Cet article précise que : « l'organe délibérant désigne en son sein à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne les membres composant la commission chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues, préalablement à l'engagement des discussions mentionnées à l'article R 300-8. Il désigne la personne habilitée à engager ces discussions et à signer la convention. Cette personne peut recueillir l'avis de la commission à tout moment de la procédure. L'organe délibérant choisit le concessionnaire, sur proposition de la personne habilitée à mener les discussions et à signer la convention et au vu de l'avis ou des avis émis par la commission ».

Il est proposé que cette commission soit présidée par Robert HERRMANN et qu'elle soit composée, en plus de son président, de cinq membres titulaires et d'autant de suppléants. Elle sera amenée à émettre un avis sur les propositions reçues, notamment sur

les capacités techniques, financières et sur les références professionnelles des candidats ainsi que sur leur aptitude à conduire l'opération d'aménagement projetée, préalablement à l'engagement des discussions avec un ou plusieurs candidats.

Il est proposé en outre au conseil que Catherine TRAUTMANN soit désignée en qualité de personne habilitée à engager les négociations et à signer la concession.

Au final, le choix du concessionnaire par l'organe délibérant sera fondé à la fois sur la proposition issue des discussions conduites par Catherine TRAUTMANN et sur l'avis émis par la commission ad hoc.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

Vu les délibérations du conseil communautaire en date des 15 février 2013 et 21 février 2014, validant la signature d'un protocole d'accord entre la CUS et les HUS en vue de la réalisation du projet économique et urbain de Campus des technologies médicales.
Vu la délibération du 18 décembre 2015, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvant l'acquisition du site du futur technoparc aux HUS.
Vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 12 décembre 2016 prise en application de l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales.
Vu le périmètre de concession d'aménagement du futur technoparc annexé.
Vu l'ordonnance du 29 janvier 2016 et son décret d'application du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L 300-4 et R 300-4 à R 300-9.
Vu l'ordonnance n°2016-1058 du 03 août 2016 et le décret n °2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes
Vu le code de l'environnement.
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

approuve

- *les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement telles que plus amplement présentées au rapport.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à engager, sur la base des critères prévisionnels de sélection du futur aménageur développés au présent rapport, l'entière procédure de consultation d'aménageurs ;*

- *à signer et à publier tout acte et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

crée

- *la Commission « aménagement du Technoparc Nextmed » qui sera compétente pour émettre un avis sur les propositions reçues dans le cadre de ladite consultation, étant précisé que cette commission sera présidée par Robert HERRMANN,*

désigne

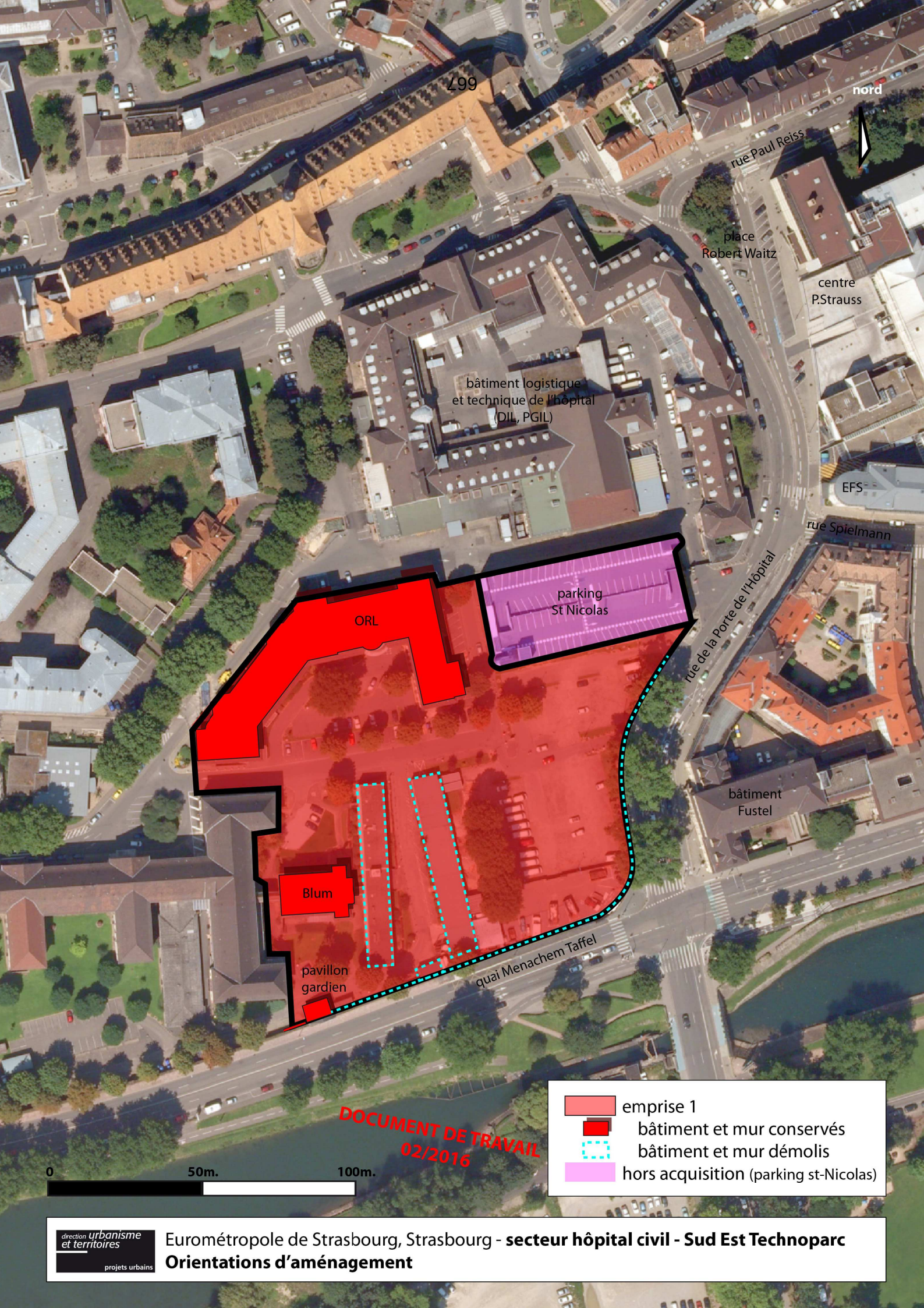
- *Catherine TRAUTMANN en qualité de personne habilitée à engager toutes négociations avec un ou plusieurs candidats ayant remis une proposition et à signer la concession « aménagement du Technoparc Nextmed » et tous actes y afférant ;*

- *les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la commission « aménagement du Technoparc Nextmed » chargée du projet, dans les conditions définies ci-dessus :*

Titulaires	***Suppléants***
Robert HERRMANN	*Caroline BARRIERE*
Roland RIES	*Alexandre FELTZ*
Nicolas MATT	*Jean Luc HERZOG*
Alain JUND	*Marie-Dominique DREYSSE*
Fabienne KELLER	*Thibaud PHILIPPS*

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016



direction urbanisme et territoires
projets urbains

Eurométropole de Strasbourg, Strasbourg - **secteur hôpital civil - Sud Est Technoparc**
Orientations d'aménagement

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Approbation du dossier de réalisation de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel » à Reichstett.

1. CONTEXTE DU PROJET

L'Eurométropole de Strasbourg a créé en juillet 2013 une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le secteur « Entrée Nord » de Reichstett. Ce secteur, désormais appelé ZAC « Les Vergers de Saint Michel », d'une superficie de 13,55 hectares, se situe en entrée nord de la commune, de part et d'autre de la rue du Général De Gaulle. L'opération d'aménagement a été concédée à un aménageur, CM-CIC Aménagement foncier, qui en assure la mise en œuvre opérationnelle à ses risques. Cette opération constitue une opportunité de revalorisation et de structuration de l'entrée de ville de la commune et de l'agglomération et permet de répondre à plusieurs objectifs publics, notamment à travers les orientations prévisionnelles de programmation définies dans le dossier de création de la ZAC.

Il s'agit désormais, à l'issue des études de maîtrise d'œuvre d'avant-projet, de valider le dossier de réalisation de la ZAC.

2. HISTORIQUE DU PROJET

Au vu des conclusions d'une première étude de faisabilité, la délibération du conseil de CUS du 30 juin 2011 a notamment permis de lancer les études préalables à la création d'une zone d'aménagement concerté.

La conduite de ces études ainsi que la mise en œuvre de la concertation préalable ont débouché sur une seconde délibération du conseil de CUS en date du 12 juillet 2013 qui a notamment permis d'approuver les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement et le dossier de création de la ZAC du secteur « Entrée Nord » à Reichstett.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence, le conseil de CUS a, par délibération en date du 19 décembre 2014, désigné la société par actions simplifiées CM – CIC Aménagement Foncier en qualité de concessionnaire de ladite ZAC.

Enfin, par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a déclaré d'intérêt général le projet d'aménagement de la ZAC « Les Vergers de

Saint Michel » mis à l'enquête publique, préalablement à la Déclaration d'utilité publique. Il a également défini les modalités de mise à disposition du public du complément d'étude d'impact et des pièces requises.

L'arrêté de DUP a ensuite été prononcé par le Préfet en date du 1er août 2016 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel ».

3. DOSSIER DE REALISATION

3.1. Contexte réglementaire du dossier de réalisation

La procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) est régie notamment par les articles L311-1 à L311-8 et R311-1 à 311-12 du Code de l'urbanisme. L'article R311-7 fixe le contenu du dossier de réalisation qui comprend :

a) le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone ; lorsque celui-ci comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissements publics, le dossier doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement ;
b) le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone ;
c) les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps.

Le dossier de réalisation complète en tant que de besoin le contenu de l'étude d'impact mentionné à l'article R. 311-2, notamment en ce qui concerne les éléments qui ne pouvaient être connus au moment de la constitution du dossier de création.

3.2. Elaboration du dossier de réalisation

Afin de constituer le dossier de réalisation, le concessionnaire a lancé des études de maîtrise d'œuvre en septembre 2015 qui ont permis de préciser le projet.

Tout en respectant les objectifs et grands principes fixés dans le cadre du dossier de création de ZAC, le concessionnaire s'est attaché à prendre en compte les attentes des élus de l'Eurométropole de Strasbourg et de la commune de Reichstett, à préciser les contraintes et les opportunités et à approfondir les hypothèses de travail.

Pour rappel, les objectifs initiaux qui ont motivé la création de ZAC étaient les suivants :

- aménager un nouveau quartier permettant de répondre aux enjeux de la politique de l'Habitat ;
- apporter un traitement qualitatif à ce qui constitue une des portes d'entrée de l'agglomération strasbourgeoise ;
- limiter l'étalement urbain en optimisant l'urbanisation d'une des principales réserves foncières de la commune ;

- diversifier l'offre d'habitat (mixité sociale, urbaine, typologique, …) ;
- garantir un équilibre logement / service au sein du quartier sans fragiliser l'appareil commercial et de services existant ;
- dynamiser le secteur économique et la vie sociale de la commune ;
- créer des lieux de vie et des espaces publics de référence, garants de la qualité du cadre de vie et du « vivre ensemble » ;
- structurer l'urbanisation à partir des qualités paysagères et environnementales du site ;
- réaliser une opération d'aménagement dans le cadre d'une démarche de développement durable en prenant notamment en compte la limitation de l'étalement urbain, la préservation des écosystèmes existants, l'amélioration de la desserte transport en commun, le développement des modes doux, la performance énergétique des constructions, …

S'inscrivant pleinement dans ces objectifs initiaux, le travail concerté entre les élus de l'Eurométropole de Strasbourg, les élus de la commune de Reichstett et l'aménageur-concessionnaire, a permis d'aboutir à un projet partagé, détaillé dans le dossier de réalisation et articulé autour des principaux enjeux de l'opération :

- diversifier les typologies de logements sur la commune et attirer de nouveaux ménages ;
- créer un nouveau quartier qui s'intègre à l'environnement urbain et naturel existant ;
- créer un quartier aux performances énergétiques exemplaires, et qui propose un aménagement durable

3.3. Contenu du dossier de réalisation

Le projet de dossier de réalisation comprenant :

- le projet de programme des équipements publics ;
- le projet de programme global des constructions à édifier dans la zone ;
- les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps ;
- le complément à étude d'impact ;

est annexé à la présente délibération via un lien de téléchargement en raison de son importance :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=yRsUu.eWq42f9tVirIoVXD

En outre, sont joints en annexe de la présente délibération :

- l'avis de l'autorité environnementale rendu le 19 septembre 2013 sur le complément à étude d'impact ;
- le courrier de l'aménageur, en date du 6 octobre 2016, en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale ;
-

Enfin, le dossier de réalisation comporte l'accord des personnes publiques normalement compétentes pour la maîtrise d'ouvrage et le financement des équipements publics

relevant de leur compétence respective, à savoir la Commune de Reichstett et le Conseil Départemental du Bas-Rhin.

a) Projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone

Le projet de programme des équipements publics détaille les équipements à réaliser, le maître d'ouvrage, le mode de financement et le destinataire. Il n'est pas prévu, à ce stade, dans la ZAC, d'équipement public qui pourrait rentrer au titre des équipements publics de superstructure. Aussi le programme des équipements publics se limite-t-il à des équipements d'infrastructure pour lesquels il est notamment prévu la réalisation de toutes les voies, places, espaces publics et espaces verts et des travaux liés au raccordement du réseau viaire de la ZAC aux rues existantes.

Ainsi, la viabilisation du nouveau quartier nécessitera-t-elle la réfection de certains tronçons existants dans le périmètre de la ZAC, à savoir :

- reprise de la rue du Nordfeld et de son raccordement sur la rue du Souvenir ;
- reprise en sentiers piétons d'un chemin rural au nord-ouest du périmètre et d'un chemin d'exploitation le long du parking du cimetière ;
- reprise de l'entrée de l'impasse Général de Gaulle au Nord ;
- reprise du tronçon de la rue du Général de Gaulle compris dans le périmètre.

En outre, la rue des Roses, hors ZAC, ne sera pas réaménagée mais elle passera en sens unique de circulation en direction de la tranche 2 pour éviter les sorties de véhicules sur la rue du Général de Gaulle.

De plus, la viabilisation du nouveau quartier nécessitera la création de nouvelles voiries.

Une nouvelle liaison primaire Est-Ouest structurera le futur quartier depuis son raccordement sur la RD63 à l'Est jusqu'à l'ouest du périmètre en direction d'une éventuelle extension urbaine. Son repositionnement un peu vers le nord permet de minorer les impacts de ce schéma viaire sur le tissu urbain environnant. Au croisement de la rue du Général de Gaulle, un nouveau carrefour sera à aménager.

Le système viaire « secondaire » s'organise globalement par des liaisons Nord-Sud qui se raccordent au réseau existant. A l'est, la rue de Souvenir est prolongée jusqu'à la nouvelle voirie transversale. A l'ouest, le principal axe de desserte se dessine entre la cette transversale et la rue de Mundolsheim au Sud.

Les circulations douces seront privilégiées par un maillage de trottoirs, d'allées piétonnes et cyclables. Un axe magistral réservé aux circulations piétonnes et cyclistes se déroule d'Est en Ouest de manière centrale, ce centre de gravité permettant de regrouper les flux via une liaison à l'écart des circulations automobiles.

L'ensemble de ce maillage est complété par des aménagements paysagers et notamment :

- un axe paysager Nord-Sud développé entre le verger existant au Nord et la forêt des enfants au Sud-Est de la ZAC ;

- un square équipé de bancs et de jeux pour enfants, sous un couvert d'arbres mellifères et champêtres constituant un espace de rencontre privilégié pour la partie Est ;
- un second espace de repos et de rencontre des habitants, à l'ouest, structuré autour de vergers existants, constituant un « cocon » public favorisant le lien social.

Enfin, le projet prévoit :

- la réalisation d'un réseau d'assainissement des eaux usées,
- la réalisation d'un réseau d'adduction en eau potable et de défense incendie,
- la réalisation d'un réseau de chauffage urbain,
- la réalisation d'un réseau gaz sur une partie de la ZAC,
- la réalisation des réseaux souterrains de haute et basse tension,
- la réalisation du génie civil des réseaux de téléphonie,
- la réalisation du génie civil des réseaux câblés de télédistribution,
- la réalisation des réseaux d'éclairage public.

L'assainissement des eaux pluviales sera réalisé à partir de techniques innovantes et alternatives au tuyau. Les noues et les chaussées à structure réservoir seront mises en place pour traiter les eaux propres et les eaux des voiries publiques.

b) Projet de programme global des constructions

Le programme global des constructions comprend une dominante de logements ainsi que des surfaces commerciales.

Le programme global prévisionnel des constructions en matière de logements prévoit :

- d'une part la réalisation d'environ 32 000m² de SP de logement pour des petits collectif et de l'intermédiaire ;
- d'autre part l'aménagement d'environ 180 ares de terrains à bâtir qui permettront de développer environ 5 000 m² de SP

Au vu du plan de masse prévisionnel tel qu'il est envisagé à ce stade (cf. dossier de réalisation), il est envisagé la répartition prévisionnelle suivante :

- petits collectifs : 312 logements
- intermédiaire : 118 logements
- individuels : 58 logements

soit un total prévisionnel de 488 logements, ce nombre pouvant être amené à évoluer en fonction de la finalisation du projet, dans les limites définies par le présent dossier de réalisation.

Une ventilation équilibrée des typologies des logements sera réalisée sur l'ensemble de l'opération. La répartition prévisionnelle de la constructibilité est détaillée dans le dossier de réalisation.

Concernant les surfaces commerciales, le programme global prévisionnel des constructions prévoit :

- le maintien d'une implantation centrale du supermarché mais sur un tènement foncier modifié et optimisé permettant le développement de 1300 m² de surface de vente supplémentaires pour atteindre un total de 2500 m² de surface de vente auxquels s'ajouteront également des locaux techniques et des surfaces annexes.
- la création de cellules commerciales (environ 420 m²) au rez-de-chaussée du bâtiment projeté en vis-à-vis du supermarché (lot J) afin de structurer une polarité en entrée de ville

c) Modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps

Le montant total des dépenses estimé pour réaliser l'opération d'aménagement s'élève à environ 15M€ HT comprenant les dépenses pour le foncier, les études, les travaux et les frais financiers et de conduite d'opération.

Le bilan d'aménagement est équilibré par les recettes issues :

- essentiellement des cessions de charges foncières (vente aux constructeurs des droits à bâtir) ;
- de manière plus ponctuelle, de la participation du concédant correspondant à la contrepartie de la remise des équipements de viabilité primaire réalisés par l'aménageur à savoir :

    · 100 % du coût de restructuration (hormis travaux de traversée de réseaux, propres à l'opération elle-même) du tronçon de la rue du Général de Gaulle compris dans la ZAC ;
    · 30 % du coût de réalisation (hormis travaux de réseaux et noues, propres à l'opération elle-même) de la transversale Est/ouest.
    Le montant de cette participation prévisionnelle, estimé à 500 833 € HT, TVA en sus, et approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole lors de l'attribution de la concession d'aménagement le 19 décembre 2014, pourrait le cas échéant être réajusté, sur la base de remise de fiches d'ouvrages par l'aménageur et en fonction du coût complet réel des travaux ou des aménagements réalisés ;
- de manière marginale, des participations prévisionnelles des constructeurs autonomes.

Concernant ce dernier point, le régime de ces participations des constructeurs-autonomes est régi par l'article L311-4 du Code de l'urbanisme : ces participations au coût des équipements publics de la zone sont dues par un constructeur sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone. Cette participation est due sur l'ensemble du périmètre de la ZAC. Une convention précisera les conditions dans lesquelles les constructeurs « dits autonomes », participent au coût d'équipement de la zone. Cette convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire. Le montant de la participation financière mise à la charge du constructeur autonome, est déterminé dans le respect du principe d'égalité des

constructeurs devant les charges publiques par catégorie de constructeur et conformément aux dispositions du traité de concession.

Le bilan prévisionnel d'aménagement du dossier de réalisation de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel » (en euros HT) se présente comme suit :

DEPENSES (en HT) :

- Appropriation des sols : 5 040 514 €
- Mise en état des sols : 364 102 €
- Travaux d'aménagement : 5 001 212 €
- Honoraires techniques : 994 450 €
- Frais de gestion : 247 223 €
- Frais généraux de l'aménageur : 1 655 981 €
- Frais financiers : 706 635 €
- Risques, aléas et imprévus : 980 000 €

Soit un total de 14 990 120 € HT

RECETTES (en HT) :

- Cession de charges foncières (37 242 m² dédiés aux logements et 1 720 m² de dédiés aux commerces) : 15 298 220,00 €
- Participations constructeurs : 80 000,00 €
- Participation de la collectivité aux équipements primaires : 500 833,00 €

Soit un total de 15 879 053 € HT

d) Complément à étude d'impact environnementale

Le dossier de réalisation complète en tant que de besoin le contenu de l'étude d'impact mentionnée à l'article R. 311-2, notamment en ce qui concerne les éléments qui ne pouvaient être connus au moment de la constitution du dossier de création.

A ce titre, le complément à étude d'impact environnementale a permis d'affiner l'analyse de l'impact du projet au regard des éléments qui ont été précisés dans le dossier de réalisation et ce, pour les différents points soulevés par l'autorité environnementale dans son avis du 22 mai 2013 portant sur l'étude d'impact figurant dans le dossier de création de la ZAC, à savoir :

- qualité de l'air : les dernières données disponibles démontre que la qualité de l'air est sensiblement la même entre 2011 et 2015.
- nuisances sonores : les solutions préconisées dans le dossier de création ont été affinées grâce à une actualisation de l'étude de circulation, basée sur des comptages des véhicules, réalisés en mars 2016.
- transports : les études d'avant-projet ont permis :

  - d'affiner la hiérarchisation des différentes voies et de repositionner un peu vers le nord de la rue principale Est-Ouest à créer, permettant de minorer les impacts de ce schéma viaire sur le tissu urbain environnant ;
  - de préciser la question de la desserte en transport en commun avec une solution de terminus de la ligne au nord de la RD63, l'étude de circulation actualisée ayant permis de conforter la faisabilité de cette hypothèse.
- pollutions des sols : conformément à l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg suite à la demande de l'autorité environnementale de 2013, un diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines a été opéré en mars 2016, en adéquation avec le projet urbain défini dans le dossier de réalisation. Ce diagnostic a permis :
  - de conclure que la pollution du site est modérée et ponctuelle ;
  - d'arrêter des mesures de suivi : réalisation d'une seconde campagne, mesures de restriction, traitement adapté des sols.
- risques technologiques : la reconversion du site de la raffinerie a entraîné une modification du plan de prévention des risques technologiques qui y était associé, mais le périmètre de la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel » est en dehors du nouveau PPRT de WAGRAM Terminal.
- ressources en eau : le principe d'assainissement retenu dans le dossier de réalisation est conforme aux études menées dans le cadre du dossier de création.
- consommation foncière : les ratios des différentes catégories d'espaces et notamment les espaces publics, non bâtis et végétalisés (espaces verts et jardins) ont été actualisés au regard de l'avant-projet défini dans le dossier de réalisation.
- milieux naturels et biodiversité : le plan de composition prévoit la conservation de 72 ares de vergers et la compensation des 14 ares de vergers supprimés par la restitution de 24 ares de vergers ainsi que l'aménagement d'une saulaie sur la zone humide règlementaire identifiée.

3.4. Accord des personnes publiques compétentes sur le principe de réalisation d'équipements à intégrer dans leur patrimoine

Conformément à l'article R311-7 du code de l'urbanisme, lorsque le projet de programme des équipements publics comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissements publics, le dossier doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de la réalisation de ces équipements, sur les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement.

Les équipements à réaliser dans la zone relèvent de la compétence, outre de l'Eurométropole de Strasbourg, de plusieurs collectivités :
- la commune de Reichstett laquelle a donné son accord par délibération en date 21 novembre 2016 au titre des équipements relevant de sa compétence.
- le Conseil Départemental du Bas-Rhin : bien que le transfert de l'ensemble des voiries départementales à l'Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2017 soit acté, le Conseil départemental reste compétent sur ces équipements à la date de la présente approbation du dossier de réalisation de la ZAC. Par conséquent, l'accord sur le principe de réalisation des travaux sur les routes départementales a été rendu par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 28 novembre 2016.

La liste des équipements publics concernés par la présente ZAC est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Equipement	Description sommaire	Maitrise d'ouvrage	Futur propriétaire	Gestionnaire	Participation financière CMCIC AF	Participation financière Eurométropole de Strasbourg
Espace vert	Verger Nord-Est	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Différenciée : association d'habitants, association d'arboriculteurs, …)	100%	0%
Espace vert	Espace vert en entrée de ville (zone humide T1)	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Espace vert - Reichstett Bassin - Service assainissement Eurométropole de Strasbourg	100%	0%
Espace vert	Espace vert bordant la RD63 (T2)	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Sentier	Sentier de promenade longeant le lot K (T2)	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Espace vert au Nord du Leclerc	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Alignement d'arbres fruitiers le long du lot D	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Différenciée : association d'habitants, association d'arboriculteurs, …)	100%	0%
Espace vert	Square (T1)	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Espace vert à l'arrière du lot C	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Verger du cocon de la T2	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Différenciée : association d'habitants, association	100%	0%

				d'arboriculteurs, …)		
Sentiers	Sentiers de promenade dans les vergers	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Bande d'espace vert le long de la liaison piéton-cycle centrale	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Arbres d'alignements - Service espace vert Eurométropole de Strasbourg Pieds d'arbre - Reichstett	100%	0%
Voie de distribution	Transversale Est-Ouest (gabarit 15 m)	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie Eurométropole de Strasbourg	70%	30% des travaux de voirie, hormis travaux de réseaux et noue
Voie de desserte	T1 et T2 (gabarit 11 m)	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie Eurométropole de Strasbourg	100%	0%
Liaisons piéton-cycle	Mail piéton-cycle central	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie Eurométropole de Strasbourg	100%	0%
Rue du Général de Gaulle	Tronçon dans le périmètre de ZAC	CM CIC AF	Conseil Départemental puis Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2017	Service voirie Eurométropole de Strasbourg	0%	100% hormis travaux de traversée de réseaux
Cour urbaine	Raccordement sur la rue de Mundolsheim	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie Eurométropole de Strasbourg	100%	0%
Noues	Sur la transversale (T1 et T2)	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Service assainissement Eurométropole de Strasbourg	100%	0%
Arbres d'alignements	Arbres d'alignements le long des voiries	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Service espace vert Eurométropole de Strasbourg	100%	0%
Pieds d'arbres + espaces verts		CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Mobilier	Corbeilles, bancs	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%

Eclairage	Eclairage public	CM CIC AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Points d'apport volontaires	Tri, verre	CM CIC AF	Eurométropole de Strasbourg	Service collecte Eurométropole de Strasbourg	100%	0%

4. BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU COMPLEMENT A ETUDE D'IMPACT ET DES AUTRES PIECES REQUISES ET DEFINITION DES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE CE BILAN

4.1.Cadre réglementaire de la mise à disposition du complément à étude d'impact

Lorsqu'un projet d'aménagement nécessitant une étude d'impact n'est soumis ni à enquête publique, ni à une autre procédure de consultation du public, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage met à la disposition du public, avant toute décision d'approbation, l'étude d'impact relative au projet.

Tel est le cas en procédure de ZAC lorsque celle-ci est assujettie à la réalisation d'une étude d'impact. En l'espèce, le dossier de réalisation de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel » a fait l'objet d'un complément à l'étude d'impact sur les éléments qui ne pouvaient pas être connus au moment de la constitution du dossier de création, en application de l'article R 311-7 du Code de l'urbanisme. Ce complément à étude d'impact a fait l'objet d'une mise à disposition du public avant la présente décision d'approbation du dossier de réalisation de la ZAC.

4.2. Contenu du complément à étude d'impact

Le contenu de ce complément à étude d'impact a été précisé ci-dessus. Il a permis d'affiner l'analyse de l'impact du projet au regard de l'évolution de l'état initial du site et des éléments arrêtés dans le dossier de réalisation, notamment pour les différents points soulevés par l'autorité environnementale dans son avis de 2013. Il a ainsi pris en compte les dernières données disponibles (qualité de l'air, comptages automobile, réorganisation de la desserte en transport en commun pour l'ensemble du secteur de l'agglomération, étude de pollution cohérentes avec les futurs usages…) ainsi que l'évolution du projet entre les phases création de ZAC et réalisation de ZAC.

Le complément à étude d'impact confirme l'analyse des enjeux menée dans le dossier initial d'étude d'impact et a permis de préciser les mesures d'évitement, de réduction, de compensation adaptées et précises qui ne peuvent être envisagées qu'en phase d'élaboration d'un avant-projet.

4.3.Mesures d'évitement, de réduction et de compensation compte tenu des impacts du projet et modalités de suivi

Conformément à la délibération de création de la ZAC et aux modalités de suivi qui y sont mentionnées, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation ont été affinés à la lumière d'un avant projet mettant en œuvre le projet de programme des équipements publics et le projet de programme prévisionnel des constructions.

Ces mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets, détaillées dans l'étude d'impact initiale et dans son complément, sont les suivantes :

- qualité de l'air et nuisances sonores :
  - marges de recul des constructions,
  - dans les secteurs d'isolement acoustique procédés constructifs limitant les nuisances sonores dans les Cahiers des Charges de Cessions de Terrain (C.C.C.T.),
  - rôle de « front bâti » limitant la diffusion du bruit pour les lots au nord du projet,
  - réaménagement du carrefour RD63/rue du Gal de Gaulle pour fluidifier la circulation,
  - et réalisation par l'aménageur de merlons plantés en lisière de la route ;

- transports :
  - réorganisation de la desserte en transport en commun du secteur permettant de un arrêt de bus au cœur de la ZAC, à moins de 300m de tous les ilots projetés,
  - réaménagement du carrefour RD63/rue du Gal de Gaulle et création d'un nouvel accès à l'Est sur la RD 63 ;

- pollutions des sols :
  - réalisation d'une seconde campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines et éventuelles restrictions pour les usages sensibles de la nappe
  - et sondages complémentaires sur les sols présentant une anomalie, pour définir la mise en œuvre adaptée à leur traitement.

- ressources en eau : solutions techniques retenues concernant la gestion des eaux pluviales et la limitation des risques de pollution des eaux avant rejet dans le milieu naturel, conformément à la règlementation en vigueur dans le cadre de l'application de la loi sur l'eau ;

- consommation foncière :
  - pérennisation des espaces publics, non bâtis et végétalisés (espaces verts et jardins) sur environ 2ha faisant l'objet d'une approche qualitative en matière de biodiversité ;
  - complétés par au minimum 15 % de la surface des espaces privatifs conservés en pleine terre ;

- milieux naturels et biodiversité :
  - conservation des vergers existants ;
  - quand cela n'est pas possible, compensation par de nouveaux vergers conformément aux préconisations de l'étude d'impact initiale (ratio supérieur à 1,375) ;
  - et aménagement d'une saulaie et renaturation d'une zone humide.

Concernant les modalités du suivi de la réalisation des mesures précitées, il convient de relever que ces mesures sont directement liées à la réalisation du projet lui-même et n'impliquent pas de suivi au-delà de sa mise en œuvre matérielle. En conséquence, il est proposé qu'un bilan des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et de leurs effets sur l'environnement soit transmis à l'autorité environnementale lors de toute éventuelle modification du dossier de réalisation, ainsi qu'à la suppression de la ZAC.

4.4. Avis de l'Autorité Environnementale du 19 septembre 2016

Le projet de dossier de réalisation et le complément à étude d'impact ont été transmis en date du 18 juillet 2016 au Préfet de la Région Grand Est afin de requérir l'avis de l'Autorité Environnementale sur les impacts du projet, conformément à l'article R122-13 du Code de l'environnement. L'Autorité environnementale en a accusé réception en date du 20 juillet 2016.

L'avis de l'Autorité a été rendu le 19 septembre 2016. Il conclut que « *la prise en compte de l'environnement dans le projet de réalisation de la ZAC peut être considéré comme satisfaisante pour l'ensemble des enjeux* », tout en ajoutant deux recommandations :

- joindre le Dossier Loi sur l'eau au dossier soumis à enquête publique,
- prendre en compte les recommandations de l'ARS en matière d'établissements accueillant des populations sensibles à proximité de terrains susceptibles de faire l'objet de pulvérisation de pesticide.

Afin de répondre à ces recommandations, le projet de dossier Loi sur l'Eau en version provisoire et pour lequel les échanges se poursuivent avec les services compétents de l'Etat a été joint au dossier mis à disposition du public avant la présente décision d'approbation du dossier de réalisation de la ZAC. En outre, le cas échéant, si des établissements accueillant des populations sensibles devaient être implantés dans la ZAC à proximité de terrains susceptibles de faire l'objet de pulvérisation de pesticides, l'ensemble des mesures nécessaires pour être en conformités avec les obligations réglementaires et notamment l'article L253-7-1 du Code rural et de la pêche maritime seraient mis en œuvre. Un courrier de l'aménageur, en date du 6 octobre 2016, reprenant ces éléments a été transmis à l'Autorité environnementale et mis à disposition du public ; il complète ainsi les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur ce point.

4.5. Déroulement de la mise à disposition

La mise à disposition s'est déroulée conformément à la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg 30 juin 2016 :

- la durée de la mise à disposition s'est échelonnée sur une période d'au moins quinze jours francs, soit du vendredi 7 octobre 2016 au mardi 25 octobre 2016 ;
- un registre dans lequel le public a pu consigner ses remarques et observations a été ouvert et tenu à disposition du public à la Mairie de Reichstett et au Centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- le dossier comprenant le projet de dossier de réalisation y compris le complément à étude d'impact, l'avis de l'Autorité Environnementale ainsi que le courrier en réponse aux recommandations de cette dernière et le projet de Dossier Loi sur l'eau en version provisoire étaient consultables à la Mairie de Reichstett et au Centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, soit le mercredi 28 septembre 2016, un avis a fixé la date à compter de laquelle le dossier comprenant les éléments mentionnés par les textes était tenu à la disposition du public, rappelant la durée pendant laquelle il pouvait être consulté, les lieux, jours et heures où le public pouvait prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet ;
- cet avis a été publié par voie d'affiches sur les lieux du projet, à la Mairie de Reichstett, dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département du Bas-Rhin, soit les Dernières Nouvelles d'Alsace et l'Alsace et sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg.

Au total, 8 personnes se sont déplacées à la mairie de Reichstett pendant la période de la mise à disposition. Au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg, une seule personne s'est déplacée dans la même période. Une seule remarque a été consigné dans le registre présent en mairie ; aucune dans celui présent au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg.

4.6. Prise en considération des observations et propositions du public recueillies au cours de la procédure spécifique de mise à disposition

Conformément à l'article L 122-1-1 du Code de l'environnement, les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage et l'autorité compétente pour prendre la décision.
La seule remarque laissée dans le registre concerne la problématique récurrente des jardins arrière de maisons riveraines du projet dont une partie du terrain se trouve comprise dans le périmètre de la ZAC. L'Eurométropole de Strasbourg, en discussion étroite avec la Ville de Reichstett, confirme sa position sur ce point. Elle est particulièrement vigilante sur la qualité de l'intégration paysagère et des transitions avec l'existant. Elle veille à ce que le plan de composition de la ZAC propose un équilibre pertinent entre :

- la constructibilité projetée et la bonne organisation des formes urbaines sur le périmètre,
- la nécessaire qualité urbaine et paysagère de cette future opération publique d'intérêt général,
- et la préservation des intérêts des riverains dont la qualité du cadre de vie repose, en partie, sur la présence de jardins arrière.

C'est cet équilibre qui a été décliné dans l'avant-projet mettant en œuvre le projet de programme des équipements publics et le projet de programme prévisionnel des constructions de la ZAC, tel qu'il est envisagé dans le présent dossier de réalisation. Les différents riverains concernés seront contactés par l'aménageur au fur et à mesure des

tranches opérationnelles pour déterminer dans chaque cas la limite précise entre leur jardin arrière et l'opération projetée en application des principes directeurs rappelés ci-dessus.

4.7. Modalités de mise à disposition de ce bilan

Conformément à l'article R 122-11 I 3 du Code de l'environnement, le présent bilan de la mise à disposition du public du complément à étude d'impact et des autres pièces requises sera mis à disposition du public selon les modalités suivantes :

- il sera mis à disposition du public en mairie de Reichstett (24 rue de la Wantzenau, à Reichstett) ainsi qu'au Centre Administratif de l'Eurométropole de Strasbourg – Service Projets urbains (1 parc de l'Etoile à Strasbourg – bureau 760) aux heures habituelles d'ouverture des bureaux ;
- il sera également mis en ligne sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- ces modalités seront mises en œuvre à compter du 1er janvier 2017 et se poursuivront pendant un an.

5. SUIVI DES ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE

Dans le cadre du traité de concession approuvé par le Conseil de l'Eurométropole par délibération en date du 19 décembre 2014, l'aménageur a pris divers engagements quant à la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Au vu du contenu du dossier de réalisation, ces divers engagements contractuels sont, à ce stade d'avancement du projet, respectés :

- la ventilation des typologie de logements respecte l'objectif d'au moins 25% de logements locatifs sociaux et d'au maximum 45% de logements au prix du marché, les 30 derniers % se répartissant entre l'accession sociale sécurisée et un dispositif de logements à prix maîtrisés ;
- les prix de sorties des charges foncières tels qu'ils figurent au bilan prévisionnel présentés dans le dossier de réalisation sont conformes aux engagements ;
- dans le cadre de l'avant-projet mettant en œuvre le projet de programme des équipements publics et le projet de programme prévisionnel des constructions de la ZAC au stade dossier de réalisation, il est prévu, sur les sur les 488 logements projetés, 240 en Effinergie +, 149 en BEPAS, 99 en BEPOS : cette répartition des performances énergétiques des bâtiments, qui pourra évoluer à la marge au gré de la finalisation du projet correspond aux niveaux attendus ;
- l'approvisionnement énergétique doit encore faire l'objet d'arbitrages, mais les solutions envisagées sont de nature à garantir une part d'au moins 50% d'énergie renouvelable ;
- la déclinaison envisagées du Référentiel d'aménagement et d'habitat durables de l'Eurométropole de Strasbourg permet d'envisager qu'environ 70 % des items soient traités en niveaux d'excellence (évaluation, formes urbaines, mixité sociale, insertion urbaine, espaces extérieurs publics et privés, mobilité, énergie, gestion de déchets, gestion des eaux, nature et biodiversité, matériaux) soit plus que l'engagement initial de 50% ;

- enfin, le calendrier de mise en œuvre suit le rythme envisagé.

L'ensemble de ces engagements de l'aménageur se poursuit sur toute la durée de la mise en œuvre opérationnelle du projet jusqu'à l'achèvement de la concession et l'Eurométropole de Strasbourg restera vigilante quant à la déclinaison effective dans le projet de ces engagements contractuels de l'aménageur.

6. PLANNING PREVISIONNEL DES PROCHAINES ETAPES DU PROJET

A titre d'information, les prochaines étapes, regroupées en 4 thèmes, se définissent ainsi :

- Maîtrise foncière
  - Poursuite des négociations foncières à l'amiable
  - Poursuite de l'expropriation avec notification des offres d'indemnités aux propriétaires de la tranche 1 de la ZAC

- Etudes :
  - Etablissement des cahiers de charge et de cession de terrain des ilots de la tranche 1 de la ZAC
  - Etablissement d'un plan PRO des aménagements de la tranche 1 de la ZAC

- Commercialisation :
  - Commercialisation des premières charges foncières sur la tranche 1 de la ZAC

- Travaux:
  - Travaux d'aménagement permettant la viabilisation des premières charges foncières de la tranche 1 de la ZAC
  - Réalisation du diagnostic archéologique de la tranche 1 de la ZAC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 300-4, L. 300-5 et suivants, L 311-1 à L 311-8 et R 311-7 à R 311-12, R331-6
Vu le code de l'environnement,
Vu la délibération de l'Eurométropole du 12 juillet 2013 créant la ZAC « Entrée Nord » à Reichstett désormais appelée ZAC « Les Vergers de saint Michel »
Vu l'avis initial de l'autorité environnementale rendu le 22 mai 2013
Vu la délibération l'Eurométropole du 19 décembre 2014 ayant désigné le concessionnaire de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel »
Vu le traité de concession de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel et ses annexes signé le 30 janvier 2015,
Vu la délibération l'Eurométropole du 30 juin 2016 définissant les modalités de mise à disposition du complément à l'étude d'impact,

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 19 septembre 2016 émis sur le complément à étude d'impact de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel »
Vu le projet de dossier de réalisation de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel », et le complément à étude d'impact disponibles sous le lien de téléchargement suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=yRsUu.eWq42f9tVirIoVXD

Vu le courrier du concessionnaire du 6 octobre 2016 prenant en considération l'avis de l'Autorité environnementale
Vu les mesures d'évitement, de réduction et de compensation mentionnées dans le complément à étude d'impact et complétées par le courrier du concessionnaire du 6 octobre 2016
Vu la délibération du Conseil municipal de Reichstett en date du 21 novembre 2016
Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental du Bas-Rhin en date du 28 novembre 2016,

après en avoir délibéré

arrête

le bilan de la mise à disposition du public du complément à étude d'impact et des pièces requises,

prend en considération

les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de cette procédure de mise à disposition selon éléments plus amplement exposés au rapport,

approuve

- *les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, selon les mesures plus amplement exposées au rapport*

- *les modalités du suivi de la réalisation des mesures précitées ainsi que les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine, selon modalités plus amplement exposées au rapport*

définit

les modalités de mise à disposition du public du bilan de la mise à disposition du complément à étude d'impact environnementale et des pièces requises, ainsi qu'il suit :
- *mise à disposition du public en mairie de Reichstett ainsi qu'au Centre Administratif de l'Eurométropole de Strasbourg – Service Projets urbains aux heures habituelles d'ouverture des bureaux ;*

- *mise en ligne sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *mises en œuvre de ces mesures à compter du 1er janvier 2017 pendant un an.*

approuve

le dossier de réalisation de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel » annexé à la présente délibération comprenant notamment le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone, les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps, le complément à étude d'impact.

approuve

le programme des équipements publics à réaliser dans la zone,

approuve

le régime et les modalités d'établissement de la participation des constructeurs autonomes selon les modalités plus amplement exposées au rapport

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à procéder à toutes mesures de publicité requises et à mettre en œuvre toutes procédures afférant au projet et à signer toutes conventions et documents requis.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE

STRASBOURG, le 19 SEP. 2016

Avis de l'Autorité Environnementale relatif au projet de réalisation de la ZAC « Les vergers de Saint Michel » sur la commune de Reichstett (67)

Nom du pétitionnaire	Eurométropole de Strasbourg
Commune(s)	Reichstett
Département(s)	67 (Bas-Rhin)
Objet de la demande	Réalisation de la ZAC « Les vergers de Saint Michel » sur la commune de Reichstett.
Accusé de réception des dossiers :	20/07/16

1. Présentation générale du projet et de son contexte

Le projet, présenté par l'Eurométropole de Strasbourg, consiste à créer une zone d'aménagement concerté (ZAC) sur la commune de REICHSTETT.
Le secteur concerné, d'une superficie de 13,55 hectares, se situe au nord de la commune, à environ 500 m de son centre-ville. Il est aujourd'hui occupé principalement par des espaces agricoles cultivés ainsi que des vergers.
Le projet envisagerait la création de 450 à 495 logements (collectifs, intermédiaires et individuels), ainsi que des commerces (extension de 1300 m² du centre commercial et création de 420 m² de cellules commerciales).

Le projet est soumis à l'avis de l'Autorité environnementale. Le Préfet de Région d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine est l'Autorité environnementale compétente pour émettre le présent avis. Cet avis porte sur la qualité du dossier dans son ensemble, notamment celle de l'étude d'impact, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet, notamment la pertinence et la suffisance des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts.
L'ARS (Agence Régionale de Santé) et le Préfet du Bas-Rhin (Direction Départementale des Territoires) ont été consultés par l'Autorité environnementale pour l'élaboration du présent avis.

Le présent dossier concerne la phase de réalisation de la ZAC. Un premier avis de l'AE en date du 22 mai 2013 a été produit pour la phase création de la ZAC. Cet avis identifiait les principaux enjeux environnementaux du projet (la pollution de l'air, la pollution des sols, les transports, le bruit, la préservation de la ressource en eau, les risques technologiques ainsi que les milieux naturels et la biodiversité) et relevait des insuffisances du dossier relativement à la pollution de l'air (analyse imprécise et reposant sur des données anciennes), la pollution des sols (absence de données sur l'état initial de pollution des sols, absence d'analyse de compatibilité avec les usages futurs, absence de propositions d'un objectif de dépollution et de mesures de gestion), ainsi que la question de la desserte du futur quartier par les transports en commun (étude reportée à une phase ultérieure).

2. Analyse de la qualité du dossier

Le dossier présenté à l'autorité environnementale comprend le dossier de réalisation conforme à l'article R311-7 du code de l'urbanisme, qui comporte un complément à l'étude d'impact initiale du dossier de création.

Le complément à l'étude d'impact synthétise les réponses apportées par le maître d'ouvrage notamment aux insuffisances évoquées dans l'avis de l'AE du 22 mai 2013, en se basant sur les études complémentaires réalisées depuis et jointes en annexe, dont il ressort que :
- Concernant la qualité de l'air, le secteur n'est pas susceptible de faire l'objet de dépassement de la qualité de l'air.
- Concernant la pollution des sols, les onze sondages réalisés ont permis de détecter deux zones d'anomalies ponctuelles dans les constituants solides du sol (hydrocarbures et HAP[1]) et les piézomètres ont révélé des dépassements dans la phase « eau » des sols (arsenic et hydrocarbures). Des investigations complémentaires sont envisagées, afin de déterminer les mesures de gestion adaptées des constituants solides du sol, voire des restrictions d'usages futurs de l'eau souterraine si elles s'avèrent nécessaires.
- Concernant la question de la desserte du futur quartier par les transports en commun, les circuits de bus ont été revus : adaptation de la ligne 4 existante et création d'une nouvelle ligne « Hoenheim-gare – zone commerciale Vendenheim / Reichstett entrée nord ».

Le complément à l'étude d'impact apporte également des informations supplémentaires sur d'autres enjeux évoqués dans l'avis de l'AE du 22 mai 2013 :
- Concernant le trafic et l'accessibilité du site, une étude de la capacité du carrefour « de Gaulle / RD 63 » a permis de définir sa reconfiguration permettant d'améliorer la circulation de manière significative.
- Concernant les risques technologiques, les enjeux potentiels liés à la présence du PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) de la société Wagram Terminal peuvent être écartés, la ZAC étant située en dehors des zonages qu'il définit. De plus, d'éventuels enjeux liés à l'ancienne raffinerie de pétrole située sur la commune peuvent également être écartés étant donné l'éloignement du site et le fait que la raffinerie est arrêtée et en cours de transformation en zone d'activité tertiaire.
- Concernant la gestion des eaux pluviales, le dossier indique qu'un dossier « Loi sur l'eau » sera déposé. **Pour une bonne information du public, l'autorité environnementale recommande de joindre le dossier Loi sur l'eau au dossier soumis à enquête publique.**
De plus, y sont également précisées les mesures liées aux nuisances sonores, à la volonté de préserver le cadre arboré du site, ainsi qu'à la conservation et l'amélioration de la zone humide au nord-ouest du site.

Par ailleurs, il ressort du dossier qu'un des îlots du projet est susceptible d'accueillir une salle communale ou une micro-crèche. Des espaces verts publics et des jardins familiaux sont également envisagés. L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur les obligations législatives (Article L253-7-1 du Code rural et de la pêche maritime) en cas de construction d'établissements accueillant des populations sensibles à proximité de terrains susceptibles de faire l'objet de pulvérisation de pesticides. **L'autorité environnementale recommande au maître d'ouvrage de prendre en compte, le cas échéant, les mesures préconisées par l'ARS en la matière** (identification des lieux et établissements concernés et mise en place de mesures de réduction du type haie anti-dérive).

3. Analyse de la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration du projet

Avec ce complément d'étude d'impact et en suivant les deux recommandations ci-dessus, la prise en compte de l'environnement dans le projet de réalisation de la ZAC peut être considérée comme satisfaisante pour l'ensemble des enjeux.

Le Préfet,



Stéphane FRATACCI

1 - *HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques.*

CM-CIC Aménagement Foncier

Objet : ZAC « Les Vergers de Saint-Michel »
Avis de l'Autorité Environnementale

Eurométropole de STRASBOURG
A l'attention de M. Alain JUND
Vice-Président en charge de
l'urbanisme opérationnel
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 6 octobre 2016

Monsieur le Vice-Président,

Par la Présente, nous vous confirmons avoir réceptionné l'avis de l'Autorité Environnementale daté du 19 septembre 2016 et relatif au projet de réalisation de la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel » sur la commune de REICHSTETT pour laquelle nous sommes le concessionnaire.

L'avis indique que la prise en compte de l'environnement dans notre ZAC peut être considérée comme satisfaisante pour l'ensemble des enjeux.

Il fait état toutefois de deux recommandations. En effet, pour une bonne information du public, l'Autorité environnementale préconise de joindre le dossier Loi sur l'Eau au dossier soumis à la mise à disposition du public. Pour ce faire, nous avons transmis à vos services un dossier « provisoire » de Loi sur l'Eau, en cours d'instruction.

Egalement, l'Autorité Environnementale nous recommande de prendre en compte les mesures préconisées par l'ARS pour les éventuelles constructions d'établissements (type micro-crèche) accueillant des populations sensibles à proximité de terrains susceptibles de faire l'objet de pulvérisation de pesticides. Le cas échéant, nous prendrons l'ensemble des mesures nécessaires pour être en conformité avec les obligations législatives et notamment avec l'article L253-7-1 du Code rural et de la pêche maritime. Nous attirons également votre attention sur le fait qu'une gestion des espaces verts via des dispositions « Zéro Pesticides » est prévue au sein de la ZAC.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Vice-Président, à notre considération distinguée.

THEVENIN Nicolas
Chargé d'affaires

CM-CIC Aménagement Foncier – 34 rue du Wacken – 67000 STRASBOURG
Tél. +33 (0)3 88 14 83 00 - Fax : +33 (0)3 88 14 81 45
Siège administratif - 2 rond-point des Antons – BP 10 299 – 44700 ORVAULT
www.cmcic-foncier.fr

SAS au capital de 23 387 430 € - SIREN 788 797 926 RCS STRASBOURG - N°TVA FR26 788 797 926
Carte professionnelle : Transactions sur immeuble et fonds de commerce n°28 / 2014 (non perception de fonds) délivrée par la préfecture du Bas-Rhin. Absence de garantie financière.

Merci d'adresser vos factures ou paiements au nom de SAS CM-CIC Aménagement Foncier

15

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU), du zonage d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg et accord à la modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.

I. CONTEXTE

La présente délibération porte sur l'approbation de chacun des trois objets soumis à l'enquête publique unique qui s'est déroulée du 4 avril 2016 au 20 mai 2016, à savoir :

- le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg tenant lieu de PLH et de PDU ;
- le zonage d'assainissement de l'Eurométropole ;
- la modification des périmètres de protection des Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.

1. Projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU)

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'une compétence obligatoire en matière d'urbanisme et de maîtrise d'ouvrage des documents de planification règlementaire. Elle est également compétente en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU).

Sur le fondement de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « ENE », le conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg (devenue Eurométropole de Strasbourg) a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) couvrant l'intégralité de son territoire (hors périmètre de Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur PSMV), en collaboration étroite avec les 28 communes membres. L'unicité territoriale du document renforce son efficacité et sa cohérence en intégrant de plus les politiques d'habitat (Programme Local de l'Habitat) et de déplacements (Plan de Déplacements Urbains).

Le PLU est un document de planification essentiel pour l'Eurométropole de Strasbourg, car il offre, notamment à travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), une vision globale de développement et de projet de territoire, tout en intégrant les objectifs des grandes politiques sectorielles.

2. Le projet de zonage d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et son décret d'application du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées imposent aux communes ou à leurs établissements publics la délimitation de leurs zones d'assainissement. La loi sur l'Eau du 30 décembre 2006 (LEMA) a confirmé cette obligation. Transposée en droit français, la directive cadre sur l'eau 2000/60 du 23 octobre 2000 modifiée a été reprise par le Code Général des Collectivités Locales (CGCT) en son article L.2224-10 :

"Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2° les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

L'Eurométropole de Strasbourg a établi la carte de zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales du territoire. Pour les eaux usées, une analyse précise de l'existant et des besoins à moyen terme (5 ans) a permis de définir, à la parcelle, la limite de la zone d'assainissement collectif et non collectif.

Pour les eaux pluviales, afin de répondre aux objectifs de la directive cadre sur l'eau pour l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau et aux grands principes de la collectivité en termes de biodiversité, de lutte contre le réchauffement climatique et de réintroduction de la nature en ville, le service assainissement a mis en place la gestion alternative (gestion amont) des eaux pluviales en parallèle des travaux structurants sur le réseau unitaire de la collectivité. Depuis 2009, l'obligation de gestion à la parcelle des eaux pluviales est une réalité pour les nouvelles constructions et le zonage d'assainissement réaffirme ce mode de gestion.

3. Le projet de modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.

Le classement ou l'inscription d'un immeuble au titre des Monuments Historiques entraîne automatiquement une servitude de protection de ses abords. Cette servitude répond à la nécessité de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'atteinte visuelle grave au monument, à son écrin bâti ou végétal, ainsi qu'aux perspectives qui s'ouvrent devant lui. L'article L.621-30-1 du Code du patrimoine (loi du 25 février 1943) impose un accord de l'Architecte des Bâtiments de France sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour des Monuments Historiques.

Les articles L.621-30 et 31 du Code du patrimoine ont ouvert la possibilité de modifier le périmètre de 500 mètres des abords pour l'adapter aux réalités topographiques, patrimoniales et parcellaires du territoire. Cette adaptation est réalisée sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France, en accord avec la commune.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, l'Architecte des Bâtiments de France a proposé aux communes concernées une modification de leur périmètre de 500 mètres.

La modification du périmètre permet d'élargir ou de restreindre le périmètre de 500 mètres, mais ne modifie pas le contenu de la servitude du périmètre.

En application de l'article L.621-30 du Code du patrimoine, les nouveaux périmètres délimités sont soumis à enquête publique dans le cadre du PLU et sont annexés au PLU approuvé en tant que servitude d'utilité publique (pièce 8.1 du dossier). L'autorité compétente en matière de PLU doit donner son accord aux périmètres délimités, lesquels seront créés par arrêté préfectoral.

Les délibérations des Conseils municipaux concernant la modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques sont intervenues : Bischheim le 25 juin 2015, Eschau le 30 septembre 2015, Fegersheim le 14 décembre 2015, Geispolsheim le 11 mai 2015, Lipsheim le 17 février 2015, Plobsheim le 15 décembre 2015, Reichstett le 15 juin 2015, La Wantzenau le 17 juin 2015.

II. PROCEDURE D'ELABORATION DU PLU

A. Prescription

Par délibération du 27 mai 2011, le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a prescrit l'élaboration d'un PLU communautaire, à l'échelle de l'ensemble de son territoire. Par la même délibération, il a déterminé les objectifs poursuivis et arrêté les modalités de la concertation.

Lors de sa prescription, sous le régime de la loi du 10 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite « Grenelle 2 », le PLU devait obligatoirement tenir lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements urbains (PDU).

B. Elaboration et concertation / collaboration

A l'issue de la première phase de concertation (automne 2011 et premier trimestre 2012), le Conseil de la CUS a, par une délibération du 1er juin 2012, complété la délibération du 27 mai 2011 en ce qui concerne les modalités de la concertation.

En 2014 et en 2015, l'élaboration du PLU s'est poursuivie sous le régime de la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénovés, dite « loi ALUR ». A compter du 1er janvier 2015, en application de la loi du 27 janvier 2014 dite loi « Maptam », la Communauté urbaine de Strasbourg s'est transformée en métropole, sous le nom d'Eurométropole de Strasbourg.

La loi ALUR de 2014 a offert aux intercommunalités une option entre l'élaboration d'un PLU tenant lieu de PLH et de PDU ou le maintien de trois documents distincts. Elle a, par ailleurs, substitué à la formule de la « concertation » entre l'Eurométropole et les communes membres celle de la « collaboration ».

En conséquence, le 20 mars 2015, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a pris deux nouvelles délibérations :

- pour confirmer la volonté de l'Eurométropole de Strasbourg d'élaborer un PLU tenant lieu de PLH et de PDU ;

- pour fixer les modalités de la collaboration de l'Eurométropole de Strasbourg avec ses communes membres.

Au-delà d'une obligation réglementaire, la concertation sur le PLU a été appréhendée par l'Eurométropole de Strasbourg comme un véritable outil de dialogue avec les habitants de l'agglomération sur le projet global de la collectivité en matière d'aménagement du territoire. Jusque là cantonné à la commune ou au quartier, le cadre d'expression des habitants a évolué et s'est ouvert à l'ensemble du territoire de l'agglomération. L'échelle inédite de cette concertation nécessitait des pratiques renouvelées.

Les modalités de la concertation fixées lors de l'engagement de la procédure d'élaboration ont été respectées par la collectivité et le dispositif de concertation mis en place a permis à l'ensemble des composantes de la société de prendre connaissance des objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg et donc du devenir de l'agglomération pour les quinze prochaines années. Cette concertation a également permis aux habitants de mieux comprendre l'outil que constitue le PLU et de formuler en meilleure connaissance de cause ses observations, via les moyens d'expression mis à disposition.

La collectivité a ainsi pu appréhender, avec plus de précision, les préoccupations et les attentes des habitants et des acteurs locaux, y apporter des réponses ou fournir les explications permettant d'éclairer les choix faits, voire de procéder à des adaptations du projet au fur et à mesure de l'avancée de la concertation, lorsque cela se justifiait ou n'était pas en contradiction avec les orientations stratégiques retenues par l'Eurométropole de Strasbourg.

Un bilan positif peut être tiré de cette concertation, dans la mesure où la grande majorité des préoccupations exprimées conforte les orientations du PADD et leur traduction à travers les différentes pièces du PLU.

C. Débat portant sur le PADD

Le débat portant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU a eu lieu courant de l'automne 2012 au sein de chaque conseil municipal des 28 communes. Le débat a ensuite eu lieu lors du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 30 novembre 2012.

D. Arrêt du PLU et bilan de la concertation

Par délibération du 27 novembre 2015, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré pour tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet de PLU (69 votes pour, 9 abstentions et 0 vote contre).

E. Phase de consultation et avis émis

Conformément au Code de l'urbanisme, le projet de PLU a été transmis pour avis aux communes de l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 3 décembre 2015.
La consultation du Préfet, des Personnes Publiques Associées, de l'Autorité environnementale, des EPCI limitrophes, de l'Etat allemand a également débuté le 3 décembre 2015.

Dans le cadre de cette consultation, sont intervenus :

- Les personnes publiques associées :
  - la Préfecture du Bas-Rhin
    - les Voies Navigables de France
    - l'Agence régionale de la santé (ARS)
  - le Conseil départemental du Bas-Rhin
  - le Syndicat mixte pour le schéma de Cohérence Territoriale de la Région de Strasbourg (SCOTERS)
  - la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin (CCI)
  - la Chambre de Métiers d'Alsace (CMA)

- la Chambre d'Agriculture de la Région Alsace (CARA)

- Les autorités :
  - l'Autorité environnementale
  - la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)
  - le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH)
  - le Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg

- Les 28 communes de l'Eurométropole de Strasbourg

- Les communes et EPCI riverains, à leur demande
  - la ville de Kehl

Il est à noter que la Région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardennes est intervenue dans le cadre de l'enquête publique.

L'Etat, l'Autorité environnementale, le Département, le SCOTERS et les Chambres consulaires ont apporté un regard critique et constructif sur le dossier arrêté par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg. L'ensemble de ces avis émis dans le cadre de la consultation ne remettent pas en cause les grandes orientations du PLU mais ils questionnent certains aspects de fond du dossier, induisant également un certain nombre d'ajustements sur le projet de PLU arrêté.
La totalité des avis émis sont téléchargeables via le lien ci-dessous :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=qTg1v3paPlQa3PgAHweCfB

Ci-dessous, un résumé non exhaustif des différentes interventions :

- Avis de l'Autorité environnementale :

Au titre de l'article L.122-4 et suivants du Code de l'environnement, le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale. A ce titre, l'Autorité environnementale est consultée et a fait part de ses remarques sur cette partie du dossier de PLU.

L'Autorité environnementale indique dans sa synthèse générale que le rapport environnemental est très fourni et documenté. Sa qualité pourrait encore être améliorée, notamment au regard des difficultés identifiées de localisation des informations sur de nombreuses cartes, de l'absence d'une synthèse de l'analyse des incidences du projet de PLUI sur l'environnement et de quelques lacunes. Il s'agit en particulier du défaut de hiérarchisation des enjeux environnementaux et de l'analyse de la cohérence du PLU, à la fois avec les documents qu'il doit prendre en considération et avec les démarches des territoires limitrophes. Le rapport environnemental gagnerait également à faire valoir des incidences positives mieux définies, et à fournir une qualification plus précise de certains critères et indicateurs de suivi des effets du plan sur l'environnement, ainsi que des modalités de ce suivi.

Au regard d'un contexte complexe, lié à l'existence d'aléas inondation, à la présence de secteurs d'un grand intérêt écologique et à des problèmes de pollution, le projet de PLU a pris en compte l'environnement de manière satisfaisante et proportionnée.
Toutefois, il subsiste certaines incidences négatives importantes parmi les enjeux environnementaux prioritaires identifiés. Aussi, l'autorité environnementale recommande :

- d'intégrer la totalité des informations les plus récentes relatives à l'aléa inondation et de réexaminer la délimitation des zones urbaines ou à urbaniser par rapport à cet aléa ;

- de renforcer les mesures d'évitement et de réduction des incidences du PLU sur les milieux naturels et la biodiversité ;

- d'améliorer l'évaluation des besoins de surface d'extension de l'urbanisation, tant pour l'habitat que pour les activités ;

- de justifier davantage le renforcement de l'urbanisation dans les secteurs situés en zone de vigilance du plan de protection de l'atmosphère, en anticipant l'augmentation ou le déplacement du trafic routier sur certains axes ;

- d'approfondir l'analyse des incidences de la transformation de terrains ayant accueilli des activités potentiellement polluantes, en zone d'habitation.

- Avis de la Préfecture – Direction départementale des territoires (DDT) du Bas-Rhin :

Après avoir relevé les priorités de l'action de l'Etat, celui-ci émet un avis favorable sur les sujets suivants :

- Habitat : les outils opérationnels en faveur de la mixité sociale sont bien utilisés. Il conviendrait néanmoins d'améliorer la visibilité des Servitudes de Mixité Sociale (SMS) et des Servitudes de Taille des Logements (STL), en en présentant une synthèse. Il serait également utile de compléter et mettre à jour les données de la thématique « habitat » en y intégrant les enseignements du bilan 2015 du Programme Local de l'Habitat (PLH).

- Déplacements : le réseau de transports en commun et les actions en faveur des modes doux appuient l'ambition de la métropole de diminuer fortement la part de l'automobile dans les déplacements. Néanmoins, la DDT estime que certaines communes et sites de développement économique futurs restent à l'écart des réseaux de transports en communs et devront être particulièrement ciblés dans les réflexions à mener sur des modes de desserte innovants (Reichstett, Blaesheim, Eckwersheim).

- S'agissant de l'autoroute A35 et de sa requalification en boulevard urbain, la création d'une voie réservée au transport collectif, tel que proposé, devrait s'envisager dans le cadre d'une réflexion globale sur la multi-modalité.

- Consommation foncière : le souci d'économiser le foncier se traduit très nettement par le fait qu'environ 850 ha de terrains classés précédemment en « zone à urbaniser » seront classés en zone naturelle ou agricole. La DDT salue ces efforts mais indique que la consommation d'espaces réservés à l'activité économique pourrait utilement prévoir la mise en place d'outils de suivi et de régulation. En terme d'habitat, au total, 844 ha permettent de proposer, sur la base d'un ratio moyen de 60 logements à l'hectare, un potentiel foncier pour un peu plus de 55 000 logements, avec donc une marge de manœuvre pour tenir compte des difficultés réelles de mise en œuvre. La DDT indique que par rapport à l'objectif de production de l'ordre de 45 000 logements, cette marge de manœuvre semble sous-estimée dans la mesure où elle ne prend pas en compte le fait que la production de logements peut également s'opérer sans consommation foncière.

- Environnement : le PLU ménage l'environnement riche et fragile du territoire en proposant notamment un traitement des trames vertes et bleues ambitieux et innovant, reconnu au niveau national. Le projet s'appuie sur les richesses environnementales de l'agglomération et a fait l'objet d'études poussées et de propositions de solutions pour les préserver. Toutefois, la DDT estime qu'il sera nécessaire de faire évoluer le projet dans une optique de préservation des espaces, dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs, notamment Blaesheim (zone de protection du grand hamster d'Alsace) et à Strasbourg au Sud du Port Autonome (forêt alluviale rhénane et zones humides).

- En matière d'énergie, la DDT préconise le classement en zone IAUX des terrains destinés aux futurs forages géothermiques à Eckbolsheim, afin d'autoriser les constructions et installations nécessaires à l'exploitation.

- Risque d'inondation : il sera nécessaire de reporter les cartes de l'aléa inondation dans les pièces réglementaires et de faire évoluer le zonage ouvert à l'urbanisation future sur un nombre limité de communes.

- Avis de la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) :

La commission émet un avis favorable et recommande de porter une attention particulière à la faisabilité des mesures compensatoires des zones humides et des zones forestières. De plus, elle demande une clarification du règlement afin de mieux identifier ce qui relève des Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL), notamment pour les zones N1, N2, A2 et A3.

- Avis du CRHH (Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement) :

Le comité émet un avis favorable et souligne le rôle prépondérant qui doit être joué en la matière par le foncier public appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements et entreprises publics. Par ailleurs, au niveau des procédures, il convient en matière d'aménagement, de ne pas systématiser le recours à des procédures administratives trop lourdes (de type ZAC ou ZAD) sur des projets non structurants à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que la mise en concurrence systématique des bailleurs sociaux. Un travail préparatoire en amont doit être réalisé avec les collectivités

pour que les prescriptions environnementales qui s'imposent aux opérateurs soient construites avec pragmatisme au regard du contexte contraint des bailleurs sociaux tant sur le plan économique que social.

- Avis des VNF (Voies Navigables de France) :

Voies navigables de France ont demandé que soient prises en compte certaines modifications concernant le zonage qui sont indispensables au développement de la voie d'eau, que ce soit en faveur du report modal, du développement touristique ou de la valorisation du domaine public fluvial, activités qui concourent toutes à la mise en valeur du territoire.

- Avis de l'ARS (Agence Régionale de Santé) :

L'agence relève de manière positive que les documents prennent globalement bien en compte les enjeux sanitaires liés d'une part à l'exposition de la population à la pollution atmosphérique et, d'autre part, à la prévention des risques liés aux pollutions du milieu souterrain. Concernant ce deuxième point, elle estime que l'approche proposée est particulièrement poussée et à la hauteur des enjeux que représente cette problématique sur le territoire. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) tiennent compte de l'exposition aux ondes électromagnétiques. Elle aurait cependant souhaité que :

- Même si les enjeux liés à la protection de la ressource en eaux sont pris en compte par le PLU, ils mériteraient d'être traités de manière plus précise, notamment dans le règlement ;

- sur le plan des servitudes, apparaissent le zonage et le nom des communes pour faciliter le repérage ;

- la liste des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) soit complétée par le champ captant de Plobsheim ;

- la rédaction du règlement soit plus précise concernant la prise en compte des contraintes liées aux périmètres de protection rapprochée des captages d'alimentation en eau potable, le volet assainissement, et les plantes allergènes ;

- Avis du Conseil départemental du Bas-Rhin :

Les observations portent principalement sur la voirie départementale, dans l'attente des transferts à venir vers l'Eurométropole de Strasbourg, sur les espaces de continuité écologique, sur l'économie et sur quelques propriétés départementales. En matière d'agriculture, d'aménagement foncier et d'habitat, le PLU est en cohérence avec les politiques départementales.

- Avis du SCOTERS :

Le PLU arrêté est compatible avec les orientations du SCOTERS. Les remarques suivantes ont été formulées :

- Les objectifs de diversification de l'habitat du SCOTERS sont pris en compte dans le PLU. Il conviendrait néanmoins de les préciser en indiquant la part de logements intermédiaires à hauteur de 25% et les densités par niveau d'armature urbaine.

- L'OAP communale « Bas coteaux » de Blaesheim affiche un objectif de densité de 20 logements à l'hectare. Au regard du SCOTERS, la commune de Blaesheim est ciblée comme « commune proche de l'espace métropolitain ». A ce titre, elle doit tendre à un objectif de densité de 30 à 35 logements à l'hectare.

- Les objectifs de l'OAP « critères de localisation préférentielle du commerce » et de l'OAP métropolitaine « Baggersee » s'inscrivent dans les orientations de la modification n° 3 du SCOTERS. Leur expression pourrait se faire dans les mêmes termes, pour en faciliter la mise en œuvre.

- Les occupations et utilisations du sol autorisées au règlement sur le périmètre des coteaux de Hausbergen ne s'inscrivent pas dans les orientations du SCOTERS, ce secteur étant fléché comme « espaces et sites naturels à préserver et à protéger ».

- Avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin (CCI) :

La CCI note la volonté des élus de l'Eurométropole de Strasbourg d'accompagner sur le plan opérationnel la stratégie de développement économique portée par la collectivité en favorisant la construction d'un territoire propice à l'implantation, au développement et à l'exploitation des activités économiques. La CCI a salué « la politique de mobilisation de foncier à vocation économique, notamment exprimée à travers la reconnaissance de sites stratégiques d'intérêt économique, mais également la confirmation de la vocation économique de l'ancienne réserve foncière de General Motors ».
Elle émet un avis favorable, dont la formulation est assortie de deux réserves et plusieurs observations autour de quatre thématiques : les transports et déplacements, le stationnement, les zones d'activités et le foncier à vocation économique et le commerce. Les réserves concernent la politique de stationnement ainsi que les sites pouvant accueillir des activités SEVESO.

- Avis de la Chambre de Métiers d'Alsace :

Pas d'observation particulière. Il est à noter que la Chambre des Métiers s'est exprimée lors de l'enquête publique.

- Avis de la Chambre d'agriculture de la Région Alsace (CARA) :

La CARA estime que le travail mené tout au long de la démarche, en étroite collaboration avec les services a permis la proposition d'un projet équilibré qui prend en compte les enjeux de préservation des espaces affectés à l'agriculture, ainsi que les enjeux du maintien et du développement des exploitations agricoles dans toute leur diversité (grandes cultures, élevage, maraîchage, agriculture de proximité et de services). Cet investissement sur les questions agricoles, au travers des partenariats existants entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CARA, ainsi que les travaux très poussés dans le cadre du PLU, ont

conduit à un document qui dans l'ensemble est satisfaisant en ce qui concerne ses préoccupations. Des remarques générales ont été formulées sur les différents points du dossier, classées selon les thématiques suivantes :

- orientations générales en faveur de l'agriculture ;
- projet urbain ;
- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- consommation d'espaces agricoles ;
- construction agricole et développement des exploitations ;
- règlement et justifications.

- Avis du Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg :

Si le Conseil de développement partage les grands objectifs du PLU pour un développement équilibré du territoire et se prononce favorablement sur le PLU, il souligne quelques points de vigilance pour répondre, à terme, à ces grands enjeux territoriaux. Il évoque par exemple l'importance pour l'Eurométropole de Strasbourg de mettre en œuvre des politiques volontaristes en matière de réduction des inégalités territoriales. Le Conseil de développement a également marqué sa grande sensibilité à la place du citoyen dans le processus de construction mais aussi dans la vie du PLU, et entend prolonger sa réflexion sur la dimension, essentielle à ses yeux, du lien social.

- Expressions des autorités allemandes :

Au titre de l'article L.122-9 du code de l'environnement et de l'article R.121-17 du code de l'urbanisme (en vigueur à l'arrêt du PLU), la Préfecture du Bas-Rhin a procédé à la consultation des autorités allemandes limitrophes par courrier du 5 janvier 2016.
Par courrier du 7 avril 2016, la Préfecture a transmis les expressions des autorités allemandes (Ortenaukreis, ville de Kehl). La commune de Kehl s'est exprimée sur le projet de PLU. Elle adhère aux grands objectifs du PLU et souligne la coopération transfrontalière en place. Elle attire l'attention de la collectivité sur les infrastructures portuaires et notamment les installations relevant des directives SEVESO.

F. Avis des conseils municipaux

Les 28 avis des communes sont favorables, exprimant, selon les formulations, des réserves, des demandes ou des recommandations, au nombre de 152.

Les communes adhèrent aux grandes orientations du PLU, aussi bien en matière de développement de l'habitat ou économique, que de prise en compte des enjeux environnementaux. Certaines communes réaffirment leur volonté de produire des logements sociaux. D'autres encore se positionnent favorablement à de grands projets

stratégiques pour l'Eurométropole de Strasbourg, tel que le développement du port Sud de Strasbourg, par exemple.

Par ailleurs, la quasi-totalité des demandes formulées s'attache à la gestion communale. Il s'agit majoritairement de rectifications du règlement graphique pour corriger des erreurs matérielles, revoir des emplacements réservés, notamment liés aux projets de voiries ou d'espaces publics, ou encore pour permettre des projets communaux que le calendrier d'élaboration du PLU n'avait pas encore pu prendre en compte.

Enfin, certaines demandes, formulées à l'encontre de la traduction de certaines orientations du PLU ou de projets dépassant le cadre communal, n'ont pu trouver une réponse favorable. Peuvent être citées en exemple, les demandes relatives au projet de Contournement Ouest de Strasbourg(COS) ou la traduction des objectifs de production de logements sur certains territoires.

G. Synthèse et position par thématique de l'Eurométropole de Strasbourg relative aux différents avis

L'ensemble des avis émis lors de la consultation ne questionne pas le fond du dossier du PLU, qu'il s'agisse des avis du Préfet, des Personnes Publiques Associées, de l'Autorité environnementale, des EPCI limitrophes, de l'Etat allemand ou des 28 conseils municipaux.

Tous les avis ont été analysés par l'Eurométropole de Strasbourg qui s'est positionnée sur chacun d'entre eux. Cette position a été intégrée au mémoire en réponse remis à la commission d'enquête, suite à la phase d'enquête publique. Les points soulevés par l'ensemble des avis ont permis de modifier, compléter le dossier ou de réaffirmer le maintien d'une position.

- Habitat

L'ambition démographique est jugée positivement et en adéquation avec les orientations supra métropolitaines. Néanmoins, un point de vigilance a été soulevé par les services de l'Etat concernant la consommation foncière et notamment l'estimation des besoins en foncier pour répondre à l'objectif de production de logements. Afin de clarifier les explications dans le PLU concernant la consommation foncière en termes d'habitat, et notamment en termes de marge de manœuvre par rapport à l'objectif des 45 000 logements, le rapport de présentation est complété au niveau des chapitres qui concernent les justifications.
En outre, plusieurs partenaires ont souhaité une amélioration de la visibilité des outils de production de logements et de logements locatifs sociaux. Le PLU a donc évolué dans ce sens en intégrant notamment, une liste et une carte des Secteurs de Mixité Sociale (SMS) et des Secteurs de Taille de Logements (STL) par commune.

- Déplacement – mobilité

Les services de l'Etat ont exprimé leurs attentes quant à la stratégie de l'Eurométropole de Strasbourg au sujet de la qualité de l'air, et du lien entre le Contournement Ouest de Strasbourg (COS) et la requalification de l'autoroute A35. Il a également été demandé de lier davantage le développement urbain et la desserte en transport en commun, ainsi que de renforcer les objectifs du PADD pour garantir un accès et une circulation fluide pour les acteurs économiques du territoire. Le PLU a donc évolué pour prendre en compte ces demandes, ainsi qu'une bonne partie de celles concernant les emplacements réservés lorsqu'elles étaient conformes aux objectifs du PLU.

- Economie

L'Eurométropole de Strasbourg confirme, au niveau du principe, le dispositif du PLU et sa déclinaison règlementaire résultant de l'ambition du territoire de développer l'attractivité économique régionale et son rayonnement international.
Dans un souci de clarification, le rapport de présentation et particulièrement le tome relatif aux justifications, est complété notamment au regard de la consommation foncière des zones IAUx et IIAUx et du maintien des spécificités de chaque zone pour favoriser la pérennisation des activités artisanales ou industrielles sur le territoire.
Par ailleurs, les orientations sur certains sites stratégiques sont également confortées, notamment l'ancienne raffinerie de Reichstett, l'extension Sud du Port de Strasbourg et ses accès Nord et Sud.

- Environnement
Les avis soulignent la bonne prise en compte de l'environnement dans le PLU, notamment au travers des aspects « trame verte et bleue », sites et sols pollués, air, gestion économe du foncier, … Les principales demandes portent sur :

- la prise en compte de l'élaboration en cours du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) - demande formulée par les services de l'Etat. ;
- les difficultés de mise en œuvre de certains projets stratégiques pour le développement économique, en raison de la sensibilité des milieux (autorisation de défrichement et compensation notamment au titre de la Loi sur l'Eau et des zones humides).

L'Eurométropole de Strasbourg partage les enjeux en matière de sécurité et de protection des personnes, portés par les auteurs du futur PPRI. Ainsi, il est proposé de tenir compte réglementairement de l'aléa inondation par submersion dans l'attente de l'approbation du PPRI. Le règlement graphique – plan vigilance est ainsi complété par la couche « aléa inondation par submersion » portée à la connaissance de l'Eurométropole par l'Etat en date du 21 avril 2015. Le règlement écrit est repris pour préciser les dispositions règlementaires qui s'appliquent en fonction du niveau d'aléa transmis.

Au regard des enjeux stratégiques portés en matière de développement économique et d'offre d'emplois, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite maintenir les projets d'extension sud du Port de Strasbourg et de requalification du site de l'ancienne raffinerie, à Vendenheim, Reichstett, La Wantzenau. Des études préalables complémentaires seront réalisées en phase pré-opérationnelle et permettront de définir plus finement les projets de développement économique, leurs incidences potentielles sur l'environnement ainsi les mesures à prendre pour éviter, réduire et compenser ces incidences. Il est rappelé par

ailleurs que les orientations générales du PLU en matière de préservation des espaces naturels sont respectées à l'échelle du territoire. 97% des forêts de plaine sont préservés et seuls 6% des zones humides, quelle que soit leur qualité, sont concernées par une zone à urbaniser.

En matière d'énergie, l'Eurométropole de Strasbourg donne suite à la préconisation de la DDT en reclassant en IAUX les terrains destinés aux futurs forages géothermiques à Eckbolsheim, afin d'autoriser les constructions et installations nécessaires à l'exploitation.

Le Conseil d'Etat, en date du 15 avril 2016, a annulé les arrêtés de protection du grand hamster d'Alsace et ouvre ainsi une période de réflexions quant à l'élaboration d'un nouveau dispositif. L'Eurométropole de Strasbourg a néanmoins pris en compte les enjeux de protection de l'espèce en identifiant et en s'appuyant sur les Zones de Protection Strictes (ZPS) telles qu'elles étaient connues. Le travail d'élaboration d'un nouveau dispositif étant en cours au moment de la fin des consultations, le PLU fera l'objet, le cas échéant, d'une procédure de mise à jour.

L'ensemble des demandes ayant donné lieu à une modification du PLU se trouve récapitulé sous forme de tableaux thématiques et communaux en ANNEXE 1 de la présente délibération.

III.DEROULEMENT ET RESULTATS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

A. RAPPEL DU DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Par décision n° E16000012/67 du 11 janvier 2016 et décision modificative du 25 février 2016, le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg a désigné une commission chargée de conduire l'enquête publique.

L'enquête publique unique a porté sur les trois objets suivants :

- le projet de Plan Local d'Urbanisme (tenant lieu de Programme Local de l'Habitat – PLH et de Plan de Déplacements Urbains – PDU) de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- le projet de zonage d'assainissement du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques concernant les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.

En date du 7 mars 2016, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a pris un arrêté d'ouverture d'enquête.

Le dossier portant sur le PLU, le zonage d'assainissement, les modifications de périmètres de protection des Monuments Historiques et accompagné de l'ensemble des avis énoncés

ci-dessus, a été soumis à l'enquête publique qui s'est déroulée du **lundi 4 avril 2016 au vendredi 20 mai 2016 inclus soit 47 jours.**

Le dossier d'enquête publique a été mis à la disposition du public au siège de l'Eurométropole de Strasbourg, dans chaque commune membre et sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg. Chaque dossier été doté d'un registre permettant l'expression du public. Un registre numérique dématérialisé a également été mis en place.

La commission d'enquête a tenu 38 permanences, dont quatre au centre administratif. Elle a au total reçu environs 3000 personnes.
1157 remarques ont été enregistrées lors de l'enquête publique, dont certaines sont issues de pétitions de plusieurs centaines de signatures.

Il apparaît que les thématiques abordées par le public dans le cadre de l'enquête publique portent principalement sur :

- L'habitat :
  - densité, cadre de vie, avec quelques secteurs principaux évoqués : les quartiers de l'Esplanade et de la Robertsau à Strasbourg, les projets autour du Baggersee à Illkirch-Graffenstaden, les extensions urbains à Oberhausbergen ou à Niederhausbergen, et l'enjeu des friches à Schiltigheim, etc ;
  - justification de l'ambition démographique et des besoins en logements ;
  - impact des ambitions démographiques sur les équipements publics et les déplacements ;
  - phasage des projets.

- L'environnement :
  - consommation foncière modérée au regard de l'ambition démographique et économique ;
  - impact sur les milieux naturels (sensibles) ;
  - gestion des risques.

- Les déplacements et la mobilité :
  - articulation transports et urbanisme ;
  - desserte en transport en commun ;
  - création de nouvelles voiries ;
  - gestion du stationnement ;
  - grande accessibilité.

- L'économie :
  - compatibilité habitat et activité économique (nuisances, qualité de vie, ...) ;
  - urbanisme commercial : Tanneries, Baggersee, Eschau, Zone Commerciale Nord (ZCN), … ;
  - agriculture et maraîchage : maintien et pérennisation des activités.

- Les demandes particulières concernant les pièces du PLU :
  - atteintes aux droits à la propriété ;

- inscription de protections règlementaires : patrimoine, emplacements réservés, espaces verts ;
- demande de modification de classement de zones ;
- gestion du stationnement.

Il est à observer qu'aucune des remarques émises lors de l'enquête publique n'a porté spécifiquement sur les deux autres objets de l'enquête, à savoir :
- le projet du zonage d'assainissement ;
- la modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.

B. LE RAPPORT ET LES CONCLUSIONS MOTIVEES DE LA COMISSION D'ENQUETE

La commission d'enquête a déposé le 10 juin 2016 son procès-verbal de synthèse en formulant une demande de mémoire en réponse à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'ensemble des observations.
La collectivité a apporté une réponse aux 1157 remarques émises lors de l'enquête publique ainsi qu'une analyse des remarques des Personnes Publiques Associées, des autorités et des 28 conseils municipaux. Le mémoire en réponse a été remis au Président de la commission d'enquête le 15 juillet 2016.

Dans ses conclusions, après avoir analysé l'ensemble des observations formulées et pris connaissance des réponses apportées par la collectivité, la commission d'enquête a émis, le 31 août 2016, au titre de chacun des objets de l'enquête :

- **un avis favorable, assorti de 4 réserves et 14 recommandations au projet de Plan Local d'Urbanisme ;**

- **un avis favorable, assorti d'une recommandation au projet de zonage d'assainissement ;**

- **un avis favorable, sans réserve ni recommandation, à la modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.**

L'analyse de la commission d'enquête est complète (5 tomes), et sa conclusion motivée formule plusieurs pistes d'amélioration du dossier. Les réserves et recommandations sont de niveau local et touchent l'échelle communale ou de quartier. De plus, dans son rapport, la commission d'enquête confirme les options et les ambitions du PLU dans ses politiques et les choix retenus, notamment :

- l'objectif démographique, malgré quelques incertitudes quant à l'atteinte de l'objectif ;
- l'ambition économique et soutien fort au monde économique ;

- le soutien à la politique des déplacements ;
- l'adhésion à la stratégie de maitrise de la consommation foncière ;
- l'adhésion aux choix faits en matière de préservation des milieux naturels

Les orientations en matière de développement économique, d'habitat, de déplacements et d'environnement, proposées par l'Eurométropole de Strasbourg, sortent donc confortées par la commission d'enquête.

- Habitat

En matière d'habitat (928 interventions), la commission « rejoint le raisonnement de l'Eurométropole lorsqu'elle prend en compte l'évolution des modes de vies ». Elle rappelle que ces nouveaux modes de vies génèrent à eux seuls de véritables besoins de logements et de logements locatifs sociaux. De même, elle souligne que « l'intégration du Programme Local de l'Habitat (PLH) dans le PLU contribue à équilibrer la production de logements locatifs sociaux entre les différentes communes de l'Eurométropole de Strasbourg ».
Elle insiste et veille constamment à rappeler l'obligation de concertation avec la population, pour répondre au plus près aux besoins en logements, dans le respect du patrimoine bâti et de la qualité de vie existants sur le territoire. Elle ne craint pas de soutenir des projets urbains comme le secteur Mélanie à la Robertsau ou d'affirmer la place de projets architecturaux contemporains dans la ville, comme les Black Swann sur les fronts de Neudorf.
Une attention toute particulière sera donc portée à sa recommandation concernant les logements locatifs sociaux à la Robertsau.

- Transport

La Commission adhère aux orientations du PLU pour soutenir le projet de développement et particulièrement sa logique de complémentarité entre les modes de transports. La commission indique que « les pouvoirs publics ont bien pris conscience de la nécessité de faire évoluer ce concept, en privilégiant des transports propres et en offrant une inter-modalité adaptée aux besoins. (…) L'Eurométropole démontre bien par ses orientations et ses actions menées, son investissement dans la politique des déplacements. Même si les réseaux de transports sont toujours perfectibles, la Commission considère que les moyens mis à disposition sont satisfaisants ».
On peut souligner que, sur la question du stationnement au centre ville et son rôle dans l'attractivité commerciale de celui-ci, les réflexions de la commission rejoignent l'action de la collectivité, qui mène actuellement une concertation avec la CCI sur ce point.

- Economie

Sur des sujets complexes, l'analyse équilibrée de la Commission prend bien la mesure entre ambitions économiques et nécessaire préservation de l'environnement. C'est le cas pour l'extension du Port Sud à Strasbourg où le zonage du PLU sort conforté par l'analyse de la Commission et permet ainsi d'envisager un développement de l'activité sur site. C'est également le cas pour le secteur de la raffinerie, par exemple.
La question, soulevée par la CCI et certains partenaires économiques, de la place des installations SEVESO, est également abordée.
En matière d'urbanisme commercial, l'ambition de restructurer la Zone Commerciale Nord (ZCN) est approuvée.

- Environnement

La commission d'enquête reconnaît le rôle de « fil conducteur » du volet environnemental du PLU et notamment :

- sa capacité à proposer un dispositif de régulation de la consommation d'espace ;
- sa prise en compte des risques naturels et technologiques ;
- son ambition en matière de préservation des espaces naturels et agricoles.

La qualité du travail est mise en avant, notamment sur le dispositif Trame Verte et Bleue (TVB), qui fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP). Celle-ci est centrale dans le dispositif du PLU, car elle est un gage pour une densification maîtrisée et respectueuse de la qualité de vie. A ce titre, la Commission souhaite que :

- une phase de concertation soit organisée avec les habitants de la Robertsau, sur le projet Mélanie, afin de prendre en compte les enjeux environnementaux ;
- le parti d'aménagement prévu sur le projet Baggersee donne une place plus importante aux espaces de nature afin d'offrir un espace de respiration aux futurs habitants.
- les enjeux de santé publique et de qualité de vie soient pris en compte par les concepteurs de projet et les aménageurs dans le cadre des futurs projets de requalification urbaine.

1) Les réserves concernant le projet de PLU et suites proposées :

RESERVE N° 1*. La Commission émet une réserve concernant le maintien de l'emplacement réservé SOU 7 à Souffelweyersheim entre la rue des Rossignols et la rue des Chemins de fer. La Commission se réfère au POA en termes de rationalisation et de gestion économe des espaces et des pratiques automobiles en limitant la création de nouveau projet routier.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :
L'Eurométropole de Strasbourg décide de suivre l'avis de la Commission d'enquête et de lever la réserve, en supprimant l'emplacement réservé SOU 7. Elle est également favorable à l'inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » sur l'emprise de cet emplacement réservé, comme le suggère la commune : cela évite la constructibilité de terrains situés sous une ligne électrique et ménage à terme des possibilités pour des cheminements doux.

RESERVE N° 2*. La Commission d'Enquête émet une réserve quant au maintien de l'emplacement réservé SCH 129 sur la portion allant du croisement de la rue Sainte Hélène à la rue des Malteries à SCHILTIGHEIM.*

RESERVE N° 3*. Dans la mesure où une solution peut et est proposée dans le cadre du futur projet "Fischer", la Commission émet une réserve quant au maintien de l'emplacement réservé SCH 128 à SCHILTIGHEIM.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg concernant les réserves n° 2 et n° 3 :

La faiblesse du maillage de voies de circulation orientées Est-Ouest de la commune de Schiltigheim est soulignée par plusieurs études techniques. Les deux emplacements réservés SCH 128 et SCH 129 en question ont pour but d'améliorer à termes la situation. L'Eurométropole de Strasbourg décide donc de maintenir ces emplacements réservés. Leurs vocations sont les suivantes :

- L'emplacement réservé SCH 128 est destiné au réaménagement de la rue et de l'impasse Sainte Hélène qui ne sont pas en totalité dans le domaine public à ce jour.
- L'emplacement réservé SCH 129 est destiné à la création d'une voie de desserte locale entre la route de Bischwiller et la rue des Malteries. Elle se poursuit à l'ouest de la rue des Malteries par une amorce de voirie et un tracé de principe pour permettre à terme, de relier la route du Général de Gaulle.

  Le profil de cette voie de desserte locale n'est pas encore arrêté. Toutefois, il est fort probable qu'elle sera aménagée en zone 30 ou en zone de rencontre afin de conserver un caractère apaisé, en cohérence avec le Programme d'Orientations et d'actions (POA) Déplacements.

  Conformément à l'esprit de la réserve émise par la commission d'enquête, il est précisé que l'emprise de l'emplacement réservé SCH 129 est calée sur les limites parcellaires afin d'impacter le moins possible les propriétés privées limitrophes. La côte qui fait référence à la largeur de la voie qui était de 10 mètres, n'est donc plus mentionnée sur le plan de zonage.

  Au nord du site Fischer, cet emplacement réservé SCH 129 pourrait permettre un accès au quartier et la réalisation d'un parking de dépose minute pour desservir le groupe scolaire qui sera créé dans le cadre de la requalification du site Fischer.

  La partie de l'emplacement réservé SCH 129, qui est orienté nord – sud, à l'Ouest de l'impasse Saint Hélène est réservé aux déplacements actifs (piétons, cycles).

Il est rappelé, par ailleurs, que ce dispositif d'amélioration des déplacements est-ouest se verra compléter par la création d'une voie de distribution créée au sud du site Fischer.

RESERVE N° 4*. Considérant que la situation actuelle de la brasserie à NIEDERHAUSBERGEN n'offre plus de possibilités de développement intra muros, que l'un des objectifs du PLU cible la création d'emplois et que la société a la maitrise foncière et du bâti, la Commission émet une réserve concernant le maintien de la parcelle 372 dans l'ER NIH19.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :
Suivre le raisonnement et l'analyse de la commission d'enquête conduirait à réaliser, en lieu et place d'équipements publics, une zone d'activités économiques qui ne s'inscrit pas dans les orientations du PLU. L'Eurométropole de Strasbourg décide donc de maintenir l'emplacement réservé NIH 19 et le zonage tels que soumis à l'enquête publique.

2) Les recommandations concernant le projet de PLU et suites proposées :

RECOMMANDATION N° 1*. Concernant le terrain jouxtant l'ancien centre de tri postal, situé rue du Chêne à SCHILTIGHEIM, la Commission recommande l'intégration de ce foncier complémentaire en zone UD2 et de relocaliser l'espace vert à conserver ou à créer le long des voies ferrées et réparti équitablement sur les deux fonds*.

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

L'Eurométropole de Strasbourg décide de ne pas suivre la recommandation en maintenant l'inscription de la trame « espace planté à conserver ou à créer » sur l'espace vert situé rue du Chêne et en ne reclassant pas cet espace en une zone urbaine mixte (UD2), car il constitue un poumon vert de proximité dans un quartier densément peuplé.

RECOMMANDATION N° 2*. Concernant le site ALSIA à Schiltigheim la Commission recommande un traitement identique avec un classement en zone UXb1, ainsi que la prise en compte de la demande de la commune pour un classement en zone mixte d'habitat et de commerces.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

La production de logements à Schiltigheim sera principalement réalisée sur les friches industrielles. Cette reconversion est un vecteur d'amélioration du cadre de vie du fait de la suppression des friches qui représentent des espaces dangereux et pollués au cœur de la ville, pour les remplacer par des projets urbains mixtes, d'habitat, d'activités et d'équipements publics, tout en créant des espaces verts en pleine terre, conformément aux dispositions règlementaires du PLU.

Les projets sur ces friches industrielles sont complexes à concevoir car ils nécessitent de nombreuses études afin de garantir la compatibilité des terrains avec leurs usages futurs. Des études sont actuellement en cours sur les terrains d'Alsia. Parce que ce site nécessite d'attendre la cessation de l'activité et/ou de faire émerger et valider un projet de requalification plus abouti, il n'est pas encore inscrit au PLU.

L'Eurométropole de Strasbourg décide donc de ne pas suivre la recommandation en maintenant le zonage UXb1. Le reclassement de ce secteur se fera ultérieurement par une procédure de déclaration de projet ou de modification, en accord avec la commune.

RECOMMANDATION N° 3. *Dans le cadre de l'OAP Schwemmloch à la Wantzenau la Commission recommande une information du public avant toute modification règlementaire de la hauteur des constructions à l'égout du toit, et préconise l'établissement d'une zone de transition entre le bâti existant et le secteur prévu à 12 mètres à l'égout de toit et ponctuellement à 25 mètres hors tout.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

L'Eurométropole de Strasbourg partage l'objectif affiché par la commission d'enquête concernant la préconisation relative à la transition entre le bâti existant et le futur quartier. Ainsi, il est proposé de compléter l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur la typologie des constructions en bordure Sud-ouest de la zone IAU, pour

garantir une bonne insertion du projet dans son environnement, quelle que soit la hauteur maximale autorisée par le règlement.

Par ailleurs, par souci de bonne information du public, il est proposé de suivre la recommandation de la commission d'enquête et de ne faire évoluer, au règlement, la hauteur des constructions à l'égout de toiture, qu'une fois le public informé par la commune ou par le concessionnaire des évolutions du projet. La modification règlementaire pourra intervenir après l'approbation du PLU, par une procédure ultérieure.

RECOMMANDATION N° 4. *Souffelweyersheim SOU0002PLU- La Commission recommande de repositionner la zone UE1 sur les limites parcellaires 1060, 1080,1081.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

L'Eurométropole de Strasbourg décide de ne pas suivre la recommandation de la commission d'enquête en maintenant le zonage UE1. Le zonage UE1 repris du PLU communal et déjà inscrit au POS, a pour objet de permettre l'extension de la maison de retraite intercommunale de Hœnheim et de Souffelweyersheim.

Par courrier du 12 septembre 2016, le syndicat intercommunal qui gère l'équipement collectif a confirmé ses besoins en termes de terrain à bâtir et son souhait de voir le périmètre de la zone UE1 maintenu dans la perspective de son extension. Le développement futur de la maison de retraite vise à augmenter sa capacité d'accueil et à créer une unité spécialisée pour les personnes atteintes par la maladie d'Alzheimer.
Compte tenu du vieillissement de la population, cette extension ne peut pas être écartée, et répond aux orientations du PLU.

RECOMMANDATION N° 5*. Concernant l'actuel site ADLER à Hœnheim, la Commission recommande à l'Eurométropole de Strasbourg d'effectuer une analyse plus exhaustive de la proposition du futur propriétaire avant de décider de maintenir la zone IAUXb2.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

L'Eurométropole de Strasbourg n'est pas opposée à un développement commercial sur le site ADLER à Hœnheim. Par contre, elle est soucieuse du respect de l'équilibre commercial sur le secteur Nord de l'agglomération, conformément aux orientations inscrites au SCOTERS. Elle est ouverte à travailler avec le porteur de projet pour définir une surface commerciale qui serait cohérente avec cet équilibre. L'Eurométropole de Strasbourg décide donc de maintenir le zonage IAUXb2 dans l'attente des discussions engagées, sur la base d'une étude en cours, afin de mener une réflexion sur l'avenir de ce secteur et d'éviter une inflation foncière.

RECOMMANDATION N° 6*. La Commission d'Enquête recommande aux élus de l'Eurométropole de revoir à la baisse le nombre de logements sociaux à réaliser dans le quartier de la Robertsau en tenant compte du parc de logements locatifs sociaux existant.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

La Commission d'enquête recommande de revoir à la baisse la programmation de logements locatifs sociaux à la Robertsau, notamment dans l'optique de :

- garantir une prise en compte optimale de la Cité de l'Ill ;
- veiller à éviter la concentration de logements sociaux à la Cité de l'Ill.

Le raisonnement suivi par la Commission en faveur d'une plus juste répartition territoriale de l'offre de logements sociaux dans le quartier de la Robertsau, est une ambition partagée par les auteurs du PLU. En effet, les outils mis en œuvre dans le PLU visent à favoriser la mixité sociale et surtout une répartition équilibrée des logements aidés sur l'ensemble du territoire. Ce principe a été mis en place à l'échelle des quartiers de Strasbourg comme à l'échelle des communes.

Ainsi, le PLU arrêté dissocie effectivement la Robertsau Ouest (Cité de l'Ill) du reste du quartier, avec l'objectif d'éviter de concentrer la création de logements sociaux à la Cité de l'Ill. En outre, si l'on considère la programmation de logements du PLU arrêté sur la totalité de la Robertsau, c'est-à-dire Cité de l'Ill comprise, la part de logements locatifs sociaux passerait de 22 % à 25 % à l'échelle de l'ensemble du quartier. La programmation de logements propose également de rééquilibrer la répartition géographique de cette offre de logements. En effet, la Cité de l'Ill, qui concentre jusqu'ici 77 % de l'offre, ne représenterait plus que 55 % si les objectifs étaient atteints.

Selon les principes de rééquilibrage de l'offre, illustrés ci-avant par l'estimation chiffrée de l'évolution des logements locatifs sociaux dans le quartier de la Robertsau sur la durée du PLU, la progression des logements et de Logements Locatifs Sociaux (LLS) reste modérée à l'échelle de l'ensemble du quartier.

Cette démonstration rejoint le raisonnement de la commission d'enquête, basé sur la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU), le rééquilibrage du quartier dans son ensemble et la nécessité de ne pas augmenter encore le nombre de LLS à la Cité de l'Ill. De plus, dans ses conclusions générales, la commission d'enquête confirme les grandes orientations et les ambitions du Programme Local de l'Habitat (PLH).

En conséquence, l'Eurométropole de Strasbourg décide de maintenir le dispositif PLH dans le PLU tel que soumis à l'enquête publique. Les objectifs de production de logements et de LLS calculés à l'échelle de la Robertsau, ainsi que le système de secteurs qui permet de différencier la Cité de l'Ill au reste du quartier, sont conformes à l'appréciation de la commission d'enquête qui souhaite éviter la concentration de LLS sur un secteur qui en est déjà largement doté.

Pour mémoire, le PLU tenant lieu de PLH doit faire l'objet d'un bilan de l'application des dispositions du PLU relatives à l'habitat tous les 3 ans, ainsi qu'une évaluation tous les 6 ans. Les objectifs de production de logements et de logements locatifs sociaux peuvent être réajustés si nécessaire au regard du bilan et de l'évaluation.

RECOMMANDATION N° 7*. La Commission recommande qu'avant toute construction d'immeuble de grande hauteur au sein du quartier de l'esplanade à Strasbourg, le projet*

présenté sous forme de maquette et de modélisation en 3D devra faire l'objet d'une concertation avec le grand public.

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

Techniquement, à l'Esplanade, les règles de hauteur fixées par le PLU sont celles qui existent dans le POS de Strasbourg depuis son approbation en 1992. Par rapport au règlement du POS, le PLU vient compléter le dispositif de protection en faveur des espaces verts et de la morphologie des constructions existantes. Il contribue ainsi au maintien des principes du plan Stosskopf d'origine. La ville de Strasbourg entend poursuivre la démarche de concertation débutée sur le projet de requalification de l'Esplanade avec les habitants du quartier.

La concertation étant prévue et obligatoire, l'Eurométropole de Strasbourg décide de suivre la recommandation.

RECOMMANDATION N° 8*. La Commission d'enquête favorable à l'urbanisation de la zone "Mélanie" à la Robertsau recommande que tout projet sur ce secteur classé IAU et IIAU fasse obligatoirement l'objet d'un processus de concertation avec le public, à inscrire dans le PLU, afin de prendre en compte les enjeux environnementaux qui sont forts en ce lieu.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

La démarche engagée par l'Eurométropole de Strasbourg au sujet du projet d'agroquartier répond à la recommandation de la Commission d'enquête.

La Commission permanente de l'Eurométropole du 25 juin 2015 a d'ailleurs validé le lancement d'une consultation afin de sélectionner des prestataires en charge notamment de la mise en œuvre d'une stratégie globale de participation citoyenne pour le projet d'agroquartier Mélanie dans le quartier de la Robertsau à Strasbourg. En effet, la dimension innovante de la démarche globale ainsi que la nécessaire appropriation par les acteurs et les citoyens des différentes initiatives liées au développement des fonctions agricoles et nourricières (jardins partagés, potager urbains collectifs, AMAP…) nécessite de concevoir le projet dans une dynamique de concertation ambitieuse et globale.

RECOMMANDATION N° 9*. La Commission d'Enquête recommande d'approfondir l'étude de pertinence concernant le maintien des emplacements réservés HOE 18, HOE 21 et HOE 27, à HOENHEIM.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

L'Eurométropole de Strasbourg et les deux communes concernées (Bischheim et Hœnheim) sont favorables à la demande de suppression de l'emplacement réservé HOE 27, qui représente une liaison Nord-Sud.

Cependant, au regard des problématiques de déplacements Est/Ouest sur l'ensemble des communes Nord, il paraît fondé que le document d'urbanisme et de planification maintienne les emplacements réservés HOE 18 et HOE 21.
L'Eurométropole de Strasbourg décide donc de suivre en partie la recommandation émise par la Commission d'enquête. Il s'agit de supprimer le dispositif Nord/Sud (amorces et tracé de principe) et de conserver le dispositif Est/Ouest.

RECOMMANDATION N° 10. *La Commission recommande que l'emprise de l'emplacement réservé LAM 3 à LAMPERTHEIM fasse partie intégrante de la zone à urbaniser et n'impacte pas les terres situées en zone A.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable en supprimant l'emplacement réservé LAM 3 du règlement graphique. L'aménagement d'une transition végétalisée entre les espaces agricoles et la future zone urbaine sera réalisé dans le cadre du projet urbain. Une fois ouverte à l'urbanisation, le projet conçu sur la zone IIAU s'inscrira en compatibilité avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui prévoit la création d'une ceinture verte en limite Ouest du futur quartier. Ainsi, il n'y a pas lieu de maintenir l'emplacement réservé.

RECOMMANDATION N° 11. *La Commission recommande à la commune de Lingolsheim de tenir compte des nuisances subies par le voisinage immédiat des jardins et notamment la circulation des véhicules et leur stationnement. Un sens unique avec une sortie vers la rue de Bretagne pourrait être envisageable.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

Cette recommandation est issue des interventions formulées par des riverains. La gestion de la circulation des véhicules et en partie du stationnement relève davantage de la police de la circulation que d'un véritable enjeu de planification. La mise en place d'un sens unique n'est donc pas du ressort du PLU.

RECOMMANDATION N° 12*. La Commission recommande à l'Eurométropole la classification des bâtiments à vocation artisanale situés le long de la rue des prés en zone UXb1 à OSTWALD.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

Le secteur est effectivement une ancienne zone artisanale qui progressivement est devenue résidentielle. Cette évolution ne devrait pas pénaliser les quelques artisans et entreprises toujours présents.
L'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec la commune d'Ostwald, décide donc de suivre la recommandation de la Commission et de reclasser les bâtiments à vocation artisanale situés le long de la rue des Prés en zone UXb1.

RECOMMANDATION N° 13*. Sauf incompatibilité avec le SCOTERS, la Commission recommande de classer la parcelle n° 832 à OBERHAUSBERGEN en zone UCA6.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

Formulée à plusieurs reprises par le propriétaire depuis juin 2014, cette demande de reclassement a fait l'objet, en mars 2016, d'une décision de justice en première instance du Tribunal administratif de Strasbourg rejetant le reclassement en zone UCA6. Sur le fond, le juge corrobore le classement au regard du système de protections règlementaires du secteur des coteaux de Hausbergen, défini par le SCOTERS.
En conséquence, l'Eurométropole de Strasbourg maintient le classement en zone naturelle N1, selon le principe de compatibilité entre le document supra-communal du SCOTERS et le PLU.

RECOMMANDATION N° 14*. Afin de préserver la qualité de vie des habitants d'Illkirch, la Commission recommande de revoir à la baisse la planification de production de logements, notamment sur le secteur du Baggersee.*

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

La préservation de la qualité de vie des habitants constitue un axe structurant de la politique en matière d'aménagement du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La qualité de vie des habitants actuels et futurs a guidé l'élaboration du PLU, et notamment l'écriture de ses dispositions réglementaires. La politique de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg repose sur une ambition de croissance d'environ 50 000 habitants dans le respect de la qualité de vie des habitants sur le territoire. Afin d'accueillir ces habitants, les besoins de production sont évalués à environ 3000 logements par an, soit un objectif global d'environ 45 000 logements supplémentaires d'ici 2030.
Défini en fonction des capacités foncières et de la soutenabilité du développement pour chaque commune, l'objectif de production de logements pour la commune d'Illkirch-Graffenstaden est d'environ 5 000 logements à l'horizon 2030.
Document de planification qui règlemente l'usage et la vocation des sols, le PLU n'a pas vocation à définir dans le détail les projets d'aménagement et leur effort dans la production globale de logements d'échelle communale.
Concernant le secteur du « Baggersee » qui est d'intérêt métropolitain, des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) définissent des grands principes d'aménagement. Elles ont pour objectif, en cohérence avec les orientations du PADD, de garantir une qualité de vie pour les riverains et les futurs habitants, au travers notamment de la valorisation des atouts paysagers et environnementaux du site et de la création d'un nouveau quartier urbain et attractif.

L'Eurométropole de Strasbourg propose de tenir compte de la recommandation émise par la commission d'enquête et de :

- modifier le classement du site Auchan : d'une zone urbaine mixte de projet de reconversion (UD1) vers une zone majoritairement commerciale (UXd2) conformément à l'usage des sols actuel ;
- compléter l'OAP « Baggersee » dans son rôle d'identification des enjeux urbains du site et d'encadrement des conditions de faisabilité du projet, notamment en matière d'urbanisme commercial et de préservation de la qualité de vie ;

- préciser que l'objectif de production de logements est globalisé et résumé dans la fiche territoriale d'Illkirch-Graffenstaden en annexe du Programme d'Orientations et d'Actions (POA). Le secteur du « Baggersee » n'y est pas spécifiquement mentionné, car il s'agit de prendre également en compte la part de renouvellement urbain du tissu et les autres projets comme l'opération d'aménagement « Les Prairies du Canal » située le long du canal et à proximité du Lycée Le Corbusier.

3) La recommandation concernant le zonage d'assainissement et suites proposées :

La recommandation relative au projet de zonage d'assainissement concerne les noues d'Oberhausbergen. La Commission s'est rendue sur les lieux pour avoir une vision concrète de ces noues. Un premier constat fait apparaitre que ces dispositifs « atypiques » datant du siècle dernier représente un danger potentiel pour les passants lors de fortes précipitations de pluie. L'absence de toute protection est un risque majeur notamment pour les enfants. La commission recommande donc à l'EMS de mener des réflexions permettant d'aboutir à une gestion optimale de ces eaux pluviales.

Suites proposées par l'Eurométropole de Strasbourg :

Les noues sont à considérer comme une réimplantation d'un espace naturel au milieu d'une ville minérale. Les pentes de ces ouvrages sont compatibles avec leur entretien et ne sont donc pas abruptes.

Malgré les apparences rustiques, ces ouvrages restent des ouvrages techniques qui font encore l'objet d'études poussées en termes de migration de pollution et de fonctionnement hydraulique. Exemple : suivi analytique du site de l'Ostwaldergraben avec l'ENGEES ayant fait l'objet de plusieurs publications scientifiques primées.
De manière générale, les espaces naturels ne sont pas clos et ne doivent pas l'être pour conserver leur caractère même si les aménagements invitent les usagers au plus près. Exemple : le bassin à l'espace européen de l'entreprise (E^3), des gravières, du Rhin et de toutes les rivières de l'Eurométropole de Strasbourg. Il n'a pas été constaté une accidentologie particulière. Dans ces conditions, il ne peut donc être donné une suite favorable à la présente recommandation pour les motifs ci-dessus exposés.

4) Concernant le projet des périmètres des Monuments Historiques :

La commission a émis un avis favorable sans réserve ni recommandation.

IV. La Conférence intercommunale

Conformément à l'article L.153-21 du Code de l'urbanisme, en vue de l'approbation du PLU, la conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres s'est tenue le 16 septembre 2016, pour une présentation des avis joints au dossier, des observations du public pendant l'enquête et du rapport et conclusions de la commission d'enquête.

V. Approbation

Compte tenu de ce qui précède, il est donc proposé d'approuver le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, tel qu'il a été notamment modifié pour tenir compte :

- de certains avis des personnes publiques, des autorités et des conseils municipaux consultés sur le PLU arrêté en date du 27 novembre 2015 ;
- de la réserve n° 1
- des recommandations n° 3, 9, 10, 12 et 14 de la commission d'enquête ;
- et de certaines observations issues de l'enquête publique.

L'Eurométropole de Strasbourg a donné une suite favorable à d'autres recommandations qui n'ont pas d'impact direct dans le dossier du PLU. Par exemple, la Commission d'enquête invite l'Eurométropole de Strasbourg à mener des concertations sur certains projets impactant spécifiquement des habitants.

Le détail des modifications ou rectifications opérées par rapport au document arrêté en Conseil d'Eurométropole du 27 novembre 2015, figure en ANNEXE 1 de la présente délibération.

La prise en compte des avis de la commission d'enquête formulés soit dans son rapport, soit dans ses conclusions, et impliquant une modification du dossier de PLU est également répertoriée dans les tableaux thématiques et communaux présentés en ANNEXE 1.

Précisons que les erreurs matérielles découvertes lors de la reprise du dossier de PLU ont été corrigées. Elles sont minimes et n'entraînent aucune remise en cause du document.

Le PLU incluant le zonage d'assainissement et les nouveaux périmètres des Monuments Historiques est consultable et téléchargeable à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=rO0oKAnQpXliwofn2I93yA

Le PLU est également consultable, en format papier, au service Prospective et planification territoriale et au Secrétariat des assemblées, au Centre administratif.

Il appartient à présent au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de se prononcer et d'approuver le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, le zonage d'assainissement et donner son accord aux périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.

Au titre de l'article L. 153-24 du Code de l'urbanisme, celui-ci deviendra opposable aux tiers dans le délai d'un mois à compter de sa transmission au Préfet de département et après l'accomplissement des mesures de publicité requises.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L 103, L 151-1 à L 151-48, L153-11 à L 153-26 , L 153-60 et les articles R 153-1 et suivants

Vu le Code du patrimoine, notamment les articles L.621-30, L.621-31, R.621-94 et R.621-95

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2224-10 et L5217-2, I

Vu la délibération du Conseil de communauté du 27 mai 2011 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire intercommunal (hors PSMV) et tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU), conformément à la loi n °2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

Vu la délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 1er juin 2012 complétant les modalités de la concertation arrêtées par la délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 27 mai 2011

Vu le « Porter à connaissance » de l'Etat de février 2012, transmis au Président de la Communauté urbaine le 11 avril 2012

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU intercommunal qui ont eu lieu dans les conseils municipaux des 28 communes de la Communauté urbaine

Vu le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU intercommunal qui a eu lieu en Conseil de la Communauté urbaine du 30 novembre 2012

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 mars 2015 décidant de poursuivre l'élaboration du PLU de l'Eurométropole sous le régime de la loi « ALUR », c'est-à dire tenant lien de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 mars 2015 décidant de préciser les modalités de la collaboration de l'Eurométropole de Strasbourg avec ses communes membres, dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal

Vu la concertation qui a eu lieu tout au long de l'élaboration du document

Vu les propositions des personnes publiques associées à l'élaboration du PLU qui se sont réunies en dates du 4 juillet 2012 et du 31 mai 2015

Vu le projet de PLU « arrêté » en Conseil d'Eurométropole du 27 novembre 2015 et vu le bilan positif de la concertation

Vu les avis favorables des 28 conseils municipaux des communes de l'Eurométropole de Strasbourg

Vu les observations et avis émis dans le cadre de la consultation du Préfet, des personnes publiques associées et des autorités qui s'est déroulée du 3 décembre 2015 au 3 mars 2016

Vu la sollicitation par la Préfecture de l'Etat allemand en date du 5 janvier 2016 et le courrier retour du 7 avril 2016

Vu l'arrêté de M. le Président de l'Eurométropole de Strasbourg daté du 7 mars 2016 soumettant à l'enquête publique les projets de Plan Local d'Urbanisme, de zonage d'assainissement et de modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 avril 2016 au 20 mai 2016 inclus

Vu les modifications apportées au projet de PLU, suite aux observations émises par l'Etat et les personnes publiques associées, les autorités, les conseils municipaux consultés sur le projet de PLU arrêté, et lors de l'enquête publique (Annexe 1)

Vu que l'ensemble de ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, ni les orientations du PADD

Vu la conférence intercommunale des Maires du 16 septembre 2016 durant laquelle ont été présentés les avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport de la commission d'enquête

Vu l'évaluation environnementale du PLU effectuée conformément au Code de l'environnement
Vu le dossier de PLU élaboré sur l'ensemble du territoire intercommunal (hors PSMV), le projet de zonage d'assainissement et des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau

après avoir délibéré

prend acte

du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête rendu le 23 août 2016 au titre de chacun des objets de l'enquête unique, à savoir :

- *un avis favorable, assorti de 4 réserves et de 14 recommandations au projet de Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *un avis favorable, assorti d'une recommandation au projet de zonage d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *un avis favorable à la modification des périmètres de protection liés aux Monuments Historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau.*

décide

- *de lever la réserve émise concernant le projet de PLU, ainsi qu'il suit :*

<u>Réserve 1</u> : L'Eurométropole de Strasbourg lève la réserve en rejoignant la position de la commission d'enquête qui conformément au Programme d'Orientations et d'Actions (POA), ne souhaite pas la création d'un nouveau projet routier à Souffelweyersheim entre la rue des Rossignols et la rue des Chemins de fer. L'emplacement réservé SOU 7 est donc supprimé. Pour garantir un poumon vert dans le secteur, un « espace planté à conserver ou à créer » est inscrit en complément.

- *de ne pas lever les réserves émises concernant le projet de PLU, ainsi qu'il suit :*

<u>Réserves 2 et 3</u> : L'Eurométropole de Strasbourg maintient les emplacements réservés (ER) SCH 128 et SCH 129 à Schiltigheim car ils visent à améliorer les déplacements Est-Ouest intra-quartier au sud de Schiltigheim :

- *d'une part, en créant une nouvelle voie de desserte publique en lieu et place de l'actuelle voie privée appartenant à Heineken (partie de l'ER SCH 129 situé à l'Est de la rue des Malteries). Il est précisé que l'ER SCH 129 est calé sur l'emprise actuelle de la voie privée afin de limiter son impact sur les propriétés privées limitrophes. A l'ouest de la rue des Malteries, l'ER SCH 129 se poursuit par un tracé de principe qui matérialise à terme, l'aménagement d'une voie est-ouest reliant la route du Gal de Gaulle à la route de Bischwiller, via le site Alsia et le site Baltzinger ;*
- *d'autre part, au travers de l'ER SCH 128, au niveau de la rue et de l'impasse Sainte Hélène, dont le foncier est, en partie, privé et dont la maîtrise par la collectivité est nécessaire pour permettre son réaménagement.*
- *enfin, il est précisé que la partie orientée Nord Sud de l'ER SCH 129, reliant l'impasse Sainte Hélène à la voie privée « Heineken » a pour objet l'aménagement d'un cheminement dédié aux piétons et aux cycles, entre ces deux rues.*

Il est rappelé que cette organisation de la desserte locale s'inscrit en complément à la création d'une voie de distribution projetée au sud du site Fischer qui vise à répondre aux besoins de liaisons inter-quartier.

<u>Réserve 4</u> : L'Eurométropole de Strasbourg ne souhaite pas suivre le raisonnement et l'analyse de la commission d'enquête qui conduirait à réaliser, en lieu et place d'équipements publics, une zone d'activités économiques qui ne s'inscrit pas dans les

orientations du PLU. L'emplacement réservé NIH 19 et le zonage sont maintenus tels qu'ils sont présentés à l'enquête publique

- *des suites données aux recommandations concernant le PLU et le zonage d'assainissement, ainsi qu'il suit :*

Recommandations concernant le PLU :

<u>Recommandation 1</u> : L'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas suite à cette recommandation. La trame « espace planté à conserver ou à créer » et le classement en zone UXB1 du terrain jouxtant le centre de tri, rue du Chêne à Schiltigheim sont maintenus tels que présentés à l'enquête publique.

<u>Recommandation 2</u> : L'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas suite à cette recommandation. Le zonage UXb1 est maintenu sur le site ALSIA à Schiltigheim. Le reclassement de ce site pourra être fait lorsqu'un projet de requalification plus abouti sera réalisé.

<u>Recommandation 3</u> : L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable à cette recommandation : pour garantir une transition douce avec les quartiers résidentiels environnant, l'OAP est complétée pour préciser la typologie des constructions en limite Sud Ouest du site. Par ailleurs, une information du public doit être réalisée par la commune de La Wantzenau avant modification des règles de hauteur concernant le projet d'urbanisation du Schwemmloch.

<u>Recommandation 4</u> : L'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas suite car la demande localisée à Souffelweyersheim est en contradiction avec les intérêts de la maison de retraite qui envisage une extension. Le zonage UE1 est maintenu.

<u>Recommandation 5</u> : L'Eurométropole de Strasbourg maintient pour le moment, le zonage IAUXb2 sur le site Adler à Hœnheim, en attendant les résultats de la réflexion menée sur le secteur et des discussions avec un porteur de projet.

<u>Recommandation 6</u> : L'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas suite et maintient les objectifs de production de logements et de logements locatifs sociaux pour le quartier de la Robertsau à Strasbourg, considérant que, selon les principes de rééquilibrage de l'offre de logements et l'estimation chiffrée de l'évolution des logements locatifs sociaux dans le quartier de la Robertsau sur la durée du PLU, la progression des LLS reste modérée à l'échelle de l'ensemble du quartier.

<u>Recommandation 7</u> : L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable en s'engageant à réaliser une concertation grand public avant tout projet d'immeuble de grande hauteur au sein du quartier de l'Esplanade de Strasbourg. Le projet sera alors présenté sous forme de maquette ou modélisation 3D.

<u>Recommandation 8</u> : L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable étant donné que la démarche engagée au sujet du projet d'agroquartier répond à la

recommandation de la commission d'enquête, à savoir la mise en place d'un processus de concertation.

<u>Recommandation 9</u> : L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable pour la partie de la recommandation concernant le dispositif d'emplacements réservés Nord-Sud à Hœnheim en supprimant les emplacements réservés HOE 18 et HOE 21. L'Eurométropole de Strasbourg ne donne cependant pas suite à la recommandation en ce qui concerne l'emplacement réservé HOE 27 car elle souhaite conserver le dispositif de maillage Est-Ouest de la commune.

<u>Recommandation 10</u> : L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable en supprimant l'emplacement réservé LAM 3 à Lampertheim du règlement graphique.

<u>Recommandation 11</u> : L'Eurométropole de Strasbourg ne peut donner une suite favorable à cette recommandation puisque la gestion de la circulation des véhicules relève de la police de la circulation et non du PLU.

<u>Recommandation 12</u> : L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable à cette recommandation et reclasse les bâtiments à vocation artisanale situés le long de la rue des Prés à Ostwald dans un secteur de zone à vocation d'activités UXb1, plus en adéquation avec les usages actuels du secteur.

<u>Recommandation 13</u> : L'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas suite à cette recommandation visant à intégrer la parcelle n° 832 dans le secteur de zone UCA6 de la commune d'Oberhausbergen, au regard des orientations générales du SCOTERS, notamment la préservation des coteaux de Hausbergen. Le classement de cette parcelle en zone naturelle N1 est maintenu.

<u>Recommandation 14</u> : L'Eurométropole de Strasbourg donne une suite favorable en modifiant la destination du site Auchan qui devient une zone commerciale (UXd2), en complétant l'OAP « Baggersee » dans son rôle d'identification des enjeux urbains du site et d'encadrement des conditions de faisabilité du projet, notamment en matière d'urbanisme commercial et de préservation de la qualité de vie et en précisant l'objectif de production de logements globalisé de la fiche territoriale d'Illkirch-Graffenstaden en annexe du Programme d'Orientations et d'Actions (POA).

Recommandation concernant le zonage d'assainissement :

L'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas suite à cette recommandation considérant que les noues sont des ouvrages contribuant à la réimplantation d'un espace naturel dans les espaces urbains à dominante minérale et que leurs pentes et leurs entretiens sont compatibles avec la présence du public

approuve

le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'Eurométropole de Strasbourg, tel qu'il a été modifié pour tenir compte d'une part, des avis émis par le Préfet, les personnes

publiques associées, les autorités et les conseils municipaux dans le cadre de la consultation obligatoire et, d'autre part, suite à la consultation du public dans le cadre de l'enquête publique et tel qu'annexé à la présente délibération, y compris le détail des modifications apportées

approuve

le zonage d'assainissement et des eaux pluviales, tel que présenté dans le dossier mis à l'enquête

donne son accord

à la modification des périmètres des Monuments Historiques, tel qu'exposé au dossier d'enquête pour les communes concernées, à savoir Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau

précise

que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme, de mesures de publicité, à savoir : d'un affichage dans chaque mairie de l'Eurométropole de Strasbourg et au siège de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg

dit que

- *conformément aux articles R. 153-21 et R. 153-22du Code de l'urbanisme, le nouveau Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public dans chaque mairie de l'Eurométropole de Strasbourg et au Centre Administratif de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture*

- *conformément à l'article L. 153-24 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera exécutoire un mois après sa transmission au représentant de l'Etat et après l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité sus rappelées.*

charge

le Président ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	**Remarques / demandes (résumé)**	**Position Eurométropole (résumé)**	**Position commission d'enquête (résumé)**	**Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU**
PPA - DDT	suivi de l'accidentologie	L'Eurométropole se propose de modifier la fiche action I.2 en cohérence avec les obligations légales détaillées dans le code de Transports. Elle y précisera que les accidents cyclistes sont répertoriés dans l'observatoire de l'accidentologie suivi par le SIRAC. Des indicateurs déjà utilisés actuellement pour l'évaluation seront précisés dans le document afin d'en garantir le suivi.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée dans la fiche I.2 : le suivi de l'accidentologie cycliste est réalisé par le SIRAC. Les indicateurs d'évaluation ont également été précisés
PPA - DDT	préciser la couverture des coûts d'exploitation	Des compléments sur la couverture des coûts d'exploitation seront également apportés dans le tableau « Financement des différentes actions » du Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précisions apportées
PPA - DDT	La DDT demande une modification de l'emplacement réservé VEN1 pour la réalisation de la bretelle A4/ACOS (Autoroute de Contournement Ouest de Strasbourg). En corollaire, la DDT demande une réduction de l'espace identifié au titre des « espaces contribuant aux continuités écologiques ».	Cette demande s'inscrivant dans l'emprise des terrains délimitée par la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) en date du 23 janvier 2008, il est proposé d'y répondre favorablement.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	L'emplacement réservé VEN1 a été modifié pour la réalisation de la bretelle A4/COS
PPA - DDT	Concernant le transport de marchandises, la DDT demande de préciser le calendrier de mise en œuvre des mesures indiquées au Programme d'orientations et d'actions (POA) ainsi que la localisation des espaces réservés aux livraisons à proximité des destinataires finaux.	La fiche action X.1 du Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacement « Faire évoluer les conditions de livraison pour optimiser la circulation des marchandises à l'échelle de l'agglomération » annonce l'homogénéisation des règlementations à l'échelle de l'Eurométropole dans une temporalité similaire. Les moyens de mise en œuvre sont également précisés dans cette fiche action.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Les moyens de mise en œuvre sont également précisés dans cette fiche action du Programme d'orientations et d'actions (POA)
PPA_SCOTERS	En page 41 du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD), le SCOTERS demande de remplacer "création d'un accès nord au Port" par "aménagement d'un accès nord au Port".	Il est donc proposé de modifier le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) selon la proposition du SCOTERS.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) a été modifié selon la proposition du SCOTERS.
PPA_CCI	La CCI souhaite voir inscrits au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et aux objectifs du Programme d'orientations et d'actions (POA) : l'impératif de garantir aux activités économiques fortement mobiles des conditions de circulation performantes (fiabilité, sécurité) sur l'ensemble du réseau routier de l'Eurométropole.	L'Eurométropole partage cette remarque et a d'ailleurs inscrit comme objectif majeur la fiabilisation des temps d'accès, dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements. De ce fait, cette notion sera également inscrite au Projet d'aménagement et de développement durables (PADD).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	L'objectif majeur de fiabilisation des temps d'accès du Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements a également été inscrit au Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
PPA_CCI Als_Nat_001	Dans la fiche action n°9.1 du Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements, La CCI invite l'Eurométropole à : - Améliorer la qualité technique des éléments graphiques présentés et intégrer des cartes représentant l'ensemble du territoire de l'Eurométropole, (...) en particulier du centre-ville de Strasbourg.	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	La qualité graphique de ces éléments a été améliorée dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements et une carte centrée sur Strasbourg a été intégrée au POA Déplacements.
PPA - CCI	Inscription dans le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) que le stationnement n'est pas qu'un outil de régulation, mais que c'est aussi un levier d'attractivité, ainsi que la nécessaire articulation de la politique de stationnement avec les orientations en matière d'accessibilité et de circulation dans l'ensemble du territoire	Notion d'ores et déjà écrite dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacement.	Donner suite à la demande de la CCI	Modification intégrée dans le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
PPA_CCI	La CCI souhaite voir inscrits au sein de Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacement et de la fiche action n°IV.2 Les parkings-relais concernés par une évolution vers une fonction de « Parking-Relais Résidents » (P2R). A ce titre, le schéma figurant en page 91 du POA devrait être complété avec les Parking-Relais Résidents	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Le schéma figurant au Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements a été complété avec les Parkings-Relais Résidents (P2R).
PPA_Kehl	La ville de Kehl point une erreur sur le plan page 5 de l'introduction du rapport de présentation : l'extension de la ligne D vers Kehl est mal positionnée, le terminus doit se situer devant la Mairie de Kehl.	L'Eurométropole prend acte de la demande.	OK (à la limite, on peut même ne pas reprendre)	La carte a été reprise, le terminus projeté est placé devant la Mairie de Kehl. Les pointillés ont été remplacés par un trait continu du fait de la mise en service de la ligne.
PPA_Kehl	La ville de Kehl demande de corriger l'affirmation selon laquelle les échanges avec l'Ortenau restent faibles (résumé non-technique p.7 + diagnostic p.380)	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réécriture suivante : « Les échanges avec l'Ortenau, quoi qu'importants, restent encore en deçà de ce que le potentiel de population et d'emploi de part et d'autres du Rhin pourrait générer ». Suppression de la phrase : « les actifs allemands se rendant en France sont quasiment inexistants ».
LWA_0002_PLU LWA_0011_PLU STG_0109_PLU …	Avis disparates sur le maintien ou non de la voie d'accès Nord au Port	Préciser les principes d'aménagements de cette voie dans le Programme d'orientations et d'actions (POA)	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précisions apportées dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) en pages 88 et 94 en lien avec les éléments fournis par le Port autonome de Strasbourg (PAS)
INT_0048_PLU VEN_0001_PLU VEN_0004_PLU VEN_0005_PLU VEN_0006_PLU VEN_0011_PLU VEN_0012_PLU …	Avis disparates sur les outils réglementaires utilisés pour le maintien ou non de principes de tracés de voies locales	Préciser le rapport de présentation pour expliciter l'utilisation du tracé de principe plus que des ER	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision dans les justifications de l'intérêt d'utiliser les tracés de principes
INT_0376_PLU LWA_0013_PLU …	Mettre à jour les informations sur l'intégration tarifaire	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour la fiche III.7
INT_0096_PLU INT_0115_PLU INT_0189_PLU ILG_0009_PLU SCH_0028_PLU STG_0109_PLU STG_0189_PLU …	Stationnement : meilleure prise en compte, notamment qualitative, du stationnement cyclable	imposer des points fixes pour attacher les vélos et modifier le ratio de 1.5 m² par place de stationnement selon la forme du stationnement	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de l'article 12 pour imposer des points fixes pour attacher les vélos et favoriser une meilleure ergonomie des locaux vélos.
EKB_0006PLU OBH_0055_PLU SOU_0001_PLU STG_0114_PLU INT_0319_PLU INT_0376_PLU INT_0400_PLU …	Transports en commun : phasage	Reprise du phasage dans le Programme d'orientations et d'actions (POA)	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remise à jour du phasage en lien avec la remise à jour du Schéma directeur des transports collectifs (SDTC)
CRA_001	Supprimer les références à RFF page 339, et préciser que la seconde phase de la LGV Est est prévue en 2016	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification des intitulés des organismes (rapport de présentation).
CRA_002	Ne pas annoncer dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) la création de quais supplémentaires ni le déplacement d'installation techniques en gare basse de Strasbourg	Maintien de l'objectif, mais réécriture du paragraphe page 11 du Programme d'orientations et d'actions (POA) de manière plus prudente	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Maintien de l'objectif, mais réécriture du paragraphe page 11 du Programme d'orientations et d'actions (POA)
CRA_003	L'objectif de l'Eurométropole de développer une vision « service » annexe aux fonctionnalités de transport ne fait pas référence à l'information sur les services tous supports dont le digital, compatible avec l'ambition d'une « ville connectée ».	L'Eurométropole est consciente de l'intérêt de l'outil « Vialsace » et propose de répondre positivement à la remarque de la Région en valorisant davantage cet outil dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Valorisation de Vialsace dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements
CRA_004	La carte des temps de parcours depuis la gare centrale (page 29) est erronée sur la relation TER entre Strasbourg et Kehl qui représente 12 minutes (et non pas 10 minutes).	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la carte en conséquence
CRA_005	en termes de comparaison des temps de parcours, le temps de trajet de « gare à gare » est relatif. Les choix modaux s'effectuent sur la base du temps de parcours global « porte à porte », pour lequel la part du temps de trajet en train peut s'avérer réduite significativement par rapport au temps nécessaire pour le rabattement et la diffusion.	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements, page 29
CRA_006	Il n'est pas fait référence (page 49) à l'information multimodale numérique et à l'utilisation digitale des supports existants, représentant pourtant sur le territoire de l'Eurométropole une part croissante de l'information sur les transports.	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements
CRA_007	La Région ne souhaite pas le maintien en page 65 de la mention relative à la possibilité d'embarquement des vélos dans les TER hors des heures de pointe. En revanche, il peut être spécifié que les complémentarités entre TER et vélo doivent être un axe de travail et de progrès entre les collectivités. A ce titre, à la page 66, la Région propose d'ajouter le taux d'occupation des stationnements vélos situés dans les gares/haltes comme indicateur de réussite de l'objectif de développer le vélo au-delà des seuls déplacements de proximité	La position de l'Eurométropole est de laisser la possibilité aux usagers d'embarquer les vélos dans le TER hors heures de pointe. Néanmoins, l'Eurométropole de Strasbourg propose que l'intégration des complémentarités TER et vélo comme axe de travail et de progrès entre collectivités et le taux d'occupation des stationnements vélo dans les gares/haltes soient intégrées dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration des complémentarités TER et vélo comme axe de travail et de progrès entre collectivités et le taux d'occupation des stationnements vélo dans les gares/haltes dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements.
CRA_008	La Région suggère que la promotion de l'application Vialsace (page 82) puisse être positionnée comme une action à court terme plutôt qu'à moyen terme auprès de tous les acteurs régionaux.	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements
CRA_009	La Région soutient l'intérêt de s'appuyer sur les démarches de plans de déplacements d'entreprises /pôles de services à la mobilité/Mission des temps et souhaite être associée à ces démarches (page 108).	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements

CRA_010	Page 116, il est suggéré de mieux valoriser dans le document le fait que le Pass Mobilité fera partie des abonnements reconnus à bord des TER à l'automne 2016	Cf. éléments de portée générale de la partie déplacements de ce mémoire en réponse (Note de synthèse « Déplacements » I-A-3.f). L'Eurométropole propose d'intégrer cette remarque dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements
CRA_011	page76. Il est proposé que cet item évoque le partenariat en cours, en ce sens « qu'en sa qualité d'autorité organisatrice des transport, la Région a défini une stratégie de desserte en phase de mise en partage avec l'ensemble de ses partenaires ».	L'Eurométropole prend acte de la demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements
CRA_012	les orientations d'aménagement et de programmation de la zone commerciale nord ne font pas apparaître l'enjeu de mieux relier la zone à la gare TER de Vendenheim, ni l'opportunité d'un maillage TSCP/TER, en particulier en gare de Vendenheim dont 'aménagement actuellement en cours d'étude prévoit un pôle d'échange multimodal.	Le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacement prévoit, à long termes, la réalisation d'un TCSP jusqu'à Vendenheim ce qui permettrait de créer un point de connexion entre les différents réseaux au niveau de la gare de Vendenheim, les emplacements réservés pour la création d'un pôle multimodal étant inscrits au règlement graphique. Le projet à court terme consistera en une réorganisation du réseau bus et l'amélioration des maillages piétons cycles vers les gares dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC Zone Commerciale Nord (ZCN). Par ailleurs, le projet ZCN améliore également l'attractivité de la gare de Mundolsheim en réservant une emprise pour un parking relai sur le site « Actinord ». L'Eurométropole propose de compléter l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) ZCN pour intégrer ces éléments.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Zone commerciale Nord (ZCN)
CRA_013	il doit être veillé à la mise en cohérence entre l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) et le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements par rapport aux remarques formulées par la Région relatives, en particulier, à sa réserve sur la création de nouvelles haltes ferroviaires (exemple en page 134 relative à l'OAP des deux rives : la nouvelle halte ferroviaire du Port du Rhin est citée).	L'Eurométropole propose de changer l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Deux Rives en précisant que « la halte ferroviaire du Port du Rhin pourra être étudiée après l'horizon 2030 ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remarque intégrée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Deux Rives
ASTUS_001	Concernant la création d'une nouvelle ligne structurante de transport reliant Bischheim, Schiltigheim et Strasbourg via la route de Brumath, le mode de transport n'est pas défini alors que la délibération du conseil communautaire du 12 juillet 2013 parle de la création d'une ligne de tramway sur fer pour relier le centre de Strasbourg aux communes du nord. Dans une seconde phase, au-delà de 2020, il n'est pas encore acquis que cette nouvelle ligne aille à terme jusqu'à Vendenheim et le futur pôle d'échange multimodal de la gare.	La délibération du conseil communautaire du 18 décembre 2015 a adapté le phasage et précisé que les communes nord seraient desservies en « site propre ». L'Eurométropole propose d'actualiser le Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements suite à la délibération du 18 décembre 2015.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Actualisation du Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements suite à la délibération du 18 décembre 2015.
Als_Nat_002	Nous demandons que la proposition d'un vrai parking relais soit étudiée sur cet axe Krafft/Strasbourg au niveau campus ou environ.	L'Eurométropole propose de préciser dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements la possibilité d'étudier la réalisation d'un parking-relais sur l'axe Krafft-Strasbourg.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements sur la possibilité d'étudier la réalisation d'un parking-relais sur l'axe Krafft-Strasbourg.
	Prise en compte de l'arrêté de déclaration d'utilité publique pour le projet multimodal de l'axe A351/RN4, 24 mai 2016, sur les communes d'Oberschaeffolsheim, Wolfisheim, Eckbolsheim et Strasbourg.			Inscription et modification d'emplacements réservés sur les communes concernées.
PPA / DDT	La DDT demande un complément et une mise à jour des données du diagnostic de l'habitat qui apparait dans le rapport de présentation, en y intégrant les enseignements du bilan 2015 du Programme Local de l'Habitat (PLH).	Les éléments du bilan 2014 du Programme local de l'habitat (PLH) sont intégrés dans le Tome 4 du rapport de présentation du PLU, dans les chapitres « Explication des choix retenus pour établir le PADD » et « Exposé des motivations des OAP et POA ». En conséquence, l'Eurométropole de Strasbourg propose de mettre à jour le rapport de présentation avec les éléments du bilan 2015 du Programme local de l'habitat (PLH)	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour du Tome 4 du rapport de présentation du PLU avec les éléments du bilan 2015 du Programme local de l'habitat (PLH)
PPA / DDT	La DDT demande une amélioration de la visibilité des emplacements réservés pour mixité sociale (ERMS) et des servitudes de taille de logements en présentant une synthèse. La DDT propose de les citer et les cartographier, dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) par exemple.	La demande de la DDT concerne les Secteurs de mixité sociale (SMS) et les Servitudes de taille de logement (STL). En effet, les Emplacements réservés pour mixité sociale (ERMS) font d'ores et déjà l'objet d'une liste par commune, dans le document « Liste des emplacements réservés » du PLU. Pour répondre à la demande de la DDT, l'Eurométropole de Strasbourg propose d'intégrer une annexe récapitulative dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Habitat, à la suite des fiches territoriales. Cette annexe comprendrait : - une liste des SMS et STL par commune ; - une carte de localisation des SMS et STL à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration d'une annexe récapitulative dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Habitat, à la suite des fiches territoriales. Cette annexe comprend : - une liste des Secteurs de mixité sociale (SMS) et Secteurs de taille de logement (STL) par commune ; - une carte de localisation des SMS et STL à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg.
PPA / DDT	Au total, 844 ha permettent de proposer, sur la base d'un ratio moyen de 60 logements à l'hectare, un potentiel foncier pour un peu plus de 55 000 logements, avec donc une marge de manœuvre pour tenir compte des difficultés réelles de mise en œuvre. La DDT indique que cette marge de manœuvre semble sous estimée, dans la mesure où elle ne prend pas en compte le fait que la production de logement peut également s'opérer sans consommation foncière.	Afin de clarifier les explications dans le PLU concernant la consommation foncière en terme d'habitat (et notamment en terme de marge de manœuvre par rapport à l'objectif des 45 000 logements), l'Eurométropole de Strasbourg propose de compléter le rapport de présentation au niveau des chapitres suivants : « Explications des choix retenus pour établir le PADD », « Exposé des motivations des OAP et POA », « Exposé des motivations du règlement », « Calibrage des zone AU ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Clarification des explications dans le PLU concernant la consommation foncière en terme d'habitat (et notamment en terme de marge de manœuvre par rapport à l'objectif des 45 000 logements) en complétant le rapport de présentation au niveau des chapitres suivants : « Explications des choix retenus pour établir le PADD », « Exposé des motivations des OAP et POA », « Exposé des motivations du règlement », « Calibrage des zone AU ».
PPA / Autorité environnementale	L'autorité environnementale indique que l'absence d'intégration des potentiels résultant de la mutation des secteurs urbains existants et des possibilités existant dans les zones d'activités actuelles, conduit à une surconsommation d'espace. Elle recommande d'intégrer les potentiels de densification et de renouvellement dans le calcul des besoins de surface en extension.	Idem réponse DDT ci-dessus.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Idem modifications ci-dessus
PPA/SCOTERS	Le SCOTERS souligne que le PLU affiche comme objectif dans le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) la diversification des formes d'habitat afin de « proposer une offre d'habitat suffisante et diversifiée pour tous ». Cet objectif s'inscrit dans les orientations du SCOTERS, confirmé en 2012 lors de la modification n°2. Il conviendrait de mentionner l'orientation du SCOTERS qui fixe à 25% minimum la part de logements intermédiaires à produire dans le de développement de l'urbanisation.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de mentionner le SCOTERS dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Habitat, fiches action n°4 « Mobiliser et optimiser le foncier nécessaire » et n° 5 « Développer une offre diversifiée en logements » (fixer à 25% minimum la part de logements intermédiaires à produire dans le de développement de l'urbanisation).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mention du SCOTERS dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Habitat, fiches action n°4 « Mobiliser et optimiser le foncier nécessaire » et n° 5 « Développer une offre diversifiée en logements ».
EP-FPI	« ARTICLE 2.5 – Création de zones « SMS » à mixité sociale : Les catégories de logements doivent être définies. En l'occurrence, il est seulement fait référence à la notion de « logement locatif social », ce qui ne correspond pas, en tant que tel, à une notion juridiquement définie. Des difficultés d'interprétation et d'application, ainsi que des risques contentieux, pourraient en découler. Nous proposons de lister les catégories de logements considérés comme du logement social pour l'application de cet article. (...) La liste des emplacements réservés pour mixité sociale, figurant en fin du document 7, intitulé « Liste des emplacements réservés », recense 14 ERMS. Comme pour la remarque précédente, il est seulement fait référence à la notion de « logement locatif social », ce qui ne correspond pas, en tant que tel, à une notion juridiquement définie. Sur ce point encore, des difficultés d'interprétation et d'application, ainsi que des risques contentieux, pourraient en découler. Nous proposons de lister les catégories de logements considérés comme du logement social pour l'application de cet article. »	Concernant la définition de catégories de logements pour les Secteurs de mixité sociale (SMS) et les emplacements réservés de mixité sociale (ERMS), l'Eurométropole de Strasbourg propose de préciser la notion de logement locatif social dans le règlement écrit (comme dans le Programme d'orientations et d'actions Habitat) : « Les logements locatifs sociaux tels que définis et comptabilisés par la loi SRU / Duflot ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Pour les Secteurs mixité sociale (SMS), précision de la notion de logement locatif social dans le règlement écrit (comme dans le Programme d'orientations et d'actions Habitat) : « Les logements locatifs sociaux tels que définis et comptabilisés par la loi SRU / Duflot ». Pour les ERMS, précision de la notion de logement locatif social dans la liste des ERMS (Liste des emplacements réservés), (comme dans le POA Habitat) : « Les logements locatifs sociaux tels que définis et comptabilisés par la loi SRU / Duflot ».
EP-Région Grand Est	Avec une production de plus de 45 000 logements sur la durée du PLU (soit 3000 logements par an), il est question d'engager un renouvellement de l'assiette foncière existante à hauteur de 30%. Les moyens pour parvenir à cette restructuration de la « ville sur la ville » ont un enjeu important qui nécessite de prévoir dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) du projet de PLU une information pédagogique du grand public ciblée, tant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg qu'auprès des territoires voisins.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de compléter la fiche 13 du Programme d'orientations et d'actions (POA) « Mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique de l'habitat dans le projet de territoire », en intégrant des éléments relatifs à l'information du grand public (extraits du 4ème Programme local de l'habitat et de son évaluation).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Fiche 13 du Programme d'orientations et d'actions (POA) « Mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique de l'habitat dans le projet de territoire » complétée en intégrant des éléments relatifs à l'information du grand public (extraits du 4ème Programme local de l'habitat et de son évaluation).
Avis - Ville de Strasbourg (+ FPI)	Adaptation du dispositif réglementaire Secteur de mixité sociale (SMS), afin de le rendre pleinement efficient	Le dispositif réglementaire Secteur de mixité sociale (SMS) sera précisé, afin de permettre son application à l'échelle des projets dans le cas d'opérations d'aménagement d'ensemble (lotissement, ZAC, etc.). Il est également proposé de préciser que ce dispositif s'appliquera uniquement en cas de création de logements	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision sur le dispositif réglementaire Secteur de mixité sociale (SMS) afin de permettre son application à l'échelle des projets dans le cas d'opérations d'aménagement d'ensemble (lotissement, ZAC, etc.). Précision que ce dispositif s'applique uniquement en cas de création de logements.
PPA - DDT	La DDT demande que les cartes relatives au Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), approuvé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2014, soient actualisées au sein de l'état initial de l'environnement	Afin de mettre à jour l'état initial de l'environnement (EIE), la partie relative au SRCE (texte et cartographie p185 à 187) peut être reprise pour : - remplacer la cartographie p 188 par celle du SRCE adopté ; - mettre à jour le paragraphe concerné pour préciser que le SRCE a été approuvé le 22 décembre 2014.	Sans commentaire.	Complément à l'état initial de l'environnement dans le sens demandé.

PPA - DDT	La DDT souhaite que l'importance de la contrainte liée à la Zone de Protection Stricte (ZPS) du hamster commun soit rappelée au sein de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « secteur entrée Nord, route d'Entzheim », à Geispolsheim	Pour plus de lisibilité vis-à-vis des porteurs de projet, il est proposé de préciser au sein des Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) portant sur les ex-périmètres ZPS, le principe suivant : « l'urbanisation du secteur peut être conditionnée à l'obtention préalable d'une dérogation accordée après avis du Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN) ».Cette proposition pourrait concerner les OAP suivantes : - le secteur entrée Nord, route d'Entzheim, à Geispolsheim ; - les bas-coteaux à Blaesheim ; - l'entrée Est à Blaesheim.	Dans l'attente de nouvelles dispositions, la proposition de l'Eurométropole aura le mérite de rappeler cette contrainte.	Les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) concernées sont complétées pour préciser que l'urbanisation du secteur est conditionnée au respect des dispositions réglementaires visant la protection du hamster commun qui sont en vigueur au moment de la délivrance des autorisations du droit des sols. Rapport de présentation : précisions apportées dans les parties concernées, sur la décision d'annulation du Conseil d'Etat du 15 avril 2016 et du nouveau dispositif règlementaire en cours
PPA - DDT	La DDT recommande de prévoir un recul d'au moins 10 m par rapport au haut de la berge pour les projets de pistes cyclables le long des cours d'eau, afin d'éviter les demandes ultérieures de consolidation de berges qui pourraient intervenir pour éviter l'affaissement de la piste dans le cours d'eau	L'Eurométropole de Strasbourg comprend l'intention poursuivie par la DDT qui est louable. Néanmoins, plutôt que de fixer une règle qui fige une distance par rapport aux berges, il est proposé d'avoir une approche qualitative de cette question au sein de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Trame Verte et Bleue (TVB), en la complétant de la manière suivante à la page 55 : « Les aménagements de cheminements actifs devront être conçus et s'implanter en tenant compte du fonctionnement hydrologique et de la nature géologique des sols aux abords des cours d'eau"».	La commission d'enquête est favorable à la nouvelle rédaction proposée par l'Eurométropole de Strasbourg	Complément écrit à l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Trame verte et bleue (TVB), avec l'intitulé proposé dans la réponse de l'Eurométropole ci-contre
PPA - DDT	La DDT indique que le PLU ne prévoit aucune opération d'urbanisation sur les terrains classés en « forêt de protection », et épargne le plus souvent les terrains boisés. Elle rappelle néanmoins que les projets impactant des espaces boisés devront, avant leur réalisation, obtenir une autorisation de défrichement	Outre les dispositions du PLU, les projets doivent respecter les mesures exigées au titre d'autres législations. Les dispositions inscrites au sein du projet de PLU, au regard du code de l'urbanisme, n'exemptent pas les projets du respect des obligations et procédures fixées par le code de l'environnement, notamment. Les projets impactant potentiellement l'environnement, du fait de leur ampleur ou de la sensibilité du site feront l'objet, en fonction de leur spécificité, de dossier Loi sur l'Eau, d'étude d'impact, d'étude d'incidence Natura 2000 ou encore de demande d'autorisation de défrichement. Ces éléments pourraient être rappelés au sein du rapport de présentation et de l'évaluation environnementale.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément d'explication dans la partie I de l'évaluation environnementale, sur le respect des différentes législations, au-delà du PLU.
PPA - DDT	La DDT demande que le règlement des zones A et N soit modifié pour préciser que les constructions et extensions limitées ne sont autorisées qu'à condition qu'elles soient nécessaires à l'activité agricole, pour les secteurs de zone A2, A3, N1 et N2.	La demande de la DDT correspond à la vision de l'Eurométropole quant à la mise en œuvre des dispositions de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (2.2 du PADD pages 36 et suivantes). Afin de clarifier le dispositif réglementaire concernant la nature des extensions autorisées au sein des secteurs de zone A2, A3 et N1, il est proposé de compléter le règlement de la manière suivante : -- page 110 : « 3.1. et 4.2. : une extension mesurée des constructions existantes, à condition d'être nécessaires et liées à une activité agricole et à condition de ne pas exposer les biens et les personnes supplémentaires à un risque technologique ou naturel. » -- page 117 : « 2. : Dans le secteur de zone N1, sont admis les installations légères d'une superficie maximale de 20m², à condition d'être liées ou nécessaires à une activité agricole ou de correspondre à un usage pédagogique en faveur de la protection et de la découverte de la nature ; ces installations ne sont autorisées que sous réserve d'être compatible avec la vocation naturelle de la zone et de ne pas entraver son bon	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément apporté au règlement écrit, en zone A2 et N1 dans l'esprit proposé par l'Eurométropole.
PPA - DDT	Concernant les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), la DDT demande que la liste des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) (p. 185) et l'état initial de l'environnement (p. 110) soient mis à jour. Par ailleurs, elle demande de reporter les PPRT sur le plan risques	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à la demande de mise à jour de la liste des SUP et de l'état initial de l'environnement suite à l'adoption des différents PPRT sur son territoire. Afin de rendre lisible les deux niveaux de réglementation, il est proposé de faire mention de l'existence d'un plan des SUP au plan « risque » en complément de la mention faite par ailleurs au règlement écrit (page 3 du règlement).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour de l'état initial de l'environnement et des SUP. Mention ajoutée au "plan risques" devenu "plan vigilance".
PPA - DDT	La DDT demande que les périmètres de dangers existants au niveau du Port autonome de Strasbourg, à Vendenheim et à Schiltigheim soient reportés au plan « risques » et au plans de zonage, tels qu'ils ont été transmis dans le cadre du porter à connaissance « risques technologiques ».	Compte tenu des enjeux de sécurité publique, il conviendrait toutefois de : -- mettre à jour le « plan risques » suite à l'institution de la servitude d'urbanisme sur le site Heineken à Schiltigheim, en date du 2 février 2015 ; -- s'assurer que les périmètres figurant d'ores et déjà au « plan risques » correspondent à ceux figurant dans le PAC "Risques technologiques" transmis par les services de l'Etat.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour du "plan risque" devenu "plan vigilance"
PPA - DDT	Concernant la prise en compte du risque d'inondation, la DDT demande que soit reporté au plan « risques », l'aléa « inondation » tel que modélisé dans le cadre de l'élaboration en cours du PPRI	Dans l'attente de l'approbation du PPRI courant 2017, l'Eurométropole est favorable à cette demande. Elle permettra une information plus lisible de l'aléa aux porteurs de projet et permettra une meilleure prise en compte du principe de précaution.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour du "plan risque" devenu "plan vigilance" avec les aléas inondation par submersion (débordement des cours d'eau) et les systèmes d'endiguement tels que portés à la connaissance par les services de l'Etat en date du 24 avril 2015.
PPA - DDT	La DDT indique que le dossier doit faire l'objet d'actualisation concernant le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) du district Rhin. La demande de la DDT porte plus spécifiquement sur : -- le calcul des bandes d'arrière-digue à l'article 1.7 du règlement (p10) -- la cartographie de crues et de risques du Territoire à Risque Important (TRI), figurant dans l'état initial de l'environnement (pages 91 à 96)	Cette demande répond à la même orientation du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) que la remarque précédente sur la problématique « Inondation ». Il est ainsi proposé d'y donner suite. La définition des bandes d'arrière-digue ayant été faite dans le cadre des travaux de la DDT sur le PPRI en cours d'élaboration, il est proposé de reporter ces bandes inconstructibles au « plan risques », au même titre que l'aléa « inondation » par submersion. Par ailleurs, il est proposé de supprimer la mention de calcul de la bande d'arrière-digue et de compléter l'alinéa 7 de l'article 1 du règlement - Dispositions applicables à toutes les zones - de la manière suivante : « Dans une bande de sécurité située à l'arrière des digues, telle que définie au plan « risques », les opérations d'aménagement d'ensemble, les constructions et les installations sont interdites dans l'attente de l'approbation du projet de PPRI de l'Eurométropole (prescrit le17 janvier 2017). » Concernant la cartographie des risques du TRI : les cartographies présentes en pages 91 à 96 de l'état initial de	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour de l'état initial de l'environnement avec les cartes TRI. Evolution des dispositions réglementaires concernant l'arrière des systèmes d'endiguement.
PPA - DDT	La DDT demande de revoir la rédaction des articles portant sur la prise en compte de l'aléa inondation au sein du règlement et de certaines orientations d'aménagement et de programmation (OAP).	Ainsi, il est proposé de faire évoluer les alinéas 6 de l'article 1 et 16 et 17 de l'article 2 de la partie « Dispositions applicables à toutes les zones » du règlement écrit de manière à fixer des prescriptions spéciales pour assurer la sécurité publique, en vertu de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme comme par exemple : -- conditionner les opérations d'aménagement d'ensemble à l'approbation du PPRI ; -- n'autoriser les constructions et extension qu'en zone d'aléa faible à moyen à condition de respecter des mesures constructives qui tiennent compte du caractère inondable des terrains.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Evolution du règlement écrit concernant la prise en compte de l'aléa inondation.
PPA - DDT	La DDT demande aussi de reclasser certaines zones du PLU pour mieux prendre en compte le risque « inondation » dans les communes de La Wantzenau, Fegersheim, Geispolsheim, Strasbourg et Vendenheim.	Les évolutions suivantes du zonage du PLU sont proposées : La Wantzenau : - réduction de la zone UXb1 à l'Est du site de Lanxess - réduction de la zone IIAUX à l'entrée Sud de la commune qui est concernée par un aléa fort. Geispolsheim : - réduction du zonage UE1 au niveau de la Fondation Elisa pour exclure la partie du site identifiée en aléa fort. Strasbourg : - réduction de la zone UD1 au profit d'une zone UE1, au niveau du stade du Bruckhof, interdisant ainsi les logements ; - maintien du zonage UD1 au nord de la route du Rhin. Le PLU conditionnant l'urbanisation en aléa fort à l'adoption du PPRI, c'est ce dernier qui viendra fixer les règles de construction.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle précise que les zones IIAU, réserve foncière, peuvent demeurer en l'état dans l'attente de l'approbation du PPRI.	Modification du zonage sur les secteurs suivants : La Wantzenau : - réduction de la zone UXb1 à l'Est du site de Lanxess - réduction de la zone IIAUX à l'entrée Sud de la commune et ajustements/définition de zone U sur le foncier déjà bâti. Geispolsheim : - cf. tableau communal Strasbourg : - réduction de la zone UD1 au profit d'une zone UE1, au niveau du stade du Bruckhof, interdisant ainsi les logements.
PPA - Autorité Environnementale	Le rapport présente, par domaine environnemental, les perspectives d'évolution de l'environnement, mais sans indiquer vraiment de tendances d'évolution de la situation environnementale du territoire en fonction des pressions qui s'y exercent. Le rapport ne comporte donc pas de véritable scénario environnemental de référence montrant l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet de PLU, ce qui rend difficile l'identification des leviers que peut mobiliser le document d'urbanisme	Les perspectives d'évolution du territoire « au fil de l'eau » sont précisées dans l'état initial de l'environnement, thématique par thématique. Elles sont synthétisées dans les tableaux thématiques de la partie « incidences notables prévisibles et mesures envisagées » de l'évaluation environnementale. Afin de gagner en lisibilité et en exhaustivité, il est proposé de rappeler les pages de l'état initial de l'environnement dans chaque tableau thématique de l'évaluation environnementale. Il est proposé de mettre davantage en évidence, au sein de l'évaluation environnementale, le principe de suivi, d'évaluation et de mise en œuvre du PLU et, le cas échéant, la possibilité de faire évoluer les outils réglementaires si ces derniers ne devaient pas permettre d'atteindre les objectifs inscrits dans les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Ajout d'un chapitre dans la partie I de l'évaluation environnementale, rappelant les principaux leviers du PLU permettant de mettre en œuvre les objectifs du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ainsi que les possibilités de les faire évoluer dans le cadre du suivi du PLU, si nécessaire
PPA - Autorité Environnementale	Les enjeux environnementaux jugés prioritaires par l'autorité environnementale dans le cadrage de 2012 sont cités, mais le rapport indique également d'autres enjeux sans hiérarchisation. D'après le dossier soumis, l'autorité environnementale considère les quatre enjeux, à savoir les risques naturels et technologiques, les risques chroniques ayant des conséquences pour la santé, la préservation des espaces agricoles et naturels et la préservation de la biodiversité	Si cela s'avèrerait nécessaire, l'évaluation environnementale pourrait être complétée sur ces aspects pour mettre davantage en avant les enjeux environnementaux prioritaires, même si cette demande de l'autorité environnementale ne relève pas d'obligation réglementaire	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réorganisation de la partie I de l'évaluation environnementale et ajout d'un nouveau chapitre qui rappelle et précise la manière dont le PLU intègre les quatre enjeux environnementaux prioritaires.

PPA - Autorité Environnementale	L'Autorité environnementale indique que l'état initial de l'environnement pourrait être complété par les éléments suivants : --□ l'identification des 9 obstacles à l'écoulement des cours d'eau, à rendre franchissables : --□ les cartes relatives au SRCE, mises à jour ; --□ l'identification de tous les secteurs présentant un enjeu pour le crapaud vert et une carte plus précise des sites de la commune d'Ostwald ; --□ l'identification et la localisation des secteurs susceptibles d'être densifiés pour les activités ; --□ l'ajout d'une carte localisant les espèces végétales patrimoniales ; --□ l'ajout d'une carte relative aux concentrations moyennes annuelles en PM 2,5 ; --□ la mise à jour des données concernant le PGRI suite à son adoption le 30 novembre 2015.	L'Eurométropole est en mesure de répondre à ces demandes de compléments à l'état initial de l'environnement, en fonction des éléments dont elle dispose. Ainsi, il est proposé de compléter l'état initial de l'environnement, à titre d'information, avec : --□ la carte d'orientation n°3 du SRCE approuvé (planche 7) qui définit les objectifs de maintien ou de remise en bon état de la fonctionnalité des éléments de la trame verte et bleue du SRCE et localise les obstacles à l'écoulement des cours d'eau sur le territoire ; --□ la carte d'orientation n°2 du SRCE approuvé (planche 7) qui précise les éléments de la trame verte et bleue à l'échelle de l'agglomération --□ les cartes disponibles sur les PM 2, 5 --□ la mise à jour des éléments demandés par l'Autorité environnementale concernant le PGRI. Afin d'améliorer la lisibilité de la prise en compte des espèces protégées par le projet de PLU, il est proposé de détailler le tableau n°29 « espèces » (p133 et 134) et de bien distinguer le crapaud vert du hamster commun au sein de cette partie de l'évaluation environnementale.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Compléments apportés à l'état initial de l'environnement sur les thématiques mentionnées, suivant les données disponibles. Ajustements de forme de l'évaluation environnementale dans le tableau "espèces" notamment.
PPA - Autorité Environnementale	L'autorité environnementale (AE) remarque que le rapport comporte une analyse rigoureuse des incidences, thématique par thématique , complétée par une analyse localisée pour les zones revêtant une importance en matière d'environnement. Cependant elle regrette l'absence d'une synthèse claire des incidences sur l'environnement.	En lien avec la remarque de l'AE sur la hiérarchisation des enjeux ci-avant, il est proposé de compléter l'évaluation environnementale par une synthèse des incidences sur les 4 enjeux majeurs identifiés par l'AE, dans l'esprit de la première partie de la présente note.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réorganisation de la partie I de l'évaluation environnementale et ajout d'un nouveau chapitre qui rappelle et précise les incidences du PLU sur l'environnement.
PPA - Autorité Environnementale	L'analyse des incidences sur les zones revêtant une importance pour l'environnement est cependant limitée à celles générées par des secteurs ou des emplacements réservés d'une surface minimale de 4 ha, sans explication sur le choix de ce seuil.	Le seuil de 4 ha permet d'évaluer les incidences de manière proportionnée au regard de l'importance du territoire et des enjeux portés par chaque projet. Les projets de taille inférieure sont traités à l'échelle globale, thématique par thématique dans le chapitre III de l'évaluation environnementale. Si cette approche ne devait pas apparaître suffisante, il peut être envisagé de vérifier si les secteurs de taille plus réduites présentent de forte sensibilité environnementale. Le cas échéant, une analyse des incidences pourrait être faite pour les sites concernés.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Le chapitre des incidences sur les zones revêtant une importance pour l'environnement est complété avec les zones de moins de 4 ha, dès lors qu'elles sont concernées par l'une des 6 thématiques environnementales retenues dans ce chapitre.
PPA - Autorité Environnementale	Le rapport ne précise pas non plus l'intensité des incidences du PLUi sur l'environnement. Par ailleurs, les incidences sur l'environnement, qui sont quantifiées dans l'analyse thématique, ne le sont pas dans l'analyse des incidences sur l'environnement sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement.	Dans certains cas, pour améliorer la lisibilité de cette prise en compte, il est envisageable d'apporter des précisions rédactionnelles. Par exemple, pour le secteur du Jésuitenfeld à Strasbourg, il peut être précisé dans les incidences positives, que l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) permet de « préserver une zone humide fonctionnelle » plutôt que «préserver une grande part des terres agricoles ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Des précisions sont apportées dans certains cas, dans l'esprit de la réponse de l'Eurométropole.
PPA - Autorité Environnementale	L'autorité environnementale recommande d'intégrer dans le dossier les dernières informations relatives à l'aléa inondation (notamment celles transmises par l'Etat en avril 2015) et de réexaminer la délimitation des zones urbaines ou à urbaniser pour mieux rendre en compte les risques liés à cet aléa et aux coulées d'eaux boueuses (notamment les nouveaux contours d'aléas, les dispositions du PGRI). Les dispositions des articles 1 et 2 du règlement applicable à toutes les zones seront à modifier en conséquence.	NB : reprend en partie des éléments déjà traités dans la réponse DDT Il est proposé de mettre à jour l'évaluation environnementale sur ces aspects, au regard de l'avancement du PPRI, avant l'approbation du PLU et des évolutions du dispositif réglementaire proposées en réponse à l'avis de la DDT et de l'Autorité environnementale.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Ajustement du tableau thématique "risques naturels" dans l'évaluation environnementale.
PPA - Autorité Environnementale	L'autorité environnementale recommande de réexaminer la délimitation des zones urbaines et ou à urbaniser pour mieux prendre en compte les risques liés aux coulées d'eaux boueuses.	Il est proposé de compléter le rapport de présentation du PLU soumis à enquête publique pour mieux expliquer la démarche relative à cette thématique. Par ailleurs, afin de renforcer le dispositif existant, il pourrait être précisé dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) des secteurs concernés que « les espaces de transition entre les milieux agricoles ouverts et l'urbanisation devront être conçus de manière à réduire la vulnérabilité de la zone au regard des risques potentiels de coulées d'eaux boueuses ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément apporté aux justifications concernant la prise en compte des coulées d'eaux boueuses.
PPA - Autorité Environnementale	Remarque sur les enjeux sanitaires liés à l'exposition de la population à la pollution atmosphérique	La démarche de l'Eurométropole en matière de prise en compte des enjeux liés à la qualité de l'air est décrite ci-avant (partie C – 4.2). Il est proposé de compléter l'évaluation environnementale avec ces éléments. De plus, dans le cadre de l'évaluation environnementale, il convient de préciser que « les modélisations de trafic routier, ont pris en compte les augmentations de population et également l'amélioration de l'offre en transport en commun ». Les points méthodologiques sont précisés en pages 6 et 7 de l'évaluation environnementale, qui pourrait être complétée dans sa version définitive par les éléments ci-dessous. L'évaluation environnementale du PLU s'est appuyée sur les modélisations effectuées dans le cadre de l'élaboration du PDU en 2009. PLU et PDU partagent les mêmes objectifs, tant démographiques qu'en termes de déplacements. Les analyses se sont donc basées sur une augmentation de la population de l'ordre de 50.000 habitants à l'horizon 2030 et son report sur les différents axes de circulation de l'Eurométropole actuels et futurs. Il est d'ailleurs à noter que malgré l'augmentation démographique des dernières années, les trafics routiers sont en baisse.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Compléments apportés à l'évaluation environnementale, sur la base des explications ci-contre.
PPA - Autorité Environnementale	Remarque sur les enjeux liés aux sites et sols pollués	Cette remarque est traitée au travers de la partie ci-avant (cf. partie C – 4.1), portant sur la prise en compte des sites et sols pollués au sein du PLU. Comme indiqué dans cette partie, il est proposé d'amender la partie analyse des incidences notables prévisibles de l'évaluation environnementale, pour clarifier la démarche de la collectivité. Par ailleurs, pour compléter le dispositif réglementaire, la liste des sites concernés par des mesures restrictives, qui figure au règlement écrit, pourrait être complétée avec les éléments de la base de données dont dispose l'Eurométropole, laquelle a été actualisée depuis l'arrêt du PLU en novembre 2015.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Compléments d'explications dans la partie I de l'évaluation environnementale, sur la démarche de la collectivité dans la prise en compte des sites et sols pollués. Evolution du plan "vigilance" pour intégrer les nouvelles données en matière de sites et sols pollués.
PPA - Agence Régionale de Santé	Dans le sous-paragraphe « La sécurisation de la ressource en eau potable », il est indiqué : « Un nouveau captage, le champ captant de Plobsheim, … a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 03/09/2014. La réalisation de ce captage est susceptible d'entrainer des risques pour le milieu naturel ». Il conviendrait de modifier et de compléter cette phrase en indiquant que « La réalisation de ce captage étant susceptible d'entrainer des incidences pour le milieu naturel, elle s'accompagnera d'aménagements et de mesures visant à supprimer, compenser et réduire ces incidences ».	Les éléments demandés par l'ARS apportent des précisions. A ce titre, il est proposé de les intégrer à l'état initial de l'environnement, comme le souhaite l'ARS.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Correction apportée à l'état initial de l'environnement tel que demandé.
PPA - Chambre d'Agriculture de la Région Alsace	La CARA regrette que l'enjeu agricole ne soit quasiment pas relevé dans les justifications des choix de localisation des zones AU.	Il peut être envisagé de préciser ces éléments dans le rapport de présentation	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément apporté dans l'évaluation environnementale concernant l'impact du PLU sur les terres agricoles (dans la partie I, et dans l'identification de toutes les zones inférieures à 4 ha, dans les tableaux des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement).
PPA - Chambre d'Agriculture de la Région Alsace	La CARA suggère d'éviter l'utilisation, dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Trame Verte et Bleue, de photographies de sites d'exploitation reconnaissables pour illustrer les bonnes et mauvaises pratiques.	L'Eurométropole est favorable à cette demande, il est possible de modifier le document dans le sens demandé.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression des photos concernées dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Trame verte et bleue (TVB)
PPA - Chambre d'Agriculture de la Région Alsace	La CARA suggère que le chapitre 5.4.1. concernant la préservation du hamster commun soit complété en faisant mention des bâtiments agricoles et sorties d'exploitation.	La constructibilité agricole dans la ZPS relève d'un régime particulier d'instruction. Des compléments peuvent être apportés sur ce sujet.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg.	Complément écrit apporté à l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Trame verte et bleue (TVB) dans le sens demandé.
PPA - Chambre d'Agriculture de la Région Alsace	Le CARA demande que dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « coteaux Ouest » soit prise en compte l'existence d'une activité agricole et de plusieurs bâtiments à l'extrémité des coteaux (ferme Ernwein et magasins de produits fermiers Hopla) et de permettre leur maintien et leur développement dans le respect des enjeux liés à ce secteur.	L'Eurométropole propose de corriger le figuré sur Hopla dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) coteaux Ouest, en indiquant « exploitation agricole et activités liées à l'agriculture de proximité » et non pas « secteur à vocation dominante de sport et de loisirs à optimiser », tel que cela figure au PLU arrêté.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle précise que le site Hopla représente une activité valorisante qui, avec une meilleure intégration, peut parfaitement s'intégrer dans l'espace naturel.	Complément écrit et au schéma de principes de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Coteaux Ouest", identifiant spécifiquement le site Hopla comme une activité agricole de proximité et précisant les principes d'intégration paysagère.

PPA - Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg souhaite que soit établi un bilan des surfaces des zones naturelles qui seront urbanisées, en plus de celles prévues dans les documents d'urbanisme actuels, et celle qui ne le seront plus. Ils insistent, à cet égard, pour que l'équilibre entre espaces verts et zones urbanisées soit respecté dans l'Eurométropole. Il préconise que puisse être suivi, outre les évolutions des affectations (habitat, activités économiques et mixtes), la consommation d'espaces naturels.	Il peut être envisagé de compléter le rapport de présentation concernant les enjeux de modération de la consommation foncière, notamment avec les différentes explications données dans la présente note.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration d'un chapitre spécifique dans la partie I de l'évaluation environnementale, rappelant et précisant les enjeux de modération de la consommation foncière.
EP - Alsace Nature	Les prescriptions contenues dans le règlement au paragraphe 3 de l'article 1 du titre II « dispositions applicables à toutes les zones « concernant les espaces contribuant aux continuités écologiques », qui s'inscrivent principalement en zone agricole et naturelle, n'appellent pas d'observation (les nouvelles constructions et installations, ainsi que l'extension des constructions existantes étant interdites) à l'exception de la disposition concernant les opérations prévues en emplacement réservé. Les superficies concernées par les emplacements réservés ne peuvent pas, à notre sens, être couvertes par la trame. On ne peut pas protéger un espace puis annoncer qu'il pourra être construit. Pour ne citer qu'un exemple, l'opération Neu34 concernant l'emplacement réservé pour le projet de desserte sud du Port est recouverte par la trame espace contribuant aux continuités écologiques, ce qui est contradictoire. Le paragraphe 4 de l'article 13 du titre II autorise dans la trame susvisée l'abattage et le défrichement sous certaines conditions. Cela veut-il dire que le défrichement est interdit pour les cas non visés quelle que soit la superficie ? La disposition 12 de l'article 2 du titre II du règlement admet dans les	L'Eurométropole entend la remarque d'Alsace Nature concernant la superposition des trames "espaces contribuant aux continuité écologiques" et emplacements réservés pour des opérations; Elle propose à ce titre de supprimer les trames "Espaces contribuant aux continuités écologiques" impactés par des emplacements réservés pour création / réaménagement d'infrastructures routières. Sur les dispositions réglementaires s'appliquant aux espaces contribuant aux espaces contribuant aux continuités écologiques, il est proposé de compléter l'article 13 pour préciser les cas où l'abattage, la coupe ou le défrichement est autorisé. Il est confirmé que les occupations et utilisations du sols (OUS) autorisées dans les espaces repérés comme "espaces plantés à conserver ou à créer" sont les seuls autorisés. Le dispositif a pour objectif d'autoriser les OUS qui correspondent à l'usage des espaces de jardins privés et espaces verts publics, tout en les préservant d'un changement d'affection. L'alinéa 12 de l'article 2 du titre II s'appliquent quelque soit le classement de la zone dans laquelle l'espace identifié comme tel se situe, puisque le titre II vise les dispositions applicables à toutes les zones.	La commission d'enquête ne s'est pas positionnée sur ces demandes.	Modifier le règlement graphique pour exclure des emprises des emplacements réservés dédiés aux infrastructures routières, les espaces identifiés en "espaces contribuant aux continuités écologiques". Modifier le règlement écrit pour préciser les règles applicables dans les trames "Espaces contribuant aux continuités écologiques", à l'article 13 des "dispositions applicables à toutes les zones".
EP - Alsace Nature	Alsace Nature demande de précisions sur les chiffres concernant les zones humides.	Il a été constaté une erreur dans le chiffre qui est mentionné comme résultat de l'addition des zones AU concernées par des zones humides ordinaires dégradées, page 123. Il ne s'agit pas de 344 ha mais de 353 ha. Cette erreur d'écriture sera corrigée. Toutefois, cela est sans incidence sur le calcul global des zones humides impactées (73 ha + 353 ha), qui donne bien un résultat de 426 ha.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Les chiffres relatifs aux zones humides figurant dans les justifications et l'évaluation environnementale ont été mis à jour, sur la base de la dernière version du règlement graphique, tel qu'il figure dans le dossier d'approbation du PLU.
EP - Alsace Nature	Alsace Nature s'interroge si les zones humides urbanisées, mais dont la fonctionnalité serait améliorée feront tout de même l'objet de compensation par ailleurs ? Elle s'interroge également sur les raisons pour lesquelles certaines zones humides dites patrimoniales ne sont pas prises en compte dans ce système d'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) en citant l'exemple de la Robertsau.	Concernant le premier point, la rédaction de l'évaluation environnementale pourrait être revue de manière à préciser l'intention portée par le PLU, à savoir : préserver certains espaces présentant des sensibilités environnementales au sein des projets urbains (ex de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du Jésuitenfeld à Strasbourg). D'une manière générale, les zones IIAU ne comportant pas d'OAP du fait qu'il s'agit de réserves foncières à moyen/long pour lesquelles des principes d'aménagement ne peuvent être définis précisément à ce jour. Comme indiqué ci-dessus et précédemment dans la partie I.A., certaines OAP qui intègrent des principes de préservation de zones humides pourraient être intégrées au projet de PLU à approuver (Ex. Zone d'activités du Ramelplatz, à Reichstett).	La commission d'enquête ne s'est pas positionnée sur ces demandes.	Précisions apportées dans l'évaluation environnementale sur les zones concernées. Complément apporté avec l'intégration des zones de moins de 4 ha dans l'analyse des zones revêtant une importance pour l'environnement.
EP - Observations de portée générale	A.1.a. Le développement d'une métropole durable	Ces éléments se retrouvent au sein de rapport de présentation – Tome 4 – partie 1.4 – page 15 notamment. Cette partie du rapport de présentation pour être reprise pour mettre en avant le principe d'impact minimal sur l'environnement.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Ajout d'un chapitre dans la partie I de l'évaluation environnementale, rappelant l'impact du PLU sur l'environnement
EP - Observations de portée générale	A.1.b. Modération de la consommation foncière	Cette obligation est inscrite à l'article L153-38 du Code de l'Urbanisme qui stipule : « Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. » Il est proposé de compléter le rapport de présentation avec ces éléments.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Ajout d'un chapitre dans la partie I de l'évaluation environnementale, rappelant cette disposition règlementaire.
EP - Observations de portée générale Alsace Nature	A.1.c1. Préservation et remise en bon état des continuités écologiques	Concernant les trames graphiques « Espaces contribuant aux continuités écologiques » (ECCE) et « Espaces plantés à conserver ou à créer » (EPC). Suite à plusieurs observations formulées lors de l'enquête publique, l'Eurométropole de Strasbourg peut soit : - compléter dans le rapport de présentation les explications sur le choix des outils et prescriptions règlementaires retenus, et notamment le choix de ne plus recourir aux Espaces boisés classés (EBC) (tome 4, pièce 1.6, pages 187 et suivantes) ; - étudier la possibilité d'inscrire des EBC sur les principaux réservoirs de biodiversité à l'échelle de l'agglomération.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément d'explications apportées aux justifications des différentes trames graphiques règlementaires, notamment le choix de ne plus recourir aux espaces boisés classés.
PPA - DDT	La DDT indique qu'il conviendrait de classer les terrains nécessaires pour l'exploitation des futurs forages géothermiques à Eckbolsheim en zone IAUX constructible, sans qu'il soit nécessaire de faire évoluer le PLU.	Par arrêté du 14 octobre 2015, le Préfet autorise et règlemente l'ouverture des travaux miniers de forages géothermiques, de stimulation hydraulique des puits et de tests sur le ban de la commune d'Eckbolsheim. La société Fonroche Géothermie est titulaire de cette autorisation. Afin de permettre la mise en œuvre de cet arrêté, il est proposé de reclasser les terrains nécessaires de zone IIAUX en zone IAUXb1.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des terrains nécessaires de zone IIAUX en zone IAUXb1.
PPA - DDT	La DDT indique qu'il conviendrait de classer les terrains nécessaires pour l'exploitation des futurs forages géothermiques à Eckbolsheim en zone IAUX constructible, sans qu'il soit nécessaire de faire évoluer le PLU.	Par arrêté du 14 octobre 2015, le Préfet autorise et règlemente l'ouverture des travaux miniers de forages géothermiques, de stimulation hydraulique des puits et de tests sur le ban de la commune d'Eckbolsheim. La société Fonroche Géothermie est titulaire de cette autorisation. Afin de permettre la mise en œuvre de cet arrêté, il est proposé de reclasser les terrains nécessaires de zone IIAUX en zone IAUXb1.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des terrains nécessaires de zone IIAUX en zone IAUXb1. Ajout d'une disposition règlementaire permettant d'autoriser les constructions destinées à la production d'énergie en UXB1 et IAUXb1.
PPA - SCOTERS	Les objectifs de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « critères de localisation préférentielle du commerce » et de l'OAP métropolitaine « Baggersee » s'inscrivent dans les orientations de la modification n°3 du SCOTERS. Leur expression pourrait se faire dans les mêmes termes, pour en faciliter la mise en œuvre.	Les orientations programmatiques de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) concernant la ZAC Baggersee seront modifiées, afin de reprendre la sémantique du volet commercial du SCOTERS pour ce secteur et de l'OAP « Critères de localisation préférentielle du commerce ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réécriture des orientations programmatiques de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) métropolitaine Baggersee avec les mêmes termes que le volet commercial du SCOTERS et de l'OAP "Critères de localisation préférentielle du commerce".
PPA - Kehl	Dans le tome 1 et tome 2, l'affirmation que les échanges avec l'Ortenau restent faibles n'est pas correcte et doit être revue. De même, l'affirmation que le potentiel pour une meilleure coopération se trouverait dans le faible taux de chômage et la population vieillissante de l'Ortenau est insuffisante.	Des corrections seront apportées dans les documents visés.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Correction de l'affirmation.
CM Mundolsheim CM Vendenheim CM Lampertheim INT_0377_PLU INT_0394_PLU	Demande de prendre en compte les procédures de modification des POS / PLU dont les enquêtes publiques se sont déroulées en parallèle de la procédure d'arrêt du PLU de l'Eurométropole.	Dans un souci de cohérence et de transparence vis-à-vis des intervenants lors des enquêtes publiques sur les POS / PLU, il est proposé de compléter le dossier de PLU arrêté pour prendre en compte les conclusions des commissaires enquêteurs sur les procédures de modification des POS /PLU actuellement en vigueur. Ainsi, il est proposé d'intégrer les réserves et recommandations des commissaires enquêteurs sur les quatre procédures au PLU à approuver.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration des réserves et recommandations de la commission d'enquête sur les quatre procédures de modification sur les POS/PLU en vigueur au PLU à approuver. Modification de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Zone commerciale Nord (ZCN) pour intégrer : - les enjeux d'entrée de ville - Loi Barnier - le long de l'A4 et de la RD263, au sud de la ZCN ; - les principes d'insertion dans le site et de transition avec le quartier des Perdrix ; - les principes d'aménagement inscrits dans l'Orientation d'aménagement du PLU communal concernant le secteur Actinord, à Lampertheim. Modification du règlement graphique pour fixer une hauteur maximale des constructions à 10m HT sur la zone IAUXd "Actinord" à Lampertheim.

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Bischheim		CM Bischheim	La commune de Bischheim demande de modifier les dispositions réglementaires d'un secteur délimité du centre-ville (cf. extrait du plan de zonage ci-dessous) dans le but de favoriser sa réhabilitation. Ce projet de requalification nécessite de réduire les normes de place de stationnement (une place de stationnement par logement maximum), la part des espaces verts et paysagers, de modifier les règles d'implantation en limite séparative, augmenter l'emprise au sol des bâtiments et ne pas imposer des espaces plantés en pleine terre.	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à la demande de la ville de Bischheim pour la création d'un secteur de zone UD1 avec une diminution des normes de stationnement pour cette zone à place de stationnement / logement.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création un secteur de zone UD1.
Bischheim		CM Bischheim	La commune de Bischheim demande de modifier les dispositions réglementaires d'un secteur délimité du centre-ville (cf. extrait du plan de zonage ci-dessous) dans le but de favoriser sa réhabilitation. Ce projet de requalification nécessite de réduire les normes de place de stationnement (une place de stationnement par logement maximum), la part des espaces verts et paysagers, de modifier les règles d'implantation en limite séparative, augmenter l'emprise au sol des bâtiments et ne pas imposer des espaces plantés en pleine terre.	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à la demande de diminution des normes de stationnement pour le secteur de zone UAB1 à 1 place de stationnement / logement.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Dans le règlement écrit, sur la carte figurant à l'article 12 dans les dispositions applicables à toutes les zones (p.18), reclassement du secteur de zone UD1 en zone II (aplat violet). Modification de la carte dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) déplacements.
Bischheim		CM Bischheim	Demande que le secteur non bâti entre la rue de l'Aigle et le canal de la Marne au Rhin (59 ares), classé en UCB2, soit réglementé de façon à n'y autoriser qu'une opération d'aménagement d'ensemble et non de permettre les opérations au coup par coup.	L'Eurométropole est favorable à cette demande qui nécessite le reclassement des parcelles concernées de UCB2 en zone à urbaniser IAUB au plan de zonage. Afin de garantir la cohérence d'ensemble de cette opération d'aménagement, il est proposé de conditionner son urbanisation à un« seuils d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser »).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement de la zone UCB2 en IAUB et ajout de la zone IAUB dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Seuils d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser" (carte n°1 p.100) afin que le secteur de zone soit aménagé d'un seul tenant (aplat violet).
Bischheim		CM Bischheim	Demande d'intégration du terrain situé rue Poincaré, actuellement classé en zone UXb4 dans la zone UD2, conforme à sa vocation.	La vocation du secteur de zone UXb4 situé rue Poincaré est réservée pour des activités artisanales et industrielles. Or un nouveau projet urbain, à vocation essentiellement d'habitat, à dores et déjà été autorisé. Le permis de construire a été délivré sur la base du POS actuel pour la réalisation d'immeubles d'habitation. Le projet est en cours de réalisation. Ce terrain doit donc être reclassé en un zonage qui correspond à sa destination, c'est-à-dire en un secteur de renouvellement urbain UD2. L'Eurométropole est favorable au reclassement, au plan de zonage, de cette zone en UD2 conforme à sa vocation d'habitat.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement de la zone UXb4 en UD2 (projet de renouvellement urbain à vocation d'habitat
Bischheim		CM Bischheim	Demande d'inscription de deux emplacements réservés, au bénéfice de la ville, sur les terrains cadastrés section 1 parcelles 201, 293, 222, 200 et 207, afin de permettre la réalisation de locaux scolaires annexes, d'un espace vert et d'un équipement à vocation socio-éducative.	Le quartier Canal a été inscrit récemment dans le quartier prioritaire de la politique de la ville Canal-Guirbaden. Dans ce cadre, les équipements du quartier se verront renforcés pour assurer le bon fonctionnement du quartier et de la commune. L'Eurométropole est favorable à l'inscription de ces deux emplacements réservés au plan de zonage pour des équipements publics au bénéfice de la commune : - un ER pour des locaux scolaires annexes et espace vert, rue des Sapins (parcelles cadastrées section 1 n°201, 293, 222, 200) - un ER pour un équipement à vocation socio-éducative, à l'angle de la rue des Sapins et de la rue du Noyer (parcelle cadastrée section 1 n°207). Ils seront également intégrés à la liste des emplacements réservés.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription de deux emplacements réservés (ER) au plan de zonage pour des équipements publics au bénéfice de la commune : - un ER pour des locaux scolaires annexes et espace vert, rue des Sapins (parcelles cadastrées section 1 n°201, 293, 222, 200) - un ER pour un équipement à vocation socio-éducative, à l'angle de la rue des Sapins et de la rue du Noyer (parcelle cadastrée section 1 n°207),
Bischheim		BIS_0007_PLU	Demande de suppression d'un espace planté à conserver ou à créer.	La construction récente d'une maison en second rang sur l'arrière de cette parcelle n° 159 n'apparaît pas au plan de zonage car les fonds de plan n'ont pas encore été mis à jour par le cadastre. Il n'y a donc plus lieu de maintenir l'« espace planté à conserver ou à créer », inscrit au plan de zonage qui vise à préserver le fond de parcelle sous forme d'espace végétalisé, de jardin contribuant au maintien de la nature en ville sur l'arrière de cette parcelle. L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à la suppression de l'« espace planté à conserver ou à créer » sur la parcelle n° 159 afin d'être cohérent avec la réalité du terrain. Cependant, elle maintient cette protection sur les autres fonds de parcelles qui constituent un espace de respiration jouant un rôle dans la circulation de l'air au niveau local et qui participent à l'amélioration de la qualité du cadre de vie des habitants. Ces fonds de parcelles végétalisées assurent une transition paysagère entre les maisons individuelles donnant sur la route de Brumath et les immeubles collectifs à l'arrière.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la trame "espace planté à conserver ou à créer" sur la parcelle 159
Blaesheim		CM Blaesheim	Demande la réduction, jusqu'à la marge de recul le long de l'Ehn, de « l'espace planté à conserver ou à créer » situé section 47 parcelles 347 et 348 inscrit au plan de zonage afin de ne pas compromettre l'installation de locaux techniques, notamment, à proximité de la salle des fêtes.	Il est envisageable de réduire la trame « espace planté à conserver ou à créer » inscrite au plan de zonage du PLU dans la mesure où la majeure partie des parcelles appartient d'ores et déjà à la collectivité qui dispose des moyens pour maîtriser son les évolutions de ce secteur. Il est donc envisagé de supprimer la trame « espace planté à conserver ou à créer » et de la maintenir uniquement dans l'épaisseur de la marge de recul inscrite le long de l'Ehn, sur une profondeur de 15 mètres à partir des berges, garantissant ainsi le traitement paysager et végétal des berges de l'Ehn.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Maintien de la trame « espace planté à conserver ou à créer » uniquement dans l'épaisseur de la marge de recul inscrite le long de l'Ehn, sur une profondeur de 15 mètres à partir des berges
Blaesheim		PPA-DDT PPA-DREAL	Demande de revoir à la baisse les zones AU à l'Est et au Nord du village se situant dans le périmètre de la Zone de Protection Stricte du hamster commun (cf. arrêté ministériel du 6 août 2012). NB : Cet arrêté ministériel a été annulé en Conseil d'Etat le 15 avril 2016. Signaler dans les deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) « Bas-Coteaux » et « Entrée Est », la contrainte que les secteurs ne pourront être urbanisés sans l'obtention préalable d'une dérogation accordée après avis du Comité National de Protection de la Nature.	Concernant les deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) il est envisageable d'y préciser la contrainte liée à la protection « Hamster » pour permettre au futur lotisseur de prévoir les délais adaptés à cette contrainte.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée à la contrainte liée à la protection « Hamster » dans les deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) « Bas-Coteaux » et « Entrée Est ».
Blaesheim		PPA-SCOTERS	Demande de revoir la densité de logements dans les deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) « Bas-Coteaux » et « Entrée Est ». Au lieu de 20 logements/ha, Blaesheim étant ciblée comme une commune « proche de l'espace métropolitain », elle doit tendre à un objectif de densité de 30 à 35 logements/ha.	Pour être compatible avec la modification n°2 du SCOTERS (volet foncier) qui fixe des objectifs de densité par niveau d'armature urbaine, la phrase concernant l'objectif densité de 20 logements/ha doit être supprimée dans les deux OAP suivantes : « Bas-Coteaux » et « Entrée Est ». En outre, les dispositifs réglementaires du PLU (Zonage, règlement, OAP) sont de nature à permettre et garantir le niveau de densité souhaité par le SCOTERS	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la phrase concernant la densité dans les deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) « Bas-Coteaux » et « Entrée Est ».
Blaesheim		BLA_0105_PLU	Que signifie l'extension en largeur de la route départementale n°161 qui longe notre propriété sur toute la longueur, pourquoi 15m de largeur alors que 200m plus loi la route n'a plus qu'une largeur permettant à peine le croisement de 2 voitures ? Est-ce juste une prévision ou y a-t-il déjà le calendrier pour une réalisation devant se faire prochainement ?	L'emplacement réservé BLA 8 prévoit l'élargissement de la RD161 à 15m. Il semble nécessaire de rectifier le tracé de cet emplacement réservé en le calant par rapport à l'axe de la voie. Il est donc proposer de corriger cette erreur matérielle à corriger sur le plan de zonage.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Recalage de l'emplacement réservé BLA 8 par rapport à l'axe de la voie
Eckbolsheim	ZAC Jean Monnet	CM Eckbolsheim	Demande que soit fixée une hauteur maximale de 18 m au faitage, au lieu de 20 m HT, dans la ZAC Jean Monnet	L'Eurométropole est favorable à cette demande. Cette norme est celle qui était précédemment en vigueur, et elle reste compatible avec le contenu programmatique de la ZAC.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la hauteur graphique dans la zone IAUB : 18mHT au lieu de 20mHT

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Eckbolsheim	Ouest de la commune	CM Eckbolsheim	Demande l'inscription d'un Secteur de Mixité Sociale (SMS) rue des Champs, avec un taux majoré de 40 % de logements sociaux pour toute opération d'aménagement	L'Eurométropole est favorable à cette demande d'inscription d'un secteur de mixité sociale, rue des Champs, avec un taux majoré de 40 % de logements sociaux pour toute opération d'aménagement sur ce secteur, classé en UCB2, pouvant être urbanisé à court/moyen terme, indépendamment de la zone IIAU des « Portes de la Bruche », dont l'urbanisation est prévue à plus long terme.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'un SMS n°6 au plan de zonage, dans la zone UCB2 rue des Champs (parcelles 401, 403, 405, 407).
Eckbolsheim	Parc Naturel Urbain	CM Eckbolsheim	Demande la mise en cohérence des deux Parcs Naturels Urbains (PNU) d'Eckbolsheim et Strasbourg	L'Eurométropole prend acte de la demande de la commune de « revoir le tracé de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) coteaux » et de modifier les ER ECK 53 et ECK 26. Si ces modifications sont réalisables – en droit en opportunité - dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLU, l'Eurométropole y est favorable. En tout état de cause, le travail d'amélioration du PLU peut passer par sa modification ultérieure.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification des parcelles concernées par l'emplacement réservé EKB 53
Eckbolsheim	Fonroche	PPA DDT	Demande de classer en zone IAUX les terrains concernés par le projet géothermique le long de la RD 63. Le classement actuel ne permet pas les constructions et installations qui seront nécessaires pour l'exploitation des futurs forages. Ces terrains doivent être constructibles, de manière à ce qu'il ne soit pas nécessaire de faire évoluer le PLU préalablement	L'Eurométropole propose de donner suite à la demande de la Préfecture du Bas-Rhin. Les terrains classés en réserve foncière à vocation d'activité (IIAUX) situés le long de la RD 63, seront reclassés en un secteur de zone permettant la réalisation d'opération d aménagement à vocation d'activité (IAUX). Cette position est cohérente avec les arrêtés délivrés par la Préfecture	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une zone IAUXb1 à la place de la zone IIAU actuelle, à l'Ouest de la RD63 (projet Fonroche). Ajout d'une disposition règlementaire permettant d'autoriser les constructions destinées à la production d'énergie en UXB1 et IAUXb1.
Eckbolsheim	Rue Schott	Remarque EP commune Eckbolsheim	Matérialisation d'un pan coupé sur l'emplacement réservé EKB 26, pour faciliter la circulation des camions de collecte des déchets.	La collectivité confirme que les points soulevés sont des erreurs matérielles et propose donc de les corriger.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Le pan coupé n'est finalement matérialisé que dans l'angle Nord-est (au Sud Ouest il impacterait une construction).
Eckwersheim	Rue des Fleurs/rue de l'Ecluse	CM Eckwersheim	Demande que le secteur situé entre la rue des Fleurs et la rue de l'Ecluse (zone IIAU) soit préservé de toute urbanisation	L'Eurométropole n'a pas d'opposition quant à cette demande communale. La commune d'Eckwersheim dispose de réserves foncières (zone IAU et IIAU en façade Est du village, zone centrale à proximité de l'école), qui permettent de répondre aux objectifs de développement de la commune, notamment en termes de nombres de logements à produire. Le déclassement de la zone IIAU en N, entre la rue des Fleurs et la rue des Ecluses, ne porte pas atteinte à cet objectif général de développement qui est visé	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Déclassement de la zone IIAU en N1, et ajustement du trait de la limite entre les zones urbaines U et la nouvelle zone N1 créée. Suppression du tracé de principe de voie traversant cette zone.
Eckwersheim	Bruehl	PPA-CARA	Demande d'extension de la zone A6 (GAEC du Bruehl) à l'Est du village	L'Eurométropole est favorable à cette demande, répondant aux besoins de l'exploitation concernée. En outre, l'extension demandée n'étend pas la zone agricole constructible en direction du village	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Extension de la zone A6 au plan de zonage
Eckwersheim	rue des Jardins	EP-EKW_002_PLU	Demande de modification de l'emplacement réservé EKW19	L'emplacement réservé EKW19 est destiné à l'élargissement de la rue des Jardins. Il est issu du POS d'Eckwersheim et visait la desserte d'une zone d'urbanisation future, non reprise dans le PLU de l'Eurométropole. Ainsi, considérant la suppression de la zone d'urbanisation future, l'emplacement réservé EKW19 n'est plus nécessaire, et peut être supprimé.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé EKW 19, rue des jardins au plan de zonage. Implique la renumérotation des ER sur cette commune.
Eckwersheim	Rue des Fleurs	EP-EKW_0013_PLU	Demande que les parcelles 247-248-249-250 soient passées pour partie en A4 et l'autre en N8. Partie en A5 pour construction d'une bergerie.	Au regard de la proximité de la zone IAUA2, l'Eurométropole est favorable au classement des parcelles 249 et 250 (situées le plus à l'Est par rapport au village) en A4 (zone agricole constructible sans élevage). Cette proposition permet de reconnaître la vocation agricole de cet espace. Sur cette base, le développement d'une activité d'élevage pourra être autorisé via une procédure ultérieure d'évolution du PLU une fois approuvé, une fois un projet validé par la commune. Cette réponse s'inscrit dans le même esprit que celles faites aux interventions similaires sur les zones agricoles constructibles, mais dont la collectivité n'a pas connaissance de projet à ce jour, sur la commune.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration des parcelles 249 et 250 en zone A4
Entzheim	RD400/RD392	CM Entzheim	Demande le retrait des emplacements réservés qui ont été supprimés dans la modification n°5 du POS d'Entzheim	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à cette demande de mise à jour, suite à la réalisation des travaux liés aux emplacements réservés suivants : - Suppression de l'emplacement réservé ENT 19 (création d'une piste cyclable bidirectionnelle (emprise variable), longeant le côté sud du giratoire avec la RD400 (bénéficiaire : Eurométropole de Strasbourg). - Suppression d'une partie de l'emplacement réservé ENT 20 (création d'une piste cyclable le long de la RD392 (bénéficiaire : Département du Bas-Rhin). Décaler la partie restante de l'emplacement réservé le long de la RD392.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression des emplacements réservés mentionnés.
Entzheim	A35	CM Entzheim	Demande l'ajout d'une trame d'espace contribuant aux continuités écologiques, dans la continuité de celui de la commune de Geispolsheim, le long de la limite Sud de l'A35	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à cette demande, qui conforte les objectifs poursuivis par l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de ce secteur	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément apporté à la trame "espace contribuant aux continuités écologiques" au plan de zonage
Entzheim	Espace agricole au sud du village	CM Entzheim	Demande la modification du périmètre de la zone A3 au Sud du village	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à cette demande qui va dans le sens d'une adaptation aux besoins spécifiques de l'activité concernée (et qui est similaire à la demande formulée par la CARA). Cette adaptation n'augmente pas la surface globale de la zone A3 concernée	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du périmètre de la zone A3 au plan de zonage
Entzheim	A35	PPA-CARA	Préciser dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) intercommunale Entzheim-Geispolsheim « A35 » s'il s'agit d'un projet porté par la collectivité	Il s'agit bien d'un projet porté par la collectivité puisque l'emplacement réservé ENT22 inscrit sur le plan de zonage et dans la liste des emplacements réservés est destiné à l'acquisition du foncier pour mener à bien la création d'espaces végétalisés contribuant aux continuités écologiques. La précision peut effectivement être apportée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) en complément. Il est également proposé de préciser le titre de cette OAP intercommunale de la façon suivante : « Aménagements paysagers aux abords de l'A35 » afin d'en clarifier la vocation	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du texte et du titre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) intercommunale nommée initialement "A35"
Entzheim	Espace agricole limitrophe à Holtzheim	EP- Commune d'Entzheim STG_0162_PLU	Demande que la zone classée A6 en limite Sud-est du ban de Holtzheim, et situé à l'Est de l'échangeur de la route départementale 221, soit reclassée en zone A4 qui exclut l'activité d'élevage source de nuisances. Demande également que la superficie de cette zone soit réduite en intégrant la totalité de la parcelle 137 dans la zone A1 limitrophe.	Cette zone A6 est liée à un éventuel besoin de relocalisation d'une exploitation agricole existante, dans le centre du village de Holtzheim. Ce choix est réalisé en concertation avec la Chambre d'Agriculture de la Région Alsace. L'Eurométropole de Strasbourg propose de réduire le périmètre de la zone A6 tel que demandé, en reclassant la parcelle n°137 en zone A1. Cela éloigne la limite de la zone A6 d'environ 400 mètres par rapport à la limite Nord-est de la zone d'activités. Le zonage A6 est toutefois maintenu afin de pouvoir répondre aux besoins de l'exploitation concernée, dans le cas d'une éventuelle relocalisation	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du périmètre de la zone A6 au plan de zonage sur le ban communal de Holtzheim
Entzheim	RD221	PPA - Conseil Départemental	Modifier le bénéficiaire de l'emplacement réservé ENT 23 (Eurométropole de Strasbourg)	Mettre l'emplacement réservé ENT 23 au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Emplacement réservé ENT 23 mis au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg
Eschau	Rue de la Mésange	CM-Eschau	Demande la création d'un emplacement réservé rue de la Mésange en vue de la création d'une zone de stationnement le long de la voie publique d'une largeur de 5 mètres sur la parcelle cadastrée section 4 n°28.	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à cette demande de création d'emplacement réservé au bénéfice de la commune pour une zone de stationnement	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un emplacement réservé rue de la mésange pour une aire de stationnement le long de la voie publique d'une largeur de 5 mètres sur la parcelle cadastrée section 4 n°28 - Bénéficiaire : commune

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Eschau		CM-Eschau	Demande la modification de la fiche « Territorialisation du PLU » dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) Habitat – partie échéancier 2017-2019 concernant la production de logement. A écrire en ce sens « La commune d'Eschau priorise la création de logements dans la rue des Fusiliers Marins (parcelles communautaire et communale section 3 n°14-15-16-17) pour environ 30 logements et la 2ième tranche de la rue des Erables – terrain des anciens ateliers –espaces verts section 29 n°178-181 pour environ 20 logements ». Il est demandé également de supprimer la partie concernant le développement de la zone IAUB rue du Docteur Pierre Schmidt qui sera décalé dans le temps.	La fiche « Territorialisation du PLU » portant sur la commune d'Eschau indiquera de façon précise l'échéancier des projets à venir (2017 – 2019), en lien avec les priorités d'urbanisation fixés par la commune.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Indication dans le Programme d'orientations et d'actions (POA) habitat, sur la fiche « Territorialisation du PLU » portant sur la commune d'Eschau de façon précise l'échéancier des projets à venir (2017 – 2019), en lien avec les priorités d'urbanisation fixées par la commune.
Eschau	Ban communal	CM-Eschau	Demande de rajouter la trame « Espaces favorables aux continuités écologiques » à plusieurs endroits du ban communal.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite aux demandes de rajout de la trame « Espaces contribuant aux continuités écologiques », lorsque les espaces concernés répondent aux critères définis dans le PLU.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Rajouts de la trame « Espaces contribuant aux continuités écologiques »
Eschau	Rue de l'Industrie	CM-Eschau	Demande de réduire la trame « Espaces planté à conserver ou à créer » à l'arrière de la rue de l'Industrie.	Réduire la trame « Espace planté à conserver ou à créer » à l'arrière de la rue de l'Industrie	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de la trame « Espace planté à conserver ou à créer » à l'arrière de la rue de l'Industrie
Eschau	Rue des Fusiliers Marins	ESH_0001_PLU ESH_0013_PLU	Demande de reclassement des parcelles 41 et 86 - section 40 (UXD4) en secteur de zone UXD3	Reclasser les parcelles 41 et 86 - section 40 (UXD4) en secteur de zone UXD3	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des parcelles 41 et 86 - section 40 (UXD4) en secteur de zone UXd3
Eschau		ESH_0002_PLU	Demande d'inscription de la trame "espace planter à conserver ou à créer" sur la parcelle n°502 -section 32	Mettre une trame "espaces contribuant aux continuités écologiques" sur la parcelle n°502 -section 32	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'une trame "espaces contribuant aux continuités écologiques" sur la parcelle n°502 -section 32
Eschau	Nord Eschau	ESH_0012_PLU ILG_0018_PLU	Demande de modification de zonage sans le PLU concernant une partie de la parcelle n°35-169 et n°34-18, aux lieux-dits Gaegishort et Die Alte Hard en N3	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande d'agrandissement vers l'Est de la zone de loisirs N3 sur les parcelles limitrophes (au Nord d'Eschau)	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement d'une partie de la parcelle n°35-169 et n°34-18, aux lieux-dits Gaegishort et Die Alte Hard en zone N3
Eschau		ESH_0013_PLU ESH_0001_PLU	1-cf.ESH_0001_PLU 2-Demande de reclassement des parcelles 41 et 86 - section 40 (UXD4) en zone UXD3 3-Corriger l'erreur matérielle produite quant à la localisation de l'emplacement réservé (ER) ESC24 : L'emprise de la voie à créer entre la rue du Canal et la voie du lotissement St Trophime doit être raccord. Décaler d'environ 8 mètres l'emprise afin qu'elle soit située dans l'axe de la place de retournement du lotissement en cours de réalisation. Et l'ER ESC30 destiné à l'extension du cimetière sera donc légèrement diminué. 4-Il est demandé d'harmoniser à 6m les marges de recul tout le long de l'Ill. Idem concernant une marge de recul à l'entrée/sortie nord de l'agglomération RD222, à ce jour aucune marge n'existait. 5-Demande la correction d'une erreur matérielle de délimitation de la zone UA3 2d rue Stoskopf, la limite de zone a été décalée par rapport au POS (agrandie jusqu'à l'Ill), or avant la zone suivait la marge de recul. 6-Les emplacements réservés ESC32 et 33 rue de l'Arc en Ciel sont mal localisés : à recaler pour avoir une largeur de voie de 8 mètres à cette hauteur et l'amorce de voie p 7-Erreur matérielle concernant une continuité environnementale enlevée du plan en sect 8-Corriger l'erreur matérielle de la limite nord du secteur de zone UCA5 de la rue du Ca	1-cf.ESH_0001_PLU 2-Reclasser les parcelles 41 et 86 - section 40 (UXD4) en secteur de zone UXD3 + reclasser l'arrière du secteur en zone d'urbanisation future IAUXb2. Ce classement permettrait d'urbaniser le secteur par une opération d'aménagement d'ensemble, prévoyant l'organisation générale de la zone d'activités, et notamment les accès et voiries. Le seuil d'ouverture à l'urbanisation peut être fixé à 0,5 ha minimum, afin de prévoir un phasage de l'opération. 3-Recaler les ER ESH24 et ESH30 4-Propose de réduire à 6 m les marges de recul le long de l'Ill à Eschau, au niveau du secteur de la rue des pêcheurs (zone UCA5), dans les petites zones A2, A4 et N2, situées aux abords de l'Ill, en raison du bâti existant. Propose de mettre à jour la marge de recul le long de la RD 222 à l'entrée Nord, s'agissant d'une erreur matérielle. 5-Modifier la limite de la zone UA3. Celle-ci suivra la marge de recul, au niveau du n°2d rue Stosskopf. 6-Corriger l'erreur matérielle liée au tracé des emplacements réservés ESH32 et ESH33 7- Rajouter la trame "espaces contribuant aux continuités écologiques" sur les parcelles 8-Corriger l'erreur matérielle qui concerne la limite de zone nord UCA5 de la rue du Can	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	2-Reclassement des parcelles 41 et 86 section 40 (UXD4) en secteur de zone UXD3 + reclassement de l'arrière du secteur en zone d'urbanisation future IAUXb2 - le seuil d'ouverture à l'urbanisation est fixé à 0,5ha 3-Recalessement des emplacements réservés ESC24 et ESC30 4-Réduction à 6 m des marges de recul le long de l'Ill, au niveau du secteur de la rue des pêcheurs (zone UCA5), dans les petites zones A2, A4 et N2, situées aux abords de l'Ill. Mise à jour de la marge de recul le long de la RD 222 à l'entrée Nord 5-Modification de la limite de la zone UA3. Celle-ci suit la marge de recul, au niveau du n°2d rue Stosskopf. 6-Correction de l'erreur matérielle liée au tracé des emplacements réservés ESH32 et ESH33 7- Rajouter la trame "espaces contribuant aux constitués écologiques" sur les parcelles 159-158-157-154-153-152-224-223-113-114-111 etc. section 37 (si critères PLU respectés) 8-Corriger l'erreur matérielle de la limite nord du secteur de zone UCA5 de la rue du Canal de façon rectiligne, comme dans le POS actuel
Eschau	Nord Eschau	ILG_0018_PLU ESH_0012_PLU	Demande de reclassement de la parcelle section 54 n°89 en zone N3.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande de reclassement de la parcelle section 54 n°89 sur les communes d'Eschau et d'Illkirch-Graffenstaden en secteur de zone N3.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement de la parcelle section 54 n°89 , sur les communes d'Eschau et d'Illkirch-Graffenstaden, en secteur de zone N3.
Fegersheim	centre village	CM_Fegersheim	Demande d'intégrer le Périmètre de Protection Modifié (PPM) tel qu'approuvé par délibération du 14-12-2015.	Intégrer le PPM au plan des Servitudes d'Utilité Publique	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration du PPM au plan des Servitudes d'Utilité Publique
Fegersheim	centre village	CM_Fegersheim+FEG_0001_PLU, FEG_0002_PLU, FEG_0003_PLU, FEG_0005_PLU, FEG_0006_PLU, FEG_0007_PLU, FEG_00010_PLU, FEG_00011_PLU, FEG_00017_PLU	Demande d'inscription d'un Ensemble d'Intérêt Urbain et Paysager (EIUP) sur 5 secteurs de zone UAA1 et UB4	Inscrire un Ensemble d'Intérêt Urbain et Paysager (EIUP) sur 5 secteurs de zone UAA1 et UB4	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'un Ensemble d'Intérêt Urbain et Paysager (EIUP) sur 5 secteurs de zone UAA1 et UB4
Fegersheim	Rue Oberwiller	CM_Fegersheim	Demande de supprimer l'extrémité Ouest de l'Emplacement Réservé FEG25.	Supprimer l'extrémité Ouest de l'Emplacement Réservé FEG25.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'extrémité Ouest de l'Emplacement Réservé FEG25.
Fegersheim	rue Louis Pasteur	CM_Fegersheim	Demande de supprimer les ER FEG14 et FEG15 réalisés.	Supprimer l'ER FEG 14 effectivement réalisé.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé FEG 14 réalisé.
Fegersheim	Cimetière	CM_Fegersheim	Demande de reclasser le cimetière (en UB4) le long de la RD1083 en secteur de zone UE3.	Reclasser le cimetière (en UB4) le long de la RD1083 en secteur de zone UE3.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement du cimetière (en UB4) le long de la RD1083 en secteur de zone UE3.
Fegersheim	Sud-ouest du ban communal, Ouest de la voie ferrée.	CM_Fegersheim	Demande de créer une zone A5 à vocation agricole constructible pour l'élevage, au Sud-ouest du ban communal, à l'Ouest de la voie ferrée.	Envisager le reclassement d'une partie du secteur demandé en zone A5, en collaboration avec la commune de Fegersheim et la Chambre d'agriculture de la région Alsace.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement d'une partie du secteur demandé en zone A5.
Fegersheim	Château d'eau	CM_Fegersheim	Demande de réduire le périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Anciennes serres » à la zone à dominante d'habitat collectif. Supprimer le principe de voie à créer hormis celle reliant la rue P. Cézanne à la rue du Général De Gaulle. Renommer l'OAP « Château d'eau ». Fixer la densité à 60 logements/ha. Créer un secteur de zone UC6 avec une hauteur max de 5m à l'égout, sur la partie Nord jusqu'à la limite de la zone UB4. Sortir l'extrémité Nord de l'OAP qui sera rattachée à la zone UB4. Intégrer le reliquat d'habitat intermédiaire situé à l'Est de l'OAP à la zone UCA4.	Réduire le périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Anciennes serres » à la zone à dominante d'habitat collectif. Supprimer le principe de voie à créer hormis celle reliant la rue P. Cézanne à la rue du Général De Gaulle. Renommer l'OAP « Château d'eau ». Fixer la densité à 60 logements/ha. Créer un secteur de zone UC6 avec une hauteur max de 5m à l'égout, sur la partie Nord jusqu'à la limite de la zone UB4. Sortir l'extrémité Nord de l'OAP qui sera rattachée à la zone UB4. Intégrer le reliquat d'habitat intermédiaire situé à l'Est de l'OAP à la zone UCA4.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction du périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Anciennes serres » à la zone à dominante d'habitat collectif. Suppression du principe de voie à créer hormis celle reliant la rue P. Cézanne à la rue du Général De Gaulle. Renommage de l'OAP « Château d'eau ». Densité fixée à 60 logements/ha. Création d'un secteur de zone UC6 avec une hauteur max de 5m à l'égout, sur la partie Nord jusqu'à la limite de la zone UB4. Sortir l'extrémité Nord de l'OAP qui sera rattachée à la zone UB4. Intégrer le reliquat d'habitat intermédiaire situé à l'Est de l'OAP à la zone UCA4.
Fegersheim		CM_Fegersheim	Demande de préciser dans le règlement la notion d'accès comme étant la largeur laissée libre depuis la voie publique jusqu'aux bâtiments	Préciser dans le règlement la notion d'accès.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée dans le lexique du règlement à la notion d'accès.

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Geispolsheim Entzheim	A35	PPA - CARA	Préciser dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) intercommunale Entzheim-Geispolsheim «A35» s'il s'agit d'un projet porté par la collectivité.	Préciser que l'emplacement réservé GEI 1 au bénéfice de la commune de Geispolsheim, est destiné à l'acquisition du foncier pour mener à bien la création d'espaces végétalisés contribuant aux continuités écologiques. Il est également proposé de préciser le titre de cette Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) intercommunale de la façon suivante : « Aménagements paysagers aux abords de l'A35 ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "A35" : l'emplacement réservé GEI 1 est destiné à l'acquisition du foncier pour mener à bien la création d'espaces végétalisés contribuant aux continuités écologiques. Modification du titre de cette OAP : «Aménagements paysagers aux abords de l'A35».
Geispolsheim	Frange urbaine Ouest de Geispolsheim Gare	PPA - CARA	L'emplacement réservé GEI 41, prévu pour la création d'un écran végétal en frange urbaine Ouest de Geispolsheim Gare devrait être intégré à la zone urbaine.	L'Eurométropole de Strasbourg propose d'étendre la zone urbaine afin d'y intégrer l'emplacement réservé GEI 41.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration de l'emplacement réservé GEI 41 dans le secteur de zone urbaine adjacent.
Geispolsheim	Est de Geispolsheim Village	PPA - CARA	Propose la création d'un nouveau secteur de zone A5 à l'Est de Geispolsheim Village pour permettre à une exploitation d'élevage des ajustements au niveau des constructions existantes (extensions, mises aux normes, …)	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à cette demande afin de tenir compte de l'existant.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un nouveau secteur de zone A5 à l'Est de Geispolsheim Village.
Geispolsheim	Sud-ouest de Geispolsheim-Village	PPA - CARA	Demande la création d'un secteur de zone A3 au Sud-ouest de Geispolsheim-Village à proximité immédiate du secteur A4 existant afin de permettre l'adjonction de serres dans le cadre du développement et de la pérennisation des activités maraîchères existantes.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande en créant un secteur de zone A3 au Sud-ouest de Geispolsheim Village, à proximité immédiate du secteur A4.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un nouveau secteur de zone A3 au Sud-ouest de Geispolsheim Village.
Geispolsheim	Fondation Eliza	PPA - DDT	Reclasser en zone N le secteur situé en aléa fort d'inondation par submersion au Sud-ouest de la Fondation Eliza (classée en zone UE1).	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande de la DDT, en réduisant le zonage UE1 au niveau de la Fondation Eliza, afin d'exclure la partie du site identifiée en aléa fort d'inondation par submersion. En conséquence, la partie Sud-ouest du secteur, non bâtie, serait reclassée en zone N1.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction du secteur de zone UE1 (Fondation Eliza) au profit de la zone N1 pour tenir compte de l'aléa fort d'inondation par submersion.
Geispolsheim	Entrée Nord, Route d'Entzheim	PPA - DDT	Signaler dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Entrée Nord, Route d'Entzheim» que le secteur ne pourra être urbanisé sans l'obtention préalable d'une dérogation accordée après avis du Comité National de Protection de la Nature.	Préciser dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Entrée Nord Route d'Entzheim" la phrase suivante : « L'urbanisation du secteur est conditionnée au respect des dispositions réglementaires visant la protection du hamster commun qui sont en vigueur au moment de la délivrance des autorisations du droit des sols. »	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Entrée Nord Route d'Entzheim" à la phrase suivante : « l'urbanisation du secteur est conditionnée au respect des dispositions réglementaires visant la protection du hamster commun qui sont en vigueur au moment de la délivrance des autorisations du droit des sols. »
Geispolsheim	Geispolsheim gare	GEI_0001_PLU GEI_0013_PLU	Rendre constructibles les parcelles 669 et 671 section 47 et la parcelle 27 section 49	En accord avec la commune, l'Eurométropole de Strasbourg propose de reclasser la parcelle 671 dans la zone UCA, à condition de reclasser également les parcelles voisines 672 et 673 dans la même zone UCA. En revanche, il est proposé de maintenir la parcelle 27 en zone A.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des parcelles 671, 672 et 673 en secteur de zone UCA.
Geispolsheim	rue du Tramway	GEI_0002_PLU	Déplacer l'emplacement réservé GEI 5 du 2 au 6 rue du Tramway du côté opposé à savoir le 3 rue du Tramway qui est inhabitée à la date du 15/04/16.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande de déplacement de l'emplacement réservé GEI 5, élargissement de la rue du Tramway.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Recalage de l'emplacement réservé GEI5 du côté opposé de la rue du Tramway.
Geispolsheim	Nord-est du ban	INT_0268_PLU	Demande de supprimer l'ER GEI 36 (espace intercommunal aquatique)	L'emplacement réservé GEI 36 est destiné à la réalisation d'un équipement sportif intercommunal. L'inscription d'une piscine intercommunale est une erreur matérielle. L'Eurométropole de Strasbourg propose de corriger l'intitulé de la destination de cet emplacement réservé.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Correction de la désignation de l'emplacement réservé GEI 36 dans la liste des emplacements réservés : Création d'un équipement sportif d'intérêt communautaire - rue du Furet.
Geispolsheim	rue du tramway rue du Forlen	STG_0163_PLU	Plan de zonage n°3 – rue du Tramway : emplacement réservé GEI 5 partie à supprimer ou modifier. Concerne les parcelles Section 5 N°360, 334, 336, 338, 340 et 342. Supprimer la partie haute de cet ER afin de préserver le bâti existant ou bien de décaler cet ER vers les parcelles Section 5 n° 176, 152, 289 et 287 qui ne sont pas bâties. Plan de zonage n°2 – Rue Forlen : emplacement réservé GEI 84 à étendre afin de permettre la jonction entre les deux voies existantes (rue Forlen et prolongement de la rue des Imprimeurs). Concerne les parcelles Section 25 n° 67 à 75, 77 et 78	L'Eurométropole de Strasbourg propose de corriger les erreurs matérielles concernant les emplacements réservés GEI 5 et GEI 84.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Correction des emplacements réservés GEI 5 et GEI 84 sur le plan de zonage selon les plans fournis par la commune.
Geispolsheim	Fondation Eliza	STG_0189_PLU	Demande de reclassement d'une partie de la zone N1 pour permettre la réalisation d'un parking VL pour la Fondation Eliza, au Nord de la zone UE1.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à cette demande de reclassement pour la réalisation d'un parking VL dans la zone classée actuellement N1, qui borde la zone UE1 (Fondation Eliza).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement en secteur de zone N3 l'emprise nécessaire à la réalisation d'un parking VL pour la Fondation Eliza.
Geispolsheim	entre Geispolsheim Village et Gare	Erreur matérielle			La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la trame « Espace contribuant aux continuités écologique » sur une largeur de 40 m au niveau de l'Ehn, entre Geispolsheim Village et Gare (idem PLU de Geispolsheim), y compris sur les parcelles 179 et 180 (passage de la canalisation d'eau potable / champ captant de Plobsheim).
Hœnheim	Fontaine	CM Hœnheim	Demande de reclassement d'une partie du secteur agricole A1 en zone A5 permettant la création d'une zone maraîchère et verger école couvrant environ 12 ha avec tous ses équipements y compris une ferme pédagogique ainsi qu'une espace à classer en zone N6 à vocation de jardins familiaux sur une surface d'environ 4 ha.	L'Eurométropole est favorable au principe d'un projet agricole visant la mise en œuvre de circuit court et d'une production locale au sein du secteur de la Fontaine. D'après les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU, cet espace est identifié comme un secteur d'enjeux d'agglomération au sein duquel il peut notamment être favorisé l'agriculture de proximité (pages 26 et 27 du PADD). Néanmoins, à ce jour la demande de la commune intervient en amont de la définition du projet agricole et de sa localisation potentielle au sein de cet espace très vaste. Ainsi, l'Eurométropole ne souhaite pas y donner suite dès à présent, mais rappelle qu'il sera possible d'inscrire un zonage adapté, par évolution ultérieure du PLU, une fois un projet précis défini et localisé. Concernant la création d'un secteur dédié à des jardins familiaux, l'Eurométropole est favorable à cette demande. Ils répondent à une demande réelle de la population locale. Il est proposé de situer ce secteur à proximité du cimetière, en limite de ban avec Bischheim.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une zone N6 dans la zone N1 à proximité du cimetière en limite de ban avec Bischheim.
Hœnheim	Fontaine	CM Hœnheim	Demande de suppression des emplacements réservés HOE2 et HOE27 ainsi que de la liaison envisagée entre les deux emplacements réservés et de celle entre les ER HOE18 et HOE21, le classement de l'ensemble de ce secteur en zone agricole au PLU arrêté retire toute légitimité de maintien de ces emplacements réservés.	Il est proposé de donner suite uniquement à la suppression des emplacements réservés HOE2 et HOE27, ainsi qu'à celle du tracé de principe les reliant, qui s'inscrivent dans une logique Nord-Sud. Les autres emplacements réservés et tracés de principes devraient être maintenus conformément à l'objectif de l'Eurométropole de Strasbourg d'améliorer le fonctionnement des circulations Est-Ouest au sein des communes de première couronne Nord.	Recommandation n°9 : la commission d'enquête recommande d'approfondir l'étude de pertinence concernant le maintien des emplacements réservés HOE18, HOE21 et HOE27.	Suppression des emplacements réservés HOE2 ET HOE27 et du tracé de principes les reliant.
Hœnheim	Rue de la Ville	CM Hœnheim	Demande de suppression de l'emplacement réservé HOE7 dans la mesure où la desserte du secteur à vocation d'habitat que visait cet emplacement réservé a été réalisée.	Cette voirie a bien été réalisée, mais elle n'a pas fait l'objet d'une rétrocession pour être intégrée dans le domaine public. Il est ainsi proposé de maintenir l'emplacement réservé HOE7 dans l'attente de la rétrocession. Néanmoins, il a été constaté un décalage entre la rue réalisée et l'emprise de l'emplacement réservé au plan de zonage. L'Eurométropole propose donc de repositionner l'emplacement réservé HOE7 sur son périmètre exact.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Repositionnement de l'emplacement réservé HOE7 afin que son emprise corresponde à la rue réalisée (voirie n'a pas encore été rétrocédée dans le domaine public).

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Hœnheim	Hœnheim Gare	CM Hœnheim	Demande de prolongement de l'emplacement réservé HOE3 le long de la ligne ferroviaire Strasbourg-Lauterbourg sur l'enclave de la commune de Schiltigheim afin de permettre le débouché de cet emplacement réservé sur la route de la Wantzenau.	La demande de la commune vise l'emplacement réservé SCH1, inscrit sur le ban communal de Schiltigheim, dont l'intitulé est obsolète. Il est ainsi proposé de modifier l'intitulé et de préciser qu'il s'agit d'un accès à la plateforme multimodale. Le bénéficiaire de cette ER reformulé est également modifié et devient l'Eurométropole de Strasbourg.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de l'intitulé de l'emplacement réservé SCH1 "un accès à la plateforme multimodale", bénéficiaire est l'Eurométropole de Strasbourg.
Hœnheim	Rue des Tuileries	CM Hœnheim	Demande d'intégration au PLU de l'emplacement réservé A6 du POS actuel permettant la jonction future entre la rue des Tuileries et l'emplacement réservé HOE3.	L'emplacement réservé A6, figurant au POS actuel, est destiné à la réalisation d'une voie de jonction entre la rue des Tuileries, s'achevant en impasse, et la future voirie principale de desserte Est-Ouest (emplacement réservé HOE3 au PLU et A1 au POS actuel). L'Eurométropole est favorable à cette demande qui répond à une logique de bouclage du quartier concerné et permet de résorber le fonctionnement en impasse de la rue des Tuileries,	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réintégration de l'emplacement réservé A6 figurant au POS dans le PLU = HOE 29 "création d'une voirie assurant la jonction entre la rue des Tuileries et la future voirie principale de desserte Est-Ouest raccordée à la rue de la Fontaine" au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg. Ajustement de l'intitulé de l'emplacement réservé HOE4 = "amorce de voirie permettant la future desserte de la réserve foncière".
Hœnheim	Rue du cimetière	CM Hœnheim / HOE_0001_PLU	Demande de suppression de l'emplacement réservé HOE24, considérant que ce dernier empiète largement sur le cimetière de Hœnheim sis rue du Cimetière et que cette voie à sens unique n'a pas vocation à être élargie en l'état de son débouché sur la rue de la République.	L'emplacement réservé HOE24, visant à l'élargissement de la rue du Cimetière, prévoyait la mise en double sens de la rue concerné, ce qui justifiait les larges emprises programmées le long de la voie. A ce jour, la mise en double sens de circulation n'est plus envisagée car il s'agit d'une voie de desserte locale. Dès lors, l'élargissement de la voie n'est plus nécessaire. Il est ainsi proposé de supprimer l'emplacement réservé HOE24,	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé HOE24.
Hœnheim	Pole Automobile Bischheim / Hœnheim	CM Hœnheim	Demande de suppression de l'emplacement réservé HOE12, dans la mesure où l'accès au pôle automobile qu'il visait a été réalisé,	Si cette voirie a bien été réalisée, elle n'a pas fait l'objet d'une rétrocession pour être intégrée dans le domaine public. Il est ainsi proposé de maintenir l'emplacement réservé HOE12 dans l'attente de sa rétrocession. Néanmoins, il a été constaté un décalage entre la rue réalisée et l'emprise de l'emplacement réservé au plan de zonage. L'Eurométropole propose donc de repositionner l'emplacement réservé HOE12 sur son périmètre exact.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Repositionnement de l'emplacement réservé HOE12 sur l'emprise exacte de la voirie (voirie n'a pas encore été rétrocédée dans le domaine public).
Hœnheim	Rue du cimetière	CM Hœnheim / HOE_0002_PLU	Demande de suppression de la marge de recul de 25 m inscrite autour de l'ancien cimetière.	L'Eurométropole est favorable à la suppression de cette marge de recul héritée du POS actuel de la commune. En effet, une servitude d'utilité publique s'applique au droit du cimetière. C'est cette dernière qui gère le droit des sols dans ce périmètre.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la marge de recul de 25 m autour du cimetière situé au centre de la commune.
Hœnheim	Route de Brumath	CM Hœnheim	Demande de modification de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « secteur à l'arrière de la route de Brumath » car la desserte à partir de la rue de Souffelweyersheim, située à Bischheim, n'est pas compatible avec le gabarit de la voie. L'OAP pourrait intégrer un accès réservé strictement aux véhicules de secours par cette même voie.	Au regard de la configuration actuelle de la rue de Souffelweyersheim qui est étroite, l'Eurométropole n'est pas opposée à cette demande. L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) en question pourrait être revue en précisant que la desserte de l'opération sera assurée par la rue Anatole France. Un accès pompier sera aménagé au sud du projet afin de permettre l'accès des secours depuis la rue de Souffelweyersheim.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "secteur à l'arrière de la route de Brumath" : la desserte de l'opération sera assurée par la rue Anatole France et un accès pompier sera aménagé au sud du projet afin de permettre l'accès des secours depuis la rue de Souffelweyersheim.
Hœnheim	Route de Brumath	CM Hœnheim	Rectification d'une erreur matérielle portant sur la numérotation de l'emplacement réservé visant l'accès pompiers à la rue E. Mathis depuis la route de Brumath. Cet emplacement réservé devrait être numéroté HOE28,	La commune pointe une erreur dans la numérotation des emplacements réservés puisque l'opération HOE14 est présente deux fois sur le plan de zonage. Afin de corriger cette erreur, il est proposé de renommer l'emplacement réservé HOE14 situé entre la rue Emile Mathis et la route de Brumath en HOE28 (à la suite des ER déjà inscrits). L'emplacement réservé HOE28 vise à la réalisation d'un accès dédié au service de secours vers le Pôle Auto, au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Renumérotage de l'emplacement réservé HOE14, situé entre la rue Emile Mathis et la route de Brumath, en HOE28 qui vise la réalisation d'un accès dédié au service de secours vers le Pôle Auto, au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg.
Hœnheim	Rue de la Fontaine	PPA-Conseil Départemental du Bas-Rhin	Demande que l'emplacement réservé HOE10 passe au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg,	L'Eurométropole est favorable à la modification du bénéficiaire de l'emplacement réservé HOE10. Les éléments de réponse figurent plus précisément dans la note thématique déplacements, du mémoire en réponse de l'Eurométropole de Strasbourg.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du bénéficiaire de l'emplacement réservé HOE10 qui devient l'Eurométropole de Strasbourg.
Holtzheim	Salle des Fêtes	CM Holtzheim	Demande le reclassement de la totalité du terrain d'assiette du projet d'extension / reconfiguration de la salle des fêtes en UE1.	La demande de la commune permet une meilleure lisibilité du projet. Elle permet également de régir l'ensemble du projet à venir sous une uniformité de règle. L'Eurométropole est favorable au reclassement de l'ensemble du secteur en zone UE1.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une zone UE1 au plan de zonage
Holtzheim	Centre du village	CM Holtzheim	Demande la suppression de trois emplacements réservés pour mixité sociale (HOL H1, HOL H2, HOL H3) et l'emplacement réservé HOL4 autour de la mairie pour permettre l'émergence d'un projet urbain sur une friche industrielle.	Le projet est suffisamment avancé pour pouvoir justifier de la suppression des réserves foncières inscrites au moment de l'arrêt (HOL H1, HOL H2, HOL H3 et HOL4). Le projet prévu, dont la commune est partie prenante, intégrera bien une part de logement aidé et servira à la restructuration du centre-village. Une modification simplifiée du PLU communal a par ailleurs supprimé l'emplacement réservé pour une placette au droit de la Mairie (approbation le 30 juin 2016).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de ces emplacements réservés.
Holtzheim	Secteur agricole au Sud-est du ban	PPA-CARA	Modification de secteur de sortie d'exploitation (Imbs).	L'Eurométropole est favorable à la réduction du périmètre sous réserve qu'il coïncide réellement aux besoins de l'exploitation agricole concernée.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du périmètre de la zone A6 (idem que le point ENT_005), retrait de la parcelle 137 de la zone A6.
Holtzheim	ZA Joffre II et ZA Nord Aéroport	PPA-ARS	Prise en compte du périmètre de protection éloignée du captage d'alimentation en eau potable de Lingolsheim, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 30 janvier 1978.	L'ARS demande que les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) des secteurs « Zone d'activités Joffre » et « Zone d'activités Nord aéroport » soient complétées pour tenir compte dudit captage d'eau. L'Eurométropole est favorable à la reprise de l'écriture dans les OAP concernées.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Ecriture de ces deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) complétée en faisant mention des captages d'eau potable.
Holtzheim	rue de Wolfisheim	EP-HOL_0001 à 007_PLU et INT_0116_PLU	Observations portant sur la marge de recul fixée à l'arrière des constructions rue de Wolfisheim	Les modélisations du risque de crue font apparaitre une zone inondable sur le secteur. Par conséquent, le maintien d'une zone N et d'une marge de recul à 30 mètres se justifie. Toutefois, la marge de recul pourrait être réduite là où le risque inondation n'existe pas, entre les parcelles 243 et 416.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de la marge de recul au plan de zonage, de 30 à 15 mètres, entre les parcelles 243 et 416.
Illkirch		CM Illkirch ILG_0008_PLU ILG0030_PLU	Demande le reclassement du secteur de zone IAUB (secteur Goertz) en secteur de zone IAUA.	Reclassement du secteur de zone IAUB (secteur Goertz) en secteur de zone IAUA2 7m ET	La commission d'enquête relève la différence de périmètre entre l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) et le zonage.	création d'un secteur de zone IAUA2 7m ET SMS6
Illkirch		CM Illkirch	Demande d'intégrer la possibilité de créer des équipements de loisirs dans le secteur Sud-est de la ZAC du Baggersee	Préciser que la réalisation des équipements publics et de loisirs peut être possible dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Baggersee.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée dans les principes d'aménagement de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Baggersee : la réalisation des équipements publics sportifs et de loisirs est possible.
Illkirch		CM Illkirch	Demande la possibilité de revoir le zonage UD1 de la ZAC du Baggersee	L'Eurométropole propose de reclasser en zone UXd2 la zone UD1	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement en zone UXd2 de la zone UD1 Fiche commerce du Programme d'orientations et d'actions (POA) reformulée
Illkirch		CM Illkirch - ILG 0028 PLU	Demande le reclassement en UD2 sur le secteur de zone UXb1 de l'entreprise Huron, accompagné d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur le site.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de reclasser en zone d'habitat (UD2) le secteur UXb1 sur lequel est implantée l'entreprise Huron, sous réserve d'avoir une vision plus précise des risques correspondant à un changement de vocation de ce secteur, c'est-à-dire pour une destination d'habitat. Une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur ce secteur et un ajustement des hauteurs maximales autorisées des constructions pourraient être envisagées en cas de nécessité.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	La zone UXb1 à vocation d'activités, sur laquelle est implantée l'entreprise Huron, est reclassée en une zone à vocation principale d'habitat UD2. Des investigations techniques ont été menées et traduites dans le règlement et le plan vigilance du PLU. Une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) a été réalisée sur ce secteur. La fiche du Programme d'orientations et d'actions (POA) de la commune d'Illkirch - Graffenstaden a été mise à jour.

TABLEAU DE REPRISE du dossier
par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Illkirch		PPA_CARA	Demande de supprimer la marge de recul de 50m par rapport aux lisières forestières au sein du secteur A4 prévu pour l'exploitation horticole Naegely, entre la route du Fort d'Uhrich et la route de la Schafhardt	Supprimer cette marge de recul dans le secteur de zone A4	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la marge de recul dans la zone A4
Illkirch		PPA_SCOTERS	Demande que les objectifs de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « critères de localisation préférentielle du commerce » et de l'OAP métropolitaine «Baggersee», qui s'inscrivent dans les orientations de la modification °3 du SCOTERS, s'expriment dans les mêmes termes pour les commerces de moins de 300 m2.	Reprendre les mêmes formulations dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) métropolitaine « Baggersee » que dans l'OAP « critères de localisation préférentielle du commerce ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reprise des mêmes formulations dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) métropolitaine « Baggersee » que dans l'OAP « critères de localisation préférentielle du commerce ».
Illkirch		INT 0020 PLU - INT 0024 PLU – INT 0025 PLU – INT 0026 PLU – INT 0028 PLU ILG 004 PLU – ILG 005 PLU – INT 0056 PLU - INT 0068 PLU – INT 0071 PLU INT 0090 PLU – INT 0099 PLU - INT 0106 PLU - ILG 0010 PLU - INT 0118 PLU INT 0119 PLU - INT 0134 PLU - INT 0135 PLU - ILG 0011 PLU - ILG 0012 PLU INT 0179 PLU - STG 0073 PLU - ILG 0013 PLU - ILG 0006 PLU - INT 0210 PLU INT 0213 PLU - INT 0233 PLU - INT 0236 PLU - INT 0240 PLU - INT 0245 PLU INT 0251 PLU - INT 0282 PLU - INT 0330 PLU - ILG 007 PLU - INT 0353 PLU INT 0358 PLU - INT 0366 PLU - INT 0415A PLU - INT 0415B PLU - INT 0287 PLU INT 0257 PLU - INT 0349 PLU - INT 0255 PLU - INT 0277 PLU - INT 0279 PLU INT 0312 PLU - INT 0336 PLU - INT 0357 PLU - ILG 0016 PLU - ILG 0017 PLU ILG 0020 PLU - ILG 0024 PLU - ILG 0025 PLU - ILG 0026 PLU - ILG	Nombreuses remarques sur la ZAC du Baggersee, remettant en cause les choix opérés	Il est proposé de : - maintenir les zones IAUb1 inscrites au zonage du PLU arrêté - revenir sur le zonage UD1 et reclasser ce secteur en zone UX d'activité - reprendre les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) dans leur rôle d'identification des enjeux urbains du site et d'encadrement des conditions de faisabilité du projet – notamment en matière d'urbanisme commercial.	La commission d'enquête ne remet pas en cause le projet de PLU. Toutefois, elle demande à ce que la production de logement soit revue à la baisse, notamment sur le secteur du Baggersee.	Dans le périmètre de l'opération d'aménagement d'ensemble du Baggersee, le secteur UD1, à vocation principale d'habitat, situé sur l'emprise du centre commercial est reclassé en un secteur d'activité (UXd2). l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Baggersee est complété dans son rôle d'identification des enjeux urbains du site et d'encadrement des conditions de faisabilité du projet – notamment en matière d'urbanisme commercial. La fiche du Programme d'orientations et d'actions (POA) de la commune d'Illkirch - Graffenstaden est mise à jour.
Illkirch		INT_0030_PLU / INT_0032_PLU / ILG_0001_PLU	Demande l'intégration total des parcelles 461, 463 et 394 en UD2, avec 40% de logements sociaux	L'Eurométropole propose le reclassement des parcelles mentionnées en secteur de zone UD2, avec 40% de logements sociaux.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des parcelles en zone UD2 Modification de la liste des Secteurs de mixité sociale (SMS) en annexe du Programme d'orientations et d'actions (POA) Habitat
Illkirch		INT_0049_PLU / ILG_0009_PLU	Demande que la parcelle section 3 N° 264/87 soit acquise par la collectivité pour l'aménagement d'une aire de retournement.	Créer un emplacement réservé destiné à une place de retournement (18x18m) sur la parcelle section 3 N° 264/87	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un emplacement réservé destiné à une place de retournement (18x18m) sur la parcelle section 3 N° 264/87
Illkirch		INT_0256_PLU / INT_0284_PLU / INT_0272_PLU / INT_0258_PLU / INT_0306_PLU /	Suppression de l'emplacement réservé ILG6 - rue de Cannes	Supprimer l'ER ILG6	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé ILG6.
Illkirch		ESH_0012_PLU ILG_0018_PLU	Demande de modification de zonage dans le PLU concernant la parcelle n°89	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande d'agrandissement vers le Nord de la zone de loisirs N3	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement de la parcelle n°89 en zone N3, en cohérence avec le zonage d'Eschau.
Illkirch		ILG_0019_PLU	1-Demande d'extension du périmètre UB2 route du Neuhof. 2-Demande reclassement d'un ensemble de parcelles situé face au cimetière central et jouxtant les serres Goertz en zone IAUB en IAUA 6- Demande le reclassement en UD2 sur le secteur de zone UXb1 de l'entreprise Huron, accompagné d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur le site	1-Reclasser la portion du secteur de zone UE1 concerné en secteur de zone UB2 15m ET 2-Reclasser le secteur de zone IAUB en secteur de zone IAUA 6-L'Eurométropole de Strasbourg propose de reclasser en zone d'habitat UD2 le secteur UXb1 sur lequel est implantée l'entreprise Huron, sous réserve qu'elle puisse réceptionner dans les meilleurs délais, une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) qui permettra de mentionner, si besoin, les dispositions règlementaires par rapport à l'aménagement envisagé avec les éventuelles pollutions observées. Une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sera réalisée sur le site et mentionnera notamment les éléments suivants : - 35 % de logements sociaux, - du stationnement public extérieur complémentaire (dont le nombre précis reste à arrêter et à transmettre), - et un cheminement pour les piétons et les cyclistes en bordure de l'Ill.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	1-Reclassement de la portion de zone UE1 concerné en zone UB2 15m ET 2-Reclassement de la zone IAUB en zone IAUA2 7m ET 6-Reclassement de la zone UXb1 à vocation d'activités, sur lequel est implantée l'entreprise Huron en un secteur à vocation principale d'habitat UD2 SMS9 et création d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP)
Illkirch		ILG_0022_PLU	Demande de corriger le 8° du règlement 2UZ "zone" au lieu de "construction"	Corriger l'erreur matérielle au 2UZ - §8	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Correction du paragraphe 8° du règlement 2UZ et 2IAUZ : "zone" au lieu de "construction"
Illkirch		ILG_0023_PLU	Demande l'intégration de la parcelle au 156 route Burkel, classée dans le futur PLU en UXb5, dans la zone pavillonnaire proche, à savoir UCA4	Reclasser la parcelle en secteur de zone UCA4	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement de la parcelle en zone UCA4
Illkirch		ILG_0055_PLU ILG_0056_PLU	Demande d'une modification de l'article 1 de la zone UZ du règlement (idem ILG_0022_PLU) Demandent d'une modification de zonage - Parcelles 135, 266, 299, 149 et 267 section 20, rue de la Niederbourg Demande une modification de zonage - Parcelle 727 section 28, Route du Neuhof, dans la continuité de la parcelle 728, en zone UB2 (et non UE1)	Corriger l'erreur matérielle au 2UZ - §8 L'Eurométropole propose de reclasser les parcelles 135, 266, 299, 149 et 267 section 20, en secteur de zone UB3. L'Eurométropole propose de reclasser une partie du terrain en question en fonction du projet d'Habitat de l'Ill en UB2	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Correction du paragraphe 8° du règlement 2UZ et 2IAUZ : "zone" au lieu de "construction" Reclassement des parcelles 135, 266, 299 149 et 267 section 20, en zone UB3 Reclassement d'une partie du terrain en UE1, en UB2
Illkirch		ILG_0015_PLU	Demande de suppression de l'emplacement réservé ILG6	Supprimer l'emplacement réservé ILG6	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé ILG6.
Illkirch		INT_0051-PLU	Demande la suppression des espaces boisés entre l'établissement UGECAM et la Villa+l'alignement d'arbres	L'Eurométropole souhaite maintenir les protections environnementales telles qu'inscrites dans le PLU arrêté.	La commission n'est pas opposée à la suppression des espaces boisées situés entre l'établissement et la Villa, permettant la réalisation et l'agrandissement de la structure de soin. Par contre, elle demande le maintien et la protection des arbres remarquables situés au sein du parc comportant le circuit de rééducation cardiaque ainsi que de l'allée de platanes menant au bâtiment principal.	Une partie des" espaces plantés à conserver ou à créer entre l'établissement UGECAM et la Villa est supprimée.
Illkirch				Pour l'ensemble des secteurs de zone UE indiquant une hauteur maximale, transformer le ET en HT.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Prise en compte du mode de calcul des hauteurs maximales des constructions "hors tout" dans l'ensemble des secteurs de zone UE.

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Illkirch	Arrière de la rue Lauffenburger		Reclassement petit secteur en N1 en UD2	Reclassement petit secteur en N1 en UD2 20m HT. Ajustement limite UE1 15m ET.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement d'une partie de la zone en N1 en UD2 avec des hauteurs maximales de 20m HT et ajustement limite UE1 15m ET.
Lampertheim	RD 64	CM Lampertheim	Demande de suppression de l'emplacement réservé LAM7, l'élargissement de cette voirie n'étant pas nécessaire.	L'emplacement réservé LAM7, inscrit au plan de zonage, est destiné à l'élargissement de la RD64 depuis le cimetière jusqu'à la RD263. Ce projet relève de la compétence du Conseil Départemental du Bas-Rhin qui ne souhaite plus réaliser l'élargissement de la RD64 et, qui, par conséquent, est favorable à sa suppression. L'Eurométropole est favorable à cette demande qui impliquera la suppression de cet emplacement réservé sur le plan de zonage et dans la liste des emplacements réservés.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé LAM7.
Lampertheim	Zone commerciale Nord	CM Lampertheim, LAM_0001_PLU, LAM_0002_PLU	Demande de prise en compte dans le PLU de l'Eurométropole de la modification n°3 du PLU de Lampertheim portant sur la zone commerciale nord (ZCN).	L'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU de Lampertheim s'est déroulée du 5 octobre au 6 novembre 2015. Si le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg tient d'ores et déjà compte des objets de la modification, il y a lieu d'intégrer, dans le PLU à approuver, les recommandations émises par le commissaire-enquêteur au sujet de la modification du PLU communal. Celles-ci concernent le secteur Actinord et visent notamment l'insertion paysagère du projet à venir sur ce site, en lien avec les constructions existantes. Ainsi, il est proposé sur le secteur Actinord, de compléter l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de la Zone commerciale Nord (ZCN) et de réglementer la hauteur des constructions au PLU à approuver.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg Elle précise que l'insertion paysagère et la hauteur du bâti futur dans cette zone devront être traitée avec attention.	Réglementation de la hauteur des constructions au plan de zonage au niveau de la zone IAUXd au Sud de la rue des Mercuriales : 10m HT. Traduction dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de la Zone commerciale Nord (ZCN) sur secteur Actinord, des principes d'aménagement figurant dans le dossier de modification M3 du PLU communal de Lampertheim (insertion paysagère...).
Lampertheim	Développement urbain ouest	CM Lampertheim	Demande de mise en cohérence de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) portant sur l'extension du secteur Ouest suite à la réalisation de la première tranche.	La première phase du projet d'urbanisation du secteur Ouest est réalisée. Aussi, il est proposé de donner suite à la demande de la commune et de mettre à jour l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur en question.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Ajustement de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "secteur Ouest" en prenant en compte la réalisation de la première tranche du projet d'urbanisation. Insertion du fond cadastral de la première phase au niveau des schémas de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP),
Lampertheim	Développement urbain ouest	PPA-CARA	Demande d'intégration de l'ER LAM3 pour la création d'un verger au sein des zones AU.	La création d'un verger est cohérent avec la vocation agricole et donc le zonage A1. Ainsi, il est proposé de maintenir l'ER dans le en zone A.	Recommandation : que l'emprise de l'ER LAM3 fasse partie intégrante de la zone à urbaniser et n'impacte pas les terres situées en zone A.	Suppression de l'emplacement réservé LAM3
Lingolsheim	Rue du Maréchal Foch	EP-LIN_0001	Demande de modification de zonage suite à erreur matérielle de traçage constaté par la mairie. Merci de revenir au tracé de l'ancien POS, documents ci-joints.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner un avis favorable à l'intégration partielle des parcelles n°33 et 36 dans le secteur de zone UB4	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification au plan de zonage de la limite de zones A1/UB4
Lingolsheim	Rue du Général Leclerc	EP-LIN_0007	Pour quelles raison les parcelles 123-121-119-117 de la zone UB4 sont elles incluses dans la zone UB4 et non pas UB3. Ou pour quelle raison l'extrémité de la zone UB4 arrive en limite de la parcelle 123 n'est pas étendue de part et d'autres de la rue du Général Leclerc parallèlement à la rue du Maréchal Foch, le dessin de la zone UB4 des parcelles 123-121-119-117 crée un enclavement de ces parcelles, les zones vertes jouxtant le quartier des fleurs des parcelles 23-27 de la zone UB3 seront sacrifié au profit de construction immeubles haut/le quartier des fleurs n'est constitué que de très petites parcelles et limité un lit de construction, ce qui n'est pas le cas de la zone UB3, il n'y a donc plus équité et d'équilibre entre les 2 zones continues.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de prendre en compte la demande d'intégration des parcelles 123-121-119-117 dans le secteur de zone UB3 car elles sont situées au droit de la rue du Maréchal Foch qui constitue un axe majeur de la commune, et qui a vocation à s'intensifier. Cet objectif, et les règles mises en place pour y arriver, figuraient déjà au POS de Lingolsheim. Le PLU ne fait que les conforter	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification au plan de zonage de la limite de zones UB4/UB3
Lingolsheim	Site Octapharma	EP-LIN_0014	Est il possible de laisser s'installer et s'agrandir une usine pharmaceutique au milieu d'une ville ; existera-t-il un couloir de sécurité autour de l'installation pour les secours en cas de sinistre (incendie ou pollution chimique) ? Il s'agit de l'usine Octopharma	Ce site accueille depuis très longtemps des activités économiques. L'activité d'Octapharma offre de nombreux emplois et participe au dynamisme du cœur de ville. Le PLU vise à pérenniser cette activité. Les activités de l'entreprise Octapharma sont compatibles avec un environnement résidentiel. C'est la raison pour laquelle l'Eurométropole de Strasbourg avait appliqué un zonage mixte à vocation d'habitat et d'activité, c'est-à-dire un classement en zone UB3. Toutefois, à la demande de cette entreprise, l'Eurométropole de Strasbourg, en accord avec la commune, au regard notamment de la taille de l'entreprise, propose d'appliquer un secteur d'activité UXB3 sur l'unité foncière de l'entreprise, élargi aux parcelles 135 et 137. Cette adaptation du zonage ne remet pas en question la compatibilité de l'activité d'Octapharma avec le secteur résidentiel limitrophe car ces activités ont été autorisées par un arrêté du Préfet du Bas-Rhin du 26 juillet 2006 pris au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une zone UXb3 sur l'unité foncière d'Octapharma, élargie aux parcelles 135 et 137. Hauteur graphique de 20mHT
Lingolsheim	Parc des Tanneries	EP_LIN_0015	La société LOCAFIMO demande qu'au Parc des Tanneries le règlement autorise une mixité fonctionnelle (telle qu'elle figurait au POS de Lingolsheim), en particulier en y autorisant du commerce.	L'Eurométropole de Strasbourg, en accord avec la ville de Lingolsheim, est favorable au reclassement de la partie centrale du parc des Tanneries en un secteur de zone permettant d'autoriser des activités commerciales, comme cela est aujourd'hui le cas dans le POS en vigueur. Cette proposition a du sens car ce secteur se situe bien dans une « centralité urbaine » au titre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) commerce, donc le développement d'activité commerciale à cet endroit est cohérent. Les droits à construire restent à déterminer précisément par l'Eurométropole de Strasbourg mais à priori les secteurs de zone UXd1 ou UYa pourraient correspondre à l'implantation d'une éventuelle locomotive commerciale qui répondrait aux besoins commerciaux quotidiens, ainsi qu'une offre commerciale et de services variés. Ce secteur de zone s'articulerait autour du tracé de principe des futures voies et emprises figurant au plan et dont l'emprise prévue est de 15 mètres. En effet, cette future voie ambitionne d'ouvrir ce parc d'activité sur la ville et l'Eco-quartier afin de permettre son désenclavement et une meilleure intégration de l'Eco-quartier au sein de	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une zone UXd1 sur la partie centrale du parc des Tanneries à Lingolsheim. Augmentation de la hauteur graphique, de 12 à 18 m HT sur l'ensemble du parc des Tanneries.
Lingolsheim	Secteur SuperU	EP_LIN_0020	il conviendrait de modifier le zonage du terrain d'assiette du Super U actuel dans le PLUi car il est dédié à de l'activité commerciale. Nous souhaitons à la place un zonage mixte, c'est-à-dire un zonage dans lequel seront autorisés les logements. A noter que dans l'agglomération, de nombreux supermarchés ne font pas l'objet de zonage dédié. C'est par exemple le cas pour le Simply Market de la Montagne Verte, d'une emprise 563 au sol sensiblement identique, situé à quelques encablures du Super U, d'ores et déjà classé en zone mixte UB3 dans le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg.	L'Eurométropole de Strasbourg, en accord avec la ville de Lingolsheim, est favorable au reclassement du secteur de zone d'activité sur lequel est implanté le Super U actuellement (UXb4) pour l'intégrer dans un secteur de zone d'habitation dans lequel il est implanté (UB3 ou UCB2 qui est le secteur de zone limitrophe)	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement de la zone UXd4 en zone UCB2 (15 m ET). Instauration d'un PAG sur le périmètre actuel du SuperU, avec la date d'échéance du 16 décembre 2021
Lipsheim		LIP_0003_PLU	Demande de modifier le seuil d'ouverture à 0,5 hectares minimum dans la ZA Baudelaire.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande de la commune en portant le seuil d'ouverture à l'urbanisation de la future zone d'activités « Baudelaire » à 0,5 hectares minimum.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Seuil d'ouverture à l'urbanisation" pour le secteur "ZA Baudelaire" à 0,5 hectares minimum.

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Mittelhausbergen	Extension Nord	EP-MIH_0001 à MIH_007	Plusieurs observations concernant le projet d'extension au Nord-est, son insertion vis-à-vis des constructions existantes, etc. (zone IIAU).	L'ouverture à l'urbanisation de la zone IIAU sera donc progressive et s'effectuera en plusieurs phases. Ce point peut être reporté dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur (dite « Mittelhausbergen – Secteur Nord »). L'Eurométropole de Strasbourg propose également de rajouter, au plan de l'OAP : - un principe d'espace naturel à préserver, sur la haie champêtre (au niveau des parcelles 94 et 175) ; - un principe d'espace agricole à conserver dans le secteur tel que demandé par les pétitionnaires.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Compléments écrits et graphiques apportés à l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) communale "secteur Nord", pour matérialiser un espace paysager à préserver.
Mittelhausbergen	Coteaux	EP-INT_0167, INT_0259, MIH_006	Demande la suppression d'un espace contribuant aux continuités écologiques définies sur le jardin de leur propriété	Les boisements repérés au titre des « espaces contribuant aux continuités écologiques » sont effectivement à considérer comme le « jardin d'agrément » de la propriété mentionnée par le pétitionnaire. Ils ne constituent pas en tant que tel des boisements situés en plein champ, au sens que l'explique le rapport de présentation. En conséquence, l'Eurométropole propose de supprimer la trame d'espace contribuant aux continuités écologiques sur les terrains mentionnés.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la trame "espace contribuant aux continuités écologiques" sur la propriété du pétitionnaire (n°379, 476, 481, 482, 483, 494).
Mundolsheim	Quartier du Parc	CM Mundolsheim	Prise en compte des procédures en cours sur le POS actuellement en cours, à savoir : la Déclaration d'Utilité Publique du Quartier du Parc emportant mise en compatibilité n°2 du POS et qui a fait l'objet d'une enquête publique du 29 juin au 7 août 2015.	La Déclaration d'Utilité Publique, prononcée sur le POS de Mundolsheim, concernant le quartier du Parc est postérieure à l'arrêt du PLU. Il y a lieu de procéder à une vérification des dispositions du PLU afin de s'assurer de la compatibilité du projet vis-à-vis du document d'urbanisme.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Procédure de mise en compatibilité du POS concernant le quartier du Parc : vérification et intégration des ajustements suite à la déclaration d'utilité publique.
Mundolsheim	ZCN	CM Mundolsheim	Prise en compte de la procédure en cours sur le POS actuellement en cours, à savoir : la modification n°4 du POS portant sur la modernisation et la restructuration de la Zone Commerciale Nord (ZCN), ainsi que sur la création d'une nouvelle gendarmerie au Sud de la commune. Cette procédure a fait l'objet d'une enquête publique du 5 octobre au 6 novembre 2015 et a été approuvée le 30 septembre 2016.	L'enquête publique relative à la modification n°4 du POS de Mundolsheim s'est déroulée du 5 octobre au 6 novembre 2015. Si le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg tient d'ores et déjà compte des objets de la modification, il y a lieu d'intégrer, dans le PLU à approuver, les recommandations émises par le commissaire-enquêteur au sujet de la modification du POS communal.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification N°4 POS : vérification et intégration des recommandations émises par le commissaire enquêteur. Intégration de l'étude entrée de ville : l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Zone Commerciale Nord (ZCN) complétée et ajustement du zonage, notamment les marges de recul le long des RD 63 et 263.
Mundolsheim	Secteur centre village en bordure de la Souffel	CM Mundolsheim	Inscription des Secteurs de mixité sociale (SMS) sur la zone IAUA « secteur centre village, en bordure de la Souffel », à 35 %, plutôt que de renvoyer à l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Habitat.	L'Eurométropole est favorable à cette demande qui affirme règlementairement l'objectif de la commune en matière de logements sociaux.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'un Secteur de mixité sociale (SMS) à 35% sur le "secteur centre village en bordure de la Souffel" sur le plan de zonage. Précision apportée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) communale : le projet est concerné par un secteur de mixité sociale.
Mundolsheim	Secteur des Floralies	CM Mundolsheim	Inscription des Secteurs de mixité sociale (SMS) sur la zone IAUA « secteur les « Floralies » à 35 %, plutôt que de renvoyer à l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Habitat.	L'Eurométropole est favorable à cette demande qui affirme règlementairement l'objectif de la commune en matière de logements sociaux.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'un Secteur de mixité sociale (SMS) à 35% sur le secteur "les Floralies" au règlement graphique. Précision apportée dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) communale : le projet devra respecter le pourcentage défini par SMS, à savoir 35% de logements sociaux.
Mundolsheim	Sud de la commune	CM Mundolsheim	Demande de correction de l'intitulé de l'emplacement réservé MUN10 qui vise la création d'une nouvelle gendarmerie avec logements de fonction et non d'un bassin de rétention des eaux.	Il s'agit d'une erreur matérielle. L'emplacement réservé MUN10 vise bien la création d'une gendarmerie. Le bénéficiaire de l'emplacement réservé est la commune de Mundolsheim.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de l'intitulé de l'emplacement réservé MUN10 = "création d'une gendarmerie" ainsi que du bénéficiaire = commune de Mundolsheim.
Mundolsheim	Centre de la commune	CM Mundolsheim	Souhait d'avoir la possibilité d'élargir la vocation du secteur situé à l'arrière de la Mairie, suite aux études en cours portées par la commune.	L'Eurométropole est favorable à cette demande. En effet, ce secteur central de la commune peut être le support d'un projet de bâtiments publics destinés à la jeunesse, l'enfance et la petite enfance ainsi que des logements notamment sociaux au regard de la carence constatée de la commune.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Désignation de l'emplacement réservé MUN7 complétée : "construction d'équipements publics et de logements sociaux".
Mundolsheim	Secteur centre village en bordure de la Souffel	CM Mundolsheim	Demande, pour le secteur centre village en bordure de la Souffel, d'autoriser le cheminement piéton dans la marge de recul de 15 m le long de la Souffel, et de préciser que les formes urbaines intermédiaires peuvent correspondre à des petits collectifs.	Au regard du règlement écrit, rien ne fait obstacle à la réalisation d'un cheminement piéton au sein de la marge de recul de 15 mètres définie le long de la Souffel. Toutefois, afin d'éviter les interprétations diverses du PLU, il y a lieu de corriger l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de ce secteur pour ne pas empêcher la réalisation du chemin. Une clarification de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « secteur centre village, en bordure de la Souffel » peut être faite afin de préciser les formes urbaines admises dans ce secteur.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) portant sur ce secteur : repositionnement, sur le schéma de principes (p. 178), le "principe de chemin modes actifs à créer" dans l'emprise de la marge de recul de 15 m par rapport à la Souffel. Précision que les formes urbaines intermédiaires peuvent correspondre à des petits collectifs au sud du secteur.
Mundolsheim	Quartier du Parc	CM Mundolsheim	Demande, pour le quartier du Parc, de recaler le périmètre de la zone IAUA2 sur ce lui de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), d'autoriser le maraîchage et les prairies fleuries sous les lignes électriques, et de permettre la localisation de l'espace collectif de loisirs dans le boisement situé en limite sud le long de la RD63.	La demande de recalage fait écho à celle portant sur la prise en compte de la Déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité n°2 du POS sur le quartier du Parc. L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) prévoit la conservation du boisement dans le projet d'aménagement du nouveau quartier et la possibilité d'y implanter des aménagements légers (de type cheminement piétons-cycles et aires de jeux). Ainsi, ce principe intègre déjà l'aménagement d'un espace de loisirs et de convivialité. De même, rien ne fait obstacle à l'aménagement en prairie ou en maraîchage des espaces situés sous les lignes électriques. Ces vocations peuvent venir compléter l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) définie sur le secteur.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) portant sur le secteur "Quartier du Parc "est complétée en précisant que les vocations de type prairies fleuries et maraîchage peuvent être réalisés sous les lignes électriques
Mundolsheim	Quartier du Parc	CM Mundolsheim	Demande de suppression des tracés de principe au niveau de la zone IAUA2 du Quartier du Parc, l'organisation viaire étant décrite au sein de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) portant sur ce secteur.	L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Quartier du Parc » reprend les principes de desserte. Le zonage donne en plus des indications chiffrées concernant l'emprise des voies à créer. Dans le cas où les emprises des futures voies, indiquées au plan de zonage, sont supprimées, l'OAP communale « Quartier du Parc » peut reprendre le dimensionnement des emprises des voies.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression au plan de zonage des tracés de principes figurant dans la zone IAUA2. Les principes de hiérarchisation des voies à l'échelle de l'opération sont définis dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) et suffisent à répondre aux orientations en matière de déplacement.
Mundolsheim	Rue de Niederhausbergen	CM Mundolsheim	Demande de réduction d'une marge de recul de la rue de Niederhausbergen, côté habitation, de 17,5 m à 10 m, considérant que la voie n'est plus classée en Chemin Départemental.	L'Eurométropole n'est pas opposée à cette demande de réduction de la marge de recul au plan de zonage.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction d'une marge de recul de la rue de Niederhausbergen, côté habitation, de 17,5 m à 10 m depuis l'axe de la voie.
Mundolsheim	Rues du cerf et des Chênes	CM Mundolsheim	Demande de suppression de la marge de recul rue du Cerf et rue des Chênes.	L'Eurométropole n'est pas opposée à cette demande.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la marge de recul rue du Cerf et rue des Chênes.
Mundolsheim	Quartier du Parc	PPA-ARS	Demande que l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur du « Quartier du Parc », qui se situe au sein du périmètre de protection éloigné des forages de Lampertheim, soit complétée d'une mention par rapport à la prise en compte de précautions spécifiques (proposition d'écriture dans l'avis).	L'ARS demande que l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur du « Quartier du Parc au Sud » soit complétée pour tenir compte dudit captage d'eau. L'Eurométropole est favorable à la reprise de l'OAP concernée avec la rédaction suivante : « L'implantation du projet en périmètre de protection éloignée des forages de Lampertheim nécessitera - en phase opérationnelle - la prise en compte de précautions particulières liées à la protection des ressources en eau. Les projets de la zone devront faire l'objet d'une déclaration auprès des services compétents qui préciseront les interdictions, les contraintes et les prescriptions à respecter ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Rajout d'un paragraphe "prise en compte de la ressource en eau" dans les principes d'aménagement et conditions d'urbanisation avec la rédaction proposée dans la position de l'Eurométropole ci-contre.

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Mundolsheim	Secteur des Floralies	MUN_0004_PLU, STG_0191_PLU	Demande de corriger une erreur matérielle et de recaler le zonage sur la base du périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP). Le périmètre de la zone IAUA2 inscrit dans le plan de zonage ne correspond pas au projet défini lors de l'élaboration du PLU. En effet la limite Sud n'est pas perpendiculaire aux parcelles existantes.	L'Eurométropole est favorable à la correction de l'erreur matérielle et de recaler la limite Sud de la zone IAUA2 au niveau du plan de zonage en cohérence avec le périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Recalage de la limite Sud de la zone IAUA2 au niveau du plan de zonage en cohérence avec le périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP).
Niederhausbergen	ZA Maréchaux	CM Niederhausbergen	Demande la suppression de l'OAP intercommunale de la zone d'activités des Maréchaux, prévoyant une aire d'accueil des gens du voyage.	L'OAP intercommunale pour l'extension de la zone d'activités des Maréchaux peut être reprise et modifié dans le sens demandé par la commune dans la mesure où le règlement du PLU permet la réalisation de l'aire d'accueil des gens du voyage.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'aire d'accueil des gens du voyage projetée sur le schéma de principe de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP).
Niederhausbergen	Terres du Sud	CM Niederhausbergen	Demande de reprendre le périmètre de la DUP pour le secteur du projet « Terres du Sud », et sortir l'"espace planté à conserver ou à créer" (EPC) de la zone IAUA	L'Eurométropole propose de donner suite à cette demande afin que le règlement graphique du PLU soit conforme au projet de DUP, en adaptant le périmètre de la zone IAUA	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du périmètre de la zone IAUA au plan de zonage. Modification du périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur la carte de l'OAP communale, et sur l'OAP "seuils d'ouverture à l'urbanisation".
Niederhausbergen	Rue Mercière	EP-STG_0226_PLU	Demande la réduction de l'ER NIH12	L'emplacement réservé NIH12 impacte effectivement la parcelle du pétitionnaire. Toutefois, la mise en œuvre de cette liaison douce ne se fera pas sur sa parcelle. Il est ainsi proposé de redessiner l'emplacement réservé NIH12 conformément au projet défini.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du tracé de l'emplacement réservé au plan de zonage. Modification de la superficie de l'emplacement réservé dans la liste des emplacements réservés
Niederhausbergen	Rue de Mundolsheim	EP-STG_0187_PLU	Demande la suppression de l'emplacement réservé NIH6	L'accord foncier intervenu entre les propriétaires et l'Eurométropole de Strasbourg, pour la mise en œuvre de l'emplacement réservé NIH12, permet de proposer la suppression de l'emplacement réservé NIH6	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé au plan de zonage et dans la liste des emplacements réservés
Oberhausbergen	rue des Tourterelles	CM-Oberhausbergen	Evolution de l'emplacement réservé (OBH4) pour l'aménagement d'un parking, en haut de la rue des Tourterelles	Considérant le souhait de la commune de réaliser ce parking et que la commune en est le bénéficiaire, l'Eurométropole ne s'oppose pas à la création de cet emplacement réservé	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la position initiale de l'emplacement réservé OBH4 et déplacement plus au Nord (objet : création d'un parking au bénéfice de la commune d'Oberhausbergen). Modification de la désignation de l'emplacement réservé qui intègre l'élargissement de la rue des Tourterelles jusqu'au projet de parking
Oberhausbergen	Bois d'Ober	CM-Oberhausbergen	Demande d'élargissement de la trame d'espace planté à conserver ou à créer sur le bois d'Ober	L'Eurométropole propose de donner suite à la demande de la commune d'agrandir la trame graphique correspondant à des espaces plantés à conserver ou à créer sur la partie nord du Bois d'Ober de manière à ce que tout le bois d'Ober soit couvert par la trame.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Elargissement de la trame "espace planté à conserver ou à créer" au plan de zonage
Oberhausbergen	Site Caddie	CM-Oberhausbergen	Demande d'ajustement de la zone UXb1 (secteur de l'entreprise Caddie)	L'Eurométropole est favorable au changement de l'usage d'activité des parcelles 667, 668, 670 et 672 pour y autoriser de l'habitat. Ces parcelles sont déjà occupées par une maison individuelle (n°47 route de Saverne). Toutefois, toutes nouvelles demandes d'autorisation sur ces parcelles devront être accompagnées à minima d'un historique portant sur la qualité des sols.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Extension de la zone UXb1 sur les parcelles concernées
Oberhausbergen	Zone sportive au centre de la commune	CM-Oberhausbergen	Demande de modifier la hauteur (12 mètres HT plutôt que 15 mètres HT) dans la zone de loisirs au centre de la commune, à proximité du terrain de football.	En accord avec la commune, l'Eurométropole est favorable à la réduction des hauteurs des constructions à 12 mètres HT plutôt qu'à 15 mètres HT au sein de la zone de loisirs au centre de la commune, à proximité du terrain de football.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la hauteur graphique à 12mHT (au lieu de 15mHT) de la zone IAUE2 au centre de la commune
Oberhausbergen	Giratoire RD63/RD563	PPA-CD67	Demande la suppression d'une partie de l'emplacement réservé OBH38 (amorce de voie côté Est du giratoire RD63/RD563). Le Département n'a jamais demandé l'inscription de cette portion de l'emplacement réservé.	L'Eurométropole est favorable à la suppression de cette portion de l'emplacement réservé OBH 38 d'autant plus qu'il est situé dans une zone de réserve foncière.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression d'une partie de l'emplacement réservé OBH38 (uniquement l'amorce au niveau du rond-point Valparc, pas toute la VLIO). Implique la renumérotation des emplacements réservés sur cette commune
Oberhausbergen	Sud-ouest de la commune	EP-STG_0178	4. Demandes concernant le maillage "Sud-ouest" du réseau de voirie et l'Orientation d'aménagement (OAP) "Arc Ouest"	L'Eurométropole de Strasbourg propose cependant d'ajuster l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) afin de préciser notamment la légende du schéma de principe et le périmètre du parc d'agglomération à dominante loisirs.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Adaptation su schéma et de la légende de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Arc Ouest" Reprise des tracés de principe au Sud-ouest du ban d'Oberhausbergen et création d'amorces de voirie en emplacement réservé sur Eckbolsheim EKB55.
Oberhausbergen	Voiries secondaires	EP-STG_0178 EP-STG_0101	5. Observations sur les évolutions du réseau viaire secondaire	Cf. liste mise à jour des emplacements réservés de la commune. En réponse au point 5 de l'observation EP-STG_0178 et suites à plusieurs échanges avec la commune pour préciser leurs demandes initiales, les emplacements réservés suivants sont concernés : - OBH 4 : reconfiguration et relocalisation (cf. ci-dessus) - OBH 5 : évolution du périmètre et de la désignation (liaison piétons-cycle). - OBH 6 : précision dans la désignation. - OBH 13 : réduction de l'emprise à 3 m. - OBH14 : précision dans la désignation. - OBH 18 : suppression et remplacement par un tracé de principe Moulin/Paix (Nord). - OBH 22 : réécriture de la désignation. - OBH 23 : réduction de l'emprise sur sa partie Est. - OBH 28 : suppression et remplacement par un tracé de principe Moulin/Paix (Sud). - OBH 35 : réduction de l'emprise de 30 à 16 m. - OBH 41 : maintien d'une amorce en zone urbaine et tracé de principe Pagnol/Strasbourg. - OBH 48 : réécriture de la désignation. - OBH 49 : maintien d'une amorce en zone urbaine et tracé de principe Saverne/Parc. - Création d'un tracé de principe Chênes/Woytt. - OBH 54 : reprise du tracé dans sa partie Nord et augmentation de l'emprise sur toute l - OBH55 : reprise de l'emprise. - OBH59 : réécriture de la désignation. - OBH 60 : réduction de l'emprise pour un accès la parcelle côté Ouest de 5 m de large.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour de ces emplacements réservés au plan de zonage et des désignations
Oberhausbergen	Quartier Prévert	EP-STG_0178	12. Demande concernant la préservation du Quartier Prévert	Le quartier Prévert présente effectivement des caractéristiques architecturales et urbaines spécifiques. La trame règlementaire « ensemble d'intérêt urbain et paysager » constitue à cet égard l'outil adapté. L'Eurométropole de Strasbourg propose d'identifier le quartier Prévert au titre de cette trame.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un "ensemble d'intérêt urbain et paysager" sur le quartier Prévert, en entrée Est de la commune
Oberhausbergen	Rue Saint-Sauveur	EP-STG_0178	14. Demande d'évolution du zonage rue Saint-Sauveur	L'Eurométropole de Strasbourg propose de répondre favorablement à la demande de reclassement des terrains mentionnés par la commune, de la zone UXc vers une zone UCB2 20 m HT.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une zone UCB2 20mHT
Oberhausbergen	Chemin Charly Grosskost	EP-une douzaine de contributions	Opposition à la création de l'emplacement réservé OBH 24 d'une emprise de 8 m de large, destiné à la création d'une piste cyclable pour raccorder le chemin Charly Grosskost et la rue du Général de Gaulle	En accord avec la commune, l'Eurométropole de Strasbourg propose cependant de réduire son emprise à 5m, largeur suffisante et adéquate pour un double sens de circulation cyclable et l'aménagement paysagé associé.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de l'emprise de l'emplacement réservé OBH24

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Oberhausbergen	Rue des Tourterelles	EP-OBH_0017	Interrogation sur la pertinence de l'emplacement réservé OBH 5	Cet emplacement réservé est destiné à élargir la rue des Tourterelles à 12 m, jusqu'au parking matérialisé par l'emplacement réservé OBH4, puis une voie pour les piétons et les cyclistes de 8 m d'emprise. En conséquence, l'Eurométropole de Strasbourg propose de modifier les emprises de cet emplacement réservé OBH5	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de l'emprise et de la désignation de l'emplacement réservé OBH5
Oberhausbergen	rue de Wolfisheim	EP-OBH_0032	il conviendrait de modifier le zonage du terrain d'assiette du Super U actuel dans le PLUi car il est dédié à de l'activité commerciale. Nous souhaitons à la place un zonage mixte, c'est-à-dire un zonage dans lequel seront autorisés les logements. A noter	La collectivité propose de donner suite à cette demande, qui relève d'une erreur matérielle car la parcelle n°142 n'est pas utile à la reconfiguration de ce carrefour.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de l'emprise de l'emplacement réservé OBH23 sur sa partie Est
Oberhausbergen	rue des Jardins	EP-OBH_0037	Demande de suppression de l'emplacement réservé OBH 19 sur la rue des Jardins et dans sa continuité vers le groupe scolaire.	En accord avec la commune, l'Eurométropole de Strasbourg propose cependant de réduire l'emprise de cet emplacement réservé en y soustrayant la portion calée sur la rue des Jardins.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de l'emprise de l'emplacement réservé OBH19
Oberhausbergen	rue de la Paix	EP-OBH_0043 et OBH_0073	Demande de suppression des emplacements réservés OBH 25 et 26.	Les emplacements réservés OBH 25 et 26 sont destinés à la création d'une liaison piétons-cycles le long de la rue de la Paix. Au vu du Programme d'orientations et d'actions (POA) Déplacements dont l'un des principes est l'amélioration du maillage cyclable, la collectivité propose de maintenir cet emplacement réservé. A noter que l'emprise de l'emplacement réservé OBH 25 pourra être réduite à une largeur de 4 m afin d'assurer l'itinéraire cyclable le long de la rue de la Paix, le bénéficiaire sera l'Eurométropole de Strasbourg, tandis que les 3 mètres d'emprise restant seront intégrés à l'emplacement réservé OBH 26 dans le but de réaliser des places de parking.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Diminution de 7 à 3 m de la largeur de l'emplacement réservé OBH 25. Prolongation de l'emplacement réservé OBH 26 sur une emprise de 4 m.
Oberhausbergen	rue du Moulin	plusieurs contributions	Interrogation sur l'emplacement réservé OBH 18 entre la rue du Moulin et de la Paix.	L'Eurométropole de Strasbourg propose, en accord avec la commune de remplacer l'emplacement réservé OBH 18 par un tracé de principe (préfigurant dans le projet de la commune et à ce stade des réflexions, une emprise de 14 m) dans le secteur IAUB afin que cette liaison soit réalisée dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement de ce secteur. La programmation et le financement d'un parking communal, relève de la compétence de la commune.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remplacement de l'emplacement réservé OBH18 par un tracé de principe de voirie, d'une emprise de 14 mètres
Oberhausbergen	route de Saverne	EP-OBH_0072	1) Demande de reclassement de UXB1 en UB4 des parcelles au 45 à 47 route de Saverne.	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable au changement de l'usage d'activité des parcelles 667, 668 et 670 pour y autoriser de l'habitat. Ces parcelles sont déjà occupées par une maison individuelle (n°47 route de Saverne). Toutefois, toutes nouvelles demandes d'autorisation sur ces parcelles devront être accompagnées a minima d'une historique portant sur la qualité des sols.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des parcelles concernées en UB4 (10mET)
Oberhausbergen	route de Saverne	EP-OBH_0072	2. Opposition à l'emplacement réservé OBH 60	il est proposé de réduire sa largeur de 5 m afin de permettre l'accès à la parcelle 667	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de l'emprise de l'emplacement réservé OBH60
Oberhausbergen	rue des Champs	EP-OBH_0072	3. Opposition à l'emplacement réservé OBH 59	En accord avec la commune, l'Eurométropole de Strasbourg propose de préciser dans la désignation que cette voie est destinée à devenir une zone de rencontre afin de permettre un usage pacifié pour tous les modes de déplacement (Le projet de la commune prévoit une possibilité de circulation en sens unique, à 20 km/h, pour les voitures).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Désignation de l'emplacement réservé OBH59 précisée dans la liste des emplacements réservés
Oberhausbergen	rue de la Paix	EP-OBH_0079	Interrogation sur la nature de l'infrastructure envisagée par l'emplacement réservé OBH 28	L'emplacement réservé OBH 28 est destiné à un espace public reliant la rue de la Paix à la rue du Moulin. Il s'inscrit en totalité sur un chemin existant non aménagé. La collectivité propose de substituer l'emplacement réservé par un tracé de principe d'une largeur de 5m. Cet outil est en effet plus adéquat pour faire réaliser cette voirie par un éventuel aménageur plutôt que pour la commune.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Remplacement de l'emplacement réservé OBH28 par un tracé de principe de voirie, d'une emprise de 5 mètres
Oberhausbergen	rue de la Victoire	EP-STG_0101	Demande de suppression de l'emplacement réservé destiné à l'élargissement de la rue de la Victoire (OBH 30).	L'emplacement réservé OBH 30 est destiné à la création d'une liaison piétons-cycles le long de la rue de la Victoire mais cette piste cyclable n'est que partielle (72 m sur 117m environ) En accord avec la commune, l'Eurométropole de Strasbourg propose de prolonger cet emplacement réservé sur toute la longueur de la rue.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du tracé de l'emplacement réservé OBH30
Oberhausbergen			Suppression de l'information en doublon sur la largeur des emprises des emplacements réservés OBH 1, 14,19, 25, 26, 38 et 40	Rectification de la désignation des emplacements réservés OBH 1, 7, 19, 25, 26, 38 et 40	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Rectification de la désignation des emplacements réservés OBH 1, 19, 25, 26, 38 et 40 pour éviter l'information en doublon sur la largeur des emprises
Oberhausbergen			Clarification de la désignation de l'emplacement réservé OBH 7	Réécriture de la désignation de l'emplacement réservé OBH 7	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réécriture de la désignation de l'emplacement réservé OBH 7 afin de clarifier sa compréhension
Oberschaeffolsheim	rue du Notariat	CM-Oberschaeffolsheim	Demande l'ajustement et le prolongement de l'emplacement réservé OBS17 pour qu'il relie l'emplacement réservé OBS16	L'Eurométropole est favorable à la rectification de l'emplacement réservé. Il s'agit d'une erreur matérielle.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du tracé de l'emplacement réservé OBS17
Oberschaeffolsheim	rue de la Chapelle	CM-Oberschaeffolsheim	Demande le reclassement en UAA de deux parcelles situées en IIAU. Ces parcelles sont aujourd'hui scindées sur deux zones distinctes	La demande de reclassement permet de ne plus couper des parcelles entre deux zones distinctes. L'Eurométropole y est favorable compte tenu de la faible surface concernée. Cette modification de zone ne remet pas en cause le projet d'urbanisation de la zone IIAU.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la limite entre les zones UAA et IIAU au niveau de ces parcelles
Oberschaeffolsheim		CM-Oberschaeffolsheim	Demande la réécriture de l'article 2-UE afin de clarifier la règle applicable	L'Eurométropole souhaite donner suite à cette demande qui s'appliquera, de fait, à l'ensemble des zones UE du territoire. Cette réécriture permet de lever les doutes sur l'interprétation de la règle. Parallèlement, la même écriture devra être reprise dans les zones IAUE.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réécriture des articles 2UE et 2IAUE du règlement écrit
Oberschaeffolsheim		CM-Oberschaeffolsheim	Demande d'ajouter au lexique du règlement, dans la liste des équipements publics ou d'intérêt collectifs, les résidences pour personnes âgées	L'Eurométropole est favorable à l'élargissement des vocations admises sous le vocable « équipements publics ou d'intérêt collectif ». Les résidences pour personnes âgées sont nécessaires dans un contexte général de vieillissement de la population	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément apporté au lexique
Oberschaeffolsheim	Secteurs agricoles constructibles	PPA-CARA	Proposition de secteur de sortie d'exploitation	Préambule à toutes les demandes relatives à la question des zones agricoles constructibles à Oberschaeffolsheim. La commune d'Oberschaeffolsheim a défini un grand secteur agricole constructible au Nord du contournement d'Oberschaeffolsheim-Wolfisheim (COW) dans le cadre du PLU arrêté. Cette stratégie vise à regrouper en un seul lieu les exploitations agricoles. Cela permet également d'éloigner les éventuelles nuisances au plus loin des habitations. Pour répondre aux demandes de la CARA, la philosophie proposée est que chaque demande nouvelle, ne s'inscrivant pas dans ce secteur central, entraine une diminution d'autant de cette zone. Par ailleurs, il est proposé d'octroyer à chaque sortie d'exploitation, une profondeur constructible identique et égale comptée depuis le chemin rural d'accès. Cette profondeur est fixée à 150 mètres.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification des secteurs agricoles constructibles.
Oberschaeffolsheim	Secteurs agricoles constructibles	PPA-CARA	Proposition de secteur de sortie d'exploitation (Jean-Luc Meppiel)	La proposition est retenue, selon les critères définis à Oberschaeffolsheim. Le secteur central est réduit, considérant que cette demande s'inscrit en dehors de cette zone. De plus, le secteur nouvellement créé devrait suivre la même logique que défini ci-avant, à savoir une profondeur constructible de 150 mètres définie depuis le chemin d'accès.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un secteur de zone A5 sur les parcelles indiquées et réduction du périmètre de la zone A6 au Nord du COW tel qu'expliqué dans le préambule relatif aux traitements des zones agricoles constructibles à Oberschaeffolsheim.

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Oberschaeffolsheim	Secteurs agricoles constructibles	PPA-CARA	Proposition de secteur de sortie d'exploitation (Raphaël Seemann)	La proposition est retenue, selon les critères définis à Oberschaeffolsheim. Le secteur central est réduit, considérant que cette demande s'inscrit en dehors de cette zone. De plus, le secteur nouvellement créé devrait suivre la même logique que défini ci-avant, à savoir une profondeur constructible de 150 mètres définie depuis le chemin d'accès	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un secteur de zone A5 sur les parcelles indiquées et réduction du périmètre de la zone A6 au Nord du COW tel qu'expliqué dans le préambule relatif aux traitements des zones agricoles constructibles à Oberschaeffolsheim.
Oberschaeffolsheim	Secteurs agricoles constructibles	PPA-CARA	Modification de secteur de développement d'exploitation (Martial Schoettel)	L'extension du secteur N3 demandée permet de couvrir l'ensemble des activités existantes. La demande est cohérente avec l'occupation du sol ; l'Eurométropole et la commune y sont favorables	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Extension de la zone N3 existante
Oberschaeffolsheim	Secteurs agricoles constructibles	PPA-CARA	Modification de secteur de développement d'exploitation (Nicolas Deschler)	La proposition est retenue. Toutefois, elle est réduite par rapport à la proposition initiale de la CARA. L'objectif est un traitement égalitaire de l'ensemble des secteurs agricoles constructibles	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Extension de la zone A4 existante
Oberschaeffolsheim	Secteurs agricoles constructibles	PPA-CARA	Modification de secteur de développement d'exploitation (Denis Mey)	La demande est retenue selon la proposition de la CARA considérant l'emprise réduite demandée.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Extension de la zone A4 existante
Oberschaeffolsheim	Site Lingenheld	EP-OBS_0001	Demande de l'entreprise Lingenheld : nous vous sollicitons donc pour obtenir une modification de la destination des parcelles 149 pour partie et 150 à 153 (ou partie de la parcelle 3151 nouvelle numérotation en cours d'inscription suite à l'aménagement foncier) section 36 afin que celles-ci permettent la construction d'une unité de méthanisation représentant un investissement de 11,9 Millions d'euros et permettant la création de 3 emplois directs et 15 emplois indirects.	L'Eurométropole est favorable à la demande du pétitionnaire. Toutefois, considérant la situation géographique de l'implantation, une attention particulière devra être faite au sujet de l'insertion paysagère des constructions envisagées. De même, une étude faunistique pourra être menée, à la phase opérationnelle, afin d'éviter les impacts néfastes sur d'éventuelles espèces protégées	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des zones UXb1 et IAUXb1 (15mHT) avec redécoupage d'une partie de la zone N8. Ajout d'une disposition règlementaire permettant d'autoriser les constructions destinées à la production d'énergie en zones UXb1 et IAUXb1.
Oberschaeffolsheim	rue des Châtaigniers	EP-OBS_0004	Demande que la hauteur à l'égout de toiture de la zone IAUA2, à l'arrière de la rue des Châtaigniers, soit ramenée à 7m au lieu de 10m comme prévu sur le plan de zonage. En effet, c'est le seul secteur qui est concerné par 10m de hauteur à l'égout et nous pensons qu'il convient de maintenir une uniformité dans le village. Par ailleurs, nous constatons que les 2 autres secteurs classés en IAUA2 (rue de la Chapelle et rue du Général de Gaulle) se limitent à 7mET	Afin de garantir une homogénéité du village, il est proposé de donner suite à la demande des habitants en question et de réduire la hauteur maximale dans la zone concernée, passant de 10 mètres à 7 mètres à l'égout de toiture	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la hauteur graphique de la zone IAUA2 concernée, à 7 m ET.
Oberschaeffolsheim	rue de la Chapelle	EP-OBS_0009	Demande à ce que la zone UAA2 7mET, située à proximité de la rue de la Chapelle, englobe également les parcelles cadastrées section quatre numéro 22 et 23 en totalité, situées en bordure de la zone à lotir attenante. L'objectif de cette demande est de pouvoir à court terme permettre à nos petits-enfants de construire leurs maisons d'habitation sur les parcelles cadastrées 113, 83, 21, 22 et 23, à proximité de notre propre habitation, dans le cadre d'un projet familial architectural global et d'aménagement de l'ensemble des bâtiments agricoles. En remplacement de ces parcelles déduites de la zone à lotir, nous proposons d'intégrer les parcelles mentionnées ci-dessous.	Le déclassement de deux parcelles en UAA entraine une augmentation du potentiel constructible en second rang de la rue de la Chapelle. Il est ainsi proposé le déclassement d'une seule parcelle (n°22), considérant que celle-ci contribue à l'accès au cœur d'îlot. La réduction de la zone IIAU n'est pas significative et ne remet pas en cause le développement à long terme de la commune	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la limite des zones UAA2 / IIAU en incluant la parcelle 22 en zone UAA2
Oberschaeffolsheim		EP-OBS_0012	Cette antenne relais nous permettrait de couvrir entièrement la commune d'Oberschaeffolsheim et de lui apporter les technologies 3G et 4G. Cependant, l'implantation est en zone A4 sur le PLU, et le règlement n'est pas explicite quant à ce genre de service. Pourriez-vous en retour me dire s'il est envisageable de réaliser ce projet amenant un service à la commune ou de modifier le texte règlementaire actuel ?	Le PLU autorise sur l'ensemble de son territoire les constructions liées aux technologies de la communication, ce qui comprend les antennes relais. Toutefois, il convient de clarifier les règles afférant à ce type de construction, notamment dans les zones A et N où l'application de la règle de hauteur est inapplicable.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée au règlement écrit et aux justifications associées, qui explicite clairement que les antennes relais ne sont pas soumises à une règle de hauteur maximale
Ostwald		CM Ostwald	Demande d'assurer une véritable continuité du corridor écologique au droit de l'étang du Bohrie. Tannerie Sud à côté de Mécasem. Demande de réduire la zone N1 à l'Ouest de la voie ferrée.	Le crapaud Vert est une espèce qui peut s'accommoder de la présence de l'homme et peut cohabiter avec lui. Il est envisageable de faire évoluer le zonage N1 ; ce qui signifie de le maintenir sur la partie la plus sensible du secteur. De fait, cette évolution suppose également de proposer un zonage de type UX (vraisemblablement UXb4) sur une partie de la zone la moins sensible. Cette ouverture des possibilités d'urbaniser devrait s'accompagner de prescriptions d'aménagement à caractère réglementaire (zonage, règlement ou OAP) qui garantissent la prise en compte du crapaud vert.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement d'une partie de la zone N1 en secteur de zone UXb4 (bande de 50m). Pas d'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP)
Ostwald		CM Ostwald OSW_0009_PLU	Demande de réaliser un changement de zonage : Secteur Eurojauge : maisons d'habitation rue Mariotte : Passage d'un secteur de zone d'activité UXb1 en zone urbaine mixte UCB2.	Pour Eurojauge ´ : L'Eurométropole n'est pas opposée au reclassement des parcelles en secteur de zone UCB2 au lieu du secteur de zone UXb1.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Eurojauge : reclassement de la zone UXB1 en zone UCB2
Ostwald		PPA-DDT	Demande de limiter les capacités des extensions dans le secteur de zone N3z1 (ZAC des Rives du Bohrie) – cf. avis de la CDPENAF du 2-2-2016.	L'Eurométropole de Strasbourg, en accord avec la commune d'Ostwald, propose de limiter le secteur de zone N3z1 aux abords immédiats du Bohrie. Le secteur de zone N4 est agrandi en conséquence.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de la zone N3z1 au profit de la zone N4
Ostwald		OSW_0011_PLU	Demande de reclasser la parcelle du 8, rue de l'île des pêcheurs ("Fischerinsel"). (parcelles 281 et 285 classée en N1) en zone N2,	En raison de l'absence de contraintes environnementales majeures sur site, notamment en matière d'inondation, l'Eurométropole propose de reclasser les terrains en N2 afin de permettre l'extension mesurée des constructions existantes.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des terrains en zone N2 au dépend de la zone N1
Ostwald		OSW_0025_PLU	Le corridor écologique a. Au droit de l'étang Schott : La Ville d'Ostwald demande que soit étudié : - Prioritairement, un tracé du corridor Nord/Sud le long de l'étang du Bohrie avant de franchir successivement la route (Nord/Sud) puis la voie ferrée (Est/Ouest) pour rejoindre l'étang Schott. - A défaut, et en cas de maintien nécessaire du corridor au droit des Tanneries, la réduction de sa largeur à un niveau le plus étroit possible (quelques mètres devraient suffire). Dans ce cas, le point d'eau situé en zone UXbl pourrait être intégré en zone N. b. Au droit de la ZAC Rives du Bohrie : La ville d'Ostwald souhaite étendre le zonage N4 du Nord de l'ilot G vers l'allée du Bohrie et donc de réduire le zonage N3zl. Krittweg III : Demande de rectifier le point 3.7 « Phasage » en y rajoutant que les opérations d'ensemble ou constructions d'ensemble devront couvrir une superficie minimale d'un seul tenant équivalente à 3 ha. BHNS: La Commune d'Ostwald souhaite que les emplacements réserves relatifs à la liaison Ostwald/Illkirch (LIO), à l'Allée du Bohrie, à la rue Ettore Bugatti et la rue du 23 Novembre tient compte de l'emprise du futur BHNS. L'emprise de la voie Bugatti doit êtr	Le corridor écologique a. La suppression totale du secteur de zone N1 à l'Ouest de la voie ferrée est impossible. Cependant, l'Eurométropole étudie la possibilité d'une réduction de son périmètre en vue d'une extension mesurée du secteur de zone à vocation économique Tanneries Sud répondant à un besoin local identifié. L'affirmation de la Ville d'Ostwald est confirmée. b. : demande similaire à celle de la ligne 7 L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Krittweg » sera complétée au 3.7 « phasage » : les opérations d'ensemble ou constructions d'ensemble devront couvrir une superficie minimale d'un seul tenant équivalente à 3 ha. Concernant l'emprise de la rue Ettore Bugatti : le tracé de principe à 17m est retenu sur la partie Nord, le réaménagement du carrefour est déjà prévu dans les OAP « Sud-Ouest » et « Krittweg ». Les limites de zonage s'adapteront en fonction de l'actuel tracé de la rue E. Bugatti dans sa partie Sud.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Le secteur de zone N1 à l'Ouest de la voie ferrée est réduit. Les limites de la zone UXB2 au nord de la zone commerciale de la Vigie sont calés sur le tracé de rue Ettore Bugatti. L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Krittweg » est complété par le phasage des opérations d'ensemble ou constructions d'ensemble qui doivent couvrir une superficie minimale d'un seul tenant équivalente à 3 ha.
Ostwald		STG_0216_PLU	Revoir les limites du secteur de zone UXd2 au Nord du Leroy Merlin. Conteste le maintien d'une marge de recul de 25 mètres rue du 23 novembre (pas calée de manière cohérente tout au long de l'axe de la voie).	L'erreur matérielle du zonage UXd2 au Nord du Leroy Merlin sera corrigée sur le plan de zonage. L'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas suite à la demande de modification de la marge de recul.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Les limites de la zone UXd2 au Nord du Leroy Merlin sont revues
Ostwald		OSW_0019-PLU	Demande de reclassement d'une partie du secteur de zone UCA3 rue des Prés en UXb1 (Mme Litt)	Requête acceptée	recommandation	L'Eurométropole de Strasbourg donne suite à cette recommandation de la Commission d'enquête en reclassant une partie de la zone UC3 rue des Prés en zone UXb1

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Plobsheim	Sud du ban	PPA-ARS	Les périmètres de champ captant ne sont plus de simples projets mais sont à présent déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 03/09/2014. Mise à jour l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Plan d'Eau de Plobsheim.	L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Le Plan d'Eau d'Eschau - Plobsheim » mise à jour.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Mise à jour l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Plan d'Eau de Plobsheim" et du rapport de présentation
Plobsheim	rue Saint Paul	PLO_0001_PLU	Demande de reclassement 29 rue Saint Paul parcelles 304 et 302, sur l'alignement de la 304 en zone à urbaniser UCA3	Il s'agit d'une erreur matérielle. En conséquence, l'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande, en reclassant les parcelles indiquées en zone urbanisée UCA3.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des parcelles 304 et 302 en secteur de zone UCA3
Plobsheim	Golf	PLO_0005_PLU	Demandes du Golf : I. SUR LE ZONAGE : Modification du secteur de zone N3 qui doit comprendre l'ensemble bâti du site ou créer un nouveau secteur de zone permettant les activités et projets du Golf II. SUR LE REGLEMENT : Plusieurs articles sont concernés	Donner suite aux demandes d'adaptation du règlement écrit indiquées par le Golf, celles-ci étant précises et cohérentes avec les activités présentes et futures sur le site. Donner suite à la demande de modification du périmètre de la zone N3, voire à la création d'un périmètre spécifique. Celui-ci doit correspondre au périmètre inscrit dans le PLU actuel de Plobsheim au niveau du complexe hôtelier du Golf.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des 2 secteurs de zone N3 agrandis en zone UE2, périmètre identique à celui inscrit dans le PLU de Plobsheim. Ajustement des dispositions règlementaires de la zone UE2
Plobsheim	rue du verger	PLO_0009_PLU + PLO_0013_PLU + PLO_0015_PLU	Demande que l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « rue du verger » prévoit 35% de logements locatifs aidés (au lieu de 50%)	Corriger l'erreur matérielle dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « secteur rue du verger », en supprimant le pourcentage de logements locatifs sociaux à produire. Un renvoi vers l'OAP Habitat sera effectué. L'OAP Habitat prévoit 35% de logements locatifs sociaux dans les zones IAU.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la référence au pourcentage de logements aidés dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « secteur rue du verger » et renvoi à l'OAP Habitat Suppression de la référence aux cours urbaines (erreur matérielle)
Plobsheim	Thumenau	PLO_0011_PLU	Thumenau (parcelle n°6 de la section 26 et parcelle n°21 de la section 28 - Intégrées aux espaces contribuant aux continuités écologiques) : Demande que ces parcelles soient retirées des espaces contribuant aux continuités écologiques.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de revoir la localisation de la trame « espaces contribuant aux continuités écologiques » afin qu'ils correspondent aux espaces effectivement boisés sur les parcelles n°6 (section 26) et n°21 (section 28).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Localisation de la trame « espaces contribuant aux continuités écologiques » correspondant aux espaces effectivement boisés revue sur les parcelles n°6 (section 26) et n°21 (section 28).
Plobsheim	sortie sud du village	STG_0207_PLU	La SAS LIENHART demande la création d'un STECAL à la sortie Sud du village (au niveau de la zone A6 du PLU), pour permettre l'implantation d'un silo à grain, en remplacement du silo actuellement situé à l'entrée d'Eschau.	L'Eurométropole de Strasbourg propose de donner suite à la demande de la SAS LIENHART par la création d'un secteur de zone adapté à l'implantation d'un silo à grain à la sortie Sud du village (au niveau de la zone A6 du PLU), en remplacement du silo actuellement situé à l'entrée d'Eschau.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement d'une partie de la zone A6 en zone IAUXg, à la sortie sud du village
Plobsheim	Banau	PPA - Autorité environnementale	Alerte concernant la diminution des forêts	Au regard du PLU, le seul aménagement pouvant avoir une incidence est la création d'u	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Tracé de l'emplacement réservé PLO 9 décalé vers l'Est, tout en le maintenant dans la marge de recul de 30m identifiée au plan de zonage.
Reichstett	Développement urbain Nord	STG_0171_PLU	Demande d'ajustements portant sur l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Secteur de la ZAC au Nord". - Nouvel intitulé : "Secteur Nord". - Préciser ce qui a attrait à la ZAC "Les Vergers de Saint-Michel" et ce qui s'applique à l'ensemble du périmètre (ZAC et réserve foncière IIAU). - Prendre en compte les évolutions spatiales suite à l'avancée des études pré-opérationnelles : ventilation des typologies d'habitat, implantation des espaces verts et des franges végétalisées, hiérarchisation des voies, mise à jour du périmètre de l'OAP en intégrant le verger situé au Nord-est de la ZAC et la copropriété 2f rue du Général de Gaulle. - Réajuster le nombre de logements dans la ZAC : 480. - Réajuster le phasage.	L'Eurométropole de Strasbourg est favorable à la modification de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) couvrant le secteur de projet concerné. Les demandes d'ajustements de l'OAP ne remettent pas en cause les orientations du PLU définies pour la commune de Reichstett.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Ajustement des principes d'aménagement (p. 241 et 245). Ajustement du schéma du phasage (p. 247) : aménager en priorité la partie Est de la rue du Général de Gaulle. Ajustement du nombre de logements prévus à 480.
Schiltigheim		CM Schiltigheim, SCH_0001_PLU, SCH_0016_PLU, INT_0325_PLU	Demande de reclassement du site de la fondation Vincent de Paul en zone mixte d'habitat et d'équipements publics et/ou d'intérêts collectifs afin de permettre la réalisation de ses projets d'extension prévus notamment à l'ouest du site.	L'Eurométropole est favorable à cette demande de reclassement de l'ouest du site de la Fondation Vincent de Paul en zone mixte d'habitat et d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif sous réserve que les projets de constructions soient réalisés en dehors des périmètres de risques de Heineken. Le périmètre précis devra néanmoins être limité et reste à définir en lien avec la commune.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement d'une partie Ouest de la zone UE1 en UB2.
Schiltigheim		CM Schiltigheim, PPA-DDT	Demande que le « porter à connaissance » des risques technologiques de Heineken soit intégré aux cartes de risques du PLU.	L'Eurométropole est favorable à cette demande. Ces périmètres de danger figureront sur les plans des risques en tant qu'annexe du plan de zonage du PLU.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Intégration des périmètres de danger de Heineken au plan vigilance
Schiltigheim		PPA-DDT	Demande de revoir l'opportunité de conserver l'emplacement réservé SCH95 pour des équipements scolaires et sportifs.	Cet emplacement réservé est une réserve de terrain destinée à des équipements scolaires et sportifs, ainsi qu'à l'aménagement d'espaces verts, rue Saint-Charles. L'Eurométropole de Strasbourg, en accord avec la commune, propose de modifier la désignation de l'opération liée à l'emplacement réservé SCH95. La nouvelle proposition est la suivante : « Réserve de terrain destinée à des équipements sportifs, publics et d'intérêts collectifs ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de l'intitulé de l'emplacement réservé SCH95 = « Réserve de terrain destinée à des équipements sportifs, publics et d'intérêts collectifs ».
Schiltigheim		CM Schiltigheim	Demande de suppression d'une coquille le long de la route de Hausbergen / avenue de Londres / avenue de Berlin, c'est-à-dire de l'emplacement réservé SCH8.	L'emplacement réservé SCH8 est découpé en trois tronçons situés avenue de Berlin, avenue de Londres et route de Hausbergen. Ils sont tous les trois destinés à la « création d'une voirie de Liaison Intercommunale Ouest (V.L.I.O.) partant de l'échangeur de Bischheim vers l'Ouest, y compris ses carrefours ». Deux de ces tronçons, situés avenue de Berlin et avenue de Londres n'ont plus lieu d'être et seront supprimés. L'Eurométropole propose de maintenir l'emplacement réservé situé à l'ouest de la route de Hausbergen, de reprendre sa numérotation SCH 141 et de remplacer sa désignation par : « Elargissement de la route de Hausbergen ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression des deux tronçons, avenues de Berlin et de Londres, de l'emplacement réservé SCH8. Maintien de l'emplacement réservé situé à l'ouest de la route de Hausbergen, renuméroté en SCH 141 et modification de son intitulé par « Elargissement de la route de Hausbergen ».
Schiltigheim		SCH_0004_PLU, STG_0224_PLU, SCH_0006_PLU, INT_0429_PLU, STG_0148_PLU, INT_0158_PLU, INT_0176_PLU, INT_0198_PLU, SCH_0017_PLU, SCH_0025_PLU, INT_0421_PLU, INT_0440_PLU, SCH_0031_PLU, STG_0142_PLU, STG_0103_PLU, INT_0280_PLU, STG_0208_PLU	Demande de modification de la désignation de l'emplacement réservé SCH130.	L'Eurométropole propose de corriger l'erreur matérielle concernant la désignation de l'ER SCH 130.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Rectification de la désignation de l'emplacement réservé SCH 130 dans la liste des emplacements réservés
Schiltigheim			Proposition de l'Eurométropole de Strasbourg de reporter, sur le côté Ouest de la route du Général de Gaulle, la ligne de recul des constructions, qui figure sur les plans de zonage du POS en vigueur, sur les plans de zonage du PLU.	L'Eurométropole propose de reporter, sur le côté Ouest de la route du Général de Gaulle, la ligne de recul des constructions, qui figure sur les plans de zonage du POS en vigueur, sur les plans de zonage du PLU.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Report sur le côté Ouest de la route du Général de Gaulle de la marge de recul des constructions, qui figure sur au plan de zonage du POS communal.
Schiltigheim		SCH_0006_PLU, INT_0429_PLU, STG_0148_PLU, INT_0155_PLU, SCH_0019_PLU, SCH_0038_PLU, NT_0158_PLU, INT_0176_PLU, INT_0198_PLU, SCH_0017_PLU, SCH_0025_PLU, INT_0421_PLU, INT_0440_PLU, SCH_0031_PLU, STG_0142_PLU, STG_0103_PLU, STG_0208_PLU	Demande de modification de la désignation de l'ER SCH 129.	L'Eurométropole propose de corriger l'erreur matérielle concernant la désignation de l'ER SCH 129.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Rectification de la désignation de l'emplacement réservé SCH 129 dans la liste des emplacements réservés

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Schiltigheim		SCH_0020_PLU	S'interroge sur l'utilité d'une voie passant rue Ste-Hélène et sur le "parking" le long de Fischer vers la route de Bischwiller.	L'Eurométropole est favorable à la suppression de l'emplacement réservé ER SCH 60 destiné la réalisation d'une place de retournement aux normes dans l'impasse de la rue de la Wantzenau.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé SCH60.
Souffelweyersheim	Partie Nord Est de la commune	CM Souffelweyersheim	Demande de reprise, dans le PLU de l'Eurométropole, du contour de la zone N4 du PLU actuel pour la nouvelle zone N3 située rue du Ried.	L'Eurométropole est favorable à cette demande de rectification d'une erreur matérielle qui ne remet pas en cause les orientations générales du projet. Le contour de la zone, tel que demandé, correspond à l'emprise foncière des ateliers municipaux. Il s'agit de rectifier une erreur matérielle.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reprise pour la zone N3, située rue du Ried, du même périmètre que celui de la zone N4 du PLU communal.
Souffelweyersheim	Partie Nord Est de la commune	CM Souffelweyersheim	Demande de reprise, dans le PLU de l'Eurométropole, du contour de la zone UA4 du PLU de Souffelweyersheim pour la nouvelle zone UCA3 située entre la route de Bischwiller et le Canal de la Marne au Rhin.	L'Eurométropole est favorable à la demande d'ajustement à la marge concernant le Nord de la zone UCA3, à l'Est de la route de Bischwiller et qui vise à corriger une erreur matérielle. Il s'agit de reprendre pour la zone UCA3 le même périmètre que celui de la zone UA4 du PLU communal.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reprise des limites de la zone UA4 du PLU communal pour délimiter la zone UCA3, à l'Est de la route de Bischwiller.
Souffelweyersheim	Partie Nord Est de la commune	CM Souffelweyersheim	Demande de suppression de l'arbre à conserver situé près du port fluvial.	La protection en question ne correspond à rien sur le terrain. Il y a donc lieu de supprimer la protection affichée au plan de zonage.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la trame "arbre ou groupe d'arbres à conserver ou à créer" près du port fluvial.
Souffelweyersheim	Partie Nord Est de la commune	CM Souffelweyersheim	Demande de maintien d'un recul de 30 m le long du canal de la Marne au Rhin.	Le PLU de l'Eurométropole a repris la marge de recul du PLU de Souffelweyersheim, à l'exception de la partie Sud du canal. A la demande de la commune, il peut être inscrit une marge de recul de 30 mètres en lieu à la place des 6 mètres proposés. L'Eurométropole n'a pas d'objection à formuler à cette demande qui relève de l'échelle communale.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la marge de recul le long du canal de la Marne au Rhin de 6 m à 30 m, à l'ouest du canal. La marge de recul inscrite au PLU communal est également reprise pour répondre totalement à la demande formulée.
Souffelweyersheim	Rue du canal, rue de la Ville et allée des Peupliers	CM Souffelweyersheim	Demande de maintien du recul de 5 m pour les rues du Canal et l'angle entre la rue de la Ville et l'allée des Peupliers .	Les reculs de 5 mètres pour ce qui concerne la rue du Canal et l'angle de la rue de la Ville et de l'allée des Peupliers correspondent aux règles édictées par le PLU actuel de Souffelweyersheim. La commune souhaite maintenir ces règles au futur PLU. Relevant de la bonne gestion communale, l'Eurométropole propose d'inscrire des marges de recul le long des rues citées ci-avant.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'un recul de 5 m pour la rue du Canal et l'angle de la rue de la Ville et de l'allée des Peupliers.
Souffelweyersheim	Route de Bischwiller	CM Souffelweyersheim	Demande de suppression du recul de 5 m pour la zone UE1 située à l'angle de la rue Mozart et de la route de Bischwiller.	La zone UE1 couvre une ancienne friche industrielle dont la commune s'est portée acquéreur pour la réalisation d'un équipement public. Le projet vise le réemploi des volumes bâtis existants. Ainsi, il est proposé de supprimer la marge de recul le long de la route de Bischwiller considérant l'implantation de la construction. Afin de garantir un paysage urbain homogène, il est proposé de maintenir le recul le long de la rue Mozart.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la marge de recul le long de la route de Bischwiller. Le recul est également supprimé en zone UE1, le long de la rue de Mozart, le projet de requalification en cours du bâtiment prévoyant une extension.
Souffelweyersheim	Zones d'activités	CM Souffelweyersheim	Demande d'uniformisation de la hauteur maximale hors tout à 12 mètres sur l'ensemble de la zone UXb3.	L'Eurométropole est favorable à cette demande d'harmonisation de la hauteur sur l'ensemble de la zone d'activités des Tuileries.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Harmonisation de la hauteur sur toute la zone UXb3 à 12 m HT.
Souffelweyersheim	Partie Nord Est de la commune	PPA-Voies Navigables de France	Demande que la maison éclusière n°50 soit classée dans un zonage N2 et non N1.	Le zonage N2 permet d'effectuer une extension mesurée des constructions existantes. La majorité des maisons éclusières est classée dans cette zone. Il est proposé de donner suite à la demande de VNF.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du zonage de la maison éclusière de N1 en N2. Le zonage N2 est étendu à la maison d'habitation située entre la Souffel et la RD37 et classée en N1 (correction d'une erreur matérielle).
Souffelweyersheim	Rue d'Andlau	SOU_00012_PLU	Souhait de maintenir le principe d'inconstructibilité existant actuellement dans le PLU communal en vigueur, sur les parcelles non bâties situées le long de la rue d'Andlau (secteur délimité du n°16 à 20 et 17 à 21) ainsi que le long de l'emplacement réservé SOU17.	Afin de respecter la volonté de la commune en la matière, il est proposé de reprendre le principe d'inconstructibilité sous les lignes HT au PLU au niveau de la rue d'Andlau. Toutefois, la plantation d'arbres à haute tige n'étant pas appropriée sous les lignes à haute tension, l'Eurométropole de Strasbourg propose de vérifier la faisabilité de l'outil proposé par la commune. Le cas échéant, il pourrait être choisi un autre outil du PLU pour traduire l'inconstructibilité des espaces non bâtis concernés.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'une trame "espace planté à conserver ou à créer" sur les parcelles non bâties le long de la rue d'Andlau (secteur délimité du n°16 à 20 et 17 à 21)
Souffelweyersheim	Zone d'activités	STG_00167_PLU	Projet de pose d'un pylône monotube de 24m intégrant les antennes sur la parcelle 464 section 12. Il consiste en la pose d'un pylône monotube de 24 m intégrant les antennes. Actuellement le règlement s'appliquant à la zone UX3 nous permet l'installation de l'antenne relais dans la mesure où son exploitation permet d'apporter un service et une aide aux activités alentour, mais la limitation sur la zone est à 12m.	Ce type de projet est autorisé dans le cadre du règlement du PLU arrêté (article 2 alinéa 3 des dispositions applicables à toutes les zones – page 10). Néanmoins le PLU arrêté ne prévoit pas de dispositions particulières en matière de hauteur. Il est proposé de faire évoluer le règlement pour prendre en compte ce type de projet, à l'article 10 des dispositions applicables à toutes les zones.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Précision apportée au règlement écrit pour indiquer que les antennes relais ne sont pas soumises à une règle de hauteur maximale
Souffelweyersheim	Rue du Chemin de Fer	SOU_0009_PLU STG_00200_PLU	Demande de suppression de l'ER SOU7, rue du Chemin de Fer.	L'Eurométropole est favorable au maintien de cet emplacement réservé	Réserve n°1	Suppression de l'emplacement réservé SOU 7 et inscription d'une trame "espace planté à créer ou à conserver" (EPC) pour protéger les jardins mis en avant par les intervenants.
Strasbourg		CM Strasbourg	Demande : Mise à jour des restrictions d'usage « sites et sols polluées » inscrites au plan risques et au règlement écrit, afin d'intégrer les éléments issus d'études complémentaires réalisées au courant des années 2015 et 2016	La demande est justifiée par la nécessité d'intégrer les nouveaux éléments de connaissances « sites et sols pollués » issus des récentes études. Il s'agit d'une actualisation de la donnée.	Cette mise à jour, en liaison avec les communes, du règlement graphique – plan risque est nécessaire.	Mise à jour effectuée des "sites et sols pollué" au plan vigilance sur le secteur projet du Heyritz (quartier de Neudorf)
Strasbourg	piscine du Wacken	CM Strasbourg	Demande: Reclassement du parking de la piscine du Wacken en zone UD1, pour permettre la construction d'un silo de stationnement répondant aux besoins des équipements sportifs existants et du projet Wacken-Europe	La demande est justifiée par la nécessité de construire un parking silo de stationnement répondant aux besoins des équipements sportifs existants et du secteur en développement dans le cadre du projet Wacken-Europe. Les règles de la zone UE3, notamment celles concernant l'emprise au sol des constructions, sont trop contraignantes pour la réalisation de ce projet. L'extension de la zone de projet UD1 voisine semble être la solution la plus évidente.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement du parking de la piscine du Wacken en zone UD1
Strasbourg	Neuhof caserne Lyautey	CM Strasbourg	Demande : Reclassement en zone UD2 de la partie nord du site de l'hôpital Lyautey au Neuhof, pour permettre la construction de logements, à condition que les négociations foncières avec les services de l'Etat aient abouti avant l'approbation du PLU. Ce reclassement pourrait s'accompagner de l'inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » à l'angle de la rue des Canonniers et de l'avenue du Neuhof	La demande de reclassement de la partie Nord de l'hôpital Lyautey au Neuhof était en attente des négociations foncières menées avec les services de l'Etat. Le reclassement en zone mixte UD2 est justifié car il permettra à la collectivité de mener un projet de requalification urbaine d'une ancienne friche militaire. Cette demande entre pleinement dans les objectifs fixés par le PLU en matière de renouvellement urbain. Notons que plusieurs bâtiments ont été protégés dans le cadre de la démarche patrimoine, afin de maintenir la qualité architecturale et urbaine du site, tout en l'ouvrant sur le quartier. Le changement de zonage pourrait s'accompagner de l'inscription au plan de zonage d'un « espace planté à conserver ou à créer », afin de préserver et développer les espaces verts.	Ce poumon vert devrait être apprécié des futurs occupants.	Classement en zone UD2 (au détriment de la zone UG) et inscription d'un "espace planté à conserver ou à créer"
Strasbourg	place de Haguenau	CM Strasbourg	Demande : Reclassement en zone UD1 de la zone UD2 couvrant l'îlot de la Maison du bâtiment dans le quartier Centre, afin que les dispositions réglementaires soient en adéquation avec les constructions existantes et le potentiel de développement offert par cet îlot	La demande est justifiée car nécessaire au projet urbain de l'îlot de la Maison du bâtiment, en pleine mutation. Cette demande entre également pleinement dans les objectifs du PLU en matières de renouvellement urbain et de limitation de la consommation foncière hors enveloppe urbaine	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Classement en zone UD1 de la zone UD2 couvrant l'îlot de la Maison du bâtiment
Strasbourg	Wacken	CM Strasbourg	Demande : Reclassement en zone UB4 de la zone UCB1 située rue des Anémones dans le quartier du Wacken, pour faciliter la réalisation d'un projet d'autopromotion	La demande est justifiée car, au vu de la configuration de la parcelle concernée, le projet d'autopromotion a besoin de pouvoir bénéficier des mêmes règles d'implantation que le bâtiment voisin existant, notamment de pouvoir s'implanter en limite de voirie, rue des Anémones.	Avis très favorable.	Classement en zone UB4 de la zone UCB1 (rue des Anémones)
Strasbourg	Heyritz	CM Strasbourg	Demande : Reclassement en zone IAUB1 de la zone IAUA1 au Heyritz, afin que les dispositions réglementaires permettent la poursuite de l'urbanisation et soient conformes aux orientations d'aménagement et de programmation.	La demande est justifiée car il s'agit simplement de la correction d'une erreur matérielle de saisie du règlement graphique.	Simple mise à jour de plan.	Classement en zone IAUB1 de la zone IAUA1
Strasbourg	Orangerie	CM Strasbourg	Demande : Suppression de l'emplacement réservé CEN 5, inscrit au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg, pour l'élargissement de l'impasse des Bosquets dans le quartier du Conseil des XV	La demande est justifiée car l'Eurométropole de Strasbourg, bénéficiaire de l'emplacement réservé, est propriétaire du foncier.	Régularisation administrative.	Suppression de l'emplacement réservé CEN 5

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Strasbourg	Hautepierre	CM Strasbourg EP : INT 0305 PLU 0011_PLU 0012_PLU 0028_PLU 0030_PLU 0039_PLUSTG_0117_PLU STG_0120_PLU 0032_PLU + INT_0013_PLU INT_0013_PLU INT_0022_PLU HOE_0015_PLU	Demande : Suppression de l'emplacement réservé HAU 4, inscrit au bénéfice de l'Eurométropole, pour la création d'une voirie entre la rue d'Oberhausbergen et l'avenue Molière et l'élargissement de la rue Paul Claudel, prévue pour le passage d'un transport en commun. Cette suppression pourrait s'accompagner de l'inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » dans le cœur d'îlot, pour préserver le cadre de vie.	La liaison pour un transport en commun entre la route d'Oberhausbergen et l'avenue Molière n'est plus d'actualité et le conseil municipal de Strasbourg souhaite désormais privilégier le cadre de vie, en protégeant le cœur d'îlot par la trame « espace planté à conserver ou à créer ».	Favorable à la suppression de l'emplacement réservé devenu inutile. La commission prend acte que l'Eurométropole propose de supprimer l'emplacement réservé HAU du plan de zonage et de la liste des emplacements réservés et d'inscrire un « espace planté à conserver ou à créer » en cœur d'ilot pour préserver le cadre de vie des habitants et la nature en ville, donnant ainsi satisfaction aux nombreux riverains qui sont intervenus à l'enquête.	Suppression de l'emplacement réservé HAU 4 et inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » en cœur d'ilot pour préserver le cadre de vie des habitants et la nature en ville
Strasbourg	Neuhof	CM Strasbourg	Demande : Modification du tracé de l'emplacement réservé NEU 24, inscrit au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg, pour la prolongation de la rue Richshoffer dans le quartier du Neuhof, du fait d'une contrainte technique liée à un collecteur d'assainissement.	La demande est justifiée car il s'agit de prendre en compte une contrainte technique liée au réseau d'assainissement.	La demande est justifiée car il s'agit de la correction d'une erreur matérielle de saisie.	Modification du tracé de l'emplacement réservé NEU 24
Strasbourg	quartier Gare	CM Strasbourg	Demande : Protection au titre des « bâtiments intéressants » de la construction sise au 9, rue du Marais Kageneck, en substitution de la construction sise au 11, rue du Marais Kageneck	La demande est justifiée car il s'agit de la correction d'une erreur matérielle de saisie.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Protection comme "bâtiment intéressant" du n°9 rue du Marais Kageneck, en substitution du n°11 rue du Marais Kageneck
Strasbourg	Neudorf - rte du Rhin	PPA-DDT	Demande de faire évoluer le zonage ouvert à l'urbanisation pour prendre en compte l'aléa inondation tel que transmis dans le récent porter à connaissance. A proximité du quartier du Bruckhof, de part et d'autre de la route du Rhin, le Ziegelwasser engendre des poches d'aléa fort : - au sud de la route du Rhin, il conviendrait de classer l'emprise du terrain de football en UE - au nord de la route du Rhin, il conviendrait d'interdire les logements en rez-de-chaussée prévus en zone d'aléa fort	La zone UE est une zone urbaine spécifique à vocation d'équipements publics ou d'intérêt collectif. La collectivité n'est donc pas opposée au classement en zone UE des terrains de football du Bruckhof, interdisant de fait les logements, ce qui permettait de répondre à la prise en compte du risque inondation du secteur. Pour la partie située au Nord de l'avenue du Rhin, le PLU appliquera le règlement du PPRI quand celui-ci sera opposable.	Le classement en zone UE des installations sportives situées au sud de l'Avenue du Rhin permettra, à la fois, d'interdire la création de logements et de respecter au mieux les dispositions du règlement du PLU. Le classement de la partie nord devra impérativement prendre en compte les contraintes du PPRI.	Classement en zone UE du terrain de foot
Strasbourg	PPRT	PPA-DDT	Demande de correction de la date d'approbation du PPRT du Port aux pétroles de Strasbourg	Il s'agit d'une erreur matérielle à corriger.	Simple modification à apporter.	Correction de la date
Strasbourg		PPA-DDT	Demande de reporter les servitudes d'utilité publique les plus récentes et relatives aux sites pollués (site CLESTRA, rue Giraudoux, GPS rue de Rouen)	Les dernières Servitudes d'Utilité Publique (SUP) seront prises en compte et figureront en annexes du PLU (pièce 8.1)	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription des dernières Servitudes d'Utilité Publique (SUP)
Strasbourg	JMV	PPA-CARA	Demande de créer un secteur A5 permettant l'implantation d'un bâtiment d'élevage, sous réserve des distances réglementaires d'éloignement par rapport aux habitations et bâtiments destinés à recevoir du public, pour l'association « Les jardins de la Montagne verte » qui conduit des activités agricoles (maraichage notamment) et qui souhaite développer un atelier d'élevage de poules pondeuses	La parcelle 10 section OB d'une contenance de 33,81 ares permettait d'accueillir ce projet. Après vérification, les distances règlementaires d'éloignement par rapport aux habitations seraient respectées. Cette demande est par ailleurs en adéquation avec les objectifs du Parc Naturel Urbain et permettrait de développer la production agricole locale et de la valoriser par circuits courts.	La commission attire l'attention de la chambre d'agriculture et de l'Eurométropole, qu'en raison des vents dominants, les distances réglementaires ne suffisent pas à empêcher ni la prolifération de moucherons ni les nuisances olfactives qui génèrent de plus en plus de plaintes.	Création d'une zone A5 au détriment de la zone N1
Strasbourg	ROB accès Nord	PPA-SCOTERS	Concernant la voie EDF au nord du port de Strasbourg, demande de remplacer « création d'un accès nord au port » par « aménagement d'un accès nord au port » dans le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	L'accès nord au Port Autonome de Strasbourg prévoit d'utiliser la voie existante, propriété de VNF, située le long du Rhin. En conséquence, il n'y aura pas de création de nouvelle voie mais bien un aménagement de la voie existante.Il est donc proposé de modifier le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD), selon la proposition du SCOTERS.	Cette solution semble la plus adaptée au contexte actuel. 4. Accès Nord du Port Autonome de Strasbourg : La commission approuve la position de l'Eurométropole concernant l'accès nord au port autonome. L'utilisation de l'axe nord "route EDF" par les poids lourds se rendant ou revenant du Port est rationnelle. L'ouverture de cet axe aux poids lourds permettra de répartir les flux de camions, usagers du port entre l'accès Sud et l'accès Nord en sachant que leur circulation a déjà été drastiquement limitée sur la route du Rhin.	Modification apportée au Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
Strasbourg	énergie	EP-HUS	article 15 du TITRE II du règlement - Dispositions applicables à toutes les zones : Les HUS contestent en particulier la disposition suivante : 2. Toute construction neuve à vocation d'habitat, de bureaux ou d'équipements publics ou d'intérêt collectif, ayant des besoins de froid nécessitant un système de rafraîchissement actif, doit mettre en place des solutions énergétiques réversibles, basées sur des énergies renouvelables.;	Article 13 : L'Eurométropole propose le maintien des dispositions de l'article 13 UE, au nom de la dimension « développement durable » du PLU, en cohérence avec les orientations suivantes du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) Article 15 : Eu égard aux spécificités et contraintes des grands établissements de santé (hôpitaux, cliniques), l'Eurométropole propose de donner une suite favorable à la requête des Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) sur ce point.	La commission constate avec satisfaction que l'Eurométropole accède à une grande partie des demandes formulées par les hôpitaux universitaires de Strasbourg qui obtiennent notamment satisfaction dans le domaine de l'article 15 dont les mesures particulièrement contraignantes ne seront plus applicables aux hôpitaux et cliniques. La commission approuve le maintien des dispositions de l'article 13 UE, au nom de la dimension « développement durable » du PLU, en cohérence avec les orientations suivantes du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) : 1. Faire de l'Eurométropole une métropole durable ;	La disposition de l'article 15 a été rédigée comme suit : 2. Toute construction neuve à vocation d'habitat, de bureaux ou d'équipements publics ou d'intérêt collectif, ayant des besoins de froid nécessitant un système de rafraîchissement actif, doit mettre en place des solutions énergétiques réversibles, basées sur des énergies renouvelables. Cette disposition ne s'applique pas aux hôpitaux et cliniques.
Strasbourg	Hôpital Civil	EP-HUS	Les HUS comparent site par site les dispositions du PLU à celles du POS actuel, pour arriver à la conclusion qu'il leur est moins favorable, en cela principalement que le zonage spécialisé (équipements publics ou d'intérêt collectif) du PLU ne permet pas de procéder à des opérations de cession foncière, du fait que ce classement ne permet pas la réalisation de logements et de bureaux non liés à l'activité hospitalière. Or, l'Agence Régionale de Santé (ARS) demande aux HUS de mettre en œuvre une politique de cession foncière « ambitieuse », visant à améliorer l'optimisation de son patrimoine foncier par des cessions de terrain.	Une évolution du projet de PLU pour ce secteur permettrait également aux HUS d'engager la politique de cession foncière et d'optimisation de son patrimoine, réclamée par l'Agence Régionale de Santé. L'Eurométropole propose de donner une suite favorable à la demande des HUS, en reclassant en zone UB1 (18m ET – SMS2) la partie du site actuellement classée UE2 au projet de PLU.	2. Mettre en place les conditions d'une transition énergétique et s'adapter aux conséquences du changement climatique (protéger les espaces verts et favoriser leur développement, pour lutter contre les îlots de chaleur) ; 3. Conforter le « végétal relais » existant dans le bâti et augmenter le taux de végétal (protéger et développer les espaces végétalisés dans la ville). D'autant plus que la commission préconise l'application de ces 3 règles à d'autres secteurs de l'agglomération. Néanmoins il serait rationnel d'assouplir les règles concernant les toits et les façades végétalisés, qui pour des raisons d'hygiène hospitalière, ne sont pas compatibles. Une exception pour les bâtiments hospitaliers serait justifiée. En outre la commission approuve les modifications de zonage apportées à plusieurs sites des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg.	Hôpital civil : la zone UE2 est classée en zone UB1 18mET SMS2.
Strasbourg	Hôpital Robertsau	EP-HUS	Les HUS comparent site par site les dispositions du PLU à celles du POS actuel, pour arriver à la conclusion qu'il leur est moins favorable, en cela principalement que le zonage spécialisé (équipements publics ou d'intérêt collectif) du PLU ne permet pas de procéder à des opérations de cession foncière, du fait que ce classement ne permet pas la réalisation de logements et de bureaux non liés à l'activité hospitalière. Or, l'Agence Régionale de Santé (ARS) demande aux HUS de mettre en œuvre une politique de cession foncière « ambitieuse », visant à améliorer l'optimisation de son patrimoine foncier par des cessions de terrain.	il est proposé le maintien du classement de la majeure partie du site en zone UE1, accompagné de deux déclassements partiels, ciblés : - déclassement d'une partie de terrain non sur-bâtie, située à l'angle sud-est du site, et son rattachement à la zone voisine/limitrophe UB4 (7m ET – SMS2) ; - déclassement de la partie des terrains occupée par l'IFSI et par les immeubles d'habitation, située à l'angle nord-ouest du site, et son rattachement à la zone voisine/limitrophe UCB1 (10mET – SMS2). En contrepartie de l'ouverture à la diversité des fonctions urbaines (zone mixte) des deux parties du site décrites ci-dessus et délimitées sur le plan ci-après, il est proposé de protéger les espaces plantés les plus intéressants, par l'application de la trame « espace planté à conserver ou à créer ».		Hôpital de la Robertsau : extension de la zone UCB1 au détriment de la zone UE1, et extension de la zone UB4 au détriment de la zone UE1. Inscription de 4 "espaces plantés à créer ou à conserver".
Strasbourg	écluses	EP-PAS	1. Zonage aux abords des écluses	Il semble nécessaire que l'ensemble de l'emprise des écluses, y compris leurs accès, soient inscrits dans une même zone. Les écluses étant des ouvrages de la zone portuaire, leur classement en zone UX paraît cohérent et souhaitable.	En ce qui concerne la maison éclusière située 15 rue de Dunkerque, la commission d'enquête approuve la position de l'Eurométropole qui consiste à maintenir la protection de ce bâtiment dans l'attente de garantie de la part du PAS concernant le démontage et le remontage à l'identique de cette maison remarquable. Les objectifs déplacements du PLU envisagent un TCSP dont le prolongement nécessiterait la maîtrise des emplacements réservés CEN 14 et POR 3 qui forment une continuité logique. En attendant la réalisation du projet ou son abandon, il n'y a pas lieu de supprimer cet emplacement réservé. La Commission d'enquête approuve le classement des écluses et de leurs abords en zone UX et demande les adaptations nécessaires afin de permettre le transfert du siège du Port Autonome de Strasbourg dans la zone sollicitée. En ce qui concerne le dernier point, portant sur les activités implantées à l'extrémité de la rue des Imprimeurs à Strasbourg, il sera examiné lors du traitement de la partie II/B STRASBOURG (Elsau-Montagne Verte)	Réduction de la zone N1 au bénéfice de la zone UXb2 Modification des limites de zones UXa1 et UXb1 (quai Jacoutot)

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Strasbourg	siège PAS	EP-PAS STG_0149_PLU	pour construction Siège du PORT	Zonage UXb1 : Afin de permettre la construction du siège du Port Autonome de Strasbourg dans le secteur du port, il est proposé de préciser le règlement de la zone UX ou de modifier le zonage.	En ce qui concerne la maison éclusière située 15 rue de Dunkerque, la commission d'enquête approuve la position de l'Eurométropole qui consiste à maintenir la protection de ce bâtiment dans l'attente de garantie de la part du PAS concernant le démontage et le remontage à l'identique de cette maison remarquable. Les objectifs déplacements du PLU envisagent un TCSP dont le prolongement nécessiterait la maîtrise des emplacements réservés CEN 14 et POR 3 qui forment une continuité logique. En attendant la réalisation du projet ou son abandon, il n'y a pas lieu de supprimer cet emplacement réservé. La Commission d'enquête approuve le classement des écluses et de leurs abords en zone UX et demande les adaptations nécessaires afin de permettre le transfert du siège du Port Autonome de Strasbourg dans la zone sollicitée. En ce qui concerne le dernier point, portant sur les activités implantées à l'extrémité de la rue des Imprimeurs à Strasbourg, il sera examiné lors du traitement de la partie II/B STRASBOURG (Elsau-Montagne Verte)	Extension de la zone UYa, autorisant les bureaux
Strasbourg	Centre semencerie	EP 0031_PLU - INT_0060_PLU - INT_0060_PLU	demandent de laisser le classement du terrain en l'état actuel, soit UB, afin de permettre la réalisation d'un projet immobilier.	Afin de ne pas pénaliser le développement de l'entreprise qui est notamment conditionnée par la possibilité d'une opération immobilière, il serait envisageable de supprimer la zone UYb sur ce secteur et de le classer en zone urbaine mixte voisine UB2, tout en inscrivant un « Plan d'Aménagement Global » (PAG) qui pour une durée de cinq « gèle » les droits à construire dans l'attente d'un projet d'ensemble du secteur.	Concernant le secteur de la Semencerie, la commission a pris bonne note du fait que Le zonage UYb projeté sur ce secteur constitue « un zonage défensif » visant à faire de la Ville un interlocuteur obligatoire dans le cadre d'une éventuelle mutation du site. Néanmoins il n'y a pas lieu de pénaliser l'entreprise NUNGESSER Semences qui durant de longues années s'est comportée de façon exemplaire en menant une action de mécénat au profit d'un groupe d'artistes. L'entreprise ayant un projet immobilier abouti, qui pourra être amendé lors de l'instruction du permis de construire, et possédant la majeure partie de cette micro zone, la commission demande le classement du secteur en zone urbaine mixte UB2 avec 18 mètres à l'égout de toit à l'identique de la zone voisine. En outre il n'y a pas lieu de geler les droits à construire durant cinq ans en ayant recours à l'inscription d'un plan d'aménagement global. Lors de la reconnaissance de la zone, les artistes et artisans d'art qui occupent les lieux ont confiés spontanément au président de la commission, leur gratitude et leur reconnaissance envers les propriétaires des lieux et ont affirmés, malgré l'incertitude de leur devenir, ne pas vouloir nuire aux intérêts de la société NUNGESSER semences.	La zone UYb disparaît et son emprise est associée à la zone voisine UB2. Un Programme d'Aménagement Global (PAG) d'une durée de 5 ans est inscrit sur le périmètre de l'ancienne zone UYb.
Strasbourg	Centre EPC bd Tauler	EP INT 0420 PLU – INT 0436 PLU	l'inconstructibilité à l'intérieur de ces jardins et l'impossibilité aujourd'hui ou demain d'adjoindre ou même simplement d'agrandir des balcons ou terrasses.	, il peut être envisagé de redessiner la trame inscrite à l'intérieur de ce cœur d'ilot afin de permettre d'éventuelle extension des constructions. La distance entre la façade et la limite de la trame pourraient être comprise entre 3 mètres et 5 mètres par exemple.	Le PLU se fixe comme objectif de conforter le « végétal relais » existant dans le bâti et augmenter le taux de végétal (protéger et développer les espaces végétalisés dans la ville) prônant ainsi le maintien en ville des espaces verts subsistants dans les cœurs d'ilots. La commission d'enquête approuve le maintien des espaces plantés à conserver, tout particulièrement dans les secteurs denses de l'agglomération. Elle estime que ce coin de nature contribue non seulement au bien être général mais profite tout particulièrement aux propriétaires et aux riverains. Néanmoins gênée par l'atteinte que constituent ces trames au droit de propriété, la commission demande que leurs limites soient adaptées par rapport aux constructions existantes afin de permettre la réalisation de terrasses ou balcons.	Boulevard Tauler : réduction de l'espace planté à conserver ou à créer, à 3m des façades environs.
Strasbourg	C15	EP (ADIQ) STG_0155_PLU INT 0383A PLU	Ancienne cité jardin et Conseil des XV, autoriser 30% d'emprise au sol et interdire les divisions parcellaires,	Afin de rapprocher la règle de l'emprise au sol des constructions du PLU à celle inscrite au POS (sans le régime dérogatoire des 5% et sans le complément des outils patrimoniaux graphiques inscrits dans le PLU), il pourrait être envisagé de modifier le classement de la cité jardin du Conseil des XV, en passant d'une zone UCA1 (emprise au sol : 40% et espace libre : 30%) à une zone UCA4 (emprise au sol : 30% et espace libre : 40%)	La commission d'enquête après avoir décortiqué les éléments de réponse plus qu'exhaustifs de l'Eurométropole, constate le rapprochement entre la demande de l'ADIQ de limiter à 30% d'emprise au sol et la position de l'Eurométropole qui propose de modifier le classement de la cité jardin du Conseil des XV, en passant d'une zone UCA1 (emprise au sol : 40% et espace libre : 30%) à une zone UCA4 (emprise au sol : 30% et espace libre : 40%).	Quartier des XV : zone UCA1 7mET SMS2 changée en zone UCA4 7mET SMS2
Strasbourg	C15	EP (ADIQ) STG_0155_PLU INT 0383A PLU	Zone UCB1 entre le canal de la Marne au Rhin et la rue Boussingault, opposition à la construction de 4 immeubles sur le site dit des « macromolécules » car la hauteur dans le secteur doit, par cohérence, rester à 7 m,	Il s'agit en effet d'une erreur matérielle : deux zones distinctes identiques (UCB1) sont voisines. Afin de limiter la hauteur maximale des constructions autorisée en la calant sur la hauteur des constructions existantes dans la zone, il est proposé de réduire la hauteur à 7mET pour la zone UCB1 de droite.	La commission d'enquête prend acte de la rectification de l'erreur matérielle qui est à l'origine de la demande de l'ADIQ	Rue Boussingault : zone UCB1 10mHT SMS2, changée en zone UCB1 7mHT SMS2.
Strasbourg	C15	EP (ADIQ) STG_0155_PLU INT 0383A PLU	14 boulevard Paul Déroulède, le Wasserzoll/1, ancien péage fluvial sur l'Ill, il est proposé de classer la maison « bâtiment exceptionnel » et le jardin « espace planté à conserver ».	Concernant le jardin à protéger, la réflexion est identique. L'inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » pourrait donc être inscrite en respectant la règle des 15% d'espace paysager en pleine terre. La superficie de la trame serait d'environ 1,5 are et permettrait de localiser la protection à l'endroit le plus remarquable de la parcelle à protégée. Cette protection graphique pourra toujours être augmentée dans le cadre d'une modification ultérieure du PLU qui sera alors soumise à enquête publique.	L'association de quartier ADIQ propose de classer la maison le Wasserzoll/1, ancien péage fluvial sur l'Ill 14 boulevard Paul Déroulède en « bâtiment exceptionnel » et le jardin « espace planté à conserver » Si cette demande de classement est tout à fait justifiée, la commission aurait préféré qu'elle émane, ou soit clairement appuyée par les propriétaires des lieux en raison de l'impact du classement sur le droit de propriété. En conséquence elle approuve la proposition de l'Eurométropole de classer provisoirement le bâtiment en "bâtiment intéressant" en attendant d'inscrire la maison en « bâtiment remarquable » au plan de zonage dans le cadre d'une modification ultérieure du PLU qui sera alors soumise à enquête publique. Il en est de même concernant le jardin à protéger, L'inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » pourrait donc être effectuée dans le cadre du présent et augmentée lors d'une modification ultérieure du PLU qui sera alors soumise à enquête publique. En outre la commission conseille à	A l'ouest de la parcelle n°180 du 14 boulevard Paul Déroulède, création d'un espace planté à conserver ou à créer de 150 m² environs.
Strasbourg	EMV EPC	EP INT_0069_PLU	accès dans les "espaces plantés à conserver ou à créer"	Afin de ne pas compromettre le projet, il est proposé d'autoriser les accès aux constructions dans la trame « espace planté à conserver ou à créer » (pour information : rejoint une remarque dans le quartier de la Robertsau, au droit de l'emplacement réservé du Tram).	La commission d'enquête se rallie à la position de l'Eurométropole qui propose d'autoriser l'aménagement des accès aux constructions dans la trame " espace planté à conserver ou à créer ".	Le règlement est complété concernant la trame "espace planté à conserver ou à créer" pour y autoriser les accès aux constructions
Strasbourg	Hautepierre	EP STG_0180_PLU	Nous pensons que la conservation des parcelles 213 et 223 comme «parcelles constructibles » présente un double intérêt : D'une part celui de régler le problème du stationnement des véhicules de la société EST ASCENSEURS. D'autre part, de conserver la possibilité de proposer de l'habitat afin de répondre à la demande croissante de logements générée par la construction du centre hospitalier	Suite à la demande de l'entrepreneur et afin de ne pas mettre en difficulté l'entreprise, il est proposé de réduire la trame « espace planté à conserver ou à créer ».	La commission d'enquête approuve l'aménagement de l'espace planté à créer ou à conserver tel que proposé par l'Eurométropole dans sa position. Cet aménagement permettra de régler le stationnement des véhicules de l'entreprise tout en évitant, dans un premier temps, une spéculation foncière.	Réduction de la trame "espace planté à conserver ou à créer", rue La Bruyère
Strasbourg	KOE	EP INT 0340 PLU	Observation concernant la création d'un espace vert et de promenade à Koenigshoffen (KOE 22) qui priverait d'accès un local industriel situé 117b Route des Romains et accessible via la voie privée dénommée rue de la Chartreuse. Ce local est la propriété de la SCI MAHAUT dont Dominique JENN, est la gérante (voir les PJ).Demande la révision de ce projet pour assurer la pérennité de l'entreprise.	Le bâtiment 117b n'était pas directement impacté par l'inscription d'un emplacement réservé au POS de Strasbourg. Par contre, la destination de l'emplacement réservé est destinée à une liaison piétons-cycles, laissant présager que l'accès motorisé ne sera plus possible pour l'entreprise. Il est donc proposer de supprimer une partie de l'emplacement réservé et de prolonger le tracé de principe permettant de garantir un maillage du réseau et notamment de l'accès au cours d'eau du Muhlbach.	La commission approuve la proposition de suppression d'une partie de l'emplacement réservé formulée par l'Eurométropole.	Rue de la Chartreuse : réduction de l'emplacement réservé KOE 22, et prolongation du tracé de principe.

TABLEAU DE REPRISE du dossier
par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Strasbourg	MEINAU Clos des Vanneaux	EP STG_0068_PLU STG_0196_PLU	demande de rendre un avis défavorable au classement des parcelles 108, 115, 116, 118, 119, 142, 143, 144, 145, 146, 14, 129, 131 sises rue des Vanneaux et rue de la Rheinmatt à Strasbourg, en zone UCB1, ce qui permettrait leur urbanisation en violation des dispositions du SCOTERS et du SRCE. Il demande le classement de ces parcelles en zone N, conformément au classement des autres parcelles sises le long de la rive droite du Rhin Tortu afin de préserver le corridor écologique et la trame verte.	Il pourrait être envisagé d'inscrire sur la parcelle n°108 concernée, la trame « espace contribuant aux continuités écologiques » à l'intérieur de la marge de recul, afin de lui garantir une épaisseur un peu plus confortable de part et d'autre du cours d'eau.	Lors de la réalisation du lotissement des Vanneaux, le lot VI était destiné à recevoir uniquement des équipements de loisirs ou de sports ainsi que des annexes répondant à la destination du lot. Le lot VI était également réservé à des activités de jardinage, vergers, ainsi qu'aux annexes répondant à ces activités, il ne prévoyait donc pas la réalisation de logements sur ces surfaces. En contradiction avec la destination initiale ce lot a été classé en zone NEU UB1 du POS de Strasbourg, en conséquence le propriétaire aurait pu urbaniser ces terrains, ce qui ne sera plus le cas lors de l'approbation du PLU. Les terrains non urbanisés de ce lot sont situés à proximité du Rhin tortu et subissent un risque d'inondation qualifié de moyen, en conséquence la commission d'enquête approuve la position prise par l'Eurométropole qui propose le classement des parcelles 141 et 173 en zone N1. La commission d'enquête constate une mobilisation très importante des habitants du quartier le Clos des Vanneaux, et des riverains du Rhin tortu avec notamment une pétition rassemblant plus de 1300 signatures de personnes nettement identifiées. Les différentes interventions concernent La commission qui ne se prononcera pas sur le bien-fondé du permis longuement instru	Prolongement de la trame "espace planté à conserver ou à créer" jusqu'à la marge de recul, le long du Rhin tortu et inscription supplémentaire d' "espace planté à conserver ou à créer".
Strasbourg	Neudorf - rte du Rhin	EP STG_0038_PLU	Le projet de PLUi prévoit la suppression d'un des derniers espaces verts des Fronts de Neudorf Avenue du Rhin. Merci de ne pas autoriser ce projet.	Afin de maintenir cet espace vert qui marque le paysage et participe à maintenir la nature en ville, la protection « espace planté à conserver ou à créer » du PLU pourrait reprendre la géométrie de la trame du POS et recouvrir ainsi la quasi-totalité de l'espace vert.	La commission d'enquête approuve le classement proposé.	Reprise de la trame "Espace planté à conserver ou à créer" du POS communal
Strasbourg	Neudorf- rte Bale	EP INT_0380 PLU	Projet de terrasse sur pilotis dans le jardin impossible en raison d'un « espace planté à conserver ». Le projet ne dénature pas le jardin, n'imperméabilise pas l'ilot. Nous demandons un assouplissement, voire une modification du règlement pour les terrasses.	Il est donc envisageable que l'espace planté inscrit au cœur de cet ilot réponde au même principe et que sa limite soit « décollée » de quelques mètres-terrain des façades. Les demandeurs pourront ainsi réaliser une terrasse, si les autres règles sont respectées.	La commission qui s'est déjà prononcée sur un cas similaire au centre-ville fera une réponse identique. Le PLU se fixe comme objectif de conforter le « végétal relais » existant dans le bâti et augmenter le taux de végétal (protéger et développer les espaces végétalisés dans la ville prônant ainsi le maintien en ville des espaces verts subsistants dans les cœurs d'ilots. La commission d'enquête approuve le maintien des espaces plantés à conserver, tout particulièrement dans les secteurs denses de l'agglomération. Elle estime que ce coin de nature contribue non seulement au bien être général mais profite tout particulièrement aux propriétaires et aux riverains. Néanmoins gênée par l'atteinte que constituent ces trames au droit de propriété, la commission demande que leurs limites soient adaptées par rapport aux constructions existantes afin de permettre la réalisation de terrasses ou balcons.	Rue de Bâle / rue d'Eguisheim : réduction d'un "espace planté à conserver ou à créer", à 3m des façades environ.
Strasbourg	Neudorf - rue Markstein	EP INT_0354 PLU	Propriétaire 45 rue du Markstein à Neudorf, le projet de règlement autorise une hauteur de 7 mètres à l'égout de toiture. Mon immeuble composé d'un R + 2 + Combles et celui d'en face présentent une hauteur plus importante (10 mètres et plus). Je demande que l'on modifie ce règlement pour tenir compte de l'existant et permettre d'éventuelles modifications.	Etant donné les hauteurs des constructions existantes, les terrains concernés (sur les limites parcellaires) pourraient être rattachés à la zone UB2 18 mètres ET, plutôt que de les laisser dans la zone UB4 7 mètres ET.	En raison de la configuration des lieux alentours la rectification de la limite de la zone UB2 avec une hauteur de construction de 18 mètres à l'égout de toit est logique.	Rue du Markstein : réduction de la zone UB4 au bénéfice de la zone UB3.
Strasbourg	Neudorf - rue St Dié	EP INT_0409 PLU	La parcelle 322 est un parking des HLM, la parcelle 323 un jardin privatif dans sa partie sud, le reste est pavé. Demande la suppression du classement « espace planté à conserver ou à créer » sur ces parcelles et particulièrement pour la 323 qui est destinée à mes enfants.	Afin, de ne pas pénaliser de façon disproportionnée l'intervenante, propriétaire du 34 rue de Saint Dié, et de tenir compte de la réalité de terrain, il est proposé de ramener la protection « espace planté à conserver ou à créer » à des proportions plus raisonnables	La commission d'enquête approuve la décision de l'Eurométropole qui donne en grande partie satisfaction à la requérante.	Réduction de la trame "espace planté à créer ou à conserver".
Strasbourg	Neudorf étoile	EP INT_0078_PLU / INT_0079_PLU /INT_0113_PLU	Estime que la parcelle de terrain située à Strasbourg entre le parc de l'Etoile et le Cimetière Saint Urbain qui a pour numéro cadastral le 534 doit être classé en zone non constructible et transformer en espace vert en « espace boisé à créer », « espace planté à créer », « espace contribuant aux continuité écologiques »et non pas en zone constructible UDz4 comme le prévoit le PLU	il pourrait être envisagé de compléter le plan de zonage par la protection du très bel alignement d'arbres (des platanes en l'occurrence) situé sur le domaine public entre le cimetière Saint-urbain à l'Est et les nouvelles constructions à l'Ouest.	La commission d'enquête approuve l'idée de compléter le plan de zonage par la protection du double alignement de platanes situé sur le domaine public entre le cimetière Saint-urbain à l'Est et les nouvelles constructions projetées à l'Ouest. L'intervenant déplore que la mention « Jardin à conserver ou a créer » n'apparaisse que sur quelques portions de rue, mais dans la plupart des rues les jardins petits ou grands ne bénéficient pas de cette mention. Il y a lieu de rappeler que c'est pourtant le cas chaque fois que le jardin mérite ce classement et que cela donne lieu à de nombreuses contestations de la part des propriétaires. En ce qui concerne la zone classée UDz4 couvrant la parcelle de terrain située entre le parc de l'Etoile et l'allée de platanes à conserver, la commission rejoint la position de l'Eurométropole en rappelant toutefois que s'il devait y avoir un recul des bâtiments par rapport aux axes ces espaces seraient plus fonctionnels en places de stationnement qu'en espaces verts, car la zone bénéficie de la proximité immédiate d'un parc public aménagé de 2	Rue de la Colonne : création d'un alignement d'arbres de part et d'autre de la voie.
Strasbourg	Neudorf Musau	EP STG_0052_PLU	a) nous exprimons notre opposition formelle à cette opinion, en effet lors du POS 2002 il a été arrêté avec les élus, uniquement en passage piétons-cycliste, fermeture au niveau du pont de chemin, cette liaison doit se terminer coté Wattwiller par une placette. b) Terrain Sopredi : la jonction rue de la Musau rue du Maquis Nous exprimons aussi notre opposition formelle à la jonction dans la rue du Maquis. Cette voirie pourrait se terminer par une placette à l'intérieur du terrain Sopredi.	a)Il est proposé de donner une suite favorable à l'intervention de l'APRL sur ce point, en reprenant le principe décrit ci-dessus dans le PLU et donc en précisant et faisant évoluer en conséquence l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur Wattwiller-Maquis. Ainsi, l'objectif « Prolonger la rue du Maquis vers la rue de Wattwiller puis vers la rue Ampère. » pourrait être rédigé comme suit, en deux points : - Créer une liaison entre la rue du Maquis et la rue de Wattwiller, la jonction au droit du passage (tunnel) sous la voie ferrée étant réservée aux seuls piétons/cycles, pour favoriser les déplacements doux et les promenades ; - Créer une liaison entre la place de Wattwiller et la rue Ampère. b) il est proposé de supprimer la flèche violète de « liaison » inscrite sur le plan de l'OAP ou de préciser que cette liaison sera exclusivement dédiée qu'aux piétons-cycles et que les circulations motorisées y seront interdites.	La commission constate que les demandes de l'APRL (Association des Propriétaires et résidents du Lombartwoeth) sont satisfaites en tous points.	Correction de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) Secteur Musau Wattwiller sur les 2 points
Strasbourg	Neudorf Helbing	EP STG_0114_PLU	La place Jeanne Helbling ainsi que les terrains de football resteront ouverts à l'urbanisation alors qu'ils constituent l'un des rares espaces verts de ces quartiers. Il s'agit là d'une contradiction avec l'objectif de favoriser la place de la nature en Ville porté par le PLU.	La place Jeanne Helbing n'a pas vocation à être construite conformément aux engagements pris par les élus envers les associations de quartiers, les habitants et le conseil de quartier. Pour conforter règlementairement cet engagement dans le PLU, il est donc envisageable d'y inscrire un « espace planté à conserver ou à créer ».	La commission prend acte de la position de l'Eurométropole conformément aux engagements pris par les élus envers les associations et les habitants du quartier. L'inscription d'un espace planté à conserver ou à créer est souhaitable.	Place Helbing : inscription d'un "espace planté à conserver ou à créer".
Strasbourg	Neuhof Jésuitenfeld	EP STG_0190_PLU STG_0146_PLU	Propriétaire des parcelles 409 et 451, nous constatons que la parcelle 451 est impactée par la partie réservée NEU37 à hauteur de 200m².Cette parcelle est actuellement dans la zone IAUB à vocation « d'espace vert ou agricole à conserver ». Afin de ne pas être bloqués dans nos projets futurs, nous vous demandons d'inclure la parcelle à la zone UCA2 et de modifier le tracé de la partie réservée NEU37 en dehors de celle-ci. Décaler cette voie future de quelques mètres aura un impact positif sur de nombreuses parcelles de la rue et ne paraît pas avoir de conséquences négatives sur le projet.	Au regard du plan de zonage, de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de la délimitation des zones humides, il serait envisageable de redessiner la limite entre la zone UCA et IAUB, en : - respectant au nord les vocations affichées dans l'OAP - se calant à l'emplacement réservé (parcelles non concernées par l'OAP)	La commission d'enquête approuve la position prise par l'Eurométropole pour les parcelles concernées.	Réduction de la zone IAUB au bénéfice de la zone UCA2

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Strasbourg	Robertsau rue des fleurs	EP INT_0137_PLU	Maison Alsacienne à pans de bois datant de 1686 inscrite à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques. Emprise de la propriété sur les parcelles : 44 à 51 et 123 Dernier témoin du 17ème siècle dans ce quartier réservé aux Institutions Européennes et Internationales, il est important que l'emprise de cette doyenne soit intégralement préservée et que la parcelle 47 ne soit pas démembrée au profit de la zone UF.	L'angle de la parcelle en question est classé en zone UF dédiée aux institutions européennes et internationale. Il est donc proposé de déplacer la limite de zonage pour inclure l'angle de la parcelle en zone urbaine mixte UB4.	La commission prend acte de la position de l'Eurométropole et approuve la modification du zonage.	Changement de zonage de UB4/UF
Strasbourg	Robertsau	EP STG_0029_PLU	Copropriétaire de 3.000 m2 environ au cœur de la Robertsau (parcelles AY n° 470/101, 471/101, 472/101 et n° 473/101, rue des frères Stoeffler) Secteur UB4 | 7mET | SMS2, il conteste la contrainte Espace planté à conserver ou à créer, lié au tram et qui pourrait conduire à rendre inaccessibles les parcelles, en condamnant le seul accès existant aujourd'hui, par la rue Stoeffler.	Afin de ne pas obérer l'avenir et de ne pas enclaver des propriétés foncières, tout en préservant le cadre de vie de la Robertsau, il est proposé de modifier le règlement écrit pour autoriser les accès aux constructions se trouvant dans la trame « espace planté à conserver ou à créer ».	La commission approuve la proposition de l'Eurométropole de modifier le règlement écrit pour autoriser les accès aux constructions se trouvant dans la trame « espace planté à conserver ou à créer ».	Règlement complété concernant la trame "espace planté à conserver ou à créer" pour y autoriser les accès aux constructions
Strasbourg	Robertsau Pourtalès	EP STG_0089_PLU INT_0193_PLU	Demandent que les droits en germe de la SCI du Château de Pourtalès soient pris en compte en ce qui concerne la possibilité pour le Château d'accroître sa faculté d'hébergement par la construction d'une trentaine voire plus de chambres, ainsi que l'aménagement d'un spa et de différents bâtiments à une telle exploitation (pavillon de yoga, grange de sauna, ...).	Toutefois, sous réserve des prérogatives relevant des services de l'Etat (la Direction départementale des territoires, pour le PPRT, et l'Architecte des bâtiments de France – le Château étant inscrit à l'Inventaire des monuments historiques), considérant également l'intérêt pour l'agglomération strasbourgeoise de faire vivre le Château de Pourtalès, l'Eurométropole est favorable à un élargissement limité du périmètre de la zone UE2 inscrite au PLU (selon le plan ci-dessous) permettant la réalisation de la seule première phase du projet de la SCI Château de Pourtalès, qui consiste à créer une vingtaine de chambres d'hôtel supplémentaires.	La Commission d'Enquête prend acte des contraintes induites par le PPRT, et est favorable à un élargissement du périmètre de la zone UE2 inscrite au PLU.	Château de Pourtalès : extension de la zone UE2 au détriment de la zone N5.
Strasbourg	Robertsau	EP BIS_0001_PLU	Je m'oppose aux plans actuels et vous demande de rectifier le zonage de mon habitation car il s'agirait d'une erreur de tracé qui s'est glissée lors de la publication des plans notre parcelle aurait dû apparaître en zone UB4 malheureusement pour moi je ne peux faire aucun travaux tant que la rectification n'a pas été faite.	S'agissant d'une erreur manifeste, il est proposé de réserver une suite favorable à la demande en modifiant le plan de zonage concerné et en intégrant la parcelle à la zone UB4 voisine.	La Commission constate avec satisfaction que cette demande légitime puisse être accueillie favorablement.	Chemin de l'Anguille : réduction de la zone UXb1 au bénéfice de la zone UB4.
Strasbourg	Robertsau rue Afrique	EP INT_0253_PLU INT 0399 PLU STG_0106_PLU - STG_0107_PLU	Demande que les habitations aux n° 27 et 29 rue de l'Afrique dont le classement est en N1 dans le nouveau PLU soit classées en UB4, à l'identique du début de la rue de l'Afrique et de l'ensemble de la rue de la Carpe Haute, de façon à pouvoir faire d'éventuelles extensions ou surélévations.	Il pourrait ainsi être envisagé de classer les parcelles concernées en zone naturelle N2, plutôt que N1, rendant possible les extensions mesurées des bâtiments existants.	La commission d'enquête estime que la réponse de l'Eurométropole est adaptée et permettra des évolutions mesurées des habitations concernées.	Création d'une zone N2 au détriment de la zone N1
Strasbourg	Robertsau Doernelbruck	EP STG_0078_PLU STG_0081_PLU	Notre copropriété (parcelle 387 du cadastre) comporte un petit triangle inclus dans une réserve POS (sur les parcelles 390, 392, 251 et pour une infime part 387), le long du canal du Mühlwasser Serait-il possible, afin que les choses soient claires pour notre copropriété, de décrocher cette petite parcelle du POS (PLU) et de l'intégrer en plein propriété à la parcelle 387	L'emplacement réservé ROB7 a été repris du POS de Strasbourg. Son emprise avait déjà été retravaillée pour ne pas impacter l'angle du bâtiment. Suite à la demande de la copropriété, il est envisageable de reprendre l'emprise de l'emplacement réservé ROB7 au droit de la parcelle. La limite de zone, la marge de recul et la trame « espace contribuant aux continuités écologiques » resteraient inchangées.	La commission d'enquête approuve la position de l'Eurométropole	Réduction de l'emplacement réservé ROB 7
Strasbourg	Robertsau (bd productions)	EP STG_0129_PLU	Installes au 2 chemin Goeb depuis 1994. Situe à l'entrée du quartier de la Robertsau, le terrain est inscrit en zone UCA6 du futur PLU. Notre projet de développement n'est pas compatible avec les dispositions du projet de PLU tel que soumis à enquête publique, en particulier en termes d'emprise au sol et de hauteur maximale des constructions. C'est pourquoi nous sollicitons aujourd'hui la ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour adapter les règles du futur PLU afin de nous permettre de concrétiser notre projet de développement.	Afin de ne pas compromettre la croissance économique de l'entreprise et lui permettrait de réaliser son projet de développement, il est proposé : - de créer une zone UCA4 autorisant une emprise au sol des constructions égale à 30 % et une hauteur maximale des constructions à 10 mètres à l'égout de toiture ; - d'inscrire une ligne de construction pour que le projet de construction puisse s'implanter le long de la rue de la Cigale afin de préserver les espaces verts du reste de la parcelle et ainsi s'intégrer au mieux au site.	La commission d'enquête note avec satisfaction que les modifications proposées par l'Eurométropole permettent à la société Boulevard da Productions de réaliser leurs projets d'extension.	Création d'une zone UCA4 au détriment de la zone UCA6 et inscription d'une ligne de construction
Strasbourg	Robertsau quai Jacoutot	EP STG_0141_PLU	La SARL Caryatides est propriétaire du bien foncier et construit existant situé au 50 Quai Jacoutot 67000 Strasbourg, parcelle cadastrée DA0028 d'une superficie de 1842.00m². Le terrain d'assiette est inscrit sous la zone POR UXa1 du nouveau PLU de l'Eurométropole de Strasbourg Cette parcelle accueillait un hôtel-restaurant et disposait ainsi du statut d'Equipement Recevant du Public (ERP). Dans le cadre du projet du PLU de l'Eurométropole, les dispositions relatives aux possibilités d'occupations et d'utilisations du sol concernant cette zone sont restreintes. Les établissements hôteliers et de restauration sont ainsi interdits de fait. Cette société demande que la position du PLU en ce sens soit revue dans le cadre de cette parcelle, afin que puisse notamment être réalisé un équipement recevant du public, pouvant potentiellement conserver sa fonction d'hôtel-restaurant existante.	Il est proposé d'inscrire une zone UXb2 dans laquelle les hôtels-restaurants sont autorisés. La limite Est de la zone se calerait sur la limite de zone L2 du PPRT.	La commission d'enquête estime que la modification du zonage en UXb2 est rationnelle car cette parcelle accueille l'hôtel et le restaurant de l'écluse depuis les années 70.	Création d'une zone UXb2 au détriment de la zone UXa1. La zone UXb1 (au sud du quai Jacoutot) est étendue au détriment de la zone UXa1.
Strasbourg	Robertsau Chemin du Beulenwoerth	EP INT_0003_PLU STG_0004_PLU 0004_PLU INT 0003	Expose les difficultés induites par l'emplacement réservé ROB 3 qui remettrait en cause l'accès à son garage ainsi que l'accès à son perron. Il demande la modification de cet emplacement réservé.	Le tracé de l'emplacement réservé pourrait à nouveau être retravaillé afin de mieux tenir compte des aménagements privés, notamment des accès aux constructions sises 6 et 4 chemin du Rohrwoerth.	La commission d'enquête constate que lors de l'élaboration du PLU, l'emplacement réservé ROB3 a été retravaillé et notamment que sa largeur a été réduite de 16 mètres à 10 mètres dans sa partie nord. Elle estime qu'il y a lieu de retravailler le tracé de l'emplacement réservé afin de mieux tenir compte des aménagements privés, et plus particulièrement des accès aux constructions sises 6 et 4 chemin du Rohrwoerth.	Chemin du Beulenwoerth : alignement de l'emplacement réservé ROB 69 sur la limite nord de la parcelle n°84.
Strasbourg	Robertsau	EP INT 0398 PLU STG_0046_PLU INT_0398_PLU	S'oppose aux élargissements de voiries à La Robertsau (ROB 30, ROB 31, ROB 33, ROB 36) ainsi qu'à l'avancée du tram jusqu'à l'Escale.	S'il est une partie des emplacements réservés évoqués ici dont l'opportunité puisse être mise en doute, c'est la « branche » est-ouest de l'emplacement réservé ROB 31, destinée à un passage piétons/cycles, alors qu'il en est déjà projeté un (ROB 24) au nord de la rue de Chambord, et qu'à l'extrémité sud de cette même rue, la rue Kempf peut très bien remplir cette fonction. Il est donc proposé de supprimer la partie de l'emplacement réservé ROB 31 prévue pour un passage piétons/cycles.	La Commission d'enquête rappelle que les emplacements réservés ROB 30, ROB 31, ROB 33 et ROB 36 ne sont pas des créations nouvelles faites lors de l'élaboration du PLUi, mais existaient déjà au POS et leur emprise a déjà en grande partie été acquise par la CUS. En conséquence la commission d'enquête approuve la position de l'Eurométropole.	Suppression de la partie de l'emplacement réservé ROB 31 prévue pour un passage piétons/cycles.
Strasbourg	Robertsau rue Himmerich/chemin du Beulenwoerth	EP STG_0157_PLU	Les intéressés présentent une demande concernant l'aménagement d'un chemin sur le secteur ROB A10 (Rue Himmerich Strasbourg – Robertsau). Ils ont un projet d'acquisition d'un terrain composé des parcelles 83 – 84 et partiellement 80 en vue de la construction d'une maison individuelle. Il se trouve que la parcelle 84 est grevée d'un emplacement réservé pour un chemin qui n'aboutit nulle part. Aussi, nous souhaiterions que ce chemin soit supprimé ou au plus déplacé pour coller à la parcelle 86 (éviter qu'il soit au milieu de la parcelle 80) pour ne pas pénaliser la surface constructible.	afin de ne pas pénaliser davantage les droits à construire de la parcelle 84, il peut être envisagé de déplacer l'emplacement réservé sur la limite séparative nord de la parcelle, laissant ainsi 11 mètres environ de largeur à la parcelle 84. Pour information, la parcelle 80 est classée (comme dans le POS de Strasbourg) en zone agricole A1, donc inconstructible.	La commission d'enquête approuve la position de l'Eurométropole qui rendrait la parcelle constructible.	L'emplacement réservé est déplacé sur la limite Nord de la parcelle

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Strasbourg	Robertsau	STG_0059_PLU	S'interrogent sur la portée et les contraintes du classement en « espace planté à conserver ou à créer » sur leur propriété et sur le classement de leur maison en « bâtiment remarquable ». Est-il de la compétence de l'Eurométropole dans le PLU d'imposer une servitude aussi forte sur un bâtiment en raison de son caractère ? Et surtout un tel pouvoir de contrôle permettant d'empêcher toute modification ? Un tel contrôle ne relève-t-il pas de l'Architecte des Bâtiments de France ? le concept de « bâtiment exceptionnel n'est-il pas un contournement de la législation sur les sites classés, ou de la législation sur les monuments historiques ? Si leur bâtiment est exceptionnel, pourquoi l'Eurométropole n'a-t-elle jamais entrepris la démarche de le faire inscrire comme monument historique (permet d'avoir des aides et un cadre législatif clair) Maison totalement invisible de la rue (murs, clôtures, végétation) Le classement en « espace planté à conserver ou à créer » signifie-t-il que les parcelles sont totalement inconstructibles (hormis chemins, abris de jardin, piscine) ? Si c'est le	Le POS de Strasbourg avait subi au début des années 2000, une révision partielle sur le quartier de Neudorf-Musau. Cette révision revenait à intégrer les protections patrimoniales bâties et végétales qui confèrent au paysage urbain la qualité qu'on lui reconnait. Les outils règlementaires tels que « les espaces plantés à conserver ou à créer », « les bâtiments intéressants ou remarquables » ont été utilisés. La démarche « patrimoine » avait été lancée dans le cadre de l'élaboration du PLU communal de Strasbourg. Les habitants, les forces vives et les conseils de quartier intéressés ont participé activement à cette démarche, notamment pour le quartier de la Robertsau. Débutée par une analyse sur le terrain, complétée dans certains cas par des recherches supplémentaires, cette démarche a donné lieu à une carte de repérage qui a été ensuite complétée, ajustée, modifiée par le travail du groupe d'habitants. Ce repérage a ensuite été « traduit » règlementairement dans les pièces du PLU. Au regard des objectifs patrimoniaux et environnementaux que le PLU a fixés, il n'est pas	La commission d'enquête estime que le bâtiment mérite une considération particulière. En ce qui concerne les contraintes que le classement en « espace planté à conserver ou à créer » fait peser sur l'ensemble de leur propriété, la commission estime qu'elles sont particulièrement pénalisantes et reviennent à leur imposer les contraintes du bien-être de la nature sur leur fonds, alors que les fonds voisins ont été construits et supportent des immeubles collectifs. En conséquence la commission est favorable à la réduction de la surface « espace planté à conserver ou à créer » sur leur propriété.	La trame "espace planté à conserver ou à créer" a été réduite. La zone UCB1 a été étendue vers le Nord au détriment de la zone UCA
Strasbourg	Robertsau	STG_0136_PLU	Ont constaté qu'il est prévu d'inclure notre propriété dans une zone protégée : «ensemble d'intérêt urbain et paysager» et «espace planté à conserver ou à créer ». Cette protection impliquant des limitations très conséquentes et dépréciant très fortement notre patrimoine, nous nous opposons à ce classement. Par ailleurs, concernant la Robertsau en général, il apparaît que les objectifs d'harmonisation du cadre de vie du PLU ne seront pas respectés.	Afin de préserver les ensembles urbains présentant des qualités urbaines et patrimoniales, le PLU protège des « ensembles d'intérêt urbain et paysager ». Cette protection est une règle dite « qualitative » qui ne réduit pas à proprement parlé les droits à construire, mais une attention particulière sera apportée à tout projet par rapport à l'environnement urbain et paysager dans lequel il s'insère. Les cœurs d'îlots ont été protégés afin de garantir aux habitants la préservation de leur cadre de vie ainsi que la place de la nature en ville. (cf. notes thématiques). Il n'est pas souhaitable de réduire cette protection.	La commission d'enquête estime que cette protection impacte trop l'ensemble de la propriété privée de la famille PFISTER. En conséquence elle est favorable à un aménagement de cette protection.	La trame "espace planté à conserver ou à créer" a été réduite.
Strasbourg	Robertsau	STG_0110_PLU	Déplore le volume de pièces constituant le dossier et un manque de transparence certain et vraiment regrettable, à l'égard des citoyens de la part de nos élus l'emplacement ROB 46,:- Pourquoi élargir encore la partie de la rue CS qui débouche sur la rue Mélanie ? Quant au fragment de voie de 20 m d'emprise (ROB 44), c'est tout un autre problème, dont l'enjeu serait bien plus important que la petite rue CS. Pourquoi les plans établis ne définissent-ils pas clairement les projets de la Ville pour cet axe majeur qui relierait quoi à quoi et passerait par où exactement. L'élargissement de la rue – impasse Constant Strohl, prévu uniquement sur sa partie antérieure, serait, une fois de plus, pris sur mon terrain, réduisant encore ce qui reste de verdure autour de la maison du 18è s. Pourquoi une telle largeur de … 13 m	Au vu des projets d'urbanisation à proximité qui auront un impact en termes de circulation sur la rue concernée par la remarque, il ne parait pas souhaitable de supprimer l'emplacement réservé.	La commission d'enquête approuve le maintien de l'emplacement réservé ROB46 mais estime que son tracé pourrait être retravaillé afin qu'il soit moins impactant sur l'arrière de la propriété de la requérante.	Réduction de l'emplacement réservé
Strasbourg	économie	PPA_VNF	Demande de requalifier en zone UE, permettant le développement d'hôtel ou de restaurant (autres que ceux liés à l'enseignement), la zone UF au droit du Parlement européen, quai du bassin de l'Ill.	Cf. note de synthèse thématique économie	Les capacités des hôtels semblent actuellement suffisantes, toutefois une modification du règlement apparaît néanmoins souhaitable afin que les investisseurs aient, dans le futur, la possibilité de s'adapter si le besoin en restaurant ou hébergement s'avérait nécessaire.	Autorisation de restaurants en zone UF
Strasbourg	Robertsau		Erreur matérielle.			Réduction de la marge de recul au 17 rue Mélanie (le long de l'emplacement réservé)
Vendenheim	Sud de la commune	CM Vendenheim, VEN_0001_PLU, VEN_0004_PLU, VEN_0005_PLU, VEN_0006_PLU, INT_0048_PLU	Demande de modification du tracé de l'emplacement réservé pour le second accès à Vendenheim.	L'Eurométropole propose l'inscription d'un tracé de principe se positionnant entre la zone IIAU au Sud et la RD64. Il s'agit d'une desserte intracommunale destinée à terme, à permettre la bonne gestion des projets communaux d'urbanisation. En parallèle, il est proposé la suppression de l'emplacement réservé VEN78 et de son prolongement sur Lampertheim (LAM13), prévu initialement pour ce second accès.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'un tracé de principe au plan de zonage se positionnant entre la zone IIAU située au Sud et la RD64. Suppression de l'emplacement réservé VEN78 et de l'emplacement réservé LAM13.
Vendenheim	Gare de Vendenheim	CM Vendenheim	Demande d'inscription d'un emplacement réservé sur la parcelle cadastrée, section 4, n°26 en vue de l'agrandissement de la plateforme multimodale sur cet espace non bâti.	L'Eurométropole est favorable à cette demande. L'extension de l'emplacement réservé permet d'augmenter le nombre de place de stationnement de cette plateforme multimodale, à proximité de la gare.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Agrandissement de l'emplacement réservé (ER) VEN52 en intégrant la parcelle n°26 située au Sud de l'emplacement réservé VEN52
Vendenheim	Secteurs Est et Sud Ouest de la commune	CM Vendenheim PPA-CARA	Demande de déclassement de deux zones IIAU.	L'Eurométropole est favorable à la demande de déclassement des deux secteurs IIAU, située à proximité de la RD226 pour l'un et au Sud-ouest du ban pour le second.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Déclassement des deux zones IIAU, situées à proximité de la RD226 pour l'une et au Sud-ouest du ban pour la seconde en zone A1. Emplacement réservé VEN73 inclus dans la zone IAUA1.
Vendenheim	Zones urbaines Ouest de la commune	CM Vendenheim	Demande de préservation du patrimoine ancien et des espaces plantés tels qu'inscrit au PLU de Vendenheim. Suppression des bâtiments « exceptionnels » et du périmètre des monuments historiques.	L'Eurométropole est favorable à la demande de reprise des dispositions du PLU actuel de Vendenheim qui vise une seul niveau de protection. D'autre part, le monument historique de la commune ayant été démoli, il y a lieu de supprimer le périmètre de protection, conformément à l'arrêté préfectoral du 26 août 2015.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement de l'ensemble des bâtiments visés par la trame "bâtiments exceptionnels" en "bâtiments intéressant". Suppression de la protection sur le bâtiment démoli faisant l'objet d'un classement au titre des monuments historiques (rue du Lavoir, rue du Général Leclerc et rue du Général Würmser) .
Vendenheim	Nord de la commune	VEN_0007_PLU	Demande de réduction de l'emplacement réservé VEN 8 (destiné à l'aménagement d'une aire de stationnement) afin qu'elle corresponde à la largeur du futur parking, c'est-à-dire 21m et non les 30m prévus au PLU actuel.	Proposition de réduire l'emplacement réservé VEN 8, sur sa partie Nord, sur une distance d'environ 6 à 7 mètres. Rectification d'une erreur matérielle portant sur le bénéficiaire de l'ER VEN8 qui est la commune et non l'Eurométropole.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de l'emplacement réservé VEN8, d'environ 6 à 7 m sur sa partie Nord. Modification du bénéficiaire de l'emplacement réservé VEN8 : commune de Vendenheim.
Vendenheim	Secteur rue Lignée	VEN_0013_PLU	Demande d'exclure la parcelle n°255 du secteur d'urbanisation future IAUA8 et situé à l'arrière d'un bâtiment dont les propriétaires ont déposé un permis de construire pour aménager une véranda.	Proposition de reclasser la parcelle 255 en UAA1 comme le restant de la propriété pour ne pas couper l'assiette foncière de cette construction en deux.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réajustement de la limite entre les zones UAA1 et IAUA8 en reclassant la parcelle n°255 en zone UAA1.
Vendenheim	Secteur rue Lignée	VEN_0013_PLU	Erreur matérielle.	L'Eurométropole propose la rectification de la désignation de la zone IAUA8 (nomenclature qui n'existe pas) en zone IAUA2.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du nom de la zone IAUA8 en IAUA2.
Vendenheim	Secteur rue Lignée	VEN_0013_PLU	Erreur matérielle.	L'Eurométropole propose la rectification du tracé de la marge de recul dans la zone IAUA8 (renommée IAUA2). Cette dernière doit être positionnée par rapport au cours d'eau et non par rapport à la limite de la zone.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Rectification du tracé de la marge de recul : 15 m par rapport à la berge du cours d'eau Muehlbaechel.
Vendenheim	Rue Matter	VEN_0003_PLU	Demande de rendre constructibles les parcelles référencées au cadastre Section 9 n°65, 66, 67, 69, 71, 245, 246 et 248) et situées entre le Muehlbaechel et la rue Matter et donc, de modifier leur classement de N1 en UCA ou en IAU.	L'Eurométropole propose le reclassement de l'ensemble du secteur en réserve foncière IIAU (parcelles référencées au cadastre Section 9 n°65, 66, 67, 69, 71, 245, 246 et 248). La desserte depuis la rue Mater n'étant pas réalisée, les parcelles incluses dans les ER VEN9 et VEN14 doivent également être prises en compte dans le futur projet. La desserte depuis cette rue n'étant pas réalisée à ce jour, il est proposé de classer le secteur en réserve foncière (IIAU).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reclassement des parcelles n°65, 66, 67, 69 en zone IIAU. Inscription en zone IIAU d'une marge de recul de 15 m par rapport à la berge du fossé.
Vendenheim	Rue Brandt	VEN_0002_PLU	Demande de suppression du classement "espace planté à conserver" sur la parcelle n°85 afin de pouvoir y construire.	L'Eurométropole n'a pas d'opposition quant à la suppression de cet "espace planté à conserver".	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la trame "'espace planté à conserver ou à créer" sur la parcelle n°85.

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Vendenheim	Zones urbaines ouest	VEN_0012_PLU	La commune soulève l'existence d'erreurs matérielles, notamment en ce qui concerne le repérage patrimonial et les espaces plantés et demande leur correction.	Une vérification sera faite concernant les le repérage patrimonial et les espaces plantés. Le projet de PLU de l'Eurométropole pourra être modifié pour être en cohérence avec les éléments protégés en la matière au PLU communal. Il est déjà précisé que la protection du patrimoine bâti, sis 12 rue du Général Leclerc, devra être revue. Il s'agit d'une erreur matérielle. Le PLU vise à protéger les bâtiments les plus caractéristiques de l'architecture traditionnelle villageoise, à savoir les maisons à colombages. Or, le bâtiment identifié sur ce corps de ferme correspond à la grange et non à la maison d'habitation.	La correction d'erreurs matérielles n'appellent pas de commentaire particulier de la part de la commission.	Reprise du périmètre "espaces plantés à conserver ou à créer" et protection patrimoniale de la grange replacée sur la maison à colombage au 12 rue du Gal de Gaulle.
Vendenheim	Nord de la commune	PPA - DDT	La DDT demande une modification de l'emplacement réservé VEN1 pour la réalisation de la bretelle A4/ACOS (Autoroute de Contournement Ouest de Strasbourg). En corollaire, la DDT demande une réduction de l'espace identifié au titre des « espaces contribuant aux continuités écologiques ».	Cette demande s'inscrivant dans l'emprise des terrains délimitée par la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) en date du 23 janvier 2008, il est proposé d'y répondre favorablement.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de l'emplacement réservé VEN1 et réduction de la trame "espace contribuant aux continuités écologiques" dans la bande DUP.
Vendenheim	Rue Lignée			Correction d'une erreur matérielle.		Classement en zone urbaine (UAA1) des constructions existantes rue lignée, en bordure du canal de la Marne au Rhin. Les limites de la zone sont calées sur celles de la zone constructible inscrite au PLU communal.
La Wantzenau	Nord de la commune	CM La Wantzenau	Demande que soit inscrite la desserte Nord des nouveaux équipements communaux (centre technique municipal, groupe scolaire et installations sportives), sous forme d'un emplacement réservé qui relie le rond-point actuel de Kilstett sur la RD 468, le passage à niveau, la voie qui longe le nouveau cimetière, l'ancienne voie ferrée du Spitzacker et rejoint la rue des Vergers.	Le projet de liaison figurait au PLU arrêté sous la forme d'un tracé de principe. L'Eurométropole est favorable à ce que ce projet puisse être précisé quant à son gabarit et son tracé sous la forme d'un emplacement réservé.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Inscription d'un emplacement réservé LWA4 en vue de la création d'une voirie de desserte Nord de la commune - Bénéficiaire : Eurométropole de Strasbourg
La Wantzenau	Route de Strasbourg	CM La Wantzenau	Demande de supprimer l'ER LWA20 car acquis par la commune.	L'Eurométropole est favorable à cette demande. Les terrains étant propriété de la collectivité, cet emplacement réservé n'a plus lieu d'être maintenu au plan de zonage ni sur la liste des emplacements réservés.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de l'emplacement réservé LWA20.
La Wantzenau	Secteur à l'Est de Lanxess	CM La Wantzenau	Indique que l'admission par le règlement des dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets et de véhicules hors d'usage en zone UX, est incompatible avec la situation actuelle de condamnation d'un propriétaire situé en zone UXb1.	En lien avec l'avis de la DDT sur la prise en compte de l'aléa inondation, l'Eurométropole propose de donner suite à cette demande en réduisant le zonage UX et en reclassant une partie de la zone UXb1 en zone N1, au regard de l'enjeu de préservation des zones d'expansion des crues.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de la zone UX (à l'Est de Lanxess) et reclassement d'une partie de la zone en UXb1 en zone N1.
La Wantzenau	Secteur Schwemmloch	INT_0115_PLU, LWA_0017_PLU	Demande d'ajustements portant sur l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Schwemmloch" et sur les dispositions réglementaires inscrites au règlement graphique du PLU sur le secteur de projet du Schwemmloch.	Les demandes d'évolution du PLU proposées ne remettent pas en cause les grandes orientations fixées par l'Eurométropole, notamment en terme de mixité sociale. L'Eurométropole n'a pas d'opposition à formuler quant aux ajustements demandés par la commune et son aménageur sur les dispositions du PLU portant sur le projet du "Schwemmloch" (OAP et règlement graphique).	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg concernant les demandes sur les emplacements réservés et les principes définis à l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP), La question de la hauteur des constructions et de la transition avec le tissu urbain existant fait l'objet de la recommandation n°3.	Ajustements de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Schwemmloch" : - zone à dominante d'habitat individuel intermédiaire au Sud-Ouest du projet étendue entre la rue Hans Arp et la rue du Nord (pour tenir compte de la recommandation n°3 de la commission d'enquête) ; - Suppression au schéma de principes, des principes de "voie primaire à créer" et "voie secondaire à créer"; - Suppression au schéma de principes, du principe de "chemin modes actifs à créer"; - Reprise des principes d'aménagement concernant l'organisation du stationnement. Ajustements du règlement graphique : - Supprimer les emplacements réservés LWA 4, 8, 12 et 15, - Réduire l'emplacement réservé LWA 11, - Suppression de la marge de recul de 25m au Nord Ouest de la zone. NB : la hauteur des constructions reste en l'état dans l'attente d'une concertation avec la population (prise en compte de recommandation n°3 de la commission d'enquête).
La Wantzenau	Faubourg du Capitaine d'Alençon	LWA_0007_PLU LWA_0010_PLU	L'intitulé de LWA53 est faux. Demande de correction d'une erreur matérielle ER LWA53.	L'intitulé de l'emplacement réservé LWA53 est erroné. Il s'agit d'une erreur matérielle qu'il convient de corriger. L'ER LWA53 consiste en l'aménagement d'une voie douce entre le Faubourg du Capitaine d'Alençon et les berges de l'Ill.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Rectification de l'intitulé de l'emplacement réservé LWA53 = "aménagement d'une voie douce entre le Faubourg du Capitaine d'Alençon et les berges de l'Ill."
La Wantzenau	Rue de Rochechouart	LWA_0014_PLU	Demande de classement des parcelles situées au Sud de la rue de Rochechouart en zone U	Les constructions existantes ont été autorisées sous le régime du POS en zone NC (agricole) en lien avec l'activité agricole qu'exerçaient les propriétaires – au titre du code de l'urbanisme, il s'agit ainsi bien de constructions agricoles (serres et maisons d'habitation), ce qui a justifié le classement en zone agricole A au projet de PLU arrêté. Cela étant, l'existence de constructions d'habitation à proximité immédiate de la rue de Rochechouart et la présence de réseau pourraient permettre, sous réserve de l'avis de la commune, une modification de la limite de la zone U. Par contre, en cohérence avec les choix de développement (réorienté vers le Nord) et le caractère d'intérêt stratégique souhaité par le de la commune (voir LWA_0017), l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas favorable à la demande d'un classement en U de l'intégralité des parcelles appartenant aux propriétaires. L'emplacement réservé LWA56 prévu pour la desserte des jardins familiaux matérialise l'absence de voie de desserte pour la partie Est de l'unité foncière.	La commission d'enquête prend acte de la réponse de l'Eurométropole de Strasbourg.	Ajustement de la zone UCA3 pour intégrer les parcelles actuellement occupées par les deux maisons d'habitation.
La Wantzenau	Gravières au Nord de la commune	PPA-CCI	La CCI demande la reprise dans le PLU du zonage POS de la commune de La Wantzenau, dans lequel sont admises les constructions et installations nécessaires à l'exploitation de la gravière GSM.	La Gravière GSM est un secteur en zones graviérables validé dans le cadre du projet de ZERC (Zones d'Exploitation et de Réaménagement Coordonnées) s'appliquant sur le gisement alluvionnaire, désormais intégré dans le schéma régionale des carrières.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Reprise du périmètre de la zone N7 au zonage du PLU : suite à l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2014 concernant l'autorisation d'exploitation de la gravière, il y a lieu d'ajuster les limites de la
Wolfisheim	Fort Kléber	CM-Wolfisheim	Demande, pour une meilleure lisibilité des projets, d'incorporer l'emplacement réservé pour mixité sociale WOL H1 dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) communale « secteur du fort Kleber »	La demande est justifiée par un souci de clarté. Il est donc proposé d'élargir le périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du « secteur du Fort Kleber ».	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification de la carte de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP)
Wolfisheim	Secteur de développement au Nord du COW	CM-Wolfisheim	Demande d'inscrire en IIAU la zone triangulaire IIAUx, près du COW (contournement Oberschaeffolsheim-Wolfisheim), afin de permettre une typologie plus large et mixte pour le développement futur de cette zone	Cette demande concerne une zone résiduelle positionnée entre deux voies d'accès principales à la métropole, à savoir la RN4 et le COW. La volonté de l'Eurométropole est d'inscrire ce secteur comme une réserve foncière à long terme, ce que permet un classement IIAUx ou IIAU. Partant de ce constat, l'Eurométropole est favorable à un classement IIAU	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du classement de la zone située dans le triangle du COW, de la zone IIAUX vers une zone IIAU
Wolfisheim		CM-Wolfisheim	Demande de modifier dans les zones UXd3 l'autorisation de créer des équipements d'enseignement/formation, en précisant qu'il s'agit d'équipements de type professionnel.	La demande portée par la commune concerne en fait l'ensemble des zones UXc et UXd car elles permettent toutes « équipements d'enseignement/formation ». Wolfisheim est quant à uniquement concernée par le secteur de zone UXd3. L'Eurométropole propose de donner suite à la demande, s'agissant d'une précision de la règle s'appliquant dans des zones d'activités, donc forcément liée au monde professionnel. La modification concerne la rédaction du règlement pour les zones UXc, UXd mais également IAUXc et IAUXd	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Complément à la rédaction de l'article 2 du règlement, dans les zones UXc, UXd, IAUXc et IAUXd

TABLEAU DE REPRISE du dossier par COMMUNES

Commune concernée	Secteur concerné	Intervenants (selon nomenclature de saisie des remarques)	Remarques / demandes (résumé)	Position Eurométropole (résumé)	Position commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier de PLU
Wolfisheim	Hammelsgraben	CM-Wolfisheim	Demande de prolonger l'emplacement réservé du Hammelsgraben sur sa longueur (WOL15)	L'Eurométropole est favorable à cette demande ; celle-ci s'inscrivant dans la logique des déplacements doux, piétons et cycles.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Prolongement de l'emplacement réservé WOL15
Wolfisheim	rue du Milieu	CM-Wolfisheim	Demande de raccourcir l'emplacement réservé WOL27 jusqu'à la limite du rétrécissement de l'impasse	L'Eurométropole est favorable à cette demande, d'autant plus que l'emplacement réservé impactait une construction repéré au titre du patrimoine bâti	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Réduction de l'emplacement réservé WOL 27
Wolfisheim	rue de la Mairie	CM-Wolfisheim	Demande de supprimer le repérage patrimonial (bâtiment intéressant) sur le 27, rue de la Mairie, devenu inutile suite à l'arrêté de péril établi sur la commune	L'Eurométropole est favorable à la suppression de ce repérage, l'immeuble en question ayant été démoli depuis, celui-ci est obsolète	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Suppression de la protection "bâtiment intéressant" du 27 rue de la Mairie
Wolfisheim	Secteur agricole au Nord de la commune	PPA-CARA	Modification de secteur de développement d'exploitation (GAEC de la Cigogne)	Il est proposé de donner suite à la demande de la CARA mais dans une proportion moindre. En effet, il est proposé d'octroyer un zonage A6 à la plus grande des unités identifiées au Nord de la RN4	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Modification du classement de la zone agricole constructible située au Nord de la RN4 (la plus grande des trois), de A4 vers A6.
Wolfisheim	RD45 et projet de VLIO	PPA-CD67	Demande modification concernant les emplacements réservés	L'Eurométropole est favorable à la modification des bénéficiaires des emplacements réservés WOL8 et WOL29.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Changement de bénéficiaire de ces emplacements réservés (passe du CD67 vers l'Eurométropole de Strasbourg)
Wolfisheim	Entrée Nord	EP-WOL_0006	Parcelle boisée au rond-point d'entrée de Wolfisheim. Nous demandons que le bois actuel dessiné en vert sur le plan soit classé en espace planté à conserver ceci afin d'assurer une entrée paysagère dans la zone urbaine et une protection faunistique et floristique du secteur et souhaitons vivement qu'un écran végétal obture la vue sur le super U	Parcelle boisée au rond-point d'entrée de Wolfisheim. Cette demande est relayée par la commune. L'Eurométropole est favorable à l'inscription d'une trame de protection sur le boisement mentionné.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une trame "espace planté à conserver ou à créer" sur le boisement mentionné
Wolfisheim		EP-WOL_0006	Verger pédagogique. Il manque l'espace planté à conserver sur le plan.	Verger pédagogique. Cette demande est relayée par la commune. L'Eurométropole est favorable à l'inscription d'une trame de protection sur le verger mentionné.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'une trame "espace planté à conserver ou à créer" sur le verger mentionné
Wolfisheim		EP-WOL_0005_PLU et STG_0090_PLU	Projet agricole de pension animalière - élevage. Projet concernant les terrains situés section 19 n°59-60-61-62-63, soit 106,38 ares.	La commune de Wolfisheim se dit non opposée à ce projet sous réserve que la collectivité ne soit pas engagée au financement des réseaux dédiés à cette construction. L'inscription d'un zonage agricole constructible ne préjuge pas de la faisabilité technique et financière du projet. Le permis de construire définira les modalités de raccordement aux réseaux et ainsi la viabilité financière du projet.	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	Création d'un secteur agricole constructible A6 sur les parcelles mentionnées.
Wolfisheim			Correction d'une erreur matérielle concernant le bénéficiaire de l'emplacement réservé WOL 24			Modification du bénéficiaire de l'emplacement réservé WOL24, au bénéfice de la commune

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 16 DECEMBRE 2016

Point n° 15 Approbation du PLU

Pour	**77**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, QUEVA-Michèle, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROHFRITSCH-Sophie, SAHIN-Meliké, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien
Contre	**1**	SCHAFFHAUSER-Jean-Luc
Abstention	**9**	JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KLUMPP-Théo, LOOS-François, MAURER-Jean-Philippe, PHILIPPS-Thibaud, TARALL-Bornia, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe

16

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Instauration du droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg.
Instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le Secteur Patrimonial Remarquable de la ville de Strasbourg.

Instauration du droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg

Par délibération du 16 décembre 2016, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) intercommunal couvrant son territoire.

La mise en œuvre d'une politique volontariste dans les documents d'urbanisme afin de lutter contre l'étalement urbain est un objectif majeur de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE), réaffirmé par la loi pour l' « accès au logement et un urbanisme rénovés » du 24 mars 2014.

C'est dans cette optique que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg fixe des objectifs en matière de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

La lutte contre l'étalement urbain nécessite en premier lieu de prioriser le développement à l'intérieur de l'enveloppe urbaine. En reversant environ 850 hectares en zones agricoles et naturelles, par rapport aux prévisions inscrites dans les POS et PLU communaux, le PLU intercommunal illustre cet engagement de la collectivité en matière de construction de « la ville sur la ville ».

Le PLU vise également à optimiser les capacités constructibles des territoires. C'est pour cette raison que le PLU poursuit l'objectif d'une amélioration des densités générées dans les territoires.

Enfin, le PADD fixe le principe d'un dimensionnement des extensions urbaines à vocation d'habitat en fonction des capacités constructibles du tissu urbain.

Sur le fondement de l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme, les communes dotées d'un PLU approuvé, peuvent par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future délimitées par ce plan. En

application de l'article L.211-2 du même code, la compétence des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière d'élaboration de plan local d'urbanisme, tels que les métropoles, emporte leur compétence de plein droit pour instituer le droit de préemption urbain.

Le droit de préemption urbain est un outil de politique foncière et d'aménagement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg permettant à la collectivité d'acquérir en priorité un bien immobilier mis en vente par une personne physique ou morale. Il permet ainsi notamment la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction pour la mise en œuvre des orientations du PLU et en particulier du Programme Local de l'Habitat (PLH). Il permet également la constitution de réserves foncières sur les zones urbaines et d'urbanisation future en vue de la mise en œuvre de la politique de la collectivité :

- en matière d'habitat (Orientation d'aménagement et de programmation ; Programme d'orientations et d'actions Habitat du PLU intercommunal) ;
- en matière de développement et d'attractivité économique, en permettant notamment l'organisation du maintien, de l'extension ou de l'accueil des activités économiques ;
- en matière de réalisations d'équipements et d'aménagements publics ou d'intérêt collectif ;
- en matière de mesures de compensations environnementales.

Instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le Secteur Patrimonial Remarquable de Strasbourg

L'article L.211-4 du Code de l'urbanisme permet d'étendre le droit de préemption urbain aux copropriétés et aux immeubles de moins de quatre ans sur tout ou partie des secteurs soumis au DPU. Ce droit de préemption urbain dit renforcé est instauré dans le périmètre du secteur sauvegardé devenu Secteur Patrimonial Remarquable (SPR) par la loi n ° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au Patrimoine (LCAP).

Le centre historique de Strasbourg constitue un élément essentiel de l'attractivité de l'agglomération tant par sa qualité patrimoniale exceptionnelle que par son dynamisme culturel et commercial.

Le secteur sauvegardé de Strasbourg créé en 1974 et complété par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) approuvé en 1985, comprend le Sud de la Grande-Île et la rive droite de l'Ill. D'une superficie de 73 hectares, il recouvre le tissu urbain le plus homogène et le plus cohérent de la ville ancienne du Moyen-âge à la Renaissance.
En 2011, par arrêtés préfectoraux, le PSMV de Strasbourg est mis en révision-extension.

L'objectif est d'élargir le périmètre au territoire couvrant toutes les périodes de formations historiques qui ont structuré le centre de la ville de Strasbourg : l'ensemble ainsi retenu, d'une superficie de 210 ha, inclut les parties anciennes de la Krutenau et du Finckwiller, la totalité de la Grande-Île et le cœur de la Neustadt. La mise en valeur et la préservation des patrimoines architectural, urbain et paysager permettront de construire un projet urbain fortement ancré dans son histoire et sa géographie.

L'instauration du droit de préemption urbain renforcé en accompagnement de la révision-extension du PSMV sur le périmètre du SPR, marque la volonté de l'Eurométropole de Strasbourg de valoriser les qualités patrimoniales de son centre pour développer son attractivité et améliorer le cadre de vie de ses habitants.

Concernant le Grand centre de Strasbourg, le Plan Local d'Urbanisme présente une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) métropolitaine. Les principaux objectifs énoncés pour ce territoire sont les suivants :

- faire du Grand centre la vitrine des pôles d'excellences de la métropole tels que la mise en valeur du patrimoine, l'animation, l'offre culturelle, les pôles d'enseignements supérieurs, les fonctions internationales, les mobilités,… ;
- faire du Grand centre un moteur de développement de l'agglomération favorisant les investissements et les initiatives à travers une démarche de renouvellement permanent ;
- préserver la mixité des fonctions et l'offre de services répondant aux besoins de la vie quotidienne des ménages ;
- permettre le renouvellement du patrimoine bâti au regard des enjeux d'adaptation fonctionnelle et énergétiques ;
- transformer et adapter les espaces publics au regard des enjeux de valorisation patrimoniale et d'évolution sociétale ou d'adaptation aux changements climatiques.

Trois principes d'aménagement sont inscrits dans l'OAP pour ce secteur :

1. la valorisation du caractère exceptionnel du centre de la métropole
   - valoriser le patrimoine architecturel, urbain et paysager du centre de la métropole en s'appuyant sur sa richesse exceptionnelle
   - valoriser les espaces de nature qui ont façonné le paysage du centre, permettant d'affirmer sa spécificité en améliorant le cadre de vie
   - restructurer et mettre en lumière les lieux patrimoniaux

2. l'adaptation aux évolutions contemporaines
   - assurer les développements urbains en lisière du centre historique
   - adapter l'espace public aux besoins du 21ème siècle
   - conforter l'offre de mobilité
   - soutenir le développement durable

3. les mixités fonctionnelles et sociales
   - encourager la mixité grâce à la politique de l'habitat
   - promouvoir le foisonnement du stationnement
   - renforcer l'activité du centre de Strasbourg

La mise en place du droit de préemption urbain renforcé pour le Secteur Patrimonial Remarquable permettra à la collectivité de mettre en oeuvre les objectifs qu'elle s'est fixés pour la préservation et la mise en valeur de ce secteur particulier du centre de la métropole.

Une carte située en ANNEXE 1 indique les deux secteurs du droit de préemption urbain, simple et renforcé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 210-1 et L. 211-1 et suivants

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment ses articles L. 5217-1 et L. 5217-2, I

Vu la délibération du 16 décembre 2016 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) intercommunal

après avoir délibéré

décide

d'instaurer le droit de préemption urbain simple (DPU) sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) définies par le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, afin de permettre la mise en œuvre des orientations du PLU et en particulier du PLH,

d'instaurer le droit de préemption urbain renforcé dans le périmètre du Secteur patrimonial remarquable (ancien Secteur sauvegardé), pour accompagner le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur dans l'objectif de préserver et mettre en valeur les patrimoines du centre de Strasbourg pour développer son attractivité et améliorer le cadre de vie de ses habitants,

dit que

conformément à l'article R 151-52, 7°, du Code de l'urbanisme, le périmètre d'application du DPU figurera en annexe au PLU,

conformément à l'article L 213-13 du Code de l'urbanisme, toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation du droit de préemption urbain, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis seront inscrites sur le registre ouvert à l'Eurométropole de Strasbourg et mis à la disposition du public,

précise

que la présente délibération :

- *fera l'objet, conformément à l'article R 211-2 du Code de l'urbanisme, d'un affichage dans chaque mairie de l'Eurométropole de Strasbourg et au siège de la Ville et de*

l'Eurométropole de Strasbourg durant un mois, d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département et sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg,

- *sera exécutoire concomitamment avec l'entrée en vigueur du PLU et après l'accomplissement des mesures de publicité,*

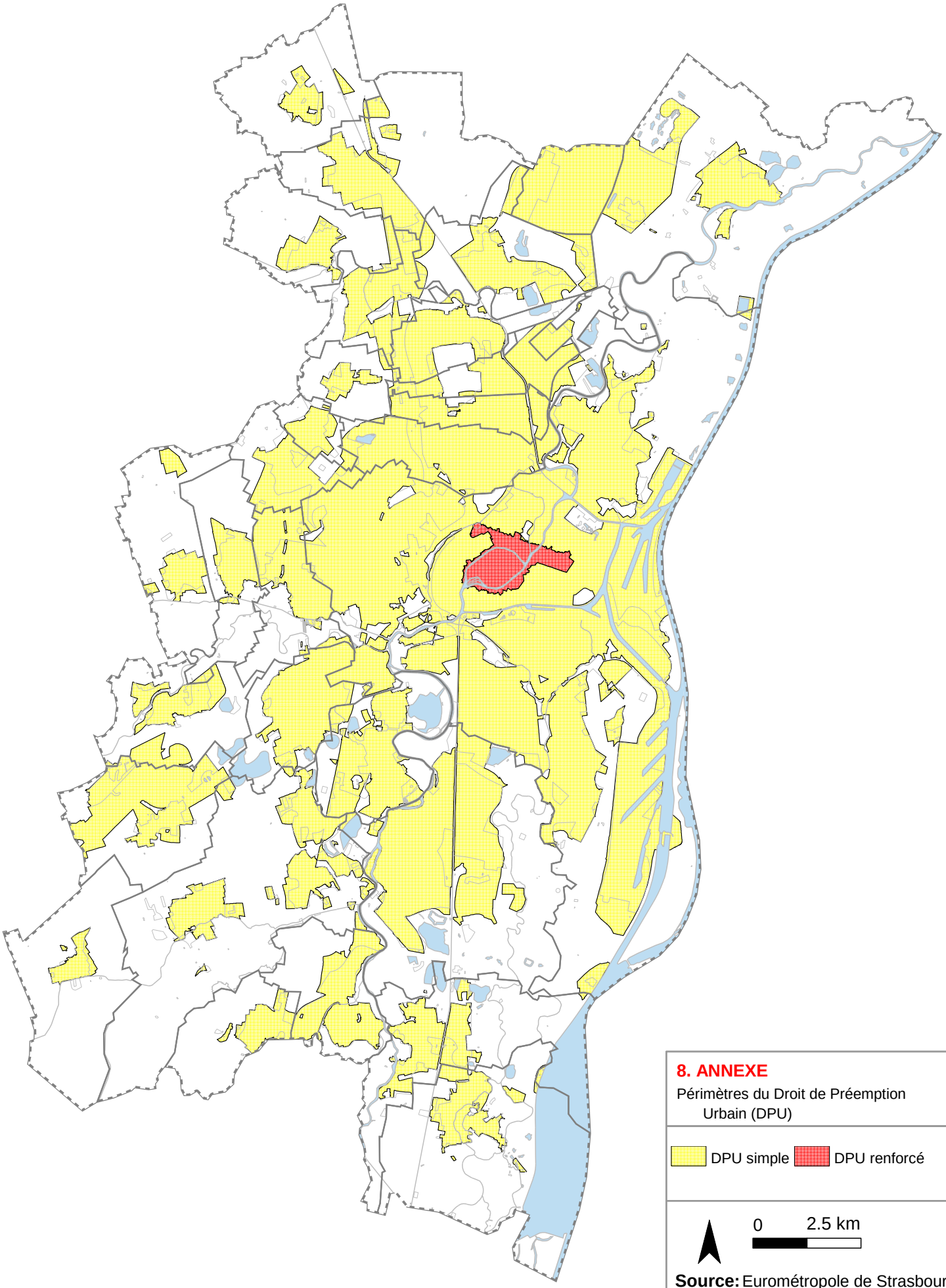
- *sera adressée aux organismes et services mentionnés à l'article R 211-3 du Code de l'urbanisme,*

charge

le Président ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016



8. ANNEXE

Périmètres du Droit de Préemption Urbain (DPU)

DPU simple

DPU renforcé

0 2.5 km

Source: Eurométropole de Strasbourg

Décembre 2016

ADEUS

Strasbourg.eu eurométropole

Point 16 de l’ordre du jour : Instauration du droit de préemption urbain.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 80

Contre : 1

Abstention : 6

Observations (ne modifiant pas le résultat du vote)

M. Philipps signale son erreur dans le vote (appui sur la touche 2 au lieu de la touche 3).

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 16 DECEMBRE 2016

Point n° 16 Instauration du droit de préemption urbain

Pour	**80**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DAMBACH-Danielle, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, QUEVA-Michèle, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROHFRITSCH-Sophie, SAHIN-Meliké, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien
Contre	**1**	PHILIPPS-Thibaud
Abstention	**6**	JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, LOOS-François, MAURER-Jean-Philippe, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe

17

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Attribution d'une subvention pour 2017 à l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS).

L'ADEUS a été créée en 1967. C'est un organisme de réflexion et d'études qui a notamment pour mission de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement, à l'élaboration des documents d'urbanisme et de porter les réflexions prospectives, les observatoires du territoire nécessaire aux politiques d'aménagement du territoire, dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Les missions des agences d'urbanisme sont codifiées à l'article L.121-3 du Code de l'urbanisme.

Les différentes missions de l'ADEUS se traduisent dans le Programme de travail partenarial (PTP) voté chaque année par son Assemblée générale. Ce programme de travail permet la définition, la coordination, la faisabilité et la gestion des projets d'aménagement et de développement urbain, incluant les thématiques économique, de déplacement et social de ses membres. Le programme de travail est complété par des contrats spécifiques.

Formellement, le programme de travail s'organise autour de quatre axes de réflexions :

- comprendre le territoire, partager l'information, anticiper les évolutions ;

- construire le fonctionnement métropolitain ;

- bâtir une vision à plus grande échelle ;

- adapter le territoire à son environnement et à la vie des gens.

Comme pour toutes agences, le programme de travail est négocié avec différents partenaires privés et institutionnels publics dont, par exemple, l'Etat, la Région, le Département, le Syndicat mixte pour le SCOTERS.

Pour l'année 2017, les actions demandées par l'Eurométropole de Strasbourg à l'ADEUS, en lien avec l'ensemble des partenaires, sont exposées ci-dessous.

Principes de la demande de l'Eurométropole de Strasbourg

L'année 2017 sera marquée par de nombreux changement :

- la Région Grand Est va engager l'élaboration du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). La démarche sera l'occasion de positionner l'Eurométropole de Strasbourg à l'échelle nationale, transfrontalière et régionale. Cette phase d'élaboration amènera l'Eurométropole de Strasbourg à réfléchir à ses partenariats avec son Hinterland, dans le cadre du SCOTERS ;

- l'Eurométropole de Strasbourg engagera la révision du PLU, nouvellement adopté, pour faciliter la fusion avec la Communauté de communes des Châteaux ;

- le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg va être, pour la première fois, mis en œuvre. Il intègre le Programme local de l'habitat (PLH) et le Plan de déplacement urbain (PDU). Cette première mise en œuvre se concrétisera par une procédure de modification. Sa réussite repose sur le déploiement d'une ingénierie auprès des communes, notamment en matière d'étude de cadrage et d'aide à la décision, d'études quant à l'évolution de secteurs stratégiques (Vigie, Fegersheim, par exemple). Le volet Trame verte et bleu du PLU, ainsi que son approche des enjeux climat, air énergie, doivent être renforcés. La mobilisation d'indicateurs thématiques et synthétique est nécessaire à la bonne évaluation des résultats du PLU ;

- la politique de l'Habitat, dans la même logique que le PLU, nécessite une animation et un accompagnement des grandes orientations du PLH. L'action de l'ADEUS devrait notamment se concentrer sur les actions de la Commission intercommunale du logement (CIL), les travaux pour la réforme des attributions du logement locatif social et à l'appui des démarches du Contrat de ville. Ces actions nécessite la mobilisation de l'observatoire de l'habitat et un travail d'évaluation et de suivi, en lien avec les indicateurs de suivi du PLU. L'ADEUS doit jouer le rôle d'animateur de l'observation sociale des territoires ;

- concernant les déplacements, la requalification de l'A35, en lien avec la mise en œuvre du Contournement ouest de Strasbourg, est au cœur du programme de travail. D'un point de vue méthodologique, il est nécessaire d'imaginer une alternative à l'enquête ménage car si elle demeure une référence et une source majeur d'analyses, elle est désormais trop coûteuse et complexe à mettre en œuvre. La question des indicateurs de suivi en lien avec le PLU est également posée ;

- dans le champ de l'action économique, l'ADEUS est déjà impliquée et engagée dans le cadre des travaux « Eco 2030 ». Cette implication doit se poursuivre en 2017. Plus spécifiquement, il s'agit d'approfondir le travail « 10 indicateurs stratégiques et

synthétiques » qui constitueront un tableau de bord pour le comité stratégique, et lui permettront d'évaluer la capacité de l'Eurométropole de Strasbourg à atteindre son objectif de « + 27 000 emplois ». Cet objectif figure tant au PLU qu'à la feuille de route « Eco 2030 ». Parallèlement à cette démarche, l'ADEUS doit continuer son travail pour la « gestion prévisionnelle des emplois et compétences », en lien avec la Direction du développement économique et de l'attractivité. Cette action est soutenue par le Fonds social européen (FSE) ;

- sur le volet environnemental, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans l'élaboration du Plan climat air énergie territorial (PCAET). Il s'agit d'un document de planification à part entière et le PLU devra être compatible avec lui. L'ADEUS devrait apporter son concours à l'élaboration de ce document stratégique, car elle anime une plateforme d'échanges sur la transition énergétique et dispose d'une expertise et de données stratégiques. Elle possède une compétence en matière de planification et peut utilement se positionner de façon transversale entre les enjeux habitat, environnement, climat, air, énergie, économie et déplacement. Son implication dans l'élaboration du PLU l'a démontré.

L'Eurométropole de Strasbourg est attachée à ce que le programme de travail de l'ADEUS soit transversal. A ce titre, elle souligne son intérêt pour :

- des indicateurs de suivis synthétiques et problématisés. L'outil « Portail de données » que l'ADEUS envisage de développer est à ce titre intéressant. Il reviendra à l'ADEUS d'en préciser les conditions techniques et juridiques de sa montée en puissance ;

- le débat sur les « politiques urbaines », prévu par l'article L.5211-62 du CGCT : l'Eurométropole de Strasbourg souhaite que l'ADEUS soit force de proposition quant à l'émergence des sujets à débattre et qu'elle participe à l'organisation de ce nouveau temps de réflexion ;

- l'ingénierie aux communes : le lien direct avec les communes est un enjeu du programme 2017.

Budget de l'ADEUS et participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2017

Le budget prévisionnel de l'ADEUS pour l'année 2017 s'élève à 4 542 583 €.

Le total des participations et des subventions de la part de l'ensemble des membres sera cette année de 4 527 583 €, hors contrats spécifiques, soit une baisse de 237 216 € par rapport au budget prévisionnel 2016.

Le montant des contrats spécifiques s'élève quant à lui à 5 000 €, soit une baisse de 28 125 € par rapport à l'année précédente.

Les subventions des partenaires, dont celle de l'Eurométropole de Strasbourg, doivent permettre à l'ADEUS de réaliser les objectifs du programme de travail qui sera arrêté pour l'année 2017.

Le budget de l'ADEUS est consacré à hauteur de 79,9 % à la masse salariale, y compris impôts et taxes.

Au vu du programme de travail et des besoins spécifiques de l'Eurométropole de Strasbourg – tels qu'ils ont été exposés ci-dessus, il vous est proposé d'acter le principe d'une subvention de 2 914 151 € à l'ADEUS. Ce montant correspond à 64,3 % des subventions et participations. Ce montant est stable par rapport à la subvention accordée en 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation d'une subvention de 2 914 151 € à l'ADEUS, en vue de réaliser le contenu du programme de travail partenarial qui sera arrêté pour l'année 2017,

décide

l'imputation de la dépense sur le budget de l'année 2017 de Strasbourg Eurométropole, fonction 820 nature 6574 – activité AD01C, dont le solde disponible avant le présent Conseil est 2 914 151 €,

autorise

Mme Caroline BARRIERE, Vice-présidente, à signer la convention avec l'ADEUS dont le projet est joint en annexe,

charge

le Président ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Convention financière 2017

entre l'ADEUS et Strasbourg Eurométropole

Novembre 2016

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise

PROJET



Dans le cadre des activités de Strasbourg Eurométropole et des travaux de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise, en référence au programme de travail partenarial de cette dernière, la présente convention a été convenue entre :

Strasbourg Eurométropole, représentée par la Vice-Présidente Madame Caroline BARRIERE, ayant son siège 1 Parc de l'Etoile – 67000 STRASBOURG, ci-après désigné par les termes "Strasbourg Eurométropole"

d'une part,

ET

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS), dont le siège est à 67000 Strasbourg – 9 rue Brûlée CS 80047, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président du Conseil d'Administration de l'ADEUS, ci-après désignée par les termes "l'ADEUS"…

PROJET

PRÉAMBULE

Cette convention a pour cadre la convention de partenariat mise en place entre Strasbourg Eurométropole et l'ADEUS, Strasbourg Eurométropole étant membre de l'ADEUS. Elle en précise les modalités en ce qui concerne l'année 2017. Elle est en adéquation avec la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg approuvant le versement d'un financement de 2 914 151 euros à l'ADEUS en raison de l'intérêt de ces travaux pour Strasbourg Eurométropole et les communes qui la composent.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la convention est d'organiser la réalité du partenariat mis en place par l'adhésion de Strasbourg Eurométropole à l'ADEUS pour 2017.

Il s'agit pour Strasbourg Eurométropole de faciliter globalement la prise en compte des réalités et changements des territoires identifiés avec l'ADEUS dans la construction et la mise en œuvre des politiques publiques de sa compétence. Ceci s'effectue par le biais des travaux :

- d'intelligence du territoire autour de suivi des dynamiques territoriales (observatoires autour des politiques publiques, éclairages et prospective transversaux, diffusion et évènements),
- d'appui à la mise en place de stratégies territoriales et notamment via les documents de planification tels le PLU, PLH, PDU, PCAET, etc…et via l'appui en ingénierie aux communes
- et enfin d'accompagnement de certains projets complexes ou innovants.

Ces travaux figurent au programme de travail de l'ADEUS 2017, élaboré de façon collective, au service des membres de l'Agence, autour des 4 axes suivants :

- axe 1 : comprendre le territoire, partager l'information, anticiper les évolutions,
- axe 2/3 : construire le fonctionnement métropolitain et bâtir une vision à plus grande échelle,
- axe 4 : adapter le territoire à son environnement et à la vie des gens

En particulier, l'appui de l'agence sur son PLU et ses conséquences, avec l'ensemble des travaux qui permettent de nourrir ces éléments, représentent un des intérêts majeurs de Strasbourg Eurométropole pour 2017. Ces travaux traversent l'ensemble du programme de travail partenarial.

PROJET

Le programme de travail et le budget fixés en 2017 par le Conseil d'Administration de l'ADEUS, sont élaborés dans un esprit :

- de complémentarité entre les travaux de l'agence et des collectivités et autres organismes,
- de hiérarchisation des priorités vers ce qui est important pour le territoire et en particulier Strasbourg Eurométropole,
- d'équilibre entre charges et ressources donnés à l'agence par ses membres.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE STRASBOURG EUROMETROPOLE

Strasbourg Eurométropole s'engage à honorer le partenariat avec l'ADEUS, notamment par le versement d'un financement pour 2017 à hauteur de 2 914 151 euros composé d'une subvention de 2 901 891 euros et d'une cotisation de 12 260 euros, correspondant à son intérêt aux travaux de l'agence.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de cette subvention s'effectue selon les modalités suivantes :

- 75 % du financement globale de l'année 2017 plus tard le 30 mars 2017 ; ce montant est de 2 185 613 euros,
- le solde du financement 2017 au plus tard le 30 septembre 2017 ; ce montant est de 728 538 euros.

Si un complément à cette subvention devait être versé, dans un esprit d'équilibre global entre ressources données à l'agence et travaux demandés, un avenant serait ajouté à cette convention.

ARTICLE 4 : AUTORISATION D'UTILISATION DE FONDS DEDIES PLU DE STRASBOURG POUR UN COMPLEMENT DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DEDIES AU PLU COMMUNAUTAIRE

La Communauté Urbaine a autorisé l'agence à réorienter les fonds qui lui ont été donnés en 2003 pour la réalisation du PLU de Strasbourg, vers la réalisation du PLU Communautaire, sous forme de force de travail et non plus d'impressions ou de sous traitance. Cette réorientation a été actée par les instances de l'Agence lors du Conseil d'Administration du 25 janvier 2011.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'ADEUS

L'ADEUS s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif défini à l'article premier,
- à fournir un compte-rendu annuel d'activités ainsi que le bilan et compte de résultats avant le 1er mai de l'année suivante,
- à faciliter le contrôle, par les services de Strasbourg Eurométropole, de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

PROJET

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2017.

ARTICLE 8 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Trésorier Principal de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg - 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait à Strasbourg, le

PROJET

Pour Strasbourg Eurométropole	**Pour l'ADEUS**
Vice-Présidente Caroline BARRIERE	Le Président Robert HERRMANN

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg au Syndicat Mixte pour le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS), exercice 2017.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une participation de 313 360 € au budget du Syndicat mixte chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS).

Par délibération en date du 5 février 1999, le Conseil de Communauté a approuvé l'adhésion de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg, au Syndicat mixte chargé de l'élaboration du nouveau Schéma Directeur.

Le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS) a été approuvé le 1er juin 2006.

Depuis, le Syndicat mixte se consacre à la mise en œuvre des grandes orientations arrêtées par ce schéma et veille à la compatibilité des différents documents de planification règlementaire avec ces dispositions. Il est engagé sur l'évaluation des politiques publiques en matière d'aménagement du territoire et sur une vision prospective, en lien avec les établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) qui le compose.

En 2017, le Syndicat mixte doit évoluer sous l'impulsion de la réforme des intercommunalités et son action est questionnée par le changement d'échelle de la Région qui va engager les travaux d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Le périmètre du SCOTERS est amené à évoluer car la réforme des intercommunalités a rattaché la communauté de communes du Pays de Brumath et la communauté de communes de la Porte du Vignoble, respective à la future communauté d'agglomération d'Haguenau et à la communauté de communes des coteaux de la Mossig.

Parallèlement à cette réduction du périmètre du SCOTERS l'Eurométropole s'apprête à accueillir la communauté de communes des Châteaux et à s'agrandir de 5 communes.

Cette recomposition du paysage institutionnel, au niveau Régional et à l'échelle de l'Hinterland de l'Eurométropole fait que l'année 2017 porte des enjeux spécifiques.

A. <u>Le syndicat mixte pour le SCOTERS prévoit d'orienter son action de la manière suivante</u> :

1. L'évolution du document

Le SCOTERS a fait l'objet d'une évaluation de ses orientations en 2012, soit 6 ans après son approbation. Une nouvelle évaluation du document devra être présentée en 2018. Les changements institutionnels font que les enjeux de cette évaluation sont forts. Le Syndicat mixte propose d'engager dès 2017 et avec l'appui de l'ADEUS, un travail méthodologique.

Son ambition est double :

- l'articulation avec les projets de territoire à l'échelle des PLUI pour construire les premiers éléments de bilan et de perspective pour alimenter une prochaine révision ;
- travailler sur les échelles et l'articulation des orientations des différents documents de planification.

Le volet environnemental du SCOTERS

<u>Objectifs poursuivis</u> :

- prendre en compte, dans le cadre du SCOT intégrateur, les objectifs des documents supra SCOT dont le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), le Schéma Régional Climat – Air – Energie (SRCAE), la directive inondation, les travaux du PGRI et du futur SDAGE ;
- proposer des « fiches outils » suite à l'adoption de la dernière modification du SCOTERS qui a notamment permis d'intégrer l'évaluation environnementale du projet de territoire.

La stratégie de transition énergétique du SCOTERS – suite à l'appel à projet « Territoire à énergie positive pour la croissance verte »

<u>Objectifs poursuivis</u> :

- organisation d'ateliers territoriaux sur les questions d'articulation urbanisme / transition énergétique :

  ➔ préparation des ateliers, participation aux ateliers, restitution des débats

- aide à la construction de documents pédagogiques.

La participation à l'élaboration du SRADDET

<u>Objectifs poursuivis</u> :

- positionner la Région de Strasbourg à l'échelle de la Grande Région ;
- travailler les partenariats et les complémentarités entre la Métropole et les territoires voisins ;
- participer aux démarches de coordinations entre SCOT porté par l'InterSCOT du Bas-Rhin.

Le bilan foncier annuel

Objectifs poursuivis :

- suivre l'évolution du territoire en termes de consommation foncière et de production de logements, à l'échelle de chaque intercommunalité ;
- avoir un échange annuel pour éclairer les éléments de bilan ;
- accompagner les communes et les intercommunalités dans l'atteinte des objectifs.

2. La mise en œuvre

La commission compatibilité et l'accompagnement des communes dans l'élaboration des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement

Objectifs poursuivis :

- rendre un avis sur les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement dans le cadre de la compatibilité avec les orientations du SCOTERS ;
- partager des problématiques communes sur la question du foncier, à l'occasion d'avis ou d'interventions ;
- partager une culture commune sur la gestion économe du foncier et la diversité des formes d'habitat.

Enfin, le SCOTERS suit de nombreux dossiers comme le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, les zones d'aménagement concerté (ZAC), les permis d'aménager et permis de construire et les travaux de ses partenaires.

Le SCOTERS s'attachera à produire et analyser les données issues des divers indicateurs de suivi et de mise en œuvre, y compris la mutualisation des indicateurs au niveau de l'Inter-SCOT et à les partager. Il poursuivra par ailleurs ses missions diverses de conseil, avis techniques, notamment au sein de la commission compatibilité, d'accompagnement des communes dans l'élaboration ou la révision de leurs documents d'urbanisme, ...

B. Evolution de la contribution de l'Eurométropole

Le comité syndical se réunira le 12 décembre 2017 pour débattre et statuer sur le budget prévisionnel du SCOTERS.

Le budget global de fonctionnement prévisionnel, pour l'exercice 2017, est de 441 558 € en budget de fonctionnement et de 28 900 € en budget d'investissement, soit un total de **470 458 €.**

L'année 2017 constitue une année de transition pour le Syndicat mixte pour le SCOTERS qui voit son périmètre réduit.

Compte tenu de ces évolutions de périmètres, la contribution des membres pour l'année 2017 en est modifiée comme suit :

· Pour l'Eurométropole : la contribution passe de 308 471 € à 313 360 € soit + 4 889 € qui correspondent à la contribution de la communauté de communes des Châteaux.
· Pour les communautés de communes de Brumath et Porte du Vignoble quittant le territoire du SCOTERS, la contribution est calculée sur 6 mois jusqu'au 1er juillet 2017, ce qui signifie une baisse de contribution de 9 737 € pour l'année 2017.
· Soit un total de contribution de 401 558 € contre 411 295 € en 2016.

Les statuts actuels du Syndicat mixte pour le SCOTERS (article 9) fixent la répartition suivante pour les contributions financières des membres :

- 75 % pour l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 25 % pour les autres membres au prorata de leur population.

Ces évolutions de périmètres vont avoir pour conséquence une refonte des statuts pour coller à la nouvelle composition du Syndicat mixte pour le SCOTERS. Cette modification des statuts ne pourra intervenir qu'à partir du 2nd semestre 2017 (date de sortie des communes de communes de la Porte du Vignoble et de Brumath) avec effet en 2018 pour le budget.

La participation totale des membres s'élève en 2017 à 401 558 €.

Le budget de dépenses en investissement de **28 900 €** est équilibré en recettes par le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA), pour un montant de **1 900 €**, et par les amortissements des immobilisations, à hauteur de **27 000 €.**

Le montant de la contribution sollicitée, est donc augmenté par rapport à l'année 2016, cette augmentation de 4 889 € résulte de la fusion de la communauté de communes des Châteaux et de l'Eurométropole.

Le montant de la contribution 2017 a été inscrit à cet effet au Budget Primitif 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

vu la délibération du Comité syndical du SCOTERS en date du 12 décembre 2016 qui fixe le budget prévisionnel 2017
vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 122-1 et suivants et R122-1 et suivants
vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 5 février 1999 approuvant l'adhésion de la CUS au Syndicat mixte chargé de l'élaboration du nouveau schéma directeur de la région de Strasbourg
vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999 portant création du Syndicat mixte pour la révision du Schéma directeur de la région de Strasbourg
vu l'arrêté préfectoral du 9 mars 2006 portant modification des statuts du Syndicat mixte pour le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg et son arrêté complémentaire du 17 mars 2006
vu le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg approuvé le 1er juin 2006
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une participation de 313 360 € au Syndicat mixte pour le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg ;

décide

l'imputation de la dépense sur le budget 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg – fonction 820, nature 65735 – activité AD01D, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 313 360 €.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Projet de rénovation urbaine de Hautepierre - Maille Catherine : transactions foncières nécessaires à la mise en œuvre de la contrepartie Action Logement :
- acquisition de parcelles auprès de la SERS
- vente d'un terrain à la société Domial-Plurial

I. Contexte de l'opération

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine (PRU) du quartier de Hautepierre engagé en 2009, Action Logement est l'un des partenaires signataire de la convention ANRU et réalise à ce titre, des logements sur des terrains appelés « contreparties ».

Ces contreparties lui sont cédées à l'euro symbolique par la collectivité et les bailleurs sociaux au titre de sa participation financière au projet de rénovation urbaine.

L'intervention d'Action Logement dans le Projet de rénovation urbaine vise à contribuer à l'effort de diversification de l'habitat au sein du quartier en proposant une offre de logements locatifs libres positionnés en cœur des mailles.

Ces opérations contribuent au renouveau et à l'attractivité du quartier ainsi qu'à la possibilité de parcours résidentiels différentiés pour les habitants.

La contrepartie au titre de l'opération Action Logement sur le PRU de Hautepierre consiste en un terrain situé maille Catherine, à l'intersection des l'avenues Molière et Tolstoï (terrain C14-1). D'une emprise de 2824 m2, il permettra la réalisation d'une opération comprenant 21 logements collectifs et maisons de ville.

Une consultation des opérateurs Action Logement menée fin 2013 et mi 2014 en accord avec l'ANRU et l'UESL s'est traduite par la mise en réserve foncière du terrain « C14-1 » au profit de l'Eurométropole de Strasbourg. La dévolution de ce terrain a été entérinée par l'avenant de sortie de la convention ANRU de Hautepierre signé le 22 décembre 2015.

Par courrier du 2 mars 2016, dont vous trouverez copie en pièce jointe, le Préfet du Bas-Rhin informait la collectivité de la relance de la concertation de l'UESL entre les opérateurs Action Logement pour un certain nombre de sites, dont le terrain « C14-1 » pour lequel la filiale Domial s'est positionnée. Par conséquent, la convention ANRU de

Hautepierre a été modifié par la conclusion d'un avenant technique pour transférer le terrain « C14-1 » à l'opérateur Domial.

Afin de pouvoir engager ce projet, il revient à l'Eurométropole, en tant que pilote du PRU, de procéder dans un premier temps à la réunification foncière des emprises (une partie de l'emprise concernée étant encore actuellement la propriété de la SERS) puis, dans un second temps, de les céder à l'euro symbolique à la société DOMIAL/ PLURIAL.

II. Le projet

Le projet immobilier se compose d'un ensemble de deux bâtiments qui développent environ 1960 m² de surface de plancher (SdP) et qui sont destinés à du logement locatif libre.

Le programme s'organise entre un bâtiment d'habitat intermédiaire implanté à l'angle des avenues Molière et Tolstoï, tandis que l'ensemble de maisons en bande sera réalisée le long de l'avenue Tolstoï dans la continuité de la Maison d'Hautepierre.
Ces immeubles comprendront les logements suivants :

13 logements dans le bâtiment d'habitat intermédiaire répartis entre trois T3 et sept T4 ;
8 maisons individuelles de type T5.

III. Cessions foncières

L'emprise de l'opération se compose de deux parcelles :

La première, d'une surface de 3.81 ares, propriété de l'Eurométropole ;
La seconde, d'une surface de 24.18 ares, propriété de la SERS.

Afin de procéder à la cession de l'assiette de l'opération au maître d'ouvrage, il convient au préalable de réunir ces deux entités via une acquisition de son emprise à la SERS.

1. Vente préalable de la SERS à l'Eurométropole

Afin de pouvoir être engagé, le projet nécessite donc au préalable la cession de l'emprise foncière de la SERS à l'Eurométropole de Strasbourg.
Ces parcelles seront acquises par la collectivité à l'euro symbolique selon les termes de l'avenant 14 à la convention publique d'aménagement du quartier de Hautepierre du 30 décembre 1967, signé par la SERS, la Ville et l'Eurométropole le 16 avril 2010.

2. Cession du terrain à DOMIAL/PLURIAL

Suite à l'acquisition des terrains nécessaires auprès de la SERS, l'Eurométropole pourra procéder à la cession de cette emprise foncière à DOMIAL.
La cession de ce terrain à DOMIAL fait partie intégrante de la contrepartie liée à la convention de rénovation urbaine signée le 15 décembre 2009 avec l'ANRU et l'AFL.

Cette contrepartie est réalisée à titre gratuit et intervient par le biais de cession à l'euro symbolique.

IV. Conditions de la vente

La vente à intervenir sera assortie d'un certain nombre de conditions qui figureront dans l'acte de vente. Les clauses à insérer dans l'acte de vente seront notamment les suivantes :

· L'acquéreur s'obligera par ailleurs à titre d'obligation de faire :

Réaliser un projet de 1960 m² de surface de plancher (plus ou moins 5 %) conforme à l'arrêté de permis de construire;
Réaliser le programme consistant en la construction d'un ensemble immobilier, sans possibilité de substituer d'autres affectations que celles initialement prévues sans l'accord de la Collectivité ;
mettre en œuvre les clauses d'insertion dans les marchés de travaux à hauteur minimale de 7 % des heures travaillées. La mise en œuvre de ces clauses se fera avec l'appui et sous le contrôle du Relais Chantiers (7 rue du Verdon 67100 STRASBOURG).

· A la connaissance du vendeur, l'Eurométropole, le terrain vendu ne présente pas de pollution. L'acquéreur pourra faire réaliser les études géotechniques de pollution et toute autre étude qui lui semblerait nécessaire avant transfert de propriété. Dans le cas où les études des sols et des sous-sols feraient apparaitre une pollution du site, les frais de réalisation des travaux de dépollution seront à la charge exclusive du vendeur.

Il est donc proposé au Conseil :

d'approuver l'acquisition auprès de la SERS des parcelles nécessaires à la réalisation du projet ;
d'approuver la vente de l'unité foncière.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis favorable du Conseil municipal de la ville de Strasbourg
en date du 21 novembre 2016,
vu l'avis de France Domaine
après en avoir délibéré,

approuve

1) l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la SERS, des parcelles provisoirement cadastrées :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Strasbourg – Koenigshoffen
Section LP n°1833/171 de 11.05 ares
Section LP n°1790/70 de 13.13 ares

Soit une surface totale de 24.18 ares

Conformément à l'avenant 14 à la convention d'aménagement du 30 décembre 1967, cette cession interviendra à l'Euro symbolique avec dispense de paiement du prix de cession

2) la cession par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la société DOMIAL/ PLURIAL (ou toute autre personne morale qu'il lui plaira de se substituer) des parcelles cadastrées :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Strasbourg – Koenigshoffen
Section LP n°1833/171 de 11.05 ares
Section LP n°1790/70 de 13.13 ares
Section LP n°1786/69 de 0.58 ares
Section LP n°1882/171 de 0.99 ares
Section LP n° 1641/171 de 2.24 ares

Soit une surface totale de 27.99 ares

Moyennant le prix de vente total de 1 € l'are et frais éventuels à la charge de l'acquéreur.

3) l'insertion dans l'acte de vente à intervenir des points suivants :

d'une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour l'acheteur de revendre le terrain cédé, nu, sans l'accord l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de 5 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier et pourra être levée à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux ;
à la connaissance du vendeur (l'Eurométropole), le terrain vendu ne présente pas de pollution. L'acquéreur a été autorisé à réaliser sur le terrain toutes les investigations qu'il juge nécessaires pour avoir une parfaite information sur l'état du sol et du sous-sol. Toutefois, dans le cas où les études des sols et des sous-sols feraient apparaitre une pollution du site, les frais de réalisation des travaux de dépollution seront à la charge exclusive du vendeur ;
d'une obligation de faire, permettant de garantir la réalisation de l'ensemble immobilier d'environ 1960 m^2 de surface de plancher (plus ou moins 5 %), sans possibilité de substituer d'autres affectations que celles initialement prévues sans l'accord de la collectivité. Le projet devra être conforme à l'arrêté de permis de construire qui sera annexé à l'acte authentique de vente ;
de l'obligation de mettre en œuvre des clauses d'insertion par l'emploi dans les marchés de travaux de construction du projet à hauteur de minimum 7% des heures travaillées. La mise en œuvre de ces clauses sera réalisée avec l'appui du Relais

Chantiers (7 rue du Verdon 67100 STRASBOURG). Le quota d'heures d'insertion ne pourra être inférieur de 4 heures par tranche de 1 000 € HT de travaux ;

l'acquéreur s'engage à fournir tous les éléments requis par l'Eurométropole de Strasbourg, pilote du projet, pour rendre compte de la mise en œuvre locale des clauses d'insertion dans son chantier ;

décide

l'imputation de la dépense de 1,00 € sur la ligne budgétaire fonction 824 nature 2111 service AD03 programme 3 (avec toutefois dispense de paiement du prix)

l'imputation de la recette de 1,00 € sur la ligne budgétaire fonction 820 nature 775 service AD03B

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution des présentes.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division France Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51022

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67 : pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2016/846

Le 20 septembre 2016

Le Directeur régional des Finances Publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN NON BÂTI SITUÉ A L'ANGLE DE L'AVENUE TOLSTOÏ ET DU BD BALZAC À STRASBOURG-HAUTEPIERRE

VALEUR VÉNALE : 825 700 € HT.

1 – SERVICE CONSULTANT : .Ville et Eurométropole de Strasbourg.

Affaire suivie par : Mme LINCONTANG-BOUDJEMA (corinne.lincontang-boudjema@strasbourg.eu).

2 - Date de consultation : 16/08/2016
Date de réception : 23/08/2016
Date de visite :
Date de constitution du dossier « en état »: 23/08/2016

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Projet de cession à DOMIAL d'une emprise foncière destinée à une opération immobilière s'inscrivant dans le cadre de la rénovation urbaine du quartier de Hautepierre.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Section	Parcelles	Superficie/ares	Adresse cadastrale
LP	1833/171	11,05	Kirschhecklein
	1790/70	13,13	Pl Flaubert
	1786/69	0,58	Pl Flaubert
	1882/171	0,99	Kirschhecklein
	1641,171	2,24	
	TOTAL	**27,99**	

L'emprise foncière, de configuration irrégulière, se situe Maille Catherine, au Nord du quartier de Hautepierre.
L'opération s'inscrit dans le cadre du renouvellement urbain du quartier de Hautepierre et vise à céder à DOMIAL une emprise de 27,99 ares, pour la construction de logements.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) du terrain : SERS et OPH de l'EMS.
Terrain nu et libre.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone HAU UB4 au POS de la Strasbourg suivant la dernière modification approuvée.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum de 20 m, COS non réglementé.

Qualification des terrains :

Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation car situées dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservies par les réseaux.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur vénale à l'état nu et libre de la totalité de l'emprise :

29 500 € * 27,99 ares = 825 705 €, **arrondi à 825 700 € HT.**

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine
et du département du Bas-Rhin et par délégation,

L'Inspecteur divisionnaire
des Finances publiques

Pascale Oberlé



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

HAUTEPIERRE - SECTION LP

Date d'édition		ECHELLE
30/09/2016	STRASBOURG	1/ 1000

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

ANRU CRONENBOURG : restructuration du secteur Einstein Haldenbourg : délibération modificative de la délibération du 30 juin 2016 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

La pharmacie « Marie Curie » est actuellement située dans le périmètre de restructuration du secteur Einstein-Haldenbourg.

La pharmacie est l'un des commerces dont la collectivité a soutenu le transfert pour maintenir une offre de santé dans le nouveau programme qui sera construit en lieu et place du bâtiment abritant les commerces 4 Place de de Haldenbourg et de l'ancien supermarché « Mutant » déjà démoli.

Il a été trouvé un accord avec la pharmacie Marie Curie en ce qui concerne les modalités de son transfert dans le futur bâtiment construit par Domial. Les indemnités proposées par l'Eurométropole de Strasbourg (indemnités de transfert + indemnités de second œuvre + indemnité de perte du droit au bail) ont été acceptées par la propriétaire du fonds de commerce.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 30 juin 2016 a approuvé l'instauration d'un nantissement sur le fonds de commerce en garantie de la créance comprenant l'indemnité de transfert et l'indemnité d'aménagement de second œuvre.

Il est proposé de modifier la délibération du 30 juin 2016 et de supprimer le nantissement sur le fonds de commerce au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, dans la mesure où les deux indemnités feront l'objet d'une convention de séquestre auprès d'une étude notariale, comme prévu dans la délibération du 30 juin 2016.

Toutes les autres dispositions de la délibération du 30 juin 2016 sont maintenues.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

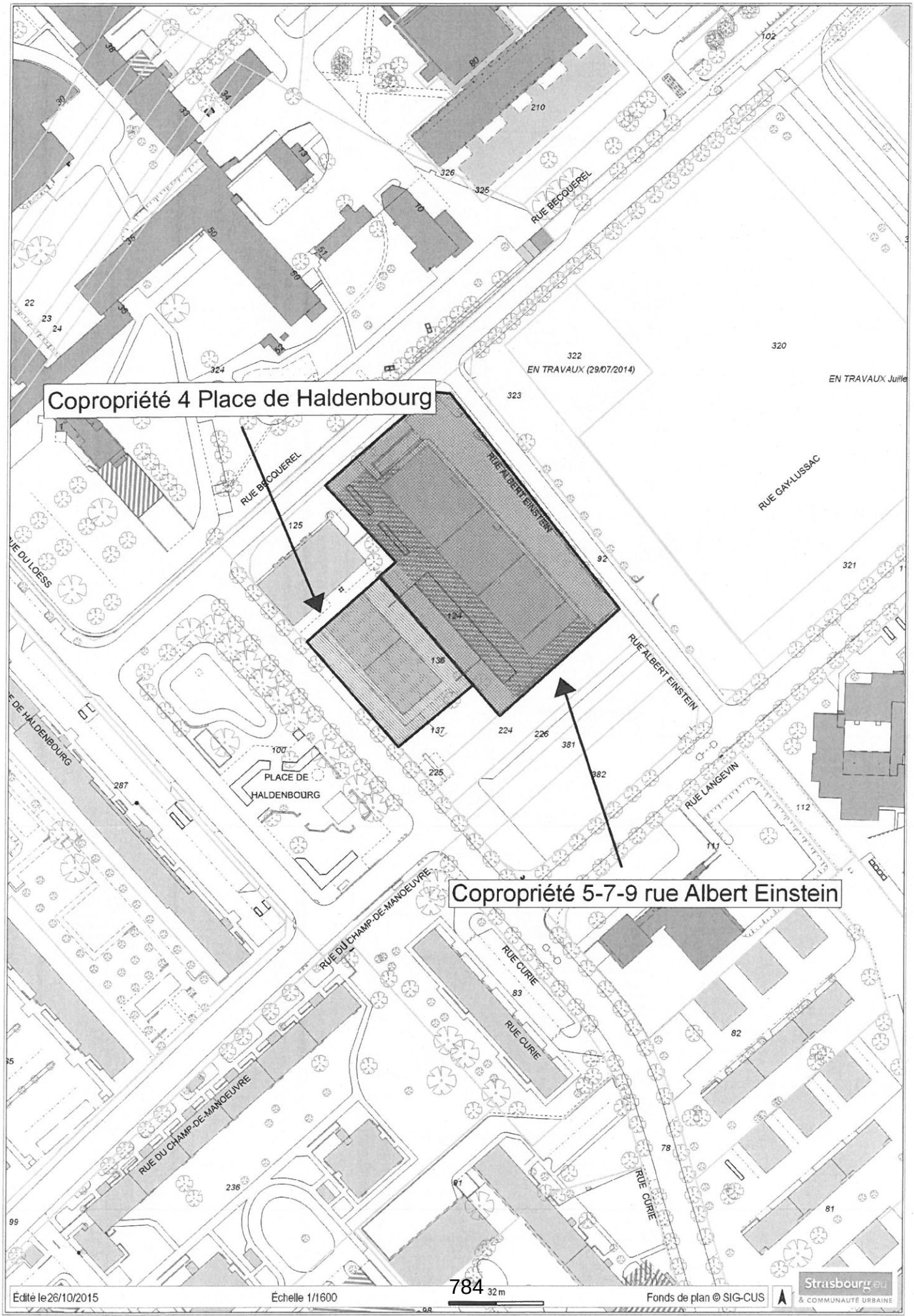
approuve

- *la suppression du nantissement sur le fonds de commerce dénommé « SELARL Pharmacie Marie Curie » au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *toutes les autres dispositions de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 juin 2016 sont maintenues.*

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016


Copropriété 4 Place de Haldenbourg
Copropriété 5-7-9 rue Albert Einstein
RUE BECQUEREL
RUE ALBERT EINSTEIN
RUE GAY-LUSSAC
RUE DU LOESS
PLACE DE HALDENBOURG
RUE LANGEVIN
RUE DU CHAMP-DE-MANOEUVRE
RUE CURIE
EN TRAVAUX (29/07/2014)
EN TRAVAUX Juille
Édité le 26/10/2015
Échelle 1/1600
32 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

ESQUISSE N°_____

Section KY Parcelles: 125/25,136/25

COMMUNE DE KOENIGSHOFFEN CRONENBOURG

Page

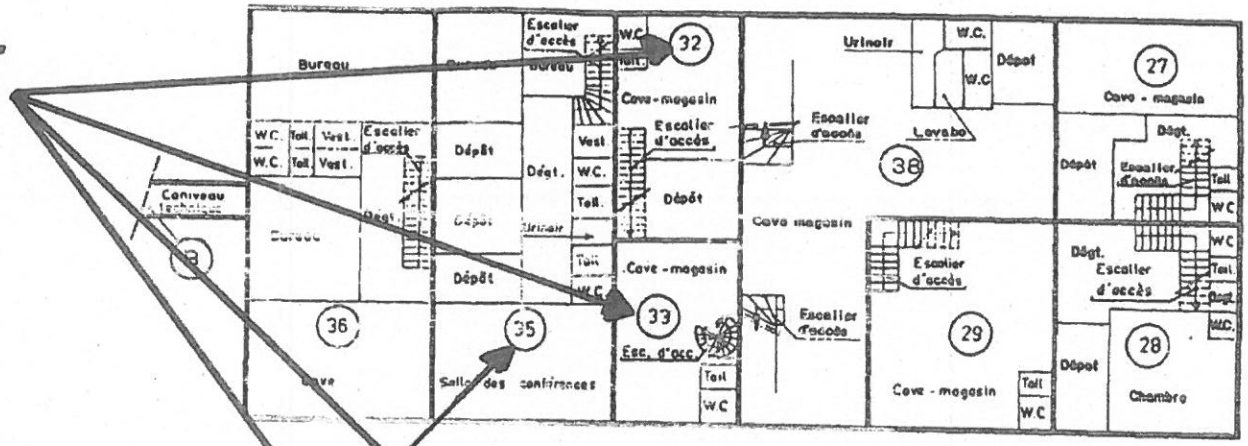
Adresse: 4 et 6 Place de Haldenbourg, 2, rue Becquerel

ETABLI PAR M. GILLES BILHAUT GEOMETRE-EXPERT DPLG 4, RUE DE LA COTE D'AZUR STRASBOURG-MEINAU

G84/85

SOUS-SOL

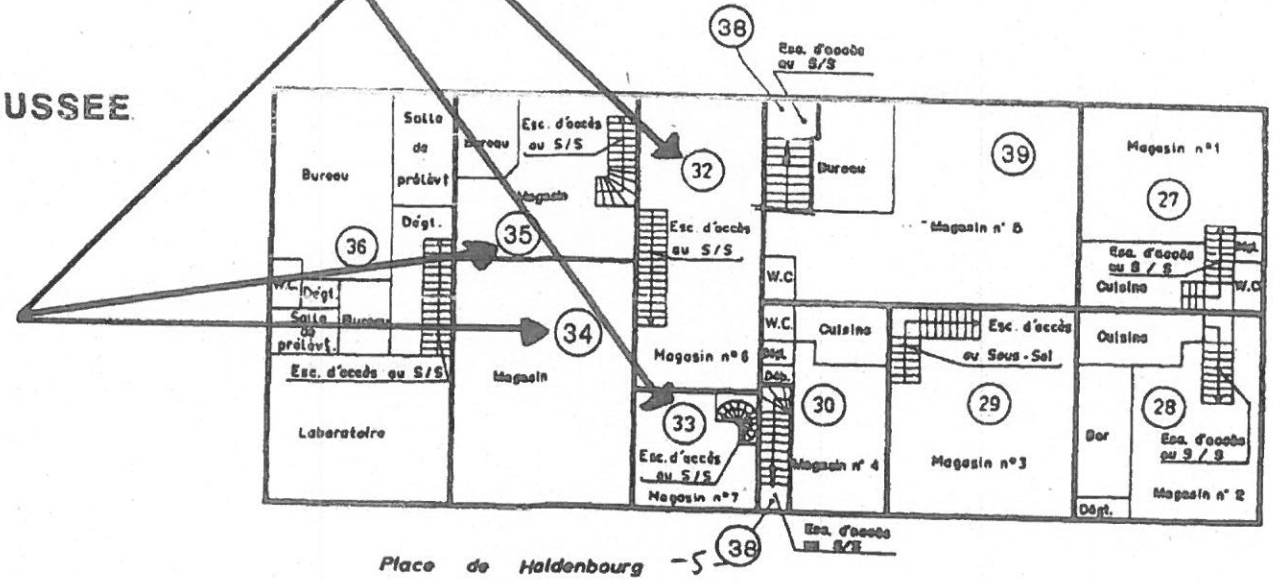
Lots propriété de la Ville.



Place de Haldenbourg

REZ DE CHAUSSEE

Pharmacie à transférer.



Place de Haldenbourg

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Ilot Bois

Ilot démonstrateur résidentiel bois et biosourcé au Port du Rhin à Strasbourg (action Ecocité) :

- **Cession des terrains par l'Eurométropole à la ville de Strasbourg,**
- **Désignation du lauréat de la nouvelle consultation du lot n°3,**
- **Prorogation du protocole d'accord du lot n°2.**

I CONTEXTE

I. 1. Une action « Ilot Bois » innovante inscrite dans la démarche Ecocité « Strasbourg, métropole des Deux Rives »

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg font parties des territoires labellisés par l'Etat depuis 2009 au titre de la démarche Ecocité « Strasbourg métropole des Deux- Rives ». Le Conseil communautaire du 23 mars 2012 en avait validé les actions innovantes, ainsi que la convention signée avec l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations, opérateur de la démarche, afin de faire bénéficier les différents projets d'un accompagnement du Programme des Investissements d'Avenir au travers du Fonds *Ville de Demain*.

Dans le cadre de cette démarche volontariste, l'une des actions innovantes portées par l'Eurométropole Strasbourg consiste à favoriser l'émergence d'un projet immobilier démonstrateur d'envergure sur le site du Port du Rhin, dans le projet urbain des Deux Rives : la réalisation d'un ilot bois, biosourcée à bilan bas carbone. Il s'agit d'expérimenter la construction d'environ 420 logements en promotion privée et aidée, utilisant au maximum les matériaux bois et biosourcés (chanvre, paille…), avec des niveaux de hauteur peu réalisés en France (R+5 à R+10), sobre énergétiquement (3 lots sont BEPAS), et à des coûts maitrisés permettant de réaliser une opération reproductible sur le territoire de l'agglomération.

Ce projet a une portée nationale à différents titres : le volume de bois utilisé, les innovations mises en œuvre, le travail d'évaluation suivi par un grand nombre d'acteurs de la filière bois. Le projet d'Ilot Bois à Strasbourg est un levier majeur pour la filière de la construction bois en France en termes de consolidation, de formation des acteurs, mais aussi de reproductibilité de constructions bois de moyenne et grande hauteur sur notre

territoire et nationalement. Ce démonstrateur est un sujet d'observation pour la filière, les opérateurs immobiliers mais également les assureurs.
Il permet de stimuler la filière bois également au travers de l'appel à manifestation d'intérêt sur les constructions de bois en grande hauteur lancéle 7 juin 2016 par l'association pour le Développement d'immeubles à Vivre en bois (ADIVBois) en s'inspirant du montage mis en place sur l'Ilot Bois : experts de la filière bois accompagnant les projets, désignation dès l'amont du projet d'une équipe de conception-réalisation complète architecte(s), bureaux d'études et entreprise(s) de la construction bois.
La performance énergétique des bâtiments établie à travers la performance de l'enveloppe thermique mais également de son bilan carbone (stockage du carbone dans le matériau bois) contribue à l'évolution de l'évaluation de la performance énergétique des bâtiments dans une approche plus complète.

La valeur d'exemplarité de ce projet contribue au rayonnement de Strasbourg et de sa métropole.

I. 2. Etat d'avancement du projet Ilot Bois

Le projet de lotissement « Ilot Bois » est réalisé dans le cadre d'un permis d'aménager, délivré le 4 septembre 2015, dont la compétence de mise en œuvre relève de la ville de Strasbourg et non de l'Eurométropole au regard de l'article L.5215-20 du Code général des collectivités territoriales.

L'Eurométropole au titre de ses compétences a dépollué les terrains, et la Ville a réalisé les travaux de viabilisation et d'aménagement.

Des consultations d'opérateurs immobiliers ont été lancées en mai 2013 et juin 2014.

Les délibérations prises par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg respectivement des 17 et 21 février 2014, puis les 22 et 26 juin 2015 ont permis de désigner les lauréats des consultations pour les lots en accession (lot 1, 2 et 3) et en logement social (lot 4).

Les lots :

L'ensemble de l'ilot représente environ 2 hectares, découpé en quatre lots de logements et un lot affecté à un parking en silo mutualisé.
Quatre lots ont été attribués ainsi :
- Lot n°1 : porté par Nouvel Habitat/ 98 logements BEPAS en accession à la propriété : permis de construire déposé fin 2016,
- Lot n°2 : porté par Bouygues Immobilier/ 146 logements BEPAS en accession à la propriété : permis de construire délivré en juillet 2016, commercialisation démarrée en juillet,
- Lot n°3 : porté initialement par Nacarat, ce dernier n'ayant pas réussi à faire aboutir son projet, une nouvelle consultation a été lancée en juillet 2016, à l'issue de laquelle un nouveau lauréat est proposé après avis d'une commission ad hoc et proposé à la désignation dans cette présente délibération,
- Lot n°4 : porté par le groupement Nouveau Logis de l'Est et Pierres et Territoires de France Alsace/ 116 logements BEPAS en locatif social (60%) et accession sociale

(60%) : procédure de conception-réalisation en cours avec désignation de l'équipe lauréate de maitrise d'œuvre et choix du projet en janvier 2017.

Le parking silo mutualisé couvrant les besoins réglementaires privés de stationnement pour l'ensemble des lots, financé par les différents opérateurs immobiliers des 4 lots de logements, sera réalisé à l'initiative de Bouygues Immobilier ; le permis de construire a été délivré le 4 mai 2016.

L'état d'avancement des projets des lots 1 et 2 permettent aujourd'hui d'envisager les principes de cession des terrains à intervenir, dans un premier temps entre l'Eurométropole propriétaire des terrains à la ville de Strasbourg, puis de cette dernière, en tant que titulaire du permis d'aménager, aux promoteurs.

Equilibre des bilans d'opérateurs et incidences sur les charges foncières :

Lors de la désignation des candidats en 2013 et 2014, les recettes prévisionnelles de cession de terrain escomptées étaient de 6,7M€ et tenaient compte d'un bilan prévisionnel d'opération dans lequel le niveau indicatif de subventions du PIA était de 10,5M€, ce qui permettait d'envisager des charges foncières comprises entre 250 et 266 €/m² SP pour les programmes de logements en accession libre.

Aujourd'hui, les subventions du PIA ont été ramenées à 4 M€ et, compte tenu des exigences d'innovation émanant des cahiers de charges Ecocité, l'équilibre des bilans d'opération des constructeurs n'est réalisable qu'avec des achats de terrains à hauteur de 5 614 750 € (soit 200 €/m² SP en accession libre (180 €/ m² SP en accession sociale et 150 €/ m² SP en logement social).

En parallèle de l'ajustement des charges foncières consenties par la collectivité, la recherche d'économies des coûts techniques des projets des quatre lots a été menée pour optimiser les projets et permettre un équilibre des bilans d'opérations.

II Cession foncière

II.1. Cession foncière entre Eurométropole de Strasbourg et ville de Strasbourg

- **Montant de la cession**

Les terrains d'assiette de l'Ilot Bois appartiennent essentiellement à l'Eurométropole de Strasbourg mais le montage de réalisation de l'ilot bois sous la forme d'un lotissement, a conduit à envisager un permis d'aménager dont la mise en œuvre relève d'une compétence ville de Strasbourg.

L'Ilot Bois, en tant qu'action innovante Ecocité relève d'une démarche portée par l'Eurométropole avec une procédure d'aménagement relevant de la compétence de la Ville.
La ville de Strasbourg intervient alors comme un intermédiaire avec un prix de cession ajusté pour que son bilan soit neutre celle-ci ne poursuivant aucun objectif public d'innovation.

Par conséquent, pour que la ville de Strasbourg puisse conduire l'opération d'aménagement, l'Eurométropole lui vend les terrains d'assiette nécessaires à un prix conforme à celui de la vente aux opérateurs immobiliers soit 5 614 750 € HT € diminué des frais engagés par cette dernière au titre des travaux d'aménagement des terrains pour 850 000 € HT : soit une cession à la Ville pour 4 814 750 € HT.

Le montant de cette cession foncière à intervenir entre l'Eurométropole et la ville de Strasbourg pour 4 814 750 € HT est à comparer à l'estimation faite le 7 janvier 2016 par France Domaines des terrains de l'Eurométropole de 9 585 000 € HT diminués des frais d'aménagement (850 000 € HT) et de dépollution (1 450 000 € HT) soit 7 285 000 € HT. Par conséquent, la charge de l'objectif d'innovation porté par l'Eurométropole de Strasbourg au titre de sa compétence représente un effort de 56€ HT /m² SP (7 285 000 – 5 614 750 = 1 670 250 € HT rapportés aux 29 593 m² SP).

- **Description des biens**

La cession foncière envisagée porte sur les terrains situés pour partie en zone POR UB1 et pour partie en zone POR UB7 au POS de la ville de Strasbourg et cadastrés savoir :

Ban de Strasbourg
Lieudit RUE DU RHIN NAPOLEON
Section HX n° 320/49 de 14 hectares 69 ares 68 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
Section HX n° 321/49 de 15 ares 6 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
Section HX n° 322/49 de 14 ares 96 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
Section HX n° 323/49 de 27 ares 43 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
Section HX n° 324/49 de 41 ares 79 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
Section HX n° 325/49 de 19 ares 25 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
Section HX n° 326/49 de 52 ares 70 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49

Ces parcelles actuellement libres de tout occupant présentent des traces de pollution des sols et ont fait l'objet de travaux de dépollution et de viabilisation.

- **Modalités de cession**

Compte tenu de la répartition des compétences entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg, les deux Collectivités se sont rapprochées l'une de l'autre afin de convenir du prix de vente.

Les services fiscaux ont été saisis en vue de l'évaluation des parcelles susvisées situées pour partie en zone POR UB1 et pour partie en zone POR UB7 au plan d'occupation des sols de la Ville de Strasbourg. L'avis des services de France Domaine rendu le 7 janvier 2016 sous le numéro 2015/1555 a évalué les parcelles à la valeur vénale de 9 585 000 € HT en ce non compris les coûts de dépollution des sols et dévoiement des réseaux traversant les limites Est desdites parcelles.

L'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg ont convenu directement entre elles du montant du prix de vente. Eu égard à la nature du projet envisagé et aux particularités inhérentes à celui-ci la valeur convenue s'élève à la somme de 4 814 750 € HT en ce non compris l'éventuelle TVA en sus au taux légal en vigueur.

Ledit prix de vente sera exigible selon les modalités prévues à l'acte notarié. A ce montant il y a lieu d'ajouter les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire à la charge exclusive de l'acquéreur.

La vente est envisagée est subordonnée au respect par la ville de Strasbourg, acquéreur, des dispositions de l'arrêté portant permis d'aménager sur le lotissement de l'Ilot Bois délivré le 4 septembre 2015 sous le numéro PA6748215V0001.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la vente, sous réserve de l'accomplissement des conditions susvisées, pour un montant total 4 814 750 € HT.

II. 2. Modalités de cession entre ville de Strasbourg et opérateurs immobiliers des lots 1 et 2

- **Montant des cessions**

Afin de tenir compte de l'équilibre des bilans d'opération évoqués ci-dessus, la cession foncière à intervenir entre la ville de Strasbourg et les différents opérateurs immobiliers des lots 1 et 2 eu égard à leur état d'avancement s'établira de la sorte :
- Lot n°1 Nouvel Habitat : 1 262 200 € soit 200 € HT/ m² SDP pour 6 311m² SDP,
- Lot n°2 Bouygues Immobilier : 1 856 400 € soit 200 € HT/ m² SDP pour 9 282 m² SDP.

Etant ici précisé que le parking silo sera cédé à la Société BOUYGUES IMMOBILIER sans contrepartie financière, la Société BOUYGUES IMMOBILIER ayant pris l'initiative de réaliser sa construction à prix coûtant pour l'ensemble des opérateurs, le prix du foncier du parking étant compris dans la charge foncière de chacun des lots.

Le lot n°3 dont la consultation a été relancée cet été ne peut pas, à ce stade, faire l'objet d'une cession, le projet du groupement lauréat n'étant pas suffisamment abouti.
Dans la perspective d'un projet de 6 000 m² SDP, conformément au programme prévisionnel au stade de la candidature, et d'une cession estimée à 200 € / m² SDP prix plancher, la valorisation de la cession foncière s'élèverait à 1 200 000 € HT.

Le projet du lot n°4 porté par Nouveau Logis de l'Est/ Pierres et Territoires de France Alsace est actuellement en phase de conception-réalisation et le projet technique,

architectural et financier sera connu en février/mars 2017. Par conséquent, à ce stade d'avancement, le terrain du lot n°4 peut être estimé à 1 296 150 € HT se répartissant ainsi :
- 576 900 € HT pour la partie du programme en accession sociale à la propriété soit 180 € HT/ m² SDP pour 3 205 m² SDP,
- 719 250 € HT pour la partie en logement social soit 150 € HT/ m² SDP pour 4 795 m² SDP.

Les cessions des terrains des lots n°3 et 4 entre la ville de Strasbourg, aménageur et les opérateurs immobiliers de ces lots, feront l'objet d'une délibération ultérieure.

Compte tenu des prix déjà connus pour les lots n°1 et 2 et des estimations des lots n°3 et 4, le total de la cession entre la ville de Strasbourg et les opérateurs immobiliers s'élève à 5 614 750 € HT pour 29 592 m² SDP.

L'avis de France Domaines en date du 29 mars 2016 estime les 156,9 ares dépollués et aménagés à 9 725 000 € HT. La décote se justifie principalement par deux éléments :
- l'innovation constructive des projets dont le coût est tenu depuis le démarrage du projet mais qui est supérieur à un projet de construction classique, et,
- la baisse de subventions escomptées dans les projets.

Le coût des parkings est réparti entre opérateurs immobiliers et pris en compte dans la charge foncière des futures acquisitions des lots de logements.

- **Description des biens**

L'emprise foncière de l'Ilot Bois située en zone POR UB1 et pour partie en zone POR UB7 au POS de la Ville de Strasbourg est divisée en plusieurs lots aux termes d'un procès-verbal d'arpentage établi par le Cabinet BILHAUT, Géomètre-Expert à STRASBOURG, en date à STRASBOURG du 15 décembre 2015 et ayant fait l'objet d'un dépôt au service du cadastre en date du 11 janvier 2016.

Les biens vendus, et objet de la présente délibération, sont les suivants :

- lot 1a : section HX n° 322/49 d'une contenance de 14 ares 96 centiares;
- lot 1b : section HX n°325/49 d'une contenance de 19 ares 25 centiares et section HX n° 310/6 d'une contenance de 25 centiares ;
- lot 2 : section HX n° 323/49 d'une contenance de 27 ares 43 centiares, section HX n° 313/6 d'une contenance de 18 centiares, section HX n° 314/6 d'une contenance de 1 are 13 centiares, section HX n° 317/9 d'une contenance de 3 ares 51 centiares ;
- parking silo : section HX n° 321/49 d'une contenance de 15 ares 6 centiares.

L'emprise foncière étant séparé par une bande de terre traversant partiellement la largeur de l'emprise et l'intégralité de la longueur puis se recoupant en angle droit, savoir :
- une bande de terre entre le lot 1a et le parking silo ;
- et une bande de terre entre les lots 2, 1a, le parking silo d'une part et les lots 3, 1b et 4 d'autre part.

Cette bande de terre est constituée actuellement des parcelles cadastrées savoir :

- section HX n° 324/49 d'une contenance cadastrale de 41 ares 79 centiares ;
- section HX n° 311/6 d'une contenance cadastrale de 8 ares 22 centiares ;
- section HX n° 318/9 d'une contenance cadastrale de 7 are 75 centiares.

Ces parcelles resteront, pour partie, la propriété de la ville de Strasbourg puisqu'elles seront destinées à accueillir une piste piéton-cycle et une desserte VL-PL.

Ces parcelles actuellement libres de tout occupant présentent des traces de pollution des sols. Celles-ci ont donc fait l'objet d'une dépollution et d'une viabilisation.

- **Modalités de cession**

S'agissant du lot 1, la collectivité s'est rapprochée de la Société NOUVEL HABITAT afin de convenir d'un prix de vente.

La cession aura lieu au profit de la Société Nouvel Habitat, de la Société SCCV GREENWOOD (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) moyennant le prix principal de 1 262 200 € HT en ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire à la charge exclusive de l'acquéreur et en ce non compris l'éventuelle TVA en sus au taux légal en vigueur.

Le paiement du prix aura lieu pour partie payé comptant et quittancé à l'acte de vente et partie à terme. Ledit paiement du prix aura donc lieu selon les modalités suivantes, savoir :
- 30% à la signature de l'acte de vente soit la somme de 378 660€ HT ;
- 20% 10 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 252 440€ HT ;
- 20% 16 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 252 440€ HT ;
- 30% 22 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 378 660 € HT.

Cette vente se fera par ailleurs aux conditions suivantes :

- un acompte de 5% du prix de vente HT des terrains sera versé à la ville de Strasbourg le jour de la signature de la promesse de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de la Société Nouvel Habitat, cet acompte restera acquis par la ville de Strasbourg. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente ;
- les frais inhérents à l'acte et les émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur ;
- la ville de Strasbourg prendra à sa charge les frais des travaux d'aménagement conformément aux dispositions de l'arrêté portant permis d'aménager du 4 septembre 2015 sus-visé ;
- la ville de Strasbourg réalisera le dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées ;

- l'obligation d'acquérir auprès de la Société BOUYGUES IMMOBILIER les places de stationnement réglementaires nécessaires au projet du lot 1.

Il incombe à l'acquéreur de mettre tout en œuvre pour diligenter chacune des échéances du paiement du prix au plus tard à la date visée aux présentes. A défaut du versement du prix dans le délai sus-visé, un intérêt de retard d'un montant de 7% du prix de vente total HT sera dû par l'acquéreur et ce à première demande du vendeur sans préjudice de la durée du retard.

Le paiement de ces différentes échéances sera garanti par la mise en place d'une caution de paiement à terme émis par tout établissement bancaire et dont il sera justifié à l'occasion de la signature de l'acte de vente.

La promesse de vente qui sera signée préalablement à la vente elle-même sera consentie pour une durée devant expirer :

- le 31 décembre 2017 pour le lot 1.

S'agissant du lot 2 en ce compris le parking silo, la collectivité s'est rapprochée de Bouygues Immobilier afin de convenir du montant du prix de vente.

La cession aura lieu au profit de Bouygues Immobilier (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) moyennant le prix principal de 1 856 400 € HT en ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire à la charge exclusive de l'acquéreur et en ce non compris l'éventuelle TVA en sus au taux légal en vigueur.

Le paiement du prix aura lieu pour partie payé comptant et quittancé à l'acte de vente et partie à termes. Ledit paiement du prix aura donc lieu selon les modalités suivantes, savoir :
- 30% à la signature de l'acte de vente soit la somme de 556 920 € HT ;
- 20% 10 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 371 280 € HT ;
- 20% 16 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme 371 280 € HT ;
- 30% 22 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 556 920 € HT.

Il incombe à l'acquéreur de mettre tout en œuvre pour diligenter chacune des échéances du paiement du prix au plus tard à la date visée aux présentes. A défaut du versement du prix dans le délai sus-visé, un intérêt de retard d'un montant de 7% du prix de vente total HT sera dû par l'acquéreur et ce à première demande du vendeur sans préjudice de la durée du retard.

Le paiement de ces différentes échéances sera garanti par la mise en place d'une caution de paiement à terme émis par tout établissement bancaire et dont il sera justifié à l'occasion de la signature de l'acte de vente.

Cette vente se fera par ailleurs aux conditions suivantes :

- les frais inhérents à l'acte et les émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur ;
- la ville de Strasbourg prendra à sa charge les frais des travaux d'aménagement conformément aux dispositions de l'arrêté portant permis d'aménager du 4 septembre 2015 sus-visé ;
- la ville de Strasbourg prend à sa charge les frais de dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées.

III. Désignation du lauréat du lot n°3

I. 1. Désignation du lauréat et présentation du projet

Le lauréat initial du lot n°3, Nacarat, n'a pas réussi à faire aboutir son projet, raison pour laquelle une nouvelle consultation a été lancée sur ce lot le 25 juillet 2016 par l'Eurométropole de Strasbourg, en partenariat étroit avec la ville de Strasbourg.
Elle porte sur l'attribution du lot n°3 à un groupement composé de promoteur(s) à qui le lot est cédé entouré(s) d'architecte(s), bureaux d'études, entreprise(s) spécialisée(s) en construction bois et d'un bureau de contrôle. Le Lot n°3, destiné principalement à du logement en accession à la propriété, permet de réaliser 6 000 m² de surface de plancher sur un terrain d'une surface d'environ 23 ares.
Ce projet ne bénéficiera pas de subventions du fonds Ville de Demain du PIA, l'enveloppe du fonds étant à ce stade, tarie.

Quatre équipes se sont portées candidates. Une commission ad hoc, composée d'élus de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, des représentants des services, s'est réunie le 3 novembre 2016 et a proposé de désigner lauréat le groupement ***PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE, le Groupe SNI et la SOCIETE NATIONALE POUR L'ACCESSION A LA PROPRIETE (groupe PROCIVIS et SNI),*** qui se regrouperont dans le cadre d'une société civile de construction vente (SCCV) à créer**,** associés au cabinet d'architectes Rey Lucquet, à l'entreprise MATHIS (constructeur bois), aux bureaux d'études CTE (structure), Sextant (Fluides et thermique), ESP (acousticien) et au bureau de contrôle SOCOTEC**.**

Il est proposé au Conseil de valider la proposition de la commission ad hoc du 3 novembre 2016.

Le programme prévisionnel au stade du dossier de candidature totalise 6 000 m² SP à vocation mixte de logements et d'activité, répartis entre 3 832 m² SP pour de l'accession libre, 1 664 m² SP pour du logement locatif intermédiaire et 504 m² SP pour de l'activité.
Le projet génère des besoins en stationnement estimés à ce stade à 60 places à créer dans l'ouvrage mutualisé de parking. Le programme immobilier sera réalisé avec un niveau de performance énergétique à la réglementation thermique moins 20%.
La candidature remise prévoit de construire un projet de 8 étages avec un rez-de-chaussée et des noyaux centraux stabilisant abritant les cages d'ascenseur et d'escalier en béton, complétés sur toute la structure par des planchers et murs en bois lamellés collés utilisant les techniques mises en place par l'entreprise Mathis.

Le lauréat de la consultation s'engagera par protocole à intervenir avec Bouygues Immobilier à acheter les places de parkings dans l'ouvrage réalisé par ce dernier.

Concernant la production d'eau chaude sanitaire, de chauffage et de refroidissement, les opérateurs immobiliers déjà désignés ont retenu un système de Pompe à Chaleur sur nappe. Le système de PAC sur nappe est mutualisé a minima pour les lots 1 et 2, voire avec le lot 4. Le groupement lauréat s'inscrira dans ce dispositif.

Les projets architecturaux seront élaborés dans le cadre de workshops animés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, permettant un travail itératif. Ils seront le préalable à des réunions de présentation au Conseil de quartier et de validation aux élus de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Compte tenu du degré de complexité du projet, le groupement d'opérateurs désigné lauréat bénéficiera d'une réservation du terrain pour une durée de 12 mois maximum. Cette période sera mise à profit par le lauréat pour préciser son projet en lien avec les services de la collectivité dans le cadre de la méthode d'accompagnement mise en place. La cession foncière ne pourra être réalisée en deçà d'un montant de 200 € HT/ m²SP.

I.2. Signature d'une convention partenariale

Afin de formaliser les liens entre le Cercle de qualité, les collectivités et le groupement retenu sur le lot 3, mais aussi d'exposer les objectifs et les modalités de mise en œuvre de ceux-ci, il est proposé de signer par ailleurs une convention de partenariat. Le pôle de compétitivité Fibres Energivie représentera le Cercle de qualité en qualité de signataire de la convention.
Ce Cercle de qualité sera présent pour accompagner la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

IV. Prorogation du protocole du lot 2 consenti à la Société BOUYGUES IMMOBILIER

Par délibération du conseil municipal en date du 17 février 2014 et délibération du conseil communautaire du 21 février 2014, la collectivité a validé la signature d'un protocole d'accord.

Le protocole d'accord sous seing privé reçu par Monsieur Jacques BIGOT, alors Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg, le 28 mars 2014 stipulait une durée initiale de 18 mois. Au regard de la complexité des études techniques en cours sur le projet et des délais d'obtention des accords de financements Ecocité, le protocole a été prorogé savoir :
- par un avenant n° 1 qui a prorogé cette durée de 6 mois soit jusqu'au 31 mars 2016 ;
- par un avenant n°2 qui a prorogé cette durée de 6 mois soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Aucune promesse de vente ni acte de vente n'a pu être signé dans les délais sus-mentionnés. Un rendez-vous de signature de l'acte de vente est envisagé au plus tard au mois de mars 2017. Un dernier avenant doit donc être signé afin de proroger la durée du protocole de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le montage immobilier nécessaire à la mise en œuvre du projet « Ilot Bois », savoir :

1. Cession foncière par l'Eurométropole à la ville de Strasbourg de biens immobiliers

- *la cession foncière par l'Eurométropole à la ville de Strasbourg des parcelles cadastrées, savoir :*

  Ban de Strasbourg
  Lieudit RUE DU RHIN NAPOLEON
  Section HX n° 320/49 de 14 hectares 69 ares 68 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
  Section HX n° 321/49 de 15 ares 6 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
  Section HX n° 322/49 de 14 ares 96 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
  Section HX n° 323/49 de 27 ares 43 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
  Section HX n° 324/49 de 41 ares 79 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
  Section HX n° 325/49 de 19 ares 25 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49
  Section HX n° 326/49 de 52 ares 70 centiares issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section HX n° 281/49

- *la cession foncière entre l'Eurométropole et la ville de Strasbourg pour un montant de 4 814 750 € HT en ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire et éventuelle TVA au taux légal en vigueur en sus ;*

- *les frais inhérents à l'acte et émolument du notaire seront à la charge de l'acquéreur.*

2. Choix du lauréat du lot n° 3

- *le choix du groupement lauréat de la consultation sur l'ilot démonstrateur résidentiel bois et biosourcé portant sur le lot 3 figuré sur le plan ci-annexé, à distraire des parcelles cadastrées :*

  Ban de Strasbourg
  Lieudit RUE DU RHIN NAPOLEON

Section HX n° 312/6 d'une contenance de 8 ares 13 centiares ;
Section HX n° 319/9 d'une contenance de 14 ares 58 centiares.

A savoir le groupement constitué autour de ***PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (Groupe PROCIVIS), du Groupe SNI et la SOCIETE NATIONALE POUR L'ACCESSION A LA PROPRIETE (SNI et PROCIVIS)****, associés au cabinet d'architectes Rey Lucquet, à l'entreprise MATHIS (constructeur bois), aux bureaux d'études CTE (structure), Sextant (Fluides et thermique), ESP (acousticien) et au bureau de contrôle SOCOTEC.*

3. Convention de partenariat relatif au processus de travail collaboratif

- *la signature de la convention de partenariat entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, le pôle de compétitivité Fibres Energivie, et le groupement ci-dessus désigné en vue d'encadrer le processus de travail collaboratif entre les parties prenantes du projet, tel que décrit dans le présent rapport.*

4. Prorogation du protocole d'accord portant sur le lot 2

- *la signature de l'avenant au protocole d'accord signé avec le groupement lauréat du lot n°2, visant à en proroger la durée de 6 mois et expirant au plus tard le 30 juin 2017.*

décide

l'imputation budgétaire de la recette sur la ligne : terrain nu – fonction 824, nature 2111, service AD03 du budget.

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant à :

- *signer l'acte de vente à intervenir entre l'Eurométropole et la ville de Strasbourg pour un montant de 4 814 750 € HT en ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire et éventuelle TVA au taux légal en sus ;*

- *signer la convention de partenariat entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, le pôle de compétitivité Fibres Energivie, et le groupement PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (Groupe PROCIVIS), du Groupe SNI et de la SOCIETE NATIONALE POUR L'ACCESSION A LA PROPRIETE (Groupe PROCIVIS et SNI) en vue d'encadrer le processus de travail collaboratif entre les parties prenantes du projet, tel que décrit dans le présent rapport ;*

- *signer l'avenant n° 3 au protocole d'accord signé avec la Société BOUYGUES IMMOBILIER, visant à proroger la durée dudit protocole de 6 mois ;*

- *signer tout acte ou document concourant à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/1555
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Acquisition amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ**
2. **Date de la consultation :** demande du 18/11/2015, reçue le 23/11/2015. Renseignements complémentaires reçus le 17/12/2015, suite à une demande formulée par mail le 23/11/2015.
3. **Opération soumise au contrôle :** dans le cadre du projet Ecocité d' « îlot démonstrateur bois », acquisition d'une emprise foncière de 171,19 ares située avenue de Vitry le François à Strasbourg.
4. **Propriétaire présumé :** Eurométropole de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

STRASBOURG - PORT DU RHIN

Désignation cadastrale (arpentage en cours) :

Section	n°	Lieudit	Surface de la parcelle (*)	Surface prélevée (*)
HX	281/49 partie	Rue du Rhin Napoléon	1640,87	171,19
		TOTAL	**1640,87**	**171,19**
Surfaces exprimées en are				

Descriptif sommaire :

Emprise de forme grossièrement rectangulaire (environ 180 mètres de large sur 95 mètres de profondeur) en nature de terrain vague, bordée au Nord par l'avenue de Vitry le François et à l'Est par la rue des cavaliers.

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de Strasbourg, les parcelles sont situées pour partie en zone **POR UB1** et pour partie en zone **POR UB3,** autorisant dans les deux cas les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.

Ville de Strasbourg
Service de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

En zone POR UB1, la hauteur maximale des constructions est fixée à **22 mètres** (celle ci peut être portée à 35 mètres hors tout, au faîtage ou au point le plus haut du bâtiment, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) et l'emprise au sol maximale est de **65 %.**
En zone POR UB3, la hauteur maximale est de **30 mètres** et l'emprise au sol maximale est de **75 %.**

Le terrain est situé dans un quartier en pleine mutation, dans lequel de nombreux projets ont déjà vu le jour et dont le désenclavement sera prochainement assuré avec l'extension de la ligne D du tram en direction de KEHL.

Il s'agit d'un terrain de grande contenance qui devra faire l'objet de travaux de viabilisation dans le cadre sa revente en lots (voirie interne, extension des réseaux).

Les premières études de sol démontrent la présence de pollution (déchets et remblais urbains).

Les canalisations d'eau, d'assainissement et d'électricité qui traversent le terrain sur un axe Nord/Sud, devront être dévoyées pour permettre l'urbanisation des lots 2 et 3.

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres des biens à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle des parcelles considérées peut être fixée à 9 585 000 € HT.

Nota :
La présente évaluation est donnée sans tenir compte des coûts liés à la dépollution des sols et au dévoiement des réseaux traversant le terrain sur ses limites Est.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 07/01/2016

Pour l'administrateur général,
directeur régional des finances publiques
d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine
et du département du Bas-Rhin

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2016/231
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ**
2. **Date de la consultation :** demande du 29/02/2016, reçue le 03/03/2016. Renseignements complémentaires reçus par mail le 16/03/2016.
3. **Opération soumise au contrôle :** cession à des opérateurs privés et un logeur social de différents lots issus de la division d'un terrain sis avenue de Vitry le François à Strasbourg.
4. **Propriétaire présumé :** Ville de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

STRASBOURG - PORT DU RHIN

Désignation cadastrale :

Section	Parcelle mère	Parcelle fille cédée	Surface (are)	Zonage	Lots	Acquéreur	SDP (m²)
HX	281/49	(14)/49	14,96	UB1	1A	Nouvel Habitat	6013
HX	152/6	(2)/6	0,25		1 B	Nouvel Habitat	
HX	281/49	(17)/49	19,25				
		Total	19,5				
HX	152/6	(5)/6	0,18	UB1-UB3	2	Bouygues immobilier	9533
HX	241/9	(6)/9	1,13				
HX	247/9	(9)/9	3,51				
HX	281/49	(15)/49	27,43				
		Total	32,25				
HX	247/9	(11)/9	14,58	UB1-UB3	3	Nacarat	6040
HX	152/6	(4)/6	8,13				
		Total	22,71				
HX	281/49	(18)/49	52,7	UB1	4	NLE + Pet T	8000
HX	281/49	(13)/49	14,78	UB1	PKG	Bouygues immobilier	341 places
		TOTAL	156,9				29586

Ville de Strasbourg
Service de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

Descriptif sommaire :

Six lots de terrain d'une superficie totale de 156.9 ares, provenant de la division d'un terrain de forme grossièrement rectangulaire (environ 180 mètres de large sur 95 mètres de profondeur) en nature de terrain vague, bordée au Nord par l'avenue de Vitry le François et à l'Est par la rue des cavaliers.

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de Strasbourg, les parcelles sont situées pour partie en zone **POR UB1** et pour partie en zone **POR UB3**, zones autorisant les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.

En zone POR UB1, la hauteur maximale des constructions est fixée à **22 mètres** (pouvant être portée à 35 mètres hors tout, au faîtage ou au point le plus haut du bâtiment, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) et l'emprise au sol maximale est de 65 %.

En zone POR UB3, la hauteur maximale est de **30 mètres** et l'emprise au sol maximale est de 75 %.

Les terrains sont situés dans un quartier en pleine mutation, dans lequel de nombreux projets ont déjà vu le jour et qui sera prochainement desservi par le TRAM (extension de la ligne D du tram en direction de KEHL).

La revente en lots nécessitera des travaux de viabilisation (voirie interne, extension des réseaux) qui n'ont pas encore été chiffrés.

Les études de sol démontrent la présence de pollution (déchets et remblais urbains)

Les canalisations d'eau, d'assainissement et d'électricité qui traversent le terrain sur un axe Nord/Sud, devront être dévoyées pour permettre l'urbanisation des lots 2 et 3.

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres des biens à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle et globale des lots considérés, estimés « viabilisés et dépollués », peut être fixée à 9 725 000 € HT.

Nota :

La présente évaluation est donnée pour des terrains n'étant grevés d'aucune servitude de nature à affecter leur constructibilité.

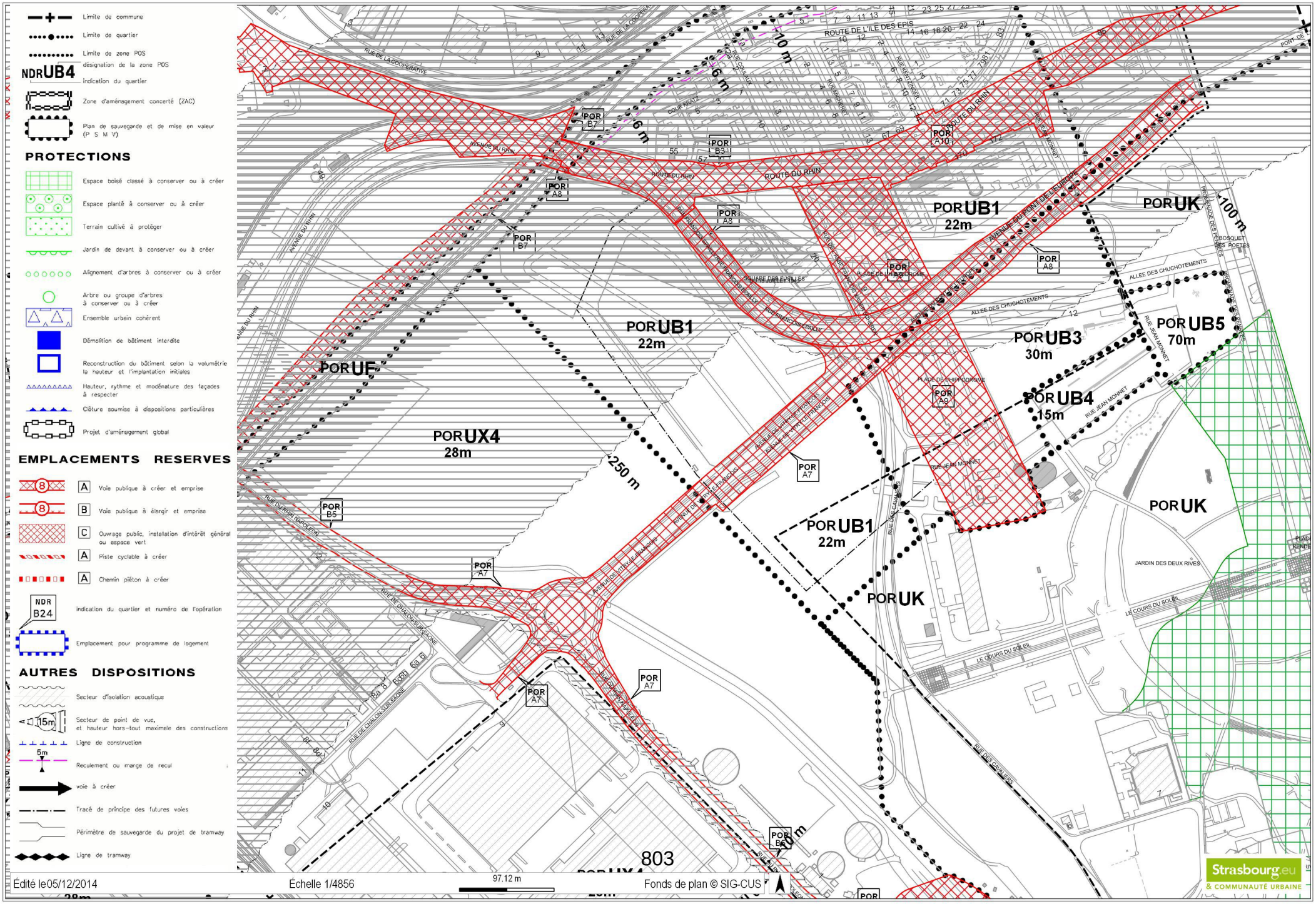
7. Observations particulières

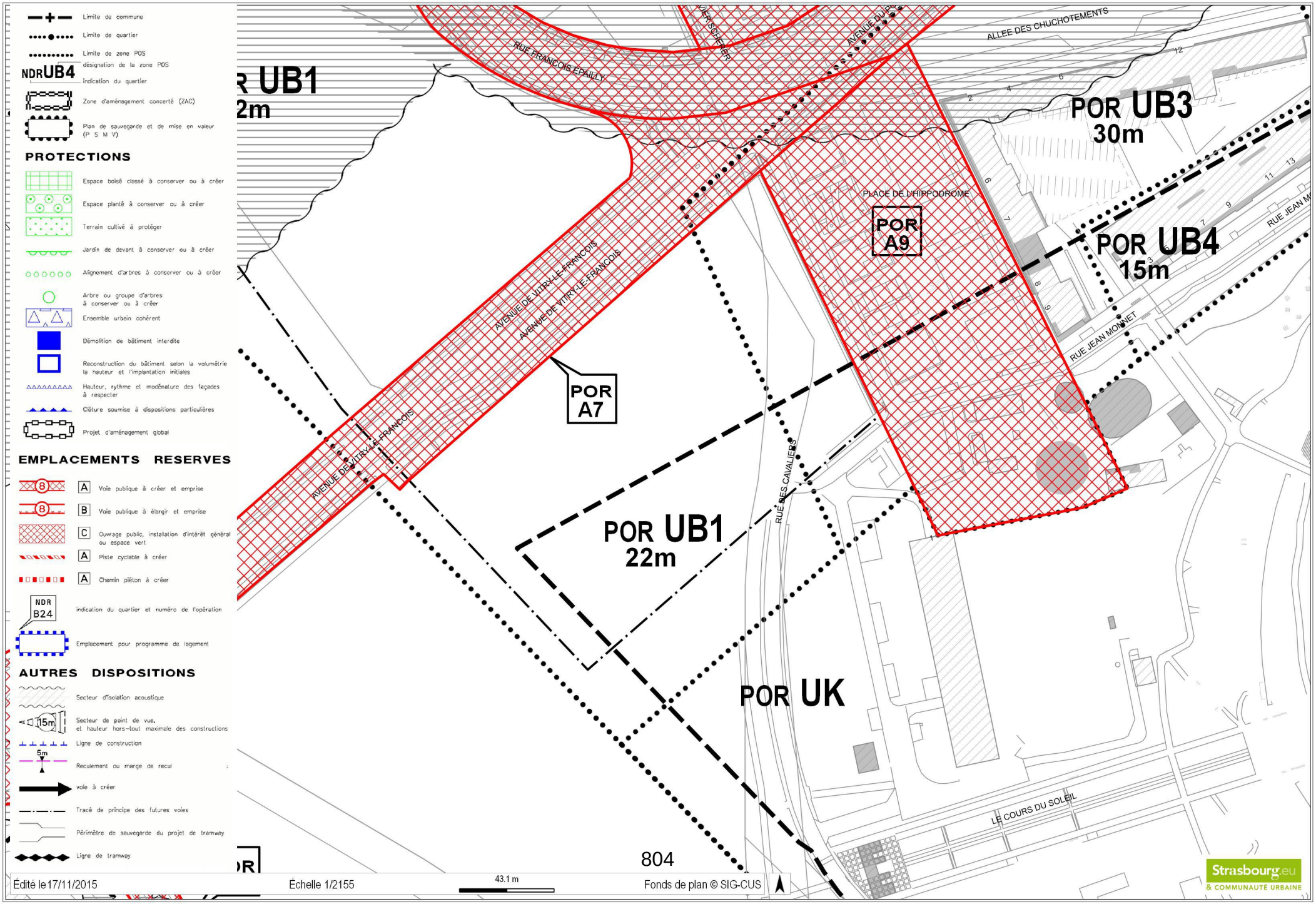
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 29/03/2016
Pour l'administrateur général,
directeur régional des finances publiques
d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine
et du département du Bas-Rhin

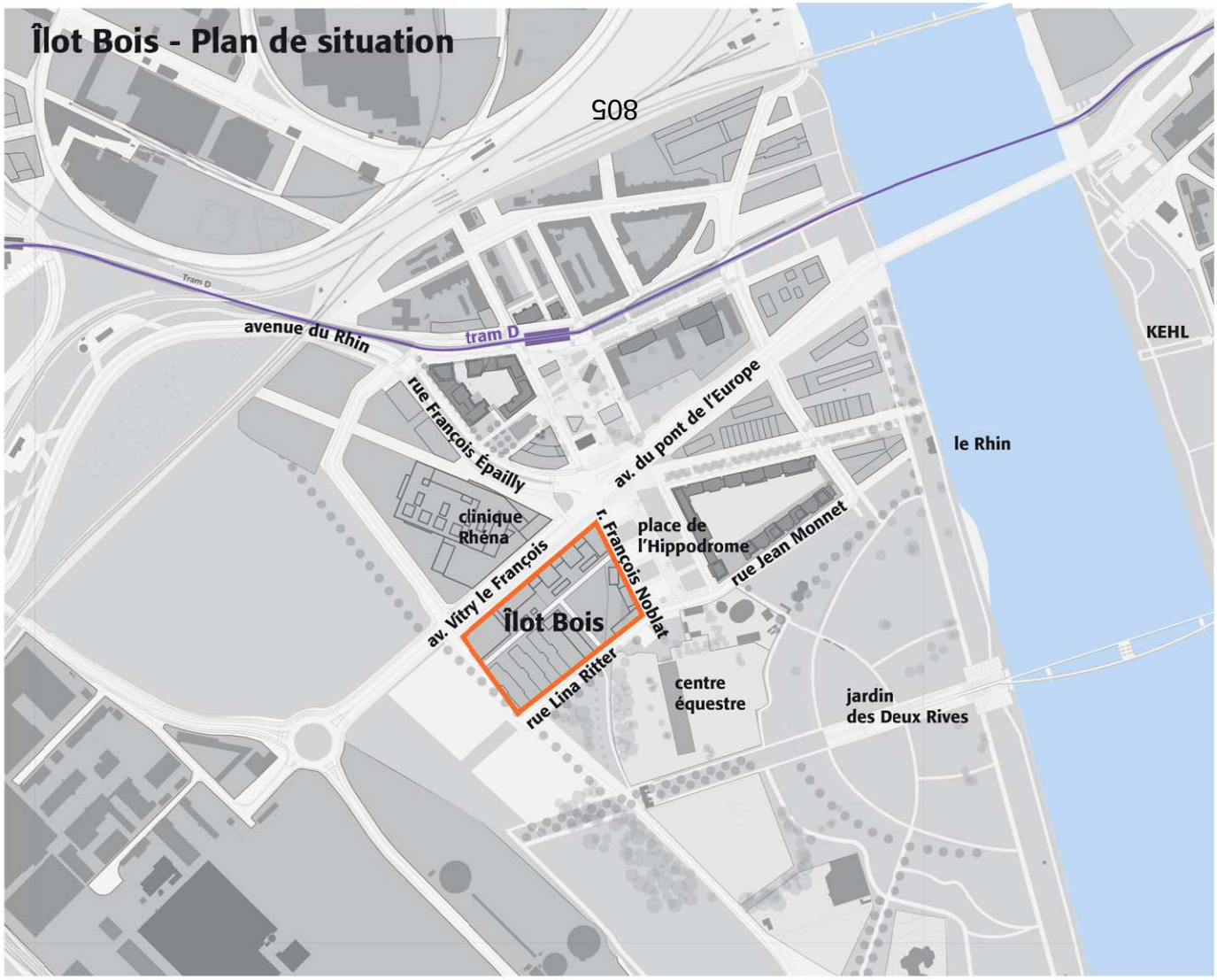
MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique

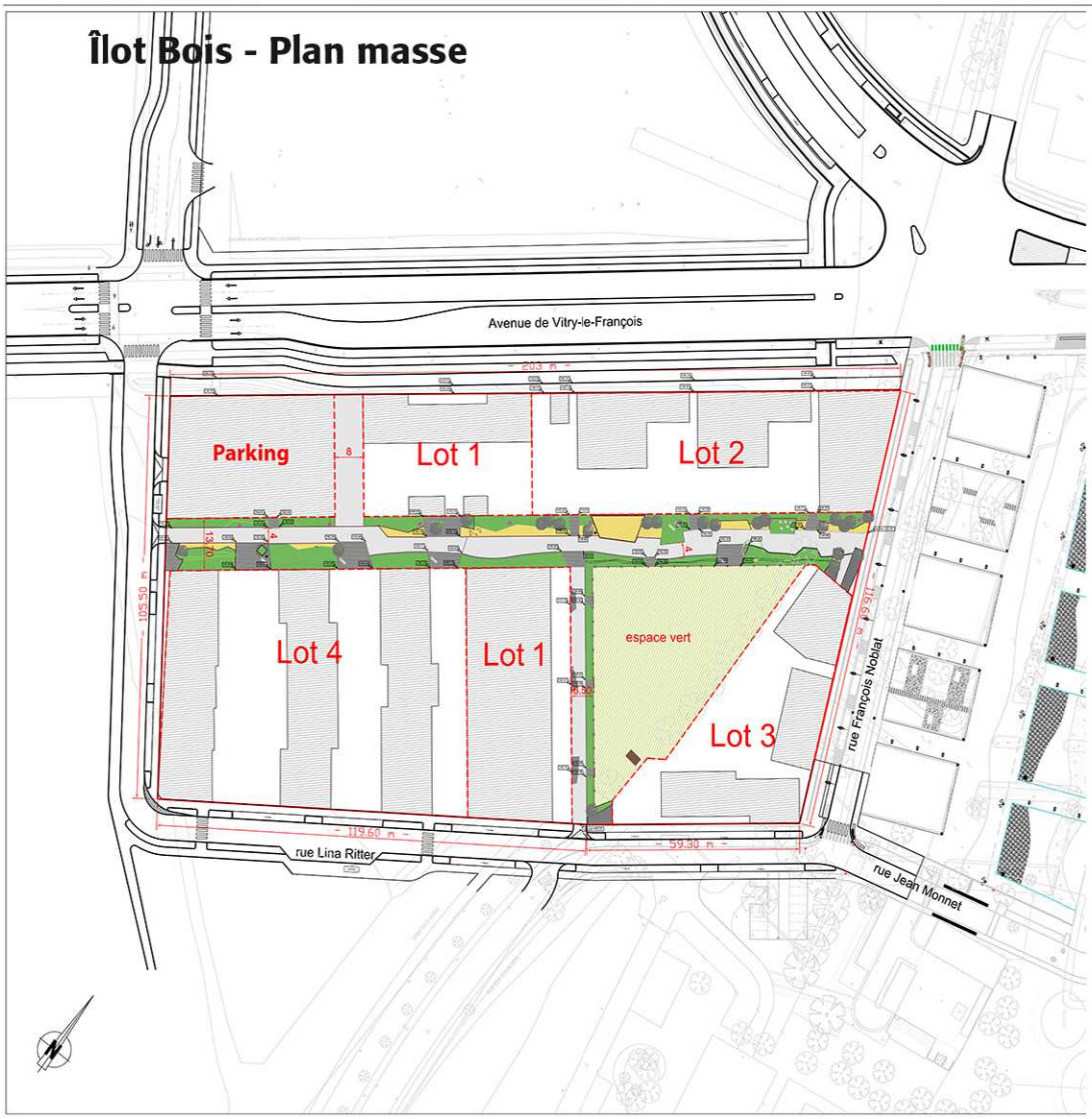

Limite de commune
Limite de quartier
Limite de zone POS
NDR UB4
désignation de la zone POS
indication du quartier
Zone d'aménagement concerté (ZAC)
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (P S M V)
PROTECTIONS
Espace boisé classé à conserver ou à créer
Espace planté à conserver ou à créer
Terrain cultivé à protéger
Jardin de devant à conserver ou à créer
Alignement d'arbres à conserver ou à créer
Arbre ou groupe d'arbres à conserver ou à créer
Ensemble urbain cohérent
Démolition de bâtiment interdite
Reconstruction du bâtiment selon la volumétrie la hauteur et l'implantation initiales
Hauteur, rythme et modénature des façades à respecter
Clôture soumise à dispositions particulières
Projet d'aménagement global
EMPLACEMENTS RESERVES
A Voie publique à créer et emprise
B Voie publique à élargir et emprise
C Ouvrage public, installation d'intérêt général ou espace vert
A Piste cyclable à créer
A Chemin piéton à créer
NDR B24
indication du quartier et numéro de l'opération
Emplacement pour programme de logement
AUTRES DISPOSITIONS
Secteur d'isolation acoustique
15m
Secteur de point de vue, et hauteur hors-tout maximale des constructions
Ligne de construction
5m
Reculement ou marge de recul
voie à créer
Tracé de principe des futures voies
Périmètre de sauvegarde du projet de tramway
Ligne de tramway
POR UB1 22m
POR UB1 22m
POR UB1 22m
POR UF
POR UX4 28m
POR UB3 30m
POR UB4 15m
POR UB5 70m
POR UK
POR UK
POR UK
POR A7
POR A8
POR A10
POR B3
POR B5
POR B7
POR A9
10 m
6 m
6 m
250 m
100 m
ROUTE DU RHIN
AVENUE DU RHIN
RUE DE LA COOPERATIVE
ROUTE DE L'ILE DES EPIS
RUE DE CHALON SUR SAONE
RUE DE L'EMPEREUR NAPOLEON
AVENUE DU PONT DE L'EUROPE
RUE JEAN MONNET
ALLEE DES CHUCHOTEMENTS
LE COURS DU SOLEIL
JARDIN DES DEUX RIVES
RUE DES CAVALIERS
PLACE DE L'HIPPODROME
803
Édité le 05/12/2014
Échelle 1/4856
97.12 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


Limite de commune
Limite de quartier
Limite de zone POS
désignation de la zone POS
NDRUB4
indication du quartier
Zone d'aménagement concerté (ZAC)
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (P S M V)
PROTECTIONS
Espace boisé classé à conserver ou à créer
Espace planté à conserver ou à créer
Terrain cultivé à protéger
Jardin de devant à conserver ou à créer
Alignement d'arbres à conserver ou à créer
Arbre ou groupe d'arbres à conserver ou à créer
Ensemble urbain cohérent
Démolition de bâtiment interdite
Reconstruction du bâtiment selon la volumétrie la hauteur et l'implantation initiales
Hauteur, rythme et modénature des façades à respecter
Clôture soumise à dispositions particulières
Projet d'aménagement global
EMPLACEMENTS RESERVES
A Voie publique à créer et emprise
B Voie publique à élargir et emprise
C Ouvrage public, installation d'intérêt général ou espace vert
A Piste cyclable à créer
A Chemin piéton à créer
NDR B24
indication du quartier et numéro de l'opération
Emplacement pour programme de logement
AUTRES DISPOSITIONS
Secteur d'isolation acoustique
15m
Secteur de point de vue, et hauteur hors-tout maximale des constructions
Ligne de construction
5m
Reculement ou marge de recul
voie à créer
Tracé de principe des futures voies
Périmètre de sauvegarde du projet de tramway
Ligne de tramway
R UB1
2m
RUE FRANÇOIS EPAILLY
AVENUE DE VITRY-LE-FRANÇOIS
AVENUE DE VITRY-LE-FRANÇOIS
AVENUE DE VITRY-LE-FRANÇOIS
POR A7
POR UB1
22m
POR UK
RUE DES CAVALIERS
PLACE DE L'HIPPODROME
POR A9
POR UB3
30m
POR UB4
15m
ALLEE DES CHUCHOTEMENTS
RUE JEAN MONNET
LE COURS DU SOLEIL
804
Édité le 17/11/2015
Échelle 1/2155
43.1 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Îlot Bois - Plan de situation



Îlot Bois - Plan masse



LEGENDE

- principe zone d'espaces verts
- enrobé *(position à titre indicatif)*
- *espace commun : prairie*
- revêtement - marquage des accès *(position à titre indicatif)*
- arbre planté *(position à titre indicatif)*
- stabilisé *(position à titre indicatif)*
- arbre existant conservé *(si bon état sanitaire)*
- abri de jardin *(position à titre indicatif)*
- 140.75 projet de nivellement à titre indicatif
- périmètre permis d'aménager
- découpage et énumération des lots à titre indicatif
- hypothèse d'implantation du bâti à titre indicatif

MAITRE D'OUVRAGE:
Ville de Strasbourg
1, Parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG CEDEX

Ville de STRASBOURG

Aménagement du secteur Ilôt Bois Port du Rhin

PLAN DE COMPOSITION

Permis d'aménager

Indice	Date	Objet de la modification
0	18.12.2014	Pré-rendu
1	23.02.2015	Rendu PA suite réunion du 12/02/2015
2	30.03.2015	Rendu PA modifié suite prise en compte des remarques du 26/03/2015
3	01.09.2015	Rendu PA modifié suite avis des services

NSA-14-0033	PA		1/500ème	01/09/2015

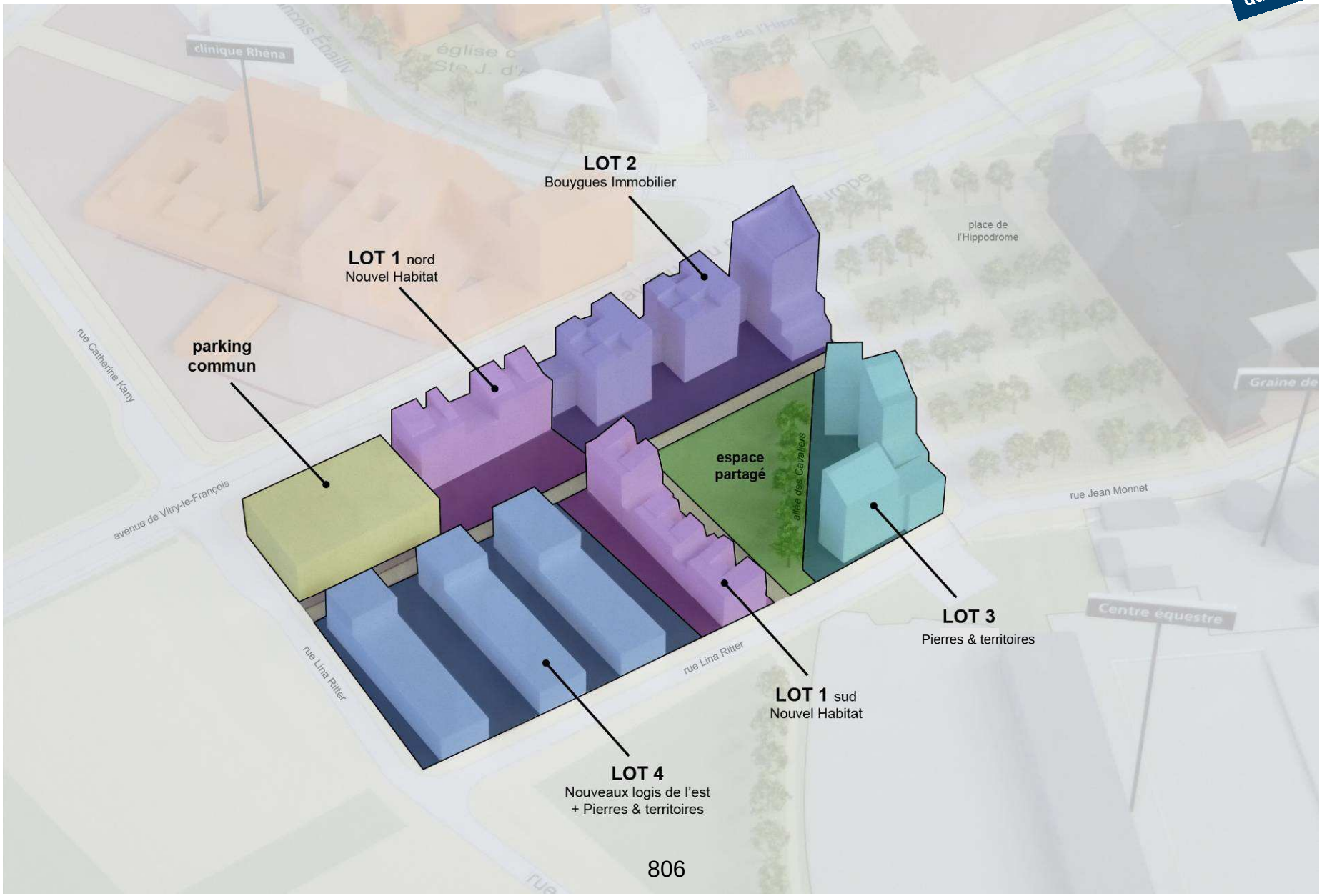
PA 04

Mandataire : bureau d'études techniques — egis France Villes & Transports

Paysagiste — Itinéraires Urbains & Paysages

Ilot Bois : localisation des lots

Ville durable



22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

4ème PLH - Point d'étape annuel.

Le 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de la CUS a été approuvé par son Conseil de Communauté le 29 novembre 2009.
Adoptés pour une période de 6 ans, les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) doivent de manière obligatoire faire l'objet de points d'étape annuels ainsi que d'une évaluation à mi et fin de parcours.

Aux termes de l'article L302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), une délibération doit être prise au moins une fois par an sur le sujet durant toute la durée du PLH, visant la réalisation du Programme et son éventuelle adaptation à la situation sociale ou démographique du territoire, si celle-ci s'avère nécessaire.

La présente délibération a par conséquent pour objet ce point d'étape à fin 2015 sur la base des six orientations structurant les actions du PLH :

- axe 1 : répondre aux besoins en logement par un effort de construction et de mobilisation du foncier,
- axe 2 : répondre aux besoins en logement pour tous aux différentes étapes de la vie,
- axe 3 : améliorer le parc existant,
- axe 4 : contribuer à un aménagement innovant et à un habitat durable,
- axe 5 : prendre en compte la santé dans l'habitat,
- axe 6 : mettre en œuvre le 4ème PLH en lien avec les autres politiques publiques, le suivre et l'évaluer.

AXE 1 : RÉPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENT PAR UN EFFORT DE CONSTRUCTION ET DE MOBILISATION DU FONCIER,

1. Production annuelle de 3000 logements dont 1500 logements aidés

Pour mémoire, un objectif de production de 3 000 logements par an en moyenne est visé sur la durée du 4ème PLH, dont 1 500 aidés déclinés en un volume moyen annuel de :

- 1 100 logements locatifs sociaux (concernés par le présent chapitre),
- 150 logements au titre des opérations de rénovation urbaine,
- 250 logements en accession sociale à la propriété.

- **Les logements neufs en 2015**

La production pour l'année 2015 de logements neufs est restée sur un rythme élevé : près de 3 900 logements. La ville de Strasbourg continue à porter majoritairement la production.

- **Les logements locatifs sociaux financés en 2015**

Le bilan des logements locatifs sociaux publics financés en 2015 est de 1 322 unités (construction neuve et acquisition-amélioration). La production 2015 concerne principalement des logements « ménages » ou « ordinaires » (1 189 unités), 32 % en PLAI, 62 % en PLUS, et le reste en PLS, et est en cohérence avec les besoins du territoire identifiés dans le PLH.

La part des logements « ménages » représente en volume : 762 PLUS, 353 PLAI et 74 PLS (totalisant 90 % des logements financés).

En conclusion, 2015 a été l'année d'une production de logements « ordinaires » et de logements « structures » à nouveau supérieure à la moyenne de 1 100 visée au PLH, ce qui permet de poursuivre – pour la 7ème année consécutive - le rattrapage du retard d'offre identifié au PLH.

En matière de location / accession aidée, 60 PSLA (Prêt Social Location / Accession) ont été agréés en 2015, ce qui poursuit la tendance amorcée sur depuis 2011 et concourt à l'objectif de fluidification des parcours résidentiels par le développement d'une offre en accession sociale sécurisée. Pour l'année 2015, 226 logements en accession sociale sécurisée ont été agréés au total dont 60 en PSLA.

La production de logements aidés en 2015 confirme la tendance observée lors de l'évaluation à mi-parcours en 2012. La majorité de la production de logements aidés en 2015 s'est encore réalisée sur la commune de Strasbourg (54 %), néanmoins la production en première couronne progresse (28 % contre 17 % en 2014). La production en seconde couronne reste stable. .

Tableau de répartition de la production de logements locatifs sociaux entre Strasbourg, 1ère couronne et 2ème couronne entre 2010 - 2015

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Strasbourg	**67%**	**69%**	**63%**	**51%**	**66%**	**54%**
1ère couronne	**25%**	**13%**	**26%**	**31%**	**17%**	**28%**
2ème couronne	**8%**	**18%**	**11%**	**18%**	**17%**	**18%**

Ce qui représente entre 2010 et 2015 une production de :

- 6 168 logements locatifs sociaux pour Strasbourg
- 2 340 logements locatifs sociaux pour les communes de 1ère couronne
- 1 482 logements locatifs sociaux pour les communes de 2d couronne

Pour mémoire :

Commune	PLUS	PLAI	PLS	TOTAL LLS*	Réhabilitations	PSLA
Bischheim	15	10		25	504	
Eschau	10	7		17		
Fegersheim	20	11		31		
Geisplosheim	2	2		4		
Holtzheim	32	20		52		
Illkirch-Graffenstaden	54	28		82	22	24
Lingolsheim	40	6	20	66		
Mittelhausbergen	19	11		30		
Mundolsheim	15	6		21		
Obserhausbergen			1	1		
Oberschaffolsheim	36	8	5	49		
Ostwald	64	41		105	38	
Reischtett	1			1		
Schiltigheim	55	28		83		17
Souffelweyersheim		3		3		
Strasbourg	422	222	52	696	900	19
Vendenheim	36	19	1	56		12
Total	**821**	**422**	**79**	**1322**	**1464**	**60**

LLS : logements locatifs sociaux

La répartition de la production par typologie de logement s'est faite ainsi :
T1 : 8 %
T2 : 29 %
T3 : 38 %
T4 : 18 %
T5 : 5 %

En termes de typologie, on peut ainsi constater la faiblesse de la production de grands logements, et même l'absence de production au-delà du T5.

AXE 2 : RÉPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENT POUR TOUS AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA VIE

Outre le résultat quantitatif visé ci-dessus, un second enjeu majeur du PLH est de répondre aux besoins des différents segments de toute la population domiciliée sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (étudiants, jeunes travailleurs, familles, personnes en

accident de la vie, seniors, personnes handicapées, …), en produisant une offre adaptée (logements financièrement accessibles, techniquement pertinents, …).

Pour mémoire, au fur et à mesure de la mise en œuvre du PLH depuis 2009, plusieurs actions ont contribué à répondre à cet enjeu :

- la mobilisation du foncier
- le renforcement du dispositif de préemption des biens, pour réalisation de logements locatifs sociaux,
- la mise en place de plans patrimoine Ville et Eurométropole de Strasbourg, visant notamment la cession de biens pour réalisation de logements aidés et de places d'hébergement,
- la mobilisation accrue du contingent de logements réservataires de l'Eurométropole de Strasbourg à destination des publics en grande difficulté, notamment dans le cadre d'un Accord Collectif Départemental avec l'Etat, les bailleurs sociaux et le Conseil Départemental du Bas-Rhin,
- la poursuite de l'accompagnement des dispositifs du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes en Difficultés (PDALHPD) : Fonds Solidarité Logement (FSL), démarche de prévention des expulsions locatives, …

Pour 2015, on peut ainsi signaler en produits spécifiques, le financement de :
- 2 PLUS et 31 PLAI pour personnes déficientes mentales, au sein du projet des Amis de l'Arche, situé ZAC Danube ;
- 27 PLUS 8 PLAI 5 PLS fléchés vers un public de personnes âgées, situé à Oberschaffolsheim et porté par le bailleur NLE ;
- 30 PLUS et 30 PLS pour une résidence jeune actif situé rue des Magasins, portée par DOMIAL
- 35 PLUS 20 PLS au Parc des Tanneries à Lingolsheim, pour des personnes âgées réalisés par la SIBAR en lien avec la Mairie.

Concernant l'acquisition de foncier, six préemptions ont pu se faire dans le cadre de déclarations d'intention d'aliéner (DIA) permettant le développement de 49 logements locatifs sociaux.

<u>Actions poursuivies ou mises en place en 2015</u> :

1. Le projet de Réforme des « attributions » des logements locatifs sociaux

Dès 2014, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité aller vers plus de lisibilité et de transparence dans la gestion de la demande et des attributions de logements sociaux sur son territoire. Cet objectif renforcé par la loi ALUR et la loi LAMY, positionne l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de chef de file.

En 2015, un travail partenarial a été engagé avec l'Etat, les communes, l'AREAL et les associations afin d'élaborer un Plan partenarial de Gestion de la demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) et réfléchir à la stratégie d'attribution des logements locatifs sociaux du territoire.

Ce travail, amorcé en 2015, devrait se poursuivre dans les prochaines années par la mise en œuvre et le suivi du PPGDID dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

La délibération du 18 décembre 2015 a validé le lancement de l'élaboration du PPGDID. Sa finalisation sera soumise au Conseil de l'Eurométropole en décembre 2016, après avis de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

2. Programmation de logements sociaux au sein des opérations d'aménagement et de construction sur l'Eurométropole de Strasbourg :

- application de minima de production de logements aidés dans les différentes opérations d'aménagement et de construction programmées sur l'Eurométropole de Strasbourg (pour mémoire, 40 % sur Strasbourg, 35 % en 1ère et 30 % en 2ème couronne : ces taux sont modulables en fonction du contexte urbain d'implantation de l'opération)

- poursuite de la réorientation d'une partie de la production des bailleurs sociaux vers les logements les moins chers pour les ménages (logements financés en PLAI) et maintien des aides financières de l'Eurométropole de Strasbourg en conséquence (subventions, garanties d'emprunts, réfactions sur les prix de son foncier).

En 2015, la part des logements financés en PLAI atteignait 32 %, contre 29 % en 2014 et 8 % en 2008. La part des logements financés en PLUS a été de 62 %, en cohérence avec les besoins du territoire identifiés dans le PLH (respect de la part minimale de 60% de PLUS et atteinte de l'objectif d'une part minimale de 30 % de PLAI, voulue pour tenir compte de la paupérisation observée en termes sociodémographiques sur le territoire eurométropolitain).

3. Développement de l'offre locative conventionnée

Le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux », visant notamment à favoriser le conventionnement des logements privés a connu une légère baisse en 2015. 158 logements du parc privé ont été conventionnés (avec ou sans travaux) contre 172 en 2014. Malgré cette baisse quantitative, il est à noter une progression significative du conventionnement social.

En effet, en 2015, une nouvelle adaptation locale des plafonds des loyers conventionnés intermédiaires et sociaux, pour inciter à pratiquer un conventionnement en loyer social, a été menée en lien avec l'ADEUS et la FNAIM.

Afin de favoriser le logement social, d'autres aides sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg 2015 ont été actionnées :

- une prime forfaitaire de 1 500 € en cas de conventionnement social ou très social avec ou sans travaux pour 103 logements (54 avec travaux et 49 sans travaux);

- la sécurisation des loyers par la prise en charge de la prime d'assurance « garantie des risques locatifs » (GRL). 22 propriétaires ont pu en bénéficier, ce qui a permis à des locataires modestes d'accéder à un logement.

En 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a lancé à titre expérimental une « boite à outils » à destination des propriétaires bailleurs en difficultés pour permettre la remise sur le marché des logements vacants, et promouvoir l'accès des ménages modestes au parc privé.

Un volet patrimonial, un volet financier et un volet gestion locative sont intégrés dans la « boite à outils » et ont vocation à être utilisés à la fois par la collectivité (et les communes) mais également les partenaires de l'habitat et l'opérateur de suivi animation du PIG Habiter Mieux.

De plus, un travail partenarial avec des communes tests (Vendenheim, Schiltigheim) a été mis en place, afin de pouvoir mieux cibler les possibilités d'actions et les aides propres qu'elles pourraient proposer :

- la commune de Schiltigheim a ainsi mis en place le remboursement de l'assurance de garantie loyers impayés pour tout propriétaire de logements vacants qui accueillera un ménage orienté par le CCAS de la commune,
- la commune de Vendenheim a choisi d'abonder de 100 % chacune des primes de l'Eurométropole de Strasbourg en cas de logements vacants depuis plus de 24 mois (1 500 €) et en cas de conventionnement Anah social (1 500 €).
  En 2015, 5 logements ont déjà pu bénéficier de ces primes et du conventionnement social.

Concernant l'accompagnement des propriétaires dans leur démarche de travaux, l'Eurométropole de Strasbourg, a lancé un appel à référencement à destination des entreprises (dont entreprises et structures de l'insertion) pour les travaux de rafraichissement et de mises aux normes non pris en charge par l'Anah. Cet appel a permis la formalisation d'un catalogue d'entreprises pour faciliter la prise de contact entre les entreprises et les propriétaires bailleurs.

En 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé 12 primes de 1 500 € sur la sortie des logements vacants depuis plus de 2 ans conventionnés ANAH avec ou sans travaux.

Par ailleurs, toujours en 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a poursuivi les actions de communication pour la promotion du PIG :

- plaquettes des aides en libre service dans les communes et disponibles à la Police du Bâtiment ;
- article de presse avec l'ADIL 67 ou lors de conférences de presse ;
- site internet de l'Eurométropole de Strasbourg et de certaines communes ;
- présentation des dispositifs aux communes en demande d'information, aux partenaires du FART, au DDELIND, à la CARSAT, à l'ADIL 67, à la Grande Région, aux travailleurs sociaux, etc. ;
- intervention dans des réunions de syndicats (UNPI, FNAIM, UNIS, etc.) ;
- permanence dans des endroits stratégiques, en pieds d'immeubles, etc. ;

- réunions publiques avec la CAF à destination des propriétaires bailleurs.

4. Soutien à l'accession à la propriété

En 2015, la poursuite du dispositif de subvention aux primo-accédants (respectant des plafonds de ressources) a permis à des ménages primo-accédants de soutenir leur projet immobilier.
A noter que ce dispositif a été arrêté au 01 janvier 2015 pour des raisons de contraintes budgétaires.

5. Développement de l'offre de logement à destination des publics spécifiques

En 2013, la CUS, devenue Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015, a lancé en collaboration avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin, trois appels à projets communs afin de développer des résidences adaptées :

- aux personnes âgées (personnes vieillissantes, en perte d'autonomie),
- aux personnes souffrant d'un problème de santé (trouble physique, psychique, sensoriel),
- aux jeunes (entrant dans la vie active, en étude / formation continue / alternance / stage / apprentissage, volontaires du service civique, etc...).

Neuf projets ont été lauréats de cet appel à projets représentant près de 530 logements :

- Résidences seniors : Eschau, Illkirch-Graffenstaden, Lipsheim, Strasbourg Cronenbourg, Strasbourg Poteries,
- Résidences intergénérationnelles : Mundolsheim, Strasbourg
- Résidences pour jeunes : Strasbourg Maille Athéna, Strasbourg Gare
- Résidence pour personnes en situation de handicap : Strasbourg ZAC Danube.

En 2015, les premiers logements ont été livrés. Les livraisons devraient se poursuivre en 2016.

6. Adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap

Concernant les logements des propriétaires occupants du parc privé, 38 logements ont bénéficié d'aides à l'adaptation au handicap en 2015.

Concernant l'adaptation des logements locatifs sociaux, propriétés des organismes HLM, la CUS a contribué à un groupe de travail régional pour inciter les bailleurs sociaux à réaliser des diagnostics accessibilité de leur parc et a mis en place fin 2013, un nouveau système d'aides permettant une subvention aux bailleurs sociaux réalisant un diagnostic accessibilité : sept bailleurs sociaux ont été volontaires pour s'engager dans la démarche de diagnostic « accessibilité », ce qui représente un parc de 32 500 logements.

7. Développer le logement des jeunes actifs et des étudiants

Parallèlement à l'appels à projets conjoint Eurométropole de Strasbourg – CG67 sur les résidences pour les jeunes actifs, l'évaluation à mi-parcours du 4ème PLH a amené la collectivité à orienter le développement d'opérations à destination des étudiants vers des hébergements mieux adaptés en termes de temporalité pour notamment les 3ème cycle et vers les étudiants à faibles revenus. En 2015, une nouvelle résidence sociale de 60 logements destinés aux étudiants et aux jeunes a été agréée.

8. **Intégration des gens du voyage en voie de sédentarisation :** poursuite de la RHI (résorption de l'habitat insalubre) du Polygone.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Neuhof, une opération de résorption de l'habitat sur le secteur du Polygone est mise en œuvre au travers d'une concession d'aménagement signée le 28 février 2008.

L'opération porte sur la création de 159 logements locatifs financés en Prêt Locatif d'Aide à l'Intégration (PLAI) réalisés en 4 tranches opérationnelles par la DOMIAL.
En 2015, la 3ème tranche de 38 logements a été engagée.

27 logements restent à programmer lors d'une dernière tranche en 2016.

AXE 3 : AMÉLIORER LE PARC EXISTANT

Un troisième enjeu fort de la politique habitat de l'Eurométropole de Strasbourg consiste à travailler sur l'amélioration de l'existant, en poursuivant la transformation des grands quartiers d'habitat social et en améliorant le confort et la performance des logements anciens. Parmi les principales actions lancées depuis 2009 sur ce thème figurent :

- la mise en œuvre des 5 Projets de Rénovation Urbaine (PRU) du territoire communautaire (Strasbourg-Neuhof, Strasbourg-Meinau, Lingolsheim-Hirondelles, Strasbourg-Cronenbourg et Strasbourg-Hautepierre) engagés dans le cadre du premier Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU – dit ANRU 1) ;

- le lancement d'une série d'actions en faveur des copropriétés (participation au maintien d'un poste d'éco-conseiller spécialiste de cette thématique au sein du réseau FNAIM, prise en charge partielle des audits énergétiques dans les copropriétés avec un tiers de copropriétaires modestes, mise en place d'un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC), Opération d'amélioration programmée sur 6 copropriétés dégradées ;

- la remise sur le marché des logements vacants ;

- le cofinancement – avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin – d'un fonds d'intervention pour l'amélioration énergétique des logements (Warm Front) ;

- la mise en place de bonifications d'aides pour les logements locatifs sociaux et les logements en accession sociale visant la performance énergétique ;

L'ensemble de ces actions a été poursuivi en 2015 ou initiées (logement vacants). Les trois premières sont précisées ci-après :

1. Poursuite de la rénovation urbaine des cinq principaux quartiers d'habitat social

Depuis 2005, l'Eurométropole, les communes de Strasbourg et Lingolsheim ont engagé, dans le cadre du premier Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU, dit ANRU 1) et avec l'appui de l'ANRU et de leurs partenaires, un ambitieux programme de rénovation urbaine à travers cinq Projets de rénovation urbaine (PRU) portés par quatre conventions pluriannuelles ANRU (Neuhof, Meinau, Hirondelles et Hautepierre) et une convention locale (Cronenbourg). Ces projets ont engagé la transformation du cadre de vie de près de 53 500 habitants.

Pour l'ensemble de ces projets, le montant des investissements publics est de 846 M€ TTC pour la réalisation de plus de 500 opérations. Il s'agit du montant prévisionnel définitif des PRU menés dans le cadre de l'ANRU. Ce montant est supérieur de 110 M€ par rapport au montant initialement prévu à la signature des conventions et témoigne de la détermination de l'engagement de l'Eurométropole, des communes et de leurs partenaires, en particulier les bailleurs sociaux, dans les projets.

Ces investissements publics ont été complétés par plus de 650 M€ d'investissements privés dans les domaines de l'immobilier et de l'économie. Par ailleurs, d'autres opérations ont été mises en œuvre par la collectivité et différents maîtres d'ouvrage, sans bénéficier de subventions de l'ANRU, comme notamment l'extension du réseau de transports en commun en site propre.
Les cinq projets ont engagé leurs dernières phases de mise en œuvre opérationnelle. Fin 2015, plus de 85 % des investissements programmés à hauteur de 846 M€ étaient engagés et près de 80 % réalisés (conformément aux engagements contractuels).

Le programme opérationnel mis en œuvre (cumul des 5 conventions) est le suivant :

- 2 165 logements sociaux à démolir (92% engagés)
- 1 158 logements sociaux à reconstruire sur site (98% engagés)
- 1 210 logements sociaux à reconstruire en dehors des quartiers prioritaires (85 % engagés)
- 2 775 nouveaux logements en accession et locatifs libres à construire sur site (88 % engagés)
- 4 257 logements sociaux à réhabiliter (95% engagés) et 5 785 à résidentialiser (97 % engagés)
- 60 équipements publics à réhabiliter ou créer (98 % engagés)
- 36 km linéaires de voiries à créer ou réaménager (97 % engagés)
- 18 hectares de parcs, squares ou places à créer ou réaménager (98 % engagés)
- 110 367 m² de locaux d'activités à réaménager ou créer (100 % engagés)

En 2015, les opérations engagées sont :

- démolitions : 71 logements (tour 1 Schulmeister)
- constructions neuves sur site : 38 logements (tranche 3 RHI Polygone)

- constructions neuves hors site : 79 logements (35 ZAC Danube HM - 12 ZAC Etoile ZD1 Thumenau – 14 ZAC Etoile PTFA – 18 ZAC Etoile CUS Hab)
- réhabilitations : 119 logements (16 Saint-Exupéry – 55 Commandant François – 48 au 35/45 Normandie)
- résidentialisations : 352 logements (58 Saint-Exupéry – 55 Commandant François – 48 au 35/45 Normandie – 91 Bât C&C1 – 100 Bât B&B1.

Les dynamiques de requalification doivent trouver des prolongements dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU – dit ANRU 2) engagé par la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine du 21 février 2014, afin de poursuivre la mutation urbaine, sociale et économique de ces territoires et lutter contre les tendances ségrégatives toujours à l'œuvre.

En 2015, le protocole de préfiguration du NPNRU a été validé et doit permettre, d'ici fin 2017, de définir le futur programme de rénovation urbaine de ces quartiers.

Le second programme de renouvellement urbain qui sera déployé sur le territoire de l'Eurométropole s'inscrit dans le Contrat de ville 2015/2020 signé le 10 juillet 2015. Il permettra de consolider les investissements et de pérenniser les acquis en matière de mixité urbaine, de participation des habitants et de dynamiques sociales et culturelles pour les 5 quartiers concernés par la rénovation urbaine depuis 2005 (Neuhof, Meinau, Hautepierre et Cronenbourg à Strasbourg, et Hirondelles à Lingolsheim), et d'étendre l'intervention à de nouveaux territoires (Ecrivains à Schiltigheim-Bischheim, Elsau à Strasbourg, Libermann à Illkirch-Graffenstaden).

2. L'aide aux copropriétés

Le volet « copropriétés » du PIG a permis d'aider plusieurs copropriétés à définir et voter un programme de travaux éligible aux aides et permettant la maîtrise des charges énergétiques.

En 2015, plusieurs copropriétés ont lancé des programmes de travaux conséquents :

- la copropriété 16 A – 16 B rue des Vignes à Illkirch avec 16 logements où la totalité des 16 logements a été conventionnée avec l'Anah ;
- la copropriété 271 route de Schirmeck à Strasbourg avec 12 logements dont 2 ont bénéficié d'aides de l'Anah ;
- la copropriété « Le Saverne » 23-25-27 rue d'Orbey à Strasbourg avec 30 logements dont 10 ont bénéficié d'aides de l'Anah ;
- un immeuble de la copropriété 14-16-18 rue de Balbronn à Strasbourg Montagne Verte avec 24 logements dont 11 ont bénéficié d'aides de l'Anah.

En 2015, l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH « copropriétés dégradées ») s'est poursuivie sur 6 copropriétés de 884 logements :

- Spender à Koenigshoffen (hors bâtiments de Nouveau Logis de l'Est et SA Hoechstetter) avec 121 logements ;
- Einstein à Cronenbourg avec 66 logements ;

- la Tour à Strasbourg Meinau avec 60 logements ;
- Eléonore 1 à Hautepierre avec 169 logements ;
- Eléonore 2 à Hautepierre avec 324 logements ;
- Victor Hugo à Koenigshoffen avec 144 logements.

En 2015, les copropriétés Eleonore 1 et 2 (près de 500 logements) ont voté un programme de travaux en 2015 pour plus de 1 million de travaux.

Dans le cadre du Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC), l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place un plan d'actions avec son réseau associatif (Alter Alsace Energie, la FNAIM, Eco quartier, l'ADIL 67 et l'ARIM (SOLIHA) Alsace) autour de 5 axes d'intervention :

- la mise en place d'un dispositif d'observation de veille et de prévention des copropriétés ;
- le signalement des situations difficiles (sociales, juridiques ou techniques) ;
- les actions de sensibilisation, information générale et/ou ciblée ;
- l'accompagnement des copropriétés sorties d'un dispositif programmé ou d'une procédure de péril, d'insalubrité ou d'administration provisoire ;
- l'aide à la résolution des premières difficultés (aspects juridique, financier, technique, énergétique…).

L'observatoire des copropriétés comptait 236 copropriétés fin 2015. 11 copropriétés ont été accompagnées. Un site internet dédié aux copropriétés a été créé afin de réunir toutes les informations nécessaires au bon fonctionnement d'une copropriété et au bon déroulement d'un projet de rénovation (aspect règlementaire, technique, informations générales, coordonnées des structures à contacter en fonction de leur demande, etc...).

Sept diagnostics multi-critères ont été réalisés en 2015. Ces diagnostics ont permis de dresser un état des lieux technique, comptable et social des copropriétés afin de dresser les priorités d'accompagnement et de repérer les copropriétés qui pourraient intégrer une nouvelles OPAH copropriétés.

3. L'amélioration des performances énergétique des bâtiments

Actions menées en 2015 sur le parc public de logements :

Un travail partenarial avec les collectivités de la Région (M2A, Conseil Général 68), la Caisse des Dépôts et Consignations, la DREAL et l'AREAL (association régionale des bailleurs sociaux) a permis la mise en place d'un dispositif d'aides commun à tous les bailleurs pour financer la réhabilitation thermique des logements sociaux. Le nouveau dispositif a été voté en Conseil CUS le 20 décembre 2013, et effectif depuis le début 2014, a permis le financement de la réhabilitation thermique de 1 464 logements sociaux en 2015.

Actions menées en 2015 sur le parc privé de logements :

- Réhabilitation avec les aides de l'ANAH et de l'Eurométropole de 294 logements dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » dont 71 appartenant à des propriétaires bailleurs, 223 appartenant à des propriétaires occupants.
- Réhabilitation de 559 logements en 2015 dans le cadre de l'OPAH Copropriétés dégradées
- Grâce au fonds d'aide à la rénovation thermique (FART) créé par l'Anah dans le cadre du programme national « Habiter Mieux », 438 logements ont pu bénéficier des aides de ce fonds dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » et de l'OPAH « copropriétés dégradées ».
- L'Eurométropole de Strasbourg a continué à prendre en charge à 100 % les audits énergétiques pour les propriétaires occupants et à 20 % des audits énergétiques pour les copropriétés avec une majorité de propriétaires éligibles aux aides ANAH. 2 copropriétés ont pu bénéficier de cette aide en 2015.
- L'Eurométropole de Strasbourg est partenaire avec le Conseil Départemental 67 du « Warm Front 67 », un fonds social d'aide aux travaux de maitrise de l'énergie en faveur des propriétaires occupants modestes et des propriétaires bailleurs impécunieux réalisant des travaux d'économie d'énergie. En 2015, 1 famille a pu en bénéficier en 2015, pour un montant de travaux de 26 899 € et des aides Warm Front d'un montant de 2 700 €.
- L'Eurométropole de Strasbourg a développé des actions spécifiques en faveur de la réhabilitation énergétique des logements en copropriété. Depuis 2010, 240 copropriétés sont suivies par les partenaires du POPAC.

Par ailleurs, l'animation des dispositifs Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » a permis en 2015 de rénover 294 logements dont 71 locatifs appartenant à des propriétaires bailleurs (PB), 223 appartenant à des propriétaires occupants (PO) et 559 au titre d'aide au syndicat de copropriétés.

4. Le logement indigne :

Le PIG « Habiter Mieux » a permis en 2015 la réhabilitation de 29 logements indignes et très dégradés, dont 9 occupés par des propriétaires occupants modestes.
Dans le cadre du dispositif départemental d'éradication du logement indigne et non décent (DDELIND), 29 nouveaux logements ont fait l'objet d'un signalement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg en 2015 et 20 dossiers ont été clôturés.

Parallèlement, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Service Hygiène et Santé Environnementale de la Ville de Strasbourg (SHSE) ont engagé des procédures coercitives (arrêtés préfectoraux avec possibles sanctions judiciaires si le propriétaire n'engage pas les travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité).

Ainsi, en 2015, toutes procédures confondues (concernant l'insalubrité remédiable ou irrémédiable, les dangers ponctuels, les interdictions d'habiter relatives à des caves, des sous-sols ou des greniers, etc.) :

- l'ARS a pris un arrêté préfectoral sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg hors ville de Strasbourg (sur un total de 17 dans le Bas-Rhin hors ville de Strasbourg) contre 13 en 2014 ;

- le SHRS a pris 8 arrêtés (7 préfectoraux et 1 municipal) concernant 16 logements et a lancé des travaux d'office réalisés dans le cadre de 3 arrêtés suite à la carence des occupants (contexte incurique) pour un montant de 2 894 €, elle a fait 2 signalements au Procureur de la République du fait du non respect de l'interdiction d'habiter pour 2 bailleurs d'un immeuble ;
- la Police du Bâtiment a par ailleurs envoyé 30 courriers de mise en demeure.

AXE 4 : CONTRIBUER À UN AMÉNAGEMENT INNOVANT ET À UN HABITAT DURABLE

L'enjeu est ici de prendre en compte la dimension environnementale des projets d'aménagement dès leur conception, d'économiser les ressources et de préserver les milieux naturels.

Parmi les principales actions lancées depuis 2009 et poursuivies en 2015, figurent notamment :

- le développement de plusieurs éco-quartiers sur l'Eurométropole de Strasbourg: Quartiers Danube, Deux-Rives et Brasseries à Strasbourg, Portes du Kochersberg à Vendenheim, Rives du Bories à Ostwald, Tanneries à Lingolsheim, Le Corbusier à Illkirch-Graffenstaden, Adelshoffen à Schiltigheim, …
- l'inscription des projets urbains dans la dynamique Ecocités,
- la mise en œuvre d'actions pédagogiques sur le sujet (conférences, expositions, réunions d'informations et d'échanges) et l'élaboration d'un guide,
- le lancement de plusieurs projets en autopromotion sur Strasbourg dont en locatif aidé et en accession sociale sécurisée,
- la mise en place d'une charte de l'aménagement et de l'habitat durables (regroupant aménageurs, promoteurs, bailleurs sociaux, …)

AXE 5 : PRENDRE EN COMPTE LA SANTÉ DANS L'HABITAT

Ce cinquième enjeu du PLH vise à faciliter l'obtention d'un logement pour les personnes de santé précaire et d'endiguer les problèmes de santé liés aux conditions d'habitat.

Plusieurs actions initiées en 2013 se poursuivent, et notamment le montage des opérations lauréates de l'appel à projets conjoint entre le Conseil Départemental du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg en vue de la création de résidences en faveur des personnes souffrant d'un problème de santé.

AXE 6 : METTRE EN OEUVRE LE 4ÈME PLH EN LIEN AVEC LES AUTRES POLITIQUES PUBLIQUES, LE SUIVRE ET L'ÉVALUER

Le dernier enjeu du PLH est de mettre en œuvre une politique habitat la plus juste possible, de bien l'articuler avec les autres politiques publiques existantes, de développer

les synergies entre acteurs et de faire connaître au grand public et aux Communes les outils mis à leur disposition en matière de logement.

Parmi les principales actions lancées depuis le début du PLH sur ce thème figurent :

- la signature de contrats partenariaux avec l'Etat (délégation des aides à la pierre) et le Conseil Général du Bas-Rhin (contrat de territoire),
- la passation de contrats d'objectifs avec les bailleurs sociaux, autour des différents objectifs du PLH sur le parc public de logements,
- la création d'instances régulières d'échanges avec les acteurs de l'habitat (bailleurs, promoteurs, associations, …), ponctuées chaque année par des Rencontres de l'Habitat (début 2016),
- la mise en place d'outils d'information du grand public sur le logement (fiches pratiques, site internet de l'Eurométropole de Strasbourg, point info logement, …),
- le développement de l'information des Communes sur le logement et les outils à leur disposition dans ce domaine, ainsi qu'une assistance à l'ingénierie de leurs projets.

L'ensemble de ces démarches collaboratives ont contribué à tisser un réseau local autour des actions sur le territoire de l'Eurométropole, qui permet non seulement de les abonder mais aussi de vérifier au quotidien leur pertinence et – lorsqu'il en est besoin – de les réorienter.

En 2015 s'est également poursuivi le travail d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal intégrant le PLH, document arrêté en décembre 2015. Ce travail, initié en 2012 dans l'esprit de la Loi Grenelle, cible une meilleure articulation de la politique de l'habitat avec l'ensemble des politiques publiques menées par la collectivité.

Les actions exposées ci-dessus, impulsées ou redynamisées par l'Eurométropole de Strasbourg, déclinent tous les champs ouverts par son 4ème PLH, et confirment la Collectivité comme un acteur majeur et volontariste du territoire dans le domaine de l'habitat.

En 2017, l'évaluation du PLH sur l'ensemble de la période 2009 – 2016 clôturera ce 4ème Plan parallèlement à la mise en œuvre du PLU intégrant le volet Habitat, valant PLH.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le point d'étape annuel du 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2015.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Annexe 1 : tableau de synthèse des logements du parc privé ayant bénéficié d'un financement, par commune en 2015

Récapitulatif des logements bénéficiant d'un financement dans le cadre des aides de l'Anah - Propriétaires Occupants				
Commune	**Logements indignes / très dégradés**	**Logement autonomie**	**Logements énergie**	**Total par commune**
Bischheim	2	1	4	**7**
Blaesheim	0	0	1	**1**
Eckbolsheim	0	1	2	**3**
Eckwersheim	0	1	1	**2**
Entzheim	0	0	2	**2**
Eschau	0	1	1	**2**
Fegersheim	0	0	1	**1**
Geispolsheim	0	4	2	**6**
Hoenheim	0	2	7	**9**
Holtzheim	0	0	0	**0**
Illkirch-Graffenstaden	2	2	5	**9**
Lampertheim	0	0	0	**0**
La Wantzenau	0	1	1	**2**
Lingolsheim	0	0	10	**10**
Lipsheim	0	3	1	**4**
Mittelhausbergen	0	0	0	**0**
Mundolsheim	0	0	6	**6**
Niederhausbergen	0	1	1	**2**
Oberhausbergen	0	2	0	**2**
Oberschaeffolsheim	1	1	0	**2**
Ostwald	0	1	8	**9**
Plobsheim	0	1	3	**4**
Reichstett	0	0	5	**5**
Schiltigheim	0	0	9	**9**
Souffelweyersheim	0	1	4	**5**
Strasbourg	2	15	101	**118**
dont PIG	*2*	*0*	*90*	***92***
dont OPAH	*0*	*0*	*11*	***11***
Vendenheim	0	0	2	**2**
Wolfisheim	0	0	1	**1**
Total par intervention	**7**	**38**	**178**	**223**

PIG : Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux »
OPAH : Opération Publique d'Amélioration de l'Habitat « Copropriétés Dégradées »

Récapitulatif des logements bénéficiant d'un financement dans le cadre des aides de l'Anah - Propriétaires Bailleurs								
Commune	**LCTS**	**LC**	**LI**	**Log. indignes / très dégradés**	**Log. dégradation moyenne**	**Log. énergie**	**Log. transfo. d'usage**	**Total par commune**
Bischheim	0	1	0	1	0	0	0	**1**
Blaesheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Eckbolsheim	0	2	0	2	0	0	0	**2**
Eckwersheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Entzheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Eschau	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Fegersheim	0	7	0	5	0	0	2	**7**
Geispolsheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Hoenheim	0	2	0	2	0	0	0	**2**
Holtzheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Illkirch-Graffenstaden	0	15	2	0	16	1	0	**17**
Lampertheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
La Wantzenau	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Lingolsheim	0	1	0	0	1	0	0	**1**
Lipsheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Mittelhausbergen	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Mundolsheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Niederhausbergen	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Oberhausbergen	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Oberschaeffolsheim	0	2	0	2	0	0	0	**2**
Ostwald	0	3	0	2	0	0	1	**3**
Plobsheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Reichstett	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Schiltigheim	0	6	0	4	2	0	0	**6**
Souffelweyersheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Strasbourg	0	25	5	10	5	12	3	**30**
dont PIG	*0*	*25*	*5*	*10*	*5*	*12*	*3*	***30***
dont OPAH	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
Vendenheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Wolfisheim	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Total par intervention	**0**	**64**	**7**	**28**	**24**	**13**	**6**	**71**

LCTS : Logements en conventionnement très social
LC : Logements en conventionnement social
LI : Logements en conventionnement intermédiaire

Récapitulatif des conventionnements sans travaux validés			
Commune	**LCTS**	**LC**	**LI**
Bischheim	0	0	1
Eschau	0	0	1
Geispolsheim	0	1	0
Hoenheim	0	2	1
Illkirch-Graffenstaden	0	3	5
La Wantzenau	0	2	2
Lingolsheim	0	1	0
Mundolsheim	0	2	0
Oberhausbergen	0	1	0
Schiltigheim	0	6	2
Strasbourg	0	27	25
Vendenheim	0	8	0
Total par intervention	**0**	**53**	**37**

Récapitulatif des logements bénéficiant d'un financement dans le cadre des aides de l'Anah - Syndicats des copropriétaires			
Commune	**Logements indignes / très dégradés**	**Logements dégradation moyenne**	**Total par commune**
Strasbourg	164	493	657
dont PIG	*26*	*0*	*26*
dont OPAH	*138*	*493*	*631*
Total par intervention	**164**	**493**	657

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 16 DECEMBRE 2016

Point n° 22 4ème PLH – Point d'étape annuel

Pour	**77**
Contre	**0**
Abstention	**8**

Pour (77) : AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DAMBACH-Danielle, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, QUEVA-Michèle, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROHFRITSCH-Sophie, SAHIN-Meliké, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Abstention (8) : JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, LOOS-François, MAURER-Jean-Philippe, PHILIPPS-Thibaud, TARALL-Bornia, VATON-Laurenc VETTER-Jean-Philippe

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Adoption du Plan partenarial de gestion de la demande et d'Information des demandeurs de logements sociaux (PPGDID) de l'Eurométropole de Strasbourg.

Par délibération en date du 18 décembre 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé l'élaboration du **Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGDID)**.

Pour mémoire, l'article 97 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové porte obligation pour tout EPCI doté d'un Programme local de l'habitat exécutoire de mettre en place ce Plan.

Le 27 novembre 2009, la Communauté urbaine Strasbourg a adopté son 4ème Programme local de l'habitat (PLH). Celui-ci fixe les priorités d'actions applicables à l'ensemble des acteurs de ce domaine sur une période de 6 ans. Sur les 6 dernières années, ce dernier a permis d'agréer plus de 11 800 logements locatifs sociaux. Au 1er janvier 2013, la Communauté urbaine de Strasbourg (devenue Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015) compte près de 51 000 logements locatifs aidés, dont près de 70 % localisés sur Strasbourg.

A partir du 1er janvier 2017, le Programme local de l'habitat sera intégré au Plan local d'urbanisme intercommunal (délibération en Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 16 décembre 2016). Un des axes forts de ce programme est le développement de logements locatifs sociaux (objectif de 1 100 par an) sur l'ensemble du territoire eurométropolitain, dont 60% devrait se réaliser hors Strasbourg.

Cette production nouvelle permet d'apporter une réponse aux besoins en logement des ménages modestes mais doit s'accompagner, pour plus d'équité de traitement, d'une **politique de gestion des demandes et des attributions plus lisible et équitable** pour les demandeurs de logements locatifs sociaux.

Le **Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGDID)** va répondre en partie à cet objectif.

Le PPGDID a fait l'objet, tout au long de son élaboration, d'un travail partenarial (via différents groupes de travail) avec l'Etat, le Conseil Départemental du Bas-Rhin, les communes volontaires de l'Eurométropole de Strasbourg, l'AREAL, les bailleurs sociaux

et les associations, ce qui a permis d'y intégrer des mesures en rapport avec les besoins du territoire.

Un état d'avancement de ce Plan a été présenté lors de la Conférence intercommunale du logement (CIL) du 17 juin 2016.
Le projet de PPGDID a été transmis pour avis le 18 octobre 2016 – conformément au décret n° 2015-524 du 12 mai 2015 - aux communes de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'aux membres de la Conférence intercommunale du logement.
Suite à cette concertation, certaines modifications ont été apportées et dès lors, le PPGDID a fait l'objet d'un avis positif de la CIL du 29 novembre 2016.
(Annexe 1 : PPGDID validé par la CIL)

Il est proposé au présent Conseil d'adopter le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs pour une durée de 6 ans.
Pour rappel, un bilan annuel de la mise en œuvre de ce plan sera réalisé une fois par an et sera présenté pour avis en Conférence intercommunale du logement (CIL), à laquelle participe les communes, et soumis pour approbation au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Conformément au décret n°2015-524 du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et à l'information du demandeur,
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 décembre 2015 précisant l'élaboration du Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logements sociaux,
Vu l'avis favorable de la Conférence intercommunale du logement du 29 novembre 2016 sur ce Plan,
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'adoption du Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logements sociaux pour une durée de 6 ans,*
- *le suivi annuel de la mise en œuvre de ce Plan et le cas échéant l'adaptation de ce dernier en fonction des difficultés rencontrées.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à prendre toutes les dispositions destinées à assurer la mise en œuvre de ce document et à signer toutes conventions de mise en œuvre afférente à ce plan.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur

(PPGDID)

Eurométropole de Strasbourg

INTRODUCTION

La loi ALUR

La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi MOLLE a mis en place le numéro unique de la demande de logement social. Première étape de l'amélioration de la gestion de la demande de logement social et de la facilitation des démarches, la loi MOLLE tend à être complétée par les dispositions de la loi ALUR.

L'article 97 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové *(cf Annexe 1 : loi ALUR – Article 97)* comporte des mesures relatives à la simplification de l'enregistrement de la demande, à l'information des demandeurs et au pilotage et à la mise en œuvre opérationnelle de la gestion de la demande et de l'information des demandeurs. Il complète la liste des services enregistrant de la demande de logement social.

Cet article prévoit que tout EPCI doté d'un Programme local de l'habitat élabore un Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs portant principalement sur :

- la possibilité pour les demandeurs de logement social **d'enregistrer directement sa demande par voie électronique** et instaure **le dossier unique de demande** en permettant au demandeur de ne déposer qu'en un seul exemplaire les pièces justificatives associées à sa demande.
- le principe d'un **droit à l'information** pour toute personne susceptible de demander un logement social et pour tout demandeur de logement social. Pour ce dernier, le droit porte notamment sur les **informations** en amont du dépôt de la demande, **sur l'avancement de sa demande** et **sur les informations sur les caractéristiques du parc locatif social.**
- la création d'un dispositif destiné à **partager la connaissance et la gestion des demandes de logement social** entre les différents acteurs concernés au niveau intercommunal, ainsi que ses modalités de mise en place par convention.

La politique Habitat et le projet de réforme des attributions de l'Eurométropole de Strasbourg

La mise en œuvre du 4ème Programme local de l'Habitat menée depuis 2009 permis le développement de près de 3 200 logements construits par an. Dans ce cadre, plus de 11 800 logements locatifs sociaux ont bénéficié d'un agrément sur les 21 000 logements autorisés. Au 1er janvier 2013, l'Eurométropole de Strasbourg comptait près de 51 000 logements locatifs aidés, dont près de 70% sur Strasbourg.

A partir du 1er janvier 2017, le 5ème Programme local de l'Habitat sera intégré au Plan local d'Urbanisme (délibération de l'Eurométropole de Strasbourg le 16.12.2016). Les principaux axes de la politique habitat traduits dans le volet habitat du PLU portent sur :

- le maintien d'un niveau élevé de construction de logements y compris de logements sociaux : 3 000 logements/an dont 1 500 logements aidés ; à travers cet objectif, la

Collectivité veut répondre aux exigences de la loi SRU (5 700 logements sociaux manquants au 1.01.2016) ;
- le développement d'une offre de logements abordables pour tout habitant de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la construction de logements correspondant à tous les modes de vie, tout en limitant la consommation de foncier ;
- l'amélioration de la transparence des attributions de logements sociaux ;
- l'amélioration de la qualité énergétique du parc existant et accompagnement dans la transition énergétique du territoire ;
- la remise sur le marché immobilier des logements vacants ;
- la poursuite des expérimentations notamment en matière de logement participatifs dans le parc social, nouvelles formes urbaines ;
- la mise en place d'une ingénierie à disposition des communes pour renforcer la mise en en œuvre de ces politiques ;
- la sortie des ménages hébergés vers un logement.

La forte mobilisation des bailleurs sociaux à la production de logements locatifs sociaux sur notre territoire doit permettre de répondre à la demande d'accès au logement des ménages modestes ou à leur demande de mutation, illustrant les différentes étapes d'un parcours résidentiel propre à chacun.

Si l'offre en logement devient plus importante depuis quelques années, le parcours résidentiel est pour certain encore freiné, ou ne trouve pas réponse, en raison d'une mise en relation encore trop complexe entre la demande en logement social et l'offre en logement.

L'amélioration de la gestion de la demande est ainsi un des objectifs de la Collectivité à travers ce **Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGDID)**.

Par ailleurs, la production du 4ème PLH a permis de développer du logement social sur toute la métropole, mais cet effort reste à poursuivre et à amplifier pour diversifier nos territoires. Cette volonté questionne les stratégies d'attribution à développer. C'est un autre axe de travail que la Collectivité souhaite mener avec l'ensemble des partenaires concernés.

Les différents constats démontrent que la politique en matière de gestion de la demande de logement locatif social et en matière d'attribution de logements sociaux est ainsi indissociable.

Le **Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur** (PPGDID) et la future **Convention intercommunale d'attribution (CIA)**, qui rassemblera le document cadre, l'Accord Collectif Intercommunal et la Convention d'Equilibre Territorial, *(cf Annexe 2 : Schéma récapitulatif – Articulation globale des mesures de la loi ALUR)* formeront un même dispositif qui constituera la politique d'attribution de logements locatifs sociaux que l'Eurométropole de Strasbourg souhaite mener avec les partenaires sur son territoire.

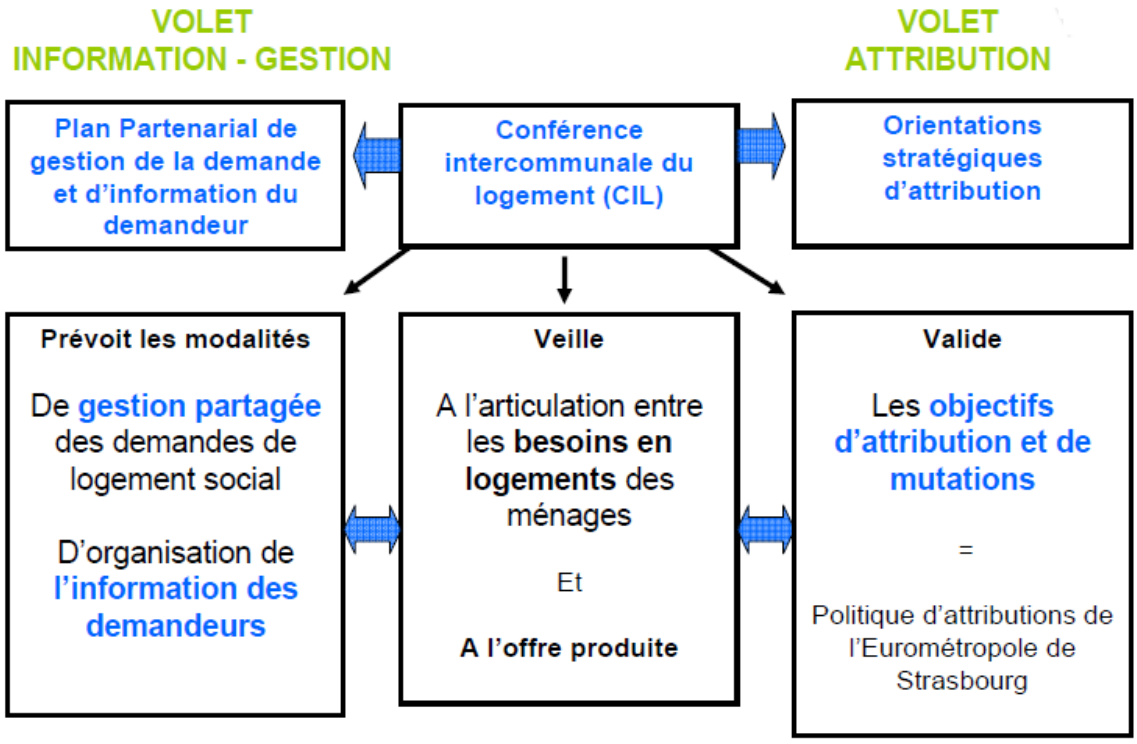
Depuis 2015, des groupes de travail avec des bailleurs et des communes ont permis d'avancer sur ces différentes réflexions. Cette politique de la gestion de la demande et des stratégies d'attribution se construit progressivement avec l'ensemble des partenaires (Etat, communes, AREAL, bailleurs sociaux, associations, etc), afin d'intégrer au mieux les enjeux de la politique Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg.

Enfin, cette politique volontariste de l'Eurométropole de Strasbourg s'inscrit dans la loi du 24 mars 2014, dite loi ALUR qui renforce la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques en faveur du logement.

La Gouvernance

La **Conférence intercommunale du logement de l'Eurométropole de Strasbourg** a été installée le 17 juin 2016 sous la coprésidence de l'Etat et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Son rôle :



Sa composition :

Composée de trois collèges de 49 membres, elle rassemble l'Etat, les représentants des collectivités territoriales dont les 28 communes de l'Eurométropole de Strasbourg font partie et sont membres de droit, les représentants des professionnels intervenant dans le champ des attributions (AREAL, bailleurs sociaux et Action logement) et les représentants des usagers et des personnes en situation d'exclusion par le logement.

Conférence intercommunale du logement

Collège de représentants des collectivités territoriales	Collège de représentants des professionnels intervenant dans le champ des attributions	Collège de représentants des usagers ou des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement
▪ Maires des communes membres ▪ Représentants du département	▪ Bailleurs sociaux ▪ Réservataires des logements sociaux ▪ Maîtres d'ouvrage d'insertion ▪ Associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées	▪ Associations de locataires ▪ Associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement ▪ Représentants des personnes défavorisées

Réunie une fois par an au minimum, elle est l'instance de gouvernance de la politique d'attribution de l'Eurométropole de Strasbourg.

A ce titre elle est **l'organe de suivi et d'évaluation du Plan**.

Les partenaires du PPGDID :

L'Etat ;

L'Eurométropole de Strasbourg ;

Les communes de l'Eurométropole de Strasbourg ;

L'AREAL et les bailleurs sociaux ;

Le Conseil Départemental du Bas-Rhin ;

Action Logement ;

Les associations de locataires ;

Les associations d'usagers ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement ;

L'ADIL du Bas Rhin.

L'Agence développement urbanisme agglomération Strasbourg (ADEUS)

Une partie des engagements du Plan se traduira dans des conventions ou chartes de mise en œuvre après son adoption.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I : ELEMENTS DE CONNAISSANCE DE L'OFFRE, DES DEMANDEURS ET DES ATTRIBUTIONS ……. p 8

I. Un parc de 50 700 logements sociaux, dont 68% à Strasbourg…….. p 9

1. Un parc concentré dans la Ville-centre, qui se desserre spatialement dans la période récente ;
2. Trente bailleurs sociaux, dont deux principaux ;
3. Typologie des logements : une majorité de T3 et T4 ;
4. Des niveaux de loyer variables selon l'époque de construction et le type de financement ;
5. Une ancienneté moyenne du bail de 11 ans ;
6. Près de 50% du parc de logements sociaux en QPV ;
7. Structure du parc de logements sociaux : quatre grands types de territoire.

II. L'occupation du parc social de l'Eurométropole de Strasbourg…… p 13

1. Une précarité importante, plus intense au sein du parc en QPV ;
2. Cinq grands profils de territoire aux caractéristiques d'occupation différenciées.

III. 20 500 demandeurs souhaitent un logement social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg au 31 décembre 2015 …….. p 16

1. 40% de demandes de mutation ;
2. Une ancienneté médiane de moins d'un an ;
3. 65% des demandeurs citent Strasbourg dans leur demande, en 1er choix ;
4. Des motifs de demande variables selon le statut résidentiel des demandeurs ;
5. Profil démographique et socio-économique des demandeurs ;
6. Les ménages labellisés prioritaires : 6,9% des demandeurs ;
7. Trois grands types de ménages demandeurs de logement social ;

IV. 4 774 logements attribués en 2015 …….. p 22

1. Une localisation équilibrée des attributions sur le territoire ;
2. 35 % de mutations ;
3. Un profil socio-économique des ménages attributaires proche de celui de l'ensemble des ménages demandeurs ;

4. 43% d'attributions en QPV ;

5. 20% des attributions pour les ménages labellisés prioritaires.

CHAPITRE II : MESURES DU PLAN ..... p 27

I. L'ACCUEIL ET l'INFORMATION DES DEMANDEURS DE LOGEMENT SOCIAL ..... p 28

1. Organisation du service d'accueil et d'information des demandeurs
2. Contenu de l'information et modalités de délivrance aux demandeurs

II. L'ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ..... p 32

III. LA GESTION PARTAGEE DE LA DEMANDE ..... p 34

IV. LES PUBLICS SPECIFIQUES ..... p 36

V. LES MENAGES LOGES DANS LE PARC ..... p 40

VI. LA COTATION DE LA DEMANDE ..... p 42

CHAPITRE III : CONVENTIONS ET CHARTES D'APPLICATION ..... p 44

CHAPITRE IV : BILAN ET EVALUATION ..... p 46

GLOSSAIRES

ANNEXES

Chapitre I

ELEMENTS DE CONNAISSANCE DE L'OFFRE, DES DEMANDEURS ET DES ATTRIBUTIONS

I. Un parc de 50 700 logements sociaux, dont 68% à Strasbourg (au 01/01/2013)

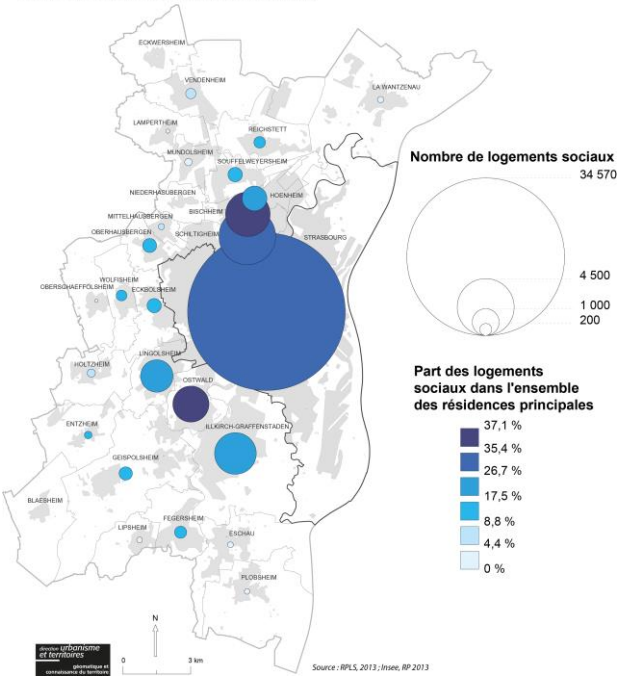
1. Un parc concentré dans la Ville-centre, qui se desserre spatialement dans la période récente

Le parc de logements sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg comprend 50 645 logements (SoeS, RPLS 01/01/2013), soit 23,5% des résidences principales.

Le parc de logements sociaux apparaît fortement concentré dans la Ville-centre de l'agglomération : Strasbourg, avec 35 570 logements, localise 68% de l'ensemble du parc social, contre 60% pour l'ensemble des résidences principales. Le taux de logements sociaux en première couronne[1] (25,6%) est très proche du taux strasbourgeois (26,8%), alors que la seconde couronne, avec 1 990 logements sociaux, ne présente qu'un taux de 6,3%.

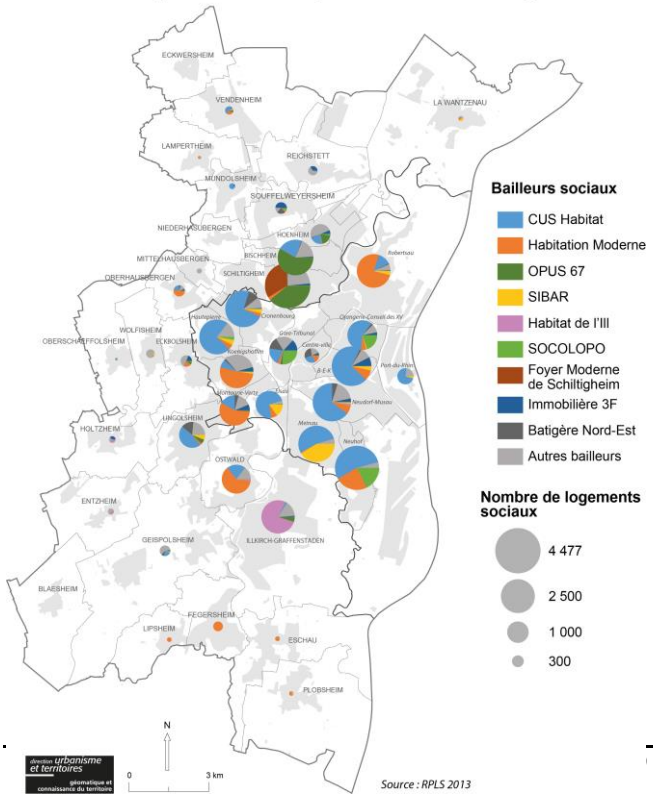
On observe toutefois dans la période récente un desserrement spatial de l'offre en logements sociaux : entre 2009 et 2013, le parc de logements sociaux a progressé de 25% en seconde couronne (+390 logements), pour une croissance moyenne de +6,2% sur l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg (+ 2 960 logements).

Nombre et part de logements sociaux dans les communes de l'Eurométropole au 01/01/2013



2. Trente bailleurs sociaux sur le territoire, dont deux principaux

Nombre de logements sociaux par bailleur dans les communes de l'Eurométropole et dans les quartiers de Strasbourg



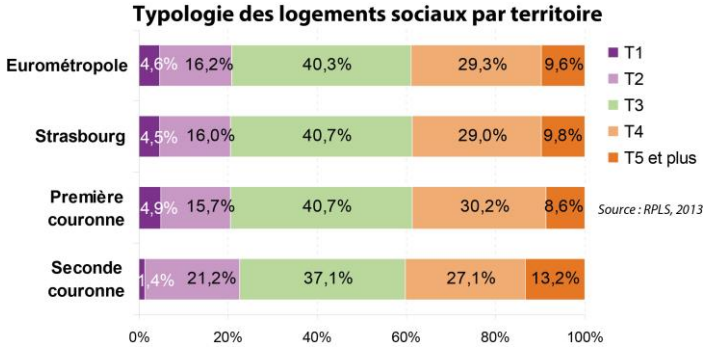
Le parc de logements sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg est géré par un ensemble de 30 bailleurs sociaux. Les deux principaux, CUS Habitat (20 032 logements) et Habitation Moderne (8 327 logements), en gèrent à eux seuls plus de 55%.

Les quartiers présentent selon les cas une forte diversité de bailleurs sociaux (quartier Gare par exemple) ou une plus faible diversité (le patrimoine de CUS-Habitat représente par exemple 78% du parc de logements du quartier de l'Elsau).

3. Typologie des logements : une majorité de T3 et T4

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, les logements de type T3 sont les plus nombreux, représentant plus de 40% de l'offre totale, suivis des T4 (29,3%), des T2 (16,2%), des T5 et plus (9,6%) et enfin des T1 (4,6%).

Les structures typologiques des parcs de Strasbourg et de la première couronne apparaissent très similaires. Celle de la seconde couronne se différencie avec une surreprésentation des T2 (21,2%) et des T5 et plus (13,2%) et à l'inverse une sous-représentation des T1, des T3 et des T4.

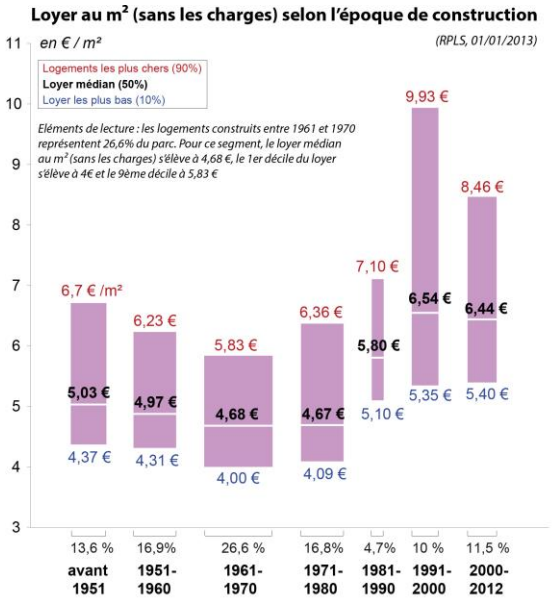


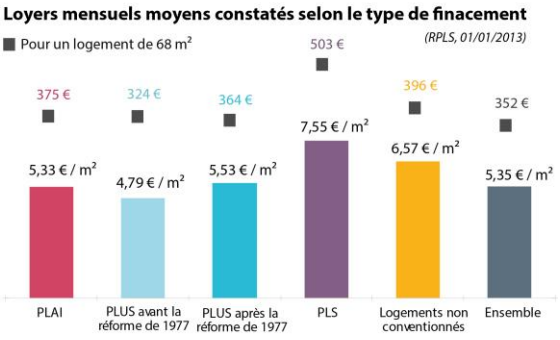
4. Des niveaux de loyer variables selon l'époque de construction et le type de financement

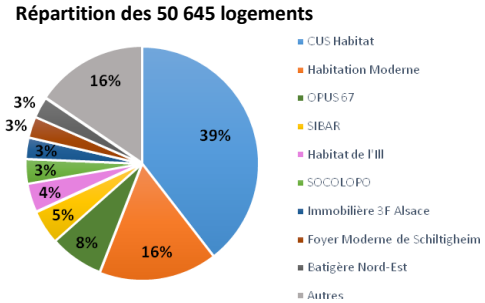
Le loyer moyen des logements sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg au 01/01/2013 s'élève à 5,35€/m² de surface habitable, sans les charges. Le loyer médian est de 5,19€/m².

Ces valeurs centrales varient fortement selon l'époque de construction. Les logements construits entre 1961 et 1970, les plus nombreux, présentent les loyers les plus faibles (loyer médian de 4,68€/m²). Les loyers les plus élevés sont associés aux périodes de construction les plus récentes (maximum de 6,54€/m² pour les logements construits entre 1991 et 2000.

De même, les différents types de financement sont associés à des niveaux de loyers très variables. Les loyers moyens les plus faibles sont associés aux financements PLUS financés avant la réforme de 1977 (4,79€/m²) ; les plus élevés correspondent au financement PLS (7,55€/m²). En proportion, les premiers constituent 48,3% du parc contre 5,8% pour les deuxièmes. A noter que les logements financés en PLAI, qui constituent 2.5% du parc social, ne sont pas les moins chers.







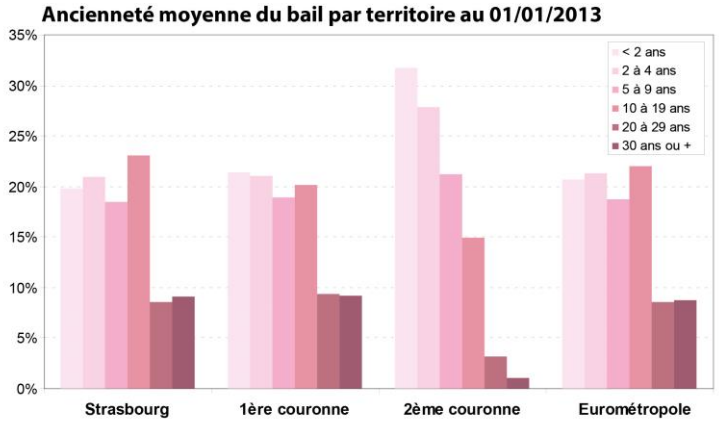
Pour l'exemple d'un logement de 68m², qui correspond à la surface moyenne des logements sociaux de

l'Eurométropole de Strasbourg, les loyers moyens varient de 324 € (PLUS avant la réforme de 1977) à 503 € (PLS). Cette analyse des loyers devra être enrichie par l'intégration des charges et la prise en compte de la solvabilisation par APL dans le coût « réel » pour les ménages.

5. Une ancienneté moyenne du bail de 11 ans

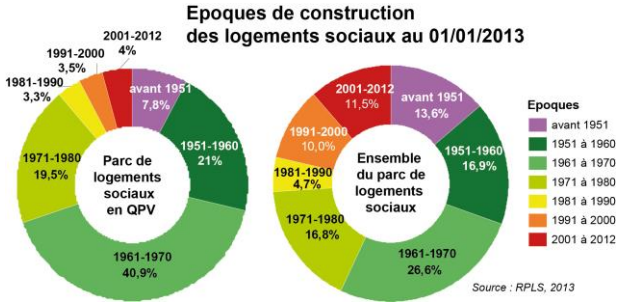
En considérant l'ensemble du parc social de l'Eurométropole de Strasbourg, l'ancienneté moyenne du bail des ménages s'élève à 11 ans. Cette ancienneté moyenne varie peu entre Strasbourg (11,4 ans) et la première couronne (11,2 ans), mais descend à 5,8 ans en seconde couronne, en raison d'une construction plus récente.

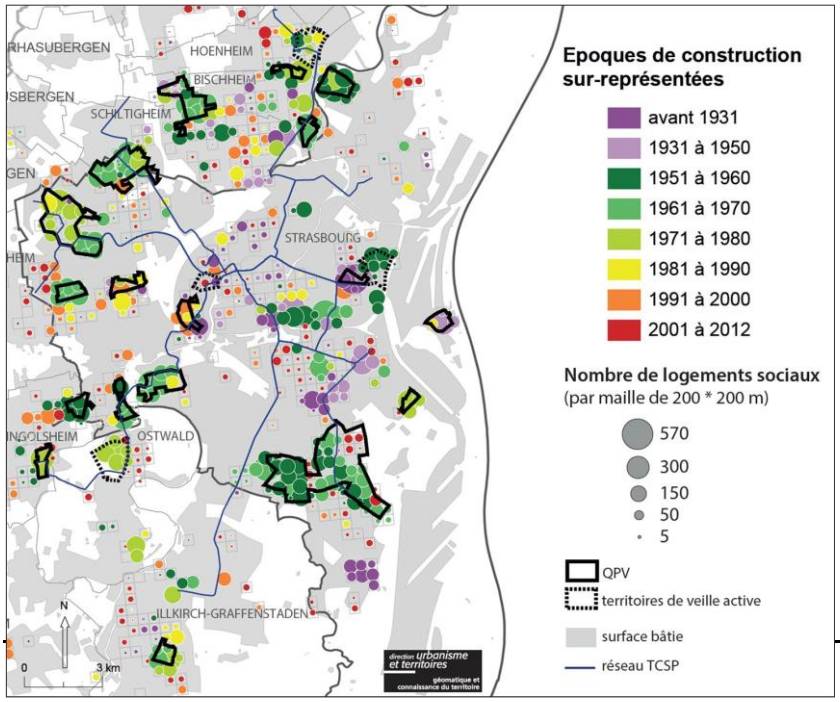
L'ancienneté de résidence dans le logement varie aussi fortement selon les quartiers. Elle apparaît la plus élevée dans le quartier de l'Esplanade, ou près de 20% des ménages habitent leur logement social depuis 30 ans ou plus.



6. Près de 50% du parc de logements sociaux en QPV (Quartiers prioritaires de la Ville)

49,5% des logements sociaux sont localisés au sein de 18 QPV de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce parc de logements a été construit en très grande majorité entre 1950 et 1980 (81% des logements), période de construction aujourd'hui caractérisée par les niveaux de loyer les plus faibles.





Le loyer moyen des logements en QPV, sans les charges, s'élève à 4,83€ par m² de surface habitable, contre 5,35€/m² pour l'ensemble du parc. Le parc en QPV se distingue également par une ancienneté moyenne de résidence plus élevée : 44% des ménages occupent leur logement social depuis 10 ans ou plus, contre 39% dans l'ensemble du parc social.

7. Structure du parc de logements sociaux : quatre grands types de territoires

Le croisement statistique d'un ensemble de caractéristiques[2] du parc (époque de construction, surface et nombre de pièces, niveau de loyer, ancienneté du bail) permet de proposer une typologie des communes et des quartiers de l'Eurométropole de Strasbourg selon **quatre grands types de territoires aux caractéristiques assez proches en termes de structure de parc social** (*cf. graphique ci-dessous*) :

- **Epoques de construction récentes, loyers élevés**

Ce premier groupe rassemble les communes de seconde couronne (Eckbolsheim, Souffelweyersheim, …) et certains quartiers de Strasbourg (Poteries, Tribunal, Neudorf-Ouest, Montagne-Verte et Gare dans leurs parties hors QPV[3]). Il se caractérise par un parc récent (après 1990), aux loyers élevés (supérieurs au 7ème décile – D7), avec de plus grandes surfaces (la surface habitable moyenne en seconde couronne est de 71,2m², contre 65,5m² pour l'ensemble du territoire métropolitain).

- **Construction après guerre, loyers faibles et forte ancienneté d'emménagement**

Ce deuxième groupe de quartiers est constitué presque exclusivement de QPV. Leur parc social est de construction d'après guerre (1951 à 1980), avec des loyers faibles et une forte ancienneté d'emménagement. Ce groupe rassemble les grands ensembles d'habitat social (Neuhof-Cités, Meinau, Hautepierre, Cronenbourg…) ainsi que de plus petites cités (Ampère, Molkenbronn…) et le quartier de l'Esplanade.

- **Petits logements anciens**

Ce troisième groupe recouvre les quartiers marqués par une construction très ancienne (avant 1951 et avant 1931), un faible nombre de pièces (1 à 2 pièces) et de petites surfaces (moins de 50 m²). Ce groupe rassemble par exemple les quartiers Spach, Laiterie, Port-du-Rhin ou Stockfeld.

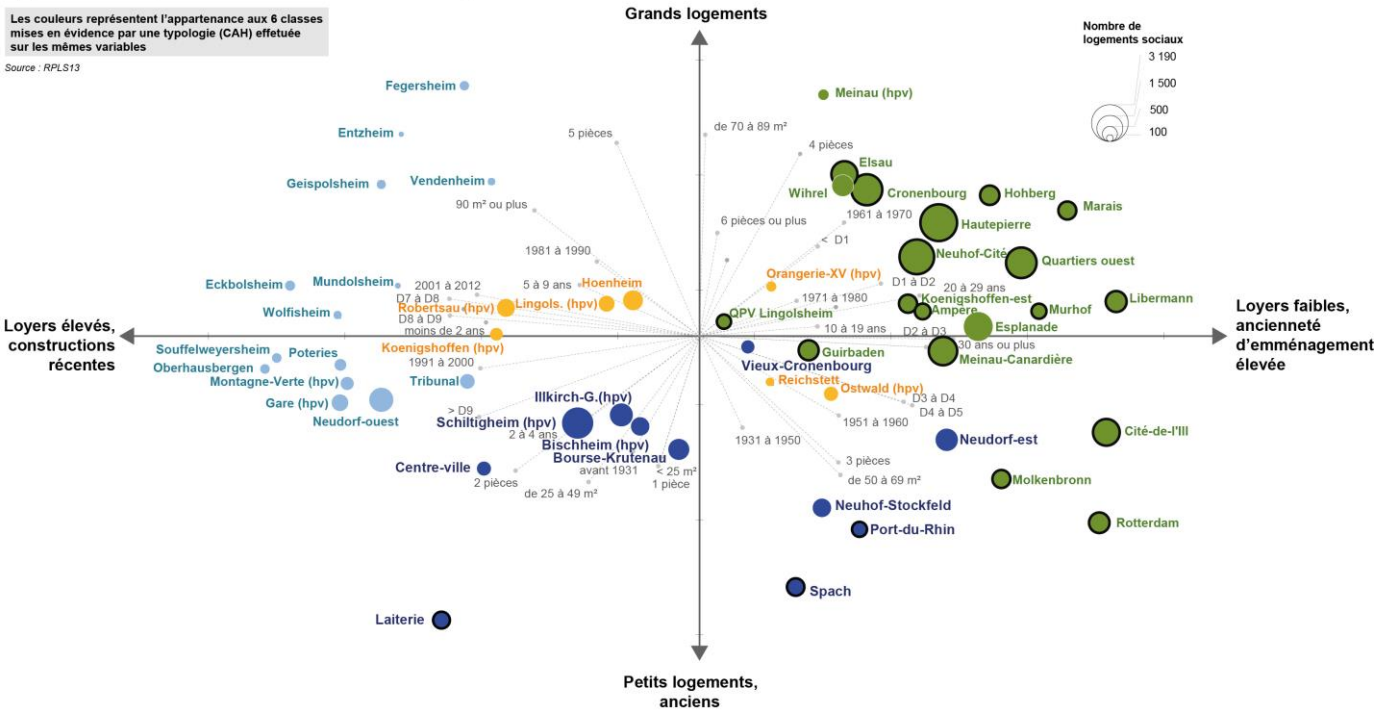
- **Proche du profil moyen de l'Eurométropole de Strasbourg**

Le dernier groupe, plus au centre du graphique, se caractérise par un profil structurel moins marqué, plus proche des valeurs moyennes du parc de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'agit notamment des communes de Hœnheim, Lingolsheim, Ostwald ou du quartier Koenigshoffen, dans leur partie hors QPV.

[2] Variables disponibles dans le fichier RPLS au 01/01/2013.

[3] Le découpage géographique utilisé permet de distinguer, par quartier, les secteurs en QPV (cercles entourés de noir dans le graphique), des secteurs hors QPV (marqués « Hpv » dans le graphique).

Structure du parc social de l'EmS au 01/01/2013 : approche comparée des communes et des quartiers

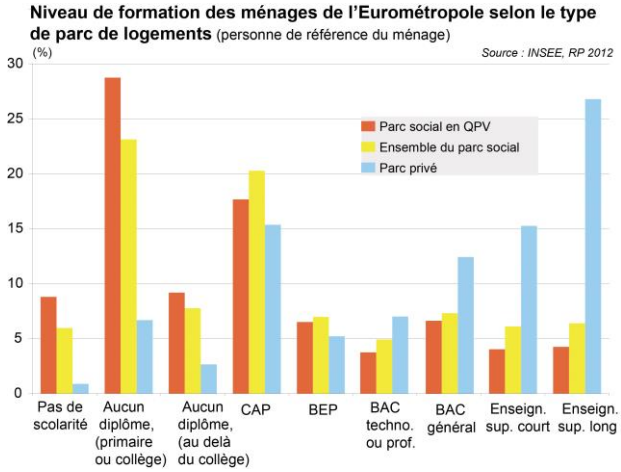


II. L'occupation du parc social de l'Eurométropole de Strasbourg

1. Une précarité importante, plus intense au sein du parc en QPV

L'AREAL a engagé une analyse de l'occupation du parc social (2016). Elle transmettra une analyse consolidée à l'Eurométropole de Strasbourg. Dans cette attente, les premières analyses se basent sur les données Insee du recensement 2012, qui fournissent un ensemble de caractéristiques sur la structure des ménages occupant une résidence principale de type HLM.

Niveau de formation des ménages de l'Eurométropole selon le type de parc de logements (personne de référence du ménage)



En 2012, 42 578 ménages et 108 403 personnes habitent un logement HLM. Le nombre de personnes par logement est de 2,55 personnes au sein du parc social, pour 2,13 personnes dans l'ensemble du parc.

Dans un contexte de précarité accrue et d'inflation des prix de l'habitat, la vocation du parc social est d'offrir un logement à ceux qui ne peuvent pas se loger au prix du marché. Le profil des occupants du parc social apparaît ainsi bien plus marqué par la précarité sociale et monétaire que celui des occupants du parc privé et encore davantage au sein du parc social en QPV.

Le graphique précédent illustre ce constat à travers les niveaux de formation : par exemple, la part des diplômés de l'enseignement supérieur long atteint 26,8% dans le parc privé, contre 6,4% au sein du parc social et descend à 4,3% au sein du parc social en QPV.

Les occupants du parc social se distinguent des occupants du parc privé notamment par : une population plus jeune, des ménages de plus grande taille, une part plus faible d'étudiants et d'actifs avec emploi et à l'inverse une proportion plus élevée de demandeurs d'emploi et d'autres inactifs, un taux d'étrangers et d'immigrés très élevé, une ancienneté d'emménagement plus importante et un plus faible équipement en voiture. L'ensemble de ces caractéristiques apparaissent encore plus marquées au sein du parc social en QPV.

Profils socio-démographiques comparés des ménages et des personnes selon le type de parc de logements

	Ensemble du parc social	Parc social en QPV*	Parc privé
Part des ménages dont la personne de référence est "sans diplôme ou CEP"	43,9%	53,3%	14,7%
Part des ménages de 5 personnes ou plus	12,9%	16,5%	4,3%
Part des personnes de moins de 18 ans	32,2%	34,4%	19,7%
Part des personnes de 65 ans ou plus	10,0%	10,8%	15,2%
Part des ménages dont la personne de référence est "Actif avec emploi"	46,0%	41,0%	56,4%
Part des ménages dont la personne de référence est 'Chômeur"	15,6%	18,8%	6,4%
Part des ménages dont la personne de référence est "Eléve, étudiant ou stagiaire rémunéré"	1,1%	0,6%	7,8%
Part des ménages dont la personne de référence est "Autres inactifs" (hors retraités, étudiants et hommes ou femmes au foyer)	7,6%	9,2%	2,4%
Part des ménages sans voiture	39,6%	43,8%	26,3%
Part des ménages dont la personne de référence est "Immigré"	35,0%	44,2%	14,2%
Part des ménages locataires occupants leur logement depuis 20 ans ou plus	24,4%	-	10,4%

** le parc social en QPV est caractérisé à partir des Iris-Insee recoupant le périmètre des QPV* *Insee, RP 2012*

Ces profils moyens d'occupation varient fortement selon les secteurs du territoire. Les indicateurs de précarité atteignent ainsi des valeurs maximales dans des secteurs tels que Neuhof-Cités (22,7% de ménages chômeurs et 12,6% d'autres inactifs) et sont au contraire au plus bas dans des quartiers tels que Bourse-Krutenau (9,3% de ménages demandeurs d'emploi et 4,5% d'autres inactifs), Robertsau (hors Cité de l'Ill) et dans les communes de seconde couronne. Les variations sont également très fortes sur le plan des origines géographiques et culturelles : la part des ménages immigrés au sein du parc social atteint ainsi 58,9% au sein du QPV Hautepierre, alors qu'elle n'atteint que 3,9% dans la commune d'Entzheim ou 4,1% à Holtzheim.

L'ancienneté d'emménagement présente également de fortes différenciations, en lien avec l'âge du parc : près de 40% des ménages habitent leur logement social depuis plus de 20 ans par exemple dans certains secteurs du quartier de l'Esplanade.

2. Cinq grands profils de territoire aux caractéristiques d'occupation différenciées

L'analyse croisée d'un ensemble de variables caractérisant l'occupation du parc social (âge, taille des ménages, types d'activités et chômage, emploi précaire, formation, statut quant à l'immigration…) permet de mettre en évidence **cinq grands types de quartiers et communes aux profils d'occupation assez proches** (*cf graphique suivant*).

- **Secteurs attractifs sous conditions**

  1 390 logements sociaux [3,3% du parc] ; loyer élevé [6,3€/m² en moyenne] ;

Ce groupe rassemble les communes de seconde couronne. L'occupation du parc social de ces communes, aux loyers plus élevés, est caractérisée par une surreprésentation de jeunes ménages actifs avec ou sans enfants, diplômés (CAP-BEP, Bac), ayant un emploi stable et travaillant à temps complet. L'installation des ménages dans ces secteurs nécessitent la capacité des ménages à se déplacer.

- **Secteurs diversifiés**

  9 850 logements sociaux [23,2% du parc] ; loyer élevé [6,2€/m²]

Le parc social de ce second ensemble de quartiers et de communes est également occupé par des ménages parmi les moins précaires (fort taux d'activité, niveau de formation supérieur). Il s'en différencie avec des ménages plus petits (2 personnes) et moins jeunes. Ce second groupe rassemble des secteurs très diversifiés géographiquement : Tribunal, Robertsau (hors Cité de l'Ill), Hœnheim, Neuhof-village, Neudorf-ouest, Schiltigheim (hors QPV), etc.

- **Secteurs fragiles**

  8 400 logements sociaux [19,8% du parc] ; loyer moyen [5,3€/m²]

Le troisième type correspond à des secteurs dont l'occupation du parc social est avant tout marquée par une surreprésentation de petits ménages âgés (surreprésentation des ménages d'une personne, de 65 ans et plus). Ces quartiers âgés peuvent ensuite présenter un profil social plus précaire que la moyenne (Rotterdam Spach…), ou moins (Bourse-Krutenau, Esplanade, Bischheim hors QPV…).

- **Secteurs de vigilance**

  10 770 logements sociaux [25,42% du parc] ; loyer faible [4,9€/m²]

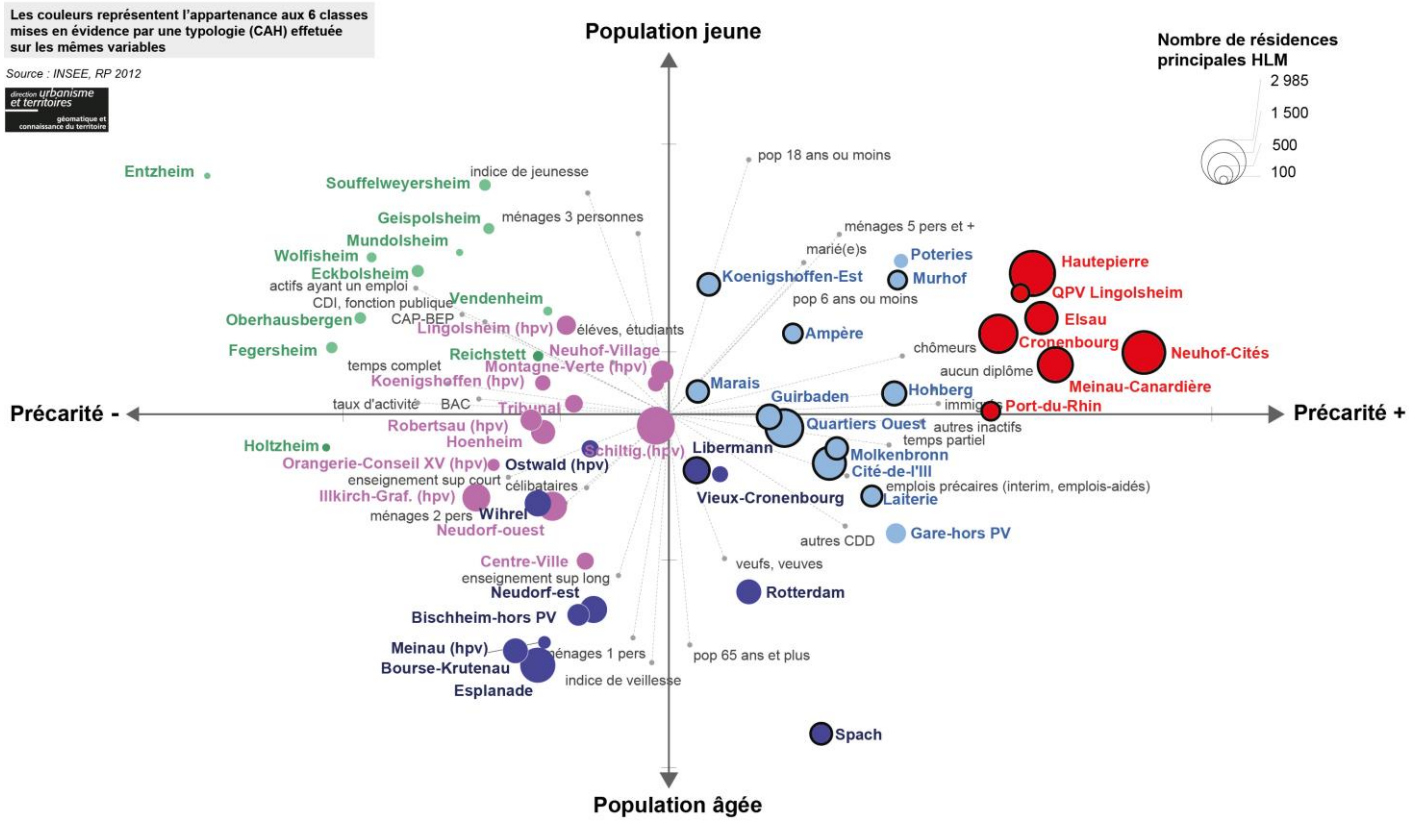
Le quatrième groupe rassemble 10 QPV (Quartiers-Ouest, Laiterie, Ampère, Hohberg, Molkenbronn, Murhof, Koenigshoffen-Est, Marais, Guirbaden, Cité de l'Ill) ainsi que les quartiers Poteries et Gare (hors QPV Laiterie). Le parc social de ces quartiers est occupé par des populations plus précaires que la moyenne, caractérisées par une surreprésentation des grands ménages avec jeunes enfants (cinq personnes et plus), des demandeurs d'emploi, de l'emploi précaire (intérim, emplois aidés) et à durée déterminée et des ménages étrangers et immigrés.

- **Secteurs à enjeux de revalorisation globale**

  12 010 logements sociaux [28,3% du parc] ; loyer faible [4,7€/m²]

Le cinquième et dernier type correspond aux sept quartiers QPV marqués par la plus grande précarité : Neuhof-Cités, Elsau, Port-du-Rhin, Hautepierre, Cronenbourg, Meinau-Canardière, QPV Lingolsheim. L'occupation du parc social de ces QPV présente les mêmes caractéristiques de précarité que celles du groupe précédent (grandes familles, chômage…) mais avec une intensité plus forte.

Peuplement du parc social de l'Eurométropole en 2012 : approche comparée des communes et des quartiers



III. 20 500 demandeurs souhaitent un logement social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg au 31 décembre 2015

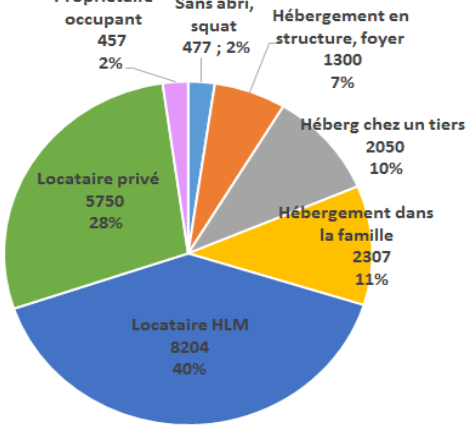
Le fichier commun de la demande de logements sociaux AREAL est déclaratif et correspond aux demandes actives au 31/12/2015.

1. 40% de demandes de mutation

Les ménages déjà locataires d'un logement social représentent 40% de l'ensemble des demandeurs.

Parmi les statuts résidentiels, se retrouvent ensuite les locataires du parc privé (28%), l'hébergement dans la famille ou chez un tiers (21%), en structure ou foyer (7%). Les situations de très grande précarité, sans abri ou squat,

Statut résidentiel des 20 500 demandeurs de logement social



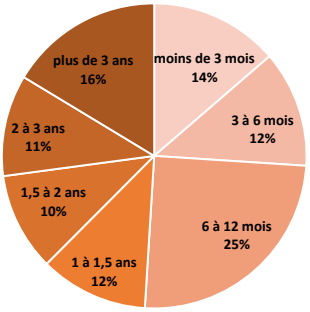
représentent 2% des demandeurs, taux égal à celui des propriétaires occupants.

2. Une ancienneté médiane de moins d'un an

L'ancienneté moyenne est de 20 mois, mais la moitié des demandeurs ont enregistré leur demande depuis moins d'un an (51% des demandeurs).

Plus d'un quart des demandeurs (26%) présentent une ancienneté inférieure à 6 mois. Plus d'un quart également (27%) ont enregistré leur demande depuis plus de 2 ans, dont 16% depuis plus de 3 ans.

Ancienneté moyenne des demandes en stock au 01/08/2016 : 20 mois



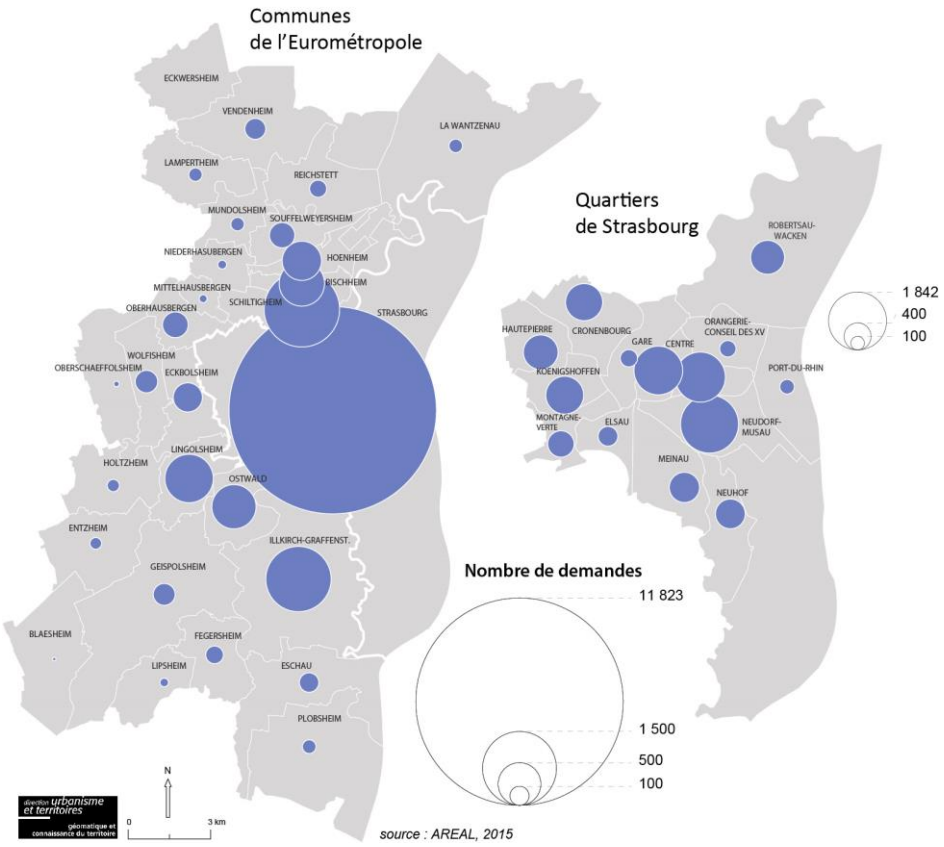
3. 65% des demandeurs citent Strasbourg dans leur demande, en 1er choix

Sur l'ensemble des 20 500 demandes, 65% portent sur la commune de Strasbourg en 1er choix. Cette demande est en adéquation avec le stock de logements sociaux de la commune, qui concentre 68% des logements sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg.

28% citent les communes de première couronne dans leurs demandes, quand ce territoire rassemble également 28% de l'offre totale de la métropole.

L'écart est plus important pour les communes de seconde couronne : elles sont citées dans 7% des demandes, alors qu'elles ne concentrent que 4% de l'offre totale.

Communes de l'Eurométropole et quartiers de Strasbourg cités par les demandeurs en 1er choix en 2015

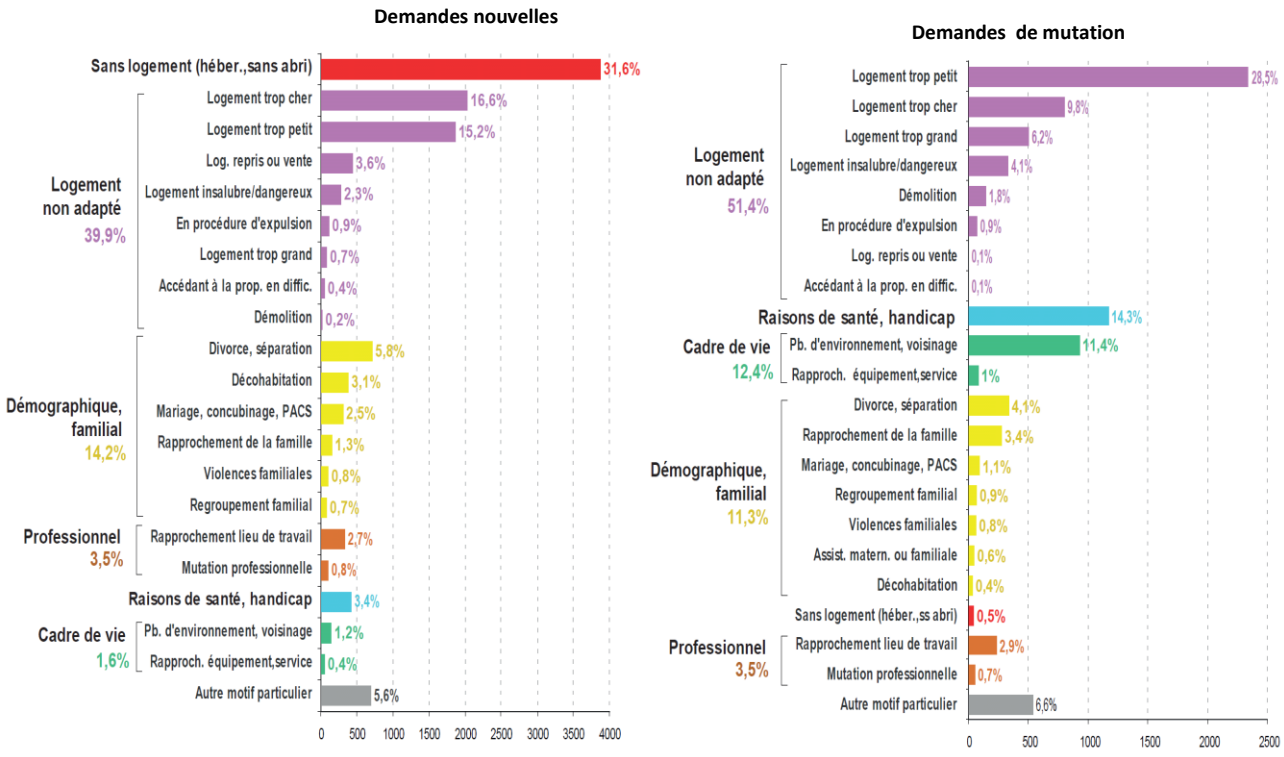


4. Des motifs de demande variables selon le statut résidentiel des demandeurs

Pour les demandeurs ne résidant pas en logement social, le premier motif de demande (32%) est de disposer d'un logement (bail à son nom). Les motifs associés à une non adaptation du logement (trop petit, trop cher…) arrivent en seconde position (40%), suivis des motifs démographiques et familiaux, professionnels, puis liés à des raisons de santé et au cadre de vie.

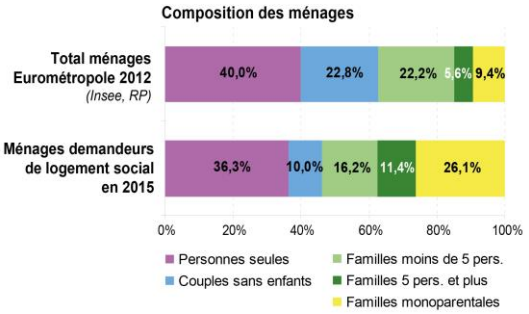
La hiérarchie des motifs varie pour les demandeurs habitant un logement social, qui présentent un niveau d'exigence supérieur. Après les motifs liés à une non adaptation du logement qui restent premiers (51%), les motifs associés à des raisons de santé/handicap (14%) se placent en seconde position, suivi des motifs liés au cadre de vie (11%).

Motifs de demande d'un logement social

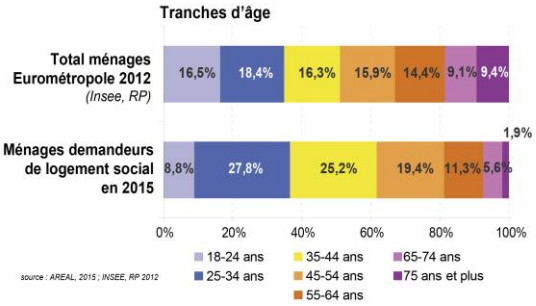


5. Profil démographique et socio-économique des demandeurs

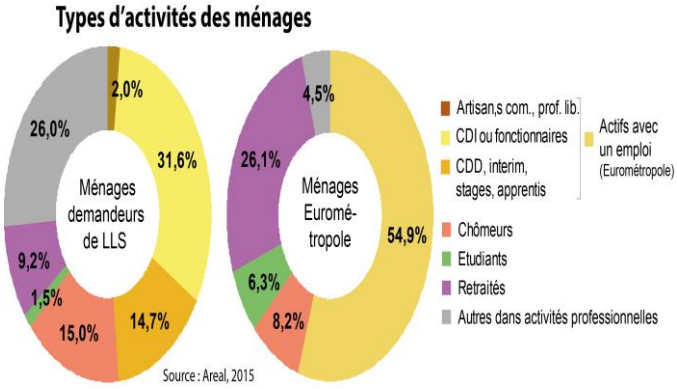
Au regard de la structure générale des ménages de l'Eurométropole de Strasbourg, la composition des ménages demandeurs de logement social présente une surreprésentation des familles monoparentales (26% contre 9%) et des familles nombreuses de cinq personnes et plus (11% contre 5%). A l'inverse, sont sous-représentés les ménages de type couples sans enfants (10% contre 23%).



Sur le plan des tranches d'âge, s'observe parmi les demandeurs une surreprésentation des 25-34 ans (28% contre 18%) et des 35-44 ans (25% contre 16%). A l'inverse, les ménages les plus jeunes (18-24 ans) et les plus âgés (55 ans et plus) apparaissent sous-représentés.



Sous l'angle des catégories d'activités, le profil des ménages demandeurs se distingue de celui de la population totale de la métropole par une surreprésentation des chômeurs (15% contre 8,2%) et des autres personnes sans activités professionnelles (26% contre 5%), hors retraités et étudiants (femmes ou hommes au foyer, personnes en incapacité de travailler…).

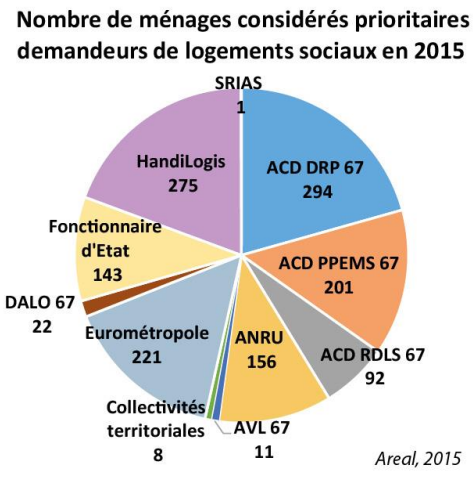


Plusieurs catégories apparaissent quant à elles sous-représentées : les actifs occupés (48% contre 55%), les étudiants (1,5% contre 6,3%) et les retraités (9,2% contre 26,1%).

6. Les ménages considérés prioritaires : 6,9% des demandeurs

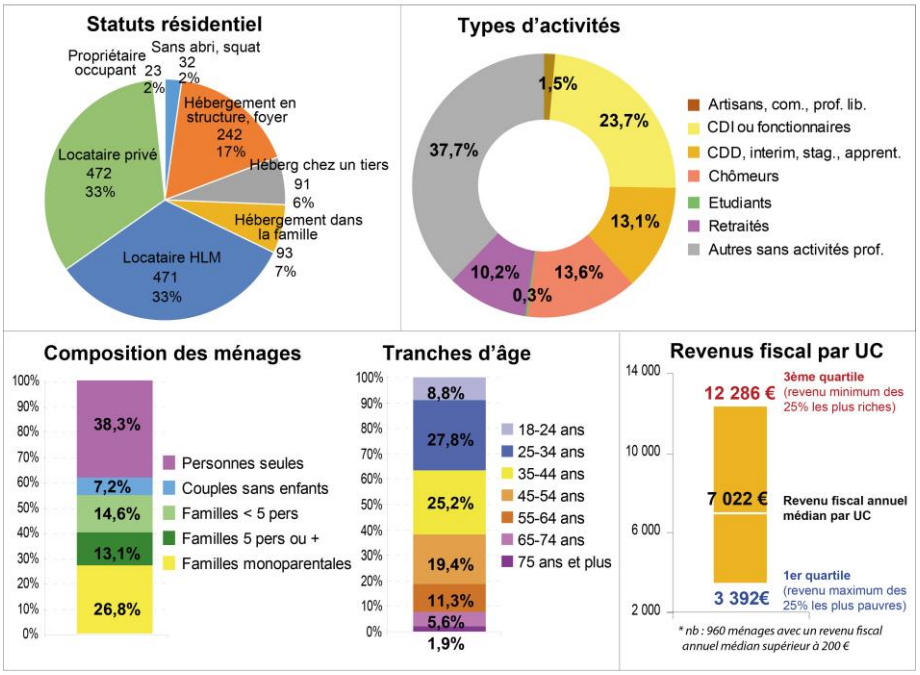
Parmi les 20 528 ménages demandeurs de logements sociaux en 2015, 1 424 correspondent aux ménages prioritaires, soit 6,9%.

Le profil des ménages prioritaires est en moyenne plus précaire que l'ensemble des ménages demandeurs. Sur le plan du statut résidentiel, 17% de ces ménages sont hébergés en structures ou foyers, contre 7% en moyenne. Les actifs, occupés ou chômeurs, sont sous-représentés (51,9% contre 63,3%), quand les autres ménages sans activités professionnelles sont surreprésentés (37,7% contre 26%).



Le revenu fiscal annuel médian est aussi plus faible de 20% : 7 022 € contre 8 431 €. La composition familiale et la structure par âge des ménages prioritaires ne s'écartent pas quant à elles du profil général de la demande.

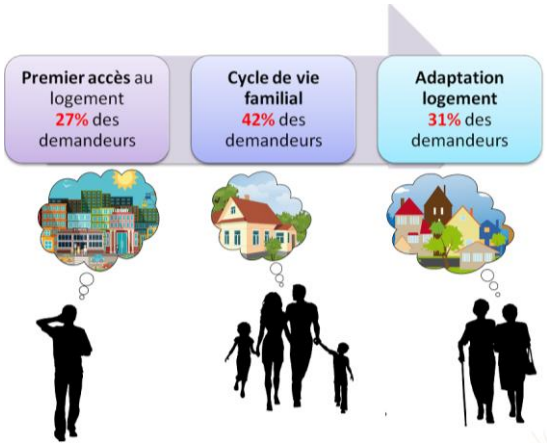
Profils socio-démographique et économique des ménages considérés prioritaires en 2015



source : Areal, 2015

7. Trois grands types de ménages demandeurs de logements sociaux

Le croisement statistique des différentes caractéristiques des ménages demandeurs de logements sociaux (âge, composition du ménage, activité, revenu, statut de logement actuel, motif de recherche d'un logement social et ancienneté de la demande) permet de mettre en évidence **trois grands profils de ménages demandeurs**, aux besoins différenciés. Ces trois grands profils sont associés à trois grandes étapes du cycle de vie et du parcours résidentiel.



- **Premier accès au logement :**

  27% des demandeurs

Le premier groupe de demandeurs correspond aux jeunes ménages (18 à 34 ans) en situation de grande précarité sociale et monétaire (revenu les plus faibles, sans activités). Leur recherche vise principalement des T1 mais aussi des T2, avec pour principal motif de recherche de logement l'absence actuel de logement (sans abri, squat, hébergement en structure, dans la famille ou chez un tiers). Ce groupe présente l'ancienneté moyenne de demande la plus faible, inférieure à 1 an.

- **Cycle de vie familial : 42% des demandeurs**

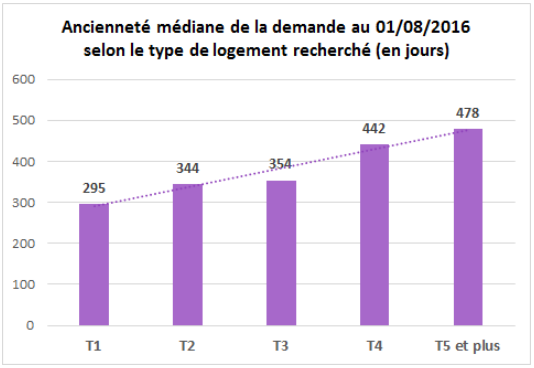
Le deuxième groupe est principalement constitué de familles avec enfants, souvent nombreuses, monoparentales ou pas, dont le chef de famille a entre 35 et 54 ans. Ces ménages familiaux présentent des niveaux de revenu dans la moyenne de l'ensemble des demandeurs. Ils sont déjà stabilisés dans un logement, dont une grande partie en HLM. Leur motif de recherche de T4 ou plus est associé à une problématique de logement trop petit. Au sein des trois grands groupes de ménages demandeurs, ce dernier est celui qui présente l'ancienneté moyenne de demande la plus élevée.

- **Adaptation du logement : 31% des demandeurs**

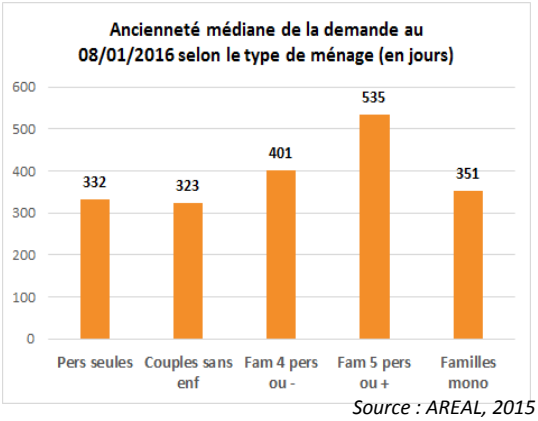
Le troisième et dernier groupe correspond aux ménages les plus âgés (55-64 ans et 65 ans et plus), de type couple sans enfant ou isolé. Ce groupe de demandeurs aux revenus les plus élevés résident en partie en HLM mais également dans le parc privé, dans une proportion supérieure aux deux autres groupes. Leurs principaux motifs de recherche d'un logement social sont associés à des problématiques de logements trop grands, trop chers, et non adaptés pour des raisons de santé/handicap. La cadre de vie (environnement, voisinage, rapprochement des commerces et services) constitue un second champ de motifs, traduisant le niveau d'exigence supérieur de ce groupe quant au choix du logement et de sa localisation. Les types de logements recherchés sont les T2 et les T3.

8. Une tension sur les grands logements qui rend difficile les réponses aux parcours résidentiels des familles

L'ancienneté de la demande croît avec la taille du logement demandé. Quand l'ancienneté médiane est de 295 jours pour un T1, elle atteint 442 jours pour un T4 et 478 jours pour les T5 et plus. Les logements de type T4 et T5 et plus étant recherchés par les grandes familles, nous constatons également une durée d'ancienneté élevée pour ce type de ménage.



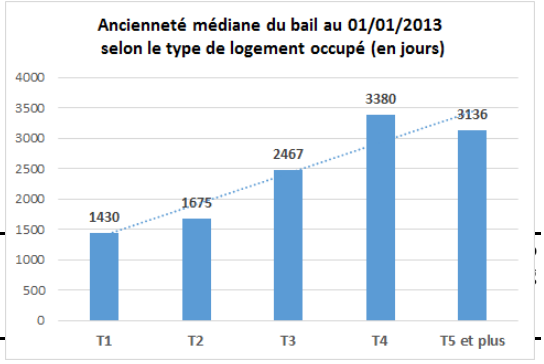
Alors que l'ancienneté médiane est de 332 jours pour les personnes seules et de 323 jours pour les couples sans enfant, elle atteint 401 jours pour les familles de quatre personnes et moins, et jusqu'à 535 jours pour les familles de cinq personnes ou plus.



Source : AREAL, 2015

Cette attente plus longue pour les grands logements ne s'explique pas uniquement par la structure de l'offre, puisque les T4 et les T5 et plus sont plus nombreux que les T1 et les T2 au sein du parc de l'Eurométropole de Strasbourg (respectivement 38,9% et 20,8%).

Un facteur d'explication tient à la moindre disponibilité des grands logements, associé à une durée d'occupation plus longue des ménages dans ce type de logements : l'ancienneté médiane du bail pour les T1 n'est que de 1 430 jours (3,9 ans), alors qu'elle



s'élève à 3 380 jours pour les T4 (9,2 ans) et 3 136 jours pour les T5 et plus (8,6 ans).

Cette problématique d'accès aux grands logements sociaux pour les familles s'inscrit par ailleurs dans un contexte global de raréfaction de l'offre neuve en grands logements dans l'ensemble du parc (public et privé).

Alors que les 5 pièces et plus constituaient 40% de l'offre neuve en 1980, ils ne représentent plus que 4% en 2014. Si en volume brut, le stock des T5 et plus a augmenté de +13% entre 1990 et 2012, leur part dans l'offre globale chute de 1 point sur cette même période (de 24,1% à 23,1%), quand celle des T1 et T2 gagne 2 points (de 7,8% à 9,8%).

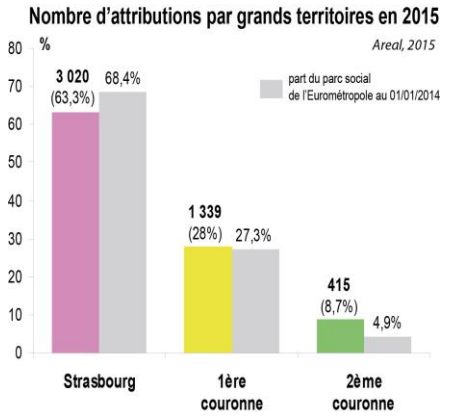
Enfin, la faible disponibilité des grands logements constatée au sein du parc social s'observe également dans l'ensemble du parc : les T5 et plus sont ainsi occupés à 78% par des propriétaires, qui occupent leur logement 20 ans en moyenne, contre 8 ans en moyenne pour les locataires (Insee, RP 2012).

IV. 4 774 logements attribués en 2015

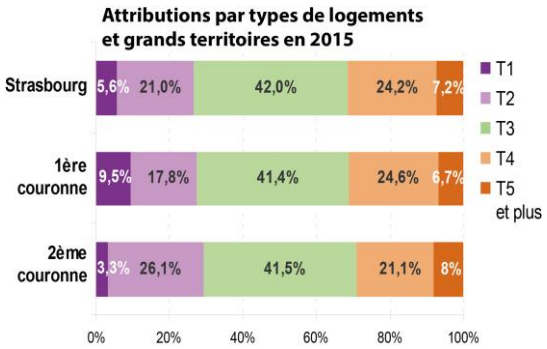
Les 4 474 logements ont été attribués à des ménages originaires de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 90%, et de Strasbourg à hauteur de 80%. A noter que ces 4 474 attributions font suite à 11 315 propositions faites en 2015 par les bailleurs. Soit 58% d'attributions non abouties.

1. Une localisation équilibrée des attributions sur le territoire

Les attributions présentent un équilibre sur le territoire, entre la ville de Strasbourg (63%), les communes de première couronne (28%) et de seconde couronne (9%), dans des proportions assez similaires aux parts respectives du parc social métropolitain au sein de ces territoires. Le poids des attributions en seconde couronne (2015) apparaît toutefois plus important que le poids du parc (2014).



Les attributions par typologie de logement sont également équilibrées territorialement, la plus faible part d'attributions de T1 en seconde couronne (3,3%) s'expliquant par la rareté de ce segment du parc (1,4%).

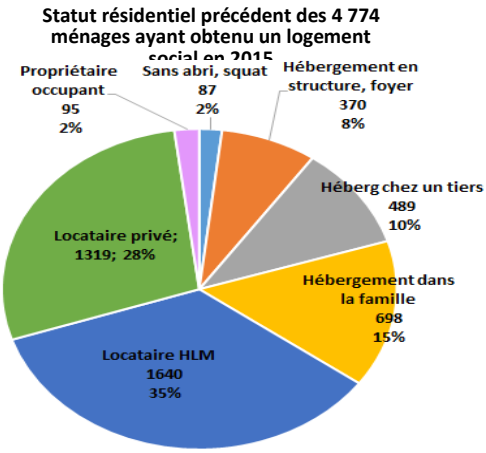


Au regard de la structure générale du parc, nous observons toutefois une sous-représentation des grands logements (T4 et plus) dans les attributions : à Strasbourg par exemple, les attributions de T4 et plus représentent 31,6% des attributions, alors que les T4 et plus représentent 38,8% du parc. A l'inverse, 26,5% des attributions correspondent T1 et T2, alors que cette taille de logement constitue 20,5% du parc global.

2. 35% d'attributions pour les demandes de mutations

Les personnes sortant d'hébergement (en structures, dans la famille ou chez un tiers) représentent 33,1% des attributions, pour 27,5% des demandeurs, ce qui montre que l'urgence de ce type de demandes est plutôt bien prise en compte.

Le taux de réponse est légèrement moins favorable pour les demandeurs de mutation (34,9% des attributions pour 40% des demandes), mais il reste tout à fait possible de changer de logement social sur le territoire.

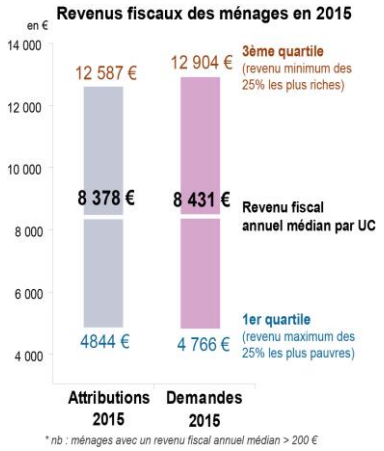


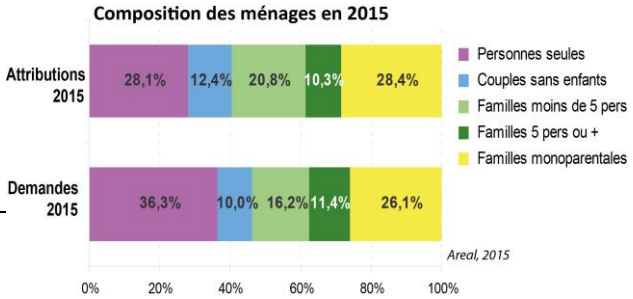
Enfin, 28% des attributions correspondent à des ménages précédemment locataires du privé. Ce statut résidentiel présente la même proportion dans l'ensemble des ménages demandeurs (28%).

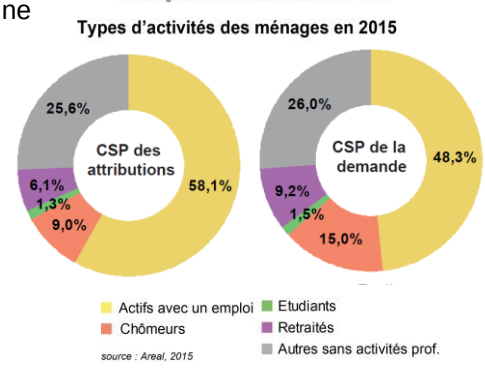
3. Un profil socio-économique des ménages attributaires proche de celui de l'ensemble des ménages demandeurs

D'une manière générale, la diversité sociale des 4 774 ménages attributaires ne s'éloigne pas significativement de celle des ménages demandeurs, reflétant ainsi la logique « universaliste » du logement social en France. Ainsi par exemple, les revenus fiscaux annuels, par unité de consommation, sont quasiment identiques, entre les attributions (revenu médian de 8 378€) et les demandes (8 431€).

La composition des ménages attributaires fait seulement apparaître une sous-représentation des personnes seules (28% contre 36%), quand la structure des catégories socio-professionnelles ne met en évidence qu'une faible sous-représentation des retraités (6% contre 9%) et une surreprésentation des actifs[4] (67,1% contre 63,3%).







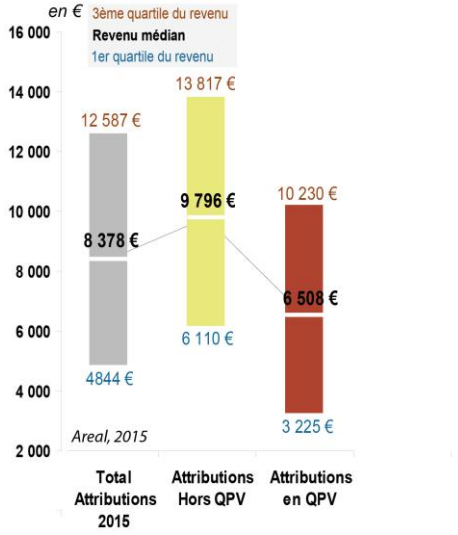
[4] *A noter qu'à l'intérieur du groupe des actifs, la différenciation entre actifs occupés et chômeurs est difficilement interprétable en raison des différences de catégorisation qui existent entre les fichiers des demandes et des attributions.*

4. 43% d'attributions en QPV

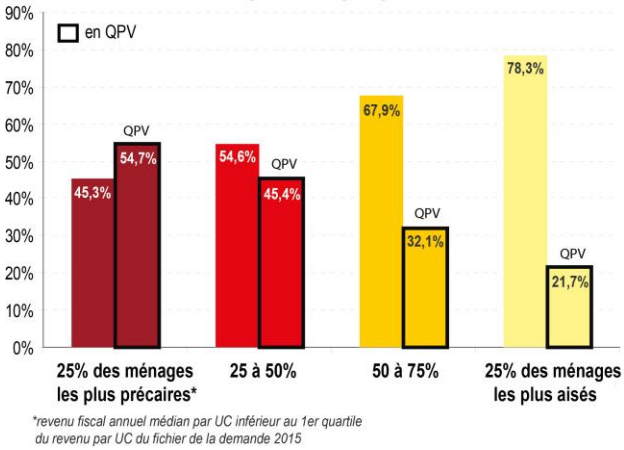
Sur l'ensemble des 4 774 attributions en 2015, 2 039, soit 43%, l'ont été au sein des QPV. Cette part apparaît plus faible que la part du parc de logements sociaux en QPV, qui s'élève à 49,5%.

La composition des ménages varie selon la géographie prioritaire : nous observons en effet une surreprésentation des attributions à des ménages de type famille au sein des QPV : 30,7% de familles monoparentales contre 26,8% hors QPV, et 35,6% de familles couple avec enfants contre 27,8% hors QPV. Les personnes seules apparaissent quant à elles sous-représentées dans les attributions en QPV : 22,5% contre 30,2% hors QPV.

Variation du revenu fiscal des ménages attributaires selon la géographie prioritaire



Localisation des attributions en 2015 selon la catégorie de revenu des ménages et la géographie prioritaire



D'autre part, les revenus des ménages qui accèdent à un logement social en QPV apparaissent en moyenne plus faibles que ceux des ménages avec attributions hors QPV : revenu fiscal médian de 6 508€ contre 9 796€.

Cela étant, à l'échelle des QPV pris dans leur ensemble, ne s'observe pas une hyper concentration des attributions des ménages les plus pauvres : 55% du premier quart des ménages les plus précaires[5] se voient attribués des logements sociaux dans les QPV, contre 45% hors QPV. Nous constatons toutefois une plus faible attractivité des QPV pour les ménages les moins précaires : seulement 22% du dernier quart des ménages les plus aisés se voient attribués un logement social en QPV, contre 78% hors QPV.

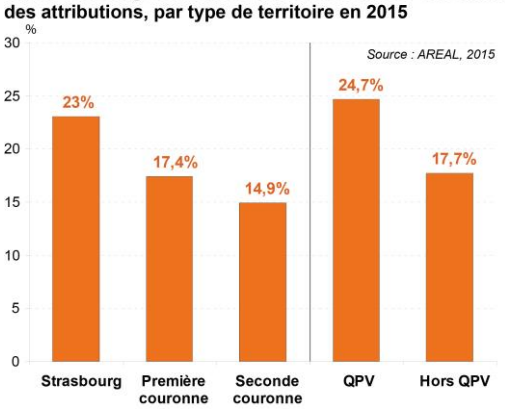
[5] *Revenus fiscaux annuels médian par UC inférieurs au 1er quartile du revenu de l'ensemble des demandeurs en 2015, soit inférieur à 4 766 €.*

5. 20% des attributions pour les ménages considérés prioritaires

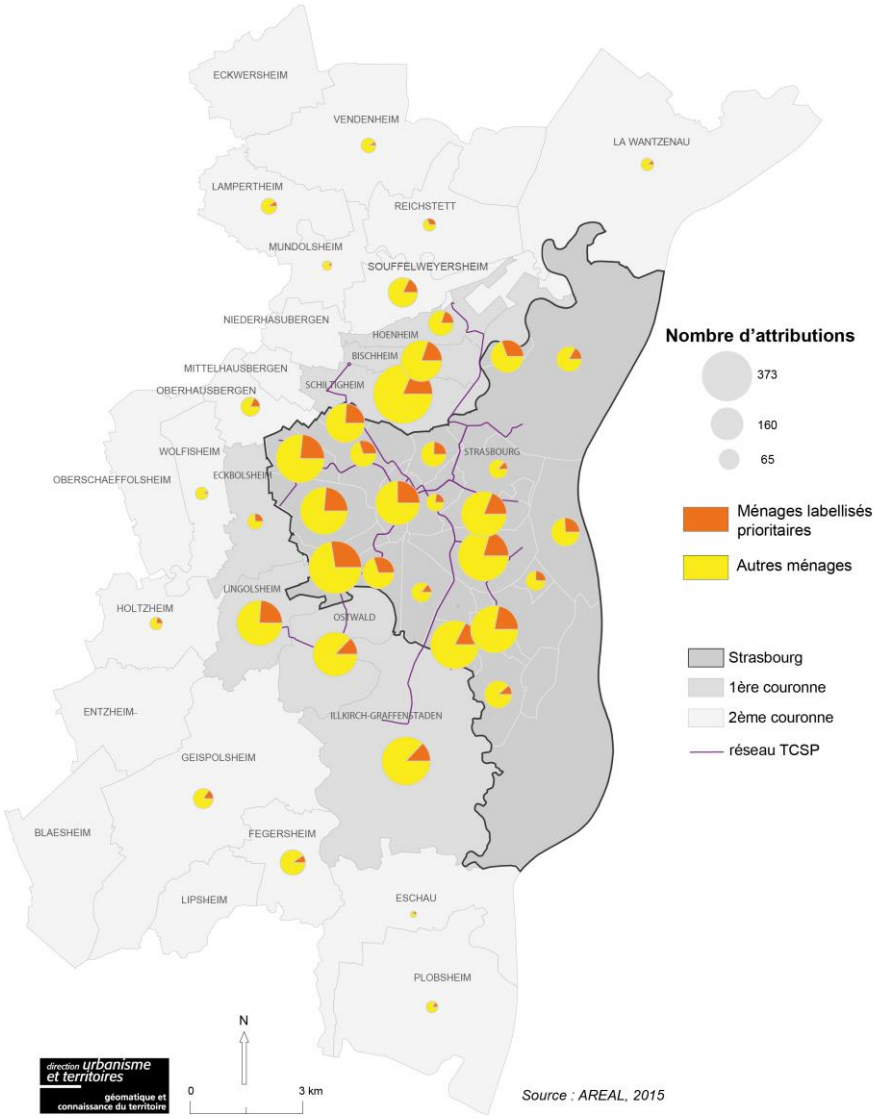
En 2015, sur l'ensemble des 4 774 attributions, 987 l'ont été pour des ménages prioritaires. Les ménages prioritaires sont donc bien « priorisés », puisqu'ils représentent 20% des attributions et seulement 7% parmi les ménages demandeurs.

Les attributions pour les ménages prioritaires sont assez bien réparties sur l'ensemble du territoire eurométropolitain. La part des ménages prioritaires dans l'ensemble des attributions apparaît toutefois plus élevée dans la commune de Strasbourg (23%) et en QPV (24,7%) et plus faible en première et seconde couronne (17,4% et 14,9%) et hors QPV (17,7%).

Part des ménages labellisés prioritaires dans l'ensemble des attributions, par type de territoire en 2015



Nombre d'attributions par quartiers et communes en 2015 et part des ménages labellisés prioriaires au sein des attriabutions



Les enjeux pour l'Eurométropole de Strasbourg au vu des éléments de diagnostic

L'analyse de l'état de l'offre, de la demande et des attributions de logements sociaux sur l'Eurométropole de Strasbourg, fait ressortir cinq enjeux forts à relever :

- Diminuer la pression sur le parc locatif social car il ne peut répondre à lui seul à tous les besoins. Le développement est donc nécessaire d'une offre de logements abordables dans tous les segments du parc de logements ;
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages à l'intérieur du parc social pour répondre aux demandes croissantes de mutation des locataires sociaux ;
- Améliorer et harmoniser les processus d'attributions qui peuvent également contribuer à une meilleure fluidité des parcours résidentiels et donc à la diversité des territoires ;
- Mobiliser les partenariats comme condition sine qua non à la réussite de la démarche ;
- Accompagner tous les territoires dans des trajectoires vers une plus grande diversité sociale.

Les actions décrites ci-après du **Plan partenarial de la gestion et de l'information des demandeurs (PPGDID) de l'Eurométropole de Strasbourg**, sont de nature à apporter des réponses adaptées à ces enjeux. Des actions complémentaires seront définies dans le cadre de la future Convention intercommunale des attributions (CIA) d'ici 2017.

Chapitre II
MESURES DU PLAN

I. L'ACCUEIL ET L'INFORMATION DES DEMANDEURS DE LOGEMENT SOCIAL

L'un des objectifs de la loi ALUR est de simplifier les démarches du demandeur, dans le souci de le placer au cœur du dispositif et de le rendre plus acteur de sa demande en le dotant des éléments d'information nécessaires à la définition d'une stratégie d'accès au logement social.

Le droit à l'information est un des éléments fondateur de la loi ALUR pour améliorer la transparence du processus de traitement de la demande, et responsabiliser le demandeur.

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, différents lieux informent et accueillent physiquement les demandeurs de logement social : Agences des bailleurs sociaux, CCAS, Associations, ADIL 67, mairie des communes, et peuvent être amenés à communiquer de l'information aux demandeurs.

La multiplication des lieux d'information et des intervenants, aux compétences diverses, peut engendrer une disparité de l'information délivrée, et par conséquent parfois engendrer des inégalités de traitement sur le territoire.

Dans le cadre du projet de réforme des attributions, les partenaires s'engagent à délivrer une information harmonisée, complète et de qualité pour permettre au demandeur d'être acteur de sa demande.

Pour y parvenir, l'Eurométropole de Strasbourg et ses partenaires se sont engagés dans un travail consistant à :

- rendre l'information accessible au demandeur ;
- rendre lisible le processus d'attribution, en donnant des informations précises sur le parcours de la demande mais également l'offre de logements disponibles ;
- garantir un accueil équitable et une information de qualité et harmonisée à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- organiser un service d'accueil et d'information mutualisé des demandeurs de logement social où chaque partenaire doit trouver sa place en fonction de ses moyens, de ses capacités et de ses spécificités.

Ce travail se traduit de manière concrète sur le territoire par l'organisation :

- du contenu de l'information et modalités de délivrance aux demandeurs ;
- du service d'accueil et d'information des demandeurs.

1. Organisation du contenu de l'information et modalités de délivrance aux demandeurs

Les demandeurs et les personnes susceptibles de faire une demande de logement social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pourront trouver les informations générales sur les règles d'accès au parc locatif social, les modalités de dépôt de la demande, les pièces justificatives à fournir, la liste des guichets enregistreurs et les caractéristiques du parc social par commune et quartier de Strasbourg, en consultant :

- le site « demandedelogement-alsace.fr » ;
- les sites associés des partenaires (bailleurs, collectivités, ADIL 67, ..) ;

- la plaquette grand public dédiée à ces démarches.

Tout demandeur pourra également accéder sur le site « demandedelogement-alsace.fr », à ses données personnelles grâce à un accès privé qui lui permettra à tout moment de suivre les étapes de sa demande, dans les onglets :

- « l'historique de ma demande »,
- « l'avancement de mon dossier ».

Il pourra également modifier sa demande, annexer tout document utile et s'il le souhaite, confier son accès personnel à tous partenaires susceptibles de l'accompagner dans sa démarche (commune, CCAS…).

Actions préconisées :

- Développer une « culture commune » de l'information en s'appuyant sur une instance d'animation dédiée ;
- Définir un socle commun d'information (= information minimale) ;
- Elaborer des outils de communication harmonisés à l'intention des professionnels et des demandeurs de logement social : harmoniser les sites internet des différents partenaires et le site internet grand public « demandedelogement-alsace.fr », réaliser une plaquette d'information générale, mettre en place un « extranet » dédié aux professionnels permettant de centraliser l'ensemble des informations disponibles, etc.

Calendrier :

- 1er semestre 2017

Partenaires :

- Etat ;
- Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- AREAL ;
- Bailleurs sociaux ;
- ADIL 67 ;
- Communes ;
- Associations ;
- Action logement.

2. Organisation du service d'accueil et d'information des demandeurs

Pour les territoires couverts par un Programme local de l'habitat exécutoire, l'intercommunalité est tenue d'organiser un service d'accueil et d'information qui doit :

- se concrétiser d'au moins un lieu physique d'accueil commun (=guichet unique) sur son territoire;
- apporter un niveau d'information uniformisé à tous les demandeurs ;
- organiser le dépôt de la demande sur son territoire.

Ce **service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social** va permettre également d'organiser la mise en réseau des différents lieux d'accueil du territoire.

A cette fin, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite que l'ensemble des partenaires (bailleurs sociaux, communes, associations) participent à ce réseau et adhèrent à une charte de « qualité » en faveur de l'accueil et de l'information des demandeurs.

L'Eurométropole de Strasbourg propose de confier l'animation et la coordination de ce réseau à l'ADIL 67 en lien avec l'AREAL.

Actions préconisées :

- Organiser le service d'accueil et d'information des demandeurs par :
  - l'identification des lieux d'information sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
  - la définition avec les partenaires les missions de ces derniers : pré-accueil des demandeurs (procédures à suivre pour déposer une demande, étapes de la demande…), entretien réglementaire, etc.
  - la réflexion, avec les partenaires, quant à l'animation de ce service et les cofinancements possibles.
- Elaborer une charte « qualité » en faveur de l'accueil et de l'information des demandeurs de logements sociaux,
- Définir l'opportunité de créer à court ou moyen terme un ou plusieurs lieux d'accueil communs d'information, tel que prévu dans la loi.

Calendrier :

- Montage avec les partenaires en 2017 ;
- Mise en œuvre à partir de 2018 sur la durée du Plan

Partenaires :

- Etat ;
- Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- AREAL ;
- Bailleurs sociaux ;

- ADIL 67 ;
- Communes ;
- Action logement ;
- Associations.

II. L'ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL

Le Plan doit préciser (1° de l'article R. 441–2–10), les modalités locales d'enregistrement de la demande et la répartition territoriale des guichets d'enregistrement existants ou à créer ultérieurement.

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, l'enregistrement de la demande de logement social peut être fait auprès des guichets d'enregistrement.

Depuis 2011, les demandes de logement social sont enregistrées par les différents guichets d'enregistrement présents sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg *(cf Annexe 3 : liste des services enregistreurs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg).*

Les services enregistreurs sont les bailleurs sociaux présents sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, le Conseil départemental du Bas-Rhin, la Direction départementale de la Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DDD de la DRJSCS).

A l'heure actuelle, la répartition des guichets d'enregistrement sur le territoire métropolitain semble suffisante pour que le service rendu par ces derniers reste qualitatif et tende vers plus d'homogénéité.

Les conditions et règles d'enregistrement sont définies à l'échelle régionale par l'AREAL et doivent permettre d'harmoniser les pratiques des services enregistreurs de la demande de logement social.

Conformément à la loi, cet enregistrement de la demande se fait sur la base d'un formulaire déclaratif (formulaire de demande de logement social CERFA) et d'une pièce d'identité en cours de validité (aucun autre justificatif n'était exigé pour l'enregistrement de la demande).

La loi ALUR prévoit un délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande de logement social.

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, ce **délai maximum sera d'un mois** à compter de la demande de rendez-vous formulée par le demandeur, tout demandeur se verra informé de la liste des pièces à fournir pour compléter son dossier afin que ce dernier devienne instructible par le bailleur social.

Actions préconisées :

- Signer la convention définissant les modalités de mise en œuvre des missions des services d'enregistrement de la demande ;
- Mettre en place les outils permettant une harmonisation des pratiques : règlement intérieur des services enregistreurs, etc ;
- Articuler les lieux d'enregistrement et le service d'accueil et d'information du demandeur sur le territoire métropolitain.

Calendrier :

- 2017

Partenaires :

- Etat ;
- Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- AREAL ;
- Bailleurs sociaux ;
- ADIL 67 ;
- Communes ;
- Action logement ;
- Associations ;

III. LA GESTION PARTAGEE DE LA DEMANDE

Le Plan doit préciser les orientations de ce dispositif de gestion partagée visant à satisfaire le droit à l'information et notamment (3° de l'article R. 441-2-10), les fonctions assurées par le dispositif et les modalités de pilotage.

Depuis 2005, les bailleurs sociaux travaillent sur la simplification des démarches du demandeur et l'harmonisation des pratiques entre organismes. La mise en place en 2005 d'un formulaire unique de la demande, puis en 2011 du Fichier partagé de la demande, répondent à ces deux objectifs.

La Région Alsace dispose depuis 2011 d'un fichier partagé de la demande de logement social (Imhoweb).

Ce fichier permet de regrouper dans un même outil toutes les demandes enregistrées sur le territoire et de partager avec l'ensemble des partenaires (Etat, bailleurs, délégataires) l'ensemble des informations relatives aux besoins du demandeur, au traitement de la demande, aux passages en Commission d'attribution de logement (CAL), etc.

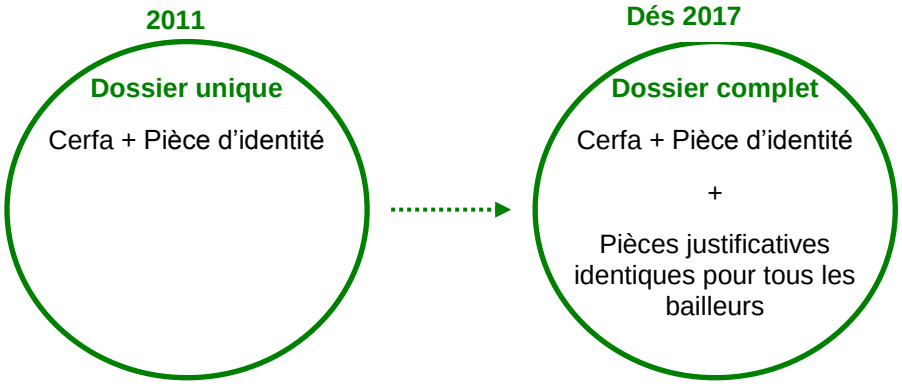
Les autres fonctions de cet outil permettent également :

- l'enregistrement du caractère prioritaire de la demande (Accord collectif départemental - ACD, Dalo, Handilogis) ;
- la gestion des Commissions d'attribution des logements (CAL) ;
- le suivi des attributions (suivi ou non d'un relogement) ;
- le partage de connaissance de la demande ;
- etc.

Depuis 5 ans, la mise en place de ce fichier partagé a permis **une simplification des démarches** pour les 20 000 demandeurs du territoire, avec l'instauration :

- **d'un enregistrement en ligne** : le demandeur peut procéder à l'enregistrement, la modification, le renouvellement de sa demande sur internet.
- **d'un dossier unique :** le demandeur ne fournit qu'en un seul exemplaire des pièces justificatives relatives à sa demande,

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, afin de rendre le **fichier partagé plus efficient** et le **demandeur acteur** de sa demande, la notion de **dossier complet** va être expérimentée.



Le dossier complet permet le passage d'un fichier déclaratif à un fichier attesté, pour une meilleure connaissance des besoins des demandeurs pour l'ensemble des utilisateurs (bailleurs, Etat, Conseil Départemental, Eurométropole de Strasbourg)

Le fichier partagé de la demande, outil partenarial, est un réel atout dans la mise en œuvre de la réforme des attributions sur le territoire ; l'Eurométropole de Strasbourg souhaite en conséquence le pérenniser et le valoriser en participant notamment à son financement.

Actions préconisées :

- Conforter le partenariat de l'Eurométropole de Strasbourg avec l'AREAL, afin de participer activement au pilotage de l'outil et s'assurer qu'il permette une gestion partagée de la demande à l'échelle intercommunale et qu'il réponde aux évolutions des besoins du territoire (ex : mise en place d'un système de cotation, du dossier complet, connaissance des demandeurs, suivi des attributions…) ;

- Mettre en œuvre le dossier complet sur le territoire : définition des pièces (justifications des ressources, composition et situation familiale), expérimentation sur le territoire.

Calendrier :

- En continu sur la durée du Plan

Partenaires :

- Ensemble des partenaires participant au comité de pilotage du fichier partagé de la demande ;
- Etat ;
- Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- AREAL ;
- Bailleurs sociaux ;
- Action logement ;
- Associations.

IV. LES PUBLICS SPECIFIQUES

Le plan partenarial doit définir :

- la liste des situations de demandeurs qui justifient un examen particulier ;
- la composition et le fonctionnement de l'instance chargée de les examiner ;
- les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et de mobilisation des dispositifs d'accompagnement social favorisant l'accès et le maintien de ces ménages dans le logement.

Qui sont-ils ?

Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières à accéder à un logement ou s'y maintenir, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources et de ses conditions d'existence, relève du PDALHPD (articles 1 et 4 de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement.

L'Eurométropole de Strasbourg est cosignataire du PDALHPD depuis 2010. Ce dernier, piloté par l'Etat et le Département, est l'outil opérationnel au service de la politique Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg sur le versant du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg contribue à la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs de maintien et d'accès aux logements des publics défavorisés ainsi qu'à la coordination des actions menées.

Un des axes du plan d'action du PDALHPD 2015-2020 bas-rhinois (axe III) est l'accès au logement autonome pour les publics défavorisés ainsi que sur l'accompagnement social de ce même public par de multiples acteurs (travailleurs sociaux, CCAS, CAF, MDPH, bailleurs sociaux, structures gestionnaires d'hébergement, associations ….).

L'Accord collectif départemental, l'AVDL et le FSL en sont les principaux outils de mise en œuvre.

✓ L'Accord collectif départemental (ACD)

Il est le principal outil d'accès au logement social (parc public) pour le public PDALHPD.

Il permet depuis 2010 d'une part d'identifier le public qui justifie un examen particulier et d'autre part de mobiliser le contingent de droit à réservation de logements sociaux de l'Etat et des collectivités territoriales en fixant des objectifs d'attribution pour chaque bailleur social.

Les publics identifiés par chaque réservataire sont :

- Au titre du contingent de l'Etat

- Urgence ;
- CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale) ;
- CADA (Centre d'accueil des demandeurs d'asile) ;
- Stabilisation ;
- Logement d'insertion ;
- Résidence sociale ;
- Maisons relais ;

- Ménages menacés d'expulsion au stade du jugement (parc privé, territoire départemental) ;
- Ménages dont le relogement est rendu obligatoire à l'issue d'un arrêté car relevant des procédures de l'habitat indigne ;
- Hébergement chez un tiers ou famille avec notion de sur-occupation manifeste et si le demandeur remplit au moins une des conditions suivantes : a un enfant mineur, présente un handicap au sens de l'article L114 du code de l'action sociale et des familles, a au moins une personne à charge présentant un tel handicap ;
- Personne victime de violences au sein du couple ;
- Ménages menacés d'expulsion quel que soit le stade de la procédure (parc social et parc privé, territoire hors Eurométropole de Strasbourg) ;
- Personnes dont le loyer et les charges locatives sont en inadéquation avec les ressources (parc privé, uniquement sur territoire hors Eurométropole de Strasbourg)
- Demandeur inscrit depuis plus de 24 mois sans proposition de logement, non logé dans le parc social, actuellement en logement inadapté.

    - Au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg :

- Ménages menacés d'expulsion quel que soit le stade de la procédure (parc social et parc privé) ;
- Personnes hébergées par des tiers ou dans la famille avec notion de sur-occupation ;
- Personnes dont le loyer et les charges locatives sont en inadéquation avec les ressources (parc privé uniquement) ;
- Personnes pour lesquelles la cohabitation n'est plus possible du fait de tensions familiales ou de couple ;
- Personnes dont le logement est dangereux pour la santé des occupants du fait de son état ou de ses conditions d'occupation.

    - Au titre du contingent du Conseil Départemental :

- Mères avec enfant sortant de maison maternelle ;
- Ménages dont les enfants sont placés en établissement ou famille d'accueil en raison uniquement de l'absence de logement ;
- Ménages où existe un risque de placement ou de rupture scolaire en raison d'un problème de logement ;
- Jeunes en difficultés sociales de 18 à 25 ans, aptes à occuper un logement autonome ;
- Personnes âgées de plus de 60 ans en situation précaire et sous plafonds de ressources du PLAI ;
- Accédant à la propriété qui est obligé de vendre suite à une rupture familiale, professionnelle ou suite à un problème de santé et qui nécessite un relogement dans le parc social.

Fonctionnement du dispositif ACD :

- Identification du ménage par un travailleur social ;
- Formulaire unique de demande prioritaire remplie par ce dernier et envoyé au réservataire concerné (Etat, Conseil Départemental, Eurométropole de Strasbourg) ;
- Validation de la demande par le réservataire et labellisation du ménage dans le fichier de la demande (IMHOWEB) ;
- Information du bailleur au réservataire dès l'attribution d'un logement et décision du ménage (acceptation ou refus) ;
- Information du réservataire au travailleur social des éléments communiqués pour prise en compte dans l'accompagnement.

Les points forts de ce dispositif sont :

- La mutualisation des contingents réservataires sur la base d'une définition complémentaire des publics Etat, Conseil Départemental et Eurométropole de Strasbourg,
- Le repérage des ménages justifiant d'un examen particulier repérables dans le fichier unique de la demande permettant au bailleur de rechercher le logement le plus adapté au demandeur ;
- Le suivi commun des objectifs d'attributions par réservataire et par bailleur (base de données et procédures communes avec des instances de suivi partenariales ;
- La volonté de qualifier la demande en s'appuyant sur un diagnostic et accompagnement du demandeur de logement assuré par un travailleur social.

L'ACD permet de définir les bases et modalités de travail et de partenariat du futur Accord collectif intercommunal qui devrait intégrer la Convention intercommunale d'attribution (CIA) d'ici 2017.

L'ACD a défini un objectif de 1 250 attributions par an.

✓ **L'Accompagnement vers et dans le logement (AVDL)**

C'est un dispositif de l'Etat, destiné à faciliter l'accès au parc social des ménages prioritaires, faisant état de problématiques spécifiques pouvant constituer un frein vis à vis du relogement (difficultés financières et/ou difficultés d'insertion sociale. Cet accompagnement passe par une prise en charge physique et administrative effectuée par une association spécialisée dans l'insertion des publics défavorisés. Il s'agit là encore d'un public identifié par un travailleur social soit dans le cadre de l'ACD soit dans le cadre du Dalo. *(cf annexe 4 : le DALO)*

✓ **Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL)**

Le FSL, institué par la loi Besson du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, le Fond social logement, s'inscrit dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).
Il facilite l'accès ou le maintien dans un logement des plus démunis par l'attribution d'aides financières tout en permettant un apprentissage des règles de vie et de gestion quotidienne de ce logement par la mise en place, le cas échéant, d'un accompagnement social adapté.

A noter que dans le département du Bas-Rhin, la compétence Fond solidarité logement (FSL) sera transférée à l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017.

Actions proposées :

- Faire une évaluation quantitative et qualitative de la mise en œuvre du dispositif ACD de 2010 à 2016 dans la perspective du futur Accord collectif intercommunal (ACI) ;
- Elaborer l'ACI avec les partenaires (Etat, Conseil Départemental, AREAL, Bailleurs sociaux, Action logement, Associations, communes) et l'intégrer dans la Convention intercommunale d'attribution (CIA),
- Mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation du futur l'ACI et plus globalement de la CIA.

Calendrier :

- 2017 : Elaboration de la Convention intercommunale d'attribution (CIA), vaut Accord collectif intercommunal (ACI)
- 2018 à 2022 : Suivi

Partenaires :

- Etat ;
- Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- AREAL ;
- Bailleurs sociaux ;
- ADIL 67 ;
- Communes ;
- Action logement ;
- Associations ;

V. LES MENAGES LOGES DANS LE PARC

Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs doit préciser les moyens permettant de favoriser les mutations internes au sein du parc de logements locatifs sociaux (9°de l'article R. 441-2-10).

Qu'est-ce que la mutation :

Les attributions de logements sociaux couvrent à la fois les entrées dans le parc social et les mutations internes au sein du parc social. Ces dernières concernent des locataires du parc social qui souhaitent effectuer leur parcours résidentiel au sein de ce parc. La fluidité de ces parcours résidentiels au sein du parc de logement social est un enjeu majeur pour répondre aux besoins des locataires.

Dans ce contexte, le cadre règlementaire a été renforcé par :
- la loi DALO qui ouvre le recours contentieux aux demandeurs de mutation en situation de délai anormalement long ;
- la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009 (dite Molle) qui crée de nouvelles obligations en matière de sous-occupation, dépassement de plafonds de ressources, etc.

Ces dernières années, le Mouvement HLM s'est engagé à faciliter la mise en œuvre du parcours résidentiel, et par là, de favoriser les mutations au sein du parc de logements locatifs sociaux.

Au niveau de l'Eurométropole de Strasbourg, en 2015, les demandes de mutation représentent environ 40% des 20 400 demandeurs de logements sociaux (35% des attributions).
Les principaux motifs de demandes de mutation sur le territoire étant liés le plus souvent à un logement trop petit ou trop cher, à un problème d'environnement, de voisinage ou de santé.

La question des mutations est également un enjeu fort pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et trouvera une traduction dans la Convention intercommunale d'attribution en cours d'élaboration.

Toutefois, depuis 2015, l'Eurométropole de Strasbourg expérimente, à l'échelle de Strasbourg, un **dispositif de repérage des mutations dites « accompagnées».**
Il s'agit d'un mode de collaboration établi entre les services de l'Eurométropole de Strasbourg (Service de l'habitat, Direction des solidarités et de la santé) et les bailleurs sociaux dans le traitement des situations de ménages locataires du parc social, qui ont déposé une demande de mutation restée sans suite alors que la situation semble revêtir un caractère d'urgence :

- situations d'impayés de loyer ;
- problème de santé ;
- logement trop petit ou trop grand au regard de la composition familiale ;
- problème de voisinage.

Ce dispositif partenarial, testé sur le territoire de la ville de Strasbourg, a permis la résolution d'un certain nombre de situations bloquées et à vocation à être étendu à l'ensemble du territoire métropolitain en 2017.

Actions proposées :

- Constituer un groupe de travail dans le but d'améliorer les procédures de traitement des mutations au sein du parc de logement locatif social ;
- Poursuivre la réflexion sur la question des mutations (par exemple : repérer les ménages pour qui une mobilité au sein du parc social serait pertinente) et intégrer les objectifs de mutation dans la future Convention intercommunale d'attribution ;

- Poursuivre l'expérimentation relative aux « mutations accompagnées» sur la ville de Strasbourg et l'étendre à l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,

Calendrier :

- Sur la durée du Plan

Partenaires :

- Etat ;
- Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- AREAL ;
- Bailleurs sociaux ;
- ADIL 67 ;
- Communes ;
- Action logement ;
- Associations.

VI. LA COTATION DE LA DEMANDE

La cotation de la demande fait partie aujourd'hui des mesures facultatives prévues par la loi ALUR que peuvent initier les EPCI dotés d'un PLH approuvé, en définissant le principe et les modalités dans le cadre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs.

La cotation a également été cité par le comité interministériel « Egalité et Citoyenneté » du 6 mars 2016 parmi les mesures permettant d'améliorer la transparence des attributions.

Avec plus de 20 000 demandes de logements sociaux et en moyenne 4 800 attributions, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité mettre en place un outil de cotation de la demande afin de :

- permettre **un traitement le plus équitable d'un nombre important et croissant de demandeurs de logemen**t sociaux sur son territoire ;
- rendre **plus transparent le processus de sélection des candidatures** à présenter en Commission d'attribution de logement (CAL) ;
- tendre vers des **politiques d'attribution concertées** entre les partenaires.

De plus, un travail partenarial, engagé depuis 2015, a permis de partager **les ambitions suivantes** :

- faire en sorte qu'un maximum de ménages ait au moins une proposition de logement et raccourcir progressivement le délai moyen d'attribution ;
- faire en sorte que le logement HLM remplisse pleinement sa mission d'utilité sociale à l'égard de ménages peinant à se loger du fait de leur situation économique, sociale, professionnelle ou de leur santé ;
- favoriser les parcours résidentiels pour des ménages dont la situation évolue, du point de vue de l'âge, de l'évolution de la composition familiale ou de la situation professionnelle ;
- renforcer le dialogue qualitatif entre les tous les acteurs tout au long du processus d'attribution (connaissances des publics, des territoires…).

Cet outil d'aide à la décision pour le bailleur, qui se **basera sur des critères d'ordonnancement objectifs et partagés** par l'ensemble des partenaires (Etat, communes, bailleurs, réservataires et associations), devra être également le moyen de détecter les demandes « oubliées ».

Le travail partenarial engagé depuis 2015 a permis d'aboutir aux pistes suivantes, qui seront finalisées et expérimentées dès 2017 :

- ne prendre en compte pour la cotation les dossiers complets uniquement ;
- fixer en premier socle des critères d'ancienneté de la demande, de prise en compte des refus et de la situation locative et socio-économique du demandeur ;
- fixer en second socle les critères communaux :
    - éloignement domicile-travail ;
    - rapport social ;

- lien avec la commune.

- ordonnancer les demandeurs au regard du logement précis qui se libère (caractéristiques, localisation, calcul du taux d'effort et du reste à vivre ….) ;
- Instaurer un dialogue qualitatif entre le bailleur et la commune ;
- la CAL restant souveraine pour le choix définitif du candidat.

Une large part des logements du territoire fait l'objet de droits de réservation. Ce droit consiste, pour les réservataires, en la faculté, lors de la relocation ou de la mise en service d'un logement, de sélectionner et de proposer à la commission d'attribution des logements des candidats relevant de leurs contingents dans le respect de leurs objectifs. Ces réservataires sont principalement l'Etat, les collectivités locales, les collecteurs d'Action logement (ex 1 % logement).
L'exercice de ce droit de réservation sur leur contingent contribue donc de manière essentielle à la réalisation des mesures du PPGDID.
Ces partenaires sont amenés à partager les pratiques définies dans le présent plan dans les propositions d'attribution qu'ils formulent.

Actions proposées :

- définir précisément et collégialement les critères socles (ancienneté de la demande, prise en compte des refus, critères socio-économiques prise en compte des parcours résidentiels) ainsi que leur pondération ;
- accompagner et organiser le dialogue qualitatif entre les partenaires de la cotation ;
- expérimenter le dispositif de la cotation durant le premier semestre 2017 avec l'ensemble des partenaires ;
- mettre en place un dispositif de suivi et d'analyse des refus ;
- approfondir l'articulation des critères retenus avec l'ensemble des réservataires (ex : Action Logement).

Calendrier :

- Présentation du dispositif de cotation au second semestre 2017: signature de la convention de mise en œuvre avec l'Etat, les communes, les bailleurs, les délégataires, les associations
- Bilan et évaluation sur la durée du Plan

Partenaires :

- Etat ;
- Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- AREAL ;
- Bailleurs sociaux ;
- ADIL 67 ;
- Communes ;
- Action logement ;
- Associations.

Chapitre III

CONVENTIONS ET CHARTES D'APPLICATION

Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs devra faire l'objet de conventions obligatoires et préconisées :

- Convention relative à la mise en place d'un service d'information et d'accueil des demandeurs (article R. 441-2-16- al. 3.)

  - Signataires : Etat, ADIL 67, AREAL et l'ensemble des bailleurs sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg, Associations, Action logement, communes volontaires.
  - Signature : fin 2017.

- Convention sur le dispositif de la gestion partagée (article L. 441-2-7 du CCH)

  - Signataires : Etat, AREAL et l'ensemble des bailleurs sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg ;
  - Signature : 2016.

- Convention fixant les modalités de traitement des demandeurs justifiant d'un examen particulier (la Convention intercommunale d'attribution intègrera ce volet)

  - Signataires : Etat, Département du Bas-Rhin, Action logement, AREAL et l'ensemble des bailleurs sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg, associations ;
  - Signature : septembre 2017.

- Convention inter-bailleurs et réservataires sur les moyens favorisant les mutations internes

  - Signataires : Etat, Département du Bas-Rhin, Action logement, AREAL et l'ensemble des bailleurs sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg ;
  - Signature : objectif 2018.

- Convention de mise en œuvre de la cotation de la demande

  - Signataires : Etat, Département du Bas-Rhin, Action logement, AREAL et l'ensemble des bailleurs sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg ;
  - Signature : septembre 2017.

En complément, des chartes, référentiels, règlements sont à élaborer pour contractualiser les engagements des partenaires :

- Charte fixant les règles communes relatives au contenu de l'information délivrée

  - Signataires : Etat, ADIL 67, AREAL et l'ensemble des bailleurs sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg, associations ;
  - Signature : objectif 2018

- Référentiel d'instruction de la cotation à l'attention des utilisateurs

Chapitre IV
BILAN ET EVALUATION

Le présent PPGDID est élaboré pour une période de 6 ans, sa durée peut être prorogée d'un an, renouvelable une fois, en attendant l'adoption du nouveau plan.

Bilan :

Un **bilan annuel** de la mise en œuvre de ce plan sera réalisé une fois par an et sera présenté pour avis en Conférence intercommunale du logement (CIL).

Après avis de cette dernière, le bilan sera soumis pour approbation au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Un **bilan triennal** sera réalisé par l'Eurométropole de Strasbourg après trois ans de mise en œuvre du PPGDID**.**

Ce bilan triennal sera soumis pour avis aux représentants de l'Etat et à la CIL, puis rendu public. S'il y a lieu, une révision du Plan peut être prescrite.

Evaluation :

Une évaluation de ce dernier sera faite avec les personnes morales associées à l'élaboration de ce Plan dans les 6 mois préalables.

Glossaire

ACD : Accord collectif départemental

ACI : Accord collectif intercommunal

CIL : Conférence intercommunal du logement

DALO : Droit au logement opposable

PLH : Programme local de l'habitat

PLU : Plan local d'urbanisme

PPGDID : Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs

PDALHPD : Plan départemental d'accès au logement et à l'hébergement pour les personnes défavorisées

HLM : Habitation à loyer modéré

PPEMS : Public prioritaire Eurométropole de Strasbourg

DRP : Droit de réservation du Préfet

RDLS : Règlement départemental de logement social

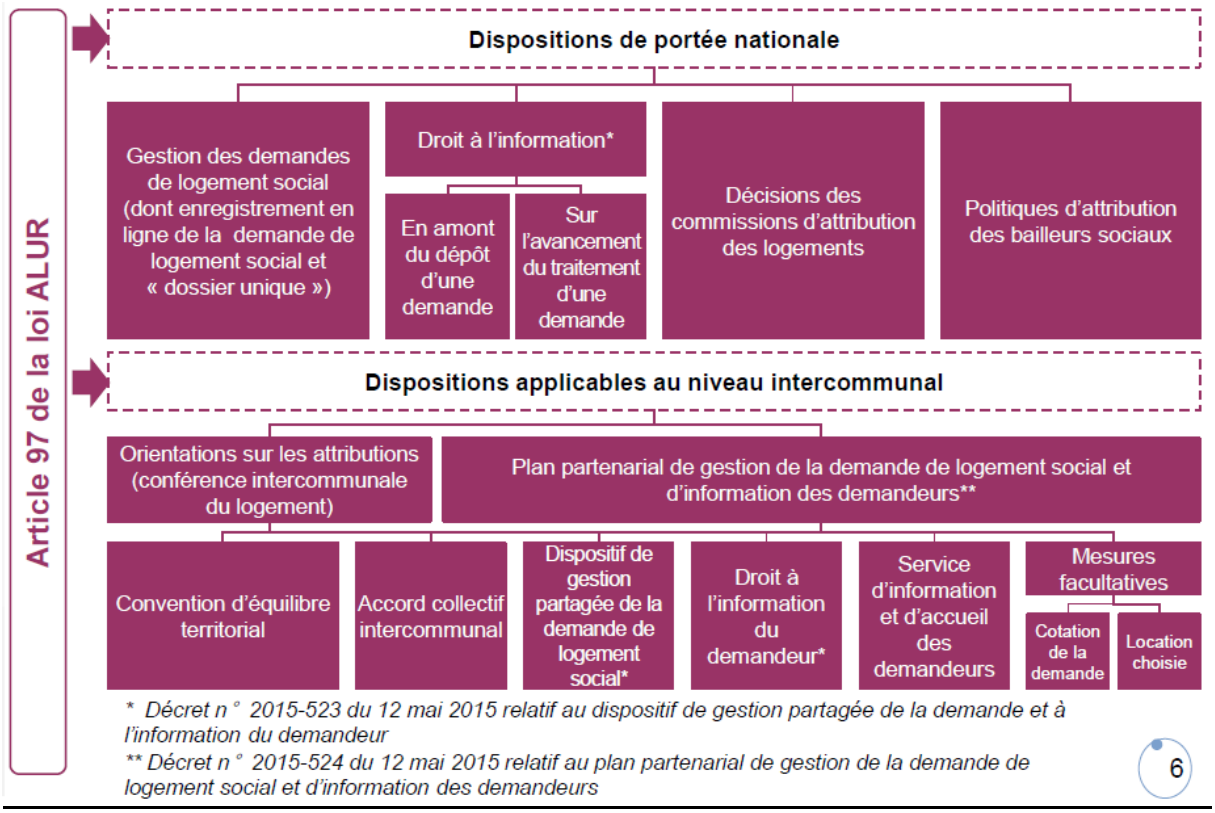
AVDL : Accompagnement vers et dans le logement

FSL : Fonds de solidarité pour le logement

ANNEXES

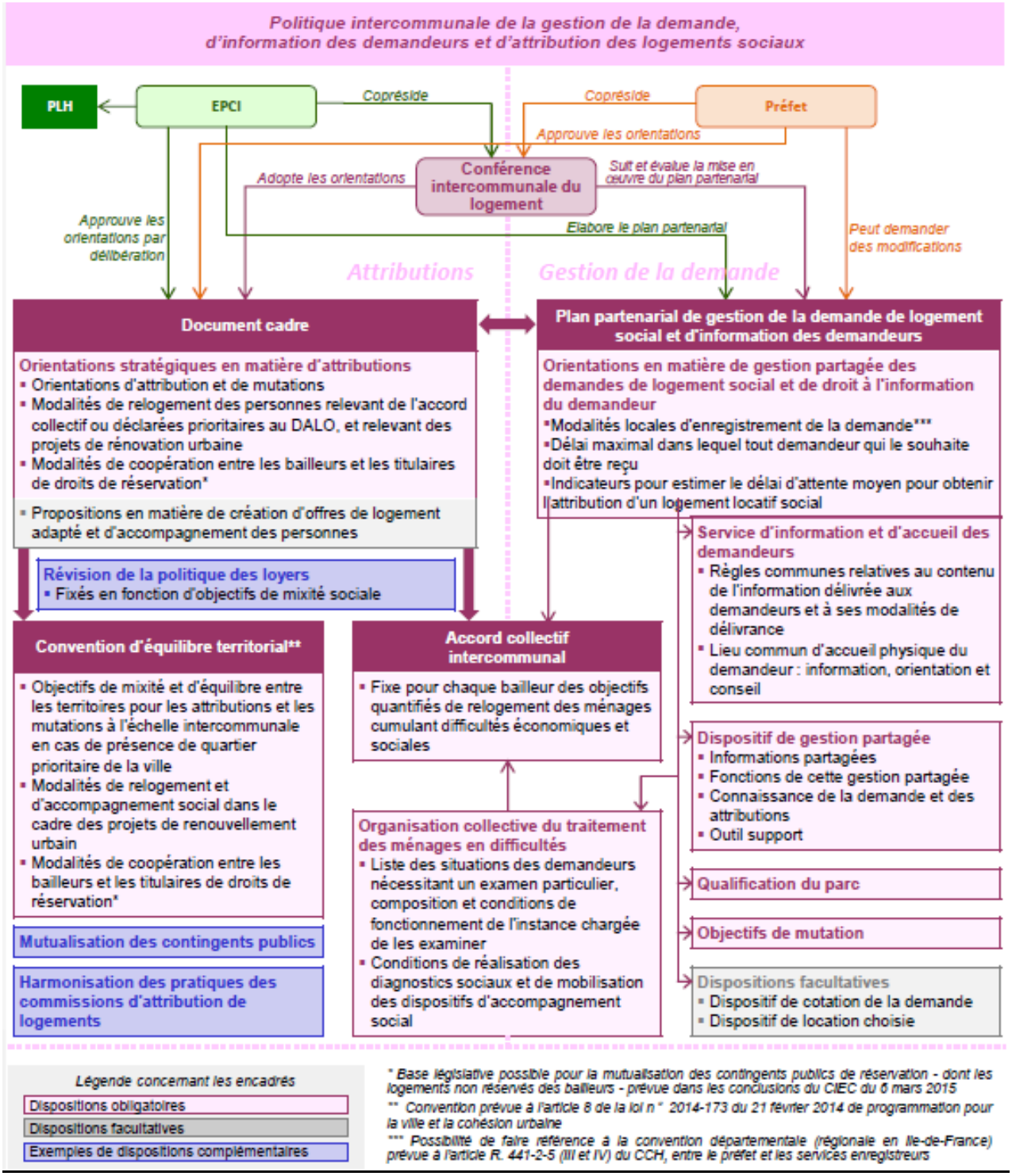
Annexe 1 : Loi ALUR – Article 97 : Dispositions de portées Nationale et dispositions applicables au niveau Intercommunale

(DHUP, Mise en œuvre de la réforme de la gestion de la demande et des attributions de logements sociaux)



Annexe 2 : Schéma récapitulatif – Articulation globale des mesures de la loi ALUR

(DHUP, Mise en œuvre de la réforme de la gestion de la demande et des attributions de logements sociaux)



Annexe 3 : liste des services enregistreurs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

ACTION LOGEMENT
Représenté jusqu'à fin 2016 par les 7 CIL présents sur le territoire
+ ex-Vilogia

ADOMA
2A rue de Lausanne
67000 STRASBOURG
03 90 22 93 60

BATIGERE NORD EST
4 boulevard Wilson
67000 STRASBOURG
03 88 52 88 17

FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM
45 route du Général de Gaulle-BP 40045
67306 SCHILTIGHEIM cedex
03 88 19 25 70
fms@foyer-moderne.com
www.foyer-moderne.com

HABITAT DE L'ILL
7 rue Quintenz
BP 90 115
67403 ILLKIRCH CEDEX
03 88 55 19 45 – jeudi de 9h00 à 12h00

ICF HABITAT NORD-EST
13 rue du Bain aux Plantes
67000 STRASBOURG
03 88 22 51 95

IMMOBILIERE 3F ALSACE
8 rue Adolphe Seyboth
67067 STRASBOURG
03 68 33 25 25

LA STRASBOURGEOISE HABITAT
186, route des Romains
CS 93023
67033 STRASBOURG cedex
03 88 10 00 20

LOGIEST-Point d'accueil de Strasbourg
3 rue du Travail 67000 Strasbourg 03 88 75 53 00

NEOLIA
Agence de Strasbourg
20 avenue de la Paix
67085 Strasbourg
03 80 20 55 80

NOUVEAU LOGIS DE L'EST
2 rue Adolphe Seyboth-BP 45
67000 STRASBOURG

0810 600 650

OPUS 67
15 rue Jacob Mayer-CS 77004
67037 STRASBOURG CEDEX
03 88 27 93 00

POLE DE L'HABITAT SOCIAL
24 route de l'Hôpital-CS 40010
67000 STRASBOURG Cedex
03 88 32 52 10
03 88 21 17 00

SIBAR
4 rue Bartisch
67100 STRASBOURG
03 88 65 81 90

SOCOLOPO
27 Rue Madame TUSSAUD
67200 STRASBOURG
03 90 20 44 50

HABITAT MODERNE DE REICHSTETT
11 rue de la Wantzenau
67116 REICHSTETT
03 88 20 13 55

VILOGIA
38 Allée Max Warschawski/angle 1, rue Marcel Proust 67200 STRASBOURG CRONENBOURG
03.88.28.85.00 ou 0811 886 886

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN
DIRECTION DE L'HABITAT
Place du Quartier Blanc
67964 STRASBOURG
03 88 76 63 01

DDCS DU BAS-RHIN
Cité administrative
14 rue du Maréchal Juin
67084 STRASBOURG
03 88 76 78 66

Annexe 4 : Le DALO

La loi du 5 mars 2007 a instauré le Droit au logement opposable. Elle a désigné l'Etat comme le garant du droit au logement. Le premier recours s'exerce devant une commission de médiation départementale qui, si elle juge le recours recevable, demande au Préfet de procurer un logement au demandeur. Si, à l'expiration du délai accordé au Préfet, le demandeur n'a pas reçu de proposition de logement adaptée à ses besoins, il peut engager un recours contentieux. Ce second recours s'exerce devant un Tribunal administratif. L'État peut être condamné à payer une astreinte.

Un droit est "opposable" lorsque le citoyen dispose de voies de recours, amiable puis contentieux, pour obtenir la mise en œuvre effective de son droit. Parallèlement, l'autorité en charge de la mise en œuvre de ce droit (Etat, collectivité territoriale, etc.) se voit fixer une obligation de résultat, et non pas seulement une obligation de moyens.

Les critères de saisine du Dalo sont les suivants :

1. dépourvu de logement (SDF, hébergé chez un tiers non apparenté, hébergé chez un tiers apparenté en ligne directe) ;
2. menacé d'expulsion sans relogement ;
3. hébergé en structure depuis plus de 6 mois ;
4. hébergé en logement de transition ou logement foyer depuis plus de 18 mois ;
5. logement impropre ;
6. logement insalubre ou dangereux ;
7. situation de handicap ou enfant mineur à charge et logement non décent
   et sur-occupation ;
8. en attente d'un logement social depuis un délai anormalement long (24 mois sur notre territoire).

Le caractère avéré d'un critère ne suffit pas à rendre le ménage prioritaire.

La commission doit statuer sur le caractère prioritaire et urgent du relogement.

24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Habitat privé.
Conventions de partenariat avec trois organismes bancaires partenaires de la démarche initiée par l'Eurométropole de Strasbourg en matière de lutte contre les logements vacants du parc privé.

Dans le cadre des actions volontaristes mises en place depuis 2015 pour lutter contre les logements vacants et encourager l'ouverture du parc privé aux ménages modestes (feuille de route Habitat 2014-2020), la présente délibération a pour objet de concrétiser la mise en place de conventions de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et trois organismes bancaires volontaires.

Ces conventions de partenariat s'inscrivent dans la continuité des outils qui constituent les leviers opérationnels pour encourager les propriétaires en difficultés à remettre en location leur(s) logement(s) vacant(s).

I. Rappel sur la démarche engagée par la collectivité

Depuis février 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé plusieurs démarches volontaristes pour lutter de manière opérationnelle contre les logements vacants du parc privé.

Il s'agit d'un axe prioritaire d'intervention inscrit dans la feuille de route Habitat 2014-2020. De fait, la résorption de la vacance présente, au moins, un triple intérêt pour l'Eurométropole de Strasbourg :

- **un intérêt social** avec l'accompagnement et la sensibilisation des propriétaires bailleurs aux dispositifs qui existent pour les aider à remettre sur le marché un logement. Du point de vue des ménages locataires, la résorption de la vacance structurelle participe au développement d'une offre locative, adaptée à leurs besoins et à leurs capacités financières ;
- **un intérêt de développement durable** avec la mobilisation et l'optimisation de logements déjà existants mais non utilisés et dont les éventuels travaux peuvent rejoindre les enjeux de réhabilitation énergétique, de lutte contre l'habitat dégradé et d'entretien du patrimoine bâti ;
- **un intérêt financier pour la Collectivité** qui, dans le cadre d'un logement vacant, ne perçoit pas de taxe d'habitation et n'est plus en mesure, depuis le 1er janvier 2013, de

percevoir celle sur les logements vacants (cette taxe est désormais versée directement à l'Etat).

Dans ce sens, la Collectivité a travaillé à :

- **la connaissance du volume de logements vacants** (à ce jour, sur le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg, on compte 3 314 logements vacants depuis au moins trois années, dont la plupart sont situés à Strasbourg, Schiltigheim, Illkirch Graffenstaden et Bischheim, source : Direction générale des impôts) ;

- **la formalisation de partenariats avec les communes volontaires** pour travailler avec l'Eurométropole à la mise en place d'actions spécifiques (courriers, visites des logements, accompagnement des propriétaires) et concerne actuellement les communes volontaires de Vendenheim, Schiltigheim, Eschau, Illkirch, Fegersheim, Eckbolsheim et Strasbourg);

- **la connaissance des raisons de la vacance et des difficultés des propriétaires (**difficultés financières, manque de connaissance et compréhension des aides existantes et des partenaires qualifiés, peur des impayés, mauvaise expérience locative, héritage, départ en maison de retraite…) ;

- **l'optimisation des outils existants pour lutter contre les logements vacants et la mise en place de nouveaux leviers en fonction des retours de terrains** (cf. délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 novembre 2015 relative à la mise en place d'un appel à référencement des entreprises).

A. La constitution d'une boîte à outil

L'ensemble des outils et des leviers sont regroupés dans une boîte à outils afin de permettre aux propriétaires, aux communes, mais également aux partenaires des politiques de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (associations, opérateurs…) de **mobiliser facilement les solutions adaptées aux situations qui expliquent la vacance**.

La boîte à outil a vocation à être complétée progressivement en fonction des perspectives d'avancement du dispositif.

Dans la boîte à outils, des solutions sont proposées en termes :

- **d'accompagnement en cas de travaux nécessaires avant remise en location** (aide au montage du dossier de subvention ANAH, visite sur site, référencement des entreprises du bâtiment) ;
- **d'accompagnement et de conseil à la gestion patrimoniale** (gestion locative facilitée, gestion des biens, sécurisation loyer…) ;
- **d'aides financières à la sortie de vacance** (primes de l'Eurométropole de Strasbourg, subventions, abattement fiscaux, abondement des communes, solutions de financement avec les banques).

B. Point d'étape logements vacants :

La démarche de lutte contre les logements vacants **a été officiellement lancée le 19 mai 2016, lors d'une conférence de presse à portée nationale**. Depuis, l'Eurométropole de Strasbourg travaille activement à la remise en location de près de 70 logements, répartis sur l'ensemble du territoire.

La Collectivité a déjà pu conventionner avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) une cinquantaine de logements dont les durées de vacance variaient entre 6 mois et 5 ans d'inoccupation. **Le partenariat actif avec l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) et les associations agréées par l'Etat pour des activités d'intermédiation locative permet déjà la location ou l'hébergement de ménages très modestes, voire de réfugiés dans les logements vacants ainsi mobilisés.**

II. Nouvel élément de la boîte à outils : des conventions de partenariat avec trois banques partenaires

A. Eléments de contexte

Devant le constat que la difficulté des propriétaires à appréhender et à financer un projet de remise en location est réelle, l'Eurométropole de Strasbourg a convié les organismes bancaires locaux à un temps de présentation et d'échanges autour de la démarche initiée (réunion du 4 septembre 2015).

Suite à cette rencontre, plusieurs constats ont été formulés :

- d'après les besoins des propriétaires, les banques sont en capacités de proposer des prêts adaptés à la situation des propriétaires (taux, assurance**, y compris pour les propriétaires âgés de plus de 65 ans qui représentent une large proportion des propriétaires de logements vacants)** ;
- ces solutions bancaires sont toutefois peu connues et peu mobilisées sur notre territoire ;
- **les banques ne connaissent pas les subventions, les primes et les abattements fiscaux qui sont mobilisables sur notre territoire et qui peuvent pourtant compléter un plan de financement dans le cadre d'une demande de prêts.**

C. Elaboration des conventions de partenariat et engagements

Trois banques ont souhaité poursuivre les réflexions avec l'Eurométropole de Strasbourg, en travaillant conjointement à la mise en place d'une première forme de coordination et des engagements permettant aux propriétaires accompagnés par l'Eurométropole de Strasbourg de bénéficier d'un relai averti au niveau des banques :

- **le Crédit Foncier de France ;**
- **le Crédit Agricole Alsace Vosges ;**
- **la Banque Postale.**

Dans ce sens, **des conventions de partenariat** ont été rédigées avec ces trois banques, afin de répondre à **des besoins et engagements communs** :

- l**'identification d'une personne ressource dans chaque banque,** que le propriétaire peut contacter afin d'entamer facilement et rapidement un accompagnement (organisation de rendez-vous…) ;
- **la coordination des actions et le suivi des propriétaires pour assurer l'intégration des aides de l'Eurométropole de Strasbourg (et de l'ANAH) dans un projet de prêt et par conséquent dans le plan de financement du projet** (primes, abattements fiscaux sur les loyers dans le cadre du conventionnement des logements, subventions aux travaux, abondements des communes…) ;
- **assurer la sensibilisation des banques partenaires** à l'ensemble des problématiques rencontrées par les propriétaires de logements vacants.
- **l'identification des différents prêts susceptibles** de convenir aux différents projets de travaux et aux capacités financières des propriétaires.

Exemples : le **Prêt viager Hypothécaire** du Crédit Foncier de France qui constitue une alternative intéressante pour les propriétaires âgés en quête de liquidités et qui ont difficilement accès aux crédits.
La Banque Postale distribuera, à partir de 2017, **l'éco-prêt à taux zéro Habiter Mieux** qui permet au propriétaire bailleur de compléter un reste à charge, en complément des subventions ANAH.

Remarque : le Crédit Foncier de France fait également figurer dans la convention de partenariat l'ensemble des prêts à taux zéro à destination des copropriétés pour lesquelles le Crédit Foncier a souhaité s'engager également.
Cela permet à la Collectivité de compléter de manière pertinente son action volontariste en direction des copropriétés dégradées, également touchées par la vacance.

D. Modalités de mise en œuvre du partenariat

En fonction des besoins et des souhaits des propriétaires de logements vacants, l'Eurométropole de Strasbourg indiquera les coordonnées des personnes ressources identifiées dans les trois banques.

Les propriétaires sont libres de contacter le(s) organisme(s) partenaire(s) qu'ils souhaitent et convenir d'un premier rendez-vous. Un suivi sera ensuite établi entre la banque et l'Eurométropole de Strasbourg pour permettre d'accompagner efficacement le propriétaire (en particulier en cas d'avance sur subvention, paiements des primes…).

Les coordonnées de ces interlocuteurs seront également mis à la disposition de l'opérateur chargé du suivi-animation du PIG Habiter Mieux qui a en charge le montage des dossiers de subventions avec l'ANAH. Cela, afin d'assurer **un relai optimal vers les propriétaires lors du montage du plan de financement qui est une étape-clé du projet et qui est souvent difficile à concrétiser** (opérateur : SOLIHA).

E. Durée des conventions de partenariat

- **Crédit Foncier de France** : 3 ans renouvelables ;
- **Banque Postale** : durée indéterminée ;

- **Crédit Agricole** : 3 ans renouvelables.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la formalisation de trois conventions de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Crédit Foncier de France, la Banque Postale et le Crédit Agricole Alsace Vosges dans le cadre de la démarche de lutte contre les logements vacants du parc privé initiée par la Collectivité,

décide

la signature de ces conventions avec le Crédit Foncier de France, la Banque Postale et le Crédit Agricole Alsace Vosges,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'ensemble des documents et conventions y afférents

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

CONVENTION PARTENARIALE DE REFERENCEMENT

DE L'OFFRE DE FINANCEMENTS HABITAT DU CREDIT FONCIER

EN APPUI DE LA RENOVATION DU PARC PRIVE DES LOGEMENTS VACANTS ET COPROPRIETES DEGRADEES

EUROMETROPOLE STRASBOURG - CREDIT FONCIER DE FRANCE

DECEMBRE 2016

888

Entre

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, 1, parc de l'Étoile – 67076 Strasbourg Cedex représentée par Monsieur AGHA BABAEI, agissant en qualité de Vice-président en charge des politiques de l'Habitat (arrêté de la Communauté urbaine de Strasbourg portant délégation partielle de fonction, en date du 24 avril 2014),

ci-après dénommée la « COLLECTIVITE »

et
Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, société anonyme au capital de 1.331.400.718,80 €, dont le siège social est à Paris (75001), 19 rue des Capucines,
identifiée sous le numéro 542 029 848 RCS PARIS
représentée par Monsieur Jean-Luc TAILLEPIED, agissant en qualité de Directeur Régional,

ci-après dénommé le « CREDIT FONCIER »

Ci-après dénommées individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE :

1er Volet de la convention :

L'Eurométropole de Strasbourg compte 474 000 habitants, dont 60% de locataires, ce qui est supérieur à la moyenne nationale (40%).

La mobilisation du parc privé et plus particulièrement des logements vacants est essentielle pour permettre à chacun de trouver un logement adapté à ses besoins.

Sur un premier volet, dans le cadre de la lutte contre les logements vacants et l'amélioration du parc privé ancien, l'Eurométropole de Strasbourg a entrepris depuis 2015 de développer différents dispositifs d'aide et d'accompagnement à destination des propriétaires bailleurs, afin de leur permettre de remettre en location un logement inoccupé (subventions, primes, abattements fiscaux, suivi du projet, conseils…).
Dans le processus d'accompagnement du propriétaire, l'un des objectifs de la Collectivité est de faciliter l'accès aux différents interlocuteurs et de simplifier la mise en œuvre d'un projet de remise en location.
La COLLECTIVITE souhaite s'appuyer sur les financements et solutions bancaires dédiés aux logements et aux publics ciblés par son action de lutte contre les logements vacants et informer ses partenaires professionnels (autre collectivité, établissement public, opérateur public ou privé, animateur d'opération ou de programme, prestataire, mandataire, syndic…), de l'offre de crédits proposée par un établissement spécialisé dans le financement immobilier tel que le CREDIT FONCIER.

Cette offre sera destinée au financement de la rénovation des logements vacants et pour tout propriétaire de logements vacants qui aura pu prendre connaissance de la boîte à outils mise en place par la COLLECTIVITE.

2ème Volet de la convention :

Dans le cadre du plan triennal 2015-2018 de mobilisation pour les copropriétés fragiles et en difficultés lancé par le Ministère du Logement, la COLLECTIVITE accompagne les copropriétés de son territoire sur trois axes : la prévention, le traitement et l'accompagnement.
Elle a notamment lancé en 2012 une opération programmée d'amélioration de l'habitat sur 6 copropriétés dégradées qui a permis :
- de mettre en place en lien avec les syndicats des copropriétaires un programme de travaux sur les parties communes ;
- d'aider les propriétaires (éligibles aux aides de l'Anah) à réaliser des travaux sur les parties privatives ;
- de trouver des solutions de financements pour avancer les subventions publiques et financer les « reste à charge ».

La COLLECTIVITE a également développé le volet « copropriétés » du programme d'intérêt général « Habiter Mieux » en cofinançant avec l'ADEME et la Région les points infos énergie et un poste d'éco conseillère (portée par la FNAIM). De plus, la COLLECTIVITE a lancé en 2014 un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) en partenariat avec l'Anah.

La COLLECTIVITE souhaite s'appuyer sur les financements et solutions bancaires dédiés aux copropriétés et informer les copropriétaires des différents produits proposés par le CREDIT FONCIER que ce soit des prêts collectifs, des éco prêts à taux zéro ou des avances de subvention.

L'objectif principal de la présente convention a pour but de référencer auprès de la COLLECTIVITE les prêts et solutions financières du CREDIT FONCIER tels que figurant en annexes (fiches produits et solutions), pour financer :

- les projets immobiliers visés dans le cadre de la présente action de lutte contre les logements vacants et permettre au CREDIT FONCIER d'accompagner ainsi les partenaires de la COLLECTIVITE dans leur mise en œuvre opérationnelle ;
- les projets de travaux des copropriétés qui font l'objet d'un accompagnement spécifique par la COLLECTIVITE.

La COLLECTIVITE pourra dans ce cadre être accompagnée dans le suivi de ses actions de lutte contre les logements vacants du parc privé et de son accompagnement des copropriétés par des observations et études de marché ou de mobilisation des crédits (prêts réglementés) qui pourront lui être communiquées par le CREDIT FONCIER pour l'aider à en mesurer les résultats et les impacts locaux.

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de permettre à la COLLECTIVITE de référencer les financements disponibles au CREDIT FONCIER répondant aux besoins opérationnels de :
- son action sur la lutte contre les logements vacants ;
- son action d'accompagnement avec les copropriétés.

Les fiches de prêts ou solutions financières du CREDIT FONCIER figurant en annexes à cette fin ne sauraient constituer des fiches d'informations complètes ou des plaquettes revêtant toutes les informations et mentions légales nécessaires à une information préalable et suffisante d'un emprunteur personne physique ou morale au sens réglementaire.
Elles ne sont donc pas destinées aux emprunteurs visés par l'action et/ou le dispositif de la Collectivité.

Cette convention a d'autre part pour objet de désigner ou d'identifier auprès de la COLLECTIVITE, les correspondants dédiés au sein du CREDIT FONCIER auxquels il conviendra de s'adresser pour pouvoir bénéficier d'une information exhaustive et d'un conseil financier professionnel et dont les coordonnées figurent en annexe 2 de la présente convention.

Article 2 : Engagements de la Collectivité

La COLLECTIVITE s'engage à :

- faire référence au présent partenariat dans le cadre de toute communication sur son action et ou dispositif relatif à la présente convention, en direction des professionnels et des particuliers ;
- informer ses partenaires professionnels autres que bancaires (autre collectivité, établissement public, opérateur public ou privé, animateur d'opération ou de programme, prestataire, mandataire, syndics…) de l'existence de l'offre de produits et solutions du CREDIT FONCIER annexée aux présentes ;
- faire participer les correspondants dédiés du CREDIT FONCIER à ses actions d'information à l'égard des professionnels et publics ciblés par son action ;
- encourager lesdits professionnels et les particuliers à contacter le CREDIT FONCIER pour bénéficier d'une information exhaustive et d'un conseil financier professionnel ;
- informer le CREDIT FONCIER de toute modification significative de son fait impactant l'action sur la lutte contre les logements vacants ;
- ne pas communiquer les fiches référençant l'offre CREDIT FONCIER annexées aux présentes, aux emprunteurs personnes physiques ou morales, visées par les présentes actions de lutte contre les logements vacants du parc privé ou l'accompagnement des copropriétés.

Concernant les prêts du CREDIT FONCIER, il est précisé que le rôle de la COLLECTIVITE avec ses partenaires professionnels sus cités se limite exclusivement :

- à indiquer les coordonnées du CREDIT FONCIER aux ménages, aux syndics et aux syndicats de copropriétaires susceptibles d'être intéressés par la souscription d'un crédit ou ;
- à transmettre au CREDIT FONCIER les coordonnées des ménages, des syndics et des syndicats de copropriétaires à la recherche d'un financement, et/ou ;
- à fournir aux ménages et aux syndics des documents publicitaires qui seront mis à disposition de la COLLECTIVITE par le CREDIT FONCIER, à l'exception de la remise de tout autre document de quelque nature que ce soit.

La COLLECTIVITE se réserve la possibilité de présenter les produits d'autres banques partenaires pour les présentes actions de lutte contre les logements vacants du parc privé ou l'accompagnement des copropriétés. A noter qu'en copropriété, c'est l'assemblée générale qui reste décideur des financements choisis.

La COLLECTIVITE avec ses partenaires professionnels sus cités, s'interdit en outre de recourir au démarchage défini et régi par les articles L.341-1, L.341-4 à L.341-17 et L.353-1 à L.353-5 du Code Monétaire et Financier, au nom et pour le compte du CREDIT FONCIER.

Article 3 : Engagements du CREDIT FONCIER

Le CREDIT FONCIER s'engage à :
- proposer l'offre de prêts et les solutions figurant en annexes des présentes pour les besoins de la présente action de lutte contre les logements vacants du parc privé et à étudier sous sa propre responsabilité les dossiers de demande de financement qui lui seront présentés ou proposés ;
- proposer l'offre de prêts collectifs et individuels aux copropriétés s'engageant dans des travaux et à étudier sous sa propre responsabilité les dossiers de demande de financement qui lui seront présentés ou proposés ;
- respecter les conditions et modalités des produits proposés en annexe ;
- informer la COLLECTIVITE de toute modification substantielle impactant l'offre présentée en annexes et ses conditions d'octroi éventuelles : cette évolution pourra donner lieu le cas échéant à la signature d'un avenant aux présentes à convenir le moment venu entre les Parties ;
- désigner les interlocuteurs dédiés des agences CREDIT FONCIER - CREDIT FONCIER TRAVAUX - COPROPRIETAIRES BAILLEURS qui seront chargés de la bonne distribution des produits référencés et du traitement des dossiers de demande de financements – conformément à l'annexe 12;
- désigner les interlocuteurs dédiés des agences CREDIT FONCIER - CREDIT FONCIER TRAVAUX – COPROPRIETES qui seront chargés de la bonne distribution des produits référencés et du traitement des dossiers de demande de financements – conformément à l'annexe 12;
- promouvoir la présente action de lutte contre les logements vacants du parc privé de la COLLECTIVITE et accompagner celle-ci dans des actions d'information grand public ;
- rendre compte par tout moyen des résultats obtenus et des difficultés rencontrées (suivi des demandes de financement aiguillée par la COLLECTIVITE au CREDIT FONCIER, tenue de réunion).

- promouvoir l'action de la COLLECTIVITE sur les copropriétés et accompagner celle-ci dans des actions d'information grand public ;
- rendre compte par tout moyen des résultats obtenus et des difficultés rencontrées (suivi des demandes de financement aiguillée par la COLLECTIVITE au CREDIT FONCIER, tenue de réunion).

Le CREDIT FONCIER apprécie, sous sa seule responsabilité, la solvabilité et les garanties de remboursement présentées par les personnes à financer. Ainsi, la décision d'octroi ou non d'un prêt relève de sa seule appréciation. Le CREDIT FONCIER n'aura à motiver sa décision, en cas de refus, ni envers l'emprunteur, ni envers la COLLECTIVITE et/ou son/ (ses) partenaire(s) et sa propre responsabilité ne saurait être engagée de ce fait.

Article 4 : Référencement de l'offre de financements et solutions CREDIT FONCIER

Le CREDIT FONCIER référence auprès de la COLLECTIVITE pour ses actions de lutte contre les logements vacants du parc privé et d'accompagnement des copropriétés, son offre de produits et solutions telle que figurant en fiches succinctes en annexes des présentes :
Ces fiches, à destination principale de la COLLECTIVITE, pourront être remises sous sa propre responsabilité à ses partenaires professionnels missionnés ou opérationnels intervenant dans le cadre des actions de lutte contre les logements vacants du parc privé et d'accompagnement des copropriétés tels que mentionnés à l'article 2.
Strictement réservée à une information professionnelle interne, ces fiches ne sauraient être remises à des candidats emprunteurs personnes physiques ou morales.

4.2 - Evolution de l'offre produit

Le CREDIT FONCIER s'engage à informer la COLLECTIVITE de toute modification substantielle ou amélioration impactant l'offre présentée en annexe et de ses conditions d'octroi éventuelles. Cette évolution pourra donner lieu le cas échéant à la signature d'un avenant aux présentes à convenir le moment venu entre les parties.

Article 5 : Confidentialité de la Convention - non exclusivité

La Collectivité s'engage à maintenir une confidentialité sur le contenu des articles de la présente convention hors son article 4, et ce vis-à-vis de tous tiers, en garantissant le respect de cette obligation par ses préposés, salariés ou non, ses mandataires ou toute autre personne dont elle est ou serait responsable.

Cet engagement ne saurait faire obstacle au droit de communication des délibérations.

Les informations relatives aux méthodes, procédures, procédés techniques et plus généralement toutes autres informations qui seront mutuellement transmises et reçues de l'autre Partie seront considérées comme strictement confidentielles.

La présente convention ne crée aucune exclusivité au bénéfice de l'une ou l'autre des Parties signataires qui reste libre de conclure avec toute autre collectivité ou partenaire des conventions analogues sous réserve du respect de la propriété intellectuelle afférente à la présente convention du CREDIT FONCIER.

Article 6 : Informations confidentielles - secret professionnel

Pour la mise en œuvre de cette convention, les Parties pourront avoir accès aux informations nominatives nécessaires concernant certains bénéficiaires de subventions publiques. Ils ne devront pas en faire un usage autre que celui correspondant à l'objet de la présente convention.

Plus généralement, les informations qui seront mutuellement transmises et reçues dans le cadre de l'exécution des présentes seront considérées comme strictement confidentielles.

Chacune des Parties s'interdit de divulguer ou communiquer, directement ou indirectement, les informations obtenues d'une tierce personne. Les Parties garantissent le respect de ces obligations par les personnes, leurs indicateurs ou toute autre personne dont elles sont responsables. Les obligations figurant au présent article vaudront pour la durée de la présente convention et pendant les trois ans qui suivront sa cessation, qu'elle qu'en soit sa cause, et sans limite de durée s'agissant des informations relevant de l'article L.511-33 du Code Monétaire et Financier (secret professionnel).

Article 7 : Données personnelles

Les Parties s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à respecter et à faire respecter notamment par leurs préposés, salariés ou non, mandataires, prestataires permanents ou occasionnels, les dispositions légales et réglementaires relatives aux données personnelles et notamment les dispositions particulières de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et ses décrets d'application, dès lors qu'elles feront procéder à la collecte et/ou au traitement d'informations nominatives.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature.
Elle est conclue pour une durée de 3 ans.
Elle ne pourra être prorogée que par la voie d'avenant signé des représentants habilités des deux Parties.
Les Parties conviennent de se revoir deux mois avant le terme de la convention afin d'étudier ensemble les modalités de la poursuite de leurs relations.

Article 9 : Résiliation de la convention

Chaque Partie pourra résilier la présente convention, dans les huit jours de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, demeurée sans effet,

en cas de manquement par l'autre Partie à l'un quelconque de ses engagements au titre des présentes, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être mis à sa charge.
Article 10 : Droit applicable et règlement des litiges.

La présente convention est régie par le droit français.

Pour tout différend entre les Parties relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention, quel qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les Parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les Parties s'obligent à engager, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.
A défaut de règlement amiable, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal de Commerce de Strasbourg, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête aux fins de résoudre le différend.

Article 11 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les Parties font élection de domicile, chacune, à leur adresse figurant en tête des présentes.

Fait à …… le……..2016, en double exemplaire

Eurométropole de STRASBOURG
Le Vice-Président

Crédit Foncier de France
Le Directeur Régional

ANNEXE 1 : PRET « FONCIER COPRO – AVANCE DE SUBVENTIONS » CREDIT FONCIER

Objet finançable	Financement d'**avance de subvention(s)** dans le cadre de travaux sur parties communes dans une **copropriété** : Subventions de type ANAH, ADEME, Collectivités…
Principe du prêt	**Prêt collectif au syndicat des copropriétés** Un seul emprunteur : le syndicat des copropriétaires Un **seul payeur** : le syndicat des copropriétaires
Type de prêt	Prêt immobilier amortissable
Montant	A partir de 8.000 €
Taux	Fixe
Durée	**5 ans**
Différé d'amortissement	1 ou 2 ans permettent un remboursement anticipé total – sans indemnités – lors du remboursement du prêt par le versement de la subvention.
Versement des fonds	Possible en plusieurs fois, jusqu'à 2 ans.
Frais de dossier	1 % du montant emprunté.
Garantie	**Cession Dailly de(s) subvention(s)**
Assurance	Pas d'assurance obligatoire
Remboursement anticipé	**Possible en totalité et sans aucune indemnité** par remboursement lors du versement de la subvention

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

ANNEXE 2 : PRET « FONCIER COPRO 1 » CREDIT FONCIER

Objet finançable	Financement de tous les travaux sur parties communes d'une **copropriété** : ravalement, entretien, amélioration de confort, **rénovation thermique** et ce y compris frais et honoraires.
Principe du prêt	**Prêt collectif au syndicat des copropriétés** Un seul emprunteur : le syndicat des copropriétaires Un **seul payeur** : le syndicat des copropriétaires
Type de prêt	Prêt immobilier amortissable
Montant	A partir de 8.000 €
Taux	Fixe
Bonification de taux	**Possible sous condition de signature d'une convention spécifique.**
Durée	**3 à 20 ans**
Différé d'amortissement	1 ou 2 ans
Versement des fonds	Possible en plusieurs fois, jusqu'à 2 ans.
Frais de dossier	1 % du montant emprunté.
Garantie	**Cautionnement** par le Comptoir Financier de Garantie (CFG) ou la Compagnie Européenne de Garantie et Caution (CEGC – SACCEF) : pas de solidarité entre les copropriétaires – le remboursement de leur quote-part dans l'emprunt étant garanti par CFG ou CEGC.
Assurance	Pas d'assurance obligatoire.
Remboursement anticipé	Possible moyennant indemnité de 6 mois d'intérêts au taux moyen du prêt sur le capital remboursé, plafonnée à 3% du capital restant dû ; **ou sans indemnité en cas** de mutation de lots **ou valorisation de certificats d'économie d'énergie (C2E).**

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

ANNEXE 3 : PRET « FONCIER COPRO 100 » CREDIT FONCIER

Objet finançable	Financement de tous les travaux sur parties communes d'une **copropriété** : ravalement, entretien, amélioration de confort, **rénovation thermique** et ce y compris frais et honoraires.
Principe du prêt	**Prêt collectif au syndicat des copropriétés** Un seul emprunteur : le syndicat des copropriétaires Un **seul payeur** : **les copropriétaires** par prélèvements bancaires mensuels
Gestion	Prélèvement direct sur les comptes personnels des copropriétaires participant à l'emprunt, en fonction de leur quote-part dans la copropriété.
Type de prêt	Prêt immobilier amortissable
Montant	A partir de 15.000 €
Taux	Fixe
Durée	**3 à 20 ans** avec un minimum de 2 copropriétaires par durée.
Versement des fonds	Possible jusqu'à 2 ans.
Frais de dossier	1 % du montant emprunté.
Garantie	**Cautionnement** par le Comptoir Financier de Garantie (CFG) ou la Compagnie Européenne de Garantie et Caution (CEGC – SACCEF) : pas de solidarité entre les copropriétaires – le remboursement de leur quote-part dans l'emprunt étant garanti par CFG ou CEGC.
Assurance	Pas d'assurance obligatoire.
Remboursement anticipé	Possible moyennant indemnité de 6 mois d'intérêts au taux moyen du prêt sur le capital remboursé, plafonnée à 3% du capital restant dû ; **ou sans indemnité en cas** de mutation de lots ou **valorisation de certificats d'économie d'énergie (C2E).**

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

ANNEXE 4 : ECO-PRET A TAUX ZERO COPROPRIETES

Cadre réglementaire	*- Article 244 quater U du Code général des Impôts* *- Articles R 319-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation* *- Arrêté du 23.12.14 relatif à l'avenant aux Conventions de distribution de l'Eco-PTZ pour l'Eco-Prêt à Taux Zéro Copropriétés.* *- Décrets et arrêtés du 02.12.14* *- Décrets et arrêtés du 27.12.13 modifiant l'arrêté du 30.03.09* *- Arrêté du 30.03.09 relatif aux conditions d'application des dispositions concernant les avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens* **L'Eco-Prêt à taux 0% est l'un des dispositifs du plan gouvernemental de rénovation énergétique de l'habitat.** **Il permet de financer la rénovation énergétique des logements, et ainsi réduire les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.**
Type de prêt	**Prêt réglementé** de type « avance remboursable » sous convention avec l'Etat. **Prêt collectif** à amortissement direct mensuel, octroyé **au syndicat des copropriétaires** pour le compte des copropriétaires qui souhaitent y participer.
Conditions d'éligibilité	**Copropriétés achevées avant le 01.01.1990** Au moins 75% des quotes-parts des copropriétés doivent être comprises dans les lots affectés à l'usage d'habitation. Obligation du vote en assemblée générale des travaux et du recours à l'emprunt. **Les travaux doivent être réalisés par des professionnels RGE** et non commencés avant la date d'envoi de la convocation à l'assemblée générale des copropriétaires. Eligibilité à partir d'une seule action de travaux finançables.
Objets finançables	**Travaux de rénovation énergétique** sur parties et équipements communs d'immeuble en copropriété et travaux d'intérêt collectif sur parties privatives. 3 types de travaux possibles : ***Catégorie 1 : une à six actions efficaces d'amélioration de la performance énergétique** ***Catégorie 2 : ceux permettant d'atteindre une performance énergétique minimale pour les bâtiments construits après le 01.01.1948** ***Catégorie 3 : réhabilitation du système d'assainissement non-collectif.** Remarque : une seule catégorie et un seul Eco-PTZ collectif par bâtiment de la copropriété.
Taux	**Taux fixe de 0%** (hors coût de garantie)
Montant maximum de prêt pour la copropriété	*Une action : **10.000€/**logement *Deux actions **: 20.000€/**logement *Trois actions ou performance énergétique globale minimale : **30.000€**/logement
Durée maximale *réductible à 3 ans sur demande emprunteur*	*Une action : **10 ans*** *Deux actions : **10 ans*** *Trois actions (ou plus) ou performance énergétique globale minimale : **15 ans***
Versement des fonds	Possible en plusieurs fois suivant l'avancement travaux et factures. Les travaux devant être réalisés dans les 36 mois de la date d'envoi de la convocation à l'assemblée générale des copropriétaires.
Remboursement anticipé	Pas d'indemnité de remboursement anticipé
Ouverture de compte	Non-pas de changement de domiciliation bancaire requis.
Frais de dossier	**Pas de frais de dossier**
Garantie obligatoire	Garantie CFG (Comptoir Financier de Garantie) non restituable. Pas de FGAS.
Assurances	Pas d'assurances emprunteur s'agissant ici d'un emprunteur « personne morale"

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

ANNEXE 5 : PRET « FONCIER SOLUTION BAILLEUR » CREDIT FONCIER

Objet finançable	Pour les propriétaires bailleurs (personne physique ou SCI familiale) dont la gestion des immeubles (au moins 3 lots) est assurée sous mandat de gestion par un administrateur de biens : • **Tous travaux notamment de rénovation thermique** sur ces immeubles, honoraires compris. • Rachat de soulte ou de parts.
Type de prêt	Prêt immobilier amortissable
Montant	A partir de 15.000 €
Taux	Fixe
Bonification de taux	**Possible selon une convention spécifique signée avec l'entreprise partenaire** (bonification possible par pas de 0.01%).
Durée	**3 à 20 ans**
Différé d'amortissement	1 ou 2 ans
Versement des fonds	Possible en plusieurs fois, dans la limite de 2 ans.
Frais de dossier	1 % du montant du prêt jusqu'à 75 000€ avec un minimum de 550€ ; 0.3% du montant du prêt au-delà.
Garantie	Hypothécaire + promesse de nantissement des loyers. Cautionnement Comptoir Financier de Garantie (CFG) ou Compagnie Européenne de Garantie et Caution (CEGC – SACCEF). Caution personnelle, solidaire et indivise des associés si emprunteur morale et garantie complémentaire éventuelle.
Assurance	Pas d'assurance obligatoire.
Remboursement anticipé	Possible moyennant indemnité de 6 mois d'intérêts au taux moyen du prêt sur le capital remboursé, plafonnée à 3% du capital restant dû ; **ou sans indemnité en cas** de mutation de lots ou **valorisation de certificats d'économie d'énergie (C2E).**

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

ANNEXE 6 : PC – PAS + Travaux & PTZ
Prêt Conventionné – Prêt à l'Accession Sociale – Prêt à Taux Zéro

Cadre réglementaire	• **PC – PAS** *- Articles L 331-63 et suivants et R 3152-3-1 du Code de la Construction et de l'Habitation* *- Articles R 331 et suivants du même code pour l'Aide Personnalisée au Logement (APL)* *- Article R 312-1 et suivants pour la Garantie Fonds de Garantie de l'Accession Sociale (FGAS)* *- Arrêté du 04.10.2011 relatif aux conditions d'octroi des prêts conventionnés* • **PTZ** *- Articles 244 quater V et 257 du Code Général des Impôts ** *- Articles L 31-10-1 et suivants et R 31-10-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation* *- Arrêté du 30.12.10 relative aux conditions d'application des dispositions concernant les prêts ne portant pas intérêts consentis pour financer la primo-accession à la propriété.*
Types de prêt	• **PC – PAS :** prêts réglementés distribués par les banques ayant passé une convention avec l'Etat et pour le PAS avec le FGAS • **PTZ :** prêt réglementé de type « avance remboursable » distribuée par les banques ayant passé une convention avec l'Etat. Ces prêts PC ou PAS et PTZ sont compatibles et peuvent être cumulés y compris avec des prêts Epargne Logement – Action Logement ou prêts relais ou à taux fixe dont le taux est strictement limité.
Conditions d'éligibilité à la date de l'offre	• **PC :** pas de conditions de ressources. • **PAS :** respecter les plafonds de ressources • **PTZ :** être primo-accédant, à savoir ne pas avoir été propriétaire de sa résidence principale dans les 2 ans précédant l'offre de prêt PTZ. Respecter les plafonds de ressources réglementaires PTZ. **NB :** on retient le montant le plus élevé entre le revenu fiscal de référence de l'année N-2, fonction de la composition du ménage destiné à occuper le logement et de la localisation de l'opération, et le coût d'opération divisé par 9.
Objets finançables	**Résidence principale dans tous les cas** hors frais de notaire et de garantie. • **PC – PAS :** acquisition neuve ou construction individuelle avec ou sans terrain à acquérir ou pré-acquis ; **- Acquisition d'ancien sans ou avec travaux notamment de rénovation y compris de rénovation énergétique** **- Financement des seuls travaux d'amélioration sur logements achevés depuis au**

	moins 10 ans et travaux de réduction des dépenses d'énergie sur logements existants. **-** Rachat également de soultes et de parts indivises. **-** Logement locatif pour le seul PC. • **PTZ :** acquisition en **ancien HLM sous condition de prix inférieur de 10% à la valeur de France Domaines** ou construction avec ou sans terrain ou acquisition ou neuf achevé ou non, en Prêt Social de Location Accession (PSL), transformation en habitation ou rénovation lourde.
Aide personnalisée logement	• **PC-PAS : ouvrent droit à l'APL sur toute la durée du prêt** permettant de réduire les mensualités de remboursement (sécurisation).
Montants possibles	• **PC – PAS :** jusqu'à 100% de l'opération hors frais d'acte notarié et droits d'enregistrement et frais de garantie. • **PTZ :** quotités réglementaires de coût d'opération dépendant de la composition du ménage et de l'opération neuf/ancien et de sa localisation.
Taux	• **PC – PAS** : taux plafonnés (deux barèmes obligatoirement proposés à taux fixe constant et révisable) *Le PAS bénéficie d'un taux d'intérêt préférentiel avec ou sans apport personnel, par rapport au reste de la gamme de prêts du Crédit Foncier.* • **PTZ : 0%**
Durée	• **PC – PAS : 6 à 30 ans** • **PTZ : 12 ou 16 ans sans différé** • **Ou 22 ans + différé de 8 ans** • **Ou 25 ans + différé de 11 ou 14 ans** NB : le profil est fonction de la composition du ménage et de son revenu fiscal de référence N-2 ou du coût d'opération divisé par 9.
Différé	Possible pour remboursement après travaux achevés – notamment de rénovation thermique.
Ouverture de compte	Non-pas de changement de domiciliation bancaire requis.
Frais de garantie et de dossiers	• **PC – PAS :** frais d'hypothèque réduits + frais de dossiers dont pour le seul PAS des frais de dossiers réduit plafonnés à 500€ • **PTZ :** pas de frais de dossiers.
Sécurisation	• **PC – PAS :** garantie du FGAS pour le seul PAS permettant notamment une modulation gratuite des échéances. • **PTZ :** garantie FGAS en cas d'association à un prêt principal PAS.
Garantie	• **PC – PAS :** Hypothèque de 1er rang sans concurrence ou sinon en PC caution Crédit Logement, le PTZ suivant la garantie du prêt principal.
Assurances	Assurances Groupe souscrites par le CREDIT FONCIER auprès d'AXA France Vie. Un ou

	plusieurs adhérents possibles assurés forfaitairement à hauteur de 100% du montant emprunté pour chacun des emprunteurs. Assurance Décès/Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA) Assurance Perte d'Emploi en complément de l'Assurance Décès/PTIA
Remboursement anticipé	• **PC – PAS :** possible moyennant indemnité de 6 mois d'intérêts au taux moyen du prêt sur le capital remboursé, plafonné à 3% du capital restant dû.

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

ANNEXE 7 : PRET VIAGER HYPOTHECAIRE

Cadre légal et réglementaire	*- Article L 314-1 et suivants du Code de la Consommation* *- Articles L 313-3 du Code de la Consommation* *- Article L 313-5-1 du Code Monétaire et Financier*
Sanctions (pratiques commerciales)	Le non-respect des règles expose l'auteur de démarchage à des sanctions jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 375.000 € d'amende et une publicité non conforme expose à une amende de 3.750 €
Bénéficiaires	Personnes physiques de 65 ans et plus *(sous curatelle ou tutelle possible avec intervention du représentant légal).*
Objet finançable	**Prêt non affecté** (mais interdiction d'utiliser les fonds pour financer une activité professionnelle)
Type de prêt	**Prêt viager hypothécaire** *à capitalisation annuelle des intérêts* et **remboursement au décès de l'emprunteur ou en cas d'aliénation** de l'immeuble hypothéqué.
Montant	La quotité prêtée est fonction de la valeur estimée du bien, de l'âge de l'emprunteur (et co-emprunteur) Minimum = 20 000€.
Taux	Fixe
Durée	**Viagère**
Terme du prêt	**Exigibilité du principal et intérêts capitalisés annuellement, en cas de :** - **Décès de l'emprunteur** ou du dernier co-emprunteur. - **Aliénation de l'immeuble hypothéqué avant décès.** - **Démembrement de propriété de l'immeuble hypothéqué avant décès** sauf s'il résulte du décès du premier co-emprunteur - Déchéance du terme en cas de non-respect des clauses contractuelles. **La créance du prêteur est plafonnée à la valeur du bien hypothéqué à la date d'exigibilité.**
Versement des fonds	Déblocage en une seule fois.
Garanties	**Hypothèque** conventionnelle (non rechargeable) sur le bien de l'emprunteur et pacte commissoire.
Biens éligibles	**Bien immobilier de l'emprunteur à usage exclusif d'habitation.**
Assurances	**Pas d'assurance emprunteur (pas de questionnaire de santé)**
Remboursement anticipé	Remboursement total ou partiel possible pour un montant au moins égal à 10 % du capital versé Indemnités de remboursement anticipé prévues par la loi.

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

ANNEXE 8 : CORRESPONDANTS DEDIES CREDIT FONCIER ET SUIVI

CORRESPONDANTS DEDIES

OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENTS **pour le montage des dossiers de financement.**	**CREDIT FONCIER Agence de Strasbourg :** Directeur : Jérôme CAVELIER 5 rue de la Division Leclerc CS 30002 67 060 STRASBOURG Cedex **03 88 22 76 91 | 06 85 61 22 85** creditfoncier.com
OFFRE SPECIALISEE COPROPRIETE BAILLEURS **pour le montage des dossiers de financement.**	**CREDIT FONCIER Agence COPROPRIETES-BAILLEURS** Directeur de clientèle régional : Jérôme THIRAULT Téléphone : 03.20.12.53.56 / 06.86.68.55.32 Mail : jerome.thirault@creditfoncier.fr
Identification de la COLLECTIVITE d'implantation de l'opération	La Collectivité fait l'objet d'une identification spécifique au CREDIT FONCIER, permettant le suivi de tous les dossiers financés, Coordonnées contact Eurométropole de Strasbourg Paule PFLIEGER, Chargée de mission parc privé -03 68 98 71 41/paule.pflieger@strasbourg.eu Débora POITEAUX, Chef de projet parc privé – 03 68 98 71 35 /debora.poiteaux@strabourg.eu
Prise en charge de la demande de crédit immobilier ou Copropriété	Le dossier (exemple prêt Copropriété) est suivi auprès du correspondant dédié du CREDIT FONCIER ci-dessus.

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGER INTERNE DE LA COLLECTIVITE
ET DE SON(SES) PARTENAIRES PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

.

La Banque Postale

CONVENTION PARTENARIALE DE REFERENCEMENT

DE L'OFFRE DE FINANCEMENTS HABITAT DE LA BANQUE POSTALE EN APPUI DE LA RENOVATION DES LOGEMENTS VACANTS DU PARC

PRIVE

EUROMETROPOLE STRASBOURG – LA BANQUE POSTALE

DECEMBRE 2016

Entre les soussignées :

La Banque Postale,
"La Banque Postale - Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4 046 407 595 euros -
Siège social et adresse postale : 115 rue de Sèvres - 75 275 Paris Cedex 06 - RCS Paris 421 100 645 - Code APE
6419Z, intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424"
représentée par Mme Laurence MONLOUIS , Directrice Régionale,
Ci-après désignée la "Banque",

d'une part,

Et,

Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
représentée par Monsieur AGHA BABAEI, agissant en qualité de Vice-président en charge des politiques de l'Habitat (arrêté de la Communauté urbaine de Strasbourg portant délégation partielle de fonction, en date du 24 avril 2014),

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement la « Partie » ou collectivement les « Parties »,

Après avoir rappelé que :

Dans le cadre de la lutte contre les logements vacants et l'amélioration du parc privé ancien, l'Eurométropole de Strasbourg a entrepris depuis 2015 de développer différents dispositifs d'aide et d'accompagnement à destination des propriétaires bailleurs, afin de leur permettre de remettre en location un logement inoccupé (subventions, primes, abattements fiscaux, suivi du projet, conseils…).
Dans le processus d'accompagnement du propriétaire, l'un des objectifs de la Collectivité est de faciliter l'accès du propriétaire aux différents interlocuteurs et de simplifier la mise en œuvre d'un projet de remise en location.

C'est pourquoi, la COLLECTIVITE souhaite s'appuyer sur les financements et solutions bancaires dédiés aux logements et publics ciblés par son action et informer ses partenaires professionnels (opérateur public ou privé, animateur d'opération ou de programme, prestataire, mandataire, syndic), de l'offre de crédits proposée par un établissement spécialisé dans le financement immobilier tel que la Banque Postale.
Cette offre sera destinée au financement de la rénovation des logements vacants et pour tout propriétaire de logements vacants qui aura pu prendre connaissance de la démarche volontariste mise en place par la COLLECTIVITE.

L'objectif de la présente convention a pour but de référencer auprès de la COLLECTIVITE les prêts et solutions financières de la Banque Postale, pour financer les projets immobiliers visés dans le cadre de la présente action de lutte contre les

logements vacants et permettre à la Banque Postale d'accompagner ainsi les partenaires de la COLLECTIVITE dans leur mise en œuvre opérationnelle.

La Banque propose sur le marché une offre complète et globale de produits et services bancaires et financiers, notamment des crédits immobiliers et travaux.

Désireux de coopérer afin d'orienter les clients de la Collectivité intéressés par la conclusion d'un crédit immobilier et/ ou travaux vers la Banque, les Parties ont souhaité encadrer leurs relations par la présente convention (ci-après la « Convention »).

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente Convention a pour objet de régir les relations entre la Banque et la Collectivité dans le cadre de l'indication de crédits immobiliers et travaux et de la démarche de lutte contre les logements vacant entreprise par la Collectivité.
Les Parties conviennent que ces relations sont fondées sur l'article R.519-2-2° du Code monétaire et financier.

Article 2. Obligations des parties

2-1 – Obligations de la Banque

- La Banque s'engage à traiter les personnes propriétaires recommandées par la Collectivité avec la même qualité de service que toute autre personne, afin de garantir aux propriétaires de trouver la solution financière la plus adaptée dans le cadre de leurs démarches de remise en location.
- La Banque s'engage à informer régulièrement la Collectivité de la modification des crédits immobiliers et travaux et/ou de la mise en place de nouveaux outils financiers.
- La Banque s'engage à fournir à la Collectivité un descriptif de l'ensemble des crédits immobiliers et travaux disponibles (type plaquette communication), afin de permettre à la Collectivité de délivrer un premier niveau d'information aux propriétaires qui bénéficient de l'accompagnement de la Collectivité.

- Pour assurer un suivi et un partenariat efficaces, la Banque communiquera à la Collectivité par retour de mail les informations suivantes :

* Accusé de réception de la prise en charge de la demande dans un délai de 5 jours ouvrés,
* Information sur le souhait du client de donner suite ou non à la proposition que lui aura faite la Banque, le cas échéant,
* Décision d'accord ou de refus sur la demande de financement.

2-2 – Obligations de la Collectivité

- La Collectivité s'engage à recommander la Banque aux personnes manifestant un intérêt pour un crédit immobilier et/ou travaux en les orientant vers les interlocuteurs dédiés des agences qui seront chargés de la bonne distribution des produits référencés et du traitement des dossiers de demande de financements – conformément à l'annexe 2.
- Elle s'interdit tout acte susceptible de dépasser le cadre strict de la simple indication prévue à l'article R.519-2-2° du Code monétaire et financier et, notamment de

solliciter ou de recueillir l'accord d'un client sur une opération de crédit immobilier ou travaux ou d'exposer oralement ou par écrit à un client potentiel les modalités d'un crédit immobilier ou travaux.
- Elle informe la Banque de son acte d'indication en lui communiquant le Formulaire de Renseignements crédit Immobilier et travaux dont le modèle est joint en Annexe 1.
- Elle s'engage à transmettre à la Banque les données personnelles relatives au(x) candidat(s)emprunteur(s), sous réserve que ces derniers aient expressément accepté la communication de leurs données à la Banque ; elle conserve la preuve de cette acceptation.
- La Collectivité s'engage à ne pas porter atteinte ou nuire à l'image de la Banque.
- Elle s'oblige à ne jamais laisser croire qu'elle agit au nom et/ou pour le compte de la Banque.
- La Collectivité n'effectuera aucun acte de démarchage pour la Banque et elle n'acceptera aucun versement pour le compte de la Banque.
- La Collectivité s'engage à insérer le logo de la Banque Postale sur son portail internet, indiquant que La Banque Postale est partenaire de la collectivité sur ce projet.
La Collectivité ne pourra pas faire autres usages du logo de La Banque Postale sans autorisation préalable de cette dernière.

Article 3. Rémunération de la Collectivité

La Collectivité conclut la présente Convention dans l'objectif exclusif d'être en mesure d'aider ses clients à obtenir des contacts avec des professionnels du crédit immobilier et travaux.
En conséquence, aucune rémunération, ni quelconque avantage économique ne sera versé par la Banque à la Collectivité en contrepartie des obligations souscrites par ce dernier au titre de la présente Convention.

Article 4. Non-exclusivité

Aucune exclusivité n'est attribuée à l'une ou l'autre des Parties. La Banque est libre de contracter avec d'autres Collectivités quel que soit le lieu de leur implantation ou d'intervenir directement.
La Collectivité peut décider de recommander ses clients à d'autres établissements que la Banque.

Article 5. Confidentialité

Les Parties attachent aux dispositions de la présente Convention un caractère de confidentialité à l'égard des tiers pendant toute sa durée, de même qu'après son expiration pendant une durée de 1 an, sauf à y être contraintes par des dispositions législatives ou règlementaires impératives ou par une décision de justice ou administrative.
Par ailleurs, sauf autorisation expresse de la Banque, la Collectivité s'engage à ne divulguer aucune information communiquée par cette dernière à son attention dans le cadre de l'exécution de la présente Convention.

Article 6. Durée - Résiliation

6-1 Durée

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

6-2 Résiliation

6-2-1 – Cas de résiliation

a) Chacune des Parties peut mettre fin à la présente Convention, à tout moment, sans indemnité de part et d'autre sous réserve de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre Partie, quinze jours (15) calendaires avant la date d'effet de cette résiliation.
b) Par ailleurs, la présente Convention pourra être résiliée à tout moment, sans préavis par la partie non défaillante sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle serait susceptible de réclamer à la partie défaillante :
- en cas de manquement par l'une des Parties à l'une de ses obligations souscrites au terme de la présente Convention. La Partie diligente adressera une lettre recommandée avec demande d'avis de réception à cet effet. La résiliation sera effective à la date de réception de ladite lettre.

6-2-2 – Effets de la résiliation

La résiliation de la Convention, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la cessation des obligations de chacune des Parties souscrites dans le cadre et les limites des présentes.
A compter de la date d'effet de la résiliation, la Collectivité s'engage à remettre à la Banque, en mains propres ou par courrier, tous les prospectus, documentations publicitaires, et de manière plus générale, tous documents mis à sa disposition par la Banque durant l'exécution de la Convention. La Collectivité s'engage à ne plus faire référence à la Banque auprès de ses clients.

Article 7. Protection des données à caractère personnel

Aux fins du présent article, il faut entendre par « données à caractère personnel » toute information relative à une personne physique identifiée ou pouvant être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à plusieurs éléments qui lui sont propres.
La Collectivité s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'il aura à traiter dans le cadre de la présente Convention en mettant tout en œuvre pour empêcher que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.
La Collectivité ne peut procéder à un traitement de données à caractère personnel que dans le strict respect de la Convention. Dans l'hypothèse où un tel traitement devrait faire l'objet d'une autorisation préalable de la CNIL, la Collectivité s'engage à en informer la Banque, notamment pour ce qui concerne les transferts de données hors de l'Union européenne et ce conformément à la législation en vigueur.
Les Parties conviennent qu'elles procèdent, chacune pour ce qui la concerne, aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé dans le cadre de l'exécution de la présente Convention conformément à leurs obligations

résultant de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 telle que modifiée par la loi du 6 août 2004.
Les Parties s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, au respect des dispositions de la loi
Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 telle que modifiée par la loi du 6 août 2004 s'agissant notamment des droits des personnes objets des traitements opérés et plus particulièrement des droits d'accès, de rectification et d'opposition à leurs donnée.

Article 8. Intuitu personae – Changement de contrôle

La Convention est conclue intuitu personae et ne pourra être transférée ou cédée à un tiers sous quelque forme que ce soit, par l'une des Parties, sauf accord préalable et expresse de l'autre Partie, matérialisé par un avenant à la Convention.

Article 9. Dispositions diverses

9.1 - Pérennité des droits des Parties

En aucun cas, le non-exercice par l'une des Parties de l'un quelconque des droits dont elle dispose pour l'application de la Convention ne saurait être interprété comme valant renonciation à ce droit, l'une ou l'autre des Parties se réservant la possibilité de solliciter l'application de ce droit à tout moment.

9.2 - Indépendance des clauses

La nullité de tout ou partie de l'une des dispositions de la Convention n'emportera pas nullité de l'ensemble des présentes, et les dispositions ou partie de dispositions déclarées nulles seront simplement considérées comme non écrites.

9.3 - Accord des Parties

La Convention comprend l'intégralité de l'accord des Parties en relation avec son objet.
La Convention ne pourra être modifiée que par un accord écrit dûment signé par les représentants dûment habilités de chacune des Parties. Tout avenant qui viendrait à être conclu par les Parties sera soumis aux dispositions de la Convention.
Les annexes font partie intégrante de la Convention.

Article 10. Election de domicile - Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent domicile en leur siège social respectif.
La Convention est conclue, régie, interprétée et exécutée conformément aux dispositions du droit français.
Tout différend qui pourrait naître dans le cadre de la Convention, relatif notamment à sa validité, son interprétation ou son exécution, et qui ne pourrait être réglé de façon amiable, relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris, nonobstant tout appel en garantie ou pluralité de défendeurs.

Fait à……. le

En deux exemplaires originaux

Eurométropole de STRASBOURG
Le Vice-Président

La Banque Postale

Annexe 1 - Formulaire de Renseignements Crédit Immobilier et ou travaux

Nom et prénom de l'interlocuteur : ……
Téléphone : ……
Email de correspondance : ……

CONTACT CLIENT

Nom et Prénom :

Adresse

Téléphone à privilégier :

Téléphone :

Email :

Plage horaire souhaitée

	Lundi	Mardi	Mercredi	jeudi	vendredi
Matin					
Après Midi					

PROJET & FINANCEMENT	
Prêt Tavaux	Crédit Immobilier
1) Montant approximatif des travaux :	1) Montant approximatif du prêt :
2) Détail succinct des travaux à financer :	2) Description succincte du bien à financer

Informatique et Libertés :

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, il est précisé que les données à caractère personnel recueillies sont obligatoires pour permettre l'examen de projet de financement d'un bien immobilier et la prise de rendez-vous avec les conseillers de La Banque Postale.
Ces données pourront être utilisées pour les besoins de l'examen de projet de financement d'un bien immobilier et la prise de rendez-vous par La Banque Postale, les sociétés du groupe auquel elle appartient, les prestataires et partenaires auxquels elle est contractuellement liée.
Elles pourront être également utilisées pour les actions commerciales de La Banque Postale et les sociétés du groupe auquel elle appartient.
Par conséquent, nous certifions par le présent document avoir recueilli le consentement express du client à la communication de ses données personnelles à La Banque Postale, aux sociétés du groupe auquel elle appartient, aux prestataires ou partenaires auxquels elle est liée contractuellement.

Date : Signature :

Annexe 2 : CORRESPONDANTS DEDIES LA BANQUE POSTALE ET SUIVI

CORRESPONDANTS DEDIES

OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENTS **pour le montage des dossiers de financement.**	Madame Géraldine TAVONE Bureau de Poste 3A rue du 22 Novembre 67000 Strasbourg Mail : geraldine.tavone@laposte.fr Tél : 03 88 24 60 15
Identification de la COLLECTIVITE **d'implantation de l'opération**	La Collectivité fait l'objet d'une identification spécifique à La Banque Postale, permettant le suivi de tous les dossiers financés, Coordonnées contact Eurométropole de Strasbourg Paule PFLIEGER, Chargée de mission parc privé -03 68 98 71 41/paule.pflieger@strasbourg.eu

Crédit Agricole Alsace Vosges

CONVENTION PARTENARIALE DE REFERENCEMENT DE L'OFFRE DE FINANCEMENTS HABITAT DU CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES EN APPUI DE LA RENOVATION DES LOGEMENTS VACANTS DU PARC PRIVE

EUROMETROPOLE STRASBOURG - CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

DECEMBRE 2016

915

Entre

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, 1, parc de l'Étoile – 67076 Strasbourg Cedex
représentée par Monsieur AGHA BABAEI, agissant en qualité de Vice-président en charge des politiques de l'Habitat (arrêté de la Communauté urbaine de Strasbourg portant délégation partielle de fonction, en date du 24 avril 2014),

ci-après dénommée la « COLLECTIVITE »

et

Le Crédit Agricole Alsace Vosges, société coopérative à capital variable, établissement de crédit, 437 642 531 RCS Strasbourg, siège social 1, place de la Gare, BP 20440 67008 Strasbourg Cedex
représenté par Richard ROSTOUCHER, agissant en qualité de responsable du développement du financement de l'immobilier,

ci-après dénommé le « Crédit Agricole Alsace Vosges»

Ci-après dénommées individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de la lutte contre les logements vacants et l'amélioration du parc privé ancien, l'Eurométropole de Strasbourg a entrepris depuis février 2015 de développer différents outils d'aide et d'accompagnement à destination des propriétaires bailleurs, afin de leur permettre de remettre en location un logement inoccupé (subventions, primes, abattements fiscaux, suivi du projet, conseils, montage des dossiers de subventions…).

Dans le processus d'accompagnement du propriétaire, l'un des objectifs de la Collectivité est de faciliter l'accès aux différents interlocuteurs et de simplifier la mise en œuvre d'un projet de remise en location.

C'est pourquoi, la COLLECTIVITE souhaite s'appuyer sur les financements et solutions bancaires dédiés aux logements et aux publics ciblés par son action et informer ses partenaires professionnels (opérateur public ou privé, animateur d'opération ou de programme, prestataire, mandataire, syndic…), de l'offre de crédits proposée par un établissement spécialisé dans le financement immobilier tel que le Crédit Agricole Alsace Vosges.
Cette offre sera destinée au financement de la rénovation des logements vacants ou pour tout propriétaire de logements vacants qui aura pu prendre connaissance de la démarche volontariste mise en place par la COLLECTIVITE.

L'objectif principal de la présente convention a pour but de référencer auprès de la COLLECTIVITE les prêts et solutions financières du Crédit Agricole Alsace Vosges tels que figurant en annexes (fiches produits et solutions), pour financer les projets immobiliers visés dans le cadre de la présente action de lutte contre les logements vacants et

permettre au Crédit Agricole Alsace Vosges d'accompagner ainsi les partenaires de la COLLECTIVITE dans leur mise en œuvre opérationnelle.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention.

La présente convention a pour objet de permettre à la COLLECTIVITE de référencer les financements disponibles au Crédit Agricole Alsace Vosges et répondant aux besoins opérationnels de son action sur la lutte contre les logements vacants et d'informer ses partenaires professionnels de l'existence de ces financements.

A cette fin, les fiches de prêts ou solutions financières du Crédit Agricole Alsace Vosges figurant en annexes ne sauraient constituer des fiches d'informations complètes ou des plaquettes revêtant toutes les informations et mentions légales nécessaires à une information préalable et suffisante d'un emprunteur personne physique ou morale au sens réglementaire. Elles ne sont donc pas destinées aux emprunteurs visés par l'action et/ou le dispositif de la Collectivité.

D'autre part, cette convention a pour objet de désigner ou d'identifier auprès de la COLLECTIVITE, les correspondants dédiés au sein du Crédit Agricole Alsace Vosges auxquels il conviendra de s'adresser pour pouvoir bénéficier d'une information exhaustive et d'un conseil financier professionnel et dont les coordonnées figurent en annexe 8 de la présente convention.

Article 2 : Engagements de la Collectivité

La COLLECTIVITE s'engage à :

- faire référence au présent partenariat dans le cadre de toute communication sur son action et ou dispositif relatif à la présente convention, en direction des professionnels et des particuliers ;
- informer ses partenaires professionnels autres que bancaires (autre collectivité, établissement public, opérateur public ou privé, animateur d'opération ou de programme, prestataire, mandataire, syndics…) de l'existence de l'offre de produits et solutions du Crédit Agricole Alsace Vosges annexée aux présentes ;
- faire participer les correspondants dédiés du Crédit Agricole Alsace Vosges à ses actions d'information à l'égard des professionnels et publics ciblés par son action ;
- encourager lesdits professionnels et les particuliers à contacter le Crédit Agricole Alsace Vosges pour bénéficier d'une information exhaustive et d'un conseil financier professionnel ;
- informer le Crédit Agricole Alsace Vosges de toute modification significative de son fait impactant l'action sur la lutte contre les logements vacants ;
- ne pas communiquer les fiches référençant l'offre Crédit Agricole Alsace Vosges annexées aux présentes, aux emprunteurs personnes physiques ou morales, visées par la présente action de lutte contre les logements vacants du parc privé.

Concernant les prêts du Crédit Agricole Alsace Vosges, il est précisé que le rôle de la COLLECTIVITE avec ses partenaires professionnels sus cités se limite exclusivement :
- à indiquer les coordonnées du Crédit Agricole Alsace Vosges à des propriétaires ou des ménages susceptibles d'être intéressés par la souscription d'un crédit ou

- à transmettre au Crédit Agricole Alsace Vosges, sous réserve de l'accord des propriétaires, les coordonnées des propriétaires ou des ménages à la recherche d'un financement, et/ou
- à fournir aux propriétaires ou des ménages des documents publicitaires qui seront mis à disposition de la COLLECTIVITE par le Crédit Agricole Alsace Vosges, à l'exception de la remise de tout autre document de quelque nature que ce soit.

La COLLECTIVITE avec ses partenaires professionnels sus cités, s'interdit en outre de recourir au démarchage défini et régi par les articles L.341-1, L.341-4 à L.341-17 et L.353-1 à L.353-5 du Code Monétaire et Financier, au nom et pour le compte du Crédit Agricole Alsace Vosges

Article 3 : Engagements du Crédit Agricole Alsace Vosges

Le Crédit Agricole Alsace Vosges s'engage à :
- proposer l'offre de prêts et les solutions figurant en annexes des présentes pour les besoins de la présente action de lutte contre les logements vacants du parc privé et à étudier sous sa propre responsabilité les dossiers de demande de financement qui lui seront présentés ou proposés, au regard du projet du propriétaire ;
- respecter les conditions et modalités des produits proposés en annexe ;
- informer la COLLECTIVITE de toute modification substantielle impactant l'offre présentée en annexes et ses conditions d'octroi éventuelles : cette évolution pourra donner lieu le cas échéant à la signature d'un avenant aux présentes à convenir le moment venu entre les Parties ;
- désigner les interlocuteurs dédiés des agences Crédit Agricole Alsace Vosges qui seront chargés de la bonne distribution des produits référencés et du traitement des dossiers de demande de financements – conformément à l'annexe 8;
- promouvoir la présente action de lutte contre les logements vacants du parc privé de la COLLECTIVITE et accompagner celle-ci dans des actions d'information grand public ;
- rendre compte par tout moyen des résultats obtenus et des difficultés rencontrées (suivi des demandes de financement aiguillée par la COLLECTIVITE au Crédit Agricole Alsace Vosges, tenue de réunions…).

Le Crédit Agricole Alsace Vosges apprécie, sous sa seule responsabilité, la solvabilité et les garanties de remboursement présentées par les personnes à financer. Ainsi, la décision d'octroi ou non d'un prêt relève de sa seule appréciation.
Le Crédit Agricole Alsace Vosges pourra informer de sa décision sans pour autant devoir la motiver, celle-ci pouvant être couverte par le secret bancaire. Dans tous les cas de refus, sa propre responsabilité ne saurait être engagée de ce fait.

Article 4 : Référencement de l'offre de financements et solutions Crédit Agricole Alsace Vosges

Le **Crédit Agricole Alsace Vosges** référence auprès de la COLLECTIVITE pour la présente action de lutte contre les logements vacants du parc privé**,** son offre de produits et solutions telle que figurant en fiches succinctes en annexes des présentes.

Ces fiches, à destination principale de la COLLECTIVITE, pourront être remises sous sa propre responsabilité à ses partenaires professionnels missionnés ou opérationnels intervenant dans le cadre de la présente action de lutte contre les logements vacants du parc privé tels que mentionnés à l'article 2.

4.2 – Evolution de l'offre produit

Le Crédit Agricole Alsace Vosges s'engage à informer la COLLECTIVITE de toute modification substantielle ou amélioration impactant l'offre présentée en annexe et de ses conditions d'octroi éventuelles. Cette évolution pourra donner lieu le cas échéant à la signature d'un avenant aux présentes à convenir le moment venu entre les parties.

Article 5 : Confidentialité de la Convention - non exclusivité

La Collectivité s'engage à maintenir une confidentialité sur le contenu des articles de la présente convention hors son article 4, et ce vis-à-vis de tous tiers, en garantissant le respect de cette obligation par ses préposés, salariés ou non, ses mandataires ou toute autre personne dont elle est ou serait responsable.

Les informations relatives aux méthodes, procédures, procédés techniques et plus généralement toutes autres informations qui seront mutuellement transmises et reçues de l'autre Partie seront considérées comme strictement confidentielles.

La présente convention ne crée aucune exclusivité au bénéfice de l'une ou l'autre des Parties signataires qui restent libre de conclure avec toute autre collectivité ou partenaire des conventions analogues sous réserve du respect de la propriété intellectuelle afférente à la présente convention du Crédit Agricole Alsace Vosges.

Article 6 : Informations confidentielles - secret professionnel.

Pour la mise en œuvre de cette convention, les Parties pourront avoir accès aux informations nominatives nécessaires concernant certains bénéficiaires de subventions publiques. Ils ne devront pas en faire un usage autre que celui correspondant à l'objet de la présente convention.

Plus généralement, les informations qui seront mutuellement transmises et reçues dans le cadre de l'exécution des présentes seront considérées comme strictement confidentielles.

Chacune des Parties s'interdit de divulguer ou communiquer, directement ou indirectement, les informations obtenues d'une tierce personne. Les Parties garantissent le respect de ces obligations par les personnes, leurs indicateurs ou toute autre personne dont elles sont responsables. Les obligations figurant au présent article vaudront pour la durée de la présente convention et pendant les trois ans qui suivront sa cessation, qu'elle qu'en soit sa cause, et sans limite de durée s'agissant des informations relevant de l'article L.511-33 du Code Monétaire et Financier (secret professionnel).

Article 7 : Données personnelles

Les Parties s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à respecter et à faire respecter notamment par leurs préposés, salariés ou non, mandataires, prestataires permanents ou occasionnels, les dispositions légales et réglementaires relatives aux données personnelles et notamment les dispositions particulières de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et ses décrets

d'application, dès lors qu'elles feront procéder à la collecte et/ou au traitement d'informations nominatives.

Article 8 : Durée de la convention.

La présente convention prend effet à compter de sa signature.
Elle est conclue pour une durée de 3 ans.
Elle ne pourra être prorogée que par la voie d'avenant signé des représentants habilités des deux Parties.
Les Parties conviennent de se revoir deux mois avant le terme de la convention afin d'étudier ensemble les modalités de la poursuite de leurs relations.

Article 9 : Résiliation de la convention.

Chaque Partie pourra résilier la présente convention, dans les huit jours de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, demeurée sans effet, en cas de manquement par l'autre Partie à l'un quelconque de ses engagements au titre des présentes, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être mis à sa charge.

Article 10 : Droit applicable et règlement des litiges.

La présente convention est régie par le droit français.

Pour tout différend entre les Parties relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention, quel qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les Parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les Parties s'obligent à engager, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

A défaut de règlement amiable, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal de Grande Instance de Strasbourg, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête aux fins de résoudre le différend.

Article 11 : Election de domicile.

Pour l'exécution de la présente convention, les Parties font élection de domicile, chacune, à leur adresse figurant en tête des présentes.

Fait à Strasbourg le xx décembre 2016, en double exemplaire

Eurométropole de STRASBOURG **Le Crédit Agricole Alsace Vosges**

RESERVE EXCLUSIVEMENT A L'USAGE INTERNE DE LA COLLECTIVITE ET DE SON(SES) PARTENAIRE(S) PROFESSIONNEL(S) A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

Annexe 1 – PRET Eco PTZ

Financement de travaux lourds d'amélioration de la performance énergétique globale des logements pouvant être réalisés :

- Soit via un bouquet de travaux = 2 actions minimum dans au moins 2 des 6 rubriques prévues par les textes.

- Soit via des travaux prescrits par un bureau d'étude thermique permettant d'atteindre une performance énergétique globale pour les logements achevés entre le 01/01/1948 et le 01/01/1990.

- Soit via des travaux de réhabilitation de systèmes d'assainissement non collectif par des dispositifs ne consommant pas d'énergie.

Annexe 2 – PRET Economie d'énergie

Il s'agit d'une offre encadrée par l'Etat qui permet de financer certains types de travaux :

- Relatifs à l'installation d'équipement utilisant une **énergie renouvelable** (solaire, bois, géothermie, vent) ou permettant de faire des économies d'énergie (isolation de la toiture, changement de fenêtre…)
- Pour un logement **achevé depuis plus de 2 ans** à usage d'habitation principale ou secondaire (personnelle ou locative)

Annexe 3 – PRET Solivert

Ce crédit a pour objet les travaux particuliers visant à **améliorer la performance énergétique** du logement ou à **l'adapter à la vie d'une personne en situation de mobilité réduite** (handicap ou de vieillesse).

Annexe 4 – PRET travaux

Il s'agit d'un prêt habitat permettant tout type de travaux réalisé par un professionnel ou le client lui-même sous certaines conditions et établissement de factures.

	sans garantie réelle	sans garantie réelle	avec garantie réelle	avec garantie réelle
	≤ 75 k€	> 75 k€	≤ 75 k€	> 75 k€
Travaux	**LCC**	**LCC**	**DCI**	**DCI**

Annexe 5 – EPARGNE Solivert

La collecte réalisée grâce au Livret Solivert constitue une ressource pour le financement de projet concernant l'habitat des Particuliers via le crédit Solivert.
Ce livret est proposé comme une solution d'épargne à nos clients sociétaires.
Il est utilisable par le propriétaire pour auto financer tout ou partie d'éventuels travaux à venir ou tout autre utilisation de son choix.

ANNEXE 8 : Correspondants dédiés et suivi

CORRESPONDANTS DEDIES

OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENTS pour le montage des dossiers de financement.	**Caroline Wathier** Directrice d'Agence Crédit Agricole Alsace Vosges 1, Place de la gare Strasbourg 67000 **03 88 25 43 21** caroline.wathier@ca-alsace-vosges.fr
Identification de la COLLECTIVITE d'implantation de l'opération	La Collectivité fait l'objet d'une identification spécifique au CREDIT AGRICOLE VOSGES, permettant le suivi de tous les dossiers financés Coordonnées contact Eurométropole de Strasbourg Paule PFLIEGER, Chargée de mission parc privé - 03 68 98 71 41/paule.pflieger@strasbourg.eu

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Renouvellement de la convention de mise en œuvre du dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux pour 4 ans.

1. Le Contexte

Le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 20 décembre 2013 a autorisé la signature d'une convention partenariale d'une durée de 3 ans portant sur la mise en œuvre d'un dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens.

Cette convention a été signée le 8 janvier 2014 par la Communauté urbaine de Strasbourg devenue depuis l'Eurométropole de Strasbourg.

A travers ce dispositif, les collectivités locales signataires et la Caisse des dépôts et consignations, en coordination avec l'AREAL (Association régionale des organismes de logement social en Alsace) et la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), se sont associées pour mettre en place un dispositif d'aides commun, aux règles harmonisées, basé sur l'atteinte d'un optimum énergétique répondant aux enjeux du Grenelle de l'environnement et permettant la rénovation du plus grand nombre de logements sociaux relevant des catégories énergétiquement dégradées.

Ce dispositif permet :

- d'optimiser le montage financier des opérations,
- de rendre plus lisible le cadre d'intervention des financeurs,
- de simplifier les démarches administratives de recours aux financements pour les bailleurs sociaux.

Le principe de ce dispositif est d'accorder des aides calculées en fonction de la performance énergétique atteinte et du gain énergétique obtenu à travers les travaux de réhabilitation.

Ainsi que l'avait identifié l'étude énergétique du parc social alsacien menée par l'AREAL en 2012, près de 38 000 logements sont concernés, dont près de 28 000 relèvent de la cible prioritaire définie par le Grenelle de l'Environnement (classes énergétiques E, F, G) et un peu plus de 10 000 de la classe D, moins énergivores mais représentant un montant de charges énergétiques supérieur à la moyenne du parc.

Sur la période 2009-2015, la rénovation thermique de plus de 11 300 logements du parc social alsacien a pu être financée à travers « l'éco-prêt logement social » de la Caisse des dépôts et consignations, les aides financières des collectivités locales, de l'ANRU et du FEDER.

Plus précisément, le dispositif d'aide commun mis en place dans le cadre de la convention du 8 janvier 2014 a permis le lancement d'opérations de rénovation thermique pour 4 547 logements sociaux sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, dont 3 265 directement éligibles aux aides du dispositif.

A l'échéance de la convention signée le 8 janvier 2014, le nombre de logements restant à réhabiliter thermiquement s'établirait ainsi à près de 25 000 logements, dont plus de 20 000 des classes énergétiques E, F et G sur l'ensemble du territoire concerné.

L'idée est à présent de poursuivre les efforts engagés vers l'atteinte des objectifs fixés par la loi du 3 août 2009, relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, qui fixe à 800 000 le nombre de logements sociaux qui doivent faire l'objet de réhabilitation thermique d'ici 2020, afin de ramener leur consommation énergétique sous les 150 kWh/m²/an (soit sous les 195 kWh/m²/an en Alsace).

La loi du 17 août 2015 prolonge le dispositif de la Loi du Grenelle I et II en visant la réduction de la facture énergétique du parc immobilier, à favoriser les activités génératrices d'emploi et à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre.

A la poursuite de ces objectifs, il est ainsi proposé à l'Eurométropole de Strasbourg de reconduire le dispositif sur une période de quatre ans, en approuvant le projet de convention joint en annexe.

Le dispositif permet de compenser intégralement, par l'octroi de subventions, la charge d'intérêts actualisée d'un prêt d'une durée de 20 ans supportée par l'emprunteur lui permettant in fine de bénéficier d'un prêt à taux zéro. Il a donc un réel effet levier pour accompagner les bailleurs dans le lancement des opérations de rénovation thermique nécessaires sur le parc social de l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Les critères techniques :

Ce dispositif, visant à des économies significatives d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre dans le parc de logements locatifs sociaux, soutient les opérations d'amélioration énergétique éligibles aux « Eco-Prêts logement social » de la Caisse des dépôts et consignations, à l'exclusion :

- des opérations ne portant pas sur le parc conventionné existant ;
- des opérations déjà financées par les Collectivités à travers les conventions de renouvellement urbain signées avec l'ANRU ;
- des opérations en classe D dont la consommation conventionnelle en énergie primaire est inférieure à 200 kWh/m²/an.

Au vu de l'étude réalisée sur l'état du parc social alsacien, les critères énergétiques retenus sont les suivants pour l'éligibilité des opérations :

Classe E, F, G : pour les logements dont la consommation conventionnelle en énergie primaire est supérieure ou égale à 230 kWh/m2/ an :

- les travaux envisagés doivent conduire à une performance énergétique inférieure ou égale à 150 kWh/m² par an (modulable selon les coefficients de climat et d'altitude, soit 195 kWh/m² en Alsace) ;
- le gain énergétique doit être au minimum de 80 kWh/m² par an.

Classe D : Pour les logements attestant d'une consommation énergétique du logement comprise entre 151 et 230 kWh/m²/an, justifier :

Soit
- d'un gain minimal de consommation conventionnelle d'énergie primaire après travaux de 85 kWh/m²/an modulé des coefficients de climat et d'altitude (soit 110.5 kWh/m²/an en Alsace) ;

et
- d'une consommation conventionnelle d'énergie primaire du bâtiment réhabilité pour les mêmes usages de l'énergie inférieure à 151 kWh/m²/an.

Soit
- d'une consommation conventionnelle d'énergie primaire du bâtiment réhabilité pour les mêmes usages de l'énergie inférieure ou égale à 80 kWh/m²/an d'énergie primaire modulée des coefficients de climat et d'altitude (soit 104 kWh/m²/an en Alsace).

Il est précisé que dans le cadre du dispositif, les subventions accordées par les collectivités locales signataires ne s'appliqueront pas aux logements de Classe D dont la consommation conventionnelle en énergie primaire est inférieure ou égale à 200 kWh/m²/an, quand bien même un « Eco-Prêt Logement Social » serait accordé par la Caisse des Dépôts ».

Ces critères énergétiques sont vérifiés par un audit préalable, utilisant la méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments existants, dite « TH-C-E ex ».

Pour le cas particulier des immeubles achevés avant 1948, auxquels la méthode TH-C-E ex n'est pas applicable, la consommation énergétique initiale est vérifiée par un DPE location basé sur le relevé des consommations réelles. Le montant de prêt évolue par palier forfaitaire en fonction du nombre de points accumulés selon la combinaison de travaux retenue (cf. annexe 1.2 du projet de convention).

3. Evolution des aides apportées par l'Eurométropole de Strasbourg

Les subventions proposées par la Collectivité suite à la délibération prise en Conseil du 20 décembre 2013 étaient évolutives en fonction du gain énergétique obtenu. Le montant de ces aides avait été calculé, afin qu'il corresponde à la charge d'intérêt d'un éco-prêt sur 20 ans au taux du Livret A – 0,45 % (notification de Bercy du 10 juillet 2013).

Le système reste identique, mais le montant des aides a été actualisé pour tenir compte de l'évolution du taux d'intérêt de l'éco-prêt. En effet, le taux du Livret A long terme pris en compte dans les simulations d'équilibre d'opérations est passé de 2,75 % à 2,40 %.

Par conséquent, le montant de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg peut être réajusté à la baisse.

La Caisse des dépôts et consignations calcule d'abord les intérêts dus au titre d'un éco-prêt sur 20 ans au taux du Livret A – 0,45 %, soit 2,40 % - 0,45 % = 1,95 %.
Le principe est que la collectivité annule par son aide cette charge d'intérêt.
Le différentiel d'intérêt pour l'emprunteur est actualisé chaque année (en effet, le gain facial d'1 € en 2020 ne vaut pas 1 € aujourd'hui) ; le taux d'actualisation est le taux d'inflation long terme, soit 2 %.

4 cas se présentent :

A. Classe énergétique initiale E, F ou G et immeubles achevés après 1948

Barème d'assiette de l'Eco-Prêt logement social et des subventions en fonction du gain énergétique de l'opération :

Gain (kWh/ m²/an)	Montant « éco-prêt » € / logement	Précédent Montant subvention EmS € / logement	Nouveau Montant subvention EmS €/logement
80-89	9 000	2 100	1 900
90-99	10 000		
100-109	11 000		
110-129	12 000	2 650	2 350
130-149	12 500		
150-169	13 000		
170-189	13 500	3 000	2 650
190-209	14 000		
210-229	14 500		
230-249	15 000	3 300	2 900
250-270	15 500		
>270	16 000		

B. Classe énergétique initiale E, F ou G et immeubles achevés avant 1948
Barème d'assiette de l'Eco-Prêt logement social et des subventions en fonction du menu de travaux :

Nombre de points obtenus	Montant du prêt €/logement	Montant subvention EmS € / logement
7 points	9 000	1 900
13 points	12 000	2 350

19 points	14 000	2 650
22 points	15 000	2 900
26 points	16 000	2 900

C. Cas où la classe énergétique initiale est D > 200 kWh/m²/an

Critère éligibilité	Montant Eco-prêt €/logement	Montant subvention EmS € / logement
Gain énergétique > 110,5 et cible < 151	12 000	2 350
Consommation énergétique cible < 104	14 000	2 650

D. Cas où le besoin d'emprunt de l'opération est inférieur au montant forfaitaire de l'éco-prêt

Montant « éco-prêt » € / logement	Précédent montant subvention EmS €/ par logement	Nouveau montant subvention EmS € / logement
< 3 000	300	280
entre 3 000 et < 5 000	850	750
entre 5 000 et < 7 000	1 300	1 130
entre 7 000 et < 9 000	1 700	1 500

Ces aides seront délivrées dans la limite des enveloppes annuelles votées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération en date du 20 décembre 2013 autorisant la mise en place d'un nouveau dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant,
Vu la convention de mise en œuvre d'un dispositif d'aide à la réhabilitation thermique triennale du 8 janvier 2014,
Vu le projet de convention de financement de la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux quadriennale annexée,
Vu l'avis de la Commission thématique
Vur proposition de la Commission plénière
Après en avoir délibéré

approuve

Le renouvellement du dispositif d'aides à la réhabilitation des logements locatifs sociaux de « droit commun », à savoir :

- *une instruction unique faite par la Caisse des dépôts et consignations,*
- *des aides conditionnées à la réalisation de travaux d'amélioration énergétique et fonction du gain énergétique obtenu comme suit :*

o *Si la classe énergétique initiale est E, F ou G et que l'immeuble a été achevé après 1948*

Gain (kWh/m²/an)	*Montant « éco-prêt » € / logement*	*Montant subvention EmS € / logement (1)*
80-89	*9 000*	*1 900*
90-99	*10 000*	
100-109	*11 000*	
110-129	*12 000*	*2 350*
130-149	*12 500*	
150-169	*13 000*	
170-189	*13 500*	*2 650*
190-209	*14 000*	
210-229	*14 500*	
230-249	*15 000*	*2 900*
250-270	*15 500*	
>270	*16 000*	

(1) Montant maximum calculé sur la base d'un prêt versé en une seule fois en début de période.

o *Si la classe énergétique initiale est E, F ou G et que l'immeuble a été achevé avant 1948*

Nombre de points obtenus	*Montant du prêt €/logement*	*Montant subvention EmS € / logement*
7 points	*9 000*	*1 900*
13 points	*12 000*	*2 350*
19 points	*14 000*	*2 650*
22 points	*15 000*	*2 900*
26 points	*16 000*	*2 900*

o *Si la classe énergétique initiale est D > 200 Kwh/m²/an*

Critère éligibilité	*Montant Eco-prêt €/logement*	*Montant subvention EmS € / logement (1)*
Gain énergétique > 110,5 et cible < 151	*12 000*	*2 350*

Consommation énergétique cible < 104	*14 000*	*2 650*

(1) Montant maximum calculé sur la base d'un prêt versé en une seule fois en début de période.

- *Si le besoin d'emprunt de l'opération est inférieur au montant forfaitaire de l'éco-prêt*

Montant « éco-prêt » € / logement	*Montant subvention EmS € / logement (1)*
< 3 000	*280*
entre 3 000 et < 5 000	*750*
entre 5 000 et < 7 000	*1 130*
entre 7 000 et < 9 000	*1 500*

(1) Montant maximum calculé sur la base d'un prêt versé en une seule fois en début de période.

décide

1) les modalités de versement de ces aides directes comme suit :

- *50 % à l'ouverture des chantiers respectifs sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % à l'avancement,*
- *20 % à la clôture des chantiers respectifs sur production :*
  - *d'une attestation d'achèvement des travaux,*
  - *du coût de revient définitif de l'opération,*
  - *des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte.*

2) l'imputation de la dépense globale sur les crédits disponibles au budget 2017 et suivants (fonction 552 – nature 204181 et 20421 – activité HP01- programme 566 – AP 0117).

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'ensemble des conventions et documents afférents en exécution de la présente délibération.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA REHABILITATION THERMIQUE DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

ENTRE

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin, ayant son siège 100 av d'Alsace - BP 20351 - 68006 COLMAR CEDEX, représentée par XX, en sa qualité de Président du Conseil Général du Haut-Rhin, dûment habilité à signer les présentes par délibération en date du XX,

Ci-après dénommée « Le Conseil Département du Haut-Rhin» ;

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, ayant son siège social 1 parc de L'Etoile - 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par M. Syamak AGHA BABAEI, en sa qualité de Vice-président au logement, dûment habilité à signer les présentes par délibération en date du 16 décembre 2016,

Ci-après dénommée « L'EMS» ;

ET

Mulhouse Alsace Agglomération, ayant son siège social 2 rue Pierre et Marie Curie - BP 90019 - 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représentée par XX, en sa qualité de XX, dûment habilité à signer les présentes par délibération en date du XX,

Ci-après dénommée « m2A» ;

ET

L'Areal, Association régionale des organismes de logement social en Alsace, ayant son siège 2 rue Saint-Léonard à Sélestat, représentée par M. Denis RAMBAUD, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommée « L'Areal »

ET

La Caisse des Dépôts, établissement public à statut spécial créé par la loi du 28 avril 1916, codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège 56, rue de Lille à Paris (7ème), représentée par M. Patrick FRANCOIS, en sa qualité de Directeur Régional de la direction régionale Grand Est de la Caisse des Dépôts,

Ci-après dénommée « La Caisse des Dépôts »,

PREAMBULE

Les parties ont signé en date du 8 janvier 2014 une convention partenariale d'une durée de 3 ans portant sur la mise en œuvre d'un dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens.

Par la présente convention, les parties conviennent de reconduire le dispositif sur une période de quatre (4) ans en y apportant les ajustements nécessaires afin d'en améliorer son fonctionnement et de tenir compte des évolutions de conjoncture économique impactant le taux du Livret A.

A travers ce dispositif, les collectivités locales signataires et la Caisse des Dépôts, en coordination avec l'AREAL et la DREAL, se sont associées pour mettre en place un dispositif d'aides commun, aux règles harmonisées, basé sur l'atteinte d'un optimum énergétique répondant aux enjeux du Grenelle de l'environnement et permettant la rénovation du plus grand nombre de logements sociaux relevant des catégories énergétiquement dégradées.

Ainsi que l'avait identifié l'étude énergétique du parc social alsacien menée par l'AREAL en 2012, près de 38.000 logements sont concernés, dont près de 28.000 relèvent de la cible prioritaire définie par le Grenelle de l'Environnement (classes énergétiques E, F, G) et un peu plus de 10.000 de la classe D, moins énergivores mais représentant un montant de charges énergétiques supérieur à la moyenne du parc.

Sur la période 2009-2015, la rénovation thermique de plus de 11.300 logements du parc social alsacien a pu être financée à travers « l'éco-prêt logement social » de la Caisse des Dépôts et les aides financières des collectivités locales, de l'ANRU et du FEDER.
Le dispositif d'aide commun mis en place dans le cadre de la convention du 8 janvier 2014 a permis le financement de la rénovation thermique de plus de 2.000 logements sur la période 2014-2015. Environ 1.700 logements de plus pourraient être financés sur l'année 2016.

A l'échéance de la convention signée le 8 janvier 2014, le nombre de logements restant à réhabiliter thermiquement s'établirait ainsi à près de 25.000 logements dont plus de 20.000 des classes énergétiques E, F et G.

Forts de ce constat, les partenaires souhaitent, à travers la reconduction de ce dispositif, continuer à accompagner la volonté des bailleurs sociaux de conduire rapidement l'amélioration de la performance énergétique de leur parc et d'optimiser les économies d'énergie permises, pour permettre in fine à un nombre maximum de locataires modestes de réduire leurs consommations et charges.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre les collectivités locales signataires et la Caisse des Dépôts en faveur du financement des réhabilitations, permettant d'améliorer la qualité énergétique du parc locatif social existant. Elle précise les modalités de mise en œuvre de ces financements combinant l' « éco-prêt » et les subventions des collectivités locales signataires.

Le principe de ce nouveau dispositif est d'accorder des aides calculées en fonction de la performance énergétique atteinte et du gain énergétique obtenu à travers les travaux de réhabilitation.

ARTICLE 2 - DISPOSITIF D'AIDE FINANCIERE A LA REHABILITATION THERMIQUE DANS LE PARC SOCIAL EXISTANT

2.1. ELIGIBILITE :

Ce dispositif, visant à des économies significatives d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre dans le parc de logements locatifs sociaux, soutient les opérations d'amélioration énergétique éligibles aux « Eco-Prêts logement social » de la Caisse des Dépôts, à l'exclusion :

- des opérations ne portant pas sur le parc conventionné existant
- des opérations déjà financées par les Collectivités signataires de la présente convention à travers les conventions de renouvellement urbain signées avec l'ANRU
- des opérations en classe D dont la consommation conventionnelle en énergie primaire est inférieure à 200 kWh/m²/an.

2.1.1 : LES BENEFICIAIRES

De même que pour « l'Eco-Prêt logement social», les bénéficiaires du présent dispositif sont les organismes visés à l'article R.323-1 du code de la construction et de l'habitation pour leur parc de logements locatifs sociaux conventionnés ou en cours de conventionnement APL (L.351-2 - 2°, 3° et 5°).

Les bénéficiaires du présent dispositif sont ces mêmes organismes pour leur parc de logements locatifs sociaux conventionnés uniquement.

2.1.2 : LES OPERATIONS

« L'Eco-Prêt logement social» a pour objet de financer les opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux répondant aux critères énergétiques suivants, par ailleurs précisés en annexe 1.1 et 1.2 :

Classe E, F, G : pour les logements dont la consommation conventionnelle en énergie primaire est supérieure ou égale à 230 Kwh/m2/ an :

- les travaux envisagés doivent conduire à une performance énergétique inférieure ou égale à 150kWh/m² par an (modulable selon les coefficients de climat et d'altitude [cf annexe 1.3], soit 195 kWh/m² en Alsace)
- le gain énergétique doit être au minimum de 80 Kwh/m2 par an.

Classe D : Pour les logements attestant d'une consommation énergétique du logement comprise entre 151 et 230 kWh/m²/an, justifier :

Soit
- d'un gain minimal de consommation conventionnelle d'énergie primaire après travaux de 85kWh/m²/an modulé des coefficients de climat et d'altitude (soit 110.5 kWh/m²/an en Alsace);

et
- d'une consommation conventionnelle d'énergie primaire du bâtiment réhabilité pour les mêmes usages de l'énergie inférieure à 151 kWh/m².an.

Soit
- d'une consommation conventionnelle d'énergie primaire du bâtiment réhabilité pour les mêmes usages de l'énergie inférieure ou égale à 80 kWh/m²/an d'énergie primaire modulée des coefficients de climat et d'altitude (soit 104 kWh/m²/an en Alsace).

Il est précisé que dans le cadre du présent dispositif, les subventions accordées par les collectivités locales signataires ne s'appliqueront pas aux logements de Classe D dont la consommation conventionnelle en énergie primaire est inférieure ou égale à 200 kWh/m²/an, quand bien même un « Eco-Prêt Logement Social » serait accordé par la Caisse des Dépôts.

Ces critères énergétiques sont vérifiés par un audit préalable, utilisant la méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments existants, dite « TH-C-E ex ».

Cas particulier des immeubles achevés avant 1948 :

La consommation énergétique initiale est vérifiée par un DPE location basé sur le relevé des consommations réelles. Le montant de prêt évolue par palier forfaitaire en fonction du nombre de points accumulés selon la combinaison de travaux retenue, tel que précisé en annexe 1.2.

2.2. MODALITES DU DISPOSITIF D'AIDE FINANCIERE :

Ce dispositif repose sur l'octroi par la Caisse des Dépôts de prêts à taux bonifié et sur des subventions accordées par les collectivités locales signataires, dont les montants respectifs sont calculés en fonction de la qualité thermique attendue des réhabilitations. Ce dispositif est décliné dans l'annexe 2.

L'objectif des collectivités locales signataires est de compenser intégralement, par l'octroi de subventions, la charge d'intérêts actualisée d'un prêt d'une durée de 20 ans supportée par l'emprunteur lui permettant in fine de bénéficier d'un prêt à taux zéro. Ce calcul d'intérêts actualisés est effectué au taux du Livret A long terme[1] de 2,40%.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA CAISSE DES DEPOTS

3.1. MISE A DISPOSITION DE L'ECO-PRET

La Caisse des Dépôts s'engage, pendant toute la durée de la présente convention, à mettre à disposition le produit « Eco-Prêt logement social » bonifié, en fonction des critères d'éligibilité définis à l'article 3.2 et selon les conditions ci-après.

L'engagement de la caisse des dépôts s'entend sous réserve que les pouvoirs publics maintiennent le produit visé aux présentes pendant toute la durée de la convention.

La caisse des dépôts informera les collectivités locales signataires de toute modification des caractéristiques financières du produit ayant un impact financier sur le dispositif partenarial et la nécessité pour toute modification défavorable, le cas échéant, d'un avenant entre les parties.

3.2. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE « L'ECO-PRET LOGEMENT SOCIAL » :

Prêt à taux révisable sur la base du taux du livret A, bonifié selon la durée du prêt :
De 5 à 15 ans : taux d'intérêt = taux d'intérêt du livret A – 75 pbs;
De 16 à 20 ans : taux d'intérêt = taux d'intérêt du livret A - 45 pbs ;
De 21 à 25 ans : taux d'intérêt = taux d'intérêt du livret A - 25 pbs.

Niveau de financement forfaitaire de 9 à 16 000 € par logement en fonction du gain énergétique visé pour les logements E, F et G, auquel s'ajoute 2 000 € en cas d'obtention des labels HPE rénovation ou BBC Effinergie rénovation. Concernant les logements D, le montant forfaitaire de prêt est fixé à 12 000 € ou 14 000€, porté respectivement à 14 000 € ou 16 000 € en cas d'obtention d'un des labels réglementaires précités.

Ces prêts doivent être obligatoirement assortis d'une ou plusieurs garanties dûment acceptée(s) par la Caisse des Dépôts, couvrant impérativement la totalité de leur montant et leur durée totale.

[1] Le taux prévisionnel du Livret A sur toute la durée de vie des prêts Caisse des Dépôts

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES SIGNATAIRES

4.1 : TERRITOIRE D'INTERVENTION DES COLLECTIVITES SIGNATAIRES :

L'ensemble des collectivités locales signataires apporteront leur aide aux opérations situées sur leur territoire respectif de compétence.

4.2. MODALITES D'INTERVENTION

Les décisions d'octroi de subventions des collectivités locales signataires sont prises par leurs instances délibérantes, sur présentation d'un rapport établi par leurs services, au vu du dossier de demande de financement dont le contenu est défini à l'article 6 et de la lettre d'offre de prêt transmise à l'emprunteur par la Caisse des Dépôts.

Dans le cas où la Caisse des Dépôts serait amenée à émettre directement le contrat de prêt sans transmettre préalablement une lettre d'offre à l'emprunteur, elle s'engage à transmettre à la collectivité concernée une lettre mentionnant son accord de financement et l'aide associée de la collectivité.

Les montants des subventions des collectivités locales signataires sont définis en annexe 2 de la présente convention. Ces subventions visent à compenser le cumul actualisé des charges prévisionnelles d'intérêts de l'emprunteur et ramène ainsi sur le long terme le prêt à un équivalent « taux zéro ».

L'engagement des collectivités locales s'entend dans la limite des enveloppes budgétaires votées par les assemblées délibérantes au moment du dépôt du dossier de demande de prêt.

4.3. GARANTIE D'EMPRUNTS :

Les collectivités locales signataires de la présente convention accorderont leur garantie à 100% sur les emprunts souscrits (« Eco prêt logement social » et « Prêt à l'amélioration » complémentaire) par les bailleurs sociaux auprès des la Caisse des Dépôts dans le cadre de la réhabilitation thermique de leur parc existant, sur leur territoire de compétence respectif.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENT DE L'AREAL

EVALUATION DU DISPOSITIF

Aux fins de permettre aux membres du comité de pilotage prévu à l'article 7 d'évaluer régulièrement le dispositif, l'Areal s'engage à réaliser à minima annuellement une consolidation des données des opérations financées.

ARTICLE 6 - INSTRUCTION DES DEMANDES

Le dispositif s'appuie sur l'instruction par la Caisse des Dépôts, selon ses propres règles, d'une demande de financement de l'opération de réhabilitation thermique :

- à la collectivité locale du territoire où se réalise l'investissement sous forme de subvention et
- à la Caisse des dépôts sous forme d'un emprunt « Eco-prêt logement social».

Après engagement du dossier formalisé par une lettre d'offre ou directement par un contrat de prêt, la Caisse des Dépôts notifiera, par mail ou par tout autre moyen, son accord à la Collectivité du territoire où se réalise l'investissement.
A travers la lettre d'offre ou copie de la notification transmise à la Collectivité, la Caisse des Dépôts avertira l'emprunteur de sa décision, et des impacts de celle-ci sur les subventions demandées retranscrites dans le plan de financement de l'opération.

La décision favorable d'octroi de financement par la Caisse des dépôts conditionne la recevabilité des demandes de subventions des collectivités locales, sous réserve des décisions des organes délibérants des collectivités.

D'une manière générale, chaque dossier de demande doit obligatoirement être transmis conjointement à la Caisse des Dépôts et à la Collectivité et comporter :

- Un dossier éco-prêt validé par l'autorité compétente comprenant notamment le calendrier prévisionnel d'engagement et de réalisation des travaux, le plan de financement prévisionnel de l'opération
- L'audit énergétique préalable réalisé selon la méthode « TH-C-E ex »
- La fiche « Engagement de performance globale » ou « Engagement de performance globale "classe D" » ou « Interventions à caractère thermique »
- Le menu des travaux préconisés : exemplaire imprimé du formulaire à saisir sur le site internet du Ministère du développement durable
- La copie des conventions APL relatives aux logements à réhabiliter.

Après travaux, l'emprunteur sera tenu de transmettre le menu des travaux réalisés à la Direction régionale de la Caisse des Dépôts.

Si une action a connu un début d'exécution, celle-ci est recevable à condition que la collectivité locale du territoire de l'opération ait donné son accord de démarrage anticipé et que le dossier de demande de financement soit déposé et réputé complet avant la fin d'exécution de l'opération.

6.1. INSTRUCTION PAR LA CAISSE DES DEPOTS :

Les demandes d'« Eco-Prêt logement social » sont instruites par la Direction régionale de la Caisse des Dépôts, en fonction des critères d'éligibilité (articles 2) et de ses procédures internes.

Les demandes ayant reçu un avis favorable font l'objet d'une lettre d'offre de prêt, destinée à l'emprunteur et mentionnant la présente convention, ou directement d'un contrat de prêt.

L'octroi du prêt de la Caisse des dépôts, définie à l'article 3, n'est pas conditionné par les décisions des collectivités locales signataires d'accorder les subventions définies à l'article 4.

6.2. INSTRUCTION PAR LA COLLECTIVITE LOCALE :

Le dossier de demande de financement visé à l'article 6 et la lettre d'offre ou notification mentionnant l'accord de prêt de la Caisse des Dépôts est transmis à la collectivité locale pour instruction et décision par les instances compétentes. La subvention délibérée et attribuée sur la base du plan de financement prévisionnel devient alors définitive et non révisable.

Les termes des conventions ou arrêtés conclus entre les collectivités locales et les organismes bénéficiaires des subventions ne sont en aucun cas opposables à la Caisse des dépôts lors de l'instruction et durant toute la vie de l'éco-prêt logement social.

ARTICLE 7 - COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage est créé. Il est composé :

- de membres financeurs
  - pour les collectivités locales, de son Président ou d'un représentant de la collectivité,

- pour la Caisse des Dépôts, du Directeur régional ou de son représentant
  et en tant que de besoin tout collaborateur désigné par la Caisse des Dépôts

- d'un représentant de l'Areal

- de membres associés, dont
  - le directeur de la DREAL ou son représentant et tout collaborateur désigné par cette dernière en tant que de besoin
  - le Président de la Région Alsace et tout collaborateur désigné par cette dernière en tant que de besoin

qui pourront utilement être convié(e)s au regard de leur suivi et de leur valorisation des politiques régionales de rénovation du bâti. Afin de suivre la dynamique régionale de rénovation du parc social, il s'agit notamment d'associer la Région Alsace au titre du soutien qu'elle apporte aux opérations de rénovation thermique, via ses dispositifs propres ou via le FEDER pour lequel elle assure la gestion déléguée.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an. Il veille à la bonne exécution de la présente convention, notamment sur :

- la nature et le volume des opérations financées,
- l'utilisation des enveloppes budgétaires des collectivités locales,
- des propositions d'amélioration.

Les collectivités locales et la Caisse des Dépôts se réservent la possibilité de contrôler les engagements des maîtres d'ouvrage vis-à-vis des résultats attendus sur les émissions de gaz à effet de serre, les économies d'énergie et les économies de charges qui doivent en résulter pour les locataires.

Les collectivités locales et la Caisse des Dépôts, soucieuses d'évaluer régulièrement ce dispositif, effectueront à chaque comité de pilotage une revue des indicateurs les plus pertinents, mesurant la qualité de leur action dans ce domaine et notamment :

- Les réductions d'émission de gaz à effet de serre,
- Le nombre de kWh économisés,
- Le nombre de ménages impacté par l'opération,
- La répercussion sur les loyers.

Le suivi de la dynamique de rénovation du parc social doit s'appuyer sur des indicateurs alsaciens de référence, agglomérant et consolidant les différentes données disponibles auprès des différents acteurs de la rénovation (Caisse des Dépôts, Collectivités locales, Organismes de logement social, Région Alsace sur ses dispositifs et sur le FEDER).
Conformément à l'article 5, l'Areal est chargée d'établir ces indicateurs de référence à minima une fois par an.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention (sauf cas relevant de l'article 3.1), y compris ses annexes, fait l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception. La résiliation de la convention est effective à l'issue d'un délai de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure. Jusqu'à l'expiration

de ce délai de préavis, les signataires de la présente convention sont tenues de respecter tous leurs engagements contractuels.

En tout état de cause, il est entendu entre les parties que les engagements des collectivités locales et de la Caisse des Dépôts pris au titre de la présente convention demeurent pour tous les contrats de prêts et lettres d'offres établis par la Caisse des Dépôts à la date effective de dénonciation de la présente convention.

ARTICLE 10 - EXECUTION DE LA CONVENTION

Les Présidents du Conseil Départemental du Haut-Rhin, de l'EMS, de m2A, de l'Areal et le Directeur régional de la Caisse des Dépôts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 - DATES D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 4 ans. Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement par reconduction expresse d'un commun accord des parties.

ARTICLE 12 - INTERPRETATION ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties rechercheront la conciliation. En cas de différend persistant, le Tribunal Administratif de Strasbourg est seul compétent pour connaître de toute contestation relative à l'exécution de la présente convention.

Fait à Strasbourg, en cinq exemplaires originaux, le XX

Pour le Conseil Départemental du Haut-Rhin,	Pour L'Eurométropole de Strasbourg
XX, Titre	Syamak AGHA BABAEI, Vice-président
Pour Mulhouse Alsace Agglomération	Pour L'Areal
XX, Titre	Denis RAMBAUD, Président
Pour la Caisse des Dépôts	

Patrick FRANCOIS, Directeur régional

ANNEXE 1.1

Montant de « l'Eco-Prêt logement social », en fonction de la performance énergétique attendue

1. Immeubles achevés après 1948 :

Les montants de prêts sont fonction de la consommation initiale et du gain énergétique :

Consommation initiale	Gain énergétique minimum	Cible à atteindre	Montant de prêt hors bonus
> 230 kWh/m²/an	80	150*(a+b)	De 9 à 16 k€/logt selon le gain (cf. tableau ci-dessous)
Entre 151 et 230 kWh/m²/an	85*(a+b)	150	Forfaitaire de 12 k€/logt
	Ou cible < 80*(a+b) sans gain minimum		Forfaitaire de 14 k€/logt

Pour les logements dont la **consommation initiale est supérieure à 230kwh/m²/an :**

Gain (kWh/m²/an)	< 80	80-89	90-99	100-109	110-129	130-149	150-169	170-189	190-209	210-229	230-249	250-270	> 270
Montant du prêt par logement (k€)	0	9	10	11	12	12,5	13	13,5	14	14,5	15	15,5	16

2. Immeubles d'avant 1948, si la méthode TH-CE-ex n'est pas disponible :

Barème d'assiette de « l'Eco-Prêt logement social » en fonction du menu de travaux, prévu à l'article 4 de la convention (voir annexe 1.3.) :

Nombre de points obtenus	Montant du prêt par logement
7 points	9 000 €
13 points	12 000 €
19 points	14 000 €
22 points	15 000 €
26 points	16 000 €

ANNEXE 1.2.

Caractéristiques techniques des travaux d'économie d'énergie
donnant droit à « l'Eco-Prêt logement social »

Applicable aux bâtiments achevés avant 1948

RTE : Réglementation thermique applicable aux bâtiments existants : arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants

CEE : **Certificats d'économie d'énergie** : arrêté du 19 décembre 2006 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et arrêté du 19 juin 2006 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie (rectificatif).

	Intervention	Exigences	Points attribués
Isolation	Toiture terrasse, rampants de pentes inférieure à 60deg; planchers de combles perdus	- CEE niveau max pour toitures terrasses (R ≥ 3,5 m²K/W) - CEE niveau max pour Isolation de combles ou de toitures (R ≥ 5 m²K/W)	4
		Niveau règlementaire RTE 2007	3
	Murs donnant sur extérieur	(Si existence de pignons, 3 points pour les murs hors pignons et 3 points pour les pignons.) Niveau règlementaire RTE 2007	6
	Murs sur locaux non chauffés	Exigences référentiel CEE niveau maximum (R ≥ 2,4 m²K/W)	3
		Niveau règlementaire RTE 2007	2
	Planchers bas sur extérieur, parkings collectifs ou locaux non	Exigences référentiel CEE niveau maximum (R ≥ 2,4 m²K/W)	3
		Niveau règlementaire RTE 2007	2
	Baies vitrées	Exigences référentiel CEE niveau maximum (Uw ≤ 2 W/m²K)	4
		Niveau règlementaire RTE 2007	3
Ventilation	Ventilation naturelle hygro ou stato-mécanique ou VMC simple flux	Niveau règlementaire RTE 2007	2
	VMC simple flux hygro ou VMC double flux	- VMC double flux : niveau référentiel CEE - VMC Simple Flux hygro-réglable : Exigences référentiel CEE	3
Chauffage	Pose de radiateurs chaleur douce et de robinets thermostatiques	Exigences référentiel CEE	1
	Isolation réseau hors volume chauffé	Exigences référentiel CEE	1
	Installation d'un système de régulation de chaudière à combustible liquide ou gazeux	Si la chaudière n'est pas changée et si elle ne disposait pas d'un tel dispositif. Systèmes éligibles décrit dans le référentiel des CEE : - programmeur d'intermittence - régulation par sonde de température extérieure	1

	Intervention	Exigences	Points attribués
Chauffage (suite)	Chaudière basse température ou chaudière à condensation, individuelle ou collective	Non éligible si passage d'un système de chauffage collectif à un système de chauffage individuel. Exigence : aucune exigence	4
	Raccordement réseau de chaleur alimenté en énergies renouvelables	Eligible si le réseau de chaleur est éligible à la TVA réduite à 5,5 % (c'est-à-dire utilise au moins 60% d'énergies	4
	Chaudière biomasse	- Chaudière biomasse individuelle et appareil indépendant de chauffage au bois : Niveau règlementaire RTE 2007 - Chaudière collective : Niveau règlementaire RTE	4
	Pompe à chaleur	Exigences référentiel CEE niveau maximum : (- COP ≥ 4 pour PAC air / eau et eau / eau	4
		Niveau règlementaire RTE 2007	3
Energie solaire	Eau chaude sanitaire solaire (solaire thermique)	Exigences référentiel CEE	3
	Electricité photovoltaïque	Exigences référentiel crédit d'impôt (normes EN 61215 ou NF EN 61646)	1
Confort d'été	Pose d'occultations solaires extérieures pour les pièces orientées nord-ouest, ouest et sud-ouest	Exigences équivalentes aux précisions des articles 10, 11, 12 et 14 de la RTE 2007	2
	Pose d'occultations solaires extérieures pour toutes les pièces		3

ANNEXE 1.3.

Modulation de l'indice de consommation énergétique dans le cadre des «Eco-Prêts logement social»

La cible de consommation énergétique maximale après travaux (classe C) est modulée en fonction de l'altitude et de la zone climatique de la manière suivante :

Consommation après réhabilitation au plus égale à (150 x (a+b)) kWh_{EP}/m^2.an,
où (a) est le coefficient climatique et (b) le coefficient d'altitude, déterminés comme suit :

Zone climatique	Coefficient (a)
H1-a, H1-b	1,3
H1- c	1,2
H2-a	1,1
H2-b	1
H2-c, H2-d	0,9
H3	0,8

Altitude	Coefficient (b)
≤ 400 m	0
≥ 400 m et ≤ 800 m	0,1
> 800 m	0,2

ANNEXE 2

Montant de l'Eco-prêt Logement Social
et des subventions des collectivités locales associées

1. Classe énergétique initiale E, F ou G et immeubles achevés après 1948

Barème d'assiette de l'Eco-Prêt logement social et des subventions en fonction du gain énergétique de l'opération :

Gain (kWh/m²/an)	Montant « éco-prêt » €/logement	Montant subvention CL €/logement (1)
80-89	9 000	
90-99	10 000	1 900
100-109	11 000	
110-129	12 000	
130-149	12 500	2 350
150-169	13 000	
170-189	13 500	
190-209	14 000	2 650
210-229	14 500	
230-249	15 000	
250-270	15 500	2 900
>270	16 000	

Commenté [KM1]: VS 2.100

Commenté [KM2]: VS 2.650

Commenté [KM3]: VS 3.000

Commenté [KM4]: VS 3.300

2. Classe énergétique initiale E, F ou G et immeubles achevés avant 1948

Barème d'assiette de l'Eco-Prêt logement social et des subventions en fonction du menu de travaux, prévu à l'article 4 de la convention (voir annexe 1.3.) :

Nombre de points obtenus	Montant du prêt €/logement	Montant Subvention CL €/logement
7 points	9 000	1 900
13 points	12 000	2 350
19 points	14 000	2 650
22 points	15 000	2 900
26 points	16 000	2 900

3. cas où la classe énergétique initiale est D > 200 Kwh/m²/an

Critère éligibilité	Montant « éco-prêt » €/logement	Montant subvention CL €/logement (1)
Gain énergétique > 110,5 et cible < 151	12 000	2 350
Consommation énergétique < 104	14 000	2 650

4. cas où le besoin d'emprunt de l'opération est inférieur au montant forfaitaire de l'éco-prêt

Montant « éco-prêt » € / lgt	Montant subvention CL (1)
< 3 000	280
entre 3 000 et < 5 000	750
entre 5 000 et < 7 000	1 130
entre 7 000 et < 9 000	1 500

Commenté [KM5]: Vs 300

Commenté [KM6]: Vs 850

Commenté [KM7]: Vs 1300

Commenté [KM8]: Vs 1500

(1) Montant maximum calculé sur la base d'un prêt versé en une seule fois en début de période.

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale (MOUS) - Fondation Vincent de Paul - Bureau d'accès au logement Saint-Charles - Exercice 2016- Participation financière.

L'Eurométropole de Strasbourg finance depuis 2009 le Bureau d'Accès au Logement (BAL) de la Résidence Sociale Saint Charles à Schiltigheim, dont l'objectif est l'accompagnement adapté des personnes relevant du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) pouvant prétendre au parc locatif privé.

Le tableau ci-dessous reprend les principales données chiffrées qui caractérisent l'activité du BAL en 2015, avec 3,5 ETP.

	2015
Nombre de candidatures	**238**
Nombre d'accompagnements	**127**
Nombre de relogements en parc locatif privé	**27**

Le Bureau d'Accès au Logement reste un maillon d'accompagnement essentiel au sein du dispositif d'hébergement de personnes en difficultés, car il a une approche très individualisée et bienveillante pour un public spécifique ne relevant pas des résidences sociales ou CHRS, du fait de leur parcours.

Le service s'engage à répondre aux besoins de plus en plus forts d'accompagnement individualisé d'un public fragile.

Le Bureau d'accès au logement pourrait assurer 40 relogements en 2016 avec un public ciblé, tel que les travailleurs pauvres, sachant que le bilan provisoire du 6 septembre fait déjà état de 25 relogements.

L'association sollicite le concours de l'Eurométropole de Strasbourg, en tant qu'autorité délégataire des aides à la pierre et en tant que collectivité territoriale pour 2016.

Les années précédentes, l'Eurométropole, dans le cadre de la délégation des aides à la Pierre, finançait le budget annuel à hauteur de 50 % et dans le cadre de sa politique volontariste, à hauteur de 10 % correspondant à la contribution cadre maximale de 10 % entérinée lors de la séance du 26 septembre 2008 pour l'aide aux outils du PDALPD.

Le solde était subventionné en partie par le Conseil départemental et par la Direction départementale déléguée.

Cependant, en 2016, le Conseil départemental, pour des raisons qui lui sont propres, a décidé de ne plus subventionner cette association.

Par ailleurs, l'enveloppe budgétaire attribuée par l'Etat en 2016 pour le financement du BAL Saint Charles s'élève à 22 574 €.

L'association a donc dû licencier un ETP afin de limiter son budget à 120 778 € (au lieu d'un budget initial de 196 378 €), la DDCS participant à hauteur de 50 000 €.

L'association sollicite une subvention de l'Eurométropole de 19 693 €, correspondant au montant prévisionnel mais dérogatoire au 10 % de la contribution maximale (la délibération cadre autoriserait l'attribution de 12 078 € car se rapportant à un budget diminué).

Par conséquent, les subventions demandées pour 2016 sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Financeur	***2016***
Eurométropole de Strasbourg	19 693 € 16,31 %
Eurométropole de Strasbourg- délégation des aides à la Pierre	22 574 € 18,70 %
Conseil Départemental du Bas-Rhin	0 €
Direction Générale de la Cohésion Sociale	50 000 € 41,40 %

Autres	28 511 € 23,60 %
BUDGET GLOBAL	**120 778 €** **100 %**

Sans subvention pérenne et à hauteur du service rendu, le BAL se verra dans l'obligation de cesser son activité.

Au vu des premiers éléments de bilan sur leur activité 2016, des efforts d'adaptation fournis par l'association pour tenir compte du désengagement de plusieurs partenaires financiers en cours d'exercice, il est proposé de maintenir le montant de subvention initial tel que budgétisé par l'Eurométropole de Strasbourg, soit 19 693 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil CUS du 26 septembre 2008 concernant la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg aux outils du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées pour le Bas-Rhin (PDALPD) ;
vu la décision de subvention de l'Etat du 30 novembre 2016;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale du Bureau d'Aide au Logement Saint Charles à Schiltigheim le versement à la Fondation Vincent de Paul d'une subvention de 19 693 € sur le budget 2016,

décide

l'imputation de la dépense globale de 19 693 € sur les crédits inscrits au budget 2016 (fonction 552, nature 6574, activité HP01F, programme 8032) dont le disponible avant le présent Conseil est de 51 477 €.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 20 décembre 2016

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2016

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son président, Monsieur Robert HERRMANN,

- la Fondation Vincent de Paul « Résidence St Charles » ci-après dénommée la Fondation, créée par décret du 26 décembre 2000, portant reconnaissance à la Fondation Vincent de Paul et dont le siège est 15 rue de la Toussaint à Strasbourg,
  représentée par sa Présidente en exercice, Madame Marie-Hèlène GILLIG,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2015

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La Fondation œuvre au service de la personne à travers quatre missions : les enfants, les personnes âgées, les malades et les personnes en précarité.
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg, au domaine des personnes en précarité face au logement, elle s'engage à soutenir financièrement l'une des actions que la Résidence sociale St Charles a réalisée : la mise en place et la pérénisation d'un bureau d'accès au logement dont l'objectif est l'accompagnement adapté des personnes relevant du Plan Départemental d'Action pour le logement des personnes défavorisées pouvant prétendre au parc locatif privé.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de cette action est estimé à 120 778 € pour 2016.
Le cas échéant, la Fondation s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par la Fondation à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2016 , l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'action s'élève au total à la somme de 42 267 € (délégation des aides à la pierre et participation volontariste).

La subvention sera créditée :

- ✓ en plusieurs versements,:
  - 80 % de la part Etat (soit 18 059,20 €) dès la signature de la convention
  - la part Eurométropole de Strasbourg dans son intégralité (soit 19 693 €) dès la signature de la convention
  - le solde de la part Etat soit 4 514,80 € au terme de l'année écoulée et à réception du bilan global de l'action.
- ✓ sur le compte bancaire n° 10278 01010 00042701345 32 au nom de « Fondation Vincent de Paul » auprès de CCM Schiltigheim.

Article 4 : Engagements de la Fondation

En signant la présente convention, la Fondation s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à sa mission à destination des personnes en précarité,

- ✓ Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération,

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat,

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par la Fondation de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par la Fondation

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de la Fondation,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2016.

Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de la Fondation.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, la Fondation devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,	Pour la Fondation
Robert HERRMANN par délégation,	La Présidente
Syamak AGHA BABAEI	Marie-Hélène GILLIG

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

CUS-HABITAT : Droit Commun 2016.
Strasbourg (Conseil des XV) - Cité Rotterdam -
3 place Albert 1er, 24 à 26 rue de l'Yser et 11 rue Rotterdam - 2ème tranche - 325 logements,
17 à 27 rue Rotterdam, 1 à 10 promenade du Luxembourg, 4 place Albert 1e et 14 à 20 rue de Bruxelles - 3ème tranche - 205 logements,
Opération de réhabilitation de 530 logements éligibles à la PALULOS.
Garantie d'emprunt auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation de son patrimoine pour 712 logements situés dans le secteur Cité Rotterdam et répartis en trois tranches.

Ces trois tranches se décomposent de la façon suivante :

- première tranche pour 182 logements situés rues Ypres, Amsterdam, La Haye et Péronne ;

- deuxième tranche pour 325 logements situés place Albert 1er, rues de l'Yser et Rotterdam ;

- troisième tranche pour 205 logements situés place Albert 1er, promenade du Luxembourg, rues Rotterdam et Bruxelles.

Les bâtiments ont été construits en 1954.

Les principaux axes d'amélioration du projet portent sur :

- l'amélioration de la performance énergétique ;

- la sécurisation des entrées ;

- l'amélioration des parties communes ;

- la restructuration des systèmes de production et de distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire ;

- l'amélioration des logements.

Cette délibération concerne la prise de garantie d'un prêt destiné à financer des travaux de réhabilitation pour 530 logements auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace pour la réalisation des tranches 2 et 3 de cette opération.
Cet emprunt vient en complément de prêts peut bénéficier le bailleur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie pour le prêt qui sera contracté auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de l'Etat au titre du Droit Commun en date du 30 juin 2016 ;
vu le contrat de prêt signé et entre l'OPH CUS-Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace et jointe en annexe à la présente,
Vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *pour l'opération de réhabilitation de 530 logements située Strasbourg / place Albert 1er, rues de l'Yser, Rotterdam et Bruxelles et promenade du Luxembourg – 2ème et 3ème tranches – Cité Rotterdam :*

- *l'octroi de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg, à hauteur de 100 %, pour le remboursement du prêt d'un montant total de 5 600 000 €, souscrit par CUS-Habitat auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous :*

Montant du prêt :	*5 600 000 €*
Durée en nombre de périodes :	*80 trimestres*
Périodicité des échéances :	*trimestrielle*
Dont différé d'amortissement en nombre de périodes :	*Néant*
Mode d'amortissement du capital	*Progressif/par échéances constantes*
Montant de l'échéance hors assurance	*79 606,94 €*
Montant de l'échéance avec assurance	*Sans assurance*
Frais de dossier	*5 600 euros*
Frais de garantie	*85 €uros*
Taux proportionnel annuel :	*1,30 %*

Le taux de la période est de 0,33 %.
Le taux effectif global du prêt est de 1,31 %.
Le TEG est établi à la date de la signature du contrat soit le 14 septembre 2016 en fonction de la durée initiale du prêt mentionnée ci-dessus.
Le taux effectif global est déterminé conformément à l'article L 313-4 du code monétaire et financier.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

- *pour l'opération de réhabilitation de 530 logements située à Strasbourg / place Albert 1er, rues de l'Yser, Rotterdam et Bruxelles et promenade du Luxembourg – 2ème et 3ème tranches – Cité Rotterdam :*

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération (*la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace en cas de mise en jeu de la garantie) et à signer également la convention de garantie ci-annexée, nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération*.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

CAISSE D'EPARGNE
ALSACE

DIRECTION DES CREDITS ET DES ENGAGEMENTS
Service Gestion des Crédits BDR/PRO
1 AVENUE DU RHIN
67925 STRASBOURG CEDEX
Références : N° du prêt : 9800138
Date d'édition : 13/9/2016

PRET AUX CONDITIONS DU MARCHE
CONDITIONS PARTICULIERES

(sauf indication, les montants sont exprimés en euros)

PB

ENTRE :

La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE D'ALSACE - S.A. Banque Coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, capital social de 235 000 000 euros, siège social 1 avenue du Rhin à Strasbourg, RCS Strasbourg, N°B 383 984 879, intermédiaire d'assurance immatriculé à L'ORIAS n°07 005 414, titulaire de la carte professionnelle transaction sur immeubles et fonds de commerce sans réception de fonds, effets ou valeurs n° 34/2010 délivrée par la Préfecture du Bas-Rhin, garantie par CEGC 16 rue Hoche 92919 LA DEFENSE

représentée par Monsieur Claude ALPHONSE
agissant en qualité de Responsable de Service
Ci-après désignée "la Caisse d'Epargne",

d'une part,

ET :

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG,

Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au RCS de Strasbourg sous le n° 276 700 028 ayant son siège 24, route de l'hôpital 67100 STRASBOURG,

représenté (e) par **Monsieur Jean-Bernard DAMBIER**, Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes par une délibération de délégation devenue exécutoire du Conseil d'Administration

Ci-après désigné(e)(s) "l'emprunteur",

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet et caractéristiques

- Objet du prêt :
La Caisse d'Epargne consent à l'Emprunteur un prêt destiné à financer des travaux de rénovation de la cité Rotterdam à STRASBOURG.

L'Emprunteur s'engage à affecter exclusivement les fonds prêtés au financement de l'objet ci-dessus défini.

Les dispositions concernant la destination des fonds, ainsi que celles relatives aux modalités de leur utilisation ne constituent d'obligations qu'à la charge de l'Emprunteur, auxquelles il pourra être dérogé si la Caisse d'Epargne y consent.

La Caisse d'Epargne ne saurait encourir aucune responsabilité à l'égard de quiconque, et notamment des garants, en cas de non respect des dispositions relatives à l'objet du prêt, intervenues soit sur son autorisation, soit du seul fait de l'Emprunteur.

Le prêt fait partie intégrante de tout compte courant unique qui aurait été conclu entre la Caisse d'Epargne et l'Emprunteur.
Un tel compte étant indivisible et global, il est expressément stipulé que le solde global, après compensation des crédits et débits de tous les comptes ou concours au nom de l'Emprunteur, représente à tout moment et en particulier à la fin des relations d'affaires, le solde du compte courant.

A cet égard, il est stipulé que les garanties du présent concours serviront également de sûreté pour tout autre engagement de l'Emprunteur à l'égard de la Caisse d'Epargne, quels qu'en soient le montant et la nature, au moment de la fusion des comptes.

- Caractéristiques du prêt aux conditions du marché à taux fixe amortissable :

Montant du prêt (en chiffres et en lettres)	**: 5.600.000,- € (cinq millions six cent mille euros)**
Durée en nombre de périodes	: 80
Dont différé d'amortissement en nombre de périodes	: néant
Périodicité des échéances	: Trimestrielle
Mode d'amortissement du capital	: Progressif / par échéances constantes
Montant de l'échéance hors assurance	: 79.606,94 euros
Montant de l'échéance avec assurance	: sans assurance
Frais de dossier	: 5.600,- euros
Frais de garantie	: 85,-€
Taux proportionnel annuel	: 1,30 %

Le taux de période est de 0,33 %.
Le taux effectif global du prêt est de 1,31 %.

Le TEG est établi à la date de signature des présentes en fonction de la durée initiale du prêt mentionnée ci-dessus.

Le taux effectif global est déterminé conformément à l'article L. 313-4 du code monétaire et financier.

Il ne tient pas compte du montant des intérêts intercalaires entre la date de mise à disposition des fonds et la date de point de départ de l'amortissement, ni de la prime de raccordement pour la couverture d'assurance pendant la période d'anticipation ou de préfinancement.

Le TEG est un taux annuel, proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires. Le taux de période se calcule actuariellement à partir d'une période unitaire correspondant à la périodicité des versements effectués par l'Emprunteur.

La durée du prêt ne tient pas compte d'une éventuelle période de préfinancement qui vient en sus, et telle que définie ci-après, mais inclut une éventuelle période de différé d'amortissement.

Article 2 - Modalités de remboursement du prêt

a) Calcul des échéances

Le prêt sera admis en phase de différé ou d'amortissement lorsqu'il est versé en totalité et au plus tard à l'échéance de la période de préfinancement ou d'anticipation.

Le vocable "date utile" est utilisé pour définir le jour choisi pour les appels d'échéances soit le **31** du mois.

Lorsque le prêt est versé en une seule fois, le point de départ de différé (PDD) ou le point de départ d'amortissement (PDA) - dans le cas d'un contrat sans différé - est fixé à la première date utile qui suit la date du versement.
Lorsque le prêt est versé en plusieurs fois, le PDD ou le PDA (dans le cas d'un contrat sans différé) est fixé à la première date utile qui suit la date du dernier versement, et au plus tard à l'échéance de la période de préfinancement ou d'anticipation.

Les intérêts du prêt seront calculés sur le montant des sommes restant dues, sur la base d'une année financière de 360 jours, d'un trimestre de 90 jours et d'un mois de 30 jours. Les intérêts deviennent exigibles dès leur appel.

b) Période de préfinancement ou d'anticipation

La période allant de la première date utile qui suit la date de signature du présent contrat par l'emprunteur au PDD ou PDA (dans le cas d'un contrat sans différé) est dénommée période de préfinancement ou d'anticipation. Sur cette période, sont dus des intérêts sur la ou les sommes décaissées au taux proportionnel du prêt tel qu'indiqué à l'article 1 du présent contrat, au prorata du nombre de jours courus entre la date de versement des fonds et la date de PDD ou PDA (dans le cas d'un contrat sans différé) sur une année de 360 jours.

Ces intérêts sont appelés, à terme échu à chaque date utile jusqu'au PDA ou PDD (dans le cas d'un contrat avec différé d'amortissement).

c) Période de différé

La période allant du PDD au PDA est dénommée période de différé. Si un différé d'amortissement du capital est accordé à l'Emprunteur tel qu'indiqué à l'article 1 du présent contrat, le différé est inclus dans la durée totale du présent prêt. Sur cette période les

intérêts sont calculés en fonction du taux, et de la périodicité tels qu'indiqués à l'article 1 du présent contrat.

Les intérêts sont appelés à terme échu périodiquement jusqu'au PDA et deviendront exigibles dès leur appel.

d) Période d'amortissement

Cette période court à compter du PDA jusqu'au terme du prêt. Sur cette période, le remboursement du capital et des intérêts s'effectue à terme échu selon la périodicité indiquée à l'article 1 par échéance comprenant chacune une fraction du capital nécessaire pour amortir le prêt compte tenu de l'amortissement choisi, et une fraction d'intérêts calculée en fonction du capital restant dû et du taux indiqué à l'article 1.

En cas de différé d'amortissement, seuls les intérêts sont dus, selon la périodicité indiquée à l'article 1 pendant la durée du prêt.

e) Prélèvement obligatoire des échéances sur le compte : **16705 09017 08.7714998.32 38**

La Caisse d'Epargne prélèvera sur le compte désigné ci-dessus, ouvert dans ses livres au nom de l'Emprunteur, le montant nécessaire au règlement de toutes sommes devenues exigibles au titre du présent prêt, en principal, intérêts, intérêts de retard, primes d'assurance, frais, commissions et accessoires.

L'Emprunteur donne d'ores et déjà tout pouvoir à la Caisse d'Epargne, qui accepte, à l'effet du prélèvement de toutes sommes exigibles au titre du présent prêt sur le compte ci-avant défini, à condition qu'il présente la provision suffisante, étant entendu que ces opérations seront exécutées à la date d'exigibilité, sans avis préalable et sans notification de leur exécution. L'Emprunteur s'engage à ce que ce compte présente le solde suffisant au prélèvement desdites sommes.

L'Emprunteur autorise la Caisse d'Epargne à compenser de plein droit des sommes dont il est susceptible d'être redevable, à un titre quelconque, au titre du présent contrat, avec toutes celles que la Caisse d'Epargne pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre la Caisse d'Epargne et l'Emprunteur.

f) Tableau d'amortissement

Le tableau d'amortissement définitif relatif au présent contrat sera remis à l'Emprunteur après déblocage total des fonds et au plus tard à l'issue de la période de préfinancement ou d'anticipation.

L'emprunteur n'a pas souhaité opter pour un service de modulation des échéances.

Article 3 - Remboursement anticipé

L'Emprunteur a la faculté d'effectuer, à une date normale d'échéance après règlement de celle-ci, un remboursement anticipé, partiel ou total du prêt, moyennant un préavis de deux (2) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le versement d'une indemnité égale à :

- **pour les prêts à taux variables** :

* 6 % du capital remboursé par anticipation si le remboursement anticipé s'effectue avant le troisième anniversaire du dernier déblocage des fonds ;
* 3 % du capital remboursé par anticipation si le remboursement anticipé s'effectue après le troisième anniversaire du dernier déblocage des fonds.

Dans les deux cas ci-dessus, l'indemnité ne saurait en tout état de cause être inférieure à un semestre d'intérêts.

- **pour les prêts à taux fixe** :

- prêt d'une durée inférieure à 10 ans :

* si le remboursement s'effectue avant le 3ème anniversaire du dernier déblocage des fonds : l'indemnité est égale à 6 % du capital remboursé par anticipation ;

* si le remboursement s'effectue après le 3ème anniversaire du dernier déblocage des fonds : l'indemnité est égale à 3 % du capital remboursé par anticipation.

Dans les deux cas ci-dessus, l'indemnité ne saurait être inférieure à un semestre d'intérêts.

- prêt d'une durée égale ou supérieure à 10 ans :

* si le remboursement s'effectue avant le 3ème anniversaire du dernier déblocage des fonds, l'indemnité est calculée en fonction du taux de réemploi par le prêteur du capital remboursé par anticipation :

Le taux de réemploi considéré est égal au taux de rendement annuel actualisé (marché secondaire) de l'OAT dont la duration de la durée résiduelle est la plus proche de celle du prêt, constaté 30 jours (ou le dernier jour ouvré précédent ces 30 jours) avant la date effective du remboursement anticipé.

1) Si le taux de réemploi est inférieur au taux du prêt :
la Caisse d'Epargne actualise au taux de réemploi chaque échéance, telle qu'elle aurait été produite par le capital remboursé par anticipation, au taux du prêt et sur la durée résiduelle du prêt.
L'indemnité sera alors égale à la différence entre la somme des valeurs actualisées des échéances et le capital remboursé par anticipation, avec application d'un montant minimum forfaitaire de 6 % du capital remboursé par anticipation.
2) Si le taux de réemploi du capital remboursé par anticipation est supérieur ou égal au taux du prêt, l'indemnité sera égale à un minimum forfaitaire de 6 % du capital remboursé par anticipation.

* si le remboursement s'effectue après le 3ème anniversaire du dernier déblocage des fonds, l'indemnité est également calculée en fonction du taux de réemploi par le prêteur du capital remboursé par anticipation, avec application d'un montant minimum forfaitaire de 3 % du capital remboursé par anticipation.

Tout remboursement partiel pourra, au choix de l'Emprunteur :

- soit diminuer la durée résiduelle du prêt : dans ce cas, il devra nécessairement être égal à un nombre entier d'échéances,
- soit diminuer le montant des échéances restant dues sans pour autant augmenter la durée résiduelle du prêt,
- soit simultanément réduire la durée résiduelle du prêt et le montant des échéances restant dues.

Le remboursement devra représenter au moins un dixième du capital emprunté. Après le remboursement anticipé, l'amortissement du prêt reprendra sur la base du capital restant dû.

La Caisse d'Epargne adressera à l'Emprunteur un nouveau tableau d'amortissement prenant en compte les aménagements.

Le montant de l'indemnité à percevoir sera calculé aux conditions ci-dessus définies et communiqué à l'emprunteur au plus tard 15 jours avant la date du remboursement anticipé projeté.
Le PRETEUR se réserve le droit de réimputer les versements excédentaires qui n'ont pas eu son consentement.

Article 4 - Engagements de l'emprunteur et Garanties

A la sûreté et garantie du remboursement du crédit ci-dessus convenu, du service des intérêts et du paiement de tous frais et accessoires, il est constitué au profit de la Caisse d'Epargne, ce qui est accepté par le représentant de celle-ci, ès qualité, la ou les engagements et garantie(s) suivante(s) :

- Caution personnelle et solidaire de : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG à hauteur de la totalité du capital emprunté, majoré de tous intérêts, frais et accessoires.

Les modalités des garanties accessoires au présent prêt sont définies dans des annexes spécifiques faisant partie intégrante du présent contrat.

Article 5- Intervention du garant

❶ Désignation du Garant :

Aux présentes est intervenu(e) **EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**
Dont le siège social est situé 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX
ci-après désigné(e) sous le vocable "le Garant",

représenté(e) par **M**.....

autorisé(e) à cet effet par délibération du .....

en date du .....

dont extrait joint en annexe.

❷ **Nature de l'engagement du Garant :**

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments du présent contrat le Garant déclare se rendre caution solidaire de l'Emprunteur envers la Caisse d'Epargne (selon le plafond retenu en conformité avec la loi Galland)

Pour le montant total du prêt faisant l'objet du présent contrat, en capital, intérêts, commissions éventuelles, frais et accessoires.

Le Garant déclare que cette garantie est accordée conformément aux dispositions de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite "Loi Galland" précisées par le décret n° 88.366 du 18 avril 1988 et notamment à celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

❸ **Portée et mise en jeu de la garantie :**

Le garant s'engage :

- à verser à la Caisse d'Epargne sur première demande et de la manière exprimée dans le contrat, les montants dus par l'Emprunteur, tant en capital, intérêts, commissions éventuelles, frais et accessoires ; ces montants incluent les éventuels intérêts et pénalités de retard ; les sommes ainsi appelées sont payables au plus tard 15 jours ouvrables après réception par la Garant de la démarche.

- à assurer par suite de la défaillance du débiteur toute obligation à l'égard de la Caisse d'Epargne résultant du présent contrat, sans jamais pouvoir lui opposer l'absence de ressources prévues à ce règlement.

- à renoncer au bénéfice de discussion et de division.

Le bénéfice de la présente garantie s'étendra automatiquement et de plein droit à tout cessionnaire des droits et obligations du Prêteur.

❹ **Durée de la garantie :**

L'engagement de garantie du Garant demeurera en vigueur jusqu'au paiement de l'intégralité des sommes dues au titre du présent contrat de prêt.

❺ **Dispositions diverses :**

- Le défaut d'information du Garant même sur un événement significatif du projet financé n'est pas opposable au prêteur.

- Le prêteur s'engage à notifier au Garant, dans les mêmes conditions que pour l'Emprunteur, toute mise en demeure susceptible d'entraîner la déchéance du terme.

- En cas de règlement de sa part, le Garant est subrogé dans les droits et obligations du prêteur à l'encontre de l'Emprunteur.

Article 6 - Validité du contrat

L'offre commerciale de prêt faite par la Caisse d'Epargne pourra être considérée comme caduque par cette dernière si le contrat n'est pas signé par l'Emprunteur dans un délai maximum de 3 mois (trois mois) suivant la date d'édition du contrat par la Caisse d'Epargne, figurant sous le numéro du prêt, en tête du présent acte.

Article 7 - Attestation et justificatifs à fournir

L'Emprunteur atteste que sa situation patrimoniale est exempte de toute mesure conservatoire, de séquestre, saisie, action résolutoire ou empêchement quelconque.

L'Emprunteur s'engage à fournir à la Caisse d'Epargne, à première demande de celle-ci tous les justificatifs nécessaires à l'octroi du prêt ainsi que les justificatifs permettant la constitution des garanties.

Article 8 -Versement des fonds

Sauf accord spécifique donné par la Caisse d'Epargne, le déblocage des fonds est subordonné :

- à la remise par l'Emprunteur d'un exemplaire des présentes dûment signé.
- à l'adhésion à l'assurance groupe ou à la souscription d'un contrat auprès d'une compagnie d'assurance agréée par l'établissement prêteur, pour les personnes qu'il convient d'assurer contre le risque décès - invalidité et/ou incapacité de travail, ainsi qu'à l'acceptation du risque par l'assureur, dans le cas seulement où cette adhésion est exigée par le prêteur.

Les fonds seront versés après mise en place effective de la ou des garanties. Le premier versement doit intervenir dans un délai maximum de trois mois à compter de la signature du contrat par l'emprunteur.
Si la totalité des fonds n'a pas été versée dans un délai de 12 mois maximum après la première date utile qui suit la date de la signature du contrat par l'emprunteur, le prêt sera réduit à due concurrence de la fraction utilisée.

La Caisse d'Epargne procédera au déblocage des fonds sur production des factures ou sur situations de travaux et tous autres justificatifs qu'elle jugera nécessaire. Le déblocage des fonds sera fractionné selon la nature de l'investissement et en fonction de l'état d'avancement des travaux.

Les fonds seront disponibles sur demande écrite de l'Emprunteur ou du notaire, parvenue à la Caisse d'Epargne deux jours ouvrés au moins à l'avance.

Article 9 - Assurance des biens corporels ou incorporels

S'il le souhaite, l'Emprunteur pourra, jusqu'au complet remboursement du prêt, assurer, auprès d'une compagnie notoirement solvable, tous ses biens mobiliers ou immobiliers corporels ou incorporels, et notamment les biens objets du financement et/ou constitués en garantie, et ce contre tous risques y compris le vol, l'incendie, le bris de machines, etc... et à payer régulièrement les primes afférentes à cette assurance.

Dans ce cas; l'assurance contractée devra permettre aussi bien leur remplacement ou reconstruction à neuf que le versement, en cas de sinistre, d'une indemnité équivalente au capital majoré des intérêts, frais et accessoires restant dus à la Caisse d'Epargne.

Faute d'exécution de ces engagements, la Caisse d'Epargne pourra, à sa convenance, assurer elle-même lesdits biens à hauteur du capital restant dû au titre du présent acte, auprès d'une ou plusieurs compagnies de son choix, aux frais de l'Emprunteur ou exiger le remboursement anticipé des sommes dues.

Si une telle assurance est constituée, la Caisse d'Epargne bénéficiera de la délégation légale de tous droits de l'Emprunteur vis à vis des compagnies d'assurances auxquelles le présent contrat sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception, aux frais de l'Emprunteur.
En cas de sinistre, les indemnités dues par l'assureur seront versées à la Caisse d'Epargne, sans le concours et hors la présence de l'Emprunteur, qui les conservera jusqu'à concurrence de sa créance, en principal, intérêts, frais et accessoires.

Article 10 - Obligation d'informer le prêteur

Pendant toute la durée du crédit, l'Emprunteur s'oblige à :

1 - Informer la Caisse d'Epargne dans un délai de quinze jours de tous les faits susceptibles d'affecter sérieusement l'importance ou la valeur de son patrimoine ou d'augmenter sensiblement le volume de ses engagements, et notamment de toute inscription de privilège, nantissement et servitude de toute sorte,
2 - Remettre à la Caisse d'Epargne, sur simple demande de celle-ci, une attestation précisant qu'il est à jour dans le paiement des contributions directes ou indirectes et des taxes départementales et communales à sa charge, ainsi que de ses prestations sociales, attestation qui devra, au besoin et sur simple demande de la Caisse d'Epargne, être confirmée par les agents de recouvrement desdites contributions et taxes, ainsi que par les services de la Sécurité Sociale,
3 - Tenir la Caisse d'Epargne informée, en lui fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires, de toutes modifications statutaires ou de toutes modifications de sa situation juridique et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la date de la modification,
4 - Communiquer à la Caisse d'Epargne sur première demande de celle-ci la justification du paiement des primes d'assurance de toute nature (vol, dégâts des eaux, incendie, perte d'exploitation...) sur les biens donnés en garantie.
5 - Remettre à la Caisse d'Epargne, dès leur établissement, aux dates et dans les termes tant légaux que statutaires, les copies certifiées conformes du bilan annuel et des annexes, du compte de résultat, le rapport de gestion, et le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes, et si l'emprunteur est une société, les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires, et sur demande de la Caisse d'Epargne tous autres documents intermédiaires ;
6 - De même, si l'emprunteur est une société, notifier immédiatement à la Caisse d'Epargne la perte de la moitié de son capital, la cession de la majorité de son capital ou la cession d'une participation dans le capital social conférant à un acquéreur une minorité de blocage.

Article 11 - Clause pénale

Au cas où la Caisse d'Epargne serait obligée de recouvrer sa créance par quelque moyen que ce soit, et notamment par voie judiciaire ou extra judiciaire, elle aura droit, outre les frais et dépens éventuels, à une indemnité de 5 % , calculée sur les sommes restant dues au titre du présent prêt, à titre d'indemnisation forfaitaire de son préjudice.

Article 12 - Frais de dossier et de garantie

Des frais de dossier et de garantie comme indiqué ci-dessus ainsi que dans les annexes, seront perçus par la Caisse d'Epargne dès signature du contrat de prêt par l'emprunteur, sur le compte précité, que l'emprunteur s'engage à approvisionner à due concurrence.

Article 13 - Intérêts de retard

Toute somme due en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires, non payée à la date de son exigibilité, porte intérêts de plein droit au taux du prêt majoré de trois points.
Si ces intérêts sont dus pour une année entière, ils seront capitalisés conformément à l'article 1154 du Code Civil.

Article 14 - Exigibilité anticipée

La Caisse d'Epargne, si elle en a convenance, prononcera la déchéance du terme et exigera de plein droit le remboursement de toutes les sommes restant dues en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, en cas de survenance de l'un des cas énumérés ci-dessous, et ce sans mise en demeure préalable.
Dans l'un quelconque des événements énumérés ci-dessous, la Caisse d'Epargne pourra refuser tout nouveau décaissement, exercer un droit de rétention sur l'ensemble des sommes ou valeurs déposées par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne, et compenser le solde de son concours avec tous les comptes que l'Emprunteur possède auprès de la Caisse d'Epargne, quelle que soit la qualification ou classification attribuée à ces comptes.

Elle informera l'Emprunteur de sa décision par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au domicile de l'Emprunteur.

Le fait pour la Caisse d'Epargne de ne pas se prévaloir de l'exigibilité dès la survenance du fait générateur n'emporte nullement renonciation tacite à l'exigibilité.

Cas d'exigibilité anticipée :
- affectation du prêt à un autre objet que celui prévu au contrat, sauf en cas d'accord préalable de la Caisse d'Epargne,
- annulation de l'opération ou vente des biens financés par le prêt,
- défaut ou retard d'exécution ou violation d'un seul de ses engagements par l'Emprunteur et notamment en retard de plus de 30 jours dans le paiement total ou partiel d'une somme quelconque devenue exigible,
- défaut de paiement à bonne date par l'Emprunteur d'une somme due à quiconque, et notamment au titre de ses contributions, taxes, cotisations sociales ou autres,
- défaut de paiement à son échéance d'une seule prime d'assurance (incendie, vol, bris de machines etc...) relative à un bien apporté en garantie,

- inexactitude des renseignements fournis, notamment ceux relatifs aux biens affectés à la garantie des sommes prêtées et au rang hypothécaire,
- si les garanties promises ou données par l'Emprunteur et/ou les cautions n'étaient pas régularisées dans les délais convenus ou venaient à disparaître ou à diminuer, en cas de saisie immobilière ou mobilière à l'encontre de l'Emprunteur et/ ou de la caution,
- si les intérêts et commissions qui résultent des présentes devenaient passibles d'un impôt ou d'une taxe quelconque, auxquels ils ne sont pas assujettis, à moins que l'Emprunteur n'acquitte cette charge fiscale, de telle sorte que la Caisse d'Epargne n'ait rien à supporter de ce chef,
- s'il est constaté un fait quelconque révélateur d'une dégradation sérieuse de la situation financière de l'Emprunteur ou susceptible de mettre en péril la pérennité de l'entreprise ou plus généralement de menacer le recouvrement de sa créance par la Caisse d'Epargne,
- si l'Emprunteur venait à enfreindre des dispositions légales et réglementaires,
- en cas d'exigibilité anticipée prévue par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises,

En cas d'exigibilité anticipée d'un prêt consenti à taux variable, le taux en vigueur au jour du prononcé de cette déchéance restera en vigueur jusqu'au paiement total de la créance.
En cas d'exigibilité anticipé d'un prêt consenti en devise, le prêt sera converti de plein droit en euros au cours du jour de cette exigibilité anticipé.

Article 15 - Impôts, taxes, droits et frais

L'Emprunteur prendra à sa charge les impôts et taxes présents et futurs ainsi que les droits, honoraires et frais pouvant résulter du présent contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, y compris toutes avances pour frais de conservation, formalités ou procédures engagées par la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne procédera à sa convenance aux formalités d'enregistrement du présent acte.

Article 16 - Election de domicile - tribunaux compétents

Pour l'exécution du présent contrat et de ses suites, il est fait élection de domicile par les parties en leur adresse respective telle que mentionnée ci-avant.

Pour toute contestation pouvant naître de l'application des présentes, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège de la Caisse d'Epargne.

Le présent contrat et ses annexes sont placés d'un commun accord entre les parties sous le régime de la loi française. Le tribunal compétent sera le tribunal dans le ressort duquel est situé le siège de la Caisse d'Epargne.

Article 17 -Fusion Absorption

Il est convenu entre les parties qu'en cas de fusion-absorption, fusion-création du prêteur et/ou d'apport partiel ou total d'actifs par le prêteur, le présent prêt sera maintenu ainsi que toutes les sûretés et garanties y afférentes, notamment le cautionnement.

Article 18 - Mobilisation

Le prêteur se réserve la faculté de mobiliser la créance résultant du ou des prêt(s) objet des présentes, selon toutes modalités légales ou réglementaires et tous usages ou techniques en vigueur.
La créance de prêt pourra être éventuellement cédée par le prêteur à un fonds commun de créances. Son recouvrement sera alors susceptible d'être confié à un autre établissement de crédit ou à la Caisse de Dépôts et Consignations (article L214-46 du Code monétaire et financier).

Article 19 - Absence de renonciation - exercice des droits

Le fait pour la Caisse d'Epargne de ne pas exercer ou de tarder à exercer un quelconque droit qui lui est conféré par les présentes ne peut constituer ni être interprété comme une renonciation au droit dont il s'agit.
Les droits stipulés dans les présentes ne sont pas exclusifs de tous autres droits prévus par la loi, avec lesquels ils se cumulent.

En trois exemplaires originaux.
Les exemplaires originaux ou les copies des garanties ci-jointes, font partie intégrante du présent contrat.

Pour la Caisse d'Epargne
Cachet et signature

A Strasbourg

le 14 septembre 2016

CAISSE D'EPARGNE ALSACE

Claude ALPHONSE
Responsable de Service

Pour l'emprunteur
Cachet et signature

A Strasbourg

le 14 septembre 2016

CUS habitat
O.P.H. de la CUS
Pôle de l'habitat social
24 route de [illegible] - CS 70128
67020 STRASBOURG Cedex

Jean-Bernard DAMBIER
Directeur Général

Pour le Garant,
A Strasbourg, le .....

*Faire précéder la signature de la mention manuscrite ***«Bon pour cautionnement solidaire à l'égard de la Caisse d'Epargne d'Alsace du prêt n° 9800138 pour un montant de 5.600.000,-€ (cinq millions six cent mille euros) en principal, à majorer de tous intérêts, frais et accessoires»*** + **cachet** à côté de la signature

Nom - Prénom : .....

Qualité : .....

Conformément à la loi informatique n°78 17 du 6 janvier 1978 modifiée, les données à caractère personnel portant sur des personnes physiques recueillies au présent acte par la Caisse d'Epargne, responsable du traitement, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement sont obligatoires et ont pour finalité l'octroi et la gestion du concours et ou de la garantie, ainsi que la gestion du risque de l'établissement et la prospection commerciale. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires.
Ces personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification pour toute information les concernant auprès de la Caisse d'Epargne. Elles peuvent en outre s'opposer sans frais à ce que ces informations soient utilisées à des fins de prospection commerciale en adressant un courrier à la Caisse d'Epargne.
La personne physique concernée autorise expressément la Caisse d'Epargne à communiquer les informations recueillies dans le présent acte à des entreprises du groupe Caisse d'Epargne, à des sous-traitants ou des prestataires de service pour satisfaire aux besoins de la gestion du dossier ou à des fins de gestion du risque de l'établissement.

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Avenant n°2 à la délégation de service public relative au transport des personnes à mobilité réduite.

Par délibération du 27 mai 2011, l'Eurométropole a attribué la délégation du service public de transport des personnes à mobilité réduite sur son territoire à la société TPMR Strasbourg, filiale de Transdev, à compter du 1er juillet 2011 et pour une durée de 7 ans.

L'objectif de ce service est de permettre de manière complémentaire au réseau de transport public, allant au-delà des obligations de transport de substitution, aux personnes dans l'impossibilité d'utiliser les transports en commun en raison de leur incapacité physique, sensorielle ou mentale, d'effectuer des déplacements ponctuels pour les loisirs, la santé et/ou le travail en milieu ordinaire.

La convention de délégation du service public prévoit un objectif de 40 000 voyages par an avec un système de bonus/malus jusqu'à 10 000 voyages supplémentaires ou manquants, soit un maximum possible de 50 000 voyages par an.

En vertu du nouveau seuil minimal d'habitants d'intercommunalité institué par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Communauté de communes « Les Châteaux » fusionne par intégration dans l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017 par application de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2016.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2017, le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg comprendra en plus des 28 communes actuelles, les communes d'Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et d'Osthoffen.

L'objet du présent avenant a pour but :

- de faire évoluer le périmètre de la délégation du service public de transport des personnes à mobilité réduite de manière à desservir l'ensemble des communes du futur périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg,
- de définir les modalités de prise en charge des éventuels nouveaux adhérents et la circulation des véhicules vers ou des nouvelles communes desservies,
- de déterminer un niveau de subvention forfaitaire d'exploitation pour les années 2017 et 2018 et le niveau de déplacements supplémentaires autorisés.

L'impact financier de l'extension du périmètre du service se constitue principalement d'un coût de mise en place notamment lié à la mise à jour cartographique, la formation du personnel conducteur, la communication et les coûts logiciels ainsi que d'un coût de fonctionnement lié aux trajets des nouveaux usagers induits par cette extension notamment du fait de l'éloignement de ces nouvelles communes.

A cette fin, il est convenu d'augmenter le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation de 13 870 € pour le porter à 1 156 108 € (valeur 2010) pour l'exercice 2017 et d'augmenter la subvention de 4 997 € pour le porter à 574 417 € (valeur 2010) pour 2018 de manière à intégrer l'impact financier généré par l'extension du périmètre du service TPMR et le partage des risques entre le délégant et le délégataire.

Par ailleurs, afin de conserver l'équilibre financier général de la convention, le seuil des voyages définis pour le déclenchement des pénalités et intéressement du délégataire sont revus.
Par cet avenant, l'Eurométropole de Strasbourg et la société TPMR Strasbourg conviennent de permettre la réalisation du service sur l'ensemble des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2017.

Une clause permettant au service Mobistras de circuler en dehors du périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg sans pour autant effectuer de desserte est insérée de manière à optimiser les trajets et les coûts du délégataire.

Les autres clauses de la délégation de service public du 17 juin 2011 restent inchangées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
Vu l'avis favorable de la commission prévue aux articles
L1411-5 et L1411-6 du Code général des collectivités territoriale
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de l'avenant n° 2 à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du service de transport à destination des personnes à mobilité réduite conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société TPMR Strasbourg,

décide

l'inscription des crédits, l'engagement et l'imputation des dépenses d'un montant de 1 156 108 € pour l'exercice 2017 et d'un montant de 574 417 € pour l'exercice 2018 sur la ligne budgétaire 815/6574/TC02P programme 8067 du budget annexe Transport de l'Eurométropole de Strasbourg,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer ledit avenant ci-joint et tout autre document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Avenant n°2 à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du service de transport aux personnes à mobilité réduite

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 novembre 2015,

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg » d'une part,

Et

La société TPMR Strasbourg, filiale du groupe Transdev, au capital de 37 000 € dont le siège social est sis 23, rue Jacobi NETTER 67200 STRASBOURG, représentée par son Directeur, Monsieur Christophe KAMINSKI,

Ci-après dénommée « TPMR Strasbourg » d'autre part,

PREAMBULE

Par délibération du 7 mai 2010, l'Eurométropole de Strasbourg a choisi d'ériger le service de transport des personnes à mobilité réduite en service public de qualité. L'objectif de ce service est de permettre aux personnes dans l'impossibilité d'utiliser les transports en commun en raison de leur incapacité motrice et sensorielle, d'effectuer des déplacements ponctuels pour le travail en milieu ordinaire, la santé et/ou les loisirs.

L'Eurométropole de Strasbourg a attribué la délégation de ce service public en mai 2011 à la société TPMR Strasbourg, filiale de Transdev, pour une durée de 7 ans avec un démarrage en juin de la même année.

A compter du 1er janvier 2017, en vertu de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2016 portant fusion par intégration de la communauté de communes « Les Châteaux » dans l'Eurométropole de Strasbourg, le périmètre géographique de l'Eurométropole de Strasbourg évolue ; en effet, l'Eurométropole intègre cinq nouvelles communes issues de la communauté de communes « Les Châteaux » à savoir Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen.

Afin de préparer cet élargissement et la modification du périmètre du service de transport des personnes à mobilité réduite, l'Eurométropole de Strasbourg et la société TPMR Strasbourg se sont rencontrés et ont déterminé les modifications à apporter dans l'exploitation du service notamment du fait de l'éloignement de ces nouvelles communes et l'impact financier de ces modifications.

Cet avenant a ainsi pour objet :

- De modifier le périmètre initial de la convention de délégation de service public
- De définir les modalités de prise en charge des éventuels nouveaux adhérents, et la circulation des véhicules vers ou des nouvelles communes desservies,
- De déterminer un niveau de subvention forfaitaire d'exploitation pour les années 2017 et 2018 et le niveau de déplacements supplémentaires autorisés.

ARTICLE 1

L'article 16 de la convention de délégation de service public est ainsi complétée :

« à compter du 1er janvier 2017, le délégataire se chargera également du transport des ayant droits des cinq communes suivantes :

- Achenheim
- Breuschwickersheim
- Hangenbieten,
- Kolbsheim,
- Osthoffen.

Pour se déplacer à destination de ces cinq communes ou de l'une de ces cinq communes vers les autres communes de l'Eurométropole, le délégataire est autorisé à circuler hors du périmètre de l'Eurométropole.

Toutefois, il est strictement interdit de prendre en charge ou de déposer tout ayant droit en dehors du périmètre défini par le présent article »

ARTICLE 2 : SUBVENTION FORFAITAIRE D'EXPLOITATION

Les paragraphes 1 à 3 de l'article 47 de la convention initiale de délégation de service public sont modifiés comme suit :

« la subvention de la collectivité constitue la contrepartie des contraintes de service public notamment tarifaires et d'encadrement imposées par le délégant au délégataire dans le cadre du présent contrat.

Ainsi, compte tenu de ces contraintes imposées par la collectivité, le délégataire perçoit une subvention d'exploitation forfaitaire annuelle. A titre indicatif, cette subvention d'exploitation est fixée pour une fréquentation annuelle de 40 000 déplacements pour le service à la demande à l'exception de l'année 2018 où le service ne fonctionne que sur le 1er semestre et dont l'objectif n'est que de 20 000 déplacements.

Montant des subventions hors indexation – mentions euros 2010

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Montant	563 664	1 034 652	1 091 537	1 106 836	1 135 943	1 117 593	**1 156 108**	**574 417**

Les paragraphes suivants de l'article 47 restent inchangés.

ARTICLE 3 : PENALITES ET INTERESSEMENT LIES A LA FREQUENTATION - MODIFICATION DE L'ARTICLE 47.1 DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

L'article 47.1 de la convention initiale, précédemment modifié par l'avenant n°1 est complété comme suit :

Pour l'année 2017, il est convenu spécifiquement que :

- au-delà de 40 000 déplacements et dans la limite de **50 113** déplacements, le délégataire percevra un intéressement de 16 € (valeur euros 2010) par voyage complémentaire. Au-delà de 50 113 déplacements, les déplacements supplémentaires sont sous la responsabilité du délégataire et ne donneront lieu à aucune indemnité de la part de l'Eurométropole de Strasbourg.

- en-dessous de 40 000 déplacements et dans la limite de **29 887** déplacements annuels, le délégataire se verra affecté d'une pénalité de 16 € par voyage non réalisé. En dessous de 29 887 déplacements, les parties conviennent de se rencontrer pour réexaminer les conditions économiques du contrat.

Pour l'année 2018, il est convenu spécifiquement que :

- au-delà de 20 000 déplacements et dans la limite de **25 057** déplacements, le délégataire percevra un intéressement de 16 € (valeur euros 2010) par voyage complémentaire. Au-delà de 25 déplacements, les déplacements supplémentaires sont sous la responsabilité du délégataire et ne donneront lieu à aucune indemnité de la part de l'Eurométropole de Strasbourg.

- en-dessous de 20 000 déplacements et dans la limite de **14 944** déplacements annuels, le délégataire se verra affecté d'une pénalité de 16 € par voyage non réalisé. En dessous de 14 944 déplacements, les parties conviennent de se rencontrer pour réexaminer les conditions économiques du contrat.

ARTICLE 4 – AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les clauses et conditions de la convention de la délégation de service public du 17 juin 2011 non visées par le présent avenant demeurent d'application et continuent de produire leur plein effet.

Fait en double exemplaires originaux.

A Strasbourg, le

Pour la société TPMR Strasbourg,	Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
Monsieur Christophe KAMINSKI,	Monsieur Robert HERRMANN,
Directeur	Président

29

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Participation au projet européen C-Roads.

L'objet de la présente délibération est de valider la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au projet européen C-Roads subventionné par la Commission Européenne.

LE CONTEXTE

Dans la feuille de route des mobilités innovantes adoptée par délibération le 18 décembre 2015, l'Eurométropole de Strasbourg fait des Systèmes de Transports Intelligents :

- un levier à explorer et exploiter pour optimiser l'organisation des déplacements actuels sur notre territoire,
- un point commun entre un certain nombre d'entreprises innovantes installées au sein ou à proximité du périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente délibération propose que l'Eurométropole de Strasbourg intègre le projet européen C-ROADS (connected roads), projet coordonné par le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer et subventionné par la Commission Européenne.

Le déploiement des systèmes de transports intelligents collaboratifs

Le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer coordonne sur le territoire français le déploiement des systèmes de transports intelligents collaboratifs (C-ITS).
Cette technologie permet notamment de réduire le risque d'accidentologie et de mieux réguler le trafic, grâce aux échanges de communication directs entre des véhicules connectés, les infrastructures de voiries et les centres de gestion du trafic.

Au niveau européen, la généralisation de ces nouveaux protocoles de communication en temps réel doit permettre d'« accroître l'efficacité des transports et de l'usage des infrastructures à l'aide de systèmes d'informations et de mesures d'incitation fondées sur le marché » (directive (cadre) ITS 2010/40/UE).

LES ENJEUX

Rejoindre le consortium national pour le déploiement des C-ITS et profiter de la localisation de l'Eurométropole de Strasbourg pour se connecter avec le corridor européen des C-ITS.

Le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer a proposé à l'Eurométropole de Strasbourg de rejoindre un consortium, composé d'industriels et d'exploitants routiers et autoroutiers, au sein d'un projet européen, visant à déployer la technologie des C-ITS sur l'infrastructure routière de l'agglomération.

C-Roads bénéficiera des infrastructures mises en place dans le cadre d'un autre projet européen nommé SCOOP dont l'objectif était de créer le premier corridor autoroutier européen des ITS-Coopératifs entre Rotterdam et Vienne.

C-Roads a l'ambition de connecter la France à ce corridor tout en déployant pour la première fois des systèmes de communication collaboratifs en section urbaine et dans un contexte transfrontalier. Le rôle de Strasbourg au sein du consortium est celui d'un territoire d'expérimentation.

L'opportunité de contribuer à équiper les infrastructures de ces nouveaux standards.

A Strasbourg, le projet s'articulera avec le programme de requalification de l'A35, ainsi il doit pouvoir permettre :

- le déploiement de cette technologie sur la section centrale « urbaine » de l'A35, ainsi que sur des sections de voiries communautaires, voire transfrontalières ;
- la validation des protocoles de communication entre les véhicules équipés, les infrastructures et les centres de gestion de trafic ;
- le traitement des informations en temps réel qui remonteront simultanément aux deux centres de gestion de trafic ; celui de l'Eurométropole de Strasbourg (SIRAC) et celui de la DIR Est ;
- l'information des usagers en temps réel via l'application Vialsace ;
- le partage des résultats.

Organisation et financement du projet

Le projet regroupe, sous le pilotage du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, plusieurs acteurs « européens » des transports et de la recherche :

- l'Association professionnelle des sociétés françaises concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers (ASFA),
- des collectivités : Strasbourg Eurométropole et Bordeaux Métropole,
- des constructeurs : PSA ID et Renault SAS,
- des fournisseurs de solutions : KEYNECTIS et le Pôle Véhicule du Futur-ITS,
- des instituts de recherche : IFSTTAR, CEREMA, Université de Reims Champagne Ardenne, Université d'Auvergne, Institut Mines Telecom et Transpolis.

Le projet se déroulera entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2020. Le budget total s'élève à 14 413 212 € HT.

Tableau : Clé de répartition entre les différents partenaires du projet

Partenaires	Budget maximum éligible (€ HT)	Montant maximum de la subvention (€ HT)	Pourcentage du coût total du projet
MEEM	**3 501 240**	**1 750 620**	**24.29%**
ASFA	**4 008 392**	**2 004 200.5**	**27.81%**
EMS	**338 440**	**169 220**	**2.35%**
BDX	**61 000**	**30 500**	**0.42%**
PSA ID	**662 163**	**331 080.5**	**4.59%**
RENAULT	**1 343 135**	**671 567**	**9.32%**
KEYNECTIS	**1 018 506**	**509 252.5**	**7.07%**
IFSTTAR	**808 161**	**404 080**	**5.61%**
CEREMA	**361 886**	**180 943**	**2.51%**
URCA	**896 935**	**448 466.5**	**6.22%**
UDA	**376 361**	**188 180**	**2.61%**
IMT	**686 894**	**343 446.5**	**4.77%**
TRANSPOLIS	**231 100**	**115 550**	**1.6%**
PVF	**119 000**	**59 500**	**0.83%**
Total		**7 206 606.5**	**100%**

La contribution de l'EMS s'élève à 2,35 % du coût total du projet soit 338 440 € HT. Ils se décomposent de la manière suivante :

Investissements :

- Logiciel permettant l'interface avec le système d'informations multi-modales : 180 000 € HT
- Installation boitiers bord de route : 60 000 € HT

Valorisation des ressources humaines : 98 440 € HT

L'ensemble de ces dépenses est couvert par une subvention de 50 %, soit 169 220€ HT.

Soulignons que ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération « A35/A36 régulation du trafic dans le sillon alsacien » figurant au CPER 2015-2020.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la mise en place du projet européen C-ROADS sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg auprès de ses partenaires du consortium par la signature de la « convention de consortium » et des documents y afférents,*

- *l'engagement de L'Eurométropole de Strasbourg auprès de la Commission Européenne par la signature de la « convention de subvention »,*

informe

que la convention est consultable à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=RyfAQvt9XoQpCG3C8p6l0D

et reste consultable auprès du Service Déplacements,

décide

l'imputation de la dépense à compter du BP 2017 et ultérieurs à l'AP 0195, programme 872 « A35/A36 régulation du trafic dans le sillon alsacien » du budget de la Direction de la Mobilité et des Transports,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions de consortium et de subvention relatives au projet C-Roads ainsi que tous les autres documents permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

30

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Rétrocession de biens par la CTS à l'EMS suite à la réalisation de la ligne G (BHNS reliant la gare de Strasbourg à l'Espace Européen de l'Entreprise).

En application du contrat de concession du 27 décembre 1990 et en particulier de son avenant 22 du 6 août 2012, la CTS a réalisé sous sa maîtrise d'ouvrage, mais pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg, l'ensemble des travaux de la ligne G (BHNS reliant la gare de Strasbourg à l'Espace Européen de l'Entreprise).

La présente délibération a pour objet d'autoriser la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS de la convention de remise de biens, définissant les biens et ouvrages des infrastructures de la ligne de BNHS (nommée ligne G) mise en service le 30 novembre 2013 ; biens et ouvrages qui ne doivent pas être immobilisés au bilan de la CTS, car non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun. Ceux-ci sont à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg, aux villes de Strasbourg et de Schiltigheim et aux gestionnaires de réseaux tiers, après réception par la CTS.

Cette remise de biens est relative aux ouvrages d'art et aux travaux constituant des aménagements de voirie, aux équipements de signalisations routière et de carrefour et aux déviations de réseaux.

La convention de remise de biens Eurométropole de Strasbourg/CTS qui est soumise à l'approbation du Conseil a pour objet d'arrêter de manière définitive les montants de ces biens, selon le détail ci-après :

Biens concernés	Montants définitifs HT
GO 2 ouvrages d'art	1 001 368,35
GO 3 ouvrages commun de voirie	8 323 697,75
GO 9 signalisation routière et équipements de carrefours	1 340 393,84
Sous-total Groupes d'Ouvrages	***10 665 459,94***
Déviations des réseaux EMS	1 138 287,22
Déviation des réseaux tiers	1 853 644,05
Total convention	**13 657 391,21**

Les biens à remettre à l'Eurométropole ont été valorisés à 13 657 391,21 € HT au 31 octobre 2016 ; ils sont facturés avec la TVA en sus au taux en vigueur.

Au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, l'Eurométropole a procédé à la réception des ouvrages lui revenant et en validé la conformité au cahier des charges. Aujourd'hui, ils sont tous en service et l'entretien en est déjà assuré par les services gestionnaires.

Dans le détail, les biens concernés sont les suivants :

- les déviations de réseaux,
- les ouvrages d'art et infrastructures de voirie non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun,
- les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores.

Outre le transfert de propriété, la remise des biens à l'Eurométropole a aussi des conséquences budgétaires.

Sur un montant total de travaux de 25 086 086,21 € HT réalisés par la CTS dans le cadre de la construction de la ligne G, les biens à remettre à l'Eurométropole ont été valorisés à 13 657 391,21 € HT avec la TVA en sus au taux en vigueur.

Le financement de cette opération de rétrocession des biens est assuré en totalité :

- par la prise en charge du coût des déviations de réseaux par les gestionnaires de réseaux EMS (1 138 287,22 € HT) ;
- par le préfinancement du coût des déviations des réseaux tiers (Eclairage public des Villes) et leur refacturation par l'EMS (1 853 644,05 € HT) ;
- par les avances versées par l'Eurométropole au titre de la contribution à l'investissement lors des travaux pour les ouvrages d'art, infrastructures de voirie et équipements de carrefour à hauteur de 11 800 000 € HT avec la TVA en sus au taux en vigueur.

Au regard des dépenses réalisées sur les groupes d'ouvrages 2, 3 et 9 pour un montant total de 10 665 459,94 € HT d'une part, et des avances versées par l'Eurométropole au titre de l'avenant 22 du contrat de concession (annexe I8) à hauteur de 11 800 000 € HT d'autre part, il apparaît que la CTS dispose d'un trop perçu de 1 134 540,06 € HT (soit donc 1 361 448,07 € TTC) qui doit être remboursé à l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente délibération vise à approuver la convention de remise de biens, à en autoriser la signature et à en transcrire les conséquences budgétaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Commission thématique
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de la convention Eurométropole/CTS de remise des biens pour les ouvrages de l'opération BHNS – Ligne G reliant la gare de Strasbourg à l'Espace Européen de l'Entreprise portant sur un montant hors taxe de 13 657 391,21 € et la TVA en sus au taux en vigueur ;

décide

l'imputation des dépenses de prise en charge du coût des déviations des réseaux de l'EMS au budget annexe de l'Assainissement (371 443,50 € HT), au budget annexe de l'Eau (247 586,35 € HT) et au budget principal en investissement (SIRAC) à l'AP0056 programme 877 de la Délégation Sécurité Prévention (519 257,37 € HT) ;

l'imputation des dépenses de préfinancement des réseaux tiers et des recettes de remboursement par ceux-ci sur les crédits du budget principal en investissement à l'AP0207 programme 924, de la Direction de la Mobilité et des Transports ;

l'imputation des dépenses d'avances à la CTS et de reversement des avances trop perçues par celle-ci sur les crédits du budget principal en investissement à l'AP0207 programme 926, de la Direction de la Mobilité et des Transports ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention Eurométropole/CTS de remise des biens pour les ouvrages de l'opération BHNS – Ligne G, ainsi que tous les documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

CONVENTION DE REMISE DES BIENS DE LA LIGNE G DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE (BHNS)

Entre :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, Autorité Organisatrice des transports urbains sise au 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil de la Communauté prise en date du 16 décembre 2016.

Ci-après dénommée l' « E.M.S. »

- D'une part -

Et :

La COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS, Société Anonyme d'Economie Mixte locale, au capital de 5 millions d'euros, dont le siège social est sis au 14 rue de la Gare aux Marchandises, CS 15002 à 67035 STRASBOURG Cedex 2, représentée par Monsieur Jean-Philippe LALLY, Directeur Général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration prise en date du 9 décembre 2016.

Ci-après dénommée la « C.T.S. »

- D'autre part -

PREAMBULE

Par convention de concession en date du 27 décembre 1990, la C.T.S. a été chargée par l'E.M.S. de la construction des lignes A et B du tramway. Des avenants à cette convention ont par la suite été établis : l'avenant n°1 le 05.02.1992, l'avenant n°2 le 17.06.1993, l'avenant n°3 le 26.07.1994, l'avenant n°4 le 18.05.1995, l'avenant n°5 le 22.12.1995, l'avenant n°6 le 28.02.1997, l'avenant n°7 le 15.12.1997, l'avenant n°8 le 29.04.1999, l'avenant n°9 le 29.03.2000, l'avenant n°10 le 29.01.2002, l'avenant n°11 le 14.02.2003, l'avenant n°12 le 13.05.2004, l'avenant n°13 le 07.07.2004, l'avenant n°14 le 28.02.2006, l'avenant n°15 le 15.01.2007, l'avenant n°16 le 24.01.2008, l'avenant n°17 le 26.08.2009, l'avenant n°18 le 05.03.2010, l'avenant n°19 le 07.10.2010, l'avenant n°20 le 20.09.2011, l'avenant n°21 le 07/03/2012, l'avenant n°22 le 06/08/2012, l'avenant n°23 le 05.02.2013, l'avenant n°24 le 31/10/2013 et l'avenant n°25 du 20 février 2015.

La convention de remise des biens du 18 mai 1995 entre l'E.M.S. et la C.T.S. définit les biens et ouvrages concernant les lignes A/D du tramway à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

Cette convention a été modifiée par un avenant n°1 en 1996, un avenant n°2 en date du 5 mai 1999 et un avenant n°3 en date du 28 octobre 2000.

La convention de remise des biens du 13 novembre 2001 entre l'E.M.S. et la C.T.S. définit les biens et ouvrages concernant les lignes B/C du tramway à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 24/07/2009 définit les biens et ouvrages concernant les extensions tramway 2007-2008 des lignes B, C et D et de la ligne E à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

Cette convention a été modifiée par un avenant n°1 au mois de juin 2012.

La convention de remise des biens du 30/12/2013 définit les biens et ouvrages concernant la ligne F du tramway à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 31/03/2016 entre l'EMS et la CTS définit les biens et ouvrages concernant l'extension des lignes A et D vers Hautepierre du tramway à remettre par la CTS à l'EMS et aux gestionnaires de réseaux.

La présente convention constitue la sixième convention de remise des biens définissant les biens et ouvrages concernant la ligne G de bus à haut niveau de service (BHNS) à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet, en application du contrat de concession du 27 décembre 1990 et de ses avenants, de définir, d'une part, les ouvrages et les travaux constituant des aménagements de voirie ou des déviations de réseaux, devant être remis à l'E.M.S. après réception, et ne devant pas être immobilisés au bilan de la C.T.S. et, d'autre part, d'arrêter le montant hors taxes des biens remis.

ARTICLE 2 : DEFINITION DES BIENS A REMETTRE A l'E.M.S.

Aux termes du contrat de concession, la C.T.S. doit remettre à l'E.M.S. deux catégories de biens :

⇨ Les déviations de réseaux dans leur totalité (GO1)

⇨ Les ouvrages d'art et d'infrastructures de voirie, réalisés dans le cadre du projet, mais non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun, biens constitués par :

1. les ouvrages d'art non spécifiques au tramway et au BHNS (GO2)
2. les voiries et les trottoirs (GO3)
3. les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores (GO9)

ARTICLE 3 : LES DEVIATIONS DE RESEAUX

3.1 Définition des catégories de réseaux

- les réseaux appartenant à l'E.M.S.
  Les coûts réels de ces déviations de réseaux seront facturés en totalité par la C.T.S. à l'E.M.S., T.V.A. comprise.

- les réseaux de concessionnaires tiers publics ou privés dont l'E.M.S. n'est pas propriétaire et qui sont les suivants :

Nom du Réseau	Concessionnaire du Réseau
ECLAIRAGE PUBLIC	VILLE DE STRASBOURG et la commune de SCHILTIGHEIM

Les coûts réels de ces déviations de réseaux non pris en charge par les concessionnaires seront également facturés en totalité par la C.T.S. à l'E.M.S., T.V.A. comprise.

3.2 Montant des déviations de réseaux E.M.S.

Le montant s'élève selon le détail en annexe n°1 à **1 138 287,22** euros HT au 31/10/2016.

- Assainissement :	371 443,50 € HT
- Eau :	247 586,35 € HT
- Signalisation :	519 257,37 € HT
	1 138 287,22 € HT

3.3 Montant des déviations de réseaux tiers

Le montant s'élève, selon détail en annexe n°1, à **1 853 644,05 euros HT** au 31/10/2016.

La décomposition en est la suivante selon les informations fournies par le maître d'œuvre :

- Eclairage public : **1 853 644.05 € HT**
  dont Strasbourg : 933 454.00 € HT
  dont Schiltigheim : 920 190.05 € HT

ARTICLE 4 : LES OUVRAGES D'ART ET INFRASTRUCTURES DE VOIRIE

4.1. Principes énoncés dans le contrat de concession

Selon l'article 8 « Occupation du domaine public » du Cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et des lignes de bus à haut niveau de service, la C.T.S est autorisée à implanter des ouvrages dans le domaine public et à « occuper » le domaine public.

La C.T.S. est donc affectataire et gestionnaire des ouvrages qu'elle construit, nécessaires au fonctionnement du service public et constitutifs d'aménagements indispensables à l'exercice des missions de ce service dont elle a la charge. A ce titre, ces biens sont conservés à l'actif de son bilan (ils constituent des biens de retour au profit du concédant).

Il est donc nécessaire de distinguer entre aménagements de voirie qui sont remis à l'E.M.S., à leur achèvement, et les autres ouvrages qui restent affectés à la C.T.S., bénéficiant d'une autorisation d'occuper le domaine public et inclus au bilan de la C.T.S. (et amortis).

4.2. Autres principes généraux adoptés

1) L'ensemble des ouvrages et travaux non utilisés exclusivement pour l'exploitation des transports en commun ne sera pas comptabilisé au bilan de la concession mais sera remis, soit à l'E.M.S., soit aux communes concernées par l'E.M.S.

2) Il est décidé par les parties qu'en cas d'ouvrage d'art utilisé conjointement par la voirie et les transports en commun, celui-ci est remis en totalité au concédant, à l'exclusion des infrastructures propres aux transports en commun.

3) Il est également décidé que la plate-forme du BHNS reste systématiquement affectée au concessionnaire et gérée par lui, lorsque celle-ci est aménagée en site propre intégral. La largeur de la plate-forme du BHNS est ainsi de 7 mètres minimum.

4) Concernant les ouvrages et travaux rentrant dans les groupes d'ouvrages n°2, 3 et 9 (Ouvrages d'Art, voiries, signalisation et équipements), il est décidé de remettre les biens détaillés dans les articles ci-après.

ARTICLE 5 : GROUPE D'OUVRAGE N°2 - OUVRAGES D'ART

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

5.1. Restent affectés à la C.T.S. et dans le patrimoine de la concession :

Sans Objet

5.2. Les biens remis à l'E.M.S. sont les suivants :

- la trémie Wodli
- la démolition des trémies Gare aux Marchandises

5.3. Valorisation des ouvrages

Les ouvrages d'art sont tous individualisés.

Les coûts de ces ouvrages sont les suivants :

- la trémie Wodli	635 762,27 € HT
- la démolition des trémies Gare aux Marchandises	365 606,08 € HT
	1 001 368,35 € HT

Le montant total des biens du GO2 remis à l'E.M.S. selon détail en annexe 2, s'élève à **1 001 368,35 euros HT** au 31/10/2016.

.

ARTICLE 6 : GROUPE D'OUVRAGE N°3 - VOIRIES

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

6.1. Restent affectés à la C.T.S. :

- la plate-forme BHNS en site propre
- le parking-relais
- les stations
- l'auvent Arago

6.2. Les biens à remettre sont les suivants :

- les espaces verts (gazon, plantations) à l'exception des espaces verts sur P+R qui restent affectés à la C.T.S.
- les travaux de signalisation définitive
- les fournitures de voirie
- les travaux de voirie
- les aménagements riverains

6.3. Valorisation des ouvrages communs

Le coût total du GO3 au 31/10/2016 s'élève à **10 243 827,40 euros HT**.

Les travaux de voirie s'élèvent à 6 974 549,86 euros HT au 31/10/2016.
La C.T.S., par l'intermédiaire de son maître d'œuvre, a estimé, sur la base d'un métré, le coût total de la plate-forme BHNS à 982 674,90 euros HT (rappel: la plateforme en site propre reste affectée au concessionnaire et gérée par lui).
Le solde, soit **5 991 874,96 euros HT** est refacturé à l'E.M.S.

Les autres travaux situés entièrement hors plate-forme sont clairement identifiés et sont refacturés à 100 % à l'E.M.S. Il s'agit :

* de la signalisation définitive sauf pour les parkings-relais :	405 120,02 € HT
* des travaux de libération d'emprise :	750 107,01 € HT
* des espaces verts :	1 089 064,01 € HT
* de l'aménagement du parvis de l'Epsan	87 531,75 € HT
	2 331 822,79 € HT

Le montant total du GO3 se répartit de la façon suivante :

* à la charge de l'E.M.S. :	8 323 697,75 € HT
* à la charge de la C.T.S. :	1 920 129,65 € HT

Le montant total des biens du GO3 remis à l'E.M.S. selon détail en annexe n°3 s'élève à **8 323 697,75 euros HT** au 31/10/2016.

ARTICLE 7 : GROUPE D'OUVRAGE N°9 – SIGNALISATION ROUTIERE ET EQUIPEMENTS DE CARREFOURS

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

Les biens remis à l'E.M.S. sont tous ceux liés à la signalisation routière et aux équipements de carrefours.

Le montant total des biens du GO9 remis à l'E.M.S., selon détail en annexe 2 s'élève à **1 340 393,84 euros HT** au 31/10/2016.

ARTICLE 8 : COUT TOTAL DES BIENS REMIS

Le coût total des biens remis à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux figure en annexe n°2. Ce montant HT se décompose ainsi :

- Déviations de réseaux E.M.S. :	1 138 287,22 € HT
- Déviations de réseaux tiers :	1 853 644,05 € HT
- GO2 :	1 001 368,35 € HT
- GO3 :	8 323 697,75 € HT
- GO9 :	1 340 393,84 € HT
Sous-total GO2 à GO9 :	10 665 459,94 € HT
Sous-total Déviations de réseaux	2 991 931,27 € HT
TOTAL HT :	**13 657 391,21 € HT**

Ce coût est définitif et arrêté au 31/10/2016.

ARTICLE 9 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES AFFECTEES AUX BIENS REMIS

Pour les groupes d'ouvrage, il convient de distinguer entre :

- les frais financiers intercalaires : il n'y a pas lieu d'en affecter aux biens remis, ceux-ci étant financés pour leur montant hors taxes par la part équilibrant l'investissement de la contribution versée par l'EMS.

- les autres prestations intellectuelles : il s'agit des coûts de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, etc… D'un commun accord entre les parties, il est décidé que l'ensemble de ces coûts sera immobilisé dans le bilan de la C.T.S. ou comptabilisé en « charges d'investissement » dans les comptes de celle-ci.

ARTICLE 10 – PAIEMENT DES BIENS REMIS

Conformément à l'article 10 du cahier des charges, le montant hors taxes des biens remis à l'E.M.S. (hors GO 1) a été financé en totalité par les avances versées par l'EMS dans le cadre de la contribution aux investissements tramway et lignes de BHNS prévue à l'annexe I.8. La présente convention de remise des biens acte le montant arrêté au 31/10/2016 des biens rétrocédés.

Le trop versé par rapport à ce montant arrêté au 31/10/2016 s'élève à 1 134 540,06 € HT, soit **1 361 448,07 euros TTC**, selon détail en annexe 4, et sera reversé par la CTS.

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS A LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'avenants.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente convention, le Tribunal Administratif de STRASBOURG sera compétent pour connaître du litige.

Toutefois, avant de faire appel à cette juridiction, les parties contractantes s'engagent à recourir à une conciliation amiable.

Fait et signé en deux exemplaires originaux le

Pour la Compagnie des Transports Strasbourgeois	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Directeur Général Jean-Philippe LALLY	Le Président Robert HERRMANN

ANNEXE 1

BHNS

LES DEVIATIONS DE RESEAUX AU 31/10/2016

RESEAUX EUROMETROPOLE :

	ASSAINISSEMENT	EAU	SIGNALISATION	TOTAL
Montant Réseau HT	371 443,50	247 586,35	519 257,37	**1 138 287,22**
Montant facturé HT au 31/10/2016	371 443,50	247 586,35	519 257,37	
Montant Total restant à payer au 31/10/2016	**-**	**-**	**-**	

RESEAUX TIERS :

	ECLAIRAGE PUBLIC		
	STRASBOURG	SCHILTIGHEIM	
Montant Réseau HT	933 454,00	920 190,05	**1 853 644,05**
Montant facturé HT au 31/10/2016	933 454,00	920 190,05	
Facturation en cours HT au 31/10/2016			
Montant Total restant à payer au 31/10/2016	**-**	**-**	

2 991 931,27

BHNS
VENTILATION DU REALISE ENTRE
LA CTS ET L'EUROMETROPOLE AU 31/10/2016

	Montant au 31/10/2016 en € HT		
	CTS	**EMS**	**TOTAL**
Prestations intellectuelles :			
Total GO 00	**2 086 143,44**	**-**	**2 086 143,44**
Réseaux :			
Assainissement		371 443,50	371 443,50
Eau		247 586,35	247 586,35
Signalisation		519 257,37	519 257,37
Total GO 01 Réseaux EMS	**-**	**1 138 287,22**	**1 138 287,22**
Eclairage Public Strasbourg		933 454,00	933 454,00
Eclairage Public Schiltigheim		920 190,05	920 190,05
Total GO 01 Réseaux Tiers	**-**	**1 853 644,05**	**1 853 644,05**
Ouvrages d'art :			
Trémie Wodli		635 762,27	635 762,27
Démolitions trémies Gare aux Marchandises		365 606,08	365 606,08
Total GO 02	**-**	**1 001 368,35**	**1 001 368,35**
Voiries			
Total GO 03	**1 920 129,65**	**8 323 697,75**	**10 243 827,40**
Stations			
Total GO 04	**599 526,83**	**-**	**599 526,83**
Sous stations-LTS-locaux exploit.			
Total GO 05	**-**	**-**	**-**
Plate forme et voies			
Total GO 06	**4 425 420,44**	**-**	**4 425 420,44**
Lignes aériennes			
Total GO 07	**-**	**-**	**-**
Energie			
Total GO 08	**-**	**-**	**-**
Courants faibles			
Total GO 09	**2 397 474,64**	**1 340 393,84**	**3 737 868,48**
Dépôt			
Total GO 10	**-**	**-**	**-**
Matériel roulant			
Total GO 11	**-**	**-**	**-**
Opérations d'accompagnement			
Total GO 12	**-**	**-**	**-**
TOTAL GENERAL HT AU 31/10/2016	**11 428 695,00**	**13 657 391,21**	**25 086 086,21**

ANNEXE 3

BHNS
REPARTITION DES DEPENSES DU GO3 ENTRE LA CTS ET L'EUROMETROPOLE AU 31/10/2016

Budget	Intitulé	Comptabilisé au 31/10/2016 HT	Montant EUROMETROPOLE HT	Montant CTS HT
BHNS0331	Travaux de voirie	6 974 549,86	5 991 874,96	982 674,90
BHNS0331	Auvent Arago	280 399,24	-	280 399,24
BHNS0331	Parking Relais Espace Européen	657 055,51	-	657 055,51
BHNS0331	Signalétique	405 120,02	405 120,02	-
BHNS0331	Libération d'emprise	750 107,01	750 107,01	-
BHNS0331	Travaux espaces verts (hors plateforme)	1 089 064,01	1 089 064,01	-
BHNS0331	Parvis de l'Epsan	87 531,75	87 531,75	-
TOTAL HT au 31/10/2016		**10 243 827,40**	**8 323 697,75**	**1 920 129,65**

ANNEXE 4

BHNS
SYNTHESE DES BIENS REMIS A L'EUROMETROPOLE AU 31/10/2016

DEVIATIONS DE RESEAUX (GO 01)

	Montant Convention HT	Montant refacturé HT au 31/10/2016	Reste à refacturer HT au 31/10/2016	Reste à refacturer TTC au 31/10/2016
GO 01	**2 991 931,27**	**2 991 931,27**	**-**	**-**
Assainissement	371 443,50	371 443,50	-	-
Eau	247 586,35	247 586,35	-	-
Signalisation	519 257,37	519 257,37	-	-
TOTAL Réseaux EMS	**1 138 287,22**	**1 138 287,22**	**-**	**-**
Eclairage Public Strasbourg	933 454,00	933 454,00	-	-
Eclairage Public Schiltigheim	920 190,05	920 190,05	-	-
TOTAL Réseaux Tiers	**1 853 644,05**	**1 853 644,05**	**-**	**-**
TOTAL GO 01 AU 31/10/2016	**2 991 931,27**	**2 991 931,27**	**-**	**-**

AUTRES GROUPES D'OUVRAGES (GO 02 A GO 09)

	Montant Convention HT	Montant des avances reçues HT au 31/10/2016	Reste à refacturer HT au 31/10/2016	Reste à refacturer TTC au 31/10/2016
GO 02	**1 001 368,35**	**11 800 000,00**	**- 1 134 540,06**	**- 1 361 448,07**
GO 03	**8 323 697,75**			
GO 09	**1 340 393,84**			
TOTAL GO 02 A GO 09 AU 31/10/2016	**10 665 459,94**	**11 800 000,00**	**- 1 134 540,06**	**- 1 361 448,07**

TOTAL GENERAL AU 31/10/2016	**13 657 391,21**	**14 791 931,27**	**- 1 134 540,06**	**- 1 361 448,07**

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Conclusion d'une convention cadre de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg, le groupe ENGIE et le Port autonome de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite favoriser le développement des mobilités innovantes en s'inscrivant à la fois dans le cadre de la feuille de route économique de Strasbourg ECO 2030, du Plan de déplacement urbain et de la stratégie mobilités innovantes adoptée en décembre 2015.

Ce secteur économique se veut créateur d'emplois, porteur d'innovations et levier de performance pour les entreprises tout en permettant une amélioration des services mobilité rendus aux citoyens et aux entreprises.

Les Parties ont souhaité formaliser les modalités de leur partenariat, à la fois pour optimiser son efficacité et définir les champs de collaboration dans le domaine des mobilités innovantes ainsi que lui assurer une meilleure visibilité. Ils sont convaincus qu'ils pourront, dans ce cadre expérimental, contribuer ensemble à l'évolution du domaine des mobilités innovantes et permettre une dynamisation de l'écosystème économique présent sur l'Eurométropole.

ENGIE est un acteur majeur de l'énergie dans le monde. Le groupe se positionne en leader de la transition énergétique au service des territoires. ENGIE est un acteur reconnu des systèmes de transports propres et intelligents et propose à travers ses filiales des solutions de mobilités innovantes, connectées et respectueuses de l'environnement.

Le Port autonome de Strasbourg est un acteur économique clé du territoire métropolitain qui s'investit notamment afin de contribuer à une amélioration de la gestion du trafic autour de l'agglomération strasbourgeoise mais également de se préparer à l'entrée en vigueur de certaines règlementations européennes.

Partageant l'ambition de faire de l'Eurométropole le leader des mobilités innovantes en Europe, l'Eurométropole de Strasbourg, ENGIE et le Port autonome de Strasbourg souhaitent s'inscrire dans une démarche partenariale durable.

Ainsi une convention cadre de partenariat précise des objectifs communs que sont :
- contribuer à la dynamisation de l'écosystème,

- contribuer au développement de solutions de mobilités intelligentes et durables sur le territoire de l'Eurométropole,
- participer à l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire de l'Eurométropole,

et des moyens que chaque partie mettra à disposition du territoire afin d'atteindre ces objectifs. Cette convention cadre de partenariat d'une durée d'un an est renouvelable une fois.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de la convention cadre de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg, le groupe ENGIE et le Port autonome de Strasbourg,

constate

la nécessité et l'opportunité à engager un partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg, le groupe ENGIE et le Port autonome de Strasbourg pour coordonner leurs objectifs et actions en faveur du développement du territoire et l'amélioration des services de mobilité rendus aux citoyens et aux entreprises,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention cadre de partenariat jointe en annexe avec l'Eurométropole, le Groupe ENGIE et le Port autonome de Strasbourg.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Convention cadre de partenariat

entre

Le 18 janvier 2017
Strasbourg

1002

Entre les soussignés :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, sise au 1 parc de l'Etoile, 67076, à Strasbourg et représentée par son Président en exercice**,** Monsieur Robert HERRMANN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du 6 juin 2014,

Ci-après désignée « l'Eurométropole»,

ET

ENGIE, Société Anonyme au capital de 2 435 285 011 euros, dont le siège social est situé Tour T1, 1 place Samuel de Champlain, Faubourg de l'Arche, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre, sous le numéro 542 107 651 et représentée par Madame Isabelle KOCHER agissant en qualité de Directeur général,

Ci-après désignée « ENGIE »,

ET

L'établissement public dénommé **PORT AUTONOME DE STRASBOURG**, ayant son siège social au 25 rue de la Nuée Bleue, 67000 STRASBOURG, identifié sous le numéro SIREN 775 641 418, créé par la loi du 26 avril 1924 et représenté par M. Jean-Louis JERÔME agissant en qualité de Directeur général, ayant tous pouvoirs à cet effet en vertu de la résolution du Conseil d'administration en date du ---,

Ci-après désigné « le PAS »,

Ci-après, conjointement dénommés les Parties.

Préambule

L'Eurométropole de Strasbourg, ENGIE et le Port autonome de Strasbourg ont une ambition commune de permettre le développement du territoire en matière de mobilités innovantes ainsi que de permettre une amélioration de la qualité de l'air et plus globalement la qualité de vie des citoyens.

L'Eurométropole mène depuis de nombreuses années une politique volontariste et ambitieuse en matière de mobilité durable et intelligente et se positionne à la fois comme un « laboratoire européen » et un territoire de déploiement à l'image de son réseau de transport en commun et de l'extraordinaire développement de la mobilité active.

1ère partie : Objectifs du partenariat

1. L'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole a adopté en Conseil en décembre 2015 sa feuille de route Strasbourg Eco 2030 ainsi que sa stratégie mobilités innovantes. Elle souhaite devenir une métropole européenne de référence dans le domaine des transports innovants et intelligents, jouant sur sa position transfrontalière, au cœur des principaux corridors européens. Cette stratégie est complémentaire au Plan de déplacements urbains adopté par le Conseil de communauté en janvier 2012.

Dans ce cadre, l'Eurométropole accueillera du 19 au 22 juin 2017, le 12ème Congrès européen des ITS (Intelligent transports systems), organisé par la Commission européenne et ERTICO ITS Europe.

2. ENGIE

ENGIE est un acteur majeur de l'énergie dans le monde. Le Groupe se positionne en leader de la transition énergétique au service des territoires.

Le Groupe développe des solutions performantes et innovantes pour les particuliers, les villes et territoires ainsi que les entreprises en s'appuyant notamment sur son expertise dans quatre secteurs clés :

- les énergies renouvelables et la mobilité verte,
- l'efficacité énergétique,
- le gaz naturel liquéfié,
- les technologies numériques.

ENGIE est un acteur reconnu des systèmes de transports propres et intelligents et propose à travers ses filiales des solutions de mobilités innovantes, connectées et respectueuses de l'environnement.

3. Le PAS

Le PAS est un établissement public doté de l'autonomie financière suite à une convention entre l'Etat et la Ville de Strasbourg. Le PAS est un acteur économique clé du territoire métropolitain qui s'investit notamment afin de contribuer à une amélioration de la gestion du trafic autour de l'agglomération strasbourgeoise mais également de se préparer à l'entrée en vigueur de certaines règlementations européennes. Son activité porte principalement sur :

- un pôle logistique au service de l'industrie,
- une zone d'activité à fort impact économique,
- une plateforme multimodale et transfrontalière.

Le PAS s'inscrit dans une dynamique d'innovation au niveau européen autour des ports intelligents et des ports du futur.

Les Parties ont souhaité formaliser les modalités de leur partenariat, à la fois pour optimiser son efficacité et définir les champs de collaboration dans le domaine des mobilités innovantes ainsi que lui assurer une meilleure visibilité. Ils sont convaincus qu'ils pourront, dans ce cadre expérimental, contribuer ensemble à l'évolution du domaine des mobilités innovantes et permettre une dynamisation de l'écosystème économique présent sur l'Eurométropole.

4. Objectifs partagés

Les objectifs des partenaires portent sur les éléments suivants :

- contribuer à la dynamisation de l'écosystème,
- contribuer au développement de solutions de mobilités intelligentes et durables sur le territoire de l'Eurométropole,
- participer à l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire de l'Eurométropole.

2ème partie : Moyens

1. Déploiement de la stratégie mobilités innovantes de l'Eurométropole de Strasbourg

Dans le cadre de sa stratégie de développement des mobilités innovantes, l'Eurométropole de Strasbourg a identifié 3 grandes étapes de structuration de sa démarche :

- l'accueil du 12ème Congrès européen des ITS,
- la création d'un « Institut européen des mobilités de Strasbourg »,
- la participation au projet européen KIC *Urban mobility* [1].

Dans le cadre de sa feuille de route économique, l'Eurométropole favorise le développement d'expérimentations sur son territoire.

2. Dynamisation de l'écosystème

ENGIE et le PAS participent au 12ème congrès européen sur les ITS dans le cadre d'un sponsoring auprès de l'organisateur ERTICO (voir annexe).

ENGIE participera en tant que partenaire « Diamond » et le PAS en tant que partenaire « Silver ».

ENGIE et le PAS participeront aux ateliers de travail dans le cadre du montage du futur «Institut européen des mobilités de Strasbourg » et soutiendront la démarche de l'Eurométropole de Strasbourg lors de sa candidature comme colocation de la « KIC Urban mobility » lors de l'appel à projets qui sera ouvert en 2018 par les instances européennes.

3. Le développement des mobilités intelligentes et durables

a. Solutions de mobilités intelligentes et durables

ENGIE s'inscrit dans cette dynamique dans le cadre de ses activités, notamment par son expertise pour les solutions de mobilités intelligentes et durables, dans le but d'améliorer la gestion du trafic et la qualité de vie des citoyens.

[1] *KIC Urban mobility : KIC pour knowledge and innovation community traduit communautés de la connaissance et de l'innovation / CCI mobilité urbaine*

ENGIE apportera son expertise et son retour d'expérience, notamment sur :

- la mobilité gaz/biogaz pour les flottes (camions et bus),
- les modèles couplant infrastructure de recharge et services pour la mobilité électrique,
- l'internet des objets au service de la ville (ou comment les objets connectés peuvent contribuer à une meilleure gestion du trafic),
- des solutions innovantes mixant nouveaux modèles de partage de véhicules et carburants alternatifs,
- des solutions de géolocalisation des bus et trams et plateformes multimodales d'information voyageurs,
- l'interopérabilité des services de mobilité publics et privés,
- les solutions de main courante informatique,
- les solutions digitales pour le stationnement urbain intelligent, notamment dans le cadre de la décentralisation de la gestion du stationnement urbain.

b. Intégration des technologies numériques

Les Parties souhaitent mener des réflexions prospectives sur l'apport des technologies numériques dans l'optimisation de la gestion de l'espace urbain et en particulier du trafic dans le double objectif, de réduire les temps de transport et d'améliorer significativement la qualité de l'air pour le bien-être des habitants.

Seront abordés les sujets comme un centre de pilotage multimodal du territoire, l'interconnexion des différents systèmes, le déploiement d'objets connectés comme des feux intelligents, des capteurs de qualité de l'air, etc.

4. Développement des carburants alternatifs

a. Carburants verts « terrestres » : Gaz naturel véhicule (GNV) / BIO GNV / Gaz naturel liquéfié (GNL) / Hydrogène (H2)

Dans le but de réduire les pollutions atmosphériques, ENGIE œuvre au développement du gaz naturel et de l'hydrogène carburants (GNC, BIOGNC, GNL, H2).

L'objectif est de dynamiser le développement de ces carburants alternatifs et notamment pour l'usage des entreprises et des collectivités locales avec le déploiement de stations permettant d'accueillir des véhicules lourds (camions, bus, bennes à ordures).

b. Carburant vert fluvial : Station GNL Port autonome

Le GNL carburant présente plusieurs atouts pour le transport fluvial : réduction des émissions de CO_2, SOx et NOx et des particules fines, compétitivité par rapport au gasoil carburant.

Le développement du GNL carburant est cependant lié à la conversion des moteurs des bateaux au carburant GNL. Selon la taille de la flotte, différentes solutions d'avitaillement peuvent être mises en œuvre par ENGIE.

Dans ce cadre, ENGIE et PAS souhaitent amorcer une réflexion ensemble concernant des solutions susceptibles d'être pertinentes pour :

- répondre à la demande de GNL pour le transport fluvial et d'encourager son développement,
- en liaison avec les actions menées dans le cadre de l'article 3.1, intégrer les synergies possibles avec le développement du GNL pour le transport routier lié aux activités du Port autonome,
- favoriser le développement de solutions de livraison de GNL carburant.

Une réflexion sera également menée sur les aspects de sécurité liés à la mise en place de solutions d'avitaillement GNL pour le fluvial.

5. Pilotage du partenariat

Les Parties ont désigné chacun un référent ; ces référents seront en contact régulier pour la mise en œuvre et le suivi de cette convention.

Référent de l'Eurométropole de Strasbourg :	Référent pour ENGIE :	Référent pour le PAS :
Rémy BANULS, Directeur du développement économique et de l'attractivité	Gilles SIMONICINI, Délégué régional Grand Est	Emilie GRAVIER Directrice du développement et de la promotion portuaire

6. Confidentialité

Chacune des parties s'engage à tenir strictement confidentielles pendant la durée de la présente convention et pendant les deux années qui suivent la fin d'exécution de la présente convention toutes les informations concernant les autres parties auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention quel que soit le mode de communication desdites informations.

Hormis ce qui est requis par la loi ou sauf autorisation écrite préalable de l'autre partie, chacune des parties s'engage notamment à ne divulguer aucune information de ce type à quelque personne que ce soit et à n'en utiliser aucune dans le cadre de toute mission autre que celle faisant l'objet du présent contrat, pour le compte de toute personne ou à des fins personnelles.

Néanmoins, les Parties s'autorisent à communiquer sur les résultats de leur collaboration dans le cadre du présent contrat de partenariat après concertation entre elles sur la teneur de cette communication.

7. Résiliation

Sans préjudice, les Parties ont la faculté à tout moment de réexaminer ensemble leur intérêt à continuer le partenariat. Si les Parties devaient décider d'un commun accord de l'interruption du partenariat, cette décision sera constatée par simple lettre de résiliation de la convention de partenariat, cosignée des Parties. Chaque partie a par ailleurs le droit de mettre fin unilatéralement à tout moment à la convention, notifié à l'autre partie par simple lettre expliquant les motifs de la résiliation et moyennant un échange préalable entre les interlocuteurs désignés dans la convention.

8. Durée

Cette convention s'applique pour une durée de 1 an à compter de la date de signature. Elle est reconduite tacitement pour une durée équivalente sauf dénonciation par commun accord des parties avant son terme ; toute reconduction au-delà de cette période devra faire l'objet d'un nouvel accord entre les Parties. Toute évolution fera l'objet d'un avenant.

9. Droit applicable, compétence et règlement des différends

La présente convention est régie par le droit français. En cas de différend relatif à son interprétation ou à son exécution, les Parties conviennent de rechercher prioritairement un accord amiable.

A défaut d'avoir trouvé un tel accord dans les trente (30) jours suivant la naissance du différend, tout litige ou contestation auxquels la présente convention aurait donné lieu serait porté devant la juridiction compétente selon les règles fixées par le droit français.

Fait à Strasbourg, le 18 janvier 2017 en trois (3) exemplaires originaux

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour ENGIE	Pour le Port autonome de Strasbourg
Robert HERRMANN	**Isabelle KOCHER**	**Jean-Louis JEROME**
Président	Directeur général	Directeur général

Annexe

Le sponsoring pour le 12ème congrès européen sur les ITS

SPONSORING *AT A GLANCE*

PARTNER SPONSORSHIP PACKAGES	Platinum € 40K	Diamond € 28K	Gold € 18K	Silver € 10K
Minimum requirements for exhibition stand (stand not included in sponsorship package)	36 sqm	24 sqm	18 sqm	9 sqm

MAIN OPPORTUNITIES				
Keynote of the Opening Ceremony	■			
Keynote of one of the 3 Plenaries (speaking slot pre-approved by EPC)		■		
Keynote of one of the 8 Executive Sessions (speaking slot pre-approved by EPC)			■	
Sponsor of the VIP Dinner	■			
Sponsor of the Gala Dinner		■		
Sponsor of the Welcome Reception		■		

IN RETURN FOR YOUR SPONSORSHIP				
Website Listing	■	■	■	■
100 word Company/Organisation profile in the Preliminary (electronic) and the Final (printed and electronic) Programme	■	■	■	■
100 word Company/Organisation profile and contact details in the Exhibition Guide	■	■	■	■
Logo on the welcome slide in every session room	■	■	■	■
Logo on the short film in the Closing Ceremony	■	■	■	■
Inner bound advert in the Preliminary Programme	Full Page	½ Page	¼ Page	
Inner bound advert in the Final Programme	Full Page			–
Inner bound advert in the Exhibition Guide	Full Page	½ Page	¼ Page	–
Congress badges with access to all sessions, the Welcome Reception, the Exhibition and the Closing Ceremony	4	2	1	–
Additional stand personnel badges including catering (in addition to the ones assigned per sqm booked)	4	2	1	–
Access passes to the VIP Lounge	4	2	1	–
1 Congress Bag insert	■	■	–	–
1 Promotional e-mail to be sent by Congress secretariat to the participants database	■	■	–	–
Your logo in the sponsor banner at the bottom of Congress e-blasts sent out by the organisers	■	–	–	–
Invitations to the VIP Dinner	4	2	1	–
Invitations to the Gala Dinner	4	2	1	–

1010

32

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Convention de subvention globale de gestion de Fonds Social Européen.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est positionnée en faveur de la mise en place d'un « investissement territorial intégré » (ITI) pour la période 2014-2020. Il vise une gestion coordonnée de deux fonds européens, le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE), au profit de certains axes de la stratégie Strasbourg Eco 2030.

Le programme de l'ITI a été validé par le Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2015. Il reconnait le statut d'organisme intermédiaire en matière de FSE pour gérer une enveloppe de 5,4 M € déléguée par la Préfecture de région.

Dans le respect de la réglementation européenne et du Programme Opérationnel National FSE validé par la Commission européenne le 10 octobre 2014, la gestion du FSE par l'Eurométropole a été formalisée par une première subvention globale avec l'Etat pour la période 2014-2016, approuvée par le Conseil de l'Eurométropole le 16 octobre 2015.

Une seconde subvention globale pour la période 2017-2020 est prévue.

Cette convention reprend le programme avec ses projets éligibles et leurs montants affectés, comme décrit ci-dessous :

- développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales (100 000 €),

- développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences (450 000 €),

- mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle (2 767 655 €),

Les actions financées sont orientées sur les quartiers prioritaires de la ville, l'insertion des jeunes et l'insertion des communautés marginalisées.

- accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise (30 000 €),

- animation et coordination de l'offre liée à l'emploi (465 000 €),

- assistance technique (85 162,58 €).

Aide au financement des postes 'chargé de projet FSE'.

La convention comprend les droits et obligations d'un organisme intermédiaire (les missions confiées, les dispositions financières avec notamment le remboursement à l'Eurométropole des fonds, le suivi et l'évaluation, les contrôles…) et fait état en annexe du descriptif du système de gestion et de contrôle mis en place.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
approuve

la convention de subvention globale 2017-2020 et ses annexes au titre du programme opérationnel national pour l'emploi et l'inclusion en métropole entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Préfecture de région,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e, à signer les conventions et éventuels avenants relatifs à la subvention globale de l'Eurométropole.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Programmation 2014-2020

Programme opérationnel national Fonds social européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole

Convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'inclusion en métropole

N° Ma Démarche FSE 201600013

Années *2017-2020*

Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu le règlement (UE) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union général de l'Union

Vu le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Code des communes;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifié le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens

Vu la décision de la Commission européenne n° C(2014)7454 du 10 octobre 2014 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole »;

Vu le Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la convention de subvention globale couvrant la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 signée le 16 octobre 2015

Vu la délibération de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du 16 octobre 2015 ;

Vu la demande de subvention globale de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis du Comité de programmation réuni le 25 octobre 2016 ;

Vu la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée ci-après désignée, en date du XX.

Entre l'État, représenté par le Préfet de la région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine, Monsieur Stéphane FRATACCI

ci-après dénommé « l'Autorité de gestion déléguée » d'une part,

Et L'Eurométropole de Strasbourg représenté par Monsieur Robert HERRMANN, Président de l'Eurométropole de Strasbourg,

N° SIRET : **24670048800017**
Statut : **Etablissement Public de Coopération Intercommunale**
Située **1, Parc de l'Etoile, 67076 - STRASBOURG**

ci-après dénommé « l'Organisme intermédiaire » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'autorité de gestion déléguée confie à l'organisme intermédiaire, la gestion, d'une subvention globale telle que définie par les règlements européens visés en référence, de crédits du FSE alloués aux opérations relevant des dispositifs définis à l'article 2, au titre du programme opérationnel susmentionné.

Article 2 : Périmètre de la subvention globale - dispositifs concernés

Les dispositifs mis en œuvre par l'organisme intermédiaire et cofinancés dans le cadre de la subvention globale, relèvent des objectifs et conditions d'éligibilité des axes, objectifs thématiques, priorités d'investissement et objectifs spécifiques suivants du programme opérationnel :

dispositif [7]	**Développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales**
axe	n° 1 - Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat
objectif thématique	n° 8 - Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre
priorité d'investissement	n° 7 - La modernisation des institutions du marché du travail, telles que les services publics et privés de l'emploi, de façon à mieux répondre aux besoins du marché du travail, y compris par des actions visant à améliorer la mobilité professionnelle transnationale ainsi qu'en faisant appel à des programmes de mobilité et à une meilleure coopération entre les organismes et les parties prenantes concernées
objectif spécifique	n° 1 - Expérimenter de nouveaux types de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises

dispositif [8]	**Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la GPEC.**
axe	n° 2 - Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels
objectif thématique	n° 8 - Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre
priorité d'investissement	n°5 - L'adaptation au changement des travailleurs, des entreprises et des entrepreneurs

objectif spécifique	n°1 - Améliorer la gestion de l'emploi et des compétences en appuyant les démarches d'anticipation et de gestion des mutations
dispositif [9]	**Mise en place d'actions en faveur des publics très éloignés de l'emploi, y compris les jeunes, pour une meilleure insertion sociale et professionnelle**
axe	n° 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion
objectif thématique	n° 9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination
priorité d'investissement	n°1 - L'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi
objectif spécifique	n°1 - Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale
dispositif [10]	**Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise**
axe	n° 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion
objectif thématique	n° 9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination
priorité d'investissement	n°1 - L'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi
objectif spécifique	n°2 - Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion
dispositif [11]	**Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi**
axe	n° 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion
objectif thématique	n° 9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination
priorité d'investissement	n°1 - L'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi
objectif spécifique	n°3 - Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire
dispositif [12]	Assistance technique
axe	n° 4 - Assistance technique
objectif thématique	n°0
priorité d'investissement	n°0
objectif spécifique	n°1- Piloter, coordonner, animer, évaluer le programme opérationnel national et appuyer sa mise en œuvre

Le descriptif technique de la subvention globale, tel que validé par le Comité de programmation compétent et approuvé par l'autorité de gestion déléguée, précisant pour chaque dispositif les objectifs stratégiques, le suivi des indicateurs, les types d'opérations ainsi que les critères de sélection des opérations et des bénéficiaires, ainsi que le plan de financement de la subvention globale, figurent en annexes 1 et 2 de la présente convention

Le périmètre de la subvention globale peut être revu, après avis du Comité de programmation compétent, en cas de modification des orientations stratégiques du programme opérationnel, telles que prévues dans le cadre de l'évaluation des programmes opérationnels, aux articles 30, 55, 56, 57, 96 et 114 du Règlement général visé en référence.

Article 3 : Périodes couvertes

3.1 Période de programmation pour les organismes intermédiaires

La période de programmation par l'organisme intermédiaire des opérations relevant de la subvention globale s'étend du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020, la date de signature du relevé des décisions du comité de programmation faisant foi.

Les opérations peuvent être programmées :

- si elles n'étaient pas achevées à la date de dépôt de la demande de subvention globale, à savoir le 10 octobre 2016 ;
- si elles ne sont pas achevées à la date de dépôt de la demande par le bénéficiaire.

3.2 Période de réalisation des opérations

La période de réalisation des opérations programmées par l'organisme intermédiaire au titre de la subvention globale, s'étend du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2022[1].

La période de réalisation ne peut dépasser de plus de 12 mois la fin de la période de programmation prévue au 3.1 ou de 24 mois si les opérations relèvent de l'axe 4 du programme opérationnel (assistance technique) sans dépasser le 31/12/2022.

3.3 Date limite de déclaration des dépenses par l'organisme intermédiaire

Au plus tard 12 mois après la fin de la période de réalisation fixée au point 3.2 soit le 31 décembre 2023, l'organisme intermédiaire doit avoir transmis à l'autorité de certification la totalité des dépenses dont il demande le remboursement par le Fonds social européen. [2]

3.4 Période de validité et de révision

La présente convention prend effet à compter de sa notification à l'organisme intermédiaire.

Toute modification de la présente convention ou de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties. Ces avenants peuvent être conclus jusqu'à 9 mois après la date limite de réalisation fixée à l'article 3.2 de la présente convention

L'organisme intermédiaire prend toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées à la présente convention jusqu'à l'expiration du délai de contrôle réglementaire auquel sont soumises toutes les opérations cofinancées par les Fonds européens structurels et d'investissement prévu par les règlements européens. Cette disposition s'applique sans préjudice de l'obligation pour l'organisme intermédiaire de conserver l'ensemble des informations et des pièces relatives à la mise en œuvre de la subvention globale jusqu'à l'issue d'un délai de trois ans suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dernières dépenses des opérations relevant de la subvention globale, soit au plus tard le 31 décembre 2027.

L'autorité de gestion informe l'organisme intermédiaire de la date de ce dernier versement.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne conformément à l'article 140 du Règlement général visé en référence.

Article 4 : Plan de financement de la subvention globale et modalités de révision

4.1 Plan de financement

La subvention globale porte sur un montant prévisionnel maximal

- **de 7 795 634.96 euros de dépenses totales éligibles,**
- **dont 3 897 817.48 euros de crédits européens du FSE – réserve de performance 2014-2020 incluse.**

La répartition du montant des dépenses totales éligibles prévisionnelles, détaillé par année de programmation, par dispositif et par source de financement (public européen, public national et privé), distinguant les montants apportés par l'organisme intermédiaire, et synthétisé par axe, objectif thématique, priorité d'investissement, objectif spécifique et dispositif, figure en annexe 2 de la présente convention et constitue le plan de financement de la subvention globale.

[1] Aucune convention de subvention globale ne peut prévoir une date limite de réalisation des opérations au-delà du 31 décembre 2022 pour les opérations autres que l'assistance technique et le 31 octobre 2023 pour l'assistance technique.
[2] Aucune convention de subvention globale ne peut prévoir une date limite de déclaration de dépenses au-delà du 31 janvier 2024.

4.2 Réserve de performance

6,62 % des ressources allouées à l'axe 3 « lutte contre la pauvreté et inclusion » servent à constituer une réserve de performance. Cette dernière sera débloquée par la Commission Européenne en 2019 en fonction de l'atteinte des valeurs intermédiaires fixées au 31 décembre 2018 pour la France. C'est à ce titre qu'il appartient à l'organisme intermédiaire de geler la somme indiquée ci-dessous.

Au vu de la convention de subvention globale FSE 2014-2016, signée le 16 octobre 2015 et de la présente convention, la réserve de performance s'élève à : **292 779.76 euros.**

En cas de non attribution de la réserve de performance, un avenant de modification du plan de financement, diminué du montant indiqué ci-dessus, sera effectué.

4.3 Conditions de révision du plan de financement

Les montants et taux d'intervention infra-axe sont indicatifs et peuvent donc être ajustés par l'organisme intermédiaire en cours d'exécution, dans la limite des montants et taux d'intervention du FSE fixés au niveau de chaque axe.

Programmation

Au terme du deuxième exercice annuel de la convention, les crédits non programmés peuvent être reportés dans la limite de 15% de la dotation globale de la convention.

Sur le montant de 15% reportable, l'organisme intermédiaire soumet un nouveau plan financier à l'appui d'une demande d'avenant dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice considéré. En l'absence de demande d'avenant dans ce délai, l'autorité de gestion déléguée notifie à l'organisme intermédiaire le nouveau plan financier de la subvention globale réduit des montants non programmés après validation du comité de programmation compétent.

Le nouveau plan financier notifié par l'autorité de gestion déléguée annule et remplace l'annexe 2 de la présente convention.

Déclaration de dépenses

A l'issue du dialogue de gestion annuel mené par l'autorité de gestion déléguée, celle-ci notifie à l'organisme intermédiaire un objectif annuel de déclaration de dépenses. Cet objectif annuel est calculé comme suit :

- A l'issue de l'année n+2, l'organisme intermédiaire devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 65% du montant FSE programmé au titre de l'année n et 25% du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 ;

- A l'issue de l'année n+3, l'organisme intermédiaire devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 15% supplémentaire du montant FSE programmé au titre de l'année n, 40% supplémentaire du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 et 25% du montant FSE programmé au titre de l'année n+2;

- A l'issue de l'année n+4, l'organisme intermédiaire devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 15% supplémentaire du montant FSE programmé au titre de l'année n+1, et 55% supplémentaire du montant FSE programmé au titre de l'année n+2;

Si l'un de ces objectifs n'est pas atteint, l'Etat présente au comité de programmation compétent un plan de financement modifié diminué des montants FSE non déclaré par année. Ce plan de financement est validé par le comité de programmation et notifié à l'organisme intermédiaire par l'autorité de gestion déléguée. Celui-ci annule et remplace le plan de financement figurant en annexe 2 de la convention en vigueur.

L'organisme intermédiaire s'engage à assurer les paiements de toute somme due aux bénéficiaires même s'il lui est fait application des règles mentionnées ci-dessus.

Article 5 : Missions confiées et description du système de gestion et de contrôle

5.1. Missions confiées par l'autorité de gestion déléguée à l'organisme intermédiaire

Ces missions s'exercent pour le compte et sous le contrôle de l'autorité de gestion déléguée et dans le cadre général mis en place pour la gestion du programme opérationnel, en particulier pour ce qui concerne la certification par l'autorité de certification des dépenses déclarées à la Commission européenne.

Pour ce faire, l'organisme intermédiaire s'appuie sur l'ensemble des procédures arrêtées par l'autorité de gestion et recourt aux documents types mis à disposition par elle pour la mise en œuvre du programme opérationnel. Il doit utiliser le système d'information « Ma-démarche-FSE ».

Les missions déléguées sont les suivantes :

♦ L'organisme intermédiaire assure la gestion et le contrôle des dispositifs cofinancés et des opérations qui en relèvent. Pour ce faire, il est tenu de respecter les conditions prescrites par la réglementation européenne et nationale applicable, le programme opérationnel et les recommandations des autorités d'audit et de certification. L'organisme intermédiaire applique l'ensemble des procédures et outils définis par l'État pour la mise en œuvre du programme opérationnel. La gestion et le contrôle des opérations cofinancées comprennent :

- l'animation des dispositifs;
- l'information des bénéficiaires potentiels par le biais d'appels à projets permettant d'assurer le respect du principe de transparence dans l'attribution des aides FSE,
- l'information des participants aux opérations et du public, l'appui au montage et la réception des dossiers;
- l'instruction, la sélection, la notification du montant de l'aide au bénéficiaire et l'établissement de l'acte juridique relatif à l'attribution de l'aide européenne;
- le suivi de l'exécution de l'opération;
- le pilotage et le contrôle du recueil et du renseignement des données liées aux participants et aux entités et la qualité de ces données;
- le contrôle du service fait;
- et l'archivage.

♦ Il assume la responsabilité de la gestion financière des crédits européens qui lui sont confiés. A ce titre, il :

- met en paiement l'aide européenne;
- s'assure de l'engagement et du paiement effectif des autres cofinancements nationaux mobilisés sur les opérations conformément aux dispositions de l'article 132 du règlement général visé en référence ;
- met en place un système approprié de suivi des montants versés aux bénéficiaires pour chaque opération ;

♦ Il veille au bon avancement des opérations.

♦ Il assure le recueil et le renseignement exhaustif et continu dans Ma démarche FSE, outil informatisé de suivi du programme opérationnel, des informations techniques, administratives et financières, nécessaires au pilotage, à l'évaluation, à la gestion et au contrôle des opérations et de la subvention globale.

♦ Il organise la sélection des opérations par une instance de décision constituée en son sein et veille à ce que celle-ci respecte l'ensemble des critères de sélection et conditions d'éligibilité applicables.

♦ L'autorité de gestion déléguée est saisie, pour avis, des dossiers présentés en comité de programmation de l'organisme intermédiaire. A cette fin, la liste des dossiers examinés en comité lui est transmise au moins 7 jours avant la date du comité. L'avis émis par l'autorité de gestion déléguée est inscrit au procès verbal du comité de programmation. Elle participe à sa demande aux séances dudit comité. La liste des dossiers programmés par l'organisme intermédiaire est transmise à l'autorité de gestion déléguée pour information du comité de programmation de celle-ci.

♦ Lorsque l'organisme intermédiaire est lui-même bénéficiaire d'une opération cofinancée au titre de la subvention globale, une séparation doit être organisée entre le service qui met en œuvre l'opération (bénéficiaire) et le service chargé des tâches de gestion et de contrôle du FSE alloué à cette opération (gestionnaire). Cette séparation fonctionnelle ressort de l'organigramme de l'organisme intermédiaire. Les services concernés peuvent appartenir à une même direction.

Les dossiers relatifs à ces opérations sont soumis aux mêmes procédures, critères de sélection, conditions d'éligibilité et contrôles que les dossiers relatifs aux opérations de bénéficiaires juridiquement distincts de l'organisme intermédiaire.

5.2. Description du système de gestion et de contrôle

L'organisme intermédiaire s'engage à mobiliser tous moyens nécessaires pour assurer la bonne gestion des crédits du FSE dans le respect de la réglementation européenne et des dispositions nationales.

L'organisme intermédiaire communique à l'autorité de gestion déléguée une description précise de l'organisation, des moyens et des procédures mis en œuvre pour assurer les missions prévues à l'article 5.1, selon la forme et les modalités prévues par l'autorité de gestion en titre.

L'autorité de gestion déléguée vérifie que les procédures, l'organisation et les moyens de l'organisme intermédiaire permettent d'assumer les missions confiées. Si nécessaire, l'organisme intermédiaire modifie son organisation à la demande de l'autorité de gestion. En cours d'exécution de la présente convention, l'organisme intermédiaire communique à l'autorité de gestion déléguée, toute modification introduite dans son système de gestion et de contrôle. Ces modifications sont également examinées par l'autorité de gestion. Si les éléments transmis par l'organisme intermédiaire ne répondent pas aux obligations permettant de vérifier la piste d'audit telles que mentionnées à l'article 125 du règlement général et à l'article 25 du règlement délégué (UE) n°480/2014 susvisés, le bénéficiaire doit mettre en œuvre des mesures correctives sans quoi il ne peut être autorisé à participer aux appels de fonds.

La version validée par l'AGD sera annexée par avenant à la présente convention. Toute modification apportée à cette description en cours d'exécution conduisant à des modifications significatives dans la piste d'audit donnera lieu à une modification par avenant de l'annexe concernée. En cas de non-respect des dispositions prévues par le descriptif de système de gestion et de contrôle il peut être fait application des dispositions de l'article 11 de la présente convention.

Article 6 : Dispositions financières

6.1. Mise à disposition des crédits européens

Le versement de la subvention du FSE est effectué à partir du compte de tiers 464.1 de l'État dédié aux Fonds structurels européens hors budget de l'État suivi selon la codification CHORUS :

Axe « Fonds » :	FSE00
Axe « Tranche fonctionnelle »	FE2014-2020
Axe « Domaine fonctionnel » : [liste déroulante]	FSE00-07 Emploi et inclusion
- Axe « Compte budgétaire » :	95 – Intervention - transfert aux associations
- Axe « Centre financier »	L067 DRFIP ALSACE

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances publiques

Les fonds sont versés par virement au comptable assignataire. Ils sont enregistrés aux comptes budgétaires définis par l'instruction budgétaire et comptable M52.

Les crédits européens dus au titre des dispositions de l'article 6.2 infra, sont versés à l'organisme intermédiaire dès lors que l'autorité de gestion déléguée dispose en trésorerie des crédits du FSE nécessaires suite aux versements de la Commission européenne.

6.2. Modalités de versement à l'organisme intermédiaire

Les versements des crédits du FSE de l'autorité de gestion déléguée à l'organisme intermédiaire sont effectués au titre d'avances, d'acomptes ou de solde.

6.2.1 Paiement d'une avance

Aucune avance ne sera versée à l'organisme intermédiaire après signature de la présente convention.

6.2.2 Paiement des acomptes et du solde

Le paiement des acomptes et du solde est effectué dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés par axe dans le plan de financement de la subvention globale.

♦ *Paiement d'acomptes*

Des acomptes sont versés à l'organisme intermédiaire sous réserve de sa participation aux appels de fonds réalisés auprès de la Commission européenne.

Les dépenses donnant lieu à remboursement de la participation européenne reposent sur des certificats de contrôle de service fait réalisés par l'organisme intermédiaire et validés par l'autorité de certification. Le montant FSE dû à l'organisme intermédiaire est obtenu après déduction des corrections opérées en application de décisions prises à l'issue des différentes procédures de contrôle ou d'audit nationales ou européennes.

Le remboursement de la participation FSE au titre des dépenses de la subvention globale intégrées à un appel de fonds, repose sur le certificat de dépenses transmis par l'organisme intermédiaire à l'autorité de gestion. Ce dernier est établi selon le modèle défini par l'autorité de gestion. Il comprend :

- le montant cumulé des dépenses acquittées par les organismes bénéficiaires et validés par l'autorité de certification et le montant des ressources correspondantes distinguant la participation du FSE et les cofinancements publics et privés mobilisés ;
- un état des ordres de reversement émis et des montants recouvrés.

♦ *Paiement du solde*

Le paiement du solde de l'aide FSE est conditionné à la production d'un certificat final de dépenses comprenant les dépenses totales effectivement réalisées, acquittées et justifiées par les bénéficiaires, retenues après contrôle de service fait, certifiées par l'autorité de certification, dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés dans le plan de financement de la subvention globale, net des versements d'avances et d'acomptes déjà effectués et des corrections opérées suite à tous niveaux de contrôle.

Sans préjudice des procédures de correction ou résiliation fixées aux articles 10.6. et 11, le paiement du solde est subordonné à la production :

- Des éléments permettant d'établir le dernier rapport de mise en œuvre prévu à l'article 7.1 incluant la subvention globale ;
- des éléments permettant d'établir le dernier résumé annuel des contrôles prévu à l'article 10-7 concernant la subvention globale.

Ces documents sont transmis à l'autorité de gestion déléguée dans un délai de 12 mois suivant la date limite de réalisation des opérations fixées à l'article 3.2.

Le montant de la participation FSE due au titre de la présente convention est plafonné au montant du FSE conventionné et au montant des crédits FSE retenus après contrôle de service fait au titre des opérations individuelles relevant de la subvention globale net des montants irréguliers éventuellement constatés après contrôle ou audit.

Les crédits FSE correspondant aux dépenses qui n'auraient pas été déclarées dans le dernier appel de fonds du programme ne font pas l'objet de remboursement à l'organisme intermédiaire.

6.3. Paiement des aides européennes aux bénéficiaires

L'organisme intermédiaire s'engage à conclure avec chaque bénéficiaire une convention conforme au modèle de convention établi et diffusé par l'autorité de gestion du programme via Ma démarche FSE.

S'agissant des opérations mises en œuvre par l'organisme intermédiaire pour lui-même, un document comportant les mêmes mentions est établi par le service de l'organisme intermédiaire chargé d'assurer l'exécution des tâches de gestion (agissant en service gestionnaire en séparation fonctionnelle) et adressé au service chargé de mettre en œuvre l'opération (agissant en service bénéficiaire en séparation fonctionnelle) pour l'informer des obligations européennes auxquelles il doit souscrire.

L'organisme intermédiaire verse aux bénéficiaires le montant de la participation FSE due et le cas échéant ses autres cofinancements, dans les meilleurs délais et veille au respect des dispositions de l'article 132 du règlement général.

Lorsque l'organisme intermédiaire est une collectivité territoriale ou un établissement public local, les opérations de paiement au bénéficiaire sont exécutées par le comptable assignataire sur la base des ordres de paiement que cet organisme a établis.

6.4. Intérêts et remboursement d'indus relatifs à la gestion financière de la subvention globale

Pour les organismes intermédiaires autres que les collectivités territoriales et les établissements publics locaux qui sont tenus de déposer leurs fonds libres au Trésor, l'organisme intermédiaire s'engage à affecter le montant des intérêts et remboursements d'indus perçus au titre des fonds européens à l'objet de la subvention globale et à informer précisément l'autorité de gestion déléguée sur ces affectations.

6.5 Apurement des comptes annuels

A chaque période comptable, l'organisme intermédiaire s'engage à produire à l'autorité de gestion toutes les données comptables, les recouvrements et autres données nécessaires à l'examen des comptes annuels par l'autorité de certification. Ces données sont saisies par l'organisme intermédiaire dans le système d'information.

Article 7 : Suivi et évaluation

7.1 Modalité de suivi de l'exécution de la subvention globale

L'organisme intermédiaire renseigne et transmet à l'autorité de gestion déléguée chaque année, hormis pour la première année de la subvention globale, et selon le calendrier déterminé par elle, le document type support du dialogue de gestion figurant à l'annexe 4 de la présente convention.

Il transmet les éléments nécessaires à l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre du programme établi par l'autorité de gestion et fournit à l'autorité de gestion déléguée toute information nécessaire aux travaux du comité régional de suivi interfonds.

Les documents transmis par l'organisme intermédiaire présentent :

- l'état d'avancement cumulé depuis le début de la période de réalisation des opérations fixée à l'article 3.2, ventilé par année;
- la mise en œuvre stratégique, physique et financière des dispositifs de la subvention globale, en apportant notamment des éclairages sur les données réalisées des indicateurs de réalisation et de résultat ;

- précise également, pour l'année écoulée, les faits marquants de la gestion de la subvention globale, les difficultés rencontrées et les mesures prises pour y remédier.

7.2. Système informatisé de suivi de la subvention globale et de la gestion des opérations

L'organisme intermédiaire utilise le logiciel Ma démarche FSE, outil informatique de gestion du programme opérationnel, afin de saisir l'ensemble des données physiques et financières concernant la sélection, le suivi et le contrôle des opérations cofinancées.

Il applique l'ensemble des instructions de l'autorité de gestion du programme en vue d'un renseignement fiable et continu des données relatives à l'ensemble des étapes de la piste d'audit.

7.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation

7.3.1 Les indicateurs de résultats et de réalisation

L'organisme intermédiaire est chargé du pilotage et du contrôle du recueil des données relatives aux indicateurs de réalisation, de résultat et aux indicateurs financiers, fixés dans le programme opérationnel pour les axes concernés par le ou les dispositifs cofinancés au titre de la subvention globale. Ces données sont renseignées en continu dans Ma démarche FSE par les bénéficiaires.

Il veille à la qualité et à l'exhaustivité des données recueillies par les bénéficiaires ainsi qu'au respect par les bénéficiaires de leurs obligations en matière de protection des données personnelles telles que définies dans la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si la Commission européenne suspend ses versements à l'autorité de gestion en cas d'insuffisance de la qualité et de la fiabilité du système de suivi ou des données relatives aux indicateurs communs et spécifiques, l'autorité de gestion déléguée peut suspendre le versement des crédits du FSE à l'organisme intermédiaire pour la part de cette insuffisance qui lui est imputable.

7.3.2 Cadre de performance

Au terme de la subvention globale, si l'écart entre les valeurs atteintes par l'organisme intermédiaire et les valeurs de chaque cible fixées à l'annexe 5 de la présente convention est supérieur à 35%, l'organisme intermédiaire se verra notifier une correction forfaitaire fixée selon le barème suivant :

- Si l'écart est supérieur à 35% et inférieur ou égal à 40% : 5% du montant total de la contribution FSE de la subvention globale pour l'axe auquel se rapporte la cible non atteinte;
- Si l'écart est supérieur à 40% et inférieur ou égal à 50**%** : 10% du montant total de la contribution FSE de la subvention globale pour l'axe auquel se rapporte la cible non atteinte;
- Si l'écart est supérieur à 50% : 25% du montant total de la contribution FSE de la subvention globale pour l'axe auquel se rapporte la cible non atteinte;

La correction forfaitaire peut être réduite jusqu'à 50% de son montant si la non-atteinte des cibles est liée à des facteurs extérieurs tels que définis à l'article 22 paragraphe 7 du règlement général. Si des modifications substantielles des conditions de mise en œuvre de la convention de subvention globale sont intervenues en cours d'exécution un avenant doit être établi pour redéfinir les cibles en fonction de l'état d'avancement de la subvention globale

7.4. Évaluation

En application des articles 54, 56 et 57 du règlement général sur l'évaluation des fonds européens, la subvention globale peut donner lieu à une évaluation spécifique menée par l'autorité de gestion ou la Commission européenne.

Les données et informations nécessaires à ces évaluations sont tenues à disposition des évaluateurs par l'organisme intermédiaire jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 8 : Comptabilité séparée

Afin de permettre l'audit financier de son système de gestion et de contrôle, l'organisme intermédiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée ou à avoir recours à une codification comptable adéquate afin d'assurer le suivi des financements de la subvention globale.

Article 9 : Autres obligations

9.1. Information et communication

L'organisme intermédiaire respecte les obligations de publicité de la participation du FSE fixées par la réglementation européenne et par les dispositions nationales.

En particulier, il appose l'emblème de l'Union européenne et la référence au programme opérationnel sur les supports et documents en lien avec la mise en œuvre de sa subvention globale. Il applique l'obligation d'affichage dans ses locaux. Il informe les bénéficiaires potentiels du cofinancement par le FSE des dispositifs de la subvention globale. Il s'assure que les bénéficiaires en informent les participants aux opérations. Il assure une communication sur le soutien du FSE à la réalisation des opérations menées dans le cadre de la subvention globale. S'il dispose d'un site internet, il actualise, à ce titre, régulièrement la rubrique ou les pages dédiées à la subvention globale conformément aux dispositions de l'annexe XII du règlement général.

Il remplit ces fonctions dans le respect de la stratégie de communication du programme opérationnel mise en œuvre par l'autorité de gestion et dans lequel il s'inscrit selon des modalités arrêtées conjointement avec l'autorité de gestion déléguée.

9.2. Respect des priorités européennes

Pour la réalisation des missions qui lui sont confiées au titre de l'article 5.1 de la présente convention, l'organisme intermédiaire s'engage à promouvoir les priorités européennes en matière de développement durable, de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et de non-discrimination, ainsi que les autres principes horizontaux mentionnés dans le programme opérationnel.

L'organisme intermédiaire en tient notamment compte pour la détermination des critères de sélection de ses appels à projets.

9.3. Mise en place d'un dispositif de contrôle interne

Le système de gestion et de contrôle mentionné à l'article 5.1 de la présente convention doit permettre à l'organisme intermédiaire de prévenir, détecter et corriger les irrégularités. A cet effet, il met notamment en place un dispositif de contrôle interne efficace reposant sur une analyse des risques mise à jour régulièrement.

Il informe les bénéficiaires de l'existence d'un dispositif de recueil des plaintes mis en place par l'autorité de gestion en titre.

Il respecte les règles éthiques et morales fixées par la charte déontologique de l'autorité de gestion et s'engage également à prévenir et remédier aux conflits d'intérêts pouvant survenir lors de la gestion et du contrôle des crédits qui lui sont alloués par la présente subvention.

L'organisme intermédiaire s'engage également à traiter les plaintes émanant de ses bénéficiaires et à rendre compte de ce traitement à l'autorité de gestion déléguée.

9.4. Communication des irrégularités et prévention de la fraude

Dans les conditions prévues par l'article 122 du règlement général, les irrégularités constatées de plus de 10 000€ de FSE font l'objet, par l'organisme intermédiaire, d'une déclaration à la Commission européenne via le système d'information dédié.

9.5. Conservation des pièces justificatives

Sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat, l'organisme intermédiaire tient à la disposition des autorités nationales de gestion, de certification et d'audit ainsi que des instances européennes compétentes jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes par l'autorité de gestion en titre à la Commission européenne dans lesquels figurent les dépenses des opérations relatives à la subvention globale:

- toutes les pièces relatives à la gestion et au contrôle des opérations programmées dans le cadre de la subvention globale (notamment les pièces justificatives des dépenses et ressources de chaque opération);
- les informations et documents relatifs au suivi financier de la subvention globale y compris le certificat de dépenses mentionné à l'article 6.2.2;
- les justificatifs du versement effectif des aides du FSE et des cofinanceurs nationaux aux bénéficiaires.

Pour chaque rapport de contrôle de service fait inclus dans un compte annuel transmis à la Commission européenne, l'autorité de gestion déléguée informe le bénéficiaire de la date de commencement du délai de conservation des pièces afférentes.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou administrative ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne, conformément à l'article 140 du règlement général.

A l'occasion de ses contrôles, l'organisme intermédiaire vérifie le respect des obligations de conservation des pièces justificatives par les bénéficiaires.

Article 10 : Contrôles et audits

10.1. Contrôle réalisé par l'organisme intermédiaire

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article 5.1. de la présente convention et pour se conformer aux exigences du règlement général, l'organisme intermédiaire effectue un contrôle du service fait (y compris les visites sur place en cours d'exécution de l'opération) pour toute dépense présentée par le bénéficiaire et transmise à la Commission européenne. A cette fin, il établit un rapport de contrôle de service fait utilisant les documents types et manuels de procédure mis à disposition par l'autorité de gestion et applique les instructions nationales fixées par elle.

Les rapports de contrôle de service fait sont transmis au fil de l'eau à l'autorité de certification via l'application « Ma-démarche-FSE ».

10.2. Contrôles réalisés dans le cadre de la certification des dépenses

Ces vérifications sont effectuées par l'autorité de certification du programme opérationnel.

Tous les rapports de contrôle de service fait sont directement transmis par l'organisme intermédiaire à ce service, conformément aux dispositions de l'article 10.1. L'organisme intermédiaire tient à la disposition de l'autorité de certification l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ses contrôles.

L'autorité de certification procède à la validation des dépenses retenues par l'organisme intermédiaire et s'assure du retrait des dépenses irrégulières constatées à l'issue de toute procédure de contrôle avant transmission d'un appel de fonds à la Commission européenne.

A titre conservatoire, l'autorité de certification peut écarter d'un appel de fonds toute dépense présentée par l'organisme intermédiaire pour laquelle elle ne dispose pas des éléments lui permettant de garantir sa régularité au regard de la réglementation applicable.

10.3. Contrôles d'opérations

Les contrôles d'opérations prévus à l'article 127 du règlement général sont effectués par le service désigné à cet effet sous la supervision de l'autorité d'audit.

Les procédures de contrôles d'opération sont définies par l'autorité d'audit responsable de leur réalisation.

10.4. Contrôles et audits par les autorités habilitées

L'organisme intermédiaire s'engage, en cas de contrôle opéré soit par l'autorité de gestion déléguée ou toute personne physique ou morale qu'elle a mandatée, soit par les autorités de contrôle nationales ou leurs mandataires, soit par les instances européennes compétentes,

- à présenter :
    - toutes les instructions internes relatives à la gestion de la subvention globale,
    - toutes les pièces de procédure relatives aux opérations,
    - toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses et aux ressources des opérations (copies lorsque l'organisme intermédiaire est doté d'un comptable public),
    - et toutes les pièces relatives à l'établissement des certificats de dépenses adressés à l'autorité de gestion déléguée ainsi qu'aux versements FSE au titre de la subvention globale, reçus de l'autorité de gestion déléguée et effectués auprès des bénéficiaires.
- à permettre tout contrôle des montants correspondant à ces pièces dans sa comptabilité,
- à répondre à toute demande faite par les contrôleurs dans les délais fixés.

L'organisme intermédiaire se soumet en particulier aux contrôles de supervision menés par l'autorité de gestion, sur pièces ou sur place, afin de vérifier la régularité du système de gestion et contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire et joint en annexe 3 ainsi qu'aux audits de système et à tout contrôle diligenté par l'autorité d'audit, conformément aux dispositions législatives et règlementaires en vigueur.

10.5. Suites des contrôles et audits

Si des dépenses relevant de la présente convention de subvention globale ont été qualifiées d'irrégulières à l'issue d'une procédure de contrôle ou d'audit, l'organisme intermédiaire procède au retrait des dépenses irrégulières dans le système d'information dédié.

Si l'organisme n'a pas procédé au retrait des dépenses irrégulières dans les délais indiqués par l'autorité de gestion déléguée, cette dernière peut elle-même procéder au retrait de ces dépenses dans le système d'information.

A titre conservatoire, dans l'attente de ces retraits, l'autorité de certification suspend les dépenses irrégulières des demandes de paiement présentées à la Commission européenne.

Si des contrôles ou audits menés par les instances nationales et européennes habilitées mettent en évidence des irrégularités de nature systémique (i-e récurrente et induite par le système de gestion ou de contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire), l'autorité de gestion déléguée met en demeure l'organisme intermédiaire de prendre toute mesure nécessaire pour garantir la bonne gestion des crédits relevant de la subvention globale et la régularité des dépenses déclarées à la Commission européenne dans des délais compatibles avec la date limite de déclaration des dépenses fixée à l'article 3.4. supra. L'organisme intermédiaire rend compte aux contrôleurs concernés et aux représentants des autorités de gestion et de certification de la mise en œuvre des mesures correctives demandées.

A titre conservatoire, et sans préjudice des prérogatives dévolues en propre à l'autorité de certification, l'autorité de gestion déléguée peut demander à cette dernière que soit exclus tout ou partie des dispositifs de la subvention globale concernés des appels de fonds présentés à la Commission européenne.

L'organisme intermédiaire est autorisé de nouveau à participer à un appel de fonds auprès de la Commission européenne dès lors que son système de suivi, de gestion et de contrôle est considéré comme sécurisé au regard des exigences européennes.

A défaut de mesures correctives satisfaisantes, l'autorité de gestion déléguée peut appliquer des corrections forfaitaires ou extrapolées sur le total des dépenses susceptibles d'être irrégulières. Pour l'application des corrections forfaitaires, l'autorité de gestion s'appuie sur le barème fixé dans l'annexe 6 à la présente subvention.

Si les constats des contrôles et audits font état de dysfonctionnements auxquels il ne peut être remédié, l'autorité de gestion déléguée procède à la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 11.

10.6. Résumé annuel des contrôles

Afin de permettre à l'autorité de gestion de remplir son obligation fixée à l'article 59 §5 b) du règlement (UE) n°966/2012, l'organisme intermédiaire communique à celle-ci pour le 30 avril de chaque année[3] un résumé annuel des rapports finaux d'audit et des contrôles effectués sur leur système de gestion et de contrôle, y compris une analyse de la nature et de l'étendue des erreurs et des faiblesses relevées, ainsi que les mesures correctrices prises ou prévues.

Article 11 : Résiliation

Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 10.6., en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention et des obligations qui en découlent ou de manquements graves, l'autorité de gestion déléguée peut résilier la présente convention.

L'autorité de gestion déléguée notifie à l'organisme intermédiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résiliation.

Sur son initiative, l'organisme intermédiaire peut solliciter la résiliation de la présente convention qui sera résiliée de plein droit 15 jours après accusé réception par l'autorité de gestion déléguée d'une lettre recommandée.

La résiliation maintient les obligations de l'organisme intermédiaire au titre des opérations conventionnées avant le prononcé de celle-ci.

Un état liquidatif de la subvention globale est établi par l'autorité de gestion déléguée pour solde de tout compte.

En cas de trop-perçu, l'organisme intermédiaire reverse les sommes indûment reçues à réception de l'ordre de recouvrement.

[3] Le premier résumé porte sur la période courant de la date de début de la période de réalisation fixée à l'article 3.2 au 31 décembre 2015. Ensuite il portera sur les audits et contrôles réalisés en n-1 pour le résumé d'une année n.

Article 12 : Liquidation de l'organisme intermédiaire

Si l'organisme intermédiaire se trouve en état de cessation de paiements et avant prononcé de sa liquidation, ce dernier transmet à l'autorité de gestion déléguée l'ensemble des documents relatifs à la gestion administrative et financière de la subvention globale.

Article 13 : Responsabilité financière et indus à recouvrer

En cas d'application d'une correction forfaitaire ou extrapolée ou de déprogrammation de dépenses consécutive à un audit ou un contrôle, il s'engage à verser l'intégralité des montants dus aux bénéficiaires si leur responsabilité ne peut être établie pour le motif de la correction.

En cas de retrait total ou partiel de dépenses relatives à une opération mis en œuvre à titre de mesure corrective, l'organisme intermédiaire rembourse à l'autorité de gestion déléguée toute somme indument perçue au titre de cette opération.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 122 du règlement général, l'organisme intermédiaire recouvre les sommes indûment payées. En particulier, il prend à sa charge les corrections financières résultant d'irrégularités constatées à l'occasion des contrôles et audits mentionnés à l'article 10. Pour l'application des dispositions de l'article 143 du même règlement, il lui revient de procéder au recouvrement des sommes indues auprès du bénéficiaire sur la base des dispositions des conventions signées avec ce dernier. En application des dispositions de l'article 122 précité, l'organisme intermédiaire peut décider de ne pas recouvrer un montant indûment payé si le montant de la contribution des fonds à récupérer ne dépasse pas la somme de 250 euros.

Lorsque les montants indûment versés à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrés, l'organisme intermédiaire est responsable du remboursement du préjudice pour le budget général de l'Union européenne ou lorsqu'il est établi que la perte résulte de sa propre faute ou négligence.

Dans tous les cas, il transmet à la demande de l'autorité de gestion déléguée les informations détaillées portant sur les recouvrements.

L'organisme intermédiaire prend également à sa charge les corrections, notamment les corrections forfaitaires ou extrapolées, prévues à l'article 10 supra.

Article 14 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, de ses éventuels avenants et de l'ensemble de ses annexes.

Article 15 : Litiges, contentieux et recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions de l'autorité de gestion déléguée prises pour l'application de la présente convention peuvent être contestées par l'organisme intermédiaire qui peut présenter :

- un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée. Ce délai est interrompu en cas de recours administratif.

L'organisme intermédiaire s'engage à informer les bénéficiaires des voies et délais de recours dans les conventions qui les lient.

L'organisme intermédiaire	L'Autorité de gestion déléguée
(Date, nom et qualité, signature et cachet)	*(Date, nom et qualité, signature et cachet)*

Notifiée et rendue exécutoire le :
:

Liste des annexes

Annexe 1. descriptif technique de la subvention globale par dispositif cofinancé : objectifs stratégiques, indicateurs, critères de sélection, taux d'intervention

Annexe 2. plan de financement de la subvention globale et de chaque dispositif cofinancé,

Annexe 3. descriptif détaillé du système de gestion et de contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire (DSGC)

Annexe 4. document type support du dialogue de gestion

Annexe 5. objectifs fixés pour le cadre de performance

Annexe 6. barème de correction financière

Annexe 7. pour les organismes intermédiaires autres que les collectivités territoriales et les établissements publics locaux : relevé d'identité bancaire

Dossier de demande de subvention globale gérée par un organisme intermédiaire

Fonds social européen
Pour l'emploi et inclusion en métropole - 2014-2020

Numéro de dossier
201600013

Date de transmission du dossier
28/09/2016

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de la subvention globale

Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020

Organisme intermédiaire candidat

Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Service en charge du suivi de la subvention globale

DIRECCTE - Alsace - Service Europe

Période prévisionnelle de programmation

Du 01/01/2017 **Au** 31/12/2020

Période prévisionnelle de réalisation

Du 01/01/2017 **Au** 31/12/2022

Coût total de la subvention globale

7 795 634,96 €

Subvention FSE sollicitée

3 897 817,48 €

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Identification de l'organisme intermédiaire demandeur

Organisme

Raison sociale (nom détaillé sans sigle)	Eurométropole de Strasbourg
Sigle (le cas échéant)	
Adresse postale complète	1, Parc de l'Etoile
Code postal - Commune	67076 - STRASBOURG
Statut juridique	Collectivité territoriale
Code INSEE	67000
N° SIRET	24670048800017
Code NAF (APE) et activité	8411Z - Administration publique générale
Site internet (le cas échéant)	

Présentation de l'organisme intermédiaire

Objet social, activités habituelles, domaines de compétences, effectifs

Décrire en quelques lignes et joindre tout document de présentation que vous jugez utile de fournir.

L'Eurométropole de Strasbourg est composée de 28 communes qui forment une coopération intercommunale. Sa dénomination consacre le rôle spécifique de Strasborg, capitale européenne où siègent diverses institutions européennes.
Dôtée de presque 7000 agents, l'Eurométropole intervient dans deux grands domaines que sont l'aménagement et les services publics. En découlent des compétences en matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel, d'aménagement de l'espace métropolitain, de politique locale de l'habitat, de politique de la ville, de gestion des services d'intérêt collectif et de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie (voir rapport d'activité Communauté Urbaine de Strasbourg 2014).

L'enveloppe FSE associée à celle du FEDER (7,5 Millions ¤) déléguée par le Conseil Régional d'Alsace, permet à l'Eurométropole de se placer comme un investissement territorial intégré de qualité, efficace et flexible pour permettre de meilleurs résultats d'une approche locale de développement.

Partenariat habituel dans les domaines concernés

Structures avec lesquelles vous travaillez habituellement (partenariat, réseau, ...) pour la mise en oeuvre des dispositifs concernés par la demande de subvention globale
(il ne s'agit pas ici de lister les organismes bénéficiaires porteurs d'opérations).

L'Eurométropole de Strasbourg entretient des liens stratégiques et opérationnels avec l'ensemble des partenaires de l'Emploi du territoire.

Ainsi, elle s'inscrit dans la Stratégie Régionale de l'Emploi et est représentée au sein du **Service public de l'Emploi de Proximité et de Projet** (SEP-PP) du territoire de la métropole. Sont réunis autour de l'Etat, l'Eurométropole, le Conseil départemental du Bas-Rhin, la Région Grand-Est, le Pôle Emploi, la Maison de l'Emploi et de la Formation de Strasbourg et les Missions locales.

Les services de l'Eurométropole (Service Emploi et Economie solidaire de la Direction du développement économique et de l'attractivité) participent aux groupes de travail découlant du SPE-PP et en co-animent. A ce titre, l'ensemble des partenaires concernés par des thématiques ont vocation à échanger et orienter sur la stratégie ainsi que mettre en place des plan d'actions, adaptés et modulables au territoire. Ainsi, le partenariat est élargi en fonction des sujets.

Un lien étroit est également établi avec les services liés à la Politique de la Ville.

Situation financière (pour les organismes privés)

Etes-vous un organisme privé ?	Non

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Contacts - Coordonnées

Représentant légal

Civilité	Monsieur
Nom	HERRMANN
Prénom	Robert
Fonction dans l'organisme	Président
Adresse postale complète (si différente de celle de l'organisme)	
Code postal - Commune	
Téléphone	0368986559
Adresse électronique	remy.banuls@strasbourg.eu
Capacité du représentant légal à engager la responsabilité de l'organisme intermédiaire	
Y a t-il une délégation de signature ?	Non

Personne(s) chargée(s) du suivi de la subvention globale

Chargé de suivi	Etablissement - Service	Fonction	Courriel	Coordonnées Téléphoniques
FABIUS Charline	Eurométropole de Strasbourg - Eurométropole de Strasbourg - Service FSE		charline.fabius@strasbourg.eu	
BANULS Remy	Eurométropole de Strasbourg - Eurométropole de Strasbourg - Service FSE		remy.banuls@strasbourg.eu	

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Informations générales

PO	Programme Opérationnel National FSE
Libellé de la subvention globale	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Region administrative	042 - Alsace
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe

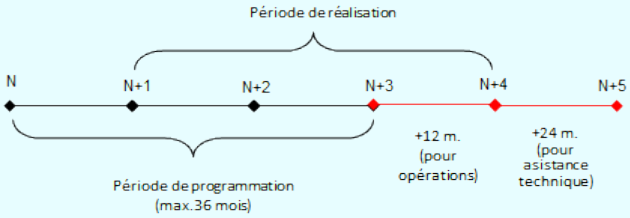
Périodes couvertes par la subvention globale

La période de programmation est la période au cours de laquelle l'organisme intermédiaire peut programmer les opérations individuelles rattachées à sa subvention globale.
Elle est en principe de 36 mois maximum à compter de la date prévue dans la convention de subvention globale.
En règle générale, elle est calée sur une ou plusieurs années civiles (du 1er janvier au 31 décembre).

La période de réalisation est la période durant laquelle les opérations sélectionnées sont « physiquement » réalisées.

- *La période de réalisation des opérations ne peut excéder de plus de 12 mois la période de programmation ou 24 mois si les opérations sont relatives à de l'assistance technique.*
- *Les opérations ne peuvent être achevées avant la date de dépôt de la demande de subvention globale. Et dans tous les cas, les opérations ne peuvent être achevées avant la date de demande de subvention individuelle auprès de l'organisme intermédiaire.*

Exemple :



Période prévue pour la programmation des opérations individuelles :	du :	01/01/2017	au :	31/12/2020	inclus, soit en nombre de mois : 48
Période prévue pour la réalisation des opérations individuelles :	du :	01/01/2017	au :	31/12/2022	inclus, soit en nombre de mois : 72

	« présage » pour la programmation 2007-2013 :	« synergie » pour la programmation 2014-2020 :
Dernière demande de subvention		201500019
Avant-dernière demande de subvention		

Rappel des crédits FSE déjà reçus

Des crédits du FSE vous ont-ils déjà été attribués dans le cadre d'une subvention globale ?
Oui
Si oui, préciser les numéros de dossier :

Des crédits du FSE vous ont-ils déjà été attribués dans le cadre d'une subvention individuelle (convention « simple ») ?
Oui

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Situation au regard des conditions d'octroi d'une subvention globale

Correspondance avec les domaines de compétence avérés de l'organisme

Précisez dans quelle mesure les dispositifs concernés par la subvention globale correspondent à un domaine de compétence reconnu de l'organisme : compétences légales, statutaires, opérationnelles, ...

- **Cohérence stratégique en matière d'emploi sur le territoire de l'Eurométropole**

L'Eurométropole de Strasbourg a redéfini en 2015 sa stratégie avec « **Strasbourg Eco 2030** », visant à la création de 27 000 emplois. Au-delà de cet objectif général, parmi toutes les priorités, quatre concernent plus particulièrement les questions d'emploi et de compétences. En effet, sans se substituer à l'existant, elle est reliée à la Stratégie régionale de l'emploi qui se décline avec le **Service Public de l'Emploi de Proximité et de Projet** (SPE-PP).

En agissant sur les points durs du territoire par l'action collective et en convergeant les stratégies des acteurs institutionnels, les acteurs du SPE-PP alignent leurs stratégies autour des 4 priorités suivantes :

1-Favoriser le développement économique des quartiers prioritaires de la ville et proposer des solutions d'activité pour les publics les plus en difficulté,

2-Développer l'accès à l'emploi à l'échelle de l'Eurodistrict,

3-Accompagner la création d'entreprises et le développement de l'emploi au sein des filières dynamiques ou en tension,

4-Développer des solutions d'activité pour les publics les plus en difficulté.

A ce titre, l'Eurométropole co-anime les groupes de travail avec l'Etat la priorité 1 et avec la Région la priorité 2.

- **Développement économique et emploi**

De par sa compétences en matière de développement économique et d'emploi, l'Eurométropole agit en faveur de l'insertion des publics en difficultés à travers des actions directement dirigées vers le public (clause d'insertion dans les marchés publics, appel d'offres sur l'apprentissage du français langue étrangère, appel à projets sur la création d'activité dans les QPV...), mais également par le biais d'actions de création d'emploi (clause environnementale, accompagnement des projets d'implantation, d'extension des entreprises...)

- **Politique de la Ville**

Par ailleurs, l'Eurométropole s'inscrit dans la nouvelle **Politique de la Ville** avec son Contrat de Ville 2015-2020, avec les parties coordinatrices (Direction de la politique de la Ville, Directeurs des quartiers). La circulaire du Premier Ministre du 30 juillet 2014 en a posé les principes et les orientations essentielles qui s'articulent autour de trois piliers dont un pilier « développement économique et emploi ». Il s'agit d'une part de promouvoir l'offre de travail par le soutien aux acteurs économiques, la promotion de l'initiative privée et l'attractivité du territoire. Il s'agit d'autre part pour le Contrat de Ville de contribuer à lever les freins permettant l'accès à l'emploi en construisant des réponses adaptées aux catégories de population les plus touchées par le chômage, avec un accent particulier mis sur le public jeune. Le Contrat de Ville 2015-2020 de l'Eurométropole s'inscrit dans cette dynamique.

Les diagnostics réalisés sur les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) de l'agglomération strasbourgeoise et le recueil d'informations, nourri de la participation de l'ensemble des partenaires locaux de l'emploi et du développement économique, confirment la nécessité d'approcher de façon conjointe ces deux composantes.

- **Gestion de fonds européens**

Depuis 2002, la collectivité s'inscrit dans la politique régionale de l'UE puisqu'elle est devenue autorité de gestion sur 2002-2006 du PIC (programme d'initiative communautaire) Urban II lancé par la Commission européenne pour le développement durable des villes, quartiers et banlieues en crise. En 2007-2013, le volet urbain a directement été intégré dans le programme opérationnel de la Région Alsace, qui a ensuite délégué 6,2 M€ à la Cus en tant qu'organisme intermédiaire.

Depuis 2014, deux fonds européens sont gérés par l'Eurométropole en tant qu'organisme intermédiaire, gestionnaire de deux subventions globales : une enveloppe FEDER de 7,5 Mi € déléguée par la Région et une enveloppe FSE, avec une 1ère subvention globale 2014-2016 de 1,6 M € déléguée par la Préfecture.

Capacités financières

Précisez les éléments permettant de garantir une solvabilité financière suffisante de l'organisme intermédiaire, notamment pour assurer le préfinancement de tout ou partie des aides du FSE apportées aux organismes bénéficiaires et la prise en charge d'éventuelles corrections financières qui découleraient de défaillances constatées dans la gestion de la subvention globale et des opérations qui en relèvent.

L'Eurométropole est une collectivité territoriale d'un budget principal de 972 M € pour 2016 (fonctionnement et investissement). Elle bénéficie par l'agence de notation Fitch Ratings de la note AA associée à une perspective négative (dernière évaluation en 2016). Celle-ci est dotée de fondamentaux économiques solides et fait preuve d'une bonne maîtrise budgétaire.

Moyens affectés à la mise en oeuvre et au suivi de la subvention globale

Veuillez télécharger le descriptif de gestion et de contrôle (DSGC) qui répond à ce point

Crédits d' « assistance technique »

L'organisme intermédiaire souhaitant bénéficier de crédits d'assistance technique dans le cadre de la subvention globale (convention de subvention globale) devra respecter le principe de la séparation fonctionnelle entre le service bénéficiaire de l'assistance technique et le service instructeur de cette aide quand il est bénéficiaire de crédits FSE.

Les fonctions qui peuvent être cofinancées au titre des crédits d'assistance technique sont limitées par les dispositions des articles 58 et 59 du règlement (UE) n°1303//2013 et par le programme opérationnel national FSE.

Sollicitez-vous le cofinancement d'un dispositif d'assistance technique pour le financement de dépenses liées à la mise en oeuvre de la subvention globale ?

Oui

en dépenses totales :	170 324,96 €	soit 2,18	% des dépenses totales de la subvention globale
de crédits du FSE :	85 162,48 €	soit 2,18	% du total des crédits du FSE sollicités.

Si oui, renseignez une fiche descriptive de dispositif spécifique.

L'autorité de gestion pourra décider d'octroyer les crédits d'assistance technique par une convention individuelle, hors subvention globale, en cas de difficultés pour l'organisme intermédiaire d'assurer une séparation fonctionnelle interne suffisante.

Dispositions prévues pour le respect des obligations de publicité de l'intervention du FSE

Présentez synthétiquement les dispositions qui seront prises pour assurer le respect des dispositions communautaires et nationales relatives aux actions de communication et d'information de l'intervention du Fonds social européen (article 115 du Règlement (UE) n°1303/2013).

L'OI donnera toutes les informations nécessaires à l'autorité de gestion, notamment pour être diffusées sur le site internet ou par le biais de newsletters, dans le but d'informer les bénéficiaires des possibilités de financement par l'Eurométropole de Strasbourg et d' assurer la publicité des réalisations provenant des dossiers FSE qu'elle gère.

L'OI s'engage également à mener ses propres actions d'informations et de communication, notamment en ce qui concerne l'ITI qu'elle constitue.

Concernant la communication relative aux indicateurs, l'OI s'engage à fournir aux porteurs de projets l'ensemble des éléments nécessaires au suivi des dossiers et aux indicateurs (guide d'informations, notice, questionnaire,...) pour que ces derniers complètent le mieux possible les données relatives aux participants (et dans une moindre mesure, relatives aux entités).

Concernant la communication relative aux obligations de publicité, l'OI s'engage à bien communiquer sur la notice d'utilisation des outils de publicité.

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Détail des dispositifs cofinancés

Un dispositif est un ensemble d'opérations homogènes conventionnées par l'organisme intermédiaire. Une subvention globale peut comprendre plusieurs dispositifs.
Un dispositif ne peut émarger qu'à un seul objectif spécifique du Programme opérationnel.

Au sein des comités de programmation, les organismes intermédiaires devront prévoir le rattachement des actions programmées à des dispositifs pour en permettre le suivi.

Remplir une fiche par dispositif. L'assistance technique constitue un dispositif et doit donc faire l'objet d'une fiche à part entière.

Vous pouvez télécharger le Programme opérationnel FSE ou juste sa codification pour vous aider :

- Programme opérationnel FSE :
- Codification du programme opérationnel FSE :

Liste des dispositifs

Numéro du dispositif	Intitulé du dispositif
7	Développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales.
8	Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la GPEC.
9	Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle.
10	Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise.
11	Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi.
12	Assistance technique.

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Cadre de performance

Le cadre de performance contient, pour chaque axe prioritaire, des indicateurs de réalisation, avec pour chacun des indicateurs, une valeur intermédiaire pour 2018 et une valeur cible finale pour 2023. L'atteinte des cibles conditionne l'attribution d'une réserve de performance ou le risque de suspension des remboursements à l'occasion d'une revue de performance intermédiaire (en 2019) et finale (à partir de 2024).
Le cadre de performance sera vérifié au niveau national. Par leur pilotage, tous les opérateurs contribuent à l'atteinte des cibles fixées.

Téléchargez le guide pour le suivi des participants :

Indiquez les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles à atteindre. Elles pourront être revues lors de la phase d'échange avec le service instructeur.
Les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles **obligatoires** des indicateurs sont rattachées aux trois objectifs spécifiques suivants :

OS 1 de la PI 9.1 de l'axe 3 :

	Cible 2018	Cible 2023
Nombre de participants chômeurs	1 046	2 002
Nombre de participants inactifs	955	1 671

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Modes de gestion des crédits de la subvention globale

Dispositif	FSE consacré aux subventions d'opérations portées par des organismes tiers		FSE consacré au financement d'opérations portées par l'organisme intermédiaire lui-même		Total FSE
	Montant en €	Part en %	Montant en €	Part en %	
	(b)	(c)=(b)/(a)	(d)	(e)=(d)/(a)	(a)
Développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales.	100 000,00 €	100,00 %	0,00 €	0,00 %	100 000,00 €
Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la GPEC.	450 000,00 €	100,00 %	0,00 €	0,00 %	450 000,00 €
Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle.	2 387 655,00 €	86,27 %	380 000,00 €	13,73 %	2 767 655,00 €
Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise.	30 000,00 €	100,00 %	0,00 €	0,00 %	30 000,00 €
Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi.	465 000,00 €	100,00 %	0,00 €	0,00 %	465 000,00 €
Assistance technique.	0,00 €	0,00 %	85 162,48 €	100,00 %	85 162,48 €
Total	**3 432 655,00 €**	**88,07 %**	**465 162,48 €**	**11,93 %**	**3 897 817,48 €**

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Récapitulatif de la contrepartie nationale et du FSE par dispositif

Récapitulatif par dispositif

			2017	2018	2019	2020	Total
Objectif spécifique	**N°**	**Dispositif**	**€**	**€**	**€**	**€**	**€**
2.8.5.1	8	Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la GPEC.	233 333,40 €	233 333,40 €	233 333,20 €	200 000,00 €	900 000,00 €
3.9.1.1	9	Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle .	1 160 000,00 €	1 460 000,00 €	1 560 000,00 €	1 355 310,00 €	5 535 310,00 €
4.0.0.1	12	Assistance technique.	42 581,24 €	42 581,24 €	42 581,24 €	42 581,24 €	170 324,96 €
1.8.7.1	7	Développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales.	100 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	200 000,00 €
3.9.1.2	10	Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise.	40 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	60 000,00 €
3.9.1.3	11	Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi.	250 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	180 000,00 €	930 000,00 €
Total			**1 825 914,64 €**	**2 045 914,64 €**	**2 145 914,44 €**	**1 777 891,24 €**	**7 795 634,96 €**

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Récapitulatif par année

Récapitulatif par année

	FSE	Financement total	Taux de cofinancement FSE
2017	912 957,32 €	1 825 914,64 €	50,00 %
2018	1 022 957,32 €	2 045 914,64 €	50,00 %
2019	1 072 957,22 €	2 145 914,44 €	50,00 %
2020	888 945,62 €	1 777 891,24 €	50,00 %
Total	**3 897 817,48 €**	**7 795 634,96 €**	**50,00 %**

PO	Programme Opérationnel National FSE	**Numéro dossier**	201600013
Région administrative	042 - Alsace	**Subvention globale**	Eurométropole de Strasbourg SG 2017-2020
Service gestionnaire	DIRECCTE - Alsace - Service Europe	**Organisme porteur**	Eurométropole de Strasbourg - Service FSE

Synthèse

Synthèse

	FSE	CONTREPARTIE NATIONALE								Total de la contrepartie nationale	Financement total	Taux de cofinancement FSE
		Organisme intermédiaire				Autres						
		Privé		Public		Privé		Public				
Axe, objectif thématique, priorité d'investissement, objectif spécifique, dispositif	**€**	**€**	**%**	**€**	**%**	**€**	**%**	**€**	**%**	**€**	**€**	**%**
OS 1.8.7.1	100 000,00 €			50 000,00 €	50,00 %	0,00 €	0,00 %	50 000,00 €	50,00 %	100 000,00 €	200 000,00 €	50,00 %
Développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales.	100 000,00 €			50 000,00 €	50,00 %	0,00 €	0,00 %	50 000,00 €	50,00 %	100 000,00 €	200 000,00 €	50,00 %
OS 2.8.5.1	450 000,00 €			90 000,00 €	20,00 %	0,00 €	0,00 %	360 000,00 €	80,00 %	450 000,00 €	900 000,00 €	50,00 %
Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la GPEC.	450 000,00 €			90 000,00 €	20,00 %	0,00 €	0,00 %	360 000,00 €	80,00 %	450 000,00 €	900 000,00 €	50,00 %
OS 3.9.1.1	2 767 655,00 €			553 531,00 €	20,00 %	0,00 €	0,00 %	2 214 124,00 €	80,00 %	2 767 655,00 €	5 535 310,00 €	50,00 %
Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle.	2 767 655,00 €			553 531,00 €	20,00 %	0,00 €	0,00 %	2 214 124,00 €	80,00 %	2 767 655,00 €	5 535 310,00 €	50,00 %
OS 3.9.1.2	30 000,00 €			0,00 €	0,00 %	6 000,00 €	20,00 %	24 000,00 €	80,00 %	30 000,00 €	60 000,00 €	50,00 %
Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise.	30 000,00 €			0,00 €	0,00 %	6 000,00 €	20,00 %	24 000,00 €	80,00 %	30 000,00 €	60 000,00 €	50,00 %
OS 3.9.1.3	465 000,00 €			93 000,00 €	20,00 %	0,00 €	0,00 %	372 000,00 €	80,00 %	465 000,00 €	930 000,00 €	50,00 %

Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi.	465 000,00 €			93 000,00 €	20,00 %	0,00 €	0,00 %	372 000,00 €	80,00 %	465 000,00 €	930 000,00 €	50,00 %
OS 4.0.0.1	85 162,48 €			85 162,48 €	100,00 %	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	85 162,48 €	170 324,96 €	50,00 %
Assistance technique.	85 162,48 €			85 162,48 €	100,00 %	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	85 162,48 €	170 324,96 €	50,00 %
Total de la subvention globale	**3 897 817,48 €**			**871 693,48 €**	**22,36 %**	**6 000,00 €**	**0,15 %**	**3 020 124,00 €**	**77,48 %**	**3 897 817,48 €**	**7 795 634,96 €**	**50,00 %**

Numéro dossier	201600013		
Objectif spécifique	1.8.7.1	**Dispositif**	33 - Développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales.

Informations générales

Objectif spécifique	1.8.7.1 - Expérimenter de nouveaux types de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises
S'agit il d'un dispositif déjà conventionné au titre d'une subvention globale dans cette programmation ?	Non
Numéro du dispositif	7
Intitulé du dispositif	Développement de regroupements territoriaux entre partenaires locaux et en coordination avec les entreprises locales.
Période de programmation	du 01/01/2017 au 31/12/2020 inclus
Période de réalisation	du 01/01/2017 au 31/12/2021 inclus

Contexte, diagnostic de la situation

Au sein de l'Eurométropole, de nombreuses structures coexistent en matière de création d'activité et d'emploi. S'adressant à tout type de public, tant aux demandeurs d'emploi qu'aux entreprises, ces structures constituent autant de portes d'entrées que de domaine d'activité. Cette organisation engendre en nombre des coûts similaires et surtout ne simplifie pas l'accès aux services pour les usagers.
Si le principe des portes d'entrée territoriales (comme pour celles de la création d'entreprises) constitue un premier stade de partenariat réel et effectif, leur localisation éparse reste une difficulté pour les usagers et leur accès à la pluralité des services offerts.
Surtout, les acteurs locaux de la création d'activité et d'emploi ont des intérêts communs qu'ils peuvent partager avec une communication plus aisée, une coordination rapprochée. Anticiper les besoins en compétences des entreprises, développer les possibilités d'emploi pour les publics les plus en difficultés en lien avec les niches d'activité locales sont des exemples de problématiques communes.

Objectifs stratégiques et moyens mobilisés

- Améliorer la satisfaction des demandeurs d'emploi et des employeurs à l'occasion de l'utilisation de l'ensemble des services d'aide au retour à l'emploi et au recrutement
- Capitaliser et diffuser des savoir-faire
- Démultiplier et renforcer les possibilités d'actions des structures liées à l'emploi

Types d'opérations prévues, critères de sélection

Décrivez vos opérations internes, appels à projets et prestations de service et précisez quelles sont les critères de sélection.

Opérations prévues :

- Développement, animation et coordination de structures de regroupement des acteurs territoriaux similaires ou ayant vocation à travailler en collaboration sur la thématique de l'activité et de l'emploi, mise en réseau
- Mutualisation des services

Critères de sélection :
Contribution aux objectifs du PON : Inscription du projet dans les objectifs spécifiques et Prise en compte des principes horizontaux assignés au FSE

Faisabilité de l'opération : Cohérence du calendrier et Adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus

Capacité de l'opérateur : Capacité financière et Capacité de mise en oeuvre des moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE, y compris celle de la publicité

Types de bénéficiaires visés

Bénéficiaires : tout acteur lié à l'emploi, la formation, l'insertion et au développement économique local (collectivité, association,..)

Publics visés par les opérations : potentiels et actuels employeurs, potentiels ou actuels demandeurs d'emploi, public de proximité ,...

Aire(s) géographique(s) concernée(s)

Le cas échéant, précisez le ou les territoires concernés par le dispositif (canton, département, région, bassin d'emploi, etc.), et si certains types de zones sont plus particulièrement visés (zones rurales isolées, zones urbaines sensibles, zones en reconversion, etc.).

Bassin d'emploi de Strasbourg et Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Pour vos opérations internes, si vous avez recours à des prestations externes, précisez les modalités de mise en concurrence

Respect de la réglementation européenne et française des marchés publics

Numéro dossier	201600013		
Objectif spécifique	2.8.5.1	**Dispositif**	27 - Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la GPEC.

Informations générales

Objectif spécifique	2.8.5.1 - Améliorer la gestion de l'emploi et des compétences en appuyant les démarches d'anticipation et de gestion des mutations
S'agit il d'un dispositif déjà conventionné au titre d'une subvention globale dans cette programmation ?	Non
Numéro du dispositif	8
Intitulé du dispositif	Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la GPEC.
Période de programmation	du 01/01/2017 au 31/12/2020 inclus
Période de réalisation	du 01/01/2017 au 31/12/2021 inclus

Contexte, diagnostic de la situation

"La stratégie régionale pour l'emploi pilotée par l'Etat identifie des besoins de recrutement liés au dynamisme des métiers et de la démographie. Elle estime des volumes de recrutement élevés d'ici 2020 dans neuf groupes de métiers et six filières stratégiques (numérique, industrie du médicament et technologies de santé, transports, chimie, transition écologique et énergétique, agro-alimentaire). Les enjeux de mutations liées aux transitions économiques, numériques ou à des secteurs d'avenir dynamiques, génèrent des potentiels de développement de l'emploi dans une dizaine de filières structurantes.

L'Eurométropole de Strasbourg cumule l'avantage de la présence simultanée de secteurs métropolitains d'avenir dynamique, créant des potentiels de développement économique et d'emplois (ex: économie verte, économie numérique, technologies médicales...) et d'une diversité de filières dans l'économie traditionnelle. Il s'agit d'accompagner les filières dans leurs mutations et de favoriser la fluidité du marché du travail sur le territoire." (Strasbourg Eco 2030)

Par ailleurs, l'Eurométropole connait des secteurs d'emploi en mutation comme l'industrie, le portuaire et le tourisme. Une part des mutations trouve son origine dans le phénomène de « papy-boom ». En effet, les effectifs très importants recrutés, par exemple dans l'industrie, début des années 1970 vont atteindre l'âge de la retraite. Par conséquent, leur départ provoquera une rupture des effectifs et des compétences dans la majorité des entreprises industrielles.
D'une manière transversale, 70 % des embauches concernent des contrats de travail de moins de 1 mois. Il faut donc faire face à une situation de précarité même pour des actifs occupés.

Les filières ou métiers en mutation peuvent d'ailleurs être identifiés dans une GPEC transversale, l'important étant de travailler en fonction du tissu local.

Objectifs stratégiques et moyens mobilisés

Par le biais de gestions prévisionnelles des emplois et des compétences interentreprises, l'objectif est de :

- répondre aux besoins des entreprises et des filières du territoire,

- favoriser les transitions professionnelles de la population active,

- favoriser l'accès à l'emploi des personnes aux chômage.

Types d'opérations prévues, critères de sélection

Décrivez vos opérations internes, appels à projets et prestations de service et précisez quelles sont les critères de sélection.

Opérations prévues :

- **TYPE D' OPERATIONS 1 : Actions de veille prospective territoriale et sectorielle et l'exploitation partagée de leurs résultats dans les filières d'avenir et en mutation** à travers notamment :

la réalisation d' études, benchmark de GPECT, la mise en place d'outils matériels/immatériels et de services d'information sur l'orientation, de recherche, de formation,...

- **TYPE D' OPERATIONS 2 - Mise en place de GPEC dans les filières d'avenir et en mutation** à travers notamment :

la constitution de réseaux d'entreprises, la sensibilisation des entreprises à l'anticipation des mutations et à l'utilisation des outils de droit commun leur permettant de faire évoluer les compétences et les parcours, l'identification des situations problématiques liées au départ des anciens, une meilleure information des demandeurs d'emploi et l'attraction de nouveaux profils, l'adaptation des salariés en poste, le déclenchement des mécaniques de recrutement innovant,...

Critères de sélection :

Contribution aux objectifs du PON : Inscription du projet dans les objectifs spécifiques et Prise en compte des principes horizontaux assignés au FSE

Faisabilité de l'opération : Cohérence du calendrier et Adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus

Capacité de l'opérateur : Capacité financière et Capacité de mise en oeuvre des moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE, y compris celle de la publicité

Types de bénéficiaires visés

Bénéficiaires : tout acteur lié à l'emploi, la formation, l'insertion et du développement économique local (Maison de l'emploi, Missions locales, Pole Territorial de Coopération Economique)

Publics visés par les opérations : les employeurs, le personnel d'encadrement, les représentants du personnel, les partenaires sociaux, les potentiels ou actuels demandeurs d'emploi, les actifs occupés, les acteurs institutionnel de l'emploi (notamment pour les études)

Aire(s) géographique(s) concernée(s)

Le cas échéant, précisez le ou les territoires concernés par le dispositif (canton, département, région, bassin d'emploi, etc.), et si certains types de zones sont plus particulièrement visés (zones rurales isolées, zones urbaines sensibles, zones en reconversion, etc.).

Bassin d'emploi de Strasbourg et Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Pour vos opérations internes, si vous avez recours à des prestations externes, précisez les modalités de mise en concurrence

Respect de la réglementation européenne et française des marchés publics

Numéro dossier	201600013		
Objectif spécifique	3.9.1.1	**Dispositif**	1831 - Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle.

Informations générales

Objectif spécifique	3.9.1.1 - Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (prise en compte des « freins sociaux » et mise en activité pour des publics très éloignés de l'emploi)
S'agit il d'un dispositif déjà conventionné au titre d'une subvention globale dans cette programmation ?	Non
Numéro du dispositif	9
Intitulé du dispositif	Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle.
Période de programmation	du 01/01/2017 au 31/12/2020 inclus
Période de réalisation	du 01/01/2017 au 31/12/2021 inclus

Contexte, diagnostic de la situation

Certains publics, de par leur environnement social (localisation dans des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV), appartenance à des communautés marginalisées, déscolarisation avérée et rupture des liens familiaux...) se trouvent en difficulté d'insertion dans la société et par conséquent sont très éloignés de l'emploi.

Diagnostic du contrat de ville - Programme 11 : Parcours vers l'Emploi :

"Un chômage structurel massif alimente une forte précarité sociale : le taux de chômage des 15-64 ans dans les QPV est supérieur de 11,7 points au taux moyen de Strasbourg (28,9% contre 17,2% en 2011). Le quartier de Neuhof Cité affiche le plus fort taux de chômage pour cette catégorie d'âge avec un taux de 40,6%.

Les 15-24 ans constituent la catégorie de population la plus touchée par le chômage (41,8% pour une moyenne Strasbourg de 29,1%). Certains quartiers comme le Port du Rhin affichent un taux de chômage des jeunes supérieur à 50% (54,7% pour le Port du Rhin ; 53,1% pour la Cité de l'Ill ; le taux maximum va jusqu'à 72,7% sur l'iris Marschallhof). La question du chômage des jeunes est d'autant plus importante que les QPV de l'Eurométropole affichent en moyenne une surreprésentation de la tranche d'âge des 0-14 ans (25,3% de la population des QPV contre une moyenne Strasbourg de 17,1%).

On note une forte proportion des femmes et hommes Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (DELD) parmi les habitants des QPV inscrits à Pôle Emploi (Part des DE inscrits à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois : 46% pour les habitants des QPV contre 44% moyenne Bas Rhin).

En regard, l'offre d'emploi est globalement insuffisante sur l'Eurométropole, surtout dans les emplois de bas niveau de qualification (hormis les secteurs en tension) et le potentiel de développement économique des territoires apparaissent inégal.

Les entreprises installées en ZFU sont souvent de très petite taille (majoritairement moins de 5 salariés-es) et offrent des postes qualifiés, peu en adéquation avec les niveaux de formation des demandeurs-ses d'emploi des quartiers prioritaires."

Développer l'emploi pour les habitants des QPV de la Politique de la ville ou encore développer des solutions d'activité pour les publics les plus en difficulté sont des priorités de la Stratégie Strasbourg Eco 2030.

Objectifs stratégiques et moyens mobilisés

- Accompagner des personnes en difficultés pour un accès ou un retour à l'emploi

- Développer des vocations et des compétences

- Renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement

- Améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion

Types d'opérations prévues, critères de sélection

Décrivez vos opérations internes, appels à projets et prestations de service et précisez quelles sont les critères de sélection.

Opérations prévues :

- **TYPE D' OPERATIONS 1 - Mise en situation professionnelle**

Sont visés : mise en emploi par le biais de marché d'insertion, mise en emploi par le biais de suivi innovant, stage, accompagnement des volontaires du service civique, évaluation en milieu de travail, etc.

- **TYPE D' OPERATIONS 2 - Préparation à l'insertion professionnelle**

Sont visés : accompagnement vers l'emploi sous différentes formes (suivi socio-professionnel, parrainage, mise en réseaux...), aide à la préparation et à la recherche d'emploi (rédaction de CV, simulation d'entretien, rencontre avec des professionnels, visite d'entreprise...), orientation et information sur les parcours professionnels, atelier personnalisé ou collectif (orientation, bilan , test d'évaluation...), formation spécifique, etc.

Les actions innovantes où les publics cibles se placent comme acteur de leur parcours, notamment avec des montages de projets, sont également éligibles.

- **TYPE D' OPERATIONS 3 - Lever les freins dans l'accès à l'emploi**

Sont concernés différents types de freins : linguistique, santé, logement, mobilité, garde d'enfants, etc.

Sont visés : formation aux savoirs/compétences de base, formation dédiée à un public particulier ou répondant aux besoins émergents spécifiques, accompagnement, action avec réponse innovante à une ou plusieurs problématiques, etc.

Condition d'éligibilité : lien avec le Contrat de Ville ou appui d'ingénierie par les services de l'Eurométropole ou des communes de l'Eurométropole (portage, accompagnement du porteur de projet, mise en relation avec les acteurs du territoire...)

- **TYPE D' OPERATIONS 4 - Organiser les parcours d'insertion professionnelle**

Il s'agit de repérer les interstices dans l'offre d'insertion (institutionnelle, associative...) pour améliorer la fluidité et la cohérence des parcours. Sont visées les actions qui couvrent les segments non-couverts des parcours de la préparation des publics au suivi dans l'emploi.

- **TYPE D' OPERATIONS 5 - Promouvoir les actions à visée d'insertion professionnelle dans les domaines identifiés de la stratégie Strasbourg Eco 2030**

Sont visées les actions liées à l'acculturation à un domaine professionnel jusqu'à la mise en place de formations spécifiques, lorsque ce dernier est en lien avec l'objectif de mobiliser des emplois à court ou à long terme. Les actions peuvent être notamment en lien direct avec un plan d'actions GPEC.

Condition d'éligibilité : Les domaines professionnels doivent être en lien avec la Stratégie, c'est-à-dire : toucher les nouvelles économies (économie numérique, verte, créative, sociale et solidaire), les filières d'excellence (med tech et tourisme), être lié l'intégration de nouvelles filières dans les filières traditionnelles, etc. A travers ces opérations, il convient d'agir sur les potentiels de développement d'emploi en adaptant l'offre d'information professionnelle et l'offre d'insertion à des domaines porteurs d'emploi.

Critères de sélection :

Contribution aux objectifs du PON : Inscription du projet dans les objectifs spécifiques et Prise en compte des principes horizontaux assignés au FSE

Faisabilité de l'opération : Cohérence du calendrier et Adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus

Capacité de l'opérateur : Capacité financière et Capacité de mise en oeuvre des moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE, y compris celle de la publicité

L'OS1 vise les personnes très éloignées de l'emploi. Elles sont identifiées comme telles et peuvent être orientées par les travailleurs sociaux. De plus, de par les diagnostics des différentes stratégies (Strasbourg Eco 2030, Contrat de Ville), les personnes les plus en difficultés sur le territoire de l'Eurométropole sont les **habitants des QPV, les jeunes et les communautés marginalisées**. A ce titre, les opérations visent ce type de public.

Types de bénéficiaires visés

Bénéficiaires : collectivités territoriales, acteurs ou structures liées à l'emploi, la formation, l'insertion et au développement économique local (Eurométropole, Ville de Strasbourg, entreprises, associations...)

Publics visés par l'opération : Il s'agit de chômeurs ou inactifs, inscrits à Pôle Emploi, ou à la Mission locale, ou détectés comme tels par des référents socio-professionnels.

Aire(s) géographique(s) concernée(s)

Le cas échéant, précisez le ou les territoires concernés par le dispositif (canton, département, région, bassin d'emploi, etc.), et si certains types de zones sont plus particulièrement visés (zones rurales isolées, zones urbaines sensibles, zones en reconversion, etc.).

Eurométropole de Strasbourg

Pour vos opérations internes, si vous avez recours à des prestations externes, précisez les modalités de mise en concurrence

Respect de la réglementation européenne et française des marchés publics

Numéro dossier	201600013		
Objectif spécifique	3.9.1.2	**Dispositif**	670 - Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise.

Informations générales

Objectif spécifique	3.9.1.2 - Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion
S'agit il d'un dispositif déjà conventionné au titre d'une subvention globale dans cette programmation ?	Non
Numéro du dispositif	10
Intitulé du dispositif	Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise.
Période de programmation	du 01/01/2017 au 31/12/2020 inclus
Période de réalisation	du 01/01/2017 au 31/12/2021 inclus

Contexte, diagnostic de la situation

En Alsace, 23 grandes entreprises s'inscrivent dans « Le réseau des entreprises engagées dans la société ». Cela démontre une volonté toujours plus forte d'obtenir une entreprise pérenne dans le temps à travers une bonne gestion économique tout en garantissant la protection de l'environnement et le progrès social. Si l'on place la responsabilité sociétale autour de diverses questions comme le lien entre l'entreprise et l'environnement, la loyauté des pratiques, les questions relatives aux consommateurs, les droits de l'homme, le développement local et les relations de travail, à l'échelle du bassin de l'emploi de Strasbourg, il s'agit plutôt d'agir sur la responsabilité sociale des entreprises dans son volet insertion professionnelle, du recrutement à l'emploi effectif. Couvrir la chaîne de l'emploi en agissant à travers la fibre sociale de l'entreprise correspond à un besoin local et ciblé afin de continuer à encourager les entreprises déjà intégrées dans ce volet RSE et de déclencher de nouvelles intentions et actions dans ce domaine.

Objectifs stratégiques et moyens mobilisés

- Favoriser le soutien des employeurs à l'intégration des publics très éloignés de l'emploi
- Augmenter et renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement
- Développer une démarche de développement durable à travers des actions d'insertion professionnelle ou toute autre action se rattachant à une volonté de RSE

Types d'opérations prévues, critères de sélection

Décrivez vos opérations internes, appels à projets et prestations de service et précisez quelles sont les critères de sélection.

Opérations prévues :

- **TYPE D' OPERATIONS 1 : Mobilisation des entreprises sur des enjeux RSE dans le volet insertion professionnelle**

Sont visés : l'accompagnement des chefs d'entreprise dans leur procédure de recrutement pour intégrer des publics éloignés de l'emploi ou issus des QPV..., l'accompagnement des entreprises non-familières de la RSE, l'accompagnement des employeurs à développer des nouvelles formes d'organisation de travail qui facilite l'accès à l'emploi des publics éloignés de l'emploi ou issus des QPV..., l'ingénierie de formation ou toute autre démarche comprenant des actions de type « Charte de la diversité », etc.

- **TYPE D' OPERATIONS 2 : Sensibilisation aux outils d'insertion**

Sont visés : l' accompagnement à l'insertion de clauses sociales dans les marchés publics et dans les achats privés, la promotion et l'évaluation des clauses d'insertion, etc.

- **TYPE D' OPERATIONS 3 : Actions d'insertion en cohérence avec l'économie circulaire, le développement durable...**

Critères de sélection :

Contribution aux objectifs du PON : Inscription du projet dans les objectifs spécifiques et Prise en compte des principes horizontaux assignés au FSE

Faisabilité de l'opération : Cohérence du calendrier et Adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus

Capacité de l'opérateur : Capacité financière et Capacité de mise en oeuvre des moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE, y compris celle de la publicité

Types de bénéficiaires visés

Bénéficiaires : collectivités locales, acteurs ou structures liées à l'emploi, la formation, l'insertion et au développement économique local (Eurométropole, Ville de Strasbourg, entreprises, associations, etc.)

Publics visés par les opérations : employeurs, les personnes en situation ou menacées de pauvreté et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un accès ou d'un retour à l'emploi durable,...

Aire(s) géographique(s) concernée(s)

Le cas échéant, précisez le ou les territoires concernés par le dispositif (canton, département, région, bassin d'emploi, etc.), et si certains types de zones sont plus particulièrement visés (zones rurales isolées, zones urbaines sensibles, zones en reconversion, etc.).

Bassin d'emploi de Strasbourg et Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Pour vos opérations internes, si vous avez recours à des prestations externes, précisez les modalités de mise en concurrence

Respect de la réglementation européenne et française des marchés publics

Numéro dossier	201600013		
Objectif spécifique	3.9.1.3	**Dispositif**	669 - Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi.

Informations générales

Objectif spécifique	3.9.1.3 - Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire (ESS)
S'agit il d'un dispositif déjà conventionné au titre d'une subvention globale dans cette programmation ?	Non
Numéro du dispositif	11
Intitulé du dispositif	Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi.
Période de programmation	du 01/01/2017 au 31/12/2020 inclus
Période de réalisation	du 01/01/2017 au 31/12/2021 inclus

Contexte, diagnostic de la situation

Le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg fait l'objet d'un partenariat important en matière d'emploi à travers le SPE-P et les groupes de travail qui en découlent. La participation et la mobilisation des acteurs de l'emploi est essentielle pour déclencher une dynamique territoriale et des plans d'actions concrets. Pour cela, une coordination et des diagnostics communs sont nécessaires.

D'une manière générale, l'animation territoriale en matière d'emploi permet d'améliorer l'efficacité et la lisibilité des programmes territoriaux. Par leur rencontre et leur mise en commun, les acteurs de l'emploi rationalisent le temps de travail, évitent les doublons et surfinancements et améliorent l'évaluation des politiques publiques. Mise en place et partage des critères de financement, répartition des actions, évaluation menée en commun, etc, sont autant de méthodes pour se coordonner.

Leur implication permet le développement de réponses innovantes pour renforcer l'insertion professionnelle des personnes en difficulté d'accès à l'emploi.

Objectifs stratégiques et moyens mobilisés

- Créer les conditions d'une animation renouvelée de l'offre d'insertion et de l'économie sociale et solidaire
- Augmenter le nombre d'accords territoriaux de coordination de l'offre d'insertion et l'évaluation de la politique menée
- Améliorer la lisibilité de l'offre d'insertion

Types d'opérations prévues, critères de sélection

Décrivez vos opérations internes, appels à projets et prestations de service et précisez quelles sont les critères de sélection.

Opérations prévues :

- **TYPE D' OPERATIONS 1 : Projet de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire**

Sont visés : les Pôles territoriaux de coopération économique apportant des solutions en matière d'insertion et tenant compte des besoins sociaux, les projets porteurs de réponses nouvelles à des besoins émergents, les projets innovants eu égard aux défis environnementaux et aux besoins sociaux, les projets de modélisation, de capitalisation et d'évaluation des expériences en matière d'innovation sociale et l'ingénierie de projet en faveur du développement de l'innovation sociale...

- **TYPE D 'OPERATIONS 2 : Animation de l'offre territoriale liée à l'emploi**

Sont visés : la préparation de l'animation territoriale (étude, élaboration de diagnostics socio-professionnels du territoire, évaluation de la stratégie liée à l'insertion et l'emploi...), l'animation et la coordination des différents comités liés à l'emploi...

Critères de sélection pour tous les types d'opérations :

Contribution aux objectifs du PON : Inscription du projet dans les objectifs spécifiques et Prise en compte des principes horizontaux assignés au FSE

Faisabilité de l'opération : Cohérence du calendrier et Adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus

Capacité de l'opérateur : Capacité financière et Capacité de mise en oeuvre des

Types de bénéficiaires visés

Bénéficiaires : tout acteur de l'offre territoriale d'insertion, toute structure organisant et/ou participant à un comité en relation avec l'emploi et l'insertion

Publics visés par l'opération : Sans objet

Aire(s) géographique(s) concernée(s)

Le cas échéant, précisez le ou les territoires concernés par le dispositif (canton, département, région, bassin d'emploi, etc.), et si certains types de zones sont plus particulièrement visés (zones rurales isolées, zones urbaines sensibles, zones en reconversion, etc.).

Bassin d'emploi de Strasbourg et Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Pour vos opérations internes, si vous avez recours à des prestations externes, précisez les modalités de mise en concurrence

Respect de la réglementation européenne et française des marchés publics

Numéro dossier	201600013		
Objectif spécifique	4.0.0.1	**Dispositif**	490 - Assistance technique.

Informations générales

Objectif spécifique	4.0.0.1 - Piloter, coordonner, animer, évaluer le programme opérationnel national et appuyer sa mise en oeuvre
S'agit il d'un dispositif déjà conventionné au titre d'une subvention globale dans cette programmation ?	Non
Numéro du dispositif	12
Intitulé du dispositif	Assistance technique.
Période de programmation	du 01/01/2017 au 31/12/2020 inclus
Période de réalisation	du 01/01/2017 au 31/12/2022 inclus

Contexte, diagnostic de la situation

Sans objet

Objectifs stratégiques et moyens mobilisés

Piloter, coordonner, animer, évaluer le programme opérationnel national et appuyer sa mise en œoeuvre **dans sa partie gérée par l'Organisme intermédiaire**

Types d'opérations prévues, critères de sélection

Décrivez vos opérations internes, appels à projets et prestations de service et précisez quelles sont les critères de sélection.

Le soutien des personnels affectés à la cellule FSE de l'organisme intermédiaire ou de toute externalisation de la mission, avec notamment:

-L'animation, le suivi, la gestion du programme et tout appui dans ce domaine ;

-L'instruction, la gestion et le suivi général de dossiers de financement ;

-La préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des travaux des comités de suivi, de pilotage et de groupes de travail techniques ou transversaux nécessaires ;

-La préparation et l'élaboration des différents rapports sur la mise en œuvre du programme opérationnel dans sa partie gérée par l'OI;

-L'appui méthodologique, les réalisations d'études, la mise en œoeuvre du plan d'évaluation et la diffusion des résultats, les actions de formation.

Types de bénéficiaires visés

Eurométropole de Strasbourg

Aire(s) géographique(s) concernée(s)

Le cas échéant, précisez le ou les territoires concernés par le dispositif (canton, département, région, bassin d'emploi, etc.), et si certains types de zones sont plus particulièrement visés (zones rurales isolées, zones urbaines sensibles, zones en reconversion, etc.).

Sans objet

Pour vos opérations internes, si vous avez recours à des prestations externes, précisez les modalités de mise en concurrence

Respect de la réglementation européenne et française des marchés publics

Annexe 4

l'Europe s'engage en France – Fonds Social Européen	**Dialogue de gestion annuel subvention globale** **Date :** date de la fiche	**Nom de l'OI**

Mise en œuvre stratégique et financière	Avis Autorité de gestion déléguée
I - Stratégie • **Appels à projets publiés dans l'année :** • **Principaux résultats et enseignements:** en quelques lignes, décrire les principaux résultats et enseignements tirés de cette année d'exécution • **Illustration de la stratégie :** en quelques lignes, décrire deux projets réalisés dans l'année écoulée qui vous paraissent particulièrement éclairer la stratégie. Projet 1 : Projet 2 :	
II - Pilotage des cibles de performance **Analyse des résultats au 31/12/20XX (à partir des données restituées dans Ma démarche FSE)** - Indicateur 1 de l'axe X : Résultat au 31/12 : Cible de la subvention globale : - Indicateur 2 de l'axe X : Résultat au 31/12 : Cible de la subvention globale : **Appréciation de la qualité des données saisies par la bénéficiaire**: Commentez	
III : Performance de la gestion	
A – Dynamisme de la programmation : • **Taux de programmation de la subvention globale :** • **Le cas échéant, justification de la demande de report de crédits non programmés (cf. article 4.2 de la convention de subvention globale):**	

B– Dynamisme des réalisations et des déclarations de dépenses : • **Montant de dépenses envoyées à l'autorité de certification dans l'année :** • **Atteinte de l'objectif notifié : oui /non** • Si non écart à l'objectif: • Justification de la non atteinte de l'objectif :	
C- Délais • Délai moyen observé entre le dépôt de la demande de financement par le bénéficiaire et le passage du dossier en comité de programmation : • Délai moyen entre l'avis favorable du comité de programmation et la signature de la convention : • Délai moyen de paiement du bénéficiaire après réception d'un bilan recevable :	
D- Actions mises en œuvre pour accompagner les porteurs de projets Décrire les actions mises en œuvre dans l'année	
E - Contrôles • Pratiques en matière de visites sur place chez le bénéficiaire en cours de réalisation de l'action : • Taux de visites sur place réalisées : (=nombre de visités sur place / nombre d'opérations en cours de réalisation pour l'année de référence) **Le cas échéant :** • Résultats des contrôles de supervision (par l'autorité de gestion) : • Résultats des contrôles certification : • Résultats des contrôles d'opérations et des audits nationaux et européens :	

IV: organisation • Effectifs affectés à la gestion de la subvention globale (en ETP) : **Le cas échéant :** • Changements organisationnels par rapport au descriptif de système de gestion et de contrôle annexé à la convention de subvention globale : • Contrôle Interne / Cartographie des risques … :	

Contribution au rapport annuel de mise en œuvre

Axe prioritaire :

Vue d'ensemble de la réalisation de la convention de subvention globale

Informations clés sur la réalisation de la subvention globale dans l'année écoulée en relation avec les données financières et les donnés indicateurs sur le périmètre de la subvention globale (2000 caractères max) :

Performance du programme

Informations clés sur la réalisation du cadre de performance dans l'année écoulée en relation avec les données financières et les donnés indicateurs sur le périmètre de la subvention globale (2000 caractères max) :

Problèmes entravant la réalisation et les résultats du programme

Difficultés rencontrées et mesures prises pour y remédier dont celles relatives à la qualité des données et à la fiabilité des indicateurs (1500 caractères max) :

Convention de subvention globale
Annexe 5
Définition des cibles et des indicateurs de réalisation du cadre de performance

A/ Cibles à atteindre au terme de la subvention globale (article 7.3.2. de la convention)

Les cibles nationales des indicateurs de réalisation du cadre de performance fixées dans le programme opérationnel national FSE sont les suivantes (par axe prioritaire, hors AT) :

Indicateurs de réalisation	Cible à fin 2018	Cible à fin 2023
Axe 1		
- Nombre de participants chômeurs	**342 857**	**600 000**
. Régions en transition	117 394	205 440
. Régions les plus développées	225 463	394 560
- Nombre de jeunes de moins de 25 ans	**428 572**	**750 000**
. Régions en transition	146 743	256 800
. Régions les plus développées	281 829	493 200
Axe 2		
- Nombre de salariés licenciés, en vue de leur reclassement	**100 000**	**175 000**
. Régions en transition	34 240	59 920
. Régions les plus développées	65 760	115 080
- Nombre de salariés	**102 857**	**180 000**
. Régions en transition	35 218	61 632
. Régions les plus développées	67 639	118 368
Axe 3		
- Nombre de participants chômeurs	**800 000**	**1 400 000**
. Régions en transition	273 920	479 360
. Régions les plus développées	526 080	920 640
- Nombre de participants inactifs	**385 714**	**675 000**
. Régions en transition	132 069	231 120
. Régions les plus développées	253 646	443 880

- Dans le cadre de ces valeurs cibles, les objectifs fixés à l'organisme intermédiaire dans le cadre de la présente subvention globale pour le deux indicateurs de réalisation de l'axe prioritaire n°1 – « Accompagner vers l'emploi les D.E et les inactifs et soutenir les mobilités professionnelles » sont :

    - Nombre de participants chômeurs : 0
    - Nombre de jeunes de moins de 25 ans : 0

- Dans le cadre de ces valeurs cibles, les objectifs fixés à l'organisme intermédiaire dans le cadre de la présente subvention globale pour le deux indicateurs de réalisation de l'axe prioritaire n°2 – « Anticiper les mutations et sécuriser les parcours et les transitions professionnels » sont :

    - Nombre de salariés (nombre) : 0

- Dans le cadre de ces valeurs cibles, les objectifs fixés à l'organisme intermédiaire dans le cadre de la présente subvention globale pour le deux indicateurs de réalisation de l'axe prioritaire n°3 – « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » sont :

2018 :

- Nombre de participants chômeurs (nombre) : **1 046**
- Nombre de participants inactifs (nombre) : **955**

2023 :

- Nombre de participants chômeurs (nombre) : **2 002**
- Nombre de participants inactifs (nombre) : **1 671**

B/ Définition et critères pour le renseignement des indicateurs de réalisation, notamment les indicateurs de réalisation du cadre de performance (article 7.3.2. de la convention)

- La Commission Européenne a donné les précisions méthodologiques suivantes (DG EMP, *Guidance document. Monitoring and Evaluation of European Cohesion Policy – ESF*) :
  - Sont participants « **chômeurs** », les participants sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au 1er jour de l'opération (convention) FSE, qu'ils soient ou non inscrits auprès du service public de l'emploi. Doivent être ainsi comptabilisés les participants en activité réduite, en temps partiel de quelques heures par semaine, c'est-à-dire inscrits à Pôle emploi en catégorie B (« *demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte, i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois* ») ou catégorie C (*« une activité réduite longue, i.e. plus de 78 heures au cours du mois »*).
  - Sont participants « **inactifs** », les participants sans emploi, n'étant pas en recherche active d'emploi ou indisponible pour travailler immédiatement au 1er jour de l'opération (convention) FSE. Il s'agit par exemple des jeunes n'ayant jamais travaillé, étudiants, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant, de logement, de transport…), hommes et femmes au foyer, congé parental, CLCA (complément de libre choix d'activité)). Sont ainsi concernés les participants confrontés à au moins un frein à l'emploi à l'entrée de l'opération.
  - Sont « **salariés** », les participants en emploi salarié (CDI, CDD, contrat d'intérim, contrat aidé…), y compris en congés maternité, paternité ou maladie.
  - Sont « **jeunes de moins de 25 ans** », les participants âgés de moins de 25 ans au premier jour de l'opération à partir la date de naissance saisie dans Ma démarche FSE.
- Le bénéficiaire a la responsabilité de la saisie des données dans Ma démarche FSE (saisie directe ou importation de fichiers .csv) pour toutes les informations relatives aux indicateurs participants et entités communs et spécifiques, y compris les indicateurs du cadre de performance calculés à partir des mêmes données.
- Il est possible de caractériser les participants comme « inactifs », « chômeurs », « travailleurs indépendants » ou « salariés» conformément à la définition de la Commission Européenne, à partir des données disponibles dans le système d'information des bénéficiaires, le cas échéant. Dans ce cas, le bénéficiaire doit retenir un critère, non cumulatif, pour chaque opération pour le flux et pour le stock (cf. infra).
- Les participants doivent être comptabilisés à chaque fois qu'ils entrent dans une nouvelle opération (convention), mais ils ne doivent être comptabilisés qu'une seule fois pour une même opération (convention), quand bien même ils en seraient entrés et sortis plusieurs fois quelle qu'en soit la raison.

1. Critères pour le "flux"

Le flux correspond à tout nouveau participant entrant dans une action conventionnée (accompagnement, formation…)au titre de la présente subvention globale.

Critères, non cumulatifs :

- un participant entre comme « **inactif** » dans un PLIE ;
- si la durée d'éloignement à l'emploi à l'entrée dans l'opération est supérieure à 12-16 mois, alors le participant est « **inactif** », il est « **chômeur** » sinon ;
- le participant est « **inactif** » ou « **chômeur** » à l'entrée dans l'opération, en fonction du contrat d'insertion
- un participant entre comme « chômeur » dans les opérations de Pôle emploi.

Ces critères valent à l'entrée d'une opération en structure d'insertion par l'activité économique (SIAE), le participant est ainsi comptabilisé selon les mêmes règles qu'indiquées ci-dessus.

2. Critères pour le "stock"

Le bénéficiaire renseigne la situation du participant au 1er jour de l'entrée dans l'opération, indépendamment de la situation à la date d'entrée dans l'intervention financée.

Dans le cas spécifique des opérations conventionnées par les PLIE et les Conseils départementaux le stock correspond à un participant entré dans une action ou un parcours initialement non cofinancée par le FSE au titre de la présente subvention globale. Il convient d'examiner la situation du participant non pas à son entrée dans l'action précitée mais à la date de début de réalisation de l'opération conventionnée au titre de la subvention globale en tenant compte de leur ancienneté dans le parcours. Ainsi, les participants déjà en SIAE, c'est-à-dire en contrat aidé, doivent être comptabilisés en « **Emploi aidé** » à l'entrée dans l'opération.

Ex : Pour les opérations des Conseils départementaux et des PLIE, le statut du participant à l'entrée de l'opération (« inactif » ou « chômeur ») sera attribué selon les règles suivantes :

- Un participant depuis moins de 12 mois dans le parcours ou l'action à la date de début de réalisation de la convention FSE doit être considéré comme « inactif » ;
- Un participant depuis 12 mois ou plus dans le parcours ou l'action à la date de début de réalisation de la convention FSE doit être considéré comme « chômeur ».

ANNEXE 6

BAREMES POUR L'APPLICATION DE CORRECTIONS FORFAITAIRES

Une correction forfaitaire peut être envisagée lorsque les informations résultant d'un audit ou d'un contrôle mentionné à l'article 10 de la convention de subvention globale ne permettent pas d'évaluer de façon précise les conséquences financières d'une irrégularité, ni par des moyens statistiques, ni par référence à d'autres données vérifiables :

- en raison de la nature de l'irrégularité ou de l'insuffisance du système (par exemple, règles relatives aux marchés publics ou à la publicité non respectées). Dans de tels cas, il convient d'appliquer une correction forfaitaire à l'opération individuelle, sur la base de la gravité de l'irrégularité.

- dans le cas d'une insuffisance grave dans le système de gestion et de contrôle (par exemple, vérifications ou audits de la gestion inefficaces), pour laquelle il est impossible de quantifier précisément la correction financière.

Dans ces conditions, il convient d'appliquer une correction forfaitaire à la dépense déclarée pour la partie du système concernée conformément aux critères et barèmes indicatifs définis ci-après.

Correction à hauteur de 25%

Lorsque le système de gestion et de contrôle présente des insuffisances graves et qu'il y a des indications d'irrégularités répandues et de négligence dans la lutte contre les pratiques irrégulières ou frauduleuses, une correction de 25% est justifiée puisque l'on peut raisonnablement supposer que la liberté de présenter impunément des demandes irrégulières entraînera des pertes exceptionnellement élevées pour le budget de l'Union européenne. Une correction à ce taux est également appropriée pour les irrégularités individuelles de cet ordre de gravité mais qui n'invalident pas l'ensemble de l'opération.

Correction à hauteur de 10%

Lorsque le système de gestion et de contrôle ne fonctionne pas ou fonctionne si inefficacement ou si rarement qu'il ne permet absolument pas de constater l'éligibilité des demandes de paiement ou de prévenir les irrégularités, une correction de 10 % est justifiée, puisque l'on peut raisonnablement conclure à l'existence d'un risque élevé de pertes étendues pour le budget de l'Union européenne. Une correction à ce taux est également appropriée dans le cas d'irrégularités individuelles ou systémiques de gravité moyenne.

Correction à hauteur de 5%

Si le système de gestion et de contrôle fonctionne, mais que sa cohérence, sa fréquence ou son intensité n'est pas conforme à la réglementation de l'Union européenne, une correction de 5 % est justifiée, puisque l'on peut raisonnablement conclure que le degré de garantie de la régularité des demandes n'est pas suffisant et que les risques pour le budget de l'Union européenne sont significatifs. Une correction à ce taux peut également être appropriée pour des irrégularités individuelles ou systémiques moins graves.

Conformément au principe de proportionnalité, le taux de correction peut être ramené à une fourchette comprise entre 2 % et 5 % lorsque la nature et la gravité de l'insuffisance, de caractère individuel ou systémique, mais toujours grave, ne sont pas réputées justifier un taux de correction de 5 %.

Ces taux sont appliqués à la dépense restant après déduction des montants corrigés pour chaque cas.

33

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Protocoles Transactionnels - Restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg.

La présente délibération vise à autoriser la signature de sept conventions transactionnelles dans le cadre de l'opération de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg.

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Bouygues Bâtiment Nord Est

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société Bouygues Bâtiment Nord Est un marché référencé n°2013/0976, notifié le 23/07/2013, ayant pour objet les «Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 03 : Structures / Couverture-Etanchéité / Cloisons-Doublages / Faux-plafond / Menuiserie intérieure bois / Peinture ».

La société Bouygues Bâtiment Nord Est a réalisé des travaux dont le montant fait l'objet d'un désaccord entre la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise ; sur la forme, la société réclame le règlement des sommes qu'elle fait valoir.

L'entreprise Bouygues Bâtiment Nord Est a déposé en date du 01/07/2016 un mémoire en réclamation afin d'obtenir réparation d'un préjudice qu'elle aurait subi lors de l'exécution de son marché de travaux.

La demande de l'entreprise s'appuie sur des aléas de chantier non prévisibles au moment de la remise de l'offre, ayant nécessité la mise en œuvre de moyen exceptionnels pour respecter les objectifs d'exploitation du maître de l'ouvrage.

En fin de phase 1, un protocole transactionnel a permis de régler les litiges apparus et de rémunérer l'entreprise pour ses demandes complémentaires.
Ce protocole est remis en cause dans le mémoire de réclamation.

Pour la phase 2 (regroupant les travaux contractuels dits « de la phase 2 et de la phase 3 »), l'Entreprise rappelle avoir informé le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre des difficultés rencontrées et de ses inquiétudes quant au respect des délais.

Elle attribue ces difficultés à :

- l'insuffisance de diagnostic de l'existant (principalement en termes de réseaux et en matière de plomb) ;
- l'impossibilité de prise en compte des optimisations vues en phase négociation, du fait notamment des contraintes d'exploitation ;
- des décisions tardives du maître de l'ouvrage d'intégrer certains travaux à l'opération ;
- des travaux supplémentaires nécessaires au bon déroulement des travaux mais n'ayant pas fait l'objet d'ordres de service ;
- un renforcement important des moyens entre les phases 1 et 2 ; ces deux phases étant initialement prévues juxtaposées mais s'étant partiellement superposées du fait du retard de la phase 1 (cf protocole transactionnel n°1 entre le maître d'ouvrage et l'entreprise Bouygues Bâtiment Nord Est).

Bouygues Bâtiment Nord Est valorise la réparation du préjudice de la manière suivante :

a. Environ 85% de la réclamation s'appuie sur un prolongement contractuel de planning nécessitant la mise en place de main d'œuvre / logistique complémentaires pour tenir les objectifs initiaux du contrat. Les durées prises en compte par Bouygues Bâtiment Nord Est sont la différence entre le planning marché et le planning définitif de réalisation ;
b. Environ 15% de la réclamation s'appuie sur des travaux supplémentaires que Bouygues Bâtiment Nord Est estime non rémunérés ;

Les services et la maitrise d'œuvre reconnaissent que Bouygues Bâtiment Nord Est a mis en place les moyens nécessaires au respect des échéances, et cela malgré les différents aléas ou difficultés présentées ci-dessus.

L'analyse conjointe des services et de la maîtrise d'œuvre conteste toutefois un certain nombre de ces demandes ainsi que leur valorisation:

Les demandes non recevables sont les suivantes:

- rémunérations complémentaires phase 1 : Concernant la phase 1, le protocole clôture toute réclamation sur cette phase et ne peut être remis en cause,
- quote part BOUYGUES BATIMENT NORD EST des frais complémentaires de compte prorata : la collectivité n'intervient pas dans la gestion du compte prorata,
- sous amortissement des frais généraux,
- intérêts moratoires : ceux-ci sont rémunérés, le cas échéant, par la recette des finances et n'ont pas à figurer dans un protocole,
- préjudice lié aux travaux de démolition de la phase 2 : les services considèrent que ces démolitions sont liées aux méthodologies de l'entreprise,
- variantes du Marché négocié non concrétisées : ces variantes non concrétisées ont déjà fait l'objet de régularisations par avenants,
- frais d'établissement des devis et du mémoire,
- factures inter-entreprises non réglées : non acceptable à l'exception de celle d'Eurométal qui a fait l'objet d'une liquidation judiciaire.

Les services ont rencontré l'entreprise BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST le 9 juin , le 2 septembre , le 21 septembre et le 9 novembre 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Les échanges ont porté sur les éléments suivants :

- demandes non recevables listées ci-dessus
- valorisation des demandes recevables
- non application des pénalités de retard

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST ont convenu d'un solde du litige de 1 900 000 € HT.

Cela porte à 28 026 270,99 €HT le montant final du marché.

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est proposé d'acter par une convention transactionnelle le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de1 900 000 € HT, soit 2 280 000€ TTC en solde de litige à la société Bouygues Bâtiment Nord Est.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

***

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société INEO Industrie & Tertiaire

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société INEO un marché référencé n°2013/915, notifié le 01/07/2013, ayant pour objet les travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 07 : Electricité.

La société INEO a réalisé des travaux dont le montant fait l'objet d'un désaccord entre la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise ; sur la forme, la société réclame le règlement des sommes qu'elle fait valoir.

1) Ineo a remis une liste de prestations qu'elle a réalisées pendant le chantier pour lesquelles elle estime ne pas avoir été rémunérée.

Le montant global présenté de ces travaux s'élève à 355 397,19 € HT.

2) L'entreprise INEO a engagé à deux reprises des travaux de réparations de réseaux suite à des sinistres sur les réseaux de fibres dont l'implantation précise ne figurait pas sur les différents plans de recollement pour un montant de 45 990,38 € HT .

3) L'articulation de la livraison des travaux de la phase 2, en lien avec le maintien de l'exploitation demandé par le maître d'ouvrage a nécessité un phasage des travaux de l'entreprise INEO imprévisible au moment de la remise de l'offre. L'entreprise INEO demande à ce titre une compensation de 38 675,00 €HT basée sur la comptabilité analytique de l'entreprise.

Ces demandes ont fait l'objet d'une analyse conjointe des services de l'Eurométropole de Strasbourg et de la maîtrise d'œuvre.

Les services de l'Eurométropole de Strasbourg et la maitrise d'œuvre ont rencontré l'entreprise INEO les 15 septembre, le 16 décembre 2015, le 9 février 2016, le 20 avril 2016 et le 21 septembre 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Les échanges ont porté sur les éléments suivants :

- la maitrise d'ouvrage a rappelé que tout travail supplémentaire doit faire l'objet au préalable d'un ordre de service et qu'il n'est pas acceptable de présenter une liste de devis après que les travaux aient été réalisés,
- il est incontestable qu'Ineo a réalisé des travaux supplémentaires nécessaires au parachèvement de l'ouvrage,
- les devis présentés ont été passés en revue un à un et classés en plusieurs rubriques puis ont été négociés.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise INEO ont convenu :

- pour le marché, d'un montant de travaux modificatifs et de réparation de réseaux, eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,
- d'une retenue pour manque d'encadrement de l'entreprise allégué par la maîtrise d'œuvre, réduite du fait du renfort d'encadrement mis en place en fin de chantier,
- d'une absence d'application de pénalités sur les périmètres déjà réceptionnés : (Phases 1a, 1b (PMC3), phase 2 (OPS), phase 3 (PMC2), phase 4 (PMC1)).

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est proposé d'acter par une convention transactionnelle le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 189 482,32 € HT, soit 227 378,78 € TTC en solde de litige à la société INEO.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La transaction porte sur l'ensemble des missions réalisées jusqu'à ce jour.

***

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société KRESS

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société KRESS co-traitant de l'équipe GENIE CLIMATIQUE DE L EST / BEYER S.A.S. / KRESS TFE un marché référencé n°2013/921, notifié le 01/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 08 : Fluides »***

L'entreprise KRESS, dans le cadre de ses travaux a réalisé des prestations dont le montant fait l'objet d'un désaccord entre la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise ; sur la forme, la société réclame le règlement des sommes qu'elle fait valoir par voie de réclamation.

1) Kress a mis en œuvre des quantités de matériaux très supérieures à celles prévues au marché du fait des études d'exécution réalisées postérieurement à la passation des marchés. En effet, la maîtrise d'œuvre a dû intégrer les variantes résultant des négociations des marchés de travaux et concomitamment réaliser les études d'EXE post attribution en lien avec les entreprises retenues. Cette concomitance a été rendue nécessaire pour respecter le planning du maître d'ouvrage ;

Le montant global présenté de ces travaux s'élève à 55 686,13 €HT.

2) L'entreprise KRESS a réalisé les travaux de la phase 1 dans des conditions s'éloignant significativement de celles du marché du fait des différentes modifications de planning, pour un montant estimé par l'entreprise à 26 200 €HT. Ces évolutions du planning, liées en particuliers aux variantes nécessaires à l'attribution des marchés ne pouvaient être envisagées au moment de la remise des offres.

Ces demandes ont fait l'objet d'une analyse conjointe des services de l'EMS et de la maîtrise d'œuvre.

Il en résulte que :

- les plans d'exécution de la maitrise d'œuvre ont intégré des modifications par rapport au marché de l'entreprise. Kress a réalisé l'ensemble de ces travaux sans vérifier que les postes correspondaient à son marché et n'a pas envoyé de devis à la MOE préalablement à la réalisation de ces travaux supplémentaires,

- des sous-phasages non initialement prévus ont dû être réalisés pour permettre de respecter de manière globale le planning : ils ont nécessité des interventions sur terre plain dans le PMC 3 en cours de travaux, en lieu et place de la dalle béton, non réalisée conformément au planning initial.

Les services de l'EMS et la maitrise d'œuvre ont échangé avec l'entreprise en février 2016, avril 2016 concernant les différentes réclamations et ont rencontré l'entreprise KRESS le 9 mai 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Les échanges ont porté sur les éléments suivants :

- la maitrise d'ouvrage a rappelé que tout travail supplémentaire doit faire l'objet au préalable d'un ordre de service et qu'il n'est pas acceptable de présenter une liste de devis après que les travaux aient été réalisés,
- il est incontestable que Kress a réalisé des travaux supplémentaires mais nécessaires au parachèvement de l'ouvrage,
- les modifications des plans EXE relèvent d'une mise au point partagée de l'entreprise et de la maîtrise d'œuvre,
- les modifications de planning ont une incidence sur les conditions de réalisation des travaux, même si celle-ci n'est pas aussi importante que celle décrit par l'entreprise.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise KRESS ont convenu :

- la prise en compte partielle des quantités supplémentaires mises en place par l'entreprise,
- la prise en compte partielle des incidences calendaires sur les conditions de réalisation des travaux.

Il est proposé d'acter par une convention transactionnelle le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 42 000 € HT soit 50 400 €TTC à la société KRESS.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La transaction porte sur l'ensemble des missions réalisées jusqu'à ce jour.

***

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société ISOLA

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupement GREMMEL / ISOLA / EUROMETAL / OFB un marché référencé n°2013/1058, notifié le 25/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et***

des Congrès à Strasbourg – 5C - Menuiseries extérieures / Occultations / Parements de façades / Serrurerie»

L'entreprise ISOLA, dans le cadre de la première phase de l'opération a réalisé des travaux pour lesquels elle n'a pas été rémunérée.

Les travaux consistent en la réalisation de portillons en façade pour permettre d'accéder aux pieds de chutes d'eau pluviale ainsi qu'aux colonnes sèches.
Ces travaux n'étaient clairement pas prévus au marché et ont été demandés par la maitrise d'œuvre sans réalisation d'ordre de service.
ISOLA n'a fait parvenir un devis (montant 20 400 00 €HT,) qu'après la réception de la partie d'ouvrage.
D'autre part, le traitement d'un acrotère a été oublié lors de la passation d'un avenant pour un montant de 1 249,50 € HT. (avenant 23 d'un montant global 45 535,19 €)

L'analyse conjointe des services et de la maîtrise d'œuvre est la suivante :

- les travaux étaient bien nécessaires, ont bien été réalisés à la demande de la maitrise d'œuvre,
- ISOLA n'a pas respecté les procédures des marchés en réalisant les travaux sans Ordre de service et en fournissant un devis que très tardivement,
- l'avenant 23 aurait dû intégrer le traitement de cet acrotère.

Les services ont rencontré l'entreprise ISOLA les 4 et 26 avril 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise ISOLA ont convenu d'un solde du litige de 20 629 50 € HT.

Il est proposé d'acter par une convention transactionnelle le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 20 629 50 € hors taxes soit 24 755 40€TTC à la société ISOLA.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La transaction porte sur l'ensemble des missions réalisées jusqu'à ce jour.

***

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société REY-LUCQUET

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la société REY-LUCQUET un marché référencé marché CUS n° 2012/459, notifié le 08/08/2011, ayant pour objet les missions de maîtrise d'œuvre pour la restructuration et extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg.

La société REY-LUCQUET, fait valoir un écart significatif entre le temps prévu dans son offre et le temps effectivement passé sur le dossier et réclame une rémunération supplémentaire qu'elle justifie par les éléments suivants :

1. Reprise d'études et décalage planning suite à l'articulation avec le projet de PEX.
2. Le maître d'œuvre fait valoir les mobilisations urgentes et importantes rendues nécessaire lors de la négociation des marchés de travaux puis lors de la phase 1 de l'opération afin de respecter les objectifs du maître d'ouvrage, à savoir :

a. 11 semaines de décalage de planning ;
b. Temps passés dans la gestion des précontentieux du chantier ;
c. Réunions et études rendues nécessaires par les optimisations des entreprises permettant de respecter le coût prévisionnel du maître d'ouvrage ;
d. Augmentation des moyens liés au caractère exceptionnel de la complexité du chantier (superposition des phases pour respecter le planning global et fonctionnement du Palais de la Musique et des Congrès pendant les travaux)
e. Une coactivité plus importante que prévue avec l'exploitation du Bâtiment ;

3. Modifications de projet liées à des demandes de la maitrise d'ouvrage validées dans le cadre des avenants des entreprises : 510 052 € HT.

4. Manque d'encadrement d'Ineo : La MOE indique avoir dû se substituer à l'entreprise Ineo (réunions, suivi des équipes sur le terrain, courriers..) : 424 150€HT.

5. Gestion du précontentieux avec le lot Electricité en vue de l'établissement de leur convention : 15 725 €.

Au total, le montant de la demande du maître d'œuvre s'élève à de 1 116 880 €HT.

L'analyse des services a porté à la fois sur la justification de la réclamation et sur les montants annoncés par la maîtrise d'œuvre :

1. Reprise d'études et décalage planning suite à l'arrêt de l'extension pour le PEX : ce point a été intégré dans l'ensemble des demandes du maître d'ouvrage valorisées en point 3.
2. Retards en phase 1 liés aux travaux du titulaire du lot 3 et études complémentaires de variantes ou optimisations proposées par Bouygues Bâtiment Nord Est. La MOE indique que cela a généré 166 953 € d'honoraires supplémentaires :

La maîtrise d'ouvrage reconnait les importantes évolutions connues par le chantier en phase EXE chantier. Les services proposent une rémunération complémentaire de 125 000 € liée à ce point répartis en 90 000 € concernant les retards liés à la mise au

point avec l'entreprise et 35 000€ liés aux contraintes de coactivités renforcées avec l'exploitation du bâtiment.

3. Modifications de projet liées à des demandes de la maitrise d'ouvrage et aux aléas : 490 052 € HT : les services ont analysé la liste de travaux supplémentaires du chantier. Ils conviennent que :

a. les travaux issus de demandes supplémentaires de la collectivité constituent une évolution du marché postérieure à l'avenant APD ;
b. les travaux issus d'aléas : les services considèrent qu'au vu de la difficulté et du caractère exceptionnel des aléas du chantier, 20% de ces frais d'études sont acceptables :
c. les travaux issus de variantes entreprise : les honoraires correspondants peuvent acceptés partiellement

Les nombres d'heures passées sont également analysés. Il en résulte un coût négocié de 244 014 € HT.

4. Manque d'encadrement d'Ineo : La MOE indique avoir dû se substituer à l'entreprise Ineo (réunions, suivi des équipes sur le terrain, courriers..) : 424 150 € HT. La maîtrise d'ouvrage considère que la DET / Pilotage de l'entreprise éventuellement nécessaires pour palier une entreprise jugée défaillante par la MOE n'est pas à prendre en charge par la collectivité. Une négociation avec Ineo a été réalisée en leur exposant cette demande de la maitrise d'œuvre. Il en résulte une acceptation de l'entreprise de prendre en charge 50 000 € HT. La collectivité prendra en charge 20 000 € HT au terme des négociations engagées avec les partenaires.

Les 50 000 € valorisés au titre de la présente convention seront retirés à l'entreprise titulaire du lot Electricité dans leur convention transactionnelle.

5. Etablissement du projet de convention pour le lot Electricité : les services considèrent que cette analyse fait partie intégrante de la mission de maitrise d'œuvre initiale

Les services ont rencontré la société REY-LUCQUET à plusieurs reprises (08/10/15, 18/01/16, 12/04/016 et 18/04/16) en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant, de redéfinir ses termes.

Après négociation, eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité, l'Eurométropole de Strasbourg et la société REY-LUCQUET ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 449 014 € hors taxes soit 538 816,80 € TTC.

Il est proposé d'acter par une convention transactionnelle le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 449 014 € hors taxes soit 538 816,80 € TTC à la société REY-LUCQUET.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La transaction porte sur l'ensemble des missions réalisées jusqu'à ce jour.

***

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société INGEROP

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société INGEROP un marché référencé marché CUS n° 2012/416, notifié le 17 janvier 2012, ayant pour objet les missions d'assistance technique à la maitrise d'ouvrage pour les travaux d'extension et de restructuration du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg.

La Société INGEROP a fait valoir en octobre 2014 une demande de rémunération complémentaire à son marché à hauteur de 119 185,00 € HT portant sur :

- une durée de prestation prolongée ;
- des participations aux réunions de chantier et réunions techniques spécifiques, en suivi et pilotage de problématiques techniques spécifiques, ainsi qu'en réception Sécurité Incendie bien au-delà de ce qui était prévu au marché ;
- une complexité des relations avec l'entreprise Bouygues Batiment Nord Est due en particulier aux fortes pénalités de retard applicables à leur marché.

Suite à cette demande, l'Eurométropole a demandé à la Société INGEROP, pour éviter tout dérapage de planning, de recentrer sa mission d'une part sur le suivi des avis du contrôleur technique et d'autre part sur l'avancement des études EXE de la maîtrise d'œuvre.

Les services ont rencontré la société INGEROP les 15/10/2014, 17/06/2015, 03/07/2015 et 04/01/2016 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

A l'analyse, il apparaît que, les points demandés par la Société INGEROP sont justifiés pour les raisons suivantes :

- la demande correspond effectivement à des heures passées sur le projet ;
- suite à des dérapages de planning liés à des aléas de chantier, et pour ne pas retarder la livraison finale du bâtiment, les phases de travaux sont amenées à se superposer et un nouveau phasage plus contraignant a dû être mis en place. Il y a eu un accroissement du nombre de réceptions partielles et donc de présence nécessaire de l'ATMO ;
- les propositions de Bouygues Bâtiment Nord Est acceptées en phase de négociation ont fait apparaitre des problématiques techniques qui ont nécessité l'appui technique de la Société INGEROP, il s'agit de prestations non prévues au marché initial.

Toutefois, les services considèrent que la société INGEROP est allée sur certains sujets au-delà de sa mission sans que cela ne lui soit commandé.

Après négociation, eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité, l'Eurométropole deStrasbourg et la société INGEROP ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 45 000,00 € HT soit 54 000 € TTC.

Il est proposé d'acter par une convention transactionnelle le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 45 000,00 € HT soit 54 000 € TTC à la société INGEROP.

La transaction porte sur l'ensemble des missions réalisées entre l'engagement du marché et le 30 mars 2016. Elle se trouve assortie de la condition d'une continuation de la mission de suivi chantier de manière *allégée,* excepté en phase de « mise en service », en particulier par rapport aux problématiques liées à la commission de sécurité.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

***

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société SOCOTEC

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la société SOCOTEC un marché référencé marché CUS n° 2012/416, notifié le 07/06/2011, ayant pour objet le contrôle technique pour les travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg.

La société SOCOTEC, fait valoir un écart significatif entre le temps passé prévu dans son marché et le temps effectivement passé sur le dossier. Elle réclame une rémunération supplémentaire de 43 165 €HT justifiée par les éléments suivants :

- difficultés rencontrées par la société SOCOTEC pour obtenir les justifications du dossier « Plans d'Atelier et de Chantier » de charpente métallique, la charpente ayant fait l'objet d'un fort débat entre la maitrise d'œuvre et l'entreprise.
- durée de prestation prolongée du fait de la complexité et des aléas de chantier.

Il ressort de l'analyse de la réclamation de la société SOCOTEC que :

- le marché initial est établi sur la base d'un montant de travaux compris entre 32 450 000 € HT et 41 000 000 € HT et d'un calendrier d'exécution de la mission

entre mai 2011 et août 2015 soit 51 mois. Dans les faits, le montant actuel des travaux est de 49 600 000 € HT et la mission qui se prolongera jusqu'à août 2016 aura été de 61 mois,

- l'appel d'offres travaux a dû être prolongé en marché négocié pour pouvoir entrer dans le budget alloué par la collectivité. Cette phase n'était pas envisagée dans le marché initial de contrôle technique et a généré l'étude de nombreuses propositions d'entreprises y compris en phase d'exécution,
- suite à des dérapages de planning liés à des aléas de chantier, et pour ne pas retarder la livraison finale du bâtiment, les phases de travaux ont été amenées à être superposer. Un nouveau phasage plus contraignant a dû être mis en place. Cela a nécessité une masse de travail plus importante sur des reprises de structures et un nouveau découpage.

Les services ont rencontré la société SOCOTEC le 07/10/2014 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes. Les accords trouvés lors de cette réunion ont été formalisés par un courrier de la collectivité à la société SOCOTEC le 21/12/215, accepté par la société SOCOTEC le 20/01/2016.

Après négociation, eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité, l'Eurométropole de Strasbourg et la société SOCOTEC convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 40 000,00 € HT soit 48 000,00 €TTC.

Il est proposé d'acter par une convention transactionnelle le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 40 000,00 € HT soit 48 000,00 € TTC à la société SOCOTEC.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La transaction porte sur l'ensemble des missions réalisées entre l'engagement du marché et le 30 mars 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*
- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à verser une indemnité de 1 900 000€ HT soit 2 280 000 €TTC à la société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST ; la société renonce au surplus de sa réclamation soit 5 709 596,02 €.*

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société INEO INDUSTRIE & TERTIAIRE dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*
- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société INEO INDUSTRIE & TERTIAIRE, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à verser une indemnité de 189 482,32 € HT, soit 227 378,78 € TTC à la société INEO INDUSTRIE & TERTIAIRE ; la société renonce au surplus de sa réclamation soit 69 568 22 € TTC ;*

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société KRESS dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*
- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société KRESS, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à verser une indemnité de 42 000 € HT soit 50 400 € TTC à la société KRESS ; la société renonce au surplus de sa réclamation soit 47 863 36 euros TTC ;*

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société ISOLA dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*
- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société ISOLA, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à verser une indemnité de 20 629 50 € HT soit 24 755,40 € TTC à la société ISOLA ; la société renonce au surplus de sa réclamation soit 1 224 € TTC ;*

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société REY-LUCQUET dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*
- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société REY-LUCQUET, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à verser une indemnité de 449 014 € hors taxes soit 538 816,80 € TTC à la société REY-LUCQUET ; la société renonce au surplus de sa réclamation soit 801 439 20 € TTC ;*

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société INGEROP dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*
- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société INGEROP, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à verser une indemnité de à 45 000,00 € HT soit 54 000 € TTC à la société INGEROP ; la société renonce au surplus de sa réclamation soit 89 022 € TTC ;*

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société SOCOTEC dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*
- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société SOCOTEC, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à verser une indemnité de 40 000,00 € HT soit 48 000,00 € TTC à la société SOCOTEC ; la société renonce au surplus de sa réclamation soit 3 798 € TTC ;*

décide

d'imputer les dépenses relatives à ces transactions sur la ligne budgétaire AP0175-2016 fonction 64 nature 231314 CP16 programme 815 ;

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer lesdites conventions transactionnelles en résultant.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG», d'une part,

Et :

- La société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST Construction, sise 30, avenue du Rhin – CS50090 - à 67028 STRASBOURG représentée par Monsieur Pierre CALAS , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST un marché référencé n°2013/0976, notifié le 23/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 03 : Structures / Couverture-Etanchéité / Cloisons-Doublages / Faux-plafond / Menuiserie intérieure bois / Peinture »***

La présente convention porte sur l'ensemble des travaux réalisés depuis l'engagement du marché jusqu'au 16 décembre 2016.

L'entreprise BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST a réalisé des travaux dont le montant fait l'objet d'un désaccord entre la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise ; sur la forme, la société réclame le règlement des sommes qu'elle fait valoir :

L’entreprise Bouygues Bâtiment Nord Est a déposé en date du 01/07/2016 un mémoire en réclamation afin d’obtenir réparation d’un préjudice qu’elle aurait subi lors de l’exécution de son marché de travaux.

La demande de l’entreprise s’appuie sur des aléas de chantier non prévisibles au moment de la remise de l’offre, ayant nécessité la mise en œuvre de moyen exceptionnels pour respecter les objectifs d’exploitation du maître de l’ouvrage.

En fin de phase 1, un protocole transactionnel a permis de régler les litiges apparus et de rémunérer l’entreprise pour ses demandes complémentaires.
Ce protocole est remis en cause dans le mémoire de réclamation.

Pour la phase 2 (regroupant les travaux contractuels dits « de la phase 2 et de la phase 3 »), l’Entreprise rappelle avoir informé le Maître d’ouvrage et le Maître d’œuvre des difficultés rencontrées et de ses inquiétudes quant au respect des délais.
Elle attribue ces difficultés à :

- L’insuffisance de diagnostic de l’existant (principalement en termes de réseaux et en matière de plomb) ;
- L’impossibilité de prise en compte des optimisations vues en phase négociation, du fait notamment des contraintes d’exploitation ;
- Des décisions tardives du maître de l’ouvrage d’intégrer certains travaux à l’opération ;
- Des travaux supplémentaires nécessaires au bon déroulement des travaux mais n’ayant pas fait l’objet d’ordres de service ;
- Un renforcement important des moyens entre les phases 1 et 2 ; ces deux phases étant initialement prévues juxtaposées mais s’étant partiellement superposées du fait du retard de la phase 1 (cf protocole transactionnel n°1 entre le maître d’ouvrage et l’entreprise Bouygues Bâtiment Nord Est)

Bouygues Bâtiment Nord Est valorise la réparation du préjudice de la manière suivante :

a. Environ 85% de la réclamation s’appuie sur un prolongement contractuel de planning nécessitant la mise en place de main d’œuvre / logistique complémentaires pour tenir les objectifs initiaux du contrat. Les durées prises en compte par Bouygues Bâtiment Nord Est sont la différence entre le planning marché et le planning définitif de réalisation ;
b. Environ 15% de la réclamation s’appuie sur des travaux supplémentaires que Bouygues Bâtiment Nord Est estime non rémunérés ;

Les services et la maitrise d’œuvre reconnaissent que Bouygues Bâtiment Nord Est a mis en place les moyens nécessaires au respect des échéances, et cela malgré les différents aléas ou difficultés présentées ci-dessus.

L’analyse conjointe des services et de la maîtrise d’œuvre conteste toutefois un certain nombre de ces demandes ainsi que leur valorisation:
Les demandes non recevables sont les suivantes:

- Rémunérations complémentaires phase 1 : Concernant la phase 1, le protocole clôture toute réclamation sur cette phase et ne peut être remis en cause
- Quote part BOUYGUES BATIMENT NORD EST des frais complémentaires de compte prorata : la collectivité n’intervient pas dans la gestion du compte pro-rata

- Sous amortissement des frais généraux
- Intérêts moratoires : ceux-ci sont rémunérés, le cas échéant, par la recette des finances et n'ont pas à figurer dans un protocole ;
- Préjudice lié aux travaux de démolition de la phase 2 : les services considèrent que ces démolitions sont liées aux méthodologies de l'entreprise ;
- Variantes du Marché négocié non concrétisées : ces variantes non concrétisées ont déjà fait l'objet de régularisations par avenants ;
- Frais d'établissement des devis et du mémoire ;
- Factures inter-entreprises non réglées : non acceptable à l'exception de celle d'Eurométal qui a fait l'objet d'une liquidation judiciaire.

Les services ont rencontré l'entreprise BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST le 9 juin , le 2 septembre , le 21 septembre et le 9 novembre 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Les échanges ont porté sur les éléments suivants :
- Demandes non recevables listées ci-dessus
- Valorisation des demandes recevables
- Non application des pénalités de retard

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST ont convenu d'un solde du litige de 1 900 000 € HT.

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à l'entreprise BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 1 900 000 € hors taxes soit 2 280 000 €TTC de prestations réalisées.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir une évolution contentieuse du différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG à la société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST et concessions réciproques :

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 1 900 000 €uros hors taxes, au titre des prestations réalisées et utiles à la collectivité. Cette somme se justifie et se décompose comme suit :

- ⇨ 1 900 000 €uros hors taxes soit 2 280 000 €TTC, au titre des travaux réalisés et utiles ;
- ⇨ Bouygues Bâtiment Nord Est renonce au surplus de sa demande, soit 5 709 596,02 €HT entre les devis présentés et les 1 900 000 €HT accordés

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente jours) maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST
Code banque : 30087 – Code guichet : 33440
Cpt : 00011025303
IBAN : FR76 3008 7334 4000 0110 2530 350
BIC : CMCIFRPP

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG et la Société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la

chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour la Société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST	Pour L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Le Directeur	Le Président,
Monsieur Pierre CALAS	Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société INEO INDUSTRIE & TERTIAIRE, sise 4, impasse Imbs, 67810 HOLTZHEIM représentée par Monsieur Laurent FRATANI , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « INEO », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société INEO un marché référencé n°2013/915, notifié le 01/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 07 : Electricité »***

La présente convention porte sur l'ensemble des travaux réalisés au titre du marché.

L'entreprise INEO, dans le cadre de l'opération a réalisé des travaux dont le montant fait l'objet d'un désaccord entre la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise ; sur la forme, la société réclame le règlement des sommes qu'elle fait valoir par voie de réclamation.

1/ Ineo a remis une liste de prestations qu'elle a réalisé pendant le chantier pour lesquelles elle estime ne pas avoir été rémunérée.
Le montant global présenté de ces travaux s'élève à 355 397,19 € HT

2/ L'entreprise INEO a engagé à deux reprises des travaux de réparations de réseaux suite à des sinistres sur les réseaux de fibres dont l'implantation précise ne figurait pas sur les différents plans de recollement pour un montant de 45 990,38 € HT ;

3/ L'articulation de la livraison des travaux de la phase 2, en lien avec le maintien de l'exploitation demandé par le maître d'ouvrage a nécessité un phasage des travaux de l'entreprise INEO imprévisible au moment de la remise de l'offre. L'entreprise INEO demande à ce titre une compensation de 38 675,00 €HT basée sur la comptabilité analytique de l'entreprise ;

Ces demandes ont fait l'objet d'une analyse conjointe des services de l'Eurométropole de Strasbourg et de la maîtrise d'œuvre.

Il en résulte que :

- Les plans d'exécution de la maitrise d'œuvre ont intégré des modifications par rapport au marché de l'entreprise. Ineo a réalisé l'ensemble de ces travaux sans vérifier que les postes correspondaient à son marché et n'a pas envoyé de devis à la Maîtrise d'Oeuvre préalablement à la réalisation de ces travaux supplémentaires. Ineo n'a envoyé l'ensemble des devis qu'après réception de la phase concernée. *Cela concerne environ 48% de leur demande*
- Des sous-phasages non initialement prévus ont dû être réalisés pour permettre de respecter de manière globale le planning : ils ont nécessité des interventions supplémentaires, en particulier des alimentations provisoires. *Cela concerne environ 52% de leur demande*
- Les travaux de réparation des réseaux arrachés ont effectivement été réalisés par Ineo en urgence, pour permettre la continuité de service du bâtiment, les fibres étant principalement liées aux installations de sécurité incendie *(montant 45 990.38€HT) ;*
- Des renforts de personnels et d'encadrement ont effectivement dû être mis en place à l'été 2016 avec réouverture et refermeture des lignes au fur et à mesure de la pose du faux-plafond pour respecter les échéances de la commission de sécurité (38 675,00€HT)
- Deux constats de retard provisoires ont été notifiés par la Maîtrise d'Oeuvre à Inéo (43 jours sur l'achèvement des travaux de distributions du niveau RdC et 180 jours sur la levée des réserves du PMC3)

Les services de l'Eurométropole de Strasbourg et la maitrise d'œuvre ont rencontré l'entreprise INEO les 15 septembre, le 16 décembre 2015, le 9 février 2016, le 20 avril 2016 et le 21 septembre 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Les échanges ont porté sur les éléments suivants :

- La maitrise d'ouvrage a rappelé que tout travail supplémentaire doit faire l'objet au préalable d'un ordre de service et qu'il n'est pas acceptable de présenter une liste de devis après que les travaux aient été réalisés
- Il est incontestable qu'Ineo a réalisé des travaux supplémentaires nécessaires au parachèvement de l'ouvrage.
- Les devis présentés ont été passés en revue un à un et classés en plusieurs rubriques puis ont été négociés :

1. Prestations réalisées sans OS 171 252,62€HT de travaux nécessaires à la réalisation même de l'ouvrage, mais après analyse de la Maîtrise d'œuvre, 142 914,40€HT sont justifiés.
2. Prestations pour lesquelles un OS a déjà été établi mais dont le montant de l'OS a été contesté : la contestation porte sur 36 537,84€HT, mais après analyse de la Maîtrise d'œuvre, 11 902,54€HT sont justifiés.
3. Prestations pour lesquelles un OS a déjà été établi (50 898,16€HT)
4. Prestations non encore réalisées, qui feront l'objet d'un OS (38 113,86€HT)
5. Prestations non réalisées (13 084,84€HT)
6. Prestations que la Maîtrise d'Oeuvre/Maîtrise d'Ouvrage considère faire partie du marché initial (devis refusé : 45 509,87€HT)
7. Prestations dont l'exécution trouve son origine dans un autre lot (45 990,38€HT)
8. Prestations dont l'origine est l'adaptation de phasage pour respecter les échéances de la commission de sécurité (38 675,00 €HT)

- Les devis correspondant aux points 1 et 2 « Prestations réalisées sans OS » ont été négociés
- Les devis correspondant aux points 3 et 4 ont été traités via les procédures classiques de marché public
- Les devis correspondant aux points 5 et 6 sont refusés
- Les devis correspondant au point 7 seront réglés par l'Eurométropole de Strasbourg
- Les devis correspondant au point 8 seront réglés par l'Eurométropole de Strasbourg
- Ineo demande que soit confirmée l'absence de pénalité de retard
- Les services de l'Eurométropole de Strasbourg valorisent une pénalité à l'entreprise INEO, valorisée à hauteur de 50K€HT et rémunérée au maître d'œuvre dans le cadre d'un protocole à conclure entre le maître d'ouvrage et le bureau d'études OTE co-traitant du mandataire REY-LUCQUET. Ce versement est lié à une mobilisation exceptionnelle du bureau d'études consécutive à une insuffisance de moyens de l'entreprise INEO ;

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise INEO ont convenu :

- Pour le marché, d'un montant de travaux modificatifs et de réparation des câbles arrachés, eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,
- D'une retenue pour manque d'encadrement de l'entreprise allégué par la maîtrise d'œuvre, réduite du fait du renfort d'encadrement mis en place en fin de chantier.
- D'une absence d'application de pénalités sur les périmètres déjà réceptionnés : (Phases 1a, 1b (PMC3), phase 2 (OPS), phase 3 (PMC2), phase 4 (PMC1))

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les prestations nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à la société INEO une somme forfaitaire,

non révisable et définitive de 189 482,32 € HT, soit 227 378,78 € TTC de prestations réalisées en solde de litige.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de prévenir l'évolution contentieuse du différend entre les parties relaté en préambule et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société INEO suite aux prestations effectuées sur le marché du chantier susvisé et utiles à la Collectivité.

Article 2 – Concessions réciproques

2.1 Engagements de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société INEO, la somme de 189 482,32 € HT, soit 227 378,78 € TTC, qui se justifie et se décompose comme suit :

- ⇨ 239 482.32 € HT soit 287 378.78 € TTC, au titre des travaux réalisés et utiles à la collectivité, dont l'entreprise peut demander le paiement au titre de l'enrichissement sans cause ;
- ⇨ Une retenue de 50 000 € HT soit 60 000 € TTC pour défaut d'encadrement allégué.

Par ailleurs :

l'Eurométropole de Strasbourg accepte de ne pas appliquer de pénalités de retard pour les travaux relatifs aux phases déjà livrées (Phases 1a, 1b (PMC3), phase 2 (OPS), phase 3 (PMC2), phase 4 (PMC1))

2.2 Engagements d'INEO

En contrepartie des engagements de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, la société INEO renonce à la somme de 52 973,52 € HT correspondant au surplus de sa demande de

travaux, et accepte à titre exceptionnel, sans reconnaissance d'une quelconque responsabilité, une retenue de 50 000 € HT.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité

Le paiement du montant défini à l'article 2.1 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente jours) maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société INEO
Code banque : 30087 – Code guichet : 33440
Cpt : 00011025303
IBAN : FR76 3008 7334 4000 0110 2530 350
BIC : CMCIFRPP

Article 4 - Engagement de non recours

En contrepartie de la parfaite exécution de la transaction et notamment du règlement des sommes convenues à l'article 2 susvisé, les Parties se déclarent intégralement remplies de leurs droits tels que résultant des circonstances de fait rappelées plus avant.

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG et la Société BOUYGUES BÂTIMENT NORD EST renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour la Société INEO	Pour l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
Le Directeur Monsieur Laurent FRATANI	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 16/12/2016*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société KRESS, co-traitant de l'équipe GENIE CLIMATIQUE DE L EST / BEYER S.A.S. / KRESS TFE, sise 3, rue du maire Georges Baruch, 67560 Rosheim, représentée par Monsieur Hugues STEINER , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « KRESS », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société KRESS un marché référencé n°2013/921, notifié le 01/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 08 : Fluides »***

La présente convention porte sur l'ensemble des travaux réalisés au titre du marché.

L'entreprise KRESS, dans le cadre de ses travaux a réalisé des prestations dont le montant fait l'objet d'un désaccord entre la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise ; sur la forme, la société réclame le règlement des sommes qu'elle fait valoir par voie de réclamation.

1/ Kress a mis en œuvre des quantités de matériaux très supérieures à celles prévues au marché du fait des études d'exécution réalisées postérieurement à la passation des marchés. En effet, la maîtrise d'œuvre a dû intégrer les variantes résultant des négociations des marchés

de travaux et concomitamment réaliser les études d'EXE post attribution en lien avec les entreprises retenues. Cette concomitance a été rendue nécessaire pour respecter le planning du maître d'ouvrage ;

Le montant global présenté de ces travaux s'élève à 55.686,13 €HT

2/ L'entreprise KRESS a réalisé les travaux de la phase 1 dans des conditions s'éloignant significativement de celles du marché du fait des différentes modifications de planning, pour un montant estimé par l'entreprise à 26.200 €HT. Ces évolutions du planning, liées en particuliers aux variantes nécessaires à l'attribution des marchés ne pouvaient être envisagées au moment de la remise des offres.

Ces demandes ont fait l'objet d'une analyse conjointe des services de l'EMS et de la maîtrise d'œuvre.

Il en résulte que :

- Les plans d'exécution de la maitrise d'œuvre ont intégré des modifications par rapport au marché de l'entreprise. Kress a réalisé l'ensemble de ces travaux sans vérifier que les postes correspondaient à son marché et n'a pas envoyé de devis à la MOE préalablement à la réalisation de ces travaux supplémentaires.
- Des sous-phasages non initialement prévus ont dû être réalisés pour permettre de respecter de manière globale le planning : ils ont nécessité des interventions sur terre plain dans le PMC 3 en cours de travaux, en lieu et place de la dalle béton, non réalisée conformément au planning initial ;

Les services de l'EMS et la maitrise d'œuvre ont échangé avec l'entreprise en février 2016, avril 2016 concernant les différentes réclamations et ont rencontré l'entreprise KRESS le 9 mai 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Les échanges ont porté sur les éléments suivants :

- La maitrise d'ouvrage a rappelé que tout travail supplémentaire doit faire l'objet au préalable d'un ordre de service et qu'il n'est pas acceptable de présenter une liste de devis après que les travaux aient été réalisés
- Il est incontestable que Kress a réalisé des travaux supplémentaires mais nécessaires au parachèvement de l'ouvrage.
- Les modifications des plans EXE relèvent d'une mise au point partagée de l'entreprise et de la maîtrise d'œuvre
- Les modifications de planning ont une incidence sur les conditions de réalisation des travaux, même si celle-ci n'est pas aussi importante que celle décrit par l'entreprise ;

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise KRESS ont convenu :

- La prise en compte partielle des quantités supplémentaires mises en place par l'entreprise,
- La prise en compte partielle des incidences calendaires sur les conditions de réalisation des travaux,

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise KRESS ont convenu d'un solde du litige de 42 000 € HT.

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à l'entreprise KRESS une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 42 000 hors taxes soit 50 400 €TTC de prestations réalisées.
Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de régler une évolution contentieuse du différend entre les parties relaté en préambule et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société KRESS suite aux prestations effectuées sur la phase 1 du chantier susvisé et utiles à la Collectivité.

Article 2 – Concessions réciproques

2.1 Engagements de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société KRESS, la somme de 42 000 € HT, soit 50 400 € TTC, qui se justifie et se décompose comme suit :

- ⇨ 32 250 € HT soit 38 700 € TTC, au titre des travaux réalisés et utiles à la collectivité, dont l'entreprise peut demander le paiement au titre de l'enrichissement sans cause ;
- ⇨ 9.750,00€HT soit 11.700,00 €TTC au titre des modifications du planning.

2.2 Engagements de KRESS

En contrepartie des engagements de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, la société KRESS renonce au surplus de sa demande de travaux, soit 47 863.36 euros TTC .

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité

Le paiement du montant défini à l'article 2.1 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente jours) maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société KRESS
Code banque : XXX– Code guichet : XXX
Cpt : XXX
IBAN : XXX
BIC : XXXX

Article 4 - Engagement de non recours

En contrepartie de la parfaite exécution de la transaction et notamment du règlement des sommes convenues à l'article 2 susvisé, les Parties se déclarent intégralement remplies de leurs droits tels que résultant des circonstances de fait rappelées plus avant.

En conséquence, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG et la Société KRESS renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour la Société KRESS	Pour l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
Le Directeur Monsieur Hugues STEINER	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société ISOLA, sise 11 rue Alfred de Vigny 67200 STRASBOURG représentée par Monsieur ZIMMER Fabrice , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « ISOLA », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupement GREMMEL / ISOLA/ EUROMETAL/OFB un marché référencé n°2013/1058, notifié le 25/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – 5C - Menuiseries extérieures / Occultations / Parements de façades / Serrurerie»***

La présente convention porte sur l'ensemble des travaux réalisés depuis l'engagement du marché jusqu'au 30 juin 2016.

L'entreprise ISOLA, dans le cadre de la première phase de l'opération a réalisé des travaux pour lesquels elle n'a pas été rémunérée.

Les travaux consistent en la réalisation de portillons en façade pour permettre d'accéder aux pieds de chutes d'eau pluviale ainsi qu'aux colonnes sèches.
Ces travaux n'étaient clairement pas prévus au marché et ont été demandés par la maitrise d'œuvre sans réalisation d'ordre de service.
ISOLA n'a fait parvenir un devis (montant 20400.00 €HT,) qu'après la réception de la partie d'ouvrage.
D'autre part, le traitement d'un acrotère a été oublié lors de la passation d'un avenant pour un montant de 1 249,50€HT. (avenant 23 d'un montant global 45535,19€)

L'analyse conjointe des services et de la maîtrise d'œuvre est la suivante :

- les travaux étaient bien nécessaires, ont bien été réalisés à la demande de la maitrise d'œuvre
- ISOLA n'a pas respecté les procédures des marchés en réalisant les travaux sans Ordre de service et en fournissant un devis que très tardivement
- L'avenant 23 aurait dû intégrer le traitement de cet acrotère.

Les services ont rencontré l'entreprise ISOLA les 4 et 26 avril 2016 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise ISOLA ont convenu d'un solde du litige de 20 629.50 € HT.

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à l'entreprise ISOLA une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 20629.50 €uros hors taxes soit 24 755.40€TTC de prestations réalisées.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir l'évolution contentieuse du différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société ISOLA suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par L'EUROMETROPOLEDE STRASBOURG à la société ISOLA et concessions réciproques :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société ISOLA sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 20 629.50 €uros hors taxes soit 24 755.40€TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la collectivité.

Isola renonce au surplus de sa demande, soit 1020 €HT entre les devis présentés et les 20 629.50 €HT accordés

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente jours) maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société ISOLA
Code banque : 30258 – Code guichet : 00025
Cpt : 3006273U001 Clé : 25
IBAN : FR43 3025 8000 2530 0627 3U00 125
BIC : BATIFRP1XXX

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et la Société ISOLA renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour la Société ISOLA	Pour L'EUROMETROPOLEDE STRASBOURG
Le Directeur Monsieur xxx	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- Le groupement Rey-Lucquet / Dietrich Untertrifaller / OTE Ingénierie / Solares Bauen / C2BI / Kottke / Muller BBM, sise 57 route de l'hôpital - 67100 STRASBOURG CEDEX représentée par Monsieur De Crécy , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « Rey-Lucquet», d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société Rey-Lucquet un marché référencé marché CUS n° 2012/459, notifié le 08/08/2011, ayant pour objet les ***«Mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration et extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg »***

La présente convention porte sur l'ensemble des travaux réalisés depuis l'engagement du marché jusqu'au 30/03/2016.

La société REY-LUCQUET, fait valoir un écart significatif entre le temps prévu dans son offre et le temps effectivement passé sur le dossier et réclame une rémunération supplémentaire qu'elle justifie par les éléments suivants :

1. Reprise d'études et décalage planning suite à l'articulation avec le projet de PEX

2. Le maître d'œuvre fait valoir les mobilisations urgentes et importantes rendues nécessaire lors de la négociation des marchés de travaux puis lors de la phase 1 de l'opération afin de respecter les objectifs du maître d'ouvrage, à savoir :
    a. 11 semaines de décalage de planning ;
    b. Temps passés dans la gestion des précontentieux du chantier ;
    c. Réunions et études rendues nécessaires par les optimisations des entreprises permettant de respecter le coût prévisionnel du maître d'ouvrage ;
    d. Augmentation des moyens liés au caractère exceptionnel de la complexité du chantier (superposition des phases pour respecter le planning global et fonctionnement du Palais de la Musique et des Congrès pendant les travaux)
    e. Une coactivité plus importante que prévue avec l'exploitation du Bâtiment ;

3. Modifications de projet liées à des demandes de la maitrise d'ouvrage validées dans le cadre des avenants des entreprises : 510 052 €HT ;
4. Manque d'encadrement d'Ineo : La MOE indique avoir dû se substituer à l'entreprise Ineo (réunions, suivi des équipes sur le terrain, courriers..) : 424 150€H ;
5. Gestion du précontentieux avec le lot Electricité en vue de l'établissement de leur convention : 15 725 €

Au total, le montant de la demande du maître d'œuvre s'élève à de 1 116 880 €HT.

L'analyse des services a porté à la fois sur la justification de la réclamation et sur les montants annoncés par la maîtrise d'oeuvre,:

1. Reprise d'études et décalage planning suite à l'arrêt de l'extension pour le PEX : ce point a été intégré dans l'ensemble des demandes du maître d'ouvrage valorisées en point 3.
2. Retards en phase 1 liés aux travaux du titulaire du lot 3 et études complémentaires de variantes ou optimisations proposées par Bouygues Bâtiment Nord Est. La MOE indique que cela a généré 166 953 € d'honoraires supplémentaires :
   La maîtrise d'ouvrage reconnait les importantes évolutions connues par le chantier en phase EXE chantier. Les services proposent une rémunération complémentaire de 125 000€ liée à ce point répartis en 90 000€ concernant les retards liés à la mise au point avec l'entreprise et 35 000€ liés aux contraintes de coactivités renforcées avec l'exploitation du bâtiment.
3. Modifications de projet liées à des demandes de la maitrise d'ouvrage et aux aléas : 490 052€HT : les services ont analysé la liste de travaux supplémentaires du chantier. Ils conviennent que :
    a. les travaux issus de demandes supplémentaires de la collectivité constituent une évolution du marché postérieure à l'avenant APD ;
    b. les travaux issus d'aléas : les services considèrent qu'au vu de la difficulté et du caractère exceptionnel des aléas du chantier, 20% de ces frais d'études sont acceptables :
    c. les travaux issus de variantes entreprise : les honoraires correspondants peuvent acceptés partiellement

    Les nombres d'heures passées sont également analysés. Il en résulte un coût négocié de 244 014 €HT ;
4. Manque d'encadrement d'Ineo : La MOE indique avoir dû se substituer à l'entreprise Ineo (réunions, suivi des équipes sur le terrain, courriers..) : 424 150€HT. La maîtrise d'ouvrage considère que la DET / Pilotage de l'entreprise éventuellement nécessaires pour palier une entreprise jugée défaillante par la MOE n'est pas à prendre en charge

par la collectivité. Une négociation avec Ineo a été réalisée en leur exposant cette demande de la maitrise d'œuvre. Il en résulte une acceptation de l'entreprise de prendre en charge 50 000€HT. La collectivité prendra en charge 20 000€HT au terme des négociations engagées avec les partenaires.

Les 50 000 € valorisés au titre de la présente convention seront retirés à l'entreprise titulaire du lot Electricité dans leur convention transactionnelle.

5. Etablissement du projet de convention pour le lot Electricité : les services considèrent que cette analyse fait partie intégrante de la mission de maitrise d'œuvre initiale

Les services ont rencontré Rey-Lucquet à plusieurs reprises (08/10/15 - 18/01/16 - 12/04/016 – 18/04/16) en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et la société REY-LUCQUET ont convenu d'un montant supplémentaire de 449 014 € HT.

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les prestations nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage verse à la société REY-LUCQUET une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 449 014 €uros hors taxes soit 538 816,80 €TTC de prestations réalisées répartis entre co-traitants selon tableau joint.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir une évolution contentieuse du différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société REY-LUCQUET suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par l' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG à la société REY-LUCQUET : et concession réciproques

L' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société REY-LUCQUET sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 449 014 €uros hors taxes soit 538 816,80 €TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la collectivité. La société Rey-Lucquet renonce au surplus de sa demande soit la somme de 667 866 euros HT

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente jours) maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société REY-LUCQUET
SARL atelier d'architecture
Code banque : 30003
Cpt : 00020011665
IBAN : IBAN FR76 3000 3023 7100 0200 1166 534
BIC : SOGEFRPP

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et la société REY-LUCQUET renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour la Société REY-LUCQUET	Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Le co-gérant Monsieur Olivier de Crécy	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de la l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurometropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société Ingerop, sise 1, rue de parc, 67205 OBERHAUSBERGEN représentée par Monsieur Claude Keller, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « Ingerop», d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société Ingerop un marché référencé marché CUS n° 2012/416
, notifié le 17 janvier 2012, ayant pour objet les ***«Mission d'assistance technique à la maitrise d'ouvrage concernant l' extension et la restructuration du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg »***

La présente convention porte sur l'ensemble des missions réalisés depuis l'engagement du marché jusqu'au 30 mars 2016.

La société Ingérop, fait valoir en octobre 2014 d'une demande de rémunération complémentaire à votre marché à hauteur de 119 185,00 € HT .
Ingerop justifie cette demande par :

.

- Une durée de prestation prolongée
- Des participations aux réunions de chantier et réunions techniques spécifiques, en suivi et pilotage de problématiques techniques spécifiques, et en réception sécurité incendie plus important que ce qui était prévu au marché
- Une complexité des relations avec les différents acteurs due en particulier aux fortes pénalités de retard applicables aux marchés des entreprises

Suite à cette demande, l'Eurométropole a fait part à Ingérop de son souhait de recadrage de sa mission en la recentrant d'une part sur le suivi des avis du contrôleur technique et d'autre part sur l'avancement des études EXE de la maîtrise d'œuvre pour éviter tout dérapage de planning.

A l'analyse, il apparaît que, les points demandés par Ingérop sont justifiés pour les raisons suivantes :

- La demande correspond effectivement à des heures passées sur le projet
- Suite à des dérapages de planning liés à des aléas de chantier, et pour ne pas retarder la livraison finale du bâtiment, les phases de travaux sont amenées à se superposer et un nouveau phasage plus contraignant a du être mis en place. Il y a eu un accroissement du nombre de réceptions partielles et donc de présence nécessaire de l'ATMO.
- Les propositions de Bouygues Bâtiment Nord Est acceptées en phase de négociation ont fait apparaitre des problématiques techniques qui ont nécessité l'appui technique d'Ingerop , il s'agit de prestations non prévues au marché initial

Toutefois, les services considèrent qu'Ingérop est allé sur certains sujets au-delà de sa mission sans que cela ne lui soit commandé.

Les services ont rencontré la société Ingérop les 15/10/2014, 17/06/2015, 03/07/2015 et 04/01/2016 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et la société Ingérop ont convenu d'un montant supplémentaire de 45 000,00 € HT, assorti des conditions suivantes

- continuation de la mission de suivi chantier de manière « allégée » excepté en phase de « mise en service », en particulier par rapport aux problématiques liées à la commission de sécurité

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les prestations nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à la société Ingerop une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 45 000,00 €uros hors taxes soit 54 000,00 €TTC de prestations réalisées.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir l'évolution contentieuse du différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société INGEROP suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par l' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG à la société INGEROP et concessions réciproques :

L' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société INGEROP sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 45 000,00 €uros hors taxes, au titre des prestations réalisées et utiles à la collectivité. La société INGEROP renonce au surplus de sa demande soit 74 185€HT

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente jours) maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société INGEROP
Code banque : xxx
Cpt : xxx
IBAN : xxx
BIC : xxx

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et la société INGEROP renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour la Société INGEROP	Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Le Directeur Monsieur Claude KELLER	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de la l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurometropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société SOCOTEC, sise 30, rue du Faubourg de Saverne - 67085 STRASBOURG CEDEX représentée par Monsieur Karim Tounounti , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « Socotec», d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société un marché référencé marché CUS n° 2012/416, notifié le 07/06/2011, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Contrôle technique »***

La présente convention porte sur l'ensemble des travaux réalisés depuis l'engagement du marché jusqu'au 30/03/2016.

L'entreprise SOCOTEC, fait valoir un écart significatif entre le temps prévu dans son offre et le temps effectivement passé sur le dossier et réclame une rémunération supplémentaire de 43165€HT justifiée par les éléments suivants :

- Difficultés rencontrées par Socotec pour obtenir les justifications du dossier « Plans d'Atelier et de Chantier » de charpente métallique, la charpente ayant fait l'objet d'un fort débat entre la maitrise d'œuvre et l'entreprise.

- Durée de prestation prolongée durée prolongée du fait de complexité et d'aléas de chantier

L'analyse des services est qu'effectivement, les points demandés par Socotec sont justifiés pour les raisons suivantes :

- Le marché initial est établi sur la base d'un montant de travaux compris entre 32 450 000 € HT et 41 000 000 € HT et un calendrier de mai 2011 (esquisse) à août 2015 (51 mois). En fait, le montant des travaux actuel est de 49 600 000 € HT et la mission se prolongera jusqu'à août 2016 (61 mois).
- L'appel d'offres travaux a du être prolongé en marché négocié pour pouvoir entrer dans le budget alloué par la collectivité : cette phase n'était pas envisagée dans le marché de contrôle technique et a généré l'étude de nombreuses propositions d'entreprise y compris en phase d'exécution
- Suite à des dérapages de planning liés à des aléas de chantier, et pour ne pas retarder la livraison finale du bâtiment, les phases de travaux sont amenées à se superposer et un nouveau phasage plus contraignant a du être mis en place. Cela nécessite une masse de travail plus importante liée à des reprises de structures liées au nouveau découpage.

Les services ont rencontré l'entreprise Socotec le 07/10/2014 en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes. Les accords trouvés lors de cette réunion ont été formalisés par un courrier de la collectivité à Socotec le 21/12/215 que Socotec a accepté le 20 /01/2016.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et la société SOCOTEC ont convenu d'un montant supplémentaire de 40 000,00 € HT.

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les prestations nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à la société SOCOTEC une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 40 000,00 €uros hors taxes soit 48 000,00 €TTC de prestations réalisées.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société SOCOTEC suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par l' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG à la société SOCOTEC : et concession réciproques

L' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société SOCOTEC sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 40 000,00 €uros hors taxes, au titre des prestations réalisées et utiles à la collectivité. La société Socotec renonce au surplus de sa demande soit la somme de 3165 euros HT.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente jours) maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société SOCOTEC
Code banque : xxx
Cpt : xxx
IBAN : xxx
BIC : xxx

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et la société SOCOTEC renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour la Société SOCOTEC	Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Le Directeur Monsieur Karim TOUNOUNTI	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de la l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

34

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg à l'association «La 27e Région».

Le monde a changé, le rapport aux usagers évolue sous l'effet des outils numériques et le développement de l'économie collaborative. Le service public doit s'adapter voire anticiper les changements actuels. L'innovation est devenue un réel enjeu pour l'avenir des collectivités territoriales.

En décembre 2015, notre administration à l'instar d'autres collectivités territoriales, a lancé une démarche d'innovation interne pilotée par la Mission des temps et services innovants, dont l'ambition est de promouvoir et susciter l'innovation dans notre organisation.

Par cette démarche active et incitative qui vise à amener chaque agent-e et chaque service à innover dans ses missions au quotidien de service public, il s'agit de mettre en place les fondements d'une culture de l'innovation dans l'administration de l'Eurométropole.

1. Des premières actions témoignent de la dynamique engagée

1.1. un premier concours interne de l'innovation conduit en février 2016 a rencontré un véritable succès quant à la participation et à l'implication des agents-es avec 37 dossiers de candidatures réceptionnés. Trois projets lauréats ont été plébiscités par un jury et le vote des agents-es (plus de 700 votants, comptant pour 50 % des voix exprimées).

- **1er prix :** « L'ami mystère : outil de management collaboratif » (Direction du développement économique et de l'attractivité)
- **2ème prix :** « Osterputz » (Direction des ressources logistiques)
- **3ème prix :** « Adaptation d'un outil médiéval pour la réalisation d'aspects de taille sur des reconstitutions en mortier » (Direction de la culture).

Ce coup d'essai avait pour objectif de montrer combien l'innovation est déjà une réalité dans nos services, en se limitant à des projets innovants réalisés ou en cours. D'autres concours de l'innovation suivront fin 2016 sur des thèmes imposés et relevant d'un appel à projets.

1.2. une conférence sur ce thème a été proposée aux cadres, mobilisant plusieurs intervenantes, dont une représentante de la 27e Région.

C'est au regard de l'intérêt suscité par les expériences exposées lors de cette conférence et conduites par d'autres institutions (Hôpitaux Universitaires de Strasbourg) ou collectivités (Mulhouse, Nantes..) que la proposition d'adhérer à la 27^{e} Région a émergée.

2. Consolider la démarche d'innovation engagée en interne par une adhésion à la 27^{e} Région.

Sur la base d'une lettre de mission visée par le Directeur général, la Mission des temps et services innovants pilote une équipe projet pluridisciplinaire sur la mise en place d'un écosystème de l'innovation dans nos services. Des premières propositions d'un plan d'actions, pour créer ou renforcer un écosystème de l'innovation participative ont été esquissées. Il s'agit de poursuivre ce travail en interne mais aussi de le consolider par un accompagnement par la 27ème Région, association qui joue le rôle de laboratoire de transformation publique.

Lieu ressource et porteuse de nouvelles approches pour transformer la culture de gestion publique, cette association accompagne les collectivités locales dans la mise en place d'une fonction innovation pour expérimenter différentes façons de concevoir les politiques publiques : comment remettre des citoyens au cœur de la fabrique des politiques publiques ?, comment produire des politiques publiques qui génèrent plus d'impacts et de sens à des coûts maitrisés ?....

Il s'agit donc de « révéler les conditions de renouvellement de l'action publique à travers l'apprentissage collectif d'une activité de création méthodique orientée par les usages, fondée sur la coopération, la pluridisciplinarité, la culture du test et de l'essai-erreur ».

L'association La 27e Région aide les collectivités adhérentes à tester, prototyper puis institutionnaliser cette fonction innovation à travers un accompagnement à :

- la participation à des recherches actions ciblées (Territoire en résidence, la Transfo, Ré-acteur public) ; des expériences ont été menées avec certaines collectivités sur des projets concrets comme « l'administration au coin de ma rue », « l'hôpital Métropolitain », « repenser l'accueil en mairie »….,
- la formation des agents-es à des nouvelles méthodes d'innovation publique,
- l'engagement de réflexions créatives sur l'avenir,
- l'accès à un espace ressources situé rue de la Vacquerie à Paris, tiers lieu dédié entièrement à l'innovation publique.

Le montant annuel de cette adhésion est forfaitaire et s'élève à 5 000 €. Cette adhésion constitue un droit d'entrée donnant accès à un premier niveau de services et de ressources. Ensuite, toute action de collaboration, dont la palette est assez large, implique un coût ponctuel à budgéter.

A titre d'exemple on peut citer :

- **Territoires en résidences** : présence d'une équipe 3 fois 1 semaine, sur une période de 4 à 6 mois. Exemple : « Repenser l'accueil en mairie du 19ème à Paris ».

- **La transfo :** appui d'une équipe pluridisciplinaire à 20 agents-es volontaires sur un temps de 40 jours sur une période de 12 à 18 mois et des sessions intermédiaires, pour par exemple tester et créer un laboratoire d'innovation publique. Mulhouse s'est engagée en 2016 dans la nouvelle édition de « la Transfo 2016 », dont le défi est de doter 10 collectivités de leur fonction innovation en 4 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'adhérer pour l'année 2017 à l'association La 27e Région qui représente une somme de 5 000 € à inscrire sur les crédits L001A 6281 F011 de la Direction des ressources logistiques,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la décision relative à cette adhésion.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

LA 27e RÉGION

labo
de
transformation
publique

La 27e Région
4 rue la vacquerie
75011 Paris / France
+33 (0)1 83 62 98 27
www.la27eregion.fr
facturation@la27eregion.fr
n°siret 538 172 404 00021
APE : 7220Z

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex

PARIS, LE 17 OCTOBRE 2016
APPEL À COTISATION 02/17

Objet : Adhésion annuelle à la 27e Région

ADHESION 2017 5.000 €

Exonération de TVA conformément aux dispositions du CGI.

En votre aimable règlement à réception de l'appel à cotisation, par chèque à l'ordre de la 27e Région ou par virement bancaire aux coordonnées suivantes :
Crédit Coopératif - IBAN : FR76 4255 9000 0841 0200 2464 379

35

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Avenant n°7 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Strasbourg et des équipements de valorisation énergétique et matière des déchets qui la constituent.

L'Eurométropole de Strasbourg est engagée depuis 2009 dans une politique de réduction, de recyclage et de valorisation des déchets du territoire. Elle a souhaité, par délibération du 3 juin 2016, amplifier sa politique et s'engager sans délai dans un programme plus ambitieux, celui d'une Eurométropole « Zéro déchet » à l'instar d'autres métropoles européennes. Véritable enjeu de service public d'écologie urbaine qui concerne l'ensemble des déchets, l'économie circulaire propose de sortir de l'économie du déchet pour aller vers celle de la ressource, en gardant à l'esprit que le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. L'Unité de Valorisation Energétique de l'Eurométropole de Strasbourg traite les ordures ménagères résiduelles et déchets industriels banals. Elle constitue l'ultime maillon de la grande chaîne de réemploi, de réduction, de gestion et de valorisation matière des déchets.

Contexte

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupe SECHE Environnement un contrat de Délégation de service public pour l'exploitation de l'Usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM). Ce contrat, délibéré en décembre 2009, a pris effet le 6 juillet 2010, pour une durée de 20 ans, avec la création d'une société dédiée, Sénerval.

Après des conflits sociaux internes à l'entreprise sur une grande partie du premier semestre 2014, qui ont empêché un fonctionnement normal de l'installation, la découverte d'amiante sur les chaudières a amené à arrêter l'usine de novembre 2014 à mai 2015. Cette première période d'interruption a été mise à profit pour compléter les diagnostics amiante et définir les travaux à réaliser sur les lignes d'incinération.

Alors que les travaux de désamiantage sur deux des chaudières avait débuté avec le maintien en fonctionnement des deux autres lignes d'incinération – selon le principe de co-activité tel que défini dans le cadre de l'avenant n°5 à la DSP – le périmètre de la problématique amiante a évolué, passant d'une nécessité de procéder au désamiantage des lignes d'incinération, au dépoussiérage du hall fours-chaudières de l'usine et au désamiantage des façades du bâtiment.

Aussitôt la situation connue, l'Eurométropole de Strasbourg a, sans délais, demandé au délégataire de réaliser des études supplémentaires permettant de déterminer précisément les travaux à réaliser, les délais et les coûts associés conduisant à une exploitation courante du site hors risque amiante. Ces études ont été réalisées sous la conduite opérationnelle du délégataire mais avec un suivi des services de l'Eurométropole de Strasbourg et sous le contrôle d'un expert amiante mandaté pour ce faire, par la collectivité. Elles ont conduit à la définition d'un scenario de travaux nécessitant la suspension de l'activité (délibération Avenant n°6 à la DSP).
L'activité du site est aujourd'hui suspendue depuis le 3 septembre 2016 avec une réouverture prévisionnelle à fin janvier 2019, délai nécessaire à la réalisation du programme de travaux pour permettre une exploitation courante du site hors risque amiante.

Objet de la présente délibération

L'objet de la présente délibération est de présenter les éléments constitutifs d'un avenant n°7 permettant :
- de définir avec le plus de précision possible les modalités de suspension de l'exploitation durant la période de travaux,
- de confier au délégataire un programme de travaux de désamiantage portant sur la partie process, l'autre partie du programme (désamiantage des façades du bâtiment et dépoussiérage du hall fours-chaudières) étant réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg,
- de déterminer les conditions de collaboration des deux parties pendant cette période,
- de déterminer les sujets nécessitant que les parties complètent ce travail de règlement des conditions de collaboration et de financement dès lors que certaines données techniques (et les données financières en découlant) ne sont pas suffisamment précises à ce jour.

Un avenant n°8 sera en conséquence soumis à l'approbation de l'assemblée au plus tard en avril 2017.

Avenant N°7 à la délégation de service public

a) Préambule

Un 1er avenant a été mis en place après délibération du Conseil du 17 décembre 2010. Il a eu pour objet :
- de définir les modalités et conditions de la réalisation d'études de faisabilité par le DELEGATAIRE permettant d'accompagner l'Eurométropole de Strasbourg dans ses réflexions sur la prévention des déchets, la réduction et la valorisation des ordures ménagères résiduelles ;
- d'intégrer les bénéfices pour l'Eurométropole de Strasbourg de conditions financières plus favorables (conditions de financement des travaux, optimisation des charges et produits), impactant à la baisse la redevance versée par l'Eurométropole de Strasbourg au DELEGATAIRE.

Un 2ème avenant a été mis en place après délibération du Conseil du 29 juin 2012. Il a eu pour objet :

- de définir, au vu des conclusions des études menées conformément à l'avenant n°1, les évolutions techniques du programme des travaux : injection du biométhane dans le réseau gaz naturel – extension du réseau de chaleur par raccordement à la chaufferie Strasbourg Energie alimentant le réseau de chaleur de l'Elsau;
- d'intégrer l'impact financier de ces travaux complémentaires et des conditions de financement sur la redevance payée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Un 3ème avenant a été mis en place après délibération du Conseil du 25 octobre 2013. Il a eu pour objet de prendre en compte les impacts techniques et économiques d'une évolution réglementaire liée à la valorisation des mâchefers d'incinération (arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération).

Un 4ème avenant a été mis en place après délibération du Conseil du 30 janvier 2015. Il a eu pour objet de prendre en compte les impacts techniques et économiques liés à la présence d'amiante dans les fours de l'UIOM, ayant affecté substantiellement les conditions de son exploitation par le DELEGATAIRE et entrainé l'arrêt complet des installations depuis le 7 novembre 2014. Cet avenant intégrait la réalisation d'un programme de travaux de désamiantage et de réfections associées par le DELEGATAIRE et organisait une période transitoire de fonctionnement en co-activité permettant le traitement progressif de la présence d'amiante dans les installations de l'UIOM. Par ailleurs il traitait la prise en charge des surcoûts et pertes d'exploitation en résultant.

Un 5ème avenant a été mis en place après délibération du Conseil du 26 juin 2015. Il a fait suite à la mise en évidence de la présence de matériaux contenant de l'amiante et des fibres céramiques réfractaires sur l'ensemble des fours chaudières, au-delà du périmètre pris en compte dans l'avenant n°4. L'avenant n°5 a eu pour objet de prendre en compte les travaux de désamiantage et leurs conséquences en termes d'exploitation de l'usine et d'évolution contractuelle, le délégataire étant quant à lui responsable de la gestion optimale des phases intermédiaires et de la mise en œuvre des travaux en co-activité.

Un 6ème avenant a été mis en place après délibération du Conseil du 3 juin 2016 afin de prévoir rétro-activement la réalisation d'études supplémentaires, d'aménager le programme révisé des travaux de désamiantage et de réfection associée, de définir de nouvelles modalités d'expoitation de l'UIOM, d'établir les modalités de traitement des pénalités contactuelles des clients vapeur/chaleur et de définir les modalités permettant de maintenir l'équilibre économique de la convention de DSP.

b) Enjeux techniques

- ***Une application du principe de précaution pour la protection de la santé des travailleurs***

Le projet de désamiantage porté par l'Eurométropole de Strasbourg fait suite à des mesures de fibre d'amiante dans l'air ambiant comprises entre 5F/L (fibres au litre) et 10F/L : ces concentrations sont ponctuellement supérieures aux seuils du code de la santé publique (5F/L) mais respectent les seuils fixés par le code du travail (10F/L). Toutefois, au-delà des seuils sanitaires définis par le code de la santé publique, ou en l'absence de connaissance de l'origine des fibres, la DIRECCTE préconise une protection totale de la santé des travailleurs dès lors qu'une anomalie est constatée : principe de précaution.

C'est pourquoi, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée dans un programme global de désamiantage de l'usine pour une exploitation hors risque amiante, en traitant le risque à la source et en recourant aux meilleures techniques disponibles.

- ***Une mise en activité partielle du personnel de Sénerval***

La suspension d'activité a entraîné l'élaboration d'un plan de mise en activité partielle du personnel de la société Sénerval dont les termes ont été acceptés par les instances représentatives du personnel. La mise en œuvre de ce plan a démarré le 26 septembre 2016 et permet au délégataire de bénéficier d'un soutien financier de la part de la DIRECCTE. Ce plan permet aux salariés du site de garder une activité à temps partiel sur le site : surveillance du site, gestion des détournements, opérations de maintenance et d'assurer la reprise de l'activité d'incinération dans de bonnes conditions.

- ***Un projet ambitieux***

Généralement lié à des projets de démantèlement, ce projet de désamiantage est une action innovante car associé à un projet de rénovation et de remise en service.
En effet, le programme de travaux prévoit le remplacement de près de 3 500m² de façades, le dépoussiérage de l'ensemble des éléments du hall fours-chaudières, le retrait d'éléments de process amiantés et de chemins de câbles électriques sur lesquels se sont historiquement déposées des poussières. A l'issue de ces travaux, les façades et 3 chaudières seront remontées, une ligne sera mise à l'arrêt et les équipements seront recâblés. La reprise de l'activité de valorisation énergétique de 3 lignes sur 4 est prévue début 2019.

- ***Un programme de travaux pour une exploitation du site hors risque amiante***

L'étude préalable au travaux de désamiantage a permis :
- d'identifier l'ensemble des sources d'émission d'amiante à traiter pour permettre une exploitation du site hors risque amiante
- de déterminer le niveau de désamiantage des éléments non émissifs afin d'assurer les opérations programmées de maintenance et de Gros Entretien Renouvellement hors risque amiante
- de définir un scénario de travaux sur la base de l'analyse de l'ensemble des scenarios d'ordonnancement possible.

Ce scenario, validé dans le cadre de l'avenant n°6, a fait l'objet d'un avant projet décrivant le programme de travaux, le planning prévisionnel et le montant estimatimatif de l'opération. Ce programme vise à procéder au retrait des matériaux amiantés ainsi qu'au

retrait des FCR (Fibres Céramiques Réfractaires) qui requièrent, comme l'amiante, des mises en oeuvre de règles de prévention particulières.
Le programme de travaux se répartit entre les deux maîtrises d'ouvrages : le desamiantage process étant confié au DELEGATAIRE et le désamiantage du bâti et du hall d'exploitation étant réalisé par l'Eurométropole de Strasbourg en tant que propriétaire.

- ***Une alternance de maîtrise d'ouvrage et un phasage pour optimiser la durée des travaux***

L'avant-projet prévoit une durée de 30 mois d'études et de travaux impliquant 29 mois de suspension à compter du 3 septembre 2016, la reprise prévisionnelle de l'activité étant fixée fin janvier 2019. Les travaux seront mis en oeuvre selon trois grandes phases alternant, puis si possible, recouvrant les maîtrises d'ouvrage, pour une reprise de l'activité d'incinération dans les meilleurs délais :
- Phase 1, du 3 septembre 2016 à fin avril 2017, menée par Sénerval : désamiantage des chaudières et éléments de process, sécurisation de la ligne 4 ;
- Phase 2, de mai 2017 à début juin 2018, menée par l'Eurométropole de Strasbourg : retrait des câbles et dépoussiérage, remplacement des façades
- Phase 3, juin 2018 à fin janvier 2019, menée si possible en concomitance :
    - par l'Eurométropole de Strasbourg : recâblage, chemisage du monte-charge ;
    - par Sénerval : reconstruction des chaudières et mise en service.

Les études de maîtrise d'oeuvre affineront l'articulation et le recouvrement des phases de reconstruction des deux maîtrises d'ouvrage (phase 2 et 3) pour en réduire au maximum la durée. A l'issue de ce travail de coordination des maîtrises d'oeuvre, l'ordonnancement et la durée totale des travaux seront définitifs.

- ***Une mise en hivernage de l'outil pour garantir sa remise en service***

La suspension de l'activité d'incinération nécessite de maintenir la viabilité des installations durant la période de suspension pour garantir sa remise en service. Les équipements les plus sensibles feront ainsi l'objet de mesures particulières.

Ces opérations dites de "cocooning/décocooning" seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage du DELEGATAIRE et concernent :
- la préservation des réseaux de fluides internes et externes (réseau vapeur, réseau chaleur, utilités, etc.)
- la préservation de certains équipements : opérations de maintenance, mise en conservation et/ou retrait pour stockage d'équipements.

- ***Cas particulier du réseau vapeur***

L'arrêté ministériel du 8 aout 2013, impose pour les réseaux sous-pression de plus de 30 ans faisant l'objet d'un suspension d'exploitation, un diagnostic et une requalification du réseau pouvant conduire le cas échéant à la réalisation de travaux de mise au norme. Cet aspect, hors investissement complémentaire, a été pris en compte dans le cadre de l'Avenant n°7 afin de répondre à cette obligation réglementaire, l'opération étant programmée au cours du 1er semestre 2017.

- ***Une continuité du service public d'élimination des déchets***

Les 4 lignes d'incinération étant à l'arrêt pour désamiantage des chaudières, les déchets sont actuellement déchargés par les camions de collecte au niveau de la fosse de l'usine d'incération puis repris par le DELEGATAIRE pour chargement de semi-remorques à destination des sites de traitement. Les flux détournés sont estimés à près de 200 000t/an en prenant en compte les apports de l'Eurométropole de Strasbourg et des EPCI clients.
Lors de la phase d'enlèvement et de reconstruction des façades mais aussi de racâblage de l'usine, la fosse ne sera plus accessible.
Aussi, afin de garantir la continuité du service, les déchets du territoire seront réceptionnés au niveau d'un hall de transfert aménagé spécifiquement sur la plateforme attenante au site, puis seront rechargés pour être transférés vers les sites de traitement.

- ***Une garantie de valorisation énergétique des déchets tout en limitant la production de déchets résiduels sur le territoire***

La période de suspension de l'activité d'incinération en phase de travaux impliquant le détournement de flux réguliers sur une période prévisionnelle, un appel d'offres européen a été lancé par le DELEGATAIRE en juillet 2016.
Dans ce contexte, les sites privilégiés et retenus répondaient à des critères de proximité, de performance en matière de valorisation énergétique (limitation de l'enfouissement) à un coût économiquement viable, pour limiter au mieux les impacts sur l'environnement.
Les objectifs de valorisation, définis par l'Eurométropole de Strasbourg seront les suivants, lorsque toutes les autorisations des sites de traitement auront été délivrées :
- 80 à 90% des tonnages dirigés vers des filières de valorisation énergétique,
- 10% des tonnages, correspondant aux encombrants, triés pour valorisation matière partielle,
- 0 à 10% d'enfouissement pour répondre aux aléas sur les filières de valorisation.

Notifiés fin octobre 2016, les contrats sont mis en œuvre au fur et à mesure de la délivrance des autorisations administratives relatives au transfert des déchets.

L'Eurométropole de Strasbourg poursuit en parallèle le déploiement du projet « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » pour une atteinte de l'objectif national de valorisation matière de 65% des déchets d'ici 2025.

- ***Une prise en compte et un accompagnement des partenaires pour limiter les impacts de la suspension d'activité***

L'Eurométropole de Strasbourg accompagne les clients et le délégataire pour faire face et limiter au mieux les impacts de la suspension de l'activité du site.

A cet effet, pour les EPCI clients de l'usine qui le souhaitent, l'Eurométropole de Strasbourg garantit la prise en charge logistique des détournements des déchets et les accompagne contractuellement dans la gestion de cette situation transitoire.

Les entreprises clientes en vapeur industrielle, sont assurées d'une reprise de fourniture à prix engageants au démarrage des installations par l'établissement de précontrats avec le DELEGATAIRE.

Les bailleurs sociaux et le délégataire du réseau de chaleur de l'Elsau sont assurés à la reprise d'activité de retrouver les quantités d'énergie renouvelable contractualisées. Pendant la période de suspension, cette énergie est remplacée par du gaz, les chaudières gaz ayant été conservées au moment du raccordement au réseau de chaleur issu de l'UIOM.

- ***Un projet bénéficiant de l'accompagnement des services de l'Etat et de l'expertise de conseils reconnus***

L'Eurométropole de Strasbourg est tout particulièrement accompagnée dans ce dossier par les services de l'Etat - Préfecture, DREAL, DIRECCTE, DRFIP – facilitateurs dans la mise en œuvre des actions et l'obtention des autorisations. Par ailleurs la MEEF (Mission d'Expertise Economique et Financière du Ministère des Finances) réalise un travail d'examen de la Délégation de Service Public depuis son origine et rendra son rapport courant décembre 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est également adjointe de compétences spécifiques pour l'aider à traiter ce dossier délicat et notamment conseils juridiques, conseil en assurances pour la partie travaux, conseil financiers et experts amiantes, tous de renom.

D'autres expertises seront mobilisées dans le cadre du chantier sous maitrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg.

c) Enjeux financiers

- ***Un cadre contractuel pour prendre en compte les dépenses et les impacts financiers de la suspension de l'activité***

La suspension de l'activité d'incinération emportant une absence de recettes d'exploitation pour le DELEGATAIRE, l'avenant n°7 organise la nécessaire prise en charge, par l'Eurométropole de Strasbourg, des dépenses durant la période de suspension de l'activité soit du 3 septembre 2016 jusqu'à la remise en service des installations.

Ces dépenses sont principalement liées aux charges de masse salariale, activités de détournements, maintenance et cocooning, gardiennage, mise en œuvre des travaux incombant au DELEGATAIRE et remise en service. Ces dépenses se répartissent en 4 grands postes :

- Détournements des déchets : réception, rechargement et transfert vers les sites de traitements dédiés,
- Charges courantes : impôts, frais de gestion, masse salariale, assurances, frais financiers, etc.
- Charges non courantes de fonctionnement : électricité, fonctionnement du hall de détournement, cocooning/décocooning, évacuation mâchefers, etc.

- Charges non courantes d'investissement : études et travaux d'aménagements relatifs au hall de transfert, à la requalification du réseau vapeur, aux travaux de désamiantage complémentaires, etc.

Les dépenses associées aux charges courantes sont scindées en 3 périodes forfaitaires distinctes et cohérentes avec les 3 phases de travaux : désamiantage chaudières, désamiantage façades et dépoussiérage du hall fours-chaudières, reconstruction et mise en service.

Les pertes d'exploitation liées à la suspension de l'activité commerciale du DELEGATAIRE seront intégrées à l'économie de la délégation, pour un maintien de l'équilibre sans dépassement de la durée du contrat (20 ans). Avec un taux de retour sur investissement maintenu à 5,3%, tel que défini depuis l'avenant n°4 (contre un TRI initial de 6,2%), l'impact prévisionnel sur la Redevance Proportionnelle Payée à la tonne est évalué à 7,81 €HT.

Le présent avenant traite en outre des points suivants :
- le traitement des pénalités contractuelles des clients chaleur et vapeur,
- le traitement financier des détournements de déchets des EPCI et de la SAMINS jusqu'à fin 2016,
- une rampe de reconquête des marchés à la remise en service,
- les risques spécifiques liés à l'aménagement de l'exploitation de l'usine (certifications et dégrèvement de Taxe Générale sur les Activités Polluantes),
- le remboursement des emprunts,
- la révision des obligations assurantielles.

- ***Eléments financiers***

<u>Pendant la période de suspension (durée prévisionnelle de 29 mois) :</u>
- le paiement de la Rpp est suspendu pendant la période de suspension,
- les charges d'exploitation de Sénerval seront remboursées sous forme de paiements forfaitaires,
- les investissements complémentaires liés au désamiantage, à la création du hall de détournement, et au réseau vapeur, seront pris en charge par la collectivité via une subvention d'équipement.

Charges de fonctionnement :

En K€ HT annuel par phase	Modalités de paiement	Phase 1	Phase 2	Phase 3
Détournements	Paiement mensuel sur la base d'un prix pivot hors TGAP. Les écarts constatés à la hausse ou à la baisse entre le prix réel et le prix pivot	17 670	17 670	17670

	feront l'objet d'un intéressement à 50/50			
Charges fixes courantes	Paiement forfaitaire mensuel	14 101	14 670	15 525
Charges non courantes de fonctionnement*		4 299	3 727	2 199
TOTAL annuel (à pondérer par la durée de la phase)		36 070	36 067	35 394

*Y compris 626 K€ correspondant à la régularisation de l'avenant n°3 mâchefers.

Le coût indicatif prévisionnel total des charges de fonctionnement sur la période de suspension ressort à 93 279 K€ TTC sur la base de la durée prévisionnelle de chaque phase.
Ce montant est à comparer au coût de fonctionnement normal de l'usine sur la même période, qui ressortait à 23 301 K€ TTC (sur la base de 155 000 tonnes apportées par an au coût de 56,55 €/tonnes).
Le surcoût généré par la suspension est donc de 69 978 K€ sur la durée totale de suspension.

Charges d'investissement :

K€ TTC	Modalités de paiement	2016	2017	2018	2019
Charges non courantes d'investissement (PTM, réseau vapeur etc.)	Subvention d'équipement	0	3 086	140	0
Investissement complémentaire de désamiantage		0	2 786	4000	0
TOTAL		0	5 872	4 140	0

Au-delà et pour rappel, l'Eurométropole de Strasbourg engage sous sa maîtrise d'ouvrage propre des travaux d'un montant de 15M€HT.

Après la période de suspension :
Le contrat s'appliquera dans ses termes de référence initiale jusqu'à son échéance contractuelle au 30 juin 2030, sans prolongation.
La redevance (Rpp) sera majorée de 7,81 € HT par tonne (valeur indicative octobre 2016) afin de tenir compte des pertes d'exploitation subies par Sénerval pendant la période de suspension.
Pour information, la redevance à la tonne incinérée (Rpp) ressortira ainsi à environ 64,36 € HT par tonne (valeur octobre 2016).
Les autres stipulations de la Convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Strasbourg restent inchangées.

Modalités d'adoption de l'avenant
Les conséquences financières cumulées de l'ensemble des avenants impliquant une augmentation des recettes globales de la délégation supérieure à 5%, l'avis préalable de la

commission de délégation de service public prévu par l'article L 1411-6 du Code général des collectivités territoriales a été recueilli.
Ce projet d'avenant répond au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public sans toutefois en modifier substantiellement les éléments essentiels.

Il est proposé dans cette délibération :

- de valider le programme de travaux, établi sur la base des études d'avant-projet, à réaliser pour partie sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg et pour autre partie sous maîtrise d'ouvrage du DELEGATAIRE
- confier au DELEGATAIRE l'exécution des travaux figurant à l'annexe 5 de l'avenant n°7 à la convention de délégation de service public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Sénerval du 28 juin 2010
- arrêter, sur la base des données disponibles, les conditions de prise en compte des impacts financiers de la suspension d'activité, de la mise en œuvre des travaux et de reprise de l'activité.
- fixer les modalités de règlement par voie d'avenant n°8 des conditions financières des charges dont les données d'entrée sont approchées au plus juste dans l'avenant n°7, des conditions de suivi et coordination des travaux sur site et de couverture assurantielle

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales et
notamment ses articles L.1411-1 et suivants et L.5211-10,
vu le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Strasbourg et des équipements de valorisation énergétique et matière des déchets qui la constituent, et ses annexes,

vu le projet d'avenant n°7 et ses annexes, notamment l'annexe 15 portant modèle de réitération des actes d'acceptation par l'Eurométropole de Strasbourg des cessions de créances prévues à l'article 24.8.1 de la Convention de DSP,

vu l'avis de la Commission de délégation de service public du 08/12/2016,

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de l'avenant n°7 (joint à la présente délibération) et ses annexes (consultables sous le lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=ZvHAneZidGLs_C9G3Fl.5B)

à la convention de délégation de service public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Sénerval du 28 juin 2010,

autorise

le Président ou son représentant à signer l'avenant n°7 à la convention de délégation de service public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Sénerval du 28 juin 2010, et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

Par ailleurs le Conseil, sur la base de l'étude d'Avant-Projet de désamiantage de l'usine d'incinération

approuve

le programme de travaux, établi sur la base des études d'avant-projet, à réaliser pour partie sous-maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole et sous maîtrise d'ouvrage du délégataire

les conditions de prise en compte des impacts financiers de la suspension d'activité, de la mise en œuvre des travaux et de reprise de l'activité.

décide

de confier au délégataire l'exécution des travaux, conformément à l'annexe 5 de l'avenant n°7 à la convention de délégation de service public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Sénerval du 28 juin 2010

autorise le président

à solliciter auprès des partenaires financiers, Europe, région et tous autres financeurs, les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

AVENANT N°7

A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'USINE D'INCINERATION DES ORDURES MENAGERES DE STRASBOURG ET DES EQUIPEMENTS DE VALORISATION ENERGETIQUE ET MATIERE DES DECHETS QUI LA CONSTITUENT

EN DATE DU [•]

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, ayant son siège, 1, parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Robert Herrmann, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du [•] 2016,

Ci-après désignée le « **DELEGANT** »

d'une part,

Et :

La société **Sénerval,** société par actions simplifiée au capital social de 4.000.000 euros, dont le siège social est sis 3, route de Rohrschollen – 67100 Strasbourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 519 253 355, représentée par Monsieur Maurice Andres, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné le « **DELEGATAIRE** » ou « **SENERVAL** »

d'autre part,

Ci-après le DELEGANT et le DELEGATAIRE sont dénommés ensemble les « **Parties** », et individuellement une « **Partie** ».

SOMMAIRE

ARTICLE 1 DEFINITIONS....9
ARTICLE 2 AMENAGEMENT DE L'EXPLOITATION DE L'UIOM....9
ARTICLE 3 DUREE DE LA CONVENTION DE DSP....9
ARTICLE 4 FONDEMENTS OPERATIONNELS ET FINANCIERS DE L'AVENANT N° 7 9
ARTICLE 5 ETUDES COMPLEMENTAIRES....11
ARTICLE 6 PRINCIPES ORGANISATIONNELS ET TRAITEMENT FINANCIER DU NOUVEAU PROGRAMME DE TRAVAUX DE DESAMIANTAGE ET DE REFECTION ASSOCIEE....12
ARTICLE 7 TRAITEMENT FINANCIER DES COUTS RELATIFS AUX PERSONNELS DU DELEGATAIRE A COMPTER DU 3 SEPTEMBRE 2016 JUSQU'A LA DATE D'ACHEVEMENT DE REMISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS DE L'UIOM....14
ARTICLE 8 TRAITEMENT FINANCIER DES CHARGES COURANTES A COMPTER DU 3 SEPTEMBRE 2016 ET JUSQU'A LA DATE D'ACHEVEMENT DE REMISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS DE L'UIOM....15
ARTICLE 9 OPERATIONS DE MISE EN HIVERNAGE DES INSTALLATIONS DE L'UIOM ET TRAITEMENT FINANCIER DU COUT DES CHARGES NON COURANTES A COMPTER DU 3 SEPTEMBRE 2016 ET JUSQU'A LA DATE D'ACHEVEMENT DE LA REMISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS DE L'UIOM....16
ARTICLE 10 TRAITEMENT FINANCIER DES PERTES D'EXPLOITATION A COMPTER DU 3 SEPTEMBRE 2016 ET JUSQU'A LA DATE D'ACHEVEMENT DE LA REMISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS DE L'UIOM....17
ARTICLE 11 MODALITES DE TRAITEMENT DES DECHETS DU DELEGANT, DES EPCI ET DE SAMINS A COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2016 ET - AU PLUS TARD - JUSQU'A LA DATE D'ACHEVEMENT DE LA REMISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS DE L'UIOM....17
ARTICLE 12 TRAITEMENT DES PENALITES CONTRACTUELLES, DES INDEMNISATIONS ET AUTRES CONSEQUENCES FINANCIERES AU TITRE DES CONTRATS VAPEUR/CHALEUR....19
ARTICLE 13 RISQUES SPECIFIQUES LIES A L'AMENAGEMENT DE L'EXPLOITATION DE L'UIOM....20
ARTICLE 14 REGIME DES ASSURANCES A COMPTER DU 3 SEPTEMBRE 2016....21
ARTICLE 15 REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS DU DELEGATAIRE ET SUSPENSION PARTIELLE DU PAIEMENT DE LA RPP....22
ARTICLE 16 FORCE OBLIGATOIRE....23
ARTICLE 17 DATE D'ENTREE EN VIGUEUR....23

ANNEXES

Annexe 1 Principes organisationnels
Annexe 2 Modèle de Référence
Annexe 3 Liste des clients EPCI
Annexe 4 Liste des Etudes Complémentaires
Annexe 5 Liste descriptive des travaux et planning indicatif associé
Annexe 6 Financements des études et travaux
Annexe 7 Calcul des coûts salariaux pendant la période de suspension
Annexe 8 Liste des charges courantes
Annexe 9 Descriptif des opérations de cocooning/décocooning
Annexe 10 Liste des charges non courantes
Annexe 11 Détermination et séquençage du Prix Pivot
Annexe 12 Echéancier de l'emprunt correspondant à la quote-part J(1) de la RPP
Annexe 13 Echéancier de l'emprunt correspondant à la quote-part D de la RPP
Annexe 14 Echéancier de l'emprunt « corporate » pour l'extension du réseau de chaleur
Annexe 15 Modèles de réitération des actes d'acceptation par l'Eurométropole de Strasbourg des cessions de créances

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

A. Le 28 juin 2010, l'Eurométropole de Strasbourg – anciennement Communauté Urbaine de Strasbourg – a confié au groupement conjoint d'entreprises constitué des sociétés Séché Eco-Industries, Trédi et Bekon Energy Technologies GmbH & Co.KG (ci-après le « **Groupement** »), par la conclusion d'une convention de délégation de service public (ci-après la « **Convention de DSP** »), l'exploitation de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères de Strasbourg (ci-après l'« **UIOM** »).

B. Conformément aux stipulations de l'article 13 de la Convention de DSP, SENERVAL, une société nouvellement créée et dédiée à l'exploitation de l'UIOM, s'est substituée au Groupement dans les droits et obligations résultant de la Convention de DSP.

C. Le 20 décembre 2010, le DELEGANT et SENERVAL ont signé un premier avenant à la Convention de DSP (ci-après l'« **Avenant N°1** »), dont l'objet était de :

i) prendre en compte le retard de prise en charge par le DELEGATAIRE des installations de l'UIOM, du fait des procédures de référé précontractuel intervenues antérieurement à la conclusion de la Convention de DSP ;

ii) intégrer les bénéfices pour le DELEGANT des conditions plus favorables dont le DELEGATAIRE peut faire profiter la collectivité, à savoir :

(x) l'amélioration des conditions de financement des travaux à la charge du DELEGATAIRE ;

(y) l'optimisation des charges et produits concourant à la baisse de la redevance versée par le DELEGANT au DELEGATAIRE.

iii) définir les modalités et conditions de la réalisation de deux études de faisabilité par le DELEGATAIRE ayant pour objet d'étudier :

(x) la possibilité que le biogaz produit par l'unité de méthanisation soit injecté, après traitement, sur le réseau de distribution de gaz naturel en vue de sa valorisation directe, en lieu et place de la production d'électricité telle que prévue à la Convention de DSP ;

(y) la possibilité d'intégrer dans les déchets traités par l'unité de méthanisation, une fraction de biodéchets séparativement sélectionnés et, dans cette hypothèse, étudier avec le DELEGANT les conditions dans lesquelles le digestat ainsi produit peut être intégré dans un processus d'amendement organique.

D. Le 20 juillet 2012, le DELEGANT et SENERVAL ont signé un deuxième avenant à la Convention de DSP (ci-après l'« **Avenant N°2** »), dont l'objet était de prendre en compte :

i) la réalisation de travaux complémentaires par le DELEGATAIRE en complément du programme des travaux initiaux devant être menés par le DELEGATAIRE en application de la Convention de DSP ;

ii) les retards dans l'exploitation de l'ensemble des installations de l'UIOM résultant de la réalisation et de l'instruction complète des études afin (a) de préserver l'équilibre économique voulu par les Parties au moment de la conclusion de la Convention de DSP et (b) d'assurer le financement bancaire de ces travaux complémentaires ;

iii) la cristallisation anticipée des taux d'intérêt dans le cadre de la convention de financement conclue par le DELEGATAIRE le 27 juin 2011 pour le financement des travaux initialement prévus dans la Convention de DSP ; et

iv) l'évolution des baux relatifs à la localisation des installations de l'UIOM.

E. Le 14 novembre 2013**,** le DELEGANT et SENERVAL ont signé un troisième avenant à la Convention de DSP (ci-après l'« **Avenant N°3** »), dont l'objet était de prendre en compte :

i) L'entrée en vigueur à compter du 1er juillet 2012 de l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux, cet arrêté prévoyant des conditions plus strictes pour définir les mâchefers valorisables ;

ii) L'impossibilité pour le DELEGATAIRE, en raison de cette évolution réglementaire, de produire 100% de mâchefers valorisables comme l'envisageait l'article 11.5.1 de la Convention de DSP et tel que réalisé jusqu'au 30 juin 2012 ;

iii) Le fait que, dans ces conditions, le DELEGATAIRE doit faire face à des surcoûts d'exploitation significatifs engendrés par les coûts de traitement de ces mâchefers qui doivent notamment être stockés et acheminés vers des unités spécifiques de traitement ainsi que la nécessité pour le DELEGATAIRE de procéder à des études et des analyses régulières afin de mesurer les impacts de cette nouvelle réglementation sur la valorisation et le traitement des mâchefers ;

iv) La nécessité par conséquent d'adapter à cette nouvelle réglementation les stipulations des articles 11.5.1 et 25 de la Convention de DSP relatives à la rémunération globale du DELEGATAIRE qui avait été initialement définie en référence à une circulaire ministérielle du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains et ce, afin de rétablir les conditions d'exploitation de l'UIOM et l'équilibre économique de la Convention de DSP.

F. Le 24 février 2015**,** le DELEGANT et SENERVAL ont signé un quatrième avenant à la Convention de DSP (ci-après l'« **Avenant N°4** »), dont l'objet était de prendre en compte :

i. La survenance depuis le 1er juillet 2014 de plusieurs incidents liés à la présence d'amiante dans les fours de l'UIOM ayant affecté substantiellement les conditions de son exploitation par le DELEGATAIRE, à tel point que l'UIOM était en arrêt complet depuis le 7 novembre 2014 ;

ii. La nécessité d'organiser une période transitoire permettant le traitement progressif de la présence d'amiante dans les installations de l'UIOM et la prise en charge des surcoûts et pertes d'exploitation en résultant pour le DELEGATAIRE depuis le 1er novembre 2014 jusqu'au terme de ladite période transitoire ;

iii. La réalisation d'un programme de travaux de désamiantage et de réfection associée par le DELEGATAIRE défini d'un commun accord par les Parties sur la base d'hypothèses et de conditions susceptibles d'évolution, compte tenu de l'absence à la date de finalisation des termes dudit avenant d'une vision globale et définitive de l'étendue de la présence d'amiante dans les installations de l'UIOM ;

iv. Le fait que, compte tenu des impératifs de continuité de service public, le DELEGATAIRE devait faire face à d'importants surcoûts liés à la nécessité de procéder au détournement des déchets afin d'assurer leur traitement par des voies alternatives, à la réalisation des travaux de désamiantage et de réfection associée des fours de l'UIOM ainsi qu'à des pertes substantielles d'exploitation ;

v. Le fait que de telles circonstances exceptionnelles relevaient d'un risque anormal d'exploitation et étaient de nature à mettre en péril la pérennité de l'exploitation de l'UIOM, les conditions d'exploitation de l'UIOM et l'équilibre économique de la Convention de DSP en étant significativement modifiés ;

vi. La nécessité d'une compensation financière par le DELEGANT ainsi qu'une réévaluation de la redevance versée par le DELEGANT au DELEGATAIRE afin de procéder au rétablissement de l'équilibre économique de la Convention de DSP ;

vii. La nécessité d'aménager le calendrier de réalisation de l'unité de méthanisation et de réalisation du revamping architectural en raison de l'impossibilité technique de procéder sur la même période à la réalisation des travaux de désamiantage et de réfection associée des fours de l'UIOM.

G. Au vu de l'expansion du problème de l'amiante tel que relevé dans le cadre du diagnostic amiante réalisé par la société Habitat Santé Environnement rendu le 6 février 2015, les Parties ont constaté l'impossibilité de procéder à la remise en service des lignes d'incinération 1 et 2 de l'UIOM à la date du 9 février 2015 initialement prévue dans le cadre de l'Avenant N°4 et, par conséquent, les Parties sont convenues d'un décalage conséquent des opérations prises en compte dans le cadre de l'Avenant N°4 à compter de cette date.

H. En conséquence, le 22 juillet 2015, le DELEGANT et le DELEGATAIRE ont signé un cinquième avenant à la Convention de DSP (ci-après l'« **Avenant N°5** »), dont l'objet était (i) d'adapter le programme de travaux de désamiantage et de réfection associée à ces nouvelles circonstances, (ii) prendre en compte les surcoûts et pertes d'exploitation supplémentaires en découlant pour le DELEGATAIRE et (iii) définir les modalités permettant de rétablir et maintenir l'équilibre économique de la Convention de DSP.

I. Dans le cadre de l'exécution de l'Avenant N°5, les Parties ont identifié de nouvelles zones contenant de l'amiante, notamment au travers de la mise en œuvre de prélèvements d'air qui ont mis en évidence l'existence d'une pollution résiduelle des installations de l'UIOM dont les origines sont inconnues à ce jour. Par ailleurs, un diagnostic complémentaire a été réalisé sur les façades de l'UIOM par la société HSE en date du 2 octobre 2015, établissant qu'elles représentaient une source potentielle d'émission d'amiante et dont l'état requiert la réalisation de mesures correctives immédiates et d'actions spécifiques.

J. Au vu de l'ensemble de ces éléments, les Parties ont mutuellement constaté que les conditions sur le fondement desquelles avait été défini le programme révisé de travaux de désamiantage et de réfection associée de l'Avenant N° 5 n'étaient plus satisfaites, ne permettant pas notamment d'atteindre les taux de disponibilité et les taux de charge stipulés à l'Avenant N°5, entraînant de ce fait une rupture de l'équilibre économique de la Convention de DSP. En conséquence, les Parties ont décidé de se rencontrer conformément aux stipulations de l'article 3.2 de l'Avenant N°4 afin d'examiner (i) la nécessité de procéder à une analyse exhaustive de la présence d'amiante de manière à pouvoir en identifier les causes et déterminer les mesures permettant d'y remédier, (ii) les conditions de la prise en compte des surcoûts et pertes d'exploitation supplémentaires en résultant pour le DELEGATAIRE et (iii) les conditions du rétablissement de l'équilibre économique de la Convention de DSP.

K. En conséquence, le 3 juin 2016, le DELEGANT et le DELEGATAIRE ont signé un sixième avenant à la Convention de DSP (ci-après l'« **Avenant N°6** »), entré en vigueur rétroactivement à la date du 1er janvier 2016, dont l'objet était (i) de prévoir la

réalisation d'études supplémentaires relatives à la présence accrue d'amiante (les « **Etudes** »), (ii) d'aménager le programme révisé de travaux de désamiantage et de réfection associée défini dans le cadre de l'Avenant N° 5, (iii) de définir les nouvelles modalités d'exploitation de l'UIOM dans ces circonstances, (iv) de prendre en compte les nouveaux surcoûts et pertes d'exploitation en découlant pour le DELEGATAIRE, (v) d'établir les modalités de traitement des pénalités contractuelles des clients vapeur/chaleur et abandons de parts fixes supportés par le DELEGATAIRE dans ce contexte et (vi) de définir les modalités permettant de rétablir et maintenir l'équilibre économique de la Convention de DSP.

L. La réalisation des études supplémentaires relatives à la présence accrue d'amiante a mis en évidence la nécessité de suspendre toute activité d'incinération au sein des installations de l'UIOM afin qu'il soit procédé à des travaux de désamiantage globaux, notamment à un dépoussiérage complet de l'UIOM et au remplacement des bardages sous maîtrise d'ouvrage publique. Dans ce contexte, et conformément à la délibération du Conseil du DELEGANT en date du 3 juin 2016, le DELEGANT a décidé de l'arrêt des activités d'incinération de l'UIOM à compter du 3 septembre 2016, tel que notifié au DELEGATAIRE par un courrier en date du 2 septembre 2016.

M. En application des stipulations de l'article 2 de l'Avenant N° 6, les Parties se sont donc retrouvées afin de définir les conditions et modalités d'une exploitation pérenne hors risque amiante des installations de l'UIOM sur le fondement des résultats des Etudes et des Etudes Complémentaires, et sont convenues de conclure le présent avenant à la Convention de DSP (ci-après l'« **Avenant N° 7** »).

EN CONSEQUENCE DE QUOI LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Définitions

Les termes commençant par une majuscule et non définis par le présent Avenant N° 7 auront le sens qui leur est donné dans la Convention de DSP, dans l'Avenant N° 1, l'Avenant N° 2, l'Avenant N° 3, l'Avenant N° 4, l'Avenant N° 5 ou l'Avenant N° 6.

ARTICLE 2 Aménagement de l'exploitation de l'UIOM

2.1 Le résultat des Etudes ayant mis en évidence la nécessité de procéder à la réalisation de travaux de désamiantage globaux au sein des installations de l'UIOM, l'activité d'incinération au moyen desdites installations est suspendue à compter du 3 septembre 2016 afin de permettre la réalisation de ces travaux de désamiantage globaux par le DELEGATAIRE et le DELEGANT.

2.2 Il résulte des Etudes à date que la durée indicative nécessaire de cette suspension pour la réalisation des travaux est de 29 mois, conduisant à une date cible et indicative d'achèvement de la remise en service des installations d'incinération de l'UIOM au 31 janvier 2019. L'achèvement de la remise en service des installations d'incinération de l'UIOM telle que visée dans le présent Avenant N° 7 correspond au retour à un fonctionnement nominal des installations de l'UIOM.

Le caractère indicatif de cette durée de suspension résulte notamment de la nécessité de préciser, dans le cadre de l'Avenant N° 8, l'ordonnancement des différentes phases des travaux de désamiantage et des travaux de reconstruction, en particulier au regard des méthodologies proposées par les entreprises et retenues par le DELEGANT dans le cadre des appels d'offres qu'il organise au titre des travaux à sa charge.

2.3 La continuité du service public de traitement des ordures ménagères est assurée par le DELEGATAIRE prioritairement par voie de valorisation énergétique et, à défaut, par voie de valorisation matière ou de stockage conformément aux stipulations de l'article 11 du présent Avenant N° 7.

ARTICLE 3 Durée de la Convention de DSP

Il est établi entre les Parties que la suspension des activités d'incinération de l'UIOM n'entraîne pas de prorogation du terme de la Convention de DSP qui demeure fixé au 30 juin 2030 en application des termes de l'article 5.2 de la Convention de DSP, sous réserve de la mise en œuvre des stipulations de l'article 6.8 ci-dessous.

ARTICLE 4 Fondements opérationnels et financiers de l'Avenant N° 7

4.1 Les Parties ont établi d'un commun accord les termes du présent Avenant N°7 sur la base des fondements opérationnels et financiers suivants :

i. la suspension des activités d'incinération de l'UIOM a débuté le 3 septembre 2016 et l'achèvement de la remise en service des installations d'incinération de l'UIOM interviendra au plus tard le 31 janvier 2019 ;
ii. les principes organisationnels du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, tels que définis en Annexe 1 au présent Avenant N° 7 ;
iii. l'équilibre économique de la Convention de DSP tel que résultant des Avenants N° 4, N° 5 et N° 6 est maintenu, à savoir un taux de rentabilité interne (TRI - selon le terme défini dans la Convention de DSP) de 5,32% ;
iv. les contrats de fourniture de vapeur seront conclus avec Sensient, SIL FALA et Punch Powerglide dans les termes et conditions permettant au DELEGATAIRE de bénéficier d'un niveau minimum de recettes tel que prévu en Annexe 2 au présent Avenant N° 7 ;
v. les contrats de fourniture de chaleur conclus avec CUS Habitat, SICI et Strasbourg Energie ont été modifiés dans les termes et conditions définis à l'Avenant N° 6, notamment afin de suspendre la fourniture de chaleur, et perdureront dans les termes et conditions permettant au DELEGATAIRE de bénéficier d'un niveau minimum de recettes tel que prévu en Annexe 2 au présent Avenant N° 7 ;
vi. à compter de la date d'achèvement de la remise en service des activités d'incinération de l'UIOM, le DELEGATAIRE sera attributaire des marchés publics de services pour le traitement des ordures ménagères avec les EPCI clients du DELEGATAIRE à la date du 3 septembre 2016, tels qu'identifiés à l'Annexe 3 du présent Avenant N° 7, permettant au DELEGATAIRE de bénéficier d'un niveau minimum de recettes tel que prévu en Annexe 2 au présent Avenant N° 7 ;
vii. à compter de la date d'achèvement de la remise en service des installations d'incinération de l'UIOM, le DELEGATAIRE sera attributaire des marchés privés de traitement des DIB avec un nombre suffisant de clients industriels pour permettre au DELEGATAIRE de bénéficier d'un niveau minimum de recettes tel que prévu en Annexe 2 au présent Avenant N° 7 ;
viii. les montants de dépenses qui seront supportés par le DELEGATAIRE dans le cadre de la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, et qui sont indiqués à titre prévisionnel en Annexe 2 au présent Avenant N° 7, seront définitivement arrêtés dans le cadre d'un avenant ultérieur dont la conclusion devra intervenir au plus tard le 28 avril 2017 (« l'**Avenant N° 8** »).

Les Parties reconnaissent que la liste des fondements opérationnels et financiers ci-dessus pourra être complétée dans le cadre de l'Avenant N° 8.

4.2 Si un quelconque de ces fondements n'est pas respecté, et pour les fondements (iv), (v), (vi) et (vii) en dehors d'un risque normal d'exploitation, les Parties se réuniront dans les meilleurs délais, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'évaluer les conséquences d'une telle situation sur l'équilibre économique de la Convention de DSP, tel que défini dans le cadre du présent Avenant N° 7 sur la base du modèle joint en Annexe 2 (le « **Modèle de Référence** ») et d'adapter en conséquence par voie d'avenant la Convention de DSP afin de maintenir l'équilibre économique résultant du Modèle de Référence, notamment par une révision du montant de la RPP.

4.3 Pour ce qui concerne la période comprise entre la date d'achèvement du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée et la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM, les Parties conviennent de définir le traitement financier spécifique à cette période dans le cadre de l'Avenant N° 8 et d'ajuster en conséquence le Modèle de Référence.

4.4 Le DELEGATAIRE appliquera aux montants des compensations et indemnités à percevoir établis aux articles 6, 7, 8, 9, 10 et 15 du présent Avenant N° 7 les taux de TVA qui lui auront été communiqués par écrit par le DELEGANT préalablement au versement de chaque montant concerné, sous réserve du respect de la réglementation fiscale applicable au jour de ce versement. En tout état de cause, le DELEGANT tiendra le DELEGATAIRE indemne de toutes conséquences financières résultant pour ce dernier d'une remise en cause, par l'administration fiscale, des taux de TVA appliqués conformément aux instructions écrites précitées du DELEGANT.

ARTICLE 5 Etudes Complémentaires

5.1 La réalisation des Etudes prévues au titre de l'Avenant N° 6 a mis en évidence la nécessité de faire procéder à des études complémentaires par le Groupement (les « **Etudes Complémentaires** ») pour l'élaboration du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée.

La liste des Etudes Complémentaires est jointe en Annexe 4 au présent Avenant N° 7.

5.2 Les coûts liés à la réalisation des Etudes Complémentaires sont intégralement pris en charge par le DELEGANT qui indemnise le DELEGATAIRE de toute charge supportée à cet égard selon les modalités définies à l'article 9 ci-dessous.

5.3 Le DELEGATAIRE ne saurait être tenu pour responsable des conséquences liées au périmètre, à la conduite opérationnelle, au contenu et aux résultats des Etudes réalisées au titre de l'Avenant N° 6 et des Etudes Complémentaires. Le DELEGANT en supportera intégralement la charge.

Le DELEGATAIRE demeure responsable de la conduite contractuelle des études réalisées au titre de l'Avenant N°6 et des Etudes Complémentaires. En conséquence, il fera son affaire des éventuels contentieux qui résulteraient de l'exécution des contrats conclus en vue de la réalisation des études prévues au titre de l'Avenant N°6 et des Etudes Complémentaires, sans préjudice des stipulations du premier alinéa du présent article 5.3.

5.4 Dans le cadre de l'Avenant N° 8, et au regard des résultats finalisés des Etudes Complémentaires actuellement en cours et relatives aux travaux additionnels requis pour le désamiantage de la ligne d'incinération n° 4 de l'UIOM, les Parties apporteront les précisions nécessaires au nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, pour compléter les travaux de désamiantage déjà réalisés par le DELEGATAIRE au titre de l'Avenant N° 5, et préciser le contenu des opérations de sécurisation et de conditionnement définitif de ladite ligne 4. A cet égard, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi les

adaptations nécessaires tant en termes de périmètre des travaux et des opérations, que de répartition des responsabilités entre le DELEGANT et le DELEGATAIRE, de délais de réalisation et de montants associés.

ARTICLE 6 Principes organisationnels et traitement financier du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée

6.1 Dans le cadre du présent Avenant N° 7, un nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée est établi, à la charge respectivement du DELEGATAIRE et du DELEGANT, dont la liste et le planning indicatif sont définis en Annexe 5 au présent Avenant N° 7.

Dans le cadre de la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, les Parties constatent que l'organisation des Comités de liaison telle que prévue à l'article 3 de l'Avenant N° 6 n'est plus adaptée. Les Parties s'engagent à déterminer au plus tôt les nouvelles modalités de suivi de la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, en particulier à désigner conjointement un coordinateur afin d'assurer la coordination entre les maîtrises d'ouvrage du DELEGANT et du DELEGATAIRE.

6.2 Les travaux réalisés à compter de la Phase 2 relèveront pour partie de la maîtrise d'ouvrage du DELEGATAIRE et pour partie de la maîtrise d'ouvrage du DELEGANT en sa qualité de propriétaire des installations de l'UIOM. Les modalités d'organisation et de répartition des responsabilités entre les deux maîtres d'ouvrage seront précisées dans le cadre de l'Avenant N° 8 sur la base des principes établis dans l'Annexe 1 au présent Avenant N° 7.

6.3 Il est établi entre les Parties que le nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée se substitue au programme révisé des travaux de désamiantage et de réfection associée tel que défini au titre de l'Avenant N° 5 et aménagé au titre de l'Avenant N° 6. Dans ce cadre, il est en particulier établi entre les Parties que la réalisation des travaux de revamping extérieur de l'UIOM tels que prévus au titre de l'article 4, paragraphe 2), de la Convention de DSP est définitivement abandonnée.

En conséquence, les financements alloués pour la réalisation du programme révisé des travaux de désamiantage et de réfection associée dans le cadre des Avenants N° 5 et N° 6 et pour la réalisation des travaux de revamping extérieur de l'UIOM seront désormais affectés à la réalisation du nouveau programme de désamiantage et de réfection associée tel que défini au présent article, conformément à l'Annexe 6 du présent Avenant N° 7.

6.4 La réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée fera l'objet de paiements forfaitaires versés par le DELEGANT au DELEGATAIRE au moyen de subventions d'équipement couvrant les coûts qui ne seraient pas déjà financés en application de l'article 6.3 ci-dessus et selon un échéancier qui sera déterminé dans le cadre de l'Avenant N° 8. A la date des présentes, le montant de ces coûts non financés est estimé par les Parties à 6 785 529 euros HT.

Dans ce cadre, les Parties détermineront d'un commun accord le montant de ces coûts pour la Phase 1 et, le cas échéant, les modalités de leur paiement par le DELEGANT au DELEGATAIRE qui devra intervenir au plus tard le 31 mars 2017.

Les montants définitifs encourus par le DELEGATAIRE, et actualisés en application de l'article 23.2 de la Convention de DSP, pour la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée seront établis dans le cadre de l'Avenant N° 8, ainsi que l'échéancier des paiements définitifs dus par le DELEGANT au DELEGATAIRE couvrant la part des travaux non financés en application de l'article 6.3 ci-dessus.

6.5 Il est d'ores et déjà établi entre les Parties que si, lors de la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, des travaux complémentaires non prévus dans le cadre du présent Avenant N° 7 ou de l'Avenant N° 8 sont réalisés par le DELEGATAIRE à la demande du DELEGANT, il sera procédé, lors du paiement définitif de la Phase 3, au décompte de l'ensemble de ces travaux complémentaires et à leur paiement par le DELEGANT au DELEGATAIRE. Les modalités d'un tel décompte et du paiement associé seront précisées dans le cadre de l'Avenant N° 8.

6.6 Dans le cadre de la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, le DELEGATAIRE ne pourra être tenu pour responsable que des seuls retards résultant de sa faute directe au titre du présent Avenant N° 7 et de l'Avenant N° 8 et pour la part des retards attribuable à une telle faute du DELEGATAIRE.

6.7 Le mécanisme de pénalités de retard et les montants applicables dus à cet égard par le DELEGATAIRE au DELEGANT seront définis dans le cadre de l'Avenant N° 8.

En tout état de cause, il est d'ores et déjà établi entre les Parties que ces pénalités ont un caractère libératoire et que leur montant ne pourra pas excéder 15% du montant total des travaux hors taxes mis à la charge du DELEGATAIRE dans le cadre du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée.

6.8 Sans préjudice des stipulations de l'article 6.7 ci-dessus, tout retard dont la responsabilité serait imputable au DELEGATAIRE dans les termes définis à l'article 6.6 ci-dessus, pourra donner lieu à une prolongation de la durée de la Convention de DSP permettant le maintien de l'équilibre économique de la Convention de DSP tel que déterminé en Annexe 2 au présent Avenant N° 7.

6.9 Pour tout retard dans la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée autre que ceux visés à l'article 6.6 ci-dessus, le DELEGANT indemnisera le DELEGATAIRE de toutes les conséquences financières en résultant par le biais d'une augmentation du montant de la RPP, de manière à permettre le rétablissement de l'équilibre économique de la Convention de DSP tel que déterminé en Annexe 2 au présent Avenant N° 7.

ARTICLE 7 Traitement financier des coûts relatifs aux personnels du DELEGATAIRE à compter du 3 septembre 2016 jusqu'à la date d'achèvement de remise en service des installations de l'UIOM

7.1 La suspension des activités d'incinération de l'UIOM à compter du 3 septembre 2016 a requis l'élaboration d'un plan de mise en activité partielle de ses personnels par le DELEGATAIRE dont les termes ont été acceptés par les instances représentatives du personnel du DELEGATAIRE et portés à la connaissance du DELEGANT (le « **Plan d'Activité Partielle** »).

7.2 L'ensemble des coûts résultant pour le DELEGATAIRE de la mise en œuvre du Plan d'Activité Partielle sont compensés par le DELEGANT, déduction faite, le cas échéant, des aides publiques perçues dans ce contexte par le DELEGATAIRE.

Il est établi à cet égard que l'exécution du Plan d'Activité Partielle constitue une obligation de moyens à la charge du DELEGATAIRE, étant entendu que ce dernier sera responsable en cas de manquement à son engagement de solliciter les aides publiques disponibles de la DIRECCTE. En revanche, s'il advenait que, malgré la bonne exécution du Plan d'Activité Partielle, le DELEGATAIRE n'obtenait pas les aides publiques à recevoir de la part de la DIRECCTE, sa responsabilité ne saurait en aucun cas être engagée de ce fait.

7.3 La compensation versée par le DELEGANT au DELEGATAIRE des coûts supportés par ce dernier dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Activité Partielle prend la forme d'un paiement forfaitaire mensuel, calculé et actualisé selon la méthodologie définie en Annexe 7 du présent Avenant N° 7 et effectué selon l'échéancier joint en Annexe 7 du présent Avenant N° 7.

7.4 Par ailleurs, le montant de la RPP sera diminué de l'écart entre (i) les montants versés par le DELEGATAIRE pendant la période de suspension et (ii) la masse salariale du compte prévisionnel d'exploitation du DELEGATAIRE au titre de la Convention de DSP ajustée. Cet ajustement sera lissé sur la durée résiduelle de la Convention de DSP.

A cet effet, le DELEGATAIRE mesurera le pourcentage net de baisse de la masse salariale pendant la période de suspension des activités d'incinération de l'UIOM. Ce pourcentage résulte du rapport entre (a) le coût de la masse salariale prévisionnelle annualisée pendant la période de suspension, augmentée de l'ensemble des coûts associés au Plan d'Activité Partielle dont ceux relatifs à la formation, et (b) le coût de la masse salariale réelle annualisée avant suspension et hors surcoûts liés à l'amiante.

Ce pourcentage est ensuite appliqué à la masse salariale définie dans le compte prévisionnel d'exploitation du DELEGATAIRE au titre de la Convention de DSP afin de déterminer la masse salariale du compte prévisionnel d'exploitation du DELEGATAIRE au titre de la Convention de DSP ajustée. L'ensemble des calculs est effectué en euro comparable.

7.5 Si le montant des aides publiques obtenues par le DELEGATAIRE dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Activité Partielle est inférieur à celui pris en compte dans la détermination du forfait défini à l'article 7.3 ci-dessus, les Parties se rencontreront dans les

meilleurs délais afin de déterminer les moyens de remédier au déséquilibre économique en résultant.

ARTICLE 8 Traitement financier des charges courantes à compter du 3 septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de remise en service des installations de l'UIOM

8.1 Dans le cadre de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM, le DELEGATAIRE supporte des charges courantes dont il ne peut pas assurer la couverture par le biais des recettes d'exploitation des installations de l'UIOM. Ces charges courantes sont détaillées en Annexe 8 au présent Avenant N° 7, étant précisé que ce détail inclut les charges liées aux assurances pour la Phase 1 ainsi qu'aux impôts et taxes (hors redevances prévues au titre de la Convention de DSP tel que mentionné ci-après) pour les Phases 1, 2 et 3.

A cet égard, il est expressément convenu entre les Parties que les stipulations de l'article 29 de la Convention de DSP relatives aux redevances annuelles (i) de frais de gestion et de contrôle, (ii) d'occupation du domaine public et (iii) au titre de la contribution à l'amortissement des travaux de mise en conformité de l'UIOM de 2005, sont suspendues à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM. Il en résulte par conséquent que le DELEGATAIRE n'est redevable envers le DELEGANT d'aucune de ces redevances prévues au titre de l'article 29 de la Convention de DSP pendant ladite suspension. Les Parties conviennent que pour l'année 2016 ainsi que pour l'année d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM, les montants des redevances susmentionnées dues au titre de l'article 29 de la Convention de DSP seront proratisés sur la base du nombre de mois d'activité.

Par ailleurs, il est précisé que les recettes d'exploitation des installations de l'UIOM permettant de couvrir les charges courantes du DELEGATAIRE sont apportées par le DELEGANT à hauteur de 25% du total desdites recettes.

8.2 En conséquence, le coût mensuel résultant pour le DELEGATAIRE de ces charges courantes est compensé par le DELEGANT par une indemnité mensuelle versée le mois suivant par le DELEGANT au DELEGATAIRE établie comme suit, conformément à l'Annexe 8 :

i. Phase 1 des travaux : indemnité de 391 460 euros HT par mois ;
ii. Phase 2 des travaux : indemnité de 280 416 euros HT par mois ;
iii. Phase 3 des travaux : indemnité de 327 288 euros HT par mois, étant entendu que cette indemnité sera ajustée en application des stipulations de l'article 4.3 ci-dessus.

8.3 Les Parties conviennent de la nécessité de procéder, dans le cadre de l'Avenant N° 8, à l'évaluation des surcoûts supportés par le DELEGATAIRE en raison de l'évolution réglementaire relative aux impôts et taxes applicables dans le cadre de la Convention de DSP et de définir les modalités de la compensation de ces surcoûts par le DELEGANT au DELEGATAIRE.

8.4 Les montants des indemnités mensuelles mentionnés à l'article 8.2 ci-dessus sont actualisés selon la méthodologie mentionnée à l'article 26 de la Convention de DSP.

ARTICLE 9 Opérations de mise en hivernage des installations de l'UIOM et traitement financier du coût des charges non courantes à compter du 3 septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM

9.1 La suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM rend nécessaire la réalisation d'opérations de mise en hivernage telles que décrites en Annexe 9 au présent Avenant N° 7. Ces opérations portent sur un nombre limitatif de matériels au sein des installations de l'UIOM considérés comme cruciaux (par exemple, au regard de leur fonction critique dans le process résultant notamment de leur rôle prépondérant dans le fonctionnement des installations de l'UIOM et la valorisation énergétique, ou au regard du coût d'investissement initial ou encore du délai nécessaire à leur remplacement, le cas échéant). L'objectif de ces opérations est de préserver les équipements cruciaux afin de minimiser les impacts de la suspension sur la capacité de fonctionnement des installations de l'UIOM et leur remise en service.

En raison du caractère exceptionnel de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM, les matériels non visés au titre des opérations de mise en hivernage seront susceptibles de requérir des interventions et/ou des remplacements pour permettre la remise en service des installations. En conséquence, les Parties conviennent de se retrouver à l'issue d'un délai de un (1) mois suivant la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM afin d'examiner ensemble les frais de remise en état de l'ensemble des installations de l'UIOM en ayant résulté pour le DELEGATAIRE et d'en déterminer les modalités de prise en charge.

9.2 Dans le cadre de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM, le DELEGATAIRE supporte des charges non courantes dont il ne peut pas assurer la couverture par le biais de l'exploitation de l'UIOM. Ces charges non courantes sont réparties entre charges de fonctionnement et charges d'investissement, telles que détaillées en Annexe 10 au présent Avenant N° 7, étant précisé que les montants indiqués le sont à titre prévisionnel.

9.3 Dans ce cadre, le coût des charges non courantes de fonctionnement résultant de la Phase 1 – hors charges liées aux opérations d'hivernage – fait l'objet d'un paiement forfaitaire mensuel sur toute la durée de la Phase 1 d'un montant de 171 280 euros HT, tel que stipulé à l'Annexe 10. Les montants dus à ce titre à la date de signature du présent Avenant N° 7 feront l'objet d'un paiement de régularisation par le DELEGANT d'un montant prévisionnel de 685 120 euros HT, tel que stipulé à l'Annexe 10, au plus tard le 31 janvier 2017.

Les charges résultant pour le DELEGATAIRE des opérations liées à l'hivernage de certains matériels (opérations dites de « cocooning » et « décocooning ») sont estimées à date à un montant total prévisionnel de 4 500 000 euros HT. Ces charges feront l'objet de paiements forfaitaires de la part du DELEGANT pour les montants prévisionnels et selon les échéanciers suivants, tel que stipulé à l'Annexe 10 :

i. le 31 janvier 2017 : paiement d'un montant prévisionnel de 1 794 000 euros HT ;
ii. le 31 janvier 2018 : paiement d'un montant prévisionnel de 2 640 455 euros HT ;

iii. le 31 janvier 2019 : paiement d'un montant prévisionnel de 65 545 euros HT.

Les montants définitifs de l'ensemble des charges non courantes de fonctionnement, y compris celles résultant des opérations d'hivernage, supportées par le DELEGATAIRE au cours de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM seront établis, et actualisés selon la méthodologie définie à l'article 26 de la Convention de DSP, dans le cadre de l'Avenant N° 8.

9.4 Le coût des charges non courantes d'investissement résultant de la Phase 1 fait l'objet d'une subvention d'équipement prévisionnelle de 2 576 000 euros HT, tel que stipulé à l'Annexe 10, correspondant à l'état des travaux à réaliser, versée par le DELEGANT au DELEGATAIRE au plus tard le 31 mars 2017.

Les montants définitifs de l'ensemble des charges non courantes d'investissement supportés par le DELEGATAIRE au cours de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM seront établis dans le cadre de l'Avenant N° 8, ainsi que l'échéancier des paiements forfaitaires dus à ce titre par le DELEGANT au DELEGATAIRE, et actualisés selon la méthodologie définie à l'article 23.2 de la Convention de DSP.

ARTICLE 10 Traitement financier des pertes d'exploitation à compter du 3 septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM

En complément des compensations prévues au titre des articles 7 et 8 ci-dessus, les pertes d'exploitation subies par le DELEGATAIRE et résultant de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM seront compensées par le DELEGANT par le biais d'un montant forfaitaire annuel de 2 200 000 euros HT payé au DELEGATAIRE sous forme de versements mensuels de même montant.

ARTICLE 11 Modalités de traitement des déchets du DELEGANT, des EPCI et de SAMINS à compter du 1er septembre 2016 et - au plus tard - jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM

11.1 En raison de la suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM, les Parties conviennent de la nécessité de définir les nouvelles modalités de traitement (i) des déchets du DELEGANT apportés au DELEGATAIRE à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM , (ii) des déchets des EPCI à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016 et (iii) des DIB de SAMINS traités à la demande du DELEGANT jusqu'au 31 décembre 2016.

11.2 A ce titre, les Parties sont convenues de mettre en œuvre les modalités suivantes de traitement des déchets :

i. L'incinération sera réalisée sur des sites extérieurs par des prestataires sélectionnés à l'issue d'une procédure d'appel d'offres du DELEGATAIRE (les « **Prestataires** ») à hauteur d'un montant maximum de 160 000 tonnes par an pour l'ensemble des clients du DELEGATAIRE.

ii. Sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires à l'incinération des tonnages stipulés au (i) ci-dessus, le recours par le DELEGATAIRE au stockage des déchets est limité à un montant maximum de 10% de l'ensemble des tonnages reçus chaque année – hors encombrants. L'EMS pourra autoriser un dépassement de ce plafond sur demande expresse du DELEGATAIRE.
iii. Les déchets encombrants pourront, dans la mesure du possible et en vue de leur valorisation, faire l'objet d'un tri au sein d'installations externes dûment équipées à cet effet.
iv. Les déchets qui n'auront pas pu être traités par voie d'incinération ou de tri mécano-biologique feront l'objet d'un stockage.

11.3 Dans l'attente de l'obtention par les Prestataires du DELEGATAIRE des autorisations nécessaires pour permettre le traitement des déchets du DELEGANT, des EPCI et de SAMINS selon les modalités définies à l'article 11.2.(i) ci-dessus, et au plus tard jusqu'au 31 mars 2017, le DELEGATAIRE pourra recourir au stockage de ces déchets sans limite de tonnage, quelle que soit la nature des déchets concernés, en complément des capacités d'incinération dont dispose ou viendrait à disposer le DELEGATAIRE par l'intermédiaire de ses Prestataires.

11.4 Le coût du traitement des déchets du DELEGANT supportés par le DELEGATAIRE pendant la suspension des activités d'incinération de l'UIOM sera pris en charge par le DELEGANT sur la base d'un prix pivot, hors TGAP, sur lequel le DELEGATAIRE s'engage (le « **Prix Pivot** »). Les modalités de détermination, d'application et de révision du Prix Pivot sont précisées en Annexe 11 au présent Avenant N°7.

11.5 Les écarts constatés – à la hausse ou à la baisse – entre le Prix Pivot augmenté de deux (2) euros et le prix réellement supporté par le DELEGATAIRE pour le traitement des déchets du DELEGANT seront partagés à parts égales entre les Parties.

11.6 Sur la base des principes stipulés ci-dessus et à l'Annexe 11 au présent Avenant N°7, le coût de traitement de ces déchets sera déterminé et facturé mensuellement par le DELEGATAIRE au DELEGANT. A ce titre, le DELEGATAIRE fournira toute information nécessaire à la justification des montants facturés au DELEGANT.

11.7 Les surcoûts du traitement des déchets des EPCI supportés par le DELEGATAIRE à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016 sont compensés par le DELEGANT. Le DELEGATAIRE a d'ores et déjà soumis des avenants aux marchés publics des EPCI afin que les prix en vigueur soient adaptés, au plus tard le 31 décembre 2016, aux coûts réels de traitement et fera ses meilleurs efforts pour que ces avenants prennent effet au 1er janvier 2017. En tout état de cause, le DELEGANT continuera à compenser le DELEGATAIRE des surcoûts de traitement des déchets des EPCI jusqu'à l'entrée en vigueur des avenants concernés.

Le montant de cette compensation sera égal à la différence entre le coût du traitement sous-traité des déchets des EPCI et le coût facturé pour ce traitement aux EPCI. La compensation ainsi calculée sera versée sous forme d'un paiement mensuel dans les 30 jours de la remise du justificatif correspondant par le DELEGATAIRE.

Le premier versement effectué par le DELEGANT au titre du présent article 11.7 compensera le DELEGATAIRE de l'ensemble des surcoûts de traitement des EPCI supportés à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à l'échéance du mois correspondant à ce premier versement.

11.8 Pendant la période de suspension des activités d'incinération de l'UIOM, il ne sera pas fait application du prix maximum de traitement des déchets des EPCI tel que fixé à l'article 4.3 de l'Avenant N° 3. Les Parties conviennent de se réunir à l'issue de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM afin d'ajuster, le cas échéant, ce prix maximum.

11.9 Les surcoûts du traitement des déchets des DIB de SAMINS supportés par le DELEGATAIRE à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016 sont compensés par le DELEGANT. Le DELEGATAIRE a d'ores et déjà soumis un avenant au marché conclu avec SAMINS afin que les prix en vigueur soient adaptés, au plus tard le 31 décembre 2016, aux coûts réels de traitement et fera ses meilleurs efforts pour que cet avenant prenne effet au 1er janvier 2017. En tout état de cause, le DELEGANT continuera à compenser le DELEGATAIRE des surcoûts de traitement des DIB de SAMINS jusqu'à l'entrée en vigueur de l'avenant concerné.

Le montant de cette compensation sera égal à la différence entre le coût du traitement sous-traité des DIB de SAMINS et le coût facturé pour ce traitement à SAMINS. Cette compensation sera effectuée par un paiement mensuel dans les 30 jours suivant la remise par le DELEGATAIRE des justificatifs correspondants.

Le premier versement effectué par le DELEGANT au titre du présent article 11.9 compensera le DELEGATAIRE de l'ensemble des surcoûts supportés de traitement des DIB de SAMINS à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à l'échéance du mois correspondant à ce premier versement.

Il est établi entre les Parties que le traitement d'aucun autre DIB ne saurait être mis à la charge du DELEGATAIRE pendant la période de suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM.

11.10 En l'absence d'obtention par les Prestataires du DELEGATAIRE des autorisations nécessaires au traitement par voie d'incinération des tonnages stipulés au paragraphe 11.2.(i) au plus tard le 31 mars 2017, les Parties devront se rencontrer dans les meilleurs délais afin de redéfinir ensemble les modalités de traitement des déchets du DELEGANT, des EPCI et de SAMINS pendant la période de suspension des activités d'incinération de l'UIOM.

11.11 Il est expressément convenu entre les Parties que l'application de la clause d'intéressement prévue au titre de l'article 27 de la Convention de DSP est suspendue à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM. En conséquence, le DELEGATAIRE ne saurait être tenu, pendant cette période, au versement d'un quelconque intéressement au DELEGANT.

ARTICLE 12 Traitement des pénalités contractuelles, des indemnisations et autres conséquences financières au titre des contrats vapeur/chaleur

12.1 A la suite de la dénonciation des contrats conclus avec les clients industriels SIL FALA et Punch Powerglide, le DELEGATAIRE a négocié, en coopération avec le DELEGANT, des protocoles transactionnels dont les projets ont été portés à la connaissance du DELEGANT. Il est expressément établi entre les Parties que le DELEGANT a validé les termes de ces projets de protocoles transactionnels portés à sa connaissance. En conséquence, le DELEGANT s'engage à verser au DELEGATAIRE les montants à sa charge au titre de ces protocoles transactionnels au plus tard dans les 30 jours à compter de la date de réception par le DELEGANT de ces protocoles signés, de sorte que le DELEGATAIRE soit en mesure d'indemniser les clients industriels SIL FALA et Punch Powerglide dans les délais requis.

Dans le cadre desdits projets de protocoles transactionnels, le DELEGATAIRE et les clients vapeur ont déterminé d'un commun accord un nouveau prix pour la fourniture de vapeur qui sera formalisé dans le cadre d'un nouveau contrat en cours de finalisation entre ces parties.

12.2 En application des projets de protocoles transactionnels portés à la connaissance du DELEGANT, en cas de non reprise de la fourniture de vapeur au 31 juillet 2019, le DELEGATAIRE sera redevable d'une indemnité supplémentaire envers SIL FALA et Punch Powerglide. Les Parties conviennent que le DELEGANT compensera le DELEGATAIRE de l'intégralité de l'indemnité versée à ce titre par le DELEGATAIRE réduite, le cas échéant, à due proportion des conséquences résultant de la responsabilité fautive du DELEGATAIRE dans la survenance de ce retard.

12.3 Dans le cadre des contrats chaleur conclus par le DELEGATAIRE avec CUS Habitat et Strasbourg Energie, le DELEGATAIRE négocie, en coopération avec le DELEGANT, les termes des avenants prévus au titre de l'Annexe 2 de l'Avenant N° 6.

En ce qui concerne le contrat chaleur conclu avec SICI, le DELEGATAIRE portera à la connaissance du DELEGANT, dans le cadre de l'Avenant N° 8, les termes de l'avenant prévu au titre de l'Annexe 2 de l'Avenant N° 6 et les Parties discuteront des suites à donner à cet avenant en tant que de besoin.

Le DELEGANT tiendra le DELEGATAIRE indemne de toutes les conséquences financières résultant pour le DELEGATAIRE de l'absence de conclusion de ces avenants.

ARTICLE 13 Risques spécifiques liés à l'aménagement de l'exploitation de l'UIOM

13.1 En raison de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM, les obligations de certification stipulées à l'article 9 de la Convention de DSP sont suspendues à compter du 3 septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM.

13.2 Le DELEGATAIRE s'engage à :

i. fournir dans les meilleurs délais les éléments nécessaires à l'élaboration du dossier permettant l'instruction par les services fiscaux des conditions du dégrèvement de TGAP liée à la performance énergétique des installations de

l'UIOM, de façon à obtenir le maintien de la TGAP pendant la suspension des activités d'incinération de l'UIOM ;

ii. à compter de la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM :
    a. obtenir la certification ISO 14001 dans un délai de 6 mois ;
    b. respecter la performance d'émission de NOX atteinte à la date de suspension des activités d'incinération de l'UIOM.

Par ailleurs, à compter de la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM, le DELEGATAIRE devra faire tous ses efforts afin de faire bénéficier le DELEGANT du meilleur taux de TGAP par le biais de :

i. l'obtention de toute autre certification permettant de bénéficier d'un dégrèvement de la TGAP incinération dans les meilleurs délais ;
ii. l'obtention du dégrèvement de la TGAP lié à la performance énergétique des installations de l'UIOM.

Dans ces conditions, le DELEGANT tiendra le DELEGATAIRE indemne de l'ensemble des surcoûts de TGAP en résultant.

13.3 Dans la mesure où le DELEGATAIRE aura mené l'ensemble des démarches administratives nécessaires, le DELEGANT le tiendra indemne de toutes conséquences financières résultant de la perte ou de la non obtention des permis et/ou autorisations requis pour l'exploitation de l'UIOM, en particulier l'autorisation ICPE, et la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée.

13.4 Dans le cadre de l'aménagement du calendrier de réalisation de l'unité de méthanisation tel que prévu à l'Article 8 de l'Avenant N° 4, la référence au mois de décembre 2017 telle que stipulée est modifiée et remplacée par la référence au mois de décembre 2020.

13.5 Les stipulations de l'Avenant N° 3 relatif au traitement des mâchefers sont prorogées afin d'en faire application aux mâchefers produits jusqu'à la date de suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM. Il est ainsi expressément convenu entre les Parties qu'il sera fait application des termes de l'Avenant N° 3 notamment pour les mâchefers traités en 2014, 2015 et 2016.

ARTICLE 14 Régime des assurances à compter du 3 septembre 2016

14.1 Dans le cadre de la suspension des activités d'incinération de l'UIOM et de la réalisation du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée, les Parties conviennent que les stipulations de l'article 17 de la Convention de DSP relatif aux obligations assurantielles du DELEGATAIRE seront aménagées dans le cadre de l'Avenant N° 8.

14.2 Les Parties conviennent d'ores et déjà que les coûts d'assurance, pendant la période de suspension des activités d'incinération de l'UIOM, sont intégrés dans les charges courantes supportées par le DELEGATAIRE de la manière suivante :

i. pendant la Phase 1, ces coûts seront ceux prévus en Annexe 8 ;
ii. pendant les Phases 2 et 3, ces coûts seront compensés à l'euro l'euro selon les modalités à définir dans le cadre de l'Avenant N° 8.

14.3 Les Parties conviennent également de la nécessité, à compter du démarrage de la Phase 2 du nouveau programme de travaux de désamiantage et de réfection associée et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM, de contracter une couverture assurantielle globale couvrant l'ensemble des dommages (i) hors travaux, (ii) liés aux travaux et (iii) liés à la remise en service et incluant une garantie perte financière.

A cette fin, les Parties conviennent d'ores et déjà de constituer, en application des dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 *relative aux marchés publics* un groupement de commande dont le mandataire sera le DELEGANT. Ce groupement de commande sera pleinement soumis aux règles de passation des marchés publics de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 précitée et de son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016. Une convention constitutive du groupement au sens du II de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 précitée sera en conséquence conclue entre les Parties.

Le groupement de commande ainsi constitué sera chargé de passer :

i. selon les procédures accélérées pour urgence, un marché d'assistance et de conseil à la passation du ou des marchés publics d'assurance nécessaire(s) pour couvrir l'ensemble des risques notamment tous dommages hors travaux et tous dommages liés aux travaux ainsi qu'à la remise en service (Tous risques montages-essais) incluant une garantie « pertes financières » et ayant pour objet l'assistance à la définition du besoin, la rédaction des documents contractuels, l'assistance à la passation et notamment à l'analyse des offres ainsi qu'éventuellement l'assistance du groupement en cours d'exécution en cas de réalisation d'un sinistre ;
ii. un ou plusieurs marchés d'assurance permettant de couvrir l'ensemble des risques encourus sur la base des documents contractuels définis dans le cadre de la mission de conseil et d'assistance.

La clé de répartition entre les Parties des coûts des assurances ainsi souscrites sera déterminée après rédaction des documents contractuels des marchés d'assurance à passer et sera contractualisée dans le cadre de l'Avenant N°8.

ARTICLE 15 Remboursement des emprunts du DELEGATAIRE et suspension partielle du paiement de la RPP

15.1 Dans le cadre de la suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM, le paiement de la RPP définie à l'article 25 de la Convention de DSP est suspendu à compter du 3 septembre 2016 et jusqu'à la date d'achèvement de la remise en service des installations de l'UIOM.

Par conséquent, le DELEGATAIRE n'étant plus en mesure de bénéficier des recettes d'exploitation lui permettant d'assurer le remboursement de ses emprunts bancaires et intra-groupes, le DELEGANT versera au DELEGATAIRE une indemnité couvrant l'ensemble de ces remboursements, pendant la période de suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM, pour des montants et selon l'échéancier tels que fixés dans le cadre de l'Annexe 2. A cet égard, il est précisé que les recettes d'exploitation des installations de l'UIOM permettant au DELEGATAIRE de rembourser ses emprunts bancaires et intragroupes sont apportées par le DELEGANT à hauteur de 25% desdites recettes.

Les modalités de versement de cette indemnité sont établies ci-dessous et prennent notamment la forme d'un maintien du paiement de certaines quotes-parts de la RPP.

15.2 Le DELEGANT s'engage irrévocablement à continuer de payer la quote-part J(1) de la RPP dans les termes définis à l'Annexe 12 pendant la période de suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM.

15.3 De la même manière, le DELEGANT s'engage irrévocablement à continuer de payer la quote-part D de la RPP, dans les termes définis à l'Annexe 13 pendant la période de suspension des activités d'incinération au sein de l'UIOM et, le cas échéant, à accepter la cession de créance consentie sur ce terme par le DELEGATAIRE au bénéfice d'un organisme prêteur.

15.4 Enfin, le DELEGANT procèdera à un paiement trimestriel d'un montant de 178 964 euros HT dans les termes définis à l'Annexe 14 et correspondant au crédit « corporate » contracté par le DELEGATAIRE dans le cadre de la conclusion de l'Avenant N° 2 lié à l'extension du réseau de chaleur.

ARTICLE 16 Force obligatoire

En cas de conflit entre les termes du présent Avenant N° 7 et les termes résultant de la Convention de DSP et des Avenants N° 1, N° 2, N° 3, N° 4, N° 5 et N° 6, les Parties s'engagent à faire prévaloir les stipulations du présent Avenant N° 7 et à prendre toutes dispositions nécessaires à cet effet.

ARTICLE 17 Date d'entrée en vigueur

Le présent Avenant N° 7 entre en vigueur rétroactivement à compter du 1er septembre 2016.

Fait à Strasbourg, le
En deux (2) exemplaires originaux

L'Eurométropole de Strasbourg
représentée par

Monsieur Robert Herrmann, Président

SENERVAL
représentée par

Monsieur Maurice Andres, Président

36

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Protocole d'accord en vue de la résiliation amiable du marché public de services pour l'incinération des ordures ménagères résiduelles de la Communauté de Communes « Les Châteaux ».

Le 24 décembre 2014, la communauté de communes « Les Châteaux » a conclu avec la société Sénerval un marché public de service d'une durée de quatre ans (date de fin le 31 décembre 2018) et relatif à l'incinération des ordures ménagères résiduelles avec récupération d'énergie et valorisation des métaux

Par ailleurs, la communauté de communes « Les Châteaux » et l'Eurométropole de Strasbourg vont fusionner à compter du 1er janvier 2017 et cette dernière, qui se substitue de plein droit pour l'exercice de ses compétences à la communauté de communes, sera compétente pour la gestion des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire en ce inclus le territoire des anciennes communes membres de la communauté de communes « Les Châteaux ».

Ainsi, en application de l'article 8 de l'arrêté de fusion en date du 26 octobre 2016 du préfet du Bas Rhin, les contrats conclus par la communauté de communes « Les Châteaux » sont exécutés par l'Eurométropole de Strasbourg dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties.

La société Sénerval exploite l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères de Strasbourg dans le cadre de l'exécution d'une DSP conclue le 28 juin 2010 avec la Communauté Urbaine de Strasbourg devenue l'Eurométropole de Strasbourg et ce pour une durée de vingt ans ; Par ailleurs, Sénerval exécute le marché conclu avec la Communauté de communes « les Châteaux » dans le cadre de l'exécution de cette convention de DSP. En conséquence de ce qui précède, pour des motifs de cohérence et de simplification administrative et financière, il apparaît nécessaire de procéder à la résiliation du marché.

La résiliation se réalise par voie amiable et est exclusive de toute indemnité de part et d'autre, sans préjudice de l'éventuel apurement des comptes entre les Parties. Elle prend effet à compter du 1er janvier 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le principe de résolution transactionnelle du marché public de service portant sur l'incinération des ordures ménagères résiduelles avec récupération d'énergie et valorisation des métaux conclu par la société Sénerval avec la communauté de communes « Les Châteaux »,

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer lesdites conventions transactionnelles en résultant.

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

PROTOCOLE D'ACCORD EN VUE DE LA RESILIATION AMIABLE

DU MARCHE PUBLIC DE SERVICES POUR L'INCINERATION DES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES

DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES « LES CHATEAUX »

ENTRE :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, ayant son siège, 1, parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Robert Herrmann, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du [•] 2016,

Ci-après "l'Eurométropole de Strasbourg »

d'une part,

ET :

LA SOCIETE SENERVAL, société par actions simplifiée au capital social de 4.000.000 euros, dont le siège social est sis, 3 route de Rohrschollen – 67100 Strasbourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 519 253 355, représentée par Monsieur Maurice Andres, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après « la société Sénerval »

d'autre part,

ensemble les « Parties », et individuellement une « Partie ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Considérant que le 24 décembre 2014, a été conclu entre la communauté de communes « Les Châteaux » et la société Sénerval un marché public de service portant sur l'incinération des ordures ménagères résiduelles avec récupération d'énergie et valorisation des métaux (ci-après le « marché», dont le « Cahier des Clauses Techniques et Administratives Particulières » fait partie intégrante ;

Considérant que ce marché a été conclu pour une durée de quatre (4) ans, du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018 ;

Considérant que le Préfet du Département du BAS-RHIN a pris le 26 octobre 2016 un arrêté portant fusion par intégration de la communauté de communes « Les Châteaux » dans l'Eurométropole de Strasbourg ;

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2017, l'Eurométropole de Strasbourg sera compétente pour la gestion des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire en ce inclus le territoire des anciennes communes membres de la communauté de communes « Les Châteaux » ;

Considérant qu'en application de l'article 8 de l'arrêté de fusion en date du 26 octobre 2016 précité, l'ensemble des biens, droits et obligations de la communauté de communes « Les Châteaux » est transféré à l'Eurométropole de Strasbourg qui se substitue de plein droit pour l'exercice de ses compétences à la communautés de communes, dans toutes ses délibérations et tous ses actes ;

Considérant qu'en application de l'article 8 de l'arrêté de fusion en date du 26 octobre 2016 précité, les contrats conclus par la communauté de communes « Les Châteaux » sont exécutés par l'Eurométropole de Strasbourg dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties ;

Considérant toutefois que la société Sénerval exploite l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères de Strasbourg (ci-après l' « **UIOM** ») dans le cadre de l'exécution d'une convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'UIOM de Strasbourg et des équipements de valorisation énergétique et matière des déchets qui la constituent (ci-après la « **Convention de DSP** ») conclue le 28 juin 2010 avec la Communauté Urbaine de Strasbourg devenue l'Eurométropole de Strasbourg et ce pour une durée de vingt (20) ans ;

Considérant que la société Sénerval exécute le marché conclu avec la Communauté de communes « les Châteaux » dans le cadre de l'exécution de cette convention de DSP (v. art. 6 de la convention de DSP ;

Considérant, en conséquence de ce qui précède, que pour des raisons de cohérence et de simplification administrative et financière, il apparaît nécessaire de procéder à la résiliation du marché.

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet du présent accord

Le présent accord a pour objet :

- de convenir amiablement, et d'un commun accord entre les parties, de la résiliation du marché public de service portant sur l'incinération des ordures ménagères résiduelles avec récupération d'énergie et valorisation des métaux conclu par la société Sénerval avec la communauté de communes « Les Châteaux » ;
- de déterminer les modalités du règlement définitif de l'ensemble des conséquences de cette résolution.

Article 2 – Résiliation amiable du marché

Le marché public de service portant sur l'incinération des ordures ménagères résiduelles avec récupération d'énergie et valorisation des métaux conclu par la société Sénerval avec la communauté de communes « Les Châteaux » est résilié dans les conditions prévues par le présent accord.

La Résiliation est exclusive de toute indemnité de part et d'autre, sans préjudice de l'éventuel apurement des comptes entre les Parties dans les conditions définies ci-après.

Article 3 – Date d'effet de la résiliation

La résiliation prend effet à compter du 1er janvier 2017.

Article 4 – Effet de la résiliation

A compter du 1er janvier 2017 les ordures ménagères résiduelles objet du marché conclu par la société Sénerval avec la communauté de communes « Les Châteaux » seront traitées dans le cadre et aux conditions de la convention de DSP et de ses avenants conclus par la société Sénerval avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 5 – Règlement des comptes du marché

Les prestations effectuées par la Société Sénerval dans le cadre de l'exécution du marché et qui ne lui auront pas été payées au 31 décembre 2016, seront réglées par l'Eurométropole de Strasbourg aux conditions financières du marché sur présentation des justificatifs.

Article 6 - Engagement de la société Sénerval

La société Sénerval s'engage à n'exiger aucune somme ni aucune indemnité autre que celle prévue à l'article 5 du présent accord et ce à quelque titre que ce soit du fait de la résiliation du marché.

Article 7 – Règlement des litiges

Les litiges qui naîtraient de l'exécution du présent accord de résiliation amiable seront portés devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

37

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

UIOM - Travaux sur le bâti.

Eléments de contexte

La présente délibération fait suite à la validation du conseil de l'Eurométropole du 3 juin 2016 portant sur l'opération de désamiantage à engager sur l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Strasbourg – sise 3, Route du Rohrschollen 67100 Strasbourg.

La délibération relative à l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Strasbourg a contractualisé le scénario d'intervention en vue de restituer des conditions de travail « hors risque amiante » dans le hall fours-chaudières (Scénario 1).
L'avenant n°7 présenté à ce même conseil prend en compte contractuellement la période de travaux et définit les travaux confiés par le délégant au délégataire.

Le scénario retenu consiste à suspendre l'activité d'incinération afin de permettre au délégant et au délégataire d'œuvrer alternativement et/ou concomitamment respectivement sur le bâti et sur les installations process.

Les deux programmes seront réalisés en coordination sous pilotage de la Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains.

La suspension de l'activité d'incinération a démarré le 3 septembre 2016. Le service public d'éliminationdes déchets est assuré par détournement des ordures ménagères résiduelles prioritairement vers des unités de valorisation énergétique (voir dans la délibération avenant n°7 au contrat de DSP).

La délibération porte sur :

- le désamiantage du hall four - chaudière hors éléments de process industriel,
- la dépose des bardages amiantés et des réseaux électriques

- la pose de nouveaux bardages et de nouveaux réseaux,
- la restructuration d'un pavillon situé dans l'enceinte du site de traitement en vue de la relocalisation des vestiaires des agentsde l'Eurométropole de Strasbourg.

Enjeux

Il s'agit de mener un programme concerté et complémentaire de travaux pour restituer des conditions de travail « hors risque amiante » dans le hall fours – chaudières conformément aux Code de la Santé Publique qui impose un seuil inférieur à cinq fibres d'amiante par litre d'air et conformément au Code du Travail qui impose un seuil inférieur ou égal à dix fibres d'amiante par litre en moyenne sur 8 heures en zone de travail. Au regard des concentrations mesurées aléatoirement et ponctuellement supérieures aux seuils réglementaires, les autorités sanitairesdemandent pour permettre l'exploitation sans protections particulières amiante, d'être en dessous du seuil du code de la santé publique et d'avoir réalisé tous les travaux nécessaires en vue d'éviter des relargages de fibres d'amiante.

Conformément aux éléments mentionnés dans l'avenant n°6, La durée de suspension de l'activité d'incinération est estimée à 2,5 ans.

Par ailleurs, les agents de l'Eurométropole disposent d'un pavillon et d'un local vestiaires situé à proximité de la zone de déchargement des ordures ménagères. Ces deux locaux sont également concernés par la présence d'amiante : tablettes de fenêtres, revêtements de sols, carrelage. Le e local vestiaires étant profondément impacté par les travaux de l'usine (retrait des bardages) et le pavillon présentant des surfaces exploitables, il est proposé de mutualiser le pavillon pour l'ensemble du personnel de l'Eurométropole de Strasbourg moyennant une rénovation avec restructuration. Après les travaux, le local vestiaires actuel sera rétrocédé au délégataire, tel que défini dans le cadre de l'avenant n °1 au contrat de DSP.

Le programme des travaux est le suivant :

Dans le hall fours – chaudières de l'usine :
Mise en place des échafaudages intérieurs et extérieurs,
Mise en place des confinements,
Travaux préparatoires : modifications de passerelles,
Dépose des réseaux électriques et autres réseaux : traitement en déchets amiantés,
Dépoussiérage de l'intégralité du hall : aspiration, nettoyage humide,
Dépose des bardages : traitement en déchets amiantés,
Pose de nouveaux bardages,
Installation des nouveaux réseaux électriques et autres réseaux.

Dans le pavillon :
Désamiantage : dépose des tablettes de fenêtres, dépose revêtement de sol, dépose carrelage,
Mise à niveau réglementaire : Code du travail, accessibilité, électricité, qualité de l'air, hygiène,
Rénovation du clos-couvert : toiture, menuiseries extérieures, ravalement de façades,
Restructuration intérieure : cuisine, douches, sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureau,
Travaux de finition : plâtrerie, peinture, carrelage, revêtements de sol.

Montage opérationnel

L'organisation des travaux de la maîtrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg se structure ainsi :

- lancement d'une procédure restreinte de consultation avec négociations visant à déterminer l'entreprise en charge du désamiantage,
- désignation d'un assistant du maître d'ouvrage (AMO) chargé de suivre les études et travaux effectués par l'entreprise, les obligations réglementaires « amiante », les opérations préparatoires (mesures d'empoussièrement), les bordereaux de suivi des déchets, les opérations de restitution (mesures libératoires, contrôles visuels),
- désignation d'un AMO pilote en charge de la coordination des maîtrises d'ouvrage,

- désignation d'un maître d'œuvre externe chargé de la conception et de la réalisation du programme de restructuration et de rénovation du pavillon,
- désignation d'un maître d'œuvre externe chargé de la conception et de la réalisation du programme pose des bardages et de pose des réseaux électriques et autres réseaux.

Le maître d'œuvre sera sélectionné suite à une procédure concurrentielle avec négociation conformément aux articles 25 et 71 à 73 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Montant d'opération

Travaux :	
Travaux de retrait d'amiante :	**12 000 000 €TTC**
Travaux de repose bardage, repose réseaux électriques et repose autres réseaux	**3 000 000 €TTC**
Travaux de restructuration et de rénovation du pavillon :	**180 000 €TTC**
Prestations intellectuelles	**750 000 €TTC**
Divers (sondages, diagnostic, tolérances études et travaux, consultations, assurances, etc.)	**2 070 000 €TTC**
TOTAL	**18 000 000 €TTC**

Calendrier prévisionnel

Le démarrage des travaux de retrait d'amiante du bâti est prévu à partir de début mai 2017, pour une durée prévisionnelle de 17 mois :

Etape 1 : Intervention hall fours – chaudières de mai 2017 à mai 2018,
Etape 2 : Dépose des bardages et réseaux électriques, restructuration et rénovation du pavillon de mai 2017 à août 2017,
Etape 3 : Pose des bardages de janvier 2018 à mai 2018, Pose des réseaux électriques et autres réseaux de mai 2018 à août 2018.

Le retour à la situation normale d'exploitation est prévu fin janvier 2019 avec arrêt des détournements et redémarrage des activités de valorisation énergétique du site..

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le projet d'intervention sur le bâti de l'UIOM et le projet restructuration du bâtiment d'accueil tel qu'il est décrit dans l'exposé des motifs pour un montant de 18 000 000 € TTC,

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 18 000 000 € TTC de ces projets sur l'autorisation de programme AP 0268 prog 1149,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*

- *à signer tous les documents nécessaires à l'exécution du programme de travaux décrit,*

- *à déposer et à signer les demandes d'autorisation préalables auprès des services de l'Etat,*

- *à déposer et à signer les demandes d'autorisation administratives et d'urbanisme,*

- *à solliciter auprès des financeurs extérieurs les subventions y afférent et à signer tous les actes en résultant,*

- *à signer tous les documents permettant la mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016

38

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 16 décembre 2016

Création d'une commission Prévention et Gestion des déchets.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'élargir les réflexions menées actuellement par le groupe de travail Politique Déchets, mis en place en mars 2015 et de créer une commission regroupant l'ensemble des communes de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette Commission intitulée prévention et gestion des déchets sera composée d'élus-es désignés-es par les communes du territoire de l'Eurométropole.

Cette commission travaillera en liaison avec le groupe de travail Politique Déchets notamment sur les sujets relatifs à la prévention, le réemploi, la réduction, la valorisation, la collecte et le traitement des déchets, ressources économiques pour notre territoire.

Pour cela, la commission prévention et gestion des déchets pourra auditionner des experts du domaine pour permettre un partage de connaissances et de bonnes pratiques menées sur le territoire et au-delà. La commission alimentera les travaux du groupe de travail Politique Déchets.

Les travaux se feront en lien avec les projets structurants de la collectivité (Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, Stratégie Air-Climat-Energie, Stratégie Eco 2030, …).

La commission prévention et gestion des déchets sera présidée par le Président de l'Eurométropole ou son (sa) représentant(e), et sera composée comme suit :
- un(e) (1) représentant(e) par commune de moins de 10 000 habitants,
- deux (2) représentants(es) pour les communes de plus de 10 000 habitants hors Strasbourg,
- quatre (4) représentants(es) pour Strasbourg.

Pour ce faire, chaque commune de l'Eurométropole de Strasbourg proposera après le 1er janvier 2017 son (sa) ou ses représentants(es) pour la composition de la Commission Prévention et Gestion des Déchets.

Enfin, un règlement intérieur propre à cette commission précisera son mode de fonctionnement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la constitution d'une Commission thématique prévention et gestion des déchets chargée :
- *d'alimenter les travaux du Groupe de travail Politique Déchets,*
- *de favoriser le partage d'expériences et de connaissances sur le territoire,*

arrête

- *la désignation par chaque commune de son (sa) ou ses représentants (es) au sein de cette commission à compter du 1er janvier 2017, selon les modalités suivantes :*

- *un(e) (1) représentant(e) par commune de moins de 10 000 habitants,*
- *deux (2) représentants(es) pour les communes de plus de 10 000 habitants hors Strasbourg,*
- *quatre (4) représentants(es) pour Strasbourg.*

Adopté le 16 décembre 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2016